

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

**L'EXODE**

(Numéro spécial 120 FF)

Bulletin de liaison et d'information

N° 73

**AVRIL 1991**

## **AVIS AUX LECTEURS**

*L'exode massif et dramatique des Kurdes d'Irak vers la Turquie et l'Iran a suscité dans les médias et dans l'opinion publique internationale une très vive émotion. Outre les reportages télévisés quasi-quotidiens des milliers d'articles ont été publiés dans nombre de pays et de langues. Tout en conservant cette documentation abondante dans les archives de l'Institut, nous ne pouvons en reproduire dans ce numéro exceptionnel du Bulletin, déjà fort volumineux, qu'une sélection représentative, mais restreinte, des articles parus dans les langues occidentales. Par ailleurs, la publication de ce numéro a pris un certain retard dont nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.*

---

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,  
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.  
ISSN 0761 1285

**INSTITUT KURDE**, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04



## Sommaire

- L'EXODE
  - CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS
  - UN BILAN PROVISOIRE DE L'OPÉRATION  
«PROVIDE COMFORT»
  - ANNEXES
  - EN BREF, LA REVUE DE PRESSE
- 

## L'Exode

**A**près le bref «printemps kurde» de mars, le peuple kurde d'Irak a connu en ce mois d'avril les événements les plus tragiques de son histoire pourtant déjà si fertile en drames. La terreur et la panique ont succédé au fol espoir de liberté de mars. Les bombardements intensifs des villes par des hélicoptères, des avions et de l'artillerie lourde irakienne faisant usage des bombes au phosphore, au napalm et à l'acide sulfurique, l'indifférence de la coalition alliée face à ce carnage, le spectre des armes chimiques ont poussé la population sur les routes de l'exode. Un exode sans précédent dans l'histoire kurde et dépassant en ampleur et en intensité tout ce que le monde a connu au cours des dernières décennies. Faute de possibilités de survie dans les campagnes kurdes, désormais totalement détruites, la population kurde, toutes classes sociales, tous âges confondus s'est dirigée vers les frontières de l'Irak et de la Turquie. Après des jours et des jours de marche sur les sentiers boueux ou enneigés de montagne, ce flot incessant d'hommes, de femmes et d'enfants était stoppé à la frontière turque par les autorités d'Ankara, affirmant vouloir éviter à leur pays d'être submergé,

tandis qu'après quelques hésitations l'Irak décidait d'ouvrir ses frontières à cette immense marée humaine. Les images terribles de cet exode, qualifié de «biblique» par le pape Jean-Paul II, ont bouleversé les consciences dans le monde entier. Par le biais de cette tragédie se déroulant quasiment en direct l'opinion publique internationale a «découvert» l'existence d'un problème kurde dans l'Irak de Saddam Hussein et dans les pays voisins. Des Etats-Unis au Japon, de la Scandinavie à l'Australie, dans tous les pays démocratiques ayant une presse libre les populations ont exprimé leur indignation et un effort de solidarité sans précédent, en tout cas dans l'histoire kurde, s'est manifesté en faveur du peuple kurde dans nombre de pays. Cette solidarité a pris une ampleur particulière dans des pays déjà sensibilisés au sort des Kurdes comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Suède et la Suisse. D'autres pays comme la Norvège, l'Italie, les Etats-Unis, le Danemark, où le grand public découvrait littéralement l'existence même des Kurdes, ont également apporté un soutien remarquable. La Turquie, pour la première fois de son histoire, a autorisé la collecte de l'aide humanitaire en faveur des Kurdes en détresse. Soutenue par une partie

de la presse et des personnalités turques et kurdes, cette collecte a rencontré un vif succès auprès de la population kurde, bien sûr, mais aussi turque, de nombreux établissements privés voire de municipalités y ont participé.

Dans leur malheur, les Kurdes ont amèrement noté l'absence de réactions dans le monde arabe, face aux crimes abominables commis par un dictateur arabe se proclamant champion du nationalisme arabe. Etats, partis politiques, associations et personnalités arabes sont tous restés silencieux devant la tragédie kurde; les rues d'Alger, de Tunis et de Rabat, qui quelques semaines plutôt étaient envahies par des centaines de milliers de manifestants «*défendant le peuple irakien massacré par l'Occident impérialiste*» sont restées désertes quand Saddam Hussein lui-même s'est mis à massacrer à nouveau les Kurdes et Chiites irakiens.

Projetée sur le devant de la scène mondiale, la question kurde a été, pour la première fois depuis les années 1920, abordée et débattue par des gouvernements et parlements occidentaux et, à la demande de la France, au Conseil de sécurité des Nations-Unies qui lui a consacré la désormais fameuse «*résolution 688*» consacrant le «*devoir d'ingérence humanitaire*». (voir annexe 1) Elle a dominé le sommet européen du 8 avril qui en décidant d'une aide humanitaire urgente d'un milliard de francs et en adoptant la proposition britannique de création de «*zones de sécurité pour les réfugiés kurdes*» a permis à l'Europe d'abrèger les souffrances des Kurdes irakiens et de «*sauver l'honneur*» après cette coûteuse guerre du Golfe menée «*au nom du Droit*». A l'occasion de la tragédie kurde l'Europe qui, selon les commentateurs politiques, «*a été quasiment inexistante*» tout au long de la crise et de la guerre du Golfe, a pu manifester avec éclat son unité et son existence politique dans la période d'après-guerre du Golfe. Finalement, les pressions de l'opinion publique aidant, elle a su vaincre les résistances et réticences de l'administration américaine et amener les Etats-Unis à endosser les propositions européennes sur la question kurde.

Cet événement appartenant désormais à l'histoire kurde et européenne, il nous a paru utile d'en établir ci-dessous une chronologie qui, sans être évidemment exhaustive, retrace jour après jour les faits et déclarations de ses principaux acteurs au cours du mois d'avril.

Voici, dans un ordre chronologique, les principaux faits qui ont ponctué l'actualité kurde irakienne d'avril 1991 :

## Chronologie des événements

Le 31 mars

Après la chute de Kirkouk et les bombardements intenses des villes d'Arbil, Dohouk et Souleimanieh par les forces irakiennes, le Front du Kurdistan, qui regroupe les divers mouvements de la résistance kurde, lance un «*appel urgent*» au secrétaire général de l'ONU et à la communauté internationale pour qu'ils «*mettent immédiatement fin au massacre des civils au Kurdistan. Nous faisons désormais face à une campagne qui a toutes les caractéristiques d'un génocide*». Depuis le début de l'offensive lancée le jeudi 28 mars par les troupes de Bagdad, la population se jette par centaines de milliers sur les routes de l'exode. A Dohouk, Jalal Talabani, leader de l'Union Patriotique s'adresse à plusieurs milliers d'habitants de la ville leur demandant de rester et combattre, mais terrorisés par les bombardements aériens et découragés par l'indifférence de la communauté internationale les gens abandonnent massivement leurs foyers.

Le même jour, à Paris, une quinzaine de personnalités françaises, parmi lesquelles le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, Yves Montand, Jacques Séguéla et les professeurs Paul Milliez et A. Minkowski rendent public un appel demandant aux Alliés «*d'aider les Kurdes d'Irak par tous les moyens*». Après avoir fait respecter le droit international, ajoutent les signataires, il faut faire respecter le droit des hommes.

A Washington, George Mitchell, chef de file de la majorité démocrate au Sénat demande au gouvernement américain de «*faire intervenir l'aviation pour abattre les hélicoptères et les avions attaquant les Kurdes*». Les hélicoptères utilisés par les forces loyales à Saddam Hussein «*provoquent maintenant un bain de sang et il faut les arrêter*», a de son côté déclaré M. Lee Hamilton, représentant démocrate de l'Indiana et président de la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre, qui s'est, cependant élevé contre une intervention américaine pour soutenir la résistance kurde. Invité à

commenter les propos de M. Mitchell, à bord de l'avion présidentiel qui l'emmenait en Floride, M. George Bush s'est contenté de déclarer : «*Je suis toujours content d'avoir son opinion*». Plus explicite, un des porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a réitéré la décision des Etats-Unis de ne pas intervenir car «*la question des troubles intérieurs en Irak doit être réglée entre le gouvernement et le peuple d'Irak*».

---

### Le 1<sup>er</sup> avril

---

Après Kirkouk, Dohouk et Arbil, la ville de Zakho, située près de la frontière turque, est reprise par les troupes irakiennes qui s'approprient à donner l'assaut final à Souleimanieh, dernière grande ville tenue par la résistance kurde. L'exode des civils vers les pays voisins s'amplifie tandis que les combattants se replient vers les compagnes et vers les localités de montagne comme Rania, Rawandouz et Shaklawa, plus faciles à défendre.

Dans une déclaration au *Times* de Londres, M. Mohsin Dizayee, porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan révéla que le mouvement kurde a mis en garde Washington : «*s'il ne reçoit pas une aide immédiate, il sera obligé de composer avec Saddam Hussein. Nous n'aurons pas d'autre choix. Nous serons obligés d'accepter l'offre de Saddam Hussein afin de sauver la vie de quatre millions de Kurdes*». Faisant allusion à une récente proposition transmise par le dictateur irakien aux dirigeants kurdes leur demandant d'oublier le passé et de rétablir des relations de confiance avec Bagdad, et promettant l'autonomie interne du Kurdistan. M. Dizayee ajoute : «*Nous disons aux Etats-Unis que si nous sommes forcés d'accepter cette transaction, Saddam Hussein demeurera au pouvoir de longues années*».

A Rome, dans son homélie pascale, le pape Jean-Paul II exprime «*sa peine face à la souffrance du peuple kurde dont l'exode prend des dimensions bibliques*». Il appelle la communauté internationale à réagir et à «*mettre un terme à ce drame*».

Aucun gouvernement ne réagit encore à la tragédie kurde. A Paris, Bernard Kouchner qui dès le jeudi 28 mars avait, dans une déclaration à la presse, regretté que «*presque personne ne s'indigne lorsque, à nouveau, on tue des Kurdes irakiens, des hommes qui ne veulent aucun bouleversement de frontières mais la démocratie pour l'Irak*» rompt la traditionnelle «trêve pascale» pour exprimer, sur les ondes, d'Europe 1 «*son indignation face à l'indifférence internationale concernant le massacre des Kurdes irakiens. Ce qui m'indigne plus particulièrement, c'est que*

*le cynisme revienne aussi vite, qu'on ne s'indigne pas face aux massacres perpétrés par Saddam Hussein avec des armes que nous lui avons laissées*». De son côté, le porte-parole du Parti républicain, Ladislas Poniatovski a estimé que «*le silence des capitales occidentales devant ce génocide des Kurdes d'Irak est ignoble*» et que «*le devoir de la France est de faire respecter les droits de l'homme autant que le droit international*». Le même jour, le Parti socialiste a publié un communiqué pour «*condamner énergiquement la répression des Kurdes en Irak*».

---

### Le 2 avril

---

La France s'émeut et décide de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU. Premier pays occidental à s'émouvoir enfin, officiellement, «*la France va saisir dans les heures qui viennent le conseil de sécurité des Nations Unies et le secrétaire général de l'ONU sur la répression dont est victime la population irakienne notamment kurde et chiite*» annonce le porte-parole du ministre des affaires étrangères, M. Daniel Bernard. «*Il est essentiel que la juste revendication de la population kurde qui souhaite exprimer son identité soit pleinement reconnue*» ajoute le porte-parole en affirmant qu'il était important que «*le Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'ONU se penchent sur ce problème*». Il rappelle que le président François Mitterrand avait évoqué le 3 mars dernier le droit des minorités, citant les Kurdes, dans le cadre de sa proposition d'une réunion au sommet du Conseil de sécurité de l'ONU. De son côté, le ministre des affaires étrangères Roland Dumas avait déclaré le 12 mars : «*le peuple kurde est désespéré. La France a défendu les Kurdes en maintes occasions. Ils sont constitués en minorités. Le président de la République dans son intervention du 3 mars a évoqué leur problème, l'idée est maintenant lancée*».

M. Bernard ajoute que le 25 mars un haut fonctionnaire de son ministère (NDLR le secrétaire général du Quai d'Orsay) s'était déjà longuement entretenu avec une délégation kurde (formée du Dr. Mahmoud Osman au nom du Front du Kurdistan et du président de l'Institut Kurde) de la situation des Kurdes en Irak.

Dans la soirée du 2 avril, M. Dumas déclarait à Radio Montecarlo : «*J'ai saisi le Conseil de sécurité, dans le cadre des résolutions de cessez-le-feu, pour que l'ONU intervienne en Irak de manière à faire cesser les actions d'extermination entreprises contre les populations kurdes (...)* La communauté internationale ne peut rester sans réagir. J'ai demandé au secrétaire général des Nations-Unies, Javier Perez de Cuellar de se rendre au Kurdistan irakien pour faire cesser les massacres».

Bénéficiant d'un très large soutien dans une opinion française émue par le sort du peuple kurde l'initiative diplomatique de Paris, qualifiée de «*baroud d'honneur*» par nombre de commentateurs qui doutent de ses chances de succès, est plutôt fraîchement accueillie à New York, au siège de l'ONU. L'ambassadeur soviétique déclare que «*le Conseil ne pouvait pas s'immiscer dans ce qui est fondamentalement une affaire interne*». D'autres membres du Conseil expriment leur crainte de «*créer un précédent dangereux*». La France poursuit ses consultations afin de parvenir à une résolution du Conseil condamnant la répression des Kurdes, ou à défaut, à une déclaration du président du Conseil exprimant la «*préoccupation de l'ONU sur le sort des Kurdes*».

A Ankara, l'état-major de l'armée évoque l'arrivée à la frontière turco-irakienne de 220.000 Kurdes irakiens fuyant la répression. La Turquie considère cet exode massif «*comme une menace à sa stabilité*», s'associe à l'initiative française et adresse une demande officielle pour une convocation urgente des Conseil de sécurité. Le président turc Turgut Özal téléphone à George Bush, en vacances en Floride, pour solliciter le soutien des Etats-Unis à la demande turque. Interrogé par la presse, le président américain se dit «*troublé par la souffrance humaine*» et ajoute, aussitôt, avant de reprendre sa partie de golf : «*Je préfère ne pas parler de cela maintenant*». Selon le porte-parole du département d'Etat, Mme. Tutwiler, «*il n'y a aucune raison de penser que la politique du président américain va changer*». Dans le droit fil de ces déclarations, un haut responsable américain affirme au Monde que l'initiative française répond à des «*préoccupations de politique intérieure*» et cite parmi ces raisons la sympathie de Mme. Danielle Mitterrand pour les Kurdes et conclut : «*il est hors de question que les desiderata français soient ajoutés à la résolution du cessez-le-feu du Conseil de sécurité. Le mieux pour Paris serait que les membres du Conseil de sécurité mentionnent les Kurdes dans leur discours après le vote de la grande résolution et qu'on n'en parle plus*».

Des citoyens américains, par milliers, appellent les représentations diplomatiques françaises pour féliciter la France de son initiative en faveur des Kurdes. La presse américaine accorde une large place à l'exode kurde et publie des critiques virulentes de l'administration. Ces critiques n'émanent pas uniquement des libéraux ou des démocrates. Le très conservateur éditorialiste du *New York Times*, William Safire, déclare dans la soirée à la télévision que le président Bush en abandonnant les Kurdes à leur sort, avait «*déshonoré*» les Américains. De son côté, l'ancien secrétaire d'Etat

Henry Kissinger, qui avait déjà en mars 1975 trahi les engagements de son pays envers la résistance kurde du général Barzani, prend la défense de Geroge Bush.

---

### Le 3 avril

---

Souleimanieh, dernière grande ville aux mains de la résistance kurde est reprise par l'armée irakienne. L'afflux des réfugiés kurdes s'amplifie de jour en jour. La Turquie chiffre à un million le nombre de Kurdes irakiens s'approchant de ses frontières et maintient la fermeture de celles-ci «*en attendant une décision de l'ONU*». Dans une interview à la télévision française et aux agences de presse (AFP, ACP, Reuter) le président de l'Institut Kurde estime à «*près de deux millions le nombre de civils kurdes actuellement sur les routes de l'exode*» Réfugiés dans les montagnes ils manquent d'abris et de nourriture a ajouté, K. Nezan qui appelé «*à une action internationale urgente en faveur de la population kurde en danger de mort*». «*Saddam Hussein est en train de faire payer aux Kurdes toutes les défaites et les humiliations qu'il a subies dans la guerre du Koweït face à la coalition internationale. Il serait parfaitement capable d'exterminer totalement les Kurdes s'il n'y a pas d'intervention internationale urgente*» a-t-il indiqué.

A Paris, le Conseil des ministres a débattu du sort du peuple kurde. Après avoir fermement appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à condamner la répression des Kurdes, le président Mitterrand, qui «*prend le drame kurde à cœur*», a affirmé que, «*en cas de carence de l'ONU, la France poursuivrait individuellement l'action humanitaire et diplomatique*». Le président a demandé que soit mise au point d'urgence, en liaison avec les organisations humanitaires une aide en vivres et médicaments. Sinon «*l'autorité politique et morale des Nations-Unis seraient gravement affectée*». Enfin pour le chef de l'Etat français, «*Les Kurdes, là où ils vivent, ont droit à leur identité, leur langue, leur culture, dans le respect des Etats*». Evoquant le «*devoir d'ingérence humanitaire*» le président estime «*qu'aucun Etat ne peut être tenu pour le propriétaire des souffrances qu'il engendre ou qu'il abrite*».

Les souffrances du peuple kurde ont été évoquées le même jour à l'Assemblée Nationale à la faveur des questions d'actualité des Mme. Yvette Roudy, ancien ministre et députée du PS et de M. Jean-François Deniau, ancien ministre s'exprimant au nom de toute l'opposition. En répondant aux questions, Roland Dumas a informé les députés de l'aide déjà fournie aux Kurdes et annoncé que «*la Turquie avait donné son accord pour que la France puisse intervenir sur le terrain par son intermédiaire*». Le ministre français a ajouté : «*à la*

demande du gouvernement, Bernard Kouchner va partir dans la soirée en Turquie et en Iran pour étudier sur place les besoins de la population kurde et les moyens d'y venir en aide». M. Dumas a fustigé au passage les pays qui participent «au chagrin universel» tout en refusant de se compromettre et a conclu : «Nous sommes seuls. Si la France doit être seule, elle fera seule ce qu'elle a décidé de faire. Ce sera son honneur». Il a cependant exprimé l'espoir de voir «la CEE désavouer cette agression et s'engager pour y mettre fin». En fin d'après-midi, la Commission de Bruxelles réclame «l'arrêt immédiat de la répression brutale contre les populations civiles en Irak et décide d'octroyer une aide humanitaire de 6 millions d'écus aux populations victimes des troubles internes en Irak».

A Londres, sortant du long silence dans lequel elle s'était enfermée depuis sa démission en novembre dernier, Mme. Thatcher, après avoir reçu à son domicile londonien une délégation de femmes et d'enfants kurdes, s'est déclarée «choquée et indignée» par l'absence de réactions, face au massacre des Kurdes, des gouvernements qui ont pris part à la coalition contre Saddam Hussein : «Les Kurdes n'ont pas besoin de paroles mais d'actions concrètes. Ce n'est pas demander l'impossible que d'envoyer là-bas des avions avec des tentes, de la nourriture, des couvertures. Nous devrions prendre des mesures très fermes». Ce n'est pas le moment de s'en tenir à des subtilités juridiques. Nous devrions y aller maintenant. Il s'agit d'une mission sauvetage» a-t-elle affirmé. Mme. Thatcher a téléphoné à un conseiller de M. Major pour lui faire part de ses inquiétudes. Plus tard dans la soirée, le premier ministre britannique qui s'était jusque là abstenu de toute déclaration, a annoncé que la Grande-Bretagne allait envoyer une «aide humanitaire d'urgence». La position officielle de Londres reste cependant le refus de toute intervention militaire. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office a ainsi affirmé au micro de la BBC : «Je ne pense pas que nous puissions avoir recours à la force, ce qui voudrait dire envoyer des soldats britanniques, américains ou français afin d'imposer à l'Irak une solution politique de notre choix». Fort embarrassé par la pression d'une opinion publique très émue par les images de la télévision et de la presse sur la détresse des Kurdes, Londres a adopté jusqu'ici, sur le fond, la même attitude que Washington.

Dans la soirée, à New York, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 687 mettant fin formellement aux hostilités. La résolution impose, en échange de la paix, des conditions de cessez-le-feu fermes qui incluent le paiement de lourds dommages de guerre et la destruction de ses armes chimiques et de ses missiles, ne comporte aucune allusion au sort du peuple kurde. Le vote a été acquis par 12 voix pour, 1 voix contre, Cuba, et deux abstentions, le Yémen et l'Equateur.

## Le 4 avril

L'Iran annonce qu'au cours des dernières 48 heures un million de Kurdes irakiens se sont massés à sa frontière, à hauteur de la ville de Newsud. Le ministre iranien des affaires étrangères Ali Akbar Velayeti lance un appel aux Nations-Unies et à la Croix-Rouge pour venir en aide à cette masse de réfugiés en détresse. En réponse à la demande du Département d'Etat américain lui demandant d'ouvrir les frontières turques aux réfugiés kurdes, le président turc déclare : «Ce n'est pas la bonne solution. La Turquie a déjà ouvert ses frontières à 100.000 réfugiés. Mais elle n'a pas les moyens de faire face à l'afflux de 500.000 autres qui se massent à ses frontières montagneuses». Ankara autorise la presse internationale à se rendre à la frontière irakienne et à rendre compte de ce qui s'y passe. La présence de nombreux journalistes jointe aux témoignages des correspondants de la presse internationale qui après avoir vécu le bref «printemps kurde» ont accompagné les Kurdes dans leur terrible exode contribuent de façon décisive à sensibiliser l'opinion publique mondiale. D'après ces témoignages tous les jours de centaines de Kurdes meurent de froid, de faim, par des explosions de mines ou sous les bombardements des hélicoptères irakiens qui les pourchassent sur les routes de l'exode.

Sur le plan diplomatique, selon M. Dumas, la France «poursuit son action pour réveiller la communauté internationale et venir en aide aux Kurdes irakiens pourchassés par l'armée de Bagdad, faisant appel au Conseil de sécurité de l'ONU et engageant sans attendre une action humanitaire en faveur des réfugiés dont le flot ne cesse de grossir en Turquie et en Iran». Arrivé à la frontière turco-irakienne B. Kouchner y prépare la distribution d'une première aide d'urgence de 130 tonnes de vivres, médicaments et couvertures. M. Dumas confirme devant le Sénat «l'ambition française annoncée la veille par le président Mitterrand de lancer un débat de fond sur les limites du principe de non-ingérence, qui a paralysé toute intervention de la Communauté internationale contre la répression en Irak, et la nécessité de la compléter par un devoir d'ingérence humanitaire». Selon le ministre français les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE devraient également évoquer le problème kurde lors de leur sommet extraordinaire du lundi 8 avril.

A Londres, le premier ministre John Major a lancé au président Bush un appel à «un effort international massif en faveur des réfugiés kurdes» et a proposé à ses homologues européens de discuter, lors de leur sommet du 8 avril, des «besoins réels et urgents des Kurdes et de tous ceux qui souffrent actuellement en Irak». La Grande-Bretagne a également débloqué une première aide

d'urgence d'un million de livres, pour les réfugiés kurdes et s'est engagée à fournir aux Nations-Unies une somme de 20 millions de livres pour venir en aide à ces réfugiés. M. Major a écarté toute intervention militaire des Alliés en Irak : «*Ce qui se passe en Irak est déprimant et maléfique, mais cela se passe totalement à l'intérieur des frontières de l'Irak et nous n'avons pas d'autorité internationale pour intervenir (...). Nous espérons beaucoup que l'armée va écarter Saddam. Si l'Irak espère avoir des relations raisonnables et civilisées avec le reste du monde, c'est là un développement que nous devons appeler de nos vœux.*» Un avion britannique chargé de 40 tonnes de tentes et de couvertures est partie pour Diyarbakir, dans le Kurdistan de Turquie.

De son côté, M. Bush a réaffirmé, que «*les Etats-Unis n'entendaient pas intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak.*» Tout en condamnant «*la brutalité de Saddam Hussein contre son propre peuple*» le président américain a exclu de risquer «*de précieuses vies américaines.*» A New York, aux Nations-Unies, la France désormais soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne a poursuivi ses efforts pour faire voter par le conseil de sécurité une résolution favorable aux Kurdes. Après le vote sur la résolution de cessez-le-feu, Washington a finalement décidé de soutenir pleinement la France dans ses efforts. A tel point que le secrétaire d'Etat américain a annulé son voyage en Californie pour s'en occuper personnellement. Selon les diplomates à l'ONU, cités par *Le Monde*, les Américains auraient même proposé à la France de «*ne pas mentionner les Kurdes dans la résolution, mais de parler plutôt des populations civiles irakiennes.*» Pour répondre à ces subtilités, l'ambassadeur britannique, Sir David Hannay se demandait : «*Combien de Kurdes doivent-ils être tués avant qu'on les appelle des Kurdes ?*»

---

### Le 5 avril

---

Ankara et Téhéran estiment qu'un million de réfugiés pourraient chercher asile en Turquie et en Iran. Selon les chiffres officiels fournis par les autorités iraniennes et turques, quelque 135.000 irakiens (dont 60.000 Kurdes) se sont réfugiés en Iran au cours des derniers jours et près de 250.000 (en majorité kurde) en Turquie. Le président turc Turgut Özal a estimé qu'un demi-million de Kurdes au total pourraient chercher refuge en Turquie. M. Özal a également déclaré que si les pressions de l'ONU sur Bagdad se révélaient insuffisantes pour arrêter la répression, les Alliés devraient «*prendre en considération une intervention contre l'Irak.*» Cette hypothèse a été formellement écartée par Washington et Londres. En visite dans la région, M. Bernard Kouchner a exprimé sur TFI, son «im-

pression d'horreur». Il a estimé que le sort des réfugiés kurdes irakiens était «*peut-être le plus effrayant*» de tout ce qu'il avait vu en fait d'urgence mondiale. «*Je crois que le monde entier devrait se lever pour crier. Ce n'est pas possible que le résultat de cette guerre, juste, légitime, soit ce qu'on a vu*» a conclu M. Kouchner. Jean-François Deniau, ancien ministre, vice-président UDF de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée, qui fait partie de la même mission humanitaire, a déclaré pour sa part : «*J'ai vu des boat-people, j'ai vu des camps de réfugiés, mais une population entière qui est sur des pistes, dans la montagne, sans rien, c'est la première fois que je vois quelque chose d'aussi impressionnant. Ce n'est pas acceptable, je ne peux pas en conscience considérer que c'est une affaire intérieure irakienne.*»

A New York, la France a réussi à faire adopter par le Conseil de sécurité une résolution condamnant la répression des Kurdes en Irak. La résolution 688 a été adoptée par 10 voix pour, 3 voix contre (Cuba, le Yémen et le Zimbabwe), la Chine et l'Inde s'étant abstenues. Le texte d'inspiration française a été parrainé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique qui préside le Conseil au mois d'avril. L'URSS, après bien des hésitations, a finalement rejoint le camp occidental. L'une des voix les plus difficiles a été celle de la Roumanie, aux prises avec sa minorité hongroise en Transylvanie. Le prix de son vote a été la mention dans le préambule de la résolution, de l'article 2 de la Charte des Nations-Unies qui stipule le principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat.

Cette résolution est sans précédent à double titre. En effet c'est la première fois depuis la création de l'ONU que le Conseil de sécurité est saisi du sort des Kurdes et qu'il vote une résolution en faveur du peuple kurde. Cette résolution est aussi la première dans l'histoire de l'ONU à préconiser «*l'ingérence humanitaire*» dans les «*affaires intérieures d'un Etat.*» Dans cette résolution, qualifiée d'historique, le Conseil de sécurité : «*1 : condamne la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationale dans la région ; 2 : exige que l'Irak (...)* mette fin sans délai à cette répression et, dans ce contexte, exprime l'espoir qu'une large dialogue s'instaure en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens ; 3 : insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak et qu'il mette à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action ; 4 : prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts humanitaires en Irak et de

lui faire rapport d'urgence, éventuellement à l'issue d'une nouvelle mission dans la région, sur le sort des populations civiles irakiennes, en particulier de la population kurde, affectées par la répression sous toutes ses formes exercée par les autorités irakiennes, 5 : prie également le secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition (...) pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiens déplacés, lance un appel à tous les Etats membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts d'assistance humanitaire (...) (Cf. le texte français complet de cette résolution en annexe 2).

Quelques heures après l'adoption de cette résolution, vendredi 5 avril en fin d'après-midi, le président Bush, très critiqué par la presse américaine et poussé par ses alliés européens, s'est décidé à apporter une aide humanitaire aux Kurdes. «La tragédie humaine qui se déroule à l'intérieur et autour de l'Irak requiert une aide massive et immédiate» a-t-il déclaré pour justifier sa décision, «il y va non seulement de la vie de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants mais également de la paix et de la sécurité dans le Golfe». L'administration américaine envisage de consacrer une somme de dix millions de dollars (qui pourrait être majorée par la suite) à cette opération de secours. James Baker se rendra à la frontière turque avec un double objectif : souligner l'intérêt que les Etats-Unis portent désormais au sort des réfugiés et faire pression sur Ankara que Washington a déjà priée d'ouvrir sa frontière.

A Bonn, Hans-Dietrich Genscher a qualifié de «génocide» la répression des Kurdes en Irak. «Le génocide n'est jamais une affaire interne d'un Etat mais quelque chose qui affecte le monde entier» a-t-il ajouté. Il a appelé la Turquie et l'Iran à accueillir les Kurdes en fuite et indiqué que l'Allemagne allait participer au financement des secours. 4 avions militaires allemands chargés d'aide humanitaire, sont partis pour la Turquie. Le comte Otto Lambsdorff, ancien ministre et président du Parti démocratique libre, a déclaré que «la position américaine affirmant que la question kurde était une affaire intérieure d'Irak était purement cynique et que la coalition alliée devait interdire l'usage par l'Irak des hélicoptères».

A Bagdad, le Conseil de commandement de la révolution, réuni sous la présidence de Saddam Hussein, a proclamé «une amnistie aux Kurdes irakiens, dans les régions autonomes du Kurdistan, pour trahison ou tout acte punissable par la loi qui se serait produit pendant les troubles, à l'exception des assassinats, des viols et des vols». Une énième «amnistie» qualifiée de «farce cruelle» par les organisations kurdes. A Damas, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan a réaffirmé que les

réfugiés ne rentrerait au pays qu'après la chute de Saddam Hussein et la convocation d'élections libres sous l'égide des Nations-Unies.

Par ailleurs, le Conseil de l'OTAN a fermement condamné la répression des Kurdes en Irak et appelé la communauté internationale à faire toutes les pressions sur Bagdad. L'Autriche a demandé aux Nations-Unies d'établir à la frontière turco-irakienne une zone tampon, sous le contrôle des forces de l'ONU et servant d'abri pour les Kurdes.

Sur le plan humanitaire, la journée a été marquée par l'appel à la solidarité en faveur des Kurdes lancé par Mme. Mitterrand au cours d'une conférence de presse tenue au siège de sa Fondation France-Libertés, en présence du président de l'Institut kurde. «Je fais appel aux Français, qu'ils soient riches ou qu'ils soient pauvres, pour qu'ils apportent leur contribution selon leurs moyens, mais qu'ils soient nombreux» a-t-elle déclaré. Elle a souhaité que «les Français y mettent tout leur cœur, toute leur volonté, parce que personne ne peut rester insensible à la situation actuelle du peuple kurde. C'est aussi une façon d'exprimer que nous sommes le pays des droits de l'homme et des libertés» a-t-elle ajouté, faisant également «appel aux transporteurs routiers qui dans les prochaines heures seront amenés à conduire des tonnes et des tonnes de matériel nécessaire ainsi qu'aux transporteurs ferroviaires». Soulignant «qu'il n'y a pas d'ingérence impossible lors qu'il s'agit du sort de populations, elle a indiqué, en réponse à une question qu'elle ne se rendrait auprès des populations kurdes irakiennes fuyant leurs villages que si sa présence pouvait être utile». De son côté la cellule d'urgence du ministère des affaires étrangères a mis en place un numéro vert (appel gratuit) pour toutes informations relatives à l'aide humanitaire française publique et privée au bénéfice de la population kurde. 3 avions français transportant 105 tonnes de tentes et de couverture sont partis pour la Turquie et l'Iran. Le haut-commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, Sadako Ogato, a demandé aux Etats membres une contribution de 43 million de dollars pour aider la Turquie et l'Iran à accueillir les réfugiés.

La journée du 5 avril a été également marquée par une série de manifestations en faveur du peuple kurde dans toute l'Europe. A Istanbul, les agents consulaires irakiens ont tiré sur les manifestants tuant 1 personne et en blessant plusieurs autres. A Prague, des «diplomates» irakiens ont également tiré sur des manifestants pacifiques venus déposer une pétition à l'ambassade d'Irak. 14 Kurdes ont occupé pendant 3 heures un bâtiment de l'ambassade d'Irak et brûlé les drapeaux irakiens, ainsi



que des portraits de Saddam Hussein. A Bonn et à Londres des Kurdes manifestent jour et nuit devant l'ambassade des Etats-Unis. Une initiative similaire émanant de la communauté kurde de France n'a pas été autorisée par la préfecture de police de Paris, l'ambassade américaine étant située dans «le périmètre de sécurité de l'Elysée» Cependant quelques milliers de personnes ont pu manifester de la place de la République à l'Assemblée nationale à l'appel d'une vingtaine d'associations et de partis kurdes. A Vienne des manifestants kurdes ont effectué un sit-in devant les locaux des Nations-Unies demandant à l'ONU d'envoyer des représentants en Irak afin d'y assurer la protection des Kurdes.

---

### Le 6 avril

---

D'après les autorités turques 280.000 Kurdes irakiens se trouvent déjà à leurs frontières. L'armée turque a commencé à enterrer les 1500 premiers morts de l'exode. De son côté le hojatoleislam Abdullah Nouri, ministre de l'intérieur iranien, annonce que «300.000 réfugiés iraniens» sont déjà arrivés en Iran et un million d'autres font route vers ce pays, «mi-gelés, mi-affamés dans un bain de sang sans précédent».

Tandis que les premiers avions français, britanniques et allemands transportant l'aide humanitaire atterrissent en Turquie et que l'on rencontre de graves difficultés à faire parvenir cette aide aux réfugiés, 6 avions C130 d'US Air Force sont partis de la base turque d'Incirlik pour parachuter 32 tonnes de nourriture le long de la frontière turco-irakienne. Jusque-là l'essentiel de l'aide est fournie par les Kurdes eux-mêmes. Ceux d'Iran accueillent chez eux, dans leur modestes foyers leurs frères en détresse d'Irak. Des familles accueillant chacune une quarantaine de réfugiés ne sont pas rares à Piranshar, Baneh et Nowsud au Kurdistan iranien. La Turquie refusant l'entrée sur son territoire des réfugiés, les Kurdes de Turquie, dans une effort de solidarité sans précédent, apportent par des camions et tracteurs, mais aussi à dos de mule et de cheval de la nourriture, des vêtements et des couvertures à leurs frères luttant dans la boue et la neige des montagnes, contre la mort. La presse turque publie des photos de jeunes Kurdes traversant à la nage les eaux glacées de la rivière Zap pour apporter du pain et de la nourriture aux Kurdes irakien en détresse.

Le Japon décide d'accorder une aide humanitaire de \$10 m, la Suisse \$2m, le Luxembourg \$1,5m et la Belgique \$300;000.

A Washington, Dick Cheney, secrétaire américain à la

Défense, dans une interview à la radio déclare : «Le sort des réfugiés est devenu un problème international. En clair, nous allons vouloir travailler avec la Turquie pour essayer de l'aider à résoudre ce problème. Nous nous pouvons pas attendre du gouvernement du président Özal d'accepter la pleine responsabilité et tout le fardeau de cette affaire». En écho à Geroge Bush qui venait d'affirmer à Houston que les Kurdes «n'avaient pas été trompés par les Etats-Unis», M. Cheney a indiqué que «son gouvernement n'avait donné aucune assurance à aucun groupe que les forces américaines soutiendraient une insurrection contre Saddam Hussein».

A Bagdad, le «Parlement» a accepté les termes de la résolution du cessez-le-feu adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

A New York, environ 150 Kurdes américains ont manifesté devant le Palais des Nations-Unies aux cris de «Saddam kills Bush Watches» (Saddam tue, Bush regard).

---

### Le 7 avril

---

Téhéran annonce que 700.000 «réfugiés irakiens sont déjà arrivés en Iran et des centaines de milliers d'autres sont à proximité de ses frontières» ! En raison du «dépassement de ses capacités d'accueil» l'Iran décide la fermeture provisoire de sa frontière avec l'Irak et lance un nouvel appel à l'aide internationale.

Les premiers parachutages de secours américains par des Hercules C-130 escortés d'avion de chasse ont permis de larguer au-dessous du Kurdistan irakien 20 tonnes de vivres et de couvertures. Ce «pont aérien» américain par dessus la frontière turco-irakienne doit se poursuivre les jours suivants. Lundi 8 avril, trois avions de la Royal Air Force britannique ainsi que cinq Transal et un Hercules français vont se joindre à cette opération du parachutage pour pallier la lenteur de l'acheminement des secours par route. Quatre avions allemands et des camions suisses ont également transporté une aide en vivres et en matériel en Turquie.

Tout en venant en aide aux réfugiés, la Turquie ne les laisse pas entrer sur son territoire. «La totalité du nord de l'Irak est en marche et il semble que les villes soient vidées» a expliqué au cour d'une émission de la chaîne de télévision américaine ABC, le président turc. «Nous ne pouvons pas les accueillir tous. les Nations-Unies devraient, si nécessaire, imposer par la force à l'Irak l'établissement de zones de sécurité pour les réfugiés qui se pressent aux frontières de la Turquie» a-t-il conclu.



Interrogé à ce sujet, le secrétaire à la défense Dick Cheney a déclaré que la création de zones de sécurité pour les réfugiés à l'intérieur des frontières de l'Irak était une «bonne suggestion».

---

### Le 8 avril

---

Au Luxembourg, la question kurde domine le sommet des chefs d'Etat et de gouvernements de la CEE convoqué initialement par la France pour définir une politique européenne commune dans l'après-guerre du Golfe. Les douze ont décidé d'accorder une aide humanitaire d'un milliard de francs (150 million d'Ecus) aux réfugiés kurdes. Après un long débat ils ont également approuvé la proposition du premier ministre britannique John Major de demander à l'ONU la création à l'intérieur de l'Irak «d'enclaves ou zones de sécurité» pour les réfugiés kurdes. «Nous ne pouvons pas juste panser les blessures du peuple kurde. Nous devons essayer de mettre fin à cette saignée» a déclaré M. Major au cours du sommet. Il a ajouté que «dans un premier temps on établirait une zone relativement petite pour permettre aux réfugiés de descendre des montagnes de la frontière turco-irakienne. Ensuite l'enclave serait étendue pour permettre aux Kurdes de retourner dans leur foyers». Le premier ministre britannique n'exclut pas que ces enclaves incluent certaines des grandes villes kurdes. Selon lui, «ce ne serait en aucun cas un premier pas d'une tentative de partition de l'Irak».

Français et Allemands ont immédiatement soutenu la proposition britannique (dont la paternité revient en fait au président turc), non sans changer au passage le mot «enclave» par le terme plus neutre de «zone de sécurité». Le Conseil pouvait difficilement s'opposer à ce nouvel axe Londres-Paris-Bonn et il a adopté à l'unanimité cette proposition.

Il y a eu cependant quelques divergences sur les moyens d'assurer la protection de ces «zones de sécurité». L'Allemagne et le Danemark ont proposé qu'elle soit assurée par des troupes placées sous l'égide de l'ONU tandis que la Grande-Bretagne verrait plutôt des observateurs civils se charger de cette mission.

Le communiqué final du sommet souligne «l'étendue des souffrances humaines et condamne la répression». François Mitterrand a été plus loin dans son point de presse : il a parlé «d'une situation de répression qui confine au génocide». Le Conseil européen s'est prononcé pour le maintien de l'embargo. «Comment l'Irak peut-il prétendre rejoindre le monde des nations civilisés tant que Saddam Hussein reste au pouvoir» a déclaré le premier ministre luxembourgeois, président en exercice du Conseil.

Par ailleurs James Baker, accompagné du ministre turc des affaires étrangères s'est rendu à la frontière turco-irakienne où après un survol en hélicoptère de 90 minutes, il s'est entretenu pendant une dizaine de minutes avec des réfugiés kurdes. M. Baker a promis que les Etats-Unis allaient organiser un «effort international majeur de secours» pour venir en aide aux réfugiés non seulement en Turquie mais aussi à l'intérieur de l'Irak.

---

### Le 9 avril

---

Accueil plutôt favorable de Washington à la proposition européenne de création de «zones de sécurité sous le contrôle de l'ONU» pour les Kurdes. Soviétiques et Chinois, pour leur part n'ont encore montré aucune hostilité. Le secrétaire général de l'ONU a jugé cette initiative «compliquée» mais «pas impossible». M. de Cuellar doit recevoir le mercredi 10 avril Jacques Delors, président de la Commission européenne, et Jacques Santer, premier ministre luxembourgeois et président en exercice du Conseil européen qui rencontreront le lendemain George Bush à qui ils comptent demander outre son soutien à la proposition européenne, un geste financier en faveur des Kurdes. La CEE estime à 400 millions d'Ecus (2,8 milliard de francs) les besoins des réfugiés kurdes pour les quatre mois à venir.

Le HCR indique que plus de 770.000 «Irakiens» s'étaient réfugiés en Iran tandis que la Turquie en recense 400.000.

A Moscou, Vitaly Ignatenko, porte-parole du président soviétique, déclare lors d'une conférence de presse : «le problème qui se pose aujourd'hui est une véritable tragédie humaine, le destin de près de deux millions de Kurdes qui sont sans foyer et subissent une humiliation intolérable» Mais l'URSS «ne peut pas contrôler ce qui se passe actuellement à l'intérieur de l'Irak, et nous ne pouvons pas non plus décider quel gouvernement doit diriger ce pays, il est impossible pour nous d'être impliqué dans une quelconque guerre nationale ou civile en Irak» a poursuivi le porte-parole soviétique. M. Ignatenko a ajouté que l'URSS n'avait pas encore arrêté sa position en ce qui concerne la proposition de créer une zone de protection pour les réfugiés kurdes.

A Paris, dans une interview à la radio RTL Jacques Delors a estimé que «le peuple kurde est dans une situation aussi tragique que le peuple palestinien». Selon le président de la Commission européenne, «la priorité de la CEE et de la Communauté internationale doit être aujourd'hui d'assurer la survie des Kurdes». Soulignant que les dirigeants kurdes, notamment d'Irak, étaient

«raisonnables» et ne réclamaient pas l'indépendance mais seulement «un statut d'autonomie et l'arrêt des persécutions», il a affirmé qu'il fallait «tout faire pour qu'ils obtiennent satisfaction. En attendant, il est impératif d'apporter tout de suite et massivement une aide aux Kurdes».

---

### Le 10 avril

---

Les Etats-Unis exigent publiquement de l'Irak de «cesser immédiatement les attaques aériennes contre les réfugiés kurdes dans le Nord du pays. Tout avion ou hélicoptère irakien qui franchirait désormais le 36<sup>e</sup> parallèle court le risque d'être abattu; les opérations terrestres dans cette zone sont également interdites aux troupes irakiennes». «L'avertissement américain jugé extrêmement sérieux» par les observateurs revient à instaurer de facto la «zone de sécurité» proposée par le sommet européen de Luxembourg. L'agence Reuter citant «un officiel britannique de haut rang», rapporte de Londres que le premier ministre M. John Major a eu une conversation téléphonique de 20 minutes avec M. George Bush et que le premier ministre britannique et le président américain étaient pleinement d'accord sur la proposition d'établir de zones de sécurité pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. La Maison Blanche qui a estimé à 400 millions de dollars le montant de l'aide pour les réfugiés, se propose d'en débloquer la moitié.

A Paris, intervenant devant le Conseil des ministres, Roland Dumas a indiqué que les pays de l'UEO, en application des décisions prises au sommet de Luxembourg, se sont réunis à Paris au niveau des experts et que les chefs d'état-major des Neuf allaient se retrouver ce mercredi 10 avril dans la capitale française pour «arrêter toutes les mesures pratiques qui seront nécessaires sur le terrain même». Aussi, a-t-il ajouté, «l'aide humanitaire aux Kurdes, initiée par la France, a-t-elle trouvé sa couverture juridique internationale et va pouvoir se concrétiser sur une grande échelle, à la mesure des besoins immenses des réfugiés». Toujours à Paris, l'organisation humanitaire Médecins Sans Frontières annonce que 1500 personnes ont répondu à l'appel qu'elle avait lancé demandant des médecins et infirmières disponibles pour partir au Kurdistan.

---

### Le 11 avril

---

A Washington, le président Bush, recevant Jacques Delors et Jacques Santer, président en exercice du Conseil européen, a déclaré qu'il n'y avait pas de «différence entre la position américaine et celle des Européens sur la création d'une zone de protection provisoire

pour les Kurdes et les autres irakiens fuyant vers la Turquie». Se référant aux Kurdes, il a notamment dit : «ces gens malheureux sont persécutés par ce dictateur brutal de Bagdad». Pour «soulager les souffrances humaines causées par la brutalité et la répression de Saddam envers son propre peuple», a ajouté M. Bush, «les Etats-Unis, et la communauté européenne travaillent pour apporter aux réfugiés aussi rapidement que possible des fournitures critiques de nourriture, de médicaments et d'abris (...). La souffrance est énorme là-bas. L'opération d'assistance est le plus grand effort de secours organisé dans l'histoire militaire moderne».

Après cette déclaration, considérée comme la plus importante du président américain depuis le début de l'exode kurde, son porte-parole, Marlin Fitzwater, a souligné que «personne ne voulait essayer de créer un Etat à l'intérieur de l'Irak», que la «zone située au nord du 36<sup>e</sup> parallèle était désormais un havre sûr pour les réfugiés jusqu'à ce qu'ils puissent retourner en sécurité dans leurs foyers».

La résistance kurde annonce avoir repoussé une offensive de la Garde républicaine irakienne, au nord de la ville d'Arbil. De son côté le Pentagone a indiqué que de violents combats avait eu lieu près de Kirkouk.

Une dizaine de personnalités françaises dont le chanteur Yves Montand, le philosophe André Glucksmann et le publicitaire Jacques Séguéla lancent un appel «en faveur de l'ingérence en Irak pour donner aux Kurdes le droit de vivre dans la dignité sur le territoire où ils sont nés». Rappelant qu'il y a «500.000 hommes des armées alliées autour de l'Irak» et «qu'ayant gagné la guerre, ils doivent gagner la paix», les signataires estiment que «c'est à eux de contraindre la dictature irakienne et à intervenir si nécessaire pour assurer aux populations d'Irak, en particulier les Kurdes, le droit de vivre dans la dignité, faute de quoi les médecins et les parachutages ne serviront que d'alibi à une non assistance à ces populations en danger».

Par ailleurs, selon un sondage réalisé par le Parisien-CSA-France Inter, les Français se déclarant «bouleversés» ou «très émus» par le drame kurde et 93% d'entre-eux sont d'accord avec leur gouvernement pour l'aide humanitaire qu'il a décidé de fournir aux populations kurdes. Ils sont 43% à estimer qu'il faut intervenir de nouveau militairement pour sauver les Kurdes contre 42% qui s'y opposent. 61% se déclarent prêts à contribuer financièrement à l'aide humanitaire aux Kurdes et 20% à aller sur place participer à cette aide. Enfin, ils sont 68% à penser qu'il fallait mettre tout le potentiel irakien hors d'état de nuire lors de la Guerre du Golfe.

---

## Le 12 avril

Le gouverneur de Piranshar, au Kurdistan iranien, déclare que «dans des conditions effroyables, 1,5 million de réfugiés attendent de pénétrer en territoire, iranien». Selon lui, 20.000 réfugiés et un millier de véhicules continuent à franchir chaque jour la frontière. De son côté Ankara indique que «plus de 400.000 irakiens, en majorité kurdes, s'entassent depuis environ dix jours près de la frontière turque» et que les Etats-Unis ont décidé de réaliser «une grande opération d'aide dans cette zone et dans le nord de l'Irak». Washington précise que «des milliers d'hommes et de centaines d'avions vont être engagés dans cette opération». A Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a déclaré que «l'URSS est hostile à la création de zone de sécurité au Kurdistan d'Irak».

Au retour de sa mission en Turquie et en Iran, le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire déclare que «le danger est grand de faire des Kurdes de nouveaux Palestiniens», soulignant que «tout doit être fait pour que le problème kurde ne soit pas réglé par des camps de réfugiés». «La Turquie a fermé sa frontière, et au-delà de ce no-man's land il y a encore 500.000 personnes, dont certains descendent dans le froid et la neige vers l'Iran» a indiqué Bernard Kouchner, qui a ajouté : «Je comprends la position des Turcs qui ont douze millions de Kurdes, mais personne ne demande l'indépendance ou briser les frontières. On demande simplement la survie». Selon M. Kouchner «en Iran il y a vingt-cinq camps de réfugiés kurdes, mais malheureusement avec des fils de fer barbelés et des gens en armes, et la population qui est pauvre leur donne du pain».

Toujours à Ankara, dans la soirée, la Grande Assemblée nationale turque, adopte un important projet de loi abrogeant plusieurs dispositions du code pénal sanctionnant les délits d'opinion ainsi qu'une loi promulguée en 1983 par le régime militaire sur les «langues interdites» pénalisant jusqu'à l'usage parlé du kurde. Désormais les Kurdes pourront parler librement leur langue, toutefois l'enseignement et les publications en kurde restent interdits et le quadrillage militaro-policié du Kurdistan, soumis depuis 1978 à la loi martiale, est maintenu de plus en plus étouffant. Résumant à sa manière cette «libéralisation à la turque», le journal humoristique français le *Canard Enchaîné* publie un dessin où l'on voit des policiers turcs matraquant brutalement un militant kurde en lui lançant «Tiens, tu peux gueuler en kurde, si tu veux!». Le projet de loi qui vient d'être adopté entraînera des «réductions de peine» qui devrait aboutir à l'élargissement d'une quarantaine de milliers de prisonniers.

---

## Le 14 avril

Rappelant que plus de 1,5 million de Kurdes sont aux portes de son pays, le ministre iranien de la Santé a lancé à Téhéran un appel à l'aide internationale : «Nous avons besoin de médicaments, de vaccins, de désinfectants et de matériel médical».

A Oslo, la Norvège a annoncé qu'elle allait envoyer quarante tonnes de nourriture à destination de la frontière turco-irakienne.

Après la rencontre de Bernard Kouchner samedi 13 avril à Genève, avec le secrétaire général de l'ONU, et le prince Sadrudin Aga Khan, chargé de la coordinations des secours internationaux, le ministère français des affaires étrangères annonce que la France a formulé des «propositions concrètes visant à permettre le retour des réfugiés dans leurs foyers avec l'assistance et sous la protection de l'ONU». Ces propositions dont le détail n'est pas rendu public, visent, selon le Quai d'Orsay, «une action immédiate dans le cadre de la résolution 688 du Conseil de sécurité votée à l'initiative de la France» et Paris «a d'ores et déjà pris les dispositions nécessaires pour mettre ses moyens opérationnels au service de l'action des Nations-Unies». Selon les observateurs, ce «plan» porterait sur une action conjointe des troupes alliées pour installer des «relais humanitaires» dans le Kurdistan irakien, qui doivent être des «centres d'accueil et de transit», première étape sur la voie du retour des réfugiés chez eux.

---

## Le 15 avril

Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Luxembourg, conviennent de demander à l'ONU de faire traduire Saddam Hussein devant un tribunal international en le tenant personnellement responsable pour la mort des Kurdes en Irak ainsi que pour les invasions de l'Irak et du Koweït.

Cette action a été proposée par le ministre allemand Hans-Dietrich Gencher qui considère le dictateur irakien «coupable de génocide et de crimes de guerre». La demande de la CEE sera transmise par Jacques Poos, ministre luxembourgeois, au secrétaire général de l'ONU qu'il doit rencontrer le jeudi 18 avril au Parlement européen à Strasbourg. Selon M. Poos, «les ministres européens considèrent Saddam Hussein personnellement responsable du crime de génocide défini par la convention de Genève de 1948. Nous sommes convenus que les conditions pour le juger sont réunies car le génocide a été perpétré». Les responsables européens envisagent de discuter également de ce problème avec le secrétaire

américain James Baker, attendu en Europe le mercredi 17 avril.

A Téhéran, l'agence IRNA évalue à 900.000 le total des réfugiés parvenus d'Irak en Iran. Selon le journal *Kayhan*, trois mille de ces réfugiés aurait péri de froid et de faim au cours des jours qui ont précédé l'ouverture de la frontière iranienne. Recevant Mme. Sadako Ogata, haut commissaire des Nations-Unies pour les réfugiés, le président iranien Rafsandjani a attribué à «l'impréparation d'organisations telles que le HCR» la «perte d'innombrables êtres humains».

A Bruxelles, la Commission de la CEE a mis en œuvre une première série de mesures d'un montant de 140 millions de francs qui vont «permettre de fournir l'alimentation de base nécessaire pendant deux mois à 600.000 personnes, dont 450.000 en Iran et 150.000 en Turquie et de créer dans ces deux pays six bases logistiques et médicales capables d'assister au total 400.000 réfugiés».

Poursuivant le déploiement de leur opération «Provide Comfort» à destination des réfugiés kurdes en Turquie, les Etats-Unis annoncent que leurs avions et hélicoptères ont déjà effectué plus de cent missions.

A Paris, le conseil municipal a décidé, à l'unanimité, d'accorder une subvention d'un million de francs à l'association «Médecins du Monde» afin de venir en aide aux Kurdes irakiens.

---

### Le 16 avril

---

Prenant cette fois sa plume pour la défense des Kurdes, Mme. Danielle Mitterrand publie dans les quotidiens américains *New York Times* et *International Herald Tribune* un article où elle écrit notamment : «Aujourd'hui pour les Kurdes irakiens, la priorité est de leur apporter une aide humanitaire d'urgence et il est vital d'assurer leur protection. Mais en tant qu'hommes et femmes libres, nous avons le devoir de faire tout ce qui est possible pour leur permettre de revenir sur leur terre, dans leurs villages, leurs foyers. Ils doivent pouvoir retrouver une vie de citoyens honorables dans leur pays qu'ils veulent démocratique et prospère».

Selon les derniers chiffres rendus publics à Genève par des organisations humanitaires, plus de 2.250.000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers. Entre 400 et 1000 réfugiés kurdes meurent chaque jour aux abords de la frontière irako-turque, «la plupart de maladies qui pourraient être évitées» a indiqué le porte-parole du Département d'Etat américain.

A Washington, rejetant les critiques selon lesquelles les Etats-Unis avaient agi tardivement et fait peu dans la tragédie kurde, George Bush a déclaré dans une conférence de presse que «des centaines de milliers de réfugiés doivent maintenant être incités à se déplacer vers des régions où la géographie encourage les efforts pour faciliter les opérations de secours». Il a ajouté qu'«il avait donné des instructions à l'armée américaine pour qu'elle établisse plusieurs camps (de cinq à six) dans le nord de l'Irak pour la distribution des secours. Leur sécurité sera assurée par des troupes américaines, britanniques et françaises». «Il s'agit d'un effort sans précédent, a dit le président, mais la dimension du problème des réfugiés est encore plus importante». Et il a admis très franchement que lui-même n'en avait pas prévu l'ampleur. Alors que la Maison Blanche avait jusqu'ici préféré envisager le scénario selon lequel à moins d'un mois les organisations internationales de secours se substitueraient aux soldats américains, le président Bush a pris cette fois, cet engagement dont il ne précise pas la durée. Il a insisté sur le caractère «intérimaire» de ces camps. «J'espère qu'il ne s'agit pas d'un effort à long terme» a-t-il dit avant de conclure : «notre intervention est purement humanitaire. Il n'est pas question d'encourager la création d'un Kurdistan indépendant. Nous ne voulons pas un Irak démembré, déstabilisé, l'Irak doit vivre en paix avec des factions réconciliées ; nous n'avons pas l'intention d'être une puissance occupante ; nous ne patrouillerons pas dans les rues de Bagdad» L'objectif américain à long terme, selon le président, est de «permettre aux réfugiés de rentrer chez eux, à l'abri de la répression, et de vivre en liberté». Le président Bush a admis que l'initiative alliée reposait sur l'hypothèse que Saddam Hussein n'attaquerait ni les Kurdes ni les troupes qui les protégeront. A son avis, le dictateur irakien ne s'engagera plus dans de nouvelles opérations militaires. Il a souligné qu'après l'avertissement adressé par la Maison Blanche à Bagdad la semaine dernière, aucune activité militaire «irakienne n'avait eu lieu au nord du 36<sup>e</sup> parallèle».

Commentant les propos du président, son porte-parole Marlin Fitzwater, a indiqué que M. Bush avait discuté de ce plan avec les présidents François Mitterrand de France, Turgut Özal de Turquie, le premier ministre britannique John Major et le chancelier allemand Helmut Kohl. Il a souligné que les troupes alliées qui seront dépêchées dans le nord de l'Irak pour «soutenir l'effort de secours, et la situation des réfugiés» ne s'impliqueront pas dans la guerre civile en Irak.

Le Pentagone a précisé qu'un contingent de cinq mille à dix mille hommes, rejoindra bientôt les quelques huit mille soldats déjà engagés dans des opérations d'assistance humanitaire.

Paris qui avait proposé, le 14 avril, les grandes lignes de ce plan à ses alliés s'est félicité de la décision américaine. Londres a annoncé qu'un contingent britannique d'une taille «inférieure à une brigade» allait rapidement être acheminé vers la zone frontalière turco-irakienne. Le premier ministre John Major s'est déclaré «ravi que la proposition européenne avance maintenant».

A Paris, à l'issue de la réunion de son Conseil permanent, la Conférence épiscopale, exprime «l'indignation des évêques de France devant la tragédie que subissent les Kurdes», et appelle les catholiques à ne pas «cesser d'apporter de leur aide à ce peuple en extrême détresse». «Cette situation», estiment les évêques français, «ne doit pas faire oublier la nécessité d'une solution juridique internationale qui garantisse à tous et partout leurs droits fondamentaux».

---

### Le 17 avril

---

Javier Perez de Cuellar, qui a été reçu pendant une heure par le président Mitterrand, a déclaré à Paris que la présence de personnels militaires en Irak pour la protection de «centres d'accueil des Irakiens déplacés de leur foyer requerrait l'accord des autorités irakiennes». Le secrétaire général de l'ONU a précisé que «si c'est une présence militaire sous le chapeau des Nations-Unies, il faut obtenir le consentement du Conseil de sécurité. Autrement si ce sont des pays qui ne requièrent pas le drapeau des Nations-Unies, c'est tout à fait différent» a-t-il ajouté avant de conclure : «Nous espérons que les Irakiens vont comprendre que l'objectif est tout simplement humanitaire», faisant remarquer que pour les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne la présence militaire est «importante pour encourager les Kurdes à aller dans ces centres».

A Paris, à l'issue du Conseil des ministres le porte-parole du gouvernement a déclaré que les Alliés avaient confié à la France un «rôle de coordination» et que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire se rendra dans la région du Kurdistan «dans les heures qui viennent». Au cours du conseil, le président de la République a déclaré que «La France va entreprendre toutes initiatives qu'appellerait la situation». «Tout temps gagné est une bonne chose» a affirmé M. Mitterrand qui s'est entretenu, à nouveau la veille au soir, au téléphone avec le président américain. M. Bush a assuré la France de «l'appui et de la participation américains» aux initiatives françaises en faveur des Kurdes. Un «conseil d'urgence» réunissant notamment Roland Dumas, le ministre de la défense Pierre Joxe ainsi que des experts civils et militaires s'est réuni la veille afin de «mettre au point tous les moyens à mettre en œuvre pour installer les premiers camps de réfugiés dans la montagne qui autrement seraient exposés

à des conditions de vie catastrophiques et à mourir». A l'Elysée, on indique que «5 à 6 points de regroupement d'environ 60.000 personnes chacun, accompagnés de personnel humanitaire, de sécurité civile et de militaires pourraient être installés en territoire irakien». Toujours selon l'Elysée, le secrétaire général de l'ONU, reçu en fin de matinée par le président français, va «négocier au mieux avec les Irakiens pour qu'ils laissent faire».

A Bonn, le gouvernement allemand a décidé de porter à 440 millions de marks (environ \$266 millions) son aide humanitaire en faveur de réfugiés kurdes. Annonçant son intention de se rendre le 19 avril dans l'Anatolie orientale (le Kurdistan turc) «afin d'inspecter les opérations de secours», le ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré que des «vies de centaines de milliers de personnes étaient en jeu» et que les hôpitaux allemands étaient prêts à accueillir les «victimes de l'agression de Bagdad contre le peuple kurde». L'aide humanitaire allemande est à ce jour par son ampleur la plus importante accordée par un gouvernement occidental en faveur des Kurdes.

De son côté le Parlement allemand a condamné à l'unanimité la persécution du peuple kurde par l'Irak comme une «tentative de génocide». Une motion proposée conjointement par le gouvernement et l'opposition soutient «si nécessaire l'usage de la force militaire dans la région pour dissuader le régime de Bagdad d'engager de nouvelles actions contre les Kurdes». L'Allemagne a décidé par ailleurs d'envoyer 20 hélicoptères pour participer à partir de la Turquie aux opérations de secours en faveur des Kurdes.

Dans la soirée à Washington, le porte-parole du Pentagone a annoncé que «des soldats américains avaient déjà pénétré en territoire irakien, non loin de la frontière turque, pour localiser les sites où pourraient être installés les camps d'accueil destinés aux réfugiés kurdes». Auparavant, des hélicoptères français avaient commencé des travaux de repérage. De cinq mille à dix mille soldats américains devraient mettre en place les cinq ou six campements prévus dans une zone située au nord du 36<sup>e</sup> parallèle. De leur côté, la Grande-Bretagne enverra mille cinq cents à deux mille militaires, et la France environ un millier d'hommes. Selon le numéro deux du Foreign Office, M. Douglas Hogg, «les Alliés mettront environ deux mois à installer ces camps, avant qu'une force des Nations-Unies ne prenne leur relais». La couverture aérienne des contingents des trois pays déployés sur le sol irakien sera assurée par les Etats-Unis.

Bagdad a vivement dénoncé cette opération comme étant «une ingérence flagrante alors que l'Irak vient d'ac-

cepter l'installation de centres d'accueil de l'ONU». En revanche, le Front du Kurdistan irakien qui regroupe les mouvements de la résistance kurde a accueilli très favorablement cette initiative américano-franco-britannique.

Même satisfaction à Ankara où le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a indiqué qu'il avait fallu «deux semaines pour convaincre l'administration américaine de la gravité de la situation». Le gouvernement turc qui craignait manifestement que l'arrivée des réfugiés n'attise les braises du nationalisme au sein de la Communauté kurde de Turquie qui, selon le président Özal lui-même compte 12 millions de personnes, se dit «soulagé» de l'organisation du retour des réfugiés kurdes d'Irak vers leurs foyers.

Le Parlement européen adopte à l'unanimité une résolution «condamnant fermement la tentative de génocide contre le peuple kurde par le régime de Saddam Hussein» et souligne que «tant que le problème kurde n'est pas résolu politiquement en tant que tel il constitue une menace pour la paix et la sécurité dans la région». Enfin, il exprime le souhait que «dans le cadre d'une conférence de la paix au Moyen-Orient, le problème kurde soit abordé avec la participation de tous les Etats concernés et des représentants kurdes, afin de reconnaître le droit à l'existence et à l'autonomie des Kurdes dans tous les Etats où ils se trouvent». (voir en annexe 2, le texte complet de cette résolution).

---

### Le 18 avril

---

A Damas, dans une déclaration à l'AFP, un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan de Massoud Barzani a annoncé qu'un «cessez-le-feu a été décidé entre les combattants kurdes et le gouvernement irakien, afin de permettre aux dirigeants du Front du Kurdistan d'étudier une proposition du régime irakien concernant notamment l'octroi de l'autonomie aux Kurdes». «La proposition du régime prévoit notamment un règlement du problème kurde basé sur l'accord de mars 1970 concernant l'octroi de l'autonomie aux Kurdes aussi que la réalisation du pluralisme et de la démocratie en Irak», a précisé le responsable kurde. Selon un journaliste du Monde, Yves Heller, fin mars, alors que l'armée irakienne venait de déclencher son offensive contre les Kurdes, et de reprendre la ville de Kirkouk, M. Barzani avait déjà affirmé à quelques journalistes étrangers «qu'aucun mouvement kurde ne s'opposait au principe de négociations avec le régime de Saddam Hussein». M. Barzani avait, toutefois, refusé de répondre à toute question sur l'existence, à l'époque, de contacts entre le mouvement kurde et Bagdad. Selon une parlementaire britannique, Mme. Ann Clwyd, de

retour du Kurdistan et citée par Reuter, Saddam Hussein aurait proposé le 16 avril à Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), «l'autonomie du peuple kurde, une représentation au Parlement et le pluralisme et la démocratie en Irak».

---

### Le 19 avril

---

Rencontre, au Kurdistan irakien, entre officiers alliés et irakiens. Les généraux américains John Shalikashvili, français Maurice Le Page et britannique Michael Wilcocks ont rencontré, au poste frontière de Habour pendant cinquante minutes, une délégation irakienne conduite par le général Abdoul Hafiz Gezail. A l'issue de la rencontre le général américain a fait le commentaire suivant : «Nous avons eu une explication très franche, qui m'a permis de dire ce que j'avais à dire. C'est toujours le cas dans ce genre de discussions préliminaires. Il reste beaucoup de points à discuter». De source française on précisait que les négociateurs auraient, en fait, dressé la liste des problèmes à résoudre, qui porteraient notamment sur les conditions dans lesquelles des interventions d'aide humanitaire pourraient être réalisées sur le territoire irakien et sur le degré de liberté d'aller et venir dont disposeraient les réfugiés kurdes à l'intérieur de cette zone.

A l'issue d'un déjeuner avec le secrétaire général de l'ONU, le premier ministre français s'est montré optimiste. «Tout devrait se terminer bien en ce qui concerne l'aide humanitaire aux Kurdes. Personne ne veut qu'on se tire dessus, personne ne veut d'incidents. Il faut préserver la face à tout le monde». M. Rocard a réaffirmé la nécessité de «donner une très grande dimension à l'aide humanitaire». Il a rappelé que «meurent par milliers tous les jours des femmes et des enfants kurdes».

On apprend par ailleurs que quatre représentants du Front du Kurdistan irakien se trouvent depuis jeudi 18 à Bagdad pour mener des négociations avec le ministre irakien des Affaires étrangères. Ces «contacts» avaient été implicitement annoncés le 10 avril par Jalal Talabani, qui avait indiqué ; «les responsables irakiens ont essayé de rencontrer les dirigeants kurdes afin de parvenir à un accord politique». Saddam Hussein aurait envoyé «à quatre reprises des émissaires» auprès des dirigeants kurdes, notamment le 15 avril, un «général de très haut rang». C'est à la suite de ce dernier contact qu'un cessez-le-feu a pu être établi.

---

### Le 21 avril

---

Une unité américaine a pu s'établir à Zakho, ville située

à 22 kilomètres de la frontière turque, que l'armée irakienne a finalement évacuée pour laisser opérer les Américains.

A Bagdad, une délégation kurde conduite par Jalal Talabani poursuit des négociations avec les principaux dirigeants irakiens, dont Ezzat Ibrahim, numéro 2 du régime, Tarek Aziz, vice premier ministre et Hussein Kamal Hassan, ministre de la défense. Par ailleurs, «l'amnistie» accordée il y a deux semaines aux Kurdes par le régime irakien «s'applique depuis le 20 avril à tous les rebelles du pays, y compris aux chiïtes du Sud» a annoncé l'agence officielle irakienne INA.

### Le 22 avril

Mme. Danielle Mitterrand, après une tournée de 2 jours dans les camps de réfugiés kurdes en Iran pour s'informer de la situation des réfugiés et assister à la distribution de l'aide envoyée par sa fondation, se rend en territoire kurde irakien pour y rencontrer Messoud Barzani, l'un des chefs de la résistance kurde. Après une marche de 5 kilomètres, à l'intérieur du Kurdistan irakien, Mme. Mitterrand est arrivée à la localité de Haj Omran où l'attendait M. Barzani. Au cours de cet entretien d'une heure, le dirigeant kurde a indiqué que la résistance kurde souhaitait que l'ensemble du Kurdistan irakien soit déclaré «zone de protection internationalement garantie». Des «garanties internationale ont nécessaires pour mettre fin à la politique de massacres et de terre brûlée pratiquée par Saddam Hussein» a-t-il ajouté. Selon lui, au cours des trois dernières semaines «près de 3 millions de Kurdes ont fui vers l'Iran et la Turquie». Il a également informé l'illustre visiteuse de l'état des pourparlers avec le gouvernement de Bagdad en vue de «parvenir à un règlement politique durable sur la base de l'Accord kurdo-irakien de mars 1970 prévoyant une large autonomie du Kurdistan». Ces pourparlers n'ont encore produit «aucun résultat tangible». M. Barzani a également souligné que les forces kurdes contrôlaient encore de larges territoires comprenant une dizaine de petites villes et les campagnes, au total «trois fois plus de territoires que ceux que notre résistance contrôlait en 1970, au moment où elle était à son zénith».

La visite de Mme. Mitterrand au Kurdistan iranien et irakien a duré, au total 3 jours. Après avoir évoqué avec le ministre iranien de l'Intérieur et les gouverneurs des provinces d'Ourmieh et de Kermanshah (Bakhtaran) les problèmes de l'aide aux réfugiés kurdes elle a regagné dans la soirée Téhéran.

Par ailleurs, au cours de cette journée des militaires français et britanniques ont rejoint les Américains au Kurdistan irakien, dans la région de Zakho.

### Le 23 avril

Selon Marlin Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche, qui se fonde sur les rapports des organisations humanitaires sur le terrain quelque 510 Kurdes meurent chaque jour, le long de la frontière turco-irakienne. Il évalue à 6 pour 10.000 le taux de mortalité dans une population de 850.000 réfugiés. M. Fitzwater a ajouté que seulement 2500 Kurdes étaient actuellement transférés chaque jour des régions montagneuses vers les camps de la plaine en voie de construction. Les Etats-Unis établissent trois villages de tentes dans les environs de la ville de Zakho qui pourraient accueillir à terme quelque 200.000 réfugiés, a-t-il précisé.

### Le 24 avril

La résistance kurde et le régime irakien «sont parvenus à un accord de principe sur le statut du Kurdistan d'Irak» a annoncé Jalal Talabani, chef de la délégation kurde aux pourparlers de Bagdad, à l'issue d'une rencontre avec Saddam Hussein. Cet «accord de principe» serait basé, selon lui, sur l'accord kurdo-irakien du 11 mars 1970 qui prévoyait l'octroi d'une large autonomie au Kurdistan. En annonçant «l'accord» M. Talabani a d'une part, appelé les réfugiés kurdes massés aux confins de la Turquie et de l'Iran à rentrer chez eux, et, d'autre part, insisté sur la nécessaire «démocratisation» en Irak. «La démocratie, la liberté de la presse, l'organisation de nouvelles élections législatives seront la meilleure garantie du respect des droits nationaux du peuple kurde», a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse donnée en présence du ministre irakien de l'information. Jalal Talabani, tout en se montrant «confiant et optimiste» a admis que «de nouvelles négociations» seraient nécessaires «pour fixer les détails d'application». Parmi ces «détails» figure notamment le sort de la ville pétrolière de Kirkouk qui avait été au centre des divergences kurdo-irakiennes ayant conduit à la reprise des hostilités en mars 1974.

Rappelant que dans le passé Saddam Hussein n'avait pas hésité à violer ses engagements, Washington a accueilli avec «scepticisme» cet «accord».

Interrogés par la presse occidentale, nombre de réfugiés kurdes ne «croient pas» à cet «accord de principe qui n'est qu'une promesse de plus de Saddam» et affirment qu'ils refuseront de regagner l'Irak tant que le dictateur irakien restera au pouvoir. Même scepticisme dans la diaspora kurde et à peu près dans toutes les régions du Kurdistan où les Kurdes se disent «choqués et indignés» par les embrassades des dirigeants kurdes avec le bourreau de leur peuple.



---

### Le 25 avril

---

Après Washington, Londres et Paris ont exprimé le même sentiment de réserve vis-à-vis de l'«accord de principe» conclu à Bagdad entre les dirigeants kurdes et le régime irakien. Tant en France qu'en Grande-Bretagne, on s'est montré soucieux de privilégier l'aspect humanitaire du problème kurde sur son aspect politique. A Londres, M. John Major a ainsi déclaré que «pour le moment, notre premier souci est de trouver une solution humanitaire» tandis que le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères estimait que «dans la mesure où un accord serait intervenu, on peut espérer que cela sera de nature à faciliter le traitement des réfugiés». Seul l'Iran, s'est félicité de l'accord irako-kurde, espérant qu'il pourrait «engager l'Irak vers la démocratie».

---

### Le 26 avril

---

Dans un entretien avec la presse le président Bush a dit qu'il «doutait que l'Irak puisse trouver une paix durable avec ses communautés ethniques et religieuses» et réitéré que les «troupes américaines resteront seulement le temps nécessaire de prendre soin des centaines de milliers de réfugiés kurdes». Soucieux «d'aider les réfugiés sans être davantage entraîné dans les conflits internes de l'Irak» le président américain cherche un moyen de se débarrasser de Saddam Hussein sans faire usage de troupes américaines à cette fin, en essayant même de rapatrier rapidement celles-ci. Il a répété ses appels précédents au «renversement de Saddam Hussein par son propre peuple», affirmant qu'il «n'y aura pas de relations normales avec cet homme aussi longtemps que je serai président des Etats-Unis». M. Bush s'est dit confiant que le dictateur irakien sera renversé, car «son peuple ne l'aime pas et c'est seulement par la terreur qu'il garde le pouvoir» a-t-il déclaré.

A New York, M. Perez de Cuellar a indiqué que «les Nations-Unies seraient dans quelques jours en mesure de prendre à sa charge les camps installés par les alliés pour les réfugiés kurdes (...) Nous avons l'intention de le faire dès que possible». Annonçant le «départ pour le nord de l'Irak de deux convois de nourriture et de médicaments» il a aussi fait état de dernières statistiques sur la population réfugiée qui est de 1,02 millions en Iran, 416.000 à la frontière ou à l'intérieur de la Turquie et de 200.000 à 400.000 du côté irakien de la frontière turque.

En Iran, citant des officiels de l'ONU, Associated Press annonce que 2000 réfugiés meurent par jour et qu'avec l'arrivée de la chaleur on craint des épidémies de

choléra et de méningite. A Washington, un porte-parole du Département d'Etat, Richard A. Boucher, a fait part de l'amélioration de la situation sanitaire des réfugiés kurdes en Turquie où dans le camp d'Isikveren la mortalité est tombée à 16 à 19 morts par jour contre 35 par jour une semaine plus tôt. De son côté, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, a déclaré que «les Etats-Unis pourraient déployer des forces supplémentaires dans le nord de l'Irak en plus des sept mille hommes qui s'y trouvent déjà».

---

### Le 28 avril

---

Les ministres des affaires étrangères de la CEE, réunis à Luxembourg, ont approuvé deux initiatives de la France et de la Grande-Bretagne. Paris a demandé une réunion des cinq membres du Conseil de sécurité pour examiner l'évolution de la situation après l'accord conclu entre Bagdad et les dirigeants kurdes. D'autre part, le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a proposé l'envoi au Kurdistan d'une «force de police de l'ONU» qui ne serait munie que d'armes légères. Cette mesure ne nécessiterait pas de nouvelle résolution de l'ONU, a indiqué M. Hurd, en mentionnant le précédent de Chypre en 1974, où une telle force avait été dépêchée pour tenter de prévenir les incidents entre les deux communautés.

A Bagdad, le vice-premier ministre irakien a déclaré que «la ville pétrolière de Kirkouk ne ferait pas partie de la région autonome kurde».

---

### Le 29 avril

---

Le président turc Turgut Özal lance un «appel pour une présence militaire occidentale de longue durée dans le nord de l'Irak» affirmant que «les réfugiés kurdes irakiens retourneront chez eux uniquement avec une telle garantie». Si les puissances alliées «ne maintiennent pas leur présence dans le nord de l'Irak, les Kurdes irakiens recommenceront à fuir à nouveau dès qu'ils verront un soldat irakien» a déclaré M. Özal à l'agence iranienne IRNA. M. Özal a ajouté que «ni les garanties de l'ONU ni un accord entre le gouvernement et les dirigeants kurdes ne seraient suffisants pour persuader les réfugiés kurdes de quitter leurs camps situés le long des frontières de la Turquie et de l'Iran pour rentrer chez eux». «Ils retourneront seulement s'ils sont protégés par une force militaire puissante» a-t-il conclu.

A New York, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont commencé des discussions informelles sur la proposition britannique soutenue par la CEE de l'envoi d'une «force de police dans le nord de l'Irak pour



protéger les réfugiés kurdes quand les forces alliées seront parties». Mais les diplomates considèrent qu'une résolution du Conseil n'est pas envisagée à ce stade. Le

représentant américain Thomas R. Pickering a dit que les Etats-Unis «regardaient d'un œil favorable cette possibilité au même titre d'autres que possibilités».

## Un bilan de l'Opération Provide Comfort

A la date du 27 avril, d'après les sources militaires américaines citées par le quotidien *Gazette Telegraph* du 30 avril. Ce bilan ne concerne que l'aide apportée aux réfugiés kurdes en Turquie ou du côté irakien de la frontière turque. Il ne tient pas compte l'aide apportée aux réfugiés kurdes en Iran pour laquelle la CEE a consacré \$119 millions de son programme global de \$170 millions en faveur des Kurdes. Pour les raisons diplomatiques, les Américains n'ont pu intervenir sur le théâtre iranien, laissant à leurs alliés européens (Allemagne, Belgique, France et Grande-Bretagne) la tâche de venir en aide à 1,3 million des réfugiés kurdes se trouvant dans le camps en Iran. Le bilan ci-dessous ne tient pas compte non plus de l'aide des organisations privées.

### Participation des troupes alliées,

Etats-Unis : 7 293 militaires, plus environ 3000 personnes à bord des bateaux ;  
Grande Bretagne : 2500 militaires ;  
Pays-Bas : 4000 militaires ;  
France : 354 militaires ;  
Allemagne : 196 militaires ;  
Canada : 120 militaires ;  
Italie : 74 militaires.

### Aide humanitaire parachutée :

Etats-Unis : 1028 missions, 5568 tonnes ;  
Grande-Bretagne : 261 missions, 1195 tonnes ;  
Allemagne : 305 missions, 820 tonnes ;  
France : 70 missions, 282 tonnes ;  
Canada : 26 mission, 279 tonnes ;  
Italie : 22 mission, 75 tonnes.

Annexe : 1

## **Le texte de la résolution 688 de Conseil de sécurité des Nations-Unies**

5 avril 1991

«Le Conseil de sécurité,

Conscient de ses devoirs et de ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

»Conscient aussi des dispositions de l'article 2, paragraphe 7, de la Charte des Nations unies(1),

»Profondément préoccupé par la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, laquelle a conduit à un flux massif de réfugiés vers des frontières internationales et à travers celles-ci à des violations de frontière qui menacent la paix et la sécurité internationales dans la région,

»Profondément ému par l'ampleur des souffrances de la population,

»Prenant note des lettres adressées par les représentants permanents de la Turquie et de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations unies, en date respectivement des 2 avril et 4 avril 1991.

»Réaffirmant l'engagement pris par tous les Etats membres de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les Etats de la zone,

»Ayant à l'esprit le rapport du secrétaire général en date du 20 mars 1991 (2)

1. Condamne la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,“

2. Exige que l'Irak, pour contribuer à éliminer la

menace à la paix et à la sécurité internationales dans la région, mette fin sans délai à cette répression et, dans ce contexte, exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaurera en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens,

3. Insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak et qu'il mette à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action,

4. Prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts humanitaires en Irak et de lui faire rapport d'urgence, éventuellement à l'issue d'une nouvelle mission dans la région, sur le sort des populations civiles irakiennes, et en particulier de la population kurde, affectées par la répression sous toutes ses formes exercée par les autorités irakiennes,

5. Prie également le secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris ceux des institutions spécialisées pertinentes des Nations unies, pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiennes déplacées,

6. Lance un appel à tous les Etats Membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts d'assistance humanitaire,

7. Exige de l'Irak qu'il coopère avec le secrétaire général à ces fins,

8. Décide de rester saisi de la question».

(1) Il stipule que les Nations unies ne sont pas autorisées à intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale des Etats (NDLR).

(2) Le rapport de Matti Ahtisaari sur la situation humanitaire en Irak (NDLR).

Annexe : 2

## PARLEMENT EUROPEEN

17 avril 1991

### PROPOSITION DE RESOLUTION COMMUNE

déposée par Mme. DURY, au nom du groupe socialiste

M. PENDERS et Mme. CASSANMAGNAGO CERRETTI, au nom du groupe du Parti populaire européen

MM. BERTENS et CALVO ORTEGA, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur

MM. Christopher JACKSON et McMILLAN-SCOTT, au nom du groupe des Démocrates européens

Mme. ROTH et M. LANGER, au nom du groupe des Verts

M. COLAJANNI, au nom du groupe pour la Gauche unitaire européenne

M. DE LA MALENE, au nom du groupe du Rassemblement des démocrates européens

M. VANDEMEULEBROUCKE et Mme EWING, au nom du groupe Arc-en-Ciel

M. PIQUET, au nom du groupe de la Coalition des Gauches

en remplacement des propositions de résolution déposées par :

- M. Christopher JACKSON et autres, au nom du groupe des Démocrates européens (B3-556/91)

- Mme. ROTH et autres, au nom du groupe des Verts (B3-560/91)

- M. PESMAZOGLU, au nom du groupe du PPE (B3-618/91)

- M. GASOLIBA I BÖHM et autres, au nom du groupe libéral, démocratique et réformateur (B3-619/91)

- M. PIQUET et autres, au nom du groupe du Rassemblement des démocrates européens (B3-621/91)

- M. VANDEMEULEBROUCKE et autres, au nom du groupe Arc-en-Ciel (B3-622/91)

- M. COLAJANNI et autres, au nom du groupe la Gauche unitaire européenne (B3-623/91)

- Mme. DURY et autres, au nom du groupe socialiste (B3-624/91)

sur la situation des Kurdes

### Proposition adoptée à l'unanimité

Le Parlement européen,

- vu les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU,

- vu ses précédentes résolutions sur la situation des Kurdes,

- vu les résultats du Conseil européen qui s'est tenu à Luxembourg le 8 avril 1991,

A. considérant que les forces sous le commandement de Saddam Hussein tentent de commettre un génocide contre les Kurdes,

B. considérant les actes de tyrannie, en général, et le recours fréquent à la torture dont Saddam Hussein

et ses forces armées se sont rendus coupables à l'égard de la population irakienne et notamment, contre les enfants de ce pays,

C. considérant que des milliers de personnes meurent sous les bombardements et que le pilonnage des régions kurdes n'a toujours pas cessé,

D. profondément touché par les souffrances terribles subies par des milliers de réfugiés kurdes s'échappant à travers les zones montagneuses, se retrouvant sans abri et dans des conditions de dénuement absolu et alarmé par les informations

dramatiques qui parviennent des organisations humanitaires, sur place, selon lesquelles des milliers de réfugiés, principalement des enfants, sont morts sur les routes, de faim, de froid, de maladies et des suites de leurs blessures, et que selon les médecins, des centaines d'autres meurent encore chaque jour,

E. soulignant que l'armée irakienne se livre à des exécutions contre la population shiite du sud du pays,

F. considérant que les membres de la coalition ont incité l'opposition irakienne à penser que les manœuvres d'éviction de Saddam Hussein seraient favorablement accueillies et susciteraient l'adhésion,

G. conscient du fait que tant que le problème kurde n'est pas résolu politiquement en tant que tel, il constitue menace pour la paix et la sécurité dans la région,

1. condamne fermement la tentative de génocide contre le peuple kurde par le régime de Saddam Hussein et la répression de l'ensemble de la population irakienne ;

2. exige l'arrêt immédiat des attaques contre la population et réaffirme la nécessité du maintien total de l'embargo décrété par les Nations-Unies, tant que se poursuit la répression contre le peuple kurde et l'ensemble de la population irakienne ;

3. appui la proposition présentée au Conseil européen visant la création d'une zone protégée temporaire pour assurer la sécurité des Kurdes et des autres personnes déplacées en Irak, mais s'inquiète des conséquences de la pérennisation d'une telle situation ; appuie la décision déjà prise de prévoir une aide en faveur des Kurdes et demande qu'elle soit adéquate et efficace ;

4. demande aux gouvernements de l'Iran et de la Turquie de faciliter l'œuvre de secours aux populations kurdes et d'ouvrir les frontières nationales aux réfugiés et aux organisations humanitaires internationales non-gouvernementales ; invite la communauté internationale, agissant sous les auspices des Nations-Unies, à soutenir les efforts qui vont dans cette direction ;

5. souligne le devoir moral qui incombe aux Nations-Unies, lesquelles devraient au besoin amender leur Charte pour y parvenir, d'aller au-delà du simple respect des frontières nationales pour concevoir des moyens visant à empêcher les régimes totalitaires de commettre des génocides ;

6. constate que le sort réservé au peuple kurde constitue un crime de génocide au sens de la Convention de 1948, comme l'ont noté les ministres des Affaires étrangères agissant dans le cadre de la coopération politique ; demande aux gouvernements des Etats membres de saisir la Cour internationale de justice pour faire reconnaître et condamner ce génocide en application de ladite Convention ;

7. souhaite que dans le cadre d'une conférence de la paix au Moyen-Orient, le problème kurde soit abordé avec la participation de tous les Etats concernés et des représentants kurdes, afin de reconnaître le droit à l'existence et à l'autonomie des Kurdes dans tous les Etats où ils se trouvent ;

8. accueille favorablement la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations-Unies sur la situation des Kurdes en Irak et espère que le Conseil de sécurité va prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité de la population kurde et de permettre aux réfugiés kurdes de retourner dans leurs foyers, avec la garantie qu'aucune persécution ne sera menée à leur égard ;

9. insiste pour qu'aucun réfugié fuyant le régime irakien ne soit contraint de réintégrer l'Irak contre sa volonté et demande aux Etats membres de la Communauté de faciliter l'accueil des demandeurs d'asile kurdes ;

10. estime que la mise en œuvre de la résolution 688 exigera la présence d'une force adéquate des Nations-Unies, chargée du maintien de la paix ;

11. invite le Bureau élargi à examiner l'opportunité de l'envoi d'une délégation parlementaire représentative dans la région ;

12. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux Nations-Unies ainsi qu'aux gouvernements de Turquie, d'Iran, de Syrie et d'Irak. \_\_\_\_\_

## REVUE DE PRESSE

**SUR LEUR CHEMIN.** La révolte kurde fait trembler Saddam, contribue à sa décision de former un nouveau cabinet et soulève une question : le pays est-il en face de désintégration. (*Time* 1.04.91). p. 1, 2 & 3.

**LA FRANCE DEMANDE A L'ONU D'INTERVENIR EN IRAK.** (*International Herald Tribune* 3.04.91). p. 3.

**IRAQ: KURDISTAN: ZAKHO, VILLE LIBRE.** Les peshmergas ont mis en déroute l'armée irakienne. Mais la guérilla kurde craint une contre-attaque chimique. (*Le Point* 1.04.91). p. 4 & 5.

**LE S.O.S. KURDE. LES INSURGES DU KURDISTAN LANCENT UN APPEL AUX NATIONS-UNIES.** Alors que les autorités de Bagdad affirment être en train de venir à bout du soulèvement dans le nord de l'Irak, les responsables des organisations kurdes ont adressé hier un appel «urgent» au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, pour qu'il mette «immédiatement fin au massacre des civils». Erbil, Dohouk et surtout Kirkouk, la quatrième ville du pays, sont tombées vendredi. Dans le sud du pays, l'insurrection chiite semble également marquer le pas. La ville de Samara, au bord de l'Euphrate, est à nouveau sous le contrôle des troupes loyalistes. (*Libération* 1.04.91). p. 6 & 7.

**LES PERTES OBLIGENT LES KURDES A ENVISAGER UN COMPROMIS. LA PERTE DE KIRKOUK ET LA VAGUE DE REFUGIES METTENT LA GUERRILLA DANS UNE POSITION DEFENSIVE.** (*The Guardian* 1.04.91). p. 8.

**LA CRISE MORALE DE BUSH.** (*The New York Times* 1.04.91). p. 9

**SADDAM HUSSEIN MASSACRE LES KURDES.** Le pouvoir continue son offensive contre les insurgés. Dans le sud du pays, les chiites semblent être à bout de souffle. Bagdad annonce la fin du soulèvement. (*Le Figaro* 1.04.91). p. 10 & 11.

**LES INSURGES ANNONCENT AVOIR PERDU PUIS REPRIS KIRKOUK.** Confusion au Kurdistan irakien. (*Le Monde* 1.04.91). p. 12.

**IRAQ: OFFENSIVES ET CONTRE-OFFENSIVES.** (*Charente-Libre* 1.04.91). p. 12.

**100 000 KURDES VICTIMES DE GENOCIDE.** (*The Independent* 1.04.91). p. 13.

**LA NORMALITE RESUMEE : LE MASSACRE DES KURDES FAIT PARTIE D'UN ORDRE IMPERIAL.** (*New Statesman* 04.91). p. 14.

**L'ARMEE DE SADDAM POUSSE LES KURDES.** Harvey Morris témoigne comment le manque d'armes permettant de combattre les tanks et les forces aériennes de l'attaque sauvage

de Saddam, signifie que le soulèvement euphorique du nord de l'Irak ne pouvait garder les villes qu'il avait prises. (*The Independent* 2.04.91). p. 15.

**LES REBELLES REPOUSSES VERS LES MONTAGNES.** (*The Independent* 2.04.91). p. 16.

**LE SECRETAIRE D'ETAT FRANÇAIS A L'ACTION HUMANITAIRE BERNARD KOUCHNER EXPRIME SON INDIGNATION** face à l'indifférence internationale concernant «le massacre» des Kurdes irakiens par les forces du président Saddam Hussein. (*A.F.P.* 1.04.91). p. 13.

**LA FRANCE S'EMEUT DU SORT DE LA POPULATION IRAKIENNE.** Elle a décidé de saisir le Conseil de Sécurité de l'ONU. (*A.F.P.* 2.04.91). p. 17.

**L'ARMEE IRAKIENNE AFFIRME AVOIR REPRIS LES VILLES KURDES DE DOHOUK ET IRBIL.** (*Le Monde* 2.04.91). p. 18.

**LES GUERRES D'IRAQ.** La résistance kurde se disloque face à l'armée de Bagdad qui regagne du terrain. Au sud, l'effondrement des chiites semble se confirmer. D'autre part, un affrontement a opposé, hier, des Gardiens de la révolution iraniens et des moudjahidines, à la frontière irako-iranienne. (*Libération* 2.04.91). p. 19.

**LA GUERRE KURDE : LES CYNIQUES ET LES COMPLIQUES.** (*El Pais* 1.04.91). p. 20.

**LES KURDES BATTENT EN RETRAITE DEVANT L'AVANCEE IRAKIENNE.** (*International Herald Tribune* 2.04.91). p. 21.

**KURDISTAN : DES MILLIERS DE MORTS - IRAK : L'ASSAUT FINAL CONTRE LES KURDES - LES REMORDS DE GEORGE BUSH :** La Maison Blanche applique la doctrine de non-intervention devant la répression irakienne. Mais si c'était à refaire, la guerre aurait peut-être été prolongée de quelques jours pour en finir avec Saddam. (*Le Figaro* 2.04.91). p. 22 & 23.

**KURDES: REACTIONS FRANÇAISES.** (*Libération* 2.04.91). p. 23.

**PRES DE DEUX MILLIONS DE KURDES SUR LES ROUTES DE L'EXODE, SELON LE PRESIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS.** (*A.F.P.* 3.04.91). p. 23.

**ILS NE DEMANDAIENT PAS BEAUCOUP.** Les Kurdes avaient besoin de médicaments et de nourriture et d'un peu de pétrole. Le monde ne leur a rien donné, dit Harvey Morris. (*The Independent* 3.04.91). p. 24.

**LES ETATS-UNIS CONTINUENT A REFUSER DE SE**

MELER DES AFFAIRES IRAKIENNES, MAIS RENCONTRENT LES CHEFS DE L'OPPOSITION. La France et la Turquie demandent à l'ONU de mettre fin à l'épreuve des Kurdes. (*The Guardian* 3.04.91). p. 25.

LES KURDES ONT ETE TROMPES. «ILS PAYENT AUJOURD'HUI LE PRIX» constate amèrement Kendal Nezan, Président de l'Institut Kurde de Paris. (A.C.P. 3.04.91). p. 26.

DE NOUVEAU LE MONDE LAISSE LES KURDES TOMBER. L'OCCIDENT DEVAIT GARANTIR QUE LA GUERRE CIVILE EN IRAK SE DEROULE DANS DES TERMES PLUS EGAUX. (*Financial Times* 3.04.91). p. 27.

BERNARD KOUCHNER; «IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR ESSAYER DE SAUVER DES GENS». IL DOIT SE RENDRE A ANKARA PUIS A LA FRONTIERE IRAKOTURQUE. IL EST CHARGE D'ORGANISER LA DISTRIBUTION DE L'AIDE FRANÇAISE AUX KURDES REFUGIES. (A.F.P. 3 & 4.04.91). p. 29 & 30.

GREVE DE LA FAIM A PARIS POUR DENONCER LA REPRESSION CONTRE LES KURDES EN IRAK. (A.F.P. 3.04.91). p. 31.

DES MILLIERS DE KURDES SE SONT REFUGIES EN TURQUIE. L'ARMEE IRAKIENNE SEMBLE AVOIR MIS EN DEROUTE LA PLUPART DES INSURGES. (*Le Monde* 3.04.91). p. 31 & 32.

LES ETATS-UNIS SE DISENT PRETS A RENCONTRER LES LEADERS DE L'OPPOSITION KURDE bien que prenant acte de l'échec de la révolte en Irak. (*Le Monde* 3.04.91). p. 33.

LA FRANCE SAISIT LE CONSEIL DE SECURITE. Roland Dumas demande au Secrétaire Général des Nations Unies de se rendre au Pakistan. ETAT-UNIS: PREMIERS CONTACTS AVEC LES KURDES. Des voix s'élèvent en faveur d'une intervention de l'aviation américaine contre les hélicoptères de Saddam. LA GRANDE DEBACLE DES PESHMERGAS. LE BAROUD D'HONNEUR DU QUAI D'ORSAY. (*Le Figaro et Libération* 3.04.91). p. 34 à 42

BUSH REAFFIRME QUE LES FORCES AMERICAINES N'AIDERONT PAS LES REBELLES IRAKIENS. (*International Herald Tribune* 4.04.91). p. 42.

LE DECLIN DE LA REVOLTE DES KURDES EN IRAK. L'Occident doit donner une chance à l'opposition. (*International Herald Tribune* 4.04.91). p. 43.

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL COMMENCE COMME TOUJOURS, PAR UNE TRAHISON. (*International Herald Tribune* 4.04.91). p. 44.

QUEL EST LE SENS? (*The Wall Street Journal* 4.04.91). p. 45.

LE CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU APPROUVE LA RESOLUTION DU CESSEZ-LE-FEU. (*The Wall Street Journal* 4.04.91). p. 46.

AVANT DE TOURNER SON ATTENTION VERS LES

REFUGIES, L'ONU TERMINE LA GUERRE. (*The Times* 4.04.91). p. 47.

M. DUMAS: TEHERAN «SOUTIENT ET COMPREND» L'ACTION HUMANITAIRE DE LA FRANCE EN FAVEUR DES KURDES. LA FRANCE VEUT ENTAMER UNE «REFLEXION» SUR L'INTEGRATION DU «DEVOIR D'INGERENCE» DANS LE DROIT INTERNATIONAL, ELLE VEUT POURSUIVRE SON ACTION HUMANITAIRE ET DIPLOMATIQUE EN FAVEUR DES KURDES ET EST DETERMINEE A «REVEILLER» LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE SUR LE PROBLEME KURDE. (A.F.P. 4.04.91). p. 47, 48 & 49.

KURDISTAN, NOUVEAU TRIOMPHE DE LA REALPOLITIK? Oubliée la guerre du Droit, la croisade contre le nouvel Hitler? Dès lors que les pétro-monarchies et les nouveaux alliés ex-terroristes craignent plus que tout une démocratie irakienne pluraliste et un Kurdistan autonome, les massacres de Saddam redeviennent tolérables. Le point de vue de Kendal Nezan, (*Libération* 4.04.91). p. 50.

ONU: LA PAIX AMERE. Le conseil de sécurité a adopté hier soir une résolution imposant à l'Irak comme conditions d'un cessez-le-feu définitif une renonciation au terrorisme, la destruction de ses armes chimiques et de ses missiles ainsi que le paiement de lourds dommages de guerre. Le texte ne comporte aucune allusion à la répression menée actuellement par Bagdad contre les populations kurdes du nord, comme avait semblé le souhaiter François Mitterrand estimant qu'il en allait de «l'autorité politique et morale» de l'ONU. DES KURDES A BOUT DE SOUFFLE. (*Libération* 4.04.91). p. 51 à 55.

M. GEORGE BUSH DONNE LA PRIORITE A UN CESSEZ-LE-FEU FORMEL AVEC L'IRAK. L'INITIATIVE FRANÇAISE EST FRAICHEMENT ACCUEILLIE AU CONSEIL DE SECURITE. Dans les couloirs de l'Assemblée Nationale: ECOEUREMENT. (*Le Monde* 4.04.91). p. 56 & 57.

TARTUFERIE. (*Le Figaro* 4.04.91). p. 57.

L'ARMEE IRAKIENNE EST PRES D'ACHEVER LE «NETTOYAGE DES VILLES ET VILLAGES KURDES» Une éphémère «libération». LE BREF ET TRISTE RETOUR DE TAYEB DANS SON PAYS. (*Le Monde* 4.04.91). p. 58 à 60.

LES CRITIQUES S'INTENSIFIENT AUX ETATS-UNIS. (*The Independent*, 5.4.91), p. 60

L'ORDRE REGNE AU KURDISTAN. LA FOUDROYANTE ET SANGLANTE OFFENSIVE IRAKIENNE A ANEANTI LE REVE KURDE. LA FRANCE ISOLEE DANS SON ACTION. En cas de carence de l'ONU, Paris est déterminé à poursuivre son action diplomatique et humanitaire en faveur des populations kurdes. LA DERNIERE BATAILLE D'ALTUN-KOPRI. L'ESPOIR FLOUE DES PECHMARGAS. Pendant trois semaines, les Kurdes ont respiré à pleine coulée l'air de la liberté avant la foudroyante contre-attaque de Saddam Hussein. (*Le Figaro* 4.04.91). p. 61 à 63.

L'INDIFFERENCE DES ALLIES: IRAK: Une dénonciation du Président de l'Institut Kurde de Paris Kendal Nezan: «C'est

une question de semaines. Mon espoir repose sur vous, les médias, pour secouer l'indifférence des Etats». (*La Croix* 4.04.91). p. 64.

IRAK : LA HONTE ABSOLUE. Le monde libre a tréssailli d'honneur au spectacle de l'armée Rouge laissant les nazis exterminer les insurgés de Varsovie. Or que font les alliés, aujourd'hui en Irak pendant que Saddam Hussein massacre les Kurdes ? (*L'Événement du Jeudi* 4 au 10.04.91). p. 65.

LES COLERES DE DANIELLE : «HALTE AU MASSACRE DES KURDES !». (*L'Express* 4.04.91). p. 66.

AVEC LA MORT DES KURDES, UN SENS DE REVULSION SE PROPAGE. (*International Herald Tribune* 5.04.91). p. 67.

L'ONU APPROUVE LA FIN DE LA GUERRE AVEC L'IRAK. LA C.E. CONDAMNE LA REPRESSION CONTRE LES KURDES ET LES CHIITES. DES MILLIERS DE REFUGIES EN FUITE VERS LA TURQUIE. L'IRAN ASSURE QU'UNE DECISION PEUT EVITER L'EXODE MASSIVE DES POPULATIONS (*El Pais*, 4.4.91), p. 68, 69 et 70

L'ONU APPROUVE LA FIN DE LA GUERRE. DEUX MILLIONS DE KURDES ENTRE LES FRONTIERES IRANENNE ET TURQUE. (*El Mundo* 4.04.91). p. 71

L'ENVOYE SPECIAL DE «GUARDIAN», MARTIN WOOLLACOTT A RACONTE SA FUITE DU KURDISTAN LORS DE LA CONTRE-ATTAQUE IRAKIENNE. «LES VALLES DE LA MORT» (*El Mundo* 4.04.91). p. 72 à 74.

AIDER LES PESHMARGAS (*Avanti*, 5.4.91), p. 75.

HINER SALEEM DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS : LA GUERRE DU GOLFE, UNE OCCASION PERDUE. (*Avanti* 5.04.91). p. 76.

LA GRANDE-BRETAGNE ENVOIE 20 MILLIONS DE LIVRES STERLING POUR AIDER LES KURDES. (*Daily Telegraph* 5.04.91). p. 77.

LES VICTIMES DE L'HISTOIRE : maintenant ils meurent en Irak. Les Kurdes ont souffert de beaucoup de monde. (*The Wall Street Journal* 4.04.91). p. 77.

FACE A L'ARRIVEE DES KURDES AUX FRONTIERES, L'IRAN ET LA TURQUIE DEMANDENT DE L'AIDE. (*International Herald Tribune* 5.04.91). p. 78.

LES ETATS-UNIS ET LES KURDES : UN PARFAIT DI-LEMME. (*International Herald Tribune* 5.04.91). p. 79.

MAJOR DEMANDE A BUSH D'ENTREPRENDRE UN «EFFORT MASSIF» POUR AIDER LES REFUGIES. (*International Herald Tribune* 5.04.91). p. 80.

BERNARD KOUCHNER : «L'HORREUR ABSOLUE» DES CAMPS DE REFUGIES KURDES. TROIS AVIONS FRANÇAIS TRANSPORTANT DE L'AIDE AUX KURDES DOIVENT PARTIR VENDREDI POUR LA TURQUIE ET L'IRAN. (A.F.P. 5.04.91). p. 80 & 81.

L'ADOPTION AUX NATIONS UNIES D'UNE RESOLUTION SUR LE CESSEZ-LE-FEU DEFINITIF. POUR M. BUSH, UN NOUVEAU SUCCES TERNI PAR LA TRAGEDIE KURDE. (*Le Monde* 5.04.91). p. 81.

MADAME MITTERRAND LANCE UN APPEL A LA SOLIDARITE EN FAVEUR DES KURDES. (A.F.P. 5.04.91). p. 82.

TANDIS QUE BAGDAD AFFIRME AVOIR «ACHEVE D'EPURER LE PAYS» LA TURQUIE REFUSE TOUJOURS D'OUVRIR SA FRONTIERE AUX REFUGIES KURDES. (*Le Monde* 5.04.91). p. 83.

LES FRANÇAIS «DONNEURS DE LEÇONS» ? Paris ouvre une aide humanitaire au Kurdistan. (*Le Monde* 5.04.91). p. 84.

SORTANT DE SON SILENCE, MME THATCHER EXPRIME SON INDIGNATION. (*Le Monde* 5.04.91). p. 84.

LE CONSEIL DE SECURITE MET FIN A LA GUERRE DU GOLFE. LES NATIONS-UNIES PRIVENT L'IRAK DE TOUTE CAPACITE D'AGRESSION. Le panache des combattants kurdes. (*Le Monde*, 5.04.91). p. 85.

KURDES : L'EMOTION A RETARDEMENT. L'ONU SE SAISIT DU DOSSIER KURDE ET DES FONDS SONT DEBLOQUES EN FAVEUR DES REFUGIES. LES PORTES COMMENCENT A S'OUVRIR POUR LES KURDES. Kouchner, mission exploratoire en Turquie. (*Libération*, 5.04.91). p. 86 & 87.

L'AMERTUME DES OPPOSANTS IRAKIENS. Depuis le début de la crise, les opposants ont noué des contacts internationaux sans obtenir de soutien clair. Les Kurdes qui ont interprété l'appel au soulèvement lancé par George Bush comme un encouragement se sentent trahis. (*Libération*, 5.04.91). p. 88.

LE PROJET DE RESOLUTION FRANÇAIS TROUVE UN ECHO AMERICAIN. Washington, aujourd'hui poussé par l'opinion publique, pourrait finalement appuyer au Conseil de sécurité le projet, avancé par Paris, condamnant la répression en Irak et proposant d'engager une initiative humanitaire. (*Libération* 5.04.91). p. 89.

«LA SITUATION AU KURDISTAN AUTORISE UN RECOURS A LA FORCE». Pour Brigitte Stern, professeur de droit international, la violation des droits de l'homme est tellement grave que l'on ne peut plus qualifier cela de situation interne. (*Libération* 5.04.91). p. 90.

LE DIKTAT DU CONSEIL DE SECURITE. L'EXODE TRAGIQUE DES KURDES. La résolution 687 est très ferme pour l'Irak. Mais George Bush refuse toute assistance aux Kurdes, alors que Bernard Kouchner se rend en Iran et que la Turquie ouvre sa frontière aux réfugiés. (*Le Figaro* 5.04.91). p. 91.

A DIANNA, LES STIGMATES DE LA TERREUR DE SADDAM. Dernier bastion repris par les peshmergas, cette agglomération est devenue le point de passage des centaines de milliers de réfugiés kurdes qui fuient vers l'Iran. (*Le Figaro* 5.04.91). p. 92.

LES COMBATTANTES DE LA CLANDESTINITE. Qu'elles soient syriennes ou irakiennes, elles sont avant tout kurdes et peshmergas. Elles se sont battues dans les commandos du PKK et de l'UPK face aux troupes de Saddam. (*Le Figaro* 5.04.91). p. 92 & 93.

LA SANGLANTE NORMALISATION DE BAGDAD. Les populations kurdes connaissent déjà le prix des représailles. (*Le Figaro* 5.04.91). p. 93.

BUSH, LA MORALE ET LES INTERETS AMERICAINS. (*Le Figaro* 5.04.91). p. 94.

LE PLAN AEROPORTE DES AMERICAINS POUR VENIR EN AIDE AUX KURDES (*International Herald Tribune*, 5.4.91), p. 94.

L'OTAN DEMANDE UNE PRESSION SUR L'IRAK. Selon un sondage, 45 % de la population se prononcent en faveur de l'aide aux Kurdes. (*International Herald Tribune*, 6-7.04.91). p. 95

LA REPONSE DU MONDE AU CALVAIRE DES KURDES IRAKIENS. (*The Globe and Mail* 6.04.96). p. 96.

LES KURDES NE CONNAISSENT QUE TROP LA TRAHISON. (*The Globe and Mail* 6.04.91). p. 97 & 98.

LES ETATS-UNIS VONT LANCER PAR VOIE AERIENNE DES VIVRES ET DES VETEMENTS AUX KURDES D'IRAK. (*The New York Times* 6.04.91). p. 98.

LES KURDES FONT ETAT D'EMISSION RADIOPHONIQUES LIEES A LA C.I.A. (*The New York Times* 6.04.91). P. 99.

L'ONU CONDAMNE LE TRAITEMENT DES REBELLES IRAKIENS. (*The New York Times* 6.04.91). p. 100.

APRES PLUS DE VINGT JOURS DE COMBATS ENTRE L'ARMEE IRAKIENNE ET LES OPPOSANTS KURDES ET CHIITES, WASHINGTON CONFIRME QUE BAGDAD CONTROLE LES GRANDES VILLES DU NORD ET DU SUD. LA GRANDE AMERTUME DES PESHMERGAS. Après avoir jugé que les circonstances étaient favorables à une insurrection, les Kurdes, vaincus et victimes d'une nouvelle répression, ressassent leur rancœur contre ceux qui les ont « lâchés ». (*Le Monde* 6.04.91). p. 101 & 102.

PLUS DE 150 000 KURDES REFUGIES EN TURQUIE ET EN IRAN. Washington et Londres soutiennent la démarche française à l'ONU. M. BUSH justifie sa décision de ne pas intervenir militairement. Il ne veut pas risquer « de précieuses vies américaines ». (*Le Monde* 6.04.91). p. 103 & 104.

LA LONGUE QUETE DE L'AUTONOMIE. (*Le Monde* 6.04.91). p. 104 & 105.

LE DROIT INTERNATIONAL DOIT INTEGRER LA NOTION DE « DEVOIR D'INGERENCE » déclare M. Dumas. (*Le Monde* 6.04.91). p. 105.

TOUS LES ETATS AUX PRISES AVEC DES PROBLEMES DE MINORITES SE MEFIENT DU PROJET FRANÇAIS. (*Le Monde* 6.04.91). p. 106.

SUR LE MASSACRE DES KURDES EN IRAK par Kendal Nezan. (*Le Soir*.04.91). p. 107.

LA TRAGEDIE DES REFUGIES A LA FRONTIERE TURKO-IRAKIENNES. (*Baseler Zeitung* 6.04.91). p. 108.

LES KURDES : PEUPLE SANS ETAT ET SANS AMI. (*Baseler Zeitung* 6.04.91). p. 109.

BUSH : LA REVOLTE ? UNE AFFAIRE IRAKIENNE. LE PRESIDENT TURC : LES ALLIES DOIVENT AGIR (*L'Unita* 6.04.91). p. 110 et 111

LA NATION TRAHIE. UN PEUPLE SANS ETAT ET SANS AMI. (*The Independent* 7.4.91). p. 112 à 115.

LES GUERRIERS QUI SE SONT TOUJOURS BATTUS, MAIS N'ONT JAMAIS GAGNE. (*The Independent* 7.4.91). 115.

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL TACHÉ DE SANG. (*The Independent* 7.04.91). p. 116.

L'EXODE DES KURDES. L'« ENCLAVE » DISCUTÉE A L'ONU. Jacques Delors chez Perez de Cuellar. Les Kurdes dans une situation « aussi tragique » que les Palestiniens, selon M. Delors (A.C.P. 9.04.91). p. 117 & 118.

L'URSS EXPRIME SON SOUTIEN AUX KURDES IRAKIENS. (A.F.P. 9.04.91). p. 118.

DESCENTE DE LA CROISADE MORALE A LA TRAGEDIE GRECQUE. John Lichfield : si les Etats-Unis veulent guider le monde, ils ne peuvent fermer les yeux sur le génocide de Saddam. (*The Independent on Sunday* 7.04.91). p. 119.

LES KURDES APPELLENT LES ETATS-UNIS POUR PLUS D'AIDE. (*The New York Times* 7.04.91). p. 120.

LES KURDES FUIENT L'IRAK PAR MILLIONS. (*The Independent* 7.04.91). p. 121.

LES AVIONS AMERICAINS PARACHUTENT DES VIVRES AUX REFUGIES KURDES AU NORD DE L'IRAK. (*International Herald Tribune* 7.04.91). p. 122.

PAS DE VIVRES, L'EAU SALE ET DES MEDICAMENTS POUR SIX PERSONNES DANS UN CAMP DE 15 000 PERSONNES. LA CEE REEVALUE LE PLAN D'AUTONOMIE. (*The Guardian* 8.04.91). p. 123.

KENDAL NEZAN, PRESIDENT DE L'INSTITUT KURDE DE PARIS : « LE MONDE NOUS A LAISSES DANS LE GOUFFRE ». (*Schweizer Illustrierte* 8.04.91). p. 124.

NE-PAS Y TOUCHER. Les forces loyales à Saddam pillonnent les insurgés. Le carnage en Irak crée une situation embarrassante



ne laissant aucune attractive aux Etats-Unis. (*Time* 8.04.91). p. 125.

LE SOMMET DES DOUZE. LA QUESTION KURDE PESE SUR LE REGLEMENT DE L'APRES-GUERRE. (A.C.P. 8.04.91). p. 126.

LA REPRESSION DES KURDES EN IRAK. LA FRANCE DENONCE LE «GENOCIDE». (A.C.P. 8.04.91). p. 127.

LA FRANCE EST PARVENUE A VAINCRE LES RETIENCES DE NOMBREUX PAYS MEMBRES DE L'ONU en faisant adopter par le Conseil de sécurité une résolution condamnant la répression irakienne contre les Kurdes. (*Le Monde* 8.04.91). p. 128.

LES ETATS-UNIS VONT PARACHUTER DES SECOURS AUX KURDES. (*Le Monde* 8.04.91). p. 129.

ANKARA ET TEHERAN ESTIMENT QU'UN MILLION DE REFUGIES POURRAIENT CHERCHER ASILE EN TURQUIE ET EN IRAN. (*Le Monde* 8.04.91). p. 129.

L'AIDE HUMANITAIRE FRANÇAISE : UN NUMERO VERT A LA CELLULE D'URGENCE DU QUAI D'ORSAY. (*Le Monde* 8.04.91). p. 129.

KURDES : LES SURSAUT HUMANITAIRE. L'ONU ENVOIE UNE BOUEE AUX KURDES. (*Libération* 8.04.91). p. 130 & 131.

KOUCHNER ESTIME QU'IL Y A CERTAINEMENT EU DES DIZAINES DE MILLIERS DE KURDES TUES EN IRAK. LE DROIT D'INGERENCE FAIT SON CHEMIN. Elaborée par des juristes et des organisations humanitaires, la notion de droit d'ingérence s'impose lentement malgré la méfiance qu'elle inspire. (*Libération* 8.04.91). p. 132.

CESSEZ-LE-FEU : LE OUI CONTRAINT IRAKIEN. L'acceptation irakienne de la résolution 687 va entraîner le retrait des troupes américaines, et permettre à Saddam d'utiliser «légalement» son aviation, alors que la résolution 688 condamne la répression des Kurdes. (*Libération* 8.04.91). p. 133.

L'AIDE FRANÇAISE TOMBE DU CIEL. Cinq avions français participeront aux opérations de parachutage à partir d'une base de l'OTAN en Turquie. (*Libération* 8.04.91). p. 133.

EDITORIAL : LE DROIT DE REGARD. (*Libération* 8.04.91). p. 134.

LES REFUGIES PLONGES DANS UNE DETRESSE SANS FIN. A la frontière entre l'Iran et l'Irak, les Kurdes affluent par centaines de milliers. Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner, était ce week-end sur place pour préparer les premiers parachutages de secours. (*Libération* 8.04.91). p. 134 & 135.

LES QUINZE JOURS OU LES KURDES D'IRAK SE SONT CRUS LIBRES. Si tout commença le 6 mars à Rania, l'insurrection s'est concrétisée le 14, lorsque Zahko est libéré. Une semaine plus tard, avec l'accord des autorités syriennes, des

journalistes occidentaux ont pu entrer au Kurdistan irakien, alors que l'armée de Saddam s'apprêtait à reprendre le terrain quelques jours perdu. De la frontière syrienne à la frontière turque, récit d'une libération et du passage pour les Kurdes, de la peur à la joie, de la joie aux larmes. (*Libération* 8.04.91). p. 136 à 140.

RETOUR DANS LA VILLE D'HALABJA, GAZEE EN 1988. LE 16 mars 1988, Saddam Hussein utilisait, pour la première fois, son arsenal chimique contre une population civile. En ce bref printemps kurde, certains de ses habitants qui l'avaient quittée alors, reviennent. Elles se souviennent. (*Libération* 8.04.91). p. 141 & 142.

CENT MILLE KURDES AURAIENT ETE TUES DEPUIS TROIS SEMAINES selon un représentant du Front du Kurdistan. (*Le Monde* 8.04.91). p. 142.

POUR LES KURDES. «L'AFFAIRE KURDE DEMONTRE QU'UN VERITABLE STATUT DES MINORITES EST UN COMPLEMENT INDISPENSABLE DE TOUT ACCORD SUR LES DROITS DE L'HOMME». (*La Tribune de l'Expansion* 8.04.91). p. 143.

LE MALHEUR KURDE. «J'AI FUI L'IRAK A LA NAGE». Qu'il est loin le traité de Sèvres de 1920, qui prévoyait un Kurdistan autonome ! Après un mois de fol espoir, la fatalité s'est de nouveau abattue sur les Kurdes d'Irak. (*Le Point* 8.04.91). p. 144 à 146.

PEUPLE EN DANGER (*Les Echos* 8.04.91). p. 147.

KURDES : APRES LE SILENCE, LA MOBILISATION. La communauté internationale bat le rappel de l'aide humanitaire. (*La Croix* 8.04.91). p. 147.

POURSUIVI, POURCHASSE, GAZE. CELUI QUI ESPERE TROUVE (*Der Spiegel*, 8.04.91), p. 148 à 153.

BAKER SE REND DANS LES CAMPS KURDES ET DEMANDE DE L'AIDE. L'ALLEMAGNE EXPULSE DEUX DIPLOMATES CUBAINS ACCUSES D'AVOIR OUVERT LE FEU SUR LES MANIFESTANTS KURDES. (*International Herald Tribune* 9.04.91). p. 156.

LA CEE SOUTIENT D'IDEE DE ZONES DE PROTECTION POUR LES KURDES EN IRAK. (*International Herald Tribune* 9.04.91). p. 157.

MAJOR DEMANDE DES ZONES DE PROTECTION POUR LES KURDES. (*The Guardian* 9.04.91). p. 158.

LA GRANDE-BRETAGNE PROPOSE DES ZONES DE PROTECTIONS POUR LES KURDES DU NORD DE L'IRAK. (*The Financial Times* 9.04.91). p. 159.

L'USA COMMENCE UNE LARGE OPERATION AERIENNE. (*The Guardian* 9.04.91). p. 158.

AUX FRONTIERES D'IRAN ET DE TURQUIE LES REFUGIES KURDES CONTINUENT D'AFFLUER. Piranshahr, après l'enfer. (*Le Monde* 9.04.91). p. 160 & 161.

«NOTRE SOUTIEN AUX KURDES SERA NON SEULEMENT POLITIQUE, MAIS MATERIEL» déclare un responsable soviétique au «Grand Jury RTL-Le Monde». (*Le Monde* 8.04.91). p. 161.

ALORS QUE 300 000 KURDES SONT MASSES PRES DE SA FRONTIERE, LA TURQUIE VIENT EN AIDE AUX REFUGIES SANS LES LAISSER ENTRER SUR SON TERRITOIRE. (*Le Monde* 9.04.91). p. 162.

WASHINGTON ET ANKARA SUGGERENT LA CREATION EN IRAK DE ZONES DE SECURITE PLACEES SOUS LE CONTROLE DE L'ONU. (*Le Monde* 9.04.91). p. 162.

KURDES : UNE ENCLAVE POUR SURVIVRE. LA CEE PROPOSE DE CREER UNE «ZONE DE PROTECTION» EN IRAK. (*Libération* 9.04.91). p. 163 & 164. (*Le Monde* 10.04.91). p. 180.

DEUX MILLIONS DE KURDES ENTASSES AUX FRONTIERES. C'est le chiffre donné hier par Bernard Kouchner. Et le Quai d'Orsay parlait d'un «génocide» pour évoquer le sort des Kurdes. (*Libération* 9.04.91). p. 165.

MIEUX VAUT TARD QUE JAMAIS. (*Libération* 9.04.91). p. 165 & 166.

L'EUROPE SE RETROUVE SUR LES KURDES. Une fois n'est pas coutume, c'est une initiative britannique qui a relancé la politique étrangère des Douze, bien écornée par la guerre du Golfe. (*Libération* 9.04.91). p. 166.

LES 12 PAYS DE LA CEE APPUIE LA CREATION D'UNE ZONE DE PROTECTION POUR LES REFUGIES KURDES (*Diario*, 9.4.91), p. 167

LA MORT DANS LES MONTAGNES. (*Diario* 9.04.91). p. 168.

LES ETATS-UNIS ACCEPTENT UNE ZONE DE PROTECTION DEMILITARISEE POUR PROTEGER LES KURDES. (*El Pais* 9.04.91). p. 169.

L'IRAK DENONCEL L'APPEL DE LA CEE POUR UNE ZONE DE PROTECTION COMME UNE CONSPIRATION. (*International Herald Tribune* 10.04.91). p. 170.

EN DEPIT DE L'ESPOIR, LE PLAN CONCERNANT LES REFUGIES SOULEVE DE NOMBREUSES QUESTIONS. (*International Herald Tribune* 10.04.91). p. 171.

LES LEADERS DE LA CEE UNIFORMISENT LEUR ATTITUDE DANS LA CRISE KURDE. LE CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU DISCUTE DES MOYENS DE PROTEGER LES KURDES EN FUITE. (*Financial Times* 10.04.91). p. 172.

LES REBELLES ANTI-SADDAM CRAIGNENT UNE TRAHISON A L'EGARD DE LEUR CAUSE. (*Observer Sunday* 10.03.91). p. 173.

L'IRAK DIT QU'IL UTILISERA TOUS LES MOYENS POUR

EMPECHER LA CREATION D'UNE ZONE DE PROTECTION POUR LES KURDES. (*The Daily Telegraph* 10.04.91). p. 174.

PRUDENTE EN CE QUI CONCERNE L'INTERVENTION, LA CEE AIDE LES KURDES. (*The World* 10.04.91). p. 175.

DISTRIBUTION QUOTIDIENNE D'AIDE HUMANITAIRE FRANÇAISE AUX KURDES SUR UNE GRANDE ECHELLE. (A.F.P. 10.04.91). p. 176 et 177.

AIDE AUX KURDES : LA CEE VA ENVOYER DES MISSIONS EN TURQUIE ET EN IRAN. (A.F.P. 10.04.91). p. 176. (*Le Monde* 10.04.91). p. 179.

L'EXODE DES KURDES : WASHINGTON MET EN GARDE L'IRAK. (A.C.P. 10.04.91). p. 177.

LA FRANCE ET LE DROIT D'INGERENCE. (A.F.P. 10.04.91). p. 178.

PLUS DE 1 500 PERSONNES ONT REPONDU A L'APPEL LANCE PAR MEDECINS SANS FRONTIERES POUR DES VOLONTAIRES AU KURDISTAN. (A.F.P. 10.04.91). p. 178.

LE GOUVERNEMENT DE BAGDAD CONTINUE A ENVOYER DES RENFORTS AU NORD DU KURDISTAN. (*Le Monde* 10.04.91). p. 181.

KURDES : DILEMME A L'ONU. Le Conseil de sécurité a discuté hier la proposition de «zones de sécurité» pour les réfugiés irakiens. Mais leur refus par Bagdad laisse entière la question de l'organisation du «devoir d'ingérence». Bagdad hausse le ton face aux Nations Unies. (*Libération* 10.04.91). p. 182 & 183.

KURDES : LE «FREMISSEMENT» DE LA SOLIDARITE. (*Libération* 10.04.91). p. 183.

DECLARANT UNE ZONE DE PROTECTION, LES ETATS-UNIS METTENT L'IRAK EN GARDE DE CONTINUER SES ATTAQUES CONTRE LES REFUGIES. (*International Herald Tribune* 11.04.91). p. 184.

SADDAM HUSSEIN, OUI IL FAUT L'ENCLAVER ! (*Le Canard Enchaîné* 10.04.91). p. 185.

AIDER LES KURDES, MAIS OÙ ? (*The New York Times* 11.04.91). p. 186.

BUSH CHANGE DE POLITIQUE ET MET SADDAM EN GARDE D'UTILISER DES FORCES AERIENNES ET TERRESTRE CONTRE LES KURDES. Les Etats-Unis protègent les Kurdes de l'attaque. (*The Independent* 11.04.91). p. 187.

COMMENT NE PAS PROTEGER LES KURDES ? (*The New York Times* 11.04.91). p. 188.

SELON UN SONDAGE, LES FRANÇAIS BOULEVERSES ET TRES EMUS PAR LE PROBLEME KURDE. (A.F.P. 11.04.91). p. 188.

APPEL DE PERSONNALITES EN FAVEUR DE L'«INGERENCE» EN IRAK. (A.F.P. 11.04.91). p. 189.

LES ETATS-UNIS RESERVES SUR LE PROJET DE ZONES DE SECURITE AU KURDISTAN. Des observateurs de l'ONU seront envoyés dans le sud de l'Irak. (*Le Monde* 11.04.91). p. 189 & 190.

ACCORD FRANCO-IRANIEN POUR L'AIDE AUX POPULATIONS KURDES. Organisation de l'aide internationale aux réfugiés irakiens. (*Le Monde* 11.04.91). p. 190.

QUATRE JOURNALISTES OCCIDENTAUX PORTES DISPARUS AU KURDISTAN. (*Le Monde* 11.04.91). p. 190.

UN PARAPLUIE AMERICAIN POUR LES KURDES. Les Américains ont annoncé hier qu'ils interdisaient toute activité militaire, terrestre ou aérienne, des Irakiens dans les zones où sont réfugiés les Kurdes afin d'assurer sans danger des opérations de secours. Quant à l'idée britannique d'«enclave pour les Kurdes», elle a fait long feu à l'ONU. (*Libération* 11.04.91). p. 191 & 192.

L'AFFLUX DES KURDES EMBARRASSE LES AUTORITES D'ANKARA. Des milliers de réfugiés affluent vers la Turquie qui craint de ne pouvoir faire face et réclame l'aide internationale. (*Libération* 11.04.91). p. 192.

L'AVERTISSEMENT DE WASHINGTON A BAGDAD : «Nous ne tolérerons pas que les avions et les hélicoptères interviennent contre les réfugiés kurdes». Le président Bush et le premier ministre britannique finalement d'accord sur la création de zones de sécurité. (*Le Figaro* 11.04.91). p. 193.

SILENCE, ON TUE. LE MASSACRE DES KURDES. Une guerre gagnée par les militaires et perdue par les politiques. Le nouvel ordre mondial n'est qu'un replâtrage de l'ancien. Plutôt que compter les victimes, il faudrait descendre les hélicoptères irakiens. (*Le Figaro* 11.04.91). p. 194 & 195.

L'IMPASSE DU KURDISTAN. L'extrême division des Kurdes en groupes rivaux, transnationaux sur cinq pays, entretient une instabilité chronique, propice à toutes les interventions étrangères. (*Le Figaro* 11.04.91). p. 195.

«L'INCROYABLE CYNISME DES OCCIDENTAUX...» D'après le président de l'Institut Kurde de Paris, Kendal Nezan, les peshmergas s'attendaient au minimum à ce que les anciens coalisés empêchent Saddam Hussein d'utiliser ses armes lourdes. (*Le Nouvel Observateur* 11-17.04.91). p. 196.

KURDES SAUVE QUI PEUT ! Sauve qui veut aussi ! car si la France a pris une initiative louable, le camp occidental ne manifeste que peu d'empressement. LA FAUTE AUX PACIFISTES. Faut-il venir en aide aux Kurdes ? poser la question est déjà une forme d'indécence. (*Politis* 11.04.91). p. 197 & 198.

LES DEUX SEMAINES QUI ONT VU NAITRE ET MOURIR LE KURDISTAN. L'Événement du Jeudi a reconstitué comment, en quelques jours, le Kurdistan irakien est passé de l'euphorie de la libération aux horreurs de la répression et de

l'exode : la découverte des salles de torture et des prisonniers oubliés, le retour des exilés et l'ivresse de la révolution puis, brusquement, le vent qui tourne, la panique face à la contre-offensive de Saddam et, partout, les colonnes de fuyards teñaillées par le spectre de la mort chimique. (*L'Événement du Jeudi* 11-17.04.91). p. 199 à 202.

L'HONNEUR PERDU DE GEORGE BUSH. «Prenez les armes, c'est le moment», proclamaient les tracts dont les avions alliés jonchaient montagnes et vallées... Les Kurdes ont pris les armes, ignorant le cynisme dont les Occidentaux étaient capables. (*L'Événement du Jeudi* 11-17.04.91). p. 203.

L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS EN ACCORD SUR LES KURDES. BUSH DIT QU'IL N'Y A PAS DE DIFFERENCE DE VUE SUR LES ZONES DE PROTECTION. (*International Herald Tribune* 12.04.91). p. 204.

LES GENS EN FUITE SUBMERGENT LES EFFORTS D'ACCUEIL DE L'IRAN. TEHERAN A MAINTENANT PLUS DE REFUGIES QUE N'IMPORTE QUEL AUTRE ETAT RAPORTE SCHEHERAZADE DANESHKHU. (*Financial Times* 12.04.91). p. 205.

LE CHANGEMENT DE LA POLITIQUE KURDE DE TURQUIE NE SUFFIT PAS A CREER UNE SOLUTION. (*Financial Times* 12.04.91). p. 206.

«LE DANGER EST GRAND DE FAIRE DES KURDES, DE NOUVEAUX PALESTINIENS», SELON M. KOUCHNER. (A.F.P. 12.04.91). p. 207.

POUR TENTER DE LIMITER L'EXOUE DES REFUGIES WASHINGTON INTERDIT A BAGDAD DE NOUVELLES OPERATIONS ANTI-KURDES. «Ils doivent pouvoir rentrer chez eux». Le gouvernement français s'inquiète de l'insuffisance des moyens mis en place. (*Le Monde* 12.04.91). p. 207 & 208.

L'EXOUE DES KURDES ET LES EFFORTS INTERNATIONAUX POUR LEUR VENIR EN AIDE. UNE «ZONE DE PROTECTION» EST INSTAUREE DE FACTO DANS LE NORD DE L'IRAK. LE NOMBRE DES REFUGIES EN IRAN DEVRAIT ATTEINDRE UN MILLION D'ICI A LA FIN DE LA SEMAINE. (*Le Monde* 12.04.91). p. 209 & 210.

REALITES DANS L'AIDE AUX KURDES. (*International Herald Tribune* 13.04.91). p. 210.

LES COMBATTANTES KURDES AFFIRMENT AVOIR REPOUSSE UNE ATTAQUE DES TROUPES DE BAGDAD. «L'ingérence s'impose» affirment plusieurs personnalités françaises. (*Le Monde* 13.04.91). p. 211

LES KURDES A LA CHAMBRE. La situation dramatique des Kurdes était à l'ordre du jour, hier, de la Chambre. Le PS y a critiqué la volonté d'ingérence du ministre Mark Eyskens. En toile de fond le monde occidental comme gendarme du monde... (*Libertés* 12.04.91). p. 212 & 213.

LES KURDES TROUVENT UN BREF REPIT A LA FRONTIERE IRANIENNE. (*The Guardian* 13.04.91). p. 213.

TANDIS QUE DES CENTAINES DE MILLIERS DE REFUGIES AFFLUENT AUX FRONTIERES, LES INSURGES KURDES CONTINUENT D'OPPOSER UNE RESISTANCE AUX FORCES ARMEES IRAKIENNES. (*Le Monde* 13.04.91). p. 214.

BUSH DOIT FAIRE FACE AUX CRITIQUES ACCRUS A PROPOS DES KURDES. (*The Financial Times* 14.04.91). p. 214.

LA TURQUIE DECIDE DE LIBERER 45 000 PRISONNIERS POLITIQUES ET ABROGE LES ARTICLES CONCERNANT LES DELITS D'OPINION. (*El Mundo* 13.04.91). p. 215.

DANIELLE MITTERRAND : VICTOIRE, EXALTATION, REFUGIES, DESESPoir. (*The New York Times* 14.04.91). P. 216.

LA RESPONSABILITE DE LA MAISON BLANCHE. LES ORGANISMES QUI REÇOIVENT DE L'AIDE POUR LES KURDES (*The New York Times*, 14.4.91), p. 217

LE GOLFE. LA TURQUIE VEUT DEPLACER LES REFUGIES DES MONTAGNES VERS LES CAMPS PLUS ACCESSIBLES A L'AIDE HUMANITAIRE. LES ALLIES CONTINUENT LEUR AIDE. ANKARA DEPLACE LES REFUGIES. (*International Herald Tribune* 15.04.91). p. 218 & 219.

LA FRANCE ET L'ONU AU CHEVET DES KURDES. (A.F.P. 14.04.91). p. 218.

LES KURDES CONTINUENT A SE BATTRE POUR VIVRE.

ANTHONY LEWIS : DECENCE ET DEMOCRATIE. (*The New York Times* 15.04.91). p. 227.

LES KURDES MARCHENT LENTEMENT VERS L'INCONNU. (*Globe and Mail* 15.04.91). p. 233.

LE CONSEIL DE PARIS VOTE A L'UNANIMITE UNE AIDE D'UN MILLION DE FRANCS EN FAVEUR DES KURDES. (A.F.P. 15.04.91). p. 234.

LES INSURGES KURDES ACCUSENT L'ARMEE DE M. SADDAM HUSSEIN D'AVOIR ATTAQUE DES REFUGIES. (*Le Monde* 15.04.91). p. 235.

DEUX MILLIONS DE KURDES MASSES AUX FRONTIERES. WASHINGTON A ANNONCE QUE DES MILLIERS D'HOMMES ET DES CENTAINES D'AVIONS ETAIENT PRETS A VENIR EN AIDE AUX REFUGIES. (*Le Monde* 15.04.91). p. 236.

KURDES : L'HORREUR SANS FRONTIERE. Allons-nous contempler, un demi-siècle durant, des survivants kurdes célébrant la libération du Koweït ? Il faut arrêter l'assassin. (*Le Figaro* 15.04.91). p. 237.

ULUDERE : L'ENFER DE LA SOIF, DE LA FAIM ET DES

EPIDEMIES. Le peuple kurde y vit des heures les plus tragiques de son histoire. Chaque jour des dizaines d'enfants épuisés meurent dans un camp qui n'est plus qu'un immémorable cloaque. Tandis que les soldats turcs chapardent les vivres destinés aux réfugiés. (*Le Figaro* 15.04.91). p. 238 & 239.

LE PARLEMENT D'ANKARA ASSOUPLE LA LEGISLATION. Le Parlement turc a levé vendredi l'interdiction datant de 1983 de l'usage du kurde. Un geste trop tardif pour les habitants du Kurdistan turc. (*Le Figaro* 15.04.91). p. 240.

LES ETATS-UNIS LANCENT L'OPERATION «PROVIDE COMFORT». Ils viennent d'affecter d'importantes forces militaires aux opérations de secours aux Kurdes. La France a présenté, de son côté, des «propositions» pour leur retour en Irak. Dans la montagne, le calvaire des enfants. (*Le Figaro* 15.04.91). p. 240 & 241.

L'EPREUVE KURDE. En volant au secours des Kurdes, les Douze avaient simplement omis d'en avertir Bush. Ils ont vite compris que l'Europe - politique ou de défense - passera obligatoirement par Washington. (*Le Point* 15.04.91). p. 242.

LES CONTRASTES SONT FRAPPANTS DANS LES CAMPS DEREFUGIES (*International Herald Tribune*, 16.4.91), p. 243

JALAL TALABANI: L'OCCIDENT A TRAH LES KURDES (*Tempo*, 15.4.91), p. 244 & 245.

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE VEUT JUGER SADDAM POUR CRIME DE GUERRE (*International Herald Tribune*, 16.4.91), p. 246

LA TURQUIE ACCEPTE LES KURDES MAIS DEMANDE LA MISE EN PLACE DE CAMPS EN IRAK. (*The Financial Times* 16.04.91). p. 247.

APPEL DE MADAME DANIELLE MITTERRAND POUR QUE LES KURDS IRAKIENS PUISSENT REVENIR DANS LEURS FOYERS. (A.F.P. 16.04.91). p. 248.

LES EVEQUES DE FRANCE APPELLENT LES CATHOLIQUES A NE PAS RELACHER LEUR «EFFORT DE SOLIDARITE» A L'EGARD DES KURDES. (A.F.P. 16.04.91). p. 248.

LES OCCIDENTAUX S'EFFORCENT DE CONTENIR L'EXODE DES KURDES. (*Le Monde* 16.04.91). p. 249.

LA FRANCE A FORMULE DES «PROPOSITIONS CONCRETES» POUR FACILITER LE RETOUR DES KURDES DANS LEURS FOYERS. (*Le Monde* 16.04.91). p. 249.

LA TURQUIE COMMENCE A TRANSFERER LES REFUGIES VERS DES ZONES PLUS ACCESSIBLES. Les insurgés affirment que les combats continuent. (*Le Monde* 16.04.91). p. 250.

LA CEE RECLAME UN NUREMBERG POUR SADDAM. La Communauté européenne, estimant que le Président irakien est personnellement responsable de génocide et de crimes de

guerre, va demander au secrétaire général des Nations Unies de saisir l'ONU pour qu'il soit jugé devant un tribunal international à la fois pour les massacres des populations kurdes et de l'invasion du Koweït. 400 à 1 000 morts par jour. (*Libération* 16.04.91). p. 251.

UNE LUEUR D'ESPOIR POUR LES REFUGIES KURDES DE TURQUIE. Les autorités turques ont décidé de déplacer 20 000 personnes dans des camps plus salubres. Pour ceux qui restent à Isikveren, ils sont arrivés avec du matériel de campagne pour installer des points d'eau, des latrines et un nouvel hôpital. (*Libération* 16.04.91). p. 252.

COMMENTAIRE DE MARC KRAVETZ : HYPOCRISIE. (*Libération* 16.04.91). p. 252.

L'ETERNELLE TRAGEDIE DES KURDES. Rébellion, débordement, répression : rien de nouveau sous le soleil kurde. A ceci près que l'exode massif des Kurdes d'Irak risque, pour la première fois, de les transformer en peuple de réfugiés, à l'image des Palestiniens. (*Libération* 16.04.91). p. 253.

LA POLITIQUE KURDE DE LA FRANCE: UNE NOUVELLE ALLIANCE. (*Libération* 16.04.91). p. 254.

UNE MISERE INTERMINABLE: LES KURDES FUIENT ENCORE ET MEURENT CHAQUE JOUR. LES ETATS-UNIS IMPOSENT DES ZONES DE SECURITE POUR LES REFUGIES KURDES (*International Herald Tribune*, 17.4.91), p. 255 et 256

BUSH DEMANDE AUX NATIONS-UNIES D'INTERVENIR. LES UNITES ARMEES BRITANNIQUES SUR LE QUIVIVE. LA GUERRILLA KURDE AFFIRME QUE LE COMBAT CONTINUE. LOIN DE FEU MAIS DANS LE POINT DE MIRE. (*The Guardian*, 18.4.91), p. 256, 257, 258 et 259

LA MORALITE ET LA POLITIQUE ETRANGERE DE BUSH. LA TURQUIE COMMENCE A LOGER LES REFUGIES KURDES (*The Christian Science Monitor*, 17.4.91), p. 260 et 261

LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE FACE AU CALVAIRE DES REFUGIES : DES CENTAINES DE KURDES MEURENT CHAQUE JOUR A LA FRONTIERE TURQUE. Entre l'exil et la peur. (*Le Monde* 18 avril 1991). p. 262.

LA SITUATION AU KURDISTAN ET LA REACTION EUROPEENNE. DE QUATRE CENTES A MILLE REFUGIES MEURENT CHAQUE JOUR A LA FRONTIERE TURQUE. LES DOUZE PROPOSENT QUE SADDAM HUSSEIN SOIT JUGE POUR «TENTATIVE DE GENOCIDE». (*Le Monde* 18.04.91). p. 263 & 264. (*Le Figaro* 17.04.91) p. 264.

LA ROUTE DE L'INTERMINABLE EXODE. Jour après jour, des milliers de réfugiés kurdes épuisés se pressent vers le col de Piranchahr, à la frontière entre l'Iran et l'Irak, l'un des premiers points atteints par l'aide internationale. (*Le Figaro* 17.04.91). p. 265.

LES ALLIES DECIDENT UN NOUVEAU PLAN DE SECOURS. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés, un millier de bébés meurent chaque jour de dénuement

ou de maladie. (*Le Figaro* 17.04.91). p. 266.

«ZONES DE PROTECTION», «RELAIS HUMANITAIRES» OU «CENTRES D'ACCUEIL» (A.F.P. 17.04.91). p. 267.

AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES : LA FRANCE CHARGEE D'UN ROLE DE COORDINATION. (A.F.P. 17.04.91). p. 268.

MADAME MITTERRAND EN IRAN DU 21 AU 24 AVRIL, DANS LES CAMPS DES REFUGIES KURDES. (A.F.P. 17.04.91). p. 268.

L'IRAK DOIT ETRE CONSULTE SUR LA PRESENCE DE PERSONNELS MILITAIRES SUR SON TERRITOIRE, SELON M. PEREZ DE CUELLAR. (A.F.P. 17.04.91). p. 269.

L'IRAK CONDAMNE LE PLAN AMERICAIN POUR LA PROTECTION DES KURDES. L'ACTION AMERICAINE CONCERNANT LES KURDES DEPLAIT A MAJOR. (*International Herald Tribune*, 18 avril 91), p. 270.

LA STABILITE IRAKIENNE PEUT FREINER UNE SOLUTION A LA QUESTION KURDE. LA ZONE DE PROTECTION PEUT SOULAGER LA TURQUIE MAIS A LONGUE TERME ELLE PEUT POSER DES PROBLEMES AUX KURDES. LA RFA AUGMENTE SON AIDE HUMANITAIRE AU NORD DE L'IRAK. UN RISQUE QUI VAUT LA PEINE D'ETRE PRIS. (*Financial Times*, 18.4.91), p. 271, 272 et 273

L'OCCIDENT ORDONNE AUX ARMEES DE CREER DES ZONES DE REFUGEE EN IRAK. (*The Christian Science Monitor*, 18.4.91), p. 274

ENFIN, LES KURDES ONT DES AMIS (*The New York Times*, 18.4.91), p. 274

LES FORCES ALLIEES VONT CREER EN IRAK DES CAMPS POUR LES REFUGIES KURDES. LA MAISON BLANCHE SE RALLIE A LA PROPOSITION EUROPEENNE DE CREER DES CAMPS EN IRAK. Pour Saddam Hussein une «vie heureuse» en exil ... ? Bagdad accepte l'installation de Centres d'accueil de l'ONU sur son sol. (*Le Monde* 18.04.91). p. 275 & 276.

KURDES : OPERATION REMORDS. Malgré l'afflux, tardif, de l'aide occidentale, la situation demeure tragique pour les réfugiés à la frontière turco-irakienne. IRAN : CHARITE BIEN ORDONNEE ... L'accueil fait aux «frères» kurdes reste très réservé. (*L'Express* 18.04.91). p. 277 à 279.

UN BAPTEME POUR LES BERETS VERTS, MAIS PAS POUR LE FEU. ETRE PRESENT POUR SAUVER DES VIES (*International Herald Tribune*, 19.4.91), p. 280 et 281.

L'AIDE AUX KURDES D'IRAK SIGNIFIE QUE LES TROUPES AMERICAINS RESTERONT. LA COURSE CONTRE LA MONTRE POUR SAUVER LES REFUGIES KURDES. (*The Christian Science Monitor*, 19.4.91), p. 281 et 282

MICHEL ROCARD : «TOUT DEVRAIT SE TERMINER

BIEN » QUANT A L'AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES. (A.F.P. 19.04.91). p. 283.

LE RETOUR DES REFUGIES CHEZ EUX EST LE «BUT ABSOLU», SELON BERNARD KOUCHNER. (A.F.P. 19.04.91). p. 284.

DES AMERICAINS ONT PENETRE EN IRAK POUR VENIR EN AIDE AUX KURDES ET PREPARER L'INSTALLATION DE ZONES DE PROTECTION. (Le Monde 19.04.91). p. 284 & 285.

UN JOURNALISTE ALLEMAND A ETE ASSASSINE PAR DES SOLDATS IRAKIENS selon deux de ses confrères libérés à Bagdad. (Le Monde 19.04.91). p. 286.

L'EXODE DES KURDES VERS L'IRAN SE RALENTIT. SOULAGEMENT D'ANKARA, SCEPTICISME DES REFUGIES. (Le Monde 19.04.91). p. 286.

LES AMERICAINS ET LES IRAKIENS SE RENCONTRENT POUR DISCUTER DU PROBLEME KURDE (New York Times, 20.4.91), p. 287.

L'OCCIDENT PREND EN CHARGE LE FARDEAU (The Financial Times, 20.4.91), p. 288

LE MONDE A «UN DEVOIR LEGITIME» DE PROTECTION DES KURDES (The Independent, 20.4.91), p. 289

LA SOUFFRANCE EST UNE PERSPECTIVE A LONG TERME (The Globe and Mail, 20.4.91), p. 290

CESSEZ-LE-FEU «PROVISOIRE» AVEC LES INSURGES. L'IRAK DONNE DES SIGNES D'APAISEMENT. LES «MARINES» EN TERRE KURDE. (Le Monde 20.04.91). p. 291.

DIFFICILE IMPLANTATION POUR L'ETAT-MAJOR HUMANITAIRE. Tandis que des négociations directes se sont ouvertes entre Bagdad et son opposition kurde, les Alliés ont formalisé hier, lors d'une rencontre avec les militaires irakiens, leur projet de zones de sécurité pour les réfugiés. En insistant sur son aspect humanitaire. (Libération 20.04.91). p. 293 & 294.

«24 HEURES» DANS LE CAMP DE LA MORT CERTAINE. (Libération 20.04.91). p. 294.

LE SILENCE DES «PACIFISTES». (Le Figaro 20.04.91). p. 295.

BILAN DE L'AIDE HUMANITAIRE FRANÇAISE AUX REFUGIES KURDES. (A.F.P. 22.04.91). p. 295.

LA PROTECTION DES REFUGIES. LES ETATS-UNIS SE DECLARENT SOLIDAIRES DES REFUGIES. BUSH DEFEND LA NON INTERVENTION. L'ATTITUDE TURQUE A PROPOS DES KURDES (The Washington Post) p. 296 et 297.

UNE RENCONTRE ENTRE OFFICIERS ALLIES ET IRAKIENS N'A DEBOUCHE SUR AUCUN RESULTAT. DES NEGOCIATIONS AURAIENT ETE ENGAGEES ENTRE

LE REGIME DE BAGDAD ET LES INSURGES. (Le Monde 22.04.91). p. 298.

L'AVENIR DES KURDES EN POUR PARLER A BAGDAD. REGAIN D'ESPOIR DANS LES MONTAGNES KURDES. Avec l'arrivée des soldats américains en territoire irakien pour assurer l'aide humanitaire, les réfugiés veulent croire que la fin de leur calvaire est enfin arrivée. (Libération 22.04.91). p. 299 & 300.

LES VANTARDISES DE L'IRAN. Le régime exploite le problème des réfugiés irakiens. Argument de la propagande : cet afflux est la preuve de l'enthousiasme que suscite la révolution islamique. (Le Figaro 22.04.91). p. 301.

BAGDAD NEGOCIE AVEC LES KURDES. Madame MITTERRAND, présidente de la Fondation France-Libertés se rend auprès des réfugiés à la frontière iranienne. (Le Figaro 22.04.91). p. 301.

L'INGERENCE HUMANITAIRE. Face au formidable exode et à la tragédie du peuple kurde, Washington s'est rallié à Paris et à Londres. Sous le parapluie de l'ONU, qui entérine le devoir d'ingérence humanitaire. LE GRAND RETOUR. L'Irak accueille des milliers de Kurdes en fuite. Son ambition : profiter de cette tragédie pour renouer avec l'Occident. (Le Point 22.04.91). p. 302 & 303.

Interview de Kendal NEZAN : «LE DROIT SE BATIT SUR LES TRAGEDIES». (Le Point 22.04.91). p. 304.

LE DESORDRE SUR UNE ECHELLE SANS PRECEDENT. LES STRATEGES IRAKIENS TESTENT LA REACTION DES ALLIES POUR LES KURDES. LES REBELLES CHERCHENT A PROTEGER L'ENSEMBLE DU KURDISTAN. LES GOUVERNEMENTS ET LES CITOYENS AIDENT LES KURDES (International Herald Tribune, 23.4.91), p. 304, 305, 306 et 307.

LES KURDES SONT RETICENTS POUR RETOURNER EN IRAK (The New York Times, 23.4.91), p. 308

POURSUITE DES ACTIVITES DE LA MISSION DE COORDINATION ET D'ASSISTANCE HUMANITAIRE FRANÇAISE. Importance des relais humanitaires. (A.F.P. 23.04.91). p. 309.

L'ARMEE IRAKIENNE A LAISSE LA PLACE AUX SOLDATS AMERICAINS afin de permettre l'installation de centres pour les réfugiés kurdes. A Bagdad les négociations se poursuivent entre les autorités et les rebelles kurdes. (Le Monde 23.04.91). p. 310 & 311.

DE RETOUR DANS LE COEUR DE LA TEMPETE (The Sydney Morning, 23.4.91) p. 312.

LE DEFI HUMANITAIRE DES ALLIES AU KURDISTAN. UN BIENFAITEUR MILANAIS, «SEIGNEUR DE CHOCOLAT» AU SECOURS DES ENFANTS REFUGIES (Corriere della Sera), p. 312 et 313.

DES MILITAIRES FRANÇAIS ET BRITANNIQUES ONT

REJOINT LES AMERICAINS AU KURDISTAN. (*Le Monde* 24.04.91). p. 315.

KURDES: LE DILEMME D'UN ACCORD AVEC SADDAM. La poursuite des négociations entre les dirigeants kurdes et Bagdad confirme la possibilité d'un accord reprenant celui de 1970. Mais les Kurdes ne font guère confiance à Saddam Hussein, et envisagent de demander que l'ONU cautionne un éventuel accord. (*Libération* 24.04.91). p. 316.

LES PARAS FRANÇAIS AU SECOURS DES KURDES. Les militaires français sont installés depuis lundi dans la montagne, de la frontière turque jusqu'à Zakho, et tentent de persuader les réfugiés de revenir chez eux. (*Libération* 24.04.91). p. 317.

LA DEBACLE EN DIRECT. Le froid, la faim, la mort ... La tragédie que vivent les réfugiés kurdes, mais aussi irakiens, chiïtes, chrétiens, turkmènes est telle que l'Occident a enfin déclenché l'action humanitaire. Témoignage. (*Télérama* 24.04.91). p. 318 à 321.

L'IRAK D'ACCORD POUR ACCORDER L'AUTONOMIE AUX KURDES. LES MARINES BRITANNIQUES RENTRENT DANS LES VILLES FRONTALIÈRES KURDES (*International Herald Tribune*, 25.4.91), p. 322.

L'AIDE AUX KURDES ARRIVE TRES LENTEMENT. LA RFA PROMET DE L'AIDE AUX REFUGIES KURDES (*The Christian Science Monitor*, 25.4.91), p. 323 et 324

DENOUVEAUX ESPOIRS, TEMPERES PAR LES ECHECS DU PASSE. (A.F.P. 25.04.91). p. 325.

UN NOUVEL ULTIMATUM LANCE A BAGDAD. LES KURDES ENTRE ESPOIR ET SCEPTICISME. (A.C.P. 25.04.91). p. 326.

ACCORD DE PRINCIPE ENTRE LES KURDES ET BAGDAD. Jalal Talabani a annoncé hier être parvenu à un accord de principe avec Saddam Hussein, qui reprend les bases de celui signé en 1970, garantissant une large autonomie aux Kurdes et l'instauration de la démocratie en Irak. (*Libération* 25.04.91). p. 327.

WASHINGTON PRET A UTILISER LA FORCE CONTRE LES IRAKIENS. Les «policiers» irakiens, qui patrouillent dans Zakho depuis le retrait de l'armée, dimanche dernier, constituent l'un des principaux obstacles au retour des réfugiés kurdes dans la ville. (*Libération* 25.04.91). p. 327.

REFUGIES : L'IRAK EN APPELLE A LA GESTION DE L'ONU. (*Libération* 25.04.91). p. 328.

KURDES: LE SURSAUT TARDIF DE L'EUROPE. Mauvaise «Realpolitik», rattrapée par la morale et l'indignation des peuples. Eclatement de l'Irak. Carte instable. Créer un Kurdistan. Cette guerre ne finira qu'avec la chute de Saddam Hussein. (*Le Figaro* 25.04.90). p. 329.

LA DETRESSE ET LA PEUR. L'accord entre Bagdad et le principal chef kurde ne dissipe pas l'angoisse des fuyitifs. (*Le Point* 29.04.91). p. 330.

DANIELLE MITTERRAND: «LUI C'EST LUI, MOI C'EST MOI» (*Baseler Zeitung*, 25.4.91), p. 331.

SADDAM ET LES LEADERS DES REBELLES KURDES AFFIRMENT ETRE PARVENUS A UN ACCORD. TRISTE RETOUR A ZAKHO. SADDAM ET LES KURDES ONT CONCLUT UN ACCORD (*El Pais*, 25.4.91), p. 332 à 335.

LA LONGUE EXPERIENCE DES KURDES SUGGERE DE NE PAS FAIRE CONFIANCE A SADDAM. L'IRAK RESPECTERA-T-IL L'ACCORD PASSE AVEC LES KURDES? LES AMERICAINS ELARGISSENT LES ZONES DE SECURITE POUR LA PROTECTION DE REFUGIES KURDES (*The New York Times*, 26.4.91), p. 335 à 338.

L'ACCORD ENTRE BAGDAD ET LES KURDES EST ACCUEILLI AVEC SCEPTICISME A WASHINGTON. Quelques centaines de réfugiés ont amorcé un mouvement de retour. Face-à-face tendu à Zakho entre alliés et Irakiens. (*Le Monde* 26.04.91). p. 339.

LES REBELLES KURDES ET SADDAM HUSSEIN SONT PARVENUS A UN ACCORD DE PRINCIPE SUR LE STATUT DU KURDISTAN D'IRAK. (*Le Monde* 26.04.91). p. 340.

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS AFFRETE SEPT NAVIRES CIVILS POUR TRANSPORTER UN HOPITAL DE CAMPAGNE.. L'OMS VEUT RENDRE L'AIDE HUMANITAIRE PLUS INTELLIGENTE. (*Le Monde* 26.04.91). p. 341.

KURDES: SADDAM FAIT PROFIL BAS. L'IRAK AFFIRME QUE SON ARMEE A EVACUE LA REGION DE ZAKHO. BAGDAD CONTRAINT A FAIRE PATTE DE VELOURS. (*Libération* 26.04.91). p. 342 & 343.

LE PIRE N'EST PLUS FATAL. (*Libération* 26.04.91). p. 344.

SADDAM CEDE A LA MENACE. Quelques heures après que les Américains eurent demandé le départ des forces de Saddam Hussein de la ville de Zakho, l'ambassadeur irakien annonçait leur retrait. (*Libération* 26.04.91). p. 345.

NEZAN: TOUT ACCORD PASSE AVEC SADDAM DOIT ETRE GARANTI PAR LES NATIONS-UNIES (*El Pais*, 26.4.91), p. 346.

BAGDAD CONSENTE A SE RETIRER DE ZAKHO (*Diario*, 27.4.91), p. 347

LA POLICE IRAKIENNE EVACUE ZAKHO (*El Pais*, 27.4.91), p. 348

LE NEGOCIATEUR TROUVE DES AMIS POUR LES KURDES (*The Financial Times*, 27.4.91), p. 349.

LES KURDES DESCENDENT DES MONTAGNES VERS LES ZONES ALLIES. LES CHEFS KURDES METTENT UN TERME AU DESORDRE MAIS PAS AUX DESESPOIRS DANS LES CAMPS (*The New York Times*, 27.4.91), p. 350 et 351

ZAKHO PREND SA REVANCHE. LES CAMPS SE VIDENT TANDIS QUE BUSH GARANTI LA SECURITE DES KURDES (*The Guardian*, 28.4.91), p. 353 et 354  
UN REPRESENTANT KURDE DECLARE NE PAS CROIRE QUE SADDAM PUISSE SE TRANSFORMER EN UN DEMOCRATE (*Ideal*, 27.4.91), p. 354.

DE NOMBREUX REFUGIES KURDES REFUSENT DE REGAGNER L'IRAK méfiants à l'égard de l'accord conclu avec Bagdad. (*Le Monde* 27.04.91). p. 355.

L'ULTIMATUM DE ZAKHO. Paris et Londres se montrent réservés devant l'accord entre Bagdad et les Kurdes. (*Le Monde* 27.04.91). p. 356.

L'AMBASSADEUR IRAKIEN AUPRES DE L'ONU ANNONCE QUE LES FORCES DE BAGDAD ONT QUITTE ZAKHO. «Aidez les gens à rentrer chez eux ...» (*Le Monde* 27.04.91). p. 357.

«L'URSS FERA TOUT POUR QUE L'AUTONOMIE KURDE SOIT REELLE». Rencontre avec Evgueni Primakov. (*Nord Matin* 27.04.91). p. 358.

LA REINE DES KURDES: DANIELLE MITTERRAND. GARANTIE DE SURVIE EN IRAK. L'AIDE EUROPEENNE AUX KURDES (*Newsweek*, avril 91), p. 359 à 363.

LES TROUPES AMERICAINES ET ALLIEES SE PREPARENT A OCCUPER LE KURDISTAN IRAKIEN (*El Mundo*, 29.4.91), p. 364

UN PLAN POUR LA PROTECTION DES KURDES (*International Herald Tribune*, 29.4.91), p. 365.

LES PESHMERGAS EMPECHENT LE RETOUR DES RE-

FUGIES. LES ALLIES ETENDENT LA ZONE DE PROTECTION (*The Guardian*, 29.4.91), p. 365 et 366

LA PRESENCE DES POLICIERS IRAKIENS DISSUADE TOUJOURS LES REFUGIES DE REGAGNER ZAKHO. L'ONU VA PRENDRE EN CHARGE PROCHAINEMENT LES CAMPS INSTALLES PAR LES ALLIES. (*Le Monde* 29.04.91). p. 367.

L'AUTONOMIE KURDE DE SADDAM. LES SOLDATS ALLIES AVANCENT DE 40KM A L'INTERIEUR DE L'IRAK POUR ETENDRE LA ZONE DE PROTECTION KURDE (*El Mundo*, 29 et 30.4.91), p. 368 et 369.

UN TRIBUNAL INTERNATIONAL POUR SADDAM HUSSEIN. «Je veux que les enfants de mon fils se souviennent qu'à la fin du XXe siècle, les membres du Sénat des Etats-Unis, unanimes, déclarèrent devant l'opinion mondiale que la réponse à la guerre n'est pas la complaisance et l'oubli des crimes, mais la justice et la compassion». (*Libération* 29.04.91. p. 370.

LES KURDES RETOURNENT EN MASSE. LES AMERICAINS POURRAIENT ENVOYER UNE AIDE PLUS IMPORTANTE AUX REFUGIES KURDES EN IRAN. L'IRAK: L'AFFAIBLISSEMENT DE L'IRAK SIGNIFIE LE RENFORCEMENT DE L'IRAN (*International Herald Tribune*, 30.4.91), p. 371 et 372.

LES REBELLES KURDES SONT PRIES DE LAISSER PASSER LES REFUGIES QUI DESIRENT RENTRER (*Gazette Telegraph*, 30.4.91), p. 373

LES ALLIES TENTENT D'OBTENIR D'AVANTAGE DE GARANTIES POUR LES KURDES devant les réticences des réfugiés à regagner l'Irak. (*Le Monde* 30.04.91). p. 374.



FROM THE OFFICE OF

# Senator Daniel Patrick Moynihan

New York

FOR IMMEDIATE RELEASE  
Friday, April 5, 1991

CONTACT: Brian Connolly  
202/224-4451

## Sen. Moynihan and Sen. D'Amato to Introduce Legislation Providing \$50 Million in Aid for the Kurds

Senator Daniel Patrick Moynihan (D.-N.Y.) and Senator Alfonse D'Amato (R.-N.Y.) announced today that they will introduce legislation authorizing \$50 million of humanitarian assistance for Kurdish civilians fleeing Iraq. The legislation would also urge the United States to request that the United Nations Security Council take action under Chapter VII of its Charter to prevent Saddam Hussein's illegal attacks on civilians.

In announcing their legislation -- which will be introduced when the Senate returns to session on Tuesday -- the two New York Senators said:

"The ongoing slaughter of Iraqi civilians violates the Fourth Geneva Convention of 1949 and threatens the stability of the region. Refugees are flooding toward Turkey and Iran.... In the past the United States has failed to act while Saddam Hussein massacred civilians in violation of international law. If we have truly entered a "New World Order" we need to continue to use the mechanisms of the Charter."

Both Senators stressed that "having urged Iraqis to rise up against Saddam Hussein, the United States has a special responsibility to help mitigate this human tragedy."

The funds which this legislation would provide represent less than one-tenth of one percent of the amount of money pledged by United States allies to help defray the costs of the Gulf war.

# U.S. Senator Al D'Amato

## of New York

For Immediate Release  
Saturday, April 13, 1991

Contact: Zenia Mucha 212-736-3865  
John Sitalides 212-736-5185

**D'AMATO, KURDS URGE WAR TRIAL FOR SADDAM HUSSEIN FOR KURDISH SLAUGHTER  
U.N. THREAT OF MILITARY ACTION AGAINST IRAQI MILITARY**

UNITED NATIONS PLAZA -- Citing the indiscriminate slaughter of thousands of innocent Kurdish civilians in recent weeks, U.S. Senator Alfonse M. D'Amato (R-NY) today urged the passage of a United Nations resolution, in letters to President Bush and U.N. Secretary General Javier Perez de Cuellar, calling upon the Iraqi military high command to turn over Saddam Hussein for prosecution as a war criminal, with the threat of allied air operations against Iraqi military assets if they fail to comply.

"It is an appalling outrage that Saddam Hussein is permitted to violate international laws and conduct a systematic genocide against the Kurdish people," said D'Amato. "The world turned its head away too many times in the past, and millions of innocent Jews, Ukrainians, Cambodians and Armenians perished as a result.

"The United Nations must use its moral suasion, and if necessary, military force, to try Saddam as a war criminal and bring him to international justice," said D'Amato. "If Saddam's military henchmen do not surrender the leader who brought death and destruction to his own people, they should be prepared to face once again the overwhelming military might of allied air operations against their remaining military assets."

In the April 13 letters to both President Bush and U.N. Secretary-General Perez de Cuellar, D'Amato cited numerous violations of international law committed by Saddam Hussein as the basis for a war crimes tribunal. The Senator also noted that Article 42 of the United Nations Charter authorizes the international body to protect refugees, in this instance, over 1.3 million Kurds fleeing Saddam Hussein's warplanes and helicopter gunships.

"Since August, 1990, Saddam Hussein has committed serious and deliberate violations of international law, including the brutal and unprovoked invasion of the sovereign nation of Kuwait, the murderous attacks against innocent citizens of occupied Kuwait, and the mistreatment of prisoners of war," D'Amato stated.

"After the war, Saddam turned his murderous weapons against his own people, raining death on the Kurdish and Shiite civilians of Iraq," said D'Amato, who was joined by Bakhtiar Amin, Secretary General of the Kurdish Institute of Paris, Prof. Abbas Vali and other Kurdish leaders in calling for U.N. action. "The exodus of more than one million men, women and children seeking safe harbor in neighboring countries is a tragedy of enormous proportions.

"This is Saddam's attempt at genocide," D'Amato continued, "and he will succeed unless the world community takes decisive action right now." D'Amato noted that Iraq is a signatory to the Fourth Geneva Convention of 1949, and is compelled to abide by international laws regarding the conduct of nations during war, as set forth in the treaty.

"Recent actions by Saddam Hussein clearly demonstrate that he is willfully violating international law, and shows no sign of relenting," D'Amato stated. "Therefore, it is incumbent upon the United Nations to compel the Iraqi military high command to turn over Saddam Hussein to stand trial as a war criminal."

-js041291-

United States Senate / Washington, D.C. 20510 / (202) 224-6498

*from the office of*

*Senator Edward M. Kennedy  
of Massachusetts*

STATEMENT OF SENATOR EDWARD M. KENNEDY  
HEARING ON THE REFUGEE CRISIS IN THE PERSIAN GULF  
April 15, 1991

Over the past two weeks, the world has witnessed a human tragedy of historic dimensions. Over a million and a half men, women and children have fled as refugees from violence in Iraq, seeking safety in Turkey, Iran, and along the military zone in Kuwait. Countless tens of thousands more remain displaced, besieged, and terrified in their own country, victims of Saddam Hussein's ruthless slaughter and repression.

Never in recent history has a refugee tragedy of this magnitude exploded on the world in so short a period -- a matter of days. Never have so many suffered while America looked the other way and pretended it was not our fault too.

What has happened has happened. But there is no escape from America's complicity in this immense human tragedy. At the very least, we must do all we can to end it. We must mobilize the international community in the name of mercy and humanitarian relief, just as we mobilized the international community for war.

We are well aware of the human consequences of the fall of Saigon and the end of the Vietnam War. This war too has ended badly -- and, America, the region, and the world will be living with its consequences for years to come.

Although a massive international relief effort is now underway to help the human tide of refugees on the borders of Iraq, the challenges ahead -- both diplomatic and humanitarian -- are enormous. A failure of United States leadership at this time could mean we will lose much or even all of what we sacrificed in waging war for peace and stability in the region.

The immediate challenges are obvious -- to feed, shelter and assist over a million Iraqi refugees outside their country and in some of the most difficult and remote terrain in the world.

The United States and the rest of the international community have now assembled the resources to begin to provide for the most urgent and basic needs of the refugees. But today we must join others in the international community in moving forward on five basic humanitarian initiatives in the region.

First, we must act to secure the "zones of peace" that are now being established under international auspices in northern and southern Iraq. These temporary zones are to provide safe-haven, and free access by the international community, to Iraqi refugees and dislocated persons inside Iraq -- particularly above the 36th parallel.

So far, the Administration has only told Saddam Hussein not to interfere with relief flights. This warning must be immediately extended to bar all types of military activity against refugees -- to assure that these "zones of peace" are truly peaceful.

Second, we must act to supply the "zones of peace" through an extension of "mercy corridors" already established last month by the International Committee of the Red Cross, with U.N. Security Council approval, to move supplies from Jordan to Baghdad. We should extend this Red Cross "corridor" north from Baghdad to Kirkuk and other cities above the 36th parallel. Only an overland route from inside Iraq or Syria, under international auspices, can provide the volume of relief supplies needed to sustain these "zones of peace". The mountainous terrain along the Turkish and Iranian borders poses impossible logistical hurdles, as we have already seen.

Third, we need to provide U.S. assistance to refugees in Iran. Currently the United States is involved only in assisting refugees along the Turkish and Kuwaiti borders, totally ignoring the far larger number of refugees -- over a million -- along the Iraq-Iran border. Our poisoned diplomatic relations with Iran are being allowed to poison our relief effort as well. There is no reason why an American C-130 transport plane from bases in Turkey should be limited to airlifting humanitarian supplies only to refugees along the Turkish border, and not to similar refugees along the Iranian border.

Fourth, we need to provide urgently needed additional funding to support the international relief effort. But we must not, as some have proposed, do this by depleting all of our other emergency humanitarian assistance accounts. Rather, we should enact a supplemental appropriation for Operation Desert Storm. The current humanitarian crisis in the region is a direct result of the forces unleashed by Operation Desert Storm, and the funding for the effort to deal with it should be charged accordingly.

Finally, we should urge a reconvening of the United Nations Security Council to review longer-term diplomatic and political solutions to the ethnic conflict and refugee crisis in Iraq -- to seek more durable solutions to the plight of the Kurdish and other refugees.

At today's hearing, we will learn more of the Administration's plans to respond to this emergency, and what resources will be required in order to fulfill them. We will also explore efforts underway by the United States and within the United Nations to assist and protect this vulnerable population. We need to begin now to pursue policies to enable the refugees to rebuild their lives and homes in peace and freedom.

# Revue de Presse

Institut Kurde de Paris  
**IKP**  
Bulletin de liaison et d'information

## World

TIME/APRIL 1, 1991

● IRAQ

# Getting Their Way

*The Kurdish revolt shakes Saddam, contributing to his decision to form a new Cabinet, and raises the question, Does the country face a breakup?*

By LISA BEYER

*If we had a king,  
He would be worthy of his crown;  
He should have a capital  
And we would share his fortune.  
Turk and Persian and Arab  
Would all be our slaves.*

—Kurdish verse popular in the 1920s

**T**he slaves are out of the question, but the capital and the fortune are looking more attainable than ever to Iraq's Kurdish minority. After struggling for most of this century for control of their homeland, which happens to sit atop some of Iraq's richest oil fields, the Kurds have wrested large portions of it from Saddam Hussein's disheveled forces. Though their gains are far from irreversible, this time the Kurds appear to have a chance of holding on and, in the end, winning at least a form of autonomy. Says a beaming Hoshiyar Zebari, spokesman for the Kurdistan Democratic Party: "This is the nearest we've ever come to achieving our objectives."

The successes of the Kurds in Iraq's north as well as those of predominantly Shi'ite rebels staging a simultaneous uprising in the south have plainly spooked Saddam. Last weekend in an apparent bid to soothe popular discontent, Saddam relinquished one of his posts, that of Prime Minister, and named a new 24-member Cabinet. The new Prime Minister, Saadoun Hammadi, formerly deputy PM, is a Shi'ite and, within the context of the ruling Baath Party, is considered a moderate. But the changes are unlikely to convince the Iraqi masses that the regime has truly turned over a new leaf, especially since the ironhanded Interior Minister, Ali Hassan Majid, has kept his job. "The Cabinet is window dressing," says a U.S. government expert on Iraq. "It doesn't make any decisions anyway."

Saddam is not the only one worried about the Kurds; the allies, who, by enfeebling Saddam, made the Kurdish victories possible, are concerned too. The Kurdish leadership professes a modest aim—

autonomy within a democratic Iraq. But suspicions run deep that the real agenda is, as it has been in the past, independence, a break from Baghdad clean and neat. That is an outcome none of the allies desire. For one thing, they do not want to be held responsible for Iraq's partition. For another, the Kurds in Turkey, Syria, Iran and the Soviet Union might come down with separatist fever as well.

At the same time, the allies are rooting for Saddam's downfall, a result the Kurdish uprising may be making more likely. The conflicting objectives of keeping Iraq whole and bringing Saddam down have produced what a close adviser to President Bush frankly calls a "muddle" in U.S. policy. While refusing to give actual aid to the rebels, Washington has hampered Sad-

dam's ability to subdue them by refusing to allow Iraqi warplanes to fly. The U.S. enforced that prohibition last week when it shot down two Iraqi Su-22 fighter-bombers in northern Iraq. Washington, however, has so far turned a blind eye to Iraqi helicopter attacks on the rebels.

For the Kurds, the dearth of support for their cause is nothing new. They first began to seek independence for Kurdistan, which encompasses 28 million people in an area roughly the size of Thailand, when the Ottoman Empire collapsed after World War I. The Treaty of Sèvres in 1920 promised them an independent state, but it was never ratified. Later that year, Britain annexed the oil-rich Kurdish region of Mosul to Iraq, then a British mandate. Intermittent insurgencies against Baghdad have



PHOTOGRAPHS BY JASEMSAFIR/REA—SABA FOR TIME

followed ever since, and Kurds in Turkey, Iran and Syria have also remained restive.

Life under non-Kurdish rulers has not been easy. Teaching the Kurdish language is prohibited in Iranian and Syrian schools. In Turkey singing a Kurdish ditty can bring a jail term. Syria has revoked the citizenship of many of its Kurds to punish their rebelliousness. Iraq has expelled tens of thousands of Kurds from their homes, and in 1988 gassed the town of Halabja, killing 5,000 people. The world community scarcely took notice.

Over the years, the Syrians, Iranians and Turks have quietly supplied military aid to Iraqi Kurds. But the assistance was only enough to create a nuisance for Baghdad, never enough to enable the Kurds to break loose.

In their latest campaign the rebels claim that in addition to their 30,000 fighters, called the *peshmerga* (those who face death), they have on their side some 20,000 defectors from the regular military and another 200,000 militiamen. But these figures are believed to be greatly exaggerated. "If you add them up," says a senior British diplomat, "the fighting should have ended some time ago."

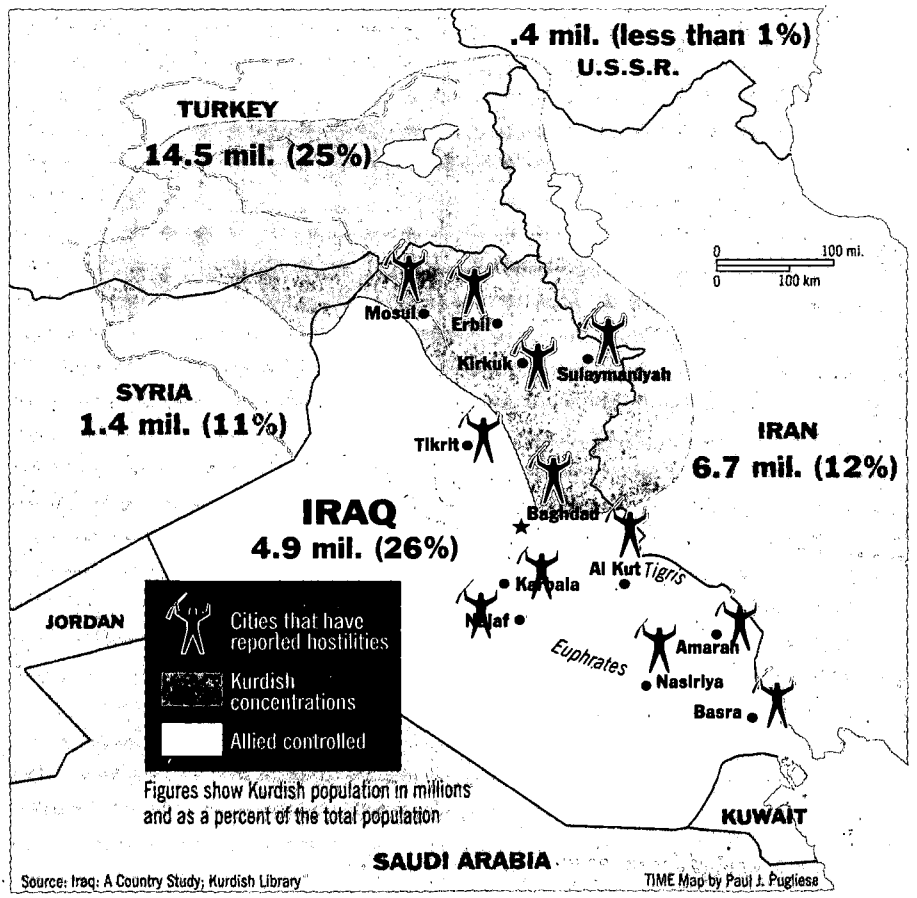
Yet there is no denying that the Kurds have made serious advances. After the relatively easy task of capturing barren

**Rebels watch over the body of a security agent they killed in Erbil; another group poses inconspicuously in front of a Manhattan-skyline mural inside a captured military installation in Harir**

countryside, last week they began to move on the cities, including Kirkuk, a metropolis of nearly 1 million people and the heart of Iraq's oil-producing north.

The Kurds have always been tough fighters; Saladin, the nemesis of the Crusaders, was a Kurd. But this time, they have been helped by a convergence of propitious factors. Because Baghdad at first considered the unrest in the Shi'ite areas more threatening, it moved troops in the north southward, giving the guerrillas a more open field. Popular disgust with Saddam's disastrous Kuwaiti adventure fertilized the ground. "Uprising is an art," says Jalal Talabani, Damascus-based leader of the Patriotic Union of Kurdistan. "There must be a climate for it."

Though there is no indication that the Kurds are coordinating military tactics with the insurrectionists in the south, both Kurdish and Shi'ite groups belong to the Joint Action Committee formed by Iraqi opposition organizations in December. Still, the ambitions of the Kurds, who are Sunnis, and the Shi'ites, who want a fundamentalist government in Baghdad, are hopelessly in conflict. Last week Talabani said bluntly, "There will not be an Islamic regime in Iraq." Meanwhile, the Shi'ites suspect that in victory Kurdistan would bolt from the republic at the first opportunity. Outsiders are equally skeptical that the Kurds would settle for autonomy. "As the first step, yes," says Michael Lazarev,



International Herald Tribune 3 April 1991

# France Calls on UN To Intervene in Iraq

## 'Brutal Repression' of Rebels Asserted

By Alan Riding

*New York Times Service*

PARIS — France called on the United Nations Security Council on Tuesday to take action to stop what it termed "the brutal repression" being carried out by Iraqi troops against Kurdish and Shiite Muslim rebels and communities.

A Foreign Ministry spokesman said that France would raise the issue with the 15-member council and the UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar. He did not specify what action France had in mind.

Like the United States and Britain, reportedly fearing a dismemberment of Iraq if the rebellions were to succeed, France had remained silent in face of the fierce Iraqi counteroffensive to put down uprisings by Kurds in the north and Shiite Muslims in the south.

Asked why France had chosen to speak out now, a government official said: "Better late than never." He added that France continued to oppose any secessions from Iraq, but believed that the United Nations could not ignore continuing attacks on Iraq's civilian population.

The official said France was not suggesting that an end to the Iraqi attacks be linked to the resolution formalizing the Gulf war cease-fire now under discussion in the Security Council. "But the United Nations should speak out," he said.

The Foreign Ministry spokesman, Daniel Bernard, said the Security Council and Mr. Pérez de Cuéllar should urgently address the matter. "It is essential that the just claims of the Kurdish community, which wishes to express its identity within the Iraqi state, be fully recognized," he said.

The French move also appeared to reflect growing domestic discomfort with the West's hands-off attitude to the repression of the Kurds. "The democracies that went to war to liberate Kuwait from the Iraqi invader cannot now remain indifferent and inert," Jean Auroux, a member of the governing Socialist Party, said Tuesday.

On Monday, Bernard Kouchner, the secretary of state for humanitarian affairs, also denounced the Western response. "What really makes me indignant," he said, "is that cynicism has returned so quickly, that we do not get angry when faced with the massacres perpetrated by Saddam Hussein with the arms we have left him."

Danielle Mitterrand, the wife of President François Mitterrand and

the head of a human rights organization called France-Libertés, has a particular interest in the Kurds. She has often spoken out against Iraqi repression and has urged recognition of the Kurds' special status as a non-Arab people.

### ■ Skirmishes Reported

*The Associated Press reported earlier:*

Spokesmen abroad for Kurdish rebels reported skirmishes Tuesday between government troops and guerrillas on the highway from the major oil center of Kirkuk to D'hok and in areas near the Iranian border.

A spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan said in Damascus that Iraqi forces attacked the town of Kifri, southeast of Kirkuk, with two Soviet-made fighter-bombers and helicopters.

He said that the rebels repulsed the attack with anti-aircraft guns and that there was a "heavy battle" between rebels and government forces on the Kirkuk-D'hok highway.

The city of Zahko, near the Turkish border, remained in rebel hands, he said. A report by the official Iraqi press agency, INA, said that Zahko had been taken by forces loyal to President Saddam Hussein.

The Kurdistan Democratic Party issued a statement in London saying that hundreds of Mr. Hussein's soldiers were killed or wounded in an attack Monday on Zahko and that 40 were captured.

Intense fighting was still raging between government soldiers and rebels in Arbil, the statement said. It said loyalist troops used women and children as shields to advance on Kurdish guerrillas in Arbil.

Kurdish fighters said Monday that pockets of resistance were holding out against loyalists in Arbil. They said that D'hok had fallen to government forces who attacked the city with heavy artillery.

(AP, WP)

an expert on the Kurds at Moscow's Institute of the Middle East. "But I am sure they are still dreaming of a Kurdistan of their own."

Such a prospect makes leaders in Turkey, Iran, Syria and to a lesser extent the Soviet Union uneasy. It is not that the Kurds spread across these countries are likely to join arms and fight en masse for a united homeland. Tribal loyalties have prevented the Kurds from developing that kind of cohesion. In fact, Kurds have at times betrayed their fellow nationals, as when Iraqi Kurds in the early 1970s conspired against Iranian Kurds in return for Tehran's support for the Iraqi group's fight against Baghdad. But the fear is that if the Kurds in Iraq succeed in gaining self-rule, Kurds elsewhere may be emboldened to fight harder for their rights as well.

Turkey has put the Kurds on notice that it may use force to prevent the establishment of an independent Kurdish state in Iraq. Ankara has a historic claim on Iraq's Mosul province which it might use as a pretext for such a move. That might in turn prompt Iran and Syria to seize their own pieces of Iraq. Two weeks ago, Turkish officials met with Iraqi Kurdish leaders for the first time. In exchange for that rare acknowledgment of their legitimacy, the Kurds apparently promised Ankara that they would not foment rebellion among their brethren in Turkey.

While Iraqi Kurds have been speaking with increasing confidence that their day has come, Saddam has surely not finished fighting them. If his forces are able to consolidate their gains in the south, they will soon turn their guns on the rebels in the north. After a permanent truce is reached with the allies, Saddam will presumably be able to fly his combat planes again and thus bomb the Kurds from the air.

Of course, Saddam may not last long enough to see the battle out. The allies continue to hope that one of his officers will depose him. Many Kurdish leaders say they would be happy to work with a military junta. According to Zebari, his group has even written to army commanders pledging support for a military coup. Yet a new man in a uniform in Baghdad might not be any better for the Kurds than the old one. "The military establishment in Iraq has a very bad history," says Sami Abdul Rahman, leader of the Kurdistan Popular Democratic Party. "They are chauvinistic and dictatorial."

The armed forces, which are dominated by Sunni Arabs, are also aware that both the Shi'ites and the Kurds are revolting not just against Saddam but against Sunni subjugation as well. Preserving Sunni predominance would thus require quashing the rebels' aspirations. For the Kurds, a capital and a fortune may yet prove as illusory as those slaves.

— Reported by Dan Goodgame/  
Washington, Scott MacLeod/Damascus and  
William Mader/London

A French government spokesman called it essential to recognize 'the just claims of the Kurdish community.'



IRAK

# Kurdistan : Zakho, ville libre

*Les peshmerga ont mis en déroute l'armée irakienne. Mais la guérilla kurde craint une contre-attaque chimique. Reportage.*

De notre envoyé spécial au Kurdistan

**L**a ville est tombée comme un fruit mûr. Les maquisards sont descendus des montagnes, ont pris les deux forts qui gardent cette verte vallée à la frontière turque plantée de figuiers et de vignes et ont libéré le 13 mars Zakho, ville kurde de 60 000 habitants. Là, entre les montagnes enneigées de Turquie et les contreforts qui gardent la plaine de Mossoul, commence le Kurdistan libre, l'enclave de la rébellion. Déjà y germent les embryons d'une administration provisoire qui pourrait devenir celle d'une province autonome dans un ensemble fédéral irakien.

Une déferlante : les peshmerga, les combattants kurdes, ont repoussé les Irakiens jusqu'aux portes de Mossoul, seule grande ville du nord de l'Irak encore entre les mains du régime de Saddam Hussein. En fait, la bataille de Zakho n'a pas eu lieu, à part quelques barouds d'honneur à l'artillerie des Irakiens, qui ont vite décroché. Trois heures de combat à peine, la débâcle. Aujourd'hui, il ne reste guère de traces du régime irakien, hormis quelques posters de Saddam déchirés et des impacts de balles sur les murs. La ville a été nettoyée comme si on avait voulu effacer le cauchemar de la répression contre les vallées rebelles. Depuis, le Kurdistan irakien est libéré à 90 %, vous assure-t-on ici. Coup fatal pour Bagdad : le retournement des milices locales, les « bataillons » surnommés avant la victoire kurde les *jashs* (les imbéciles).

Alors, pour fêter cette victoire sur Bagdad, la ville-frontière a ovationné le retour de Jalal Talabani, le leader de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), en exil à Damas. Un retour triomphal : Jalal Talabani est entré dans la ville comme un vainqueur, en tenue de combat sous les ovations des peshmerga. Depuis deux jours, il piétinait à la frontière syrienne, dans l'attente de la fin des pluies qui ont transformé la zone frontière en bournier. « C'est la première fois que le peuple kurde parvient à surmonter son plus grand obstacle : les divisions. Aujourd'hui, l'unité des partis nous conduira à la fédération dans un Irak indivisible. »

Autonomie ? Prudent, connaissant les craintes des pays qui se partagent les zones kurdes (Iran, Irak, Turquie, Syrie, URSS), le chef kurde refuse de parler d'indépendance : « *Trop idéaliste* », lâche-t-il, diplomate, de retour d'Ankara. Le rebelle respecte aujourd'hui l'ordre des frontières.

Emu, jumelles en bandoulière, bedonnant dans son large pantalon, Jalal Talabani s'est adressé depuis le balcon du casino de la ville à ses troupes – une marée de turbans et de cartouchières – évoquant les « martyrs » du Kurdistan et prédisant la fin proche de Saddam Hussein. « *Un Kurdistan libre, c'est un exemple de démocratie pour l'Irak et aussi pour tout le Moyen-Orient* », dit-il, promettant l'instauration prochaine d'un gouvernement provisoire à l'intérieur. Des jeeps chargées de combattants, dra-

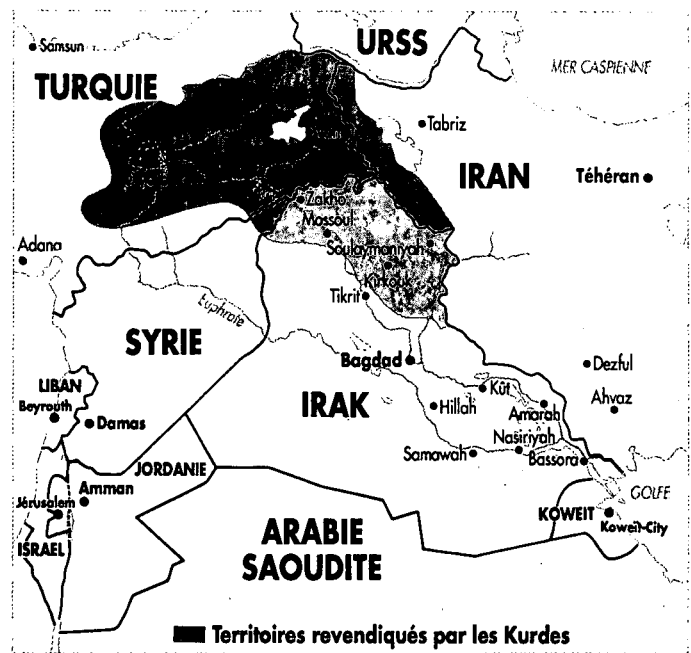
rentes à la lutte du peuple irakien. »

A l'évidence, les montagnes kurdes regorgent de combattants. Les peshmerga d'hier, clandestins sortis de leur tanière, mais aussi les miliciens retournés, les jeunes recrues, les écoliers en armes. Une armée de gueux où pointe quelquefois l'anarchie, mais qui a réussi à chasser ce que l'on appelle ici « *l'occupant arabe* ». Brusquement, début mars, quelques jours après le cessez-le-feu allié face à l'Irak, la révolte a éclaté au grand jour, sortant des nids d'aigle et des abris souterrains pour submerger les bourgs et les vallées. Ainsi, Zakho a été libérée facilement en quelques heures. Il a suffi aux maquisards d'attaquer le siège du parti Baas et le quartier général de la police avant de maîtriser un fortin qui domine la ville. Objectif, aujourd'hui : maintenir la



Jalal Talabani

**Diplomate, le rebelle respecte aujourd'hui l'ordre des frontières et refuse de parler d'indépendance.**



peau jaune sur le capot en signe de reconnaissance, sillonnent la ville. Des batteries antiaériennes prises aux Irakiens surveillent le ciel, les armes abondent, les munitions aussi. Au passage, Talabani se fera goguenard pour évoquer l'attitude des grandes puissances : « *Elles ont, certes, combattu contre Bagdad, mais elles se montrent aujourd'hui quelque peu indiffé-*

pression sur Bagdad, et empêcher à tout prix une contre-attaque. Les prises sur l'ennemi sont importantes, montrant que les défenseurs ne se battent pas jusqu'à la dernière cartouche. Hélicoptères, tanks, DCA : le butin de guerre des peshmerga est éloquent. Aujourd'hui, ils utilisent des chars dans les batailles près de Mossoul et de Kirkouk.



Combattants kurdes

SIMONPIETRI/SYGMA

Mais la grande crainte demeure : l'attaque à l'arme chimique. Tout le monde ici se souvient du massacre de Hallabja et du silence du monde, en mars 1988, lorsque plusieurs milliers de Kurdes furent gazés sur ordre de Saddam Hussein. Alors les maquisards ont menacé Bagdad : « *Si vous utilisez l'arme chimique, nous faisons sauter les barrages.* » Dans les hautes montagnes de l'Est, deux immenses retenues d'eau pourraient, en cas de destruction, faire monter dangereusement les eaux du Tigre et inonder une partie de la capitale irakienne. Et puis, bien sûr, on espère que la coalition alliée demeurera dans le sud de l'Irak et empêchera toute sortie des avions de Bagdad, comme elle l'a fait cette semaine, en abattant sans hésitation deux bombardiers Sukhoï qui avaient pris l'air, en violation des règles du cessez-le-feu, sans doute pour aller bombarder quelque poche tombée aux mains des rebelles.

Si les armes abondent dans les vallées kurdes, le pain, lui, se fait rare. Zakho, ville de passage prospère par le commerce, est soumise au rationnement le plus strict comme les autres villes d'Irak : 1 kilo de sucre, 1 kilo de riz, 5 kilos de pain par personne et par mois. Certes, quelques caravanes traversent les frontières irakienne et syrienne, comme au temps des principautés kurdes, chargées de

farine, d'huile, quelquefois de carburant pour les jeeps des combattants. Mais les échoppes sont vides, quand elles n'ont pas baissé rideau. Des produits de base sont rationnés, l'essence est réservée aux peshmerga. « *On tiendra des années s'il le faut* », assure un combattant rentré de Mossoul voilà trois mois, en montrant les vergers qui fleurissent et les champs irrigués.

### De la résistance à l'armée régulière

Ployant sous la pénurie, meurtrie par les combats alentour dont les canonnades au-delà de la vallée vous rappellent la proximité, Zakho s'organise tant bien que mal. Les maquisards gèrent la vie de la cité : un comité politique pour les affaires courantes, un comité militaire pour la défense de la région.

Les deux grands partis qui combattent pour un Kurdistan libre tentent de coordonner leurs plans de bataille et d'effacer leurs différends. Chacun écoute les nouvelles du front, le soir à la lueur de la lanterne : La Voix du Kurdistan, qui émet depuis la ville de Soulémanieh, annonce les dernières batailles et accuse Bagdad d'utiliser des bombes au napalm contre les civils. Plus que tout, on se méfie ici de la vengeance de Saddam Hussein.

Certains la promettent redoutable.

Mais, forte de ses succès, la guérilla kurde, soutenue par les populations des montagnes, gagne du terrain. Avec un espoir chevillé au cœur des combattants : la chute de Saddam Hussein. Et un maître mot : transformer définitivement la résistance en armée régulière capable de livrer bataille dans la plaine du Tigre et sur les contreforts du Kurdistan. C'est pour cela aussi que Jalal Talabani est « rentré au pays » : pour coordonner davantage les partis et organiser les bases arrière. Il sait, en chef de clan, que la résistance kurde, émietlée, héritière des jacqueries du siècle dernier contre l'empire ottoman, n'a jamais vraiment pu faire montre d'unité. Voilà pourquoi son prochain objectif est de rencontrer Massoud Barzani, le leader d'un autre clan, le Parti démocratique du Kurdistan, qui l'a précédé de quelques semaines sur le sol irakien.

En franchissant la frontière non plus en clandestin mais en vainqueur, Jalal Talabani a déjà remporté une belle victoire : « *Bienvenue au Kurdistan libre* », vous lancent ses guerriers. Le chef de la rébellion met le cap vers l'Est, le cœur du Kurdistan irakien. Pour y mettre un peu d'ordre. Ce soir-là Zakho a éteint ses lanternes le cœur léger mais martial, comme un caravansérail après une transhumance de guerriers. ● OLIVIER WEBER

LIBERTATION 1<sup>er</sup> avril 1991

LES INSURGES DU KURDISTAN LANCENT UN APPEL AUX NATIONS-UNIES

# LE SOS KURDE

**Alors que les autorités de Bagdad affirment être en train de venir à bout du soulèvement dans le nord de l'Irak, les responsables des organisations kurdes ont adressé hier un appel « urgent » au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, pour qu'il mette « immédiatement fin au massacre des civils ». Erbil Dohouk et surtout Kirkouk, la quatrième ville du pays, sont tombées vendredi. Dans le sud du pays, l'insurrection chiite semble également marquer le pas. La ville de Samawa, au bord de l'Euphrate, est à nouveau sous le contrôle des troupes loyalistes.**

## Dans Kirkouk, repris aux rebelles

**Les troupes gouvernementales ont finalement délogé les insurgés kurdes, qui tenaient la ville. Des journalistes étrangers s'y sont rendus sous escorte officielle.**

**Kirkouk, envoyée spéciale de l'AFP**

**A**près avoir tenu six jours, les rebelles kurdes ne semblaient plus opposer, hier matin, qu'une faible résistance aux troupes gouvernementales irakiennes venues reprendre la ville de Kirkouk, où des journalistes étrangers ont pu se rendre à partir de Bagdad, encadré par des officiels du ministère de l'Information.

Patrouillé en tous sens par des convois militaires et les soldats qui campent aux abords, cet important centre pétrolier, situé à 280 kilomètres au nord de Bagdad, présente encore en trois endroits les stigmates des combats qui s'y sont déroulés. A l'entrée de Kirkouk, trois cadavres de civils, dont celui d'un enfant âgé de moins de dix ans, pourrissent en plein soleil sur le bord de la route, jonchée des carcasses carbonisées de véhicules parfois coupés en deux. Deux autres

corps ont été saisis par le feu dans leur voiture.

Le long de l'avenue, les petites maisons de parpaing inachevées ont été pilonnées par l'artillerie, mais rien n'indique que l'armée, installée sous le pont de l'autoroute, ait été prise pour cible en retour. Il faut ensuite atteindre le cœur de la ville pour retrouver dans deux quartiers pratiquement déserts des traces de combats : façades vérolées par les balles, rues jonchées de débris, magasins éventrés. Comme si, après avoir donné le ton dans les faubourgs, les troupes étaient entrées dans Kirkouk sans rencontrer de résistance. « L'assaut a été donné jeudi matin à dix heures. Deux heures plus tard, tout était terminé », assure le gouverneur de la province, Hachem Ali al-Majid.

L'opposition kurde au régime irakien avait annoncé, le 19 mars, la chute de Kirkouk. Selon le gouverneur elle est intervenue deux jours plus

tard : « Les saboteurs ont contrôlé la ville durant six jours, pillant, volant, détruisant tout ce qu'ils trouvaient », affirme-t-il. Selon lui, aucun bilan des combats n'est disponible, « mais le chiffre n'est pas élevé ». Ali al-Majid assure, enfin, que « toute la province a été libérée » et que les insurgés « se sont repliés à 50 kilomètres hors de Kirkouk ».

En ville, le directeur de l'hôtel Qasr al-Kirkouk, dont la façade porte quelques impacts de balles, raconte l'« occupation » de son établissement : « Je les ai vus arriver le 20 à 5 heures du matin. Ils étaient une douzaine, armés. Ils se sont installés dans l'hôtel. Deux d'entre eux parlaient kurde. Ils ont été jusqu'à 30 ici, mais ils changeaient tout le temps. » Le directeur indique que les hommes ont filé pendant les combats, tandis que lui-même et son personnel étaient descendus dans l'abri.

Anne CHAON

# SOS kurde à la communauté internationale

**Alors que le gouvernement irakien a proclamé, samedi soir, la fin du soulèvement, l'insurrection kurde lance un appel à l'ONU pour que soit mis fin «au massacre des civils».**

**L**es insurgés lancent un SOS à la communauté internationale. Le Front du Kurdistan, qui regroupe six mouvements rebelles, a adressé, hier, un appel «urgent» au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, pour qu'il mette «immédiatement fin au massacre des civils» dans le nord de l'Irak.

Un cri de détresse qui coïncide avec de nouvelles victoires affichées par Bagdad. Le tout nouveau Premier ministre irakien, Saadoun Hammadi, a proclamé, samedi soir, la fin du soulèvement. «Maintenant que la sédition confessionnelle a rendu son dernier souffle, et que ses auteurs se sont enfoncés dans la honte, le temps de la reconstruction et de la réforme est venu», a-t-il déclaré au cours d'un discours retransmis sur la radio nationale.

Le chef du gouvernement promet que son pays «demeurera uni, indépendant et libre» et qu'il «surmontera» la crise actuelle. «Nous avons devant nous une rude tâche, celle de reconstruire le pays avec nos moyens propres, qui sont limités en raison du blocus économique.» Il reprend les engagements de Saddam Hussein de contribuer «à l'édification d'institutions démocratiques», tout en maintenant le flou sur l'ampleur des changements politiques. Saadoun Hammadi a seulement annoncé des amendements à la Constitution et des réformes concernant «l'action partisane, les médias et les institutions culturelles».

Saadoun Hammadi se veut d'autant plus serein que ses troupes revendiquent maintenant le contrôle de la quasi-totalité des villes du Kurdistan. Outre Mossoul, resté «loyaliste» jusqu'au bout, Kirkouk, situé au milieu des champs pétrolifères, serait tombé

jeudi (lire ci-dessous), et l'armée irakienne affirme contrôler depuis vendredi une zone de 30 kilomètres autour de la ville. Une information que les insurgés persistent néanmoins à démentir. Hier, un porte-parole du Front du Kurdistan, coalition regroupant six mouvements rebelles, annonçait ainsi sur la radio clandestine kurde la reprise «totale» de la ville «après de violents combats». Hier matin, le quotidien de l'armée irakienne, *Al-Qadissiah*, écrivait que des «opérations de nettoyage» se poursuivaient, laissant ainsi entendre que la ville n'était pas totalement reconquise samedi. L'organe officiel reconnaissait également la perte des localités de Ogra, Raikhan, Faïda et Samil.

L'armée irakienne aurait emporté également ce week-end Erbil et Dohouk, qui commandent l'accès de la vallée du Tigre. Selon l'agence officielle INA, «les forces irakiennes ont achevé, dimanche, de nettoyer» les deux villes et les «saboteurs ont fui vers les montagnes, abandonnant leurs armes». L'offensive semble avoir commencé samedi avec des «bombardiers, hélicoptères, et canons d'artillerie (...) provoquant des pertes civiles très élevées», a dénoncé un porte-parole de l'opposition kurde à Damas.

Dans le sud du pays, l'insurrection chiite semble marquer le pas. Ses communiqués se font plus rares depuis une semaine. Les rebelles ont eux-même reconnu, sur les ondes de la Voix de l'Irak libre, la perte de Samawa, au bord de l'Euphrate, à mi-chemin entre Bagdad et le Chatt al-Arab. En revanche, selon la radio clandestine, les forces de l'opposition ont «consolidé leur emprise» sur Kərbala, haut lieu du chiisme.

L'ordre règne en Irak, martèlent les dirigeants baassistes qui enterrent à la va-vite la rébellion au Kurdistan. En

voit d'une aide alimentaire aux habitants des régions du Nord, visites de personnalités officielles dans les villes «pacifiées»... Bagdad veut ainsi prouver les succès de la normalisation. Un exercice parfois risqué. Les Irakiens ont annoncé l'assassinat du garde du corps de Izzat Ibrahim, le numéro deux du régime. Cette mort n'est sans doute pas étrangère à la visite de ce dernier, vendredi, à Kirkouk. Le ministre de l'Information a promis aux journalistes étrangers un prochain voyage dans le sud à Nadjaf et Bassorah, selon l'envoyée spéciale du *Daily Telegraph*, Wendy Holden.

L'Irak s'engage même à amnistier les déserteurs. Alors que le flux des réfugiés gagnant les pays voisins augmente — 2000 Kurdes viennent ainsi de franchir la frontière avec la Turquie —, le Conseil de commandement de la révolution, plus haute instance irakienne, a décidé de gracier les transfuges de l'armée dans le nord du pays. Mais ces derniers devront en échange se rallier au pouvoir. Une récompense est promise en outre «à tout membre qui ramènera une arme».

**Avec AFP et Reuter**  
 ● «Il faut aider les Kurdes d'Irak par tous les moyens», estiment quinze personnalités françaises, parmi lesquelles le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, Yves Montand, Jacques Séguéla, Paul Milliez et Alexandre Minkowski, dans un appel rendu public hier. «Saddam Hussein bombarde à nouveau les populations kurdes d'Irak. Allons-nous rester passifs? (...) Après avoir fait respecter le droit international, il faut faire respecter le droit des hommes. Les Kurdes irakiens ne réclament pas l'indépendance mais la démocratie pour l'Irak. Ils ne veulent pas bouleverser l'équilibre de la région», écrivent notamment les signataires.

# Losses force Kurd rebels to consider making deal

Kirkuk loss and rising refugee tide put guerrillas on defensive in north



Martin Woollacott in Irbil province of Iraq, Alex Efty of AP in Dohuk, and Foreign Staff

**T**HE KURDISH struggle in northern Iraq is on the defensive after Baghdad's troops flooded back into the oil city of Kirkuk and the government claimed to have recaptured two provincial capitals.

Western journalists, taken by the Iraqi authorities to Kirkuk, reported signs of heavy fighting with corpses strewn on the streets. Iraqi officials were in confident control and maintained that the Kurdish guerrillas had fled after resisting for only two hours.

The overall Kurdish military commander, Massoud Barzani, claimed that some of his forces were still in the Kirkuk area, but he pointedly would not rule out negotiations with Baghdad.

On Saturday Iraqi government forces, using helicopter gunships and long-range artillery, had driven lightly armed Kurdish guerrillas northward from Kirkuk to within four miles of Irbil on the road to Iran, according to eyewitnesses. Yesterday, Baghdad said it had retaken both Irbil and Dohuk near the Turkish border — claims which were immediately denied by the Kurdish rebels.

Tens of thousands of civilians fled Dohuk on foot or in cars crammed with belongings. Baghdad radio announced the "glad tidings" that the whole province of Irbil had been "purged of traitors".

In Washington, the Senate majority leader, George Mitchell, urged the US to shoot down Iraqi warplanes and helicopters attacking rebels, but otherwise to stay out of Iraq's internal fighting.

Earlier, Mr Barzani acknowledged that his forces had failed to dislodge government troops

from Altun Kopri, a town halfway between Irbil and Kirkuk, 75 miles to the south.

Two failed guerrilla counter-attacks, aimed at breaking government control of the town and Kirkuk itself, underlined the Kurds' military weakness when faced with the heavy weaponry of President Saddam Hussein's army.

Causing particular concern was the rebels' lack of anti-tank weapons for use against Iraqi armour, guerrillas said.

Mr Barzani also conceded that Iraqi armoured units, working with "treasonous" Kurdish auxiliaries from the Iraqi army, had seized control of Sheikhan, deep inside rebel-held territory.

Confronted with the apparent retreat of his own forces and with a growing Kurdish refugee problem, Mr Barzani was careful not to rule out a negotiated settlement with the government — despite President Saddam's record of broken promises on Kurdish autonomy in the north.

Mr Barzani declined comment on the state of negotiations with Baghdad, but it appeared that some kind of negotiating process was in motion. "We want to achieve our aims peacefully. We do not like bloodshed," Mr Barzani said. "We are prepared to deal with whoever gives us our rights.

We are not the central government."

Another Kurdish leader, Jalal Talabani, urged a crowd of several hundred Kurds in Dohuk to stay and fight. But 2,000 refugees were reported to have crossed the Turkish border yesterday into south-eastern Hakkari province.

Mr Barzani dismissed Baghdad's claims of total control of Kirkuk, saying Kurdish rebels had recaptured some neighbourhoods. But other senior Kurdish military sources admitted Kirkuk was in govern-

ment hands, with guerrilla activity inside the city limited to hit-and-run attacks.

In Washington, a spokesman for the People's Mojahedin — opponents of the Tehran government — denied allegations by Mr Barzani that they had helped the Iraqi army retake Kirkuk. The spokesman said his group had had "no presence in Kirkuk whatsoever" for at least the past month.

After attending an Arab League meeting at the weekend in Cairo, the Iraqi delegate, Saad Qassem Hammoudi, accused Iran and Israel of fomenting the uprisings in Iraq: "There is no revolution in Iraq," Mr Hammoudi said. "But [there is] a rebellion from groups supported by a neighboring country... Israel also fought covertly."

Speaking in Dohuk, Mr Talabani repeated an appeal to President Bush and the United Nations to "stop this annihilation of the Kurdish people". He said he and Mr Barzani had asked Mr Bush and coalition forces to block Iraqi use of aircraft, artillery, rockets and other heavy weapons in the civil war.

Some refugees fleeing Dohuk were on foot carrying their possessions, while others were packed into heavy trucks, private cars, taxis, tractors and bulldozers. "Where are Bush's jets now to bomb Saddam and stop him killing us?" one was quoted as saying.

Kurdish rebels accused President Saddam's army of killing many civilians during battles for Kirkuk and other areas of northern Iraq. "The casualty toll is unbelievable, enormous," said a spokesman for Mr Barzani's Kurdish Democratic Party. When Kurdish fighters recaptured Kara-Hanjir village, five miles east of Kirkuk, on Friday, rebel reports said they found the bodies of between 400 and 1,500 civilians.

ESSAY | William Safire

# Bush's Moral Crisis

WASHINGTON  
**W**hy did all the weight of the Bush Administration come down on General Schwarzkopf for revealing that the decision to abort the war a day too soon was not unanimous — or as the general later half-clarified, not as originally planned?

The reason is that the pre-decision disagreement within the National Security Council was supposed to be kept secret.

No President lightly consigns thousands of human beings to certain death. He had personally and publicly assured the Kurdish and Shiite rebels that Saddam's gunships would be grounded; his general on the scene admitted he had been "suckered" into agreeing to let them fly.

When a decision is made to place cool pragmatism above morality — in this case, to accept historic accountability for choosing military dictatorship over a less orderly system of self-determination — the President expects his advisers to close ranks, to "sign on" to the decision. Nobody is supposed to say that the chief execu-

cession was the national security adviser, Brent Scowcroft, not happy about leaving the job half done, and Vice President Quayle, concerned about the President's credibility with the rebels and the world. Defense Secretary Cheney, in light of General Powell's reminder about losing lives in Lebanon, zipped his lip.

Result: President Bush wavered, then decided to cut his winnings and go home. He flip-flopped on his pledge to shoot down Iraqi gunships, leaving his spokesmen admitting "ambiguity." In the name of realpolitik, he made our forces bear shamefaced witness to the bloodletting now under way.

Must history remember George Bush as the liberator of Kuwait and the man who saved Iraq for dictatorship? Preserving Saddam I or planting Saddam II would have other costs: People like the too-trusting Kurds now know they can get killed by relying on Mr. Bush's assurances. U.S. troops will return home with a sense of shame at the bloodletting that followed our political sellout.

Having refused to impose the opportunity for the rudiments of democracy in what we left of Iraq, Mr. Bush would then presume to impose his settlement of the Arab-Israeli dispute. Good luck.

For one bright, shining moment we had a President who made the White House pre-eminently a place of moral leadership. George Bush did not go to war primarily for oil, or for jobs, or even for protection against incipient attack; his decision to liberate Kuwait was bottomed on hardrock principle, to right a wrong in a world too accustomed to accommodating imperial wrongdoing.

That moral courage, backed by the will to use power, carried the day, rolling over contrary opinion, emboldening the coalition, vitiating the will to fight of the Iraqi troops. It wasn't "self-righteousness" after all; it was right.

Now that same feeling for a moral world order demands we give the people of Iraq a last chance for freedom. We are there, occupying a fifth of the country; we created the opportunity for a federation of autonomous peoples; we cannot creep away with our internal allies exposed to Soviet-made aircraft and tanks.

Mr. Bush still has time to say: "No more population-killers. Our aircraft will destroy any plane or chopper or tank or heavy artillery that moves. Fight if you must, but with rifles and knives in a primitive form of self-determination."

Why wobble now? If we are too timid to impose democracy, we owe it to our sense of right and wrong to at least level the killing field. □

## Level the killing field.

tive was torn between what was expedient and what was right.

Rules of deep background preclude me from attributing this to any sources other than my own imagination, but here were the conflicting forces:

The strongest voice for ending the shooting before Saddam Hussein's army was destroyed was Colin Powell, Chairman of the Joint Chiefs. True to his Weinberger training, he did not want us to be blamed for overkill, or to be drawn into responsibility for replacing Saddam Hussein; he wanted U.S. troops withdrawn before American public opinion became impatient or terrorists hit.

Supporting this was the State Department's James Baker, influenced heavily by Saudi Arabia's Prince Bandar. Reasoning: only a Sunni Moslem military dictator in Baghdad would be stable enough to provide a balance against Iran, and a U.S.-imposed democracy might split into three nations. (Later, influential Israelis agreed, based on the selfish concern that Kurdish independence might lead to Palestinian statehood.)

Mildly opposing this, premature



**LE FIGARO** 1<sup>er</sup> avril 1991

Le pouvoir continue son offensive contre les insurgés

# Saddam Hussein massacre les Kurdes

*Dans le sud du pays, les chiïtes semblent être à bout de souffle.*



**La peur sur son visage** Victime innocente des violents combats que mène l'armée de Saddam Hussein contre les insurgés kurdes, cette fillette pathétique, blessée au visage et aux pieds, semble attendre une aide qui ne viendra pas. Image d'une guerre civile qui n'en finit pas. Plus précisément de la petite ville de Dohouk, perdue et reprise par l'armée irakienne. (Photo Haydar/AFP.)

Alors que, dans le sud du pays, l'armée irakienne a repris le contrôle des principales villes, dans le pays kurde, au nord, de violents combats se déroulent encore, notamment dans la banlieue de Kirkouk qui a été investie par les troupes de Saddam Hussein après une semaine d'« occupation » kurde.

● **Les forces gouvernementales affirment également avoir repris les villes kurdes d'Arbil et de Dohouk.** Ces reconquêtes se sont faites au prix de véritables massacres de la population civile. Aucun bilan n'est toutefois possible aujourd'hui.

● **Selon le porte-parole du Front du Kurdistan,** plus de

« 3 millions de Kurdes ont dû fuir les bombardements ».

● **Le quotidien « Al-Qadisliyah »,** organe du ministère de la Défense, reconnaissait que les insurgés kurdes tenaient encore « des villes et villages importants ».

● **Dans son premier dis-**

cours en qualité de premier ministre de l'Irak, Saadoun Hammadi a annoncé « la fin de la rédition confessionnelle » et s'est engagé à des réformes politiques destinées à instaurer le multipartisme.

## Les cris et les sourds

**D**ÉCIDÉMENT, l'histoire bégaie. Comme d'habitude, le monde a décidé de rester sourd aux cris des Kurdes d'Irak que Saddam Hussein massacra à nouveau, avec sa sauvagerie coutumière. Nul ne connaît encore l'ampleur du carnage perpétré par l'armée régulière de Saddam Hussein au nord de l'Irak. Mais tout indique que le grand vaincu de la guerre du Golfe est en train de prendre une sanglante revanche contre les Kurdes qui étaient entrés en rébellion.

PAR FRANZ-OLIVIER  
GIESBERT

Contre les Kurdes, les mé-

thodes du président irakien n'ont pas changé. Devant les troupes américaines, les soldats de Saddam Hussein prennent leurs jambes à leur cou. Mais face aux populations civiles, ils ne font pas de quartier. Ils « purgent » et ils « nettoient », pour reprendre la terminologie officielle.

Que faire ? La Realpolitik ayant retrouvé ses droits, il est interdit de réagir. Comme l'ont dit et répété M. Bush ou M. Mitterrand, l'objectif de la guerre du Golfe était de libérer le Koweït. Pas de renverser Saddam Hussein. C'est ainsi que les alliés se contentent aujourd'hui d'assister passivement, les bras croisés, au martyre des populations kurdes ou chiites. Résultat : après avoir gagné la guerre sur le plan militaire, ils sont peut-être bien en train de perdre la paix sur le plan du droit des peuples.

Les alliés sont d'autant plus coupables qu'ils sont tous, à des degrés divers, responsables de la tragédie kurde. D'abord

parce qu'ils leur ont donné de faux espoirs : après la déroute militaire de Saddam Hussein, les Kurdes d'Irak ont cru que leur heure était arrivée. Celle de la conquête de leur autonomie.

Ensuite parce que les alliés n'ont jamais reconnu le droit des Kurdes à l'existence. Après la Première Guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne avaient bien décidé de leur construire un pays sur les décombres de l'empire ottoman. Ils en tracèrent même les contours. Mais l'engagement franco-britannique ne fut pas tenu. Et le traité de Lausanne, en 1923, raya le Kurdistan de la carte.

Après les Arabes, les Perses et les Turcs, les Kurdes constituent, avec 25 millions de personnes réparties dans cinq pays, le quatrième peuple du Moyen-Orient. Il a sa culture et ses traditions. Mais, à la différence de tous les autres, il n'a pas d'État. Il n'est donc pas représenté à l'ONU, à la différence du Koweït. D'où le dis-

cours, hypocrite, qui consiste à dire que les alliés ne peuvent venir au secours d'un État qui n'existe pas.

Il ne s'agit pas de faire la guerre partout où les droits de l'homme sont menacés. Sinon, il y aurait trop de guerres à faire en même temps. Mais les alliés ne peuvent se laver les mains de l'extermination des Kurdes avec le même détachement que les Soviétiques qui, en 1944, laissèrent les nazis liquider l'insurrection de Varsovie. Au lieu de se boucher les yeux et les oreilles, ils doivent profiter d'une position militaire exceptionnellement favorable pour œuvrer en faveur d'une transformation démocratique de l'Irak. En soutenant tous ceux qui veulent mettre fin à la tyrannie. En menaçant Saddam Hussein, s'il poursuit ses tueries, d'une nouvelle intervention militaire.

Il ne faudrait pas que leur triomphe militaire soit entaché, devant l'Histoire, d'une reculade morale.

F.-O. G.

# Bagdad annonce la fin du soulèvement

*Kirkouk, visitée hier par la presse occidentale,  
de nouveau aux mains des troupes de Saddam Hussein.*

Dans son premier discours depuis qu'il préside le gouvernement irakien, Saadoun Hammadi a annoncé, samedi soir, la « fin de la sédition confessionnelle », proclamé que « l'Irak demeurera uni, indépendant et libre », et s'est engagé à des réformes politiques destinées à instaurer le multipartisme. « Maintenant que la sédition confessionnelle a rendu son dernier souille et que ses auteurs se sont enfoncés dans la honte, le temps de la reconstruction et de la réforme est venu », a-t-il déclaré sur les ondes de Radio Bagdad.

Sur le terrain pourtant, la confusion demeure. Les forces gouvernementales ont affirmé avoir repris les villes d'Arbil et de Dohouk, aux limites de la frontière turque. Selon le porte-parole du parti démocratique du Kurdistan (PDK, dirigé par Massoud Barzani), ces deux villes, ainsi que Souleimanieh, sont bombardées depuis deux jours. Des « centaines de milliers de civils » ont été tués ou blessés, affirme de son côté, à Damas, le Front du Kurdistan, coalition des principales fractions de l'opposition irakienne kurde. Selon le porte-parole du PDK, « plus de 3 millions de Kurdes ont été obligés

d'abandonner leur domicile et de gagner les montagnes », et « les combats se poursuivaient, hier, avec violence dans la ville de Kirkouk et ses environs ».

Mais des journalistes occidentaux, qui ont pu visiter hier la cité pétrolière, ont affirmé qu'elle était bien sous le contrôle des forces de Bagdad. La chaîne de télévision américaine CNN a d'ailleurs montré des immeubles endommagés de la ville, plusieurs corps gisant dans une rue, des véhicules incendiés et un groupe de soldats gouvernementaux irakiens. La chaîne française TF 1, dont une équipe a pu se rendre sur place, a présenté un reportage quasi identique.

Le quotidien irakien *Al-Qadissiyah*, proche du ministère de la Défense, reconnaissait cependant que les insurgés tenaient toujours « des villes et des villages importants » du Kurdistan, comme Ogra, Raikhan, Faïda et Samil.

Pour le ministre irakien de l'Information, Yousséf Hammadi, il y a eu « coordination » entre les alliés et les rebelles. Bagdad a protesté auprès de l'ONU, hier, contre « les violations répétées » de son espace aérien par « les aviations améri-

caine et saoudienne » et demandé à Javier Perez de Cuellar de « prendre des mesures pour arrêter ces pratiques provocatrices qui constituent une menace contre le cessez-le-feu et la souveraineté de l'Irak ». En outre, pour Bagdad, le rôle de détonateur joué par l'Iran ne fait pas de doute : « Alors qu'il n'y avait aucun combat, ni au sud ni au centre de l'Irak, les journaux iraniens et même le président Rafsandjani ont appelé au renversement du président Saddam et assuré que les « forces de libération » avaient pris Kerbala et Samawa », a dénoncé le ministre irakien de l'Information.

Le Front du Kurdistan a, lui aussi, lancé un appel urgent au secrétaire général des Nations unies pour qu'il intervienne immédiatement afin de « mettre fin au massacre des civils ». Des réfugiés égyptiens, soudanais et sri-lankais, qui ont fui le sud de l'Irak et qui sont arrivés hier au Caire à bord d'un avion de ligne koweïtien affrété par une organisation humanitaire basée à Genève, ont fait état d'atrocités perpétrées par l'armée gouvernementale et affirmé que l'Iran avait fomenté et armé la rébellion chiite déclinée à Bassorah. (AFP, Reuter.)



LE MONDE 1<sup>er</sup> avril 1991

## Confusion au Kurdistan irakien

## Les insurgés annoncent avoir perdu puis repris Kirkouk

Les insurgés kurdes ont annoncé vendredi 29 mars avoir perdu puis repris la ville de Kirkouk, principal bastion de la rébellion dans le nord de l'Irak, à l'issue de violents combats contre les troupes de Saddam Hussein.

Le Front du Kurdistan irakien (FKI) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient reconnu avoir perdu Kirkouk au terme d'une contre-offensive lancée jeudi par l'armée irakienne. Mais, ajoutant à la confusion, quelques heures plus tard, les insurgés ont annoncé qu'ils étaient à nouveau maîtres de la ville, prise une première fois déjà il y a dix jours. «*Tout Kirkouk est maintenant sous le contrôle des forces kurdes et les forces irakiennes sont en déroute*», a déclaré à Londres un porte-parole du FKI, qui rassemble six mouvements d'opposition kurdes.

Selon les insurgés, des milliers de civils ont été massacrés par les troupes gouvernementales lors de leur offensive. «*Kirkouk a été dévastée et une proportion considérable de civils ont été tués ou expulsés*», a déclaré le dirigeant kurde Massoud Barzani, en exhortant les Nations unies à venir en aide au peuple kurde. «*Nous faisons désormais face*

à une campagne qui a toutes les caractéristiques d'un génocide», a-t-il dit.

Selon le porte-parole du FKI, les forces de Saddam Hussein ont tué plus de 400 femmes et enfants dans la région de Kara Handjir pour terroriser la population. En rentrant à Kirkouk, les rebelles ont découvert les rues jonchées de cadavres, dont ceux de nombreux enfants, a précisé le porte-parole de l'UPK. Dans un communiqué, le président de l'UPK, Jalal Talabani, a accusé les forces gouvernementales d'avoir lancé «*une guerre d'anéantissement*» contre le peuple kurde et a exhorté les alliés à intervenir pour stopper le massacre.

## Pluie de missiles

Dans le sud de l'Irak, la ville de Samawa était à nouveau jeudi soir sous le contrôle des forces gouvernementales après cinq jours d'intenses bombardements, selon des réfugiés irakiens. Un lieutenant de l'armée irakienne passé à la rébellion a raconté que les forces de Saddam Hussein avaient fait tomber une pluie de missiles sur Samawa. «*On ne pouvait pas répliquer. Nous n'avions que des armes légères et ils avaient des chars, des missiles et de*

l'artillerie lourde», a dit le lieutenant Yahya Mohamed. «*Il ne nous restait plus qu'à prendre la fuite.*»

A Washington, un des porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a réitéré la décision des Etats-Unis de ne pas intervenir. «*Nous opérons en Irak sur la base du mandat de l'ONU qui consistait à expulser les Irakiens du Koweït. Nous l'avons rempli. Notre objectif est maintenant d'obtenir un cessez-le-feu permanent, afin de pouvoir retirer nos troupes.*» De surcroît, a-t-il ajouté, «*la question des troubles intérieurs en Irak doit être réglée entre le gouvernement et le peuple d'Irak*». Il a en outre démenti que M. Bush éprouve de la frustration concernant la non-intervention des Etats-Unis. «*Le président américain, a-t-il souligné, est satisfait du fait que les militaires ont bien travaillé en repoussant l'agression irakienne. En termes de souffrances humaines, que cela soit au Koweït, en Irak ou dans tout pays, le président, bien sûr, compatit avec ces personnes.*»

Apparemment sûrs de leurs succès contre les insurgés du Sud et du Nord, les Irakiens, pour la première fois depuis un mois, ont autorisé vendredi des journalistes étrangers à se rendre dans le pays, promettant de les accompagner dans le Nord et le

Sud. Lors de leur séjour de deux semaines, les journalistes pourront se rendre sous escorte dans les villes du sud de Bassorah, Karbala, Nadjaf, Nassiriyyé et Hilleh, et à Kirkouk dans le Nord. Des visas seront attribués toutes les deux semaines à de nouvelles équipes. Selon un responsable irakien, il s'agit là d'une «*nouvelle politique de l'information*» de la part du nouveau gouvernement irakien. — (Reuter, AP.)

□ Une déclaration de M. Kouchner. — Dans une déclaration rendue publique à Paris jeudi 28 mars, M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, regrette «*que presque personne ne s'indigne lorsque, à nouveau, on tue des Kurdes irakiens, des hommes qui ne veulent aucun bouleversement de frontière, qui ne réclament pas l'indépendance, mais la démocratie pour l'Irak. Devrons-nous à nouveau prononcer la sinistre escalade des mots : péril de mort, massacre d'un peuple, génocide ? Il ne faut pas laisser assassiner les Kurdes irakiens. Après avoir fait respecter le droit international, pensons au droit des hommes. Il ne faut pas laisser mourir de faim les Kurdes irakiens, il faut tenter de les aider au moins autant que l'on tente d'aider la population civile irakienne.*»

Charente Libre 1<sup>er</sup> avril 1991

## Irak: offensives et contre-offensives

**Les autorités irakiennes ont annoncé hier avoir repris deux des trois principales villes du Kurdistan, à la faveur d'une offensive contre les insurgés dans le nord du pays, alors que des combats ont lieu dans plusieurs localités du sud, selon l'opposition chiite.**

L'agence officielle INA a annoncé que «*les forces armées irakiennes ont achevé de nettoyer Erbil et Dohouk*». La prise de ces deux localités, si elle est confirmée, intervient alors que Bagdad a laissé entendre que des combats se poursuivaient au sud du Kurdistan, dans la ville de Kirkouk, entre les troupes gouvernementales et les insurgés.

Le régime irakien avait annoncé dès jeudi soir avoir repris

Kirkouk, située sur les contre-forts du Kurdistan, au cœur d'une riche région pétrolière, mais l'opposition kurde avait par la suite affirmé avoir lancé une contre-offensive qui lui a permis de reconquérir la ville.

Al-Qadissiyah, le quotidien du ministère de l'Information, a en outre reconnu que les insurgés contrôlaient «*des villes et des villages importants*» du Kurdistan.

A Damas, un responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani, qui se trouve lui-même au Kurdistan) a annoncé que «*les combats se poursuivent dimanche avec violence à Kirkouk et dans ses environs*» et que les forces gouvernementales avaient subi «*de lourdes pertes*».

Il avait affirmé hier matin que Dohouk et Erbil, tenues selon lui par les insurgés, étaient bombardées depuis samedi par l'armée «*qui emploie des avions et des hélicoptères*», ajoutant que «*des centaines de milliers de civils*» avaient été tués ou blessés.

Face à cette situation, le Front du Kurdistan, qui regroupe les

principales fractions de l'opposition kurde, a lancé un appel «*urgent*» au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, lui demandant d'«*intervenir immédiatement*» pour «*mettre fin au massacre des civils*» dans le Kurdistan.

## Poursuite des combats dans le sud

Les autorités irakiennes avaient annoncé samedi soir leur décision de gracier tous les membres de l'armée qui auraient fait défection dans le nord du pays s'ils ralliaient le pouvoir, leur promettant une récompense s'ils ramenaient leurs armes.

La résistance kurde avait fait état d'importantes défections dans les rangs de l'armée et de la capture d'un grand nombre de soldats.

Dans le sud à dominante chiite, les troubles semblent se poursuivre en dépit de l'annonce samedi soir par le Premier ministre irakien Saadoun Hammadi de «*la fin de la sédition confessionnelle*».

Deux composantes de l'oppo-

sition chiite, l'Organisation de l'Action Islamique (OAI) et le parti Al-Da'wa, ont annoncé à Damas que les «*forces populaires*» avaient repris samedi le contrôle de la ville de Kerbala (sud de Bagdad), qui abrite l'un des principaux sanctuaires chiites et que le régime irakien affirme contrôler.

Selon Al-Da'wa, «*les combats font rage à Bassorah (deuxième ville d'Irak, à l'extrême sud) et Amara (sud-est), dont de grandes parties sont passées sous le contrôle du soulèvement*».

Les insurgés, a précisé le parti, contrôlent toujours Samawa et une grande partie de Nassiriya (sud-ouest), ainsi qu'Ali al-Gharbi et Cheikh Saad (sud-est).

De son côté, l'agence officielle iranienne IRNA a affirmé hier que les combats se sont poursuivis pendant la nuit l'opposition et l'armée irakiennes à Bassorah. Elle a également rapporté que des avions «*non-identifiés se dirigeaient vers Bagdad*» ont franchi le mur du son dans la nuit au-dessus de Bassorah.

# 100,000 Kurdish genocide victims

By David Keys

OVER the past 10 years, up to 100,000 Kurds have died at the hands of the Iraqi, Iranian and Turkish governments. Thousands more — forcibly conscripted into the Iraqi army — died in last month's allied bombing of the Iraqi front line, itself a virtual prison camp of Shia and Kurdish conscripts guarded by death squads and hemmed in by mine-fields. Now, as Kurdish guerrillas struggle against Saddam Hussein's forces in the mountains of northern Iraq, thousands more will almost certainly die.

The repression of Kurds over the past decade has been on a genocidal scale. Some 50,000 Iraqi

Kurds have disappeared — Latin America style — many feared to have been murdered, according to Kurdish representatives in London. In 1983, for instance, 8,000 members of the Kurdish Barzani clan were arrested and have never been seen. In the spring and summer of 1988 around 10,000 Kurds were arrested in the Sulaymaniyah-Kirkuk area of north-east Iraq, and have not been seen since. In August 1988, 5,000 Kurds from northern Iraq's Bhandinan region — near the Turkish border — were detained and disappeared. Since 1980, up to 20,000 central and southern Iraqi Kurds — known as the Faili — have been arrested, and have vanished.

The only mass killing of the Kurds substantially covered by Western newspapers was the Iraqi gas attack on the town of Halabja in spring 1988, in which 5,000 Kurds died. However, that April thousands were killed by chemical and conventional weapons in Iraqi attacks against dozens of villages in northern Iraq's Balaisan and Jafati valleys.

Thousands more were gassed in scores of mountain villages between Kirkuk and Sulaymaniyah. Sixty villages in one district — the Qaradagh area of Kurdistan — were attacked with gas, and it is

believed that 400 survivors who fled were caught and executed.

In August 1988 around 4,000 Kurds were slaughtered in gas and conventional attacks on villages in the district of Bahdinan, near the Turkish border. Some reports suggest that many who did not die instantly were buried alive.

In 1988, Saddam Hussein made it clear that he was committed to finding "a final solution" for the Kurds. The years 1987 and 1988 saw the acceleration of a programme of repression that over the past 15 years has seen the demolition of 4,000 Kurdish villages and 25 Kurdish towns and the forced removal of their inhabitants to special camps in which more than a million Kurds were held until freed by Kurdish resistance fighters in the past 10 days.

Six months ago, tens of thousands of Kurdish men were removed from the camps and forced into the army. It is believed that many were fed into the Iraqi front line in southern Kuwait, where they were slaughtered by allied bombing.

Around 400,000 Kurds live as a Kurdish diaspora in 20 Middle Eastern, European and other countries. Kurdish politicians doubt whether Europe will help safeguard their lives and rights. "We are wanted only as witnesses

to Saddam Hussein's crimes," a prominent Kurdish leader, Sami Rahman, said.

Mr Rahman, who was Iraq's minister in charge of Kurdish affairs well before Saddam Hussein became president, is sceptical of any Western backing emerging for the introduction of substantial Kurdish national rights. Certainly Turkey and Iran would be unlikely to look kindly on an autonomous Kurdish homeland in a federal Iraq. And Turkey and Iran have more muscle in the international community than the Kurds.

Iran has also been busy killing Kurds. Over the past 10 years up to 45,000 have died in Iranian army attacks on Iranian Kurdish villages. There are still well over 3,000 Iranian Kurds among Iran's many political prisoners. Thousands have been shot or hanged by the Tehran government — more than 200 last year alone.

In Turkey, many Kurdish villages lie deserted. In the Sernak district in the east, 27 Kurdish villages and 80 hamlets were demolished or rendered uninhabitable by the Turkish authorities last summer. Even calling oneself a Kurd is illegal — and the Kurdish language is not allowed in schools, even though at least 9 million Kurds live in Turkey, twice as many as in Iraq.

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0132 4 I 0293 FRA /AFP-S031

France-Kurdes-Irak

Le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire exprime son indignation

PARIS, 1er avr (AFP) — M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, a exprimé lundi son indignation face à l'indifférence internationale concernant le "massacre" des Kurdes irakiens par les forces du président Saddam Hussein.

"Les Kurdes (irakiens) doivent être les personnes les plus solitaires du monde. Ce qui m'indigne plus particulièrement c'est que le cynisme revienne aussi vite, qu'on ne s'indigne pas face aux massacres perpétrés par Saddam Hussein avec des armes que nous lui avons laissées", a-t-il déclaré à Europe-1.

"Je ne voudrais pas, a-t-il ajouté, qu'on s'intéresse plus aux puits de pétrole qu'aux hommes. Il faut éteindre les puits de pétrole du Koweït mais il faut aussi tenter d'éteindre la guerre et faire en sorte que les populations kurdes ne soient pas, encore une fois, presque sous nos yeux, bombardées".

M. Kouchner a rappelé que les Kurdes irakiens ne réclament pas l'indépendance mais une certaine autonomie pour leur région et la démocratie pour l'Irak, "ce qui devrait les mettre de notre côté".

Il a souligné qu'il avait reçu des coups de téléphone du Kurdistan sous les bombardements au phosphore et au napalm. Il a indiqué que les médecins (étrangers) qui devaient se rendre sur place n'ont pu le faire, à l'exception de certains d'entre eux, en raison de l'avancée rapide des troupes de Saddam Hussein. "On s'y attendait: les combattants kurdes ont un fusil dans les mains et en face d'eux il y a des Sukhoï, des avions modernes qu'on s'était engagé à ne plus voir dans le ciel, des hélicoptères, des canons à longue portée et des chars. Comment pouvaient-ils résister?", s'est-il demandé.

mj/jmg

AFP 011319 AVR 91

**JOHN PILGER**

**New Statesman**

April 1991

# Normality is resumed

*The massacre of Kurds is part of the imperial order*



**T**he parade has not yet begun, but the triumphalists are falling silent, their angst on show. It was not meant to be thus. Kuwait is free, yes—free to kill and torture Palestinians and to dispossess a million of its citizens. The Iraqi army was pounded to bits as it cut and ran; alas, in contravention of the Geneva Convention, the dead of war were not “honourably interred” but shovelled and bulldozed into open pits.

The “famous victory” is not what it was. Instead, normality is reasserting itself, bringing a truth so obvious that even those celebrants who called on us to go to the “bitter end” in the cause of a “just war” appear to be having difficulty remaining in the one spot, rather like weather vanes during a high wind. “The victory is being turned into a defeat,” laments an *Observer* headline, while, beneath, its columnist calls on the allies “to commit themselves to a democratic and demilitarised Iraq...” (And earlier: “But it is wishful thinking to suppose a post-sanctions Iraq would have been much better.” Does the saving of as many as 200,000 lives qualify for the “much better” category?)

Normality in much of the world’s affairs is determined by an imperial logic. This has been the case for a very long time, and there is nothing in current developments to suggest that the historical pattern is about to be broken. On the contrary, unparalleled and unchallenged power, concentrated now in a single imperial source, ensures that the trend is reinforced as never before. Editorial writers are wrong to criticise President Bush for “prevaricating” over the present turmoil in Iraq. Bush is conducting US policy in an entirely consistent manner, doing no more or less than presidents Reagan, Carter and Nixon did in the region and much of the world. He is ensuring that a substantial minority—in this case, the Kurds—are crushed so that a reigning tyranny can retain control of a strategically important country and, presumably with the usual help from the CIA, replace the present tyrant with one considerably less uppity and more amenable to Washington’s demands.

As for the anguished call for a “demo-

cratic and demilitarised Iraq”, contemporary history blows a raspberry at that. The Iraqi opposition say they will support Kurdish autonomy if a democratic regime is installed in Baghdad. The Kurds themselves include democratic and socialist elements. Thus, they are doomed. When the Ba’ath Party—Saddam Hussein included—seized power in Iraq in 1968, it was able to do so

thanks in large part to the lists of opponents supplied by the CIA: trade unionists, socialists and assorted dangerous pluralists, many of whom were murdered.

When another tyrant, an “acceptable Saddam Hussein”, is duly installed, and thousands of Kurdish and Sh’ite dead are added to the 200,000 said to have been slaughtered during “Hannibal” Schwarzkopf’s “march”, normality will be resumed. This is already past the planning stage. The *Independent* last week reported from the United Nations: “Fearing the Kurdish rebellion will cause the break-up of Iraq and further destabilise the oil-rich region, the US and other permanent members of the UN Security Council have determined that Baghdad should be permitted to use its fighter and ground attack aircraft to quell internal dissent once it has accepted the Security Council’s plan for a formal ceasefire in the Gulf.”

While accepting the imperial logic of this, one might pause to reflect on the recent months of sanctimonious waffle about the “new role” of the UN. One wonders what decisions imposed by the Security Council have to do with the spirit of the UN Charter. “We, the peoples...” begins the charter. Tell that to the Kurds, the Palestinians, the Khmer, the Panamanians, the Guatemalans, the Timorese and the Iraqi children now dying from disease in the “near apocalyptic” conditions in cities and towns bombed by the allies. “We, the powerful regimes...” the preamble should read, “We, the underwriters and keepers of the new imperial order...”

Although fighting like lions, the Kurds must be under no illusions now. Betrayed by the colonial powers in the 1920s, even bombed by the RAF, they have tested the faith of every imperial “saviour” only to become its victims. In 1975, having been

led to believe that Washington looked favourably on their hopes for nationhood, they were told by the CIA to fight on, and given US\$16 million worth of secret US military aid. But this was a double-cross. As the Pike Congressional committee investigating the CIA later revealed, America’s support for the Kurds was intended not in any way to help them, but to strengthen the Shah of Iran’s hand in finalising an oil deal with Iraq. Washington’s true policy, reported the Pike committee, “was not imparted to our clients, who were encouraged to continue fighting. Even in the context of covert action, ours was a cynical exercise.”

Unaware of this, the Kurds appealed to Henry Kissinger, then secretary of state: “Your Excellency... our movement and people are being destroyed in an unbelievable way with silence from everyone. We feel, your Excellency, that the US has a moral and political responsibility towards our people who have committed themselves to your country’s policy.”

Ten years later, in 1985, the Kurds again appealed for help, this time to the British government. “One of our few remaining hopes,” began their message to Margaret Thatcher, “is that democrats and those who cherish values of justice, peace and freedom will voice their concern for the plight of the Kurds. That is why I am making this direct appeal to you...” The letter was dated 16 September 1988. On 5 October, the Thatcher government pledged Saddam more than £340 million in export credits, and the trade minister, Tony Newton, flew to Baghdad to shake the hand of the man Douglas Hurd this year described as “evil”. In 1981, Hurd himself had gone to Baghdad as a “high level salesman” for a British Aerospace air defence system. Such is normality in an imperial age.

Indeed, while the killing goes on in Iraq, normality is firmly re-established elsewhere in the region. The other day the *New York Times* reported: “Though the Bush Administration has stated its opposition to an arms race... the US has emerged from the war as the Gulf’s premier arms seller. The White House told Congress in a classified report it wanted five Middle East allies to buy a US\$18 million package of top-drawer weapons...”

This will be the biggest arms sale in history.

THE INDEPENDENT Tuesday 2 April 1991

# Saddam army routs Kurds

Harvey Morris witnessed how the lack of weapons to combat the tanks and air power of a ruthless Iraqi counter-attack meant the initially euphoric uprising in northern Iraq could not hold towns it had taken

THE BEGINNING of the end came on Thursday morning. Groups of Kurdish guerrillas in beaten-up Datsun pick-ups and mud-covered cars formed an orderly if noisy queue at the last petrol station out of Arbil before heading for the front line, 25 miles south towards Kirkuk.

A man at the nearby tea stall — there is only smuggled red Iranian tea now and the Kurds hate it — was making an all too familiar appeal to the West: "You must tell Bush, you must tell John Major, they must help the Kurds by attacking. We need help."

Down near the front, however, it was clear that the Kurds, as so often in the past, were having to rely on their own devices. Washington's threat to the Iraqis that "if you fly, you die" clearly did not extend to the two helicopter gunships that hovered lazily over the battle line, out of range of the guerrillas' captured Dushka anti-aircraft guns, occasionally firing a rocket into guerrilla positions at the small town of Alton Kopy. The town straddles the Arbil-Kirkuk highway and the government column had moved up in the night

**'You must tell Bush, you must tell Major, they must help the Kurds by attacking. We need help'**

to seize the road and cut off Kirkuk from the rest of rebel-held Kurdistan and prevent reinforcements reaching it.

The government advance came right on cue, just a few hours after the US State Department spokeswoman, Margaret Tutweiler, had announced that Iraqi forces were massing to retake the oil city. If the Kurds had had the right weapons it is unlikely that the remnants of Saddam Hussein's demoralised army would have stood a chance. As it was, the *peshmerga* guerrillas, armed — apart from the odd artillery piece — with nothing big-

ger than shoulder-held RPG rocket-launchers and the occasional machine-gun, succeeded in seeing off the first strike and opening up the road.

But in the end they had no defences against the gunships. They have a loathing of the helicopters and a constantly-expressed unease that they might be carrying poison gas. Also, the *peshmerga* do not like fighting in open country: they prefer the more familiar mountains and the cover they provide.

Up at the hill resort of Salahuddin, above Arbil, where the Kurdish commander, Masoud Barzani, had set up his headquarters in one of Saddam's innumerable residences, a senior aide said that the government had assembled a mixed force of some 10,000 to retake Kirkuk. "We estimate that at the end of the Gulf war, Saddam had maybe 400 tanks left," said Fadhil Mirani. "Of those, he sent 250 against us. What can we do against 250 tanks? We aren't used to fighting in the town. It is the first time."

In many ways, the seven-party alliance of the Kurdistan National Front, of which General Barzani is military commander, was a victim of its own success. "It was imposed on us to take these towns," Mr Mirani acknowledged. The chief cities of Kurdistan — Kirkuk, Arbil, Dihok, Zakho — lie on the plains and foothills facing south towards Baghdad. They are practically indefensible against a superior force, particularly one which is not concerned about civilian casualties.

From early March, however, every city, town and village in Kurdistan rose up *en masse* against President Saddam's rule, and within 10 days the whole region was in rebel hands, north-east of a line running from Khaneqin, near the Iranian border, through Kirkuk and Arbil, skirting the predominantly Arab town of Mosul, and on to Dihok and Zakho, near the borders with Turkey and Syria. The Iraqi army collapsed in as spectacular a fashion as it had in the south, and this time not in the face of a well-equipped Western army but in the face of a popular uprising. The troops simply refused to fight and the previously pro-government Kurdish units of the Popular Army joined the rebellion almost to a man. The Kurds captured up to 50,000

prisoners in little more than a week. The city of Arbil fell in three hours, between seven and 10 on the morning of 11 March.

Siza Jambaz, a young woman who returned last year after 10 years in London and was trapped by the war, described the scene. "Suddenly, in the morning, there was lots of shooting and young boys running about with guns. When the *peshmerga* moved down from the mountains the Popular Army all joined the people. The *peshmerga* were much fewer than the ordinary people. After Arbil was captured the guerrillas moved on to Kirkuk. Everyone was so happy. The army just gave up."

"We destroyed the First Army, the Fifth Army and half the Second Army," Gen Barzani told me at Salahuddin. "Some 70 or 80 thousand men. Some, of course, ran away, but 40-50,000 were captured. We gave them the choice: join the rebellion or go where you like. We asked the Red Cross to come and help us, but they didn't."

The four million Kurds of the north had precious little food to feed themselves, let alone 50,000 captives. But there were no reprisals against the army; many soldiers stayed in the north, wandering around the Kurdish towns, rather than return south and face punishment or death for their failure to resist. Some headed for Syria or Turkey; others found refuge in Kurdish homes; in Arbil, a young Arab conscript had been adopted into the family of a Kurdish friend, a *peshmerga* wounded in the attack on police HQ.

The army may have disintegrated, but its officers had time to wreck much of its equipment, including trucks and artillery pieces, depriving the Kurds of much-needed weaponry. Where there was ammunition there were no weapons, and where there were weapons there was no ammunition. In the mountain village of Kalifan the *peshmerga* proudly displayed a captured 175mm cannon, but there is no earthly chance they will ever be able to use it.

The inadequacy of the *peshmerga* army was all too obvious by Friday morning. Despite recaptur-

**'He sent 250 against us. What can we do against 250 tanks? We aren't used to fighting in the town'**

ing Alton Kopry, guerrilla forces were facing heavy land and air bombardment in Kirkuk. Hundreds if not thousands of civilians were being killed. And then the army launched a new offensive at

Kalak, where a bridge spanned the Greater Zab river on the road to Mosul. Once more the *peshmerga* dashed enthusiastically to the front, fanning out across the fields above Kalak, apparently unconcerned about the incoming shell fire. In the opposite direction, trucks, tractors and cars carrying refugees and their belongings, streamed eastwards towards Arbil and on into the mountains.

The *peshmerga* put anti-aircraft guns on the steel Bailey bridge at Kalak and managed to hold on to the eastern side of the town,

where a eucalyptus grove around the abandoned army barracks provides some cover. But it was clear that the main road to the north was now effectively cut. The only way out now was through the mountains.

Up at Salahuddin, Gen Barzani was giving a final interview before leaving for a war council with his guerrilla commanders. The *peshmerga* presence was less than before. There was a sense that everyone was ready to pack up and leave. At 4.15 on Friday afternoon, Gen Barzani posed for a photograph against the background of the Arbil plain then climbed into his white Toyota saloon and was driven away.

# Rebels driven back into the mountains

From Hugh Pope in Istanbul and Robert Block in southern Iraq

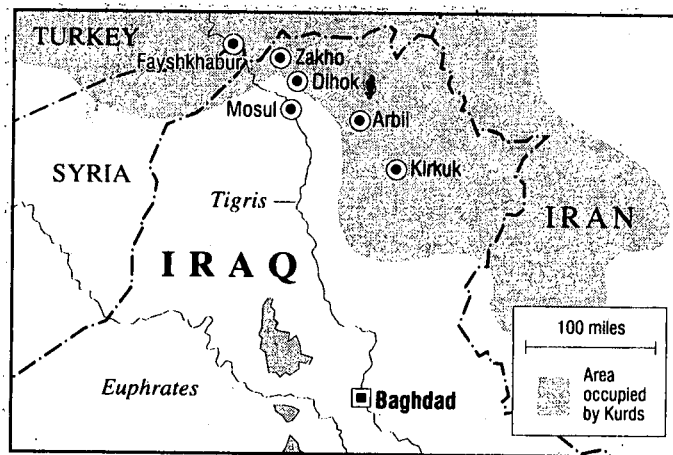
DRIVING their hungry, isolated and poorly-armed Kurdish adversaries up into the cold heights of the Kurds' mountain homeland, Iraqi troops yesterday completed the recapture of the string of strategic Kurdish foothill towns from the oil centre of Kirkuk to Zakho on the Turkish-Syrian border.

"Saddam has turned Kurdistan into a butcher's shop. America pushed us to revolt and has now abandoned us," said one Kurdish rebel radio announcer, close to tears. The Kurdish radios accused Iraq of using fixed-wing jets in defiance of US ceasefire terms and also of using chemical bombs and phosphorous shells to kill "hundreds of thousands of innocents".

The latest stage in the Iraqi army's crushing of the month-old Kurdish rebellion started with an overnight artillery barrage against the Iraqi-Turkish border town of Zakho, the last important town held by the Kurdish rebels, followed by what Turkish villagers nearby said was an assault backed by helicopters and aircraft.

By midday, Zakho had fallen and so had the nearby Fayshkhabur border crossing into Turkey, bringing the main Iraq-Turkey oil pipeline and the Baghdad-Europe highway back under government control. The advance also cut the rebels off from their supply line from Syria over the river Tigris.

The overall commander of the Kurdish forces, General Masoud



Barzani, claimed that the Kurds had only staged a "tactical withdrawal" and appealed to the leaders of Britain, France, Saudi Arabia and the United States for tents, food, medicine and help with achieving a UN solution. Rebel radios called on Kurds to regroup in the Kurdish mountains near the north-western town of Rawandiz, close to the border with Iran.

Western correspondents still in Iraqi Kurdistan reported that Kurdish towns had emptied and hundreds of thousands of people were on the move. Jim Muir of the BBC World Service reported that Kurds were "cramming their families and whatever they could carry into lorries, tractor-trailers, cars, taxis... Refugee families are now

scattered throughout the snow-covered Kurdish mountains, ill-equipped to face the bitterly cold nights and with no idea of what future lies ahead for them."

In southern Iraq, the uprising against Saddam Hussein to all intents and purposes ended on Friday, with the fall of al-Samawah, the last rebel-held town in the region. By Sunday, army units had consolidated their control in the town and were starting house-to-house searches for resistance fighters and collaborators.

As elsewhere in southern Iraq, the rebels from al-Samawah asked nearby US forces for help when the fighting started on Thursday but were rebuffed. That led to a mass exodus of people seeking safety behind US lines.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRFR

FRA0245 4 I 0498 /AFP-BG60

France-Irak 2èlead

La France s'émeut du sort de la population irakienne

PARIS, 2 avr (AFP) - Premier pays occidental à s'émouvoir officiellement du sort de la population irakienne, en particulier kurde et chiite, réprimée par les forces de Saddam Hussein, la France a décidé de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU et le secrétaire général de l'organisation internationale.

"La France va saisir dans les heures qui viennent le Conseil de Sécurité des Nations-Unies et le Secrétaire général de l'ONU sur la répression dont est victime la population irakienne notamment kurde et chiite", a annoncé mardi le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard.

"Il est essentiel que la juste revendication de la population kurde qui souhaite exprimer son identité soit pleinement reconnue, a ajouté le porte-parole en affirmant qu'il était important "que le Conseil de Sécurité et le secrétaire général de l'ONU se penchent sur ce problème".

On précise de source française informée que cette préoccupation se situe sur un plan humanitaire. Le président François Mitterrand avait évoqué le 3 mars dernier le droit des minorités, citant les Kurdes, dans le cadre de sa proposition d'une réunion au sommet du Conseil de sécurité de l'ONU, rappelle-t-on.

De son côté, le ministre des affaires étrangères Roland Dumas avait déclaré le 12 mars, avant la défaite militaire des insurrections chiite et kurde en Irak: "le peuple kurde est désespéré. La France a défendu les Kurdes en maintes occasions. Ils sont constitués en minorités. Le président de la République dans son intervention du 3 mars a évoqué leur problème. L'idée est maintenant lancée".

M. Bernard a souligné mardi qu'il était "urgent que cesse la répression brutale qui frappe l'ensemble des populations irakiennes, notamment kurde et chiite".

#### intégrité territoriale

Le gouvernement français s'était refusé à tout commentaire sur les combats de la semaine dernière dans le nord de l'Irak entre les forces kurdes et gouvernementales, soulignant son attachement à l'intégrité territoriale de l'Irak. Des opposants irakiens et kurdes avaient toutefois été reçus au Quai d'Orsay.

"Il y a effectivement un certain nombre de combats dans le nord et dans le sud de l'Irak, qui sont porteurs de risques pour la survie de ce pays", s'était contenté de déclarer vendredi dernier M. Bernard, ajoutant: "nous sommes contre une intervention extérieure en Irak".

Seul le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a réitéré publiquement à plusieurs reprises son indignation face à l'indifférence internationale concernant le "massacre" des Kurdes irakiens par les forces armées irakiennes, critiquant le "cynisme" international.

Depuis lundi aussi bien le parti socialiste que le parti républicain ont condamné la répression des Kurdes, appelant le gouvernement à prendre des initiatives pour le respect des droits de l'homme en Irak.

mj/bd

AFP 021516 AVR 91

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —



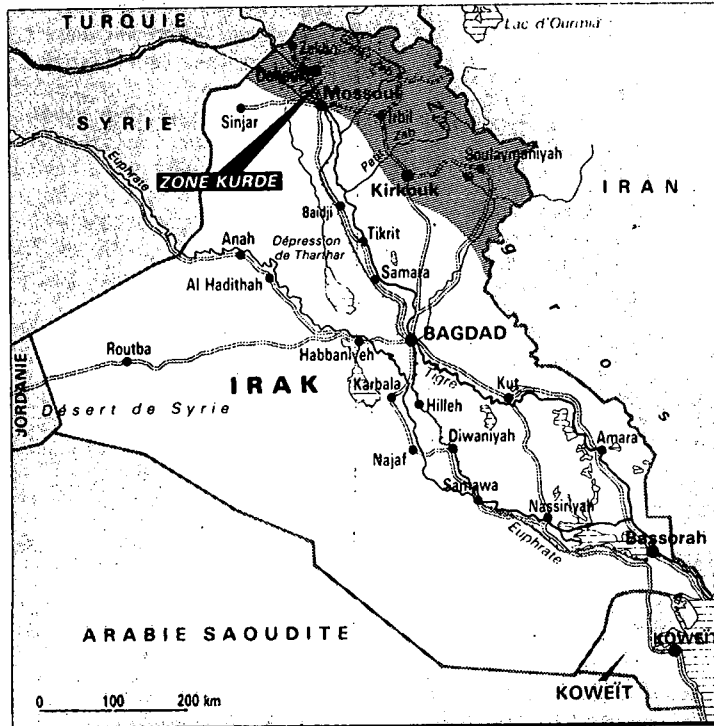
Les suites de la guerre

# L'armée irakienne affirme avoir repris les villes kurdes de Dohouk et Irbil

Poursuivant sa tentative de reprise en main du pays, l'armée irakienne a affirmé, dimanche 31 mars, avoir réoccupé les villes de Dohouk et Irbil, dans le nord du Kurdistan. La reconquête de Kirkouk ne fait plus de doute, ainsi que l'ont constaté plusieurs journalistes occidentaux conduits de Bagdad sur les lieux par les autorités irakiennes. Dans ces conditions, le Front du Kurdistan irakien, qui regroupe les principales fractions de l'opposition kurde, a lancé un appel « urgent » au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, lui demandant d'« intervenir immédiatement » pour « mettre fin au massacre des civils » dans le Kurdistan.

Un groupe de correspondants étrangers ayant pu visiter, dimanche, la ville pétrolière de Kirkouk, la chaîne de télévision américaine CNN a indiqué que la cité était fermement tenue par les forces gouvernementales. De son côté, un journaliste de la chaîne britannique ITN a déclaré : « Nous avons suffisamment fait le tour de la ville aujourd'hui pour être en mesure de dire avec une certaine assurance que les forces gouvernementales la contrôlent de nouveau. »

Il a ajouté qu'il n'y avait aucun signe de poursuite de combats. Tel est également l'avis de l'envoyée spéciale de l'AFP qui affirme que « l'ordre » règne à Kirkouk où les insurgés, après avoir tenu six jours, ne semblent avoir opposé qu'une faible résistance aux troupes gouvernementales et qu'il faut atteindre le centre de la ville pour



« retrouver dans deux quartiers pratiquement déserts des traces de combats : façades criblées de balles, rues jonchées de débris, magasins éventrés ».

Cependant, à Damas, un responsable du Parti démocratique kurde (PDK) de M. Massoud Barzani — qui se trouve lui-même au Kurdistan — annonçait que « les combats se poursuivaient dimanche avec violence à Kirkouk et dans ses environs ». Il avait affirmé dimanche matin que Dohouk et Irbil, tenues selon lui par les insurgés, étaient bombardées depuis samedi par l'armée « qui emploie des bombardiers et des hélicoptères », ajoutant que des « centaines de milliers de civils » ont été tués ou blessés.

A Bagdad, le premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, avait affirmé dès samedi soir que l'insurrection contre le régime du président Saddam Hussein avait « rendu son dernier souffle » et que « maintenant que ses auteurs et ceux qui l'ont soutenue depuis l'étranger ont été humiliés, la porte est ouverte pour la reconstruction et les réformes ». Les autorités irakiennes annonçaient d'autre part leur décision de gracier tous les membres de l'armée qui auraient fait défection dans le nord du pays, s'ils ralliaient le pouvoir. Une

cette transaction, Saddam Hussein demeurera au pouvoir pour de longues années », a ajouté M. Dizayec.

Cette mise en garde, ne semble pas devoir inciter les Américains à modifier leur attitude de non-intervention dans les « affaires intérieures de l'Irak », poursuit le Times. Dimanche, deux parlementaires américains ont déclaré que les Etats-Unis devraient empêcher l'Irak d'utiliser des hélicoptères contre les rebelles, mais ne devraient pas intervenir dans les mouvements d'insurrection contre le régime du président Saddam Hussein. « Je ne pense pas que les Etats-Unis puissent intervenir dans tout conflit interne, quelque détestable que soient les circonstances », a déclaré le chef de file de la majorité démocrate au Sénat, M. George Mitchell.

Les hélicoptères utilisés par les forces loyales à M. Saddam Hussein « provoquent maintenant un bain de sang » et il faut les arrêter, a de son côté estimé le représentant démocrate de l'Indiana, M. Lee Hamilton, qui s'est élevé contre une intervention américaine pour soutenir les mouvements d'insurrection. Invité à commenter les propos de M. Mitchell, à bord de l'avion présidentiel, qui l'emmenait en Floride pour quelques jours de vacances, M. George Bush s'est contenté de déclarer : « Je suis toujours content d'avoir son opinion ». — (A.F.P., Reuter, AP.)

récompense leur est promise s'ils ramènent leurs armes.

La résistance kurde avait fait état de nombreuses désertions. Dimanche soir, la télévision irakienne a montré le vice-président du Conseil de commandement de la révolution, M. Izzat Ibrahim, se promenant à Irbil « après son nettoyage des traîtres et des agents sionistes ».

## Appel des insurgés à un soutien américain

Selon le Times de Londres, les rebelles kurdes auraient prévenu Washington que s'ils ne recevaient pas une aide immédiate, ils seraient obligés de composer avec le régime de Bagdad. Le Times cite à ce propos, M. Dizayec, le porte-parole du PDK qui affirme : « Nous n'avons pas d'autre choix. Nous serons obligés d'accepter l'offre de Saddam Hussein afin de sauver la vie de quatre millions de Kurdes. »

Il faisait allusion à une récente proposition transmise par le président irakien aux dirigeants kurdes leur demandant d'oublier le passé et de rétablir des relations de confiance avec Bagdad, en promettant d'accorder l'autonomie interne au Kurdistan. « Nous disons aux Etats-Unis que si nous sommes forcés d'accepter

**Le Monde**

2 avril 1991

Libération 2 avril 1991

# LES GUERRES D'IRAK

La résistance kurde se disloque face à l'armée de Bagdad qui regagne du terrain. Au sud, l'effondrement des chiïtes semble se confirmer. D'autre part, un affrontement a opposé, hier, des Gardiens de la révolution iraniens et des moudjahidin, à la frontière irako-iranienne.

Les Kurdes insurgés d'Irak sont passés, en quelques jours, de l'euphorie à l'accablement. Tous les témoignages corroborent en effet les communiqués de victoire de Bagdad relatant la reprise en main des villes « insoumises », les forces de Saddam Hussein balayant les rebelles avec leurs armes lourdes, leurs blindés et leurs hélicoptères de combat. Dans le sud du pays, l'absence relative d'informations semble confirmer l'effondrement de l'insurrection chiïte. Les combats ont cessé à Nadjaf et Kerbala, où les autorités irakiennes ont emmené, hier, un groupe de journalistes occidentaux.

La résistance kurde se disloque à l'évidence face à la contre-offensive des troupes régulières. Bagdad a réinvesti Kirkouk, Erbil et Dohouk, et s'approprié, hier, à partir de l'assaut de Souleimanieh, le seul chef-lieu encore sous contrôle des insurgés. Des journalistes étrangers, accompagnés par le ministère irakien de l'Information, ont constaté, dimanche, que Kirkouk, qui porte les traces de violents combats, était patrouillé en tous sens, comme ses alentours, par les militaires gouvernementaux.

Les forces gouvernementales irakiennes se targuent de contrôler également, depuis hier matin, la ville de Zakho, où le « Front du Kurdistan irakien », regroupant les huit formations hostiles à Saddam Hussein, avait établi son QG. Zakho est considéré à ce titre comme une base stratégique pour la guérilla et sa chute effective serait un coup dur pour les Peshmergas, dans la mesure où ils seraient coupés de leurs arrières.

L'opposition kurde dément pour l'instant, affirmant que « les insurgés ont repoussé les forces gouvernementales jusqu'à la ville de Soumaïl », plus au sud. Mais, selon l'agence turque Anatolie, le poste frontalier de Habur, à 15 km à l'est de Zakho et 20 km au nord de Soumaïl, est à nouveau contrôlé par les forces de Bagdad, ce qui tend à confirmer la version irakienne. L'armée de Saddam Hussein a par ailleurs bombardé et coupé, di-

manché, l'unique point de passage sur la frontière irako-syrienne, semant l'effroi dans la population. La fermeture de ce poste a pris au piège au moins une vingtaine de journalistes étrangers qui tentaient de se replier sur Damas.

C'est le numéro deux du régime irakien, le vice-président du Conseil de commandement de la révolution, Izzat Ibrahim, qui supervise personnellement les opérations militaires dans le Kurdistan. « Toute la province est nettoyée », s'est-il félicité, dimanche, tandis que la télévision le montrait se promenant à Erbil, siège du gouvernement « autonome » du Kurdistan.

Pour la première fois depuis le début des troubles, des combats fratricides entre Peshmergas et tribus kurdes favorables au gouvernement de Bagdad ont par ailleurs été signalés à Akrah, à 30 km à l'est de Dohouk.

Si l'on en croit des fuyards kurdes cités par l'AFP, des moudjahidin iraniens hostiles au régime de Téhéran et réfugiés en Irak ont participé à la reprise de Kirkouk.

Un affrontement s'est d'autre part déroulé, hier matin, entre des gardiens de la révolution iranienne (Pasdarans) et des moudjahidin, au nord de la frontière irako-iranienne. De quel côté précisément? C'est affaire de communiqués... « Des milliers de Pasdarans ont traversé la frontière et lancé une offensive importante contre les positions de l'Armée de libération nationale iranienne en territoire irakien », affirment les moudjahidin, qui assurent avoir repoussé cette offensive et fait au moins 300 morts parmi les Pasdarans. L'agence officielle iranienne IRNA dénonce au contraire une « tentative d'infiltration » en territoire irakien, au nord de la ville de Nasr-e-Shirine : « Les forces des moudjahidin se sont retirées sur leurs positions après avoir subi des pertes substantielles », ajoute l'agence.

Le ministère iranien des Affaires étrangères a en tout cas catégoriquement rejeté, une nouvelle fois, hier, toute implication de l'Iran dans les troubles en Irak, tandis que l'ayatol-

lah Mohammad Ali Movahedi-Kermâni, réputé modéré, a qualifié Saddam Hussein de « bourreau cruel ».

D'après AFP

## La panique kurde

Erbil, envoyée spéciale de l'AFP

L'euphorie l'a cédé à la panique dans le « Kurdistan libéré », où la population s'enfuit au hasard devant l'offensive des troupes de Bagdad commencée jeudi, en proie à la terreur d'une éventuelle attaque aux armes chimiques. Des hauteurs surplombant Erbil (nord de l'Irak), l'envoyée spéciale de l'AFP a pu voir jusqu'à dimanche, à des kilomètres de la ronde, d'interminables caravanes de voitures, de camions et surtout de tracteurs. Sur les remorques s'entassaient femmes et enfants au milieu des poules et des moutons.

Des Peshmergas redevenus soudain des civils affolés et privés de leur aura de guerriers redoutables, avaient pris place sur les véhicules des fuyards, cherchant eux aussi à mettre leurs familles à l'abri. Abou Fayed, au volant de son tracteur, une Kalachnikov en bandoulière, explique : « La vengeance de Saddam sera terrible. Avant, il nous massacrait parce qu'on résistait. Maintenant que nous avons libéré pendant quelques jours des villes entières, qu'est-ce qu'il va nous faire? »

Quittant les routes, les convois s'avançaient dans les champs cherchant à rejoindre les montagnes, garantes pour eux de sécurité. A la suite de la prise, à la mi-mars, de plusieurs localités de la région, les Kurdes avaient commencé de regagner leurs villages détruits par l'armée irakienne depuis 1975.

Selon Massoud Barzani, chef du Parti démocrate kurde (PDK), 4000 villages kurdes irakiens ont été détruits entre 1975 et 1988. L'envoyée spéciale de l'AFP a compté 120 localités entièrement rasées dont la population avait été déportée vers des centres d'hébergement spécialement construits à cet effet à Erbil, Dohouk et Zakho. Ces populations jetées sur

les routes étaient obsédées par la peur des armes chimiques. « On nous bombarde aux gaz », criaient-ils aux journalistes, qui n'ont jamais pu confirmer ces affirmations. Le chef du PDK a en revanche estimé que les armes chimiques n'avaient pas été utilisées depuis le commencement de l'insurrection kurde, début mars.

La nuit, les hommes épuisés dorment tandis que des femmes montent la garde près des véhicules. « Ils essaient de reprendre des forces car demain ils devront dégager le tracteur de la boue », explique une femme d'une quarantaine d'années. A ses côtés, un jeune Peshmerga affirme être le seul rescapé des combattants du village de Qara Hanjir, à 15 km à l'est de Kirkouk. « En fuyant, je les ai vus. Ils étaient 150, tous égorgés », assure Abderrahman. « Tout est fini. Ne venez pas me parler de contre-attaque. Je suis en Iran », dit-il devant 80 Peshmergas entassés dans un camion. Tous l'écoutent sans réagir. Ils ont pourtant ordre de gagner Chikhan pour organiser la riposte.

Dohouk, à 90 km d'Erbil, la nuit de vendredi à samedi. Une station-service distribue gratuitement l'essence aux rares voitures qui passent. « Nous voulons nous débarrasser du carburant pour que la station ne brûle pas si elle est bombardée », explique le propriétaire, Abou Ahmed. « Demain l'armée irakienne rentrera dans la ville. Je préfère que les gens utilisent l'essence plutôt qu'elle soit confisquée par les soldats irakiens. » La ville n'est bombardée que depuis quelques minutes mais déjà Abou Ahmed est convaincu que Dohouk va tomber.

Sur la route qui conduit vers les montagnes, un Peshmerga de 18 ans, Brousk, qui les avait quittées il y a trois semaines à l'annonce des victoires de la résistance, s'appête à les regagner. « J'ai toujours pensé que j'étais condamné à vivre dans les montagnes. Je suis descendu à la ville et j'ai vécu dans l'euphorie. Mais je savais que c'était trop beau pour être vrai. Les Kurdes n'auront jamais une patrie où ils pourront vivre en paix. »

Robba KABBARA



# EL PAIS

lunes 1 de abril de 1991

## *Guerra kurda, cínicos y cómplices*

EL KURDISTÁN iraquí parece destinado a no poder zafarse nunca de la bota de Bagdad. Cuando parecía que la nueva situación creada por la guerra del Golfo daba a los kurdos la oportunidad de conseguir sus objetivos históricos de autogobierno, todo apunta a que se trataba sólo de una ilusión. Estados Unidos ha preferido a la postre dejar las manos libres a su vencido enemigo, Sadam Husein, que dar su apoyo al pueblo kurdo, con el argumento de evitar una posible desmembración de Irak. Pero existe el riesgo de que, una vez más, la población kurda sea aniquilada ante la cómplice pasividad de Gobiernos, opiniones públicas e instancias internacionales. Testimonios fiables del campo de batalla insisten en que el Ejército de Sadam ha recurrido al empleo de armas químicas —como hizo en 1988— en su contraofensiva para reconquistar Kurdistán.

La trayectoria del pueblo kurdo es trágica. A pesar de que dispone de una lengua y una cultura propias, nunca ha logrado —salvo en etapas cortas y discontinuas— consolidar una existencia estatal. Al hundirse el imperio otomano después de la I Guerra Mundial, el Tratado de Sévres reconoció en 1920 la existencia de una nación kurda, pero las esperanzas que ello suscitó quedaron enterradas, dos años después, en el Tratado de Lausana. Los kurdos, repartidos entre Turquía, Irak e Irán —con grupos menores en Siria y en la URSS—, han desarrollado largas luchas por su independencia, aplastadas sistemáticamente, unas veces por Bagdad, otras por Teherán. Estos Gobiernos sólo concedieron autonomías parciales, siempre a merced de cambiantes coyunturas políticas. En cuanto a Turquía, nunca ha reconocido la realidad del problema kurdo.

El hecho nuevo en la actualidad es que las organi-

zaciones kurdas de Irak —tanto el Partido Democrático, de Marzani, como la Unión Patriótica, de Talabani—, lanzadas a fondo en la lucha contra Sadam, han proclamado que su objetivo no es la independencia. Reconocen la integridad territorial de Irak. Su aspiración es la autonomía y participar en el sistema democrático que se instaure, una vez derribado Sadam, para gobernar el país. Estas posiciones de los kurdos iraquíes han permitido algo sin precedente: una toma de contacto con el presidente turco, Ozal. Los objetivos de éste son que los kurdos de Irak limiten sus demandas, que renuncien a la independencia y que jamás aparezca un Estado kurdo en la frontera de Turquía.

Al mismo tiempo, la moderación de Marzani y Talabani —en el marco del acuerdo general de las fuerzas iraquíes anti-Sadam— significa una garantía de que no habrá desmembramiento de Irak cuando se produzca el esperado derrumbamiento de la dictadura de Sadam. Estados Unidos teme por encima de todo que Irak se fragmente, ya que ello podría acarrear un cambio de equilibrio estratégico en la zona contrario a sus intereses. “Vamos a esperar y ver cómo ocurren las cosas”, ha dicho el presidente Bush comentando la situación de Irak. Con esa actitud pasiva y reservada, EE UU no da respuesta a las llamadas de las fuerzas que están sufriendo los contraataques de Sadam. Esta posición está originando, incluso en EE UU, serias críticas.

La comunidad internacional sería contradictoria, hasta el cinismo cruel, si asistiese indiferente al uso iraquí de las armas más destructivas para someter a los kurdos, después de una guerra realizada para obligar a Sadam a retirarse de Kuwait: ¿no se hizo esa guerra en nombre del derecho, brutalmente pisoteado de nuevo? Tampoco dice mucho a favor de algunas de las voces que ayer se reclamaban del pacifismo el miserable silencio que guardan ante la situación de hoy: ¿acaso creen que merece la pena condenar la guerra sólo cuando la promueve Estados Unidos? Si es lógico que el Consejo de Seguridad de la ONU —en la resolución para el alto el fuego definitivo— establezca medidas para privar a Irak de armas químicas en el futuro, parece natural que impida su utilización, *ahora*, contra los kurdos.

# Kurds Retreat Before Iraqi Advance

By Alan Cowell  
New York Times Service

AMMAN, Jordan — Bereft of significant foreign backing and sensing that they had again been abandoned to a dire fate, Kurdish rebels in Iraq were reported to be falling back to mountain retreats Monday as Baghdad's forces pressed a campaign of retribution into their adversaries' northernmost redoubts.

While Kurdish spokesmen in Damascus termed the precipitate retreat from northern centers a tactical withdrawal to spare civilian lives, Iraq's official press depicted the loyalist advance as a victorious parade that virtually spelled the collapse of revolt that has seized both northern and southern areas of Iraq since Baghdad's defeat in the Gulf war.

The Iraqi press agency INA said government forces had retaken Zakho on the Turkish border after a series of withdrawals by rebellious Kurds from other northern towns, including Arbil, D'hok and the important oil center of Kirkuk.

"Hundreds of thousands of Kurds are now on the move, cramming their families and whatever they could carry into lorries, tractor-trailers, cars, taxis and any other vehicles they could find," said Jim Muir, a BBC correspondent, reporting from northern Iraq.

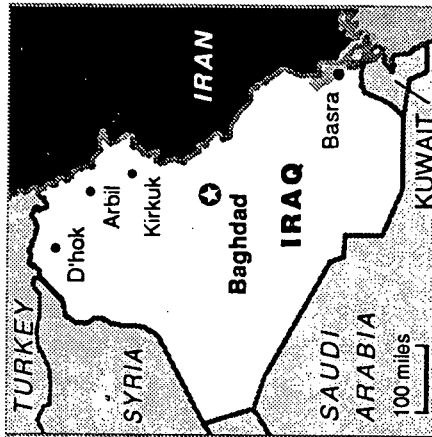
"Again and again, refugees and many other Iraqi Kurds asked Western correspondents why the coalition powers who urged the Iraqi people to rise up against Saddam now seem to be standing by and leave them to face the consequences of having done so," the correspondent

said in a radio despatch. He was referring to President Saddam Hussein.

"The Iraqi Army," a Kurdish rebel spokesman in Damascus said, "hardly fought against the allied forces but is using all its might and muscle against Iraqi civilians, including women and children."

Kurds are a non-Arab, Sunni Muslim people fragmented in mountainous areas of Turkey, Iraq, Iran, Syria and the Soviet Union. They have lost all of their many wars for self-rule. In Iraq, Kurds account for around one-fifth of the 18 million population.

A spokesman for the rebellious Kurdish Democratic Party said in Damascus, "There



was a tactical withdrawal from Kirkuk, D'hok and Arbil to spare the lives of innocent civilians and spare the cities total devastation."

The seeming collapse seemed to illuminate many ambiguities in the Kurds' plight and U.S. policy.

Kurdish officials in Damascus complained that, while U.S. statements urging President Hussein's ouster and the allied defeat of Iraq had emboldened them to rebel, neither the West nor its regional allies seemed prepared to offer effective military support to ensure a successful revolt.

That perception underscored the Kurds' perennial dilemma: While regional nations, notably Syria and Iran, have traditionally used Kurdish guerrillas as surrogates to attack their adversaries, usually Iraq, none of the Kurds' host countries sees an interest in their securing political goals that would spill over to other Kurdish communities.

Turkey, in particular, is fearful of Kurdish gains in Iraq inspiring new unrest among its own Kurdish population of 8 million. Moreover, neither the Kurds nor Shiite rebels in the south offer Iraq's neighbors the prospect of an acceptable alternative to Mr. Hussein.

[The U.S. State Department said Monday that it expected to have its first political meeting this week with representatives of Kurdish rebel groups fighting to overthrow Mr. Hussein, Reuters reported. A senior official said that the

meetings with Iraqi dissidents did not signal a shift in U.S. policy.]

U.S. troops control about 15 percent of Iraq in the south and have ordered Baghdad to ground its fixed-wing warplanes. But the United States has taken no action against Iraqi helicopters, used as gunships against rebel positions.

"They are killing any Kurd they see," the rebel spokesman said, accusing government troops of using tanks, helicopters and artillery against Kurds.

"We are facing a worse genocide than Halabja," he said, referring to a 1988 attack on Iraqi Kurds by government forces using chemical weapons that killed about 5,000 people.

Kurdish rebels have so far not acknowledged the loss of Zakho, a former rebel command post, but Turkish news reports Monday said that Iraqi government forces had also taken the border town of Habur, suggesting that Baghdad was reasserting control in the north.

The only northern center still thought to be in Kurdish hands is Sulaimaniya, near the Iranian border.

President Hussein, whose forces claim to have quelled revolt among the Shiite Muslim majority in southern Iraq, has entrusted the campaign in the north to high-ranking close aides, some of them bound to him by blood ties.

They include Izzat Ibrahim, a long-standing confidant who is Mr. Hussein's deputy on the supreme Revolutionary Command Council; Hussein Kamel Hassan, the president's son-in-law, and Interior Minister Ali Hassan Majid, a cousin who put down a Kurdish revolt in 1988 and who oversaw the first months of Iraq's occupation of Kuwait last year.

The developments in the north coincided with evidence that Iran and Iraq appeared to have rekindled a long-running proxy war. Both Iran and Iraq-based Iranian dissidents reported fighting Monday in rugged border areas east of Baghdad between Iranian Revolutionary Guards and members of the Mujahidin Khalq, opponents of the Islamic government in Tehran.

INTERNATIONAL  
HERALD TRIBUNE

2 April 1991

# Kurdistan : des milliers de morts

**LE FIGARO**

2 avril 1991

La Garde républicaine, fidèle à Saddam Hussein, a lancé une offensive éclair contre les villes du Nord tenues par les insurgés kurdes. Selon des témoins occidentaux, des centaines de milliers de civils se réfugient dans les montagnes pour échapper aux combats.

gient dans les montagnes pour échapper aux combats.

● **Les autorités irakiennes** ont annoncé la reprise, hier matin, de la ville de Zakhō, quartier général des insur-

gés, information démentie par les insurgés.

● **Sept mille soldats irakiens ont été tués** au cours des combats des dernières semaines, selon l'agence de presse iranienne.

# Irak : l'assaut final contre les Kurdes

*Après avoir perdu leur quartier général de Zakhō, les rebelles fuient vers la montagne emmenant avec eux femmes, vieillards et enfants.*

Les troupes loyales à Saddam Hussein ont reconquis hier matin la ville de Zakhō, quartier général de l'Insurrection kurde situé tout près de la Turquie et de la Syrie, selon l'agence officielle irakienne INA.

La chute de Zakhō, démentie par la résistance kurde à Damas, serait un coup dur pour les insurgés. Après avoir dû abandonner Kirkouk, Dohouk et Erbil, les combattants kurdes gardaient à Zakhō l'une de leurs dernières conquêtes.

Hier après-midi, l'armée irakienne s'appretait à donner l'assaut de Souleimanieh, au cœur du Kurdistan, rapportait l'AFP. (AFP, Reuter.)

ERBIL (Nord de l'Irak) : de l'envoyé spéciale de l'AFP

La panique après l'eupho-

rie : des dizaines de milliers de civils fuyaient dimanche le « Kurdistan libéré » devant l'offensive éclair de l'armée de Saddam Hussein.

Des hauteurs surplombant Erbil, restée pendant deux semaines la capitale des « régions libres », on peut voir, à des kilomètres à la ronde, d'interminables caravanes : voitures, camions et surtout tracteurs, chargés d'ustensiles de cuisine et de baluchons multicolores. Sur les remorques, s'entassent femmes et enfants, au milieu des poules et des moutons.

Privés d'un seul coup de leur aura de guerriers invincibles, des pechmergas (combattants kurdes) prennent place à côté des fuyards. Abou Fayed, une kalachnikov en bandoulière : « La vengeance de Saddam Hussein sera terrible. Avant, il nous massacrait parce qu'on résistait. Mainte-

nant que nous avons voulu libérer des villes entières, que va-t-il nous infliger ? »

Tous sont obsédés par la peur des armes chimiques. Dans deux hôpitaux de la région, l'envoyée spéciale de l'AFP a dénombré 80 blessés ; mais aucune victime d'arme chimique.

Quittant les routes trop étroites, les convois s'avancent à travers champs pour gagner les montagnes, garanties peut-être, de la sécurité. C'est de là, tout près de l'Irak, qu'ils étaient descendus, à la mi-mars, après les premières victoires des pechmergas dans la plaine.

La nuit, autour des feux de bois, des fuyards se réchauffent. Les hommes dorment tandis que les femmes montent la garde. « Ils essaient de reprendre des forces, car demain il

faudra dégager le tracteur de la boue », explique une femme kurde d'une quarantaine d'années.

A ses côtés, un jeune pechmerga affirme être le seul rescapé des combattants du village de Qara Hanjir, à 15 km à l'est de Kirkouk. « En fuyant je les ai vus. Ils étaient 150, tous égorgés, assure Abdel Rahman, en faisant passer son

doigt sur la gorge. Tout est fini, ne venez pas me parler de contre-attaque. Je tuis en Iran », dit-il devant 80 guerriers kurdes entassés dans un camion.

Sur la route, un pechmerga de 18 ans s'apprete à regagner les montagnes, trois semaines après les avoir quittées. « Je suis descendu à la ville. C'était trop beau pour être vrai. Les Kurdes n'auront jamais une patrie pour vivre en paix. »

Rouba KABBARA.

# Les remords de George Bush

*La Maison Blanche applique la doctrine de non-intervention devant la répression irakienne.*

*Mais si c'était à refaire, la guerre aurait peut-être été prolongée de quelques jours pour en finir avec Saddam.*

WASHINGTON :

Stéphane MARCHAND

« C'est trop tard, nous n'avons plus, juridiquement, le droit de chasser Saddam du pouvoir en Irak. » Sans cacher ses regrets, un officiel américain reconnaissait jeudi dernier dans le Washington Times que la Maison Blanche avait perdu, en interrompant la guerre le 28 février, une « occasion irremplaçable d'en finir » avec le président irakien. Le débat sur le bien fondé de cessez-le-

feu du 28 février dernier n'avait jamais cessé, aux États-Unis, depuis la fin des combats. Il a repris avec vigueur après que le général Schwarzkopf, le commandant des troupes américaines dans le Golfe, eut déclaré, mercredi soir sur la chaîne CBS, qu'il aurait souhaité disposer de vingt-quatre heures supplémentaires : « Franchement, ma recommandation (NDR : au président) avait été de continuer. Pour en faire une bataille d'annihilation. »

George Bush avait décidé d'interrompre les combats dès qu'il avait acquis la certitude que le mandat des

Nations Unies — la libération du Koweït — était rempli. Il avait alors l'espoir que la cinglante défaite de l'armée irakienne favoriserait la déposition rapide du rais par son propre entourage. Ce dénouement — idéal aux yeux des Américains — n'a pas eu lieu parce que le régime de Bagdad a du immédiatement faire face à une double pression, chiite dans le Sud, kurde dans le Nord : une menace intérieure de nature à souder le gouvernement (sunnite) de Bagdad que l'administration Bush souhaitait voir se choisir un nouveau chef après la défaite.

Quelques jours après avoir annoncé, sur un ton triomphal, que les forces irakiennes avaient été anéanties, l'administration et l'armée américaine ont dû assister à la répression brutale, par ces mêmes forces, d'une insurrection populaire. Le *New York Times* s'est fait l'écho de ces doutes : « Le général Schwarzkopf tente de se protéger contre les reproches de ceux qui l'accuseront d'avoir laissé échapper trop de matériel militaire irakien. » Des rapports chiffrés révèlent que l'Irak possède encore une force blindée considérable. Selon le quotidien new-yorkais, « il s'avère désormais que le général avait surestimé la quantité d'armes irakiennes que ses propres troupes étaient parvenues à détruire ». Le président Bush avait toujours indiqué qu'il comptait annuler la capacité irakienne à menacer ses voisins mais qu'il tenait à lui conserver les moyens de se défendre. Les militaires américains ressentent une frustration manifeste en observant les raids irakiens sur les villes rebelles. L'US Air Force doit se contenter d'abattre les avions qui décollent du territoire irakien mais

laissé, sur ordre de la Maison Blanche, opérer les hélicoptères.

### Retrait des troupes américaines

Pour l'échelon politique américain, ce bain de sang est un moindre mal s'il permet à l'Irak d'échapper au démantèlement en ses différentes composantes ethniques. Ce danger contenu, Washington espère que les comptes pourront alors se régler au sein de l'équipe dirigeante irakienne. Il n'est pas question d'apporter un soutien militaire aux rebelles. Les États-Unis estiment que ces derniers ne représentent pas une alternative politique crédible. En outre, comme le précisait, vendredi, le *Washington Post*, « les États-Unis ne jouissent pas de l'autorité morale, de l'appui international et du savoir-faire politique pour imposer un nouveau gouvernement à l'Irak ».

Cette politique de non-intervention dans la guerre civile irakienne était appuyée hier par la révélation, dans le *New York Times*, d'un premier plan de retrait des troupes américaines qui oc-

cupent le sud de l'Irak. Le Pentagone s'apprêterait à évacuer 20 000 hommes, un quart de ses forces de combat stationnées sur place. Des sources du quotidien liaient cette décision à une prochaine initiative de l'ONU. Selon ces sources, le Conseil de sécurité des Nations Unies voterait, dans quelques jours, une résolution de cessez-le-feu définitif entre Bagdad et la coalition anti-irakienne. Le Pentagone affirme également que le maintien d'une forte présence militaire américaine est inutile puisque l'armée irakienne - qui reste efficace contre les rebelles - ne représenterait plus un risque pour les forces alliées.

Malgré ces certitudes, certains spécialistes estiment que George Bush éprouve des remords et reconnaît, en son for intérieur, que le général Schwarzkopf n'avait peut-être pas tort. Le Colonel Trevor Dupuy, un des consultants militaires les plus en vue aux États-Unis, confiait ainsi au *Washington Times* : « Je vous l'assure. Si le président avait à le refaire, il laisserait la guerre se poursuivre pendant un ou deux jours de plus. »

St. M.

## Libération 2 avril 1991

### Kurdes : réactions françaises

Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a exprimé hier son indignation face à l'indifférence internationale concernant le « massacre » des Kurdes irakiens par les forces du président Saddam Hussein. « Les Kurdes (irakiens) doivent être les personnes les plus solitaires du monde. Ce qui m'indigne plus particulièrement, c'est que le cynisme revienne

aussi vite, qu'on ne s'indigne pas face aux massacres perpétrés par Saddam Hussein avec des armes que nous lui avons laissées », a-t-il déclaré à Europe 1.

Bernard Kouchner a souligné qu'il avait reçu des coups de téléphone du Kurdistan sous les bombardements au phosphore et au napalm. Il a indiqué que les médecins (étrangers) qui devaient se rendre sur place n'ont pu le faire, à l'exception de certains d'entre eux, en raison de l'avancée rapide des troupes de Saddam Hussein.

Par ailleurs, le porte-parole du Parti républicain, Ladislás Pomatowski, a estimé hier que « le silence des capitales occidentales devant ce nouveau génocide des Kurdes d'Irak est ignoble », ajoutant que le devoir de la France était de faire respecter les droits de l'homme. « M. Mitterrand et M. Dumas ont fait preuve de beaucoup d'imagination et de beaucoup d'initiative auprès de l'ONU pour éviter la guerre avec M. Saddam Hussein, ils n'ont pas le droit de se taire devant ce nouveau massacre de civils. Le devoir

de la France est de faire respecter les droits de l'homme autant que le droit international », a ajouté le député de l'Eure.

Enfin, huit membres du groupe Société civile, dont Henri Vacquin et Michel-Antoine Burnier, ont demandé hier à François Mitterrand, dans une lettre ouverte, d'expliquer « les objectifs de la non-intervention » de la France quand Saddam Hussein « écrase son peuple en s'acharnant sur les Kurdes grâce aux armes que nous lui avons fournies et que nous lui avons laissées ».

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

FRA0476 4 I 0213 FRA /AFP-MG17

Kurdes-Irak

Près de deux millions de Kurdes sur les routes de l'exode, selon le directeur de l'institut kurde de Paris

PARIS, 3 avr (AFP) - Près de deux millions de civils kurdes "se trouvent actuellement sur les routes de l'exode" en Irak sur une population de 5 millions, a déclaré mercredi soir M. Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, qui a appelé à une action internationale urgente en faveur de la population kurde "en danger de mort".

Interviewé par la chaîne de télévision FR3, M. Nezan a salué "l'initiative courageuse" de la France en faveur des Kurdes. "Mais malheureusement elle est un peu tardive et nous ne sommes pas sûrs qu'elle sera suivie par d'autres pays occidentaux", a-t-il déclaré.

Soulignant que de très nombreux kurdes se sont réfugiés dans les montagnes, M. Nezan a ajouté qu'ils manquaient d'abris et de nourriture et que "cette population était en danger de mort, s'il n'y a pas d'action internationale urgente".

"Saddam Hussein est en train de faire payer aux Kurdes toutes les défaites et les humiliations qu'il a subies dans la guerre du Koweït face à la coalition internationale. Il serait parfaitement capable d'exterminer totalement les Kurdes s'il n'y a pas d'intervention internationale urgente", a-t-il dit.

ps/bw

AFP 032021 AVR 91

# They did not ask for much

The Kurds needed medicine, food, a little petrol. The world gave them nothing, says Harvey Morris

I wonder even now what has happened to the schoolmaster. He appeared to be the only man in Kurdistan who possessed a suit. He wore it with a blue V-necked sweater, a conservative tie and half-glasses, over which he peered benignly as he sat in the schoolroom at Zakho and translated from Kurdish into meticulous English the comments of the town's guerrilla commander.

He was an unlikely revolutionary, an incongruous figure in a room crammed with *peshmerga* guerrillas dressed in baggy trousers and turbans, ammunition clips and grenades strung around their waists. That was eight days ago. By Sunday, the schoolmaster, too, was carrying a gun, a Kalashnikov, which he held awkwardly and with which he admitted he was uncomfortable.

And by now, at the headquarters of the Kurdish Democratic Party, he seemed to be the only man in charge. The *peshmerga*, he said, had gone to the front. "A report on the military situation is expected soon." He was putting on a brave face. Perhaps he already knew that the Iraqi army was just a day away and that Zakho's two weeks of freedom were about to end.

What possessed such a man to join the uprising? Perhaps he was inspired by President Bush's call to the Iraqi people to rise up against their oppressor. But why had his education not equipped him to understand that this was probably no more than the rhetoric of war? Did he really think, as did simpler folk, that the Americans would intervene to save the Kurds? If, *inshallah*, he has survived Saddam's counter-offensive, he will surely know the answer now.

A week ago the name of *Haji* Bush was on everyone's lips, as ordinary people extolled the virtues and qualities of the liberator of Kuwait. John Major was only a slightly more minor hero, and seemed to be better known in Kurdistan than he had been in Britain a year ago. But, we were asked, when would *Haji*

Bush and John Major send help? When would they order the Syrians and the Turks to allow in food? Why were the Americans not shooting down the helicopters that were slaughtering women and children in the Kurdish towns?

The schoolmaster might have explained to them that international politics is not that simple; that George Bush was constrained by the desire not to intervene in the internal affairs of a sovereign state; that, in the end, the Americans might even prefer Saddam Hussein to the uncertainty of revolution. But

*Why were Americans not shooting down the helicopters that were slaughtering Kurdish women and children?*

he, too, was carried along by enthusiasm for the uprising and the naïve belief that victory was assured. As it was, the world stood by as the uprising was crushed.

The Kurds did not ask for much: humanitarian aid first and foremost, food and medicine, petrol supplies perhaps, permission from the Americans to fly two captured government planes. They received nothing.

Politically, their demands were equally modest: a return to the 1970 autonomy agreement they signed with Saddam Hussein, but which the dictator never implemented; equality as citizens of a free Iraqi state.

"Each Kurd belongs to his Kurdish nation," Masoud Barzani, the head of the insurgent forces, explained at his headquarters in the mountains. "But as the conditions are not ripe for a Kurdish state, the strategic goal is realistically to press for autonomy within the states where Kurds live." In a free Iraq, he said, the central government would maintain control over defence, foreign affairs, the budget and oil reserves.

It was a message the Kurdish rebels had repeated countless times during the past month: that support for the Kurdish cause would not lead to the break-up of the Iraqi state. For whatever reason, the Americans and others chose not to believe them. Perhaps Washington was influenced by its allies in Turkey and the Arab world into with-



THE INDEPENDENT

Wednesday 3 April 1991

holding vital assistance. Turkey has its own Kurdish problem and has no desire to see unrest spread across its borders, while the Arabs for their part see no virtue in encouraging a recalcitrant non-Arab minority in a nominally Arab state.

The inalienable right to freedom and self-determination, for which it was felt necessary to send half the world's greatest army half-way around the world to liberate Kuwait, apparently does not extend to the Kurds, nor indeed to the rest of the Iraqi people, who are already experiencing new horrors at the hands of Saddam Hussein.

By their inaction, however, the Americans and their allies have probably saved the dictator's neck. His weapons failed him, his army deserted him, his people rose against him, and yet he is still in control. How long before relations are normalised and the world goes back to dealing with Saddam's Iraq?

This time there will be no excuse for not knowing what that regime is like, or for dismissing the opposition's horror stories as exaggerations of dissidents. The Kurdish rebellion may have failed, but it opened a small window on a closed regime.

For the first time, Western journalists have been to the Iraqi torture chambers; they have seen the wreckage of the 4,500 Kurdish villages bulldozed by the government after 1988; they have seen the resettlement villages laid out behind watch-towers and barbed wire; they have spoken to the victims of Baathist oppression, who for more than 20 years were afraid to speak. There will be no excuse now for accepting Saddam's shallow promises of reform and democracy in the face of such proof of his excesses.

One small push from the outside and he could have been overthrown. The Kurds in the north and the Shia in the south rose spontaneously, but other Iraqis were waiting for a sign from the West that their insurrection would not be in vain.

The Kurdish rebellion was vital because the Kurdish *peshmerga* was the only capable

fighting force on the opposition side. The Shia rebels in the south were disorganised by comparison. Even so, a strong signal from Washington that it would not tolerate the slaughter of civilians in a country, part of which America occupies, might have encouraged the rest of Iraq to rise up, too. But the signal never came.

The Kurds tried to persuade the Arabs of Mosul to revolt, refusing themselves to attack an Arab town. The loss of Mosul

might have spelt the end for Saddam, but the people of the city were too terrorised to move. Who, after all, would save them if things went wrong? Not America, not Britain, not France.

The Iraqi people have already suffered enough in an almost unbroken decade of war, first against the Iranians, then against the allies. What can they look forward to now? In a suburb of Arbil an abandoned carpet shop leans at a crazy angle

next to two enormous craters left behind by Mirage jets that bombed the nearby telephone exchange in late January. Next door live a middle-class Kurdish businessman and his Arab wife. What does she look forward to, after having come so close to death? "I fear now it is the government that will come and kill us with planes and helicopters."

*Harvey Morris is the Deputy Foreign Editor of 'The Independent'.*

THE GUARDIAN  
Wednesday April 3 1991

US insists on keeping out of Iraqi affairs but meets opposition figures

## France and Turkey urge UN action on Kurdish ordeal

Jane Rosen in New York,  
Paul Webster in Paris,  
Mark Tran in Washington,  
and Reuter in Ankara

**T**URKEY said yesterday that more than 200,000 people fleeing Iraq were in danger of dying near its frontier and called for an urgent meeting of the United Nations Security Council to help them.

"The National Security Council has established that over 200,000 people, mostly women and children, are facing danger of death near our borders," the council, headed by President Turgut Ozal, said in a statement released after a two-hour meeting.

Concern over the plight of Kurds fleeing from the Iraqi army spread yesterday, as France asked other members of the UN Security Council to find some way to support the Kurds, whose rebellion is being suppressed by the Iraqi army.

But the Soviet ambassador said the council could not get involved in what was basically a domestic affair.

Initially, according to diplomats, the French suggested a council resolution condemning the Iraqi repression.

When few members supported that, the French deputy ambassador suggested that the president of the council should make a statement expressing

concern over the Kurds' plight. Even that proposal drew criticism from some members, who feared it might set a precedent for the council to insert itself in internal controversies.

The French move, which followed contacts with other countries, including Britain, was inspired by humanitarian reasons, according to sources in Paris. It followed a moving protest by the minister for humanitarian affairs, Bernard Kouchner, who criticised what he called international cynicism at the massacre of Kurds by the Iraqi army.

"The Kurds must be the most solitary people on earth," he said. "Cynicism has come back so quickly that we don't protest against the massacres perpetrated by Saddam Hussein with the weapons we have left him."

Dr Kouchner, who formerly headed Médecins sans Frontières, said he had received telephone calls from Kurdistan saying that napalm and phosphorous bombs were being used against the Kurds. But foreign doctors who had gone to their aid were unable to get through because of the rapid advance of President Saddam's troops.

The French Socialist Party and the rightwing Republican Party also called on the French government to act to protect human rights. The Republican Party spokesman, Ladislas Poniatowski, said that the silence of

Western capitals in the face of a new wave of genocide was disgraceful.

But sources in Washington remained adamant that the US would not intervene further in the civil war in Iraq. A senior commander said yesterday the US had accomplished its military mission in the Gulf and should refrain from intervening because the uprising was an internal Iraqi problem.

"I think the decision made by the command authority, and in particular our commander-in-chief, was the right one," said Lieutenant-General Calvin Waller, deputy commander of US forces in the Gulf war, who acknowledged that some of his soldiers were itching to throw their support behind the Shi'ite rebels being pummeled by superior weaponry in southern Iraq.

But Gen Waller said: "I don't think the soldiers in many cases understand that we have accomplished the mission that the President of the United States and the national command authority established."

Gen Waller dashed any lingering hope of a change in US policy, despite a meeting today between senior State Department officials and Kurdish and other Iraqi opposition representatives in Washington. Participants are to include Kurdish Americans.

The meeting would be the first since the State Depart-

ment's senior human rights officials conferred with Kurdish representatives in March. That meeting was devoted solely to human rights matters, but today's is expected to deal with a much broader range of issues, including the fighting in Iraq. The State Department said the US was willing in principle to meet representatives of Shi'ite rebels as well.

But US officials said the consultations did not herald any change in the hands-off policy, although the Bush Administration has come under considerable criticism for having virtually incited anti-government forces to rise up against President Saddam.

US defence officials meanwhile knocked down Kurdish rebel claims that the rebels had retaken the important city of Kirkuk in northern Iraq, saying that troops loyal to President Saddam appeared to remain in control.

"No, it has not been recaptured. The Kurds have pulled back into the mountains basically," one official said.

Earlier, a Damascus spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan claimed that more than 10,000 fighters of the Kurdistan Front had re-entered Kirkuk, six days after being driven out by Iraqi troops. US officials said President Saddam's forces appeared to be close to crushing rebels forces in the north and south.

ACPO70 PR:03 PEXIGNW IRAK

524

KURDES-REPRESSION-NEZAN-

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

LA REPRESSION AU KURDISTAN IRAKIEN

LES KURDES ONT ETE TROMPES

Paris, 3 avril - Les Kurdes ont commis une lourde erreur. Celle de s'être crus investis de l'appui des vainqueurs de la coalition anti-irakienne, pour se soulever contre le régime de Saddam Hussein. Une crédulité dont "ils payent aujourd'hui le prix", constate amèrement Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris.

Jamais, depuis 1925, même au plus fort des massacres de mars 1988, les Kurdes irakiens n'avaient subi une répression aussi meurtrière et systématique. Les réactions de la communauté internationale, toutes empreintes, comme il se doit, de grands élans de commisération, n'ont guère été accompagnées, pour l'instant, d'actions politiques significatives. Si l'on excepte les tentatives française et turque.

La manière la plus commode de fermer les yeux reste le retranchement derrière l'"intouchable" principe onusien de "non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat". "Une vaste hypocrisie, une bien piètre feuille de vigne", répond à cela Kendal Nezan. "Les Occidentaux s'ingèrent constamment dans les affaires intérieures des Etats. Que n'ont pas fait les Etats-Unis pour les Contras nicaraguayens, les moudjahiddin afghans? Et l'Afrique du Sud, les Palestiniens, la Pologne", s'interroge-t-il? Selon lui, il est clair que les Kurdes n'auraient pas dû se lancer dans cette insurrection aussi aveuglément. Pendant et après le dernier conflit du Golfe arabo-persique, l'oreille collée au transistor, ils n'ont cessé d'écouter les appels à la révolte contre Bagdad que leur lançaient à longueur de journée "La Voix de l'Amérique", la BBC en langue arabe ou la radio saoudienne. Une propagande qui a fait mouche. Puis, il y a eu l'exemple des insurgés chiites, au Sud, manipulés par Téhéran.

L'autonomie... pas plus

La bonne étoile des Kurdes n'était qu'un "leurre". La plupart des villes kurdes sont désormais désertes. Saddam Hussein "règne" dans le Nord, sur des villes fantômes. Près de 700 000 Kurdes sont amassés à la frontière de l'Irak, 200 000 à la frontière turque, tandis que 60 000 ont déjà fui le pays. Environ 1 million d'autres se terrent dans les vallées et les montagnes du Kurdistan irakien. Dans l'hypothèse où Saddam Hussein maintient et consolide son pouvoir à Bagdad, la communauté est menacée de disparaître du pays. Que faire alors, sinon implorer les mêmes qui ont réussi à faire mordre la poussière au président irakien?

Au nom de l'équilibre dans la région, Américains et Saoudiens ne souhaitent pas un régime démocratique à Bagdad et lui préfèrent, avance Kendal Nezan, "une dictature militaire arabe sunnite sans Saddam Hussein". Les réticences américaines sont illustrées par les positions du secrétaire d'Etat, James Baker, et du conseiller à la sécurité nationale, Brent Scowcroft, tous deux très influents auprès du président américain, George Bush. Ils estiment qu'Israël, l'Arabie Saoudite, la Turquie et la Syrie veulent préserver l'unité territoriale de l'Irak. Comme si les Kurdes avaient l'intention de déplacer les frontières de la région. "Ils ne revendiquent pas un Etat pour eux, rappelle Kendal Nezan. Ils sont tout simplement favorables à une démocratie pluraliste et parlementaire, qui leur assure l'autonomie". Des exigences, dont la réalpolitik n'a visiblement que faire.



Edward Mortimer

# The world fails Kurds again

FINANCIAL TIMES 3 April 1991



FOREIGN AFFAIRS

Once again the Kurds have been left to their fate. It is such a familiar pattern that they cannot really be surprised. But they might have thought that things had changed with the Iraqi invasion of Kuwait last August. Their capacity to tie down substantial Iraqi forces by guerrilla activities in the mountains had been proved and their desire for Saddam Hussein's downfall could not be doubted. Surely they were natural allies for the anti-Saddam coalition.

They were not treated as such. Indeed, the US administration until last week was firmly refusing to have any contact with their leaders or representatives. On February 15, however, President Bush did publicly urge the Iraqi people "to force Saddam, the dictator, to step aside". Obviously what he had in mind was not a popular uprising but a military coup followed by an order to Iraqi forces to withdraw from Kuwait, thus averting the necessity for a ground war.

That did not happen. The ground war went ahead with lightning speed, and on February 28 Mr Bush called a halt. Allied commanders had claimed the Iraqi army was, to all intents and purposes, destroyed. Within days virtually the whole of Iraq was in a state of insurrection, whereupon the Kurds joined in. Clearly they did not do so on the basis of any specific promise of allied support. They must simply have thought that this was the best chance ever of getting rid of Saddam, and that their children would not forgive them if they let it pass.

In addition, they were encouraged by an apparent change of heart in the Turkish capital, where two of their leaders were told by foreign ministry officials that President Turgut Ozal favoured any democratic solution of the Kurdish problem within Iraq, provided that it did not lead to an independent Kurdish state. This was no problem, since all the Kurdish parties in Iraq accept that the territorial integrity of the country should be maintained, and in recent months they have been co-operating closely with Arab

## The west should have ensured that the civil war in Iraq was fought on more equal terms

based opposition movements. What they were not prepared for were the following American attitudes:

- Public statements of cold neutrality or refusal to interfere in Iraq's "internal affairs";
- Disclosure of Pentagon intelligence assessments, predicting the regime's victory over the rebels;
- Repeated unattributable briefings to the effect that the US hoped the armed forces would crush the insurrection before overthrowing Saddam;
- Continued refusal to meet Iraqi opposition spokesmen, followed by a public claim that no request for such a meeting had been received.

Things seemed to be changing when Mr Bush publicly denounced Iraq's use of helicopter gunships against the rebels, and especially when the US shot down two fixed-wing aircraft. But then last Tuesday

with overwhelmingly superior allied forces still occupying part of the country, it was appalling to hear a White House spokesman say last Friday: "It is for those Iraqi people to make a decision as to their political future," as if some kind of peaceful election or referendum were being held.

When one puts these points to US representatives, they say: "OK, but what would you have us do? Everyone has warned us to stay within the terms of the UN mandate, which confined our war aims to the deliverance of Kuwait, and not to occupy Baghdad or impose a government of our choosing on Iraq." That is true and I am the last person who can deny it - having spelt out at some length the dangers of trying to remove Saddam Hussein by direct military action in this column on February 5.

What I cannot accept is the

## It was appalling to hear the White House say: 'It is for those Iraqi people to make a decision as to their political future,' as if some kind of peaceful election or referendum were being held

the White House announced that US forces would *not* attack helicopters unless they posed an immediate threat to allied forces. It is hard to see what effect could have been expected from this announcement other than to remove any restraint on the use of helicopters against the insurgents, and thus to strike a body blow against their morale.

Although large parts of the Iraqi army had disintegrated or even gone over to the rebels with their weapons, it is clear that the most disciplined and heavily armed units remained on the government side.

Also, they had plentiful supplies of food and fuel, both of which - as well as medical equipment - the insurgents acutely lacked. The UN decision to lift sanctions on food deliveries was certainly justified on humanitarian grounds, but was applied only to the government-held areas.

With all this going on, and

suggestion that an allied march on Baghdad was the only alternative to the policy in fact adopted. There are so many things that could and should have been done short of that to ensure that the civil war was fought on more equal terms, with at least a chance for the Iraqi people to throw off their oppressors. Here are some suggestions, starting with what is, and was, politically the easiest:

- The US president and British prime minister could emulate their Turkish colleague by stating their preference for a democratic solution for Iraq; and Mr Bush should publicly disavow statements by his subordinates suggesting that they regarded a government victory as necessary or preferable to victory for the insurgents. The least that Britain and the US could do is to support the French call for an emergency UN Security Council session.
- They should endorse the

programme on which all Iraqi opposition groups are agreed, namely respect for human rights, free elections and autonomy with a full share in central government for the Kurds, making it clear that in their eyes the territorial integrity of Iraq must be maintained through the free consent of its peoples.

● They could have made sure that food, fuel and medical supplies reached the areas held by the rebels, directly through allied lines in the south, and through Turkey, Syria and Iran in the north. Even now they could make an effort to supply the Kurds who have fled to the mountains.

● They could have, and should even now, give clear warning that from now on both fixed-wing aircraft and helicopters taking part in operations against the rebels will automatically be shot down, and that any use of chemical weapons will lead to a resumption of allied air attacks on pro-government units.

● They should make it clear that they hold Saddam Hussein and other named individuals personally, rather than the Iraqi people collectively, responsible for atrocities and violations of international law committed in Kuwait and elsewhere, and that therefore their attitude both to the lifting of economic sanctions and to aid for the reconstruction of Iraq, will depend on whether those individuals remain in office or are brought to account.

● They should state that allied forces will not withdraw from Iraq until there is a stable government enjoying the confidence of neighbouring countries.

● They could have supplied weapons to the insurgents, to enable them to defend themselves and their people against weapons previously supplied to the government from outside sources.

All these options have been rejected, apparently because the priority was to "prevent the disintegration of Iraq". The repeated statements of opposition leaders that this coup is their objective have been simply brushed aside, while the methods used by Saddam Hussein "to hold the country together" have been given an implicit endorsement. If this is the "new world order" that we fought the Gulf war to establish, it is hardly an improvement on the old one.



The Globe and Mail, Wednesday, April 3, 1991

**JUST WHAT WAS SAID / Iraq's internal struggle for power is likely to be nasty, brutish and long, says The New York Times**

## Weighing Saddam Hussein against U.S. interests

From an editorial in The New York Times:

**H**OW can the U.S. stand idly by? How can Americans watch Saddam Hussein's army crush opponents of his hateful regime without doing anything? . . .

The U.S. pledged in UN resolutions to preserve Iraq's territorial integrity. Helping the rebels could lead to its disintegration. The U.S. would also prefer to have Saddam replaced by a regime that promotes the rights and aspirations of all Iraqis. But any regime put together by the U.S. and imposed on Iraq would not last long.

The Bush administration has signed onto very tough cease-fire terms that will help contain Iraq and undermine Saddam. Those terms, which are expected to win Security Council approval shortly, require the

U.S. to withdraw from Iraq, not get in deeper. . . .

Sure, the U.S. Air Force could keep Iraqi helicopters from flying. But that would not protect the rebels from attack by Iraqi ground forces. Sure, the air force could also attack Iraqi tanks and armoured vehicles. But nothing short of occupying the country could protect the Iraqis from each other. Such an occupation could turn out to be a dangerous mission with no clear end in sight. Risking American lives for uncertain ends is not likely to command much support from the Pentagon or the public, or from other members of the coalition.

Sure, the U.S. would like to see Saddam ousted. But any regime that had America's blessing would be anathema to most Iraqis. . . . Sure, the U.S. could give military aid to the Shiite and Kurdish rebels who are fighting for greater autonomy. But that would weaken Iraq and invite meddling by neigh-

bours like Iran and Syria, which would not necessarily advance U.S. interests. . . .

Even if Baghdad temporarily suppresses the rebellion, Iraq's internal struggle for power is likely to be nasty, brutish, and long. . . .

The U.S. and its allies took on the task of liberating Kuwait. Those who now want America to take on the added job of reforming Iraq risk turning mission accomplished into mission impossible.

Actress Bette Midler in an interview with The Sunday Times of London.

I'm actually not a trashy kinda girl. . . . Personally, I like architecture and interior decoration and reading; not too many noisy pursuits because it's a noisy kinda life. . . .

Nowadays I lead a fairly simple life. I don't go out with other stars. Although I

live in LA you almost cannot find another actor or actress there. I think they all live in Aspen or Montana. So the eyelashes never come out of the box, the wig stays on the block, the bras are in the drawer. I'm not that interested in clothes anyway and at home I walk around undressed most of the time.

Between pictures I tend to just let my appearance go and then spruce up in time for the next one. But maintenance at my age is hard. . . . People lean out of their cars and go, "Oh, she got so fat!" Well, sometimes.

The Globe and Mail welcomes outside contributions to its commentary pages. Writers whose work is accepted will be notified within two weeks. Unaccepted manuscripts will be returned only if accompanied by a self-addressed, stamped envelope.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRFR

FRA0476 4 I 0213 FRA /AFP-MG17

Kurdes-Irak

Près de deux millions de Kurdes sur les routes de l'exode, selon le directeur de l'institut kurde de Paris

PARIS, 3 avr (AFP) - Près de deux millions de civils kurdes "se trouvent actuellement sur les routes de l'exode" en Irak sur une population de 5 millions, a déclaré mercredi soir M. Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, qui a appelé à une action internationale urgente en faveur de la population kurde "en danger de mort".

Interviewé par la chaîne de télévision FR3, M. Nezan a salué "l'initiative courageuse" de la France en faveur des Kurdes. "Mais malheureusement elle est un peu tardive et nous ne sommes pas sûrs qu'elle sera suivie par d'autres pays occidentaux", a-t-il déclaré.

Soulignant que de très nombreux kurdes se sont réfugiés dans les montagnes, M. Nezan a ajouté qu'ils manquaient d'abris et de nourriture et que "cette population était en danger de mort, s'il n'y a pas d'action internationale urgente".

"Saddam Hussein est en train de faire payer aux Kurdes toutes les défaites et les humiliations qu'il a subies dans la guerre du Koweït face à la coalition internationale. Il serait parfaitement capable d'exterminer totalement les Kurdes s'il n'y a pas d'intervention internationale urgente", a-t-il dit.

ps/bw

AFP 032021 AVR 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0506 4 PI 0220 FRA /AFP-M064

France-Kurdes

Bernard Kouchner : "Il n'est jamais trop tard pour essayer de sauver des gens"

PARIS, 3 avr (AFP) - Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a affirmé, mercredi soir, avant de quitter Paris pour Ankara puis la frontière avec l'Irak où affluent les réfugiés kurdes, qu'il n'était "jamais trop tard pour essayer de sauver des gens".

"Une vie sauvée, c'est déjà beaucoup", a-t-il déclaré à l'AFP, indiquant qu'il allait examiner sur place les besoins de ces réfugiés kurdes, victimes de la repression des forces du président irakien Saddam Hussein.

Rappelant qu'il s'était lui-même occupé d'action humanitaire depuis 1974 dans le cadre d'organisations humanitaires, M. Kouchner a souligné que les Kurdes "étaient un peuple malheureux qu'il fallait aider".

Il a précisé qu'il allait se rendre à Diyarbakir, près de la frontière, située dans le Kurdistan turc, dans le Sud-Est de la Turquie.

Ce voyage a été décidé, mercredi, par le gouvernement français qui a voulu faire un geste humanitaire spectaculaire en faveur des Kurdes, remarquent les observateurs.

Mardi, la France a présenté un texte au Conseil de sécurité de l'ONU afin de tenter de mettre fin à la repression dont est victime la population irakienne, en particulier les Kurdes et les Chiites.

MJ/mst

AFP 032125 AVR 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0410 3 I 0262 FRA /AFP-LS90

France-Kurdes-Turquie

M. Kouchner se rendra à Ankara puis à la frontière irako-turque

PARIS, 3 avr (AFP) - Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner quittera Paris mercredi soir pour se rendre à Ankara et, de là, à la frontière entre la Turquie et l'Irak, où affluent des réfugiés kurdes irakiens, a-t-on indiqué de bonne source à Paris.

Le secrétariat d'Etat a indiqué dans la soirée à l'AFP que M. Kouchner se rendrait à Ankara à bord d'un avion du GLAM (Groupe de liaisons aériennes ministérielles) mercredi soir et qu'il serait "opérationnel" le lendemain pour organiser une aide aux réfugiés.

M. Kouchner ne devrait pas entrer en territoire irakien, a-t-on indiqué de bonne source.

Le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas avait annoncé un peu plus tôt devant l'Assemblée Nationale que M. Kouchner se rendrait dans la région, à la demande du gouvernement français, pour venir en aide aux populations kurdes.

Il avait précisé que la Turquie a autorisé la France à utiliser son territoire pour acheminer une aide humanitaire vers les populations kurdes d'Irak, qui font face à une répression brutale des troupes de Bagdad. Le ministre, a indiqué que Paris attendait un feu vert similaire de l'Iran pour acheminer "par l'autre frontière une aide par camion aux populations kurdes".

Dans la matinée, le président François Mitterrand avait annoncé en Conseil des ministres qu'en cas de "carence" de l'ONU, la France poursuivrait seule l'action humanitaire et diplomatique qu'elle a entreprise en faveur des Kurdes.

mj-ps/pc

AFP 031910 AVR 91

FRA0465 4 I 0298 FRA /AFP-ME07

France-Kurdes

M. Dumas : M. Kouchner chargé d'organiser la distribution de l'aide française aux Kurdes réfugiés à la frontière irako-turque

PARIS, 3 avr (AFP) - La visite jeudi du secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, à la frontière de la Turquie avec l'Irak vise à organiser sur place la distribution de l'aide humanitaire que la France va envoyer aux réfugiés kurdes fuyant la répression de l'armée irakienne, a indiqué mercredi soir le chef de la diplomatie française Roland Dumas.

Interrogé par la presse à l'issue d'une audition par la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Dumas a précisé que cette aide concernait pour l'instant quelque 45.000 kurdes irakiens, en majorité des femmes et des enfants, qui ont déjà pénétré en Turquie ou attendent à la frontière de pouvoir le faire.

Cette aide --75 tonnes de médicaments, vivres, couvertures et vêtements-- devrait être acheminée jeudi par un Boeing 707 spécial jusqu'à Diyarbakir (est de la Turquie) puis par camions jusqu'à la frontière. La distribution des deux cotés de la frontière se fera par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales présentes sur place, a indiqué le ministre en soulignant qu'il n'était pas question que M. Kouchner pénètre en territoire irakien.

Un autre Boeing 707 transportant lui aussi 75 tonnes de secours attend le feu vert de Téhéran pour se rendre en Iran, où son chargement sera ensuite acheminé par camion vers la frontière irakienne, a ajouté M. Dumas.

Par ailleurs, a indiqué le ministre, la France va débloquer des crédits d'urgence pour acheter du riz en Turquie afin de nourrir les réfugiés.

M. Kouchner doit partir mercredi soir pour Ankara et sera sur place dès jeudi pour réceptionner l'aide.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRA0253 4 I 0169 FRA /AFP-IZ82

Kurdes-France

Grève de la faim à Paris pour dénoncer la répression contre les Kurdes en Irak

PARIS, 3 avr (AFP) — L'Alliance kurde, qui regroupe la plupart des organisations kurdes, a appelé à une grève de la faim à partir de mercredi après-midi devant Notre Dame de Paris, pour dénoncer "le massacre du peuple kurde", a annoncé cette organisation.

L'Alliance, qui a été fondée il y a environ un mois et regroupe les partis du Kurdistan d'Irak, d'Iran, et de Turquie, dont le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak de Massoud Barzani et l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak de Jalal Talabani, appelle également à une manifestation en fin de semaine à Paris.

Cette grève de la faim, qui vise à dénoncer le massacre du peuple kurde et demander au gouvernement français d'agir sans délai pour y mettre fin, est soutenue par SOS Racisme, a précisé cette dernière organisation dans un communiqué.

Plusieurs dizaines de Kurdes s'étaient rassemblés en début d'après-midi sur le parvis de Notre Dame.

ps/pc

AFP 031513 AVR 91

LE MONDE 3 avril 1991

### La répression dans le nord de l'Irak

## Des milliers de Kurdes se sont réfugiés en Turquie

**Les autorités turques ne sont pas pressées de voir arriver de nouvelles vagues de réfugiés kurdes sur leur territoire. Un bon tiers de ceux qui avaient fui en Turquie les armes chimiques irakiennes en 1988 vivent toujours dans des camps, et les combats acharnés de ces derniers jours au Kurdistan irakien leur laissent peu d'espoir de regagner leurs villages.**

ISTANBUL

*de notre correspondante*

Captées dans le sud-est de la Turquie, près de la frontière irakienne, les radios des rebelles kurdes lancent ces jours-ci des appels à l'aide désespérés et pleins d'amertume. « Saddam est en train de transformer le nord de l'Irak en boucherie. L'Amérique nous a poussés à l'action puis nous a abandonnés. » Des dizaines de milliers de réfugiés kurdes irakiens ont fui

vers l'Iran et trois milles autres sont arrivés dernièrement en Turquie, témoignant de la vigueur de la contre-attaque des forces gouvernementales loyales à Saddam Hussein.

La ville de Zakho, située sur la route qui mène de la Turquie à Bagdad, et qui contrôle l'accès des rebelles à la Syrie, est tombée lundi matin, ce qui a forcé les combattants kurdes à se replier en direction des montagnes. Selon des témoignages recueillis à la frontière turque, à quelques kilomètres seulement de Zakho, des tirs d'artillerie lourde ont retenti pendant toute la nuit du dimanche 31 mars au lundi 1<sup>er</sup> avril, suivis au matin par le grondement des hélicoptères et le crépitement des mitraillettes.

En fin de matinée, l'intensité des combats avait diminué alors que les forces loyalistes reprenaient le contrôle de la ville. La route principale entre l'Europe et Bagdad, ainsi que l'oléoduc qui traverse la Turquie, sont désormais à nouveau aux mains du gouvernement irakien. Isolés et mal équipés, les

rebelles kurdes voient une fois de plus leur rêve d'autonomie leur échapper, alors que les villes qu'ils avaient récemment enlevées sont reprises l'une après l'autre. Certains témoignages mentionnent l'usage d'avions militaires, en contravention avec les termes du cessez-le-feu allié et les radios des rebelles affirment que les troupes de Saddam Hussein utilisent des obus au phosphore et des armes chimiques.

### ***L'exode massif de 1988***

Parmi les trois mille réfugiés qui viennent d'arriver en Turquie après une longue marche à travers les montagnes, certains ont été déplacés vers l'intérieur du pays, d'autres sont logés sous la tente près de la frontière, dans l'attente d'une solution durable. La majorité des réfugiés accueillis par la Turquie sont d'origine turcomane, quelques-uns sont chrétiens, mais peu d'entre eux sont kurdes, ce qui laisse supposer que les représen-

tants de cette minorité ne sont pas accueillis avec beaucoup d'enthousiasme par les autorités turques. Le gouvernement ne souhaite pas augmenter la population kurde en Turquie et craint une répétition de l'exode massif de l'été 1988 au cours duquel plus de 60 000 Kurdes irakiens étaient venus se réfugier en Turquie lorsque les forces armées irakiennes avaient bombardé leurs villages avec des armes chimiques.

La France, qui a accueilli plusieurs centaines de ces réfugiés kurdes irakiens à l'initiative de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand et de son association France-Libertés, est un des rares pays à s'être activement intéressé à leur sort.

Presque trois ans plus tard, un tiers de ces réfugiés vivent toujours dans des camps en Turquie. Les combats acharnés qui viennent de se dérouler ont une fois de plus détruit leurs espoirs de pouvoir retourner chez eux dans un proche avenir.

NICOLE POPE

LE MONDE 3 avril 1991

## La répression des nationalistes kurdes

## L'armée irakienne semble avoir mis en déroute la plupart des insurgés

Des milliers de réfugiés venant du Kurdistan irakien affluent à la frontière turque, alors que, après la reconquête de Kirkouk, Irbil et Dohouk, les forces de Bagdad semblent avoir marqué de nouveaux points dans leur lutte contre l'insurrection kurde. L'Irak a ainsi affirmé, lundi 1<sup>er</sup> avril dans la soirée, avoir repris le contrôle de la ville de Zakho, proche de la frontière. Selon des indications provenant de Turquie, l'armée irakienne a aussi réinvesti le poste frontalier de Habur. Les troupes de Bagdad s'apprêtaient, dans la nuit de lundi à mardi, à lancer un assaut pour reprendre aux insurgés la ville de Soulaymaniah, située au cœur du Kurdistan.

De retour d'une tournée dans le nord, M. Izzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique irakienne, a « transmis au président Saddam Hussein les vœux du peuple kurde et ses profonds remerciements pour l'intérêt qu'il lui a porté »...

La « victoire irakienne », reconquise par les rebelles kurdes, a semé un vent de panique dans le « Kurdistan libéré ». En proie à la terreur d'une éventuelle attaque aux armes chimiques, la population s'enfuit au hasard devant l'offensive des troupes de Bagdad, commencée jeudi, a rapporté lundi l'envoyée

spéciale de l'AFP au Kurdistan, Rouba Kabbara. Elle ajoute que, des hauteurs surplombant Irbil, devenue pour deux semaines la capitale des « régions libres », elle a pu voir jusqu'à dimanche, à des kilomètres à la ronde, « d'interminables caravanes de voitures, de camions et surtout de tracteurs, chargées de baluchons de toutes les couleurs et d'ustensiles de cuisine. Sur les remorques s'entassaient femmes et enfants au milieu des poules et des moutons. Des peshmergas (combattants kurdes), redevenus soudain des civils affolés, privés de leur aura de guerriers redoutables, avaient pris place sur les véhicules des fuyards, cherchant eux aussi à mettre à l'abri leurs familles. »

## Une grande amertume

L'envoyée spéciale de l'AFP, qui a compté cent vingt localités entièrement rasées et dont la population avait été déportée, il y a un an, vers des centres d'hébergement spécialement construits à cet effet à Irbil, Dohouk et Zakho, écrit que ces populations, jetées à nouveau sur les routes, étaient obsédées par la peur des armes chimiques. « On nous bombarde aux gaz », criaient-ils aux journalistes, qui n'ont jamais pu confirmer ces affirmations. Dans deux hôpitaux de la région, Rouba Kabbara a dénombré quatre-vingt un blessés dont aucune victime d'arme chimique. Le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a en outre dit que les armes chimiques n'avaient pas été utilisées depuis le début de

l'insurrection kurde de mars. L'euphorie a cédé la place à une grande amertume. Un jeune peshmerga, qui avait quitté les montagnes il y a trois semaines à l'annonce des victoires de la résistance et s'apprête à les regagner, a déclaré : « J'ai toujours pensé que j'étais condamné à vivre dans les montagnes. Je suis descendu à la ville et j'ai vécu dans l'euphorie. Mais je savais que c'était trop beau pour être vrai. Les Kurdes n'auront jamais une patrie où ils pourront vivre en paix et en liberté. »

M. Massoud Barzani, l'un des principaux dirigeants kurdes d'Irak, leader du PDK et président du Front du Kurdistan irakien, a demandé lundi aux dirigeants occidentaux et au secrétaire général des Nations unies de venir à l'aide des populations kurdes « massacrées » en Irak. Ce message adressé aux présidents américain et français, George Bush et François Mitterrand, ainsi qu'au premier ministre britannique John Major, et à M. Javier Perez de Cuellar, rejette sur le président Saddam Hussein l'entière responsabilité des combats. « Le régime irakien a affronté les manifestations et les protestations pacifiques du peuple irakien par le feu et le fer, transformant celles-ci en affrontement armé », dit-il notamment. « Les forces gouvernementales ont massacré des milliers de civils innocents, enfants, femmes et hommes qui s'ajoutent aux milliers de victimes des bombardements aériens, des tirs de missile et d'artillerie lourde... A cause de cette sauvagerie, plus de trois millions de Kurdes ont quitté les villes et les agglomérations, se réfu-

giant dans les montagnes et les vallées alors que d'autres se dirigent vers les frontières de l'Iran et de la Turquie en pleine saison froide et pluvieuse », poursuit M. Barzani, qui réclame l'envoi de vivres, de médicaments et de tentes pour les civils réfugiés. Il demande aux Nations unies, à la Croix-Rouge internationale et à d'autres organisations humanitaires de venir aux secours des populations et exhorte le Conseil de sécurité de l'ONU à mettre en garde Saddam Hussein contre l'utilisation des armes pour un « massacre collectif ». « Le soulèvement populaire - qui est en fait un référendum - a montré que le régime actuel ne représente pas le peuple irakien », dit en conclusion le dirigeant kurde.

Les Kurdes sont également harcelés par les autorités turques. La presse d'Ankara de lundi, sur la foi de déclarations de villageois de la zone frontalière turco-irakienne, affirme, malgré les démentis officiels de l'état-major et du gouvernement turcs, que l'armée serait entrée en territoire irakien pour poursuivre un groupe de rebelles kurdes de Turquie dans le cadre d'une opération menée dans le sud-est anatolien. Selon le quotidien *Milliyet*, de larges opérations de commandos soutenus par des hélicoptères Sikorsky armés de missiles sont effectuées aux alentours de la ville de Sîrnâk, proche de la frontière irakienne, d'où s'infiltrèrent depuis trois jours des centaines de réfugiés irakiens fuyant devant l'armée de Bagdad. — (AFP, AP, Reuter.)

(Lire page 48 : Des milliers de Kurdes se sont réfugiés en Turquie.)

LE MONDE 3 avril 1991

Bien que prenant acte de l'échec de la révolte en Irak

# Les Etats-Unis se disent prêts à rencontrer les leaders de l'opposition kurde

Aux Etats-Unis, où l'attitude attentiste et la passivité de l'administration devant la répression sanglante exercée par les troupes de Saddam Hussein en Irak suscitent plus d'une critique, le département d'Etat vient de faire un premier « geste » : Washington recevra dès cette semaine les leaders de l'opposition kurde, tandis que pour affaiblir Bagdad, le département du Trésor vient d'entreprendre une véritable chasse aux avoirs irakiens.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis ont-ils attendu que la défaite de l'insurrection des Kurdes d'Irak soit pratiquement consommée pour annoncer une modification de leur politique à l'égard de l'opposition kurde ? Les responsables de l'administration, qui refusaient jusqu'à présent

bien de commentateurs conservateurs, qui regrettent que M. Bush n'ait pas profité des circonstances pour régler définitivement son compte au dictateur irakien, que de libéraux, qui s'étaient opposés à la guerre, mais s'étonnent de l'indifférence manifestée par la Maison Blanche à l'égard des souffrances de la population irakienne. Mais ces critiques restent minoritaires, la masse de l'opinion s'intéressant désormais à autre chose, tandis que plusieurs grands quotidiens – comme le *New York Times* et le *Washington Post* – jugent qu'il est de l'intérêt bien compris des Etats-Unis de ne plus se mêler des affaires intérieures de l'Irak.

Lundi, 1<sup>er</sup> avril, comme les jours précédents, le porte-parole du département d'Etat a donc continué à rendre compte, sur un ton neutre, de l'évolution de la situation sur le terrain. Il a fait état de combats en divers points du territoire irakien, non seulement au nord de Bagdad et dans la région de Kirkouk, mais aussi

américain a par la suite abandonné cette exigence. Plusieurs responsables de l'administration ont explicitement indiqué, au début de la semaine écoulée, que l'interdit ne portait plus que sur l'usage des avions, et cette précision était apparue comme une sorte de feu vert donné à Saddam Hussein, rendu libre ainsi de recourir à l'arme la plus redoutée par les insurgés : les hélicoptères.

## Que faire des réfugiés irakiens ?

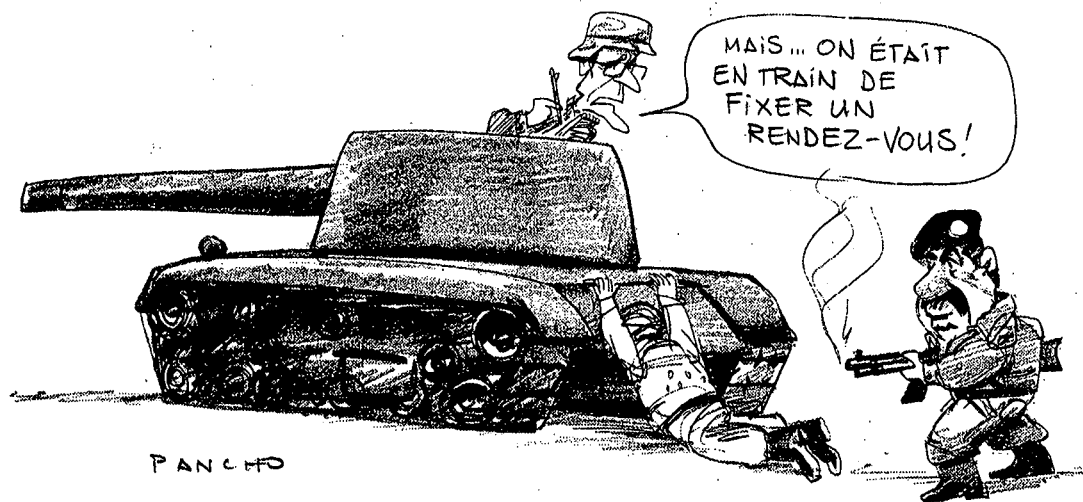
Lundi, les trois principales chaînes de télévision américaines ont donc ouvert leur journal du soir en annonçant la « victoire de Saddam Hussein », des mots qui sonnaient de manière étrange dans un pays qui célèbre depuis un mois la défaite du dictateur irakien, incarnation du « mal » terrassé par l'Amérique. L'administration, pour sa part, veut croire que cette « victoire » sur le front intérieur n'est que provisoire, et s'en tient

ne veut de ces réfugiés ? Dans l'imédiat, les responsables américains concentrent leurs efforts sur un terrain qui leur convient mieux, en poussant le Conseil de sécurité des Nations unies à adopter une résolution fixant les conditions d'un véritable cessez-le-feu avec l'Irak. Ces conditions, sans précédent dans l'histoire de l'ONU, comportent une sorte de mise sous tutelle des exportations pétrolières de l'Irak, dont une partie serait prélevée pour financer les dommages de guerre. L'ambassadeur d'Irak aux Nations unies a protesté contre le projet, affirmant qu'il y avait « des limites à la coercition qu'un pays peut exercer sur un autre », et il a émis des réserves sur le tracé de la frontière koweïto-irakienne tel qu'il a été défini en 1963. La résolution pourrait être soumise au vote dès mardi 2 avril.

## Démanteler le « réseau financier » de Bagdad

Par ailleurs, l'administration américaine a franchi un nouveau pas dans ses opérations destinées à isoler économiquement l'Irak et à l'empêcher de se réapprovisionner, en particulier en armes. Le département du Trésor a publié lundi une liste de 52 entreprises et de 37 individus qui, selon Washington, faisaient partie du « réseau financier » irakien dans le monde. Les liens de certaines des compagnies citées – par exemple, Iraqi Airways – ne sont nullement mystérieux, et une société qui fabrique des machines à coudre en Italie figure sur la liste aux côtés d'une entreprise de conditionnement d'air britannique. Deux seulement de ces compagnies sont américaines, plus de trente sont basées en Grande-Bretagne, et des sociétés, comme Hachette, dans laquelle l'Irak possède une participation minoritaire, ne sont pas mises en cause. Le document du Trésor ne précise pas les faits reprochés aux firmes et individus qu'il cite. Mais ils sont désormais considérés comme des « agents de l'Irak », et donc soumis aux règles de l'embargo qui s'applique à l'Irak depuis le mois d'août, leurs avoirs sont gelés, et toute transaction avec eux est prohibée. Le Trésor américain a également identifié 160 navires marchands appartenant à Bagdad ou sous son contrôle, dont les Etats-Unis vont s'efforcer d'obtenir la saisie.

JAN KRAUZE



tout contact politique avec des représentants de cette opposition, sont désormais prêts à envisager de telles rencontres, et certaines pourraient avoir lieu dès cette semaine.

Ce modeste « geste », annoncé lundi 1<sup>er</sup> avril par le département d'Etat, intervient sans doute trop tard pour peser sur le cours des événements dans le nord de l'Irak. Il apparaît plutôt comme un moyen d'apaiser les critiques suscitées par la passivité avec laquelle les Etats-Unis assistent, depuis la portion de l'Irak qu'ils occupent, à la répression menée dans le reste du pays par le président Saddam Hussein. Les reproches viennent aussi

au sud du pays, dans les environs de Bassorah. Des renforts de l'armée irakienne continuent à être acheminés vers le Kurdistan, les villes d'Irbil et de Dahuk ont été reprises aux insurgés, et les opérations se font à l'aide d'armes lourdes (artillerie, tanks) et s'accompagnent d'un emploi massif d'hélicoptères de combat : une centaine de sorties pour la journée de dimanche, a relevé le porte-parole.

Dans un premier temps, le président Bush avait mis en garde l'Irak contre l'utilisation de ces hélicoptères, qu'il considérait comme une violation des conditions imposées à l'Irak par Washington, mais le chef de l'exécutif

au schéma qui s'accorde le mieux avec ses intérêts : celui du renversement, à terme, de Saddam Hussein par un autre dirigeant du parti Baas ou de l'armée.

Mais, entre-temps, les Etats-Unis devront résoudre un problème moralement difficile : que faire des dizaines de milliers d'Irakiens qui, fuyant les forces de Saddam Hussein, ou désertant son armée, ont trouvé refuge dans la partie du pays qu'occupent les troupes américaines, étant entendu que M. Bush souhaite rapatrier l'essentiel de ces troupes, dans un délai aussi bref que possible, et que personne, surtout pas le Koweït,

Des milliers de réfugiés irakiens continuent à fuir devant l'offensive des troupes de Saddam

# La France saisit le Conseil de sécurité

Le gouvernement français a saisi le Conseil de sécurité de l'ONU du problème kurde, a déclaré hier soir le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, à Radio Monte-Carlo. « J'ai saisi le Conseil de sécurité, dans le cadre des résolutions de cessez-le-feu, pour que l'ONU intervienne en Irak de manière à faire cesser les actions d'extermination entreprises contre les populations kurdes », a expliqué le ministre, qui a demandé au secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, de se

rendre au Kurdistan irakien. Pour M. Dumas, il ne s'agit en aucun cas d'une ingérence de Paris dans les affaires intérieures de l'Irak. « Mais, a-t-il souligné, on ne peut rester insensible à ce qui se passe là-bas. La communauté internationale ne peut rester sans réagir. » Selon le ministre, la France a lancé un appel « sur un terrain de strict respect de l'humanité, de droit de survie des populations ».

La semaine dernière, le dirigeant du parti socialiste du Kurdistan, membre du Front du

Kurdistan, Mahmoud Osman, avait été reçu par un haut fonctionnaire du ministère.

## Invitation au dialogue

La France souhaiterait que le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution condamnant l'Irak pour ses exactions contre les Kurdes, tout en invitant Bagdad à engager un « dialogue sans exclusive » avec toutes les composantes du peuple irakien. La chargé

d'affaires français à l'ONU, Jean-Marc Rochereau de La Sablière, a évoqué hier soir ce problème avec les représentants des quatre autres Grands du Conseil de sécurité.

Carrol Faubert, un responsable du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, a déclaré, hier, à Genève, au cours d'une conférence de presse, qu'il craignait un énorme afflux de personnes fuyant les violences en Irak. « Les événements actuels risquent de déclencher un important afflux de réfugiés, particu-

*Roland Dumas demande au secrétaire général des Nations unies de se rendre au Kurdistan.*



Une colonne de civils irakiens, fuyant les combats meurtriers que livre l'armée de Saddam Hussein pour la reconquête du nord du pays, approche de Semdinli, à la frontière irako-turque. (Photo AFP.)

lièrement en Iran et en Turquie. » Selon le HCR, cinquante mille personnes ont

déjà fui en Iran, tandis que la Turquie reçoit quelque six cents réfugiés par jour. « Il y a

actuellement entre sept mille et sept mille cinq cents réfugiés en Turquie, et nous nous

attendons au chiffre de cinquante mille », a déclaré Carrol Faubert.



Pour le général Dogan Gures, chef de l'état-major turc, cité par l'agence Anatolie, deux cent mille irakiens marchent vers la frontière irako-turque. De sources officielles turques, dix mille personnes se sont réfugiées en Turquie depuis dimanche, en traversant la frontière à Semdinli et à Habur. Ankara a d'ailleurs de-

mandé hier soir une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU.

### Poursuite des combats

Selon le porte-parole du département d'Etat américain, les combats se poursuivent au

nord de Bagdad, ainsi que dans le Sud chiite. Richard Boucher a confirmé la chute aux mains des forces irakiennes d'Erbil et de Dohouk, mais pas celle de Zakhô. Selon le porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, la ville est toujours aux mains des rebelles kurdes. L'UPK affirme, en ou-

tre, que dix mille combattants kurdes ont repris, au prix de très violents affrontements, la cité pétrolière de Kirkouk, six jours après en avoir été chassés par les forces de Saddam Hussein. De violents combats se dérouleraient également autour de Souleimaniah, autre centre important du Kurdistan irakien. (AFP, Reuter.)

## États-Unis : premiers contacts avec les Kurdes

*Des voix s'élèvent en faveur d'une intervention de l'aviation américaine contre les hélicoptères de Saddam.*

WASHINGTON : Stéphane MARCHAND

Les États-Unis ont légèrement infléchi leur position à l'égard des opposants en lutte ouverte contre le gouvernement irakien. Certes, l'administration Bush poursuit sa politique de non-intervention dans la guerre civile irakienne, mais le département d'Etat a décidé de rencontrer des représentants de l'opposition irakienne, sunnites, chiites et kurdes.

Dès ce mercredi, le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, John Kelly, doit rencontrer un premier groupe de six intellectuels musulmans, sunnites et chiites, et deux Américains, dont la qualité n'a pas été précisée, a indiqué hier soir le porte-parole du département d'Etat, Margaret Tutwiler.

Ces rencontres reflètent un léger infléchissement de la politique des États-Unis, notamment vis-à-vis des Kurdes. Jusqu'ici, Washington n'avait

abordé avec des représentants de ce peuple que des questions humanitaires.

C'était le cas en février dernier, quand deux Kurdes avaient été reçus en dehors des locaux du département d'Etat.

Selon le *Washington Post*, la réserve de Washington dérivait de l'insistance des représentants kurdes à revendiquer un État indépendant prélevé sur le territoire de l'Irak.

Selon le quotidien de la capitale fédérale, la direction kurde aurait modifié la formulation de ses objectifs et évoquerait désormais une « large autonomie ».

### L'inquiétude des alliés

George Bush a de bonnes raisons pour ne pas soutenir les rebelles qui combattent l'armée de Bagdad dans le nord et le sud de l'Irak. Pour plusieurs de ses alliés, une victoire des dissidents irakiens serait désastreuse.

Turgut Özal, le président turc, craint que des succès significatifs des Kurdes irakiens ne suscitent des troubles dans le Kurdistan turc. Quant au roi

Fahd d'Arabie Saoudite, il redouterait de voir surgir dans le Sud irakien une entité chiite autonome qui bénéficierait du soutien actif de la république islamique d'Iran.

Washington n'a pas toujours été aussi neutre. Au début des années soixante-dix, rappelait hier le *Washington Times*, les États-Unis avaient acheminé, par l'intermédiaire de l'Iran, une aide substantielle aux 50 000 combattants kurdes irakiens dirigés par Mullah Mustafa Barzani, le père de l'actuel responsable kurde irakien.

Ce soutien avait pris fin en 1975 lorsque le chah d'Iran avait, sous l'égide du secrétaire d'Etat américain de l'époque, Henry Kissinger, signé avec l'Irak les accords d'Alger. Saddam Hussein les dénonçait cinq ans plus tard en envahissant l'Iran.

Aux États-Unis, quelques personnalités démocrates contestent la politique de non-intervention de l'Administration. Le sénateur George Mitchell et le représentant Lee Hamilton ont clairement souhaité que l'aviation américaine abatte les hélicoptères irakiens qui participent à la répression des insurrections.

Depuis la fin des combats entre les alliés et l'Irak, l'US Air Force s'est bornée à abattre les avions irakiens qui quittaient le sol.

St. M.

Alors que Saddam Hussein poursuit la répression

## Massacre des Kurdes : Paris saisit l'ONU

*Selon l'état-major turc, 200 000 réfugiés irakiens cherchent à quitter le pays.*

« La France a saisi le Conseil de sécurité des Nations unies et le secrétaire général de l'ONU sur la répression dont est victime la population irakienne, notamment kurde et chiite », a déclaré hier, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères.

● Dans la soirée, Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, précisait qu'il avait demandé au se-

crétaire général des Nations unies, Javier Pérez de Cuellar, de se rendre au Kurdistan irakien pour faire cesser les massacres.

● Selon le chef de l'état-major turc, 200 000 réfugiés irakiens fuyant les troupes de Saddam Hussein mar-

chent vers la frontière irako-turque.

● Un porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés estime à 50 000 le nombre de personnes qui ont fui en Iran.

● Les combats se poursuivent au nord de Bagdad et dans le Sud chiite, et Saddam Hussein mobilise les jeunes Irakiens âgés de plus de dix-huit ans.

● A Washington, le département d'Etat a annoncé qu'il recevrait des représentants de l'opposition irakienne.

# 38 heures pour échapper aux Irakiens

*Les envoyés spéciaux du « Figaro » racontent comment ils ont pu fuir devant l'offensive des troupes de Bagdad sur le Kurdistan et regagner à la nage la Turquie.*

**A la frontière turco-irakienne de nos envoyés spéciaux**

Dimanche 16 heures, mardi 6 heures du matin. Pour seize journalistes, ces trente-huit heures de peur et d'incertitude se sont bien terminées en Turquie : cinq Français, six Américains, trois Allemands, un Britannique, un Jordanien. Cinq Français accompagnaient le flot des populations civiles qui fuyaient la progression des forces gouvernementales irakiennes. Ils avaient quitté Erbil, assiégée samedi soir, et atteint Zakhô en pleine fièvre avant l'attaque de dimanche après-midi. Ils se sont retrouvés sur les rives du Habour, un affluent du Tigre.

Le petit groupe a passé la nuit de dimanche à lundi sans nourriture ni boisson dans un bosquet boueux. Ils entendaient à la fois le staccato des mitrailleuses et la mortua-

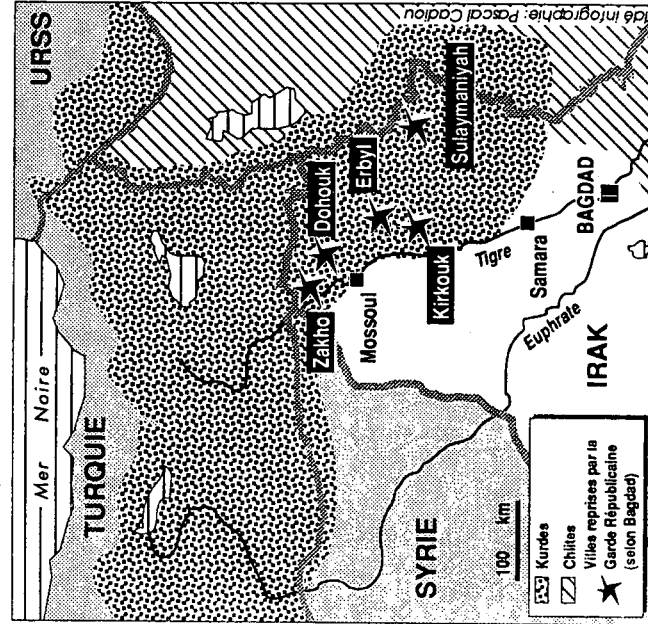
gne toute proche et les cris des paysans turcs sur l'autre rive, à moins de deux cents mètres d'eux.

Pendant la nuit, leur escorte locale les a déplacés à l'intérieur du bois, pour leur sécurité aux uns et aux autres. Une bataille opposant l'armée de Saddam Hussein à des pechmergas de Zakhô, renforcés selon notre escorte de combattants kurdes venus de Syrie, faisait rage du côté du passage vers ce pays. Restait la solution turque.

Au matin de lundi, les forces irakiennes progressaient. Les Pechmergas perdaient un piton dominant la vallée. Les chars avançaient sur la route voisine en direction de la ville frontalière de Zakhô.

Un hélicoptère survolait la zone, lâchant ses roquettes sur tout ce qui bougeait.

Les journalistes se cachaient sous les arbres. Ils allaient d'urgence dissimuler dans la végétation leurs bagages ou équipements de cour-



d'une serviette claire, annonçant leur qualité. « Ne traverser pas sinon nous allons tenter de dénouer les choses, deux jour-

nalistes, Jim Hill de CNN et Xavier Gautier du Figaro se mirent à l'eau. « Arrêtez ! », crièrent les Turcs, avant de tirer en l'air, puis devant les deux nageurs.

Ils continueront pourtant, aborderont et après des heures de palabres et grâce à l'assistance du jeune gouverneur de la région, Osman Akbas, ils annonceront en pleine nuit à leurs camarades restés sur la rive irakienne : « Nous avons une solution. » Encore une nuit à grelotter sur la berge et deux courageux villageois turcs, dirigés par un jeune lieutenant de gendarmerie outrepasant les ordres de son supérieur, amèneront un radeau de pneus à l'aube. Deux traverseuses... Et les journalistes se retrouvèrent au chaud, autour d'un poêle, un verre de thé brûlant à la main. Le paradis ! Mais immédiatement après l'angoisse, quel était le destin des collègues croisés à Irbil, Dohouk et Amadia ?

**X. G. & C. L.**

# La grande débâcle des pechmergas

Par dizaines de milliers, les Kurdes irakiens fuient par tous les moyens la répression des troupes de Saddam Hussein.

SILOPI  
(frontière turco-irakienne) :  
de nos envoyés spéciaux  
**X. GAUTIER et Cl. LORIEUX**

En un week-end, du vendredi soir au lundi, le fragile mais tenace espoir des Kurdes d'Irak s'est effondré. L'armée de Saddam Hussein avançait simultanément sur plusieurs fronts d'est en ouest : Kirkouk, Erbil et Dohouk. Toutes les routes, et en particulier les voies d'accès à Erbil, siège des autorités provinciales, et Dohouk, étaient envahies par un flot continu de dizaines de milliers de réfugiés. Les familles, parfois accompagnées de pechmergas (combattants kurdes), fuyaient, terrorisées, devant elles, vers la montagne.

Une jeune femme, encore sous le choc, rencontrée à un carrefour au-dessus de Dohouk, criait à qui voulait entendre : « *Ils bombardent avec des avions et des hélicoptères !* » Tous les véhicules en état de marche semblaient mobilisés : camions, taxis Volkswagen, tracteurs

contre-offensive dans le nord donnent tous les signes de l'effondrement.

**Kirkouk.** Samedi, après-midi, Massoud Barzani, le chef des Kurdes, nous déclarait que ses forces contrôlaient toujours une partie de Kirkouk, mais qu'elles n'étaient pas parvenues à déloger l'armée irakienne renforcée par des moudjahidin du peuple irakiens, ces mercenaires de Saddam, accrochés à la localité de Altun Kopre qui contrôle la route d'Erbil à Kirkouk.

**Erbil.** Samedi soir, malgré un aspect encore normal, la ville était fébrile. Le commandant en chef, Abdullah Cosrat, n'écartait pas une possible attaque des faubourgs de la ville pour les heures suivantes. On devait apprendre, sur la route, qu'elle était tombée sans coup férir.

**Dohouk.** La ville du nord a été attaquée par des hélicoptères tout le week-end, provoquant la fuite éperdue de la population de cette agglomération proche de la Turquie et ses villages voisins. Un médecin ramenant des blessés graves, femmes et enfants, de Kirkouk à Zahro, parlait de « *pilonnages continus, y compris au napalm et au phosphore* » entre

samedi à la tombée de la nuit et dimanche à l'aube. Mais Dohouk, selon eux, était toujours aux mains des pechmergas. Pour combien de temps ?

Au centre, autour de Mossoul, dont les forces gouvernementales n'ont jamais perdu le contrôle, la situation semblait moins claire. En revanche, vendredi soir, un peloton de chars a pilonné les positions pechmergas, à l'est de la métropole pétrolière du nord irakien, causant, selon le témoignage d'un Kurde blessé grièvement à l'hôpital d'Erbil, de lourdes pertes aux forces rebelles qui ne pouvaient pas riposter, les pechmergas manquant tragiquement de puissance de feu.

## La bataille de Kirkouk

En outre, le chef du PDK (parti démocrate du Kurdistan) reconnaissait que des miliciens kurdes, apparemment ralliés à la révolte, avaient de nouveau retourné leur veste. Ils avaient ainsi permis aux forces irakiennes de reprendre la petite ville de Shakhnam.

Samedi après-midi, alors que l'exode massif commençait sur les

routes reliant Erbil à la montagne kurde, Barzani déclarait : « *Nous avons abandonné des positions pour épargner des civils.* » La bataille de Kirkouk — la ville a été libérée par les pechmergas le 21 mars, perdue puis reprise le 28 — a déjà coûté beaucoup de vies innocentes. On se battrait désormais dans plusieurs quartiers de la ville. Mais Massoud Barzani prévenait : « *Les forces de Saddam ne pourront jamais se rapeler avoir pu se déplacer facilement dans notre Kurdistan.* »

Cependant, le rêve qui avait commencé le 11 mars avec la « libération » d'Erbil est en train de s'écrouler. Comme au début des années 60 ! Comme en 1975 ! Calme mais amer, Massoud Barzani déclarait samedi : « *Personne, aucun pays du monde ne nous aide.* »

Sur les bords de la route poussiéreuse, à quelques kilomètres de Dohouk, un vétéran des trois guerres kurdo-irakiennes laissait éclater son désespoir : « *Hadjî Bush, où es-tu donc ?* » Et levant un gamin de cinq ans terrorisé à bout de bras : « *Tu nous avais promis ton secours ! Maintenant, lui et ses frères vont être massacrés par Saddam !* »

**X. G. et Cl. L.**

**Libération** 3 avril 1991

DES CENTAINES DE MILLIERS DE CIVILS FUIENT LES TROUPES DE BAGDAD

# L'EXOËDE KURDE

*La France a saisi hier le Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner la répression au Kurdistan alors que la population, comme le raconte notre envoyé spécial, tente par tous les moyens d'échapper à la reprise de contrôle de la région par l'armée de Saddam Hussein.*

**L**es Kurdes combattent depuis plus de 70 ans dans l'indifférence générale.

- En 1920, le traité de Sèvres leurs promettaient l'autonomie sur les décombres de l'Empire ottoman. Ces engagements n'ont jamais été respectés. La même année, Winston Churchill annexait la province de Mossoul, riche en pétrole, à l'Irak, tandis que les avions de la Royal Air Force inauguraient les premiers bombardements contre les insurgés kurdes.
- Depuis, ce peuple, fort de 25 millions d'âmes, qui dispose de sa propre langue, d'origine indo-européenne, se trouve écartelé entre cinq pays. Il n'a jamais disposé d'un semblant d'Etat, à part l'éphémère république soviétique de Mahabad, mort-née en 1945-1946.
- En Irak, les Kurdes sont quatre millions. Soit près d'un habitant sur quatre. En 1975, le régime baassiste écrase le principal mouvement de rébellion. Les peshmergas

reprénnent les armes au cours de la guerre Iran-Irak. Saddam Hussein se venge à la fin des hostilités, en gázant, le 16 mars 1988, la population de Halabja, près de la frontière iranienne. 500000 civils périssent au cours de l'attaque.

● Il existe actuellement six

organisations clandestines regroupées au sein d'un Front national du Kurdistan irakien. Les deux groupes principaux sont l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.



## PAR CENTAINES DE MILLIERS, ILS TENTENT DE FUIR VERS LA MONTAGNE LES VILLES BOMBARDEES AVEC LES CIVILS KURDES FUYANT L'ARMEE DE SADDAM

**Yesil-Ova, frontière turco-irakienne, envoyé spécial**

Ils sont des centaines agglutinés autour des barrières du petit poste militaire turc de Yesil-Ova, aux confins orientaux de la Turquie. L'Irak commence au-delà des escarpements granitiques à l'horizon. Il vaudrait mieux écrire qu'il finit là pour tous ces réfugiés qui ont marché des heures durant à travers les montagnes, fuyant les bombardements de leurs villes et villages, sans autre espoir que la survie, sans autre avenir que l'interminable attente d'un retour improbable, sans autre destination que l'exil.

Alors que Bagdad annonçait, mardi, la reprise de la plupart des villes que contrôlait la résistance kurde depuis une vingtaine de jours, le Kurdistan d'Irak connaît, depuis trois jours, l'un des plus terribles exodes de son histoire, ponctué déjà par tant de défaites et de tragédies. Par centaines de milliers, les Kurdes fuient villes et villages bombardés par les mortiers lourds, les canons à longue portée et les hélicoptères de l'armée régulière. Après Kirkouk, la capitale pétrolière du nord de l'Irak, ce sont les préfectures provinciales de Arbil et Dahok, au centre et au nord du Kurdistan, qui ont été bombardées et se sont vidées de la quasi-totalité de leurs habitants. Mardi, Bagdad revendiquait la reprise de Sulaymaniah, capitale historique et intellectuelle du Kurdistan d'Irak, proche de la frontière iranienne.

Dès samedi soir, des centaines de camions et de voitures fuyaient Arbil, toujours contrôlé alors par les peshmergas (les combattants kurdes), alors qu'on se battait à quelques kilomètres de là, sur la route de Kirkouk. Dimanche matin, à l'aube, les bombardements intensifs s'abattaient sur le sud d'Arbil, capitale administrative de la « région autonome », comme le régime baassiste désigne le Kurdistan depuis 1974. Peu après, les hélicoptères attaquaient à coups de roquettes l'interminable convoi des réfugiés qui se dirigeaient vers les montagnes par les sorties nord et est de la ville. A huit heures du matin, environ, quatre voitures et un autobus au moins ont été atteints de plein fouet, laissant des dizaines de victimes au bord de la route. Les témoins et les survivants, affolés par les fumées blanches des explosifs, ont cru un moment qu'il s'agissait d'un bombardement chimique. Ils ont fui alors leurs véhicules, partant à pied à travers les collines, aggravant du même coup l'embouteillage qui s'était formé et allait retarder de plusieurs heures le départ des autres réfugiés. Toute la journée de di-

manche et lundi encore, les réfugiés se précipitèrent vers l'Irak ou la Turquie, après avoir appris que la région de Zakho, frontalière de la Syrie, au Nord-Est, était désormais inaccessible du fait des bombardements. Selon de multiples témoignages directs, les tirs d'artillerie et les raids d'hélicoptères auraient fait d'innombrables victimes, dans les villes comme sur les routes. Aucun chiffre n'est, à l'heure actuelle, disponible.

En trois jours, le Kurdistan, qui célébrait, dans une joie que l'on aurait pu croire insouciance, sa victoire contre les forces de Bagdad, a basculé dans l'angoisse et l'horreur. Le Kurdistan, « libéré » entre le 6 et 14 mars par les peshmergas de la résistance kurde, semblait une forteresse assiégée. Toutes les frontières étaient fermées, tant avec l'Irak que la Turquie, et celles avec la Syrie, tout juste entrouvertes, alors que l'armée de Saddam Hussein bloquait les routes vers le reste de l'Irak. Libre comme probablement il ne le fut dans le passé, le Kurdistan irakien était condamné à une inévitable famine. Le peu de réserve de riz et de farine ne pouvait de loin satisfaire les besoins. Quant au maigre ravitaillement qui pouvait entrer dans les régions kurdes, acheminé par les contrebandiers depuis l'Irak, il était vendu hors de prix sur les marchés, à une population qui, dans son immense majorité, ne disposait pas de la moindre ressource. Plus grave encore pour les civils comme pour les combattants, le carburant était pratiquement introuvable.

Alors que les bombardements sur Kirkouk et les régions sud du Kurdistan continuaient depuis l'insurrection du 14 mars et bien avant la contre-offensive de l'armée irakienne, les hôpitaux, débordés de blessés, n'avaient plus ni antibiotiques ni anesthésiques en suffisance. Mais au moins y avait-il alors l'espoir et, par-dessus tout, le bonheur de la liberté recouvrée. Il a fallu quelques heures pour que l'histoire bascule, trois jours pour que la tragédie s'accomplisse.

Lundi, quelque part à l'extrême ouest de la montagne irakienne, ils étaient quelques dizaines, débarqués de voitures ou de camionnettes, à la fin de la route. Ils attendaient les contrebandiers turcs qui devaient assurer leur passage vers l'autre côté. Au crépuscule, et jusque tard dans la nuit, ils ont continué d'arriver, on ne les voyait plus mais on pouvait deviner les ombres qui s'agitaient autour des feux allumés pour tenter d'échapper au froid glacial de cette nuit de pleine lune. La difficulté du chemin à venir interdisait toute aventure nocturne.

Dès l'aube, les groupes ont commencé à s'ébranler. Chacun avait dû acquitter au préalable une dime de 150 à 500 dinars irakiens aux « passeurs » (de 100 à 500 francs au cours du marché noir de la devise irakienne, mais néanmoins de un à trois mois de salaire en Irak). Les plus fortunés, ou les plus chargés, avaient commandé ânes et mulets aux contrebandiers pour transporter leurs bagages. Mais beaucoup de ces réfugiés n'avaient tout simplement rien, à peine un baluchon et quelques objets emportés dans la hâte du départ pour ne pas avoir tout perdu. Il y avait ainsi une famille qui marchait en file indienne, suivant une petite fille en manteau rouge qui portait une lampe à pétrole toute neuve ; derrière, le père tenait d'une main un transistor, de l'autre un sac de plage, la mère, une bouteille thermos et une couverture roulée sous le bras. Deux jeunes garçons fermaient la marche, qui ne portaient rien. Tous étaient habillés comme s'ils s'étaient préparés pour une sortie du dimanche. La beauté du site montagneux, le torrent argenté au bas des pentes, les prairies qui se perdaient vers l'horizon invitaient à la rêverie. Mais nul n'avait d'autre considération pour le paysage que le chemin rocailleux où, à tout moment, on pouvait basculer dans le vide. Au cours de ce périple, deux vieilles femmes au moins n'auront pas vu le bout du chemin. Elles sont mortes, quelque part au pied d'un arbre où elles s'étaient arrêtées pour souffler. Deux femmes ont accouché en route. N'y voyez aucun symbole, ni la mort ni la naissance ne semblait avoir ici plus de sens.

Dans les presque deux semaines où nous avions pu nous déplacer à travers le Kurdistan en toute liberté, chacun tenait à nous dire, non seulement « bienvenue » mais aussi « merci ». « Hajji Bush », criait-on à notre passage, accordant ainsi au Président américain la dignité emprunte de respect filiale que confère dans le monde musulman le pèlerinage à La Mecque. « Vive Bush ! Vive Mitterrand ! » entendait-on souvent. L'espoir, décidément, était à l'Ouest. On nous disait merci, il fallait traduire merci à l'avance. Chacun aussi nous suppliait qu'à travers nos articles ou nos films, on demande aux gouvernements occidentaux d'interdire l'usage des hélicoptères, arme terrifiante entre toutes contre les populations civiles, comme on avait interdit à Bagdad d'utiliser ses avions de combat. Nos interlocuteurs ne comprenaient pas non plus que l'embargo appliqué contre un Etat prédateur et criminel entraîne la privation absolue de ravitaillement du Kurdistan désormais libre. Soudain,

quand, dimanche matin, les bombardements ont commencé sur Arbil, la panique s'est doublée d'une lourde amertume. « L'Occident nous a lâchés », entendait-on désormais partout. « Hajji Bush » était devenu dans toutes les bouches « le complice cynique de Saddam Hussein ». Une fois de plus, comme en 1975 avec les accords d'Alger patronnés par les Etats-Unis entre l'Iran et l'Irak, qui avait entraîné déjà un immense exode et une impitoyable répression, comme en 1988 après le gazage des Kurdes à Halabja, quand Américains, Anglais et Français avaient continué et sinon amélioré leur collaboration avec le régime de Bagdad, une fois encore, donc, les Kurdes étaient les victimes de la *realpolitik* des puissances occidentales. Sur le chemin de la montagne vers la Turquie et l'exil, les visages fermés et durs ne disaient pas seulement l'épuisement et le désespoir, ils disaient aussi la rancœur et la rage.

Ceux-là mêmes qui, il y a quelques jours, saluaient à notre passage les témoins et, espéraient-ils, les messagers d'un rêve en train de s'accomplir, brûlants de nous parler et de nous faire partager leur bonheur, se détournaient à notre approche, et refusaient parfois de dire ne fût-ce qu'un mot. Physiquement, nous suivions la même route, nous partageons la même épreuve, nous éprouvons la même fatigue. Mais nous n'avons plus rien d'autre en commun. Nous n'étions plus que les témoins d'un rêve fracassé et ils n'avaient pas envie de ce regard.

La plupart des réfugiés qui sont arrivés durant les derniers jours au poste frontière ture étaient majoritairement des Turkmènes ou des Arabes chrétiens vivant dans les régions kurdes, qui, s'ils n'avaient pas plus de chance d'échapper aux représailles des troupes baassistes que leurs concitoyens kurdes de Kirkourk, Arbil ou Dahok, en avaient un peu plus quand même d'être accueillis en Turquie.

Pour les Kurdes, à la douleur de ce nouveau départ s'ajoutait l'angoisse d'entrer dans un pays réputé hostile, même si, ici comme du côté iranien ou syrien, les pointillés frontaliers ne sont pour eux que des séparations arbitraires entre les différents tronçons du Kurdistan. Mais, au moins pour ce que l'on a pu constater, l'accueil des autorités turques, dans ce petit poste montagneux, a été au moins correct pour l'ensemble des réfugiés, Kurdes compris. Cependant, comme le soulignait un jeune lieutenant, chef du poste: « la Turquie n'a pas les moyens, et plus encore cette région, la plus pauvre du pays, de faire face à une arrivée massive de réfugiés. Nous n'avons pas de quoi les nourrir, ni de quoi les soigner. Mais je vous assure que nous faisons tout ce que nous pouvons ».

Le pire, probablement, est à venir. Si l'on en croit les déclarations de Bagdad, toutes les grandes villes kurdes seraient désormais contrôlées par l'armée gouvernementale. La résistance kurde affirme, au contraire, que l'on se bat dans la plupart d'entre elles,

particulièrement dans la région de Arbil, et que Sulaymaniah n'est pas tombé. Les deux informations ne sont pas aussi contradictoires qu'il y paraît. Infiniment supérieure du point de vue logistique, l'armée de Saddam Hussein n'est pas forcément à même de maîtriser le terrain reconquis. L'artillerie lourde et les hélicoptères lui donnent les moyens de vider les villes et de couper les routes. La déroute militaire que l'on avait pu constater sur le terrain ces dix derniers jours avec ces dizaines de milliers de soldats irakiens, « prisonniers » libres ou déserteurs, errant à travers le Kurdistan, prouve à tout le moins qu'il sera bien difficile à Saddam Hussein de trouver les forces nécessaires pour garder les villes reprises.

Il peut y faire régner la terreur, ce dont, des origines à nos jours, il a montré qu'il était capable jusque dans la démesure. L'essentiel des troupes engagées dans les combats du Kurdistan appartient à la garde républicaine, qu'il serait plus juste d'appeler la garde prétorienne du régime. Dans les batailles de la région de Kirkouk, Bagdad a le plus bénéficié du renfort des « moudjahidin du peuple » de Massoud Rajavi, ces milices iraniennes dont l'idéologie islamique est teintée de marxisme pol-potien qui avaient trouvé refuge en Irak durant la guerre contre l'Iran, prétendant ainsi libérer leur pays de la dictature khomeiniste. Avec les civils kurdes, ils semblent avoir trouvé enfin un ennemi à leur portée, auquel ils peuvent

appliquer les recettes inspirées des Khmers rouges.

C'est bien sûr aussi parce que, au-delà de la défaite, ils craignent justement terreurs et massacres que les habitants du Kurdistan irakien, et non seulement les Kurdes, fuient massivement leurs villes et villages. Sans précédent, dans son extension, l'exode en cours aura assurément des conséquences dramatiques. L'immense majorité des réfugiés appartient aux catégories les plus démunies d'une population que vingt ans de régime baassiste avait déjà marginalisée dans son ensemble. Quittant leur pays, ils perdent le plus qu'ils ont, pour probablement une situation pire encore. Quand on leur demande pourquoi, ils disent seulement qu'ils ont peur. De Bagdad. Des représailles. Des gaz, surtout. A ce stade, nous n'avons recueilli aucun élément qui permettrait de dire, contrairement aux affirmations venues notamment de Téhéran, que Saddam Hussein a fait usage de son arsenal chimique. Longtemps, c'est-à-dire il y a quelques jours, la plupart des habitants du Kurdistan disaient que l'Occident l'en empêcherait. Cela même, ils n'y croient plus. Ont-ils tort? Ont-ils raison? Ils ne se posent pas la question. Ils savent, ils disent, que quoi qu'il arrive, il n'y a plus rien à attendre. Que l'Occident, comme en 1988, ferait ce qu'il a fait, après le massacre de la population de Halabja.

Marc KRAVETZ

# Le baroud d'honneur du Quai d'Orsay

**L'initiative française n'arrêtera pas le massacre des Kurdes. Mais cette preuve d'humanisme, même tardive, tranche avec la non-ingérence américaine.**

La France s'est enfin décidée à rompre le silence sur la répression en Irak. Une initiative qui prend cependant des allures de *post mortem*, alors que les troupes de Saddam Hussein ont déjà « pacifié » le Sud chiite, et reconquis une bonne partie du Nord kurde, envoyant des dizaines, voire des centaines de milliers de personnes sur les routes de l'exil.

Ce baroud d'honneur français de la bonne conscience porte en lui toutes les contradictions de la politique des coalisés occidentaux contre l'Irak. Des mois durant, George Bush a incité le peuple irakien à se soulever contre son dictateur, identifié à Hitler et au mal absolu. Washington attendait un général sunnite modéré, ce sont des révolutionnaires chiites et des peshmergas kurdes qui ont répondu présents...

La France s'était gardée d'afficher le renversement du dictateur irakien comme but de son engagement dans la guerre. Elle n'en est pas moins devenue un acteur du drame irakien et pas quelque observateur lointain et sans responsabilité directe. L'initiative annoncée hier par le Quai d'Orsay a le mérite de trancher avec la « neutralité » cynique affichée par les Etats-Unis, mais sans pour autant offrir de réelle perspective de voir cesser la répression. Le tout accompagné d'une aide humanitaire massive.

La démarche française à l'ONU ne vise pas à obtenir du Conseil de sécurité de l'ONU, qui avait légitimé le recours à la force contre l'Irak, un nouveau mandat pour une action militaire contre les troupes irakiennes qui bombardent au napalm les Kurdes et les chiites. Elle cherche à obtenir l'envoi du secrétaire général

de l'ONU au Kurdistan. Elle vise également à amender le projet de cessez-le-feu américain pour y ajouter la protection des populations civiles irakiennes. En espérant que le poids moral de la communauté internationale sera assez puissant.

Cela suffira-t-il à arrêter le massacre? C'est peu probable. A peine peut-on espérer, admet un diplomate français, en limiter l'ampleur. On n'utilisera peut-être pas cette fois contre les Kurdes les gaz chimiques employés à Halabja le 16 mars 1988... Fallait-il pour autant reprendre les combats, envoyer les forces coalisées au secours des insurgés du Sud comme du Nord? Washington, Londres et Paris répondent « non », le ministre britannique Douglas Hurd ayant toutefois évoqué cette possibilité en cas de recours aux gaz chimiques.

La décision d'abandonner les Kurdes et les chiites à leur sort a été prise mardi dernier, à la Maison Blanche, par le conseil de guerre du Président qui, depuis huit mois, gère la crise du Golfe. Selon William Safire, un chroniqueur du *New York Times* généralement bien renseigné, les deux plus ardents supporters de la politique de laisser-faire furent le chef d'état-major interarmes, Colin Powell, et le secrétaire d'Etat, James Baker. Pour Powell, il faut savoir terminer une guerre et il ne fallait pas ternir la victoire des 100 heures en s'engageant dans une aventure à l'issue incertaine. Pour Baker, les considérations diplomatiques primaient. Selon lui, aucun des pays de la coalition ne veut d'intervention dans les affaires intérieures en Irak au profit des Kurdes et des chiites, dont les Arabes sunnites et les Turcs se méfient. Des arguments



marqués du sceau de la realpolitik, et qui l'ont finalement emporté.

Des conseillers anonymes de la présidence ajoutaient que les Américains « n'avaient pas l'estomac pour s'engager dans une guerre civile au Moyen-Orient » et qu'il était temps de ramener les troupes à la maison. 100000 soldats américains continuent d'occuper 20% de l'Irak.

La non-ingérence a été généralement bien accueillie en Amérique, pressée d'en finir. Réflétant l'opinion dominante, le *New York Times*, dans un éditorial, a défendu cette politique et plaidé pour un retour prochain des GI's au pays. Seuls quelques éditorialistes, notamment William Safire ou Jim Hoagland ont critiqué cet abandon des rebelles. Pour couper court aux critiques, l'administration s'est aussi empressée de démentir le commandant des forces alliées dans le Golfe, le général Schwarzkopf. Il avait affirmé, dans une interview, s'être élevé contre le cessez-le-feu hâtif décidé par George Bush. Au Congrès,

les démocrates, gênés pour ne pas avoir voté la guerre, sont restés prudents.

Militairement, cette décision a signifié que Saddam Hussein a pu, malgré les avertissements de Bush, se servir de ses hélicoptères blindés pour réprimer le soulèvement. « Ils ne menacent pas les troupes américaines », a expliqué la Maison Blanche, pour justifier cette politique qu'elle reconnaissait « ambiguë ». Comme l'écrit Safire, « le froid pragmatisme a remplacé le courage moral ». Pendant plusieurs jours, l'armée américaine a même refusé de nourrir les Irakiens réfugiés derrière ses lignes en contravention flagrante de la convention de Genève.

Selon Washington, les révoltes chiites et kurdes ne sont pas des alternatives crédibles à Saddam Hussein, et menacent au contraire l'intégrité d'un pays que les Etats-Unis et leurs alliés veulent conserver intact pour servir de contrepois à l'Iran. Le roi Fahd d'Arabie Saoudite veut ainsi

que l'ordre sunnite continue de régner à Bagdad. Le président turc, Ozal, aurait lui aussi contacté directement Bush, lui demandant de laisser faire Saddam.

Malgré cette décision, les responsables américains continuent d'affirmer que les jours de Saddam sont comptés. Selon leur raisonnement, un rival a plus de chance de gagner une fois éliminées les révoltes kurdes et chiites. En attendant, comme lot de consolation, l'administration américaine recevra, pour la première fois, mais à un niveau subalterne, des leaders kurdes cette semaine.

Face à ces calculs diplomatiques, l'initiative française se place sur le terrain moral et humanitaire. Cela dédouanera-t-il pour autant la France, comme les autres pays de la coalition militaire, de l'accusation de « non-assistance à peuple en danger » ?

Pierre HASKI à Paris,  
François SERGENT à Washington

# La France saisit les Nations Unies

*Le Quai d'Orsay vole au secours des Kurdes un peu tard, alors qu'ils fuient leur région, reprise par les troupes gouvernementales.*

**A** lors que le régime baassiste renforce son contrôle sur le nord de l'Irak, Paris vole au secours du peuple kurde. Le Quai d'Orsay a demandé, hier, l'envoi du secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, au Kurdistan, et l'adoption par le Conseil de sécurité d'un texte garantissant la protection des populations civiles irakiennes. « Il est essentiel que la juste revendication de la population kurde, qui souhaite exprimer son identité, soit pleinement reconnue, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Daniel Bernard.

La communauté internationale, appelée à l'aide dimanche par les insurgés, commence tardivement à se mobiliser. En marge des efforts français, le secrétaire général de l'ONU s'est déclaré « gravement préoccupé par les informations sur les combats dans les parties nord et sud de l'Irak ». « Si on ne fait pas cesser les vols d'hélicoptères et d'avions, on va vers un massacre », a lancé hier soir sur La Cinq Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme.

Washington continue de compter les points. Le vice-commandant des forces américaines dans le Golfe, le lieutenant général Calvin Waller, a répété que la rébellion « était un problème interne irakien ». Toutefois, le département d'Etat a annoncé, mardi, qu'il allait recevoir une série de représentants de l'opposition irakienne, sunnites, chiites et Kurdes.

La proposition française de faire

figurer une mention sur les Kurdes dans la résolution sur le cessez-le-feu devait être examinée hier après-midi (heure de New York) au cours d'une séance informelle du Conseil de sécurité. Mais les chances pour que le texte en discussion soit modifié dans le sens souhaité par Paris semblent minces. Les milieux diplomatiques onusiens estiment que cette proposition relève davantage de l'improvisation. Certains notent que ce serait une grande première de voir le Conseil de sécurité s'ingérer aussi ouvertement dans les affaires internes d'un pays au travers d'une résolution.

Une autre solution possible pourrait être une déclaration formelle du président du Conseil de sécurité lors du vote sur la résolution fixant les termes du cessez-le-feu, dont l'adoption est prévue aujourd'hui. En dépit des résistances de plusieurs pays non alignés, les Etats-Unis sont assurés d'obtenir les neuf votes nécessaires à l'adoption du texte.

L'initiative française, quel que soit le sort qui lui est réservée, arrivera trop tard. Les récits des journalistes occidentaux auprès de la résistance (lire pages suivantes) recourent les informations en provenance de Bagdad : l'armée régulière a regagné le contrôle de la majeure partie du Kurdistan. Les autorités irakiennes se préparaient lundi à partir à l'assaut de Souleimanieh, dernière place forte des antigouvernementaux, située dans les montagnes. L'Union patriotique du Kurdistan (l'UPK) craint une attaque

chimique contre « les habitants de cette région, comme ce fut le cas pour ceux de Halabja ».

Des poches de résistances subsistent, principalement dans l'est du pays. Les peshmergas — dont le nombre est estimé à 30000 —, après avoir occupé la plupart des grandes villes du Kurdistan, à l'exception de Mossoul, se replient dans les montagnes. Une retraite qui annonce un changement de tactique, selon la rébellion, la guerre urbaine laissant la place à des actions de guérilla.

L'UPK affirme, cependant, avoir repris dans la nuit de lundi à mardi Kirkouk, la capitale pétrolière, tombée jeudi dernier, et dit tenir toujours Zakho. Deux informations non confirmées par Washington qui a reconnu la capture par l'armée irakienne d'Erbil et Dohouk, deux des trois plus importantes villes kurdes.

Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a hier contredit son rival, l'UPK, en annonçant « une contre-attaque imminente contre Kirkouk prévue pour mardi soir ou mercredi ». Un groupe de journalistes étrangers, convoyés par le ministère irakien de l'Information, avaient témoigné, dimanche, du retour au calme dans la ville entièrement quadrillée par l'armée. Seule certitude : les combats se poursuivent au nord de Bagdad, ainsi que dans le Sud à majorité chiite, selon le porte-parole du département d'Etat américain, Richard Boucher.



Un flot ininterrompu de civils fuit les combats au Kurdistan. Un exode qui inquiète les autorités d'Ankara. Le chef d'état-major, le général Dogan Gures, s'attend à voir 200000 réfugiés franchir la frontière irako-turque dans les prochains jours. Depuis dimanche, près de 10000 personnes ont réussi à gagner les deux uniques points de passage, à Semdinli et Habur. Le rythme ira en s'amplifiant à moins que l'armée irakienne, qui progresse rapidement, barre les dernières voies d'accès vers le Nord. La population kurde, essaye également de se cacher dans les montages. Selon le chef du PDK, Massoud Barzani, les fuyards seraient près de 2 millions.

Ch.B. avec F.Fx. à New York, AFP et Reuter

## Six jours pour pouvoir sortir d'Irak

**Un journaliste aurait été tué et deux seraient disparus. Les autres ont fini par rejoindre la Turquie.**

Un journaliste non identifié aurait été tué et deux autres seraient portés disparus en Irak, alors qu'ils couvraient la rébellion contre le régime de Saddam Hussein, ont indiqué des journalistes occidentaux réfu-

giés en Turquie mardi. L'agence nationale turque Anatolie a indiqué que ces journalistes qui ont passé la nuit de lundi à mardi dans la ville frontalière turque de Semdinli, n'ont pas donné de détails sur l'identité et la nationalité de leurs confrères manquants.

Parmi les 10000 réfugiés parvenus en Turquie depuis dimanche, 37 autres journalistes, dont une vingtaine d'occidentaux, ont traversé la frontière irako-turque marquée par la rivière Hezil, dans la nuit de lundi à mardi, et dans la matinée, près du poste frontalière de Habur. Invités par la rébellion kurde, ils cherchaient depuis six jours à quitter l'Irak devant l'offensive des troupes de Bagdad. L'unique point de passage, sur le Tigre, entre la Syrie et l'Irak avait été fermé, dimanche, par l'armée irakienne. Et depuis jeudi, les principaux axes routiers du « Kurdistan libéré » avaient été coupés par les troupes de Bagdad débarquant en hélicoptères. Dans le même temps, des combats avaient éclaté, dès vendredi, entre tribus kurdes traditionnellement favorables au gouvernement de Bagdad et les peshmergas qui avaient pris le contrôle de la quasi-totalité de la région. Les peshmergas, totalement débordés, ne parvenaient pas à organiser des convois pour rapatrier vers la Syrie les journalistes, et les civils qui fuyaient vers la Turquie ou l'Iran refusaient des offres atteignant plus de

3000 dollars pour les convoier sur moins de 150 km.

Toutes les tentatives menées depuis jeudi pour fuir avaient échoué: les voitures fournies par le Front du Kurdistan devaient être abandonnées par les journalistes à chaque traversée de multiples affluents du Grand Zab, qui se jette ensuite dans le Tigre. Après avoir franchi ces rivières sur de petites barques, ou parfois même à gué, ils ne trouvaient jamais sur l'autre rive la voiture ou la camionnette promise au départ d'Erbil. Il a fallu seize heures aux envoyés spéciaux de l'AFP, montés sur des petits camions tout en longeant par des chemins de montagne les frontières iranienne, turque puis syrienne, pour parvenir au point de passage de Zakho, quelques heures avant sa fermeture.

Les journalistes occidentaux entrés en Turquie, en traversant la rivière Hezil, se sont servi d'un radeau de fortune ou ont même nagé. Ils ont quitté Silopi, en Turquie, où ils s'étaient reposés après leur périple, dans un hélicoptère militaire et trois voitures. Six d'entre eux devaient se rendre à Diyarbakir en Turquie, les autres ont le projet de se rendre en voiture au poste frontière de Nusaybin, pour pénétrer en Syrie. Le groupe arrivé dans la ville turque de Semdinli devait être conduit hier à Van plus au nord du pays. D'après AFP et Reuter

International Herald Tribune April 4, 1991

## Bush Insists U.S. Forces Won't Aid Iraqi Rebels

The Associated Press

JUPITER, Florida — President George Bush said Wednesday he had no intention of permitting U.S. forces to get involved in Iraq's internal struggles, saying "we've done the heavy lifting" and it was now time for the Iraqi people to resolve matters for themselves.

Mr. Bush, speaking with reporters after he finished a round of golf as he ended a four-day vacation, also said that he was willing to take "a new look" at restoring normal diplomatic ties with Iraq should a new government replace President Saddam Hussein.

They were Mr. Bush's first full comments on the situation in Iraq since he began his vacation on Sunday.

Asked about suggestions by the Senate Democratic leader, George J. Mitchell of Maine, and others that U.S. troops in Iraq be permitted to shoot down Iraqi combat helicopters, Mr. Bush said:

"We are not there to intervene. It is not our purpose. It never was our purpose."

"I do not want to see us get sucked into the internal struggle in Iraq," he said.

Mr. Bush said he had no intention "to commit our men and our women to further combat."

"We've done the heavy lifting," he said.

The president spoke to reporters in a rainstorm on the 18th hole of the Jupiter Hills Golf Club. He was also to visit his ailing mother, Dorothy Walker Bush, 89, in nearby Hobe Sound before returning to Washington on Wednesday night.

He was to participate on his arrival at Andrews Air Force Base near Washington in a live television salute to returning U.S. troops.

Mr. Bush declined to comment on the subject of a secret mission last week by his national security adviser, Brent Scowcroft, to Saudi Arabia and possibly other Middle Eastern countries. Asked if Mr. Scowcroft had been to Lebanon and Iran, the president said: "There are certain things that are better to keep quiet."

The president was asked if he would consider restoring normal relations with Iraq if Saddam Hussein was forced from office by the military. "I would be willing to take a new look if the army took matters into its own hands," he said.

He also renewed his prediction that Mr. Hussein would not remain in power much longer. "I'm still confident he won't be," Mr. Bush said. "I don't think he can survive. I don't think he will survive."

# Revolt Of Kurds Collapses In Iraq

## Rebels Trek North As Army Retakes Last Stronghold

By Alan Cowell  
New York Times Service

AMMAN, Jordan — Tens of thousands of Kurdish civilians were reported fleeing vengeance from the Iraqi Army on Wednesday as their month-old revolt collapsed and a mass exodus began by truck, car, cart and mule from Kurdish cities to the mountains, according to reports from journalists in northern Iraq and officials in neighboring countries.

Some estimates of the number of Kurds trudging northward to uncertain destinies in the mountains ran to the hundreds of thousands, with 20,000 vehicles blocking roads leading to the Iranian frontier.

Many pleaded for international help against Iraqi troops, whom they accused of strafing lines of fugitives and killing them with

phosphorous bombs.

If the exodus was as massive as reported, it would represent the biggest forced mass migration of Kurds in decades. But there was no immediate means of confirming the figures.

Iraqi forces said Wednesday that they had recaptured the last northern town in rebel hands, As Sulaimaniya, completing a five-day push to crush resistance right up to the northern borders. As Sulaimaniya was the first northern town to fall to the Kurds at the start of the revolt.

But while the official Iraqi press agency, INA, spoke of jubilant townspeople receiving "our soldiers with cries of joy and cheers for the Iraqi President Saddam Hussein" in As Sulaimaniya, foreign reporters taken to the other recaptured northern towns, Arbil and D'hok, described them as deserted, with corpses in the streets.

In Paris, the secretary of state for humanitarian affairs, Bernard Kouchner, said he feared a "colossal number of deaths."

In the northern Iraqi town of Diana, 40 kilometers (25 miles) from the Iranian border, an Associated Press correspondent quoted unidentified relief workers as calling the situation "a catastrophe in the making" with hospitals overflowing, no medicines in the region and many dying of hunger and exposure.

"The refugees formed a solid column of more than 60 miles stretching from the outskirts of Arbil along twisting roads into the mountains as far as Diana," the AP report said. "They were packed tightly into all manner of vehicles, some

riding in carts, still others on mules. Whole families trudged on foot, carrying whatever they could. Children as young as five carried babies strapped to their backs. One paraplegic was being laboriously pushed uphill in a wheelchair."

Neighboring Turkey and Iran, as well as Iraqi dissidents based in Syria, expressed alarm that more than 200,000 Kurds may be seeking sanctuary from the attack.

Other Kurdish reports gave higher estimates, running as high as 3 million.

But it remained far from clear whether Turkey or Iran was prepared to accept large numbers of refugees. Thousands of Iraqi Shiite Muslims have fled from southern Iraq into Iran. Relief officials in northern Iraq were reported to have told foreign journalists that both Ankara and Tehran had restricted the entry of Kurds.

Kurdish guerrillas, like Shiite Muslims in southern Iraq, rose up in revolt shortly after the allied defeat of Iraqi forces in Kuwait. But, after marshaling a rump army estimated at fewer than 200,000 and deploying tanks and helicopters that the allies had failed to destroy earlier, President Hussein first quelled protest in southern cities, then turned his forces north to crush Kurdish revolt and remove the rebels from all major towns in the north.

Kurds are a non-Arab, Muslim people spread through Turkey, Iran, Iraq and Syria. They have lost many campaigns for autonomy and are treated with hostility by most of their host governments.

As reported, the exodus under way far exceeds the proportions of

the last major flight of Kurds from Iraqi attack in late 1988. But it nonetheless resuscitated memories of that period, when 60,000 Kurds trudged into Turkey, telling of Baghdad's use of chemical weapons against them.

A Turkish journalist, just returned from northern Iraq, said Iraqi helicopters were using phosphorous bombs against fugitives.

Although a Kurdish rebel spokesman in Damascus said that the fighting had resumed in the oil town of Kirkuk, the United States said that Iraqi forces occupied all major cities. At the same time, Washington has acknowledged signs of unrest in rural areas. The official Iranian press agency, IRNA, quoted fugitives as saying some fighting was continuing in the southern port of Basra, Iraq's second city.

In Damascus, a leading Iraqi Shiite cleric, Ayatollah Mohammed Taqi Madaressi, said: "Planes and helicopters are bombing roads leading to Syria, Turkey and Iran, which are clogged with hundreds of thousands of Iraqis fleeing on foot from the savagery of the regime."

Tehran radio said tens of thousands of Kurds in 25,000 vehicles were waiting to cross into Iran. Turkish officials accused Iraq of trying to drive 220,000 Kurds across the northern border into Turkey.

After the crackdown on Kurdish dissent in 1988, President Hussein ordered a less-publicized campaign to destroy Kurdish border villages and move their residents either to the cities they have now abandoned or into southern Iraq.

## The West Should Give Iraq's Opposition a Chance

By Flora Lewis

PARIS — The justification of the Gulf war is being put in doubt by the coalition's willingness to let Saddam Hussein snatch victory, over his own people, from defeat at allied hands. Hypocrisy is too weak a word for a policy of bombing the daylight out of Iraq and then asserting no responsibility at all for its internal affairs, after calling on Iraqis to overthrow their tyrant.

The reasons for abandoning Iraq's opposition are cynical, misguided and ill-informed — a fair match for the misjudgments and self-delusion that gave Saddam the capacity for aggression and the belief that he could launch it with impunity.

"We have nothing against democracies in the region for the simple reason that things couldn't be worse than they are," a senior European diplomat said last week. Washington argues that it might be nice — but it's fantasy — to expect any Arab society to produce even an embryonic democracy today.

Nobody can prove that the Iraqi opposition would succeed. But nobody can show why the assumption that it would not succeed should deny it an opportunity, while assuring that Saddam will stay on until he is replaced by a twin.

Kuwait may be the first country in the region to move toward democracy, because the emir and

his family haven't the military force to prevent it. The United States won't help him and the Kuwaitis, like most Iraqis, want it.

The demography of Iraq, with its predominantly Kurdish north, mainly Shiite south and Sunni Arab pockets, has led to the false assumption that the uprising stems from ethnic disputes and would fragment the country. For example, the town of Zubar, south of Basra, is totally Sunni, and it rose. Basra is a mixture of Shiites and Sunnis. The Kurds are Sunnis but have a history of cooperation with the traditional Shiite leadership.

The opposition, which represents all major groups, argues that it is precisely because of Iraq's diversity and divided allegiances that democracy is the only way of keeping the country together.

"Iraq is our country," said Sahib Hakim, London representative of the Iraqi Organization of Human Rights. "We have to be concerned with pressures from Syria, the Saudis, Iran. And after 22 years of one-party rule, all the killing, there is no way we would allow any one faction to monopolize power. Democracy is the only solution."

It is invalid to think America had no choice but to continue the war and get stuck in Iraq or to let Saddam wreak his vengeance. It would have been better to deny him the use of combat helicopters and the movements of armor in the original cease-fire.

But there still are crucial things to be done. One is to make sure food, water and medicines get to rebel areas so that Baghdad can't use humanitarian supplies to consolidate its power. More important is recognition of the opposition and possibly of a government-in-exile that could be quickly formed.

France's belated request to the Security Council on Tuesday to take action to stop the repression smacks of an after-the-fact apology, although it may also reflect the sympathy of President François Mitterrand's wife Danielle for the devastated Kurds. But regrets are not enough.

Ali Kadhim Adhath, an opposition member, told me: "The legitimacy of recognition would help a lot. We aren't in a hurry to govern. That will come. It is urgent to stop the killing."

That is not much to ask of America, which went to war to force respect for law and has established the principle that supporting human rights is not "interference" in a country's affairs.

The New York Times.

International Herald Tribune April 4, 1991



## The New Order Starts With a Betrayal-as-Usual

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Led by the helicopter gunships that the Bush administration allowed back into the air last week, Iraqi troops have driven the Kurdish forces of Masoud Barzani out of the major towns in northern Iraq. In the south, within striking range of a powerful American occupation army, Shiite rebels have been crushed by Saddam Hussein's soldiers.

For the dispossessed of Iraq, the first days of the new world order proclaimed by George Bush look suspiciously like the old world of betrayal and neglect that has been their lot throughout the 20th century.

Sixteen years ago this week, I watched terrorized Kurdish tribesmen and defeated soldiers trudge along the muddy roads of Kurdistan, fleeing the advance of a ruthless Iraqi army seeking vengeance. Today those same roads are again awash with desperate Kurdish refugees. Their flight repeats the 1975 tragedy down to the last detail, including the failure of the United States to help Kurds after American leaders encouraged them to take up arms against Saddam Hussein.

This is a part of the new world order that President Bush did not advertise in his Gulf victory speech to Congress on March 6. In that address, he promised to succeed where his predecessors had failed.

"Twice before in this century, an entire world was convulsed by war. Twice this century, out of the horrors of war, hope emerged for enduring peace. Twice before, those hopes proved to be a distant dream, beyond the grasp of man . . . Now we can see a new world coming into view."

Those hopes suddenly seem to be beyond Mr. Bush as well. The Kurds and the Shiites of Iraq have no place in this new world of hope. For American policymakers willing to accommodate Iraq's atrocities against its own people, it is back to business as usual. For Saddam Hussein, it is back to brutality as usual.

The White House is unable to explain persuasively its mysterious reversal on the helicopters. Suspicions grow that political calculations about preserving Mr. Bush's Gulliver-like standing in the polls dominate the decision making process now.

That is what General Norman Schwarzkopf seemed to be hinting at in his candid remarks to the interviewer David Frost. Before he was silenced by the White House, Stormin' Norman suggested that his battlefield decisions were not responsible for the appalling slaughter that American forces have to tolerate in Iraq today.

The people who are being slaugh-

tered by the helicopters and by the tanks that General Schwarzkopf was ordered not to pursue are the same people Mr. Bush urged to rise up against Saddam during the war. Such callousness dishonors the lofty arguments of morality and humanity that Mr. Bush used during the war. He casts those principles aside when they are no longer useful to him. That is politics in its crassest form. For Kurds, the world's largest stateless minority, it is betrayal as usual.

I came to know and admire the Kurds in 1973 when I met Masoud Barzani and his father, the legendary Kurdish chieftain Mulla Mustafa Barzani, in the remote Zagros Mountains. The Barzanis, targets of assassination attempts by Saddam, were preparing for the uprising against Baghdad that began a year later.

Iran was arming the Kurds generously, but the elder Barzani used that interview to appeal for direct American aid. "We do not trust the shah," he told me. "I trust America. America is too great a power to betray a small people like the Kurds."

He learned otherwise in 1975. The United States joined the shah in shutting off arms supplies and selling out the Kurds to get a border treaty that Saddam later tore up. When I went back to see the elder Barzani as

the Iraqi army closed in on his mountain fortress, the embittered old warrior appealed in his last interview inside Iraq for American protection for the Kurds. This was ignored by the Ford administration. (Mustafa Barzani died in lonely exile in Alexandria, Virginia, in 1979.)

The Kurds see themselves as history's victims. They are also the victims of leaders. After their 1975 experience, the Kurds expected little of George Bush, and he has fulfilled those expectations.

But Mr. Bush risks betraying his own hopes to change the Middle East. His inaction in Iraq speaks louder than words, showing Arabs and Israelis that he is not convinced that a new situation that requires bold new responses has in fact been created in the Middle East. How can he expect these ancient adversaries to be convinced that a new era has arrived when he slides so quickly back into the habits and assumptions of the old world order?

The president's retreat on the Kurds and Shiites risks undermining the opportunities for significant progress on peace, and on human rights, in the Middle East that his own bold war policies had created. By selling himself and the U.S. forces he commands short, the president is walking away from his own success.

The Washington Post.

## REVIEW &amp; OUTLOOK

## What's the Point?

Perhaps the Bush administration did not intend that the Kurds themselves should actually take up their obviously hopeless and suicidal assault against Saddam's helicopter gunships. But it is difficult to know for sure what it did intend, because as is its practice, the administration has not felt it necessary to give the Kurds or the world a clear expression of its overall goals. Or if it did, it later muddled them. As the Pentagon's Pete Williams said on whether the U.S. would shoot down Iraqi gunships: "Is our policy somewhat ambiguous? Yes." Saddam understood the signal, but apparently the Kurds missed it.

We doubt that the Bush team is very upset that it is being blamed for Saddam's quite extraordinary atrocities against his Kurdish and Shiite populations. The administration is no doubt correct that there will be no outcry to help the Kurds, as there might be if the victims were, say, English or French. Most of the various people whom the West has sold out or abandoned since 1960 were, if nothing else, not Occidental.

Still, the administration's apparent policy choices deserve to be examined on their own terms. The Bush strategy has achieved two goals of overriding importance. It secured Saudi Arabia's ability to function politically and economically, perhaps the goal that mattered most. And it has diminished, maybe for a long time, Iraq's weapons of mass destruction, which was reaffirmed by yesterday's U.N. cease-fire resolution. These valuable accomplishments will indeed enhance regional "stability," a primary value in Mr. Bush's current calculations.

Both goals would have served as sufficient end points to justify a large-scale U.S. intervention against Iraq's move into Kuwait. But any reprise of the case Mr. Bush and his representatives made at various points for the intervention will show that these two clear, hard goals were deemed insufficient, that something more was required for America to act.

The United Nations and its moral stature were brought onboard in the context of reversing Iraq's assault on the principle of territorial sovereignty. From this flowed a U.N.-blessed economic embargo and many other anti-Iraqi resolutions. Recall also that to make the case for doing so much for little Kuwait, Mr. Bush found it necessary to express his personal revulsion at the gross Iraqi atrocities described to him by the Emir.

Similarly, it was unlikely that preserving the integrity of the U.N. Charter would have been sufficient to sustain public support in the U.S. for so large a commitment. So in addition to the atrocities, Saddam was described as "another Hitler."

Now, however, with the war won, the White House pursues an almost atavistic *Realpolitik*, as if from the age of Metternich, when statesmen conveyed their policies over the heads of their publics, by carrier pigeon. Metternich, however, did not have to deal with CNN. And America is not Austria.

However much it discomfits men of the old school, the United States, for better or worse, has from its first day represented a set of values that set it apart from the political history that preceded it. One such value is self-determination, and because we live in a world now linked electronically by satellites, microwaves and fax machines, the villages of the world know of, *because they can read about and see with their own eyes*, the democratic upheavals in Tiananmen Square, Gdansk, Johannesburg, Vilnius and Moscow. On the same day that a reporter such as the Journal's Geraldine Brooks escapes from northern Iraq, she is able to transmit for world-wide publication within hours the horror of the Kurds' annihilation and one stark question shouted by a media sophisticate: "Where is George Bush?"

In an interconnected world, the United States cannot hide from its own indelible moral imprint. America's policies, and the lessons of those policies, are absorbed almost instantly now by a watching world. If indeed the United States would prefer that modern Lithuanians and Kurds not get carried away with 200-year-old American political values, then someone should tell them that before there are too many more Kirkuks and Basras.

What is needed most now from the Bush administration is clarity and consistency. If the Kurds miscalculated America's intentions, it is possible that other actors in the region will similarly miscalculate. Whether in a Kurdish refugee camp or in Washington, one may justifiably ask, What is the point of what we have all just witnessed? How is this supposed to move events forward in the region? What exactly will a Saddam II do for us? Where is the long-term upside for America's national interests?

THE WALL STREET JOURNAL THURSDAY, APRIL 4, 1991

# U.N. Council Approves Iraq Cease-fire Step

By GERALD F. SEIB  
And ROBERT S. GREENBERGER

Staff Reporters of THE WALL STREET JOURNAL

WASHINGTON—The United Nations Security Council approved a cease-fire resolution that would formally end the war with Iraq and strip Baghdad of most of its war-making capability.

Even as the U.N. was acting, President Bush repeated that he won't use U.S. forces to help Shiite or Kurdish rebels battling the Iraqi regime.

But in his most blunt statement on the matter so far, Mr. Bush invited the Iraqi army to overthrow Iraqi President Saddam Hussein. Facing mounting criticism that the U.S. and its allies should do more to help anti-Saddam Hussein forces inside Iraq, Mr. Bush declared that he "would be willing to take a new look" at relations with Iraq if army officers take "matters into their own hands."

The developments illustrate the path the administration hopes events will take as it struggles to craft a new post-war system in the region. The U.N. cease-fire resolution authorizes the rapid introduction of an international peacekeeping force along the Iraq-Kuwait border. Once that is in place, the administration intends to pull U.S. forces out of southern Iraq, even if Iraq hasn't accepted all the provisions of the cease-fire resolution.

Mr. Bush's call for an army overthrow of Saddam Hussein is another sign that, despite its sympathies for the Kurdish and Shiite insurgents fighting the Iraqi regime, the administration's greatest hope is that moderate figures within the existing Iraqi leadership will arise and push out Saddam Hussein. In that way, the U.S. and its allies hope, Iraq won't be ripped apart by internal factional fighting but still will get a new government that will change the coun-

try's aggressive policies.

The army appears to some U.S. analysts to be the most likely source of such a move against Saddam Hussein. The professional Iraqi military has long had an uneasy relationship with the Iraqi leader and his Baath party. Moreover, the army's leaders may have enhanced their stature enough to make a move now; they can argue that they are the ones who have kept the nation intact by quelling the internal unrest that followed Iraq's eviction from Kuwait.

In addition, the U.N. cease-fire resolution gives Iraqi army leaders a new incentive to oust Saddam Hussein; its provisions ensure that Iraq won't have much hope of rearming under current circumstances.

The administration is under mounting political pressure to illustrate that it has a plan for helping Saddam Hussein's opponents oust him. Sen. Al Gore (D., Tenn.), a potential Democratic presidential nominee who voted to support the war against Iraq, called for a more aggressive U.S. policy to help Kurdish and Shiite rebels. He said the U.S. should declare that it won't allow flights by Iraqi military helicopters being used to battle the insurgents. He also said the U.S. should warn Iraq the U.S. is "prepared to seek ways" to help Kurdish forces if Iraq continues to pursue them.

The administration, under a presidential order signed last fall that authorized attempts to destabilize the Iraqi regime, has been providing some "low-level" covert assistance to Iraqi opposition groups, administration officials said. Under that order, the Central Intelligence Agency helped set up a clandestine radio station called the Voice of Free Iraq and helped organize meetings of disparate Iraqi opposition groups, officials said. But the covert program hasn't involved extensive military aid.

The U.N. cease-fire resolution, passed by a 12-to-1 vote with two abstentions, doesn't directly address the political situation inside Iraq. But it requires the destruction, under international supervision, of Baghdad's chemical and biological weapons and its ballistic missiles with a range greater than about 90 miles. It also requires the removal of material that could be used in nuclear weapons.

The resolution, based largely on a U.S. text, maintains a conventional-arms embargo on Iraq and requires it to use a portion of its future oil revenues to pay for the damage caused by its Aug. 2 invasion of Kuwait. Under the U.N. provisions, a fund would be created, using an unspecified percentage of Iraqi oil revenues, to pay claims for war reparations. If Iraq refuses to accept the cease-fire resolution or cooperate in setting up the reparations system, the total U.N. embargo on purchases of Iraqi oil could be left in place.

The resolution also sets the Iraq-Kuwait border and calls on the Security Council to guarantee the frontier.

It offers Iraq a permanent cease-fire once Baghdad formally accepts the resolution's provisions. And it lays out a schedule for lifting most U.N.-imposed restrictions against shipment of civilian goods to Iraq—though the pace at which those restrictions is lifted could be adjusted as the U.N. reviews Iraqi behavior.

At the U.N., Iraq's ambassador, Abdul Amir al-Anbari, called the resolution "very bad," and "unfair," but didn't say that Iraq would refuse to comply.

"They are desperate. They don't have a choice," said one diplomat. "They need this for the survival of the regime."

After the cease-fire resolution was passed, the U.S., Britain and France immediately turned to closed-door consultations on a new resolution demanding that Iraq stop its decimation of Kurdish and Shiite insurgents. But that resolution isn't likely to call for any outside military steps. And in comments to reporters in Florida, where he is vacationing, Mr. Bush said that he won't get involved in such military steps as shooting down Iraqi military helicopters because "I do not want to see us get sucked into the internal civil war inside of Iraq."

U.S. forces "are not there to intervene, and that is not our purpose," Mr. Bush said. "It never was our purpose. I can understand the frustration of some who think it should have been our purpose, some who never supported us in the first place on military action. I share their frustration, but I am not going to commit our forces to something of this nature."

THE TIMES  
April 4, 1991

# UN ends war before turning attention to Kurdish refugees

FROM JAMES BONE IN NEW YORK AND MICHAEL THEODOULOU IN NICOSIA

SOON after the United Nations Security Council overwhelmingly approved a resolution dictating tough ceasefire terms to Iraq, talks were started on how hundreds of thousands of Iraqi Kurds could be assisted.

The nine-page text of the resolution adopted by the council by 12 votes to one, with Cuba opposing and Ecuador and Yemen abstaining, was the longest and most complex in the council's history, but it ignored the plight of the Kurds.

Following the vote, council members began consultations after Turkey complained that Iraq's "inhuman repression" represented a threat to international peace and security that would justify intervention by the UN.

Turkey was drafting a resolution emphasising humanitarian assistance, while France was pressing the council to demand that Bag-

dad open talks with the Kurds.

Britain voiced its support for Kurdish and other rebels trying to overthrow President Saddam Hussein and said Iraq would remain ostracised as long as he retained power. "My government believes that it will prove impossible for Iraq to rejoin the community of civilised nations while Saddam remains in power," Sir David Hannay, the British ambassador, told the council. "We have recently been having contacts with many members of the Iraqi opposition, both Sunni and Shia, Arab and Kurd."

Bernard Kouchner, France's junior minister for humanitarian action, is to visit northern Iraq to try to help the Kurdish refugees. Paris was waiting for authorisation for M Kouchner to fly over Iran and Turkey, if possible with a cargo of medicine, clothing and food, Roland Dumas, the French

foreign minister, told the National Assembly.

He did not state directly that the minister would enter Iraq without authorisation from Baghdad but added: "Although one must abide by international obligations, sometimes it is necessary to violate international law."

President Mitterrand told a cabinet meeting that the security council should maintain the embargo against Iraq "as long as the repression lasts" against the Kurds. He said that the UN should work together with aid organisations to send food and medicine urgently to suffering minorities in Iraq.

If the council did not take such action "the political and moral authority of the UN would be gravely affected".

A Kurdish spokesman claimed last night that hundreds of thousands of defenceless Kurdish civilians fleeing along mountain roads to the Iranian and Turkish borders

face death as Iraqi government forces use napalm and phosphorous bombs to ensure that the Kurds never again have the means, or the will, to challenge Saddam.

The claim was denied by Iraq radio, which said the insurrection had been put down and appealed to all those who left their homes to return and live in peace. "Citizens in the cities and the areas where law and order have been re-established need not worry about their lives, property and legal rights," it said. "We call on those who have left their homes in the northern cities and villages to return to live in peace and share the victory and security with everyone else."

But Latif Rashid, a spokesman for the Iraqi Kurdistan Front, a coalition of the main opposition groups, said: "People are being killed every second. Hundreds of bodies are littering the hills of Kurdistan." Helicopter gunships were strafing the convoys, up to 70 miles long, and phosphorous and napalm bombs were being fired by long-range artillery, he said. He appealed for urgent help from the United States and allies to "prevent this genocide".

International relief agencies said that between two and three million Kurdish refugees, who were fleeing reprisals from Saddam's forces, faced a "catastrophe". Hospitals in the mountains were said to be overflowing.

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0199 4 PI 0267 FRA /AFP-Q052

France-Iran-Kurdes

M. Dumas : Téhéran "soutient et comprend" l'action humanitaire de la France en faveur des Kurdes

PARIS 4 avr (AFP) - Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati a assuré la France de "la compréhension et du soutien" de Téhéran pour son action en faveur des réfugiés kurdes d'Irak, a indiqué jeudi le chef de la diplomatie française Roland Dumas.

Interrogé à l'issue d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, M. Dumas a indiqué qu'il avait reçu durant la nuit, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue iranien, le feu vert pour l'acheminement à travers l'Iran de l'aide que la France souhaite faire parvenir aux réfugiés kurdes sur la frontière irako-iraniennne.

"J'ai reçu l'assurance que le Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner sera bien accueilli à Téhéran" où il doit arriver vendredi pour accompagner l'aide française, a également déclaré le ministre en ajoutant que les autorités iraniennes avaient accepté de fournir des camions pour transporter cette aide vers la frontière.

(A Téhéran, l'agence officielle IRNA a indiqué de son côté que, durant sa conversation avec M. Velayati, M. Dumas avait qualifié "d'inquiétante" la situation intérieure de l'Irak, et a préconisé "des consultations plus poussées entre Paris et Téhéran sur ce sujet".

(De son côté, toujours selon l'IRNA, M. Velayati a estimé que la situation des réfugiés était "déplorable", et a déclaré que "la République islamique d'Iran continuerait à leur accorder son aide humanitaire").



**A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—**

FRA0214 3 PI 0259 FRA /AFP-0757

France-Kurdes-ONU

M. Dumas: la France veut entamer une "réflexion" sur l'intégration du "devoir d'ingérence" dans le droit international

PARIS 4 avr (AFP) - La France va entamer une "réflexion" sur l'idée d'intégrer la notion de "devoir d'ingérence" dans le droit international, et pourrait élaborer des "propositions" qu'elle soumettra à la Communauté internationale, a indiqué jeudi le ministre français des Affaires étrangères Roland Dumas.

Interrogé à l'issue d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat, M. Dumas a rappelé que ses premières déclarations sur le "devoir d'ingérence" lors de la révolution roumaine en décembre 1989 avaient suscité des "sarcasmes", mais que le drame kurde prouvait à nouveau la nécessité d'ouvrir un débat sur cette notion.

"Il faut poursuivre une réflexion au niveau de la France, afin de mettre sur pied des propositions" qui pourraient être soumises ultérieurement à la Communauté internationale, a déclaré M. Dumas sans dissimuler "les difficultés" juridiques et politiques de cette tâche, qui impliquerait notamment une modification de la Charte des Nations unies.

Mais, a-t-il souligné, le problème kurde a agit comme un "détonateur" qui a entraîné une "prise de conscience" de la nécessité, pour la communauté internationale, de pouvoir réagir à des violations particulièrement graves des droits de l'homme et des minorités.

"Le droit peut évoluer", a-t-il encore souligné en rappelant que la notion de "crime contre l'humanité" avait été inventée par les juristes après la seconde guerre mondiale et les atrocités commises par le régime nazi.

"Quand des incriminations nouvelles existent, pourquoi des règles de droit ne seraient pas elles aussi prévues pour y répondre?", a-t-il conclu.

lma/nl

AFP 041345 AVR 91

**A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—**

FRA0191 3 IP 0316 /AFP-QL19

France-Kurdes

M. Dumas: la France veut poursuivre son action humanitaire et diplomatique en faveur des Kurdes

PARIS, 4 avr (AFP) - La France est prête à accroître son action humanitaire en faveur des réfugiés kurdes irakiens et va continuer ses efforts diplomatiques pour "réveiller" la communauté internationale, a déclaré jeudi le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas.

Interrogé à l'issue d'une audition devant la Commission des Affaires étrangères et de la défense du Sénat, M. Dumas a notamment évoqué la mission qui doit amener jeudi et vendredi le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner à la frontière irako-turque, puis à la frontière irako-iranienne. Selon M. Dumas, cette action vise non seulement à distribuer aux réfugiés kurdes la première "aide d'extrême-urgence" envoyée par la France mais aussi à "procéder à une évaluation des besoins" de ces réfugiés.

"La France est prête à augmenter son action" humanitaire, a assuré le ministre. "Elle a déjà mobilisé la CEE qui a donné son accord et nous n'arrêterons pas là nos efforts, mais il faut faire d'abord sur place une expertise des besoins".

M. Dumas a par ailleurs affirmé que Paris allait poursuivre une action diplomatique "mobilisatrice" pour "réveiller" la communauté internationale en faveur des Kurdes. L'action française "commence à produire ses effets", a-t-il estimé, en rappelant que le Conseil de sécurité de l'ONU devait étudier jeudi un texte soumis par la France.

Tout en soulignant qu'il ne fallait "pas faire de juridisme", et que le statut du texte --résolution, déclaration de la présidence ou autre-- qui sera adopté par le Conseil est secondaire, M. Dumas a souhaité que cette discussion débouche "au moins sur une manifestation de la Communauté internationale face au problème kurde". "L'essentiel est de faire prendre conscience de ce problème", a-t-il ajouté.

lma/phv



**A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—**

FRA0379 3 I 0566 FRA /AFP-TR51

France-Kurdes prev

La France déterminée à "réveiller" la communauté internationale sur le problème kurde

PARIS, 4 avr (AFP) - La France a poursuivi son action pour "réveiller" la communauté internationale et venir en aide aux Kurdes irakiens pourchassés par l'armée de Bagdad, faisant appel au Conseil de sécurité des Nations-Unies et engageant sans attendre une action humanitaire en faveur des réfugiés dont le flot ne cesse de grossir en Turquie et en Iran.

Dépêché dans ces deux pays pour y préparer la distribution d'une première "aide d'urgence" de quelque 130 tonnes de vivres, médicaments et couvertures à ces réfugiés, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner s'est rendu jeudi sur la frontière irako-turque que quelque 45.000 Kurdes irakiens ont déjà franchie tandis que près de 200.000 autres, selon les estimations d'Ankara, s'apprêteraient à en faire autant.

M. Kouchner devait ensuite aller vendredi en Iran où 20.000 réfugiés ont déjà pénétré selon Téhéran, qui affirme également qu'un million de Kurdes irakiens fuyant la répression seraient désormais massés à proximité de la frontière iranienne.

L'émissaire français devra faire sur place une évaluation de la situation et des besoins, a indiqué jeudi le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas en déclarant que la France était "prête à augmenter son action" humanitaire.

## Mobiliser

Première à réagir au nouveau drame que traversent les Kurdes d'Irak, la France "doit réveiller l'action internationale", a souligné M. Dumas, qui a rappelé qu'elle avait déjà réussi à "mobiliser la CEE". Les Douze, qui ont réclamé mercredi l'arrêt immédiat de la "répression brutale" contre les populations civiles en Irak, ont également décidé une aide humanitaire d'urgence de 5 millions d'Ecus (35 MF) pour les réfugiés.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE devraient également évoquer le problème kurde lors de leur sommet extraordinaire lundi prochain à Luxembourg.

Le premier ministre britannique John Major, qui a lancé jeudi au président américain George Bush un appel à "un effort international massif" en faveur des réfugiés kurdes, a proposé à ses homologues européens de discuter lundi des "besoins réels et urgents des Kurdes et de tous ceux qui souffrent actuellement en Irak", une proposition déjà exprimée la veille par M. Dumas devant l'Assemblée nationale.

La Grande-Bretagne a également débloqué jeudi une aide d'urgence d'un million de livres (environ 10 MF) pour les réfugiés kurdes.

M. Dumas a confirmé l'ambition française annoncée mercredi par le président François Mitterrand de lancer un débat de fond sur les limites du principe de non-ingérence, qui a paralysé toute intervention de la Communauté internationale contre la répression en Irak, et la nécessité de le compléter par un "devoir d'ingérence humanitaire".

La France, a-t-il indiqué, a l'intention d'engager une "réflexion" sur la possibilité d'intégrer la notion de "devoir d'ingérence" dans le droit international. Sans dissimuler la difficulté de cette tâche qui suppose notamment une modification de la charte de l'ONU, M. Dumas a cependant souligné que "le droit peut évoluer": la notion de "crime contre l'humanité", a-t-il rappelé, a été créée par les juristes après la seconde guerre mondiale en réponse aux atrocités commises par le régime nazi.

lma/mct

AFP 041832 AVR 91

Libération

4 avril 1991

## Kurdistan, nouveau triomphe de la Realpolitik ?

PAR KENDAL NEZAN\*

Un gouvernement a-t-il le droit de décimer impunément sa propre population, détruire à l'arme lourde les villes, les hôpitaux et les lieux saints de son propre pays? A voir l'absence de réaction de la communauté internationale face au carnage perpétré ces derniers jours par la Garde républicaine de Saddam Hussein, on aurait tendance à répondre par l'affirmative et à en conclure que le Droit international si souvent et si vertueusement évoqué par les Grands de ce monde tout au long de la crise du Golfe se réduit finalement à un seul article : défense du *statu quo* et de l'intangibilité des frontières existantes.

Tout le monde semble se réfugier courageusement derrière le principe ô combien commode et ô combien hypocrite de « non-ingérence dans les affaires d'un Etat souverain ». En somme, charbonnier étant maître chez lui, chaque despote peut agir comme bon lui semble à l'intérieur des frontières de son Etat. Or, de même que dans aucune société civilisée la liberté du charbonnier ne l'autorise à tuer ou à martyriser sa femme et ses enfants, la souveraineté d'un Etat ne peut, ni ne doit, assurer l'impunité à ses dirigeants quand ceux-ci se mettent à massacrer leurs propres administrés.

Trêve d'hypocrisie ! La piètre feuille de vigne de la « non-ingérence » ne fait que cacher toutes sortes de calculs inavouables sur l'avenir de l'Irak. Agissant de concert, les Alliés, au cours des dernières semaines, ont tous déclaré les uns après les autres qu'ils étaient opposés au démembrement de ce pays, c'est-à-dire concrètement au droit des cinq millions de Kurdes d'Irak à décider librement de leur destin. On nous avait promis un nouvel ordre régional « fondé sur la justice et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Des armées d'une trentaine de pays se sont mobilisées pour permettre aux 750 000 bienheureux Koweïtiens d'exercer ce droit, lequel est également promis aux Palestiniens. Les mêmes pays « croisés du Droit » ont vite fait de s'entendre pour dénier au peuple kurde, écartelé contre son gré au lendemain de la Première Guerre mondiale, le droit à une patrie, au moins sur une portion de son territoire. La voix des Etats qui oppriment les 25 millions de Kurdes — Turquie, Iran, Irak et Syrie — aura assurément pesé plus lourd dans la balance que celle de la justice et des grands principes hautement proclamés. Exit donc la justice et la morale, premières victimes des arrangements d'après-guerre.

Informés de ces dures réalités politiques, instruits par l'expérience douloureuse du peuple kurde, les dirigeants du Front uni du Kurdistan, qui regroupe tous les partis politiques kurdes d'Irak, se sont engagés dans un combat pour l'instauration d'un régime démocratique, pluraliste, laïc et fédéral en Irak. Ils ne remettent donc pas en cause les frontières existantes. Ce Front a réussi à agglomérer autour de lui tout ce qui subsiste encore de forces d'opposition arabes, après le rouleau compresseur de deux décennies de répression baasiste. Ce rassemblement d'une grande diversité manque sans doute d'homogénéité pour gouverner un jour le pays, mais il traduit au moins l'aspiration quasi unanime de la population de l'Irak à la fin de la dictature et à la démocratie. L'organisation d'élections libres, sous contrôle international, est l'un des principaux points de la plate-forme commune de l'opposition qui, dans l'ensemble, reste attachée au pluralisme démocratique. Même l'organisation islamiste pro-iranienne de l'ayatollah Hakim, très minoritaire dans la communauté chiite irakienne (qui rappelle le fait qu'elle était restée indifférente aux appels réitérés de Khomeiny) a dû reconnaître verbalement le principe du pluralisme. Les Irakiens qui ont, sous la monarchie, connu un Etat de droit semi-démocratique, avec une vie politique parlementaire fort animée, seraient tout à fait capables de prendre leur destin en main et de faire fonctionner une démocratie. Les Kurdes considèrent ce régime comme la seule garantie sérieuse du statut fédéral que, dans un esprit de compromis, ils réclament en Irak.

Or, la démocratie que les pays occidentaux n'ont eu de cesse de présenter comme « une exigence universelle » est

curieusement absente de leurs discours sur le Proche-Orient, sans doute pour ne pas trop indisposer les pétro-monarchies de la région ainsi que des Etats « ex-terroristes » comme la Syrie et l'Iran, promus « compagnons de route ». Un Irak démocratique, pluraliste et laïc, garantissant une large autonomie à sa communauté kurde, est perçu par nombre de ses voisins comme un péril plus grand encore que les chars et les Scuds de Saddam Hussein. Leur solution de rechange pour l'Irak est une nouvelle dictature militaire à dominante sunnite capable de « tenir » les communautés kurde et chiite et disposée à entériner toutes les demandes des Alliés, alors qu'un régime issu d'élections démocratiques, incarnant les aspirations de la population, pourrait refuser d'honorer les dettes militaires de Saddam ou de faire payer des générations d'Irakiens pour les crimes commis par un monstre fabriqué par des puissances étrangères, qui aura ruiné l'Irak après avoir martyrisé ses habitants.

Ce scénario américano-saoudien est en passe de devenir celui de toute la coalition. Le Président turc, qui avant sa visite à Washington prônait un régime démocratique et fédéral pour l'Irak, a dû s'aligner à son tour sur la stratégie américaine, la France demeure silencieuse sur l'avenir de l'Irak. Jusqu'ici, seule l'Angleterre s'est prononcée par la voix de son ministre des Affaires étrangères en faveur d'un Irak démocratique garantissant aux Kurdes le droit à l'autonomie.

Le succès des soulèvements populaires kurde, au nord, chiite, au sud, risquerait de compromettre le scénario américain. Aussi, contre toute attente ou toute considération morale, Washington, après avoir, à la demande des Saoudiens, laissé intactes plusieurs divisions de la Garde républicaine, a-t-il donné son feu vert à Bagdad pour l'utilisation des hélicoptères et de toutes les armes conven-

**Oubliée la guerre du droit, la croisade contre le nouvel Hitler ? Dès lors que les pétro-monarchies et les nouveaux alliés ex-terroristes craignent plus que tout une démocratie irakienne pluraliste et un Kurdistan autonome, les massacres de Saddam redeviennent tolérables.**

tionnelles dans la « guerre civile ». Le message de Bush à celui qu'il qualifiait il y a peu encore de criminel de guerre et de nouvel Hitler est explicite : « Vous pouvez exterminer vos opposants comme vous le voulez, en évitant d'avoir recours aux armes chimiques et bactériologiques. » Message bien reçu par Saddam qui est en train de détruire à l'arme lourde les quelques villes kurdes qui avaient échappé à sa furie destructrice précédente et de massacrer avec du napalm, des bombes au phosphore, des bombes à fragmentation et de l'acide sulfurique les populations civiles du Kurdistan. L'histoire retiendra qu'une simple mise en garde des Américains ou une déclaration commune des Alliés, à tout le moins des chefs de file démocratiques de la coalition (France, Royaume Uni, Etats-Unis) en

faveur de la démocratie et des élections libres en Irak, auraient pu sauver des milliers de vies humaines et donner à la population irakienne des raisons d'espérer dans l'avenir. Eternelles victimes, les Kurdes auront été, une fois de plus, sacrifiés sur l'autel des calculs cyniques de la Realpolitik qui a repris ses droits en même temps que le boucher de Bagdad reprenait du service. Reste à espérer que la France affirmera enfin sa fameuse « différence » en prenant la défense du Droit pour éviter que le « nouvel ordre » tant promis ne sombre pas complètement dans un nouveau cynisme international.

\*Président de l'Institut kurde de Paris.

**Libération** 4 avril 1991

**LE CESSEZ-LE-FEU VOTÉ SANS RÉFÉRENCE AUX KURDES**

# ONU: LA PAIX AMÈRE

**Le Conseil de sécurité a adopté hier soir une résolution imposant à l'Irak comme conditions d'un cessez-le-feu définitif une renonciation au terrorisme, la destruction de ses armes chimiques et de ses missiles ainsi que le paiement de lourds dommages de guerre.**

**Le texte ne comporte aucune allusion à la répression menée actuellement par Bagdad contre les populations kurdes du nord, comme avait semblé le souhaiter François Mitterrand dans une déclaration faite hier matin en Conseil des ministres où il estimait qu'il en allait de « l'autorité politique et morale » de l'ONU.**

**Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, devait s'envoler dans la nuit vers le Kurdistan via la Turquie et l'Iran.**

## DIFFÉRANT LA QUESTION DES KURDES, LES NATIONS UNIES ONT ADOPTÉ HIER LA RÉSOLUTION 687 L'ONU FIXE LES CONDITIONS DE LA FIN DE LA GUERRE DU GOLFE

New York, Nations Unies, envoyé spécial

**L**a guerre du Golfe est officiellement finie. Laissant de côté la question kurde, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté hier soir la résolution 687 mettant fin formellement aux hostilités. Le problème de la répression des populations kurdes et chiites en Irak a été remis à plus tard.

Le vote a été acquis par 12 voix pour, 1 voix contre, Cuba, et deux abstentions, le Yémen et l'Équateur. Cette résolution 687, la plus longue et la plus détaillée dans l'histoire des Nations Unies impose, en échange de la « paix », des conditions de cessez-le-feu draconiennes à l'Irak. « C'est une mauvaise, vraiment mauvaise résolution », a reconnu l'ambassadeur irakien Abdul-Amir al-Anbari, « mais parfois, vous devez avaler des pilules amères. » Pour son homologue américain Thomas Pickering, qui, depuis huit mois, a imposé de main de maître le point de vue américain au Conseil de sécurité, « cette résolution est dure mais extrêmement juste ».

La résolution ne dit pas un mot de la situation intérieure en Irak. Jamais les Kurdes ou les chiites ne sont mentionnés. Au contraire, l'application du

cessez-le-feu laisse les mains libres à Saddam Hussein d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour poursuivre la répression, notamment les avions. Ces appareils permettront au gouvernement irakien de bombarder à loisir les zones rebelles.

Cette « mère des résolutions », pour reprendre la formule du représentant soviétique à l'ONU, Yuli Vorontsov, met un point d'orgue à l'intervention des coalisés en Irak et va permettre aux États-Unis de sortir en bon ordre et le plus rapidement possible de ce pays ravagé par la guerre civile. Selon la résolution adoptée hier, qui reprend à quelques virgules près un texte américain, un cessez-le-feu formel et permanent entrera en vigueur dès l'acceptation par l'Irak de ce texte. « Ils n'ont pas le choix », notaient les diplomates à l'ONU.

Une force d'observateurs de l'ONU sera alors dépêchée tout au long d'une zone démilitarisée entre l'Irak et le Koweït. Et le secrétaire général aura trois jours pour organiser l'arrivée de ces Casques bleus. Ce déploiement, note la résolution, « permettra aux alliés de retirer leurs troupes d'Irak ». Les coalisés ont encore 100 000 hommes dans le sud de l'Irak dont ils occupent 15% du territoire. La réso-

lution n'oblige pas formellement les alliés à se retirer mais les Français, les Britanniques et les Américains ont indiqué qu'ils avaient l'intention de quitter l'Irak dans les tout prochains jours. George Bush, notamment, entend ramener les boys à la maison le plus rapidement possible, connaissant le peu d'appétit de ses concitoyens pour des aventures sans fin dans des pays exotiques. Pour la première fois de son histoire, le conseil garantit la frontière entre l'Irak et le Koweït sur la base d'un accord conclu en 1963 entre les deux pays mais qu'aujourd'hui Bagdad nie avoir ratifié.

Un autre volet de la résolution exige la destruction des armes de « destruction de masse » détenues par l'Irak, une mesure sans précédent. L'Irak doit « accepter inconditionnellement que soient détruits ou enlevés, toutes ses armes chimiques, biologiques et nucléaires ainsi que les stocks de ces agents ». Bagdad devra aussi détruire tous ses missiles ballistiques d'une portée supérieure à 150 km. Le texte précisait « tous » les missiles mais grâce à une intervention soviétique, l'Irak pourra conserver ses armes dites « du champ de bataille ». Les conditions de destruction de ces stocks que seuls l'URSS et les États-

Unis ont le savoir-faire de poursuivre, sont encore secrètes mais une commission spéciale de l'ONU vérifiera l'application de ces mesures. L'Irak, par ailleurs, doit s'engager à ne pas acquérir des composants ou du matériel lui permettant de renouveler ses stocks.

Dernière mesure draconienne, un pourcentage de la production pétrolière irakienne sera réservé pour le paiement des dommages de guerre dus par Bagdad.

En échange, les sanctions économiques seront progressivement levées en fonction du respect par l'Irak des différents articles de la résolution. Seul l'embargo sur les produits alimentaires et médicaux sera immédiatement supprimé. Les sanctions sur les autres produits ne seront levées que lorsque les armes de destruction de masse auront été détruites. En tout état de cause, l'embargo sur les ventes d'armes est maintenu pour les quatre prochains mois et sera alors seulement sujet à révision.

La France, contrairement à ce que laissait supposer une lecture littérale

des déclarations de François Mitterrand, a voté ce texte, bien qu'elle ne condamne pas « la répression en Irak ». Dans son explication du vote, le représentant français à l'ONU, M. Jean-Marc Rochereau de la Sablière n'exprime aucune réserve et ne mentionne pas que la levée des sanctions puisse être conditionnée par la fin de la répression, comme l'avait demandé le président français. On reconnaissait à l'ONU qu'il y avait un certain décalage entre la rhétorique en France et les réalités diplomatiques à New York. M. de la Sablière appelle, dans son discours, « les autorités irakiennes à mettre fin sans délai à la répression sous toutes ses formes », ajoutant : « Il est essentiel que la juste revendication par la communauté kurde du respect de son identité au sein de l'Etat irakien soit pleinement reconnue. » « Le Conseil de sécurité a le devoir de se prononcer sur cette situation », a estimé le chargé d'affaires français.

La veille, la France avait présenté aux autres membres du conseil des éléments d'un projet de résolution

condamnant la répression des Kurdes et des chiïtes par l'Irak ». Ce texte improvisé en quelques heures par le Quai d'Orsay et mal préparé selon les diplomates, a été très mal accueilli à l'ONU, pour qui la « non-ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays » est un des piliers de la philosophie. La Chine et l'Union soviétique, deux membres permanents du Conseil qui connaissent tous des problèmes de minorité tout à fait comparables aux Kurdes, « n'ont montré aucun enthousiasme pour ces projets », selon une litote très diplomatique. Les Etats-Unis, pressés d'en finir avec la résolution de cessez-le-feu, ont également rejeté l'initiative française, estimant en privé, qu'elle répondait largement à des considérations de politique intérieure. Après ce baroud d'honneur auquel on se demandait à l'ONU si la France elle-même croyait, la délégation française s'est rabattue hier sur un projet plus réaliste, replaçant la question kurde dans un contexte humanitaire qui n'offensait personne. Les cinq membres permanents du Conseil ont ainsi entamé

hier soir des « consultations » qui pourraient donner lieu à une déclaration non contraignante du président du Conseil de sécurité, ce mois-ci, l'ambassadeur de Belgique. Une astuce onusienne lorsque les pays du conseil ne sont pas en mesure de voter une résolution en bonne et due forme. Cette déclaration reprendrait également une lettre adressée par la Turquie au Conseil de sécurité, faisant part de sa préoccupation devant la situation des réfugiés kurdes sur son territoire.

Les Français notaient avec intérêt que l'administration américaine, critiquée pour avoir abandonné Kurdes et chiïtes, pourrait se rallier à cette idée et faire un geste. « Il y a un malaise dans l'administration américaine », expliquait un diplomate, « qui pourrait ainsi se dédouaner grâce au projet français. » La mission française à l'ONU faisait ainsi savoir qu'elle avait reçu un « nombre important d'appels d'Américains » soutenant ses démarches.

François SERGENT

## Mitterrand prend le drame kurde à cœur

**Le Président français a exigé hier de l'ONU une condamnation de la répression en Irak et l'Elysée opérerait pour une initiative humanitaire spectaculaire.**

**L**oin de se laisser démonter par l'accueil frigidant réservé à son initiative en faveur des Kurdes, François Mitterrand est monté au créneau hier. Il a exigé du Conseil de sécurité de l'ONU une condamnation de la répression en Irak, et a ajouté un commentaire personnel, brutal autant qu'elliptique : « S'il n'en était pas ainsi, l'autorité politique et morale des Nations Unies en serait gravement affectée. Dans ce cas, la France ne saurait être solidaire d'une telle carence. »

Le président de la République a, selon son entourage, « une action précise à l'esprit », au cas où il n'obtiendrait pas satisfaction au Conseil de sécurité. Aucun des quatre autres membres permanents du Conseil (Chine, Etats-Unis, Grande-Bretagne, URSS) n'est disposé à suivre la France dans sa proposition initiale, au nom de la sacro-sainte non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat.

Le drame kurde est clairement devenu une affaire d'Etat, voire une affaire personnelle pour le Président. Son épouse n'a pas attendu ce conflit pour

s'impliquer affectivement dans ce dossier, pas plus que Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, qui devait s'envoler cette nuit pour le Kurdistan via la Turquie et l'Iran. Par petites touches, François Mitterrand s'est à son tour sensibilisé au sort de cet « autre » peuple sans patrie, qui compte moins de défenseurs que les Palestiniens.

Que peut faire, que veut faire François Mitterrand ? L'Elysée, tout entier mobilisé, opérerait en faveur d'un geste humanitaire spectaculaire, dont les modalités étaient à l'étude hier. Une sorte de « provocation humanitaire », selon la formule employée dans les milieux gouvernementaux, qui attirerait l'attention des opinions publiques sur le sort des Kurdes, et au passage sur la position en flèche de la France.

« François Mitterrand se place sur un terrain politique et humanitaire », indique-t-on à l'Elysée. Pas question, en effet, de reprendre la guerre ou de s'engager dans le conflit intérieur irakien. Les secours d'urgence constituent le terrain de prédilection de la France, passée maîtresse dans l'art, controversé, de la « diplomatie huma-

nitaine » : Roland Dumas rappelait hier à l'Assemblée nationale que la seule aide parvenue jusqu'ici aux Kurdes était française, ce que confirment les exilés kurdes à Londres. Cinquante tonnes de lait et trente tonnes de médicaments : une goutte d'eau qui a surtout valeur de symbole, et qui en dit long sur l'abandon international des Kurdes.

Le terrain politique est plus délicat. La France se retrouve dans un splendide isolement dans sa démarche. Celle-ci n'a pourtant rien d'exceptionnel, vu l'ampleur de la répression et de l'exode des civils kurdes. Au regard des réactions à Washington, Londres ou Moscou, elle semble pourtant d'une audace folle. Sans parler du silence radio enregistré dans le monde arabe, si prompt à s'enflammer pour d'autres causes dans cette région.

La France évolue sur la corde raide. Elle partage largement les considérations avancées par les Américains pour ne pas bouger : le souci de préserver l'intégrité de l'Irak, d'éviter un déséquilibre régional en faveur des chiïtes... Pour autant, Paris a décidé de ne pas assister passivement au massacre. Indignation opportuniste qui permet de répondre à une émotion de l'opinion et de la classe politique française ? Occasion de se démarquer à peu de frais de la puissance américaine à laquelle la France a « collé » ces derniers mois comme rarement par le passé ? Sans doute, les arriè-

pensées n'étant jamais absentes de telles mobilisations diplomatico-médiatiques.

La France tente cependant de faire avancer au passage une idée qui revient à intervalles réguliers : celle de l'ingérence positive dans les affaires intérieures d'un Etat. Paris avait déjà patronné en 1988 aux Nations Unies une résolution, inspirée par Bernard Kouchner, sur le « droit d'assistance humanitaire », applicable aux catastrophes naturelles et « situations similaires ». L'an dernier, lors des événements de Roumanie, Roland Dumas avait été un peu plus loin en souhaitant que les juristes internationaux étudient un possible « droit d'assistance, d'ingérence ou d'intervention » lorsque la démocratie ou les droits de l'homme sont menacés à l'intérieur d'un Etat. « Il faut faire évoluer les règles des relations internationales », dit-on à l'Elysée.

Les réactions à la démarche française aux Nations Unies montrent que le climat international est peu porteur. Malgré le discours sur le « nouvel ordre mondial », les Grands de ce monde ne sont pas prêts à concéder un tel droit qui peut se retourner contre eux. La France se retrouve ainsi dans un rôle qu'elle affectionne, celui de donneur de leçons morales, doublé d'une relative impuissance. Une maigre consolation pour les Kurdes, mais une consolation-tout-de-même.

Pierre HASKI

# Des Kurdes à bout de souffle

Mardi, au poste-frontière turc, après des jours de marche dans le froid, il y avait le docteur Hassan, l'ingénieur Sobhi Shaker, qui racontent, et tous les autres, traqués par l'armée irakienne, qui n'exprimaient leur drame que d'un regard.

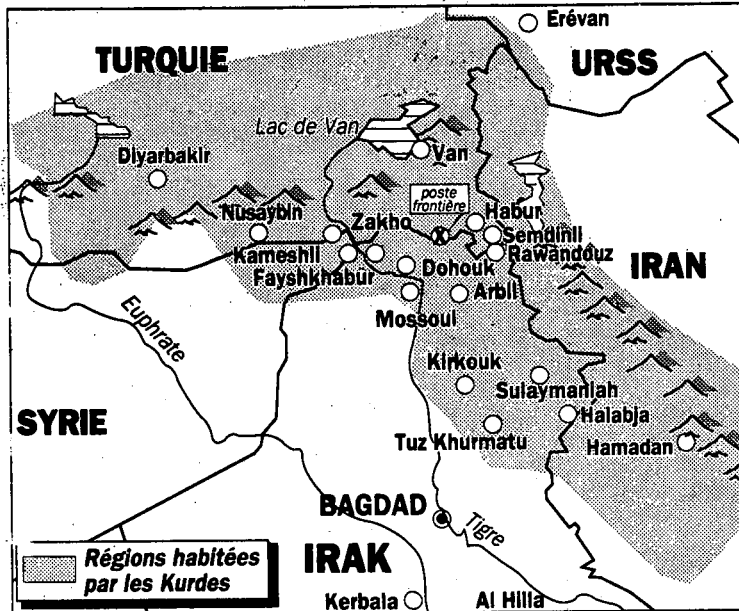
Frontière turquo-irakienne, envoyé spécial

Quatre jours plus tôt le docteur Hassan était un homme heureux. Chirurgien-chef de l'hôpital de Sulaymaniah, ville kurde par excellence — l'une des principales du Kurdistan — au nord-est de l'Irak — il avait exercé longtemps à Bagdad, dont il était parti le 11 mars apprenant que sa ville natale était libre. Hassan n'était pas pour autant kurde, mais arabe, de confession chrétienne. « La liberté n'est ni kurde ni arabe. Je suis revenu parce qu'on avait besoin de moi et que je ne pouvais pas manquer un moment pareil. Ce sont les Peshmergas, qui ont libéré notre ville mais nous sommes ici comme les frères d'une même famille. Nous n'avons qu'un ennemi, Saddam Hussein et son régime fasciste. »

Des dizaines de passants s'étaient rassemblés autour de nous et Hassan servait d'interprète. Comme à chaque étape de ce voyage dans le Kurdistan, libéré, dès qu'ils apercevaient un journaliste étranger les gens accouraient, avides de parler, de manifester le bonheur de pouvoir accueillir, chez soi, l'étranger auquel, trois semaines auparavant, on aurait jamais osé adresser la parole de peur des espions ou des agents du parti Baas.

Nous devons quitter Sulaymaniah le soir même et Hassan était désolé de ne pouvoir nous retenir à dîner et de n'avoir pu nous offrir l'hospitalité de sa maison. « Ce sera pour la prochaine fois. Ce sera même mieux car pour le moment nous n'avons pas grand chose à vous donner. Maintenant nous pourrions aller et venir comme nous voulons. Nous nous reverrons, à Sulaymaniah ou à Bagdad, vous ne reconnaîtrez pas l'Irak quand on aura chassé Saddam. A bientôt. Inç Allah. »

Quatre jours plus tard, alors que notre petit groupe de journalistes et quelques dizaines de Kurdes et de Turkmènes qui avaient cheminé avec nous depuis six heures à travers les montagnes, arrivaient au poste militaire turc de Yesil-Ova, une voix m'interpella par mon nom, venue du côté des réfugiés qui nous avaient précédés et attendaient assis sur un tas de pierres, de l'autre côté des barrières du poste. Il me fallut un moment pour reconnaître le docteur Hassan. Arrivé la veille, épuisé par deux jours de voyage, mal rasé, couvert de poussière et de boue, c'était un homme vaincu, aux épaules courbées et au regard éteint; le chirurgien-chef de l'hôpital de Sulaymaniah n'était plus qu'un réfugié parmi les autres.



Hassan et sa femme avaient quitté Sulaymaniah le 29 mars. La veille, Radio Bagdad annonçait une fois de plus la prise de Kirkouk par les forces gouvernementales, mais cette fois la résistance kurde n'avait pas démenti. « Ma femme avait peur, explique Hassan. Nous n'avions plus rien à manger. Si les gens de Saddam rentraient dans Sulaymaniah je n'avais pas une chance de leur échapper. Des amis nous ont accompagnés sur une partie du chemin avec leur voiture puis nous avons trouvé un camion qui nous a mené jusqu'à N. (l'un des carrefours de contrebandiers en pleine montagne, où se rassemblent les réfugiés avant de marcher vers la Turquie et que, pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons pas identifier plus précisément). Nous avons perdu la valise que nous avions emportée. Il ne nous reste plus rien. Je suis heureux de vous revoir. Au moins vous pouvez parler aux soldats turcs. Vous, ils vous recevront. Dites-leur que tous ces gens n'ont pas de quoi manger, pas assez de couvertures pour la nuit qui vient. Hier, nous avons dormi près d'un feu mais le vent est glacial. Il y a ici des enfants, des malades, si on ne fait rien pour eux, ils vont mourir. Au moins qu'on nous laisse aller jusqu'au prochain village. Je sais qu'il y a un poste de la Croix-Rouge. »

« Ce matin un camion est venu, ma femme est montée dedans avec 50 ou 60 personnes, je ne sais plus. Elle était à bout de force. Il faut qu'ils nous envoient d'autres camions, des tracteurs, cinq ou six suffiront pour trans-

porter ceux qui en ont le plus besoin. Je suis prêt à marcher, ce n'est qu'à deux heures d'ici, mais je vous en prie, dites-leur de nous laisser passer. Si vous voulez, je vous servirai d'interprète, je parle turc. Faites quelque chose, je vous en supplie. »

## Il faut parler pour tous

Un homme qui s'était approché de nous durant la conversation, me tira par le bras. « Look, look, regardez », dit-il en ouvrant le col de sa chemise pour en extraire une croix d'or pendue à son cou. « Chrétiens, chrétiens », criait-il en frottant ses deux index l'un contre l'autre, signe habituel au Proche-Orient pour exprimer la similitude de confession ou d'idées. « Il dit que nous sommes des chrétiens comme vous », traduisait Hassan, persuadé — il n'est pas le seul — qu'un Occidental est forcément un chrétien. Par le truchement du docteur, l'homme expliquait que nous devions demander à la France, à l'Italie, à l'Espagne, à l'Allemagne, à l'Europe enfin, d'intervenir pour sauver les chrétiens, que nous étions semblables et qu'il n'était pas possible de laisser des gens dans cette misère absolue de l'autre côté d'une barrière d'un poste turc. « Il faut parler pour tout le monde, corrigea doucement Hassan. Il veut seulement vous dire qu'il y a des chrétiens parmi les réfugiés, parce qu'il sait qu'en Europe, s'il s'agit seulement de musulmans, on se méfie. Je veux vous dire encore... »

Hassan, soudain s'était interrompu. Un soldat que nous n'avions pas vu venir s'interposait entre nous. mon-

trant du doigt aux deux hommes le tas de pierres dévolu aux réfugiés et m'indiquant le baraquement de l'autre côté de la barrière où je devais, compris-je, me rendre illico, avant d'indiquer aux deux réfugiés qu'il était interdit de parler aux journalistes. Hassan et le chrétien s'éloignèrent aussitôt, osant à peine me regarder. De loin le docteur se retourna, timidement, pour me faire un signe qui devait dire, une fois de plus, « aidez nous ».

## Un peu plus d'horreur encore

Sobhi Shaker avait eu plus de chance. 35 ans, parlant un anglais parfait, cet ingénieur de travaux publics avait quitté Arbil en même temps que notre groupe de journalistes. Il nous avait accompagnés tout au long du chemin, guide improvisé d'une parfaite efficacité pour choisir les bonnes routes, éviter les voies encombrées par la masse des réfugiés, négocier les changements de voiture d'une ville à l'autre, traduire les propos ou les conseils qu'on nous donnait sur la route, en turc en arabe ou en kurde, puis trouver des passeurs à proximité de la frontière ainsi que les ânes et mulets nécessaires au transport des bagages. Sobhi Shaker, décidément, savait tout faire.

Natif de Rawandouz, une autre citadelle de l'histoire kurde, Sobhi n'avait rien d'un militant et il en était fier. « Je n'ai jamais aimé la politique, je n'aime pas les partis, je n'aime pas les idéologies, je ne crois qu'à la liberté, expliquait-il. Mais il y a eu l'"Intifada" (utilisé par les Kurdes pour nommer leur soulèvement NDLR) et depuis ce jour j'ai décidé que je travaillerais pour la révolution ». L'ingénieur n'en avait pas eu moins d'excellentes raisons de quitter Arbil.

Rappelé dans l'armée irakienne après l'invasion du Koweït, il était basé jusqu'en janvier à Bagdad dans une sorte de bureau militaire d'études pour des projets de construction, son métier en fin de compte. Mais il avait été libéré de ses obligations après le bombardement de sa caserne au cours d'un raid américain sur la capitale irakienne. Le 9 mars, il revenait à Arbil où vivait sa famille et, cherchant à se rendre utile, il mit ses compétences au service de la résistance kurde pour une tâche très spéciale : dynamiter les locaux des services de sécurité du régime afin d'essayer de retrouver d'éventuels prisonniers.

Les prisons connues étaient épouvantables, d'autres, pire encore étaient, elles, secrètes, dissimulées sous d'autres bâtiments ou, comme à Arbil par exemple, sous les massifs d'un jardin public. On a beau savoir, croire que l'on sait, avoir lu des rapports d'Amnesty International, entendu des témoignages de survivants — ils ne sont pas nombreux —, quand on voyage librement dans ce qui était il y a peu un morceau de l'Etat baasiste conçu par Saddam Hussein et qui



va peut-être le redevenir, on découvre à chaque fois un peu plus d'horreur.

Ainsi, quand la prison d'Arbil fut prise, on découvrit dans un sous-sol deux femmes entièrement dénudées et trois enfants pendus à des crocs de boucher. Selon les constats faits sur place, la mort remontait à deux ou trois jours, soit au moment où les responsables des lieux avaient décampé. Dans un autre sous-sol, un peu plus profond, les *pesmergas* trouverent enfin des survivants. D'une pièce entièrement obscure, envahie d'une odeur pestilentielle, un petit groupe d'hommes sans âge émergea devant eux. « Ils étaient dans un tel état, racontait un témoin, qu'on ne pouvait pas dire s'ils avaient 30 ou 60 ans. Ils avaient perdu la raison et tenaient des propos incohérents. L'un de ceux qui pouvaient parler nous demanda si le Président Bakr était toujours au pouvoir. » Mohamed Hassan el-Bakr présidait l'Irak de 1970 à 1979 avant d'être chassé du pouvoir par Saddam Hussein qui avait été jusqu'alors et depuis toujours son indéfectible numéro deux. Ainsi, pour ces hommes, le temps s'était arrêté, au fond d'un trou, il y a au moins douze ans.

Le 11 mars, les combats cessèrent à Arbil avec la prise des locaux du parti Baas et du redoutable *Am'mn*, l'un des services de sécurité du régime, dont les occupants furent les seuls du reste à se battre alors que l'armée s'était, ici comme ailleurs, pratiquement désintégrée. Agents et miliciens du parti de Saddam, tueurs et tortionnaires, exécutants de ses pires besognes, ceux-là du moins qui n'avaient pu fuir à temps, n'avaient probablement pas d'autre choix. Ils savaient que la population ne les laisserait pas sortir vivants. Selon les estimations des organisations kurdes, 1000 ou 2000 prisonniers politiques, comptabilisés depuis longtemps comme des disparus, étaient supposés détenus dans les locaux de la Sécurité. Pourtant, ces derniers, fouillés de fond en comble, ne révélèrent aucune prison. « On avait trouvé les salles de tortures, des cellules cubiques de un mètre de côté où l'on sait que la Sécurité enfermait les gens avant ou après les interrogatoires, mais pas une pièce susceptible de contenir une grande masse de détenus », racontait Sobhi Shaker, qui dirigeait la fouille. L'ingénieur découvrit enfin, dans un coin de bureau, les plans du bâtiment et du même coup, l'existence d'un souterrain qui menait de l'autre côté de la rue vers le jardin public, mais pas de porte d'accès.

#### Des enfants aux yeux fixes

« J'ai pris alors le risque de dynamiter l'endroit. C'est vrai que des prison-

niers pouvaient en mourir mais il n'y avait pas d'autre choix pour sauver les autres condamnés sinon à la plus horrible des morts. » La « prison secrète » était ensevelie à 4,50 mètres sous la terre. Une fois ouverte, Sobhi Shaker vit qu'elle était vide. Manifestement, les geôliers n'étaient pas partis seuls. « On suppose qu'après les premiers soulèvements dans le nord, voyant le commencement de la fin, ils ont transféré les prisonniers vers Taksit ou Bagdad, ajoute Sobhi. Vivants, morts, qui peut savoir ? »

Dimanche dernier, 31 mars, alors que les obus tombaient sur Arbil au petit malheur la chance et parfois au rythme de soixante à la minute, Sobhi choisit de s'en aller. « J'ai prévenu mes parents. Mon père est trop âgé pour marcher dans la montagne, ma mère voulait rester avec lui, mon frère et ma sœur également. J'ai voulu les emmener dans une maison de la montagne, plus sûre. Nous avions une voiture, de l'essence. Mon père a dit : "si telle est la volonté de Dieu nous mourrons dans notre maison. Je ne partirai pas." J'ai choisi de vivre. Je ne sais pas ce que mes parents sont devenus. Je me demande si je le saurai un jour et si je les reverrai. Mais où que je sois, je continuerai de travailler pour mon peuple. » Mêlé au groupe des journalistes, Sobhi a passé les barrières du poste militaire turc et a pu se rendre à Ankara où il cherche un pays d'accueil. Bien rares sont ceux qui à ce jour sont arrivés jusque-là.

A la faveur d'une distribution de nourriture ou de médicaments, après l'arrivée d'un hélicoptère chargé de ravitaillement, d'autres réfugiés avaient pu un instant passer aussi les barrières du poste de Yesil-Ova. Wamid et Ahmed, deux frères, m'expliquèrent sous le regard d'un soldat qui n'avait visiblement pas le courage d'appliquer la consigne du silence, qu'ils se trouvaient entre Arbil et Salahudin, un petit village de la montagne proche de la capitale régionale, dimanche matin, avec le flot des partans, quand les hélicoptères ont bombardé un carrefour routier, semant la panique. C'est à cet endroit qu'un autobus et quatre voitures ont été atteints par des tirs de roquettes. « Un autre de nos frères conduisait la voiture suivante avec nos parents, racontaient-ils. Quand il y a eu le bombardement, tout le monde est sorti des camions ou des bus pour courrir dans les champs. Nous étions à l'avant et nous avons pu continuer. Nous avions terriblement peur mais nous ne pouvions pas retourner. Nous ne savons pas ce que sont devenus les autres. Si vous parlez aux gens d'ici peut-être qu'ils sauront quelque chose. » Ils se turent, pour ne pas abuser la

patience du soldat.

Il y avait aussi tous ceux qui ne parlaient pas et exprimaient leur drame d'un geste ou d'un regard. Il y avait cette femme, la soixantaine peut-être, accroupie près d'un arbre, qui, les deux bras écartés, murmurait d'incompréhensibles imprécations vers le ciel. Plus tard, on sut que deux de ses garçons avaient été tués à Kirkouk. Il y avait ces enfants aux yeux fixes, regard insoutenable, incapables de sourire ou de rire, quand bien même le père ou la mère hasardaient vers eux un pauvre geste de tendresse. Alors que la nuit tombait, les hommes ramassaient du bois alentour pour allumer de nouveaux feux, se préparant à une nouvelle nuit glacée. Le drame, on le devine, est pire encore pour ceux qui continuent de marcher dans la montagne. Des rumeurs trop persistantes pour être seulement le fruit des cauchemars de réfugiés disent que plusieurs dizaines d'entre eux dont des enfants y sont déjà morts d'épuisement ou de froid, ou ont sauté sur les mines qui jalonnent les approches de la frontière du côté irakien.

#### Ainsi l'a voulu Bagdad

Pour ceux au moins qui étaient à Yesil-Ova quand nous y passâmes, la nuit suivante fut un peu plus clémente que prévu. Huit camions dépêchés par l'armée turque va les prendre pour les mener on ne sait où. Probablement rejoindre l'un de ces camps où, depuis 1988, après le gazage de Halabja, des dizaines de milliers de réfugiés kurdes irakiens continuent d'attendre le miracle du retour dans leur pays. Peut-être ceux-là ont-ils eux aussi rêvé, pendant ce court printemps kurde, que le jour était enfin proche où ils retrouveraient leur maison, leur village, les leurs.

C'est donc le contraire qui s'est produit. Ainsi l'a voulu Bagdad, ainsi ont laissé faire ceux qui ont mené la plus formidable opération militaire de l'après-guerre pour libérer le Koweït mais ont permis à Saddam Hussein de prendre une revanche sur son propre peuple. Aucun avion irakien n'a pu voler face aux radars de la coalition. Les hélicoptères, eux, peuvent terroriser les populations kurdes. Il doit y avoir des raisons pour cela. Le saurait-on, qu'on n'aurait pas répondu pour autant aux questions du docteur Hassan. L'homme rencontré à Soulaymaniah s'en serait préoccupé avec sérieux. Le réfugié de la frontière turque avait désormais d'autres soucis. Quand nous avons quitté le poste militaire, je le devinais, quelque part parmi les autres faisant un signe de la main.

Marc KRAVETZ

# Le 5 août, le destin de Azzad Awni basculait

**Le jeune ingénieur kurde, ange gardien des journalistes occidentaux a connu enfant l'exil. Puis la prison, la torture. Condamné à mort, il est sauvé « in extremis » par... les bombardements américains sur Bagdad.**

Quand Azzad apparut dans la cour du petit poste militaire de Yesil-Ova, ce fut un instant unique d'émotion et de bonheur. Azzad Awni était, depuis le 21 mars, quand notre petit groupe d'Américains, d'Anglais et de Français entré dans le Kurdistan irakien via la Syrie, était arrivé à Zarkho, la première ville kurde libérée rencontrée sur le parcours, la providence des journalistes. Ainsi l'avait voulu Masoud Barzani, le président du Front kurde qui avait confié à ce jeune ingénieur, spécialisé dans la plomberie et la réfrigération, la tâche d'aider la douzaine de journalistes que nous étions. Plus tard quand des nouveaux arriveront, il élargira simplement son champ d'activité. Où que l'on soit, Azzad apparaissait et réglait le problème. Aussi, son arrivée au poste militaire turc n'était pas finalement une surprise. A cela près que cette fois, c'est lui, Azzad Awni y cherchait une solution au sien.

Né en 1962, à Diarbakir, la « capitale » du Kurdistan turc, Azzad a grandi dans une famille originaire d'Irak, entièrement vouée à la cause. Son père et l'un de ses oncles étaient des dirigeants kurdes fameux. Si ses premières années d'écolier se sont passées à Bagdad où sa mère demeure encore, il a étudié ensuite en Turquie et à Londres avec un passage en Iran et en France.

Une fois maître de ses décisions, il continua dans la même voie. Il était à Bagdad quand, en 1983, il fut requis pour le service militaire. Servir dans l'armée des ennemis de son peuple ? Pas question. Azzad passa clandestinement la frontière turque et termina ses études d'ingénieur à Istanbul.

L'amnistie décrétée en 1986 lui permit de rentrer à Bagdad avec son diplôme en poche après quatre mois toutefois passés dans un camp militaire. Depuis lors, il travaillait dans une entreprise anglo-irlando-irakienne, spécialisée dans l'importation de viande depuis l'Iran. Il y était chargé de veiller à la bonne marche de la chaîne du froid. A Bagdad, il rencontra Mandan, une jeune et jolie Kurde aux cheveux châtain. Il se marièrent et la vie aurait pu continuer ainsi. Le 5 août 1991, le destin de Azzad Awni bascula.

Trois jours après l'invasion irakienne du Koweït, deux hommes en civil frappèrent à la porte de la famille Awni à Bagdad. Il y avait des problèmes à l'usine et on avait besoin d'Azzad pour un court moment. Une fois dans la rue, les deux hommes se présentèrent comme des membres du parti Baas qui voulaient discuter avec

lui, en particulier de certaines questions et lui promirent de le ramener à la maison après un quart d'heure. Leur voiture, une Land-Cruiser, les attendait à quelques mètres de là. Quand Azzad en aperçut une seconde avec trois ou quatre hommes à bord, il comprit. A l'instant même, il était vigoureusement poussé dans la première voiture, menotté aussitôt, tandis qu'on lui bandait les yeux. Il reconnut que l'on passait le pont qui sépare son quartier de celui de Qadhymia, il sut alors où on le menait. Qadhymia, immense faubourg chiite de Bagdad héberge aussi, près du fleuve, une prison tristement célèbre essentiellement réservée aux détenus politiques.

Une fois les portes refermées sur lui et son escorte, on le fit se déhabiller entièrement et on le fourra à coups de pied dans une cellule cubique de un mètre de côté pour y passer sa première nuit de prisonnier. C'est seulement après 24 heures de séjour dans la cellule cubique qu'on l'interrogera. C'est à ce moment-là aussi que les tortures commencèrent.

« Au début ils me battirent sur tout le corps avec des câbles, puis ils me fixèrent des pinces sur les dents et me torturèrent à l'électricité. C'était parfois le jour des câbles, parfois le jour de l'électricité. Je n'avais plus le sens du temps. A plusieurs reprises aussi, ils m'enfermèrent dans une chambre froide, comme celles sur lesquelles je travaillais. Je restais immobile, accroupi, à peine conscient. » C'est seulement quand on insiste que Azzad accepte de donner des détails. Sinon il dit : « Oui, ils m'ont un peu battu et un peu torturé. » Pendant onze jours. Durant tout ce temps, Azzad est resté nu et les yeux bandés. Il ne verra jamais l'un de ses geôliers, ni l'un de ses tortionnaires.

Le premier interrogatoire sérieux commença le deuxième jour. Azzad apprit alors ce qu'on lui voulait. Moyyed, l'un de ses anciens compagnons de collège avait été arrêté peu auparavant en possession d'un faux passeport et d'une fausse carte d'étudiant avec l'intention supposée de passer clandestinement la frontière pour rejoindre l'un des mouvements irakiens de l'opposition kurde. Sous la torture, il avait donné le nom de Azzad, parmi d'autres. Les deux jeunes gens, qui avaient en commun d'être les fils de personnalités importantes du mouvement kurde, ne s'étaient pratiquement pas revus depuis les années lycéennes. C'est ce que Azzad tenta en vain d'expliquer aux policiers chargés de l'interrogatoire et qui lui demandaient inlassablement :

« Puisque tu connaissais les projets de Moyyed, pourquoi tu ne l'as pas dénoncé ? » et puis encore : « Tu n'as rien dit parce que tu voulais quitter l'Irak avec lui. » Le policier rendu furieux par les dénégations du prévenu le frappait de nouveau avec des câbles.

Trois mois passèrent ainsi. A plusieurs reprises, dans les débuts, Azzad se souvient avoir été confronté à Moyyed. Les yeux bandés, il ne pouvait le voir et il ne devait plus le revoir. Condamné à mort, Moyyed a été pendu, nul ne sait quand, octobre ou novembre probablement.

Le 21 décembre Azzad, fut jugé à son tour par un tribunal révolutionnaire. Procès rapide et silencieux. Le président du tribunal posa une seule question : « Etes-vous coupable ou non ? » Azzad répondit « non ». « Si n'étiez pas coupable, pourquoi vous aurait-on amenés ici ? » observa le président qui passa la parole au procureur. Trois chefs d'accusation étaient finalement retenus contre Azzad : tentative d'organiser une milice, contacts avec l'ennemi hors des frontières et non dénonciation de malfaiteurs.

Le tribunal militaire, soucieux de l'égalité, avait commis un avocat d'office. « Sa plaidoirie, sourit Azzad, fut encore plus courte que le réquisitoire. "Soyez clément avec ce jeune homme il ne comprend rien à ce qu'il fait, je crois qu'il est fou" ». Après un court délibéré Azzad Awni apprit qu'il était condamné à être pendu. Le verdict serait exécuté dans les 60 jours délai de rigueur pour permettre à Saddam Hussein d'approuver ou de commuer la sentence.

Après le jugement, Azzad changea à nouveau de cellule. Celle des condamnés à mort était plus spacieuse, pas loin de 40 mètres carrés pour la trentaine de détenus qui devaient y vivre leur dernière semaine ou leur dernier jour. Deux fois par semaine, le mercredi et le samedi, on venait chercher l'un d'entre eux puis un autre plus tard puis un troisième etc. Le « papier » était arrivé. Les gardiens entraient dans la cellule, appelaient l'homme qui sortait sans un mot et nul n'entendait plus parler de lui. C'est seulement une fois dans le couloir que l'homme savait s'il allait mourir dans la minute suivante ou bien si, bénéficiant de la grâce présidentielle, il passerait le reste de sa vie en prison. Azzad connut au moins un cas de ce genre. Mais la plupart moururent sous la potence, les Kurdes essentiellement, et parmi eux de jeunes lycéens ou étudiants : « Certains n'avaient pas plus de 15 ou 16 ans, précise Azzad, mais les policiers truquaient les papiers pour qu'ils

aient officiellement la majorité requise de 18 ans ». « Nous ne savions rien, mais d'une certaine manière nous savions quand même poursuivre Azzad. Il y avait un chien dans le couloir et chaque fois que l'un des autres était exécuté il pleurait. »

Azzad sait assez d'anglais pour ne pas se tromper sur les verbes. Et s'il ne dit pas que le chien hurlait à la mort, c'est qu'il ne s'agit pas pour lui du mot juste. Les mêmes jours, de nouveaux condamnés venaient remplacer les disparus.

« Le 20 janvier, se souvient Azzad, on entendit une explosion terrible. Par la lucarne on aperçut un éclair, nous avons tous été assommés comme par un vent formidable qui nous a jeté par terre. Quand nous nous sommes relevés, il n'y avait plus de portes à la cellule elle avait été emportée par le souffle. Aucun gardien n'était alentour. Nous nous sommes retrouvés dans la rue. J'ai couru jusqu'au pont. De l'autre côté je connaissais l'adresse d'un ami. J'étais sauvé et libre. Et c'est seulement là que j'ai appris que je devais mon évasion à l'aviation américaine. »

Azzad, comme ses compagnons de cellule avait ignoré jusqu'alors que la guerre du Golfe avait commencé. « Quand nous avons entendu les premiers bombardements, trois jours plus tôt, dit-il, nous n'y comprenions rien. Alors nous avons décidé de jouer. Les uns priaient qu'il s'agisse d'un coup d'état contre Saddam, les autres de la reprise de la guerre entre l'Iran et l'Irak. J'étais dans le premier groupe. Fou de joie. Nous n'avions pas pensé un seul instant que des avions américains pouvaient bombarder Bagdad. Cela était proprement inimaginable. »

Libre, Azzad se cacha durant plus d'un mois. Le temps de faire fabriquer une fausse permission. Toutes ses économies y passèrent. En trois jours, Azzad, sa femme Mendan et deux de leurs amis arrivaient sains et saufs à Dahok, préfecture du Badinan au nord du Kurdistan irakien. L'insurrection avait triomphé. Azzad Awni se mit à la disposition du PDK de Mazoud Barzani. Il refit les installations électriques des hôpitaux du secteur, il répara des générateurs pour pallier le manque d'électricité dans la plupart des régions du pays avant d'être affecté par « le président » comme on appelle Barzani au Kurdistan, au « front » de la presse internationale.

Azzad était parti dans les derniers, lundi matin, soit 24 heures après nous, d'un village proche de Salaoudine, où toute la direction de la résistance kurde était encore réunie. Ayant été l'interprète attitré des journalistes, les militaires turcs lui permirent de rester avec nous.

Azzad est convaincu, il n'a cessé de le répéter, que l'insurrection, si elle a connu une défaite, « ne fait que commencer ».

Marc KRAVETZ



## LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

## La répression des nationalistes kurdes

## M. George Bush donne la priorité à un cessez-le-feu formel avec l'Irak

WASHINGTON

de notre correspondant

Quelques mots prononcés sur un parcours de golf ne sauraient faire illusion : M. Bush, un club à la main, a certes dit, mardi 2 avril, qu'il était «*troublé par la souffrance humaine*» en Irak. Mais, a-t-il aussitôt ajouté, «*je préfère ne pas parler de cela maintenant*», tandis que son visage s'illuminait d'un sourire radieux et que le président se dirigeait vers le premier trou. Il n'y a «*aucune raison de penser que la politique du président [à l'égard de l'insurrection kurde] va changer*», expliquait d'ailleurs le même jour le porte-parole du département d'Etat, M<sup>me</sup> Tutwiler.

M. Bush avait d'abord cherché, comme il le fait depuis plusieurs jours, et comme le font également les autres responsables américains, à éluder les questions portant sur l'attitude des Etats-Unis à l'égard des Kurdes, avant de se résoudre à prononcer cette petite phrase de compassion. Plus tôt dans la matinée, le président, qui passe quatre jours de vacances dans une île du sud de la Floride, avait reçu un coup de fil du président turc, M. Ozal. Ce dernier souhaitait obtenir un soutien des Etats-Unis à la demande de convocation par la Turquie d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies à propos du sort des civils kurdes, et plus particulièrement des réfugiés en marche vers la frontière turque.

Mais l'administration américaine veut avant tout que le Conseil adopte la résolution qui fixe les conditions d'un cessez-le-feu formel avec l'Irak, cessez-le-feu qui ouvrirait la voie à une évacuation accélérée des troupes américaines. Elle n'entend donc pas que l'initiative turque, pas plus que la démarche française, aboutisse à retarder le vote de cette résolution (voir l'article d'Afsané Bassir Pour). En même temps, les responsables américains s'efforcent

d'échapper au reproche d'indifférence, voire de cynisme, à l'égard de populations qu'ils ont encouragées à se révolter contre Saddam Hussein. Le département d'Etat a confirmé qu'une dizaine de représentants de divers groupes d'opposants irakiens seraient reçus à partir de mercredi 3 avril par le secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, John Kelly.

Par ailleurs, M<sup>me</sup> Tutwiler - principal porte-parole du secrétaire d'Etat James Baker - a défendu avec énergie l'attitude de l'administration. Multipliant les adjectifs, elle a concédé que la répression qui frappe les révoltés irakiens était «*terrible*», «*tragique*» et qu'elle «*déchirait le cœur*». Mais elle a aussitôt ajouté que l'administration «*ne se sentait pas le moins du monde responsable*» de ces événements, et que ni les Etats-Unis ni leurs partenaires de la coalition anti-irakienne n'avaient de «*mandat*» qui leur permet d'intervenir. Contrairement à M<sup>me</sup> Tutwiler, les principaux responsables de l'exécutif ont préféré jusqu'à présent garder le silence en attendant que retombe l'émotion suscitée par le malheur des Kurdes. A en croire le *Washington Post*, M. Bush et ses collaborateurs attribuent volontiers les critiques dont ils sont l'objet dans la presse à une opération politique menée par les démocrates pour regagner le terrain perdu pendant la guerre du Golfe.

Certaines de ces critiques viennent pourtant de farouches conservateurs, tels le *columnist* William Safire, qui n'a pas hésité à déclarer mardi soir à la télévision que le président Bush, en abandonnant les Kurdes à leur sort, avait «*déshonoré*» les Américains. A l'inverse, le *New York Times* a, le même jour, pris une nouvelle fois la défense de la politique de M. Bush, soutenu également - mais cela n'est pas une surprise - par le vieil adepte de la Realpolitik qu'est Henry Kissinger.

JAN KRAUZE

## L'initiative française est fraîchement accueillie au Conseil de sécurité

Tandis que la France proposait, mardi 2 avril, au Conseil de sécurité de l'ONU l'adoption d'une résolution sur les Kurdes d'Irak (nos dernières éditions du 3 avril), la Turquie, aux prises avec le problème des réfugiés, a réclamé une réunion d'urgence du Conseil. A Ankara, les autorités ont appelé la communauté internationale à se préoccuper des dizaines de milliers de Kurdes «*en majorité des femmes et des enfants*» contraints de fuir l'Irak, et prévu de prendre des mesures d'aide alimentaire et médicale en leur faveur. Un haut responsable militaire d'Ankara, le général Nezih Cakar, a cependant indiqué que «*la Turquie attendra la réponse de l'ONU avant d'ouvrir ses frontières aux réfugiés*».

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

La démarche de la France en faveur des Kurdes n'a pas suscité l'enthousiasme parmi les membres du Conseil de sécurité. Dans un projet de résolution circulant mardi 2 avril à l'ONU, la France demande que le Conseil marque sa «*profonde préoccupation face aux exactions commises contre les populations civiles en Irak*», «*condamne la répression sous toutes ses formes*» et «*exige qu'il y soit mis fin sans délai*». Le texte français appelle aussi au dialogue entre le gouvernement de Bagdad et les minorités et «*à la réalisation des aspirations légitimes*» du peuple irakien «*dans toutes ses composantes*». Enfin, il demande que le secrétaire général des Nations unies poursuive sa mission humanitaire en Irak et établisse un rapport sur la situation de la popula-

tion kurde au Conseil de sécurité. La France «*exige*» que les autorités irakiennes coopèrent avec le secrétaire général.

## En symbiose avec la Turquie

Durant toute la journée, le représentant français à l'ONU, M. Jean-Marc Rochereau de la Sablière, a eu des consultations. Préoccupés par ce qu'on appelle à l'ONU la «*grande résolution*» qui doit établir les conditions du cessez-le-feu permanent entre l'Irak et la coalition, les membres du Conseil expliquent que le projet français revient à une «*ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain*» et crée un dangereux précédent.

Pour l'ambassadeur irakien à l'ONU la proposition française est «*opportuniste*» et ne répond qu'à des «*préoccupations de politique intérieure*». M. Al Anbari a fait allusion à «*certaines partis politiques proches du président*», ainsi qu'à la «*marotte de M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand*». Ironiquement, un haut responsable américain, citant M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, avance les mêmes raisons pour expliquer l'attitude française. Ce haut fonctionnaire nous a déclaré qu'il «*était hors de question*» que les desiderata français soient ajoutés à la résolution de cessez-le-feu du Conseil de sécurité. «*Le mieux pour Paris serait que les membres du Conseil de sécurité mentionnent les Kurdes dans leur discours après le vote de la grande résolution, et qu'on n'en parle plus.*»

Dans le meilleur des cas, la France espère pouvoir obtenir une déclaration non contraignante du président du Conseil de sécurité en symbiose avec la Turquie. Ce dernier pays a adressé une lettre à l'ONU faisant part de ses inquiétudes sur le sort de plus de deux cent vingt mille Kurdes chassés par l'armée irakienne et qui cherchent refuge sur son territoire. La Turquie demande une réunion du Conseil de sécurité «*afin d'étudier ce problème alarmant*».

Le Conseil de sécurité, présidé pour le mois d'avril par la Belgique, a décidé de voter la résolution de cessez-le-feu dans la journée de mercredi.

AFSANÉ BASSIR POUR

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale

## Écoeurement

« Les Kurdes irakiens sont aujourd'hui les victimes de la paix », affirme, dans les couloirs de l'Assemblée nationale M. André Santini, député UDF. « Ce qui est encore plus tragique, c'est que l'on ne parle de ce peuple qu'à l'occasion de massacres », s'insurge-t-il. Chez ses collègues, tous groupes confondus, le même écoeurement était perceptible, mardi 2 avril, même si l'annonce par le gouvernement français de la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU est venue apporter une mince lueur d'espoir.

Le sort des Kurdes écrasés par les troupes irakiennes symbolise, aux yeux de nombreux députés partagés entre la rage et l'impuissance, l'échec de la paix dans cette période d'après-guerre du Golfe. M. Jean-François Deniau (UDF) avait d'ailleurs l'intention d'interpeller le gouvernement sur ce point, mercredi, à l'occasion de la séance des questions d'actualité.

« Autant la guerre fut bien menée, autant la paix est mal gérée », remarque M. Pierre Lequiller (UDF) qui, avec nombre de ses collègues, estime que l'état de grâce s'est aujourd'hui dissipé. « Je trouve particulièrement scandaleux qu'au nom des droits de l'homme nous soyons allés au Koweït pour défendre les lobbies pétroliers et qu'aujourd'hui on ne fasse rien pour arrêter le massacre d'un peuple », proteste M. Pierre Mazeaud (RPR), qui n'avait voté le 16 janvier l'entrée en guerre de la France que du bout des doigts. D'autres, comme lui, s'indignent de la règle des deux poids deux mesures qui semble prévaloir aujourd'hui.

« L'absence de l'Occident est insupportable. On se préoccupe à bon droit du peuple palestinien mais que fait-on pour le peuple kurde éclaté dans plusieurs pays ? » (1), souligne M. Pierre-André Wiltzer (UDF), tandis que M<sup>me</sup> Christine Boutin (UDC) s'exclame : « C'est l'horreur ! » « Je suis effondré, confie également M. François d'Aubert (UDF). Nous sommes allés libérer le Koweït au nom du nouvel ordre international mais la même morale ne joue pas

aujourd'hui pour les Kurdes. »

Les condamnations de « l'immobilisme international » s'égrènent au fil des conversations sans pour autant que des solutions vraiment concrètes n'apparaissent. Nul ne parle d'aller libérer manu militari le peuple kurde de l'oppression irakienne. « Ce qui se passe est ignoble, même s'il n'y a pas d'Etat kurde en soi », lance M. Philippe Mestre (UDF). « C'est dramatique », ajoute le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec. « Ne rien faire risque à terme d'entraîner l'action menée au Koweït par les coalisés. Les pays occidentaux ne disent pas grand-chose. Mais les pays arabes encore moins », souligne-t-il.

### « Comment intervenir ? »

« Nous sommes très désarmés, reconnaît, pour sa part, le président de la commission des lois, M. Michel Sapin (PS). « Comment intervenir ? Où intervenir pour agir concrètement ? », s'interroge-t-il, en notant au passage que « les mêmes qui, hier, nous accusaient de vouloir aller à Bagdad veulent aujourd'hui que nous allions à Mossoul... » (nord de l'Irak). « Vis-à-vis du Koweït, poursuit M. Sapin, nous avons un impératif de droit. Avec les Kurdes, il s'agit d'un impératif d'humanité. Mais il faut bien reconnaître la difficulté de le traduire en acte. Quant aux chiites du Sud, qui sont également écrasés, je remarque qu'on en parle peu. »

Enfin, nombreux sont les députés à ne pas comprendre, à ne pas admettre, l'attitude des Etats-Unis dont ils condamnent la passivité et l'attentisme. Certains ne s'en étonnent pas et rappellent le silence des Américains devant le sort réservé au Liban et aux forces du général Aoun au moment même où l'essentiel de la communauté internationale brandissait l'étendard de la morale et du droit international pour partir à la reconquête du Koweït.

PIERRE SERVENT

(1) Irak, Iran, Turquie, Syrie et Union soviétique.

## LE FIGRO 4 avril 1991

### Tartuferie

Le massacre des Kurdes par le tyran de Bagdad et les images pitoyables du nouvel exode de ce peuple martyr soulèvent l'indignation. S'indigner est noble. Agir, autrement que par le verbe, pour mettre un terme à un génocide, le serait bien davantage.

PAR JACQUES JACQUET-FRANCILLON

Hélas ! une fois de plus, face à la tragédie, c'est la tartuferie qui mène le bal. Tout le monde condamne. Personne ne fait rien. Personne, sauf la France, bien sûr. C'est Paris qui a saisi les Nations unies. Grâce lui en soient rendues.

Le président de la République « insiste pour que la France obtienne du Conseil de sécurité, malgré les difficultés rencontrées, que soit condamnée la répression en Irak qui frappe particulièrement la population kurde ». Si tel ne devait pas être le cas, « La France ne saurait être solidaire d'une telle carence ». Bien dit !

Mais qu'une pieuse condamnation de ce genre ne puisse avoir d'autre effet que celui d'un cautère sur une jambe de bois ne relève-t-il pas de la plus élémentaire évidence ?

Que peut faire l'ONU ? Quelles sont les « difficultés rencontrées » auxquelles fait allusion le chef de l'Etat ?

Aucun mystère. Il s'agit de l'alinéa 7 de l'article II de la Charte des Nations unies qui interdit à l'organisation internationale de s'immiscer

dans les « affaires intérieures des Etats membres ».

Contestons-nous ce principe au nom de celui, si cher à François Mitterrand, du « devoir d'ingérence humanitaire » ?

Certes non. Notre ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas lui-même, n'affirmait-il pas mercredi, devant l'Assemblée nationale, que l'initiative française « constitue un appel en faveur des Kurdes » mais que « la France ne veut pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Irak » ?

Alors, comprenez qui pourra...

Sauf à se souvenir que, pendant la guerre du Golfe, le gouvernement français n'a cessé de proclamer que son objectif était la seule libération du Koweït et non la destruction du régime de Bagdad.

Sauf à se souvenir que nous avons applaudi à la décision hâtive de George Bush de mettre fin aux combats au bout des cent heures éblouissantes de l'offensive terrestre des alliés. Les vingt-quatre à quarante-huit heures supplémentaires de carte blanche refusées au général Schwarzkopf n'auraient-elles pas privé Saddam Hussein d'une grande partie de l'arsenal qu'il utilise pour le massacre des Kurdes ?

Sauf à tenir compte, enfin, du fait que, à peine l'accord provisoire de cessez-le-feu signé sur le terrain, nous avons été les premiers à plier bagages et à ramener à la maison le plus gros des effectifs de la division Daguet.

Si d'aventure nous songions à traduire nos bonnes paroles en actes, avec quelles forces peserions-nous aujourd'hui en faveur de la cause légitime des Kurdes dont nous nous voulons les champions ?

**LE MONDE**

4 avril 1991

Des dizaines de milliers de réfugiés sur les routes de l'exode

# L'armée irakienne est près d'achever le « nettoyage des villes et villages kurdes »

La presse officielle de Bagdad a affirmé, mercredi 3 avril, que « les forces armées parachèveront le nettoyage de tous les villages et villes du Kurdistan irakien dans quelques jours ». Le gouvernement français a saisi le Conseil de sécurité. Selon les autorités d'Ankara, 200 000 Kurdes se dirigent vers la frontière nord de l'Irak pour se réfugier en Turquie, où vient d'arriver notre envoyé spécial, qui décrit cet exode, et la brève « libération » du Kurdistan.

## Une éphémère « libération »

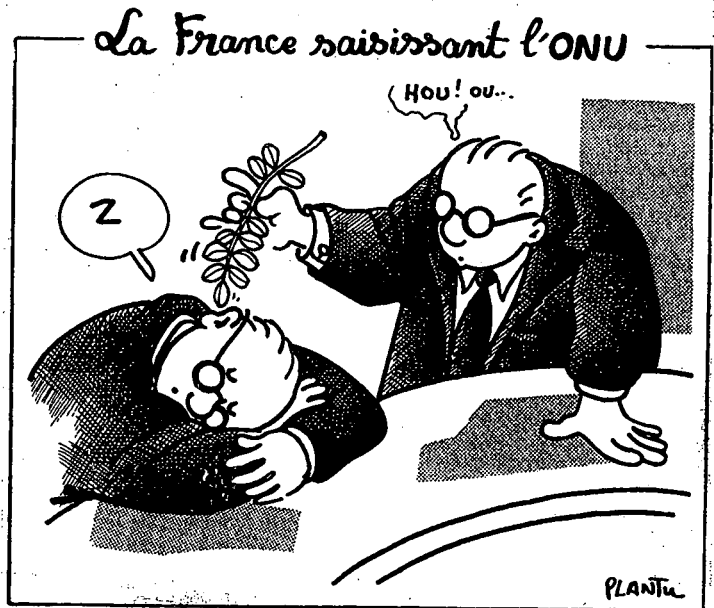
IRBIL  
(Kurdistan d'Irak)

de notre envoyé spécial

Les routes du Kurdistan « libre » sont devenues les routes de l'exode. L'offensive lancée par l'armée irakienne le 27 mars au soir pour reprendre le Kurdistan insurgé a poussé des dizaines et des dizaines de milliers de Kurdes à fuir bombardements et combats dans la quête éperdue et désordonnée d'un hypothétique asile - d'une ville à l'autre - en un mortel mouvement tournant dans les montagnes ou au-delà des frontières de l'Irak, en Iran et

en Turquie. A lui seul ce dernier pays assure s'attendre à devoir accueillir quelque 200 000 Kurdes irakiens. Comme l'avaient été pendant des jours et des jours les accès de Kirkouk, quotidiennement bombardée par l'artillerie et les hélicoptères avant d'être prise par l'armée irakienne le 28 mars, les environs d'Irbil (capitale administrative de la région « autonome » du Kurdistan créée par Bagdad en 1974), de Dohouk, de Zakho, de Shaykhan et de tant d'autres localités sont submergés.

YVES HELLER



Tandis que l'exode des Kurdes se poursuit en direction de l'Iran et de la Turquie, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Damas a affirmé mardi 2 avril que les peshmergas - les combattants kurdes - avaient repris le contrôle de Kirkouk, et que Zakho et Dohouk se trouvaient toujours entre leurs mains.

Ces informations ont cependant été démenties à Washington par des responsables du Pentagone. Les autorités irakiennes, qui se préparent à investir Souleymanieh, reconnaissent que des secteurs du nord du pays échappent encore à leur contrôle.

Le quotidien officiel *El Thawra*, organe du Baas, affirmait mardi que « les forces armées parachèveront le nettoyage de tous les villages et villes du Kurdistan irakien dans quelques jours ».

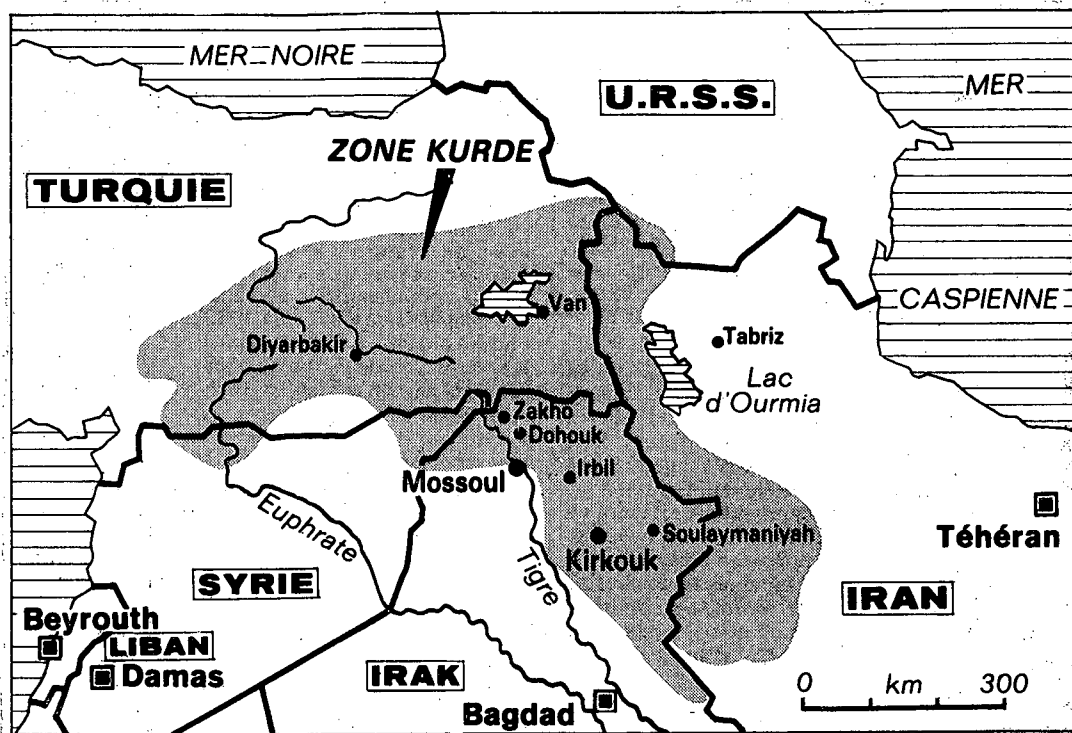
La tragédie des Kurdes irakiens a suscité dans le monde une vive émotion. A Genève, bravant les gardes onusiens, les Kurdes ont manifesté au Palais des nations, où, nous indique notre correspondante Isabelle Vichniac, ils

ont été reçus au Centre des droits de l'homme de l'ONU.

Dans un texte remis aux responsables de ce centre, les manifestants ont demandé « l'arrêt immédiat de l'attaque aéroterrestre lancée contre les civils kurdes sans défense ; l'envoi d'une mission des Nations unies, pour faire respecter les droits de l'homme au Kurdistan » et ont invité la Croix-Rouge internationale et les organisations humanitaires à envoyer d'urgence « une aide appropriée et suffisante à la population du Kurdistan d'Irak ».

A Bruxelles, une dizaine de Kurdes ont envahi mercredi matin l'ambassade d'Irak, prenant en otage un garde, le seul qui était apparemment de service pendant la nuit.

A Washington, la Maison Blanche a révélé lundi que Brent Scowcroft, conseiller américain à la sécurité nationale, avait rencontré en secret le roi Fahd d'Arabie saoudite la semaine dernière, sans préciser si M. Scowcroft avait fait escale dans d'autres capitales au cours de sa mission de deux jours au Proche-Orient. - (AFP, Reuter.)



## Une éphémère « libération »

Même chose au long de cette route menant de Dohouk (100 000 habitants environ) au nord du pays où, sur des kilomètres, les files de véhicules les plus hétéroclites côtoient d'aussi interminables files de piétons. Ils se sont massés sur des bennes à ordures, des voitures de pompiers, des bulldozers, des remorques de tracteurs, des camions, des bus, des taxis ou des voitures particulières pour quitter Dohouk et remonter dans les montagnes avoisinantes. Femmes et enfants sont en majorité.

Entassés les uns sur les autres au milieu de pauvres baluchons,

□ M. Antoine Waechter souhaite une « micro-conférence » sur le problème kurde. - Avant de connaître l'intention de la France de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU, M. Antoine Waechter, député Vert européen, a affirmé souhaiter, mardi 2 avril, une intervention des Nations unies, en suggérant que, dans le cadre d'une conférence générale sur les problèmes de la région, puisse se tenir « une micro-conférence » réunissant tous les pays où les Kurdes sont installés. « D'un point de vue politique, il est clair que la guerre du Golfe n'a rien résolu, et qu'à l'heure actuelle aucun des facteurs « belligères » n'a été éliminé de la région », a ajouté M. Waechter.

perchés sur des piles de matelas, pressés à dix dans une cabine de camion, ceux qui ont trouvé place dans un véhicule, quel qu'il soit, sont chanceux. Car, par familles entières, d'autres réfugiés marchent le long du bitume. Ici une femme donne le sein, là une autre, un fusil d'assaut calé sur les cuisses, rhabille son fils, ailleurs un père porte son enfant dans ses bras, l'arme à la bretelle. L'avance de l'armée irakienne est telle que les files de réfugiés se croisent parfois, cherchant chacune à trouver asile dans une cité dont on apprend finalement qu'elle aussi est en passe de tomber ou est la cible des hélicoptères irakiens. Dès abris de fortune ponctuent la campagne d'un Kurdistan dont le printemps n'aura pas duré plus de trois semaines, depuis ce 7 mars qui a vu la population de Ranya (dans l'Est) se soulever contre le régime de Saddam Hussein, jusqu'à ce 27 mars choisi par ce dernier pour écraser l'insurrection, pour interrompre le rêve déjà mille fois brisé d'un Kurdistan dont les Kurdes seraient les maîtres.

La « libération » du Kurdistan aura duré de huit à neuf jours. Sa reprise en main durera sans doute plus longtemps. Mais la première phase de la reconquête irakienne a eu un côté foudroyant qui a surpris et visiblement pris au dépourvu jusqu'aux

chefs de la révolte. Chassée il y a trois semaines du Kurdistan avec une facilité déconcertante, l'armée de Bagdad a, en quelques jours - du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril - fait tomber tout ce qui faisait de ce soulèvement un « moment historique », à savoir les principales villes de la région - excepté à ce jour Soulaymaniah - que jamais auparavant les Kurdes n'avaient pu entièrement, et ensemble, soustraire au pouvoir central. Les unes après les autres, elles n'ont pu résister à l'avance irakienne. Celle-ci a été menée sur un axe sud-est (de Kirkouk)-nord-ouest (à Zakho), parallèlement à des percées vers le nord, menaçant de découper le Kurdistan en zones isolées les unes des autres.

### Rapidité déconcertante

La rapidité avec laquelle l'armée irakienne a mené son offensive, l'efficacité avec laquelle jusqu'à présent elle a porté ses coups - même si elle a pu essuyer quelques revers localement - contrastent avec la débâcle de cette même armée qui avait, moins de trois semaines auparavant, permis aux peshmergas (combattants kurdes) de prendre le contrôle de la quasi-totalité du Kurdistan. Selon tous les témoignages sur place, la prise des villes par les Kurdes - du 7 au 14 mars - n'a pas duré plus de quelques heures. Le scénario paraît avoir été le même à chaque « libération » : le peu de forces laissées au Kurdistan par un régime confronté à une formidable coalition dans le Sud a, soit reçu l'ordre de rejoindre des zones plus sûres dès les premiers signes du soulèvement, soit

déposé les armes, déserté ou fui devant les peshmergas. Il semble que peu de militaires aient réellement opposé une résistance sérieuse aux insurgés. Alors, très vite, après la prise de contrôle des symboles du pouvoir central - postes de police, centre des services secrets, siège local du parti Baas -, la cité était « libre ».

Seulement, la guerre du Golfe terminée et la révolte des chiites du Sud réduite pour l'essentiel, le régime de Bagdad a pu faire remonter vers le Nord des troupes plus combattives dont, selon des dirigeants kurdes, des éléments de la fameuse garde républicaine. Et l'on s'est vite retrouvé dans le schéma habituel : le courage et l'improvisation, d'un côté, la puissance de feu, de l'autre. Le déséquilibre du rapport des forces est rapidement apparu, même si beaucoup de Kurdes pensent - ou veulent se convaincre - que « l'idée de l'identité kurde est assez forte pour lutter contre les canons et les chars irakiens ». Comme Khosrwo, ce professeur d'Erbil, âgé de trente-quatre ans qui, la veille de la reprise de sa ville, nous assurait que « s'ils [les Irakiens] reviennent, nous les repousserons ».

Mais, pour repousser les divisions blindées de Saddam Hussein, les Kurdes ne disposent pour l'essentiel que d'armes légères. Ils ont bien saisi d'important stocks d'armes lourdes aux forces irakiennes lors de la déroute de celles-ci - soixante-douze chars, notamment à Kirkouk, ainsi que six hélicoptères, des armes antiaériennes, des canons, des mortiers... - mais sans pour autant pouvoir les utiliser toutes, faute d'entraînement. Hommes de guérilla, les Kurdes ne sont pas habitués à ce genre d'armement. Et les déserteurs kurdes de l'armée n'ont pas disposé de suffisamment de temps pour mener à bien cet entraînement. En tout état de cause, se plaignent les responsables kurdes, la rébellion dispose d'effectifs suffisants mais manque d'armes. Selon un proche de l'un de ces responsables, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), les insurgés disposent de 250 000 hommes en armes. Toutefois, soulignait-on de même source quelques jours avant le déclenchement de l'offensive irakienne, l'un des problèmes à résoudre est « d'organiser ces 250 000 combattants ». Partisans, les peshmergas, adhérents de groupes distincts, donnent plus volontiers dans l'improvisation que dans l'organisation et se montrent nettement plus efficaces dans la guerre de guérilla que dans les batailles frontales imposées par les Irakiens lors de leur reconquête.

**Le ralliement des «jahsh»**

Par ailleurs, parmi les éléments ayant permis aux Kurdes leurs succès initiaux, outre qu'ils avaient formé des groupes de guérilla urbaine qui ont joué leur rôle dans le déclenchement de l'insurrection et réussi à maintenir dans les montagnes de petites unités de peshmergas - toutefois peu actives -, l'un a été déterminant : le ralliement des milices kurdes gouvernementales. Les mouvements de guérilla avaient réussi à « retourner » ces milices et obtenu d'elles, avant même le soulèvement, la promesse de « lâcher » Bagdad et de se ranger aux côtés des insurgés. Sous l'étiquette de « combattants révolutionnaires » - plus noble que le surnom de jahsh (petit âne) dont la population les avait affublés - la plupart des ex-miliciens ont rejoint l'un ou l'autre des différents groupes kurdes rassemblés en un Front du Kurdistan et ont participé à sa « libération ». Or l'une au moins des villes reprises, par l'armée irakienne, Shaykhan, l'a été avec l'aide de ces ex-gouvernementaux passés à l'opposition avant de trahir cette dernière et de revenir dans le giron du pouvoir central.

Enfin les Kurdes accusent les Moudjahidins du peuple d'Iran d'avoir participé aux combats aux côtés de l'armée irakienne. Mouvement d'opposition au régime iranien, les Moudjahidins avaient trouvé refuge en Irak (après avoir été un temps « hébergés » au Kurdistan par les mouvements de guérilla, où ils ont joué un rôle de force d'appoint à l'armée irakienne dans sa

guerre contre l'Iran). Leur présence a notamment été signalée lors de combats qui se sont déroulés les 28 et 29 mars sur la route Kirkouk-Irbil. Cent cin-

quante d'entre eux auraient été faits prisonniers.

Reste maintenant que, les villes prises, la tâche des forces irakiennes risque de se compli-

quer singulièrement dès lors que les affrontements se déplacent vers les montagnes, terrain de prédilection des peshmergas.

YVES HELLER

**Le bref et triste retour de Tayeb dans son pays**

**DOHOUK (Kurdistan irakien)**

*de notre envoyé spécial*

« Bienvenue au Kurdistan. » Le peshmerga (combattant kurde) vient de prendre la main de Tayeb pour lui permettre de prendre pied sur la rive irakienne du Tigre. Tayeb a du mal à trouver ses mots. L'émotion l'étrangle jusqu'à ce qu'il puisse enfin lâcher : « Magnifique ! ».

Pour la première fois depuis 1979 et sa fuite du pays à travers l'Iran, Tayeb foulait le territoire du Kurdistan. Réfugié politique aux Pays-Bas où il a épousé une Néerlandaise et a eu deux enfants, Tayeb, ancien diplomate, quarante-huit ans, n'a plus eu de nouvelles de sa famille restée au Kurdistan depuis 1984. Tout ce qu'il sait c'est qu'il doit y avoir trente-huit neveux et nièces environ. Trois jours durant il a été partagé, allant constamment de la joie à l'inquiétude. Joie de rentrer enfin dans un Kurdistan « libre » ; mais inquiétude aussi, en se demandant qui, des membres de sa famille, il allait retrouver. Ces trois jours Tayeb n'a cessé de manifester son anxiété. D'autant qu'à un premier faux départ a succédé une autre déconvenue : les fortes pluies qui se sont

abattues sur la région avaient rendu le passage du Tigre impossible. Trois jours d'attente, dont deux dans la boue des pistes tracées à travers champs, dans une plaine d'une tristesse infinie, avant enfin de pouvoir atteindre l'Irak.

Monté sur la ridelle d'un camion, exposé au vent et à la pluie, Tayeb a terminé la partie « syrienne » du voyage, les yeux braqués sur l'autre rive de ce fleuve gonflé d'eau boueuse jusqu'à atteindre 300 mètres de largeur. « C'est ma terre », murmure-t-il sans quitter des yeux le Kurdistan d'Irak. Toujours cette anxiété lorsqu'il se cramponne à la petite barque ballottée par un courant à la force démultipliée par la crue. C'était le 25 mars : « Bienvenue au Kurdistan ». Tayeb venait de rentrer.

Il comptait rester trois semaines, le temps de reprendre contact, avant de retourner aux Pays-Bas, préparer un « vrai » départ, un retour définitif. Trois semaines qu'il imaginait faites de retrouvailles, entièrement consacrées à sa famille installée à Dohouk.

La joie du retour n'aura duré que six jours. Le 31 mars Dohouk était prise par l'armée irakienne. Jeté sur les routes de

l'exode comme des dizaines de milliers d'autres Kurdes, Tayeb a dû tenter de repasser la frontière pour rejoindre sa famille néerlandaise. Mais, pour difficile qu'ait pu être l'aller, le chemin inverse se présentait mille fois plus dur, plus dangereux.

S'il est jamais parvenu à rejoindre le Tigre ou l'un de ses affluents, une des « portes » sur la Turquie, Tayeb a dû vivre ces heures pénibles qu'ont connues des milliers de réfugiés kurdes et quelques journalistes étrangers : coincé entre l'armée irakienne et le fleuve frontalier en crue, on sent le piège se refermer, lentement mais inexorablement ; caché des jours dans d'épais bosquets on voit la bataille se rapprocher puis se fermer une à une toutes les issues jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'autre choix que de traverser à la nage ou sur un radeau de fortune, fait de quelques planches et de chambres à air.

Mais peut-être Tayeb, s'il a survécu au bombardement de Dohouk, a-t-il pris le chemin du nord, des montagnes turques qu'il faut passer à pied pour éviter les barrages. Ou encore la route de l'est qui débouche sur l'Iran islamique... comme il l'avait fait il y a déjà douze ans.

Y. H.

The Independent 5 April 1991

**Criticism grows as US tunes out rebels**

From Edward Lucas in Washington

IRAQI forces are razing Kurdish population centres, according to the Pentagon, which is "standing by" if President Bush decides to use military resources to relieve the refugees' plight. Although criticism of the administration's inaction is growing, there is little sign of such a move, or of diplomatic pressure on Turkey to open its borders, and attention in the

United States has yet to focus on the catastrophe the failed uprising has brought.

"Let's face it," said one administration official quoted yesterday. "The average American can't tell a Shiite from a Kurd and thinks that the sooner we get out of there the better."

In Congress, only one figure, the hawkish Senator Albert Gore, a Democrat, has raised his voice strongly against President Bush's hands-off policy. "I think it's terribly wrong for us to allow the Iraqi government and Saddam Hussein to use their helicopter gunships to slaughter innocent men, women and children whose only offence has been to respond to our call to rise up against Saddam Hussein," he said.

A Pentagon spokesman, Bob Hall, said Iraqi government forces had "essentially unchallenged control" of the country, and had recaptured all population centres. "Retribution has

been violent and is causing widespread displacement of people," he said.

Earlier, General Colin Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said that it would take US troops only weeks to withdraw from Iraq if Baghdad accepted the UN ceasefire terms.

At the State Department, another spokesman, Richard Boucher, said that the US was pushing in the Security Council a resolution condemning Iraqi atrocities. In addition, the US was "seeing to the needs of people fleeing the fighting", he said, although he ruled out unilateral US aid to Turkey. Up to 300,000 refugees were close to the Iraqi-Turkish border, he said, adding that the capacity of UN refugee camps will increase to 100,000.

Although newspaper criticism of President Bush's stance is becoming increasingly biting, it is far from universal. The columnist George Will, for example, warned

yesterday that the US should not "sort out Iraq's murderous tribes on the zany premise that there must be a bunch of democrats in there somewhere". The Kurds, he said, had "entrusted their lives to a fiction".

The issue is complicated by the silence of much of the political spectrum, which was opposed to, or overly cautious about, the war initially. The argument is largely between brands of conservatives, some of whom believe that the US should export democracy, and others who want to avoid potentially unpopular entanglements. William Safire wrote in *The New York Times*: "The news of death and starvation inflicted on countless innocents... double-crossed by George Bush is spreading a sense of revulsion through our body politic."

But the signs are that the US, having ensured the insurrection's defeat, will also hang back in alleviating the resultant suffering.

Les forces irakiennes ont repris la dernière agglomération tenue par les insurgés

# L'ordre règne au Kurdistan

**Le Conseil de sécurité de l'ONU fixe à l'Irak les conditions d'un cessez-le-feu formel.**

La répression dont est victime la population kurde a été largement évoquée au cours du Conseil des ministres d'hier. François Mitterrand a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies à condamner cette répression.

● **Le chef de l'Etat a affirmé qu'« en cas de carence de l'ONU », la France**

poursuivrait individuellement l'action humanitaire et diplomatique.

● **Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, est parti hier soir pour le nord de l'Irak.**

● **Selon les autorités turques, près d'un million de réfugiés seraient massés à la frontière entre l'Irak et la**

Turquie, tandis que trois millions tenteraient de fuir vers l'Iran.

● **L'agence irakienne INA a annoncé que les forces gouvernementales avaient « nettoyé » la ville de Souleimanieh, dernier bastion des insurgés kurdes.**

● **Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté hier la résolution 687, qui fixe à**

l'Irak les conditions d'un cessez-le-feu formel. Cette résolution prévoit une levée immédiate de l'embargo alimentaire, mais exige de Bagdad une renonciation au terrorisme et la destruction de toutes ses armes chimiques, ainsi que de ses missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 km.

La foudroyante et sanglante offensive irakienne a anéanti le rêve kurde

## La France isolée dans son action

*En cas de carence de l'ONU, Paris est déterminé à poursuivre son action diplomatique et humanitaire en faveur des populations kurdes.*

La répression dont est victime la population kurde de la part du gouvernement irakien a été l'objet d'une grande attention au cours du Conseil des ministres d'hier. François Mitterrand après avoir fermement appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à condamner cette répression a affirmé que, « en cas de carence de l'ONU », la France poursuivrait individuellement l'action humanitaire et diplomatique.

### A l'Assemblée nationale aussi

Le président de la République préconise de maintenir l'embargo contre l'Irak « tant que durera cette répression ». Il a aussi demandé que soit mise au point d'urgence, en liaison avec les organisations humanitaires, une aide en vivres et médicaments. Sinon « l'autorité politique et morale des Nations

unies seraient gravement affectées ». Pour le chef de l'Etat, « les Kurdes, là où ils vivent, ont droit à leur identité, leur langue, leur culture, dans le respect des États ».

Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, sait naturellement que l'alinéa 7 de l'article II de la Charte interdit aux Nations unies de se saisir d'une affaire intérieure. Il considère toutefois que « le droit est une chose, mais la sauvegarde d'une population est une chose aussi précieuse à laquelle l'humanité ne peut rester insensible » et rappelle que, dans le passé, François Mitterrand avait évoqué ce qu'il avait nommé « le devoir d'ingérence humanitaire », en estimant « qu'aucun État ne peut être tenu pour le propriétaire des souffrances qu'il engendre ou qu'il abrite ».

Les souffrances du peuple kurde ont été aussi évoquées à l'Assemblée na-

tionale. Successivement Yvette Roudy (PS-Calvados) et Jean-François Deniau (UDF-Cher) ont interrogé Roland Dumas. Pour le député du Cher, qui a déjà employé toute son énergie en faveur des chrétiens du Liban, « la France ne doit pas craindre d'être seule ».

### Une aide humanitaire de la CEE

Roland Dumas a informé les députés qu'une action humanitaire avait eu lieu à partir des pays limitrophes dès le début de la répression. Il a annoncé que la Turquie avait donné son accord pour que la France puisse intervenir sur le terrain par son intermédiaire et il espère avoir le même accord de la part de l'Iran, ce qui permettrait le passage de camions de vivres et médicaments.

Le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner,

est parti dès hier soir dans la région nord de l'Irak, à la demande du gouvernement, pour venir en aide aux populations. Roland Dumas aussi rappeté qu'une action diplomatique de protestation avait été entreprise auprès du gouvernement de Bagdad via l'URSS, chargée des intérêts français en Irak. Le ministre a fustigé au passage les pays qui « participent au chagrin universel » tout en refusant de se compromettre et a reconnu : « Nous sommes seuls. » Ajoutant : « Si la France doit être seule, elle fera seule ce qu'elle a décidé de faire. Ce sera son honneur. » Il a cependant l'espoir de voir la CEE désavouer cette agression et s'engager pour y mettre fin. En fin d'après-midi, la Commission de Bruxelles décidait d'octroyer une aide humanitaire de 5 millions d'euros aux « populations victimes des troubles internes en Irak ».

Nicole KERN.



Le Figaro 4 avril 1991

# La dernière bataille d'Altun-Kopri

*Notre envoyé spécial a vécu la défaite des combattants kurdes sur le front de ce village stratégique, dernier verrou d'une résistance devenue dérisoire face aux hordes des blindés de Saddam.*

**ERBIL :**  
de notre envoyé spécial  
**Xavier GAUTIER**

Sur la route fumante, un grand pechmèrga moustachu, la poitrine bardée de bandes de munitions, la mitrailleuse BKC sur l'épaule, revient de la bataille. Il traîne les pieds sur l'asphalte. Il semble désespéré.

Le général Cosrat dort, épuisé, avec tout son état-major dans la Toyota Landcruiser qui lui sert de QG de campagne, sur un bas-côté : « Nous avons repris quelques positions aux forces gouvernementales », murmure-t-il, les dents serrées en guise d'explication. Y a-t-il des pechmèrgas plus avant sur la route ? « Mais ne restez donc pas là. Les Irakiens sont juste devant ! »

C'est l'aube du 30 mars sur la route de Kirkouk à Erbil. Le front sud où s'affrontaient les forces de Saddam et les Kurdes a éclaté. La petite localité d'Altun-Kopri, pour laquelle on s'est battu toute la nuit, est définitivement perdue par les pechmèrgas. Leurs lignes sont pulvérisées. « Les moudjahidin Khalq sont à moins d'un kilomètre », finit par lâcher le général commandant des forces kurdes.

Les moudjahidin du peuple ? Oui, ce n'est même pas la Garde républicaine, mais ces mercenaires anti-Khomeyni qui se battent depuis la guerre Iran-Irak pour Saddam Hussein qui ont causé une des défaites

les plus graves de conséquences pour les Kurdes.

## Onze gamins armés de mitraillettes

La veille à dix heures du matin, un groupe de pechmèrgas part à l'assaut des chars qui pilonnent sans arrêt depuis deux jours leurs positions. Un commando armé de matériel antichar moderne ? Pas du tout ! Onze gosses en pantalons bouffants et en keffieh armés de kalachnikovs, de quelques grappes de grenades passées autour de la ceinture ; des vieillards chargés de simples RPG, lance-roquettes Sam 7 antédiluviens. Une armée de va-nu-pieds allant avec des arcs et des flèches affronter les T 55 soviétiques. C'est tragique.

Lorsqu'ils atteignent le premier mamelon à quelques centaines de mètres en avant du front, c'est pour se prendre un obus de mortier en plein milieu du groupe. Flottement général. L'objectif est hors de portée. Rien à faire.

Quelques heures auparavant, ce n'était encore que communiqués de victoire. Kirkouk, la grande métropole pétrolière du sud du Kurdistan, conquise le 21, perdue ensuite, avait été reprise le 28 mars. Bien sûr, les troupes de Bagdad encerclaient la ville. Bien sûr, les Irakiens avaient parachuté de Dibis, toujours sous leur contrôle, une compagnie de tirailleurs moudjahidin. Ils coupaient ainsi cette artère absolument vitale pour Kirkouk et

tout le nord de l'Irak. Mais deux heures à peine seraient nécessaires pour les déloger d'Altun-Kopri, à mi-chemin entre Kirkouk et Erbil : voilà ce qu'on entendait tout au long du front, qui ne voulait pas, qui ne pouvait pas admettre que le pilonnage sourd et régulier par les mortiers et les obus irakiens préfigurerait la fin de leur espoir.

Quoi d'étonnant donc si l'attaque générale du soir - trois mille pechmèrgas contre deux mille forces gouvernementales irakiennes - se soldera par un fiasco général. Le lendemain, les trois hôpitaux d'Erbil étaient remplis de blessés pechmèrgas atrocement mutilés.

Le même spectacle, le même constat de bout en bout, la « guerre » au Kurdistan. Les pechmèrgas avaient pour eux une bravoure extraordinaire. Mais c'était à peu près tout. Pas d'artillerie, pas de communication : en plein cœur de la bataille d'Altun-Kopri, les officiers étaient obligés d'envoyer des estafettes à pied pour renseigner leur état-major. Et une désorganisation dramatique. Les rudes partisans des montagnes kurdes n'avaient jamais combattu en plaine. Ils ne savaient qu'attaquer par escarmouches.

Quand, le 30 mars, les Irakiens décidèrent de faire une percée vers le nord, finissant de couper le Kurdistan en deux, tout s'écroula comme un château de cartes. Erbil n'a jamais été vraiment défendue. Elle sera prise sans coup férir. A l'arrière, dans cette ville qui est le siège du gouvernorat du Kur-

distan, c'est la pagaille. Pas d'essence. Pas d'électricité, et de l'eau simplement par intermittence. Avant l'attaque avortée d'Altun-Kopri, les Land-Rover et les Toyota munis de haut-parleurs sillonnaient la ville pour appeler tous les pechmèrgas à la rescousse. Le général Cosrat en attendait onze mille. Il en viendra quatre fois moins. Et parmi eux beaucoup d'inexpérimentés.

Les Irakiens connaissaient la faiblesse des pechmèrgas. En face d'eux, ils avaient les soldats de l'an II. Ils ont systématiquement pilonné les villages kurdes à l'arrière, Koy-Sanjac, Kala Angir, avec leurs hélicoptères. Ils ont bombardé au napalm et au phosphore le village de Quash Tepe, à vingt kilomètres au sud d'Erbil, touchant volontairement femmes et enfants. Conséquence : la désorganisation totale, l'abandon par les pechmèrgas des positions pour protéger leurs familles.

Quelques heures à peine et la défaite des Kurdes se sera transformée en débâcle. Au quartier général de Massoud Barzani de « Salahudin Resort », ce sera le propre frère cadet du leader des pechmèrgas, Sihad Barzani, qui, descendant d'un camion, le visage noir de poudre, lâchera soudainement : « Nous revenons du front d'Erbil, les combats sont atroces. J'ai vu vingt compagnons tomber autour de moi. » Est-ce la fin ? « Non, c'est la guerre. Nous connaissons ça. Une fois on gagne, une fois on perd. »

X. G.

## ONU : les conditions du cessez-le-feu

**NEW YORK :**  
**Jean-Louis TURLIN**

Le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté hier, par douze voix pour, une contre et deux abstentions, la résolution 687 fixant les conditions d'un cessez-le-feu permanent dans le Golfe.

Il offre à l'Irak, outre la cessation officielle des hostilités, le retrait des forces américaines encore sur son territoire, et la levée partielle de l'embargo sur ses échanges commerciaux.

Il est assorti de contraintes dont Bagdad affirme qu'elles constituent des atteintes à sa souveraineté. C'est le cas notamment du préla-

vement d'un pourcentage sur le produit de ses exportations pétrolières pour alimenter un fonds destiné à financer les réparations de guerre.

Les importations d'armes sont interdites indéfiniment, et Saddam Hussein devra se soumettre à la destruction de son arsenal non conventionnel, ou à sa mise hors d'état de nuire, sous contrôle international. Sont visés tous les stocks et les capacités de production d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires, ainsi que les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 km. L'Irak devra par ailleurs renoncer à toute activité terroriste et à toute assistance à des groupes terroristes.

Fait sans précédent, l'ONU garantira la frontière actuelle entre l'Irak et le Koweït, à l'aide d'un détachement d'observateurs militaires qui

stationneront sur dix kilomètres à l'intérieur de l'Irak, et cinq à l'intérieur du Koweït. Les troupes américaines se retireront dès la mise en place de cette force. Bagdad sera tenu de reconnaître le tracé de la frontière, comme il l'avait fait à l'origine en 1963.

Les cinq membres permanents, disposant du droit de veto, se sont exprimés à l'unanimité, même la Chine, qui avait préféré s'abstenir sur les résolutions précédentes. Seul Cuba a voté contre un texte que les non-alignés avaient cherché à amender. Le Yémen et l'Équateur se sont abstenus.

Ce sont les Kurdes qui ont fait les frais de cette nouvelle victoire diplomatique remportée par les États-Unis : les Américains s'étaient opposés à l'examen préalable de leur situation dramatique, comme le proposait la France.

J.-L. T.



# L'espoir floué des pechmergas

*Pendant trois semaines, les Kurdes ont respiré à pleine coulée l'air de la liberté. Avant la foudroyante contre-attaque de Saddam Hussein.*

Frontière turco-irakienne : de notre envoyé spécial **Claude LORIEUX**

Un long cri perce la nuit. Inquietant, inquiétant même. Parfois il ressemble à un gémissement d'enfant, parfois au feulement d'un fauve. C'est le rituel guerrier des pechmergas. Les combattants kurdes entonnent cette étrange complainte avant de partir traquer les soldats gouvernementaux.

C'est dans la nuit de lundi à mardi, quelque part du côté de la frontière turque, que je l'ai entendu pour la dernière fois. L'armée irakienne venait d'atteindre la ville de Zakho, à une vingtaine de kilomètres de là. Elle abattait le gros-cœur ! Les villes : Zakho après Kirkouk, Erbil et Dohouk. La chasse aux pechmergas viendrait ensuite. Inéluctable.

Les deux groupes de combattants kurdes qui se répandaient à travers la nuit avaient sans doute encore au cœur la grande aventure, qu'ils venaient de vivre pendant trois semaines de « libération » du Kurdistan.

Cette intifada (soulèvement) avait rendu l'espoir à un peuple traumatisé par le gazage d'Halabja en mars 1988 et par l'offensive d'août 1988. Un Kurde rencontré sur le champ de bataille d'Altun-Kopri, entre Kirkouk et Erbil, dit en regardant les prés : « Le parti baas est parti, la pluie est venue. L'herbe est verte. » Des exilés reviennent déjà.

Les Kurdes se défoulent dans une sorte de grand « happening libérateur ». Un enseignant plaint le voyageur venu dans la région en 1989 : « Mais, monsieur, c'est différent aujourd'hui. Nous osons parler. Quand vous êtes venu, il y a deux ans, nous vivions dans la peur. »

Les partis kurdes clandestins, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani, et les autres s'installent, au fur et à me-

sure de la « libération ». Les villes dès le 11 mars, au siège des administrations locales évacuées. Le parti communiste, décimé par la police de Saddam Hussein, réapparaît. La faucille et le marteau s'affichent à des frontons !

Les Kurdes respirent à pleine coulée l'air de la liberté. Leurs estomacs sont vides. Les pénuries affectent tout l'Irak depuis l'embargo d'août. Elles sont sans doute encore plus marquées dans ces contrées que Bagdad n'a plus aucune raison d'aider depuis des mois.

La famille qui accueille l'hôte de passage n'a souvent même plus d'œufs à lui offrir. Conscient de la souffrance des siens, Massoud Barzani répondait avant la contre-offensive irakienne : « Ce qui compte pour le moment, c'est de conserver les acquis de notre victoire. »

## Kalachnikov contre canon

Victoire au demeurant facile ; et qui explique sans doute le caractère foudroyant de la contre-attaque déclenchée par Bagdad, d'abord sur Kirkouk, le mercredi 27 au soir. Les témoignages concordent de Zakho à Dohouk : les combats n'ont duré que quelques heures.

Saddam Hussein avait envoyé au Sud l'essentiel de ses forces. Celles qui sont restées ne se sont guère battues, à l'exception de quelques agents des services de renseignements et responsables du parti. Barzani l'admet volontiers, ce qui n'enlève d'ailleurs rien au succès du Front uni du Kurdistan à mobiliser tant de combattants résolus sortis de l'ombre.

En face, les beaux restes de ce que certains avaient baptisé un peu vite « la quatrième armée du monde ». Les pechmergas ont capturé d'importants stocks d'équipements militaires. Talabani souligne : « Nous avons utilisé des chars pour libérer Kirkouk ». Barzani nuance : « Notre handicap, c'est de ne pas posséder d'armes mo-

dernes... et je ne sais savoir s'en servir.

Saddam Hussein ne laissait pas les Kurdes accéder aux armes technologiquement avancées : avions et hélicoptères en particulier. En une semaine, je n'ai assisté qu'à une seule séance de familiarisation des pechmergas avec les armes modernes prises aux gouvernementsaux.

Lorsque le choc est venu, il a fait mal. Très mal. Et pas seulement parce que le problème logistique était énorme. Bien que prioritaires, les pechmergas couraient après les pompes à essence en état de marche. Souvent, ce n'était pas l'essence qui manquait, mais l'électricité nécessaire aux pompes...

Sur le champ de bataille,

## Chouannerie

Quel spectacle que les rues des cités enlevées aux gouvernementaux ! Les hommes sont tous en armes, les adolescents à la barbe rare comme les grands-pères. La kalachnikov est aussi banale que le pantalon bouffant du costume national kurde. Les vieux ont ressorti les fusils Lee Enfield que l'armée britannique utilisait en 1900. Ils déambulent dans les rues des souks... en attendant le baroud.

L'atmosphère évoque la chouannerie ou parfois la guerre d'Espagne. L'étranger de passage est entouré, choyé presque : il donne l'illusion que l'Europe et l'Amérique ne se désintéressent pas totalement d'une révolte qui dérange les diplomates.

les courageux pechmergas ne faisaient pas le poids. La disproportion des moyens éclata à la bataille décisive d'Altun-Kopri, pour le contrôle d'une des trois voies d'accès à Erbil. Les kalachnikovs, les RPG 7 et même les quelques missiles antihélicoptères Strella n'étaient pas de taille face aux canons, aux chars et aux

orgues de Staline irakiens.

Vers une heure du matin, après avoir raté leur coup, les Kurdes refluaient par petits groupes au milieu des salves et des explosions. « Nos chargeurs sont vides », expliquaient les combattants en montrant leurs kalachnikovs. Barzani l'avait prévu : « Notre principal problème sera l'organisation et la logistique. »

Le climat change après ce revers. Vite. Le rêve tourne au cauchemar. A Erbil, samedi, les habitants exécutent encore les gestes de la vie quotidienne. Le marché reste actif. Mais les voitures munies de haut-parleurs invitent les familles à apporter leurs armes et leurs munitions disponibles. L'avant-garde irakienne n'est qu'à une vingtaine de kilomètres. Fièvre comparable à Zakho à l'approche des chars.

Le peuple en armes : une belle image romantique mais aussi une réalité exigeante. Chaque combattant pense à sa famille. A Altun-Kopri, un commandant de pechmergas explique pourquoi il ne mobilise pas davantage de volontaires : « Comment les nourrir ? Comment les payer ? »

Quand les gosses sont menacés, beaucoup de combattants réagissent en papas et non en professionnels de la guerre. Sur les routes de la montagne au-dessus d'Erbil ou de Dohouk, les pechmergas marchent à côté de leurs familles en fuite. Il faut les garder des attaques des miliciens, les « fursan » — chevaliers — dans l'appellation du parti Baas ou les « djacht », le sobriquet que leur donnent les Kurdes.

## La trahison des miliciens

La plupart s'étaient raliés à l'intifada. Mais certains retournèrent leurs vestes une nouvelle fois quand les irakiens ébranlèrent le dispositif kurde. Ce fut à Shalkhan, entre Dohouk et Erbil. Massoud Barzani le confirme : « Les miliciens ont trahi. Ils ont permis à l'armée de prendre la ville. » Demi-surprise.

Quelques jours plus tôt, en traversant cette bourgade de nuit, les pechmergas s'étaient ouverts à nous de faits étranges : des enfants allumaient des feux dans les immeubles abandonnés de l'administration, une femme

avait été arrêtée pour son comportement suspect : « Il y a encore des miliciens et des hommes des services de sécurité », avouait un combattant kurde. Le voyageur se demandait comment dans une agglomération aussi petite les services de renseignement de la résistance kurde n'étaient pas encore parvenus à extirper la menace.

Le ralliement des miliciens avait joué un rôle capital dans le raz de marée de l'intifada. Leur ultime trahison affecte la capacité de combat de la résistance. Elle doit surveiller ses arrières. Des postes de contrôle installés à la hâte aux portes d'Erbil, dans les anciens check-points irakiens, freinaient dimanche l'exode des citadins.

La véritable cause de la déroute des pechmergas est sans doute politique. Libéré de la pression de la rébellion chiite dans le Sud, Saddam Hussein a pu retourner ses forces contre les Kurdes. Barzani en était conscient dès le jeudi 28 mars, dans son QG des collines au-dessus d'Irbil.

« La résistance chiite a cessé dans les principales villes », admettait-il. Il ajoutait comme pour assurer son auditoire : « Elle continue dans les villages et les faubourgs. » Pour tout dire, il paraissait déjà déprimé.

Les Kurdes avaient fait de George Bush leur héros. Ils l'avaient baptisé « Hadji Bush » (Bush le Pélerin) pour avoir battu l'armée irakienne. Mais l'Amérique reste les bras croisés quand les hélicoptères irakiens bombardent la population civile et que le napalm défigure femmes et enfants. L'Europe aussi, même si la France, grâce notamment à Danièle Mitterrand, a la cote chez les Kurdes.

Quant aux voisins, Iran et Turquie notamment, ils se sont intéressés à ce soulèvement, dans la mesure où ses chefs pouvaient jouer un rôle dans l'après-Saddam. Mais Téhéran ne s'est jamais engagé vraiment.

Les Kurdes ont un proverbe : « Les Kurdes n'ont pas d'amis. » Jamais il n'a paru aussi vrai alors que, par dizaines de milliers, les femmes, les enfants, les vieillards fuient vers le froid des montagnes, vers la Turquie.

C.L.

La Croix 4 avril 1991

INVITE : KENDAL NEZAN

## Irak Une dénonciation du président de l'Institut kurde de Paris

# L'INDIFFÉRENCE DES ALLIÉS

**Q**uelles images retenir-vous des nouvelles qui vous parviennent d'Irak?

**Kendal Nezan :** D'abord, l'image d'un flot de plus de deux millions de personnes sur les routes de l'exode, qui laissent derrière elles quelque 20000 victimes civiles (il est très difficile de donner un chiffre précis). Où aller? Dans les villes, on est certain d'être tué. Dans les villages? Ils sont déjà rasés... Et où trouver de l'eau et des vivres? Le Kurdistan est une enclave fermée au reste du monde.

- S. Hussein est-il capable de tenir longtemps?

- Oui, grâce aux Alliés qui ont laissé intactes plusieurs divisions de son armée. À la demande des Saoudiens, qui s'inquiètent plus d'un éventuel régime démocratique à Bagdad que des batteries de Scud. Les Turcs, eux, s'alignent sur Washington tandis que Téhéran joue un jeu compliqué : il soutient les chiites mais pas suffisamment pour qu'ils tiennent tête à Saddam Hussein. Les Iraniens ne veulent pas d'une République islamique en Irak : ils ont assez de problèmes chez eux!

- L'attitude des Occidentaux vous déçoit-elle?



**Kendal Nezan :** « C'est une question de semaines. Mon espoir repose sur vous, les médias, pour secouer l'indifférence des États. » (Photo Clément/AFP.)

- Après les grands discours sur le droit, la morale et la justice, la Realpolitik reprend le dessus. Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain est bien commode! Que fait-on de la Déclaration universelle des droits de l'homme, du protocole international pour la protection des droits civils et politiques, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? Un bon nombre de textes juridiques ont une valeur au moins équivalente à ceux que l'on a brandi en faveur du Koweït.

haitons qu'elle puisse obtenir l'envoi d'observateurs internationaux, l'arrêt de la répression sur la population civile et la promesse d'élections libres.

- Mais à l'ONU, les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne ne la soutiennent pas...

- Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a jamais discuté du sort des Kurdes, en dépit des massacres et des déportations. L'ONU est un syndicat de gestion des intérêts des grands de ce monde. Pourquoi ce syndicat s'arrêterait-il aux problèmes humains, culturels, nationaux de 25 millions d'hommes s'il n'en retire pas un avantage?

- L'avenir vous paraît donc sombre...

- Les Kurdes vivent dans l'angoisse et l'incertitude. Même s'ils montrent une extraordinaire vitalité, l'absence de réaction de la communauté internationale risque de leur apporter des lendemains encore plus sombres et sanglants. C'est une question de semaines, voire de jours. Mon espoir repose sur vous, sur les médias : vous pouvez secouer l'indifférence des États.

**Recueilli par  
Jean-Charles  
DUQUESNE**

L'indifférence des Alliés me sidère.

En revanche, je note que le Pape Jean-Paul II, qui était resté longtemps silencieux, a parlé à deux reprises des Kurdes ces derniers temps. Cette attitude est pour nous très importante au plan moral. Elle devrait permettre une meilleure prise de conscience d'une question écartée par le plus grand nombre.

- Et la politique de la France?

- La France essaie de marquer sa différence. Nous sou-

## IRAK

# La honte absolue

**P**as d'édits vengeurs ni de commentaires enflammés. Tout juste une mini-pétition pour la forme. Du coup l'opinion, à l'image de ses médias, a enfoui sa conscience sous l'oreiller. Pourquoi lui incomberait-il, en effet, d'assumer seule une telle honte, de porter seule le fardeau d'une telle forfaiture ?

Pourtant, le silence radio observé par tous nos gourous de l'indignation publique ne suffira pas à gommer l'effroyable malaise.

Quoi ? On a, paraît-il, fait la guerre à une réincarnation d'Hitler, à l'archétype du mal absolu, à un ersatz particulièrement pervers de Belzébuth. Une guerre étrange en vérité, qui a consisté, d'un bout à l'autre, à épargner le monstre pour mieux affamer, écraser, exterminer ses victimes. Les victimes en question auraient pu nous en vouloir. Or, formidable exemple d'abnégation, elles ont estimé au contraire que cette souffrance constituait le prix à payer pour obtenir leur libération et se débarrasser de l'épouvantable tyran. En fonction de quoi, à notre appel, sous notre pression, fortes de nos promesses, elles se sont à leur tour lancées dans la bataille. Et objectivement de notre côté, ou plus exactement du côté de ce George Bush qui proclamait quatre fois par jour que Saddam Hussein ne devait pas survivre à son inéluctable défaite.

Or, il s'agissait d'un terrible malentendu ; d'un tragique effet d'optique. En réalité, c'est bien à l'Irak qu'on faisait la guerre, pas à Saddam Hussein. La preuve : le second a été épargné, pas le premier. L'objectif de cette guerre américaine n'était pas de permettre à un peuple de retrouver la voie de la sagesse et de la prospérité en le débarrassant d'un régime militariste et oppresseur, mais tout au contraire de ruiner un pays et d'affamer un peuple, au risque de livrer l'un et l'autre aux représailles revancharde d'un régime toujours aussi militariste et toujours aussi oppresseur. A-t-on voulu cela ? Au moins est-il clair que, contrairement à tout ce qu'une certaine propagande a distillé pendant des mois, on n'a jamais réellement voulu le contraire. Mieux valait, finalement, un vieil ordre dictatorial castré qu'un nouvel ordre démocratique trop ardent qui eût effarouché les émirats voilés jusqu'à la cervelle.

Aujourd'hui, le *Wall Street Journal* qui fut, en janvier et février derniers, le plus

Le monde libre a tressailli d'horreur au spectacle de l'armée Rouge laissant les nazis exterminer les insurgés de Varsovie. Or que font les alliés, aujourd'hui, en Irak pendant que Saddam Hussein massacre les Kurdes ?

Par Jean-François Kahn

va-t-en-guerre des journaux américains, se demande s'il était vraiment nécessaire de causer des dommages « quasi apocalyptiques » aux infrastructures civiles irakiennes pour laisser aujourd'hui le pouvoir militaire de Bagdad rétablir sa loi terroriste dans le sang. Et de conclure, comme nous le faisons pour notre part dès le mois de février : « *Un nouvel ordre mondial serait plus facile à bâtir si ceux qui ont planifié la guerre avaient liquidé le fauteur de troubles et laissé tranquilles les centrales électriques.* »

Le monde libre a tressailli d'horreur, en 1944, au spectacle de l'armée Rouge de Staline laissant froidement les nazis allemands exterminer les insurgés nationalistes de Varsovie sans tenter de leur prêter le moindre secours. Or, que font les alliés depuis trois semaines ? Exactement la même chose. Ils laissent imperturbablement massacrer ceux qu'ils ont cyniquement poussés à la révolte par ceux qu'ils ont hypocritement fait semblant de combattre. Et ainsi, la principale conséquence de la « guerre du droit », outre le rétablissement du féodalisme au Koweït, aura été un second holocauste kurde.

Pendant ce temps-là, en Cisjordanie, la guerre des pierres se transforme en guerre des couteaux, Shamir exhale impunément son mépris des résolutions du Conseil de sécurité, la Syrie étend son contrôle sur le Liban et la Turquie continue, dans l'indifférence générale, d'occuper une moitié de l'île de Chypre.

Comme disait Marie-France Garaud : « *George Bush a réalisé un parcours sans fautes.* »

J.-F.K.

FRANCE

L'EXPRESS 4 avril 1991

# Les colères de Danielle

DROITS DE L'HOMME

Parfaitement étrangère aux petits calculs politiques, la militante Danielle Mitterrand dit toujours, fût-ce imprudemment, ce qu'elle a sur le cœur. Qu'elle dénonce, de retour de l'île de la Réunion, où elle a séjourné du 21 au 24 mars en tant que présidente de la fondation France-Libertés, une situation « coloniale » et l'injure faite à une bonne partie de la population avec la fermeture autoritaire de Télé Free-Dom, ou qu'elle crie son « indignation » devant l'assassinat du peuple kurde et l'indifférence des nations qui prétendaient hier n'agir dans le monde qu'en fonction du droit, seule lui importe la cause des victimes et des exclus. Ou, du moins, l'idée qu'elle s'en fait.

Ainsi se moque-t-elle bien, car ce n'est pas son problème, que le ministre rocardien des DOM-TOM, Louis Le Penec, puisse se formaliser de propos qui prennent pourtant l'exact contrepied, sur la situation sociale dans l'île de la Réunion comme sur le destin de Télé Free-Dom (chaîne « illégale » suspectée par certains d'avoir sciemment soufflé sur les braises), de la politique qu'il a

suivie et qu'il continue, au gouvernement, de défendre. Mais il y a une nouveauté — et elle n'est pas mince : hier, Danielle Mitterrand dérangeait (par exemple, quand elle organisait à Paris, à l'automne de 1989, un séminaire sur les Kurdes, jugé peu opportun au Quai d'Orsay) ; aujourd'hui, elle est entendue et moins discutée. A l'heure des idéologies qui flanchent, sa forme de témoignage « tripal » séduit une partie du peuple militant. Au moment où la « politique Rocard » est contestée dans bien des cénacles socialistes, la façon dont l'épouse du chef de l'Etat a su écouter les révoltés de Saint-Denis de la Réunion (après avoir refusé d'annuler son voyage) apparaît à certains, à tort ou à raison, comme un avertissement. Le fait est que Danielle Mitterrand, avant de repartir pour l'Inde, le Cambodge, le Vietnam, le Laos ou encore l'Amazonie, n'a pas été désavouée au Château. On l'y a au contraire, semble-t-il, écoutée avec attention. Comme si la « gauche profonde » avait trouvé en elle, quoi qu'elle en ait, une sorte de porte-drapeau. Le Premier ministre est prévenu. ■

**L'Express :** Vous qui êtes une militante de la cause kurde, quels sont vos sentiments devant le destin que leur réserve Saddam Hussein ?

**Danielle Mitterrand :** Tout ce que j'apprends, jour après jour, sur le sort des Kurdes crée en moi un désarroi complet. Maintenant, en effet, on ne peut plus dire qu'on ne sait pas. Or ces hommes, ces femmes, ces enfants sont en train de se faire exterminer. Et personne ne bouge. Je suis outrée. Et, d'abord, je suis malheureuse à un point que vous n'imaginez pas. Le président George Bush m'a félicitée pour ma campagne en faveur des Kurdes. Très bien, mais, aujourd'hui, à quoi cela sert-il ? C'est un peuple qu'on assassine. Mon indignation est sans limites devant un pareil meurtre.

— *Quand vous aviez organisé à Paris, en 1989, un colloque sur le sort réservé aux Kurdes par l'Irak, vous aviez été beaucoup critiquée, notamment au Quai d'Orsay...*

— ... Et la presse n'avait guère pris en compte les témoignages que je lui avais transmis. A l'époque, c'est vrai, on ne nous a guère entendus. Mais l'honneur de notre pays, c'est qu'on ne m'a pas empêchée tout de même d'agir. Malgré les réticences qu'inspirait mon action. Nous n'avons jamais été des partisans. Nous avons simplement rempli

U. ANDERSEN/GAMMA



« Halte au massacre des Kurdes ! »

notre rôle. Et ce rôle, aujourd'hui, c'est de crier de toutes nos forces : « Halte au massacre ! »

— *Avez-vous été le témoin, dans l'île de la Réunion, lors de votre dernier voyage, d'une situation de type colonial ?*

— N'ayons pas peur des mots. Si le « colonialisme », c'est la différence excessive entre les plus riches et les plus pauvres, donc les exclus, alors, oui, on peut parler de colonialisme à la Réunion.

— *Dans cette île, l'explosion*

*est venue de la suppression brutale de Télé Free-Dom...*

— A Saint-Denis, ma porte ayant été ouverte à tous, j'ai pu constater que cette chaîne était tantôt encensée, tantôt honnie. Il reste que la population, quoi qu'on prétende, s'était complètement identifiée à Télé Free-Dom. Je me suis efforcée sur place d'analyser ses programmes : ils ne me semblaient pas infamants. Les Réunionnais se sont donc sentis bafoués par une décision que les jeunes, notam-

ment, tiennent pour arbitraire.

— *Vous l'avez dit au président ?*

— Je suis un simple témoin. A mon retour, tout en lui remettant un dossier très élaboré, je lui ai raconté ce que j'avais entendu et vu.

— *Diriez-vous que, dans cette île aussi bien que dans beaucoup de banlieues de l'Hexagone, le nombre des « paumés » augmente ?*

— Je récus le mot de « paumés ». En écoutant les jeunes, ici et ailleurs, on s'aperçoit qu'ils ont beaucoup de choses à dire, qu'ils ont des exigences que ma génération n'a pas connues. Sans rejeter les valeurs profondes des Droits de l'homme, ils vivent avec d'autres critères, générés par l'évolution technologique et les mutations de notre société. Au fond, est-ce que les « paumés », ce ne serait pas nous, les adultes, avec nos certitudes, nos barrières, nos idéologies dépassées ? Espérer en un monde meilleur et tout entreprendre pour l'avoir, ce n'est pas être un paumé. Je n'ai jamais rencontré une jeunesse plus ouverte à l'aide au tiers-monde, à la compréhension de l'autre, à la rencontre des cultures, au partage et au désintéressement que la jeunesse d'aujourd'hui. On parlera d'utopie, mais l'utopie nourrit le dynamisme.

— *Existe-t-il, selon vous, un quart-monde français ?*

— Si l'on se réfère aux simples données économiques — chômage, emploi, RMI — il existe sans aucun doute un quart-monde en France. Mais, si l'on prend en compte la capacité d'initiative des jeunes, ce qu'on appelle le quart-monde pourrait être demain la chance historique du pays. Devant leur difficulté à se faire entendre, certains, comme à la Réunion ou dans les banlieues, se laissent aller parfois à des réactions violentes. Mais il ne faut pas se tromper de dia-

gnostic : au fond d'eux-mêmes, je le sais, ils ont envie de construire. Pas de détruire. Ils aspirent à tout autre chose qu'au statut d'« assistés ».

— *La société française de 1991 ressemble-t-elle à une société à deux vitesses ?*

— Nous avons vécu depuis la guerre sur deux modèles : d'un côté le communisme, de l'autre le capitalisme et la toute-puissance de l'argent. Le communisme s'effondre. Mais la nouvelle génération répugne au capi-

talisme à l'américain, qui conduit effectivement à une société à deux vitesses. La question se pose donc de savoir si le modèle auquel nous avons jusqu'ici adhéré convient aux jeunes de l'an 2000. Ma réponse est plutôt « non ».

— *Qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans vos derniers déplacements ?*

— C'est de mesurer combien nous sommes souvent en contradiction avec ceux qui désespèrent, avec les générations qui montent.

— *L'épouse du président de la République a-t-elle pour vocation de jouer les témoins, les éclaireurs ou les relais ?*

— Je détermine ce que je veux et peux faire selon mes convictions et mes engagements. Lorsque je me déplace dans le monde entier, je n'ai pas l'impression d'être seulement une représentante de la France : chaque fois, je suis accueillie comme quelqu'un qui arrive du pays des droits de l'homme et des libertés. Et je suis immensément fière d'être française. ■

Propos recueillis par Dominique de Montvalon.

International Herald Tribune April 5, 1991

## As Kurds Die, a Sense of Revulsion Spreads

By William Safire

WASHINGTON — The enormity of the dishonor brought on the United States by President George Bush's decision to betray the Kurdish people is beginning to sink in at the White House.

A few days ago, an anonymous Bush aide (read: Sununu) smugly told Time magazine that "the only pressure for the U.S. to intervene is coming from columnists."

Today, the news of death and starvation being inflicted on the countless innocents double-crossed by George Bush is spreading a sense of revulsion through America's body politic.

The American president repeatedly urged the Kurds to rise up against Saddam Hussein; he telecast his promise to keep the tyrant's gunships grounded. Mr. Bush then broke his word, which enabled Iraqi killers to break the back of the rebellion from the air.

Not since Jimmy Carter's Desert One has a failure of nerve resulted in such ignominious American defeat. Not since John Kennedy failed to provide air cover at the Bay of Pigs has a president made such a costly military blunder.

Air supremacy wins wars. When the United States gave the Afghan guerrillas Stinger missiles to shoot down gunships, it denied the Red Army air supremacy and enabled Afghans to defeat a superpower.

Masoud Barzani of the Kurds knew he could defeat Saddam Hussein's war-weakened forces in the rugged hills if the United States denied the dictator use of the skies. The Kurds would then control the oil fields of Iraq, and could negotiate autonomy.

But that was when George Bush got cold feet, or was reminded by Moscow or Riyadh of secret prewar understandings not to overturn Saddam Hussein. It turns out he did not want the Iraqi

people to rebel; he merely wanted the military to change dictators.

Puffed up with the popularity that came to him for having done right in Kuwait, Mr. Bush was certain that he could get away with doing wrong in Iraq.

"We are not there to intervene," he tells reporters on a golf course.

But by changing his mind about protecting Kurdish skies, the president effectively inter-

---

**Not since Kennedy failed to provide air cover at the Bay of Pigs has a president made such a costly military blunder.**

---

vened on the side of Saddam Hussein. Once he gave the weapon of gunship terror from the air to Baghdad's merciless butcher, Mr. Bush abandoned tens of thousands of Kurdish fighters to death and their families to starvation.

Prepare now for the Washington ritual of blaming the victims: The Kurds brought Saddam's vengeance on themselves; they might have wanted independence someday; backward people cannot be taught democracy.

Demonstrating its contempt for Kurdish aspirations, the Bush administration finally decided to allow a few Kurds into the State Department. And what official is assigned to cluck sympathetically? Assistant Secretary John Kelly — the architect of the discredited policy to appease Saddam.

Ordinarily, when a political leader makes Americans feel sick at heart, the opposition speaks up for decency and traditional values. Excepting Senator Al Gore of Tennessee, Democrats are still traumatized.

That leaves the Kurds' sense of betrayal to be reported by on-the-scene correspondents like Jonathan Randal of The Washington Post and Geraldine Brooks of The Wall Street Journal, and American's own sense of loss to be expressed by despised columnists and insomniacs who call in to radio talk shows.

What did Mr. Bush lose when he ordered his field commander to let two full divisions of Iraqi rebel-killers escape, and when he allowed those routed savages the necessary air cover to crush the uprising he called for?

First, he lost the credibility so recently earned by American arms. In the future, when the U.S. president warns of consequences if his guarantees are scorned, an aggressor will say "tell it to the Kurds."

He threw away America's newfound pride, too, as a superpower that stands for the right and will not let defenseless allies be pushed around. It would seem that we Americans defend the rich and sell out the poor.

And he stopped the momentum toward democracy and peace in the Middle East. If a whole people can be decimated while the president of the United States goes fishing, no nation will put faith in U.S. security guarantees.

When American troops come home to a ticker-tape parade, perhaps room can be found for a small float carrying maimed Kurdish refugees. It will remind Americans that the great victory won by the bravery and skill of the armed forces was sullied by their political leaders' moral failure.

The New York Times.

El texto de la resolución impone a Sadam la destrucción de armas químicas

# La ONU aprueba el fin de la guerra contra Irak

El País  
jueves 4 abril de 1991

CARLOS MENDO, Washington  
El Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas aprobó anoche, por 12 votos a favor, uno en contra (el de Cuba) y las abstenciones de Yemen y Ecuador, un texto de resolución que

pone fin oficialmente al estado de guerra existente con Irak, siempre que el régimen de Bagdad se avenga a aceptar las condiciones más rigurosas impuestas por la organización mundial en sus 45 años de historia. El volumi-

noso y prolijo documento, de 20 páginas, calificado irónicamente por el embajador soviético, Yuli Vorontsov, de "madre de todas las resoluciones", entrará en vigor tan pronto Irak acepte su contenido.

Por su parte, el presidente norteamericano, George Bush, en unas declaraciones en Florida, donde pasa unas cortas vacaciones, reiteró la posición oficial norteamericana de no intervención en el conflicto interno iraquí, aunque se manifestó dispuesto a reconsiderar su posición si el Ejército de Irak derrocaba a Sadam Husein. "Estaría dispuesto a replantearme el tema [de las relaciones entre Estados Unidos e Irak] si el Ejército toma cartas en el asunto", manifestó Bush, quien volvió a insistir en su convicción de que "más pronto o más tarde, Sadam Husein tendrá que irse".

Con relación a las supuestas atrocidades cometidas por las tropas leales a Sadam contra las poblaciones kurda y shii, que han provocado una petición de convocatoria especial del Consejo de Seguridad por parte de Francia y Turquía, Bush declaró que "la responsabilidad corresponde totalmente a Sadam Husein".

El texto aprobado por el Consejo de Seguridad, el más prolijo y complicado sancionado por las Naciones Unidas, recoge los principales puntos de un proyecto de resolución patrocinado por Estados Unidos.

La resolución 687 pretende básicamente conseguir dos objetivos: la eliminación del poten-

cial militar ofensivo iraquí, con la destrucción de su arsenal químico, biológico y nuclear, y el pago de reparaciones de guerra a Kuwait a través de la creación de un fondo especial, administrado por la Secretaría General de las Naciones Unidas, que se nutrirá de un porcentaje de las exportaciones de crudo iraquí.

A cambio de la aceptación por Bagdad de estas condiciones, el Consejo de Seguridad levantará el embargo que pesa sobre las importaciones de productos alimenticios y otros artículos esenciales, aunque mantendrá la prohibición total de vender cualquier tipo de armamento, incluso el convencional, a Irak. Para asegurar el cumplimiento iraquí, el comité de sanciones del Consejo hará una evaluación de la situación cada 60 días.

Todos los intentos realizados durante el martes por algunos miembros *no alineados* del Consejo, principalmente Cuba, India y Yemen, de suavizar la resolución se estrellaron ante la negativa de los cinco grandes —Estados Unidos, la Unión Soviética, el Reino Unido, Francia y China— de alterar el texto.

El embajador iraquí, Abdul Amir al Ambari, manifestó antes de la votación que el proyecto de resolución era "humillante y suponía una injerencia en los asuntos internos" de su país, y añadió

que ignoraba si Bagdad aceptaría las onerosas condiciones de la organización mundial. Sin embargo, Al Ambari dio a entender que su Gobierno no tendría otra alternativa que aceptar la resolución de la ONU.

La resolución prevé la creación de una zona desmilitarizada a ambos lados de la frontera entre Irak y Kuwait, que se extenderá 10 kilómetros dentro de territorio iraquí y cinco kilómetros dentro del emirato, patrullada por observadores de la ONU.

En una concesión de última hora otorgada por el Consejo a la Unión Soviética, principal suministrador de proyectiles balísticos a Irak, la resolución exime al Gobierno iraquí de la destrucción de aquellos misiles que tengan un alcance inferior a los 150 kilómetros, y que, por tanto, no suponen una amenaza para Israel.

El ministro español de Asuntos Exteriores, Francisco Fernández Ordóñez, en declaraciones realizadas anoche, calificó la resolución del Consejo de Seguridad de la ONU de "durísima, pero necesaria". El ministro afirmó que "hay un consenso internacional para acabar con la brutal represión de Sadam contra el pueblo kurdo, pero también para mantener la integridad territorial de Irak".

## La CE condena la brutal represión contra kurdos y shiíes

EL PAÍS, Madrid  
La Comunidad Europea emitió ayer un comunicado en el que se critica duramente la "brutal represión" ejercida por el Gobierno de Bagdad contra las poblaciones shiíes y kurdas. El texto exige que se "ponga fin sin demora" a esta situación que ha obligado al

éxodo masivo de iraquíes hacia los países vecinos. "Tan sólo la vía del diálogo con todas las partes implicadas permitirá esbozar el renacimiento de un estado iraquí unido", añade el comunicado, suscrito por los 12 países.

Al mismo tiempo, los Gobiernos de Bélgica y Holanda apoyaron la iniciativa francesa para que el Consejo de Seguridad de Naciones Unidas condene la represión de los kurdos por parte de las autoridades iraquíes. El presidente François Mitterrand dijo en una reunión del Consejo de Ministros que el prestigio y la

autoridad moral de la ONU estaban en entredicho si no se condena de forma enérgica la represión en Irak.

Mark Eyskens, ministro de Exteriores belga, país que preside el Consejo de Seguridad hasta finales del presente mes, declaró que su país estudia en la actualidad "las posibilidades jurídicas" de una intervención militar en Irak.

### Petición a Naciones Unidas

Por su parte, el ministro de Exteriores alemán, Hans Dietrich Genscher, emitió un mensaje "urgente" a sus cinco

homólogos de los países miembros permanentes del Consejo de Seguridad para que entre las condiciones del alto el fuego se incluyera la "protección" de los kurdos.

El Gobierno de París ha enviado a la zona al ministro sin cartera Bernard Kouchner, que ayer era esperado en Teherán. Kouchner, de 51 años, aseguró que millares de kurdos están siendo sometidos a un combate sin cuartel por las tropas iraquíes, que utilizan aviones y helicópteros, y dijo con un tono dramático que la cifra de muertos puede ser "colosal".



Al menos 38 iraquíes muertos en el intento de atravesar las montañas kurdas

# Miles de refugiados logran 'colarse' en Turquía

LUIS MATÍAS LÓPEZ, Ankara  
ENVIADO ESPECIAL  
Turquía ha sellado su frontera y el Ejército trata de impedir con disparos al aire la avalancha de iraquíes que se aproxima y que

los más optimistas cifran en unos 200.000. Sin embargo, la línea es porosa y más de 4.000 refugiados se han colado en los últimos días. El Gobierno de Turgut Ozal se niega a repetir la quijotada de 1988, cuando

admitió en su territorio a decenas de miles de refugiados kurdos iraquíes que huían de la guerra química desatada contra ellos por Sadam Husein, muchos de los cuales permanecen aún en Turquía.

Murat Sungar, portavoz del Ministerio de Exteriores, aseguró que, en los tres últimos años, Occidente tan sólo ha acogido a 448 de los más de 50.000 kurdos que se refugiaron en Turquía. Ninguno de ellos fue a España. La ayuda humanitaria exterior ha sido insuficiente y, para colmo, Ankara ha tenido que enfrentarse a numerosas acusaciones de que las condiciones en los campos creados para acoger a estas gentes rayaban a veces en lo inhumano.

Bulent Akarcali, diputado del gubernamental Partido de la Madre Patria, ironiza sobre lo que puede ocurrir en los próximos tres meses: "Ankara abrirá la puerta, los refugiados dirán que nos adoran, Occidente encomiará nuestra actitud y, después, algunos países europeos empezarán a quejarse de las condiciones de vida en los campos. Las organizaciones internacionales de ayuda y Occidente no tendrán ni tiempo ni dinero para socorrerles. Estarán concentrados en apagar los incendios de Kuwait o terminar con la polución en los Alpes. Y llegará el día en que los Parlamentos belga, austriaco y zulú aprueben resoluciones contra Turquía".

## Dilema trágico

El dilema es trágico: si la puerta se cierra, la matanza es casi segura; si se abre, Ankara se enfrentará, casi sola, a un problema que no tiene capacidad de resolver. Mientras, ya son al menos 38 las víctimas de esta huida a ninguna parte. Se trata en su mayoría de niños que han muerto de frío en el intento de cruzar las montañas kurdas. Por ello, Turquía ha solicitado al Consejo de Seguridad de la ONU que apruebe medidas urgentes para evitar la catástrofe en el norte de Irak.

Ankara quiere que las Naciones Unidas pare los pies a un Sadam envalentonado porque el mismo Ejército que le humi-



Una madre kurda iraquí da de comer a su hijo durante la fuga hacia Turquía.

lló en la guerra del Golfo mira para otro lado cuando emplea los restos (aún muy importantes) de su potencial bélico para aplastar una rebelión alentada, por Estados Unidos y sus aliados.

Los embajadores en Ankara de los cinco miembros permanentes del Consejo (EE UU, Francia, el Reino Unido, China y la Unión Soviética) han sido convocados al Ministerio de Exteriores, donde se les ha hecho

entrega de un mensaje muy claro: "Este no es un problema únicamente de Turquía, sino de todos". El presidente Turgut Ozal, recién llegado de EE UU, ha telefonado a su amigo George Bush para explicarle la complejidad de la situación que se avecina y para recordarle que está moralmente obligado a retribuir la inapreciable ayuda prestada por Turquía durante la guerra, al permitir el uso de la base de Incirlik para bombardear Irak.

Al otro lado de la frontera, en el corazón de la batalla, Bush se ha convertido en cuestión de días de héroe en villano, de bueno en malo de la película. Los kurdos se sienten traicionados y no dejan de repetir: "¿Por qué nos han abandonado? ¿Por qué no nos ayudan?".

Scott Petterson, un norteamericano de 25 años que trabaja para el periódico británico *The Daily Telegraph*, asegura, poco después de su azaroso regreso a Turquía desde Irak, donde pasó siete días con los *peshmergas* de Jalal Talabani, que la guerrilla está confundida entre la desolación y la furia porque Occidente la ha dejado sola frente a la catástrofe. "No tienen ninguna posibilidad", asegura. "No pueden combatir con sus Kaláshnikov y sus lanzagranadas individuales contra la artillería y los helicópteros iraquíes. Están perdidos. Pero más grave aún que su derrota puede ser la matanza que se avecina".

Según Petterson, el Ejército de Ankara sólo permite la entrada de refugiados étnicamente turcos (conocidos como turcomanos y cuyo número en Irak oscila, según las fuentes entre 500.000 y dos millones), al menos por la frontera sureste, que él logró cruzar el martes. Pero al otro lado hay centenares de miles de personas expuestas a morir de frío, hambre, enfermedad o bajo las balas y las bombas de Sadam Husein. El punto de inflexión se produjo, aparentemente, el pasado domingo. Desde ese día no queda esperanza, aunque los *peshmergas* sigan diciendo que contratan en Kirkuk.

La presión internacional sobre el Gobierno de Ankara para que abra la frontera promete ser intensa, pero la validez del argumento humanitario será muy discutible. Turquía no tiene la culpa de lo que ocurre en el norte de Irak, pero Estados Unidos sí, coinciden en señalar fuentes políticas y periodísticas.



## Irán asegura que está decidido a evitar el éxodo masivo de iraquíes

AGENCIAS, Teherán

El presidente iraní, Ali Akbar Hachemí Rafsanjani, aseguró que su país "está dispuesto a colaborar en una acción enérgica en el Golfo para impedir la huida y el éxodo masivo de iraquíes" y aprovechó la ocasión para criticar "la indiferencia de los aliados" ante este problema.

Un portavoz del Gobierno iraquí hizo ayer un llamamiento a la población para que vuelva a sus casas y aseguró que "las autoridades condenarán sólo a los que cometieron crímenes, cooperaron con los malechores o empuñaron armas contra las fuerzas armadas". A través de Radio Bagdad, el portavoz dijo que el presidente Sadam Husein se reunió con altos responsables de su Gobierno para tratar el fin de la revuelta "después de haber sido aplastados todos los pertur-

badores". Añadió que ya ha comenzado la reconstrucción de las ciudades sagradas de Kerbala y Nayaf.

La agencia oficial iraquí Ina, las tropas de Sadam "habían limpiado completamente" la ciudad de Sulamaniya, último bastión de la resistencia kurda en el norte del país. Este extremo fue confirmado en Damasco por el portavoz del Partido Democrático del Kurdistan.

Durante la entrevista de Rafsanjani con el ministro suizo de Exteriores, René Fleber, el presidente iraní expresó su "inquietud ante el crecimiento diario del número de refugiados iraquíes que huyen de Irak" hacia Irán y solicitó "el apoyo de la comunidad internacional a Irán", que tiene cobijados a unos 50.000 iraquíes desde el comienzo de los combates civiles en Irak.

"Es sorprendente", añadió Rafsanjani, "que los aliados, los cuales son una de las causas de esta catástrofe, permanezcan indiferentes ante este drama".

Coincidiendo con estas declaraciones, el embajador de Irán ante la ONU, Kamal Jarrazi, se quejó ante Pérez de Cuéllar por "las descaradas violaciones de

Irak" de los acuerdos de alto el fuego irano-iraquí, la última, según los iraníes, fue el pasado día 26 de marzo, cuando una brigada de Irak con armamento penetró en el interior de su país.

### "La peor catástrofe"

La agencia oficial iraní Irna señaló que el éxodo de refugiados iraquíes "puede ser la peor catástrofe humana del siglo". Según la agencia, "más de 250.000 refugiados han iniciado ya el camino hacia Irán a través de las montañas nevadas y por los caminos del Kurdistan". Añade que se aproxima a la frontera "un cortejo de 85 kilómetros de largo de autobuses y pequeños vehículos". "La mayoría", continúa, "padecen frío, hambre y tienen necesidad de ayuda urgente".

El ministro de Exteriores, Hans Van Den Broek, pidió ayer a la Comunidad Europea que "apoye financieramente a los países de la zona que acogen a los refugiados". El ministro calificó de "inhumano" el cierre de algunas fronteras para impedir la llegada de quienes huyen de la represión iraquí.

## La ONU pide al Gobierno de Ankara que abra sus fronteras

AGENCIAS, Ginebra

El Alto Comisariado de las Naciones Unidas para los Refugiados (ACR) pidió ayer a Turquía que deje entrar a las masas de iraquíes que huyen de la represión del Gobierno tras el aplastamiento de la revuelta kurda y shii. El ACR ha decidido aumentar a 100.000 el número de refugiados que podrá atender en ese país, según dijo en Ginebra un portavoz del organismo.

La dirección del ACR se reunió durante la tarde de ayer para examinar la situación iraquí. Informaciones llegadas de Turquía aseguran que en ese país han entrado en los últimos días unos

20.000 kurdos y turcomanos iraquíes, a pesar de que la frontera está cerrada. Uno de los envíos más urgentes es el de tiendas de campaña y alimentos.

La alto comisario, Sadako Ogata, interpelada por gobiernos escandinavos, envió un mensaje al presidente turco, Turgut Ozal, en el que le instaba a dejar abiertas las puertas de su país a los iraquíes que huyen de la represión del régimen de Sadam Husein. En su mensaje, la alto comisario expresó "su preocupación" por los refugiados y presume que "las autoridades turcas las aceptarán como ya lo hicieron en el pasado". "La situación

es dramática en el Kurdistan iraquí", aseguró la organización humanitaria francesa Médicos sin Fronteras. Ésta señaló que al problema de los refugiados hay que añadir el elevado número de heridos que han dejado los combates.

El Gobierno de Ankara indicó que esperaba una decisión de la ONU sobre los refugiados para abrir la frontera turca. El alto comisariado anunció que, según sus cálculos, los refugiados en la frontera con Turquía podrían llegar a los 100.000, en tanto que habían sido previstos 35.000 antes de la guerra entre Bagdad y la coalición. Por su

parte, son ya unos 50.000 los que han llegado al sur de Irán, país que también se manifestó en contra de dejar sus puertas abiertas.

El Comité Internacional de la Cruz Roja está estudiando también la situación iraquí y se ha manifestado dispuesto a aumentar su ayuda humanitaria a Irak. El Comité considera "alarmante" el estado alimentario y sanitario de una gran parte de la población iraquí y hace especial hincapié en kurdos y shiíes, potenciales refugiados por haber participado en la revuelta contra Sadam.

Bush está dispuesto a dar un giro a sus relaciones con Bagdad si el Ejército se deshace de Saddam — Mitterrand advierte a Naciones Unidas que perderá su autoridad si no condena la represión iraquí sobre chiítas y kurdos



## La ONU pone fin a la guerra

*Dos millones de kurdos huyen despavoridos hacia las fronteras turca, siria e iraní*

### EL MUNDO

Jueves  
4 de Abril  
de 1991

#### EL MUNDO

NACIONES UNIDAS/ANKARA.— El Consejo de Seguridad de Naciones Unidas aprobó ayer una resolución para el alto el fuego definitivo que exige a Irak el desmantelamiento de todo su arsenal de destrucción masiva, hipoteca parte de sus ingresos petrolíferos para pagar reparaciones de guerra y prepara el camino para la retirada de las tropas norteamericanas de ocupación.

El proyecto norteamericano recibió 12 votos a favor, uno en contra —el de Cuba— y dos abstenciones —Yemen y Ecuador—.

Esta resolución número 687 prevé además la suspensión inmediata del embargo alimenticio contra Irak y exige de este Gobierno la renuncia al terrorismo.

La Administración norteamericana, bajo una fuerte presión internacional, se ha comprometido a considerar una ayuda humanitaria para los refugiados iraquíes.

El Embajador norteamericano, Thomas Pickering, «ha sido instruido para, inmediatamente después de ser aprobado el alto el fuego, inducir al Consejo de Seguridad a tomar medidas sobre este preocupante asunto», declaró la portavoz del Departamento de Estado, Margaret Tutwiler.

Cientos de miles de kurdos, que pueden ya superar los dos millones, huyen despavoridos de la brutal represión puesta en marcha por el Ejército de Saddam Husein para aniquilar lo que fue la revuelta más fugaz en el Kurdistán iraquí.

Con los soldados pisándoles los talones, los kurdos huyen a sus santuarios en las nevadas montañas del norte o intentan atravesar las fronteras con Turquía, Siria e Irán.

«Aviones y helicópteros están bombardeando las carreteras que conducen a Siria, Turquía e Irán, colapsadas con miles de ciudadanos que huyen a pie de la salvaje zarpa del régimen de Bagdad», afirmaba ayer un portavoz de la oposición iraquí en Damasco.

**EL EXODO.**— El Gobierno de Ankara ha decidido cerrar sus fronteras hasta que la ONU se comprometa a entregar una garantía económica y financiera que permita acoger a las masas de refugiados.

El Ministerio turco de Asuntos Exteriores cifra en 8.537 el número de kurdos que desde el inicio de la crisis del Golfo han cruzado la frontera para instalarse en Turquía y subraya la imposibilidad de absorber un éxodo mayor.

Fuentes oficiales iraníes confirmaron también que cientos de miles de iraquíes esperaban ayer a las puertas de su frontera para recibir asilo en Irán.

Dos semanas después de que el líder supremo de la revolución Kurda, Massud Barzani, anunciase triunfal que los peshmergas habían «liberado» el 95% del Kurdistán iraquí, las fuerzas leales a Saddam Husein parecen haber retomado hasta el último reducto de la región, utilizando para ello una fuerza despiadada y haciendo uso de armamento convencional altamente destructivo como bombas de napalm y fósforo.

El mando militar iraquí anunció ayer que las fuerzas gubernamentales habían completado la «limpieza» de la ciudad de Suleimaniya, el último bastión de los insurgentes kurdos.

Para constatar la efectividad del «barrido», el ministro iraquí del Interior, Alí Hasan al-Mayid, ha visitado la provincia de Nínive, al norte del país, con el aparente motivo de analizar junto a las autoridades locales un plan urgente de reestructuración de los servicios mínimos al ciudadano.

Sin embargo, la victoria tiene un alto precio para el Ejército iraquí, mermado por la flagrante derrota frente a los aliados de la Guerra del Golfo. La Administración militar anunció el reclutamiento de todos los ciudadanos iraquíes de 18 años, que tendrán un plazo para presentarse, del 6 al 12 de abril, y añadió que se tomarán medidas legales contra los que no acudan a los centros militares de reclutamiento.

El presidente francés, François Mitterrand, ha hecho un llamamiento al Consejo de Seguridad de Naciones Unidas para que condene la represión ejercida contra la población kurda y chiíta en Irak, y para que facilite ayuda humanitaria a estos pueblos perseguidos por Saddam, aduciendo que se trata de una «injerencia humanitaria».

**SOLIDARIDAD INTERNACIONAL.**— La propuesta, hecha por el embajador francés en el Consejo de Seguridad durante la sesión del martes, recibió el veto de la Unión Soviética. El jefe de Estado francés señaló a continuación que si la ONU no aprueba una resolución condenatoria, «Francia no será solidaria de tal carencia. La autoridad política y moral de las Naciones Unidas se verá gravemente afectada».

Mitterrand ha propuesto que el embargo contra Irak se mantenga hasta que cese la represión.

El presidente francés reafirmó «el derecho de los kurdos a su lugar de residencia, su identidad, su idioma y su cultura, dentro del respeto de los Estados».

El presidente norteamericano, George Bush, declaró ayer que se sentía cada vez más contrariado por las noticias sobre las atrocidades.

dades cometidas contra las fuerzas rebeldes iraquíes y expresó sus deseos de darle «un nuevo giro» a las relaciones bilaterales con Bagdad si el Ejército iraquí consigue deshacerse de Sadam.

Turquía se ha unido a la petición francesa de una convocatoria urgente del Consejo para examinar la situación que atraviesan los kurdos y fijar las sanciones y las ayudas pertinentes.

El Gobierno británico condenó ayer firmemente la ofensiva de Sadam contra kurdos y chiítas.

«Son las nuevas víctimas de la política inhumana de Sadam Husein a quien sólo interesa su permanencia en el poder al precio que sea».

El ministro holandés de Asuntos Exteriores, Hans van der Brök, anunció ayer su apoyo al llamamiento hecho por Francia al Consejo de Seguridad para que condene la represión en Irak.

Un grupo de kurdos ocupó ayer la Embajada iraquí en Bruselas, tomando como rehén a un agente de seguridad. La Policía belga rodeó la legación para evitar mayores disturbios en torno al edificio, en el que durante toda la mañana ondeó la bandera del Kurdistán.

### La resolución de Naciones Unidas, punto por punto

NUEVA YORK.— Estos son los principales elementos de la

resolución aprobada ayer en la ONU:

● El alto el fuego formal entra en vigor cuando Irak acepte oficialmente la resolución.

● Irak y Kuwait deben respetar la frontera de 1963.

● El Consejo de Seguridad garantiza esta frontera «y admite como apropiadas todas las medidas necesarias para conseguir esta fin».

● La ONU controlará una zona desmilitarizada que se extiende diez kilómetros en el interior de Irak y cinco kilómetros dentro de Kuwait.

● La resolución «subraya» que el despliegue de esta fuerza permite a los aliados retirar sus tropas de Irak.

● Irak acepta incondicionalmente, bajo la supervisión internacional, la destrucción o neutralización de todas las armas químicas y biológicas y todos los misiles balísticos de alcance superior a 150 kilómetros, e debe informar sobre su producción, piezas de repuesto y principales componentes.

● Se instituye un procedimiento similar para la neutralización del material nuclear.

● En un plazo de quince días, Irak se somete a declarar las localizaciones, cantidades y tipos de todo lo especificado

anteriormente y a aceptar una inspección sobre el terreno.

● Dentro de 45 días, el secretario general de la ONU creará una comisión encargada de la inspección y la destrucción de las armas. La comisión tendrá otros 45 días para llevar a cabo su misión.

● Las anteriores medidas representan «los pasos hacia el objetivo» de establecer en Oriente Medio una zona libre de armamento de destrucción masiva. Se liberarán las acciones de Irak, aunque no se incluyen los fondos de compensación.

● Irak es culpable de los daños causados por la invasión de Kuwait.

● Se crea un fondo para reclamaciones y una comisión para administrarlo. El dinero del fondo se será un porcentaje de los beneficios del petróleo de Irak.

● Se levanta el embargo sobre todas las necesidades esenciales civiles. El Consejo revisará el embargo cada dos meses.

● Se mantiene el embargo militar, que será revisado cada cuatro meses.

● Irak debe prometer que no apoyará el terrorismo internacional.

El enviado de «The Guardian», Martin Woollacott, relata la forma en que escapó por el Kurdistán del contragolpe iraquí

## Los valles de la muerte

*Las fuerzas de Sadam ametrallan a los que huyen mientras la rebelión kurda se desvanece*

**L**AS montañas del Kurdistán se han convertido en el escenario de la tragedia de centenares de miles de kurdos que huyen del contraataque victorioso de Sadam Husein. La inactividad de los aliados, que no han impedido a Bagdad usar sus helicópteros, ha sido cómplice de esta victoria del que hasta hace poco era el enemigo principal de Occidente.

El costado del vehículo está atestado de gente, mientras que delante de nosotros se extiende una caótica cola de refugiados que sale de Salahuddin, el cuartel general de los rebeldes kurdos. El pueblo kurdo de Irak se enfrenta incluso a un bombardeo que seguramente será mortal. Será, por supuesto, la peor represalia en cien años de lucha nacionalista.

«¿Dónde está Bush?», es una pregunta que pudimos oír mil veces mientras nos esforzábamos, el lunes 1, en subir las escarpadas pendientes de los pasos montañosos —a 2.500 metros de altura— que separan Irak de Turquía.

«¿Por qué empezó la guerra si no iba a acabarla?», o «¿por qué no acabó con Sadam?». Algunas veces toda la amargura y la desesperación se comprimían en una única palabra: «Bush». Pronunciada, eso sí, con una terrible resignación. Es el nombre de un hombre que para los kurdos era, hasta hace pocos días, todo un héroe y que ahora se ha convertido casi en una palabrota o una maldición.

En las colinas cubiertas de rocas, cerca de los imponentes y erizados precipicios llenos de robles enanos, sobre riachuelos impetuosos, una miserable procesión de gente se

desgarra en su camino fuera del Kurdistán iraquí.

No hay una sola carretera en esta travesía hacia Turquía, sólo un camino para burros y caballos que serpentea y no parece tener fin.

Suele ser utilizado por los contrabandistas. Los niños lloran, los ancianos se paran a un lado del camino para jadear, uno de ellos señala su bote de píldoras sin pronunciar palabra.

**PERSECUCION.**— La ruta, que supone una caminata de cinco horas para un adulto en forma, puede ser mortal para los ancianos y los enfermos. Dos personas murieron aquí mismo un día antes de iniciar mi travesía, me han contado los turcos en el otro lado. Pero es uno de los pocos sitios por donde la gente puede todavía escapar de la férrea persecución de las fuerzas del

Gobierno.

Otros caminos están siendo hostigados por el fuego de la artillería, Irán, por su parte, sólo admite como refugiados a mujeres y niños. El más completo caos en las carreteras obstaculiza el acceso a otras rutas. Y no pasará mucho tiempo, añaden los turcos, sin que los helicópteros iraquíes, armados con ametralladoras y cohetes, paseen sus morros sobre los barrancos y los valles de esta área.

Los aldeanos turcos van y vienen, avivan el paso a lo largo de las cuevas abruptas, con sus fuertes animales de carga. Por dinero llevarán algunos de los bienes que esta patética riada de gente ha traído consigo.

Se trata de gente de clase media de ciudades de primera línea tan castigadas como Kirkuk o Tuz Kurmatu, familias enteras de Erbil que huyeron tras iniciarse el bombardeo de la artillería y los helicópteros. Hay algunos que tienen coche y disponen del dinero suficiente para conseguir gasolina en el mercado negro. «Dejé atrás 100.000 dinares, tres casas y dos coches», es una queja que ya se ha hecho típica.

Hay enfermos vestidos y equipados para el viaje. Con zapatos de hebillas reforzados en los talones, una mujer, cuyas posesiones mal aseguradas se han caído al cruzar el primer arroyo, camina enfundada en un vestido de piel de leopardo y lleva una bolsita de plástico en la que tiene su champú, su secador y su tinte de pelo.

Un hombre de negocios con un traje gris de rayas y un sombrero de piel, con los pantalones llenos de polvo, dice con tristeza: «Mataron a toda la población kurda en Tuz Kurmatu... cuando llegaron, empezaron a matar a todos los kurdos y turcos. Disparar, disparar, disparar por orden del Gobierno. Estados Unidos ha provocado todo esto, ¿por qué? ¿por qué? ¿por qué?»

El hombre es un turcómano como muchos de los que atraviesan este desfiladero y al menos confía que por sus orígenes turcos, las autoridades del otro lado le darán la bienvenida.

Su familia avanza penosamente por el camino mientras él habla. Dos niños pequeños vestidos de rojo y blanco gimen como condenados. Enfadada, su esposa gestacula con un maletín en la mano: «Bush es amigo de Sadam. ¿Por qué se paró?»

Esta es sólo una fracción de los cientos de miles de personas, quizás más, que huyen del Kurdistán iraquí. Muchos han podido alcanzar las fronteras de Turquía, Irán y Siria.

A la velocidad que avanzan los soldados iraquíes, pronto controla-

«¿Dónde está Bush?», es una pregunta que pudimos oír mil veces mientras nos esforzábamos en subir las escarpadas pendientes de los pasos montañosos que separan Irak de Turquía.

No pasará mucho tiempo, dicen los turcos, sin que los helicópteros iraquíes, armados con ametralladoras y cohetes, paseen sus morros sobre los barrancos y los valles de este área.

Un oficial kurdo, con las manos manchadas por la sangre de sus hijos, intenta desbloquear la carretera para poder llevar a su familia herida al hospital de la ciudad más próxima.

rán todos los cruces de caminos, y nadie duda que, si es necesario, bombardearán las columnas de fugitivos para detener el éxodo.

De hecho, ya han bombardeado a los refugiados en la carretera de Erbil a Salahuddin, donde se encuentran los cuarteles generales de los kurdos.

El domingo, cuando abandonábamos la ciudad de Erbil, el ruido sordo de los helicópteros bombardeando al otro lado de la frontera provocaba oleadas de pánico en la caravana de refugiados que habían alcanzado la franja occidental, la salida hacia Turquía e Irán.

Un oficial kurdo, con las manos manchadas por la sangre de sus hijos, alcanzados en el primer ataque del día, intenta desbloquear la carretera para poder llevar a su familia herida al hospital de la ciudad más próxima.

Una hora después nos enteramos por los refugiados que alcanzaron nuestra expedición que los helicópteros habían arrasado con bombas y misiles el lado Este de la colina y la ciudad misma de Salahuddin.

**OBJETIVO MILITAR.**— Pese a que entre el tráfico había unos cuantos vehículos militares —vimos un jeep cargado de mapas militares y otro repleto de altos oficiales—, la columna no podía considerarse de modo alguno como un objetivo militar.

El destino de aquellos que, escapando a los helicópteros y las metralletas y cargados con sus pocas posesiones, se disponen a pasar meses o quizás años en campos de refugiados, es realmente duro.

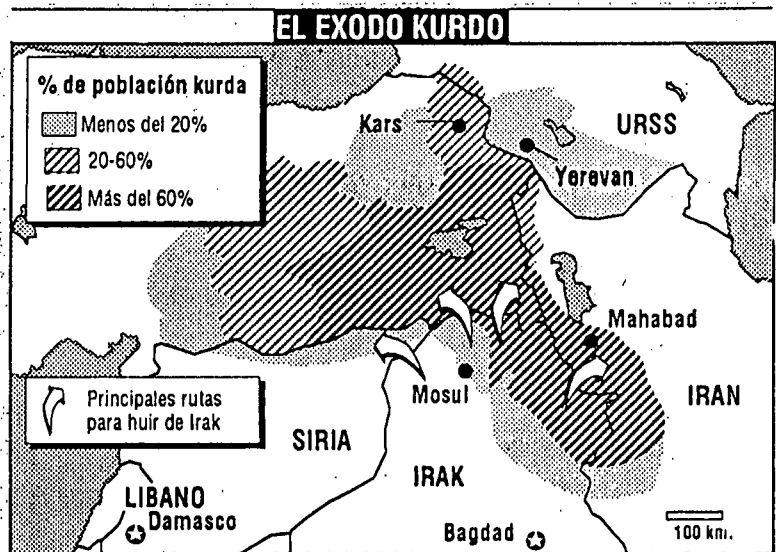
Pero todavía peor es el que aguarda a aquellos que se quedan. No hay duda alguna de que, apenas retome el control de la situación, Sadam Husein se vengará terriblemente de este pueblo que le desafió y que retiró su imagen de todas y cada una de las esquinas de su territorio.

Sadam sigue siendo el mismo hombre que gascó a una ciudad entera y que retuvo a miles de rehenes kurdos que posteriormente desaparecieron, seguramente en una fosa común, en el año 1983.

Se trata, simplemente, de dos de sus mayores records a lo largo de 20 años de brutal represión.

Basta visitar uno de los muchos centros de tortura que existen en cada una de las ciudades kurdas, para darse cuenta de cuán brutal ha sido el Gobierno de Sadam. Y no sólo brutal: las tácticas de los servicios de inteligencia del presidente iraquí van más allá de la brutalidad, hasta alcanzar los grados más refinados e ingeniosos de la crueldad.

Hay, por ejemplo, un cuarto para violaciones. Es una especie de cabi-



AP/EL MUNDO

na dentro de la sala central de interrogatorios. En su interior hay un colchón absolutamente teñido de sangre. En el exterior, un montón de ropas femeninas desgarradas.

También existen, por ejemplo, reiteradas historias que cuentan cómo hombres desnudos han sido arrojados a una jauría de perros especialmente entrenados para morder los órganos sexuales masculinos. En cualquier otro país, estas historias parecerían una exageración. En Irak, el caso es que son ciertas.

**VENGANZA.**— La respuesta de los kurdos a la revolución fue tan general que prácticamente ninguno está limpio de pecado. Todos han cometido ofensas merecedoras de encarcelamiento, tortura y ejecución, según las reglas de viejo Irak.

Cuando los servicios de seguridad regresen a sus devastados cuarteles generales, comenzará la cacería de culpables y los consiguientes arrestos.

Su venganza será más feroz, porque se ha hecho evidente que, en algunas ciudades iraquíes, los agentes de seguridad fueron asesinados cuando la lucha ya había acabado.

En el centro de seguridad de Suleimaniya, el brazo de una de estas víctimas todavía cuelga de la pared, clavado con una estaca.

No hubo demasiados muertos, porque la revolución kurda intentó ser magnánima incluso con sus peores enemigos.

Un ciudadano kurdo de clase media, que intentó evitar la muerte de un agente de seguridad de Sadam Husein, fue interrumpido por una mujer que lloraba: «¿Tiene usted alguna hermana que haya sido violada y torturada? Si la tiene, puede hablar. Si no, no tiene nada que decir». Otro hombre lo retiró de la escena, contándole cómo había perdido a tres hijos, de cuyo destino en manos de los agentes de seguridad sólo supo cuando el correo le trajo un recibo de 70 dinares por los «gastos de entierro».

Todos los que han estado involucrados en la revolución, incluso los que lo han hecho en menor grado y sin hablar siquiera de aquellos

que han tomado parte fundamental en la misma, son candidatos potenciales a la lista negra de personas que serán ajusticiadas.

En Suleimaniya, durante un ágape ofrecido a los periodistas extranjeros por la clase media típica seguidora de la revolución, se sirvieron los mejores menús kurdos y la última cerveza que quedaba en la ciudad fue traída para agasajar a los invitados.

Los intelectuales locales hablaron largo y tendido sobre los problemas para lograr una Administración reformada, sobre cómo resucitar la agricultura, cómo introducir cambios en la educación y cómo inculcar hábitos democráticos en una población que los ha olvidado desde hace tanto tiempo.

La noticia de que la contrarrevolución estaba extendiendo sus garras sobre Kirkuk provocó un repentino escalofrío en la reunión. Los castillos en el aire ya se estaban derrumbando y el sonido de las ambulancias y de los camiones repletos de refugiados que llegaban a la ciudad procedentes de Kirkuk acallaron la alegre conversación que se había entablado en torno a la mesa.

Todo el mundo en esa habitación, los académicos y doctores del «comité de recepción a la prensa occidental», las jóvenes mujeres con sus bellos ropajes kurdos, bordados con oro y plata, la anfitriona cuyo «plato de arroz con carne o pescado tras una cortina» es famoso en toda la ciudad, está marcado por la muerte. Incluso los niños.

Más tarde, hablando de la gran cantidad de víctimas en el gaseamiento de Halabja, otro ciudadano de clase media dice: «Hay muchas víctimas en Irak. Si gana Sadam, habrá más, y probablemente yo seré una de ellas».

No es necesario decir que los términos tan vagos que uso como «clase media» o «académicos», están utilizados con un propósito.

La breve primavera de libertad del Kurdistan comenzó sólo hace tres semanas, cuando tuvo lugar una tentativa de golpe de Estado contra el régimen opresivo de Sadam en una ciudad llamada Rania, y obtuvo un éxito tan bri-

llante que dio lugar a una reacción en cadena de sublevación en todo el Kurdistan.

Había una gran euforia, un sentimiento de que tras muchos engaños y desastres, por fin había llegado el gran momento para el pueblo kurdo.

En dos días todo se transformó en un gran alboroto, desde la caída de Kirkuk, el jueves, al colapso de las defensas kurdas en los últimos días.

El problema ha sido que los kurdos ganaron en el norte por astucia, no por ser una fuerza importante.

Persuadieron a los mercenarios del Gobierno de que se pasaran a sus filas y organizaron la rendición de las irregulares unidades de Sadam establecidas en muchos sitios.

**GOBIERNO PROVISIONAL.**— El pueblo se ocupó del resto y las guerrillas sólo tuvieron que librar arduas batallas en unas pocas ciudades.

Sadam demostró tener más recursos de hombres y equipamiento de lo que se creía y más control político en el centro del país de lo que se esperaba.

Sólo hace diez días, Masud Barzani, líder del Partido Demócrata Kurdo, hablaba confiadamente de la posibilidad de establecer un Gobierno provisional para todo Irak en el Kurdistan libre.

Los líderes militares kurdos también estaban confiados. No tenían experiencia en la guerra convencional, y estaban desorganizados. Creyeron demasiado fácilmente que pronto se produciría un colapso en Bagdad, y que, si las cosas iban mal por desgracia, Estados Unidos se lanzarían a ayudar y salvar la situación.

Estos fueron sus errores. Pero: ¿cuáles fueron los nuestros?

Estados Unidos no intervino en la forma en que los kurdos estaban convencidos que lo haría, y que inclinaría la balanza definitivamente hacia ellos.

Sus aviones de reconocimiento volaban perezosamente sobre las ciudades kurdas, mientras los helicópteros iraquíes bombardeaban a la población civil con terribles consecuencias.

Avantil 5-4-1991

Prosegue il dramma di milioni di civili massacrati dalle truppe irachene. Un esodo al confine con l'Iran. A colloquio con Galal Talebani, dell'Unione Patriottica del Kurdistan

# «AIUTATE I PESHMARGAH»

*I curdi si sentono traditi dagli Stati Uniti e dagli europei*

Continua senza soste il dramma del popolo curdo in fuga sotto i colpi della guardia repubblicana di Saddam Hussein. Almeno un milione di persone è ammassata intorno alla città di confine iraniana di Nowsud, ha riferito ieri l'agenzia di stampa di Teheran *Irna*. Il governo iraniano si è detto disposto ad accettare la massa di profughi e ha chiesto l'aiuto internazionale e l'intervento della Croce Rossa internazionale. Per la fame e il freddo che imperversa in questa zona montagnosa del Kurdistan, 40 profughi sono morti. All'indomani della risoluzione votata al Consiglio di Sicurezza delle Na-

zioni Unite per una tregua definitiva nel Golfo, una risoluzione di condanna per il massacro dei curdi operato dal regime iracheno è stata proposta ieri dalla Francia. Saddam intanto non ha ancora dato una risposta ufficiale alla risoluzione Onu di ieri l'altro. Il documento chiede la distruzione totale delle armi chimiche, batteriologiche e missilistiche di distruzione di massa irachene in cambio della cessazione delle operazioni belliche. L'ambasciatore iracheno all'Onu ha però già criticato la risoluzione definendola ingiuriosa e oltraggiosa nei confronti dell'Irak.

di Hassan Javanshir

DAMASCO - L'esercito di Saddam Hussein ha ripreso in mano la situazione, riconquistando molte città «liberate» dalla guerriglia kurda e sciita. Il segretario generale dell'Unione patriottica del Kurdistan, Galal Talebani, ammette la sconfitta dei suoi «peshmargah» e accusa l'Occidente di complicità con il dittatore iracheno. Intanto nella Turchia orientale l'esercito turco ha ucciso in un conflitto a fuoco sei guerriglieri curdi appartenenti alla stessa organizzazione di resistenza che da mesi tiene testa alle truppe di Saddam Hussein. «Erano terroristi» è stata la spiegazione del Governo di Ankara. Ecco come ci si può trasformare da «eroi» in «terroristi», varcando un confine e continuando a combattere per la propria indipendenza. Sono i paradossi di un popolo che ha la sua terra divisa fra Irak, Iran e Turchia. Tre stati divisi su tutto e uniti nel considerare il Kurdistan solo un'espressione geografica.

Il «sogno» di un Kurdistan libero e un Irak senza Saddam Hussein è durato poche settimane. Perché la rivolta dei curdi, del nord, e degli sciiti, nel sud, è fallita?

Eravamo riusciti a liberare quasi tutto il nord del paese compresi grandi e importanti centri urbani come Mosul e Kirkuk. Bastava un segnale di solidarietà per poter rovesciare il regime di Saddam Hussein. Ci siamo trovati però non soltanto soli, ma addirittura

isolati da coloro che dicevano di voler farla finita con il dittatore di Bagdad.

**Chi pensavate che avrebbe dovuto sostenervi?**

Abbiamo atteso per giorni, e settimane, un segnale di appoggio da parte della Comunità Economica Europea o delle Nazioni Unite. Un segnale che non è arrivato. Anzi l'occidente dichiarandosi «neutrale» nella lotta contro il regime di Saddam, ha favorito il dittatore. La gente si è sentita delusa e abbandonata. E' difficile per un curdo capire perché l'Europa e gli Stati Uniti hanno aiutato per anni i Mujaheddin afgani nella loro lotta contro l'invasore sovietico, ed hanno armato un regime invasore e espansionista come quello di Saddam Hussein. Non bisogna dimenticare che nel 1988 l'esercito iracheno ha attaccato la popolazione curda con le armi chimiche, realizzate grazie all'aiuto indispensabile dell'occidente, senza provocare l'indignazione dell'Europa.

**Lei è molto critico verso gli europei, cosa pensa invece degli Stati Uniti?**

Anche loro dovevano capire allora che in realtà la strage dei curdi, la fuga di 800 mila persone verso la Turchia e le città rase al suolo non erano altre che la prova generale dell'invasione del Kuwait. Il loro silenzio nel 1988 è suonato alle orecchie di Saddam Hussein come autorizzazione a invadere il Kuwait. Tra noi durdi e i kuwaitiani c'è però una differenza: noi non accetteremo

mai di combattere su ordine di qualcun altro e per volontà di altri. L'arruolamento dei curdi con i dollari è fuori discussione. Noi non siamo né in cerca di salvatori e nemmeno di finanziamenti. La nostra lotta è per la nostra libertà.

**Le armi però vi sono state date da qualcuno?**

Nelle ultime settimane abbiamo sequestrato all'esercito iracheno un'enorme quantità di materiale bellico. Ben cinque divisioni si sono arrese ai nostri «peshmargah» (guerriglieri curdi) con tutti i loro armamenti. Inoltre 200 mila «gash» (kurdi arruolati dai militari di Baghdad) hanno disertato, passando nelle file della resistenza.

**E i siriani non vi hanno aiutato?**

Il loro sostegno è stato principalmente politico. Lo stesso vale per la Libia e per la Repubblica Islamica.

**I vostri «peshmargah» in qualche posto si sono addestrati...**

In Siria, ma con le nostre armi, acquistate sul mercato. Essere indipendenti è stato sempre uno dei principi basilari del nostro movimento.

**Concretamente cosa chiedono i durdi? L'indipendenza o autonomia?**

I curdi chiedono il riconoscimento del loro diritto all'autodeterminazione, nella speranza di poter avere nel futuro uno Stato indipendente. Siamo coscienti che oggi è praticamente impossibile modificare le frontiere di cinque pae-

si (Irak, Turchia, Iran, Urss e Siria) per far spazio a uno Stato curdo. In questo contesto sia l'Unione patriottica del Kurdistan che la gran parte di altri movimenti curdi in Irak e in altri paesi non chiedono in questa fase l'indipendenza, ma semplicemente il riconoscimento dei nostri diritti.

**Specificamente la sua organizzazione cosa chiede?**

Noi vogliamo far parte dell'Irak e convivere pacificamente con i nostri fratelli arabi nel quadro di un Paese democratico e federativo. Siamo convinti che senza un regime democratico a Bagdad non esiste alcuna possibilità per i curdi di ottenere il riconoscimento dei loro diritti, così come sono convinto che nessun governo iracheno può proclamarsi democratico senza riconoscere al nostro popolo i suoi diritti.

**La Turchia, che per anni è stato il Paese dove addirittura era vietato parlare il curdo, è diventato oggi uno dei vostri principali sostenitori...**

Di recente mi sono incontrato con i rappresentanti del governo di Ankara che non esito a definire positivo e fruttuoso. Spero che nel futuro ci siano una maggiore collaborazione tra i curdi e i turchi.

**Non crede che questa nuova disponibilità del governo turco sia legato alle sue vecchie rivendicazioni sulle città irachene di Mosul e Kirkuk, che tra l'altro sono due importanti centri petroliferi?**

Considero sia Mosul che Kirkuk due città del Kurdistan i-

iracheno e pertanto parte integrante di questo Paese. Siamo contrari ad ogni tentativo di smembramento dell'Irak.

La sua organizzazione e gli altri gruppi dell'opposizione si sono riuniti di recente a Beirut. A quanto si è saputo non siete riusciti ad unire seriamente le vostre forze per trasformarvi in una alternativa credibile al regime di Saddam Hussein. Non sono state forse le vostre divisioni a scoraggiare l'occidente nel sostenervi nella vostra ribellione?

A Beirut abbiamo concordato la creazione di un comitato

per il coordinamento delle azioni di tutte le forze dell'opposizione per favorire la sconfitta di Saddam Hussein. In quella occasione ci eravamo posti le forze dell'opposizione per favorire la sconfitta di Saddam Hussein. In quella occasione ci eravamo posti due obiettivi. Uno militare per accerchiare il regime, e l'altro politico allo scopo di creare un governo democratico di transizione. Il ruolo dei curdi nel mediare tra gli sciiti e i comunisti, i nazionalisti e i liberali è stato decisivo, peccato che il mondo non ci ha lasciato agire.

**Con grande abilità Saddam Hussein è riuscito a sopravvivere sia alla sconfitta militare nel Kuwait che alla ribellione interna. Come vede il futuro dell'Irak?**

Il Paese è nei caos totale e la situazione non potrà cambiare fino a quando non ci sarà democrazia. L'Occidente si illude se pensa di poter risolvere la situazione con un golpe. Eliminando fisicamente Saddam Hussein con un golpe militare, si instaurerà nel Paese non la democrazia, ma una nuova dittatura.

*Hiner Salam dell'istituto di cultura curda di Parigi*

# GUERRA DEL GOLFO OCCASIONE PERDUTA

di Francesco Fossa

«... Mi ricordo a distesa d'occhio neve e neve, tutto bianco... bianco... tranne il vestito nero di mia madre: quella era la mia infanzia». In questa breve poesia curda può essere riassunta tutta l'amarrezza e la disperazione di un popolo che in questi giorni sta vivendo forse uno dei momenti più tragici della sua pur disgraziata storia. La voce di Hiner Salem dell'Istituto di Cultura curda di Parigi nel rispondere alle nostre domande tradisce l'emozione di chi al problema curdo ha dedicato tutta la vita e che può parlare senza paure «di partito» ma solo in nome di una giusta causa.

**Signor Salem, la guerra del Golfo poteva rappresentare paradossalmente una grossa opportunità per «il popolo dimenticato». Ma le colonne di profughi curdi bombardate dalla aviazione irachena smentiscono drammaticamente questa ipotesi...**

«La crisi del Golfo poteva essere un'occasione storica per il popolo curdo, per vedere finalmente soddisfatti i suoi diritti. Le Nazioni Unite dopo aver messo in piedi una coalizione internazionale per difendere 700.000 kuwaitiani ci avevano fatto credere nel trionfo del diritto internazionale e nella soluzione tanto del problema palestinese quanto quello curdo. I fatti dimostrano che così non è stato. La nostra occasione è diventata l'occasione di Saddam di "eliminare" alla sua maniera il problema del popolo curdo».

**Soltanto un mese fa Jalal Talabani, «ministro degli Esteri» del Fronte del Kurdistan, di ritorno da una visita a Washington si era espresso con ottimismo e fiducia per quello che si era detto nella capitale americana. Cosa può essere cambiato nel frattempo?**

Difficile a dirsi. Anche oggi numerosi deputati e senatori non solo democratici sono con noi. Queste stesse persone ci avevano assicurato che

i principi morali e i diritti civili sarebbero stati difesi ovunque fossero stati violati. Non abbiamo pregiudizi ideologici verso nessuno, tantomeno verso gli Usa. Siamo solo un popolo che lotta per la propria libertà e la sopravvivenza ed abbiamo sbagliato a fidarci».

**Cosa vi aspettate per il futuro?**

Se non si fa qualcosa subito non ci sarà futuro. Non vi rendete conto della dimensione del problema: c'è un esodo di milioni di persone in fuga verso Iran e Turchia cominciato quando la popolazione ha creduto inizialmente che la coalizione non avrebbe permesso all'aviazione irachena di attaccarsi. Inoltre l'appello del presidente Bush al popolo iracheno di sollevarsi contro Saddam Hussein, definito dallo stesso Bush un nuovo Hitler, era stato interpretato come un disco verde al sostegno degli alleati. Nessuno avrebbe mai immaginato che una volta insorti l'occidente ci avrebbe abbandonati al nostro destino ed all'ira sanguinaria di Saddam Hussein. Abbiamo bisogno di aiuti concreti subito, non quando ci sarà un Kurdistan senza curdi».

**L'iniziativa francese risponde alle necessità urgenti del popolo curdo?**

«Si tratta di una iniziativa molto coraggiosa che ci fa credere ancora nella morale occidentale. Ma la Francia da sola non può farcela. Deve essere sostenuta dai paesi della Cee e specialmente dall'Italia che fa ancora parte della Troika. Il tempo gioca a favore di Saddam. La Francia avrà anche i suoi buoni motivi politici per sponsorizzare questa iniziativa, ma quando ci sono voci degne di poter parlare - e Mitterrand è una di queste voci - i discorsi di cinismo e realpolitik passano in secondo piano. Nessuno in futuro potrà parlare di diritto e di principi etici se questo silenzio non verrà rotto. Un silenzio che equivale ad una complicità con Saddam e il suo vile massacro».



Daily Telegraph April 5, 1991

# Britain to send Kurds £20m aid

By Jon Hibbs  
Political Staff

A PLANE carrying tents and blankets for Kurdish refugees on the Turkish border will leave Britain today as the first consignment of a £20 million relief effort ordered by the Prime Minister.

Mr Major cut short his holiday to lead the Government's response to the crisis caused by Saddam Hussein's army in northern Iraq. He made £1 million available immediately for the emergency airlift.

It is the first direct aid provided by any Western country to the fleeing refugees and was followed by a personal appeal to President Ozal of Turkey to open his country's borders.

With reports that many Kurds were making their way over the mountains to camps on the Turkish side, Mr Major held out the prospect of more money and practical aid.

However, he ruled out any military intervention. "What is happening in Iraq is distressing and it is malignant but it is also wholly within the borders of Iraq and we have no international authority to interfere with that," he said.

Mr Major made clear that it remained Britain's hope that the Iraqi generals would turn against Saddam and bring a swift end to the crisis.

"We hope very much that the military in Iraq will remove Saddam. If Iraq hopes to have a reasonable and civilised relationship with the rest of the world then that is a development we must hope will occur."

Meanwhile, intensive diplomatic efforts were continuing in Whitehall to co-ordinate a much larger relief effort under the United Nations. Mr Major said Britain had pledged £20 million to the UN appeal.

The moves followed Mrs Thatcher's intervention in a telephone call to Downing Street on Wednesday.

Mr Major appeared outside No 10 to outline what had been

going on and refuted claims that the Government had been slow to react.

Half of the £1 million made available will pay for today's flight which plans to take 40 tonnes of tents and blankets to Diyarbakir in eastern Turkey.

The plane is expected to return to Gatwick in time for another haul overnight. The remainder of the money will go to Red Cross workers at refugee camps in Turkey.

Charities said last night that many more Kurds could die before the aid reaches those who need it most.

● President Ozal said yesterday that his country had opened its borders to at least 100,000 refugees. But Turkey did not have the resources to cope with a further 500,000 heading for its mountain border with Iraq. — Reuter

THE WALL STREET JOURNAL FRIDAY, APRIL 5, 1991

## History's Victims Now Dying in Iraq, Kurds Have Suffered At the Hands of Many Quest for a Homeland Spawns Arab, Turk Repressions; Long U.S. Indifference Snubbed at State Department

By GERALDINE BROOKS  
And ROBERT S. GREENBERG

Staff Reporters of THE WALL STREET JOURNAL

In the panic before Iraqi government troops stormed into the city of Irbil, a desperate Kurd poured kerosene into his empty gasoline tank, knowing the makeshift mixture probably wouldn't get his car to the edge of town, much less to the border.

"Please, tell me," he said, grinding a fist into his furrowed brow. "Why is George Bush fishing while we wait here to die?"

Now, caught between the ruthlessness of Saddam Hussein and the indifference of others, Kurds are dying by the thousands, under Iraqi fire or of exposure at icy mountain borders. It is only the latest chapter for a people whose history has been dogged by violence and repression.

### Don't Call Us

Iraqi Kurds were stunned when the U.S. failed to support their uprising. They didn't realize that the Bush administration had signaled its indifference long ago. Back in February, a Kurdish delegation arrived for a meeting at the State Department with Richard Schifter, assistant secretary of state for human rights. But having invited

the Kurds, Mr. Schifter didn't meet with them. His superiors at the State Department were uneasy about such a high-level session. Instead, two lower-ranking aides hustled the Kurds out of the building—and took them for coffee at a nearby hotel sandwich shop.

The reception was the administration's way of saying the U.S. wouldn't support a Kurdish rebellion. But the Kurds, with little diplomatic experience, listened instead to what the president was saying. Only days before the meeting, he had stated that "the Iraqi military and the Iraqi people [should] take matters into their own hands to force Saddam Hussein the dictator to step aside."

Mr. Bush's postwar plans, however, apparently were based on the hope that Saddam Hussein would be overthrown by the Iraqi military, not by restless minorities that might threaten Iraq's geographic integrity—and rattle its neighbors. Moreover, Washington fears getting bogged down in an Iraqi civil war.

### The New Killing Fields

President Bush insists the U.S. never made any commitment to support insurgents in Iraq. At a press conference in California yesterday, Mr. Bush raised his voice for emphasis and said: "I have not misled anybody." In addition, "It was never a stated objective of the coalition to intervene in the internal affairs of Iraq."

He said he deplored the killings but added: "We are not going to get sucked into this by sending precious American

lives into this battle. We've fulfilled our obligations."

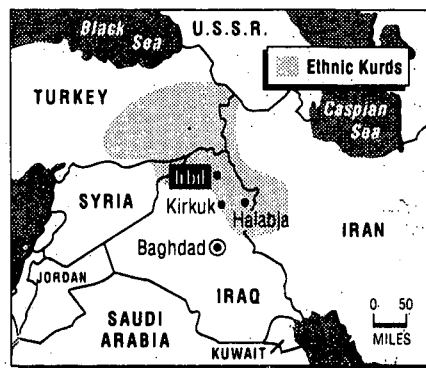
The latest tragedy of the Kurds is taking place in a striking landscape. A girdle of snow-dusted crags encircles lush green hillsides and rolling, fertile valleys. At this time of year, the air is fragrant with blossoms.

This is Kurdistan: a country that doesn't exist. For thousands of years, Kurds have worked the soil and grazed their animals here. By the seventh century, they were writing poems in their own language and introducing music to the palaces of Arab princes. Kurds have a cuisine, a literature, even a unique carpet-soled shoe perfect for trekking their rocky hillsides. But they never have flown their own flag. Now, parts of ethnic Kurdistan lie in Iraq, Syria, Iran and Turkey.

In each of these countries, the Kurds stand out. These 20 million people are as handsome as their land. Lustrous-haired women wear long bright dresses of reds and golds, their generous sleeves tied up as they work. The men are striking in pantalons caught at the waist with thick patterned sashes; they often carry flowers in one hand and Kalashnikov rifles in the other.

Also in each of these countries, Kurds are kept down. Turkey, having shrunk from its imperial grandeur, fears Kurdish separatism and until recently jailed Kurds just for singing Kurdish songs. Syria sees its Kurds as irrelevant to its Arab-nationalist identity, denying many full citizenship. Iran—Shiite and fundamentalist—dislikes the secularism of the easy-going, predominantly Sunni Muslim Kurds. Iraq's Saddam Hussein fears them as one of the few dissident groups he has been unable to extinguish.

"Nobody wants to see the Kurds get their state," says a European diplomat. "It would destabilize too many countries. But, at the same time, they are such a convenient tool. Give them some weapons and they are always ready to fight." Divided amid countries often at odds with each other, the Kurds for years weakened their own cause by becoming pawns for their



International Herald Tribune

April 5 1991

# As Kurds Press Borders, Iran And Turkey Appeal for Aid

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

NICOSIA — More than 1 million Kurds fleeing the civil war in Iraq pressed against the borders of Iran and Turkey on Thursday, and both countries said they would need international assistance to deal with the crisis.

Britain and France, the leading European members of the coalition that overwhelmed Iraq in the Gulf war, urged a more active Western role in trying to save the Kurds, whose newest uprising stemmed from the allied triumph. But none of the allies was openly advocating renewed military intervention.

The Bush administration continued to insist that it would not interfere in Iraq's internal affairs.

Kurdish rebels in northern Iraq and Shiite Muslim dissidents in the south were still engaged in scattered fighting with government troops, the State Department reported. But, "in sum, Saddam Hussein is now in control of all the major towns in Iraq," Richard A. Boucher, the State Department spokesman, said in Washington.

Iran said Thursday that a million Kurds had massed at the Iranian border town of Nowsud, and it pleaded for international help to care for them.

Turkey said it was already providing haven to 100,000 Iraqi refugees and could not cope with the large groups that were approaching the country. Turkish officials estimated that at least 250,000 Iraqis, most of them Kurds, were massed along the frontier, with more following.

As many as 3 million Kurds are believed to be fleeing the towns and cities of northern Iraq, fearing chemical attack or other reprisals from Iraqi forces loyal to President Hussein. Iraqi forces have used poison gas against Kurds in past uprisings.

President Turgut Ozal of Turkey said in an interview with British television that his country did not have the resources to handle large numbers of additional refugees.

The Turkish government closed the border with Iraq on Wednesday.

In March 1975, the U.S. and the shah abruptly dumped the Kurds. The Iranian border was closed to them in exchange for Iraqi concessions on the Shatt al-Arab border line. The Kurds retreated, embarking on the same exodus into exile they are repeating today.

## Little-Known Cause

Even now, though, most Kurds remain pro-Western. "If the Americans want a force to balance Shiite fundamentalism, they will find it in us," says Mr. Sinjari. Most Kurds say they are committed to democracy as the only way to safeguard their rights, especially in Iraq, which they recognize is a fragile patchwork of minorities.

Even though the Kurds are five times as numerous as the Palestinians, and their quest for self-determination is in some ways analogous, their cause never has drawn the same degree of international attention. One reason, perhaps, is that the mainstream Kurdish guerrilla movements never have resorted to the international terrorism embraced by some Palestinian groups. Yet the Kurds regularly face the most brutal of repression.

At an Iraqi prison in Sulimanyia, a so-called raping room exemplifies the organized brutality used against Kurds. The small, infabricated building stands in the prison grounds, a pile of traditional Kurdish dresses and women's underwear discarded at the door. Inside is only a single dirty mattress. Women prisoners were brought here as part of their routine of torture, former prisoners say. Male prisoners were forced to watch the rape of sisters, mothers or fiancées.

Arab states have remained mute about this brutality to fellow Muslims. But under Iraqi repression, Kurds themselves often use the Palestinians as an analogy for their own plight. A teacher describes how she used Palestine to teach the forbidden history of Kurdistan. She would show pictures of Israelis blowing up a Palestinian house. "I would say, you know how they destroyed it?" Her students, having seen Saddam Hussein level their own villages, would chorus "Yes! We know."

Now, the U.S. administration is under increasing pressure to show that it has some plan to aid Saddam Hussein's opponents.

"It is one thing not to support the breakup of Iraq. It is another not to bring pressure to bear on Saddam Hussein to stop this slaughter of women and children," says Rep. Tom Lantos, co-chairman of the congressional human rights caucus. Amid the mounting pressure, State Department officials this week began meeting with Iraqi dissidents, including, last night, a Kurdish representative. But at the same time the department's spokeswoman emphasized that the U.S. wasn't altering its policy.

Some U.S. supporters of the Kurds note sardonically that the session may be coming too late. "These meetings," says Peter Galbraith, a Senate Foreign Relations Committee aide, "might give a whole new meaning to the word post-mortem."

various regimes, sometimes even turning their guns on one another.

Farman Mohamed, an Iraqi Kurdish rebel, named his daughter Sevres after the 1920 Treaty of Sevres that supported a homeland for the Kurds in the postwar carve-up of the Ottoman Empire. Resurgent Turkish power blocked that plan. Now, like many Kurdish families, Sevres and her father are divided by a national border. During Saddam Hussein's lethal poison-gas attacks on the Kurds in 1988, she and her mother fled to Iran. Her father, a geologist, hid out in the mountain caves with the guerrillas who call themselves Pesh Merga—We Who Face Death.

Saddam Hussein tried everything to obliterate these Kurdish rebels: razing some 5,000 villages so local sympathizers couldn't feed them; burning hundred-year-old walnut trees and choking springs with concrete so they couldn't live off the land; deforesting the hills to eliminate hiding places. But all this, and even the chemicals, didn't end a struggle for autonomy that has gone on now for 100 years, sometimes as hit-and-run guerrilla operations, sometimes as full-blown war.

As soon as allied bombs began falling on Baghdad, Kurds began trickling back across the mountains, infiltrating their old villages and planning rebellion. Hussein Sinjari, a British-educated Iraqi Kurd, had abandoned his business suit last August for a Pesh Merga sash and assault rifle, and made his way from London to Kurdistan. "I lived in the mountains, like a goat," he says, "sometimes fighting but mostly talking." The talk, in a series of secret meetings, brought once-fractious Kurdish factions into a united front. It also persuaded Kurds collaborating with the government to throw their support behind a rebel uprising.

## Helicopter Diplomacy

Now Mr. Sinjari, like many Kurds, feels betrayed: President Bush urged Iraqis to overthrow Saddam Hussein, and then, at the height of the Kurds' brief and successful rebellion, the U.S. permitted Saddam Hussein's use of helicopter gunships. Rebellion turned to rout.

The sense of abandonment felt by Kurds is all the more bitter for being familiar. In the early 1970s, Henry Kissinger and the Central Intelligence Agency worked with the shah of Iran to back a similar Kurdish revolt. The 1976 congressional Pike report on the clandestine activities of the CIA gives a telling assessment of how the Kurds were used.

"Neither the foreign head of state [the shah] nor the president and Dr. Kissinger desired victory for our clients," the report reads. "They merely hoped to ensure that the insurgents would be capable of sustaining a level of hostility just high enough to sap the resources of the neighboring state" of Iraq. It adds: "Our clients, who were encouraged to fight, were not told of this policy. It was a cynical enterprise, even in the context of a clandestine aid operation."

day, declaring it could not deal with the influx.

The State Department appealed to Turkey to keep its border open and promised to help pay for the upkeep of the displaced persons.

Asked in the interview if he was prepared to reopen the border crossings to the crush of refugees, Mr. Ozal said: "This is the wrong thing. Turkey has already opened the borders. As I told you, there's a hundred thousand already inside our borders, but this does not solve the problem."

Hundreds of Iraqi Kurds were said to have died on roads to Turkey. Turkish newspapers said the Kurds were either shot by Iraqi troops, stepped on mines or perished from the severe cold.

On the Iranian side, there were reports that at least 40 Iraqi refu-

gees had died in the cold on the road from the northern city of Arbil to the Iranian border.

Iran's official press agency, IRNA, said a million Kurds had crowded into Nowsud in the previous 48 hours, but Iranian authorities gave no indication that they intended to shun new refugees.

"Our borders are open to all refugees, be they Afghan, Iraqi or Kuwaiti," Foreign Minister Ali Akbar Velayati said.

At the same time, Mr. Velayati appealed for assistance from the United Nations and the International Committee of the Red Cross to help the refugees.

International concern for the refugees mounted.

Prime Minister John Major of Britain urged Turkey to open its frontier with Iraq and said Britain would contribute about £20 million

(\$35 million) to a United Nations relief effort.

In France, two Boeing 707s were being loaded with about 80 tons of food and medicine for Iran and Turkey to help the Kurds, whose homeland is centered in northern Iraq.

Foreign Minister Roland Dumas of France said the defeat of the Kurdish rebellion should prompt the United Nations to rethink its code of "noninterference."

"I believe the Kurdish crisis could act as a detonator," he said after testifying before the Senate Foreign Affairs Committee in private session. "When new crimes exist, why shouldn't rules of law be planned to respond to these crimes?"

But Prime Minister Major said in London that the international com-

munity had no authority to intervene militarily to back the anti-government uprising in Iraq. The Iraqi military, he added, "is in the best position to end Saddam Hussein's regime."

Members of the UN Security Council were meeting Thursday to discuss proposals by France and Turkey to help the Iraqi minorities.

France had drafted a Security Council resolution that would condemn Iraqi military attacks on Kurdish rebels, demand an end to repression and insist on immediate political dialogue with the Kurds and others.

The NATO secretary-general, Manfred Wörner, said in Copenhagen that NATO ambassadors planned to discuss the problem of Kurdish refugees on Friday.

(AP, Reuters)

## U.S. and the Kurds: A Perfect Dilemma

By Thomas L. Friedman  
New York Times Service

WASHINGTON — Having decided not to intervene further in Iraq, the Bush administration finds itself in the awkward position of seeming reluctant to back appeals for strong action to halt the repression of the Kurds.

Many political figures and foreign policy experts argue that the administration's position in recent weeks is morally indefensible and in the long run may not produce the stability in Iraq or the Gulf region that the White House says its policy is designed to encourage.

But the administration, which based its Gulf military operation in part on upholding the principle of self-determination for Kuwait, appears determined now to put other considerations ahead of the question of self-determination for religious and ethnic communities in Iraq.

"I feel frustrated any time innocent civilians are being slaughtered" President George Bush said Wednesday. "But the United States and these other countries with us in this coalition did not go there to settle all the internal affairs of Iraq."

Administration officials say the priority for them is to prevent Iraq from fragmenting and to speed the withdrawal of U.S. troops from the region. They believe these ends can best be reached by not intervening in the Iraqi civil conflict.

Nevertheless, the apparent crushing of the Kurdish and Shiite rebellions this week by the Iraqi Army, and the stream of refugees produced by the conflict, have left the administration on the defensive.

Some Democrats and conservative Republicans are calling the Bush policy a betrayal of American principles, and the issue is likely to generate more political heat when Congress returns to work next week after its Easter recess.

"It's not just a tough call, it is a perfect dilemma," said Robert W. Tucker, a Johns Hopkins University historian of international relations. "The administration's policy has its own logic, but there is an equally strong sense that by doing nothing it will be viewed as a betrayal of values that we have always seen ourselves as championing."

Foreign policy experts say the administration is understandably hesitant about using U.S. troops to back the Shiite and Kurdish uprisings in Iraq, considering that these rebellions could lead to the disintegration of that country.

But many contend that the long-term moral and diplomatic implications for the United States of doing nothing are great, particularly after Mr. Bush made the Gulf war a test case for a "new world order."

They say the administration must find some way to handle the outcry in some quarters for the United States to support the anti-regime forces Iraq that were inspired in part by America's own appeal to topple Saddam Hussein, the Iraqi leader.

Publicly, neither Mr. Bush nor Secretary of State James A. Baker 3d has given the American public any detailed explanation of why staying out of Iraq's civil war was in the best interests of the United States and how it is consistent with the principles upon which America's Gulf policy originally rested.

Administration officials explain, however, that they found themselves torn between two principles of American foreign policy — both of which they used to justify the effort to evict Iraqi forces from Kuwait, but which they had to choose between when it came to dealing with Iraq after the war.

One is that international borders and the territorial integrity of nations have to be respected for the sake of world stability, no matter what kind of governments happen to rule within those borders.

This justification was used by the Bush administration for rescuing the Kuwaiti monarchy, and American officials now find themselves using it to justify nonintervention in Iraq.

The other principle is America's long-standing commitment to human rights and self-determination. In the internal Iraqi context it would seemingly dictate supporting the Kurds and Shiites.

The administration is telling reporters it can have it both ways. Administration officials say their policy is to allow President Hussein to restore the control of the Baghdad central government over Iraq

in the short run and then for the United States to use an arms embargo and economic pressures — built into the United Nations cease-fire resolution — to encourage Iraqis to replace Mr. Hussein with a more palatable figure.

Many experts have argued that the administration's approach is based on the seemingly contradictory assumption that Mr. Hussein can be allowed to remain in power now to hold Iraq together, but can be toppled later on.

"It is rather anomalous to say that Saddam is going to fall in the long run, even if he is allowed to crush his opposition in the short run," said Peter W. Rodman, a fellow of the Johns Hopkins Foreign Policy Institute and former member of the Bush administration's National Security Council staff.

Assuming Mr. Hussein "beats back this challenge, it speeds his political recovery," added Mr. Rodman. "He will have defied the odds, and the American occupation. He will have a new lease on life."

Many experts also dispute the administration's assumption that it can calibrate the diplomatic and economic pressures on Mr. Hussein to make them harsh enough to encourage his ouster, but soft enough not to break Iraq apart. This, say veteran Middle East observers, is like trying to fine-tune a volcano.

If Mr. Hussein is left with a free hand to suppress his domestic opponents, said Elie Kedourie, an Iraqi-born Middle East historian, "sooner or later he will be able to re-establish himself as a power in the area and we will again be on the same merry-go-round."

"I think that it is very foolish to think that an arms embargo can be maintained for months on end," he added.

International Herald Tribune April 5, 1991

# Major Urges Bush to Lead 'Massive Effort' to Help Refugees

By Craig R. Whitney  
New York Times Service

LONDON — The British government, the United States' staunchest European ally during the war against Iraq, has appealed with growing consternation to President George Bush and the United Nations to help hundreds of thousands of Kurdish refugees fleeing from defeat by Iraqi forces.

Prime Minister John Major broke off an Easter holiday Thursday night and publicly pledged about £20 million (\$35 million) to an expected UN appeal for aid.

The allies' decision to let President Saddam Hussein of Iraq use armed helicopters and artillery to crush an uprising clearly stimulated and encouraged by the allied victory has come under mounting criticism here, with political parties and newspapers that supported the war anguishing over responsibility for the alleged betrayal.

Stung by a call by his predecessor, Margaret Thatcher, Wednesday for political leaders to do something quickly to save the Kurds from reprisal and starvation, Mr. Major sent an urgent message to the White House at 2 A.M. on Thursday calling for a "massive international effort" to help them.

He said Thursday night that the plight of the Kurds was "very distressing and malignant."

He rejected suggestions that an emergen-

cy £1 million British contribution announced earlier Thursday for two plane-loads of tents, blankets and clothing to be flown to Turkey had been belated.

British officials also said they would keep pressing Turkey to open its borders to Kurdish refugees who have been turned back at gunpoint by border guards, according to British news reports.

Mr. Major said that some refugees from Iraq had been allowed into Turkish camps, and it was to those that the British planes would be flying Friday.

Last winter's bipartisan truce in support of the war, in which more than 40,000 British troops participated, has turned into a cross fire of charges of apathy and indecision.

Mr. Major, like Mr. Bush, has been on vacation, leaving lesser officials to fend off the skirmishing, which has been prompted by television and newspaper reports of the misery of the Kurdish men, women and children streaming on foot toward Iran and Turkey.

"What we are going to do is take an active role to try and mitigate the disaster which is now taking place," a minister of state in the Foreign Office, Douglas Hogg, said in one of several strained appearances on BBC television Thursday morning.

Mr. Hogg said he had appealed to the Turkish government Wednesday to open its border to the refugees.

Mr. Major also sent messages to his European Community colleagues Thursday calling for agreement on an emergency European aid plan at their summit meeting in Luxembourg Monday, and said that Britain would make further aid contributions "as and when it is necessary."

During the war, the prime minister was under pressure not to stretch the UN mandate for the war too far, and often denied that allied war aims went beyond forcing Iraq to leave Kuwait. Like President Bush, he often said that it would be up to the Iraqi people to decide what should happen to President Hussein after the war, and that British troops should not interfere.

Although he repeated that last constraint Thursday evening, such pronouncements began to ring hollow after Shiite Muslims in southern Iraq and the Kurds in the north took up arms against the government after its rout in Kuwait, and allied forces were not allowed to do anything to prevent the Iraqi forces from crushing the rebels.

Now many in Britain are ready to believe that the allied victory could rapidly turn to ashes.

A group of about 60 to 70 people stood outside the U.S. Embassy on Thursday, chanting and holding posters. "Stop Saddam's genocide against the Kurdish people," one poster said. The demonstrators, many of whom said they came from the Kurdish community in Britain, also handed in a letter to President Bush.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

Turquie-France-Kurdes

Bernard Kouchner : "l'horreur absolue" des camps de réfugiés kurdes

PARIS, 5 avr (AFP) — Le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner a estimé vendredi que le sort des réfugiés kurdes irakiens était "peut-être le plus effrayant" de ce que qu'il avait "vu en fait d'urgence mondiale".

M. Kouchner, arrivé à Téhéran vendredi soir après une étape en Turquie, dans le cadre d'une mission d'exploration sur le sort de ces réfugiés, a exprimé, dans un entretien diffusé sur TF1, son "impression d'horreur". Le secrétaire d'Etat, qui a survolé en hélicoptère la région frontalière entre la Turquie et l'Irak, a fait état d'un camp de 60.000 personnes accroché au flanc de la montagne. "Ces gens sont vraiment par terre. Il y a des bébés qui meurent de froid, des dysenteries".

"Il y a 15 médecins qui ont les mains nues, qui n'ont rien — ils n'ont pas de nourriture depuis quatre jours — je parle du côté turc", a-t-il précisé.

Selon M. Kouchner, "il y aurait 200.000 personnes derrière la montagne du côté irakien que nous avons vues en hélicoptère et il y en auraient 200.000 autres derrière, poussées par des divisions irakiennes. C'est une horreur absolue".

"Je crois que le monde entier devrait se lever pour crier. Ce n'est pas possible que le résultat de cette guerre, juste, légitime, soit ce qu'on a vu", a conclu M. Kouchner.

Jean-François Deniau, vice-président UDF de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée, qui fait partie de la même mission humanitaire, a déclaré pour sa part, dans un entretien téléphonique depuis Téhéran avec FR3 : "J'ai vu des boat people, j'ai vu des camps de réfugiés, mais une population entière qui est sur des pistes (...) dans la montagne, sans rien — c'est la première fois que je vois quelque chose d'aussi impressionnant".

"Ce n'est pas acceptable", a-t-il ajouté. "Je ne peux pas en conscience considérer que c'est une affaire intérieure irakienne", a conclu M. Deniau.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRA0251 3 PI 0321 FRA /AFP-AX26

France-Kurdes 2e lead

Trois avions français transportant de l'aide aux Kurdes doivent partir vendredi pour la Turquie et l'Iran

PARIS, 5 avr (AFP) — Trois avions français doivent partir vendredi pour la Turquie et l'Iran afin d'acheminer 80 tonnes de tentes, de couvertures et de médicaments destinés aux Kurdes d'Irak, a déclaré le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne.

Le premier avion, un Boeing 707 transportant 35 tonnes de tentes de couvertures et de médicaments, doit partir en début d'après-midi pour Diyarbakir, a précisé M. Gourdault-Montagne.

Quelques heures plus tard un avion militaire transportant dix tonnes d'aide doit également partir pour la Turquie, a-t-il ajouté.

En fin d'après-midi, un troisième avion, un Boeing 707 devrait partir vers l'Iran avec 35 tonnes d'aide, une fois que le Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, M. Bernard Kouchner, sera arrivé à Téhéran où il est attendu vendredi après-midi, a indiqué M. Gourdault-Montagne qui a affirmé que Paris avait trouvé auprès d'Ankara et de Téhéran une "extrême compréhension pour les objectifs" poursuivis.

Le ministre français des Affaires étrangères, M. Roland Dumas avait déclaré jeudi qu'il avait reçu, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue iranien, M. Ali Akbar Velayati, le feu vert pour l'acheminement à travers l'Iran de l'aide que la France souhaite faire parvenir aux réfugiés kurdes sur la frontière irako-iranienne. Il avait ajouté que Téhéran avait accepté de fournir des camions pour transporter cette aide à la frontière.

Le Secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, a rappelé M. Gourdault-Montagne, est chargé d'"évaluer les besoins et étudier les voies d'acheminement" de l'aide française aux réfugiés kurdes irakiens.

Cette évaluation, et tout ce que Paris entreprend, se font "en étroite coordination avec la Grande-Bretagne", a-t-il indiqué.

ps/mn/nl

LE MONDE 5 avril 1991

## L'adoption aux Nations Unies d'une résolution sur le cessez-le-feu définitif

# Pour M. Bush, un nouveau succès terni par la tragédie kurde

WASHINGTON

de notre correspondant

L'administration Bush a enregistré mercredi 3 avril un nouveau succès, démontrant une fois de plus sa capacité à orienter selon ses vœux les travaux du Conseil de sécurité des Nations unies. La résolution imposant à l'Irak les conditions d'un cessez-le-feu a été votée en des termes qui reflètent très largement la volonté des Etats-Unis. Washington a aussi réussi à éviter que le problème des Kurdes et des autres populations irakiennes révoltées ne prenne le pas sur l'essentiel, à savoir l'adoption d'une résolution qui ouvre la voie à un retrait des troupes américaines qui occupent le sud-est de l'Irak.

Par un heureux hasard, cette journée faste a été conclue par un hommage télévisé — un de plus — aux soldats américains retour du Golfe, organisé par la chaîne CBS et marquée par la présence de M. Bush lui-même. Des enfants koweïtiens ont chanté l'hymne américain, des représentants de tous les membres de la coalition sont apparus avec leurs drapeaux, des vedettes d'Hollywood ont fait acte de présence patriotique avant que M. Bush n'apporte un bref point d'orgue à la soirée.

Tout cela ne suffit pourtant pas tout à fait à dissiper le malaise suscité par l'attitude de l'administration à l'égard de la révolte des populations du sud et du nord de l'Irak. Après plusieurs jours de silence, et quelques mots de compassion mardi, le président Bush s'est employé mercredi à défendre en quelques phrases sa politique : comme la veille, il a choisi pour le faire le cadre d'un terrain de golf, et profité d'un orage qui avait interrompu son parcours pour s'adresser aux journalistes : « Bien sûr, je ressens de la frustration et du chagrin pour les innocents qui sont tués brutalement, mais nous ne sommes pas là-bas pour intervenir, ce n'est pas notre objectif et cela ne l'a jamais été. » Les forces américaines, a poursuivi le président, ont « fait le plus dur » (en écrasant l'armée irakienne), et il n'est pas question « d'engager nos hommes et nos femmes dans des combats supplémentaires ». « Je vais faire tout mon possible et utiliser tous les canaux diplomatiques pour mettre un terme à ces combats », mais « je ne veux pas pousser les forces américaines au-delà des limites de notre mandat », les « engager dans une guerre qui se poursuit depuis des années ».

En dépit de ces explications, l'atti-



« The Independent » du 4 avril

tude de l'administration continue à susciter des critiques. Le sénateur Albert Gore, qui paraît déterminé à tenter à nouveau sa chance dans la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 1992, a déclaré mercredi qu'il

n'était « pas sage » pour les Etats-Unis de « se laver complètement les mains » de la situation intérieure en Irak. Il a par la même occasion appelé l'administration à soutenir « énergiquement » l'action engagée par la France aux Nations Unies pour la défense des populations kurdes. (Washington ne semble d'ailleurs pas hostile à un geste en ce sens, dans la mesure où il serait essentiellement symbolique et clairement distinct de la résolution sur le cessez-le-feu).

Par ailleurs, il semble que si l'exécutif américain refuse d'apporter une assistance matérielle aux forces qui combattent le régime de Saddam Hussein, il n'a pas hésité à jouer cette carte pendant que les Etats-Unis faisaient la guerre à l'Irak. S'appuyant sur des informations recueillies auprès des services de renseignement américains, l'agence Associated Press a ainsi affirmé mercredi que le président Bush avait autorisé au mois de janvier la CIA à aider les groupes rebelles à l'intérieur de l'Irak. La veille, la chaîne NBC avait indiqué pour sa part qu'une radio se présentant comme la « Voix de l'Irak » et diffusant des appels à la lutte contre le régime de Saddam Hussein serait en fait une émanation de la CIA.

JAN KRAUZE

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

FRFR

FRA0358 4 I 0537 FRA /AFP-C089

France-Kurdes lead

Mme Mitterrand lance un appel à la solidarité en faveur des Kurdes

PARIS, 5 avr (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation humanitaire France-Libertés, a lancé vendredi un appel à la solidarité en faveur des populations kurdes victimes de la répression irakienne, en soulignant que "personne ne peut rester insensible à ce qui se passe".

"Je fais appel aux Français, qu'ils soient riches ou qu'ils soient pauvres, pour qu'ils apportent leur contribution selon leurs moyens, mais qu'ils soient nombreux", a déclaré lors d'une conférence de presse l'épouse du président de la République.

"C'est aussi une façon d'exprimer que nous sommes du pays des Droits de l'homme et des libertés", a-t-elle ajouté, faisant également "appel aux transporteurs routiers qui dans les prochaines heures seront amenés à conduire des tonnes et des tonnes de matériel nécessaire (...) ainsi qu'aux transporteurs ferroviaires", les trains pouvant transporter de grandes quantités de matériel, a-t-elle fait valoir.

Elle a souhaité que les Français y mettent "tout leur coeur, toute leur volonté, parce que personne ne peut rester insensible" à la situation actuelle des populations kurdes d'Irak.

Mme Mitterrand, dès le début des années 1980, avait été à l'origine de la création de l'Institut kurde de Paris "pour la sauvegarde du patrimoine culturel kurde", dont la fondation avait organisé dans la capitale française à l'automne 1989 une conférence sur l'identité culturelle des Kurdes. Elle a estimé qu'il fallait mettre en oeuvre "une grande chaîne de solidarité" et souhaité que son appel "dépasse les frontières" de la France.

#### Refus de "polémiquer"

L'épouse du président de la République a refusé de "polémiquer" sur l'interdiction faite à la Communauté internationale par la Charte de l'ONU de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un Etat souverain. Elle a cependant fait valoir qu'à ses yeux, "il n'y a pas d'ingérence impossible" lorsqu'il s'agit du sort de populations.

En réponse à une question, elle a indiqué qu'elle ne se rendrait auprès des populations kurdes irakiennes fuyant leurs villages que si sa "présence pouvait être utile".

De son côté, le président de l'Institut kurde de Paris, M. Kendal Nezan, qui était aux côtés de Mme Mitterrand, a "souligné l'énorme responsabilité historique et morale de la Communauté internationale" dans le sort réservé aux Kurdes depuis 1925.

"Le nouvel ordre international promis lors de la guerre du Golfe ne les concerne malheureusement pas et ne concerne que quelques centaines de milliers de riches Koweïtiens", a-t-il dit. Tout en soulignant les actions "courageuses" des gouvernements français et britannique, il a demandé "un effort à la mesure de l'énorme tragédie" que vit le peuple Kurde.

"Les Etats-Unis ont agi avec un cynisme parfait pour maintenir une dictature militaire en Irak", en accord avec l'Arabie Saoudite, a-t-il estimé.

Les dons en espèces doivent être adressés par chèque bancaire à l'ordre de "France-Libertés - SOS Kurdes", Palais de Chaillot - 1, place du Trocadéro - 75116 Paris, ou par virement bancaire: Caisse des dépôts et consignations - 45310 Z

mn/mlm

AFP 051620 AVR 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —



Le Monde 5 avril 1991

## Tandis que Bagdad affirme avoir «achevé d'épurer le pays» La Turquie refuse toujours d'ouvrir sa frontière aux réfugiés kurdes

L'agence officielle irakienne, INA, a annoncé, mercredi 3 avril en milieu d'après-midi, la chute de la dernière ville encore tenue par les insurgés kurdes. « Nos forces vaillantes ont achevé le nettoyage de la ville de Soulaymaniyah de la présence des terroristes et des traîtres qui y avaient semé la terreur et la destruction », a affirmé INA, ajoutant que l'armée irakienne avait été « chaleureusement accueillie par le peuple kurde fidèle. Les terroristes et les traîtres, pris de panique, se sont enfuis en direction de la montagne, pourchassés par les membres des tribus kurdes ».

Soulaymaniyah a reçu la visite du numéro deux irakien, M. Ezzat Ibrahim, qui a déclaré : « Ce qui s'est passé dans le Nord ne se reproduira plus jamais. Nos fils du peuple kurde ont compris que cette bande d'agents leur a apporté l'instabilité et la souffrance. Ils se dressent aujourd'hui fermement contre eux, les poursuivront jusqu'à les jeter hors de notre pays, et ne leur permettront plus d'y remettre les pieds. » M. Ibrahim a adressé à la Garde républicaine un message de félicitation de M. Saddam Hussein.

Le ministre irakien de l'intérieur a déclaré, mercredi, que son pays disposait de « preuves matérielles » de l'existence de liens entre les insurgés « dans le nord de l'Irak » et un « pays voisin ». Bien que son nom n'ait pas été mentionné, il s'agirait de l'Iran, qui a déjà été accusé par Bagdad d'ingérence dans les troubles internes en l'Irak.

La brutalité du « nettoyage » du Kurdistan rend peu crédible, aux yeux de la population, les appels lancés aux Kurdes pour qu'ils rentrent chez eux, leur promettant de « partager la victoire et la sécurité avec tous les autres » ; selon Bagdad, seuls les « criminels » et les personnes « prises les armes à la main contre l'État et la loi » seront passibles de sanctions. Malgré tout, les réfugiés continuent d'affluer à la frontière turque, où ils seraient déjà environ deux cent mille.

En dépit du bombardement de colonnes de fuyards par des hélicoptères irakiens, du froid, de la neige, du relief tourmenté et du refus maintenu par Ankara d'ouvrir sa frontière, l'exode des populations se poursuit. Selon un journaliste de la BBC, une centaine de milliers de Kurdes sont bloqués sur une crête enneigée, empêchés d'avancer par des soldats turcs tirant en l'air. « Il n'y a aucune protection la nuit contre la température, inférieure à zéro, et des centaines de personnes continuent d'arriver sur la crête », a-t-il déclaré. « J'ai vu un cul-de-jatte brinquebalé sur une chaise roulante, une femme grimacer de douleur en cherchant un recoin pour accoucher, un enfant en pleurs pieds nus dans la neige, de vieilles femmes restées dans la chemise de nuit de leur départ précipité », a-t-il ajouté. Des témoignages font état de villages rasés par les soldats, de civils écrasés par les chars, de morts de faim et de froid.

A Ankara, le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères a déclaré mercredi que la frontière irakienne restera fermée. « Toutes les mesures de sécurité ont été prises à la frontière », a-t-il précisé, soulignant l'« impossibilité » pour son pays d'accueillir ces fuyards, en majorité des femmes et des enfants, dont le chef d'état-major turc avait dit mardi qu'ils étaient « menacés de mort ». Le porte-parole a fait état des « extrêmes difficultés » de son gouvernement face à ce « problème international ».

Il a rappelé la demande faite par son pays aux Nations unies pour « une réunion d'urgence » du Conseil de sécurité sur la question des réfugiés irakiens. Ceux-ci sont également des centaines de milliers à attendre à la frontière iranienne un asile dans la République islamique. Le président Rafsandjani a demandé mercredi « le soutien de la communauté internationale » et dénoncé « l'indifférence des alliés devant ce drame ».

A Genève, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a demandé, mercredi, à la Turquie de laisser passer les réfugiés irakiens. A Bruxelles, les Douze ont réclaté que Bagdad mette fin « sans délai » à la « répression brutale qui s'abat » sur les populations civiles « notamment kurdes et chiïtes ». Ils ont « condamné fermement » cette répression et décidé d'accorder une aide d'urgence de 5 millions d'euros.

L'Allemagne et les Pays-Bas ont apporté leur soutien à l'initiative française demandant au Conseil de sécurité de condamner les agissements du régime de M. Saddam Hussein. Paris a enfin décidé d'envoyer sur place M. Bernard Kouchner pour mener « une action sur le terrain » en faveur des Kurdes. Le secrétaire d'État à l'action humanitaire est arrivé jeudi matin à Ankara, où il doit s'entretenir avec le ministre turc des affaires étrangères ; il devrait se rendre vendredi en Iran pour une mission similaire. - (AFP, Reuter, AP.)



Paris ouvre une aide humanitaire au Kurdistan

## Les Français « donneurs de leçons ? »

On ne peut que se féliciter que la France fasse entendre sa voix en faveur de la population kurde d'Irak. Le président de la République l'a fait lui-même avec vigueur mercredi 3 avril en conseil des ministres (nos dernières éditions datées du 4 avril) en menaçant, sans d'ailleurs préciser sa pensée, de se désolidariser de l'ONU si l'organisation internationale, sous prétexte de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, restait muette et passive devant les souffrances infligées au Kurdistan irakien.

Et le président d'évoquer l'idée-généreuse du « devoir d'ingérence » humanitaire lancée il y a quelques années par Bernard Kouchner et reprise par M. Mitterrand lui-même dans l'un des discours qu'il prononça devant l'assemblée générale des Nations unies. La résolution sur le cessez-le-feu - premier sujet de préoccupation des Américains - ayant été adoptée mercredi, la France a désormais de meilleures chances d'être entendue au Conseil de sécurité, fut-ce sur un texte qui n'engagera pas à grand chose concrètement (voir ci-contre).

### Des médicaments et du lait

M. Dumas de son côté, qui, jusqu'à présent, avait toujours bénéficié d'un accueil très favorable de la part des parlementaires de l'opposition, a été pris à partie à plusieurs reprises

mercredi à l'assemblée nationale sur la question kurde et a su trouver la répartie. « Qu'avez-vous fait de la paix ? » lui a ainsi demandé M. Jean-François Deniau (UDF), « il est de bon ton de s'indigner, mais il est temps d'agir ! ».

« Si la France, n'entend pas reculer dans son action, et si elle multiplie son aide humanitaire et ses initiatives diplomatiques, elle ne peut le faire, vous le savez bien, que dans le respect du droit, si je suis parfois tenté de bousculer ce droit, il faut l'avoir à l'esprit », a répondu M. Dumas. S'agissant de l'aide humanitaire de la France, le ministre a précisé que deux Boeing chargés de vivres, de médicaments, de couvertures et de vêtements seront acheminés dans la région.

Cette action, a-t-il souligné, n'est pas la première qui soit partie de France. Des organisations non-gouvernementales sont effectivement présentes dans la région. Des médicaments et du lait ont déjà été acheminés, avec la discrétion que requerrait jusqu'à présent cette opération et que M. Dumas a levée. Même si elle porte sur des quantités modestes, c'est effectivement la seule aide parvenue à ce jour aux populations kurdes : les envois des organisations internationales transitent par Bagdad et n'ont évidemment pas été redistribués dans le nord ; le CICR pour sa part envisage une action spécifique dans le nord de l'Irak mais ne l'a pas encore réalisée.

Ceci étant, M. Roland Dumas a quelque peu forcé mercredi sur la « solitude » de la France dans son soutien au peuple kurde. Les Britanniques, qui comme la France offrent l'asile à nombre de ses représentants et qui contribuent financièrement à l'aide aux réfugiés par le biais d'organisations comme le CICR, ont entrepris mercredi une action diplomatique-humanitaire qui répond à une urgence extrême et à laquelle la France ne semble pas avoir pensé en exhortant la Turquie à ouvrir sa frontière derrière laquelle se massent des dizaines de milliers de familles kurdes apeurées et affamées.

Quant au soutien que la France aurait depuis longtemps prodiguée « souvent seule, presque toujours seule même », selon M. Dumas, au peuple kurde, il fut surtout verbal et pas toujours politiquement bien ajusté. La France s'était, c'est vrai, élevée contre les bombardements à l'arme chimique au printemps 1988 et ce fut l'un des motifs qui la poussèrent à organiser la conférence internationale de Paris visant à redonner une impulsion aux négociations sur l'interdiction totale de ces armes. M. Mitterrand a, c'est vrai aussi, évoqué dans son discours à l'ONU de septembre 1988, le sort des minorités, « notamment les Kurdes ».

### La bonne parole M<sup>me</sup> Mitterrand

Mais c'est surtout l'épouse du chef de l'Etat qui, en tant que présidente de l'association France-liberté et très liée à l'Institut kurde de Paris, porta la bonne parole jusqu'à Washington, après une visite en avril 1989 dans les camps de réfugiés irakiens en Turquie. Cette visite fut très mal vécue par les autorités d'Ankara, qui

se sentirent mises en accusation par M<sup>me</sup> Danièle Mitterrand plus que les responsables irakiens.

La France à l'époque n'avait pas à être particulièrement fière par rapport à d'autres pays européens du montant de l'aide financière qu'elle proposait pour aider la Turquie à accueillir ces réfugiés. Un problème comparable se repose aujourd'hui à Ankara. Il faudrait, pour contribuer à le résoudre, que la France accepte enfin comme vrai interlocuteur politique cette Turquie qui, même si l'on critique tel ou tel aspect de sa politique à l'égard des Kurdes, n'en est pas moins de fait un pays d'accueil pour ceux qui fuient l'Irak, de surcroît partenaire dans la coalition anti-irakienne et de surcroît aussi pays associé à la CEE.

Si certains ont reproché à la France ces derniers jours de se poser encore une fois en « donneur de leçons », c'est enfin parce qu'elle fut la première à proclamer que la guerre contre l'Irak devait être limitée et à annoncer le retrait de ses troupes à peine le Koweït libéré. Elle s'expose à cet égard au même reproche d'ambiguïté et de responsabilité que les Etats-Unis, même si M. Dumas a retourné mercredi l'accusation contre les pacifistes. « J'entends comme un curieux chœur de basses chantantes formé de ceux-là même qui, il y a quelques semaines, étaient pour le pacifisme et trouvaient qu'on en faisait trop à l'égard de Saddam Hussein ! » a lancé le ministre. Plusieurs députés RPR et UDF se sont alors levés désignant du doigt les rangs socialistes : « les pacifistes sont de votre côté... Chevénement, Chevénement, Chevénement... ».

PIERRE SERVENT  
et CLAIRE TRÉAN

## Sortant de son silence

# M<sup>me</sup> Thatcher exprime son indignation

LONDRES

de notre correspondant

Pour la première fois depuis sa démission en novembre dernier, M<sup>me</sup> Thatcher a pris parti publiquement dans une grande affaire politique d'actualité. Après avoir reçu à son domicile londonien une délégation de femmes et d'enfants kurdes, elle a déclaré, mercredi 3 avril, sur le ton de l'indignation, qu'il fallait agir vite pour venir en aide à la population kurde en péril. Puis, elle a téléphoné à un conseiller de M. Major pour lui faire part de ses inquiétudes. Trois heures plus tard, le premier ministre annonçait une aide humanitaire d'urgence...

M<sup>me</sup> Thatcher n'a pas appelé à une intervention militaire. Mais elle est visiblement choquée par

l'absence de réactions, face au massacre des Kurdes, des gouvernements qui ont pris part à la coalition contre M. Saddam Hussein. « Les Kurdes n'ont pas besoin de paroles mais d'actions concrètes. Ce n'est pas demander l'impossible que d'envoyer là-bas des avions avec des tentes, de la nourriture, des couvertures. Nous devrions prendre des mesures très fermes. Ce n'est pas le moment de s'en tenir à des subtilités juridiques. Nous devrions y aller maintenant. Il s'agit d'une mission de sauvetage », a-t-elle affirmé.

M. Major s'était abstenu jusque-là de toute déclaration, laissant le Foreign Office, comme cela a souvent été le cas depuis son

arrivée au pouvoir, gérer seul cette affaire de politique étrangère. Mais de nombreuses voix s'élevaient

depuis plusieurs jours pour dénoncer cette inaction, et celle de M<sup>me</sup> Thatcher s'est ajoutée aux autres.

Un dignitaire de l'Église anglicane a ainsi invité le gouvernement à empêcher au moins les hélicoptères de l'armée irakienne de tirer sur la population kurde. Son raisonnement, partagé par une grande partie de l'opinion, est le suivant : la Grande-Bretagne, de même que les autres pays coalisés, a rendu possible le soulèvement kurde par sa victoire sur l'armée de M. Saddam Hussein. Elle ne peut pas se laver les mains des conséquences de cette action.

### Une opinion choquée

The Independent reprend cette idée dans un éditorial. « Nous

sommes profondément impliqués dans cette tragédie dans laquelle nous avons une grande part de responsabilité. Nous avons les moyens d'intervenir rapidement, probablement de façon décisive et sans grand risque. C'est comme si, à la fin de la seconde guerre mondiale, ayant occupé une bonne partie de l'Allemagne après la défaite de Hitler, nous (étions restés) spectateurs tandis que les SS [achevaient] leur œuvre dans les camps de concentration », écrit ce quotidien.

Les images abondamment diffusées ici à la télévision montrant le président Bush jouant au golf ou participant à une partie de pêche ont choqué l'opinion. M. Major se trouvait au même moment à la campagne et commençait à subir des critiques comparables. Il a réagi mercredi soir en annon-

cant qu'il avait décidé l'envoi d'une aide humanitaire d'urgence « afin d'adoucir cette tragédie ».

La position officielle de Londres reste cependant le refus de toute intervention militaire. M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a ainsi affirmé au micro de la BBC : « Je ne pense pas que nous puissions avoir recours à la force, ce qui voudrait dire envoyer des soldats britanniques, américains ou français afin d'imposer à l'Irak une solution politique de notre choix. » Le gouvernement britannique est certainement embarrassé par la pression exercée par l'opinion publique, mais il a adopté, sur le fond, la même attitude que Washington.

DOMINIQUE DHOMBRES

### IRBIL (Kurdistan d'Irak)

de notre envoyé spécial

La contre-offensive de l'armée irakienne contre le Kurdistan, « libéré » trois semaines auparavant, avait débuté mercredi 27 mars. Le lendemain, dans la soirée, Kirkouk tombait, au moins partiellement. Entre-temps, les soldats irakiens avaient réussi à enlever une localité à quelque 25 kilomètres au nord-ouest de Kirkouk, Altun-Kupri, sur la route d'Irbil, capitale de la région « autonome » du Kurdistan. Ils bloquaient ainsi l'éventuel envoi de renforts kurdes depuis cette dernière ville sur laquelle ils faisaient peser, par la même occasion, une sérieuse menace.

Une première fois, les partisans kurdes avaient échoué dans leur tentative pour reprendre Altun-Kupri. Au matin du 29 mars pourtant, Kosrat, responsable militaire kurde de la région, se montrait confiant. Pour chasser les Irakiens, il attendait des renforts, limités toutefois car, indiquait un proche de Kosrat, « nous n'aurions pas assez pour nourrir des renforts trop importants ».

C'est à partir de 14 h 30 que la route rectiligne traversant la plaine agricole commence à s'animer. En fait de transports de troupes, les Kurdes disposent d'un très large éventail. Tout ce qui roule sert à amener des peshmergas (combattants) sur le champ de bataille : des camions, des camionnettes, des bus, des voitures particulières - et même des taxis - déversent leur lot de partisans en habit traditionnel. Tout au long de l'après-midi, des renforts sont acheminés ainsi d'Irbil où la « mobilisation » bat son plein.

A chaque nouvelle menace que font planer les Irakiens, les haut-parleurs des permanences politiques - que ce soit le Parti démocratique du Kurdistan, l'Union patriotique du Kurdistan, le Parti communiste ou l'un des nombreux groupes ralliés sous la bannière du Front du Kurdistan - encouragent avec force décibels tous les hommes armés à rejoindre le « front ». La participation aux combats se faisant sur une base purement volontariste, les problèmes de logistique sont un casse-tête, résolu dans la plus parfaite improvisation.

Dans la plaine, le silence est de rigueur. Assis par petits groupes, les peshmergas attendent l'attaque. Toutes les tranches d'âge sont à peu près représentées. En milieu d'après-midi, les chefs de groupes rassemblent leurs hommes autour d'eux pour les dernières instructions. Au loin s'élève une colonne d'épaisse fumée : l'un des puits de pétrole de la région de Kirkouk est en feu.

A quelques kilomètres de là vers le sud-est, les Irakiens tirent régulièrement au mortier sur les premières lignes kurdes, ne faisant aucune victime. Les champignons de fumée noire ou grise tachent le vert cru des immenses champs qui s'étendent de part et d'autre de la route. Chacun continue de déviser tranquillement, ne portant qu'une attention ennuyée aux détonations régulières.

### Des chargeurs vides contre les obus

A 17 heures, les peshmergas se déploient, marchant au fond de petits vallons, et entament leur approche. Pas de file indienne mais des groupes d'hommes qui s'en vont, l'air décontracté. Aucune anxiété, mais des rires et une grande impatience. Les combattants ne disposent, à part un petit mortier et un canon antichar (celui-ci refusera obstinément de tirer le moindre obus), que d'armes

## Le Conseil de sécurité met fin à la guerre du Golfe

# Les Nations unies privent l'Irak de toute capacité d'agression

La guerre du Golfe est officiellement terminée : en adoptant une résolution qui prive l'Irak de toute capacité d'agression, le 3 avril, le Conseil de sécurité a mis la dernière main à un cessez-le-feu définitif. Ce texte impose notamment à Bagdad la destruction de ses armements non conventionnels et de ses fusées à moyenne et longue portée. Il ne dit pas un mot du massa-

cre des insurgés kurdes et chiites par Bagdad, dont le Conseil pourrait se saisir à la demande de la France, dans les prochaines heures.

Bagdad a annoncé la chute de Soulaymaniah, dernière ville tenue par les insurgés kurdes. Notre envoyé spécial, privé de moyens de transmission pendant plusieurs jours, poursuit le récit du soulèvement.

## Le panache des combattants kurdes

légères : fusils d'assaut Kalachnikov, fusils-mitrailleurs et lance-roquettes antichars RPG-7. En face, des chars, des canons, des mortiers.

Cependant, de nouveaux groupes de peshmergas continuent à arriver. Un camion frigorifique débarque une vingtaine de peshmergas. A la tombée de la nuit, fusées éclairantes et tirs d'artillerie illuminent la plaine sous une lune légèrement voilée. C'est à 22 h 15 que retentit le premier coup de RPG-7 marquant le début de l'assaut contre les positions irakiennes.

Aussitôt, c'est un festival de balles traçantes. Chez les peshmergas, l'excitation est à son comble : cris et fusillades alternent. Mais ils sont immédiatement cloués au sol par les tirs de chars et de mortiers. Le RPG-7 n'a qu'une portée très courte et chaque coup le fait repérer, attirant un déluge de feu. Pendant près de trois heures, les partisans s'acharneront contre les chars et les positions adverses. Mais la rase campagne n'est pas leur terrain de prédilection et la puissance de feu irakienne leur interdit tout mouvement. L'artillerie irakienne arrose la plaine jusque sur les arrières kurdes.

A 1 heure, c'est la retraite. La route de Kirkouk est toujours coupée. L'abattement se lit sur tous les visages. Les partisans montrent leurs chargeurs vides. Le reflux se fait en désordre, sans un mot, chacun essayant de trouver un véhicule pour le ramener à Irbil tandis que les obus continuent de s'abattre alentour.

Le panache des Kurdes n'a rien pu contre la puissance de feu de l'armée du président Saddam Hussein qui, le lendemain, poursuivra sa progression. Le surlendemain, Irbil tombera, Dohouk le même jour, Zakho (à la frontière irakoturque) le 1<sup>er</sup> avril.

YVES HELLER

L'ONU PREPARE UNE RESOLUTION EN FAVEUR DES REFUGIES

# KURDES : L'EMOTION

# A RETARDEMENT

Libération

5 avril 1991

*La communauté internationale commence à entendre les appels en faveur des quelque 2 millions et demi de Kurdes irakiens qui piétinent aux frontières de l'Iran et de la Turquie, voulant fuir les troupes de Saddam Hussein. Répondant à l'initiative de la France, le Conseil de sécurité de l'ONU préparait hier soir, avec l'aval des Etats-Unis, une résolution condamnant la répression des civils irakiens. Bernard Kouchner s'est rendu en Turquie afin de mettre en place un dispositif d'aide humanitaire.*

**L**e sort des centaines de milliers de réfugiés irakiens jetés sur les sentiers de l'exode a fini par soulever l'émotion de la communauté internationale, et le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir à nouveau, hier dans la nuit, à l'initiative de la France, qui entendait obtenir une condamnation formelle de la répression en Irak et son arrêt immédiat. Le Premier ministre britannique John Major en est d'accord, et il a affirmé dans un message au président George Bush qu'un « effort international massif » était maintenant nécessaire pour aider les réfugiés kurdes. Il a promis hier soir de débloquer 20 millions de livres (près de 200 millions de francs) en faveur des réfugiés kurdes.

Cible de nombreuses critiques pour ne pas avoir aidé l'opposition en lutte contre Saddam Hussein, le gouvernement américain a fait hier un double geste. Mercredi le secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, John Kelly, recevait d'abord, dans la plus grande discrétion à leur demande, six membres des communautés musulmane, chiite et sunnite d'Irak, dont les noms ont été tenus secrets. « La plus grande partie de la rencontre a porté sur les aspects humanitaires de la situation en Irak », indiquait le département d'Etat avant d'annoncer, hier, que les Etats-Unis rejoignaient finalement le camp des pays favorables au vote d'une résolution du Conseil de

sécurité.

Pendant cette mobilisation des consciences, la guerre des communiqués prolonge au Kurdistan les affrontements entre les rebelles, refoulés dans leurs montagnes, et les forces de Saddam Hussein, maîtresses des villes et des axes routiers. Le numéro deux irakien, Ezzat Ibrahim, a donné la tonalité officielle en inspectant, mercredi après-midi, la ville de Soulaymâniah, dernier bastion des insurgés kurdes fraîchement reconquis par l'armée irakienne. « Aujourd'hui est un jour de gloire. Nous avons achevé d'épurer le pays, du nord au sud, des foyers de perdition. »

Ce ne serait pas tout à fait exact, à en croire un porte-parole de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII), qui a assuré, hier à Téhéran, que la ville d'Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien, avait été reprise mercredi par les insurgés.

Un million de réfugiés Kurdes irakiens se sont massés depuis mardi à la frontière iranienne « dans des conditions misérables, souffrant du froid et sous la pluie torrentielle », selon l'agence officielle iranienne IRNA. Celle-ci ajoute que 20000 d'entre eux ont pu pénétrer en Iran, et que Téhéran « pourrait accepter l'entrée de la totalité des personnes voulant s'y réfugier ».

La situation est aussi dramatique au nord de l'Irak, à proximité de la Turquie, où 200000 personnes luttent

depuis dimanche contre la Taïm et la neige en attendant l'hypothétique ouverture de la frontière par les autorités d'Ankara. Dans une interview à CNN, le président turc, Turgut Ozal, affirmait hier que son pays, qui avait déjà ouvert ses frontières par le passé, notamment en 1988, a « plus de 100000 réfugiés » résidant encore sur son territoire, ne pouvant pas en recevoir plus. Ozal a appelé la communauté internationale à aider la Turquie à résoudre ce problème, tandis que les Etats-Unis l'adjurait d'ouvrir ses frontières. Au même moment, le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire Bernard Kouchner, visitait les camps de réfugiés à l'est de la Turquie pour évaluer les besoins en aides (lire ci-dessous).

Les réfugiés ne sont malheureusement pas les seules victimes de l'après-guerre du Golfe. Des dizaines de milliers d'Irakiens restés dans leur pays sont aussi menacés de mort avant l'été à cause du manque d'eau, de médicaments et d'électricité qui paralyse les hôpitaux en Irak, ont averti, hier à Bruxelles, des médecins belges et palestiniens de retour de Bagdad. Le peuple irakien est menacé de famine en raison du blocus économique et des troubles récents qui ont secoué le pays, a confirmé hier le ministre irakien du Commerce, Mohammad Mehdi Saleh.

D'après AFP et Reuter

L'ONU SE SAISIT DU DOSSIER KURDE ET DES FONDS SONT DEBLOQUES EN FAVEUR DES REFUGIES

# LES PORTES COMMENCENT A S'OUVRIRE POUR LES KURDES

## Kouchner, mission exploratoire en Turquie

**Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire est chargé de mettre en place, en collaboration avec Ankara, l'organisation des secours pour les réfugiés kurdes.**

**A** lors que la situation des Kurdes chassés par les troupes irakiennes semble devenir de plus en plus catastrophique, la communauté internationale se réveille

Faisant écho au projet français, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni jeudi pour mettre au point une résolution condamnant la répression des civils en Irak, avec le soutien des Américains. La communauté européenne a voté hier une aide humanitaire d'urgence de 5 millions d'écus (35 MF). La Grande-Bretagne a de son côté débloqué une aide de cinq millions de livres (10 MF).

Le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, s'est rendu hier en Turquie pour organiser les secours aux réfugiés. Turgut Ozal, le président turc, a estimé que son pays, qui a hébergé 60 000 Kurdes en 1988, ne serait pas en mesure maintenant d'héberger à nouveau les réfugiés d'Irak dont le nombre, a-t-il dit, pourrait atteindre 500.000.

Van, est de la Turquie, envoyé spécial « Vous nous avez appelé à refuser de nous battre pour Saddam Hussein. Vous nous avez demandé de déserteur. Nous l'avons fait. Qu'allez-vous faire pour nous maintenant ? » Pour sa première rencontre, sur le terrain, jeudi, avec quelques-uns des milliers de réfugiés qui ont quitté l'Irak en direction de la Turquie, Bernard Kouchner n'a pas eu une tâche aisée. Venu à la tête d'une délégation française, comprenant notamment deux parlementaires de l'opposition et de la majorité (Jean-François Deniau, et Bertrand Gallet), et accompagné de l'ambassadeur de France en Turquie, Eric Rouleau, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, a commencé sa « mission exploratoire » destinée à mettre en place, en collaboration avec la Turquie, l'organisation des secours pour les centaines de milliers de réfugiés, en majorité kurdes qui fuient le nord de l'Irak.

Après son entretien à Ankara avec le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Kurtcebe Alptemoçin, la délégation française s'est rendue à Van, à l'est de la Turquie, où l'armée turque a installé, dans une de ses casernes, un peu plus de 200 déserteurs irakiens qui ont passé clandestinement la frontière après le 7 mars — début de l'insurrection au Kurdistan — et pour la plupart après le 26 mars, quand a commencé la contre-offensive des forces de Bagdad contre les insurgés kurdes. Selon le commandant du camp, le major Mehmet Memish, ce sont 226 militaires qui sont ainsi hébergés par leurs collègues turcs, 211 Arabes de confession chrétienne, 12 Kurdes et 3 Turkmènes. Déserteurs ? Réfugiés ? Pour le commandant Memish, ce sont seulement des « hôtes » confiés à l'administration militaire, de même que « les civils doivent être pris en charge par des civils », comme le veut « une loi du 16 janvier », a-t-il tenu à préciser.

Le sort de ces soldats est évidemment sans commune mesure avec le drame que connaissent les réfugiés qui fuient en masse depuis maintenant cinq

jours les bombardements de l'armée irakienne sur les villes et villages du Kurdistan irakien. Selon les estimations officielles de source militaire turque, ils seraient déjà près de 200 000, dans les régions montagneuses du nord de l'Irak, qui tenteraient d'entrer en Turquie, mais on en prévoit jusqu'à 500 000 pour les jours à venir. Plus nombreux encore seraient ceux qui se dirigeraient vers l'Iran.

Quelque 9 000 réfugiés ont été accueillis en Turquie, en dépit de la fermeture officielle des frontières par Ankara. Les autres sont pour le moment condamnés à errer dans les montagnes, cherchant désespérément un moyen d'en sortir et le plus souvent sans rien à manger, sans même de quoi se protéger du froid.

Des chiffres, là encore non confirmés mais vraisemblables, font état de plus de 40 morts pour les seuls derniers jours. La Turquie justifie la fermeture de ses frontières par l'impossibilité d'organiser l'accueil d'une telle masse de réfugiés sans une aide internationale massive. Le plan proposé par Bernard Kouchner au nom du gouvernement français comprendrait à la fois une aide alimentaire et médicale, des hôpitaux mobiles étant déjà prêts à se rendre dans les zones frontalières, ainsi que la construction de plusieurs camps d'urgence capables de recevoir jusqu'à 5 000 personnes. Lors de ses conversations à Ankara, Bernard Kouchner a souligné « une approche commune à la France et à la Turquie » pour la solution du problème, manifestée notamment par la préparation d'une résolution des deux pays au Conseil de sécurité en cours d'élaboration. Mais des différences sensibles subsistent. La France souhaite notamment que l'aide puisse s'adresser aussi bien à ceux qui ont pu gagner la Turquie qu'à ceux qui sont encore de l'autre côté de la frontière. Sur ce point, Ankara est encore intraitable : pas question d'empiéter sur la souveraineté de l'Irak, toute aide doit passer par Bagdad même si sa distribution

doit être contrôlée par des observateurs impartiaux.

La Turquie est également soucieuse de ne pas se retrouver dans la situation d'avoir à héberger sur son sol des centaines de milliers de réfugiés, que personne ne voudrait recevoir ensuite et qui ne pourraient ou ne voudraient pas retourner en Irak. Les 226 soldats, réunis hier soir dans le réfectoire de la caserne étaient, sur ce point, unanimes. A la question du secrétaire d'Etat français leur demandant si, une fois Saddam Hussein disparu, ils souhaiteraient rentrer au pays, ils ont répondu : « Non », d'une seule voix. « Notre pays est détruit, nous n'avons plus rien à y faire », expliquait l'un d'eux. « Saddam Hussein parti, son successeur sera pire encore, à Bagdad un voleur trouve toujours plus voleur que lui », enchaînait un autre. L'un des jeunes Kurdes de l'assistance se leva pour rappeler que son peuple avait toujours souffert des dirigeants de Bagdad, bien avant Saddam Hussein, et conclut : « Qui peut croire que demain il y aura une démocratie en Irak permettant aux minorités d'accéder au pouvoir ? »

Les chrétiens, très majoritaires dans la salle, approuvèrent bruyamment. « Nous avons souffert pendant des années de la dictature de Saddam Hussein. Vous vous en êtes aperçus quand, envahissant le Koweït, il attaquait vos intérêts. Alors vous avez fait la guerre, elle vous arrangeait. Vous avez armé Saddam Hussein. Vous l'avez aidé à se maintenir au pouvoir. On devrait au moins espérer maintenant de votre part un peu de sympathie. Nous attendons, nous ne voyons rien venir. »

Bernard Kouchner a assuré ses interlocuteurs que la France ferait tout ce qu'elle pourrait pour les aider. Mais il ajoutait que pas plus la France que les autres pays occidentaux ne pouvaient « recevoir tous les Irakiens ». Bernard Kouchner devrait ce matin se rendre dans les camps de la frontière avant de partir pour l'Iran.

Marc KRAVETZ

# L'amertume des opposants irakiens

**Depuis le début de la crise, les opposants ont noué des contacts internationaux sans obtenir de soutien clair. Les Kurdes qui ont interprété l'appel au soulèvement lancé par George Bush comme un encouragement se sentent trahis.**

**A** quoi pensait donc George Bush, le 15 février, lorsqu'il appelait « l'armée irakienne et le peuple irakien à prendre les choses en main pour forcer Saddam Hussein le dictateur à se retirer » ? Un mois et demi plus tard, Washington répond « non-ingérence dans les problèmes intérieurs » aux Irakiens chiites et kurdes qui se sont soulevés contre le régime de Saddam. Vu de Kirkouk ou de Karballah, le lâchage a des allures de sentence de mort.

Les opposants irakiens en exil exprimaient hier une profonde amertume face à l'attitude des principaux pays occidentaux, qualifiant de « larmes de crocodile » l'émotion suscitée par les scènes de répression et d'exode au Kurdistan. « On nous appelle au soulèvement, puis la realpolitik l'emporte », commentait hier un représentant kurde à Paris.

Dans le même temps, les opposants reconnaissent n'avoir reçu aucune promesse formelle de soutien de la part des gouvernements alliés, avant, pendant ou après la guerre. Le soulèvement, ajoutent-ils, n'a pas été motivé par des promesses d'aide occidentale, même s'ils s'estimaient en droit d'obtenir un tel soutien après les appels au soulèvement entendus des plus hautes autorités à Washington et à Londres. François Mitterrand s'était bien gardé de leur emboîter le pas, une prudence qui donne un peu plus de poids à ses protestations d'aujourd'hui.

Certaines informations, non confirmées, font toutefois état d'une décision du président américain, au début de l'année, d'autoriser la CIA à soutenir la rébellion kurde. La Voix de l'Irak libre, une radio clandestine, aurait ainsi été financée par l'agence de renseignement américaine, selon la chaîne de télévision NBC. Sur place, les journalistes occidentaux n'ont constaté aucun signe de livraisons d'armes aux peshmergas, les combattants kurdes, ceux-ci ne disposant que d'un équipement sommaire, sans les missiles sol-air Stinger qui, en particulier, les auraient aidés face aux hélicoptères de combat de Bagdad.

Depuis le début de la crise, les opposants irakiens de tout poil — kurdes chiites, communistes, baassistes dissidents... — ont noué des contacts internationaux. La diplomatie internationale, plus rompue aux arcanes mésopotamiennes, pour des raisons historiques, a reçu ouvertement ces

rivaux d'un Saddam Hussein devenu l'incarnation absolue du mal. Point culminant de ces contacts, l'audience accordée par le numéro deux du Foreign Office, Douglas Hogg, à une délégation d'opposants le 2 mars. A sa sortie, le diplomate britannique était clair : la Grande-Bretagne n'apporterait pas plus qu'un « soutien moral » aux opposants.

A Paris, prudence et petits pas. En septembre, une délégation du Front du Kurdistan irakien est reçue au niveau gouvernemental, une première qui mène les nationalistes à l'Élysée et au Quai d'Orsay. Accueil poli et sans engagements côté officiel, plus chaleureux, mais depuis longtemps, auprès de Danielle Mitterrand et de sa fondation France-Liberté. Pas de soutien clair, cependant : en février dernier, le Quai d'Orsay interdisait à Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, d'accompagner Danielle Mitterrand à une conférence interparlementaire sur les Kurdes à Washington.

Depuis, quelques pas supplémentaires ont été franchis, avec la réception officielle, la semaine dernière au Quai d'Orsay, d'un dirigeant communiste irakien, Fakhry Karim, et d'autres entretiens, plus discrets, entre l'opposition et Edgard Pisani, en sa capacité de chargé de mission à l'Élysée. Là encore, confirme un exilé irakien, pas de promesse d'aide.

Côté américain, l'accueil est plus glacial encore. Aucun contact officiel avec l'opposition jusqu'à l'audience du début de la semaine entre des leaders kurdes et John Kelly, l'adjoint de James Baker au département d'Etat. En février, lors de la conférence de Washington, tout contact officiel avait été exclu. Un opposant kurde confirme que des contacts indirects ont eu lieu, via les Saoudiens « mais ils n'ont pas abouti ». Au contraire, les Saoudiens auraient même rencontré le 8 mars à Genève Barzan Takriti, le demi-frère de Saddam Hussein. A Ryad, on ne veut pas voir de Kurdes ou de chiites à Bagdad.

Les Occidentaux peuvent donc mettre en avant cette relative prudence à leur crédit. Dans le même temps, au risque de paraître contradictoires, ils ont appelé au renversement de Saddam Hussein. Mais il apparaît clairement aujourd'hui que le soulèvement auquel on a assisté ces dernières semaines n'est pas celui auquel pensaient George Bush et John Major.

Leur scénario idéal était, comme pour les Saoudiens, celui de la rébellion d'une partie de l'armée contre son chef suprême, le remplacement de Saddam Hussein par l'un de ses généraux, sunnite de préférence, aux mains plus propres que son « patron ». L'équilibre politico-religieux de la région aurait été préservé.

Les rebelles kurdes admettent avoir pris pour des encouragements mo-

raux ce qui n'était finalement que le travail de diplomates désireux de ne fermer aucune porte. Ils ont commis l'erreur de croire que cela se traduirait en actes le moment venu. Ils ont également été victimes de la propagande : ils ont cru, comme le proclamaient les communiqués militaires, que le potentiel offensif de Saddam Hussein avait été anéanti. « Nous pensions qu'ils ne pourraient pas utiliser leur armement lourd, que les Américains ne laisseraient pas faire les hélicoptères », reconnaît un Kurde.

Ils ont été encouragés par la décomposition des garnisons irakiennes au Kurdistan. Le soulèvement a démarré le 7 mars par la chute, avec une facilité déconcertante, de la ville de Ranya, près de la frontière iranienne. Les autres villes ont suivi, jusqu'à l'arrivée des gardes républicains sauvés par l'arrêt de la guerre. Les peshmergas et leur maigre arsenal ne faisaient pas le poids.

A défaut d'être directement responsables, les Occidentaux portent une indéniable responsabilité morale dans les massacres des civils irakiens. Ils ont joué avec le feu en diabolisant un Saddam Hussein dont ils permettent aujourd'hui la victoire sur son peuple, et en appelant à son renversement sans en assumer les conséquences. L'ingérence était bel et bien là, sans que nul ne s'en plaigne à Washington.

« Les Occidentaux servent une messe à la mémoire des Kurdes. Mais dans le huis clos que nous vivons, mieux vaut tard que jamais », commentait hier un responsable kurde en exil. L'initiative française a eu au moins le mérite de sortir les Occidentaux d'un insupportable cynisme. La mobilisation qu'elle a suscitée permettra peut-être d'atténuer les massacres qui donnent à l'après-guerre un goût très amer et d'en prévenir de nouveaux qui pourraient survenir une fois parties les troupes occidentales.

Dominique GARRAUD  
Pierre HASKI

## UNE INTERVENTION DE LA COALITION SE HEURTE A LA NON-INGERENCE DANS LES AFFAIRES D'UN ETAT

# Le projet de résolution français trouve un écho américain

*Washington, aujourd'hui poussé par l'opinion publique, pourrait finalement appuyer au Conseil de sécurité le projet, avancé par Paris, condamnant la répression en Irak et proposant d'engager une initiative humanitaire.*

New York Nations Unies envoyé spécial

Il y a comme un léger vent d'indignation à l'ONU qui devrait permettre au projet français sur la répression en Irak de trouver un écho au Conseil de sécurité. « On va de l'avant », confirme-t-on à la mission française où l'on espère obtenir, fort du soutien des Etats-Unis récemment convertis, le passage d'une résolution humanitaire sur les kurdes et autres civils écrasés par les forces de Saddam Hussein. Les termes d'un projet de résolution sont actuellement discutés point par point par les cinq membres permanents du Conseil mais la France escompte qu'un texte soit voté avant la fin de la semaine. « On veut aller vite », dit-on du côté des Français.

Un texte qui a d'autant plus de chances d'être adopté à l'ONU qu'il devrait bénéficier du soutien actif des Américains. L'administration, très réticente en début de semaine, se sent désormais obligée de faire un geste, poussée par une opinion publique qui ne comprend pas que Bush abandonne les rebelles qu'il avait appelés à se soulever. « Nous discutons des éléments d'une résolution qui exprime la condamnation de la communauté internationale et sa détermination à faire ce qu'elle peut pour répondre aux besoins humanitaires de ceux qui fuient les combats », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Le secrétaire d'Etat, James Baker, vif routier de la politique intérieure, a senti le danger et annulé un déplacement en Californie pour suivre le dossier. « Il faut y aller », disent désormais les diplomates américains après avoir refusé lundi d'ajouter un amendement sur la répression à la résolution sur le cessez-le-feu. Baker paraît redouter d'autres exactions, une fois

que les troupes américaines se seront retirées du sud de l'Irak, et a décidé de prendre les devants, pour couper court aux critiques.

Sans être massif, le changement dans l'opinion américaine, sollicitée par les images des réfugiés, est malgré tout perceptible. Même *USA Today*, un journal populaire rarement préoccupé par les affaires kurdes demandait hier, dans un éditorial, que Bush soutienne la proposition française. Les démocrates se montrent un peu plus critiques même si leur champ de manœuvre est limité par leur opposition à la guerre du Golfe. Seul le sénateur Albert Gore, qui avait voté pour la guerre a pu s'élever contre la politique du président sans craindre d'être accusé de double jeu. Le Congrès, qui rentre mardi des vacances parlementaires de Pâques, a promis de se saisir de la question de la répression en Irak. George Bush est ainsi sur la défensive et il a cherché mercredi à expliquer sa politique de laisser-faire en Irak, depuis la Floride où il passe ses vacances. Le président, en sueur après un rapide parcours de golf, a fait part de son « chagrin » devant le sort réservé aux Irakiens mais a répété qu'il n'était pas question de risquer des vies américaine dans ce combat douteux.

Une résolution à l'ONU donnerait toujours l'illusion d'avoir fait quelque chose. Il reste que la formulation d'une pareille résolution est très délicate. L'ONU, en s'ingérant dans les affaires intérieures d'un pays membre, s'engage sur un terrain miné.

Ainsi, l'article 2 de la Charte des Nations Unies spécifie : « Aucune disposition de la présente charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat. »

Parmi les cinq membres permanents, la Chine et l'URSS, préoccupés eux-

mêmes par leurs problèmes de minorités, restent ainsi très réticents pour avaliser un texte que l'on pourrait leur opposer plus tard. Il n'est pas question que les Tibétains ou les Géorgiens se saisissent d'un vote de leur délégation à l'ONU pour faire avancer leurs revendications. Les pays non alignés, membres du Conseil, qui tous ont des problèmes de minorités, comme l'Inde avec le Cachemire, veulent tout autant limiter le champ d'application de la résolution française.

Dans ces conditions, le Conseil s'orientera vraisemblablement vers un texte relativement incolore dit « humanitaire » dans le jargon de l'ONU. Ce texte d'inspiration américaine adresserait la question de la répression des civils irakiens « dans sa globalité » sans se référer spécifiquement aux Kurdes ou aux chiïtes. Il prévoirait aussi des « aides transnationales » aux réfugiés en dehors et à l'intérieur de l'Irak, autorisant les organisations humanitaires à passer les frontières irakiennes. L'un des adjoints du secrétaire d'Etat, Robert Kimmit, a ainsi reçu les ambassadeurs de France et de Turquie à Washington et voudrait qu'Ankara ouvre de nouveau ses frontières aux réfugiés kurdes.

La Turquie, de son côté, a fait circuler hier un projet de résolution dont certains éléments pourraient être intégrés dans le texte en préparation. Le projet des Turcs fait part de la « préoccupation » de l'ONU devant la répression en Irak et demande que l'Irak « mette fin aux atrocités contre sa population civile qui menacent la sécurité et la stabilité des pays voisins et de la région dans son ensemble ». La France, une fois obtenu l'aval de l'ONU, se lancerait dans une vaste opération humanitaire.

François SERGENT



# « La situation au Kurdistan autorise un recours à la force »

**Pour Brigitte Stern, professeur de droit international, la violation des droits de l'homme est tellement grave que l'on ne peut plus qualifier cela de situation interne.**

Brigitte Stern est professeur de droit international à l'Université de Paris-X/Nanterre. Elle organise un colloque, les 7 et 8 juin prochain à l'Assemblée nationale, consacré aux « aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe ».

**LIBERATION.** — Alors que l'intervention au Koweït de forces armées étrangères était légitime au regard du droit international, on affirme aujourd'hui qu'une intervention armée pour venir au secours des populations kurdes ne le serait pas.

**BRIGITTE STERN.** — En droit international, une action plus équitable aurait pu être menée à l'égard des Kurdes. Le Koweït a été agressé par l'Irak. Alors que, dans le cas des Kurdes, la répression est interne à l'Etat. Là est le nœud du problème. Car une intervention éventuelle de la coalition en faveur des Kurdes se heurte au principe de non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. Tous les Etats défendent ce principe de non-intervention parce que c'est le corollaire de leur souveraineté.

Pendant, on aurait pu soutenir — et c'est un peu choquant qu'on ne l'ait pas fait — que le principe de non-intervention ne s'appliquait pas en l'occurrence. Tout simplement parce qu'est encore en vigueur aujourd'hui le chapitre qui permet à l'ONU d'intervenir: la résolution 687 sur le cessez-le-feu qui vient d'être adoptée a réaffirmé toutes les résolutions précédentes. Donc y compris celle qui autorise le recours à la force.

**LIBERATION.** — Le recours à la force n'a pourtant été autorisé que pour régler une crise internationale.

**B.S.** — La situation au Kurdistan est devenue internationale et autorise donc le recours à la force qui est prévu dans la Charte des Nations unies à partir du moment où il y a une menace pour la paix. On peut faire un parallèle avec les guerres de décolonisation. Lors de la guerre d'Algérie, par exemple, le FLN, a essayé d'en discuter à l'ONU et la France a répliqué qu'il s'agissait d'une situation interne. Mais petit à petit, la situation coloniale est devenue une situation internationale concernant tout le monde: le principe de non-intervention dans les affaires internes ne s'appliquait plus. C'est la même chose ici: la violation des droits de l'homme est tellement grave que l'on ne peut plus qualifier cela de situation interne. D'autant qu'il y a des Kurdes sur cinq Etats, ce qui fait du problème kurde

une situation par nature internationale.

**LIBERATION.** — Un Etat est libre de massacrer une partie de son peuple, de commettre un génocide, à partir du moment où le conflit n'est pas analysé comme international?

**B.S.** — Si on analyse ce qui se passe comme un génocide, ce qui semble être le cas, la Convention « pour la prévention et la répression des crimes de génocide », qui date de 1948, autorise toute partie de la Convention à saisir l'ONU afin qu'elle prenne les « mesures appropriées » pour la prévention et la répression du génocide.

**LIBERATION.** — Cela permettrait-il de demander à l'ONU d'autoriser un recours à la force?

**B.S.** — *A priori* cette possibilité n'est autorisée qu'en cas de menace contre la paix. Peut-on dire que le génocide est une telle menace? Pourquoi pas.

**LIBERATION.** — Il y a quelques années, on a parlé d'un devoir d'ingérence humanitaire.

**B.S.** — Il s'agit d'une proposition de la France, de 1988. Ce principe fait son chemin mais, pour l'instant, il n'a pas de valeur obligatoire. Cependant, je ne vois pas que l'on puisse imposer, par exemple, l'intervention de la Croix-Rouge si le pays ne le veut pas: c'est un devoir un peu formel.

**LIBERATION.** — Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes figurant dans la Charte des Nations unies est un principe tout aussi fondamental que la non-intervention dans les affaires internes d'un Etat. Lequel l'emporte?

**B.S.** — Ce n'est pas une question facile. En fait, ce principe, qui entre souvent en conflit avec celui de l'intégrité territoriale, a été défendu tant qu'il s'appliquait contre les anciennes colonies. Aujourd'hui, la volonté de l'appliquer est beaucoup moins grande, en Afrique ou ailleurs.

**LIBERATION.** — La guerre de libération pour un peuple n'est-elle pas une guerre légitime au regard du droit international?

**B.S.** — Oui, c'est ce qu'on appelle la guerre juste. Cette distinction entre la guerre injuste et la guerre juste a été introduite en 1977 dans les textes internationaux. Sur pression des Etats du tiers monde, on a prévu que sont des conflits internationaux les conflits internes dirigés contre des Etats racistes ou des puissances coloniales: ils bénéficient donc des protections prévues pour les conflits internationaux. Pour tous les autres conflits mettant en cause des minorités, des dissidents, seule une protection minimale s'applique. Bref, les Kurdes ne sont pas dans ce cas de figure.

**LIBERATION.** — On peut se demander s'il existe encore des peuples au sens du droit international, en dehors des Etats constitués, qui ont le droit de se soulever pour obtenir leur indépendance? N'a-t-on pas déqualifié la notion de peuple pour en faire des minorités dépourvus du droit à l'autodétermination?

**B.S.** — Disons que le peuple, tant qu'il n'a pas disposé de lui-même par la force, puisqu'il n'y a que

comme cela qu'il peut s'imposer —, est très souvent, effectivement, une minorité. Beaucoup d'Etats, possédant des minorités, sont très peu favorables au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

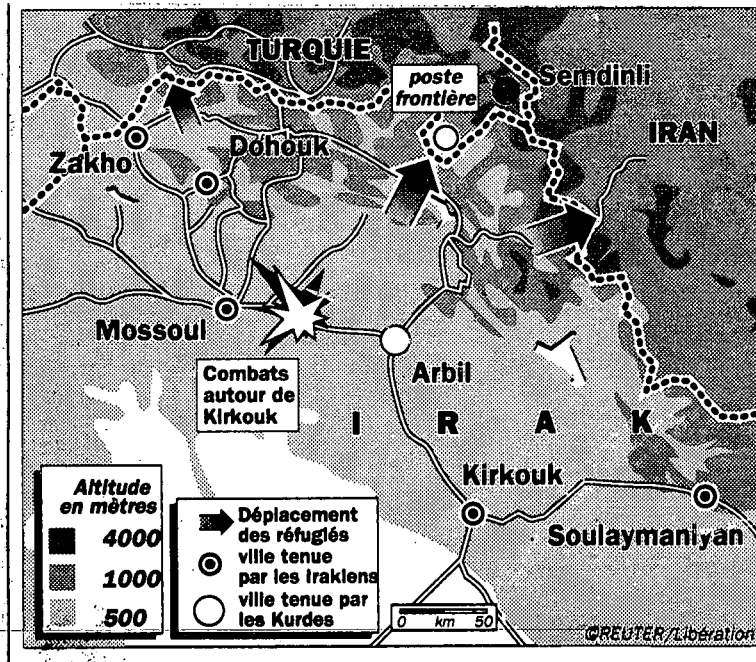
**LIBERATION.** — Si l'on comprend bien, seuls les Etats qui se sont constitués, parfois par des conquêtes, des guerres, bénéficient d'une réelle protection de l'ordre international au détriment des Etats en voie de constitution.

**B.S.** — L'intangibilité des frontières a effectivement comme objectif la stabilité. C'est le principe des droits acquis. Il est apparu en partie au moment de la décolonisation, notamment en Amérique latine. Ensuite, il a été intégré dans la Charte de l'OUA (Organisation des Etats africains, Ndfr). Les risques d'instabilité, notamment en Afrique où toutes les ethnies sont partagées entre 36 Etats, étaient trop grands. En clair, les choses ne peuvent plus changer, sauf accord éventuel entre deux Etats, deux parties; ou même, à la limite, avec un peuple qui s'affirme suffisamment pour être un interlocuteur.

**LIBERATION.** — L'affaire kurde ne montre-t-elle pas que le nouvel ordre mondial n'a finalement existé que le temps d'une guerre?

**B.S.** — On a voulu croire qu'une nouvelle ère s'ouvrait et que, désormais, tout était violation du droit. Effectivement, il y a eu quelques avancées américaines pour qu'on règle le problème palestinien. Aujourd'hui, une certaine *realpolitik* reprend le dessus. Mais il ne faut pas croire que le nouvel ordre mondial allait être un ordre angélique et désincarné.

Recueilli par Jean QUATREMER





## Les alliés imposent leurs conditions à Bagdad

# Le diktat du Conseil de sécurité

*La résolution 687 est très ferme pour l'Irak. Mais George Bush refuse toute assistance aux Kurdes, alors que Bernard Kouchner se rend en Iran et que la Turquie ouvre sa frontière aux réfugiés.*

## L'exode tragique des Kurdes



Ces deux femmes kurdes, la mère et la fille, ont tout perdu : parents tués par les soldats de Saddam Hussein, un enfant mort de froid et bien sûr, leur maison et leurs biens. Il ne leur reste plus que le chagrin et la peur. Comme elles, un million de Kurdes fuient désespérément les hordes de militaires irakiens, qui n'épargnent personne. Un million de réfugiés, pour qui la Turquie et l'Iran représentent le seul salut. Mais la frontière turque ne s'est entrouverte qu'hier soir, et, dans les montagnes de l'Anatolie, où la température tombe à - 10 degrés la nuit, beaucoup sont morts de faim. Le président turc, Turgut Ozal, a d'ailleurs prévenu : « *Nous ne pourrions pas héberger tout le monde.* » Le secrétaire d'État à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, qui était justement hier en Turquie, se rend aujourd'hui en Iran, afin de tenter de conjurer ce sort tragique et d'évaluer les besoins des réfugiés. (Photo Gamma.)

Le secrétaire d'État à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, doit se rendre aujourd'hui en Iran afin d'évaluer les besoins des réfugiés kurdes. Arrivé hier en Turquie, M. Kouchner est accompagné dans sa mission par deux députés, MM. Jean-François Deniau (UDF) et Bertrand Gallet (PS).

Paris a obtenu mercredi soir une réunion privée des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour étudier les moyens d'aider les populations kurdes et chiites victimes de la répression en Irak. Mais les États-Unis refusent toujours d'intervenir dans les « affaires intérieures » de l'Irak, et George Bush, en vacances en Floride, a déclaré mercredi : « *Bien sûr, je ressens de la frustration et du chagrin pour les innocents qui sont tués brutalement, mais nous ne sommes pas là-bas pour intervenir, ce n'est pas notre objectif et cela ne l'a jamais été.* » Le président américain a une nouvelle fois

encouragé l'armée irakienne à évincer Saddam Hussein. Il s'est félicité de l'adoption de la résolution 687 par le Conseil de sécurité, qui pose à l'Irak les conditions d'un cessez-le-feu définitif (voir encadré). « *Il appartient désormais à l'Irak de prouver qu'il est prêt à respecter la volonté de la communauté internationale* », a dit George Bush. Le secrétaire à la Défense, Dick Cheney, a déclaré de son côté que l'Irak « *n'a pas d'autre choix* » que d'accepter les termes de la résolution.

Alors que les critiques se multiplient devant la passivité de Washington face au drame des Kurdes, le sous-secrétaire d'État américain John Kelly a rencontré mercredi des représentants de l'opposition irakienne et devait s'entretenir hier avec une délégation kurde de « *questions humanitaires* ». Les États-Unis devaient, dans la soirée, se prononcer pour une résolution du Conseil de sécurité condamnant l'Irak, rejoignant ainsi la position de

la France. Devant l'afflux des réfugiés kurdes, la Turquie a finalement ouvert sa frontière. Mais, a prévenu le président Turgut Ozal dans une interview à la chaîne britannique Channel Four, son pays n'a pas les moyens d'accueillir les quelque 500 000 de ces malheureux qui sont en marche vers la Turquie.

Pendant ce temps, l'Irak achève sa reprise en main du Kurdistan, et le numéro deux du régime, Izzat Ibrahim, a inspecté hier la ville de Souleimanieh, reprise mercredi aux rebelles. Les forces de Saddam Hussein ont repris le contrôle de toutes les villes importantes d'Irak, a confirmé hier le département d'État américain, tout en signalant des accrochages sporadiques ici et là.

Bagdad a accusé pour la première fois nommément l'Iran, mais aussi les services secrets israéliens, allemands et britanniques, d'avoir fomenté la révolte au Kurdistan. (AFP, Reuter.)

L'exode des populations kurdes après la défaite militaire de l'insurrection anti-irakienne

# A Dianna, les stigmates de la terreur de Saddam

**Dernier bastion repris par les pechmergas, cette agglomération est devenue le point de passage des centaines de milliers de réfugiés kurdes qui fuient vers l'Iran**

DIANNA (Kurdistan irakien)  
d'un de nos envoyés spéciaux  
**Xavier GAUTIER**

Les seules installations que l'armée irakienne n'a pas démolies en abandonnant Dianna le 11 mars dernier, ce sont les immenses et monstrueux portraits de Saddam à chaque carrefour. Les pechmergas s'en sont chargés.

Lorsqu'elles ont évacué cette ville de cinquante mille habitants du Kurdistan irakien, à 100 km à l'ouest de l'Iran, les forces gouvernementales n'ont laissé que désolation derrière elles. Pour tous une constatation : leur fuite, au début de l'insurrection du peuple kurde, a bien été celle d'une armée d'occupation.

Les pechmergas venus d'Iran pour libérer Dianna ont d'abord découvert l'ampleur de la tragédie à laquelle leurs frères d'Irak avaient été soumis sous le règne de la terreur du parti Baas ; un homme sur cent derrière les barreaux. Plus exactement jetés dans des caves. « Avant de déguerpir, les hommes de Saddam ont noyé quarante prisonniers », témoigne Majoub, qui a été libéré un mois avant le début de

la guerre du Golfe. Ailleurs, c'est dans le sous-sol d'une mosquée transformée en tribunal d'exception que vingt corps de suppliciés flottaient encore le 27 mars après avoir été pendus. La terreur systématique sur une population rebelle dont chaque famille avait un fils, un frère ou un cousin dans la montagne du Zosik voisine, aux mains des rebelles pechmergas.

## Les préparatifs de la guerre chimique

Saddam préparait bien la guerre chimique à Dianna ! Dans une école désaffectée, les pechmergas ont également découvert un laboratoire de fabrication de gaz à base d'ypérite. Tout est encore en place. Des empilements de tonneaux marqués d'une tête de mort d'où sort une odeur insoutenable, des centaines et des centaines de paires de bottes en caoutchouc, des débris de masques à gaz et même des sets en carton permettant en anglais de reconnaître la teneur du gaz qui causa déjà plusieurs centaines de milliers de morts à Ypres durant la Première Guerre mondiale. Mais l'ampleur et la rapidité de la débâcle de la guerre du Golfe ont été telles que les Irakiens n'ont pas eu

le temps de s'en servir.

Après la prise de contrôle par les pechmergas, Dianna est devenue la plaque tournante entre les régions libérées du Kurdistan irakien et l'Iran voisin. C'est de là qu'affluèrent les vingt-cinq à cinquante mille combattants kurdes qui, depuis la pacification systématique des populations entreprise par Saddam Hussein dans le début des années 80, avaient fui de l'autre côté de la frontière pour préparer une contre-attaque. Au camp de Urumieh ou Cirvana. Aujourd'hui, la défaite kurde consommée, Dianna, seule grande agglomération à être encore contrôlée par les insurgés, est devenu le « centre de tri » des centaines de milliers de réfugiés qui ont repris leur exode vers l'Iran.

Si un semblant d'État kurde réussit à être sauvé en Irak, Dianna en sera l'un des centres. Les leaders le savent. C'est là, à l'abri des montagnes, qu'ils ont installé l'embryon d'une administration kurde. Dans un ancien bâtiment de la sécurité irakienne, le vieux Moustapha, vétéran de toutes les guerres, et un groupe de volontaires, tentent d'endiguer le flot des demandes des civils locaux.

Dans un désordre indescriptible, armé d'un simple tampon de caout-

chouc marqué « gouvernement provisoire du parti démocratique du Kurdistan », Moustapha tente de distribuer les bons d'essence aux combattants et les ordonnances de médicaments aux blessés et aux malades : « Impossible de répondre à toutes les demandes, elles sont trop nombreuses », grommelle-t-il, en écrivant à tour de bras, en kurde, sur des bouts de papier arrachés à des cahiers d'écolier. Chacun a tenté de se débrouiller vaillamment pour réorganiser un semblant de vie normale : « J'ai réussi à sauver le groupe électrogène de l'hôpital », témoigne un docteur du nom de Abdullah, encore confiant, le 27 mars. « Dans trois jours, nous pourrions à nouveau opérer. » La défaite militaire devenant évidente, il en aura bien besoin. Mais les habitants de Dianna ne veulent pas croire au retour du « satan Saddam ».

Parce qu'en cas de réapparition du parti Baas et de l'armée, les Kurdes ici savent trop bien ce qui les attend : les hommes, fusillés ou jetés dans des prisons, les femmes et les enfants massacrés aveuglément. Et peut-être la répétition du génocide au gaz qui, en 1988, à Halapja, avait tué au moins cinq mille personnes.

X. G.

# Les combattantes de la clandestinité

*Qu'elles soient syriennes ou irakiennes, elles sont avant tout kurdes et pechmergas. Elles se sont battues dans les commandos du PKK et de l'UPK face aux troupes de Saddam.*

A l'intérieur du Kurdistan irakien : d'un de nos envoyés spéciaux

Accroupie à l'ombre d'un camion dans la grande plaine d'Altun Kopri, où les combattants kurdes affluent par petits paquets, une jeune femme fume une cigarette, sa kalachnikov à « chargeur camembert » posée sur les genoux. Shireen a vingt-cinq ans, les yeux noirs, les traits réguliers, l'allure sportive.

## L'expérience du feu

Sa tenue : un blouson de

toile claire, un pantalon bouffant kurde. Aux pieds, des tennis, les chaussures de cette « armée des gueux ». Assis à côté d'elle, quatre ou cinq combattants, des pechmergas comme elle. « Tous sont mes frères. Je suis très heureuse au milieu d'eux », dit-elle. Shireen est l'une des rares femmes de la troupe.

La bataille d'Altun Kopri, qui a commencé la veille, est sa seconde expérience du feu. « La première, raconte-t-elle très simplement, c'était à Irbil. Mon groupe a libéré les prisons de la sécurité civile et militaire. Nous avons eu cinq blessés, j'ai pu les aider ». A-t-elle eu peur ? « Non », répond-elle.

L'habitude de la clandestinité lui a trempé le caractère.

Elle appartenait à l'un des groupes secrets de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. L'UPK a la réputation d'être un peu plus à gauche que le parti démocratique du Kurdistan (PDK) que dirige Massoud Barzani, un chef traditionnel, successeur de son père, le célèbre mollah Mustapha Barzani. Le PDK est, de ce fait, un mouvement d'hommes quasi exclusivement. Mais, fine diplomate, Shireen ne s'étendra pas sur cet aspect des choses. L'heure est à l'unité dans la lutte commune.

Shireen appartient à une famille militante. Un de ses frères est mort au combat. Un autre « a été pendu par Saddam Hussein ». Le troisième est également pechmerga.

Et elle-même, quel métier exerçait-elle avant de s'engager ? La réponse fuse, avec un grand sourire : « J'étais pechmerga. Je les ai toujours aidés. »

## Pas de quartiers pour l'indépendance

Aveen Ali est syrienne, à s'en tenir à son passeport. Mais son cœur est kurde, comme sa famille, qui vit dans un gros bourg du Kurdistan syrien, le moins étendu des quatre (les autres appartenant à la Turquie, à l'Irak et à l'Iran). Chez elle, on vibre avec le combat de Barzani et de Talabani. On penche plutôt

pour le second. Mais Aven à d'autres engagements. Son idéal, c'est Abdullah Okhallan, « Apo », le chef du parti communiste du Kurdistan de Turquie (PKK). Pourquoi ? « Parce que les femmes y combattent et que le PKK lutte pour l'indépendance du Kurdistan, pas seulement pour son auto-

mie, comme le font Barzani et Talabani » (les deux principaux chefs des Kurdes d'Irak).

Aven exhibe des photos d'« Apo », dont les militants sont les bêtes noires des commandos de chasse de l'armée turque. « Apo » est une sorte de paléo-stalinien, dont les hommes n'hésitent pas à mas-

sacrer les villages suspects de collaborer avec l'autorité turque. Mais, sur les clichés pris au Liban, où le PKK a des camps d'entraînement, il apparaît sous son jour de quadragénaire séducteur. On le voit, escorté de quatre « pechmergettes » à l'air martial. Aven aimerait aller en Turquie. Mais

elle ne réalisera sans doute pas son rêve. Elle ne précise pas pourquoi. C'est peut-être mieux pour sa santé.

Au Kurdistan turc, l'armée et la police ont tous les droits ou presque. Et une mission sans ambiguïté : « tuer les terroristes »

Claude LORIEUX.

# La sanglante normalisation de Bagdad

*Les populations kurdes connaissent déjà le prix des représailles.*

KURDISTAN IRAKIEN :  
de nos envoyés spéciaux  
Claude LORIEUX

Elle est entrée dans le hall de l'hôtel Zeitouna, drapée dans un voile noir, son neveu, un gamin de sept ans, à la main. Il fallait qu'elle parle, comme tant d'autres Kurdes d'Erbil, alors que leur destin basculait, que les chars gouvernementaux approchaient : « Si Saddam revient au Kurdistan, il va tuer tout le monde. Nous avons peur de lui. Son portrait même nous terrifie. »

Les déclarations des autorités de Bagdad soulignant qu'elles faisaient la distinction entre les populations civiles et les « traîtres » (les révolutionnaires kurdes) ont peu de chances de convaincre. Les faits sont là. Les méthodes de l'armée, lors de la reconquête — bombardements des quartiers d'habitation, utilisation du napalm et du phosphore, ronde des hélicoptères —, sont connues de tous. C'est pour fuir cette horreur que les civils sont partis sur les routes. Plutôt périr de faim, de froid, voire essuyer les balles de garde-frontières étrangers trop zélés, que tomber sous les coups des gouvernementaux. Dans l'imaginaire kurde, les troupes de Bagdad sont l'équivalent des « colonnes infernales » de la guerre de Vendée.

Quelques témoignages recueillis en une semaine de course folle « à travers cette région autonome du Kurdistan », qui fut quatre fois soumise dans le sang depuis les années 60, mais qui est d'un niveau de développement nettement supérieur à celui que l'on rencontre dans les régions kurdophones de Turquie.

d'Irak ou de Syrie, le confirment.

A Erbil, la veille de Pâques, un chrétien de Kirkouk m'arrête dans la rue. Lui aussi veut parler : « J'ai vu trois ou quatre voitures civiles écrasées par les roquettes des hélicoptères. C'étaient des gens comme moi. Ils s'en allaient, c'est tout. D'autre part, je connais personnellement certains des hommes pris en otages par les troupes irakiennes quand elles se sont repliées entre le 14 et le 19 mars. C'étaient des voisins. Certains sont kurdes, comme le vieil Ahmed, son fils Chehab, cinquante ans, et son petit-fils, qui avait treize ou quatorze ans. On dit que six mille Kurdes et Assyriens ont été enlevés pour les empêcher de se joindre à la révolution. Chaque jour vers 5 heures du matin, la troupe bouclait un quartier et emmenait les hommes. »

## Internationale kurde

Cette stratégie contre les civils, symbolisée par plusieurs visages d'enfants taillés par les éclats et recousus dans l'horreur des salles d'urgence sous-équipées, laisse prévoir, sauf « conversion » de Saddam Hussein, une reprise en main brutale. Car cette *intifada* (« soulèvement »), brouillonne, certes, et combien frustrante, constitue néanmoins un échec flagrant de la stratégie que le maître de Bagdad a menée dans cette région historiquement instable. Certains miliciens kurdes, pourtant, ont, en retournant une seconde fois leur veste, contribué à la désorganisation du front des pechmergas au cours des derniers jours.

Mais Saddam Hussein ne peut éviter un quadruple constat :

1. — Aux premiers jours du soulèvement, les fursans (militiens gouvernementaux kurdes) ont choisi la révolution, en masse. Ils ont apporté leurs armes et leur relative compétence militaire aux pechmergas qu'ils étaient censés combattre.

2. — La destruction, en 1988, de milliers de villages, notamment dans les zones frontalières, n'a pas empêché l'*intifada* de naître... dans les villes. Jalal Talabani, chef de l'Union du peuple du Kurdistan (UPK), souligne que, « après 1988, nous avons encore des unités actives dans les villes. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons pu les libérer en une semaine ». Les communistes, une des bêtes noires de la sécurité, sont également ressortis au grand jour, organisés et armés. La mobilisation des pechmergas, tous clandestins, bien sûr, s'est faite à l'heure dite sur les objectifs annoncés, face à un pouvoir certes affaibli par la guerre et par la révolte chiite, mais aucunement désarmé.

En outre, l'un des premiers actes des paysans rassemblés depuis l'été 1988 dans des « centres de regroupement » ruraux a été de retourner vers leurs anciens villages qui n'avaient pas été détruits.

3. — Le sadisme des bourreaux de la sécurité irakienne n'a pas empêché la révolte de reprendre. Les Kurdes savaient les tortures infligées aux prisonniers politiques.

4. — La lutte pourrait cependant continuer. Sur un mode mineur tout au moins. Beaucoup de Kurdes étaient armés avant le soulèvement. Ils le sont tous, désormais, grâce au pillage des arsenaux. Massoud Barzani, chef du parti démocratique du Kurdistan (PDK), nous disait le vendredi 29 mars : « Les forces irakiennes ne pourront jamais se dé-

placer comme avant au Kurdistan. »

D'autant qu'existe une sorte d'internationale kurde. Des villages du Kurdistan turc, où règne la loi d'airain de l'armée, aux zones kurdes de Syrie et certainement au Kurdistan iranien, tout le monde vibrait avec la révolte d'Erbil et de Sulaimanié. Des collectes étaient organisées dans des localités syriennes pour permettre aux pechmergas d'acheter de la nourriture. Des Kurdes nés en Turquie travaillent pour Talabani. D'autres sont venus d'Irak aider Barzani. La rencontre à Damas de Talabani avec Abdullah Okalan (« Apo »), le chef du parti communiste du Kurdistan de Turquie (PKK), a confirmé cette dimension « nationale » du mouvement kurde. « Apo » a approuvé la rencontre du chef kurde d'Irak avec les collaborateurs du président de la République de Turquie, il y a quinze jours, à Ankara.

La dynamique déclenchée par la guerre du Koweït ne fait sans doute que commencer. Le drame des réfugiés a déjà obligé Téhéran et Ankara à faire quelque chose... à condition qu'on les aide. Mais les Arabes, à l'exception de la Syrie (qui a ses raisons...), ne se sont jamais intéressés au sort des Kurdes, une population d'origine indo-européenne d'où était issu Saladin, le vainqueur des croisés. La stabilité du Kurdistan est pourtant l'une des clés de celle de toute la région. Kirkouk, peuplé essentiellement de Kurdes, appartient à la « ceinture d'or noir » du Proche-Orient. Les Arabes, qui, à la suite de Saddam Hussein, sont prompts à dénoncer le « deux poids deux mesures » des attitudes occidentales, tombent sans sourciller dans la même tragique erreur quand il s'agit des Kurdes.

C. L.

**Le Figaro** 5 avril 1991

# Bush, la morale et les intérêts américains

Morale et politique font rarement bon ménage. Après la défaite de Saddam Hussein, le président américain a encouragé le peuple irakien à renverser le dictateur. Aujourd'hui, il laisse tomber les Kurdes, soumis à la répression féroce du régime de Bagdad. Une polémique s'est engagée

## L'ANALYSE DE THIERRY DE MONTBRIAL

aux États-Unis après la déclaration du général Schwarzkopf qui dit avoir voulu « continuer la marche jusqu'à Bagdad ». Les excuses qui ont suivi n'effacent pas les propos. Et voilà maintenant le grand stratège George Bush accusé d'avoir commis une faute, d'abandonner la cause de la morale en manifestant un cynisme répugnant.

En fait, la politique américaine brille d'abord par sa continuité. Washington est intervenu dans la crise du Golfe pour éviter une remise en question du statu quo international, pour conserver la maîtrise du jeu pétrolier, et pour contrer une évolution des rapports de force au Moyen-Orient contraire aux intérêts d'Israël.

Mais, au nom même du principe de conservation de l'ordre international, le président Bush n'a jamais voulu remettre en question l'intégrité territoriale de l'Irak. A-t-il ordonné trop tôt, donc à tort, la cessation des combats ? Sûrement pas. Si Schwarzkopf avait continué sa marche, le consensus plus ou moins forcé de l'ONU, dont dépendait la légitimité de l'engagement américain, se serait rompu. Et, une fois à Bagdad, après avoir capturé Saddam Hussein, qu'auraient fait les Américains ? Qui auraient-ils installé au pouvoir ? Comment auraient-ils pu durer dans la capitale ?

## Le spectre de la « libanisation »

George Bush a commis une faute en encourageant les Irakiens à la révolte, puisqu'il ne pouvait pas assumer les conséquences de son appel.

Mais, dans son esprit, il ne s'agissait évidemment pas de fomenter le séparatisme kurde ou chiite. Le but était le remplacement de Saddam Hussein, mais par qui ? Certainement pas par la coalition hétéroclite formée de Kurdes, de religieux chiites et de communistes qui prétend à la succession. Ce ne pouvait être que par une réplique du dictateur vaincu, mais qu'on pourrait affecter de considérer comme un interlocuteur acceptable. Pas une seule fois, M. Bush n'a pu envisager de soutenir les Kurdes. S'il avait eu des hésitations, M. Ozal, le président turc, lui aurait rappelé que lui aussi a les siens. Or M. Ozal est un ami.

Il est temps de prendre conscience d'un fait désagréable. Peu d'États, sur notre planète, constituent des nations homogènes. Pour la France ou pour le Japon, il a fallu des siècles, et l'unité des États-Unis s'est faite sur la conquête d'immensités dont les rares habitants ont été éliminés ou marginalisés. La majorité des États contemporains vivent dans des frontières arbitraires et abritent des ethnies toujours prêtes à se combattre. Souvent, ces ethnies sont à cheval sur plusieurs États : quatre ou cinq dans le cas des Kurdes.

L'opinion reçue du moment est qu'il faut maintenir les frontières intangibles et développer la démocratie. Jusqu'à preuve du contraire, ces deux objectifs sont incompatibles. Le Liban était le seul État arabe démocratique. Les rivalités ethniques l'ont emporté dès qu'un choc extérieur sérieux s'est produit, en l'occurrence l'installation des Palestiniens à Beyrouth après septembre noir en 1970. Ce n'est pas un hasard si l'on parle aujourd'hui de la « libanisation » possible de l'Irak, ou du Caucase soviétique.

Le président Bush continue de pratiquer les impitoyables règles du jeu de la politique et des intérêts. Jusqu'à la défaite de l'Irak, les intérêts occidentaux et la morale étaient du même côté. Ce n'est plus vrai aujourd'hui. A part cela, rien n'a changé. On ne peut que renvoyer cyniques et moralisateurs dos à dos.

Th. de M.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

April 5, 1991

# U.S. Plans Airlift of Supplies To Kurds

## Baker Will Visit Turkish Border On Mideast Trip

Compiled by Our Staff From Dispatches  
NEWPORT BEACH, California — President George Bush said Friday that U.S. air force transports would begin dropping supplies of food, blankets, clothing and other relief items to Kurdish refugees in northern Iraq on Sunday as part of a major new effort to aid Gulf War refugees.

"The human tragedy unfolding in and around Iraq demands immediate action on a massive scale," Mr. Bush said. "At stake are not only the lives of hundreds of thousands of innocent men, women and children, but the peace and security of the Gulf."

In a dramatic response to international criticism that U.S. and allied military forces wrested Kuwait from Iraqi control and then left Kurdish and other insurgents at the mercy of Saddam Hussein after the

### The Gulf

NATO urged pressure on Iraq over the plight of Kurds.

GIs in Kuwait are beginning to put that country back together.

Articles, Page 3

war, Mr. Bush said that the United States would act in concert with Britain, France and other countries in the relief effort.

He also said that he planned to order the release of up to \$10 million in refugee relief funds to aid victims of the Gulf war and those involved in abortive uprisings against President Hussein.

While not promising any direct shipments of U.S. aid, Mr. Bush also expressed U.S. willingness to join in international efforts to assist Iraqi refugees who are fleeing to Iran.

In a written statement, Mr. Bush also said that he had directed Secretary of State James Baker 3d to visit the Turkish border during a Middle East peacemaking trip to assess the refugee situation.

Mr. Baker will leave for the region on Sunday, his second trip there in a month. He is scheduled to be in Israel on Tuesday for meet-

ings and will also visit Egypt and other countries in the region before returning to Washington on Friday, said the State Department spokeswoman, Margaret D. Tutwiler.

"There's a window of opportunity here," Miss Tutwiler said.

Mr. Bush said the operation to aid Kurdish refugees was prompted by humanitarian concerns and that the United States expected the Iraqi government to refrain from interfering with it.

About 100,000 U.S. soldiers are occupying about 15 percent of southern Iraq, and U.S. warplanes are flying combat air patrols through the country. None of the U.S. planes have been challenged by Iraqi forces since the U.S. imposed a temporary cease-fire February 28.

Mr. Bush also expressed concern "about the welfare of those Iraqi refugees now fleeing to Iran."

"We will be communicating through our established channel to the government of Iran our willingness to encourage and contribute to international organizations carrying out relief efforts aiding these individuals," he said. Iran has said the Kurds can seek haven in their country.

The president said that he was also prepared "to deploy a U.S. military medical unit to the border area in southern Turkey to meet emergency needs."

The United States, he said, will also consult the United Nations and its coalition partners on ways of alleviating the plight of "many innocent Iraqis whose lives have been endangered by the brutal and inhumane actions of the Iraqi government."

In addition, Mr. Bush said he would soon sign an executive order authorizing up to \$10 million dollars from the Emergency Refugee and Migration Assistance Fund.

The United States has already spent more than \$35 million to help refugees and displaced persons in the region since Aug. 2, when Iraq invaded Kuwait, Mr. Bush said.

He said that Washington would donate \$869,000 to UNICEF for immunization of children in Iraq, and \$131,000 and 1,000 tons of food to the International Committee of the Red Cross.

Mr. Bush said that he had asked Secretary of State Baker to travel to Turkey en route to the Middle East

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE April 6-7, 1991

## NATO Urges Pressure on Iraq

By Marc Fisher

Washington Post Service

BONN — NATO sharply denounced the Iraqi repression of Kurds on Friday and called for the international community to put "every pressure" on Baghdad, and a German leader criticized Washington's attitude toward the problem as "pure cynicism."

The statement by the North Atlantic Treaty Organization was issued after a meeting of the alliance's North Atlantic Council at which member nations discussed emergency aid for the Kurds and decided that "every pressure must be brought to bear to bring Iraqi authorities to stop the repression without delay."

Neither NATO nor officials in several European capitals are considering military action against Iraq, diplomats said. They said the most stringent measure being discussed was extending the economic blockade against Baghdad.

NATO members, including the United States and Turkey, which is trying to cope with hundreds of thousands of Kurds seeking refuge on its southern border, said they were concerned that the mass flight

from Iraq could further destabilize the Gulf and southern Europe.

In Bonn, Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher termed Iraq's actions "genocide." Otto Lambsdorff, chairman of Mr. Genscher's Free Democratic Party, said the U.S. stance that the Kurdish was an internal Iraqi one was a cynical position that "cannot continue uncontradicted."

Mr. Lambsdorff said the United States and the UN coalition should immediately stop Iraq from using combat helicopters against Kurds.

"Genocide," Mr. Genscher said, "is never a state's internal affair but something that affects the whole world." He urged Turkey and Iran to accept all fleeing Kurds and said Germany would join other nations in providing aid to pay for care of the refugees.

And on Friday the German government sent four military planes to Turkey loaded with food and other relief supplies for the Kurds.

Austria asked the UN to establish a buffer zone along the Iraqi-Turkish border that would be patrolled by UN peacekeeping forces and serve as a haven for Kurds.

In Finland, the UN High Commissioner for Refugees, Sadako

Ogata, asked member nations to contribute \$43 million to help Iran and Turkey provide asylum.

Throughout Europe, Kurds sought to draw attention to their countrymen by staging sit-ins, marches and vigils.

At least one person was killed in Istanbul when someone inside the Iraqi consulate fired shots at a crowd of about 100 demonstrators.

In Prague, a group of men who came out of the Iraqi Embassy fired shots as activists sought to hand over a petition, activists and witnesses said. No one was injured.

Fourteen Kurds occupied a building of the Iraqi Embassy in London for three hours, throwing files from windows and burning Iraqi flags and photos of Saddam Hussein, Iraq's president.

Kurds in Vienna began a sit-in at UN offices there, demanding that the organization send representatives to Iraq to protect Kurds. And Kurds in Bonn mounted a 24-hour vigil outside the U.S. Embassy.

The plight of the Kurds is expected to dominate a special EC meeting Monday. Germany and Britain have already announced humanitarian aid.

next week to meet with President Turgut Ozal on the refugee issue.

Earlier, the White House press secretary, Marlin Fitzwater, again defended the U.S. decision not to intervene in Iraq's civil war.

"None of the coalition partners — Egypt, Saudi Arabia, Israel — none of the countries there want outside forces to get involved in the civil war in Iraq," Mr. Fitzwater said. He said the reluctance arose because "there's no way to predict what the next regime will be like."

Mr. Bush was in California for a meeting with Prime Minister Toshiki Kaifu of Japan and to attend a celebration in Los Angeles of the 50th anniversary of the USO, a support group for American armed forces.

The president, at a news conference with Mr. Kaifu on Thursday, strongly defended his refusal to assist rebels opposed to Mr. Hussein, insisting that he never promised U.S. aid when he urged the Iraqi people to rise up and topple the regime.

"Do we wish that the people would get rid of Saddam Hussein, on their own?" he said. "Absolutely. But I have not misled anybody about the intentions of the United States of America."

"We're not going to get sucked into this by sending precious American lives into this battle," he said. "We've fulfilled our obligations."

Mr. Bush's voice rose in anger after he was asked if his refusal to help rebellious Kurds in northern Iraq and Shiite Muslims in the south amounted to his "Bay of Pigs."

That was a reference to President John F. Kennedy's covert invasion of Cuba in 1961, which failed when the United States did not give air cover to Cuban insurgents opposed to Fidel Castro.

"I condemn Saddam Hussein's brutality against his own people," Mr. Bush said. "But I do not want to see United States forces, who have performed with such skill and dedication, sucked into a civil war in Iraq."

Mr. Bush added: "I made very, very clear from day one that it was not an objective of the coalition to get Saddam Hussein out of there by force. And I don't think there's a single parent of a single man or woman that has fought in Desert Storm that wants to see United States forces pushed into this situation — brutal, tough, deplorable as it is."

The State Department said the lifting of economic sanctions against Iraq would be linked to its human-rights record.

Before the announcement that relief supplies would be parachuted to refugees, many Democrats and Republicans in Congress criticized U.S. policy.

(Reuters, AP, NYT)

## 45% in Poll Favor Rebel Aid

By Richard Morin

Washington Post Service

WASHINGTON — A majority of Americans say they think the United States ended the war with Iraq too soon, and nearly half are in favor of aiding the beleaguered rebels trying to overthrow Saddam Hussein, according to a new Washington Post-ABC News Poll.

At the same time, the poll indicated that few Americans favor resuming bombing or the ground war to aid the rebels. And 7 out of 10 people questioned said they approved of the way President George Bush was handling the situation in Iraq.

The survey results and follow-up interviews suggest that no consensus has emerged in support of substantial U.S. aid to rebellious Kurds and Shiite Muslims and that most Americans are comfortable with Mr. Bush's hands-off policy.

Just over half of those polled — 55 percent — said they believed the United States should not have end-

ed the war with President Hussein still in power. And by 51 to 45 percent, those questioned said the United States should not help Kurdish and Shiite rebels overthrow the Iraqi president.

The nationwide survey of 769 adults was taken on Wednesday night, when it was still unclear whether the Kurdish rebellion in the north of Iraq had been crushed, and before the full extent of the plight of Kurdish refugees became known.

Fewer than half of those interviewed said the United States should try to assist rebels attempting to topple Mr. Hussein. Among the 45 percent who favored U.S. involvement, most said the United States should attempt to ground or destroy Iraqi government helicopters.

But just over half of those who favored helping the rebels said they would support a resumption of U.S. bombing strikes against Iraq's

military forces. Only 4 out of 10 said the United States should resume the ground war.

Experts who have closely followed public attitudes toward the war said they were not surprised about the absence of a clear consensus to help overthrow Saddam Hussein.

"My contention," said Frank Newport of the Gallup organization, "is that many Americans have been relieved of the psychological burden of this war, and this whole rebels issue is the war revisited."

"They may well be saying: 'Listen, we had our war and we won. We don't want to become bogged down in it,'" he said.

Thomas Mann, director of governmental studies at the Brookings Institution, agreed that most Americans had declared the war over and had little interest in further involvement.



April 6, 1991

# The world's response to the plight of Iraq's Kurds

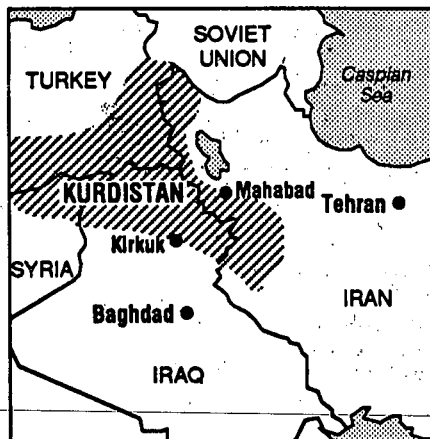
**C**ALL it the domino theory. Any time an outside power gets involved in a region such as the Middle East, its actions, however well meant, will have effects far beyond those intended. When Britain, for example, acting as the internationally designated protector of Palestine after the First World War, opened the door to large-scale Jewish immigration, it intended only to allow the noble creation of a Jewish homeland. The ramifications extended much further.

Most recently, we have witnessed the introduction of a largely U.S. force into the region for the very good purpose of expelling Iraqi forces from Kuwait. Aware of likely reverberations, the Bush administration attempted to move as gingerly as possible. It went to great lengths to secure United Nations endorsement and to ensure the participation of several leading states in the region. It wisely chose not to march on Baghdad or to directly attempt the overthrow of Saddam Hussein.

Nevertheless, other dominoes have fallen, and more are on the verge of toppling.

Recognizing a good opportunity, the long oppressed Shiite population in southern Iraq and the nationally ambitious Kurds in the north rose up to challenge Mr. Hussein's authority. They have failed, at least for now, and hundreds of thousands of people are streaming to Iraq's borders in search of refuge.

Throughout its recent involvement, the United States made it clear that, should Saddam Hussein's overthrow occur as a byproduct of UN-approved efforts, Washington would not be saddened to see it happen. George Bush and his advisers undoubtedly calculated, and didn't we all, that the levelling of Iraq's industrial and military infrastructure would provide a relatively level playing field on which dissidents could fairly challenge the Hussein regime.



They were wrong. Baghdad apparently still has the strength to brutally crush these uprisings, and the question now is whether the United States or any other power should further involve itself in the country. Ironically, many people who objected to any war against Iraq in the first place are now clamouring for Washington to commit forces to the defence of the Kurds.

To do so, however, would risk sending dominoes flying all over the region, causing even greater suffering for Kurds, other Iraqis and countless other people.

The plight of the Kurdish people is not limited to Iraq. In northwest Iran, where millions also live, Kurds have tried for decades to create an independent state. Shortly after the Second World War, they succeeded, briefly, in establishing the tiny Republic of Mahabad.

Aided by the British, Iran crushed the state in its infancy. Kurds rose again amid the chaos that followed the 1979 Iranian revolution, but the new Shiite leadership was just as merciless. While relations between Iran's Kurds and Tehran have improved, there is bitter irony in Iran now opening its door to Kurdish refugees from Iraq.

Even Turkey, one of the region's freest countries, fears the separatist aims of its already large Kurdish population and has been reluctant to admit many more. President Turgut Ozal this week challenged Europeans who have complained about Turkey's closed border to match the 100,000 Kurds Turkey has admitted in the past month. There has been no response.

The absence of a safe Kurdish homeland is a problem many complain about but few can alleviate. The answer must come from the states in which these people live.

Directly imposing a solution from outside is no solution at all. It would not be long before Iraqis, other people in the region and even the beneficiaries of such intervention would turn against the well-intentioned outsider and any government it installed.

The world community can best help through economic and political pressure, and this week's demanding UN terms for a ceasefire with Iraq should be seen in this light. The Security Council has called for disarming the state of its most deadly weaponry. No longer able to threaten the region, Iraq may cease to be the military regime it has become. Its citizens, Sunni and Shiite Arabs and Kurds alike, would be the ultimate beneficiaries.

**CONVENIENT TOOLS** / *For years, the cause of these mountain people has been weakened by the various regimes that see them as pawns*

## Kurds find betrayal all too familiar

BY GERALDINE BROOKS  
and ROBERT GREENBERGER  
The Wall Street Journal

**I**N THE panic before Iraqi troops stormed into the city of Arbil, a desperate Kurd poured kerosene into his empty gasoline tank, knowing the makeshift mixture probably would not get his car to the edge of town, much less to the border.

"Have you ever seen a Kurdish terrorist attack an American?" he asked, grinding a fist into his furrowed brow. "No? Then please, tell me: why is George Bush fishing while we wait here to die?"

Now, caught between the ruthlessness of Iraqi President Saddam Hussein and the indifference of others, Kurds are dying by the thousands, under Iraqi fire or of exposure at icy mountain borders. It is only the latest chapter for a people whose history has been dogged by violence and repression.

Iraqi Kurds were stunned when the United States failed to support their uprising. They did not realize that the Bush administration had signalled its indifference long ago. In February, a Kurdish delegation arrived for a meeting at the State Department with Richard Schifter, assistant secretary of state for human rights. But having invited the group, Mr. Schifter was not available to meet them. His superiors at the State Department were uneasy about such a high-level session. Instead, two lower-ranking aides hustled the Kurds out of the building — and took them for coffee at a nearby hotel sandwich shop.

The reception was the administration's way of saying the United States would not support a Kurdish rebellion. But the Kurds, with little diplomatic experience, listened instead to what Mr. Bush was saying. Only days before the meeting, he had said that "the Iraqi military and the Iraqi people [should] take matters into their own hands to force Saddam Hussein the dictator to step aside."

Mr. Bush's postwar plans, however, apparently were based on the hope that Mr. Hussein would be overthrown by the Iraqi military, not by restless minorities that might threaten Iraq's geographic integrity — and rattle its neighbours. Moreover, Washington fears getting bogged down in an Iraqi civil war.

Mr. Bush says the United States never made any commitment to support insurgency inside Iraq or to intervene in the country's internal affairs. Expressing his "sense of grief" over the killings, he said this week: "We are not there to intervene. It never was our purpose."

The latest tragedy of the Kurds is taking place in a striking landscape. A girdle of snow-dusted crags encircles lush green hillsides and rolling, fertile valleys. At this time of year, the air is fragrant with blossoms.

This is Kurdistan: a country that does not exist. For thousands of years, Kurds have worked the soil and grazed their animals here. By the seventh century, they were writing poems in their own language and introducing music to the palaces of Arab princes. Kurds have a cuisine, a literature, even a unique carpet-soled shoe perfect for trekking their rocky hillsides. But they never have flown their own flag. Now, parts of ethnic Kurdistan lie in Iraq, Syria, Iran and Turkey.

In each of these countries, the Kurds stand out. These 20 million people are as handsome as their land. Lustrous-haired women wear long bright dresses of reds and golds, their generous sleeves tied up as they work. The men are striking in pantaloons caught at the waist with thick patterned sashes; they often carry flowers in one hand and Kalashnikov rifles in the other.

Also in each of these countries, Kurds are kept down. Turkey, having shrunk from its imperial grandeur, fears Kurdish separatism and, until recently, jailed Kurds just for singing Kurdish songs. Syria sees its Kurds as irrelevant to its Arab-na-

tionalist identity, denying many full citizenship. Iran, Shia Muslim and fundamentalist, dislikes the secularism of the easy-going, predominantly Sunni Muslim Kurds. Iraq's Mr. Hussein fears them as one of the few dissident groups he has been unable to extinguish.

"Nobody wants to see the Kurds get their state," a European diplomat says. "It would destabilize too many countries. But, at the same time, they are such a convenient tool. Give them some weapons and they are always ready to fight." Divided among countries often at odds with one another, the Kurds for years weakened their own cause by becoming pawns for the various regimes, sometimes even turning their guns on one another.

Farman Mohammed, an Iraqi Kurdish rebel, named his daughter Sèvres after the 1920 Treaty of Sèvres that supported a homeland for Kurds in the postwar carve-up of the Ottoman Empire. Resurgent Turkish power blocked that plan. Now, like many Kurdish families, Sèvres and her father are divided by a national border. During Mr. Hussein's poison-gas attacks in 1988, she and her mother fled to Iran. Her father, a geologist, hid in the mountain caves with the rebels who call themselves *Pesh Merga* (facing death).

Mr. Hussein tried everything to obliterate these Kurdish rebels: razing about 5,000 villages so local sympathizers could not feed them; burning 100-year-old walnut trees and choking springs with concrete so they could not live off the land; deforesting the hills to eliminate hiding places. But all this, and even the chemicals, did not end a struggle for autonomy that has gone on for 100 years, sometimes as hit-and-run guerrilla operations, sometimes as full-blown war.

As soon as coalition bombs began falling on Baghdad, Kurds began trickling back across the mountains, infiltrating their old villages and planning rebellions. Hussein Sinjari, a British-educated Iraqi Kurd, had abandoned his business suit in August for a *Pesh Merga* sash and assault rifle, and made his way from London to Kurdistan. "I lived in the mountains, like a goat," he says, "sometimes fighting but mostly talking." The talk, in a series of secret meetings, brought once-fractional Kurdish factions into a united front. It also persuaded Kurds collaborating with the government to throw their support behind a rebel uprising.

Now Mr. Sinjari, like many Kurds, feels betrayed. Mr. Bush urged Iraqis to overthrow Mr. Hussein, and then, at the height of the



Kurds' brief and successful rebellion, the United States permitted Iraq's use of helicopter gunships. Rebellion turned to rout.

The sense of abandonment felt by Kurds is all the more bitter for being familiar. In the early 1970s, Henry Kissinger and the Central Intelligence Agency worked with the Shah of Iran to back a similar Kurdish revolt. A 1976 U.S. congressional report on the CIA's clandestine activities gives a telling assessment of how the Kurds were used.

"Neither the foreign head of state [the shah] nor the President and Dr. Kissinger desired victory for our clients," the report says. "They merely hoped to ensure that the insurgents would be capable of sustaining a level of hostility just high enough to sap the resources of the neighbouring state" of Iraq. It adds: "Our clients, who were encouraged to fight, were not told of this policy. It was a cynical enterprise, even in the context of a clandestine aid operation."

In March of 1975, the United States and the shah abruptly dumped the Kurds. The Iranian border was closed to them in exchange for Iraqi concessions on the Shatt al-

Arab border line. The Kurds retreated, embarking on the same exodus into exile they are repeating today.

Even now, though, most Kurds remain pro-Western. "If the Americans want a force to balance Shiite fundamentalism, they will find it in us," Mr. Sinjari says. Most Kurds say they are committed to democracy as the only way to safeguard their rights, especially in Iraq, which they recognize is a fragile patchwork of minorities.

Even though the Kurds are five times as numerous as the Palestinians, and their quest for self-determination is in some ways analogous, their cause never has drawn the same degree of international attention. Yet the Kurds daily face repression that far-exceeds the kind of Israeli measures that prompt world outcry.

At an Iraqi prison in Sulaimaniya, a "raping room" exemplifies the organized brutality used against Kurds. The small, prefabricated building stands in the prison grounds, a pile of traditional Kurdish dresses and women's underwear discarded at the door. Inside is only a single dirty mattress. Women pris-

oners were brought here as part of their routine of torture, former prisoners say. Male prisoners were forced to watch the rape of sisters, mothers or fiancées.

Arab states have remained mute about this brutality to fellow Muslims. But under Iraqi repression, Kurds themselves often use the Palestinians as an analogy for their own plight. A history teacher describes how she used Palestine to teach the forbidden history of Kurdistan. She would show pictures of Israelis blowing up Palestinian houses. "I would say, you know how they destroyed it?" Her students, having seen Mr. Hussein level their own villages, would chorus: "Yes! We know."

Now, the U.S. administration is under increasing pressure to show that it has some plan to aid Mr. Hussein's opponents.

"It is one thing not to support the breakup of Iraq," says Representative Tom Lantos, co-chairman of the congressional human-rights caucus. "It is another thing not to bring pressure to bear on Saddam Hussein to stop this slaughter of women and children."

## THE NEW YORK TIMES April 6, 1991

# U.S. WILL AIRDROP FOOD AND CLOTHES TO KURDS IN IRAQ

## BUSH ACTS AFTER UPROAR

### Hussein Told Not to Interfere — U.N. Rebukes Baghdad on Plight of Civilians

By CLIFFORD KRAUSS

Special to The New York Times

WASHINGTON, April 5 — Under intense pressure to help thousands of Kurds fleeing the Iraqi Army, President Bush ordered Air Force transports today to begin dropping food, blankets and clothing to Kurdish refugees in northern Iraq on Sunday.

State and Defense Department officials said they were still working out the details of the airdrop, which they said would go on indefinitely, but they said they hoped to provide supplies to at least 50,000 people initially. That would be a small portion of the more than half-million Kurds who have fled

their hometowns in northern Iraq since the Iraqi Army crushed their postwar rebellion.

Mr. Bush also promised to send aid to Turkey and Iran, to which most of the Kurds are fleeing.

#### Position on Force Unclear

It is not clear whether Mr. Bush is prepared to use military force to insure that the humanitarian supplies reach the Kurds. "We expect the Government of Iraq to permit this effort to be carried out without interference," the President said.

At the United Nations tonight, the Security Council voted to condemn President Saddam Hussein's repression of the Kurds and other civilians and asked the Secretary General to investigate their plight. The precedent-setting resolution embraced the argument that the movement of refugees across national borders constituted a threat to global security. [Page 5.]

Implicitly acknowledging that the United States has been slow to respond to the plight of the Kurds, Mr. Bush said in his written statement issued at Newport Beach, Calif., where he was staying, that "the current tragedy" required more than has been done to date. "As a result," he said, "I have directed a major new effort to be undertaken to assist Iraqi refugees."

#### Cover by Combat Planes

Defense Department officials said the airlift, to be carried out from Turkish air bases by American C-130 trans-

port planes, would involve low-level flights that would leave the aircraft vulnerable to attack by Iraqi ground forces armed with hand-held missiles or machine guns. They said American combat aircraft based in the region would provide air cover for the lumbering transport planes.

The President also said he had directed Secretary of State James A. Baker 3d to visit the Turkish border with Iraq as the first stop on a hastily planned Middle East trip. Mr. Baker, who is scheduled to leave Washington on Saturday, is to assess the conditions of the Kurds trying to escape across the frontier and will consult with President Turgut Ozal of Turkey on the crisis.

Mr. Ozal has refused to open Turkey's borders to the hundreds of thousands of Kurds who want to enter, saying Turkey lacks the resources to accommodate them. To encourage him to allow the refugees in, Mr. Baker is expected to promise a large-scale international effort on Turkey's behalf.

The steps announced by Mr. Bush seemed intended to mute a wave of criticism from Kurds and members of Congress who have charged that Mr. Bush abandoned the Kurds after urging Iraqis to overthrow President Saddam Hussein. But the immediate response from Kurdish representatives and Congressional critics was tepid.

With the Kurds routed by the Iraqi Army this week, it appears too late for the Administration to reverse its decision to stay out of the fighting and provide military aid to insurgent groups.

In recent days, the American Am-

ambassador in Turkey, Morton I. Abramowitz, has asked Turkey to open its borders to the Kurds. But Turkish officials have refused, and Mr. Ozal has called on world leaders to promise to relocate hundreds of thousands of the refugees on territory outside Turkey.

Mr. Bush also said he planned to order the release of up to \$10 million in refugee relief funds to aid victims of the Persian Gulf war and those involved in abortive uprisings against Mr. Hussein.

Noting that thousands of Kurdish and Shiite refugees are pouring into Iraq, Mr. Bush said he was prepared to assist international organizations helping Iran handle the influx.

"The human tragedy unfolding in and around Iraq demands immediate action on a massive scale," the White House statement said. "At stake are not only the lives of hundreds of thousands of innocent men, women and

## Baghdad is warned not to interfere.

children, but the peace and security of the gulf."

Mr. Bush also announced that the Administration would donate \$869,000 to Unicef, the United Nations agency, for immunizations of children displaced in the fighting. The United States will also

## Kurd Gives Account Of Broadcasts to Iraq Linked to the C.I.A.

By MICHAEL WINES  
Special to The New York Times

WASHINGTON, April 5 — A Kurdish expatriate in London says he was recruited by Saudi intelligence this year to record broadcasts at a clandestine radio station in which he urged fellow Kurds inside Iraq to overthrow President Saddam Hussein.

The expatriate, Dr. Firiad Hiwaizi, said that he and other Kurdish dissidents delivered speeches over the station, called Voice of Free Iraq, in February and March in the belief that a revolt would receive Western assistance.

There have been unconfirmed reports that the station is secretly supported by the Central Intelligence Agency. C.I.A. officials have neither confirmed nor denied the agency's involvement in any covert operation.

Although the United States has called for President Hussein's ouster, President Bush decided not to intervene in the Iraqi civil war that followed the rout of Iraqi forces from Kuwait in February. His decision has drawn

donate \$131,000 and 1,000 tons of food to the International Committee of the Red Cross.

To this point, Washington had contributed \$35 million to international organizations to assist refugees since Iraq invaded Kuwait in August.

Senator Al Gore, Democrat of Tennessee, said of the President: "He has belatedly made the right decision on humanitarian aid. He should now immediately revisit his mistaken judgment in allowing the Iraqi helicopter gunships to fly military missions in violation of the cease-fire terms and slaughter the Kurds."

### Called 'Not Nearly Enough'

Senator Alfonse M. D'Amato, Republican of New York, said: "I still believe it is not nearly enough to deal with Saddam Hussein. We have an obligation to bring an end to the hostilities, by force if necessary."

A leader of the American Kurdish Congress, who asked to remain anonymous to protect relatives in Iraq, said: "This is definitely not enough to alleviate the plight of the civilians. The problem is really enormous with the helicopters pursuing them as they try to get to Iran and Turkey."

Defense Department officials said the relief flights would be carried out by a fleet of between 25 and 50 C-130 planes, normally based in Europe.

The officials said the flights would require pilots to sweep at low altitude over northern Iraq looking for groups of refugees. They cautioned that it would be difficult to distinguish between refugees and remaining Kurdish forces

sharp criticism from some Democrats and conservative Republicans, who assert that he abandoned the Kurds after encouraging them to revolt.

Any similar appeals broadcast over an American-supported radio station would bolster the impression that the Administration was pressing the Kurds to fight even as it debated whether to come to their aid.

"Our people were asking for years for help, and no one was listening," Dr. Hiwaizi said in a telephone interview from London late Thursday. "This time everyone was telling them the Americans were with them. All the hope was in outside assistance — the Americans and the allies. Otherwise I would not have asked my friends to rise up. I feel very guilty."

### Station on Jidda's Outskirts

As recently as March 29, according to transcripts of broadcasts provided by the British Broadcasting Corporation, the Voice of Free Iraq called for the formation of a "unified field command of all sides of the patriotic opposition movement" to "swoop on the regime of the Saddam Hussein gang and destroy it."

## 2 Protesters Shot to Death At Iraqi Consulate in Turkey

ISTANBUL, Turkey, April 5 (AP) —

that took part in the rebellion against Baghdad, raising the possibility that the United States might inadvertently provide aid to military forces, which is not the intent of the operation.

The officials said there was concern in the Pentagon that the operation could draw the United States into the conflict in Iraq, either by aiding the Kurdish forces or through air strikes against Iraqi forces that might interfere with the relief effort or try to shoot down the American planes.

Earlier in the day, the State Department announced that Mr. Baker would return to the Middle East to hold talks in Israel, Egypt and Syria. It was not clear whether the trip was motivated primarily by discussions in those nations or by the Administration's desire to take a more visible role in dealing with the internal conflict in Iraq, an issue that will be highlighted by Mr. Baker's visit to Turkey.

Administration officials said Mr. Baker would follow up ideas developed during his trip through the region last month. They said that he was not carrying a peace plan and that he expected slow progress. Mr. Baker said he was willing to meet with Jordan's Foreign Minister, but not in Jordan. American-Jordanian relations have been strained as a result of King Hussein's support for Iraq during the war.

Although the emphasis of the trip will be on Arab-Israeli issues, Mr. Baker is likely to seek Syrian assistance in gaining the release of American and other Western hostages held in Lebanon, officials said.

Gunfire from the Iraqi Consulate killed two demonstrators today while protesters shouting, "Freedom to the Kurds!" stoned the building, the police said.

It was the most violent of anti-Iraq protests in several countries today. Shots also were fired at demonstrators at the Iraqi Embassy in Czechoslovakia, but no one was injured, and Kurdish demonstrators briefly occupied and vandalized the Iraqi Embassy in London.

About 40 demonstrators protesting Iraqi Army attacks against its Kurdish minority started a fire outside the consulate in Istanbul and began stoning the building, a police official said. He said 15 demonstrators had been arrested. The police made no attempt to enter the Iraqi compound.

Other demonstrations in support of Kurds were reported in Bonn and Bremen, Germany, in Sofia, Bulgaria, and in Bern, Switzerland.

Mr. Hiwaizi said he had no personal knowledge that the Voice of Free Iraq, which began broadcasting on four frequencies to Iraq in January, is backed by the United States. At the time that he made tape-recordings for broadcast, he said, the station, on the outskirts of Jidda, the Saudi capital, was managed by 40 Iraqi expatriates and protected by armed Saudi guards.

Other Kurdish dissidents and some American Government officials maintained in interviews this week that the station was probably created by the Central Intelligence Agency under a secret authorization signed by President Bush late last year. NBC News

also reported this week that the station was a C.I.A.-backed operation.

President Bush signed a secret order authorizing the C.I.A. to undertake psychological warfare operations against the Hussein Government and its army in Kuwait last fall, Administration officials said early this year. It could not be learned whether that order covered measures like opposition radio broadcasts.

In recent years, the C.I.A. has considered or begun opposition radio stations in hotspots like Panama, Libya and Iran. The United States and Saudi Arabia also have a history of collaboration on intelligence operations, and C.I.A. officers in Riyadh and Jidda sometimes have developed close relationships with the royal family there.

#### Saudi Funds for C.I.A. Efforts

The Saudi family provided millions of dollars to finance the operations of anti-Communist rebels in Nicaragua in the mid-1980's, when American assistance was banned by Congress. Saudi Arabia also has spent billions in the last decade to support the C.I.A.-backed guerrilla war in Afghanistan.

Dr. Hiwaizi, an official of the British-Kurdish Friends Society, said he was asked in late January by intelligence officials and diplomats at Saudi Arabia's Embassy in London to visit the Voice of Free Iraq. He said he and several Kurdish friends were escorted to the station in late February during a trip made to discuss the Iraqi situation with members of the Saudi royal family.

One of the station's principal managers, he said, is Ibrahim al-Zubaidi, a

former head of Iraqi state radio who worked in the United States before returning to the Middle East to help set up the radio station. BBC reports indicate that Mr. Zubaidi has also broadcast appeals for Iraqis to revolt against the Hussein Government.

In a broadcast on March 22, Mr. Zubaidi said: "The revolution of the Iraqis is not Shiite or Kurdish. It is a true Iraqi revolution in which all Iraqis are participating without exception — Arabs and Kurds, Muslims and Christians, Shiites and Sunnis."

A second chief manager is Salah Omar al-Ali, a relative of President Hussein and Iraq's Minister of Information in the early 1980's. Mr. Ali fled to London last year, Dr. Hiwaizi said.

Dr. Hiwaizi said his delegation of Iraqi expatriates was assembled by Saudi officials and visited Saudi Arabia from Feb. 20 to March 2.

## U.N. Votes to Condemn Handling of Iraq Rebels

By PAUL LEWIS

Special to The New York Times

UNITED NATIONS, April 5 — The Security Council voted tonight to condemn President Saddam Hussein's repression of the Iraqi Kurds and of other civilian groups and asked the Secretary General to investigate their plight.

In a resolution approved 10 to 3, the Council dismissed Iraq's objection that its handling of the Kurdish and Shiite-Muslim insurgencies was an internal affair, saying the wave of refugees flowing toward neighboring Turkey and Iran threatens "international peace and security."

Never before has the United Nations Security Council held that governments threaten international security if their actions force thousands of their citizens to flee to other lands.

Cuba, which has large refugee populations in the United States, opposed the measure. Yemen and Zimbabwe also voted no, while China and India abstained. Those opposed attacked the measure on the principle of non-interference in the internal affairs of nations, a basic tenet of international law and diplomacy.

#### End to Crackdown Demanded

The new resolution calls for an immediate end to the Iraqi crackdown and expresses the hope that "an open dialogue will take place to insure that the human and political rights of all Iraqi citizens are respected."

It insists that Iraq allow international humanitarian organizations full access to all Iraqis in need of assistance, and it asks Secretary General Javier Pérez de Cuéllar to continue to aid

the Iraqi people and to report again to the Council, if necessary after sending a mission to the region, "on the plight of the Iraqi civilian population, and in particular on the Kurdish population, suffering from the repression in all its forms inflicted by the Iraqi authorities."

Turkey's United Nations representative, Mustafa Aksin, said 100,000 refugees, including Kurds, Arabs and Turks, had crossed into Turkey and that another 600,000 were heading for the Turkish border.

Iran's representative, Kamal Kharrazi, said that 110,000 Iraqis have already struggled into Iran in search of safety and that the Teheran Government believes that the figure will rise to half a million in the next few days.

#### Iraq Sees 'Interference'

Iraq's representative, Abdul Amir al-Anbari, called the resolution "blatant interference" in his country's internal affairs and said Iraq's neighbors were stirring up dissent inside Iraq because they plan to partition it.

But speaking for France, which led the drive for the new resolution, Jean-Marc Rochereau de la Sablière, the deputy representative, pointed out that the United Nations is charged with "saving future generations from the scourge of war."

He said the resolution was "the minimum" the international community could do to meet its obligation under the United Nations Charter to prevent war and insure respect of human rights.

Diplomats said that by describing

the refugee exodus from Iraq as a threat to peace and security, the Council had made it unlikely that its trade sanctions against Iraq could be lifted while the present situation continues, even if Baghdad complies with all its other demands for a cease-fire.

#### Iraq Invites U.N. Team

The Council has already said that Iraq must be in compliance with the terms of all its gulf resolutions before sanctions are lifted. The restoration of peace and security in the region is one of the demands stated in the earlier resolutions.

Nevertheless, several members were reluctant to criticize Iraq as long as there was no international impact from Baghdad's handling of the rebellions.

In an effort to forestall today's resolution, Mr. Anbari invited Mr. Pérez de Cuéllar to send a team to assess the humanitarian needs of the Iraqi population.

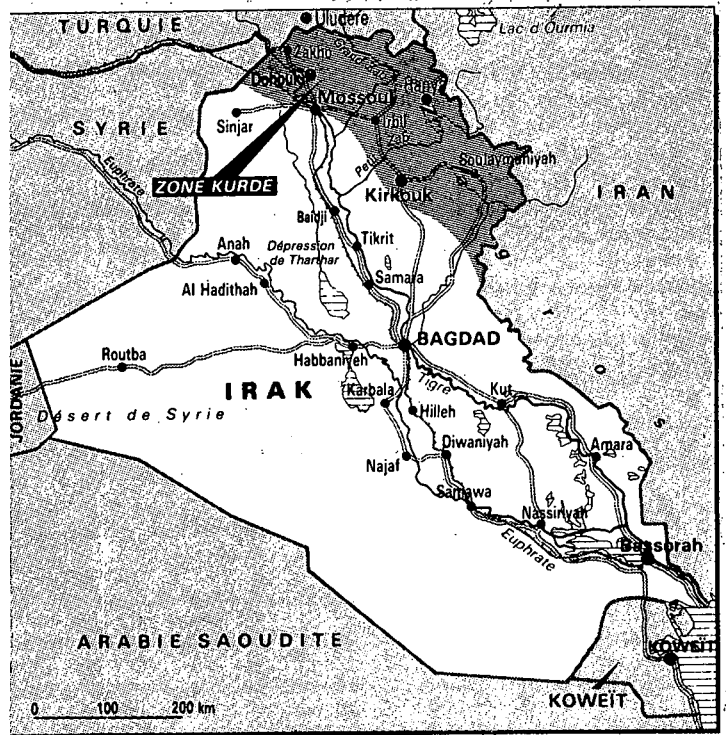
Mr. Anbari also told the Secretary General that President Hussein would reply on Sunday or Monday to the Council's new peace proposal, which offers cease-fire and the withdrawal of American forces from southern Iraq if Mr. Hussein agrees to allow his weapons of mass destruction to be destroyed and pay compensation for the invasion of Kuwait.

The Iraqi representative said Baghdad was ready to accept the military observer force along its border with Kuwait provided for in the new peace offer. Once this is in effect, the allies say they will withdraw their forces from southern Iraq.

But he said Iraq did not want any of the countries that made war against it to send military advisers to the Iraqi side of this frontier. The United States, Britain and France, the three main Western members of the coalition that defeated Iraq, have agreed to contribute troops to the peacekeeping force.

Après plus de vingt jours de combats entre l'armée irakienne et les opposants kurdes et chiites

# Washington confirme que Bagdad contrôle les grandes villes du Nord et du Sud



LE MONDE 6 avril 1991

Après plus de vingt jours de combats, l'Irak a affirmé jeudi 4 avril avoir complètement maté la rébellion kurde dans le nord du pays. Dans une déclaration diffusée par la radio de Bagdad, M. Izzet Ibrahim, le commandant en chef adjoint de l'armée irakienne, a déclaré que les « vaillantes troupes irakiennes avaient écrasé le dernier abcès de la duplicité en Irak », en revendiquant une victoire totale sur la rébellion kurde et sur celle des chiites dans le sud.

A Washington, le porte-parole du Département d'Etat a confirmé l'occupation par l'armée irakienne de toutes les grandes villes du nord et du sud, mais a ajouté que Bagdad devait y maintenir des forces importantes et que des « accrochages espacés » continuaient. De son côté, un porte-parole du Pentagone, Bob Hall, a déclaré que les troupes loyalistes avaient « en gros un contrôle incontesté de tous les centres de population ainsi que des zones rurales où elles se sont implantées ». Au nord, a-t-il précisé, les combattants kurdes se sont retirés dans les montagnes et de nombreux réfugiés se dirigent vers les frontières de la Turquie et de l'Iran. Au sud, il n'y a quasiment plus de combats, sauf quelques accrochages quant les patrouilles rencontrent des poches de résistance. M. Bob Hall a

affirmé par ailleurs que les troupes irakiennes avaient entrepris « la destruction systématique des habitations situées dans les centres de population où les activités des insurgés étaient les plus importantes ».

Dans une réunion impromptue tenue dans un village de montagne encore aux mains des rebelles kurdes au nord de l'Irak, Massoud Barzani, le chef du PDK a affirmé jeudi que la guérilla conservait le contrôle des montagnes dans le nord du pays et a déclaré « qu'il valait mieux mourir en se battant que vivre dans des camps de réfugiés en Turquie ou en Iran ». Le désespoir des Kurdes continue à émouvoir l'Europe, mais si la presse est unanime à réclamer une action directe en faveur des populations pourchassées par l'Irak, les responsables politiques ne se sont guère montrés prêts à s'engager au-delà d'une aide humanitaire et d'une condamnation de l'Irak au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le premier ministre britannique a fait un aveu d'impuissance en déclarant à la presse, sur le perron du 10 Downing Street, que l'armée irakienne était « la mieux placée pour mettre fin au régime de Saddam Hussein ». Dans un communiqué publié à Londres, Amnesty International a invité les gouverne-

ments du monde entier à « agir immédiatement pour protéger les Irakiens en exode, kurdes ou chiites, qui risquent la torture et l'exécution s'ils restent dans leur pays. »

A Bruxelles, des médecins belges et palestiniens de retour de Bagdad, ont averti que des dizaines de milliers d'Irakiens sont menacés de mort avant l'été à cause du manque d'eau, de médicaments et d'électricité qui paralyse les hôpitaux d'Irak. Les chaleurs de l'été vont aggraver les risques d'infection et rendre plus difficile le stockage de médicaments, de sang et de vaccins en l'absence de systèmes de climatisation, a déclaré le médecin belge Huub Dierick. Il a ajouté qu'il y avait des risques d'hépatite et de sida car les médecins sont contraints d'utiliser plusieurs fois les mêmes seringues.

A Amman, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a lancé jeudi un appel à une aide internationale pour enrayer des risques d'épidémie massive en Irak. « Nous nous attendons à des épidémies massives, de choléra, de typhoïde, de méningite et même de poliomyélite. Le premier indice en est le taux élevé de diarrhées parmi les enfants », a déclaré le Dr. Fattih El Samani, un épidémiologiste de l'UNICEF qui vient d'effectuer une mission de quinze jours en Irak. - (AFP, AP, Reuter.)

## La grande amertume des peshmergas

Après avoir jugé que les circonstances étaient favorables à une insurrection, les Kurdes, vaincus et victimes d'une nouvelle répression, ressassent leur rancœur contre ceux qui les ont « lâchés »

IRBIL (Kurdistan d'Irak)

de notre envoyé spécial

« Mais pourquoi nous a-t-on lâchés ? » Il a soixante ans, la peau ridée, la barbe hirsute sous le turban traditionnel ; il a été peshmerga - l'un de ces partisans quasiment nés avec une arme dans les mains - pendant vingt et un ans, mais aujourd'hui, Ahmed Omar pleure. Après l'euphorie de la

libération », les premiers signes d'un retournement de situation viennent de se préciser. Les Irakiens ont repris Kirkouk, à 80 kilomètres d'ici ; ils ont, la nuit précédente, infligé une défaite aux combattants kurdes qui essayaient de rouvrir la route de la cité pétrolière. Les forces de Saddam Hussein ont encore progressé dans la matinée de ce samedi 30 mars vers Irbil, que les Irakiens ont érigée en capitale de la région « autonome »

du Kurdistan qu'ils ont créée en 1974.

Déjà, la violence de l'offensive irakienne et la peur de l'inévitable répression qui va suivre ont enclenché un processus d'exode. Et rien, pas la moindre aide n'est parvenue de l'étranger aux Kurdes révoltés contre un régime que la communauté internationale a elle-même couvert d'opprobre, au point de le combattre au nom du

droit.

Aucune aide n'est venue

Le sentiment d'abandon qu'ils éprouvent ne lui fait tout de même pas perdre sa dignité : Ahmed Omar essuie ses larmes de la main ; son regard, implorant quelques ins-

tants plus tôt, se durcit. « *La force des Kurdes est de ne compter que sur le peuple kurde et pas sur les autres.* » Quelques secondes passent. « *Bien sûr, si on nous aide, nous accepterons.* »

Aucune aide n'est venue; les troupes de Bagdad ont pu poursuivre leur avance, reprenant une à une les villes « libérées » par les Kurdes, trois semaines auparavant. Et pourtant, de l'avis des dirigeants du soulèvement, la situation ne pouvait être meilleure pour déclencher l'insurrection.

« *L'occasion était unique* », estimait-on le 23 mars dans l'entourage de Jalal Talabani, chef de l'un des deux principaux mouvements kurdes, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). En premier lieu, soulignait-on, les groupes de guérilla urbaine, implantés dans les cités de regroupement créées au Kurdistan par les autorités irakiennes après la grande répression de 1988 - villages rasés, villes évacuées, politique de la terre brûlée, - ont pu jouer un rôle de détonateur. Ensuite, le ralliement à la révolte de quelque cent mille miliciens kurdes pro-gouvernementaux (les Jahsh ou « petits ânes ») était acquis avant même l'insurrection, en échange d'une promesse « d'amnistie » générale de la part des peshmergas. Seule une toute petite minorité de ces miliciens est restée fidèle à Bagdad, selon M. Talabani. Ce retournement a été décisif en raison de l'importance des forces qu'il fournissait à la rébellion. Mais, surtout, celle-ci n'avait plus en face d'elle que des unités irakiennes amoindries.

Occupée au sud à réprimer l'insurrection chiite, après avoir été taillée en pièces par la coalition internationale, l'armée, ou plutôt ce qu'il en restait, ne représentait plus la même menace qu'auparavant. « *En 1988, nous avons été défaits à cause des armes chimiques, assurait-on notamment à la direction de l'UPK; mais maintenant, les Irakiens n'oseront plus utiliser les gaz contre nous.* » Et, effectivement, si l'utilisation de napalm et de phosphore a pu être signalée par des sources kurdes lors de la « reconquête », celle d'armes chimiques est exclue.

Enfin, autre élément déterminant, les Kurdes pensaient pouvoir bénéficier d'un environnement international plus favorable que jamais, grâce à la formation par les trois voisins du Kurdistan d'Irak d'une sorte de « front » anti-Saddam Hussein, la Turquie et la Syrie faisant partie de la coalition internationale et Téhéran ayant un vieux compte à régler avec le régime baas de Bagdad.

### «réalistes»

Dans un premier temps, toutefois, l'option de l'insurrection n'a pas réuni les suffrages de tous les Kurdes. Deux tendances se dégageaient, a confié M. Talabani : d'un côté, les principaux partis du Kurdistan - le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'UPK - se retrouvaient pour prôner - et préparer - la révolte; de l'autre, des formations de moindre importance se déclaraient favorables à un dialogue, à des négociations avec le pouvoir central. Les mouvements de M. Talabani et de M. Massoud Barzani (PDK) ont quand même proposé aux autres partis de « marcher avec eux » et, lorsqu'ils sont passés à l'action, le 7 mars - à Ranya, petite ville de l'est du Kurdistan, - les autres ont suivi.

Persévérant dans leur volonté de pouvoir, au minimum, « *déterminer eux-mêmes leurs liens avec le pouvoir central* », selon l'expression de M. Talabani, les Kurdes sont devenus, au fil des révoltes écrasées dans le sang, d'un grand réalisme dans leurs relations avec l'étranger. Cette fois, ils ont multiplié les assurances de modération : pas question de modifier les frontières, pas question de créer un Etat kurde, pas question de participer au démantèlement de l'Irak, ont martelé, ces dernières semaines, tant M. Talabani que M. Barzani.

Certes, on espérait, il y a dix jours, dans l'entourage des deux dirigeants, que l'action entreprise au Kurdistan d'Irak entraînerait des changements dans la région dont les Kurdes pourraient bénéficier (le président turc, M. Turgut Ozal, ne vient-il pas d'ailleurs de lâcher un peu de lest vis-à-vis de ces Kurdes, en leur reconnaissant, pour la première fois, une certaine spécificité au moins linguistique ?). Et ces mêmes sources d'insister sur le nécessaire réalisme. « *Nous savons quelles limites ne pas dépasser* », dit un proche de M. Talabani. Il s'agit maintenant de « *prouver à nos voisins que les Kurdes peuvent vivre en bonne intelligence avec les Arabes* » d'Irak. En outre, « *tant que les Kurdes ne contrôlent pas un espace, ils ne représentent rien et n'ont aucun droit. Tenir le Kurdistan [d'Irak] nous met en position de discuter* ». Alors, le mot d'ordre est clair : « *Nous faisons partie de l'Irak, dont nous n'avons jamais demandé l'éclatement* », répète M. Barzani, en rappelant le slogan des peshmergas : « *Démocratie pour l'Irak et autonomie pour le Kurdistan* ». « *L'Irak doit devenir une fédération dans laquelle le Kurdistan trouvera sa place* », assure, de son côté, M. Talabani.

Ce souci constant de rassurer est aisément explicable par la nécessité

de ne pas effaroucher trois puissants voisins qui abritent chacun des communautés kurdes, auxquelles ils déniaient tout droit à l'autonomie. Si les Kurdes de Syrie sont peu nombreux et plutôt paisibles, les Kurdes d'Irak et de Turquie ont, à diverses époques de l'Histoire, traversé des épreuves identiques à celles des Kurdes d'Irak. Téhéran, comme Ankara, ne peuvent que se montrer méfiants vis-à-vis d'une révolte du type de celle qui vient d'avoir lieu en Irak et désireux d'éviter une éventuelle contagion chez eux.

Les Kurdes ont, à cet égard, une expérience douloureuse des jeux d'alliance menés par les Etats voisins à leur détriment. Ils n'ont oublié, nous rappelait récemment un responsable kurde irakien, ni le « lâchage » iranien des Kurdes en 1975, en échange d'un traité avec l'Irak, ni, plus récemment, les accords irako-turcs sur le droit de poursuite des « terroristes » kurdes.

Ils avaient une autre raison de réfréner leur ambition : ne pas effrayer des puissances dont ils attendaient - sans trop d'illusions - au moins un geste en leur faveur : les Etats-Unis et leurs alliés, ceux-là mêmes qui venaient de combattre le régime irakien au nom - officiellement - du principe de l'intangibilité des frontières. Mais avoir un ennemi commun ne suffit pas et la prudence des Kurdes a manqué son but. Le 28 mars, sur les hauteurs d'Irbil, où il avait installé son quartier général, Massoud Barzani assurait publiquement n'avoir reçu « aucune aide de l'étranger ».

### Des colonnes de réfugiés mitraillées

Fils du légendaire Mustapha Barzani, l'une des principales figures de la révolte kurde des années 40 aux années 70, Massoud Barzani reconnaissait implicitement par la même occasion que l'opposition irakienne - des Kurdes aux Chiites du Sud - n'avait jusqu'alors pu recueillir le soutien des pays voisins à la formation d'un « gouvernement provisoire ». Un lieutenant de Jalal Talabani pouvait, un peu plus tôt, se féliciter de ce que « *les autorités syriennes se montraient très coopératives* ». Il ne semble pas, toutefois, que cette « coopération » ait été au-delà de l'octroi d'un droit de passage à certains dirigeants et à quelques peshmergas.

La Turquie, elle, a bouclé sa frontière, allant jusqu'à interdire l'accès de son territoire à la multitude des réfugiés - les Turcs par-

lent eux-mêmes de deux cent mille personnes - qui tentent d'échapper à la répression irakienne. L'Irak, en revanche, a ouvert ses frontières aux réfugiés et c'est essentiellement de ce pays que provenaient les vivres de contrebande qui sont parvenues au compte-gouttes au Kurdistan insurgé, en proie à une dramatique pénurie.

Pas d'électricité - à la suite des bombardements alliés sur les centrales, - pratiquement plus d'essence, des produits de base qui font gravement défaut, comme le riz et la farine, d'autres qui atteignent des prix exorbitants - vingt fois leur prix d'avant-guerre, comme les œufs, - des villes et des villages privés d'eau courante : la situation a amené le chef du PDK à lancer un appel à l'aide internationale « *pour les prochains mois, avant que nous puissions compter sur la prochaine récolte* ». Une situation, surtout, qui risque de tourner à la catastrophe avec l'afflux de réfugiés démunis de tout sur des routes constamment menacées par les hélicoptères et les chars irakiens. Certains témoignages font déjà état de colonnes de réfugiés mitraillées par les forces de Saddam Hussein.

A cela s'ajoute la menace d'une répression dans les régions réoccupées par l'armée de Bagdad, dont on peut craindre qu'elle ne soit encore plus dure que toutes celles qui ont maté les précédentes révoltes kurdes. Cette fois-ci, il ne s'est pas agi de simples opérations menées par un mouvement de guérilla agissant seul dans ses montagnes : l'insurrection a été générale et rares ont été les adultes à ne pas prendre les armes. Dans les permanences politiques bondées à toute heure de la journée, dans les rues des villes et des villages les plus reculés, personne n'aurait pensé à faire trois pas sans son fusil d'assaut.

En dépit de tout, Massoud Barzani se montrait déterminé, aux premières heures de l'offensive irakienne, à ne pas renoncer au combat. « *Si nous perdons cette fois, nous attendrons de récupérer, mais nous ne nous rendrons jamais.* » Et ce, même s'il se refusait à exclure la possibilité de négociations avec Bagdad, affirmant qu'« *aucun parti kurde n'est contre des négociations* », à condition cependant que l'on puisse en attendre des résultats positifs. En tout cas, Massoud Barzani était décidé à « *ne pas laisser l'ennemi se mouvoir librement au Kurdistan* », assortissant sa détermination d'une menace précise : « *Nous détruirons les installations pétrolières et les barrages [de la région] si et quand nous le jugeons utile.* »

YVES HELLER

### Des revendications



# Plus de 350 000 Kurdes réfugiés en Turquie et en Iran

Washington et Londres soutiennent la démarche française à l'ONU

M. Bush justifie sa décision de ne pas intervenir militairement

M. Bush a réaffirmé, jeudi 4 avril, que les Etats-Unis n'entendaient pas « intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Le chef de la Maison Blanche a exclu de risquer « de précieuses vies américaines ». M. Bush a toutefois condamné la « brutalité » du président Saddam Hussein « contre son propre peuple ».

Aux Nations unies, la France - désormais soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne - a poursuivi jeudi ses efforts pour faire voter par le Conseil de sécurité une résolution favorable aux Kurdes. A cet égard, M. Roland Dumas estime que le droit international doit intégrer la notion de « droit d'ingérence ».

Washington a confirmé jeudi que l'armée de Bagdad avait réoccupé toutes les grandes villes du pays. Bien que la frontière soit officiellement fermée, près de 250 000 réfugiés kurdes sont parvenus à pénétrer en Turquie. Pour sa part, l'Iran affirme avoir déjà accueilli cent dix mille réfugiés.



PANCHO

## Un peuple naufragé

par André Fontaine

Allons, c'est bien ! Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, George Bush ne manque pas de cœur, puisqu'il n'a pas hésité, au beau milieu d'une partie de golf (sans e) à se déclarer « *troublé par la souffrance humaine en Irak* ». Mais qu'on ne lui en demande pas plus.

Il a bien voulu faire massacrer par l'armée alliée quelques dizaines de milliers de sujets de Saddam Hussein pour remettre sur son trône l'émir du Koweït, dont on a pu mesurer depuis les convictions démocratiques et l'efficacité gouvernementale. Il a bien, le 15 février, appelé ouvertement les Irakiens, tant civils que militaires, à « *prendre eux-mêmes les choses en mains* » et à « *obliger Saddam Hussein, leur dictateur, à céder la place* ».

On avait cru comprendre qu'il avait ordonné à l'aviation américaine d'empêcher les hélicoptères dudit dictateur de prendre l'air. Moyennant quoi, ils s'en sont donné à cœur joie successivement contre les chiïtes du Sud et maintenant les Kurdes du Nord. Le général Schwarzkopf nous dit certes qu'il s'est fait « *posséder* » (traduction innocente du très grossier « *suckered* ») par Bagdad. Mais pour quoi, une fois constatée la tricherie, n'avoir pas agi ? Mystère. Naturellement, les choses ne sont pas aussi simples que certains paraissent le croire.

Les Etats-Unis ont été autorisés par le Conseil de sécurité à recourir à la force pour libérer le Koweït. Ce mandat ne leur permet pas d'intervenir dans la guerre civile irakienne. La non-ingérence dans les affaires intérieures a beau s'apparenter à l'occasion à la non-assistance à nation en danger, elle demeure un dogme.

A quoi s'ajoute que la perspective de l'établissement, soit seulement dans le Sud, soit à Bagdad même, d'un gouvernement à dominante chiïte, voué à tomber tôt ou tard sous la coupe de l'Iran, ne séduit manifestement pas les monarchies du Golfe. En tout cas, l'administration américaine fait dire qu'elle redoute par-dessus tout la « *libanisation* » de l'Irak. L'*International Herald Tribune* vient d'écrire, sous la signature de Joseph Fitchett, que sa politique tend à laisser faire à Saddam le « *sale boulot* » d'écraser les deux rébellions, en espérant que l'été prochain verra l'arrivée au pouvoir d'une équipe de sunnites d'un commerce plus facile...

Tout cela est bel et bon, mais sonne un peu tout de même comme le langage de Ponce Pilate, alors que soir après soir la télévision nous montre les déchirantes

images du martyr kurde. Alors que l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en 1976 un « *pacte* » qui décrète en son article premier que « *tous les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes* ». Alors que ce droit a été reconnu à des Etats lilliputiens comme Saint-Kitts et Nevis, qui, avec 50 000 habitants seulement, ont été admis à l'ONU, et que le Liechtenstein, qui en a moitié moins, est candidat à y entrer. Alors que les Kurdes, qui sont, eux, une vingtaine de millions, dispersés, pour leur malheur, sur quatre Etats, ne comptent plus les promesses qui leur ont été faites et ensuite oubliées.

Les Kurdes sont, on le sait, des Indo-Européens convertis à l'islam sunnite. Ils font volontiers remonter leurs origines jusqu'aux Mèdes de l'Antiquité. Pasteurs et guerriers, avec de fortes structures tribales, ils se sont regroupés au Moyen Age en principautés qui ont fini par tomber sous le joug ottoman, contre lequel ils se révoltèrent à plusieurs reprises. En 1914, la partie septentrionale du Kurdistan figurait, sans que bien entendu personne ait songé à prendre l'avis des intéressés, au nombre des présents offerts par la France et la

Grande-Bretagne à Nicolas II pour prix de son entrée en guerre à leurs côtés.

Paris se réservait la partie méridionale, avec les pétroles de Mossoul qui devaient d'ailleurs finalement tomber dans l'escarcelle de Londres.

### Le traité de Sèvres

La révolution d'Octobre permit aux Alliés d'oublier leurs engagements vis-à-vis de la Russie, et c'est donc sans elle qu'ils se partagèrent, par le traité de Sèvres du 20 août 1920, les possessions du sultan, auquel n'était guère laissée que l'Anatolie, amputée de Smyrne et de l'Arménie. Il était prévu par le traité qu'une commission franco-anglo-italienne préparerait « dans les six mois un schéma d'autonomie locale pour les régions à prédominance kurde situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière sud de l'Arménie... et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie » (qu'on n'appelait pas encore Irak). La Turquie s'engageait d'autre part à mettre en œuvre une éventuelle « recommandation » des populations kurdes si elles montraient, dans un délai d'un an, qu'elles désiraient majoritairement l'indépendance.

Les dirigeants kurdes se réfèrent souvent à ce texte, dont le moins qu'on puisse dire est que la précision n'était pas le trait dominant, au contraire de la plupart des autres dispositions du traité. Celui-ci, de toute façon, n'a jamais été appliqué, son extrême sévérité à l'égard des Turcs ayant provoqué la révolte qui devait aboutir à la proclamation de la République et à l'expulsion des Grecs.

Inutile de dire que, compte tenu

des clauses du traité de Sèvres qui les concernait, les Kurdes s'étaient rangés du côté du sultan. Le futur Atatürk réussit néanmoins à les enrôler dans sa croisade pour la libération de l'Asie Mineure de l'occupation hellénique. Mais, une fois signé le traité de Lausanne, qui normalisait les relations entre la jeune République et l'Occident, il se retourna contre eux.

Il nia purement et simplement l'existence d'une nation kurde, décima les intellectuels et écrasa sans états d'âme trois insurrections successives. Longtemps Ankara a affecté de ne considérer les Kurdes que comme des « Turcs des montagnes ». C'est tout récemment seulement que le président Ozal a commencé à parler de ce qu'il appelle une solution « basque » à un problème qui a entretenu depuis des années un climat de violence dans l'est du pays, et envoyé en prison des milliers de nationalistes.

L'attitude de l'Irak n'est pas très différente. Ses Kurdes sont – ou devraient être à ses yeux – des Persans comme les autres : ne parlent-ils pas pratiquement la même langue ? C'est pourtant sur son territoire qu'a été proclamée, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la seule République kurde indépendante qui ait jamais existé.

### Le réalisme du chah

Fortement soutenue par Staline, qui avait donné à son président Barzani ses étoiles de général et se servait de ses propres Kurdes – une centaine de milliers – pour agir sur ses voisins, elle ne devait pas survivre à la première épreuve de force de la guerre froide, qui

conduisit l'URSS à évacuer le 25 mars 1946 l'Azerbaïdjan d'Irak.

Si par la suite le chah s'est intéressé à des Kurdes, c'est essentiellement à ceux d'Irak, dont la lune de miel avec le régime baasiste, après la révolution de 1958, suivie de la reconnaissance de leur autonomie, avait été de courte durée. Dans la lutte qui l'opposait à Bagdad pour le contrôle du Chatt-el-Arab, il fut trop heureux de trouver Barzani, cette fois, à ses côtés. Mais cette alliance était purement tactique et conjoncturelle : dans un entretien accordé au *Monde* en juin 1974, le souverain ne fit aucune difficulté pour reconnaître qu'il n'appuyait les peshmergas – les combattants kurdes – que pour empêcher l'Irak de gagner, et pas assez en tout cas pour leur permettre de gagner eux-mêmes. Il craignait trop en effet les répercussions que l'accès des Kurdes d'Irak à l'autonomie n'aurait pas manqué d'avoir sur le comportement de leurs frères d'Irak. Aussi bien allait, on le voit se jeter quelques mois plus tard, à Alger, dans les bras de Saddam Hussein et conclure avec lui un compromis sur tous les problèmes bilatéraux, sous les souriants auspices de Houari Boumediène.

Une fois de plus les Kurdes ont éprouvé ce jour-là le sentiment d'avoir été trahis : Barzani allait mourir quelques années plus tard, en exil aux Etats-Unis. Et sans doute n'est-il pas excessif de parler, dans leur cas aussi, de génocide, Bagdad étant sans nul doute le principal coupable, même s'il faut bien reconnaître, avec Stéphane Yerasimos, que « l'adversaire principal d'un Kurde fut le plus souvent le Kurde de la tribu voisine » (1), ce qui explique entre autres que dans le conflit irako-iranien, les populations kurdes sta-

*Kurdes ne contrôlent pas un espace, ils ne représentent rien et n'ont aucun droit. Tenir le Kurdistan [d'Irak] nous met en position de discuter*. Alors, le mot d'ordre est clair : « Nous faisons partie de l'Irak, dont nous n'avons jamais demandé l'éclatement », répète M. Barzani, en rappelant le slogan des peshmergas : « Démocratie pour l'Irak et autonomie pour le Kurdistan ». « L'Irak doit devenir une fédération dans laquelle le Kurdistan trouvera sa place », assure, de son côté, M. Talabani.

Ce souci constant de rassurer est aisément explicable par la nécessité de ne pas effaroucher trois puissants voisins qui abritent chacun des communautés kurdes, auxquelles ils déniaient tout droit à l'autonomie. Si les Kurdes de Syrie sont peu nombreux et plutôt paisibles, les Kurdes d'Irak et de Turquie ont, à diverses époques de l'Histoire, traversé des épreuves identiques à celles des Kurdes d'Irak. Téhéran, comme Ankara, ne peuvent que se montrer méfiants vis-à-vis d'une révolte du type de celle qui vient d'avoir lieu en Irak et désireux d'éviter une éventuelle contagion chez eux.

Les Kurdes ont, à cet égard, une expérience douloureuse des jeux d'alliance menés par les Etats voisins à leur détriment. Ils n'ont oublié, nous rappelait récemment un responsable kurde irakien, ni le « lâchage » iranien des Kurdes en 1975, en échange d'un traité avec l'Irak, ni, plus récemment, les accords irako-turcs sur le droit de poursuite des « terroristes » kurdes.

Ils avaient une autre raison de réfréner leur ambition : ne pas effrayer des puissances dont ils attendaient – sans trop d'illusions – au moins un geste en leur faveur : les Etats-Unis et leurs

## La longue quête de l'autonomie

par Jean Gueyras

Si étrange que cela puisse paraître aujourd'hui, l'arrivée au pouvoir le 17 juillet 1968 du Baas irakien créa dans le pays un climat d'euphorie générale. A la suite d'une déclaration du nouveau régime affirmant qu'il s'engageait à résoudre le problème kurde sur la base du plan de règlement élaboré en juin 1966 par le gouvernement Bazzaz, on commença à parler de la « fraternité arabo-kurde retrouvée ».

Ce plan prévoyait en effet l'octroi à la minorité kurde d'un certain degré d'autonomie dans le cadre d'une politique de décentralisation, un projet dont le principe avait été à l'époque accepté par les dirigeants kurdes, mais n'avait jamais été mis en application dans son intégralité. Dès le 5 août, le Conseil de la révolution annonçait la mise en application de l'article 6 du plan Bazzaz concernant la reconnaissance de la langue et de la culture nationales kurdes, proclamait une amnistie générale pour les peshmergas et décidait de prendre contact avec les chefs de la rébellion.

Les discrètes négociations qui s'engageaient rapidement avec le général Barzani, le dirigeant charismatique du mouvement national kurde, aboutirent à la déclaration du 11 mars 1970, qui mit fin à une guerre civile larvée de près de sept ans sur la base de la reconnaissance de l'autonomie du « pays kurde » dans le « cadre de la République irakienne ».

Le 29 mars, cinq personnalités kurdes entraient au gouvernement, et en juillet une nouvelle Constitution provisoire, reconnaissant les droits nationaux kurdes, était proclamée.

Le « printemps de mars 1970 » fut cependant de courte durée – six mois à peine, selon les dires d'une personnalité kurde – et dégénéra rapidement en une situation de « ni guerre ni paix ». L'armée irakienne tenta de s'implanter dans les régions contestées afin d'en modifier l'équilibre ethnique dans le but de fausser les résultats d'un

recensement prévu pour octobre 1971. Lentement, mais sûrement, le fossé économique entre les deux parties du pays se creuse, défavorisant le développement du Nord. Les Kurdes exigent surtout la fin du rôle dirigeant du Baas au sein du Conseil de la révolution, du gouvernement et de l'armée, qui, selon eux, rend illusoire toute velléité de démocratiser le régime.

Deux événements accentuent alors la détérioration des relations entre le pouvoir et le Parti démocratique du Kurdistan (le PDK du légendaire général Barzani) : la signature en avril 1972 du traité d'amitié soviéto-irakien, suivie de près par la nationalisation du consortium pétrolier de l'IPC, qui renforce l'emprise du gouvernement sur les gisements pétroliers de Kirkouk, « situés en terre kurde ».



## Le droit international doit intégrer la notion de « devoir d'ingérence »

déclare M. Dumas

La France envisage de soumettre à la communauté internationale des « propositions » visant à intégrer la notion de « devoir d'ingérence » dans le droit international, a déclaré jeudi 4 avril M. Roland Dumas, à l'issue d'une audition devant la commission des affaires étrangères du Sénat.

Le ministre des affaires étrangères a noté cependant les « difficultés » juridiques et politiques d'un tel projet, qui impliquerait notamment une modification de la charte des Nations unies. Mais, a-t-il ajouté, le problème kurde a agi comme un « détonateur »

et entraîné une « prise de conscience » de la nécessité, pour la communauté internationale, de pouvoir réagir aux violations particulièrement graves des droits de l'homme et des minorités.

« Le droit peut évoluer », a encore rappelé le ministre, en rappelant que la notion de « crime contre l'humanité » avait été inventée par les juristes après la deuxième guerre mondiale. « Quand des incriminations nouvelles existent, pourquoi des règles de droit ne seraient-elles pas aussi prévues pour y répondre? », a-t-il conclu.

### L'accord d'Alger

Premier résultat : l'alliance qui s'était forgée dans une lutte commune contre le Baas entre le PDK et le Parti communiste se relâche. Les communistes préchent aux Kurdes la modération afin de faire face « aux pressions conjuguées de l'impérialisme américain et de son allié iranien ». Un conseil qui ne sera pas écouté par le général Barzani, prêt à « s'allier avec le diable » pour obtenir la satisfaction des droits kurdes. En juin 1973, le général Barzani va même, dans un entretien au *Washington Post*, jusqu'à critiquer la nationalisation de l'IPC, affirmant qu'il aurait préféré confier l'exploitation des gisements pétroliers de Kirkouk à une compagnie américaine, à condition que Washington lui fournisse une assistance militaire, vraisemblablement par le truchement de l'Iran.

Les deux camps sont alors pratiquement au bord de la rupture. Les incidents se multiplient dans le nord du pays, et les négociations qui se déroulent depuis un an en vue de la formation d'un Front national qui regrouperait le Baas, le PC et le PDK, échouent. Le 11 mars 1974, le président Hassan El Bakr proclame le nouveau statut d'autonomie, et quatre jours plus tard, le vice-président Saddam Hussein donne au général Barzani un délai de quinze jours pour l'accepter et rejoindre le Baas et le PC au sein du Front national progressiste.

Un ultimatum que le chef kurde rejette aussitôt, rendant ainsi inévitable l'épreuve de force. L'appli-

cation unilatérale du statut d'autonomie sans l'assentiment des principaux intéressés rallume la guerre civile interrompue en mars 1970, cette fois-ci avec la participation active de l'Iran aux côtés des Kurdes.

Avec l'aide de Téhéran qui lui fournit un matériel lourd, le général Barzani vole de succès en succès dans le nord du pays, mais ne semble pas réaliser qu'il demeure à la merci du chah, qui peut à tout instant lui retirer son aide en concluant un accord avec Saddam Hussein. C'est précisément ce qui arrivera le 6 mars 1975 au cours de la grande réconciliation irano-irakienne d'Alger « sur le dos des Kurdes ». Dans les huit heures qui suivent les embrassades d'Alger, les camions de l'armée iranienne remorquent vers la frontière le matériel militaire fourni aux Kurdes, les privant ainsi de pièces d'artillerie, munitions, équipements lourds et même des vivres.

Qui plus est, les Iraniens menacent d'intervenir militairement aux côtés des Irakiens pour assurer le respect des accords d'Alger. Accablé et amer, le général Barzani renonce à poursuivre une guerre désormais suicidaire et se réfugie en Iran, tandis que la rébellion s'effondre. On verra alors sur les routes du Kurdistan le spectacle désormais familier de dizaines de milliers de réfugiés kurdes cherchant un abri à l'étranger.

Avant d'abandonner la lutte, le général Barzani avait, en vain, demandé une aide militaire aux Etats-Unis, que ces derniers lui avaient apparemment promise. Il dira par la suite : « Ma plus grande erreur fut de me tromper sur le gouvernement américain, qui nous a trahis. » Déjà ? En fait, la plus grande erreur de Barzani a été de suivre la propension, commune à la plupart des dirigeants nationalistes kurdes, tendant à chercher un protecteur étranger. Sa décision d'abandonner les formes traditionnelles de la guérilla pour mener une guerre classique, avec l'espoir illusoire que l'aide de Téhéran ne lui ferait jamais défaut, lui a été fatale.

Le flambeau tombé des mains du général Barzani sera repris bien des années après par ses fils, Massoud et Idriss, et Jalal Talabani, le fondateur de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). On aurait pu croire que la fin tragique de l'épopée du grand Barzani servirait de leçon à ses successeurs. Il n'en a rien été. Dès le début de la révolution iranienne, Massoud et Idriss Barzani, les nouveaux chefs du PDK, s'allient avec la République islamique en guerre contre l'Irak.

### Terre brûlée

En 1986, Jalal Talabani fait de même. Pourtant, celui-ci, hostile au régime de Khomeiny qu'il tenait pour la plus grave menace contre le mouvement nationaliste kurde, avait tenté en vain en 1983 de négocier avec le président Sad-

dam Hussein un nouveau régime d'autonomie interne.

Réalisant après quatorze mois de pourparlers infructueux que le maître de Bagdad demeurerait inflexible et qu'il n'avait entrepris ces négociations que dans l'unique but de pouvoir mieux faire face au danger représenté par Téhéran, Jalal Talabani décidait de collaborer avec le « diable » khomeiniste. Il alla même jusqu'à entreprendre des opérations militaires conjointes à l'intérieur de l'Irak avec les pasdarans et finit par conclure en 1986, dans la capitale iranienne, un accord politico-militaire avec le PDK, unifiant ainsi la rébellion kurde d'Irak sous l'égide de la République. Seuls les communistes kurdes s'opposèrent à l'alliance contre nature conclue avec Téhéran.

Cette alliance fut pour Saddam Hussein l'occasion inespérée de recourir aux grands moyens de répression dont il a le secret, sous le prétexte fallacieux que les Kurdes étaient les « agents » de l'ennemi iranien. Il entreprend à partir de mai 1987, une série d'expéditions de rattachage au Kurdistan irakien dans le but de priver les peshmergas de l'appui de la population locale.

Des centaines de villages et de hameaux situés le long des principaux axes routiers sont systématiquement rasés au bulldozer. D'autres agglomérations moins accessibles sont gazées pour contraindre les villageois à quitter les lieux. Les personnes déplacées sont regroupées dans des bidonvilles situés dans les périphéries des grandes villes ou dans des zones désertiques, à proximité des frontières jordanienne et saoudienne.

Ces opérations de rattachage ont accessoirement pour objectif de « dékurdiser » le vrai « pays kurde » afin de faciliter éventuellement son « arabisation ». En juin 1989, Massoud Barzani estimait que plus d'un million de personnes avaient déjà été éloignées des villages traditionnels kurdes, s'étonnant de la « relative passivité » de la communauté internationale devant des mesures qui, selon lui, relèvent du « génocide ». Le cas le plus dramatique de cette cruelle et aveugle politique de répression a été sans conteste celui de Halabja occupée le 17 mars 1988 par les « talabnistes » et les pasdarans et bombardée aux armes chimiques.

En gâtant ainsi ses propres ressortissants, Saddam Hussein entendait leur signifier qu'il était prêt à tout pour garder sous sa férule le nord du pays riche en pétrole, fût-ce à exterminer ses habitants. L'avertissement semble avoir été entendu, et la crainte de subir le sort des quelque cinq mille innocentes victimes de Halabja a certainement été l'un des facteurs qui ont poussé sur les routes de l'exode les centaines de milliers de Kurdes qui cherchent actuellement à fuir ce pays qui est leur.

JEAN GUEYRAS

## Le président Bush ne veut pas risquer « de précieuses vies américaines »

WASHINGTON

de notre correspondant

Irrité, mais inflexible, le président Bush a opposé jeudi 4 avril une fin de non-recevoir à ceux qui le pressent de prendre la défense des Kurdes d'Irak : il n'est pas question de risquer dans cette affaire « de précieuses vies américaines », et d'ailleurs les Etats-Unis ont déjà « rempli leurs obligations », parmi lesquelles ne figurait nullement une assistance à ceux qui s'opposent à Saddam Hussein, a fait valoir le président américain, harcelé de questions à l'issue d'une rencontre, en Californie, avec le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu.

L'irritation de M. Bush est à la mesure des commentaires, de plus en plus sévères, suscités par l'inertie qui a été la sienne dans cette affaire. « Où est Bush? », titrait jeudi le *Washington*

*Times*, un quotidien conservateur d'ordinaire plus indulgent à l'égard de la Maison Blanche. De manière tout aussi désobligeante, plusieurs commentateurs relevaient que, tandis que se nouait la tragédie kurde, « le président est allé à la pêche » (il a passé quatre jours de vacances en Floride). D'autres voient dans la répression en Irak le triste épilogue d'une guerre menée au nom du « droit » et du « bien », et qui, selon Richard Cohen, apparaît désormais comme « un succès militaire et un échec » moral des Etats-Unis.

Jusqu'à présent, la Maison Blanche avait affecté de ne pas faire grand cas de ces critiques confinées à un petit cercle de commentateurs. Mais le cercle s'est notablement élargi, et si l'opinion semble approuver l'attitude du président, c'est à une majorité relativement faible (45 % des Américains, selon un

sondage ABC, seraient favorables à une assistance aux rebelles, 51 % y sont opposés). Bref l'administration affronte un problème politique dont elle ne soupçonnait apparemment pas l'ampleur, et les conséquences, pourtant prévisibles, d'une guerre qui a apparemment épuisé son énergie.

C'est donc un président Bush clairement sur la défensive qui a affirmé jeudi avoir « dit dès le premier jour que le but de la coalition n'était pas de renverser Saddam Hussein (...) ou d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Irak ». Il a aussi assuré n'avoir « induit personne en erreur à propos des intentions des Etats-Unis » ( M. Bush avait appelé à plusieurs reprises la population irakienne à renverser Saddam Hussein, et il avait laissé entendre que les Etats-Unis empêcheraient l'Irak d'utiliser ses hélicoptères contre les insurgés, deux faits qui sont constamment rappelés par ceux qui l'accusent d'avoir « trompé » ou même « trahi » les Kurdes.)

M. Bush a aussi mis en avant un argument de poids, le refus de mettre dans la balance « des précieuses vies américaines » : ce thème a une résonance considé-

rable dans l'opinion, et toute la stratégie militaire des Etats-Unis pendant la guerre du Golfe avait été conçue pour réduire au strict minimum les pertes américaines. Ce principe semble devoir s'appliquer de manière encore plus impérative à présent que la guerre a pris fin.

Le président américain a aussi rappelé qu'aucun des alliés des Etats-Unis n'avait suggéré une intervention militaire pour la défense des insurgés irakiens. Mais il est également clair que plusieurs des partenaires majeurs de Washington se sont montrés beaucoup plus impatients de faire quelque chose pour les Kurdes, ne serait-ce que sur le plan humanitaire. La France s'emploie à agir dans le cadre de l'ONU, et la Grande-Bretagne a discrètement, mais clairement, invité le Etats-Unis à sortir de leur torpeur : M. John Major a adressé jeudi un message « urgent » au président Bush, appelant à un « effort international massif » destiné à nourrir et à loger les réfugiés kurdes. L'administration, pour sa part, s'est jusqu'à présent bornée à demander à la Turquie d'ouvrir sa frontière, sans attendre d'avoir obtenu des garanties quant à la prise en charge ultérieure des

réfugiés.

Le président américain a, par ailleurs, remercié le Japon pour le « solide soutien » apporté aux Etats-Unis pendant la guerre du Golfe. L'opinion et le Congrès américains sont pourtant persuadés que ce soutien, de nature exclusivement financière, a été notoirement insuffisant. Le Japon s'était engagé à verser aux Etats-Unis l'équivalent de neuf milliards de dollars, et certains élus américains se sont indignés que, en raison de la hausse du dollar, la contribution se trouve réduite d'environ 400 millions de dollars.

M. Kaifu a pour sa part fait valoir que le Japon était tenu d'évaluer ses dépenses en yens, et il a aussi rappelé que l'effort financier du Japon ne se limite pas aux seules sommes versées aux Etats-Unis. Il est douteux que les responsables américains cherchent à beaucoup insister sur ce sujet, puisqu'il apparaît maintenant de plus en plus clairement que la somme des diverses contributions promises par les partenaires des Etats-Unis dépassera substantiellement le coût réel supporté par le Pentagone.

JAN KRAUZE

## Tous les Etats aux prises avec des problèmes de minorités se méfient du projet français

Soutenue par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, la France a poursuivi ses efforts pour faire passer au Conseil de sécurité de l'ONU une résolution sur les Kurdes. Ce texte constitue aux yeux de nombreux délégués une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak et embarrasse certains membres du Conseil, notamment l'Union soviétique et la Chine. Dans son article 2, soudain beaucoup cité, la Charte des Nations unies indique : « Aucune disposition de la présente Charte n'autorise les Nations unies à intervenir dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat... »

NEW YORK (Nations unies)

correspondance

Le projet de résolution, présenté jeudi 4 avril par la France aux autres membres, « condamne » la

répression des populations civiles en Irak, « y compris, très récemment dans les zones de peuplement kurde », et « exige que l'Irak mette fin sans délai à cette répression et engage un large dialogue pour assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens ». Les délégations française, américaine et britannique insistent sur l'aspect « résolument humanitaire » du texte et demandent à l'Irak de permettre un « accès immédiat » des organisations d'aide internationale à « tous ceux qui en ont besoin ». Pour répondre aux objections sur la non-ingérence, le projet de résolution note que « la répression des populations civiles irakiennes a conduit à un flux massif de réfugiés vers des frontières internationales et, à travers celles-ci, à des violations de frontières, qui menacent la paix et la sécurité internationale dans la région ». L'Irak et la Turquie avaient spécifiquement demandé que soit mentionné cet aspect du problème.

Malgré ces précautions, tous les pays qui ont des problèmes de

minorités, craignent que cette résolution ne crée un « précédent dangereux ». La Chine, en raison du Tibet, est « particulièrement réticente » et devrait s'abstenir. On estime qu'il serait « très embarrassant » pour elle de mettre son veto alors que, deux ans après le massacre de Tiananmen, elle s'efforce de rentrer dans le concert des nations. L'Union soviétique, aux prises avec ses nationalités, hésitait jeudi soir à se rallier à la proposition française.

### Le soutien des Etats-Unis

Parmi les membres non permanents du Conseil, la Roumanie, avec sa minorité hongroise, l'Inde avec le Cachemire, le Pendjab et autres points chauds, tendent vers l'abstention. Cuba et le Yémen s'opposant traditionnellement à toutes les résolutions condamnant l'Irak, les neuf voix (sur quinze) nécessaires pour l'adoption d'une résolution du Conseil ne sont pas garanties. La France espère, en plus des voix de la Grande-Bre-

tagne, des Etats-Unis, de l'Autriche, de la Belgique, de la Côte-d'Ivoire et du Zaïre, obtenir celles du Zimbabwe et de l'Equateur, qui permettraient l'adoption du texte.

Après le vote sur la résolution de cessez-le-feu, Washington a décidé de soutenir pleinement la France dans ses efforts. A tel point que le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a annulé jeudi son voyage en Californie pour s'en occuper personnellement. Selon des diplomates à l'ONU, pour éviter un veto chinois ou soviétique, les Américains auraient même proposé à la France de ne pas mentionner les Kurdes dans la résolution, mais de parler plutôt « des populations civiles irakiennes ». Comme pour répondre à ces « subtilités », l'ambassadeur britannique, Sir David Hannay se demandait en revanche : « Combien de Kurdes doivent-ils être tués avant qu'on les appelle des Kurdes ? »

Les consultations à huis clos des quinze membres du Conseil de sécurité devaient reprendre vendredi.

AFSANE BASSIR POUR

LE VOIR 6 avril 1991

## Sur le massacre des Kurdes en Irak.

**B**agdad a annoncé la chute de la dernière ville tenue par les Kurdes en Irak. Quel est votre sentiment, vous qui êtes président de l'Institut kurde à Paris face à cet événement tragique pour les vôtres ?

— Le Mouvement kurde a décidé de ne pas défendre les villes. Car l'armée de Saddam Hussein les détruit systématiquement à l'arme lourde — comme cela a été fait dans le sud de l'Irak, avec les villes saintes chiites de Nadjaf et Kerbala. Tout ce qui reste de l'histoire multimillénaire des Kurdes en Irak, ce sont ces quelques villes. Ainsi, Irbil qui est la plus ancienne ville habitée du monde : sans discontinuité depuis 4.730 ans. Le sort des villes kurdes, à présent totalement évacuées, ne signifie pas la fin de la résistance kurde.

— Qui continue de combattre ?

— Entre quarante et cinquante mille combattants kurdes poursuivent la lutte contre la dictature de Saddam Hussein. Pour les populations civiles, c'est évidemment une tragédie humaine sans précédent dans l'histoire pourtant terrible des Kurdes en Irak. Tous les villages sont détruits et il n'y a plus aucun abri pour cette population. C'est pourquoi elle reflue vers les frontières. Il y a environ deux millions de civils kurdes sur les routes de l'exode, presque la moitié de la population kurde d'Irak ! Déjà près d'un million sont massés à la frontière de l'Iran. Seuls les réfugiés âgés, les malades, les enfants en bas âge peuvent passer : 65.000 à ce jour. A la frontière turque, il y en a 500.000. Seuls 25.000 sont passés, des Kurdes turcs, des Arabes chrétiens, car Ankara compte assimiler les uns et envoyer les autres en Occident.

## Kendal Nezan

Restent dans les montagnes quelque 600.000 personnes sans secours...

— ...qui attendent un geste de la communauté internationale ?

— Certes, mais cette communauté internationale, longtemps aveugle face aux crimes de Saddam Hussein, est maintenant sourde aux appels de ces populations kurdes. Elle assiste, les bras croisés, à ce calvaire !

— Votre réaction devant l'attitude des Occidentaux ?

— La France a au moins eu le mérite de soulever le problème, de s'émouvoir, et de demander une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est une initiative tardive, mais c'est déjà plus courageux que beaucoup d'autres pays qui n'ont rien fait, en particulier les États-Unis. Là, c'est le cynisme révoltant, l'absence de toute morale, en présence des malheurs de populations civiles. Et cela, à quelques semaines d'une intervention massive en faveur de 750.000 bienheureux Koweïtis, parce qu'ils ont du pétrole, qu'il y a au Koweït un important marché de reconstruction, et que cela convenait aux pétro-monarchies arabes voisines, alors qu'une sympathie affichée pour les Kurdes, ou une aide, ne rapportent rien.

— Et le silence de la Chine ou de l'URSS ?

— Je n'en suis pas étonné : les Chinois continuent d'opprimer le courageux peuple tibétain, ils ont donc tout à redouter d'une réunion du Conseil de sécurité sur les Kurdes — demain, on pourrait en organiser une sur le Thibet... Quant aux Soviétiques, principaux fournis-

seurs d'armes et soutiens du régime de Bagdad, malgré les grands discours récents, ils restent fidèles à leurs clients dans l'espoir de recouvrer leurs créances en Irak, officiellement plus de dix milliards de dollars !

— Le drame des Kurdes est de se trouver écartelés entre quatre pays, l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Mais n'avez-vous pas aussi changé constamment d'alliances, au fil du temps, et n'est-ce pas ce que vous payez en ce moment ?

— Depuis le partage de leur pays, dans les années vingt, les Kurdes n'ont jamais eu ni amis ni alliés. Récemment, lorsqu'ils se sont trouvés en lutte contre la dictature de Saddam Hussein, les mouvements combattants ont simplement bénéficié de certaines facilités de passage en Iran, car c'était la seule frontière « possible », la Turquie étant fermée à tout ce qui était kurde.

— Y a-t-il maintenant un espoir du côté turc ?

— Non. Mais une évolution, sous la pression des opinions publiques, notamment en Europe, qui tolèrent de plus en plus mal que la Turquie frappe à la porte de la CEE, tout en persécutant ses douze millions de Kurdes. Au passage, je salue la résolution courageuse prise récemment par le Parlement belge, qui révèle la sensibilité de l'opinion. Le même genre de débat a souvent lieu au Parlement européen et dans des pays comme l'Italie, la France, l'Espagne. La Turquie ne pouvait pas éternellement demeurer sur ses positions négatives à notre égard : il y a donc une amorce de reconnaissance de l'existence kurde. Sans aucun droit reconnu, néanmoins. Une amorce ! Cela ouvre peut-être la voie à un processus qu'on espère démocratique et pacifique. Il serait temps, car jusqu'ici les Kurdes ont payé d'un prix exorbitant leur combat pour la liberté...

Propos recueillis par  
JACQUES CORDY

# BASLER ZEITUNG

Samstag, 6. April 1991

Flüchtlingstragödie an der türkisch-irakischen Grenze

Im nächstlichen Dreiländereck zwischen der Türkei, dem Irak und Iran spielt sich eine neue Tragödie ab: Hunderttausende irakischer Kurden, auf der Flucht vor Saddam Husseins mordenden Truppen, suchen rettenden Einlass in eines der Nachbarländer. Besonders schlimm ist die Lage an der türkisch-irakischen Grenze, wo die Flüchtlinge in völlig erschöpftem Zustand ankommen - und von türkischen Soldaten in Schach gehalten werden. Ein Augenzeugenbericht.

Eine lange Reihe von Männern bewegt sich langsam bergaufwärts. Auf ihren Rücken tragen sie grosse Säcke, Kartons und Kanister - Nahrungsmittel, welche die kurdische Bevölkerung im ganzen Südosten für die irakischen Flüchtlinge eingesammelt hat. Sie sind unterwegs zu einem Berghang, wo nach Angaben der Militärs seit Tagen rund 45 000 Kurden aus der nordirakischen Stadt Zakho biwakieren.

Innerhalb von zwei Tagen hatte die im türkischen Teil Kurdistans lebende Bevölkerung so viele Nahrungsmittel, Decken und Zelte gespendet, dass zwölf Lastwagen nötig waren, um alles bis zur Grenze zu transportieren. Der Weg von Cizre, wo die Hilfsmittel eingesammelt wurden, bis hinauf zu einem tief im Gebirge gelegenen Militärposten, der als Verteilzentrum fungieren sollte, gestaltete sich dann aber unerwartet schwierig.

Von Werner van Gent,  
Cizre (Südosttürkei)

Um die rund 90 Kilometer zurückzulegen, brauchte der Konvoi ganze sechs Stunden. Unterwegs waren die Lastwagen immer wieder von misstrauischen Militärs angehalten worden: In diesem Gebiet wütet der 1984 entbrannte Bürgerkrieg zwischen den Streitkräften und den mit dem türkischen Staat zusammenarbeitenden kurdischen Stämmen einerseits und der linksextremen «Arbeiterpartei Kurdistans» (PKK) und deren Anhängern andererseits besonders heftig. Seit dem Ausbruch des Golfkrieges gilt das gesamte Grenzgebiet zudem als militärische Zone, die man nur mit einer Sonderbewilligung betreten darf.

### Auf türkischem Territorium

Als dann endlich, nach endlosem Hin und Her über Funk, grünes Licht für die letzte Etappe der Hilfsaktion gegeben wird, ist schon gut die Hälfte des Tages verstrichen. Je näher sich die Kolonne der Felswand nähert, an deren Fuss die Flüchtlinge biwakieren, desto betretener sind die Männer. Zunächst markiert nur etwas Rauch die Stelle, wo sich das improvisierte Flüchtlingslager befindet. Dann tauchen wenige, meist farbig gekleidete Frauen und Kinder zwischen den Felsen auf. Nachdem sie die langsam bergaufwärts kriechende Kolonne entdeckt haben, stürzen in wenigen Minuten Tausende Frauen und einige hundert Männer zur Hilfstuppe hinunter, zerren die Schachtel auf und ziehen das Brot aus den Säcken.

Plötzlich erscheinen türkische Soldaten, die zuvor niemand bemerkt hatte. Als die Ausgehungerten nicht auf die türkisch gebrüllten Befehle reagieren, schlägt ein Unteroffizier mit dem Kolben seines Gewehres auf einen Mann ein. Als es daraufhin zu einem Handgemenge zu kommen droht, feuern die Soldaten in die Luft. Sie hatten strikte Anweisung aus Ankara erhalten, die Flüchtlinge keinen Zentimeter weit auf türkischen Boden vordringen zu lassen. Doch der verantwortliche Kommandant hält sich nicht ganz an diesen Befehl. Nach den Angaben eines Ortskundigen befindet sich die Mehrzahl der hier zwischen der Felswand und den schwerbewaffneten Soldaten eingepferchten Flüchtlinge bereits auf türkischem Territorium.

### Flüchtlinge ohne Recht

Rechte können die Flüchtlinge daraus aber keine geltend machen. Die Türkei hat die internationale Flüchtlingskonvention zwar unterzeichnet, nach welcher Flüchtlinge bis zur gründlichen Prüfung ihrer Fluchtgründe akzeptiert werden müssen. Wohl in einer Vorahnung, was sich in dieser Region noch alles abspielen könnte, hatte die türkische Regierung aber schon vor 35 Jahren die Flüchtlingskonvention eingeschränkt: Nicht anwendbar ist sie nach türkischer Ansicht auf jene Flüchtlinge, die aus den «östlichen Nachbarstaaten» stammen. Aufgrund dieses Passus hat die Türkei sich bislang auch immer strikt geweigert, jenen rund 30 000 in Lagern ausharrenden irakischen Kurden den Flüchtlingsstatus einzuräumen, die im Sommer 1988 vor dem Giftgas Saddam Husseins in die Türkei geflüchtet waren.

### Notlazarett am Berghang

«Was müssen diese Menschen durchlitten haben, dass sie ausgerechnet in der Türkei Zuflucht suchen müssen», sagt ein Kurde aus der Provinzhauptstadt Sirnak unter Tränen, als ihm das ganze Ausmass des Flüchtlingselends klar wird. Oben am Hang haben Ärzte aus Sirnak ein mit einer Plastikblache mehr schlecht als recht abgeschirmtes Notlazarett eingerichtet. Mehrere Kinder, die auf einer Decke liegen, werden gerade von zwei jungen Ärzten behandelt. Ein Mädchen hat am ganzen Körper fürchterliche Verbrennungswunden. Die Mutter erklärt, sie seien während der Flucht mit Napalm bombardiert worden. Der Arzt kann dies nicht bestätigen, sagt aber, die Wunden könnten ebensogut von Phosphorbomben herrühren.

Ein junger Mann liegt etwas abseits. Er krümmt sich vor Schmerzen, war nach Angaben des Arztes auf eine Landmine getreten. Sein rechter Fuss wurde weggerissen. Überall, wo

wir erscheinen, flehen uns Mütter an, ihre Kinder in ärztliche Versorgung zu bringen. Einer der Ärzte, der fast ohne Medikamente auskommen muss, sagt, dass rund ein Drittel aller Kinder an schweren Magen- und Darmerkrankungen leidet. Eine rund 30jährige Frau zeigt auf ihre fünfjährige Tochter, die völlig erschöpft auf dem durchnässten Boden liegt. Ihre Atmung ist kaum noch wahrzunehmen.

### Zahlreiche Todesopfer

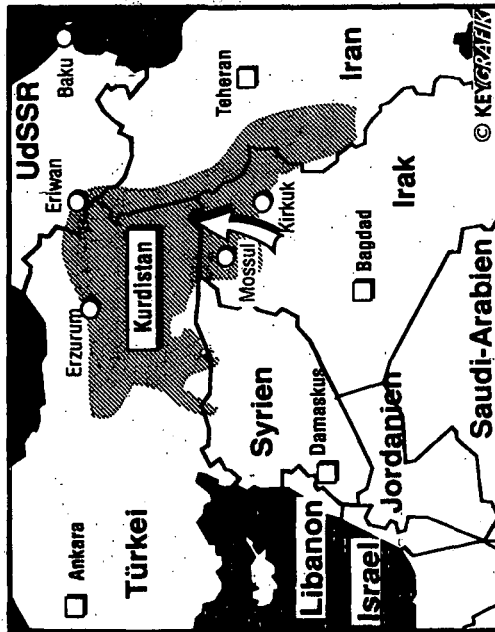
Zahlreiche Menschen seien schon gestorben, berichtet einer der wenigen jungen Männer, die ihre Familien auf die Flucht begleitet haben. Da die Leichen im steinigen Boden nicht richtig begraben werden können, wird direkt unterhalb der Felswand ein Stück Land abgesperrt, wo die Toten beigesetzt werden. Und als ob das ganze Elend noch nicht vollständig genug wäre, zieht nach einigen Stunden Sonnenschein erneut ein Gewitter auf. Innerhalb von wenigen Minuten ist alles, was nach den tagelangen Regenfällen zum Trocknen aufgehängt wurde, wieder durchnässt. Die Feuer, die zum Kochen der gerade abgelieferten Suppe angezündet worden sind, erlöschen, als es grosse Hagelsteine zu regnen beginnt.

Eine französische Journalistin, die zusammen mit den Kurden aus dem Irak in die Türkei geflüchtet ist, meint, dass dies alles noch nichts sei im Vergleich zu dem, was sich auf der anderen Seite der Berge abspiele. Dort kann die notdürftig improvisierte Hilfsaktion der türkischen Kurden nichts ausrichten. Die übrige, von einigen westlichen Staaten in Aussicht gestellte Hilfe kommt offenbar erst schleppend voran.

### Hilfe des Auslands gefordert

Was soll jetzt geschehen? Zwei Frauen, die sich unter einer Decke vor dem Regen und Hagelsturm zu schützen versuchten, schreien uns zu, dass sie nie und nimmer nach Irak zurückkehren würden, solange «der Metzger» dort noch herrsche. Wenn also der Weg zurück so lange versperrt bleibe, wie Saddam Hussein an der Macht ist, dann besteht der einzige Ausweg nur in einer sofortigen Aufnahme aller kurdischen Flüchtlinge durch Iran und die Türkei. Denn in der über Jahre hinweg systematisch unwirtschaftlich gemachten Berggegend im Nordirak können die Menschen nicht überleben. Iran und die Türkei haben signalisiert, zur Aufnahme der kurdischen Flüchtlinge bereit zu sein, wenn sie genügend Hilfe aus dem Ausland erhalten. Das Problem hatte sich schon 1988 gestellt, nachdem die irakischen Truppen mit Giftgas gegen die Kurden vorgegangen waren: Auch damals forderte die Türkei Hilfe für die

# Die Kurden: Volk ohne Staat - und ohne Freunde



Die meisten der schätzungsweise mehr als 20 Millionen Kurden leben auf fünf Staaten verteilt: die Türkei (über 10 Mio.), Irak (rund 4 Mio.), Syrien (knapp 1 Mio.) und die Sowjetunion (einige Hunderttausend).

Sie sind ein eigenständiges Volk von über 20 Millionen Menschen, sie bewohnen ein zusammenhängendes Gebiet von der Grösse des Irak, sie hätten nach den hehren Prinzipien des Völkerrechts Anrecht auf Selbstbestimmung - doch ein eigener Staat blieb ihnen bisher verwehrt: die Kurden. Die Siegermächte des Ersten Weltkriegs hatten ihnen im Vertrag von Sévres (1920) die Eigenstaatlichkeit in Aussicht gestellt, doch der türkische Unabhängigkeitskrieg machte den Traum vom eigenen Staat zunichte. Im Vertrag von Lausanne (1923) wurde die Sache der Kurden strategischen Interessen geopfert: Die Türkei war ein unüberrsehbarer Machtfaktor in der Region geworden, und die Briten sahen den Zugriff

auf die im kurdischen Mossul und Kirkuk entdeckten Ölorkommen besser gesichert, wenn diese Gebiete dem Kunststaat Irak zugeschlagen wurden, der ihrer Mandatsmacht unterstand.

Seit der Aufteilung des Osmanischen Reiches wird das Kurdenvolk von künstlichen Grenzen getrennt, leben die Kurden verstreut auf fünf Staaten (vgl. Karte). Von ihren moslemischen Glaubensbrüdern immer wieder gelehnet, in ihren «Gastländern» als ungeliebte Minderheit unterdrückt und oft grausam verfolgt, stehen die Kurden seit Jahrzehnten im Daueraufstand gegen die Zentralregierungen in der Türkei, im Iran und Irak: Doch der Kampf um Selbst-

bestimmung blieb bisher ohne Erfolg - dies vor allem aus zwei Gründen.

Erstens besiedeln die Kurden eine an Bodenschätzen reiche und strategisch wichtige Bergregion, sozusagen das Dach des Nahen Ostens, das nach dem zynischen Kalkül der Grossmächte besser von mehreren rivalisierenden Regionalmächten als von einem einzigen Staat kontrolliert wird - «divide et impera» (teile und herrsche). So haben denn die Türkei, Irak und Iran, aber auch Syrien bei allem bilateralen Zwist das gemeinsame Interesse, dem kurdischen Streben nach Eigenstaatlichkeit einen Riegel zu schieben. Gleichzeitig pflegen diese Staaten bei Gelegenheit die kurdische Minderheit des Nachbarn zu unterstützen, aber lediglich, um diesen und die eigenen Kurden zu schwächen - frei nach dem Motto: der Feind meines Feindes ist mein Freund. Der erste Golfkrieg dient als Paradebeispiel: Irak und Iran machten sich die kurdische Minderheit des Kriegsgegners zum Verbündeten, um nach Kriegsende zum Vergeltungsschlag gegen die eigenen Kurden auszuholen. Saddam Husseins Rache war besonders grausam: Er setzte 1988 Chemiewaffen gegen die kurdische Bevölkerung ein.

In der Vergangenheit liessen sich die verschiedenen Kurdengruppen immer wieder vor den Karren fremder Interessen spannen und als politische Schachfiguren gegeneinander ausspielen - die türkischen gegen die irakischen Kurden, die irakischen

Flüchtlinge und bekam diese auch zugesichert. Als Ankara aber an der Bedingung festhielt, diese Hilfe solle ausschliesslich über türkische Staatsstellen abgehandelt werden, schwand die Hilfsbereitschaft des Auslands. Wenige Staaten hatten Lust, anstelle

des Flüchtlingseleuds die Not der türkischen Staatskasse zu lindern.

Auch 1988 hatten die Flüchtlinge fast eine Woche auf die Entscheidung Ankaras warten müssen, die Grenze zu öffnen. Doch damals war es Sommer. Jetzt sind die völlig

erschöpften Flüchtlinge noch jede Nacht Temperaturen von bis zu minus sechs Grad ausgesetzt. Und bald schon wird sich das kleine Stück Land unterhalb der Felswand als viel zu klein erweisen.

gegen die iranischen und umgekehrt. Hier liegt der zweite Grund für die bisherige Erfolgslosigkeit der kurdischen Unabhängigkeitsbewegung: die innere Zerrissenheit des Kurdenvolkes. Solange die Kurden sich gegenseitig behindern und nicht mit einer Stimme vor der internationalen Gemeinschaft auftreten, können es sich die interessierten Mächte leisten, das kurdische Freiheitsstreben zu ignorieren oder für eigene Zwecke zu missbrauchen - wie auch jetzt wieder. Die irakischen Kurden waren dem amerikanischen Aufruf zum Sturz Saddams Husseins gefolgt in der Annahme, die irakische Armee sei geschlagen und die Alliierten würden ihnen notfalls Schützenhilfe leisten - eine folgenschwere Fehlkalulation: Abermals müssen die «Peshmergas» (die, die dem Tod entgegen sehen), wie sich die kurdischen Kämpfer nennen, zum Rückzug blasen, abermals müssen Hunderttausende von Kurden vor heranrückenden Regierungstruppen ins benachbarte Ausland flüchten, wo sie alles andere als willkommen sind.

Nachdem er 1973 von der damaligen US-Regierung und dem Schah von Persien zum Aufstand gegen die irakische Zentralmacht ermuntert und zwei Jahre später fallengelassen worden war, wiederholte der legendäre Kurdenführer Mustafa Barzani gegenüber der «New York Times» eine jahrhundertalte Erfahrung seines Volkes: «Die Kurden haben keine Freunde.» Heiner Hängg

L'UNITA  
6 Aprile 1991

NEL MONDO

Il presidente americano si difende con imbarazzo dall'accusa di aver tradito i ribelli. «M'indigna la brutalità del regime ma gli Usa non si faranno coinvolgere nella guerra civile»  
Le Nazioni Unite discutono sull'iniziativa di Mitterrand

Fuga  
dall'Irak

# Bush: «La rivolta? Un affare iracheno»

## L'Onu condanna Saddam ma nessuna misura pro-curdi

Bush si difende, con parecchio imbarazzo, dall'accusa di aver tradito i curdi: «Non ho ingannato nessuno sulle intenzioni dell'America...condanno la brutalità di Saddam, ma non ci faremo coinvolgere nella guerra civile in Irak». Mentre l'Onu, con Cina e Urss che storcono il naso, affronta la risoluzione francese che chiede a Baghdad di cessare il genocidio, ma non prevede misure per costringerlo a farlo.

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

SIEGMUND GINZBERG

■ NEW YORK. «Profonda preoccupazione». «Condanna» del massacro. Richiesta che cessino il macello e le torture e si possa aiutare il milione di curdi bloccati nella loro marcia della morte in fuga dall'Irak. Richiesta che l'Irak riconosca i diritti di tutte le proprie componenti etniche e religiose. Ma nessuna misura, nessuna sanzione nel caso che Baghdad decidesse di non accogliere l'appello. Questo il contenuto della risoluzione che ieri è stata discussa dal Consiglio di sicurezza dell'Onu su iniziativa francese. Con Usa e Urss che fino all'ultimo hanno storco il naso e si sono accodate con molta malavoglia all'iniziativa sollecitata soprattutto dagli europei, esplicite riserve di India, Romania e Cuba e addirittura una minaccia di veto da parte della Cina.

Quella nei confronti dei curdi è una solidarietà non solo tardiva ma espressa con riluttanza, anzi con fastidio. I grandi paesi multi-etnici non sono pronti ad accettare il principio che un organismo multi-nazionale, anzi sovra-nazionale come le Nazioni Unite possano dirgli che fare con le proprie minoranze. Non l'Urss con i suoi problemi nel Baltico e nelle repubbliche caucasiche e dell'Asia centrale, non la Romania dove la caduta del tirano Ceaucescu non ha risolto i conflitti etnici, non la Cina che freme all'idea che un giorno l'Occidente possa fare coi propri ribelli tibetani e proprio in questi giorni ha scritto accorate lettere di protesta a tre delle più importanti università americane definendo «ingerenza negli affari interni cinesi» un programma di conferenze del Dalai Lama in esilio in India. Il paradosso, ma non tanto se si pensa al tipo di problemi etnici nel continente sub-asiatico, è che all'Onu sui curdi l'India si trova in piena sintonia con la Cina. «Occuparsi dei curdi è una violazione della Carta dell'Onu», ha sostenuto l'ambasciatore di Nuova Delhi all'Onu, Gharekan. E anche chi di problemi di carattere etnico non ne do-

vrebbe avere è infastidito dall'idea che l'Onu possa occuparsi di diritti dell'uomo: «Il Consiglio di sicurezza non deve occuparsi di diritti dell'uomo, per questo ci sono altre sedi», ha tuonato l'ambasciatore della Cuba di Fidel. Unica eccezione, tra i grandi Paesi multi-etnici, eredi di più o meno antichi imperi, l'Iran islamico, che peraltro aveva combattuto in passato una guerra sanguinosa contro i curdi di casa propria, il cui ambasciatore all'Onu ha insistito sulla necessità che l'Onu imponga a Saddam Hussein di cessare il carnaio. Secondo alcune indiscrezioni Stati Uniti, Unione Sovietica e Francia potrebbero partecipare direttamente alla costituzione della forza Onu che dovrebbe essere schierata in una zona smilitarizzata lungo il confine tra Irak e Kuwait per prevenire violazioni del cessate il fuoco.

Più articolate le ragioni addotte da Bush sul perché ha deciso di lavarsi pilatescamente le mani sui curdi. Messo di fronte a tutti coloro che hanno gridato al «tradimento» dei curdi dopo che li aveva tanto incoraggiati a ribellarsi a Saddam Hussein, ad editoriali in cui il massacro in Irak viene definita come una nuova «Baia dei porci» per l'America, a columns in cui lo si accusa di aver abbandonato al loro destino «gli Ebrei dell'Irak» e infangato e lordato di sangue il «Nuovo Ordine mondiale», il presidente Usa è passato alla difensiva. «Io non ho mai ingannato nessuno sulle intenzioni degli Stati Uniti...la coalizione non ha mai indicato come proprio obiettivo un intervento negli affari interni dell'Irak...Ho affermato molto nettamente che non intendevamo entrare in Irak. Io condanno la brutalità di Saddam Hussein contro il suo popolo. Ma non voglio che le forze Usa siano risucchiate in una guerra civile in Irak», ha risposto Bush, nel corso di una conferenza congiunta col premier giapponese Kaifu a Newport Beach, in California, a chi gli chiedeva di



spiegare perché gli Usa si sono dati tanta pena di liberare il Kuwait ma non muovono un dito per impedire il massacro dei curdi.

In imbarazzo a spiegare la propria propensione a sacrificare i curdi alle esigenze della Realpolitik, Bush si è un po' anche arrampicato sugli specchi. Ha detto a un certo punto di non ritenere «che ci sia an-

che un solo genitore dei ragazzi e delle ragazze che hanno combattuto nell'Operazione Desert Storm che desidera che i propri figli vengano coinvolti in questa situazione, per quanto brutale e deplorabile sia». Poi si è esercitato in un sottile distinguo, sostenendo di aver invitato sì alla defenestrazione di Saddam Hussein, ma da parte dei suoi, delle forze ar-

mate irachene, non delle minoranze sciite nel sud e curde nel nord dell'Irak (pur senza giungere a sostenere esplicitamente quel che si sa è l'argomento degli alleati sauditi e turchi: che un movimento indipendentista curdo nel nord e una secessione sciita filo-irachena nel sud sarebbero più pericolosi di un Saddam Hussein che continua a comanda-

re a Baghdad). Tra le ragioni addotte da Bush per la sua reticenza a impegnarsi a favore dei curdi, paradossalmente una ricalca l'argomento con cui una parte del paese non voleva la guerra nel Golfo. «Non ci lasceremo impantanare in un altro Vietnam», ha spiegato ai giornalisti uno dei più stretti collaboratori del Presidente che l'avevano accompagnato in California.

## La Guardia spara contro i profughi Baghdad promette loro l'amnistia Presidente turco : «Gli alleati devono agire»

Il presidente turco Turgut Ozal accenna alla necessità di un intervento «tipo Kuwait» se Saddam non retrocede nella caccia ai curdi. «Gli alleati - ha detto - dovrebbero prendere in considerazione un intervento contro l'Irak per fermare il genocidio». La Guardia spara colpi di mortaio contro i profughi che ormai varcano i confini turco e iraniano. L'ayatollah Khamenei invoca i ribelli a resistere.

**BAGHDAD.** Settantamila *desaparecidos*, 250mila deportati in campi di concentramento situati nel deserto arabico dell'Irak, 4500 villaggi distrutti, due milioni e mezzo di profughi sulle montagne ai confini dell'Iran e della Turchia. Sono le cifre del genocidio dei curdi denunciato ieri a Roma dal responsabile per l'Italia dell'Istituto curdo di Parigi, Hiner Saleem. Genocidio dimenticato perché opporvisi potrebbe anche significare far saltare l'equilibrio geo politico della regione, separare dal paese di Saddam il suo più importante bacino petrolifero dove, purtroppo per loro, abitano i curdi. O sarebbe meglio dire, abitavano. Si passa, ormai, alle frontiere. A malincuore la Turchia, che teme il peso interno della minoranza curda, e a gran voce l'Iran, che spera in un «ritorno» politico dell'esodo, lasciano entrare col contagocce la marea stracciata e stanca dei profughi.

Ma i toni s'infuocano. Ad Ankara è sceso in campo il presidente Ozal. In una intervista il presidente turco insinua una operazione «alla Kuwait» se le truppe di Saddam non interrompono la «normalizzazione» nel Kurdistan iracheno: «Poiché non possiamo impedire a questa gente di tentare di sfuggire agli attacchi, - ragiona Ozal - bisognerà che gli alleati prendano in considerazione la possibilità di un intervento armato». E altre fonti assicurano che il «governo turco avrebbe valutato anche un intervento dell'esercito per difendere i curdi» ed avrebbe informato Baghdad di queste intenzioni. Affermazioni poi parzialmente smentite da un intervento del vice-ministro degli Esteri che ha «escluso l'uso della forza» da parte della Turchia. Dall'Iran c'è un nuovo appello di All Khamenei, la potentissima guida spirituale del paese. Khamenei esorta i ribelli sciiti e curdi in Irak ha resistere. «Que-

sto - dice Khamenei - è un momento molto delicato, se resisterete la vittoria sarà vostra. Il sacrificio è necessario e il compito è difficile, ma bisogna sapere che se l'attuale governo (Saddam) rimane al potere si prenderà la peggiore delle vendette». Khamenei ha poi invocato «un golpe» anti-Saddam. Le forze armate irachene - dice Khamenei - dovrebbero ascoltare la voce del popolo e abbattere chi «lotta contro la sua gente».

Verso la frontiera ieri s'è anche sparato. Da valle gli uomini della Guardia hanno sparato colpi di mortaio sui profughi accampati sui monti, a ridosso della frontiera turca nella speranza di poterla varcare e di trovare salvezza. Ma mentre li fa inseguire a nord, Saddam non cessa di tenere d'occhio l'opinione pubblica internazionale e, informa L'Ina, in una riunione straordinaria del Consiglio rivoluzionario svoltasi ieri a Baghdad ha proposto di offrire ai curdi una amnistia. L'amnistia riguarderebbe i guerriglieri che hanno partecipato alla rivolta a patto che non abbiano perpetrato omicidi premeditati, stupri o furti. L'amnistia si estende anche a quei militari ed agli uomini dei servizi di sicurezza interna che abbiano disertato per passare

dalla parte degli insorti.

L'agenzia irachena reitera anche che l'esercito di Baghdad ha sedato «una volta per tutte» la ribellione contro il presidente Saddam nella parte settentrionale e meridionale del paese. L'Ina ha diffuso un comunicato nel quale viene confermata la vittoria contro i rivoltosi nella città settentrionale curda di Sulaimaniya. «Annunciamo al grande popolo iracheno - dice l'Ina - la fine degli atti di sabotaggio, vandalismo e violenza. La legge, l'ordine e la sicurezza sono stati finalmente ripristinati nelle maggiori città irachene». Poi il comunicato accusa «forze nemiche ed un numero imprecisato di regimi» di aver sobillato i ribelli: «dopo il ritiro delle nostre truppe dal Kuwait, i nemici volevano trasformare il paese in un altro Libano distrutto da conflitti razziali, religiosi e settoriali». Del ripristino di legge e ordine fanno le spese, nell'Irak meridionale, anche i bambini. È la Croce rossa internazionale, infatti, a lanciare un allarme per l'acqua infetta che ha provocato uno straordinario aumento delle infezioni intestinali «che provocano il decesso nel giro di poche ore». Ma questo, forse, non è tutta colpa di Saddam visti i pesantissimi bombardamenti alleati che colpiscono Bassora e il sud del paese.

For the Kurdish refugees confined in camps on the freezing mountains, misery is absolute and hope has vanished. Tim Kelsey reports from the Turkish border

# THE NATION

THE INDEPENDENT ON SUNDAY 7 April 1991

THREE DAYS and nights they had tramped, some barefoot, through the sludgy ankle-deep snow of the four mountains that separate Iraq from Turkey at this point on the border. For two days, the 11 Kurds had thought they were in Turkey. They could no longer hear the Iraqi guns which had pursued them on the first stage of their journey, after escaping their homes in Zakho. But they were mistaken.

When they reached Bezinik, a tiny settlement on the Iraqi side of the border at the foot of the Afrinzer Mountains yesterday morning, the villagers told them they had one last mountain to cross, and that they would be able to see, through the drenching mists and snow, the ravines and rivers of Turkey. I met them at the village, after walking for several hours across the mountains. It was bitterly cold; one of the women, a mother of two small children, had frostbite in her fingers and toes and was being carried by two of the men. But they were optimistic that their ordeal would soon be over. It was difficult to see anything at all as they made their way down a mountain east of the Turkish village of Isikveren: the drizzling cloud was thick and low. First, you could only hear the shots. Several minutes later they were able to see the platoon of Turkish soldiers at the top of the mountain, under orders to stop the refugees descending into Turkey.

The soldiers fired again across their heads, and the Kurds continued to walk down the mountainside. And then a young man who was carrying a baby — his son — crumpled and fell on to the snow. It was an accident but the man was dead — shot in the head. The baby was bawling beside him. Its mother had already been killed during the fighting in Zakho. The Turkish soldier responsible, a corporal, picked up the child and without a word gave it to one of the women. He was furious, not with himself, but with the refugees for ignoring the warnings to stop. He ordered them in vulgar Turkish to take another route off the mountain, where they would join thousands of others in a camp lower down. The Kurds did not understand him. My translator, a Turkish Kurd, explained. When the soldiers realised a Western reporter had witnessed the

incident, they allowed the Kurds to cover the man's body with snow.

When they reached this camp, the refugees found, to their horror, about 20,000 sodden refugees standing in the rain, crouching under the branches of trees, eating the dirty, muddy snow for water. None of them could dry themselves, their clothes, or the branches they had torn off the mountain thorn-bushes for burning. They were without food of any kind at all. It is hard to imagine: Turkey is a famously fertile country, yet the refugees have no food whatsoever.

When they arrived in the camp, they were told that 60 people had died of hunger and exposure yesterday morning, and on Friday, more than 150. Dr Saguran Kadir, a paediatric consultant at Zakho hospital, stood in the pouring rain wearing only a suit and shirt, with tears in his eyes. Tears of frustration, because of his powerlessness. "If I had even aspirins I might be able to do something. My sister is dying of cold, and I can only watch it."

One of the women who had crossed the mountain during the morning, Fehruz Kadir, an 18-year-old from Zakho, said, quite without emotion: "So now we all die. What have we done? Nobody tells us." She had been the only one to protest at the killing of the Kurdish man by the Turkish soldiers. Everybody else seemed too tired and too cold to react. Three years ago, she had made the same journey into Turkey at the end of the Iran-Iraq War. She had fled then — one of around 90,000 to do so — but later escaped back into Iraq. She had spent a fortnight in a Turkish camp to the east of Isikveren, and had seen relatives and friends die there from gastro-enteritis and from injuries sustained from poison gas attacks.

But it had been different then, almost easier. The Turks had provided food and water. That battle for survival had been against the summer heat; this time it is a freezing spring, and the Turks have been extraordinarily slow to provide any help. "There is nothing we can do, nothing," Fehruz said. There is another obvious difference; three years ago, the Kurdish refugees struggled hard to preserve their dignity. They talked bravely of returning to Iraq and winning autonomy from Baghdad. De-

spite the filth of the camps, the women brushed their hair, and wore their jewellery. Now, they are without hope and without pride.

The Turks say they cannot cope with this exodus. The numbers are much larger than in 1988 — the Turks say 250,000 Kurds are on the Turkish borders and another 500,000 making their way towards it. But the international community seems more alert to this disaster than it was in 1988 when the Turks received practically no assistance from the developed world to look after the Kurds. This time plane-loads full of emergency supplies are arriving in Turkey. The Turks are, simply, failing to distribute it. One government minister who visited the mountain camps on Friday told me that bread and blankets were being provided. But with his own eyes he had seen this was not true. At the bottom of the mountains near Isikveren, a convoy of lorries is waiting with supplies but is being denied access by the Turkish military, who say that the mud road is impassible because of rain and snow. This is true, but the military can make the journeys with their own lorries and Landrovers, yet they refuse to take essential aid to the starving Kurds.

The misery on that mountain is absolute. After arriving yesterday morning Fehruz set about trying to find grass to cook, as she had done so often during the mountain crossing. But there is no grass under the snow. Her hands were blue with cold from looking. Yesterday, she was not able to feed her two-year-old son, Ramazan, who has a high fever.

Others in a camp to the east of the town of Uludere were allowed by the Turkish military to forage for food in a nearby village. But only the men were allowed to go, to ensure they returned. They were desperate — the village had been abandoned by its residents years before. "We can't find any food. We have no money. If we go back we will all starve, but we can't stay here and let our families die," said one young *peshmerga*.

In Isikveren, around 15,000 refugees who arrived at the beginning of the week were allowed to come off the mountains and camp in a valley near the village, where conditions are marginally better. It is warmer and Turkish villagers provide plastic

# BETRAYED

sheeting against the rain, as well as bread. But now the Turks want these people back with the others, back on to the border, out of their jurisdiction. A local government official was trying to persuade them to return as I left the area yesterday.

Watching him talk, was a quiet 12-year-old boy, Sirvan Rasit Halid. Half the skin on his face had peeled away, a mottled yellow brown

showed underneath. He had been burnt by a napalm bomb 10 days ago, while he did his school homework in Zakho. All who watched were frightened. "If they make us go nearer Iraq, does that mean they will send us back?" asked one schoolteacher from Dahouk. She asked me directly to reassure her. I was not honest. I said they were safe in Turkey.

## Friendless people in a hostile world

**Forsaken once more, the Kurds may finally eschew conventional means to further their cause, says John Bulloch**

THEY asked for a state, a country of their own, and the world gave them blankets. For the Kurds, that was an advance. Usually, there is no reply at all when they ask for help of any kind. It is the result of centuries of experience that the first proverb a Kurdish child learns is: "A Kurd has no friends."

They forgot that this time around. At meetings in Europe, in Syria, and then at the big conference in Beirut, the Kurds believed the promises made by the Shia Muslim Iraqis from the south of the country that they would co-ordinate their uprising with them, that there would be help from Tehran, that the British government

had given a nod and a wink which meant that the Americans would prevent the Iraqi army from regrouping and attacking them. Above all, the Kurdish leaders believed George Bush. They read his lips, which said that the United States wanted Saddam Hussein overthrown. Somehow had given a nod and a wink which meant that the Americans would prevent the Iraqi army from regrouping and attacking them. Above all, the Kurdish leaders believed George Bush. They read his lips, which said that the United States wanted Saddam Hussein overthrown. Somehow they missed the footnote, which said that the United States wanted



Saddam Hussein dispatched by a suitable Iraqi army officer who would institute a military dictatorship under the tutelage of the White House and the Pentagon.

After all, the Kurds had overcome one major hurdle — they had formed a joint front of all their rival factions. The Kurds are a tribal people with their homelands in the mountains of the Soviet Union, Iran, Iraq, Turkey and Syria, divided among themselves over the centuries, speaking two main dialects and dozens of sub-dialects. Their two leaders, Jallal Talabani and Massoud Barzani, rarely

agreed on tactics, their field commanders were poor at co-ordinating with each other, their politicians spoke with different voices. Now, for the moment, there was an agreed objective — to topple Saddam, to set up a new government in which all 17 known parties plus a few others would be represented, and then to organise elections and establish a form of parliamentary democracy.

That was the idea; the reality was that the Shia leaders, instead of going to Kurdistan, went to southern Iran in a move which set the alarm bells jangling even louder in Wash-

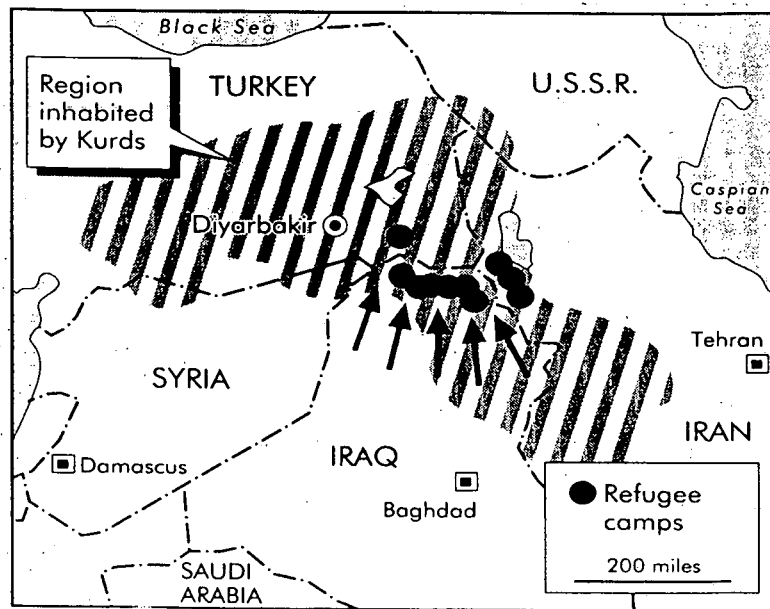
ington. It was taken as proof that the uprising was being used by Tehran to export the Islamic revolution by stealth, and that once Saddam had been overthrown by the Kurds, the Shia would set up their own theocratic state in which democracy would be on strictly Islamic lines.

Iran had a lot more to do with the revolt in southern Iraq than Tehran would admit, but wanted no part of the Kurdish rebellion. Iran has its own Kurdish minority, and does not want the example of an independent Kurdish state on its border; after all, Iran is a nation of minorities and the example might be followed by the Azerbaijanis, the Armenians, the Baluchis ... So Iran too started drawing back when it saw the *peshmerga* streaming down to the plain from their mountain bases.

President Turgut Ozal, staunchest of all the coalition allies, suddenly began to acknowledge the presence of a Kurdish minority in Turkey during the war – before that they were only mountain Turks who had forgotten their language. Ozal saw the possibility of a Kurdish state emerging from the conflict long before it dawned on others. An independent Kurdish state in northern Iraq would, in conventional Turkish terms, be a threat to Ankara, but Mr Ozal saw it as a chance to expand Turkish influence, even to regain a part of the Ottoman domains lost 70 years ago. Perhaps an opportunity to resurrect the Mosul Question from the dust of history books, giving Turkey control of some of the huge oil reserves of northern Iraq by re-establishing Turkish sovereignty.

It was a bold gamble by the Turkish leader, beset by his own *intifada* – the violent attacks on Turkey's eastern provinces by another group of dissident Kurds, the PKK, or Kurdish Workers Party, led by the guerrilla fighter Abdullah Ocalan, who is based along the Syrian-Lebanese border, with his headquarters somewhere in the Bekaa Valley. Ocalan's ruthless fighters have killed as many Kurdish "collaborators" as Turkish defenders. They are disowned by the Kurds fighting for independence from Iraq. Yet they are the most effective of all – could they be ignored in a settlement? It was another factor in the decision-making process in Washington.

The trouble was that it was a secret process. The Kurds did not know what was happening, what the Americans, or anyone else, were thinking. Massoud Barzani, son of the greatest Kurdish tribal fighter of the century, was with his men in north-east Iraq, his tribal homeland. They swarmed down on to the plain, taking the great cities which lie in a shallow arc close to the borders, Zakho, Dahuk, Arbil,



and finally Kirkuk – centre of the Iraqi oil-producing region. The alarm bells became a cacophony; an American war aim, never acknowledged but generally understood, was to stop Saddam Hussein or anyone like him holding control of Iraqi and Kuwaiti oil, with the consequent ability to manipulate prices and supplies. Would the war have been worthwhile if the new hand on the Iraqi oil valve was that of an Iraqi Kurd, perhaps exploiting the new power to wrest concessions? An emphatic "no" from the United States, and Europe, and at the United Nations.

The difficulty for the West was that there seemed to be no alternative to the unknown Kurds. The 1st, 2nd and 5th Iraqi armies, all stationed in the north of the country, showed no inclination to fight. The Iraqi regime collapsed. The Jash, the pro-regime Kurdish militias, defected en masse to their countrymen. The armies disintegrated. Massoud Barzani estimated that 70,000 to 80,000 Iraqi soldiers surrendered to the Kurds. "We could not deal with them, so we told them to join us or go away. They disappeared."

Only a few senior officers, Ba'ath party officials and security police stayed to fight, or more importantly, to destroy or immobilise the weapons the troops abandoned – to spike the guns. It was enough. The Kurds captured huge quantities of ammunition, but nothing to use it in, even if they had the ability. In fact, they did not. The *peshmerga*, the men of sacrifice, have always been guerrilla fighters, mountain warriors who combine a season of campaigning with herding their flocks from summer to winter pastures, men content with a Kalashnikov and a couple of bandoliers with which to look picturesque in the family portraits, as well as for practical purposes.

THESE days, the Kalashnikovs come mostly from captured and looted Iraqi arms stores, but in the past, Iran and the American CIA have been the main suppliers. In the early 1970s, when the Kurds were holding down large numbers of Iraqi troops, the Shah of Iran, with the encouragement of the CIA, armed and supplied them and gave them safe bases to embarrass the Baghdad regime – in which Saddam Hussein was even then the strong man. Then came the 1975 Algiers agreement between Iran and Iraq; the tap was turned off and the Kurdish revolt collapsed.

The oddity was that in Iraq the cynical agreement between the Shah and Saddam Hussein brought into being the closest thing to a Kurdish state which has existed since the Shah hanged Qazi Mohammed, the president of the short-lived Republic of Mahabad – the nearest thing to a homeland the Kurds have ever had. Once the Kurds had lost their backers in Iran and America, Saddam Hussein allowed them a greater degree of autonomy than they had achieved anywhere else. Kurdish children could at last be taught in Kurdish, there was a Kurdish radio station, and Kurds ran the affairs of this Autonomous Region – up to a point. The prime minister and his colleagues were of course branded quislings by the Kurds still in the mountains, carrying on the forlorn struggle, or plotting in Tehran or America or Europe. And yet it was still closer to Kurdistan than could be found anywhere else.

Two weeks ago those Kurds who had trusted the Baghdad government fled from their own people. As the *peshmerga* advanced, in a rare instance of forward planning, messages were sent to the towns they were approaching giving the signal for upris-

ings to begin. The townspeople went on the rampage — in Arbil, the revolt began at 7am and was over by 10. The administrators headed south, but then stopped. They would not go on to join the forces loyal to Saddam, well aware that they would be executed for their failure to stay and fight, just as their fellow-countrymen would have executed them for collaboration.

Today, the Jash are back on the side of the regime, and the soldiers from those northern armies who were given the chance to defect or disappear have re-appeared, realising sooner than many that it is still Baghdad which can pay their wages. The absence of American planes and the impact of the Iraqi helicopter gunships have made the

point more clearly than the weasel words from Washington or London.

At the end of the Iran-Iraq war in 1988, Saddam Hussein wheeled his armies north to deal with the Kurdish problem once and for all. Halabja was an early result — at least 5,000 dead from nerve gases. A longer-lasting consequence was a massive Kurdish emigration to Turkey and Iran and a dread of gas attack which played its part in the sudden rout of the Kurds in these last weeks.

This time, the exodus is greater, the scars deeper. And it may be that the Kurds have finally learnt a lesson many of them hoped would not be needed. With their old-fashioned ideas of honourable war and just demands, the Kurds have always sought to advance their cause by conven-

tional warfare. Not for them the hijackings and assassinations of other groups. Yet their way has resulted in mass forced emigrations, hundreds of thousands of casualties and no homeland. Many Kurds are now looking to the example of the Palestinians, who have their embassies in more than a hundred countries and their spokesmen at the United Nations, and who were little known before the mass hijackings of the 1970s.

Denied any gain by "conventional" means, there are Kurds today advocating other forms of violence. Watch for the first Kurdish-signed communiqué after a new hijacking. And expect more ruthlessness and more effective uses of terror from a people who have been on the receiving end for longer than most.

## Warriors who always fight but never win

By Stephen Fay

THE KURDS are first mentioned in Xenophon's history, written around 400 BC, in which he records how they fought bravely against the Greek army returning from Persia, but lost. This set a pattern.

The Kurds have been a subject people for nearly 2,500 years, but their identity endured and they have used each war in the region as an opportunity to revolt. They always lose, and their defeat is accompanied by the death of innocents and great movements of refugees. This is commonly described as genocide.

Kurds have inhabited the mountains between the Black and Caspian seas, the Mediterranean and the Persian Gulf for 4,000 years. Their ancestors were Aryans, probably Medes; their language is related to Persian and is spoken in two principal dialects.

They are Sunni Muslims, although never especially orthodox, and are a naturally hospitable people. Because

they are spread through Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union, no one is sure how many there are — estimates range up to 18 million.

The tragedy of the Kurds can be traced to the discovery of nationalism by Emir Badr Khan, who tried to win freedom from the Ottoman Empire in 1843, and was crushed. When the Turks were distracted by the Crimean War the Kurds tried again, and lost again. By the 1878 uprising, the concept of Kurdistan had become a potent motive for the Kurds, but the British and Russians thought it threatened regional stability and prevailed on the Turks and the Persians to co-operate to crush the insurrection.

At the outbreak of war in 1914, the Kurds, who fought with Turkey, were massacred by the Russians. At the end of the war, the Treaty of Sevres recognised Kurdish aspirations, but Kemal Ataturk did not and when the matter was settled at the Treaty of

Lausanne in 1923, Kurdish independence was off the agenda.

In the new British protectorate of Iraq, the Kurds revolted first in 1919, when the Kurdish flag — a red crescent on a green field — flew for the first time. Revolts in 1923 and 1932 were both put down, partly by the RAF, which bombed Kurdish villages.

The revolt triggered by the Second World War began in July 1943, when the most celebrated modern Kurdish leader, Mulla Mustafa al-Barzani forced Baghdad to negotiate. But the talks broke down and when the Iraqi army attacked again, Mulla Mustafa and his troops fled to Iran.

His next revolt began in 1961 and when it ended in 1970, the Kurds appeared to have won freedom to run their own affairs within Iraq. It was an illusion, and the Kurds rose again in 1974, only to be defeated when the Shah of Iran withdrew support in 1975. The penultimate revolt began in 1986, and was ended by Saddam Hussein's chemical weapons in 1987 and 1988.

# Blood stains the new world order

ALMOST everyone, including this newspaper, has been wrong about the Kurds. That is to say, we have most of us been wrong about Saddam Hussein. We thought that the allies should not proceed to Baghdad and finish off the monster. The United Nations had not authorised that. We thought, or we hoped, that Saddam had been so weakened that he would topple off his gilded throne. President Bush explicitly incited the Iraqis, who include the Kurds, to revolt, and we believed that the Kurds might even succeed. We – and perhaps the first person plural now principally means John Major and George Bush – omitted or forgot or declined to warn Saddam not to use his helicopter gunships to massacre Kurds. Mr Bush then went fishing or golfing and appeared not to dwell upon the Kurds. They did not seem to be uppermost in Mr Major's mind either, until Mrs Thatcher stepped forward like a figure in a dream and told us what we should have been thinking. Backseat drivers can, after all, be useful.

A few weeks ago, how pleased was the West with the allies' conduct during the Gulf war. How brilliant was victory, how noble the idea of a new world order made safe by the power of the United States and the smooth and harmonious workings of the United Nations. How vulgar such feelings seem now. We are left with the reality that though we have reinstated in Kuwait one of the world's nastier regimes we have, at the same time, precipitated the uprising and flight of hundreds of thousands of innocent Kurds, though Mr Major, to his shame, says he cannot recall asking them "to mount this particular insurrection," as though the revolt were a freakish event which had nothing to do with us. The notion of a new world order turns out to be a piece of empty optimism – one could say, looking towards the United States, of Wilsonian claptrap. Men are not made new so easily. They and their orders prefer to go on much as they did before.

Powerful nations cannot pursue their foreign policy on Gladstonian principles of intervention. You cannot come to the rescue of every persecuted minority. But, equally, great nations – one might say successful nations – should not be wholly guided in foreign matters by notions of self-interest or *realpolitik*. The United States and Britain seem to have been so guided in the Gulf war. The liberation of Kuwait was a cool-headed response to a threat to the West's oil supplies. There is nothing wrong with that. But there is a horror in being too cold, in evading the opportunity, which may be

thrown up in the absolutely proper pursuit of self-interest, of doing some good.

So long as Mr Bush represented the war as a defence of civilised values, his version of events could be indulged, though the reinstatement of the al-Sabahs may have stuck in our gullets. The man who reportedly told the CIA in January to provoke the Kurds into insurrection and preached rebellion during the Gulf war, now acts like someone with a nasty bout of amnesia. Mr Bush represents the Kurdish revolt as though it were a tribal conflict in an obscure corner of Africa of which he is blamelessly unaware. The point is not that he or Mr Major need to be exponents of a Kurdish state. Who can even say that there should be one? So long as the Kurds remain divided between five countries, an unloved minority in each of them, it is certain that there will not be. It is not unforgivable for Mr Bush to have assured his allies, Syria and Turkey, before the Gulf war that he would not give a leg up to Kurdish nationalism. But this does not justify allowing Saddam Hussein to murder Kurds when there are still tens of thousands of American troops within Iraq who are capable of stopping him.

When Gladstone was steamed up about the Turkish massacres of Bulgarian Christians, the British public got steamed up too. Public opinion can be a marvellous thing, generous as well as cruel. Out of office, out of favour, Mrs Thatcher sensed its mood while Mr Major was still watching Arsenal beat Aston Villa. Even now, one would not exactly describe Messrs Bush and Major as being steamed up. They have the look of men who have arrived late at a function which they had forgotten about. Their governments still seem less aware than the public of the horror, the pity, of the dying Kurdish children. Is there anything they can now do? It is probable that at least for the time being Saddam Hussein has killed all the Kurds he wants to. This may not apply to any actual or potential Shia rebels in the south of Iraq. Saddam must be told to put his helicopter gunships away and not to use them unless he wants them to be blown up. Western countries must expedite their aid, and the European Community members meeting tomorrow in Luxembourg should tell Turkey that if that country hopes to become a Community member within the next hundred years she had better start behaving in a civilised way. Beyond that, we can now only pray for the swift demise of Saddam Hussein – and no more mention of a new world order.



ACPO62 PR:03 PEXEFIW IRAK  
 KURDISTAN-SITUATION-ONU  
 L'EXODE DES KURDES  
 L'"ENCLAVE" DISCUTEE A L'ONU

411  
 PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

Paris, 9 avril - Le sort des Kurdes entre les mains de l'ONU. Les Douze, réunis au sommet à Luxembourg, ont proposé, lundi soir, la création en Irak de "zones de protection" sous l'égide des Nations unies. Le Conseil de sécurité doit désormais examiner la proposition européenne qui n'a pas manqué de provoquer la colère de Bagdad.

"La proposition visant à créer une zone sous contrôle de l'ONU à l'intérieur de l'Irak pour traiter du soi-disant problème des réfugiés est une proposition douteuse que l'Irak rejette catégoriquement et à laquelle il s'opposera par tous les moyens", a ainsi déclaré le Premier ministre irakien, Saadoun Hamadi. Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze avaient déjà vigoureusement soutenu l'idée britannique d'instaurer de telles enclaves dans le nord de l'Irak, malgré des divergences sur l'opportunité d'utiliser la force armée contre Bagdad. "Il n'a pas été question d'une intervention militaire. Il est possible que l'Irak ne montre pas de complaisance. Dans ce cas, l'embargo ne sera pas levé et les mesures économiques continueront à être sévères", a souligné François Mitterrand.

Jacques Delors chez Perez de Cuellar

Washington a accueilli plutôt favorablement la proposition européenne. Soviétiques et Chinois, pour leur part, n'ont montré aucune hostilité. Le secrétaire général de l'ONU a jugé l'initiative "compliquée", mais "pas impossible". Javier Perez de Cuellar doit recevoir, mercredi à New York, Jacques Delors, président de la Commission européenne, et Jacques Santer, Premier ministre luxembourgeois et président en exercice du Conseil européen. Les deux hommes rencontreront le lendemain George Bush. Ils en profiteront, vraisemblablement, pour demander au président américain un geste financier en faveur des Kurdes. La CEE estime à 400 millions d'écus, soit 2,8 milliards de francs, les besoins des réfugiés dans les quatre mois à venir. Les Douze ont déjà décidé de leur accorder une aide d'un milliard de francs.

Le Haut commissariat des réfugiés aux Nations unies, a indiqué, mardi, que plus de 770 000 Irakiens s'étaient réfugiés en Iran, tandis que la Turquie en recensait quelque 400 000. Enfin, l'organisation humanitaire française, Médecins sans frontières (MSF), a lancé, mardi, un appel "à tous les médecins et infirmières disponibles tout de suite pour porter secours aux Kurdes". "Des centaines de milliers de Kurdes sont en train de mourir de froid, de faim, des suites de blessures, de maladie", précise-t-elle, dans un communiqué.

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

209 MOSCOU URS 090491 31647 INT EMI  
 URSS-Kurdes  
 L'URSS exprime son soutien aux Kurdes irakiens

MOSCOU, 9 avr (AFP) - L'URSS a exprimé mardi son soutien aux Kurdes irakiens, mais a déclaré qu'elle ne voulait pas être impliquée dans les affaires intérieures de l'Irak.

"Il est impossible pour nous d'être impliqués dans une quelconque guerre nationale ou civile en Irak", a dit le porte-parole du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, Vitaly Ignatenko, lors d'une conférence de presse.

"Le problème qui se pose aujourd'hui est une véritable tragédie humaine, le destin de près de deux millions de Kurdes qui sont sans foyer et subissent une humiliation intolérable", a déclaré M. Ignatenko.

Mais l'URSS "ne peut pas contrôler ce qui se passe actuellement à l'intérieur de l'Irak, et nous ne pouvons pas non plus décider quel gouvernement doit diriger ce pays", a poursuivi le porte-parole.

M. Ignatenko a ajouté que l'URSS n'avait pas encore arrêté sa position en ce qui concerne la proposition de créer une zone de protection pour les réfugiés kurdes à l'intérieur de l'Irak.

Cette proposition, à laquelle la Communauté Européenne a apporté son soutien lundi, devait être examinée mardi par le Conseil de sécurité de l'ONU.  
 fc/plh/dfg t/

FRA0442 4 I 0310 FRA /AFP-GEO6

Kurdes-CEE-Delors

Les Kurdes dans une situation "aussi tragique" que les Palestiniens, selon M. Delors

PARIS, 9 avr (AFP) - Le peuple kurde "est dans une situation aussi tragique que le peuple palestinien", a estimé mardi le président de la Commission européenne Jacques Delors, en soulignant que la priorité de la CEE et de la communauté internationale devait être aujourd'hui "d'assurer la survie des Kurdes".

M. Delors, interrogé par la radio RTL, a souligné que c'était la raison de la proposition faite lundi à Luxembourg par le sommet des Douze de créer une "zone de protection" en territoire irakien où pourrait se réfugier la population kurde "si les massacres persistent".

Cette idée, qui aboutit de fait à une transgression de la souveraineté irakienne, doit cependant être "davantage étudiée du point de vue du droit international et des modalités pratiques", et sa mise en œuvre ne pourra intervenir qu'après une "décision du conseil de sécurité de l'ONU", a estimé M. Delors.

Soulignant que les dirigeants kurdes, notamment d'Irak, étaient "raisonnables" et ne réclamaient pas l'indépendance mais seulement "un statut d'autonomie et l'arrêt des persécutions", il a affirmé qu'il fallait "tout faire" pour qu'ils obtiennent satisfaction. M. Delors a cependant également souligné la nécessité "d'éviter une nouvelle conflagration" dans la région.

En attendant, a-t-il relevé, il est impératif d'apporter "tout de suite et massivement une aide aux Kurdes".

Le président de la Commission européenne s'est enfin félicité de l'unité manifestée lundi par le Conseil européen de Luxembourg sur la question kurde. Les Douze, a-t-il estimé, "se sont livrés à un exercice grandeur nature de ce que sera l'Union politique de demain", qui prévoit notamment la mise en œuvre d'une politique étrangère commune dans certains domaines.

lma/bw

AFP 091907 AVR 91

A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —A.F.P. —

THE  
INDEPENDENT  
ON SUNDAY  
7 April 1991

# Descent from moral crusade to Greek tragedy

If the US wants to lead the world, it can't turn away from Saddam's genocide, argues John Lichfield in Washington

IN AUGUST, President George Bush, the alleged wimp, leaned on his golf cart in Maine and explained why the US must send troops to defend Saudi Arabia. Last week, President Bush, the Great Liberator at bay, leaned on his golf cart in Florida and explained why the US would do nothing to prevent the massacre of thousands of Kurds and Iraqi Shia Muslims.

In hard political terms, the President's golf-course logic may have been correct on both occasions. But Mr Bush has rarely presented US Gulf policy in terms of hard politics in the last eight months. With an intensity which seemed genuine to the point of being scary, Mr Bush has presented US actions as a kind of moral crusade.

In January, Mr Bush said in his State of the Union address that US soldiers were in the Gulf to undertake "the hard work of freedom". America, he said, represented "the universal aspirations of mankind". The US was "the beacon of freedom in a searching world", "a community of conscience" prepared to "selflessly confront evil for the sake of good".

On Wednesday, at a tasteless television victory spectacular, the President spoke once again of America's "special decency, courage, compassion and devotion to principle".

Mr Bush is said to have become snappy and irritable in recent days. He is incensed by the swelling criticism at home and abroad of his decision to abandon the Iraqi rebels to the genocidal wrath of the man he once branded "worse than Hitler". People who have watched Mr Bush closely over the years say this petulance is more characteristic of the President than his affable public personality. It generally coincides with a

period of mingled self-righteousness and self-doubt.

The President — like the Kurds and the Shias — is a victim of his own inflated rhetoric. He has been praised for his performance up to the end of the Gulf conflict. But Mr Bush's conscience was rarely strained. In ousting Saddam from Kuwait, moral principle and US and Western self interest were aligned.

In the last three weeks, events in the region have returned to their more normal state of unrewarding moral confusion. Faced with a choice between "confronting evil" and propping up the regional status quo, President Bush's Messianic fervour abruptly deflated. Students of the Bush psychology suggest this is another example of the President's ability to compartmentalise his moral values: the barriers can as easily be erected within different aspects of Gulf policy, as between foreign and domestic policy. Michael Mandelbaum, of the School of Advanced International Studies, said: "We are back to the old Bush of Tiananmen Square . . . of putting expediency before principle . . . of what amounts to moral callousness."

In strict geo-political terms, Mr Bush's reluctance to aid the dismemberment of Iraq may be sound. But why should the "beacon of freedom" light up Kuwait, and not Kurdistan?

Why should the murder of Shias not be as offensive to the "universal aspirations of mankind" as the murder of Kuwaitis? The administration has made no attempt to address such questions.

Immediate US post-war policy was to stay largely out of the Iraqi fighting, but meddle by shooting down planes, and possibly helicopters, in the unfocused hope of top-

pling Saddam. A meeting of the Bush inner cabinet on 26 March, before the main onslaught against the Kurds, reconsidered this policy. It was not only reaffirmed but hardened by a decision to allow Iraqi helicopter gunships to fly against the rebels. This decision has been presented, publicly, as a simple acceptance that Washington has no right to intervene in the internal affairs of another nation. Privately, US officials have advanced colder, geo-political arguments for preventing the Balkanisation of Iraq (the Turks would detest a Kurdish statelet on the border of their own restless Kurdish territory; the Iranians would soon control a Shia southern Iraq).

Diplomatic and administration sources say these factors were part of the equation in the Oval Office but not important factors. The overriding US consideration was the argument advanced by the Saudi

**'We are back to the old Bush . . . of expediency before principle . . . of moral callousness'**

government. Officials say that Riyadh made it clear that it wished to see a Sunni-controlled, unsplintered Iraq, even at the expense of Saddam remaining in power.

Middle East experts in Washington believe that Riyadh fears not so much the religious and political consequences of a successful Shia Islamic uprising as the purely political implications of any kind of democratic or populist Islamic movement which

calls its own validity into question.

The majority of the Bush inner cabinet, with the President and Brent "New World Order" Scowcroft in the lead, concluded that US assistance to the rebels would be contrary to US regional interests. Only two members of the inner circle questioned abandoning the Kurds and Shias. Vice President Dan Quayle — who, like Ronald Reagan, knows few things but knows what he knows — argued that it would be a betrayal of the administration's "America-as-beacon-of-freedom" rhetoric. Dick Cheney, the Defence Secretary, predicted trouble ahead with US public opinion. Both were overruled.

As Mr Cheney forecast, moral crusades, when no longer applicable, can be hard to squeeze back into the tube. From the President's point of view, US public opinion is beginning to spread in unhelpful (and muddled) directions. Although the most recent poll in *The Washington Post* shows that 69 per cent approve Mr Bush's policy of non-intervention in

Iraq, 78 per cent believe the US should shoot down Iraqi helicopters and 69 per cent want the US to resume the war unless Saddam goes.

More significant for such a media-conscious administration is the fury of the assembled ranks of American punditry, which reached new heights of eloquence last week. William Safire and Abe Rosenthal, standard-bearers of the thinking right, and firm supporters of the Bush Gulf policy from the beginning, lashed into the White House unmercifully. Safire's column, headlined "Bush's Bay of Pigs", said: "He threw away our new found pride ... It seems we defend the rich and sell out the poor ... If a whole people can be decimated while the President of the US goes fishing, no nation will put faith in American security guarantees."

Rosenthal said the massacre of Kurds and Shias was directly equivalent to the Nazi holocaust; President Bush was "sullyng" his own name and America's by repeating the mistakes of the Thirties. "After this hap-

pened last, in the years when the beasts of hell ruled in Germany and befouled Europe, many people in the rest of the world said they had not known ... Today no person and no nation can do that."

The White House is, it appears, being forced to re-evaluate its post-war strategy. Officials now accept that mistakes were made, at least in presentation. From August onwards, the Bush administration has been far ahead of the curve of US public opinion on the Gulf. Now public opinion is beginning to drag. A reversal of policy seems unthinkable (and is too late to do much good). More likely is the kind of belated and inadequate gesture announced on Friday — a delivery of food and blankets which amounts to the moral equivalent of an air drop of Elastoplasts.

Some Democrats are already exploring forms of political jujitsu, to use the Kurds and Shias as a way of turning Bush's popularity against him. Senator Albert Gore, a potential Democratic presidential candi-

date, said last week that the US should intervene militarily to support the rebels. Other Democrats remain fearful of raining on the military parades now planned in almost every state in the nation. In the absence of TV pictures of the suffering of the Kurds and Shias, the issue may soon start to fade away (as the administration dearly hopes it will).

None of this seems likely to damage severely Mr Bush's domestic standing. But a bad taste remains.

The evident lesson is that the world follows the rules of Greek tragedy — every step is false — more often than those of Hollywood scripts. In such a world, simplistic, moralising rhetoric is an invitation to the kind of tragic misunderstanding, and sense of betrayal, expressed by Kurdish leaders. Alternatively, if the US genuinely pretends to the leadership of the entire world, it cannot hide behind questionable rules of non-intervention to justify turning its back on mass murder.

THE NEW YORK TIMES April 7, 1991

## KURDS IN U.S. CALL FOR MORE BACKING

### Demonstrations Are Held as Disappointment Is Voiced Over the Level of Aid

By MARVINE HOWE

Kurdish-Americans are welcoming American and international emergency relief for their compatriots in Iraq but continuing to voice anger over the refusal of the Bush Administration to support the Kurdish rebellion there.

In demonstrations, hunger strikes and press statements, Kurds and other Iraqi opposition groups are calling on the United States and other nations to stop the killing of Kurds in Iraq and to stop help to the refugees.

And eager to allay Washington's concerns over the disintegration of Iraq, some Kurdish-Americans are insisting Kurds are not seeking independence. "We are working with the rest of the Iraqi opposition to establish freedom and democracy," said Dr. Efsaniar Shoukry, a founder of the Kurdish National Congress of North America.

"We feel disappointed and betrayed," said Muhyeddin Abdullah, the Washington representative of the Iraqi

Kurdistan Front, who began a hunger strike on Monday. "Something is wrong with the world."

#### U.N. Resolution Praised

The front, grouping the seven main Kurdish parties, expressed gratitude for all assistance to the Kurds "at this critical time." In a statement on Friday, the front said the United Nations Security Council resolution condemning Baghdad's repression of the Kurds was "a strong signal to Iraq that the international community will not stand by while genocide is being committed."

Jemal Kasim, the front's representative in California, said the Kurdish people "have been stabbed in the back." Mr. Kasim took part in a demonstration on Thursday with several hundred other Kurds and Iraqi opposition supporters at Newport Beach, Calif., where President Bush was meeting with the Japanese Prime Minister.

"Not since World War I, have Kurds come so close to their dream of freedom, but they can't do it alone," said Chiman Zebari, a Kurdish-American nurse in Nashville, who came with her family from Iraq in 1978. "The least President Bush can do is warn Iraq not to fire on civilians."

About 150 Kurds and other Iraqi dissidents rallied in front of the United Nations yesterday, brandishing placards with slogans like, "Saddam Kills; Bush Watches."

No one knows how many Kurds live in the United States because they have come as nationals of Iran, Iraq, Turkey, Syria and the Soviet Union, which share the mountainous area called Kurdistan. Mehrdad Izady, 33 years old, a Kurd from Iran who teaches in

Harvard's department of Near Eastern languages and civilization, says there are 10,000 to 12,000 Kurds in this country, including 5,000 from Iraq.

#### Three Waves of Migration

Mr. Izady said there were three main waves of Kurdish immigration to this country: after World War I with the upheavals in Turkey, in the mid-1970's after the collapse of the Kurdish revolution in Iraq, and in 1979-81 in the wake of the Iranian revolution.

In Detroit, where there is a colony of Kurdish professionals, Dr. Shoukry said the Kurdish-American Medical Association recently sent \$20,000 to help the refugees in Iraq.

From Minot, N.D., Abdul K. Mustafa, editor in chief of the Kurdish magazine *Barzan*, has called on all Kurdish-Americans to send contributions of \$500 to the Kurds in Iraq. He also urged Kurds to "explain our cause" to the State Department and humanitarian associations and ask for the ouster of Iraq from the United Nations.

At the demonstration at the United Nations, Nuri Akgul, a Kurdish-American entrepreneur from Turkey, said the situation in Iraq is "a devastating tragedy" for all Kurds, who hoped President Bush's "new world order" would mean freedom and protection for minorities in the Middle East.

"We feel very resentful," said Ahmed Ferhadi, from Erbil, Iraq, a professor in New York University's department of Near Eastern studies. "Iraq is in shambles, there have been so many casualties and the monster Saddam who caused it is still there."

THE INDEPENDENT April 7, 1991

# Kurds now flee Iraq in millions

From **Tim Kelsey** and  
**Hugh Pope** on the  
Turkish-Iraq border  
and **Phil Davison**  
in London

AS MANY as two million more refugees are reported to be fleeing from Iraq in the footsteps of the 580,000 already camped on the borders of Iran and Turkey.

Iraq's Interior Minister, Hojatoleslam Abdullah Nouri, said more than 300,000 refugees from Iraq had reached his country in flight from Saddam Hussein's armies, and a million more were expected in their wake. These figures include Shia Muslims from southern Iraq, as well as Kurds from the north. The Iranian news agency described this human tide as "half-starved and freezing" and said they were fleeing "the worst bloodbath in history".

At the same time, Turkey said there were 280,000 refugees huddling against driving snow on both sides of the Turkish-Iraqi border, and a million more were on their way. The Foreign Minister, Ahmet Kurtecebe Alptemocin, who announced the figures, said the Turkish authorities had begun burying some of the bodies of 1,500 Kurds who died *en route* to Turkey over the past few days.

These catastrophic warnings of a growing exodus came as international relief efforts finally got under way. Today will see the first airlifts of food, tents, blankets and medicine to Kurdish regions by US Air Force and RAF aircraft. The first of two or perhaps three Hercules transport planes was to fly from RAF Lyneham, Wiltshire, in the early hours of today, while US transport planes will take off from German bases.

Two French-chartered planes, carrying 37 tons of food, clothes, blankets, tents and medical supplies, landed at Diyarbakir, eastern Turkey yesterday and the last of 40 tons of German aid was also flying in today.

Britain sent two civil aircraft

loaded with emergency aid to the Turkish capital, Ankara, on Friday as part of a £20m relief programme ordered by John Major, the Prime Minister. Elsewhere, Japan announced it would provide \$10m (£5.6m) of aid for the Kurds, Switzerland \$2m, Luxembourg \$1.5m and Belgium \$300,000. Diplomatically as well there was movement, as President George Bush, criticised for his hands-off approach to the plight of the Kurds, sent his Secretary of State, James Baker, to Turkey where he will make a brief trip to eastern refugee camps tomorrow on his way to the Middle East on a new mission for Arab-Israeli peace.

But the picture in the camps on the Turkish border remained harrowing, with only hints of hope-relieving scenes of epic misery. Foreign help will certainly arrive too late for many.

At camps near Isikveren, the Turkish authorities were still not distributing aid. A local Turkish doctor who had gone into the camps without official permission yesterday and asked not to be named said that around 80 refugees died yesterday and at least 150 more died from cold and hunger on Friday. "I understand nothing about the attitude of the Turkish government - letting all these people die," he said.

The refugees had not been provided with water, food, clothes or shelter, despite sub-zero temperatures at night, and persistent rain and snow. The Turks allowed around 15,000 off the border mountains near Isikveren earlier this week - arrivals since then have been forced to stay on the mountains. Many have no shoes and are being forced to eat snow for water.

Those nearer the village enjoy marginally better conditions - it is warmer and local Kurdish villagers are allowed to provide food and blankets. But Turkish soldiers yesterday confirmed these refugees are to be moved back up the mountain.

To some degree the relief ef-

fort has been hampered by heavy rains and muddy roads, but it seems extraordinary that the Turkish armed forces have been unable to take even bread to the Kurds, many of whom are starving. Some have been without food for as long as six days. None of the international aid sent to Turkey has arrived. Desperation and hunger among the refugees has only provided opportunity for exploitation. Soldiers have been selling water to refugees by the glass. Unscrupulous tradesmen among the Turkish Kurds have also seen the exodus as an opportunity to make money. Whole flocks of sheep brought across the mountains by the fleeing Iraqi Kurds have been bartered for as little as a bag of rice.

Along the border there was relief for some. Tens of thousands of exhausted refugees fought their way down a steep mountainside to Turkey yesterday to be transported by truck to a Turkish-run camp just inside the Iraqi border - an arrangement the Turks hope will ease the ordeal of the refugees without making them specifically Turkey's responsibility. The refugees were glad of sunshine and food after three days in the camp near Uzumlu village, where they said at least 100 of their number had died of hunger, cold and mineblasts as they crossed the border or collected firewood.

Thousands of Turkish Kurds hiked up to meet them from the valley of the river Zab, volunteering their services as human mules to carry sacks of food and new rubber shoes up to their Iraqi kinsmen and help them carry ailing children down.

Iraq's parliament yesterday accepted the UN's Gulf war ceasefire terms. This means that allied forces, including British and US troops, may soon begin a mass pull-out from their post-Gulf war positions along the Iraqi-Kuwaiti border. Small units could stay on as part of an expected 2,000-man UN force.

International  
Herald  
Tribune  
7 April 1991

# U.S. Planes Drop Supplies To Refugees in Northern Iraq

*Compiled by Our Staff From Dispatches*

**NICOSIA** — U.S. military planes began dropping supplies on Sunday to starving Kurdish refugees trapped in the snow-covered mountains of northern Iraq.

A U.S. spokesman at Incirlik Air Base in Turkey said six C-130 cargo planes had taken off and begun dropping 32 tons of supplies to the refugees still in Iraq. Three Royal Air Force transport planes also took off from Britain loaded with food, blankets and tents.

Japan, France, Switzerland and several other countries joined the effort to save the refugees, who have fled their homes as troops loyal to President Saddam Hussein moved to end the Kurdish revolt in northern Iraq.

President George Bush said he hoped that United Nations peacekeeping forces could be activated to aid Iraqi refugees. He gave no details of how such forces might be deployed, but said it would not involve "a police role in downtown Baghdad."

Speaking in Houston, the president said the United States was consulting with other countries "to see whether the United Nations can again, once again, enhance its peacekeeping function."

Mr. Bush added that "there may be ways we can bring pressure through the United Nations" or otherwise "on this regime inside Iraq."

Although he repeated that he would not expand the role of U.S. troops in the region, Mr. Bush said that having fulfilled the objective of freeing Kuwait, it was now time for the United States "to fulfill our concerns about the innocents that are suffering."

Mr. Bush said 36 tons of food and water had been dropped previously to Kurdish refugees at the Iraq-Turkey border.

In his strongest defense yet of U.S. policy regarding the Kurds, Mr. Bush said, "They were not misled by the United States of America." Some Kurds have asserted that Mr. Bush called on them to rise up against Mr. Hussein, only to fail to come to their aid during the rebellion.

Foreign Minister Kurtcebe Altamocin of Turkey said over the weekend that 1,500 Kurds had died while fleeing Mr. Hussein's troops.

Iran said Sunday that after accepting more than half a million Iraqi refugees it could take care of no more.

Tehran radio quoted Interior Ministry officials as saying Iran refused to shelter more Iraqis, mostly Kurds from the northern part of the country and Shiite Muslims from the south.

"At present, hundreds of thousands of refugees are massed across the border, waiting to enter the Iranian soil," the radio said in a broadcast monitored in Nicosia. "But unfortunately lack of food, bedding and clothing make it impossible to accept more."

Defense Secretary Dick Cheney said the United States had not addressed the question of a possible United Nations force inside northern Iraq to protect refugees. But he did not reject the proposal, which was offered by President Turgut Ozal of Turkey.

In a broadcast interview, Mr. Cheney termed the plight of the refugees "an international problem" and said a new UN Security Council resolution would be re-

quired if that body's forces were to be moved into northern Iraq.

"Clearly, we're going to want to work with the government of Turkey to try to help them resolve this problem," Mr. Cheney said. "We cannot expect President Ozal's government to accept the full responsibility and burden here."

Mr. Cheney also said the United States had given no assurances to any group that U.S. forces would support an insurrection against Mr. Hussein.

He added that a policy calling for "just a little bit" of U.S. involvement in the Iraqi civil war, such as shooting down Iraqi combat helicopters, would have been "fundamentally a bad idea."

Brent Scowcroft, the White House national security adviser, said on an NBC News program that the United States would await a final decision by the Security Council before declaring its acceptance of Iraq's letter Saturday agreeing to the UN-imposed cease-fire formally ending the Gulf war.

He indicated that the text of the letter was under study to determine whether Iraq's complaints about the cease-fire resolution amounted to conditions for acceptance.

Mr. Scowcroft defended U.S. policy on the civil war in Iraq, saying it "was consistent in all its aspects."

Seeking to occupy Iraq and replace its government would have created a "horrible morass" for the United States, he said, and shooting down Iraqi helicopters would only have delayed the inevitable rout of Kurdish and Shiite rebels by the Iraqi Army.

Mr. Scowcroft said the United States would not abandon the 40,000 Iraqis inside the southern zone of the country now controlled by U.S. and coalition forces when those forces are pulled back. A firm plan on how to deal with the problem had not been set out, he added.

Baghdad said Sunday that the armed Kurdish and Shiite rebellions that erupted after Iraqi troops were driven out of Kuwait in February had been crushed.

"Iraq defeated the most serious conspiracy against the unity of its land and sovereignty although the country is bleeding from the war wounds," Mr. Hussein said in a speech read by a Baghdad radio announcer.

(AP, Reuters)



THE GUARDIAN  
Monday April 8 1991

# No food, dirty water, medicine for six, in a camp of 15,000

**Diana Jean Schemo** reports on life in a Turkish transit camp for Kurdish refugees

**T**HE year-old baby was playful, smiling and trying to press his face against his mother's cheek. But each time his head drooped or rolled backward before he could make it. "He will die tomorrow," his mother, Atika Abdulla, said, weeping.

"I haven't eaten in two weeks. I have no milk left," she cried, showing her lifeless breast through her robe.

She had come with hundreds of thousands of Iraqi Kurds and other fugitives from Saddam Hussein's hell in northern Iraq to stumble, exhausted and sick, into this camp near the border town of Cizre — and into the Turkish military's apparent indifference to their misery.

The tables have no milk, the parents no food. Baby bottles are filled with water so filthy, even after it is boiled, that dirt settles at the bottom.

At 4pm on Saturday the 15,000 refugees of this makeshift camp said they had not received any food since Friday morning. Three men who tried to leave the camp to buy food from the village were beaten by soldiers and left with broken legs.

"I am hungry," said Suzanne Aleman, a teacher from Dohuk. She cradled her baby, Nujdar, who is suffering from diarrhoea. At noon, she said her baby had soiled his nappy 10 times that morning. "I am turning the nappy inside out each time."

A doctor the government sent in offered Yusin Aleman, her medical-student husband, 48 packets of oral rehydration therapy for the infants, enough to treat only six or eight babies.

"How could I run a camp with 2,000 children who all have diarrhoea with only 48 packets. I couldn't even accept the medicine. I threw it back," he said.

He came here with his extended family of 19. Each night, 11 or more of them lie squeezed into the 5ft by 8ft tent only 2ft high. He had not slept in five days and was wearing the clothes he left Iraq in.

"At the end of the 20th century, while everyone is saying this will be the century of peace, nobody even looks at how we are suffering. We left our cars, we left our houses," he said, looking down at his filthy pants and his mud-caked bare feet. "A doctor in this condition," he said, and wiped his eyes.

On Friday night soldiers ordered the refugees to pack up their belongings for the hike to the refugee camp up the mountain. Fearful equally of being sent back to Iraq and of challenging the soldiers, the Kurds walked nearly a mile before refusing to go on.

"They opened fire above the women and children to make us leave this place," Mr Aleman said. "The government said, 'If you don't go, we won't allow any food to get to you.' From yesterday until now, there is no food."

The refugees have not been visited by relief agencies. Their names are not on any registry, and they fear they could die without record.

Everything the refugees needed, the soldiers promised, was at the Golden Plateau, the site of another camp which already has 60,000 refugees.

People in Isikveren are thirsty much of the time. At the stream on the other side of the road bordering this camp they must wait at least two hours in the rain and cold while Turkish soldiers use threats, jokes, and taunts to keep them from rushing pell-mell for the water.

Refugees said soldiers denied them access to the stream three days ago and then offered to sell five-litre

bottles of water to them for 5 dinars each — about 85p at the black market rate.

"You want to rush to the other side?" one soldier taunted a crowd of women. "Saddam Hussein is waiting for you there."

● Diana Jean Schemo reports for the Baltimore Sun. She gained access to the refugee camp, to which the Turkish authorities have banned foreign journalists, by disguising herself as a Kurdish woman.

## EC to consider autonomy plan

John Palmer in Brussels

**T**HE European Community is likely to be asked to support an initiative to secure autonomy for the Kurdish minority in Iraq when the 12 EC heads of government meet in Luxembourg this evening for a special summit in the wake of the Gulf war.

President François Mitterrand and Chancellor Helmut Kohl are expected to suggest that the Community back a campaign of diplomatic pressure to persuade Saddam Hussein not only to stop military operations against the Kurds but to open negotiations on political autonomy.

The French and German governments are ready to maintain international sanctions against Iraq even after Baghdad implements the UN ceasefire terms formally ending hostilities over Kuwait.

The British Government is worried that political backing for Kurdish demands for autonomy in Iraq might logically lead to supporting similar demands

by Turkey's Kurds. "If we go down this road we have to ask where would it all end?" one British official said yesterday. The United States is similarly sceptical.

The summit is expected to approve a programme of emergency humanitarian aid to the Kurds. Several EC governments have already sent food, tents and medical supplies. The Commission may be asked to prepare proposals for longer-term economic assistance for the Kurds now seeking refuge in Turkey and Iran.

The Kurdish tragedy will overshadow a summit originally called by France to discuss the lessons to be drawn from the Gulf war for the European Community's plans for greater political union — including a common foreign and security policy.

At a parallel meeting of senior diplomats from the 12 in Luxembourg today, Franco-German proposals to move in stages not only to a common security policy, but eventually a European defence community, will also be discussed.

# «Die Welt hat uns Kurden im Stich gelassen!»

Nr. 15 8. April 1991

**SCHWEIZER  
ILLUSTRIERTE**

Kendal Nezan, Präsident des Kurdischen Instituts in Paris, ist bitter enttäuscht von den USA und ihren Alliierten, die die Kurden zum Aufstand gegen Saddam Hussein ermuntert hatten.

**Schweizer Illustrierte:** Herr Nezan, was erwarten die Kurden von der Weltgemeinschaft?

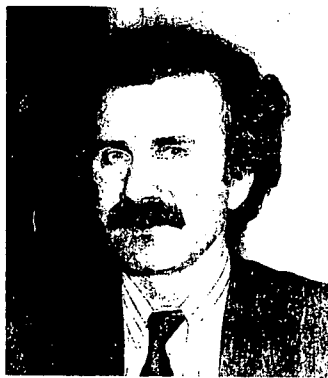
**Kendal Nezan:** Dass sie beweist, dass es noch Menschlichkeit gibt. Dass eine internationale Moral, ein internationales Recht existiert. Angesichts der Tragödie eines ganzen Volkes kann man doch nicht taub und blind bleiben! Es wäre eine wahre Katastrophe für die Glaubwürdigkeit der Uno, wenn jetzt nichts geschieht.

**SI:** Glauben Sie denn, dass die Uno etwas für Ihr Volk tun kann?

**Nezan:** Wir Kurden sind verlassen und allein. Da ist zwar die mutige Initiative Frankreichs, die Unterstützung Englands, Belgiens, Deutschlands. Was verlangen sie? Eine moralische Verurteilung Iraks. Aber Krokodilstränen und gute Worte können ein Volk nicht trösten, das sein Land verloren hat. Zurzeit sind 2 bis 3 Millionen auf dem Weg ins ungewisse Exil, sind blockiert an den Grenzen des Iran und der Türkei. Jeden Tag sterben Tausende vor Hunger und Kälte in den Bergen. Sie fliehen, weil sie verzweifelt sind. Sie können den Terror und die Unterdrückung des Regimes von Saddam Hussein nicht mehr ertragen.

**SI:** Fühlen Sie sich von den USA verraten?

**Nezan:** Ja! Sie waren es, die die ganze Welt mobilisiert haben für Kuwait. Sie haben die Bevölkerung des Irak aufgerufen, sich gegen Saddams Diktatur zu erheben. Als der Golfkrieg ausbrach, hörte man schöne Reden von internationalem Recht und einer neuen Weltordnung.



**SI-Gesprächspartner  
Kendal Nezan: «Ohne Hilfe  
der Alliierten  
haben wir keine Chancen»**

Bush forderte den Aufstand innerhalb des Irak. Und unser unterdrücktes Volk versuchte in einem letzten Anlauf, sich zu erheben, sich zu befreien, in der Hoffnung, dass die Alliierten Saddams Truppen nicht erlauben würden, schwere Waffen zu gebrauchen. Wir wollten nicht die Grenzen verändern, wir wollten eine freie Region in einem demokratischen Irak mit freien Wahlen.

**SI:** Kein Platz für die Kurden in der «neuen Weltordnung» von US-Präsident George Bush?

**Nezan:** Sieht nicht so aus. Die Amerikaner haben unter dem Druck der Öl-Monarchien der Region beschlossen, die irakische Diktatur beizubehalten – wenn möglich ohne Saddam. Die USA hoffen immer noch auf einen General, der Saddam mit einem Staatsstreich eliminiert. So bliebe ein arabisches, minoritäres Militärregime, um das Land zu kontrollieren. Das ist der Grund, dass sie Saddam erlauben, seine He-

likopter, seine Flugzeuge und seine schweren Waffen gegen die Zivilbevölkerung einzusetzen. Jetzt lassen die Iraker ihre Frustration über ihre Niederlage voll an den Kurden aus. Seit 22 Jahren haben die Kurden diese Diktatur ertragen, die die Alliierten jetzt beibehalten wollen. Ohne ihre Hilfe haben wir nicht die geringste Chance auf Recht und Gerechtigkeit. Ein grosses Bravo den Amerikanern und dem Westen! Man überlässt das Land dem Diktator, und wir verlassen das Land. Wir können die Barbarei nicht länger ertragen. Und was tut die übrige Welt? Sie diktiert dem Irak eine lächerliche Resolution...

**SI:** Sie glauben nicht mehr, dass es im Golfkrieg um höhere Ziele ging?

**Nezan:** Da ging's offensichtlich nur ums Geschäft. So will denn jetzt auch jeder sein Geld haben, alle wollen, dass man ihnen die Rechnungen für die an Saddam gelieferten Waffen bezahlt. Ihr Teil im kleinen Emirat von Kuwait ist ihnen sicher. Es sind Geschäftsleute ohne Moral. Das ist alles skandalös. Es gab zwar einen militärischen Sieg der Allianz, aber die moralische Niederlage wird noch jahrzehntelang zu spüren sein. Man hat offenbar immer noch nicht begriffen, dass Saddams Regime Nationalsozialismus unter arabischer Flagge ist, gegen die Juden, gegen die Kurden. Man konnte den Juden auch nicht sagen, sie sollten bleiben und noch während Jahren die Hitler-Diktatur ertragen. Saddam hat 2 Millionen Kurden in Internierungslager gesteckt, Hunderttausende vernichtet, massakriert, ihre Städte und Dörfer dem Erd-

TIME April 8, 1991

# Keeping Hands Off

*As Saddam's loyalists pound the rebels, the carnage inside Iraq poses a quandary with no attractive alternatives for the U.S.*

By **GEORGE J. CHURCH**

**I**s George Bush supporting Saddam Hussein? The question sounds insane, but a number of critics charge that he is, in effect, by not helping the rebels fighting to oust the archdemon. Bush, after all, denounced the Iraqi dictator as being in some respects "worse than Hitler," organized a multinational crusade to crush his military power and repeatedly called for his overthrow. For the past four weeks, Shi'ite Muslims in the south and Kurds in the north have been trying to accomplish just that. Yet after Bush met with his top national security advisers last week, the U.S. President made it clear that U.S. military forces now occupying southern Iraq will give no overt assistance to the rebels.

That decision, moreover, was made in full knowledge that Saddam is likely not just to defeat the insurrections but to massacre their supporters by the thousands. That is already happening in the south, where Saddam loyalists reportedly have regained control of nearly all the towns once captured by the Shi'ites and are taking a fearsome revenge. Refugees by the thousands have fled across the American lines, seeking succor and narrating tales of torture and mass executions.

Now, predicts a U.S. official, "it's going to get really ugly" for the Kurdish fighters who have taken much of northeastern Iraq. "Saddam's probably going to use helicopter gunships, fixed-wing bombers, chemical weapons, napalm—the works." U.S. forces earlier had forbidden the Iraqi military to fly warplanes and had actually shot down two. Washington had further hinted that it might attack helicopters flying against the rebels and retaliate, presumably by bombing, if Saddam used chemical weapons or napalm against his own people. But by the end of last week those warnings were exposed as a bluff that did not work. Saddam's forces did use all kinds of aircraft to devastating effect in an assault that Baghdad claimed had recaptured the northern oil center of Kirkuk—and the U.S. made no attempt to stop them.

To some columnists and Middle East experts, this policy seemed a disgraceful combination of cynicism and moral abdication. Several critics accused the President of reverting to his pre-August view of Saddam as a force for stability in the region, at least in the sense of being preferable to chaos. As to the moral argument, some in the Administration acknowledged discomfort. One offi-

cial conceded, "It seems to me just like Hungary in 1956. Having called on people to overthrow their repressive leadership, we just sit back and watch them get slaughtered." Other commentators came up with a different analogy: the Red Army halting outside Warsaw in 1944 and doing nothing to stop a Nazi massacre of the Jewish ghetto residents who had risen in revolt.

White House officials rejected the charges. "The only pressure for the U.S. to intervene is coming from columnists and commentators," said a senior presidential aide. He and other Bush advisers contend that the American public overwhelmingly wants U.S. troops to be brought home as rapidly as possible. Another White House official adds that "our coalition partners," both European and Arab, "don't want us getting involved in Iraq's internal affairs" either. If the U.S. were to choose sides, it would be exceeding the U.N. mandates under which it fought the war, and with little support abroad or at home.

And for what? A number of experts contend that the U.S. knows next to nothing about those who are fighting, what they want and whether they might be able to run part or all of the country. "There are no real groups competing for power," says a U.S. analyst. "The Baathists have destroyed them all." Bush's advisers fear that if some loose combination of rebels won, they would not be able to exercise effective control over the institutions dominated by Saddam's fellow Sunni Muslims—the army, the security police and the Baath party—that have kept Iraq together. The country could well splinter into rival fragments that might be gobbled up by neighboring Iran, Syria and Turkey, leading to instability throughout the Middle East. Or the rebels might provoke other multi-ethnic states to splinter. The Kurds, for example, have said they seek only autonomy within a federated Iraq, but American officials think that after a successful rebellion the Kurds would declare outright independence. That in turn would inspire agitation among Kurdish minorities in Turkey, Syria and Iran to join a Greater Kurdistan.

Alternatively, Iraq might sink into a long-running, multisided civil war, like Lebanon—and "Lebanon" now rivals "Vietnam" as a one-word summation of the Administration's worst nightmares. The Kurds and Shi'ites, says a Bush adviser, were "fighting the Sunnis for years before we got there, and they'll continue killing each other long

after we've gone." U.S. forces, moreover, might not be able to stay out of such a bloody quagmire. Having helped depose Saddam, Washington might be obliged to get involved in selecting and propping up a successor government. But the U.S., observes an Administration official, "has a history of horrible results when it tried to impose governments on other countries."

**T**he principal holdout against a hands-off policy was George Bush. The President was so eager to see Saddam overthrown that he insisted on warnings to the Iraqi leader not to use maximum force against the insurgents. The threats, however, scared Saddam less than they did congressional leaders of both parties, who rushed to the White House to urge Bush to do nothing that would interfere with the speedy return of American soldiers. Finally, when it came time last week to put up or shut up on his warnings to Saddam, Bush decided to shut up. His spokesman Marlin Fitzwater made it official: "We do not intend to involve ourselves in the internal conflicts in Iraq."

That probably means no one will save the Iraqi rebels. Like the U.S., Iraq's neighboring powers would dearly love to see Saddam overthrown. But also like the U.S.—though for different reasons—they are unwilling to give the insurrectionists enough help to assure their victory. Overwhelmingly Shi'ite Iran has allowed some Iraqis who either defected or were taken prisoner during the 1980-88 war between the two countries to infiltrate back into Iraq and join the Shi'ite rebels in the south. There are widespread suspicions that Iran has smuggled some arms to them too, though Tehran denies it. In any case, the southern rebels say they have not received enough help to be effective. The Iranians "are very stingy," complains a Shi'ite opposition leader.

Though Iran would no doubt be delighted to have a congenial Shi'ite regime as a neighbor, its principal short-term goal appears to be to end its isolation and woo investment from the West to help rebuild its shattered economy. What Iran needs is, in a word, money. That dictates soft-pedaling attempts to export Islamic fundamentalist revolution and professing devotion to Middle Eastern stability. Tehran figures the best way to achieve its goals is to cool its "Great Satan" rhetoric and keep things quiet enough to convince Washington that

withdrawal of its troops would be safe.

Turkey is too afraid of abetting nationalist sentiments among its own Kurdish minority (an estimated 7 million in a population of 56 million) to risk helping Kurds in Iraq. Foreign Ministry officials in Ankara did meet recently with heads of the Iraqi Kurdish insurrection but offered them only "moral support"—and only on condition that they forswear any ambitions to set up an independent Kurdistan.

Syria has encouraged the formation of a joint-action committee representing all of Saddam's opponents and has arranged a meeting for the group—in Beirut, not Damascus. As that suggests, Syria is also cautious about getting too close to the rebels, even though Syrian leader Hafez Assad and Saddam nurture a long-standing mutual hatred. The allied crushing of Saddam's offensive military power has already effectively removed him as Assad's rival for Middle East power and influence. Though Assad doubtless would like to see the job finished by Saddam's personal downfall, he would not necessarily want that to be accomplished by the rise of either Shi'ites or Kurds. His ideal outcome would be a friend-

ly military regime set up by a coup organized by pro-Syrian Baathist generals.

The U.S. also nourishes some hope that Saddam will eventually be replaced by his own military. Some U.S. officials argue that the rebellions make Saddam's demise less likely because Iraq's Sunni élite has been forced to close ranks around the dictator to save their own skins. Once the insurrection is quelled, goes the theory, the Sunnis may feel free to dump the leader.

If not? Then, Washington hopes, the cease-fire resolution shaping up in the U.N. Security Council will defang and humiliate Iraq so completely that it will never again be a threat to its neighbors, no matter who holds power in Baghdad. The resolution would require Iraq to destroy all its chemical and biological weapons and ballistic missiles under the eyes of international inspectors, turn over all nuclear material that could be fashioned into atomic weapons, and pay reparations to Kuwait out of future oil revenues. The U.S. sold the other four permanent members of the Security Council on the resolution last week. Though a hitch developed when the Sovi-

ets tried to exempt missiles with a range of 320 km or less, the U.S., British and French objected so violently that Moscow dropped the idea. Some of the 10 rotating members, who have no veto power, raised objections to other provisions, but the outlook is for the resolution to pass this week in the shape Washington wants.

Acceptance of the terms is the only way Iraq can bring the worldwide trade embargo to an end. Once the cease-fire is approved, U.N. observers would move in to monitor a demilitarized zone on both sides of the Iraq-Kuwait border; after they are in place, Washington will feel free to bring home the rest of its soldiers. That may not do much to make the Middle East less of a breeding ground for war or to bring democracy to Iraq. But the U.S. and its allies at least will have fought off a threat to world oil supplies, defeated a naked aggression and destroyed the offensive military power of a world-class bully—and, for the moment at least, that, in the Bush Administration's view, is enough. —*Reported by Dan Goodgame/Washington and Robert T. Zintl/Tehran, with other bureaus*

Agence Centrale de Presse — Agence Centrale de Presse — Agence Centrale de Presse — Agence Centrale

ACPO61 PR:03 IGNEFIW CEE  
CEE-SOMMET

253

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

LE SOMMET DES DOUZE

LA QUESTION KURDE PESE SUR LE REGLEMENT DE L'APRES-GUERRE

Luxembourg, 8 avril - Les neuf ministres européens, membres de l'Union de l'Europe Occidentale, se sont réunis, lundi soir, à Luxembourg. A l'ordre du jour: la coordination des moyens militaires aéroportés pour l'acheminement aux réfugiés kurdes irakiens de l'aide humanitaire européenne, qui pourrait atteindre 350 à 700 millions de francs, selon les estimations.

La question kurde a pesé sur le Sommet, convoqué sur initiative française, et qui était consacré à l'après-guerre du Golfe. Après le succès politique des représentants de la CEE à l'ONU, les Douze se devaient, en effet, d'aller au-delà de la condamnation de la répression pour engager un véritable plan de survie en faveur des réfugiés kurdes. "Il faut envoyer un signal politique fort", a déclaré Jacques Delors, président de la Commission européenne, qui a plaidé pour un accroissement du chapitre budgétaire communautaire destiné aux actions humanitaires.

Que l'acheminement de cette aide soit confié à l'UEO est, par ailleurs, symbolique. Cette organisation était pressentie par la plupart des Etats membres comme l'embryon d'une future politique de défense commune. L'Irlande, le Danemark et la Grèce, qui ne font pas partie de l'UEO, présidée jusqu'en juillet par la France, ont participé à la réunion de Luxembourg à titre d'observateurs. En revanche, les Hollandais, membres de l'UEO, mais hostiles à sa fusion avec la CEE, ont contesté l'opportunité de cette convocation surprise.

Agence Centrale de Presse —Agence Centrale de Presse —Agence Centrale de Presse —Agence Centrale

ACPO54 PR:03 PEXIGNW FRANCE-IRAK 465

KURDES-AIDE-HUMANITAIRE PAPIER PREVU

ACF/TELPRESSE

LA REPRESSION DES KURDES EN IRAK

LA FRANCE DENONCE LE "GENOCIDE"

Paris, 8 avril - Ils sont plus de deux millions d'Irakiens, en majorité des Kurdes, à fuir vers l'Iran ou la Turquie les bombardements de l'armée de Saddam Hussein. Un chiffre rapporté par le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, qui a rejoint, lundi, la base turque d'Incirlik, d'où partent les convois d'aide aux réfugiés. La France, en pointe dans cette action, a dénoncé la répression, affirmant, par la voix du Quai d'Orsay, qu'elle s'apparentait "à bien des égards à un génocide".

"La nuit, on croirait une guirlande de feu qui serpente dans la montagne. C'est presque beau". Marcel Roux, de l'organisation humanitaire Médecins sans Frontières (MSF), revient d'Irak où il a vécu l'exode tragique de ces centaines de milliers de Kurdes dans le nord du pays. Il en a ramené des images cruelles où l'on voit des visages brûlés par le phosphore, des enfants, des femmes et des vieillards gisant dans des hôpitaux de fortune. "L'Occident, qui a toujours parlé de la démocratie, des valeurs universelles démocratiques. Où est l'Occident? Pourquoi on n'arrête pas ce massacre, pourquoi on arrête pas cette sale guerre?", lance l'un de ces réfugiés à la caméra. Lui sait que plusieurs milliers des siens y laisseront leur vie, en particulier les enfants en bas âge. Pour éviter l'hécatombe, MSF, comme Médecins du monde (MDM) ou l'association lyonnaise Equilibre, participent massivement à l'aide aux réfugiés. Les trois organisations ont envoyé des secouristes et plusieurs tonnes de matériel, de nourriture et de médicaments.

#### Parachutages

Parallèlement, cinq appareils Transall et un Hercule français ont parachuté, lundi, des produits de première nécessité aux Kurdes agglutinés le long des deux frontières. Une opération réalisée la veille par les Etats-Unis. Téhéran, où se trouvait encore Bernard Kouchner lundi matin, a indiqué ne plus pouvoir assurer l'accueil des réfugiés "en raison de la pénurie de ressources". Les autorités prétendent que plus de 700 000 Kurdes irakiens ont pénétré sur leur territoire. A Ankara, on souligne qu'environ 400 000 sont arrivés en Turquie et que 600 000 autres sont prêts à traverser la frontière. La Communauté européenne, dans le cadre d'un programme d'aide de cinq millions d'Ecus, soit 35 millions de francs, a prévu de son côté l'acheminement d'équipes médicales avec médicaments et matériel chirurgical. Le plan comprend en outre le financement de camps d'hébergement.

Enfin, le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui effectue actuellement sa troisième tournée au Proche-Orient, a survolé en hélicoptère la frontière turco-irakienne. "Ce qui est absolument nécessaire, c'est un effort international de grande envergure", a-t-il déclaré, précisant toutefois que les Etats-Unis n'étaient pas "préparés à se laisser impliquer dans une guerre civile" en Irak.

Agence Centrale de Presse —Agence Centrale de Presse —Agence Centrale de Presse —Agence Centrale

LE MONDE 8 avril 1991

# La France est parvenue à vaincre les réticences de nombreux pays membres de l'ONU

La France a réussi à faire adopter vendredi 5 avril par le Conseil de sécurité une résolution condamnant la répression irakienne contre les Kurdes. La résolution 688 a été adoptée par 10 voix pour, 3 voix contre (Cuba, le Yémen et le Zimbabwe), la Chine et l'Inde s'étant abstenues. Le texte d'inspiration française a été parainé par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la Belgique qui préside le Conseil au mois d'avril. L'URSS, après bien des hésitations, a finalement rejoint le camp occidental.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Cette résolution « sans précédent » du Conseil est considérée par plusieurs pays du tiers-monde

comme une « ingérence dans les affaires intérieures » d'un pays souverain. Elle « insiste » pour un accès immédiat des organisations humanitaires « à tous ceux qui ont besoin d'assistance ». Elle demande aussi un rapport d'« urgence » du secrétaire général sur le sort des populations civiles irakiennes « en particulier la population kurde ». Elle « exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaurera » entre le gouvernement irakien et les minorités. Une première version, rejetée par l'Union soviétique, « exigeait » qu'un tel dialogue s'installe.

## « Crime contre l'humanité »

Le représentant de la France, M. Jean-Marc Rochereau de La Sablière, a très habilement piloté le passage de cette résolution, jugé « impossible » il y a quelques

jours encore, en raison des réticences initiales de la plupart des pays membres, en particulier l'Union soviétique.

Dans un discours prononcé aussitôt après le vote, M. Rochereau de La Sablière a notamment déclaré : « Les violations des droits de l'homme deviennent d'intérêt international lorsqu'elles prennent de telles proportions, atteignant la dimension de crime contre l'humanité ».

L'ambassadeur de Turquie, M. Aksin, a estimé pour sa part vraisemblable que plus d'un million de personnes soient obligées de se réfugier dans son pays. Soulignant qu'« aucun pays n'est capable de faire face à une telle arrivée massive », il a demandé qu'une mission d'urgence de l'ONU se rende dans la région pour mesurer l'ampleur de l'aide à apporter.

Le représentant de la République islamique d'Iran, M. Kamal

Kharrazi, a affirmé que son pays n'était pas intervenu dans les affaires intérieures de l'Irak ; il a affirmé que plus de 110 000 Irakiens sont déjà en Iran et que dans les jours à venir près de 500 000 autres chercheront à s'y réfugier.

## Des « larmes de crocodile »

Le représentant de l'Irak a pour sa part ironisé sur les « larmes de crocodile » du Conseil et a déclaré que pour aider le peuple irakien, il vaudrait mieux lever les sanctions « pour qu'il puisse manger ». M. Al Anbari a demandé que le secrétaire général envoie une mission d'étude au nord de l'Irak, ajoutant que son gouvernement ne pouvait pas laisser des « saboteurs ravager son pays ». Il a confirmé que l'Irak avait déclaré une amnistie générale « sauf pour les assassins qui, eux, seront poursuivis ».

L'une des voix les plus difficiles à obtenir a été celle de la Roumanie aux prises avec sa minorité hongroise en Transylvanie. Le « prix de son vote » a été la mention dans le préambule de la résolution, de l'article 2 de la Charte des Nations unies qui stipule le principe de non-ingérence. L'ambassadeur roumain, M. Aurel Dragos Munteanu, a déclaré que cette résolution ne devrait pas créer de précédent.

L'ambassadeur américain M. Thomas Pickering s'est félicité de l'adoption du texte et a fait état de la décision du président Bush de parachuter des secours pour les réfugiés irakiens. Il a également proposé de venir en aide à l'Iran, une démarche sans précédent entre deux pays qui n'ont pas de relations diplomatiques. Après quelques hésitations l'Union soviétique a voté la résolution, se ralliant une nouvelle fois à l'Occident en dépit de ses propres problèmes de nationalité.

Toujours très direct l'ambassadeur britannique sir David Hannay n'a pas déçu : « Je vois mal l'Irak se joignant au concert des nations tant que Saddam Hussein restera au pouvoir ». Sir David a également annoncé que son gouvernement a décidé d'accorder une aide de 20 millions de livres sterling aux réfugiés kurdes.

AFSANÉ BASSIR POUR

## Le texte de la résolution 688

« Le Conseil de sécurité,

Conscient de ses devoirs et de ses responsabilités en vertu de la Charte des Nations unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

» Conscient aussi des dispositions de l'article 2, paragraphe 7, de la Charte des Nations unies (1),

» Profondément préoccupé par la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, laquelle a conduit à un flux massif de réfugiés vers des frontières internationales et à travers celles-ci à des violations de frontière qui menacent la paix et la sécurité internationale dans la région,

» Profondément ému par l'ampleur des souffrances de la population,

» Prenant note des lettres adressées par les représentants permanents de la Turquie et de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations unies, en date respectivement des 2 avril et 4 avril 1991.

» Réaffirmant l'engagement pris par tous les Etats membres de respecter la souveraineté,

l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les Etats de la zone,

» Ayant à l'esprit le rapport du secrétaire général en date du 20 mars 1991 (2),

1. Condamne la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région,

2. Exige que l'Irak, pour contribuer à éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationales dans la région, mette fin sans délai à cette répression et, dans ce contexte, exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaurera en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens,

3. Insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak et qu'il mette à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action,

4. Prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts humanitaires en Irak et de lui faire rap-

port d'urgence, éventuellement à l'issue d'une nouvelle mission dans la région, sur le sort des populations civiles irakiennes, et en particulier de la population kurde, affectées par la répression sous toutes ses formes exercée par les autorités irakiennes,

5. Prie également le secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris ceux des institutions spécialisées pertinentes des Nations unies, pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiennes déplacées,

6. Lance un appel à tous les Etats Membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts d'assistance humanitaire,

7. Exige de l'Irak qu'il coopère avec le secrétaire général à ces fins,

8. Décide de rester saisi de la question ».

(1) Il stipule que les Nations unies ne sont pas autorisées à intervenir dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale des Etats (NDLR).

(2) Le rapport de Martti Ahtisaari sur la situation humanitaire en Irak (NDLR).



## Les Etats-Unis vont parachuter des secours aux Kurdes

Le président Bush, houspillé par la presse américaine et poussé par les alliés des Etats-Unis, a fini par se décider à apporter une aide humanitaire aux Kurdes qui fuient les forces de Saddam Hussein. A partir du dimanche 7 avril, des avions américains doivent parachuter de la nourriture, des couvertures, des vêtements, des tentes et d'autres matériels de secours aux populations kurdes.

WASHINGTON

de notre correspondant

Cet effort sera accompli « *uniquement pour des raisons humanitaires* », a souligné M. Bush, qui a réitéré son refus d'engager les troupes américaines dans la « *guerre civile* » irakienne. Il a cependant ajouté que les Etats-Unis « *attendent du gouvernement irakien qu'il n'interfère pas dans cet effort* », ce qui semble consti-

tuer une sorte de mise en garde à Bagdad, et souligne l'étrangeté de la situation : les Etats-Unis n'empêchent pas l'Irak, qu'ils viennent de défaire militairement, d'utiliser le reste de ses forces pour poursuivre ses opérations de répression contre les Kurdes, mais mettent à profit leur totale suprématie aérienne pour soulager les souffrances de ces mêmes populations.

### Nouveau voyage de M. Baker au Proche-Orient

« *La tragédie humaine qui se déroule à l'intérieur et autour de l'Irak requiert une aide massive et immédiate*, a déclaré le président Bush pour justifier sa décision, annoncée vendredi 5 avril en fin d'après-midi ; « *il y va non seulement de la vie de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, mais également de la paix et de la sécurité dans le Golfe.* »

L'administration est prête à

consacrer une somme de dix millions de dollars (qui pourrait être majorée par la suite) à cette opération de secours, et un peu moins de 1 million de dollars supplémentaires pour une campagne de vaccination des enfants en Irak.

D'autre part, le secrétaire d'Etat, James Baker, se rendra à la frontière turque (vraisemblablement dimanche), avec un double objectif : souligner l'intérêt que les Etats-Unis portent désormais au sort des réfugiés et faire pression sur Ankara, que Washington a déjà priée d'ouvrir sa frontière, mais qui n'entend pas supporter seule la prise en charge de ces réfugiés.

Cette étape en Turquie a été ajoutée à la dernière minute au programme d'un nouveau voyage de M. Baker au Proche-Orient, annoncé quelques heures avant que M. Bush ne fasse part de sa décision de parachuter des secours aux Kurdes. Le secrétaire d'Etat s'était déjà rendu dans la région au mois de mars, pour tenter de relancer le processus d'un règlement israélo-arabe.

Les espoirs suscités à l'époque sont largement retombés entre-temps, mais le retour de M. Baker dans la région montre que les

Etats-Unis ne veulent pas renoncer : « *S'il n'y avait absolument aucune raison de se rendre sur place, si on était découragé, on ne se donnerait probablement pas la peine d'y aller* », a déclaré à ce propos le porte-parole du département d'Etat, M<sup>me</sup> Tutwiler. Les ambitions de l'administration semblent néanmoins modestes. « *Je ne crois pas que nous soyons à la veille d'un accord* », a admis vendredi le président Bush.

M. Baker se rendra d'abord, mardi 9 avril, en Israël, comme pour souligner que c'est là que se situe actuellement le blocage majeur. Depuis la première visite du secrétaire d'Etat, le gouvernement de M. Shamir a pris une série de décisions qui sont exactement à l'opposé de ce que souhaiterait Washington : sévérité accrue à l'égard des Palestiniens, nouvelles expulsions, accélération de la politique d'implantations dans les territoires occupés. De leur côté, les pays arabes, en particulier l'Egypte, ont fait savoir que le processus prôné par Israël - normalisation des relations entre l'Etat juif et ses voisins arabes avant toute discussion de la question palestinienne - n'était pas acceptable pour eux.

JAN KRAUZE

## Ankara et Téhéran estiment qu'un million de réfugiés pourraient chercher asile en Turquie et en Iran

Selon des recoupements établis sur la base de chiffres officiels fournis, vendredi 5 avril, par les autorités iraniennes et turques, quelque 135 000 Irakiens (dont 60 000 Kurdes), se sont réfugiés en Iran au cours des derniers jours, et près de 250 000 (en majorité kurdes) en Turquie.

Le gouvernement turc a demandé une aide d'urgence à la communauté internationale pour l'aider à faire face à cet afflux qui menace de s'amplifier dans les prochains jours, selon le président Turgut Ozal, qui a estimé qu'un demi-million de Kurdes au total pourraient chercher refuge en Turquie. M. Ozal a également estimé que si les pressions de l'ONU sur Bagdad se révélaient insuffisantes pour arrêter la répression, les alliés devraient « *prendre en considération une intervention contre l'Irak* ». Cette hypothèse a cependant été formellement écartée par Washington et Londres. Du côté iranien, l'ambassadeur de Téhéran aux Nations unies a également estimé à environ un demi-million le nombre d'Irakiens kurdes ou chiites qui pourraient tenter de se réfugier en Iran dans les prochains jours.

Bagdad, qui conteste ces chiffres, a décidé vendredi une amnistie partielle pour les insurgés kurdes. Dans un communiqué diffusé à la suite d'une réunion présidée par M. Saddam Hussein, le Conseil de commandement de la révolution (CCR), la plus haute instance politique, a pro-

clamé « *une amnistie aux Kurdes irakiens, dans la région autonome du Kurdistan, pour trahison et tout acte punissable par la loi qui se serait produit pendant les troubles, à l'exception des assassinats, des viols et des vols* ». L'Irak a par ailleurs officiellement informé les Nations unies de sa disposition à recevoir une commission internationale pour superviser l'application de cette amnistie partielle. Les rebelles ont pour leur part qualifié de « *farce cruelle* » cette mesure. A Damas, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) a réaffirmé que les réfugiés ne rentreraient au pays qu'après la chute de M. Saddam Hussein et la

convocation d'élections libres sous l'égide des Nations Unies. Il a fait état d'une forte mortalité parmi les dizaines de milliers de civils affolés qui ont fui à pied vers la Turquie et l'Iran.

### Un appel de M<sup>me</sup> Mitterrand

Vendredi, des Kurdes ont manifesté dans plusieurs grandes villes d'Europe pour attirer l'attention sur la répression. A Istanbul, un homme a été tué par balle devant le consulat irakien, où un groupe de manifestants venait de commencer à lancer des pierres contre le bâtiment.

### L'aide humanitaire française

## Un numéro vert à la cellule d'urgence du Quai d'Orsay

Un numéro vert (appel gratuit), pour toutes informations relatives à l'aide humanitaire française, publique et privée, au bénéfice des populations civiles irakiennes, notamment kurdes, « *victimes de la répression* », a été ouvert à la « *cellule d'urgence* » du ministère des affaires étrangères à compter du 5 avril (de 9 h à 22 h). Il s'agit du numéro : 05-17-33-07.

Les dons en argent peuvent être versés sur les comptes suivants :

- Fondation France-Liberté : « *SOS Kurdes* » CC 45 310 Z

(Caisse des dépôts et consignations)

- Croix-Rouge française : CB « *Croix-Rouge Kurdes* » ou CCP 600 00 Y

- Aide médicale internationale : CCP 45 44 V Paris

- Médecins du Monde : CCP 11 44 Z

- Médecins sans frontières : CCP 40 60 U Paris

- Pharmaciens sans frontières : 11 36 31 U Clermont-Ferrand

- Secours populaire français : CCP 65 437 H.

A Paris, où quelques milliers de personnes ont manifesté vendredi soir de la place de la République à l'Assemblée nationale à l'appel d'une vingtaine d'associations et partis kurdes en France, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand a invité les Français, lors d'une conférence de presse au siège de France-Libertés, l'association dont elle est la présidente, à venir en aide aux Kurdes et à rejeter la notion de non-ingérence. Elle a notamment demandé aux transporteurs routiers et ferroviaires d'organiser des convois pour la Turquie. Elle a cependant précisé que ce qui se passait aux frontières turque et irakienne était, à ses yeux, une « *extermination* » et non un « *génocide* ».

Poursuivant sa mission d'exploration, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, est arrivé vendredi soir à Téhéran. Il devait rencontrer samedi matin le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui a critiqué vendredi soir les Etats-Unis pour « *avoir autorisé l'armée irakienne à utiliser ses hélicoptères* ». Le guide de la République islamique, Ali Khamenei, avait pour sa part invité, vendredi, le peuple irakien « *à résister et à en finir avec le régime baassiste de Bagdad* ». A Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a dépêché vendredi une équipe de délégués en « *mission d'évaluation* » dans le nord de l'Irak. Le CICR, qui affirme avoir découvert « *l'horreur* » dans les villes sud de l'Irak, estime ne pas pouvoir faire face seul aux immenses besoins d'assistance dans toute la partie méridionale de l'Irak. - (AFP, Reuter, AP.)

RESOLUTION DE L'ONU ET PARACHUTAGES DE SECOURS

# KURDES : LE SURSAUT HUMANITAIRE

*En adoptant dans la nuit de vendredi à samedi la résolution 688 qui condamne la répression conduite en Irak contre des populations civiles, le Conseil de sécurité s'est accordé pour la première fois un « droit d'ingérence humanitaire » dans les affaires d'un Etat membre de l'ONU. La situation des centaines de milliers de réfugiés qui affluent aux frontières de la Turquie et de l'Iran est de plus en plus critique. L'armée US a déjà parachuté des vivres et des médicaments. La France et la Grande-Bretagne vont commencer aujourd'hui. Seuls les Français envisagent le survol du territoire irakien pour la distribution de secours que Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, est chargé de superviser depuis Téhéran. Samedi, Bagdad a accepté, tout en la critiquant, la résolution 687 permettant l'établissement d'un cessez-le-feu permanent.*

**L**e Conseil de sécurité de l'ONU a adopté dans la nuit de vendredi à samedi la résolution 688 condamnant la répression en Irak. Ce vote sans précédent constitue un succès pour la diplomatie française qui voit de facto reconnu pour la première fois le « devoir d'ingérence » pour raisons humanitaires dans les affaires intérieures d'un Etat.

L'aide aux Irakiens fuyant l'armée de Saddam Hussein s'est précisée pendant le week-end. Des camions chargés de nourriture, de médicaments et de couvertures ont rejoint les zones frontalières de la Turquie et de l'Iran tandis que les premiers parachutages de vivres étaient effectués par les Etats-Unis. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, est retourné à Téhéran pour coordonner les actions de parachutage de secours en Irak et sur

la bordure iranienne qui doivent débiter aujourd'hui.

La situation des centaines de milliers de réfugiés n'a cessé d'empirer. Selon Ankara, près de 1500 Kurdes seraient morts ces derniers jours, victimes du froid, de la faim et de la maladie. Samedi, l'Irak a accepté la résolution 687 permettant l'instauration d'un cessez-le-feu formel. Bagdad a toutefois accompagné sa réponse d'un texte dénonçant la sévérité de l'ONU.

LES NATIONS UNIES DECIDENT D'AIDER LES REFUGIES ET CONDAMNENT LA REPRESSION EN IRAK

# L'ONU ENVOIE UNE BOUEE AUX KURDES

## La résolution 688 des Nations Unies condamnant la répression

Voici le texte intégral de la résolution 688 adoptée vendredi par le Conseil de sécurité de l'ONU par dix voix pour, trois contre (Cuba, Yémen, Zimbabwe), et deux abstentions (Chine, Inde):

« Le Conseil de sécurité, conscient de ses devoirs et de ses responsabilités, en vertu de la charte des Nations unies en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

conscient aussi des dispositions de l'article 2, paragraphe 7, de la charte des Nations unies,

profondément préoccupé par la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris très récemment dans les zones de peuplement kurde, laquelle a conduit à un flux massif de réfugiés vers des frontières internationales et à travers celles-ci à des violations de frontières qui menacent la paix et la sécurité internationales dans la région,

profondément ému par l'ampleur des souffrances de la population,

prenant note des lettres adressées par les représentants permanents de la Turquie et de la république islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations unies, en date respectivement des 2 avril et 4 avril 1991.

Réaffirmant l'engagement pris par tous les Etats membres de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Irak et de tous les Etats de la zone,

ayant à l'esprit le rapport du secrétaire général en date du 20 mars 1991 (ndlr: le rapport de Martti Ahtisaari sur la situation humanitaire en Irak):

1. Condamne la répression des populations civiles irakiennes dans de nombreuses parties de l'Irak, y compris

très récemment dans les zones de peuplement kurde, qui a pour conséquence de menacer la paix et la sécurité internationales dans la région.

2. Exige que l'Irak, pour contribuer à éliminer la menace à la paix et à la sécurité internationales dans la région, mette fin sans délai à cette répression et, dans ce contexte, exprime l'espoir qu'un large dialogue s'instaurera en vue d'assurer le respect des droits de l'homme et des droits politiques de tous les citoyens irakiens.

3. Insiste pour que l'Irak permette un accès immédiat des organisations humanitaires internationales à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak et qu'il mette à leur disposition tous les moyens nécessaires à leur action.

4. Prie le secrétaire général de poursuivre ses efforts humanitaires en Irak et de lui faire rapport d'urgence, éventuellement à l'issue d'une nouvelle mission dans la région, sur le sort des populations civiles irakiennes, et en particulier de la population kurde, affectées par la répression sous toutes ses formes exercée par les autorités irakiennes.

5. Prie également le secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition, y compris ceux des institutions spécialisées pertinentes des Nations unies pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiennes déplacées.

6. Lance un appel à tous les Etats membres et à toutes les organisations humanitaires pour qu'ils participent à ces efforts d'assistance humanitaire.

7. Exige de l'Irak qu'il coopère avec le secrétaire général à ces fins.

8. Décide de rester saisi de la question.»

AFP

U ne guerre est pratiquement réglée. Le gouvernement irakien a remis samedi à l'ONU son acceptation de la résolution 687 sur les conditions d'un cessez-le-feu formel.

Dans une lettre de 23 pages, l'Irak assortit son oui de plusieurs réserves sur le tracé de la frontière avec le Koweït « imposé » par le Conseil de sécurité, les réparations pour dommages de guerre, l'élimination des armes de destruction massive, l'octroi par l'Irak d'armes défensives ou le retrait des troupes étrangères. Les médias irakiens dimanche encore s'insurgeaient contre cette « nouvelle injustice » infligée à Bagdad, mais le Parlement irakien, réuni samedi à huis clos, a dit oui.

Une autre plaie reste pourtant ouverte. Le massacre des Kurdes en Irak a décidé le Conseil de sécurité de l'ONU à voter vendredi soir une résolution 688 qui « condamne la répression des populations civiles irakiennes », exige qu'il y soit mis fin sans délai et insiste pour que l'Irak permette l'accès de son territoire aux organisations humanitaires.

A l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a ainsi écorné pour la première fois le sacro-saint principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. La résolution 688 a été adoptée par dix voix pour, dont celles des Etats-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la France. Le Yémen, Cuba et le Zimbabwe ont voté contre, tandis que la Chine et l'Inde s'abstenaient. L'Irak a immédiatement dénoncé cette « ingérence flagrante dans ses affaires » et « violation de la charte de l'ONU ».

Le vote de cette nouvelle résolution a encouragé ce week-end la mobilisation internationale en faveur des Kurdes qui fuient la répression irakienne dans un exode de plus en plus dramatique. 1500 Kurdes sont morts de froid et de faim ces derniers jours, a

estimé samedi le ministre turc des Affaires étrangères, Ahmet Kurtcebe Alptemocin. Imitant la Turquie, l'Iran a annoncé qu'il ne pouvait « pour le moment » plus accueillir de réfugiés kurdes sur son territoire.

Téhéran affirme avoir recueilli « près de 700000 Irakiens » — dont des dizaines de milliers dans la seule nuit de samedi à dimanche. A la frontière, le passage était encore libre hier, comme les jours précédents, selon l'AFP. Plus de 1,5 million de Kurdes supplémentaires pourraient encore chercher à se réfugier en Iran, redoute Téhéran. Samedi, le Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance de pouvoir en Iran, avait lancé un appel urgent à une « coopération internationale » pour venir en aide aux réfugiés.

Ankara estime à quelque 280000 le nombre des réfugiés massés le long des 321 km de la frontière avec l'Irak, contenus par l'armée turque qui les empêche de pénétrer plus profondément en Turquie.

« Nous devons ultérieurement installer ces gens à un endroit en Irak contrôlé par les Nations unies, les laisser et les nourrir là », a déclaré hier soir le président turc, Turgut Ozal, n'excluant pas l'entrée en action d'une force des Nations unies si Saddam Hussein refuse de les laisser rentrer.

Poussés par la France et la Grande-Bretagne, les Etats-Unis ont pris en marche ce week-end le train des secours humanitaires aux réfugiés kurdes. Quatre Hercules de l'US Air Force ont parachuté dimanche vingt tonnes de vivres et eau potable en Turquie, dans les zones les plus difficiles d'accès, près de la frontière avec l'Irak. La France et la Grande-Bretagne veulent commencer aujourd'hui pareils largages par avions. La France expédiera son aide jusqu'en territoire irakien, a précisé hier le Quai d'Orsay.

Par voie de terre, les premières aides

**KOUCHNER ESTIME QU'IL Y A CERTAINEMENT EU DES DIZAINES DE MILLIERS DE KURDES TUES EN IRAK**

# Le droit d'ingérence fait son chemin

*Elaborée par des juristes et des organisations humanitaires, la notion de droit d'ingérence s'impose lentement malgré la méfiance qu'elle inspire.*

**V**otre affaire m'intéresse. En serrant la main de Mario Bettati, alors doyen de la faculté de droit de Paris-Sud, François Mitterrand s'était montré séduit par l'idée du « droit d'ingérence » que ce juriste venait de développer devant lui. La rencontre, en janvier 1987, avait pour cadre un colloque sur « le droit et la morale humanitaire », organisé par l'université parisienne et par Médecins du monde.

Quatre ans plus tard, le vote de la résolution 688 par le Conseil de sécurité vient consacrer une « percée » pour cette idée nouvelle qui dérange. La sacro-sainte non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, énoncée par la charte des Nations unies dès son article 2, doit céder un peu de terrain devant l'ampleur du drame kurde. Un précédent qui servira pour l'avenir. « On houscule le droit, c'est une décision qui fera date », a commenté samedi Roland Dumas, en soulignant que Bush et Gorbatchev étaient personnellement intervenus.

Ce succès inespéré est à inscrire dans la droite ligne de l'action que mènent, depuis plus de deux décennies, ceux que l'on connaît à travers le monde comme les *French doctors*. Le Suisse Henri Dunant et sa Croix-Rouge avaient ouvert la voie au siècle dernier, les conventions de Genève et les organisations humanitaires de l'après-Deuxième Guerre mondiale ont suivi. Un nouveau phénomène est né dans les années soixante, lorsque sont apparues des organisations non-gouvernementales comme MSF.

Vingt ans d'expérience ont prouvé à ces francs-tireurs de l'humanitaire les limites de leur liberté, dès lors qu'elle n'est pas appuyée par le droit. L'Ethiopie en son temps, ou le Soudan aujourd'hui, peuvent décréter le huis clos et chasser les organisations humanitaires malgré des situations de famine. *Idem* pour l'Irak, qui pouvait massacrer les Kurdes. « Il existait des conventions internationales pour secourir les cosmonautes en péril, mais

rien pour les gens sur terre », ironise Mario Bettati, pour qui les récentes avancées tiennent à la rencontre de trois univers : celui de l'humanitaire, du droit et du politique.

L'intérêt de François Mitterrand ne s'est pas arrêté au colloque de 1987. Par petites touches, le président de la République a repris la formule « droit d'ingérence », avant de nommer Bernard Kouchner secrétaire d'Etat en 1988, avec pour mission, inscrite au *Journal officiel*, de « promouvoir le droit d'assistance humanitaire ».

Après bien des difficultés, deux résolutions de l'assemblée générale de l'ONU, patronnées par la France, ont consacré cette notion, sans pour autant lui donner le caractère impératif du Conseil de sécurité. La première (n°43/131), en décembre 1988, se prononce pour le libre accès aux victimes dans le cas de « catastrophes naturelles et autres situations d'urgence du même ordre ». Une formulation « volontairement ambiguë », commente aujourd'hui Mario Bettati, promoteur de la résolution. Il fallait vaincre la réticence de nombreux pays craignant de voir ce texte utilisé contre eux.

Quelques jours après, lors du tremblement de terre en Arménie, l'Union soviétique décidait d'ouvrir son territoire aux organisations humanitaires. Elle n'a eu qu'à s'en féliciter, au point de copatronner, en décembre dernier, une deuxième résolution « humanitaire » (n°45/100). Celle-ci ajoute à la première l'idée de « couloirs d'urgence humanitaire », garantissant aux Etats le caractère transitoire de l'ouverture des frontières.

La montée en puissance du « droit d'ingérence » ne va pas sans heurts. Qui en a parlé lors de la répression de la place Tien Anmen à Pékin, et, *a contrario*, pouvait-on l'invoquer pour justifier les interventions militaires américaine à Panama ou soviétique en Afghanistan ? Le débat a rebondi lors de la révolution roumaine, quand Roland Dumas a suggéré la formation de brigades internationales ou

donné un feu vert par avance à une intervention soviétique. Quelques années plus tôt, Claude Cheysson déclarait sans sourciller qu'on ne ferait rien lors de l'instauration de l'état de guerre en Pologne... Ne risque-t-on pas de passer d'un excès à un autre ?

Le « droit d'ingérence » se cherche, mais il a incontestablement connu une avancée ce week-end. « Il ne faut pas crier cocorico, mais on ne peut pas dire que ce n'est rien », estimait hier Mario Bettati. « Cette résolution a valeur de précédent. Il y a maintenant une famille de résolutions, une répétition de textes concordants qui s'appuient de surcroît sur le soutien de nombreux juristes », note-t-il.

Le précédent kurde et l'émergence de ce droit nouveau vont rendre, selon lui, « de plus en plus difficile de refuser l'assistance humanitaire. Cela devient un élément de la coutume internationale, et la coutume est à l'origine du droit ». On assiste, ajoute-t-il, à une « accélération dans la fabrication du droit international ».

Cet enthousiasme n'est pas partagé par tout le monde. Certains, dans le monde de l'humanitaire, se méfient de cette « alliance retrouvée entre l'éthique et la politique », selon la formule de Rony Brauman, le président de Médecins sans frontières, dans un article publié par *Politique internationale* et intitulé : « Morale et politique : le baiser du vampire ». Pour Rony Brauman, « il est impératif de lutter contre la tentation des Etats » d'assurer la mise en œuvre de l'action humanitaire, qui doit rester l'apanage des ONG. Dans le cas contraire, écrit-il, « ils videraient peu à peu de son contenu universaliste l'action humanitaire, la réduisant à un outil parmi d'autres de la diplomatie ».

Il ne faudrait pas oublier, non plus, que la mobilisation humanitaire actuelle a des allures dérangeantes de « service après-vente », après avoir laissé écraser les insurrections chiites et kurdes par Saddam Hussein, malgré les appels au soulèvement entendus à Washington et Londres. Un mariage subtil de morale et de cynisme dans les relations internationales.

Pierre HASKI

françaises acheminées en Turquie et en Iran dès le 5 avril ont commencé à être distribuées. Le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, qui se trouvait depuis vendredi soir en Iran, a symboliquement fait « quelques centaines de mètres à l'intérieur même de l'Irak » sur une route empruntée par les réfugiés. Belgique et Allemagne ont annoncé des efforts humanitaires similaires. A Luxembourg aujourd'hui, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne discuteront d'une aide aux réfugiés kurdes, au-delà des 6 millions de dollars débouqués la semaine dernière.

La « tragédie » qui se déroule en Irak requiert une « action immédiate et massive », a déclaré George Bush, annonçant le déblocage d'une somme pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars pour les réfugiés. Pour « évaluer la situation » sur le terrain, le secrétaire d'Etat américain, James Baker, est arrivé hier soir à Ankara et se rendra aujourd'hui à Diyarbakir, à la frontière turco-irakienne. Le secrétaire d'Etat américain enchaînera par une tournée d'une semaine en Israël, Egypte et Syrie. James Baker tentera de relancer les efforts américains pour une paix globale dans la région. En Israël dès ce soir, il devrait faire pression sur le gouvernement d'Yitzhak Shamir pour qu'il ouvre des négociations avec ses voisins arabes.

A Bagdad, un nouveau ministre de la Défense irakien a été nommé samedi : Hussein Kamel Hassan, gendre du président Saddam Hussein, et qui sera chargé, entre autres, d'appliquer les conditions du cessez-le-feu.

Tandis que Saddam Hussein, dans un discours repris dimanche sur Radio Bagdad, proclamait matés les soulèvements aussi bien kurdes au nord que chiites au sud de l'Irak, Bagdad, cultivant son contentieux avec l'Iran, a adressé trois messages à l'ONU dans lesquels il accuse les troupes iraniennes d'avoir commis plusieurs violations du cessez-le-feu établi entre les deux pays en août 1988.

Ici et là dans le monde, enfin, des manifestations de solidarité avec le peuple kurde ont été émaillées de nombreux incidents. A Stockholm, des manifestants kurdes ont lancé un cocktail Molotov contre le bâtiment de l'ambassade d'Irak. Des coups de feu ont été tirés depuis l'ambassade en représailles. A Helsinki aussi, des coups de feu ont été tirés samedi matin depuis les locaux de l'ambassade d'Irak sur des manifestants kurdes. A Bonn, ce sont des membres de l'ambassade de Cuba qui ont ouvert le feu sur un petit groupe de manifestants kurdes qui voulaient pénétrer dans l'ambassade pour dénoncer le vote de Cuba à l'ONU, refusant de condamner l'Irak pour ses exactions contre les Kurdes. Ces violences n'ont pas fait de blessés.

D'après AFP et Reuter

# Cessez-le-feu: le oui contraint irakien

**L'acceptation irakienne de la résolution 687 va entraîner le retrait des troupes américaines. Et permettre à Saddam d'utiliser « légalement » son aviation, alors que la résolution 688 condamne la répression des Kurdes.**

New York, ONU, envoyé spécial  
**W** eek-end une nouvelle fois sous le signe de l'Irak au siège New-Yorkais des Nations-Unies. Samedi l'ONU s'est félicitée de l'acceptation par l'Irak du cessez-le-feu draconien imposé à Bagdad par la résolution 687 du Conseil de Sécurité. La veille, le Conseil avait adopté une nouvelle résolution sans précédent condamnant la répression en Irak et s'ingérant, directement, dans les affaires d'un pays souverain, mais dont la mise en application risque pourtant d'être perturbée par le cessez-le-feu avec l'Irak.

George Bush a expliqué que la réponse irakienne aux conditions du cessez-le-feu « paraissait positive » et que les troupes américaines pourront prochainement se retirer du sud du pays qu'elles occupent. Se privant ainsi d'un moyen de pression sur l'Irak et laissant Saddam Hussein libre de consacrer légalement toute ses troupes et tout son matériel à la répression. Une fois le cessez-le-feu formellement conclu, l'Irak pourra de nouveau utiliser ses avions dont l'usage est actuellement interdit au regard de l'accord conclu entre les généraux de Saddam Hussein et le général Schwarzkopf.

L'acceptation irakienne de la résolution 687 est parvenue à l'ONU samedi. Le nouveau ministre des Affaires étrangères de Saddam Hussein, Khudday Samarai, a adressé une lettre de 23 pages au secrétaire général de l'ONU, détaillant point par point la réponse irakienne à la résolution de cessez-le-feu. Ce texte est dit « injuste et partial » par le ministre mais « malgré tout, l'Irak en accepte les conditions ». Cette décision de Saddam Hussein permet de mettre en branle un très complexe mécanisme de cessez-le-feu, accompagné de la destruction par l'Irak de ses armes biologiques, chimiques et nucléaires et du départ des troupes d'occupation. Concurrentement, l'embargo sur les exportations de pétrole irakien sera progressivement levé au fur à mesure que l'Irak se pliera aux conditions de la résolution. En échange, des troupes de « casques bleus » vont dès les prochains jours remplacer les forces américaines à l'intérieur d'une zone délimitée le long des frontières irakiennes et koweïtises.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a expliqué hier qu'il faudra déployer 300 observateurs internationaux soutenus par 1 000 hommes de troupes assurant leur protection et leur logistique pour assurer cette mission. Les 300 « casques bleus » seront pour la première fois dans l'histoire de l'ONU détachés par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, qui n'ont jusqu'à présent jamais opéré ensemble.

D'ici quelques semaines, les 100 000 Américains encore en Irak pourront plier bagages tout comme les 270 000 marines encore en Arabie Saoudite. « Mon intention est de retirer nos forces aussi rapidement que possible », a indiqué George Bush samedi. Ces départs très rapides risquent de poser dans le sud de l'Irak de nouveaux problèmes de réfugiés, notamment avec ceux qui se sont actuellement installés derrière les lignes américaines.

Tout comme avec les Kurdes, la communauté internationale n'a pas prévu de plans de contingence. Ainsi, la résolution française, acquise vendredi soir au Conseil de sécurité des Nations unies, tout en « condamnant la répression des populations, notamment kurdes », ne prévoit pas de mécanismes d'application ; à la différence du texte sur le cessez-le-feu.

La résolution 688 reste avant tout « humanitaire » et s'appuie uniquement sur le poids moral de l'ONU. Elle ne comporte pas, comme avait paru le souhaiter François Mitterrand, mercredi, de clauses liant la levée de l'embargo à la fin de la répression.

Même ainsi limitée, cette résolution a donné lieu à d'intenses débats à l'ONU, qui fait de la non-ingérence l'un des piliers de sa philosophie du droit international.

Défendant son texte, le chef de la mission française, M. Jean-Marc de La Sablière, a expliqué dans son discours que « le Conseil qui a adopté pas moins de 14 résolutions en vue de restaurer la paix et la sécurité dans la région faillirait à sa tâche s'il laissait perdurer sans réagir le massacre de populations entières, l'extermination de civils, femmes et enfants ».

D'autres Etats, notamment dans le tiers monde, ont une lecture plus res-

trictive de cette charte qui stipule que le Conseil de sécurité ne s'ingérera pas dans les affaires d'un pays souverain. C'est pourquoi la Chine, préoccupée par le Tibet, l'Inde, confrontée à de multiples problèmes de nationalités, se sont abstenues. Le Zimbabwe a estimé que cette résolution créait un dangereux précédent et a joint sa voix à celles du Yémen et de Cuba, les deux seuls alliés de l'Irak au Conseil. L'Union soviétique a été difficile à convaincre et a cherché à limiter l'impact du texte français, voulant même que les Kurdes ne soient pas nominativement mentionnés. La France a tenu bon et Moscou est resté dans le rang. La Roumanie a aussi été très hésitante, redoutant les conséquences de

son vote pour les Kurdes sur sa minorité hongroise. Les diplomates français ont alors expliqué aux Roumains que leur appartenance à la culture politique de l'Europe avait un prix. Pour répondre à ces objections, la résolution, contre toute évidence, explique qu'elle ne crée pas de précédent et ajoute que les conséquences sur les équilibres régionaux de cet afflux de réfugiés justifient l'intervention de l'ONU.

Comme l'a reconnu l'ambassadeur britannique, sir David Hanney, le Conseil de sécurité, en ayant eu autant de difficultés à adopter ce texte, « a perdu de son lustre dans cette affaire ».

François SERGENT

## L'aide française tombe du ciel

**Cinq avions français participeront aux opérations de parachutage à partir d'une base de l'OTAN en Turquie.**

**A**près plusieurs jours de discussions entre diplomates, militaires, et « humanitaires » à Paris, des Transall français commencent aujourd'hui à parachuter de l'aide humanitaire aux Kurdes en territoire irakien, à partir de la Turquie. D'autres opérations de largage seront menées en Iran, sans incursions, cette fois, en territoire irakien.

Cette opération humanitaire de grande ampleur mobilise des moyens considérables, sans limite budgétaire fixée, dit-on. Cinq appareils français procéderont aux rotations à partir d'une base de l'OTAN, à Incirlik en Turquie, d'où partent également les avions américains et britanniques engagés dans l'aide aux réfugiés kurdes. Les cibles des largages, « des zones difficiles d'accès » selon le Quai d'Orsay, auraient été désignées par les organisations kurdes, mais aussi par des repérages de satellites américains. La chasse américaine assurera la protection de l'opération au-dessus du territoire irakien. Pour mener à bien cette mission, l'armée de l'air doit

déplacer quelque 100 tonnes de matériel de largage, 150 hommes assurant la logistique au sol.

Bernard Kouchner est retourné de son côté à Téhéran pour organiser l'opération en Iran. Pour pénétrer en territoire irakien à partir de l'Iran, il aurait fallu une protection de Jaguars aux Transall, une situation politiquement sensible pour la République islamique, peu habituée à accueillir les armées de l'air occidentales...

Dès mercredi dernier, après avoir saisi l'ONU, François Mitterrand avait demandé qu'on étudie la possibilité d'aider les Kurdes par parachutage. Il s'était cependant heurté à de fortes réticences des militaires, et dans une moindre mesure du ministère des Affaires étrangères. Pierre Joxe n'aurait donné un feu vert définitif que samedi, après le vote de la résolution de l'ONU et... l'annonce des prochains parachutages américains. La « provocation humanitaire » dont on parlait la semaine dernière à Paris ne semblait pas du goût des militaires.

P.H.



## EDITORIAL

SERGE JULY

## LE DROIT DE REGARD

Ceux qui soupçonnaient les dirigeants de la coalition de vouloir détruire ou démembrer l'Irak déplorent aujourd'hui le respect trop scrupuleux des mandats onusiens : non seulement Saddam Hussein a pu conserver une partie de sa garde prétorienne mais surtout il a gardé le droit de massacrer comme il l'entendait plusieurs composantes de sa population soulevées contre son régime. L'intégrité territoriale de l'Irak aura été préservée jusqu'à l'ignominie.

Les opinions occidentales, avec le conflit du Golfe, avaient cru pouvoir réconcilier la guerre et les droits de l'homme.

Elles découvrent effarées que les buts de guerre réels étaient effectivement ceux proclamés : libération du Koweït et affaiblissement de l'Irak. La défense des frontières ne se confond pas avec le droit des peuples : il

s'agissait bien durant plus de sept mois de libérer un territoire internationalement reconnu, au nom de la souveraineté des Etats, pas de libérer des peuples, qu'ils soient Koweïtis, simplement Irakiens, ou a fortiori Kurdes irakiens. C'était d'emblée la limite affichée de cette guerre. Elle n'irait pas au-delà malgré les espoirs que soulevaient les comparaisons entre Saddam Hussein et Adolf Hitler. Si pendant la guerre contre l'Irak on n'aura vu que très rarement la douleur des populations civiles et jamais la mort des soldats, on aura au contraire assisté à la tragédie kurde. La fuite terrorisée de centaines de milliers d'entre eux en dit long sur les massacres passés. L'exode de la peur après l'échec du soulèvement était en train de compromettre la « guerre du droit ».

On se souvient de ces déclarations inquiètes durant la guerre, qui cherchaient frénétiquement à « sauver la face » du dictateur. La France aura réussi à « sauver la face » de la guerre en faisant voter la résolution 688 sur l'ingérence humanitaire. Fallait-il que l'image de la victoire soit menacée par les taches de sang kurde pour que la France trouve une majorité, évite les vetos américain, soviétique et chinois, fasse accepter un tel précédent dans les relations internationales et provoque *in fine* la mise sur pied après la coalition

politico-militaire d'une véritable coalition humanitaire.

La diplomatie française aura réussi à cette occasion un double sauvetage, celui de la bonne conscience et, ce faisant, l'un ne va pas sans l'autre, celui des réfugiés kurdes. Ce texte ne permettra pas de résoudre la question kurde, plus cruelle encore sans doute que la question palestinienne. Ce n'est pas son objet. Il intervient en effet après l'écrasement de l'insurrection : il ne s'agit pas de venir en aide à des insurgés mais à des réfugiés.

Cela suffit à en faire pourtant un véritable événement juridique qui permet au Conseil de sécurité, après le vote du 2 août sur l'occupation du Koweït, de faire rebolote, cette fois sous l'influence française. Comme quoi la paix n'est pas si américaine que cela et en tolère d'autres.

Jusqu'à présent on parlait le langage des Etats, avec cette initiative on parle un peu enfin celui des gens. Car cette résolution va d'abord sauver des vies humaines. Ce n'est pas le moindre de ses effets : les Nations unies, après avoir autorisé les bombardements destructeurs de la coalition, légitiment les bombardements humanitaires. Après les tonnes de bombes, les tonnes de médicaments, de nourritures et d'équipements divers déversés cette fois sur le nord de l'Irak, dans les montagnes kurdes.

Au-delà, ce droit mis au point et défendu ardemment par Bernard Kouchner depuis de nombreuses années constitue une novation considérable : il s'agit ni plus ni moins d'un droit de regard dans les affaires intérieures de pays indépendants, d'une limitation de leur souveraineté. Sous la menace d'une intervention humanitaire qui pourrait entraîner des sanctions en cascade de la part des Nations unies, les dictatures voient leur pouvoir de répression limité d'autant. Ce nouveau droit revient à mettre les Etats sous surveillance des Nations unies, qui se voient contraintes d'aller au-delà du texte fondateur de la Seconde Guerre mondiale et de définir des valeurs qui transcendent les frontières. C'est sans doute la plus inespérée des conséquences de cette guerre entreprise au nom du droit que d'accoucher d'un droit nouveau.

## Les réfugiés plongés dans une détresse sans fin

*A la frontière entre l'Iran et l'Irak, les Kurdes affluent par centaines de milliers. Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, était ce week-end sur place pour préparer les premiers parachutages de secours.*

Piranshahr, frontière irano-irakienne, envoyé spécial

Quand les hélicoptères de l'armée iranienne ont survolé la petite route qui grimpe à flanc de colline, on a vu des mains se lever, on devinait les cris et l'attente. Comme si, depuis les hélicoptères militaires, pouvait tomber un miracle. Ils étaient des centaines et bientôt des milliers dont on voyait les silhouettes s'agiter. D'un côté, Piranshahr et l'Iran, de l'autre Haj Omran et l'Irak, entre les deux cette route tout juste rouverte ces derniers jours après avoir été des années interrompue pour cause de guerre et par où s'écoule un flot continu de réfugiés kurdes venus d'Irak et tentant de gagner l'Iran. Ils n'ont plus rien à espérer, ils ont tout perdu, sauf ce qui leur reste de vie et qui dépend désormais de n'importe quel miracle, petits et grands, venus d'ici ou des pays les plus lointains, miracle du pain, miracle des couvertures, miracle d'un abri pour la nuit, miracle d'un biberon et du lait pour le bébé.

Les hélicoptères de l'armée iranienne transportaient dimanche matin Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, qui, après deux jours passés en Turquie, a entamé depuis samedi, en Iran, la suite de sa « mission exploratoire » pour trouver les moyens d'aider les centaines de milliers de réfugiés venus du Kurdistan irakien qui fuient l'Irak de Saddam Hussein. Bernard Kouchner est la tête d'une délégation française comprenant un médecin, Frédéric Tissot, conseiller du secrétaire d'Etat, et qui séjournera longtemps dans les deux Kurdistan d'Irak et d'Iran, deux parlementaires, Jean-François Deniau pour l'opposition et Bertrand Gallet pour le PS, ainsi que sa directrice de cabinet, Anne Secret. Le secrétaire d'Etat a rencontré samedi les ministres iraniens des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Velayati et Nouri, celui-ci directement en charge du problème des réfugiés, avant de se rendre sur le terrain où il était attendu par le gouverneur de la province.

Chaque jour place un peu plus la mission en cours sous le signe de l'urgence absolue. Si la Turquie s'était montrée réticente à l'idée d'accueillir sur son sol les quelque 250 000 réfugiés qui campent à ses frontières officiellement fermées, outre les 250 000 autres que les autorités turques annoncent pour le futur immédiat, l'Iran, par les voix autorisées des interlocuteurs de Kouchner, se déclarait hier disposé à ouvrir encore plus largement les siennes. 700 000 réfugiés irakiens seraient déjà entrés sur le territoire, et Téhéran annonce que 12 camps de 25 000 places sont d'ores et déjà disponibles. Un premier avion français chargé de vivres, de médicaments, de vêtements, de couvertures et de tentes s'est posé samedi soir sur l'aéroport de Tabriz, et la marchandise a été acheminée dans la nuit vers les camps.

D'autres vont suivre. Aujourd'hui ou demain devraient commencer les premières opérations de parachutage de l'aide en territoire irakien auxquels vont participer des appareils américains, anglais et français.

Sur la route irano-irakienne, le drame est sur tous les visages, un drame qui est la faim, le froid, la terreur des bombardements, l'épuisement des nuits dans la montagne. On a laissé derrière soi les bombardements comme la maison que l'on ne reverra pas. On a abandonné en cours de route des enfants morts, ou une mère, ou un frère, ou des cousins. Sur la route, il y avait cet homme qui ne pleurait pas quand il m'a dit que son bébé de un an et demi était mort de froid il y a deux nuits. Il ne pleurait pas parce qu'il n'en avait pas le temps, comme si les larmes étaient un luxe quand une femme et six enfants attendent de l'autre côté de la frontière qu'il ramène de quoi manger. Il dit aussi qu'il retournera en Irak où il reprendra la Kalachnikov des *Peshmergas*. Il y avait cette famille qui avouait n'avoir rien mangé depuis quatre jours, pour l'eau on pouvait s'abreuver de neige ou boire dans les torrents. Il y avait ceux qui marchaient depuis dix jours depuis Arbil, au centre du



Kurdistan irakien: ils étaient partis depuis le premier jour du bombardement sur la capitale kurde et depuis étaient allés droit devant eux, l'homme, la femme, l'un des fils marchait pieds nus. Il y avait cette femme avec un visage de statue, elle marchait droit comme une somnambule et elle a dit: «Nous étions une famille de trente, je suis la seule survivante, ils sont tous morts à Salahudin.» Depuis, elle continue de marcher, mais elle ne sait pas vers où et elle dit que cela n'a plus d'importance. Et puis cet homme encore, qui voulait me dire que l'enfant qu'il tenait par la main était le seul qui lui restait dans sa famille, les cinq autres avaient été tués en cours de route. Il n'est pas arrivé jusqu'au bout, celui-là a éclaté en sanglots.

Les autorités iraniennes affirmaient que la route de Piranshahr était désormais entièrement ouverte et disponible pour tous les réfugiés. Il semble que cela soit un peu compliqué. On a pu noter ainsi que du côté irakien, à deux kilomètres environ de la ligne de démarcation entre les deux pays, les réfugiés qui sont venus en voitures devaient les laisser pour aller chercher de l'essence du côté iranien où un camion-citerne avait été mis à disposition et remplissait gratuitement des bidons de cinq ou dix litres. Entreront-ils ou non en Iran? Les soldats et officiers interrogés à ce sujet donnaient des réponses évasives. On a le sentiment qu'un filtrage a été mis au point pour réguler le flot des entrants.

Des centaines de réfugiés, généralement piétons ceux-là, avaient également pris d'assaut deux camions qui distribuaient des sacs de pain à la volée et retournaient ensuite avec ce précieux chargement vers leur famille restée en Irak.

Mais quelles que soient les modalités de l'admission des réfugiés, la procédure en tout cas est d'évidence réduite au minimum et se veut bienveillante. Des navettes d'autobus traversent en permanence la frontière dans les deux sens pour ceux qui n'ont même plus la force de se déplacer à pied et, de temps à autre, une ambulance du Croissant-Rouge iranien emporte vers l'Irak des blessés ou des malades graves. Rien n'indique en tout cas que l'exode du Kurdistan d'Irak soit près de ralentir et le chiffre de deux millions de réfugiés avancé il y a quelques jours pourrait bien être en dessous de la réalité.

Bernard Kouchner devait rentrer di-

manché à Paris dans l'après-midi et, alors qu'il survolait la Turquie dans l'avion mis à sa disposition par le gouvernement français, celui-ci lui a demandé de rebrousser chemin pour retourner à Téhéran et y coordonner l'acheminement de l'aide que l'on imagine de ce fait d'ampleur croissante. Le matin, après qu'il eut débarqué à Piranshahr, le secrétaire d'Etat est entré sur plusieurs centaines de mètres du côté iranien d'une route qu'il connaît bien. En 1974, président alors de Médecins sans frontières, il avait établi sa base à Haj Omran pour accueillir, déjà, des réfugiés irakiens, avant que les accords d'Alger de 1975 ne ferment pour de bon la frontière. Un journaliste étranger lui demandait s'il était licite pour un membre du

gouvernement d'entrer dans le territoire d'un autre pays. «L'heure n'est pas au juridisme», soulignait Bernard Kouchner, plus que visiblement ému. Mais peut-on encore parler de frontière quand c'est un peuple entier qui fuit son pays?

Marc KRAVETZ

● Bernard Kouchner, interviewé hier soir sur Europe 1 depuis l'ambassade de France à Téhéran, a parlé de l'«une des visions les plus atroces de ma vie». Selon lui, plus de deux millions d'Irakiens, fuyant le nord de l'Irak, en majorité des Kurdes, se trouvent en territoire iranien et turc et dans les régions irakiennes frontalières de ces deux pays. Evoquant les parachutages français qui doivent commencer aujourd'hui, il a déclaré qu'il y avait «un

risque (...) minime» que les forces irakiennes tirent sur les avions.

D'après certains témoignages recueillis par Kouchner, «des files de réfugiés ont été mitraillées et pilonnées à l'aide de bombes au phosphore». Reconnaisant qu'il n'est pas possible de confirmer «les 10000 morts dont on parle à Kirkouk», Kouchner a estimé qu'«il a dû y avoir des dizaines de milliers de victimes kurdes» du fait de la répression ou du froid et de l'épuisement. Il a encore qualifié les «actions de Saddam Hussein» de crime humanitaire. «Si, au terme du droit international, on ne peut l'empêcher d'agir, on peut le faire au nom de la morale (...), c'est l'humanitaire qui influence la politique, et non pas l'inverse», a-t-il conclu.

## Le « pays kurde », déployé sur cinq Etats

Le Kurdistan s'étend sur 530000km<sup>2</sup>, en Asie Mineure, divisé entre cinq Etats (Turquie, Irak, Iran, Syrie, et très marginalement l'URSS). Les Kurdes, évalués entre 20 et 25 millions, forment le plus important des peuples sans patrie. Les Kurdes de Turquie seraient 12 millions, selon le chiffre fourni il y a un mois par le président turc, Turgut Ozal. Les Kurdes d'Irak, 4 ou 5 millions. Ceux d'Iran, un petit peu moins. Un million de Kurdes vivent aussi en Syrie, moins d'un demi-million en URSS. Le kurde est une langue indo-européenne, avec certaines parentés avec le persan et patchoun afghan qui se divise en deux branches principales: le *kurmanji*, au Nord, et le *sorani*, parlé par les Kurdes d'Irak et une partie des Kurdes d'Irak.

Les Kurdes affirment descendre des Mèdes. Pour la plupart, ils sont musulmans sunnites mais il y a en Turquie près de deux millions de Kurdes «alévites», proches du chiisme. En Turquie, les Kurdes vivaient sans problèmes majeurs. Le nationalisme kurde commença en même temps que l'émergence des autres nationalismes (grec, arménien, etc.). Mais les Kurdes, par fidélité islamique, restèrent jusqu'au bout dans leur majorité fidèles au sultan-calife d'Istanbul.

Le traité de Sévres (10 août 1920), qui réduisit l'ex-Empire ottoman vaincu à l'Anatolie, donnant Smyrne et une bonne partie de la côte d'Asie Mineure à la Grèce, prévoyait «une autonomie locale pour les régions à prédominance kurde». Mustapha Kemal refusa de se plier au *diktat* des vainqueurs, engageant les Kurdes dans son combat.

Lors de la signature du traité de Lausanne (1923) entérinant les frontières de la Turquie moderne, Inonu, bras droit de Mustapha Kemal Atatürk, parlait de la «République des Turcs et des Kurdes». Mais le modèle jacobin voulu par Atatürk niait aux Kurdes tous les droits en tant que peuple. Le coup d'Etat militaire de septembre 1980 durcit encore la répression, allant jusqu'à interdire l'emploi de la langue kurde dans le privé. Ce décret fut aboli en janvier dernier par Turgut Ozal qui, depuis, bien décidé à jouer un rôle sur l'échiquier régional, a multiplié les ouvertures sur la question kurde, même si les treize départements du sud-est de la Turquie restent soumis à l'état d'urgence depuis 1987 pour faire face au «terrorisme séparatiste» du PKK (parti des travailleurs du Kurdistan).

En Iran, comme en Turquie, les problèmes commencent pour les Kurdes avec la création d'un Etat moderne et centralisé par le général Reza Khan, au lendemain de la Première Guerre mondiale. En 1941, lors de l'effondrement du régime de Reza Pahlévi, dans un pays occupé au Nord par les Russes et à l'Ouest par les Anglais, les Kurdes réussissent peu à peu à reprendre leur autonomie. En 1942, se crée le Komala (Comité pour la résurrection du Kurdistan). En décembre 1945, à Mehabad, le drapeau kurde est hissé sur un bâtiment officiel. Le 21 janvier 1946, Quazi Mohamed proclame la République. Téhéran lance l'assaut contre la république de Mehabad qui capitule le 16 décembre 1946. Quazi Mohamed sera pendu un an plus tard à Téhéran.

En Irak, les Kurdes espéraient leur autonomie dans le pays qui se constituait sous protection anglaise sur les décombres de l'Empire ottoman. Ils furent sacrifiés à la politique arabe de Londres. Moullah Mustapha Barzani, qui allait devenir le chef légendaire de la longue guerre des Kurdes d'Irak, prend en 1943 les armes et inflige de lourdes pertes à l'armée. En 1945, avec 10000 hommes, il passe en Iran pour offrir son concours à l'éphémère république de Mehabad, puis se réfugie en URSS. Il reviendra en Irak onze ans plus tard, après le renversement de la monarchie. En mars 1970, le parti Baas offre une paix fondée sur la reconnaissance de l'autonomie du «pays kurde» dans le cadre de la République irakienne. Cinq personnalités kurdes entrent au gouvernement mais en 1974, la guerre reprend. Le général Barzani, qui reçoit du matériel lourd de l'Iran, vole de succès en succès, mais le 6 mars 1975, Saddam Hussein et le shah se réconcilient à Alger. Malgré l'héroïsme des *peshmergas* (combattants kurdes), Barzani est vaincu.

Lors du déclenchement de la guerre Iran-Irak, Idriss et Massoud Barzani, dirigeants du PDK, misent sur le pouvoir islamique de Téhéran. Jalal Talabani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) sont beaucoup plus réticents. Talabani tente de négocier avec Saddam, mais en 1986, il rejoint le PDK. La guerre reprend: un prétexte-rêve pour Saddam Hussein qui employa les grands moyens et les gaz pour écraser dès 1987 la rébellion du pays kurde.

M.S.

# LES «PESHMERGAS» SONT A ZAKHO. KIRKOUK, Les quinze jours où les Kurdes

Si tout commença le 6 mars à Ramia, l'insurrection s'est concrétisée le 14, lorsque Zakho est libéré. Une Semaine alors que l'armée de Saddam s'apprêtait à reprendre le terrain quelques jours perdu. De la frontière syrienne à la



« Saddam est fini », « Vive le Kurdistan ! », « Vive Bush ! ».

raids d'hélicoptères et des bombardements nocturnes. Il faudrait donc emprunter les pistes de montagne. Mais la victoire ne faisait plus de doute. « Inutile de vous en dire plus, vous vérifierez tout cela par vous-mêmes », conclurent les responsables, en nous souhaitant bonne route et « bienvenue au Kurdistan libre ».

Qui aurait pu en douter à Zakho, la première ville sur le parcours, à une heure de voiture de la frontière où une foule en liesse hérissée de plus de Kalachnikov qu'il ne semblait y avoir de bras pour les tenir, manifestait sa joie dans les rues, renouvelée par le débarquement des journalistes étrangers ? « Bienvenue au Kurdistan » : en anglais, en arabe, en kurde — et parfois même, plus rarement il est vrai, en français — nous l'entendrons des centaines de fois. Et chacun de raconter avec toutes les bribes de langue disponibles ce bonheur de découvrir le 14 mars au matin, jour de la libération à Zakho, les *peshmergas* qui soudain surgirent de partout en lieu et place d'une armée irakienne qui s'était volatilisée.

Les traces en étaient pourtant visibles tout au long de la route que nous venions d'emprunter depuis notre traversée du fleuve. Sinon celles d'un combat, au moins celles d'une déroute. On pouvait apercevoir ainsi, de place en place, à proximité d'un char abandonné ou d'un blindé de transport de troupes, des pièces d'uniformes et des casques jetés pêle-mêle sur le bord du chemin, au pied de miradors vides. Vestiges moins offensifs, des centaines de mines jonchaient encore le chemin. Les *peshmergas* avaient nettoyé, à la main, la route elle-même où des plaques de bitume défoncé et quelques voitures définitivement hors d'usage témoignaient du danger éminent, mais les terribles engins montraient encore leurs têtes d'acier dans les prairies environnantes où ils étaient censés dissuader un envahisseur éventuel d'approcher les postes irakiens disposés sur les collines qui font face à la Turquie.

Le 13 mars, avant d'abandonner le terrain, l'armée de Saddam avait dynamité les deux ponts qui commandent le trafic international entre l'Irak et la Turquie. « Il voulait isoler le Kurdistan en espérant l'affaiblir », nous expliquait un responsable local. L'état-major pour Zakho de l'*Intifada* — l'insurrection — comme ainsi on la désigne, était installé dans une école du centre du village. Des centaines de

**Kurdistan irakien, envoyé spécial**  
B ienvenue en Kurdistan libre. » Ce jeudi 21 mars, ils étaient cinq, accourus à notre arrivée sur la rive orientale du Tigre, trois jeunes et deux vieux, en pantalon bouffant, la large ceinture de toile nouée autour de la taille, le turban en bataille, porté haut, cinq *peshmergas*, les combattants de la résistance kurde, dans leur tenue traditionnelle, brandissant la Kalachnikov d'une main, faisant un « V » de victoire avec l'autre. Pour être devenue quotidienne depuis une semaine, la scène n'en était pas moins extraordinaire. Après avoir quitté la Syrie par un chemin de terre traversant une série de collines qui bordaient le Tigre, nous venions de franchir sur un radeau de roseaux et de planches fixées sur des chambres à air de camion la seule frontière ouverte entre le Kurdistan irakien « libéré » et le monde extérieur.

Ici les routes ne mènent nulle part et les champs s'achèvent sur des barbelés. Quelques kilomètres plus au nord, un village ignoré, sinon de ses habitants et de quelques cartographes, du nom de Faysh Khabir, trône sur les pointillés de trois Etats, la Turquie, la Syrie et l'Irak, qui se partagent le Tigre.

« Bienvenue au Kurdistan », les mots si souvent prononcés avec autant de

tristesse que d'amertume, après tant de batailles perdues, tant de villages rasés, tant de champs abandonnés et de vergers brûlés, accueillent aujourd'hui l'étranger dans les zones kurdes libérées. Pour que la fête soit complète, un soleil éclatant accompagnait ce 21 mars, le premier jour du printemps qui est aussi le nouvel an kurde, *nowrouz*, célébré également pour la première fois dans une semi-légalité en Turquie où les Kurdes sont interdits de culture et d'identité collective depuis 1924. Le Kurdistan irakien libre, le Kurdistan turc au moins identifié, une frontière syrienne entrouverte : toutes choses inimaginables il y a seulement six mois.

Mais il y a eu la guerre du Golfe et la défaite de Saddam Hussein. Pour combattre l'Irak, la Syrie et la Turquie se sont retrouvées alliées de l'Amérique, et les Kurdes, éternellement persécutés dans les pays hôtes (la Syrie faisant exception, mais ils y sont aussi bien moins nombreux) auront, pour un temps au moins, un peu bénéficié de l'immense remue-ménage régional et tout particulièrement de l'inimitié, certes traditionnelle, mais exacerbée par les événements, entre Damas et Bagdad. D'où ce « poste-frontière » incongru surveillé par des soldats syriens débonnaires en compagnie de *peshmergas* exubérants qui vont et viennent à travers le fleuve pour transbahuter passagers (nombreux) et mar-

chandises (rares). Grâce à quoi aussi, avec l'accord des autorités syriennes, une dizaine de journalistes occidentaux, américains, anglais et français (plus tard une vingtaine d'autres suivront le même chemin, d'autres encore dont des journalistes turcs, entrant par la Turquie) avaient pu, pour la première fois, les 20 et 21 mars, entrer au Kurdistan irakien. Une première dans l'histoire moderne. On sait malheureusement aujourd'hui que ce printemps kurde n'allait pas durer longtemps. Mais à ce moment chacun, le croyait éternel.

A Qameshli, principale ville kurde de Syrie, à 800 km au nord-est de Damas et à 120 km de la frontière avec l'Irak, des milliers de Kurdes étaient rassemblés sous des tentes ou autour de feux allumés dans les champs pour fêter *nowrouz*. C'est là que nous devons rencontrer nos « guides » du Parti démocratique kurde d'Irak (PDK, de Massoud Barzani, l'une des organisations du Front kurde d'Irak) qui allaient nous conduire à la frontière. Les nouvelles étaient bonnes. A ce moment, selon nos interlocuteurs, la quasi-totalité du Kurdistan irakien était désormais sous le contrôle des *peshmergas*, y compris Kirkouk. On se battait désormais aux environs de Mossoul, au-delà donc de la « frontière » du Kurdistan historique. Les grandes routes n'étaient toutefois pas entièrement praticables à cause des

# ARBIL, DOHOUK, SULAYMANIAH SE SOULEVENT ENSUITE d'Irak se sont crus libres

plus tard, avec l'accord des autorités syriennes, des journalistes occidentaux ont pu entrer au Kurdistan irakien, frontière turque, récit d'une libération et du passage, pour les Kurdes, de la peur à la joie, de la joie aux larmes.

combattants se bousculaient dans le jardin extérieur et les couloirs. où une affiche d'un autre temps rappelait, en anglais et en arabe, qu'« il n'est jamais trop tard pour apprendre ». Les salles de classe servaient de dortoirs et la cour de récréation d'arsenal et de champ de manœuvre. Des *pehmergas* s'y exerçaient à grand renfort de cris au maniement d'un canon antiaérien quadritube, tandis qu'un autre groupe découvrait les émotions inépuisables de la *Douchka*, la mitrailleuse lourde soviétique également connue sous le nom de 12.7, en gaspillant vers le ciel quelques balles du même calibre pour la plus grande joie des enfants qui n'avaient jamais connu pareille récré.

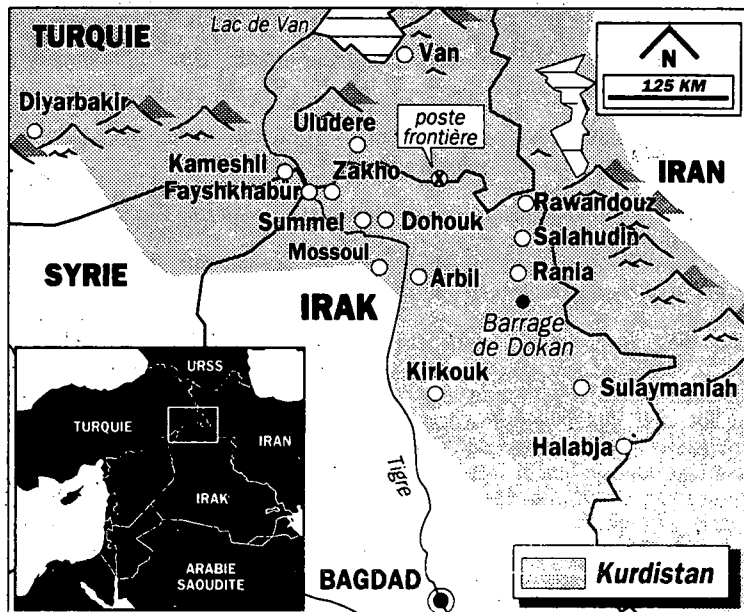
« Kamal », le chef militaire de l'endroit, au nom du PDK, siégeait avec ses hommes dans ce qui fut le réfectoire de l'école. Homme de confiance de Massoud Barzani, Kamal, médecin de son état, les cheveux gris comme la moustache, le visage anguleux éclairé d'un sourire extraordinairement doux, était, en dépit de ses trente-six ans, le vétéran des innombrables combats kurdes des vingt dernières années. Blessé deux fois, il en gardait pour toujours une main paralysée. Il était revenu clandestinement de Turquie trois semaines avant l'insurrection pour prendre en charge la direction des opérations militaires dans le Badinan, la région nord-ouest du Kurdistan irakien. Sa principale tâche fut d'entreprendre un long travail de sappe auprès des supplétifs kurdes de l'armée irakienne, ceux que l'on appelle ici les *jachs* ou les « mulets », terme de mépris qui désigne en kurde les « collabos », afin de les retourner ou s'assurer de leur passivité.

Le résultat a été à la mesure de l'effort. Au jour de l'Intifada, le 14 mars à 5 heures du matin, il n'y a pratiquement pas eu de résistance à Zakho. Les soldats irakiens demeurés dans le secteur après le départ de leurs officiers se sont rendus sans combat et les *jachs* ont massivement rallié leurs frères insurgés. Au moment de notre arrivée, les quelque soixante « prisonniers de guerre » qui demeuraient encore à Zakho vivaient leurs derniers jours de « captivité » au bord du Tigre. Rassemblés dans une autre école de la ville, ils attendaient le camion qui devait les emporter vers la Syrie. Préférant de très loin passer une frontière que d'être confrontés aux « escadrons de la mort » de l'armée irakienne qui traquent impitoyablement les déserteurs, fuyards, et souvent les prisonniers libérés qui leur sont assimilés.

Le lieutenant Sabri, lui, avait tout simplement déserté. Commandant une unité de blindés au Koweït, ce Kurde natif de Zakho avait fui les combats pour rentrer au pays après une semaine de pérégrinations. Désormais, avec d'autres anciens gradés de l'armée, il participait au comité militaire « local », autour de Kamal. Le lieutenant-colonel « Azad » en était l'officier de rang le plus élevé. Arabe, le lieutenant-colonel avait servi vingt ans dans l'armée de Saddam et commandait la place de Zakho. Après un aller-retour à Bassorah durant la guerre du Golfe, il était retourné à sa base pour y trouver les 700 hommes de son bataillon, démobilisés et en liberté. « Je ne regrette pas d'avoir quitté l'armée. Je suis content d'être ici, confiait-il à la ronde. Mais aussi très mécontent de la politique de mon pays. Voilà plus de dix ans que nous faisons la guerre pour rien à nos voisins, l'Iran, puis le Koweït, et maintenant les Kurdes. Il est temps d'en finir avec ce régime. »

Le docteur Fadhel, que tout un chacun semblait connaître et reconnaître sous les seules initiales de « F.M. », n'était plus rentré au pays depuis 1975. Personnalité importante du PDK, proche de Massoud Barzani, il fit une entrée triomphale dans le réfectoire après la tombée de la nuit. On se pressait pour le saluer, l'embrasser, le féliciter. Jeunes et vieux, *pehmergas* tout juste éclos avec l'Intifada de ce printemps et vieux combattants à la moustache pendante qui semblaient avoir passé leur vie dans les refuges de montagne depuis les temps héroïques de *Molla Mustafa*, se précipitaient vers lui en entrechoquant leurs *Kalachnikov*. « Je suis heureux, je suis heureux », répétait-il, ne trouvant plus ses mots. Puis, lorgnant vers nos carnets de notes, il ajouta : « Qui peut décrire le bonheur de revenir dans une ville débarrassée de la dictature ? Regardez, écoutez. Plus personne ici ne croit que Saddam pourra survivre. En tout cas, admettez qu'il ne l'a pas mérité. »

Au moment de quitter Zakho, le beau soleil de la veille avait fait place aux averses. Une foule bigarrée n'attendait pas moins notre petit convoi devant la grille de l'école. On voulait approcher, regarder, toucher l'un de ces étrangers qui avaient débarqué la veille dans la petite ville. Nous étions les messagers de la bonne nouvelle. A



travers nous, le monde s'ouvrait à eux, les pointillés de la frontière n'étaient plus les grilles de leur prison. Notre



**A Zakho, Kamal, 36 ans et vingt ans de combats, d'exil, est revenu en Irak pour l'insurrection. Sa tâche : retourner les « jachs », les supplétifs kurdes de l'armée de Saddam.**

présence était la consécration de la liberté revenue, la preuve qu'il y avait un au-delà sur la route, une autre rive sur le fleuve, la promesse d'un avenir meilleur, tout bêtement parce que, pour la première fois, enfin, on pouvait croire dans un avenir tout court.

Chacun voulait dire son mot, ou plutôt le crier tant ils étaient nombreux. « Il faut que le monde nous aide, nous n'avons rien », disait l'un. « Saddam est fini, nous n'en voulons plus », enchaînait l'autre. « Merci à M. Bush ! », hurla quelqu'un aussitôt

couvert par autant de hurras : « Vive Bush ! », clamait la foule. S'avisant que nous n'étions pas tous américains, une voix anonyme compléta : « Vive Mitterrand, vive Thatcher ! », « Pas Thatcher, Major », corrigea une autre voix. « Nous sommes heureux, dit-le ! », hurlait le professeur, accroché à la vitre du minibus qui manœuvrait pour s'extraire de la foule. Nous sommes libres, nous avons besoin de vous. »

Quatre-vingts kilomètres séparent Zakho de Dohouk, la préfecture provinciale du Badinan, à mi-chemin sur la grande route de Mossoul. Cette partie du trajet était sûre. La suite l'était moins. Pour gagner Arbil, qui fut la capitale de la « région autonome » comme Bagdad désignait le Kurdistan depuis 1974, et qui, depuis le 14 mars est celle du Kurdistan libre, il faudrait abandonner la belle voie bitumée au profit des pistes. Deux bonnes heures suffissent en principe pour aller de Dohouk à Arbil en passant par Mossoul. En temps de paix. Mais on se battait autour de Mossoul. Canons et hélicoptères interdisaient la route principale tandis que des averses ravageaient les pistes. Le trajet nous prendra quarante-huit heures et il faudra une série de véhicules, du minibus au tracteur, en passant par divers camions et jeeps qui s'embourbaient les uns après les autres dans les fondrières creusées par les pluies torrentielles. Au moins aura-t-on pu ainsi vérifier, jusque dans le plus reculé, le plus isolé des villages, le plus démuné

en tout, que l'enthousiasme et le bonheur de la liberté n'étaient pas le privilège des habitants ou des militants des villes.

Les routes irakiennes sont pour Bagdad autant de voies stratégiques, bordées de casernes et autres installations militaires, centres de communication, fortins de béton, étranges châteaux forts inspirés de Vauban mais de construction récente qui ponctuent le paysage et donnent au voyageur l'impression de traverser un pays constamment en état de siège. Tel est du reste le but : montrer sa force pour ne pas hésiter à s'en servir, surtout contre les populations qui auraient la malheureuse tentation de se rebeller. On voulait en convaincre les rares étrangers admis à circuler sur les routes irakiennes selon des itinéraires définis à l'avance et rigoureusement contrôlés. Quant aux indigènes, il était meilleur encore de leur rappeler à tout moment que le régime baasiste était omniprésent, tout-puissant et prêt à bondir à la moindre menace sur l'ennemi intérieur ou extérieur.

De ce formidable dispositif, il ne restait rien. Les casernes des bords de route n'étaient que des ruines intactes devant lesquelles des *peshmergas* locaux montaient une garde nonchalante, se précipitant pour poser sur les innombrables carcasses métalliques de ce qui fut l'orgueil d'une armée, tenue, s'en souvient-on, pour « la quatrième du monde ».

Les quelque 60 à 70000 hommes chargés de veiller au bon ordre du nord de l'Irak avaient purement et simplement renoncé à l'affrontement, et du même coup, à l'armée et au régime qui la commandait. Ceux que nous rencontrions, « prisonniers » pour la forme, ou, bien plus nombreux, démobilisés en uniforme, déclaraient hautement et sans même qu'on leur demandât, qu'ils ne voulaient pas se battre pour Saddam et moins encore contre leurs « frères kurdes ». Nombre d'entre eux, il est vrai, étaient des chiites du sud de l'Irak et leur principal souci était le sort de leur famille à Najaf, Amara ou Kerbala, villes dont les radios étrangères disaient qu'elles avaient été reprises par le pouvoir central des mains des émeutiers au prix de lourdes pertes pour les populations civiles.

Des combats, il y en avait eu cependant. On en vit les premières traces à Simeil, un village sur la grande route de Mossoul, où le siège local du Baas dévasté et à demi calciné témoignait de l'âpreté des affrontements. « Les gens du parti et les hommes de la Sécurité ont voulu résister, expliquait sobrement un habitant du village. Les vrais chefs étaient partis avant la bataille, ceux qui restaient, onze en tout, sont morts ». Impossible de savoir s'ils avaient été tués durant le combat ou liquidés après coup. Les consignes des dirigeants étaient claires. Comme nous l'avait répété un responsable du PDK à Zakho : « Pas de vengeance. Les prisonniers doivent

être traités humainement. Ceux qui se sont rendus coupables d'exactions, les tortionnaires ou les tueurs du régime doivent être gardés pour être jugés plus tard, quand il y aura un régime démocratique en Irak et une justice digne de ce nom. Les autres, s'ils demandent pardon au peuple kurde, doivent être libérés. » Le même, il est vrai, avait ajouté qu'on ne pouvait pas non plus trop demander aux gens : « S'ils ont entre les mains l'assassin de l'un de leurs proches, l'homme qui a violé leur sœur ou mutilé leur fils, il faut craindre qu'ils ne le laisseront pas sortir vivant. »

Akram Ahmed Mahmoud était une sorte de miraculé. Dans la chambre d'hôpital où nous l'avions rencontré, il avait l'air d'un grand adolescent un peu gauche, à la fois effrayé et flatté d'être l'objet d'une telle attention médiatique internationale. Une semaine avant, le même jeune homme avait pratiquement droit de vie et de mort sur ses concitoyens. Akram Ahmed appartenait à la branche de Dohouk du redoutable *Am'en*, la Sécurité militaire irakienne, bras armé des services de renseignements, spécialisé dans la torture, voire la liquidation des opposants au régime ou supposés tels. A Dohouk, comme dans la plupart des villes kurdes, on eût difficilement trouvé une famille qui n'ait eu un jour à déplorer la perte de l'un des siens, arrêté par les hommes du *Am'en* et disparu pour toujours. Ceux des suspects qui étaient entrés dans les locaux de la Sécurité en étaient rarement sortis pour témoigner. Les autorités irakiennes ont toujours refusé l'accès de leur prison à des observateurs étrangers tenant pour autant d'« allégations calomnieuses » les rapports émanant d'Amnesty International ou autres organisations humanitaires. L'insurrection kurde, en ouvrant les prisons et les bâtiments des services de Sécurité aura permis de donner aux mots leur terrible poids de réalité.

« Oui, il y a eu des choses terribles, admettait Akram Ahmed à Dohouk. On me l'a dit, mais je n'avais rien à voir avec tout cela. Je travaillais dans un bureau au service du personnel. » « Il ment », condamne un des *peshmergas* qui nous accompagnaient. Ses deux voisins de lit, les permanents du parti Baas nous avaient à peu près déclaré la même chose, l'un d'eux ayant même ajouté que « depuis longtemps, il avait espéré l'« *Intifada* » et qu'il remerciait Dieu parce que ce jour était venu ». « J'étais au parti parce que j'avais peur », expliquait l'autre. « J'avais adhéré au Baas quand je pensais que le parti était bon pour le pays et qu'il allait augmenter les salaires. Après, j'ai compris qu'il travaillait contre le peuple mais ils ont menacé de me tuer si je démissionnais. » Les deux baasistes, comme l'homme de la Sécurité, prétendaient avoir été tirés dans le dos par leurs camarades restés fidèles à la ligne juste. Par quel mystère, blessés dans le combat, avaient-ils échappé au règlement de comptes final ? Il faut croire que les consignes de clémence des dirigeants kurdes avaient parfois été écoutées.

Elles n'étaient certainement pas de pure forme, ou destinées à la seule consommation des correspondants de presse étrangers, pas plus que les mots clés du Front national kurde — regroupant les organisations de l'insurrection —, liberté, démocratie, ne pouvaient être tenus pour des slogans de circonstance. Cela valait autant pour le Kurdistan que pour l'Irak, celui-là entendant bien demeurer au sein de celui-ci. Massoud Barzani, président du PDK et co-président du Front, justifiait ainsi le fait qu'on n'avait aperçu aucun drapeau kurde, en dépit de la victoire sans partage de l'« *Intifada* ». Les soucis extérieurs, n'en étaient pas absents, notamment celui de se ménager la neutralité positive de la Turquie, particulièrement soucieuse de ne pas laisser une victoire

kurde en Irak dériver vers des tentatives indépendantistes. Aussi, et par-dessus tout, les dirigeants du Front tenaient-ils à réaffirmer et à montrer que la libération du Kurdistan ne pouvait en aucun cas dégénérer en un conflit ethnique arabo-kurde. « Notre seul ennemi, c'est le régime de Bagdad », répétait-il inlassablement en ajoutant aussitôt : « Notre objectif unique est un Irak démocratique dans lequel citoyens et minorités vivraient en harmonie et en pleine égalité de droits. » L'insurrection avait été le fait des *peshmergas*, l'œuvre des organisations de la résistance, principalement du PDK de Massoud Barzani et de l'UPK de Jalal Talabani. La reconstruction d'un Kurdistan libre ne pourrait être que celle de tous les Kurdes.

Le 24 mars à Salahudin, une petite ville dans la montagne à une trentaine de kilomètres d'Arbil, se tint une réunion apparemment pittoresque mais parfaitement historique. Une centaine de chefs tribaux étaient réunis autour des principaux dirigeants du Front dont Massoud Barzani et, en l'absence de Talabani, Noshirwan Amine, le numéro deux de l'UPK. Moustaches grises et turbans noirs et blancs de rigueur, sagement rangés sur les chaises du grand salon de l'hôtel Salahudin, les notables kurdes vinrent les uns après les autres assurer le Front de leur totale et sincère adhésion.

Ces hommes constituaient les *jachsles* « collabos » du pouvoir central. Selon leur ancienneté, leur importance et leur fortune, chacun de ces hommes dirigeait une milice entièrement dévouée à son chef et qui pouvait compter de 100 à 1000, voire 5000 hommes. Bagdad fournissait les armes et l'argent, en échange, il va sans dire, d'une coopération totale. Ces milices, baptisées « unités de défense patriotique » dans le vocabulaire baasiste, jouèrent leur triste rôle dans la répression des militants nationalistes.



Mans Kravetz

A Sulaymanli, les « peshmergas » se sont emparés du siège de la sécurité.





Marc Kravetz

**Halabja. « Nous enterrons ma mère et mes trois sœurs. »**

On eût pu craindre qu'à la faveur de la « libération » les comptes ne se réglas- sent sévèrement et dans le sang, il n'en fut rien.

A Salahudin, chacun jura qu'il était prêt, le jour même, à envoyer ses hommes là où la « révolution » l'exige- rait. C'est ainsi, qu'à partir du 24 mars, ceux qui étaient alors des *jachs* devinrent des « révolu- tionnaires ».

La conversion valait ce qu'elle valait. L'opportunisme y avait sa part, et on en verra les limites moins d'une se- maine plus tard, quand certains de ces « révolutionnaires » fraîchement re- tournés ouvriront le chemin aux for- ces irakiennes en cessant le combat dans la région de Dohouk, leur per- mettant une percée décisive. Mais sur le moment on pouvait y croire. Et puis il y avait urgence. Grâce aux « révolu- tionnaires », la direction du Front pouvait mobiliser à l'instant dix à quinze mille fusils supplémentaires sur le « front » de Kirkouk.

La cité pétrolière, enjeu capital pour les Kurdes comme pour Bagdad, avait été libérée le 18 mars après quatre jours de combats au cours desquels les *peshmergas* avaient perdu quelque 3000 hommes, dont 250 morts. De- puis, la bataille se poursuivait pour le contrôle de l'immense base militaire, de Khaled al-Walid, siège du premier corps d'armée irakien, au sud-ouest de la ville, depuis laquelle la garde républicaine menait ses bombar- dements meurtriers. Chaque jour les combattants kurdes gagnaient un peu de terrain, mais ils étaient épuisés et l'on signalait l'arrivée de nouvelles divisions de la garde républicaine sur les arrières du Front.

L'argument militaire était impor- tant. Le souci politique et au-delà celui de ne pas répéter les erreurs du passé l'étaient bien davantage. Depuis la première révolte du cheikh Mah- moud dans les années 20 en passant par les multiples épisodes de l'épopée de « Molla » Mustafa Barzani, le mou-

vement des Kurdes d'Irak avait tou- jours sombré à la fin non seulement sous les coups de ses impitoyables adversaires, qu'ils fussent anglais ou arabes, républicains ou baasistes, mais tout autant du fait des conflits au sein de la société kurde elle-même, de ses archaïsmes et de ses rivalités tri- bales. De même qu'ils avaient cette fois affiché sans ambiguïté possible leur volonté d'intégrer la revendica- tion kurde dans le cadre territorial de l'Irak et d'allier leurs efforts à ceux de tous, Arabes chiites du Sud, sunnites de Bagdad et du centre, chrétiens du Nord ou Turkmènes pour un objectif démocratique commun, les dirigeants de l'insurrection voulaient manifester l'unité du peuple kurde dans toutes ses composantes. L'ampleur de la vic- toire, sans précédent dans les 70 an- nées de lutte des Kurdes d'Irak, autorisait tous les espoirs.

Du 6 au 14 mars, de Rania, la première, près de la frontière ira- nienne, à Zakho, aux confins syro- turcs, en passant par Rawandouz, Arbil, Sulaymaniah et à la seule exception de Kirkouk pour quatre jours encore, toutes les villes et vil- lages du Kurdistan irakien avaient échappé au pouvoir central. Le terri- toire ainsi libéré recouvrait ou peu s'en faut les « frontières » du Kurdis- tan d'Irak historique. Et cette victoire était celle d'une population unanime, kurde et non-kurde.

Descendus des montagnes ou surgis de la clandestinité, les *peshmergas* en avaient été l'instrument autant que le signal. Les journalistes qui ont eu alors la chance de pouvoir, en toute liberté, parcourir le pays kurde de part en part en ont tous témoigné. Le Kurdistan libre, ce n'était plus un slogan ni un vœu pieu. Plutôt une sorte d'évidence doublée d'une pro- messe.

Sur les ruines d'une dictature qui venait de subir une défaite humiliante face aux troupes de la coalition, les

▼

**Pour les dirigeants du Front, le seul ennemi est le régime de Bagdad : « Notre objectif unique est un Irak démocratique dans lequel citoyens et minorités vivraient en pleine égalité de droits. »**

Kurdes célébraient leur triomphe en y invitant tous les autres. Leurs forces au sud étaient à moins de 150 kilomè- tres de Bagdad et menaçaient Mos- soul au nord. « Mais pas question d'aller au-delà. Nous n'allons pas prendre des villes arabes. Nous ne sommes pas le gouvernement cen- tral », déclaraient sagement les diri- geants du Front, attendant que les autres forces de l'opposition viennent les rejoindre pour la bataille finale. Elles ne vinrent pas. Mais à ce mo- ment on l'espérait encore, comme on espérait le soutien de la « coalition du droit » et avant tout des Etats-unis, de la Grande-Bretagne de la France. Comment imaginer que les pays pha- res de la démocratie et de la liberté, qui avaient déclaré et fait la guerre à Saddam Hussein pour libérer le Ko- weït, laisseraient au maître de Bagdad tout loisir de prendre une revanche sur son peuple ? Le « nouvel ordre mon- dial » en marche pouvait-il être autre que celui qui assurerait aux individus comme aux peuples un avenir pacifi- que, dans le respect du droit par tous et pour tous ?

voilà ce que l'on vous disait, chacun avec ses mots, de l'intellectuel de re- tour d'exil au *peshmerga* sorti de l'om- bre, du chef militaire de Salahudin au plus humble villageois. La situation alimentaire était critique, les pénuries médicales étaient catastrophiques, le manque de carburant risquait de pa- ralyser les combattants, le silence du monde avait de quoi inquiéter les plus optimistes, les raids meurtriers d'héli- coptères jetaient un doute plus que sérieux sur les intentions américaines d'interdire à Saddam l'usage de son aviation, mais ce n'était qu'une ques- tion de temps. Tout à l'euphorie de la liberté, le Kurdistan vivait un bon- heur sans partage. Et le montrait. Partout. Mais nulle part peut-être aussi intensément qu'à Sulaymaniah.

Centre intellectuel d'une région qui avait toujours été celle des rebelles, Sulaymaniah semblait le cœur battant de l'insurrection, respirant la liberté avec la même avidité que l'air des montagnes voisines. La ville, qui dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle avait donné le signal de la révolte contre les Otto- mans, aura payé tout au long de l'Histoire un tribut de souffrance et de sang à la mesure de son espoir déme- suré. Comme à Halabja, on n'y parlait que d'avenir. La ville serait prospère, riche et généreuse de l'énergie de ses habitants. Et l'exprimait par la photocopie.

Le raid américain qui avait détruit la centrale hydro-électrique de Dokan avait épargné une turbine. Les ingé- nieurs et ouvriers kurdes entreprirent les réparations. Grâce à quoi, et bien avant que Bagdad ne puisse en béné- ficier, Sulaymaniah avait de l'électricité 24 heures sur 24 et donc de l'eau courante, chaude et froide. Ce qu'en plus de trois semaines le pouvoir cen- tral n'avait pas su faire, les hommes de l'« Intifada » kurde le réalisèrent en trois jours. De proche en proche, toutes les villes du Kurdistan allaient être alimentées. Le 27 mars, la moitié d'Arbil était éclairée. Trois jours plus tard, en « reprenant » Arbil, autre- ment dit la bombardant avec « une violence sans précédent » comme di- sait la BBC, la garde républicaine de Saddam Hussein la replongeait dans l'obscurité.

Grâce à l'électricité revenue, Sulay- maniah libéra les photocopieuses. Ces machines apparemment banales, pour être largement répandues en Irak, étaient placées sous haute sur- veillance. Les magasins qui en dispo- saient devaient rendre compte de leur usage aux *moukhabarat*, les agents des services de renseignement du régime. Comme nul n'est censé ignorer la loi, mais que cela va mieux encore en l'écrivant, une lettre circulaire en rap- pelait les dispositions en détail aux boutiquiers susceptibles de reproduire des documents à la demande de leurs clients. Un papetier me montra la sienne, transmise par un organisme local de la Sécurité. La liste des inter-

dit de photocopie était impressionnante, comprenant notamment les livres religieux ou militaires, les lettres manuscrites, les journaux et périodiques étrangers, etc. Il était permis en revanche de reproduire: 1/les ouvrages scolaires, 2/les passeports de ressortissants arabes exclusivement, 3/les documents d'état civil, et la liste était close.

Depuis le 11 mars, les photocopieuses tournaient à plein rendement, multipliant les photos des grands hommes kurdes, chefs du présent ou du passé, des photomontages à vocation humoristique telle celle montrant George Bush brandissant la tête de Saddam Hussein encerclée d'une corde — à ce moment le Kurdistan unanime croyait encore que les Etats-Unis et derrière eux les pays de la coalition anti-irakienne ne pouvaient que soutenir les revendications de liberté et de démocratie des insurgés du nord comme du sud de l'Irak —, mais encore et surtout, les portraits des «martyrs», des dizaines d'enfants de Sulaymaniah assassinés par les sbires du régime, ainsi que les clichés terribles des morts de Halabja (ce village gazé par l'armée de Saddam en mars 1988, lire page suivante), ou d'exécutions sommaires dans les rues de Sulaymaniah.

Les images étaient pâles, à peine lisibles parfois, faute d'encre pour les machines, mais elles s'étaient sur tous les murs et les vitrines de la ville. L'une des plus répandues montrait l'exécution sommaire de jeunes Kurdes par un officier irakien en veste de camouflage qui, pour la parade, achevait l'un d'entre eux d'une balle dans la tête. L'officier était connu dans Sulaymaniah sous le nom de «capitaine Taha». Selon un témoin direct, la scène s'était passée en public deux mois auparavant. Trois suppliciés figuraient sur l'image mais ils étaient six ce jour-là, «raflés» par les agents de la Sécurité après une manifestation de rue et aussitôt mis à mort.

La photo, parfaitement cadrée, sinon posée, avait été, précisait le témoin, «prise à la demande expresse du capitaine qui expliquait que, grâce à elle, Saddam Hussein lui accorderait une promotion pour le bon travail accompli au Kurdistan».

Le même témoin assurait que le capitaine Taha s'était réfugié à Bagdad à la veille de la libération de Sulaymaniah, ce qui lui avait probablement sauvé la vie à la différence de quelques autres qui pour leur malheur ne crurent pas aux succès des insurgés. «Cet officier était un tueur cynique», affirmait A., un ingénieur agricole proche de l'UPK, «mais il y avait encore pire que lui». Les deux hommes qui semblaient l'emporter au palmarès de l'horreur avaient l'un et l'autre rang de lieutenant dans le *Am'en* et tout Sulaymaniah les connaissaient par leur prénom. L'un s'appelait Ali, l'autre Ala. «Vous allez

croire qu'il s'agit d'un titre de bande dessinée, mais je vous jure qu'il n'y pas de quoi rire», continua A. avec gravité. «Je n'imagine pas qu'il ait pu exister des bêtes plus féroces au monde.»

A. nous avait servi de guide pour visiter les locaux du *Am'en* et les prisons attenantes. Une foule de curieux nous accompagnaient qui découvraient avec nous la terrible banalité de la terreur, les deux cellules grillagées du rez-de-chaussée dont les 30 m<sup>2</sup> hébergeaient normalement jusqu'à 200 détenus, les geôles étroites comme un placard à balais où l'on enfermait les prisonniers pour les mettre en condition avant les interrogatoires, cette autre cellule d'attente en sous-sol inondée d'une eau puante qui obligeait les détenus à rester debout, mouillés au-dessus du genou. Les pièces destinées à la torture avaient été incendiées, on voyait seulement les traces d'installations électriques qui pouvaient servir à n'importe quoi d'anodin ou non et quelques vestiges d'insonorisation. La salle des exécutions était presque intacte, avec ses crochets coulissant sur une poutre en fer où l'on accrochait la corde et les chaînes sur lesquelles on faisait grimper les condamnés. Pour les visiteurs locaux, chacune de ces pièces semblait réveiller un souvenir terrible auquel ne correspondait aucune mémoire. On n'osait se demander combien parmi ces visiteurs essayaient de refaire mentalement l'itinéraire d'un proche, d'un frère, d'une sœur, d'un fiancé. Dans l'une des cellules à la faveur on le suppose d'un gardien négligent ou moins brutal que les autres, de nombreux détenus avaient gravé des écrits sur les murs. Peu de slogans politiques, et pourtant tous les hommes qui étaient passés par là (ou les femmes dans la cellule qui leur était réservée) étaient des «politiques». On pouvait y lire des dates, des noms et surtout des poèmes.

Depuis la rue, le siège de la sécurité ressemblait à n'importe quel bâtiment administratif du régime, banal et laid. Sa façade calcinée et trouée d'impacts témoignait de l'intensité des combats. Ils avaient duré une trentaine d'heures les 9 et 10 mars. La plupart des défenseurs du local assiégé y avaient vraisemblablement trouvé la mort. Cent? Deux cents? Plus? Les témoignages étaient imprécis. Il y aurait eu, nous disait-on, des survivants. Dans le hall d'entrée du bâtiment principal, une «chose» bizarre pendait au bout d'une ficelle. C'est seulement de près que l'on reconnaissait un fragment d'avant-bras humain.

«A la fin de la bataille, racontait A., des hommes sont sortis du local, les mains en l'air et les deux terrifiants officiers du local en étaient. La foule s'est jetée dessus comme si d'un coup elle avait été enragée. La haine emportait tout. Ce que vous avez vu en est le résultat. Je ne suis pas d'accord, cela me choque. Mais on ne liquide pas facilement trente ans d'oppression et

de dictature dans les têtes. Cette libération-là sera peut-être plus difficile que l'autre.»

Ce jour-là un de ses amis avait tenté de s'interposer alors qu'un assaillant voulait tuer ou mutiler un prisonnier.

▼ **A Sulaymania, les «pershergas» se sont emparés du siège de la sécurité. «Des hommes sont sortis du local, les bras en l'air. La foule s'est jetée dessus. On ne liquide pas facilement trente ans d'oppression et de dictature dans les têtes.»**

«Qui es-tu? avait hurlé l'agresseur. As-tu une sœur qui a été tuée dans ces locaux? Non, alors tais-toi et laisse faire celui qui doit venger sa sœur.» «Il faut oublier les armes, concluait l'ingénieur. L'insurrection est finie. Nous avons gagné. L'arme d'aujourd'hui, c'est ceci.» Il avait sorti un stylo de sa poche qu'il brandissait vers le ciel. «La guerre pourrait tout. C'est seulement dans la paix que l'on peut penser et créer.» Il croyait fermement à une pédagogie de la démocratie et de la liberté. On apprendrait peu à peu et à chaque pas on aurait envie de de connaître et de pratiquer davantage. L'aide des pays occidentaux serait précieuse, «vous avez une telle avancée en la matière», mais elle ne serait pas sans contrepartie: «Le Kurdistan libre au sein de l'Irak démocratique où citoyens et communautés vivront dans la pleine reconnaissance de leurs droits et de leurs obligations ne pourrait qu'être contagieux pour l'ensemble de la région. Et qui avait dit, sinon l'Occident, que la principale condition de la paix et de la stabilité au Proche-Orient serait justement l'existence de régimes démocratiques?»

Apprenant la démocratie, les Kurdes l'apprendraient aux autres. Tout était possible maintenant qu'on avait chassé la dictature, et pour de bon. Il n'y avait pas que l'ingénieur pour y croire. Ses amis, les voisins qui lui avaient rendu visite lors du dîner, les gens croisés dans la rue à l'occasion d'une promenade, la ville enfin, tout disait, comme sur les photocopies collées au mur: «Nous ne laisserons pas revenir les tuteurs de Halabja.»

Quelques heures après, alors que nous quittions Sulaymaniah, les mauvaises nouvelles tombaient. La garde républicaine qui attaquait Kirkouk par le sud et l'ouest avait réussi à encercler en s'emparant de deux gros villages sur les routes d'Arbil au nord et de Sulaymaniah à l'est.

Au soir du 28 mars, les quelque 30000 hommes des unités d'élite de

Saddam avaient repris la cité pétrolière et marchaient sur Arbil. Le 30 au matin, c'est la capitale du Kurdistan qui s'effondrait à son tour, désertée par ses habitants, abandonnée par les combattants qui ne pouvaient tenir sous le déluge de feu. Des témoins qui en sortaient avaient compté jusqu'à soixante obus à la minute qui s'abattaient au hasard sur la ville aux premières heures de l'aube. L'exode avait commencé. Le bombardement d'un convoi de réfugiés au pied de la montée vers Salahudin, à la sortie d'Arbil, le transforma en panique.

A partir du dimanche 30 mars, ce ne furent plus des milliers mais des dizaines puis des centaines de milliers d'habitants du Kurdistan d'Irak qui quittaient villes et villages pour un improvable refuge. Le premier jour, quand on demandait au gens: «Pourquoi partez-vous?», ils répondaient qu'ils avaient peur. De quoi? «Des bombes chimiques.» Chacun «savait» que déjà des armes chimiques avaient été utilisées. A Kirkouk, disaient les gens d'Arbil. A Arbil, disaient ceux de Salahudin. Répondre qu'après enquête auprès des hôpitaux et des dirigeants kurdes, on pouvait affirmer que ce n'était pas le cas ne rassurait qu'à moitié. Aurions-nous eu raison, «qui» empêchait Saddam d'utiliser son arsenal chimique? Avait-on oublié Halabja?

Et cette fois, il n'y avait pas de bonne réponse. Une semaine plus tôt, trois jours même, il eût suffi de dire: George Bush ne permettra pas, ou la Grande-Bretagne, ou la France... Il y a une semaine, le fait d'avoir laissé Saddam utiliser ses hélicoptères de combat alors qu'on l'avait privé d'aviation posait seulement des questions. Maintenant, on avait la réponse: Saddam Hussein, George Bush complices contre le peuple kurde. Finis les «Merci Bush» et les «Vive Mitterrand». On se souvenait que la France avait armé Saddam Hussein et s'était tue sur Halabja. On constatait que la coalition — mais souvent on disait seulement: les USA — avaient détruit l'Irak et anéanti l'armée de Saddam «sauf» ce qu'il lui fallait pour massacrer son peuple kurde au nord, chiite au sud, irakien partout. Sans les hélicoptères, ceux-là mêmes qui, justement parce qu'ils espéraient qu'elle permettrait d'en finir avec Saddam Hussein, avaient soutenu la guerre des coalisés pour le Koweït, reprenaient mot à mot les accusations de ceux qui l'avaient condamnée: le droit est invoqué quand il vous arrange, ignoré quand il vous gêne. Deux poids, deux mesures, servent à évaluer les engagements des grandes puissances...

Abandon, trahison, cynisme, voilà ce que l'on entendait maintenant sur notre passage. Ou bien rien. Rien d'autre que ces regards muets et lourds qui ne semblaient pas nous voir et qui faisaient plus mal encore.



LE 28 MARS, LES UNITES D'ELITE DE SADDAM AVAIENT REPRIS KIRKOUK ET MARCHAIENT SUR ARBIL

# Retour dans la ville d'Halabja, gazée en 1988

**Le 16 mars 1988, Saddam Hussein utilisait, pour la première fois, son arsenal chimique contre une population civile. En ce bref printemps kurde, certains de ses habitants qui l'avaient quittée alors, reviennent. Et se souviennent.**

**Halabja, envoyé spécial**

**K**osar Marouf a eu trois ans le 17 mars 1991. C'est un petit garçon aux cheveux roux et bouclés, au teint pâle. Il a du mal à sourire, intimidé probablement, fatigué aussi par le voyage à l'arrière d'une camionnette sur les genoux de sa mère, elle-même coincée entre des ballots de vêtements, quelques meubles et des ustensiles de cuisine, autrement dit tous les biens de la famille Marouf.

Après trois années passées chez les autres, vivant à huit — le père, la mère, trois garçons, trois filles — dans une seule pièce, Mohamed Mahmoud Marouf a décidé de ramener les siens à la maison. Maintenant qu'à Arbil, comme à Sulaymaniah, à Rawandouz comme à Dohouk et jusqu'à Kirkouk, les *pesmergas* avaient chassé les occupants de Bagdad des rues comme des bêtes, maintenant que le Kurdistan était libre, il était temps de le reconstruire. Enfin on allait revivre. Retrouver sa ville, sa maison. Même s'il fallait d'abord en balayer les ruines.

Il n'y avait pas que la famille Marouf qui ait décidé de retourner à Halabja. Tout au long du chemin, sur la route de Sulaymaniah, nous avions doublé d'inraisemblables équipages, des camions croulant sous les bagages aux tracteurs trainant une remorque de vieilles planches, et chaque fois emportant qui vingt, qui trente ou cinquante passagers. Voilà une semaine que cela durait.

Au début, les responsables kurdes de la région avaient tenté de dissuader les candidats au retour. « Les ruines peuvent cacher des bombes qui n'ont pas explosé, exposait l'un d'eux à Sulaymaniah. On ignore aussi combien de corps sont toujours ensevelis sous les décombres. Il n'y a ni eau, ni électricité, pratiquement pas un endroit propre pour dormir. Mais comment empêcher les gens de revenir ? »

Halabja était le souvenir maudit. La marque ineffaçable de l'horreur. Ici, le 16 mars 1988 (la chronique a retenu généralement la date du 17, mais tous les récits des témoins s'accordent pour dater le bombardement meurtrier du 16), l'aviation de Saddam Hussein a, pour la première fois, utilisé son arse-

nal chimique jusqu'alors réservé au front de la guerre Iran-Irak, contre une population civile, sans même le prétexte d'une présence ou d'un enjeu militaire. Les gaz mortels jetés sur Halabja et le petit village voisin de Anap ont fait quelque 5000 morts, estimation habituellement jugée en dessous de la réalité par la plupart des témoins.

Pour les Kurdes, aucun doute n'est possible. Le massacre chimique de Halabja avait été rigoureusement planifié. Il n'était du reste que le commencement d'une répression impitoyable qui allait se poursuivre durant toute la seconde moitié de l'année 1988, une fois achevée la guerre avec l'Iran, faisant des dizaines de milliers de victimes, et jetant sur les routes cent ou deux cent mille Kurdes dont les villages, près de 4000 mille en tout, avaient été systématiquement dynamités.

A ce bilan monstrueux, il convient d'ajouter la masse des disparus. De bonnes sources les estiment à cent mille, déportés dans le désert, du côté de la frontière saoudienne.

A la veille du printemps de 1988, on sentait déjà que la guerre Iran-Irak touchait à sa fin. L'Irak reprenait dans le sud une partie du terrain perdu mais l'Iran gardait encore ses positions dans le nord. L'armée iranienne et les *pasdaran* — les « gardiens de la révolution » — avaient réussi une percée aux confins orientaux de l'Iran sur laquelle ils s'étaient maintenus, mais ce sont les combattants kurdes irakiens, dont la plupart des dirigeants étaient alors à Téhéran, qui s'étaient installés dans les villes et villages débarrassés des troupes de Bagdad. A la mi-mars, les *pesmergas* étaient donc installés dans Halabja.

Au pied des montagnes qui marquent la frontière naturelle entre l'Iran et l'Irak, Halabja était auparavant une grosse bourgade de 70000 habitants vivant des ressources agricoles d'une plaine parmi les plus fertiles de la région. Cité kurde, c'était aussi une ville de passage et de brassage, mais la guerre entre l'Iran et l'Irak ruina la ville, dont près des deux tiers des habitants avaient fui pour se réfugier à Sulaymaniah ou dans les villages alentour. A l'inverse, dans les premiers jours de mars, alors que des

combats féroces se déroulaient dans les environs, d'autres villageois étaient venus se réfugier à Halabja sur le chemin de l'Iran. Bagdad concentrait les troupes dans la région, et chacun présentait qu'une épreuve terrible se préparait, dont les Kurdes seraient une fois de plus les victimes désignées. S'attendant au pire, les *pesmergas* de Halabja se retirèrent après avoir averti les onze à quinze mille habitants de la ville qu'il valait mieux partir.

En 1975, puis en 1983, Saddam Hussein avait montré qu'il ne reculait devant rien. Avec Halabja, il a prouvé jusqu'où il était capable d'aller, dès lors qu'il s'agissait cette fois de « punir » les Kurdes, testant à l'occasion les réactions de la communauté internationale.

Cette fois le crime n'était pas passé inaperçu. Téhéran, qui contrôlait encore le secteur, organisa une visite guidée pour la presse mondiale. Les images de l'horreur absolue déferlèrent sur tous les écrans du monde. Et ce fut tout.

Aujourd'hui, sur les collines aux pentes rudes qui dominent Halabja vers l'Est, les premières fleurs du printemps égayaient l'herbe drue. Effet des bombardements de 1988, les arbres, définitivement desséchés, sans une feuille ni même la promesse d'un bourgeon, auraient dû passer pour simplement tardifs. Deux hommes s'affairaient près du petit cimetière qui prolongeait le village d'Anap, à un petit kilomètre à l'est d'Halabja. Ils nous firent signe d'approcher, et c'est alors que nous vîmes les quatre tombes, fraîchement creusées, que le premier commençait à combler tandis que le second disposait les sacs au fond des trous. Kamal, le fossoyeur, nous présentait son frère Ahmed. « Nous enterrons ma mère et mes trois sœurs. Nous habitons le village d'à côté. Nous sommes revenus hier, nous allons reconstruire notre maison, mais avant nous voulions leur donner une vraie sépulture. »

Cet après-midi du 16 mars 1988, Kamal ne l'oubliera pas. « Les avions, sont arrivés un peu avant le coucher du soleil. J'étais près d'ici à ce moment-là. Il y en avait vingt-cinq, je les ai comptés. Des jets russes et des petits avions à hélices, des *Pilatus*. Ils volaient lentement et bas, comme pour une parade. Quand ils sont arrivés sur

Halabja, il y a eu des explosions et aussitôt une grande fumée s'est répandue. J'ai couru vers la maison, tous les gens du village s'enfuyaient déjà. J'ai retrouvé ma mère et mes sœurs, nous sommes partis ensemble. Nous étions à peu près sur ce chemin en bas du cimetière quand les bombes sont tombées aussi sur le village et puis j'ai vu une fumée grise et jaune qui descendait de la colline. Je courais, je croyais que les autres me suivaient. Il y a eu une forte explosion tout près, je suis tombé. Quand je me suis relevé, j'ai aperçu mes deux sœurs à une cinquantaine de mètres derrière moi. Elles étaient couchées sur le dos avec des petites gouttes de sang sorties de leur nez. J'ai tout de suite compris qu'elles étaient mortes, la troisième aussi. Alors j'ai vu ma mère. Je ne l'aurais pas reconnue, je vous le jure, s'il elle n'avait pas été à côté de ma petite sœur. Elle n'avait plus de visage et tout son corps était comme du bois carbonisé. Je crois que c'était du napalm. »

Ahmed continuait de disposer les petits sacs blancs bien parallèlement au trou. « Regardez », dit-il. Ce n'était pas regardable. Comme s'il avait senti une question que nul n'oserait poser, Kamal ajouta : « Après le bombardement, nous les avons enterrées ensemble, en laissant des repères. Pour être sûr de les retrouver, j'ai placé à côté des corps les boucles d'oreilles de ma sœur et la montre de ma mère. » Il tenait les pauvres bijoux dans sa main. Puis, avec une douceur infinie, il les déposa sur l'un des sacs et, soudain, jeta une pelletée de terre sur le tout. Il y eut un long silence.

Pendant tout son récit, Kamal avait gardé la tête baissée. Quand il leva les yeux, les larmes avaient creusé deux sillons clairs dans la poussière de terre qui lui collait au visage. « Tout le monde a parlé de Halabja, il ne faut pas oublier Anap. Bien sûr, nous ne sommes qu'un petit village. Avant, il y avait 500 habitants. 275 sont morts le 16 mars. Mais nous reconstruirons les maisons. »

Enterrer ses morts pour reprendre la vie, cela résonnait comme un message. Halabja n'avait pas oublié. Halabja n'oublierait probablement jamais. Mais cette fois, ce n'était plus une ville hantée par des fantômes. Les ombres qui s'agitaient au crépuscule ce soir

étaient celles d'hommes, de femmes, d'enfants qui revenaient chez eux et déjà habitaient leur ville. Elle n'était qu'une succession de ruines, mais chacun y retrouvait sa rue, ses voisins, morts ou vivants, mais tous étaient là. Le message, c'était aussi ce « Café », ouvert à un carrefour où l'on servait du thé fort et sucré sur une mauvaise planche posée entre deux pans de mur, ce barbier qui avait rouvert sa boutique, dans le minuscule carré intact de son ancienne échoppe. La nuit qui s'annonçait serait froide et dure, on y manquerait de couvertures et tout le monde n'aurait probablement pas mangé à sa faim mais on était revenu, c'était le principal et c'était déjà le bonheur. Et ce mélange de fierté, d'évidence d'être là, libre et dans son

propre monde, on peut l'appeler, je crois, la dignité.

On se souvient de cette image. Un homme, mort, serrant un enfant dans ses bras. La photo a fait le tour du monde et fut comme l'emblème de ce monstrueux massacre. Ce n'était en effet qu'une image. Il fallait venir à Halabja pour découvrir qu'elle était aussi un souvenir vivant. L'homme s'appelait Omar Dada Kharwar. « Notre voisin », confia Mohamed Mahmoud Marouf, avec une espèce de fierté d'avoir si bien connu un homme désormais célèbre et dont nul aujourd'hui, sauf lui peut-être, connaissait le nom. J'imaginai qu'un jour, il raconterait l'histoire au petit Kozar, l'enfant auquel une montagne donna son nom et dont l'anniversaire sera pour toujours celui de l'abomina-

tion. Le cadet de la famille Marouf aurait pu s'appeler Mohammed comme son père ou Mahmoud comme son grand-père. Ses parents lui donnèrent le nom de la montagne où il était né dans la nuit du 16 au 17 mars 1988, quand ils fuyaient le bombardement. Un jour, Kozar saurait qu'il était la revanche du destin, la preuve comme disait cette chanson de Shirwan, ce musicien kurde de Turquie dont la rengaine était devenue comme l'hymne de l'« Intifada » : « *Le Kurdistan ne peut pas mourir... Je suis kurde et quand je mourrai et qu'on m'enterrera, je serai encore kurde pour nourrir la terre et l'espace.* »

Quelques jours plus tard, les gens de Halabja seraient de nouveau condamnés à redevenir des réfugiés. M. K.

## LE MONDE 8 avril 1991

Selon un représentant du Front du Kurdistan

### Cent mille Kurdes auraient été tués depuis trois semaines

LONDRES

de notre correspondant

L'ambassade d'Irak à Londres a été occupée pendant quatre heures, vendredi 5 avril, par un groupe de quatorze Kurdes qui en avaient forcé l'entrée. Les trois diplomates irakiens présents à l'intérieur ont pu fuir par une porte latérale. Les occupants ont déployé une banderole dénonçant la répression dont est victime la population kurde d'Irak et ont jeté par les fenêtres des dossiers et des documents officiels.

La police a encerclé le bâtiment mais a négocié un compromis avec les Kurdes. Ceux-ci ont accepté de se retirer à condition de pouvoir parler quelques instants avec les journalistes qui se trouvaient devant l'ambassade.

M. Mahmoud Osman, membre de la direction du Front du Kur-

distan, a réclamé, au cours d'une conférence de presse à l'ambassade de France, une protection internationale pour le peuple kurde. « *Nous ne demandons pas une intervention militaire, mais l'envoi d'observateurs et au besoin de « casques bleus » de l'ONU. Nous voulons pouvoir retourner en Irak, retrouver nos maisons et nos biens, mais il faut que la sécurité de la population civile soit garantie.* », a-t-il déclaré. Il a estimé que cent mille Kurdes ont été tués depuis trois semaines « *soit davantage que depuis trente ans.* ». M. Osman a demandé à la France et à la Grande-Bretagne de parachuter des vivres et des couvertures directement sur les Kurdes qui se trouvent dans les montagnes. « *Chaque heure, chaque minute compte. Cinq cents personnes, dont deux cents enfants, sont mortes jeudi de faim et de froid.* », a-t-il affirmé.

D. Dh.

## ◆ POINT DE VUE ◆

**Pour les Kurdes !**

PAR JOSEPH ROVAN\*

La grande victoire politique et militaire obtenue par la coalition internationale sous direction américaine est en train de se transformer en défaite morale. Nous avons accepté l'idée toujours horrible de la guerre parce que le dictateur irakien en annexant le Koweït était réellement allé trop loin : il avait anéanti l'existence d'un Etat membre des Nations unies. C'était là une excellente position juridique, mais tout le monde savait que Saddam Hussein faisait peser sur son peuple une odieuse tyrannie en même temps qu'il menaçait la paix du monde. Il fallait donc l'éliminer, et reconstituer dans le Proche-Orient, dans le Golfe et dans le Levant un ordre nouveau portant règlement de la question palestinienne par un accord avec Israël ; restauration de la souveraineté et du fédéralisme libanais ; interdiction ou tout au moins contrôle étroit, par une insistance des Nations unies, des ventes d'armes dans la région ; « mondialisation » d'une partie des ressources du pétrole au service du développement des peuples les plus pauvres : de tels objectifs s'inscrivaient d'eux-mêmes dans le nouvel ordre à promouvoir. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont mené cette guerre pour le respect du droit. Mais point seulement du droit international, du droit formel.

Comme lors de la signature des accords d'Helsinki, quand les Occidentaux ont fait accepter par les Soviétiques une petite « troisième corbeille » remplie des droits de l'homme, le monde libre doit s'occuper aussi de la liberté des peuples et des classes ou castes dans chacun des Etats membres ; la charte et la Déclaration des droits de l'homme lui ont imposé cette responsabilité dont le Conseil de sécurité garantit le respect. Si nous n'agissons pas en fonction de cette obligation, l'accusation de cynisme impérialiste, que les gauchistes avaient lancée contre la coalition, se trouverait rétroactivement justifiée. Or, le président Bush, sans doute à l'intérieur d'une vision cohérente qui sied aux intérêts d'une très grande puissance, a arrêté la progression de ses armées avant qu'elles aient pu éliminer Saddam ou le faire renverser. Ne l'aurait-il pas fait, toutes les gauches mondiales l'auraient accusé de bellicisme, et la France aurait sans doute limité son engagement dans la coalition.

Epargné, Saddam Hussein a pu reconstituer une force militaire suffisante pour détruire successivement la révolte chiite et l'insurrection kurde, en utilisant des hélicoptères dont l'accord d'armistice interdisait l'intervention. Tout se passe comme si la logique impitoyable d'une politique de puissance avait décidé qu'un Saddam Hussein affaibli vaudrait mieux pour l'équilibre de la région, sous domination américaine, qu'un Irak éclaté dont une partie serait allée grossir les forces subversives du chiisme iranien ; comme si, ensuite, cédant aux cris des voisins, et avant tout de l'allié turc, première puissance militaire de la région – après les Etats-Unis –, on avait ensuite décidé de sacrifier une fois de plus à la logique des Etats un peuple courageux mais dépourvu d'Etat.

*« L'affaire kurde démontre qu'un véritable statut des minorités est un complément indispensable de tout accord sur les droits de l'homme »*

L'affaire kurde démontre une fois de plus qu'un véritable statut des minorités nationales, culturelles et religieuses est un complément indispensable de tout accord sur les droits de l'homme et du citoyen. Un problème comme celui des Kurdes, qui intéresse une partie

préciable des trois Etats « copartageants », ne se résout cependant pas au moyen d'astuces juridiques et de paragraphes. Il faut l'inscrire clairement dans les textes fondamentaux de l'ONU, choisir les voies nécessaires pour doter la nation kurde d'une autonomie interne transfrontalière, en dotant aussi cette entité autonome de moyens pour s'établir et se gérer.

Il est vrai qu'on créera ainsi un exemple que d'aucuns trouveront redoutable parce que contagieux. Les dirigeants des grands Etats ont besoin d'un monde simple où les querelles obscures de quelques peuplades arriérées ne freinent pas la marche en avant vers un nouvel ordre mondial fait sur la base d'un accord entre les mêmes grands Etats. Il est vrai que la multiplicité des souverainetés ou demi-souverainetés peut être source de graves désordres comme le montre l'aventure de Saddam Hussein. Mais ce n'est pas en abandonnant les Kurdes (et les chiïtes) à leurs massacreurs que les hommes d'Etat responsables pourront faire progresser l'idée d'un nouvel ordre mondial.

\* Joseph Rován est professeur et journaliste, spécialiste de l'Allemagne.

# Le malheur kurde

*Qu'il est loin, le traité de Sèvres de 1920, qui prévoyait un Kurdistan autonome ! Après un mois de fol espoir, la fatalité s'est de nouveau abattue sur les Kurdes d'Irak. Olivier Weber a assisté à leur défaite.*

**P**arce que l'heure n'est plus à la diplomatie coercitive, qu'on appelait autrefois « la diplomatie de la canonniers », parce que, moyenne puissance, elle n'a que des capacités militaires moyennes (la guerre du Golfe l'a malheureusement confirmé), la France s'est fait une spécialité de la « diplomatie humanitaire ». Elle a même nommé un ministre pour cela, Bernard Kouchner, qui s'acquitte de sa tâche avec beaucoup d'ardeur et de brio. De la Roumanie, en révolution, au Liban, en guerre civile, on a constaté les avantages non négligeables de cette diplomatie humanitaire pour les populations menacées. Mais aussi ses limites, pour les peuples opprimés, aussi juste soit leur cause. Elle soulage, mais ne guérit pas.

C'est ce qui se passe avec le malheur kurde. Victime d'un déni de justice de la communauté internationale en 1923, le peuple kurde, à qui l'on avait laissé, à tort, au traité de Sèvres, espérer l'impossible, a été depuis lors frustré de l'Etat autonome qui lui était promis, au nom du sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières. Et ses bouffées d'orgueil national qui l'amènent à se soulever régulièrement contre l'Irak, la Turquie ou l'Irak, trois de ses suzerains légaux, se terminent toujours de la même façon : dans le sang, les larmes et le drame.

C'est contre cette fatalité que la France s'est élevée. Et contre la prudence des Nations unies, où le Conseil

de sécurité, et d'abord les Etats-Unis, étaient plus préoccupés du vote du cessez-le-feu définitif avec l'Irak (ce fut fait mercredi dans la nuit) que du sort des populations kurdes que les troupes de Saddam Hussein continuaient à massacrer tant que personne ne s'avisait de retenir leur bras.

Mais protester « contre la carence des Nations unies, dont la France ne saurait être solidaire », comme l'a fait François Mitterrand ; déposer un projet de « condamnation de la répression en Irak » ; relancer courageusement l'idée d'un « devoir d'ingérence humanitaire », comme l'a fait, jeudi, Roland Dumas au Sénat, ne constituent-ils pas autant de gestes dignes d'intérêt,

mais sans réelle portée concrète ? Il fallait, sans illusion, marquer sa compassion. Avec, en filigrane, l'idée que peut-être, un jour, on pouvait imaginer l'établissement d'un droit des minorités. Tout en sachant que, dans l'immédiat, la communauté internationale y est farouchement hostile.

La France pouvait se prévaloir d'avoir été la première nation à expédier, via la Turquie, et peut-être l'Irak (dont Paris s'est rapproché au point qu'une prochaine visite de Roland Dumas à Téhéran est en préparation), une centaine de tonnes de secours et de médicaments. Ce sont là, jusqu'à ce qu'une prise de conscience — toujours guettée par la France — fasse évoluer le droit international, les armes les plus performantes à ce jour de la diplomatie humanitaire. ● MICHEL COLOMÈS



« J' »

De notre envoyé spécial au Kurdistan

« Ils arrivent ! » Terrible, le cri a traversé Arbil. Et la panique s'est emparée de la ville en proie à l'exode. Un Kurde montre les salles d'interrogatoires où traînent encore les dossiers remplis par les indicateurs. « Presque tous les adultes du Kurdistan sont fichés. Quand les Irakiens reviendront, ce sera pire ! » Dans l'attente de la grande offensive, Arbil s'est repliée sur ses craintes. « Même si ton ennemi n'est qu'une fourmi, dit un proverbe kurde, tu ne dois jamais t'endormir tant qu'il reste ton ennemi. »

Alors, les habitants d'Arbil se sont



Réfugiés kurdes en marche vers la frontière iranienne

REPORTAGE

## « ai fui l'Irak à la nage »

jetés sur la piste du nord, avec leurs femmes et leurs enfants. Une course-poursuite. Les journalistes étrangers présents tenteront eux aussi de gagner la frontière syrienne, en camion, en bus, en voiture. Mais ils n'y parviendront pas avant qu'elle soit fermée par une percée des chars irakiens. L'avancée des troupes de Saddam Hussein les a pris de vitesse. Pendant deux jours, avec quinze de mes confrères, je resterai ainsi coincé dans les marécages, après nous avoir frayé un chemin à travers un champ de mines près de la frontière qui sépare l'Irak de la Turquie, pris sous le feu des chars et des canons à longue portée. Les tanks passaient à 300 mè-

tres et les hélicoptères nous survolaient. Les obus pleuvaient dans les marais. Les Irakiens qui descendaient des montagnes, et patrouillaient sur la route, n'ont, par miracle, pas aperçu, au fond des roseaux, notre petit groupe.

Alors, entre deux patrouilles irakiennes, et avant le retour des tanks, nous avons demandé aux Turcs de pouvoir franchir la rivière pour gagner leur rive. Refus sans équivoque : « *Que vous soyez américains, français, allemands ou anglais, si vous passez la rivière, on vous tire dessus.* » Deux confrères se sont tout de même jetés à l'eau, en essayant plusieurs coups de feu. Mais ils ont réussi à gagner la

rive, et à négocier pendant une nuit entière avec les autorités turques le passage du reste de notre groupe, les bagages sur un radeau, les hommes à la nage. Au lever du jour, avant que les commandos irakiens ne nous repèrent, nous avons fui notre réduit marécageux, dont toutes les portes de sortie terrestres étaient coupées. Au nord, on se battait encore. Mais la majorité du Kurdistan était déjà « pacifiée » par les troupes de Bagdad.

Au-dessus d'Arbil, dans son camp retranché de Salauddine, au pied des montagnes enneigées du haut Kurdistan, Massoud Barzani a assisté, inquiet et impuissant, à la défaite de ses hommes dans la plaine. En keffieh,

pistolet à la ceinture, le visage rose et boutonneux, le chef du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) a dressé un constat pessimiste : « *Nous avons besoin de tout, et le monde entier nous laisse tomber. Il y aura encore beaucoup d'atrocités commises ici.* » Son plan de bataille n'a pas réussi : fomenter une révolte dans le reste de l'Irak et à Bagdad, pour renverser Saddam Hussein.

La parenthèse du « Kurdistan libre » d'Irak n'aura duré qu'un mois. Brève rébellion où se sont mêlés l'espoir de la chute de Saddam Hussein et l'angoisse d'une répression violente, semblable à celle qui a frappé le sud, chiite, du pays. A Arbil, on se pressait, à la veille de l'arrivée des Irakiens, dans la salle de cinéma de l'ex-Maison de la jeunesse du parti Baas, provisoirement rebaptisée « Maison de la jeunesse kurde » : on y projetait, à guichets fermés, un documentaire sur le massacre, en mars 1988, de Hallabja, ville kurde gazée par les troupes de Bagdad, sur ordre de l'actuel ministre de l'Intérieur de Saddam Hussein, surnommé « Ali le chimique ». Images inconnes ici, découvertes par des yeux ébahis et terrifiés à l'idée de ce que pourraient être les lendemains de révolte.

Tragique constat pour les Kurdes : ce peuple partagé entre cinq nations – Irak, Iran, Turquie, Syrie et URSS – est condamné à rester sans Etat. Soumis à l'ordre des frontières. A la fin de la Première Guerre mondiale, pourtant, l'espoir était immense : les puissances victorieuses, par le traité de Sèvres signé en 1920, avaient façonné les contours d'un Kurdistan autonome. Mais c'était oublier les richesses du sol kurde : le pétrole du vilayet de Mossoul. Trois ans plus tard, les Britanniques et les Français ont enterré leur promesse. Le Kurdistan autonome restera lettre morte. A cause de l'or noir, mais aussi parce que les seigneurs kurdes s'étaient perdus en querelles byzantines.

Soixante-dix ans après le traité de Sèvres, les Kurdes, grands oubliés du Moyen-Orient, voient le couvercle de l'Histoire se rabattre sur eux avec férocité : plusieurs centaines de milliers d'entre eux ont fui vers les montagnes, à pied, à dos de mulet, entassés dans des voitures, des camions de pompiers, des bulldozers, des tracteurs. « Hadji Bush » – « George le Sage », célébré dans toutes les rues du Kurdistan pour avoir fait mordre la poussière à Saddam Hussein – est devenu « celui qui nous a aban-

donnés ». Battant retraite, un peshmerga crie son dégoût : « *Les Américains nous ont encouragés à abattre le régime de Saddam Hussein et ils n'ont rien fait pour nous aider !* » Exode terrible sous une pluie de feu. Sur les quatre millions de Kurdes d'Irak, deux millions, au moins, sont sur les routes, dans le dénuement le plus complet. Ici, un paysan porte sur son dos un berceau de bois et un nouveau-né, avec dans les poches quelques poignées de riz. Là, un médecin tente de franchir la frontière turque dans une jeep Toyota où sont entassés les membres de sa famille, la peur au ventre, les yeux hagards. Au fond du véhicule gisent deux proches, blessés : une fillette de 6 ans brûlée par l'explosion d'une bombe, et un

homme touché au ventre, au bras emmêlé dans les tuyaux des perfusions. Après le refus des Turcs d'accueillir sur leur territoire cette cohorte de réfugiés qui piétinent aux frontières, le médecin continuera sa route vers le nord, avec le peu d'essence qui lui reste, pour fuir les canons irakiens. A l'aveuglette. Coincé, comme tant d'autres, entre la guerre et les frontières, dans ce ré-

duit de la résistance où il n'existe pas d'autre lit que le sol. En contrebas des montagnes, à l'orée de la plaine, les villes du « Kurdistan libre » d'hier se sont vidées en un rien de temps. Elles sont devenues villes fantômes.

Jamais, pourtant, le Kurdistan n'avait connu un tel soulèvement. Jamais la rébellion n'avait été si forte, si bien armée, si bien mêlée à la population. Aux premiers jours de mars, les peshmerga, « combattants de la mort », ont lancé le signal de la révolte. En face, la débâcle : les soldats irakiens, démoralisés après la défaite au Koweït, se sont repliés, sans coup férir, ou presque. De nombreux conscrits ont déserté, fuyant les forêts et les casernes, bourrés d'armes et de munitions, que les peshmerga ont récupérées. « *La guérilla s'est transformée en soulèvement populaire* », a confirmé Jalal Talabani, l'un des leaders de la rébellion kurde, chef de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan).

Grâce aux réseaux souterrains des maquisards. Tel celui d'Abdullah Kosrat, 38 ans, chef peshmerga de la ville d'Arbil, surnommé « l'Oncle ». Depuis trois ans, il est descendu quinze fois des montagnes où il se cachait pour s'infiltrer à Arbil. Attentats contre les responsables du parti Baas, distribution d'armes et de tracts. Le jour du soulèvement, le 11 mars, tout

était prêt. Et la ville a imposé : les Kurdes sont descendus dans la rue, les peshmerga ont investi les casernes pour chasser « l'occupant ». Il a suffi d'une phrase codée lancée sur les ondes de La Voix du peuple du Kurdistan, la radio clandestine : « *Monsieur Hassan va rencontrer Monsieur Ahmed.* » En quelques heures, la ville est tombée, et « l'Oncle » Kosrat, qui a pris la tête de l'insurrection, a dû organiser la distribution de la farine, de l'essence, et administrer la ville. Entre deux batailles, il souffle : « *Nous étions préparés à ce soulèvement depuis des années. C'est pour cela que tout est allé si vite.* »

Rapides en besogne, les chefs de la rébellion kurde n'ont jamais été aussi prudents : pas d'indépendance revendiquée, pour ne pas effaroucher les pays voisins ; seulement l'autonomie, une fédération à l'intérieur d'un Irak indivisible. Ils savaient que les frontières sont difficilement remises en cause. Au Moyen-Orient plus qu'ailleurs. Et que l'éventuel soutien des grandes puissances était à ce prix.

Mais cet appui n'est pas venu. Isolés, coupés de tout, la résistance et la Commune d'Arbil ont fait long feu. En outre, la guérilla n'a pu se transformer en armée véritable, malgré le désir de ses chefs, l'enrôlement d'anciens officiers kurdes, qui ont gardé leur grade parmi les peshmerga, et le fabuleux butin de guerre dérobé aux soldats irakiens en déroute. Manque de temps, certes, et carence en armes. Mais aussi anarchie dans les combats et précipitation.

A la bataille d'Altun-Kuppri, près de Kirkouk, dans la nuit du 28 mars, les peshmerga se sont lancés dans les combats avec la certitude de repousser les Irakiens, lesquels étaient épaulés par les moudjahidin iraniens, ennemis jurés du régime de Téhéran et basés en Irak. Les colonnes kurdes ont attaqué les tanks aux lance-roquettes. Par petits groupes, sans ordre de bataille précis, et sans communication. Sur la ligne de front, les commandants ne disposaient même pas de radios, et ne pouvaient dialoguer avec leurs hommes. Aux premiers coups de feu, des peshmerga affolés ont déclenché un tir nourri de mitrailleuse lourde. Sur leurs lignes... Et les Irakiens sont passés.

Les Kurdes ne seraient-ils éternellement voués qu'à des poussières d'autonomie, à des bribes de territoire, à quelques vallées insoumises ? A nouveau, le Kurdistan rebelle s'est replié sur un mouchoir de poche. Avec un lourd fardeau : la défaite, l'exode et la tragédie sans cesse recommencée. ●

OLIVIER WEBER



# Peuple en danger

**E**n réussissant à faire adopter vendredi dernier par le Conseil de sécurité la résolution 688 aux termes de laquelle la Communauté internationale a condamné la répression irakienne contre les Kurdes et exige qu'il y soit mis fin sans délai, la diplomatie française a incontestablement contribué à créer un précédent qui fera date. Piétinant allègrement des dispositions de l'article 2 de la charte des Nations unies qui s'opposent à toute ingérence dans les affaires d'un Etat souverain, le texte de cette résolution donne en effet pour la première fois un caractère légal et une certaine primauté au « droit d'as-

sistance à peuple en danger ». Même si l'adoption de ce texte est intervenue bien tardivement, même si le monde occidental a voulu soulager sa conscience tourmentée devant la tragédie vécue par les Kurdes d'Irak, on aurait mauvaise grâce à faire la fine bouche devant cette avancée en droit international qui, si elle ne bouleversera pas, du moins dans l'immédiat, le comportement des dictateurs, les obligera néanmoins à tenir compte de l'opinion publique mondiale. Reste que cette affaire laisse un profond sentiment de malaise. A un triple titre. D'abord, la coalition alliée aurait été bien inspirée ces derniers mois d'inviter à davan-

tage de prudence les dirigeants kurdes irakiens qui ont cru un peu trop rapidement à la chute de Saddam Hussein. Ensuite et surtout, toute l'histoire du tyran de Bagdad et de son régime ne permet guère d'attendre une réponse positive de leur part à la résolution 688. Enfin, les déclarations ce week-end du président George Bush réitérant son refus d'engager les troupes américaines dans « la guerre civile irakienne » — en dépit de l'aide humanitaire consentie au dernier moment par Washington — reviennent en fait à donner un feu vert à Saddam Hussein pour parachever la mise au pas impitoyable de ses innombrables opposants.

## KURDES : APRÈS LE SILENCE LA MOBILISATION

### La communauté internationale bat le rappel de l'aide humanitaire

**L**e silence embarrassé des alliés occidentaux de la coalition anti-irakienne au moment des bombardements des populations kurdes par les forces de Saddam Hussein a cédé la place à une vaste mobilisation humanitaire face à l'exode sans précédent de dizaine de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants.

#### Un élan de solidarité qui arrive tard

Un avion-cargo chargé de tentes et de couvertures a destination des réfugiés kurdes a ainsi quitté Londres vendredi pour la Turquie. De même, trois avions français devaient décoller dans la journée pour la

Turquie et l'Iran, afin d'acheminer 80 tonnes de tentes, de couvertures et de médicaments destinés aux Kurdes d'Irak.

Mais l'élan de solidarité arrive tard pour les Kurdes irakiens obligés de fuir en laissant tout derrière eux et que la communauté internationale ne sait où réinstaller.

#### La Turquie dépassée par les événements

Le président turc Turgut Özal a posé ouvertement le problème en déclarant jeudi soir à une chaîne de télévision britannique que son pays n'était pas en mesure d'héberger les réfugiés kurdes d'Irak dont le nombre, a-t-il dit, pourrait atteindre 500 000 pour son seul pays.

De même, des militants kurdes à Paris voient mal comment cette nouvelle croisade humanitaire, lancée par la France qui a demandé au Conseil de sécurité de l'ONU la condamnation de la répression contre les Kurdes et les chiites

irakiens, pourrait donner aux Kurdes autre chose « que du pain, des médicaments et des tentes », « à moins que Saddam Hussein ne soit renversé ».

Le président François Mitterrand a aussi souhaité lancer un débat de fond sur la frontière souvent bien difficile à délimiter entre le principe de non-ingérence, qui constitue un des fondements de la charte de l'ONU, et celui du « devoir d'ingérence humanitaire ».

Dans le cas de l'Irak, les motifs officiellement invoqués pour laisser faire le président Saddam Hussein, alors que les Alliés se trouvent encore dans le sud de l'Irak et qu'un cessez-le-feu n'a toujours pas été officiellement signé, sont à la fois ces principes de non-ingérence et de « respect du droit ». Sous prétexte de préserver l'intégrité territoriale de l'Irak, les Alliés ont ainsi tacitement accepté que le dictateur irakien tourne le reste de son arsenal contre ses propres citoyens.

Mais d'autres facteurs ont joué : le souci de sauvegarder un certain équilibre géopolitique dans la région a incité les dirigeants occidentaux à éviter toute mesure qui aurait pu encourager la création d'une entité kurde, au-delà de « l'autonomie dans un système démocratique » réclamée par les Kurdes irakiens.

#### L'Irak reste malgré la guerre un marché potentiel

D'autant plus que la Turquie, qui constitue le flanc sud de l'Otan, l'Iran, redevenu un interlocuteur « respectable » dans la région et la Syrie, partenaire obligatoire de tout règlement au Proche-Orient, possèdent aussi leur minorité kurde.

Enfin, l'Irak, malgré les « errements » actuels, son endettement énorme et le poids des « réparations » de guerre qui lui sont demandées, reste un marché potentiel et, surtout, un exportateur important de pétrole.

TITEL

DER SPIEGEL

C 7007 C  
Nr. 15 / 45 Jahrgang  
8. April 1991  
4,50 DM

# „Es wird nur noch Asche sein“

Trotz seiner Niederlage im Golfkrieg mordet Saddam Hussein weiter: Von einem Genozid bedroht, flüchteten Hunderttausende aufständischer Kurden vor dem Diktator

in die Türkei und in den Iran. Die USA sehen der Tragödie in Kurdistan bislang untätig zu. Doch die Kritik an Präsident Bushs zynischer Nahost-Politik wächst.



Getötete Kurden im nordirakischen Arbil, Flüchtlingsfrau, Treck durch Kurdistan zur türkischen Grenze: „Auf der anderen

Wenn sich die Sommerhitze bleiern über das Land legte und die Bewohner der nordirakischen Erdölmetropolen Kirkuk und Mosul der Glut entfliehen wollten, gab es nahe der iranisch-irakischen Grenze einen touristischen Geheimtip: Umgeben von schneebedeckten Bergen, lockte das malerische Kurdenstädtchen Halabdscha mit seinen gepflegten Familienpensionen und gemütlichen Restaurants stets viele Gäste an. Der im Ort destillierte Anisschnaps Arak galt unter Kennern als besonders süffig.

Eine Idylle im wilden Kurdistan – doch dann, am 16. März 1988, brach über Halabdscha das Inferno herein: Ohne Vorwarnung bombardierte die irakische Armee das pittoreske Bergstädtchen mit Senfgas-Granaten.

Die Folgen waren fürchterlich: Über 5000 Zivilisten, vorwiegend kurdischer Abstammung, erstickten qualvoll. Die Bilder von Eltern, die sich schützend über ihre Kinder geworfen und im Sterben mit ihnen verkrampft hatten, erschütterten die Welt.

Seither markierte der Name von Halabdscha eines der widerlichsten Kriegsverbrechen des irakischen Despoten Saddam Hussein. Der Chemiewaffen-Angriff auf die unschuldige Bevölke-

rung, durch den das Paktieren mit Aufständischen bestraft werden sollte, gilt als der schlimmste Einsatz von Kampfgas seit dem Ersten Weltkrieg.

Damals waren auf den Schlachtfeldern der Westfront Zehntausende deutscher, französischer und britischer Soldaten krepirt.

Für das Volk der Kurden aber wurde der Name Halabdscha, ähnlich wie Sabra und Schatila im Libanon für die Palästinenser, seither zum Symbol für eine der blutigsten Episoden in seiner leidvollen Geschichte von Verfolgung und Völkermord.

Nach der Vernichtungsorgie vertrieb Saddams Armee die Überlebenden aus der Stadt – die meisten wurden in den weit entfernten, heißen Süden zwangsumgesiedelt. Mit Bulldozern rissen die Soldaten ganze Straßenzüge nieder, nie wieder sollte in Halabdscha ein rebellischer Kurde wohnen können.

Aber sie kamen zurück, obgleich es Jahre dauerte. Sie kamen an dem Tag, an dem der von den Alliierten vernichtend geschlagene Präsident Saddam Hussein den Abzug seiner Truppen aus Kuwait verkünden mußte. Wie überall im Norden des Zweistromlandes, wo die Mehrheit der etwa vier Millionen irakischen Kurden lebt, keimte bei den





Seite der Berge herrscht die Hölle\*



Rückkehrern von Halabdscha Hoffnung für eine bessere Zukunft auf, der Wunsch nach Freiheit gar – jedenfalls schien der so schmächtig besiegte Diktator in Bagdad keine Gefahr mehr zu sein.

Das war eine bittere Fehlkalkulation. Für das unbändige Bergvolk hat in seinem über 70jährigen Kampf um Unabhängigkeit die wohl gefährlichste Phase begonnen – nun sind Hunderttausende Kurden auf der Flucht aus dem Irak, um dem Genozid zu entgehen.

Denn kaum fünf Wochen nach seinem militärischen Desaster am Golf schlug der verhaßte Diktator erneut zu. In blindwütigen Rachefeldzügen eroberte seine Republikanische Garde zahlreiche kurdische Städte zurück, die von Aufständischen unter Kontrolle gebracht worden waren. Dabei

oll Saddams Prätorianertruppe wie schon in Halabdscha Senfgas eingesetzt haben – und Napalm.

Auch im Süden des Landes, wo sich schiitische Rebellen gegen die Bagdader Zentralmacht erhoben hatten, ging Saddams Soldateska grausam gegen die aufständische Bevölkerung vor. Flüchtlinge, die in den Iran gelangten, berichteten von Massenexekutionen auf den Straßen, von Vergewaltigungen, Plünderungen und Zerstörungen. Tausende mußten mit ihrem Leben bezahlen, weil der Kriegsverlierer Saddam Hussein unbeirrt weitermorden durfte, als sei er durch seine Kapitulation am Golf nicht im mindesten geschwächt worden.

„Wann greifen endlich die Amerikaner ein“, fragten verzweifelt aufständische Kurden und Schiiten vergangene Woche, wenn immer sie auf ausländische Journalisten trafen. Hatte der „Hadschi Bush“, wie der siegreiche Kriegsherr der westlichen Supermacht schon mit dem moslemischen Ehrentitel eines Mekka-Pilgers bedacht wurde, nicht selber am 15. Februar, neun Tage vor Beginn der Bodenoffensive, das irakische Volk zum Aufstand aufgerufen?

Hatten nach dem Waffenstillstandsdiiktat die Amerikaner mit dem Abschluß zweier irakischer Jagdbomber nicht demonstriert, daß sie dem geschlagenen Diktator keineswegs gestatten würden, seine der Operation Wüstensturm entronnenen Eliteneinheiten nunmehr zum Niederwerfen des inneren Aufbruchs und zum Massenmord an Volksgruppen einzusetzen?

So jedenfalls waren Washingtons Warnungen nicht nur bei den Aufständischen verstanden worden: Der Schlagmann im Verbund der Golf-Koalition werde nicht zulassen, daß Bagdads Chefterrorist nun die Rebellion des eigenen Volkes mit Napalm ersticken könnte.

Genau das aber passierte. Saddam Hussein ließ weiter morden, niemand griff ein, niemand wollte oder vermochte ihn daran zu hindern.

Die Drohgebärden des Weltgendarmen entpuppten sich, so das amerikanische Nachrichtenmagazin *Time* betrafen, „als ein Bluff, der nicht wirkte“. Als ein Bluff überdies, der Washingtons Zurückhaltung, das Optieren für die illusionäre Stabilität des Status quo, in den Geruch zynischer Realpolitik brachte.

Dies zumal nach all den Fanfaren deklamatorischer Gesinnungsethik, mit denen George Bush zuvor die Weltgemeinschaft auf den Waffengang gegen einen Mann eingestimmt hatte, der ihm „schlimmer als Hitler“ erschienen war.

Aber jetzt sah der amerikanische Präsident „die Arbeit getan“, blieben die Truppen von General Norman Schwarzkopf am Euphrat stehen. Vie-

# Verfolgt, verjagt, vergast

Der verratene Traum der Kurden vom eigenen Staat

**G**äbe es einen Staat Kurdistan in dem Gebiet, auf dem die indo-germanischen Kurden, eines der ältesten Völker der Erde, seit 3000 Jahren ihre Kultur und Zivilisation pflegen, wäre dieser in Westasien die drittgrößte Nation nach den Arabern und Türken.

Als einziges Land der Region hätte Kurdistan Wasser und Öl im Überfluß: Die Quellen von Euphrat und Tigris gehörten ebenso dazu wie der Löwenanteil des irakischen Öls.

Aber diesen Staat gab es nie. Die Welt des 20. Jahrhunderts spricht von der Verfolgung „nationaler Minderheiten“, wenn die zwölf Millionen Kurden in der Türkei, die fünf Millionen in Iran, die vier Millionen in Irak und die eine Million in Syrien getötet, verfolgt, verjagt, vergast oder ihrer Identität beraubt werden.

Ebenso wie die Armenier, die das Christentum annahmen, siedelten sie im 7. Jahrhundert zum Islam bekehrten Kurden schon über zwei Jahrtausende in weitgehend identischen Regionen, als Türken und Mongolen in ihre gebirgigen Stammesgebiete einfielen. Ihr größter Sohn war Sultan Saladin, der 1187 Jerusalem eroberte.

Mit den Osmanen schlossen die kurdischen Fürsten 1515 einen Pakt – Autonomie gegen Soldaten. Das Abkommen sicherte ihnen 300 Jahre ein friedliches Zusammenleben.

Damit war es vorbei, als kurdische Führer Anfang des 19. Jahrhunderts vom Nationalstaaten-Virus der Französischen Revolution angesteckt wurden. Doch endgültig begann der Leidensweg der Kurden 1918 nach dem Zusammenbruch des Osmanischen Reichs, das im Ersten Weltkrieg an der Seite des Deutschen Reichs gekämpft hatte.

Dabei waren die Kurden in ihrer langen Geschichte dem Traum vom eigenen Staat nie näher als damals. Im Vertrag von Sèvres versprachen die Siegermächte 1920 den Kurden Autonomie, den Armeniern, den Opfern des ersten Genozids dieses Jahrhunderts, gar die Unabhängigkeit.

Beide Völker wurden betrogen, im Vertrag von Lausanne 1923 war von ihnen keine Rede mehr. Die Briten zogen es vor, die kurdischen Erdölregionen Kirkuk und Mosul ihrem Mandatsgebiet Irak einzuverleiben, die Franzosen vergaben die Kurden in ihrem Mandatsgebiet Syrien ebenfalls, und Resa Schah in Iran sowie Kemal

Atatürk, der Gründer der Türkei auf den Restbeständen des Osmanenreiches, machten sich ans Niederschlagen kurdischer Aufstände.

Bis auf den heutigen Tag sind die türkischen Kurden ein gedemütigtes, von mörderischen Armee- und Gendarmerie-Aktionen gepeinigtes Volk. „Bergtürken“ hießen sie offiziell, ihre Sprache war verboten, bis Präsident Turgut Özal jüngst, mitten im Golfkrieg, Verbesserungen in Aussicht stellte.

Seit die Kurden auf fünf Staaten aufgeteilt sind, dienen sie als Spielball fremder Mächte. Sie suchten oftmals im Ausland Hilfe und mußten dafür bluten.

Mit sowjetischer Unterstützung errichteten sie nach dem Zweiten Weltkrieg die Republik Mahabad. Sie wurde 1946 im besetzten Iran gegründet und im selben Jahr wieder zerschlagen. Mit Hilfe des Irak erhoben sich die iranischen Kurden 1979 gegen das Chomeini-Regime, die Revolutionswächter metzelten den Aufruhr nieder.

Bei den zahlreichen Kurden-Aufständen im Irak wiederum mischte der Iran häufig mit – und beim Kurdenkrieg 1975 waren auch die Amerikaner mit von der Partie, die dem legendären Führer Mustafa el-Barsani Unterstützung zugesagt hatten. Als der Schah jedoch in jenem Jahr gegen den Irak seine Grenzansprüche am Schatt el-Arab durchsetzen konnte, ließ Washington die Kurden fallen. Bagdad nahm furchtbare Rache mit Napalmbomben, 300 000 Kurden flohen nach Iran.

Vom Beginn des jetzigen Baath-Regimes 1968 bis zum Anfang des Golfkriegs, schätzt die Gesellschaft für bedrohte Völker, sind im Irak 200 000 Kurden umgebracht worden.

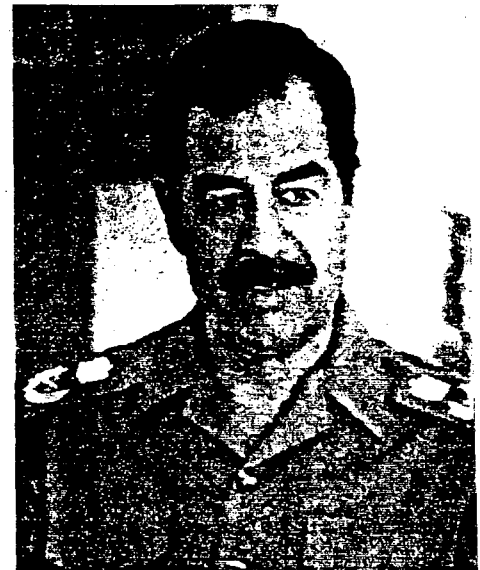
5000 Dörfer im Norden wurden zerstört, unzählige Kurden in den Süden deportiert aus Rache dafür, daß irakische Kurden sich im iranisch-irakischen Krieg von Iran aufwiegeln ließen. Dasselbe hatte der Irak mit iranischen Kurden getan, weshalb auch sie neuerlichen Verfolgungen ausgesetzt waren.

Der Golfkrieg zur Befreiung von 680 000 Kuweitern stürzte vier Millionen irakische Kurden in den Abgrund. Für die über 20 Millionen in Kurdistan hat der Krieg eines ihrer ältesten Sprichwörter wieder einmal bestätigt: „Die Kurden haben keine Freunde.“

len Beobachtern drängte sich da der beklemmende historische Vergleich mit Stalins Roter Armee auf, die im Spätsommer 1944 vom Ostufer der Weichsel aus nicht eingriff, als Hitlers SS-Einheiten in Warschau den Aufstand der national-polnischen Widerstandsbewegung niederwalzten.

Zu diesem Aufstand hatten die Russen über den Rundfunk aufgerufen. Dann aber ließen sie Polens Untergrund-Armee verbluten, denn ihr Überleben hätte nicht in die von Moskau konzipierte kommunistische Nachkriegsordnung für den Osten Europas gepaßt.

Und jetzt? Hat Amerika mit seiner peinvollen Passivität nicht nur moralischen Kredit verspielt, sondern auch den politischen Humus verdorben, auf dem nach dem glanzvollen Militärerfolg am Golf eine neue Friedensordnung für den Nahen Osten gedeihen sollte?



Irak-Präsident Saddam Hussein\*  
„Wer sich erhebt, wird das bereuen“

Mit hilfloser Wut sahen Soldaten aus der Neuen Welt zu, wie unter ihren Augen, jenseits der Demarkationslinie im Süden des Irak, die Schlächter Saddams wehrlose Zivilisten massakrierten. „Bei uns gibt es keinen, der nicht losmarschieren würde“, beschrieb ein Zugführer die Bereitschaft seiner Soldaten, dem Gemetzel Einhalt zu gebieten.

Doch davon wollte Washington nichts wissen. Der Präsident fischte vor Floridas Sonnenküste und erklärte Amerika für unzuständig: US-Truppen seien nicht gegen Saddam angetreten. „um alle inneren Probleme des Irak zu lösen“. Daheim in Washington befand Bush-Stabschef John Sununu, die Kritik an der Haltung der US-Regierung entspringe den Einbildungen ewig harter Kolumnisten.

\* Am 4. April in Bagdad.

TITEL

Von denen hatte einer der scharfzüngigsten, William Safire, das „moralische Versagen“ durch den Verrat an den Kurden schon zu „Bushs Schweinebucht“ erhoben und damit in den Rang von Kennedys Kuba-Desaster.

Fassungslos erlebten nicht nur die aufständischen Iraker, wie der Bagdader Despot nach der Kapitulation seine Herrschaft wieder festigen konnte, obwohl die Sieger ein Sechstel seines Landes besetzt halten und den gesamten irakischen Luftraum kontrollieren.

„Wir sind die Waisen des Universums. Im Grunde kümmert niemanden, was mit uns geschieht“ – der legendäre Kurdenführer Mustafa el-Barsani hatte diese düstere Prophezeiung 1979, kurz vor seinem Tod, ausgestoßen. Und beschämend viel spricht derzeit dafür, daß er mit dieser pessimistischen Prognose recht behalten wird.

Anfang letzter Woche hatte sich im Norden des Irak eine gewaltige Flüchtlingswelle in Bewegung gesetzt, wie sie die Region seit Jahrzehnten nicht mehr erlebte.

Alte, Kranke, Kleinkinder, teils auf dem Rücken von Maultieren oder zu Fuß, die meisten unter Zurücklassung all ihrer Habe – Hunderttausende Kurden suchten sich vor den Schergen Saddams durch die unwegsame Bergwelt Kurdistans in Sicherheit zu bringen: in den Iran, aber vor allem in die benachbarte Türkei. Wer bis Mitte letzter Woche angekommen war, hatte Glück gehabt. Dann sperrte die Regierung in Ankara die Grenze zum Irak. Zehntausende waren von Unterernährung und Kälte bedroht.

„Wir sitzen jetzt in der Falle. Wenn wir nicht verhungern, wird uns die irakische Armee aus ihren Hubschraubern abknallen. Zurück in unsere Städte und Dörfer können wir nicht mehr, dort ist alles zerstört“, sagte der kurdische Lehrer Mustafa Mirad, der mit Frau und drei Kindern fünf Tage zu Fuß in Richtung Türkei unterwegs war und dann an der Grenze abgewiesen wurde.

Der gigantische Flüchtlingstreck, der nach Meinung westlicher Hilfsorganisationen auf über zwei Millionen Menschen anschwellen dürfte, war so in der Bergwelt Kurdistans abrupt gestoppt worden. Schneestürme setzten den verzweifelten Flüchtlingen zu.

Kaum 48 Stunden nach der Entscheidung, keine Flüchtlinge mehr aufzunehmen, ließ die Regierung in Ankara – unter internationalem Druck und mit dem Versprechen großzügiger



Angel-Urlauber Bush  
„Friedensziele hat er nicht“

westlicher Hilfslieferungen – die Grenzen für die Kurden doch wieder öffnen.

Binnen Stunden trafen weitere hunderttausend entkräftete Flüchtlinge im Südosten Anatoliens ein. Was sie über das Leid der Zurückgebliebenen berichteten, faßte ein Vertriebener im türkischen Hakkâri so zusammen: „Auf der anderen Seite der Berge herrscht die Hölle.“ Vor allem die Kinder seien gegen den Frost nur unzureichend geschützt. Dutzende Babys in den Armen ihrer Eltern erfroren. Am Wochenende endlich richteten die Amerikaner eine Luftbrücke ein.

Neben Kälte und Hunger waren die fliehenden Kurden zudem ständigen Attacken irakischer Kampfhubschrauber ausgesetzt, die auf den Treck aus sicherer Höhe Phosphorbomben abwarfen.

„Unter den Augen der Weltöffentlichkeit“, klagte Kurdenführer Dschalal Talabani, „findet ein Ge-

nozid statt. Wenn nicht rasch Hilfe kommt, ist die Katastrophe unausweichlich.“

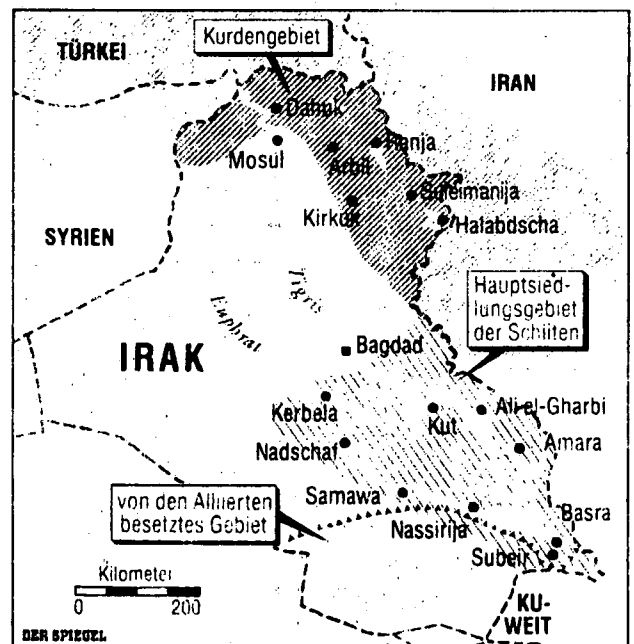
Von Talabani, dem Chef der „Patriotischen Union Kurdistans“, waren indes noch bis vor kurzem ganz andere Töne zu hören gewesen. „Saddam wird nicht überleben“, hatte er in einem SPIEGEL-Interview (13/1991) erklärt. Aus seinem Exil in Damaskus zurückgekehrt, rühmte er Mitte März selbstgewiß die Überlegenheit seiner kampferprobten Kurdenkrieger, der sogenannten Peshmergas („die dem Tod entgegengehen“), gegenüber Saddams Truppen: „Wir haben so oder so die Oberhand.“

Auch Talabani langjähriger Rivale unter den Kurden, Massud el-Barsani, schien sich seiner Sache sicher zu sein. Aus seinem Hauptquartier im Gebirgsort Salah el-Din lud er unlängst die gesamte irakische Opposition ein – schiitische Fundamentalisten, Nationalisten, Kommunisten und abgesprungene Funktionäre der Saddam-treuen Baath-Regierungspartei – um im befreiten Kurdistan eine provisorische Regierung auszurufen. Für die Kurden schien es nur noch eine Frage der Zeit, bis Saddam möglicherweise durch einen Putsch die Macht in Bagdad verlieren würde.

Die schwache Gegenwehr der irakischen Armee, die sich kampfflos aus vielen Gebieten zurückgezogen hatte, bestärkte die Rebellen in ihrem Glauben, die Tage des Despoten seien gezählt.

Auch im schiitischen Süden um die Millionenstadt Basra träumten fromme Aufständische von einem raschen Sieg über den scheinbar so gedemütigten Staatschef, dessen Truppen nach dem Waffenstillstand die Kontrolle über viele Städte und Dörfer verloren hatten.

Noch vorletzte Woche glaubte der irakische Schiitenführer Ajatollah Bakir



TITEL

el-Hakim, der seit sechs Jahren im Teheraner Exil residiert; er werde „in wenigen Tagen“ in seine Heimatstadt Nadschaf zurückkehren. „wenn der Tyrann und sein Regime verschwunden sind“.

Der pralle Optimismus, mehr von Wunschdenken als von Realitätsnähe genährt, war in Hakims Hauptquartier letzte Woche „entsetzlicher Angst um das Schicksal unserer Glaubensbrüder“ gewichen. Denn mit der Menschenverachtung, mit der Saddam Hussein die rebellischen Kurden verfolgte, richteten sich seine Rachegefühle („Wer sich gegen mich erhebt, wird das bitter bereuen“) auch gegen die schiitische Bevölkerungsgruppe, die knapp die Hälfte der 17 Millionen Iraker stellt.

Saddams neue blutige Spur zog sich von kleinen Bauerndörfern in den Sumpfgebieten des Schatt-el-Arab bis zu den für Schiiten so heiligen Städten Nadschaf und Kerbela im Zentral-Irak. Dort hatte nach Angaben schiitischer Exilgruppen die Republikanische Garde mit der „systematischen Vernichtung“ des Widerstands begonnen. Vor allem Mullahs und geistliche Führer mitsamt ihren Clans würden „gnadenlos exekutiert“.

Jussuf Choi, 32, Enkel des weltweit bedeutendsten Schiitenführers, Großajatollah Abolkasem Mussawi Choi, 95, erhielt in seinem Londoner Exil grausige Nachricht über das Schicksal seiner Sippe: „Von den erwachsenen Männern meiner Familie ist praktisch niemand mehr am Leben; was mit den Frauen und Kindern passiert ist, wissen wir noch nicht, die Armee hat sie verschleppt.“

Sein hochbetagter Großvater, dessen spirituelle Bedeutung für die Schia nur mit der Rolle des Papstes im Christentum vergleichbar ist, stehe unter Hausarrest. Dem schwerkranken Schiitenchef, so der Enkel zum SPIEGEL, „wird jede medizinische Betreuung verweigert. So hat er nur noch ein paar Tage zu leben“.

Augenzeugen in Nadschaf und Kerbela berichteten, Angehörige der Republikanischen Garde hätten sogar Kranke und Verletzte aus den wenigen noch funktionierenden Krankenhäusern auf die Straßen gezerrt und öffentlich exekutiert – zusammen mit den Ärzten und Schwestern, die sie gepflegt hatten. Auf einige Panzer der Saddam-

Truppen hätten Soldaten das Motto gepinselt: „Ab morgen keine Schiiten mehr.“

Entsetzt über diese Greuelthaten, beklagten sich schiitische Oppositionelle über die mangelnde Hilfe ausländischer Glaubensbrüder, vor allem aus dem Nachbarland Iran. „Wenn die Iraner uns großzügig Waffen gegeben hätten“, haderte ein Exilant in Teheran, „dann wären wir von Saddam nicht so beliebig abgeschlachtet worden.“

Immerhin: In mehreren Camps in der ölreichen Grenzprovinz Chusistan hatte die Teheraner Regierung über 40 000

den über die Tragödie von Kurden und Schiiten im Irak. Doch warum dann dieses Beiseitestehen, dieses tatenlose Zuschauen der Golf-Allianz, während Saddam das Geschäft seines Vernichtungsfeldzugs ungehemmt weiter betrieb?

Den Amerikanern wie ihren Alliierten graut vor einem Nachkriegs-Irak, in dem die Zentralmacht zusammenbricht. Denn dann könnten sich, so befürchten sie, die verschiedenen Volksgruppen des Landes blutige Dauergefechte liefern. „Gewalttätigkeit“, glaubt der ägyptische Autor und einsti-



Irakische Soldaten nach der Rückeroberung von Kirkuk: „Sieg über die Saboteure“

geflüchtete irakische Schiiten aufgenommen, was, so ein iranischer Beamter, „bereits an die Grenzen unserer Belastbarkeit geht“.

Doch mit einem weit größeren Ansturm von Flüchtlingen müßte der Iran rechnen, sollte die Türkei die auf sie zu brandende Kurdenflut nicht bewältigen können – der gewaltige Treck würde sich dann zwangsläufig nach Osten orientieren, hin zur irakisch-iranischen Grenze.

Bis Ende vergangener Woche griffen Saddams Mordbataillone mit Panzern, Artillerie und Hubschraubern die Flüchtlinge im Norden wie im Süden an. Bagdad schien entschlossen, ohne Rücksicht auf Verluste gegen Kurden und Schiiten einen Vernichtungskrieg zu führen, um möglichst viele potentielle Rebellen von morgen zu töten.

„Es ist, als ob die Opposition den internationalen Paria darstellt, und nicht der Diktator, den sie beseitigen will“, entrüstete sich der Londoner *Indepen-*

ge Nasser-Vertraute Mohammed Heikal erkannt zu haben. „ist im irakischen Charakter tief verwurzelt.“

Der heutige Irak, dessen Territorium zu den Reichen Babylons und der Assyrer, der Perser und Alexanders des Großen gehört hatte, war nach dem Ersten Weltkrieg aus den Trümmern des Osmanischen Reiches hervorgegangen. „Es gibt immer noch kein irakisches Volk“, klagte der von den Engländern eingesetzte König Feisal II., „sondern nur unvorstellbare Massen, die sich gegen jede wie auch immer geartete Regierung erheben.“

Heute, so fürchtet die Anti-Saddam-Allianz, könnte der Irak in einen schiitischen Süden, einen sunnitischen Mittelteil und einen kurdischen Norden zerfallen. Die beiden großen islamischen Religionsgemeinschaften, die Kurden, die Christen und die Turkvölker könnten sich einen Bürgerkrieg liefern, mit dem verglichen sich die Lage im Libanon wie ein „leicht mißlungenes



Familienpicknick“ ausnimmt (so die Zeitschrift *Middle East*). Ängste vor einem neuen Libanon bei den Arabern und vor einem neuen Vietnam-Schlammassel bei den Amerikanern – sie bestimmen seit der irakischen Kapitulation die Politik der Sieger.

Zwar versicherten die aufständischen Schiiten, daß sie keineswegs einen Gottesstaat nach dem Vorbild des Ajatollah Chomeini anstreben. Zwar bekannten sich 17 irakische Oppositionsgruppen bei Exiltreffen in Beirut und Damaskus zu einem demokratisch-pluralistischen Staat. Und die Kurden hatten erklärt, mit einer autonomen Region in einem freien Irak einverstanden zu sein.

Aber die Amerikaner und ihre arabischen Verbündeten mißtrauen solchen Bekenntnissen. Sie glauben vielmehr, daß sich die Kurden nach einer erfolgreichen Rebellion nicht mit einem autonomen Status innerhalb des Irak zufriedengeben, sondern bald einen eigenen Staat anstreben würden. Der wiederum müßte die kurdischen Minderheiten in der Türkei, in Syrien und im Iran auf Anschlußgedanken bringen und dort erhebliche Unruhe auslösen.

Solche Verwerfungen aber träfen eine multipolare Region, die mit ihren Spannungen zu den akutesten Gefahrenzonen der Welt gehört.

Damit es nicht zu einer Kette von Konflikten kommen könne, dürfe „die Landkarte des Nahen Ostens nicht verändert werden“, warnte der frühere ägyptische Premierminister Mustafa Chalil. Grenzkorrekturen würden „eine Tür öffnen, die nie mehr geschlossen werden kann“.

Mit Saddam Husseins Vertreibung aus Kuwait und Iraks feierlichem Verzicht auf das Öl-Emirat war diese Tür gerade noch einmal zugeworfen worden – dank des Eingreifens der Supermacht USA, deren Militärmaschinerie die irakischen Truppen zermalmt (siehe Seite 177).

Der nun wieder auf seine Grenzen zurückgeworfene Irak war für die Araber von jeher ein strategisches Bollwerk am Nordostrand ihrer Welt. „Ein starker Irak ist nötig“, beschrieb der algerische Präsident Benschelid Schedli die arabischen Interessen. „um ein Gegengewicht zum israelischen und iranischen Militärpotential zu schaffen.“

Der Iran bleibt ein Alptraum auch für die Amerikaner. Um sein Vordringen nach Westen zu bremsen, hatte Washington in den achtziger Jahren Saddam Hussein hochgerüstet und im Krieg gegen die schiitischen Heerschaaren des Ajatollah Chomeini sogar mit Aufklärungsmaterial der CIA unterstützt (SPIEGEL 8/1991).

Nun argwöhnen die USA – wie natürlich auch die Araber – daß Teheran,

## „Wer hofft, der wird si

SPIEGEL-Redakteur Volkhard Windfuhr über den Kampf der Kurden

**A**llah, schenk' uns Frieden und Freiheit!“ Abu Mohammed beugt sein Haupt so tief, daß die Stirn den Lehmfußboden berührt. Es steht nicht gut um die Sache der Kurden. Deshalb wird jetzt in Kurdistan wieder viel gebetet.

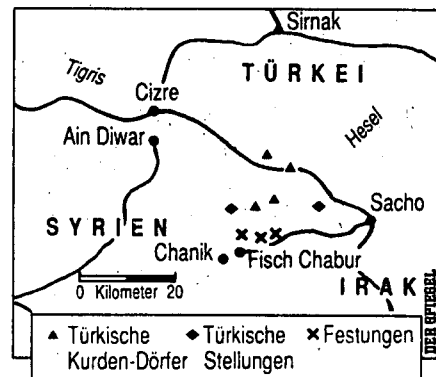
Die zwei jungen syrischen Grenzpolitisten, die mit ihren Schnellfeuerwaffen auf den Knien dem frommen Kurden-Feldweibel beim Beten zusehen und dabei süßen schwarzen Tee schlürfen, feixen. „Wenn ich du wäre“, ruft einer, „dann würde ich mich jetzt lieber mal nach einem Krankenwagen umsehen, ihr werdet ihn brauchen.“

In Rufweite zieht eine Hundertschaft kurdischer Widerstandskämpfer vorbei. Ihr Ziel ist der Steilhang gegenüber der türkischen Landzunge am Zusammenfluß von Tigris und Hesel, der hier die Grenze zwischen dem Irak und der Türkei bildet. Die Peschmergas tragen über der Brust gekreuzte Patronengurte. Zum Marschtritt singen sie das alte Kurdenlied: „Kina-am, amin, enkurdin.“ Wer sind wir? Wir sind die Kurden.

Da mischt sich das Grollen von Geschützen in den Kriegesang. Die Erde beginnt zu bebem. Drüben, am irakischen Ostufer, tauchen Kampfhubschrauber aus dem Dunst auf. Sie ziehen ein paar Schleifen über dem Grenzdorf Fisch Chabur und verschwinden dann hinter einer Kirche.

„Die Iraker sind dumm“, lacht Kurden-Hauptmann Kisra. „Sie laufen uns direkt in die Falle.“ Kisra ist Veteran des iranisch-irakischen Kriegs. Er hofft, die Kampferfahrung, die er an der Südfront gewonnen hat, zur Befreiung seiner kurdischen Heimat einsetzen zu können. „Schauen Sie hier.“ Er zeigt auf eine iranische Armeekarte. „Hier steht der Feind, und hier stehen wir. Wir haben die besten Positionen.“

Inzwischen ist die Sonne hinter dem Dschudi-Gebirge untergegangen. Das Dreiländereck versinkt in Finsternis. Nur aus Chanik, dem letzten syrischen Dorf am Tigris, dicht vor der irakischen Grenze, blinken noch



matte Lichter herüber. Es ist die Stunde des Aufbruchs.

„Heute nacht passiert's“, sagt Ali Facho, der Einsatzleiter. „Wir jagen die Präsidialgarden zum Teufel, und dann gehört die Flußpassage uns.“ Wer die Furt da unten beherrscht, hat einen entscheidenden militärischen Vorteil. Deshalb ist sie seit Tagen so heftig umkämpft.

Über dem Tal, in dem die Grenzen der drei miteinander verfeindeten Länder aneinanderstoßen, liegt ein trügerischer Friede. Dieses Land ist voll Soldaten. Ringum auf den Bergrücken lauern Peschmergas, Syrer, Türken und Iraker. Seit man denken kann, hat es hier niemals wirklich Frieden gegeben.

Von der irakischen Seite nähert sich Motorengeräusch. Zwei mit Flüchtlingen besetzte Lastwagen rumpeln die Tigrisböschung hinunter. Man hört ganz



Kurdische Widerstandskämpfer: „Hier steht der Feind“

egen“

n gegen Saddam Hussein

deutlich fröhliches Gekreis. Die Menschen auf den Lastwagen freuen sich auf die Freiheit, auf ein warmes Essen, auf ein paar Stunden Schlaf ohne Angst vor Bomben.

Der erste Wagen steht dicht vor dem Ufer, da fetzt ihm eine irakische Stalinorgel eine Raketensalve vor den Kühler. Ein Feuerball, entsetzliches Geschrei, das ganze Flußbett ist in gelblich-fades Licht getaucht.

Ali Facho gibt das Zeichen zum Einsatz. Jetzt ist keine Zeit mehr zu verlieren. In Sekundenschnelle springen die Außenbordmotoren der zehn Viererkanus an. Ein paar Minuten später läuft die kleine Armada knirschend am anderen Ufer auf.

Aber der Feind bleibt unsichtbar. Der Operationsleiter bricht das Unternehmen ab. Die Peschmergas klettern den Steilhang hinauf und richten sich oben auf einem Weizenfeld für die Nacht ein. Irgend jemand schenkt Tee aus. Dann werden gegrillte Hühnchen, Brot und Aprikosensirup herumgereicht. Die Männer sind hungrig.

Aus einem Kurzwellenradio hört man die Nachrichtensendung der „Voice of America“. Die Kurden, so heißt es da, hätten an allen Frontabschnitten schwere Verluste erlitten. Die Stadt Arbil sei eingekesselt. „So ein Unsinn“, ruft einer der Soldaten. Da plötzlich ist der Krieg wieder da. Diesmal mit unheimlicher Wucht. Geschütze hämmern. Artilleriefeuer reißt Fontänen aus dem harten Boden. Helikopter und Panzer greifen an. Die Peschmergas laufen die Böschung zum Fluß hinab.

Der irakische Panzerverband bahnt sich den Weg in Richtung auf drei festungsartige Gebäude auf der Bergkuppe, die von ihren Besitzern verlassen worden und jetzt von kurdischen Widerstandskämpfern besetzt sind. Von hier aus hat man einen Blick fast über das gesamte Ländereck.

Es dauert einige Minuten, bis sich die Kurden wieder gesammelt haben. Die kurdischen

Artillerie-Stellungen oben auf dem Berg geben Feuerschutz. Nach

zwei Stunden brennen ein halbes Dutzend irakische Panzer und Panzerwagen. Aber auch die Häuser von Fisch Chabur stehen in Flammen.

Im Morgengrauen klettern ein Mann, eine Frau und ein Kind an Land, die im Schutze der Dunkelheit unbemerkt durch den Fluß geschwommen sind. Es ist eine ägyptische Familie, die sich aus Bagdad bis nach Syrien durchgeschlagen und die wie durch ein Wunder keinen Kratzer abgekriegt hat.

Gut eine Stunde später stirbt Hasem el-Samti, einer der legendären kurdischen Freiheitskämpfer, den Helden. Keiner weiß, ob er ein Beispiel geben wollte oder ob er schlicht die Nerven verlor. Man weiß nur: Es ist ein selbstmörderischer, sinnloser Tod.

Hasem springt unvermittelt in eines der Boote, wirft den Motor an und rauscht auf den Fluß hinaus. Während die Gischt um den Bug spritzt, schießt er aus seinem Schnellfeuergewehr wie wahnsinnig auf das Uferschiff, in dem er den Gegner vermutet.

Hasems Beispiel bringt die anderen auf die Beine. Kurz nach ihm legen vier weitere Boote ab. Hasem will sich nach ihnen umdrehen, da trifft ihn eine Kugel in den Kopf. Er ist sofort tot.

Jetzt regnet es auch Feuer von den Hügeln – feindliches Feuer. Irakische Sonderkommandos haben während der Nacht, unbemerkt von den Peschmergas im Tal, die drei kurdischen Festungen auf der Bergkuppe besetzt.

Die Kurden rennen gegen die irakischen MG-Nester unmittelbar am Ufer an. Zwei Stunden lang prasseln Salven auf sie herab. Panzer greifen wieder ein. Ein T-72 geht in Flammen auf.

Der materiellen Übermacht der Iraker sind die Kurden nicht gewachsen. Der Kampf hat viele Opfer gekostet. Die Überlebenden müssen sich zurückziehen – verfolgt von Gazelle-Kampfhubschraubern, die auf alles schießen, was sich unter ihnen bewegt.

Am späten Vormittag schlägt eine Salve von irakischen Grad-Raketen auf türkischem Territorium ein. Die Türken feuern zurück. Aber der Zwischenfall bleibt ohne weitere Folgen. Gegen Mittag herrscht im Dreiländereck Ruhe. Der Riegel ist wieder vor der Falle. Doch in der Falle sitzen nicht die Iraker, sondern die Kurden.

„Jetzt geht's erst richtig los“, sagt der kurdische Dichter Ramadan Sardin aus Soleimaniya, der jetzt „Verse mit der Waffe schreibt“, wie er das nennt. Ramadan Sardin glaubt nicht daran, daß das Ende dieser „kurdischen Ballade“ schon gekommen ist. Er schreibt gerade an einem Gedichtband. Der Titel lautet: „Wer hofft, der wird siegen.“ Die Kurden haben nicht aufgehört zu hoffen.

allen Beteuerungen des gemäßigten Präsidenten Rafsandschani zum Trotz, sich aus der Konkursmasse des Irak ein Stück herausschneiden könnte, falls das Land in einem Bürgerkrieg zerfallen würde.

Das soll notfalls sogar Saddam Hussein verhindern. Natürlich würden die Amerikaner und ihre Verbündeten lieber einen anderen Mann an der Spitze des Irak sehen. Aber auf Saddams Machtapparat – seine Armee, die Republikanische Garde, seine Geheimdienste und die Baath-Einheitspartei – glauben die Amerikaner nicht verzichten zu können. Denn nur die Mechanismen dieser Unterdrückungsstrukturen, so scheint es, vermögen gegenwärtig den Irak zusammenzuhalten.

So bauen denn Syrer und Saudis auf einen Offiziersputsch gegen Saddam, umwirbt der von der CIA bezahlte Rundfunksender „Stimme des Freien Irak“ den neuen Verteidigungsminister, Generalleutnant Saadi Tuma Abbas, einen alten Saddam-Gefolgsmann. Es sei so, als wenn man 1945 Hitler weghaben, aber mit Hermann Göring und der SS weiterregieren wollte, empörte sich der Journalist Peter Scholl-Latour.

Daß Saddams Spießgesellen in den Führungspositionen noch immer zu dem Diktator stehen, erklären amerikanische Experten so: Iraks Machtelite fürchte um ihr Leben, wenn die Volkserhebungen Erfolg hätten. Sobald aber die Aufstände niedergeschlagen seien, werde sie Saddam Hussein für den fatalen Krieg gegen Kuwait zur Rechenschaft ziehen.

Das Schweigegebot, das in der Bush-Administration offenbar zur Frage der amerikanischen Nachkriegspolitik im Nahen Osten ausgegeben wurde, zeigt an, für wie gefährlich das Weiße Haus die Diskussion um Saddams skrupelloses Gemetzel hielt. Rascher, als es selbst Kriegsgegner vorausgesagt hatten, drohte der militärische Triumph in der Wüste durch eine neue Welle der Kritik an der politischen Konzeptionslosigkeit der Regierung Bush überlagert zu werden.

Dem Präsidenten „fiel es lange Zeit sehr schwer, seine Kriegsziele zu formulieren“, höhnte die Kommentatorin Mary McGrory in der *Washington Post*, „aber was Friedensziele angeht – die hat er überhaupt nicht“.

Wenn Anfang dieser Woche die Kongreßmitglieder aus dem Osterurlaub ins Capitol zurückkehren, wird die politische Debatte um Washingtons Kriegsziele und die Friedenspläne für den Irak voll entbrennen.

Washingtons Optionen jedoch sind begrenzt, die besten wurden zudem bereits verschenkt. Freimütig hatte Golf-Feldherr Norman Schwarzkopf in einem Fernseh-Interview offenbart, daß er von den Irakern bei den Verhandlungen

TITEL

gen über einen vorläufigen Waffenstillstand in der Hubschrauberfrage schlicht übertölpelt worden war.

Unter Hinweis auf das vom Dauerbombardement zerstörte Straßennetz des Irak hatten Bagdads Unterhändler die Erlaubnis des US-Generals erhalten, auch weiterhin Hubschrauber einsetzen zu dürfen. Die aber flogen schon wenig später Vernichtungsangriffe gegen die Aufständischen.

Schwarzkopf gab zu (was er später auf Druck des Weißen Hauses bedauern mußte), daß er den Präsidentenbefehl zur Feuereinstellung nach nur 100 Stunden Bodenoffensive für voreilig gehalten hat. Zu viele irakische Truppenteile hätten weitgehend unversehrt der

Im Gegenteil, „die meisten regionalen Sicherheitsprobleme werden sich dramatisch verschärfen“, meinte vorige Woche auf einer Nahost-Tagung der Washingtoner Brookings Institution Anthony Cordesman, der durch fundierte Lageanalysen während der Kuwait-Krise Beachtung gefunden hatte.

Der geschlagene Golfkrieger Saddam Hussein jedenfalls richtet sich in Bagdad auf ein langes Überleben seines Regimes ein. Vergangene Woche ließ er seinen Konfidenten Saadun Hammadi verkünden: „Jetzt, da der sektiererische Aufruhr seinen letzten Atemzug getan hat, ist die Tür für die Etappe des Wiederaufbaus und der Reform geöffnet.“ Und im Wochenblatt *Irak* hieß es:

abstand zum eigenen Volk gehalten hatte, kaum noch in Erscheinung. Er verbringt Tag und Nacht in einem seiner zahlreichen geheimen Bunker, die mehrere Stockwerke tief unter der irakischen Hauptstadt liegen. Dort umgibt er sich mit einem dichten Netz verlässlicher Günstlinge, die aus seinem Heimatort Takrit stammen und größtenteils seiner weitverzweigten Familie angehören.

Im Laufe seiner Herrschaft haben sich die Takritis zur militärischen Elite im Land entwickelt, haben als gesellschaftliche Oberschicht unermeßlichen Reichtum angehäuft. Saddams persönliches, ins Ausland geschafftes Vermögen wurde von einer US-Detektei kürzlich auf elf Milliarden Dollar geschätzt (siehe Seite 125).

Die Takrit-Clique hält auch nach dem verlorenen Golfkrieg eisern zusammen, sie erhielt dieser Tage sogar noch bedeutsamen Zuwachs. Der neue Generalstabschef Hussein el-Raschid stammt ebenso aus Takrit wie der neue Oberbefehlshaber der Luftwaffe, Musahim Saab.

Trotzdem ist fraglich, ob Saddam auf Dauer die Kontrolle über das gesamte Land aufrecht erhalten kann – und ob die Völkergemeinschaft dies auch nach dem Hinschlachten der Kurden zuläßt. Die größte Gefahr, seine Macht zu verlieren, droht dem Despoten aus der Armee, die zu 85 Prozent aus Schiiten besteht, während Generalstabs- und Offiziersränge bis auf wenige Ausnahmen von Sunniten gestellt werden.

In den kommenden Wochen werden all jene Soldaten wieder zu ihren Familien zurückkehren,

die an der Golffront die härtesten Luftangriffe überlebt haben oder in alliierter Gefangenschaft gerieten. Die deprimierenden Erfahrungen aus dem Krieg, die den täglich verbreiteten Jubelmeldungen so kraß widersprachen, könnten bei den Schiiten in der Armee neuen Widerstand entfachen.

Doch ob die Truppe in der Lage ist, das Bagdader Regime zu gefährden, hält der irakische Politologe Falih Abd el-Dschebber, ein intimer Kenner der irakischen Armeestrukturen, für ungewiß: „Die Frage, wann Saddam stürzt, hängt nicht von seiner Schwäche ab, sondern von der Stärke seiner Gegner.“

Wie das Land nach seinem Verschwinden aussehen wird, hatte Saddam Hussein einst seinem damaligen Verteidigungsminister Adnan Cheiralah angedeutet: „Wer immer nach mir kommt – es wird nur noch Asche sein.“



Daily Mail, London

amerikanischen Umklammerung entgegenkommen können.

Und es waren nicht irgendwelche Einheiten, die Saddam Hussein rechtzeitig samt Hunderten von Panzern, Schützenpanzern und Kanonen nach Norden abziehen konnte: Fünf Divisionen seiner Republikanischen Garde, darunter drei Panzerdivisionen, denen Tausende von Bomberflügen der Alliierten und der Vorstoß von mehr als 100 000 Soldaten der Anti-Saddam-Koalition gegolten hatten, vermochten sich nördlich von Basra neu zu gruppieren.

Nichts davon hatte die Regierung in Washington einkalkuliert. Jetzt rächte sich, daß der Präsident von Anfang an beinahe ausschließlich auf eine militärische Lösung der Kuwait-Krise gebaut hatte, ohne in Rechnung zu stellen, daß damit kaum eines der grundlegenden Probleme der Region gelöst werden würde.

„Mit der Unterstützung Gottes haben wir über die Saboteure einen großen Sieg errungen.“

Allem Anschein nach hat die Niederlage gegen die Amerikaner Saddam kaum verändert, seine Macht- und Überlebensinstinkte nicht geschwächt.

Durch eine überraschende Regierungsumbildung Ende März, bei der er seinen Posten als Ministerpräsident an den Schiiten Hammadi abgab und drei Kurden ins Kabinett holte, versuchte er den Zorn des gepeinigten Volkes zu dämpfen. Auf das Amt des Kabinettschefs kann der Diktator indes leicht verzichten: seit 1979 Alleinherrscher, bleibt Saddam weiterhin Staatschef, Vorsitzender des Kommandorats der Revolution, Oberbefehlshaber der Armee und Führer der allgegenwärtigen Baath-Partei – seine Allmacht ist unangestastet.

Seit dem Waffenstillstand trat der Despot, der stets größten Sicherheits-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE April 9, 1991

# Baker Tours Kurds' Camp and Urges Aid

By David Hoffman

*Washington Post Service*

**CUKURCA, Turkey**—A young mother held her infant on her knees amid the rubble; men paced through the ashes of cold campfires, and dazed young children roamed the hillside as Secretary of State James A. Baker 3d heard appeals for relief Monday from desperate Iraqi refugees who face starvation and disease in this remote mountain enclave.

The scene at the border between Iraq and Turkey here is a moonscape of misery. Thousands of refugees fleeing Iraqi reprisals for the Kurdish uprising are barely clinging to life amid the severe temperatures and rugged terrain.

In a very brief but poignant encounter with them — the visit lasted less than 10 minutes — Mr. Baker stepped from a military Land Rover, walked across the Turkish border toward a ridge in Iraq and was met by an emotional appeal from Sam Timathwes, 30, who described suffering being endured by the sea of refugees crowded into the valleys and hills.

"We are suffering from hunger and starvation," Mr. Timathwes told Mr. Baker. "We don't have enough water supply here. We need doctors, we need medicines, we need enough food, and some people don't want to stay here. They

want to go abroad. This is the main point for some people here."

When Mr. Baker asked where they wanted to go, Mr. Timathwes said: "Anywhere in the world. They don't want to go to Iraq because they lost everything there — their homes, their village, their junk, everything they got."

Mr. Baker, accompanied by the Turkish foreign minister, Ahmet Alptemocin, promised to mount a major international relief effort to provide aid not only in Turkey but also in northern Iraq, where hundreds of thousands of additional refugees are reported to be streaming toward the borders of Turkey and Iran.

"Most importantly," Mr. Baker said, "hope of returning home has got to be given to these people. And that means freedom from threat by the Iraqi government, and safety from further repression." Mr. Baker said he hoped "the presence of humanitarian relief workers" would be a deterrent to further Iraqi attacks.

Their faces burned from the sun, their feet blistered and hurt, some with minor wounds, the refugees described in interviews their trek to the border after enduring heavy aerial attacks from Iraqi forces trying to suppress a Kurdish rebellion that had been encouraged by the

United States.

They expressed anger at the Iraqi regime and at President George Bush, not for refusing to back the Kurdish rebellion, which has become an issue elsewhere, but rather for failing to prosecute the Gulf war against Saddam Hussein all the way to Baghdad.

Abdul Rahman Kittani, a retired teacher from Dahuk, said he had brought 53 family members in a six-day walk out of Iraq and did not intend to go back until President Hussein was removed from power.

"You are seeing everything we have," said Mr. Kittani, who stood with a phalanx of silent, younger men. "No food. No water. No tents."

But he said aid was the least of his problems. "The problem is finishing the regime," he said.

"If nobody helps" get rid of President Hussein, he added, "how can we go home?"

Many of the Kurds who fled Iraq will not be easily repatriated as long as Mr. Hussein's regime remains in power, and as thousands more arrive every day in the camps, their plight could become not only a humanitarian emergency but a severe problem for Turkey and the international community.

Although the UN Security Council has voted to condemn the Iraqi slaughter of the Kurdish re-

bels and provide humanitarian aid, American officials said there might be limits to how much the United Nations could do over the long run for refugees inside Iraq because of sovereignty questions.

Mr. Baker alluded to this Monday night when asked if the United Nations should send a force into northern Iraq to protect the Kurds. He said that "might be required" if there were threats against humanitarian aid workers, but "the important thing to do now is to make certain that the entire international community gets geared up in a hurry with a massive relief and humanitarian effort."

Brigadier General Kamil Basar, the local Turkish military commander, said that thousands of refugees were walking toward the border and that the current total of about 280,000 along the Iraq-Turkish boundary could easily double "in the coming week."

Mr. Baker's visit was designed to demonstrate concern for the refugees after critics said Mr. Bush had encouraged the Kurds to rebel against Mr. Hussein and then failed to support them when they did.

After flying 90 minutes by helicopter into the snow-capped mountain region, Mr. Baker spent less than 10 minutes in the actual border refugee area.

## Germany Orders Out 2 Cuban Envoys It Says Fired on Kurdish Protesters

*Reuters*

**BONN** — The government expelled two unidentified Cuban diplomats on Monday who it said had fired at Kurdish demonstrators over the weekend, and it warned that it would order the Cuban ambassador to leave if he did not provide their names.

A Foreign Ministry spokesman, Hanns Schumacher, said the Cuban chargé d'affaires, Luis Toledo Llado, had been told that two embassy employees had fired guns at the demonstrators Saturday and that they had been ordered to leave Germany within 48 hours.

He added at a news conference that if the Cuban Embassy did not give the names of the two employees, then "the ambassador will be made responsible in the same way."

Several hundred Kurdish demonstrators marched to the embassy to protest Cuba's vote against a United Nations Security Council resolution last week imposing tough ceasefire terms on Iraq.

Mr. Schumacher said several people had been wounded by ricochets when an automatic weapon and handgun were fired at the demonstrators.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE April 9, 1991

## EC Backs Enclave For Kurds In Iraq

### Summit Leaders Vow Refugee Aid Of \$185 Million

By Tom Redburn  
*International Herald Tribune*

LUXEMBOURG — European Community leaders on Monday endorsed a British proposal to seek a United Nations enclave in northern Iraq as a sanctuary for fleeing Kurds and also pledged a \$185 million relief plan for Iraqi refugees.

The EC leaders, holding a special meeting here, also said Iraq could not rejoin the international community while President Saddam Hussein remained in power.

[The United States is said to be seeking to move up to 40,000 Iraqis in southern Iraq to a U.S.-run camp that will fall inside a UN-monitored demilitarized zone, *The Washington Post* reported.]

There were some minor differences over the proposal to establish a haven for the Kurds within Iraq, given the reluctance of the United States and its coalition partners to use their military forces to intervene in the Iraqi civil war.

Germany and Denmark suggested the possibility of using troops under the aegis of a UN peacekeeping force, while Britain proposed relying on civilian observers to shelter the Kurds, a group of about 20 million non-Arabs living in

#### The Gulf

A "staggering amount" of oil continues to pour into the Gulf.

The Kuwaitis will try more than 600 people for war crimes.

Articles on Page 3.

parts of Iraq, Turkey, Iran, Syria

and the Soviet Union.

Hundreds of thousands of Kurds have fled since the Iraqi Army crushed revolts in the north and south of the country after Baghdad's defeat in the Gulf war in February.

Western leaders hope to end the exodus of Kurds toward Iran and Turkey and allow the refugees to return to their homes in safety.

"We cannot just dress the wounds of the Kurdish people," Mr. Major told the national leaders, according to the text of a statement released by officials. "We have to try to put a stop to the bloodletting of Saddam Hussein."

About 150 billion Ecus in EC aid for the refugees was pledged.

"The European Council cannot conceive how Iraq can rejoin the community of civilized nations for as long as Saddam Hussein remains in power," Prime Minister Jacques Santer of Luxembourg, who led meeting, said at a news conference.

British officials also argued that UN sanctions against Iraq should be maintained until Mr. Hussein is removed from power or agrees to end all hostile action against the rebels.

"Saddam Hussein's record is so abhorrent that I can envisage no relaxation of sanctions as long as he remains in power," Mr. Major said.

But Britain, like the United States, has been reluctant to commit UN military forces in northern Iraq to protect the Kurds.

British officials said they had also presented their plan Monday to the secretary-general of the United Nations, Javier Pérez de Cuéllar, as well as to representatives of the five permanent members of Security Council.

Mr. Major said details on the safe haven would be left to the Security Council to work out.

The Bush administration, which was informed of the British proposal at the same time as Mr. Major presented it in Luxembourg, indicated general support, according to British officials.

But even though the enclave would probably remain in place for a relatively long time, Mr. Major insisted it would not be the first step in an attempt to partition Iraq.

Allied forces are already committed to protecting about 40,000 refugees in southern Iraq, having pledged not to abandon them in the process of withdrawing troops from the occupied zone.

The coalition forces that defeated Mr. Hussein have long contended they were not seeking the breakup of Iraq. The Bush administration appears intent on preserving Iraq intact in hopes that it will emerge as a stabilizing force in the Middle East.

Mr. Major said he envisioned a two-stage process to establish a haven.

The first would set up a relatively small area to allow refugees to come down from the mountains on the Iraq-Turkey border. After that, the enclave would be expanded to allow the Kurds to return home.

"I do not rule out that it would include some of the large towns," Mr. Major said.

France led the call for the meeting in hopes of getting Europe more involved in a postwar peace settlement in the Middle East. It also has been at the forefront of Western efforts to help the Kurds.

The United States, in contrast to the long-standing European support for an international peace conference to deal with the Palestinians, supports a more cautious approach aimed at encouraging direct talks between Israel and its Arab neighbors.

The French and officials of the EC Commission also want to move forward on efforts to develop more unity in foreign and security affairs after the disarray Europe displayed in responding to the Iraqi invasion of Kuwait in August.

But the more ambitious early goals of the Luxembourg meeting were overwhelmed by the pressing need to respond to Western public outrage over the plight of the Kurds.

#### U.S. Seeks to Move Iraqis

*David B. Ottaway of The Washington Post reported from Riyadh:*

The United States is discussing with the United Nations and the International Committee of the Red Cross the possibility of moving as many as 40,000 Iraqis from inside the U.S.-occupied zone in southern Iraq to a camp that the U.S. Army is running for displaced Iraqis at Safwan, according to Red Cross and other sources.

The camp, now housing 6,000 to 11,000 Iraqis, is south of the village of Safwan at a place called the "construction site," which will fall inside the UN-supervised demilitarized zone along the Kuwait-Iraq border, according to Arnold Luethold, the Red Cross regional delegate in Riyadh.

Mr. Luethold said the U.S. proposal to locate Iraqi refugees inside the zone raised "a lot of legal issues" about "who has sovereignty, who makes the laws and who has responsibility for civilian affairs."

"A DMZ can't function like a ministate," he said. "I don't see the UN making law or ruling by decree."

The U.S. national security adviser, Brent Scowcroft, pledged Sunday that the United States would not abandon the 40,000 Iraqis living in the U.S.-occupied zone in southern Iraq.

# Major urges Kurdish enclave

## PM backs force to establish a safe haven

John Palmer in Luxembourg and Mark Tran in Washington

**E**UROPEAN Community leaders last night called for the creation of a United Nations "enclave" in northern Iraq to protect the Kurdish people against further attacks by the Iraqi government.

The proposal was put to an EC summit in Luxembourg by John Major, who said that the enclave should be imposed by force if President Saddam Hussein rejected it.

Urgent consultations were taking place at the UN in New York last night to win wider backing for idea, notably from the Soviet Union and China. EC officials believe that the UN Gulf war ceasefire resolution, accepted by Iraq, gave *de facto* legal backing for the community's initiative.

British officials said that although the United States has in the past refused to interfere in the internal affairs of Iraq they expected the plan would have the support of President Bush.

A State Department spokesman said President Bush would not respond until he had received a report from his Secretary of State, James Baker, who yesterday met refugees on the Turkish-Iraqi border.

However, the EC proposal chimed with remarks on Sunday by the Defence Secretary, Richard Cheney, who hinted that Washington might support the notion of a buffer zone.

Iran reopened its border yes-

terday, but appealed for international aid. New arrivals among the refugees spoke of 4,000 executions in two Shi'ite towns, Najaf and Talme, and of families being burned alive in the Kurdish town of Arbat.

Mr Major told his EC colleagues that the Kurdish refugees in northern Iraq needed immediate protection.

"I propose an enclave under UN protection which could provide shelter and housing for the Kurds until it is safe for them to return to their homes," he said. "I realise this could be a long-term commitment. But if we cannot get rid of Saddam Hussein we may at least be able to provide some protection for the most vulnerable of Iraqi people".

He spoke of the "tidal wave of outrage" that had swept the world after awareness of President Saddam's cruelty to his own people. He said that some 1,500 refugees might have died in their desperate attempt to cross into Turkey and Iran, and as many as a million were still fleeing from their homes.

EC diplomats said last night that the proposed enclave would be restricted to areas near the Turkish border as the government in Ankara had been suggesting. But Mr Major said he did not rule out the enclave eventually covering the main Kurdish cities now occupied by Iraqi forces.

He denied that this amounted to the *de facto* partition of Iraq and said it would only last for as long as there was a threat to the people of the area.

Speaking after the summit,

Mr Major said he would be "surprised if Iraq rejects the idea of a safe haven for the Kurds and other Iraqi people in the North of Iraq."

"After all, Saddam Hussein has offered an amnesty to the Kurds and he would think twice before attacking the UN."

The plan being considered involves the dispatch of civilian administrators and an accompanying peacekeeping UN force. There were reports last night that the nine EC member states of the Western European Union who convened an emergency meeting of foreign ministers in parallel with the Luxembourg summit, were considering participation in a peacekeeping force.

The WEU invited Turkey, Denmark, Greece, and Norway to be observers at the meeting, which also discussed the mobilisation of their air forces for the dispatch of food and humanitarian aid.

Mr Major told the summit that the situation of the Kurds was so grave that there was little time for consultation and prompt action needed to be taken. "Saddam Hussein's record is so abhorrent that I can envisage no relaxation of sanctions as long as he remains in power," he said. "If Saddam Hussein continues to violate UN resolution 688 by murderous attacks on refugees, we should return to the security council to enforce that resolution."

His plan was warmly endorsed by the German Chancellor, Helmut Kohl. Earlier the German Foreign Minister, Hans-Dietrich Genscher had

said that the lifting of sanctions against Iraq should be linked to an end to Iraqi attacks on the Kurds and recognition of their right to autonomy.

The Luxembourg Prime Minister, Jacques Santer, who chaired the summit, said the summit could not conceive "how Iraq can rejoin the international community while Saddam Hussein remain in power."

The summit also agreed in principle to a £100 million package of emergency aid for the Kurds, to be financed by special donations from all member countries in proportion to their share of the community budget.

The European Commission president, Jacques Delors, said that any settlement of the Iraqi crisis would have to involve some recognition of the rights of the Kurds to "limited autonomy".

The Turkish President, Turgut Ozal, said yesterday that he would like to see the refugees protected by United Nations peacekeeping forces.

"We have to get these people to a place in Iraq, controlled by the United Nations, and keep them there," he told US television. Observers in Ankara said the Turks would prefer to keep the refugees on Iraqi soil so as not to have to shoulder the financial burden of caring for them alone.

# US pledges big relief operation

David Hearst in Cukurca

**T**HE US Secretary of State, James Baker, yesterday saw for himself the miserable condition of Kurdish refugees in southern Turkey, and promised that a big international relief operation would be mounted.

Up to 100,000 Kurdish, Christian Syriac, Yazidi, and Chaldean refugees are scattered on the Iraqi mountains, 9,000 feet up, and dying daily from dehy-

dration, starvation, and disease. Mr Baker was visibly moved by the sight.

Mr Baker, accompanied by the Turkish foreign minister, Kutcebe Alptemocin, said: "You look at this and you see that it is nothing less than a crime against humanity. It amounts to a conscious deportation of the people of northern Iraq."

A man who managed to get through the lines of armed Turkish commando special forces and nervous army conscripts, said: "We have come all

along the border. We have suffered torrential rain. Our children are dying of starvation. We must have some relief, please."

Mr Baker replied: "We know that. We are going to help."

Mr Baker was told that he was standing on Iraqi territory. The throng had sat in a semicircle for three hours in the sun waiting for his visit. When he emerged from a Land Rover he was applauded.

He found himself standing at the entrance of a large natural amphitheatre packed with smoking, disease-ridden, makeshift encampments. The scene continued over the crest and over the next crest, well down the valley into Iraq.

It was swollen continually by truckloads of refugees picked up by Turkish soldiers in the valleys below, on the pretext that they were being trans-

ferred to a camp with tents. In fact they were simply being pushed back up the mountain. Mr Baker was asked why no international relief had got through a week after the refugees had arrived, why doctors in the makeshift medical centre had no drugs and were performing amputations with local anaesthetic.

His departure prompted a further round of applause. His visit lasted 10 minutes but it was the only relief the Kurds had yesterday.

A 12-truck convoy from the United Nations High Commission for Refugees, carrying tents, bedding, and water cans, stood in the forecourt of the local governor's office 12 hours after they had arrived.

They were still awaiting clearance from the governor. First there had been no road strong enough to carry them, then it was said there was no



relief organisation strong enough to distribute the tents in an orderly fashion. Each time trucks had gone up with bread they had been mobbed.

Lionel Rosenblatt, director of Refugees International, said: "We are down to a matter of days before we have a disaster on our hands."

*Jane Howard adds from Ankara:* The head of the Turkish Red Crescent organisation, Unal Somuncu, pleaded yesterday for more international help. The most immediate need was shelter; the second priority was water.

Aid workers were unanimous in paying tribute to the efforts

of the Turkish authorities, but admitted that the scale of the problem was overwhelming.

Ten lorries from the Red Crescent and United Nations High Commissioner for Refugees arrived yesterday, as did French and German aid convoys. Four British trucks from Ankara were due to arrive in Diyarbakir.

A British Hercules transport plane dropped 13 tons of tents, blankets, and other supplies on the Iraqi side of the border.

French planes also joined in the airlift, which the Americans said would continue for at least 10 days.

THE FINANCIAL TIMES April 9, 1991

# Britain proposes Kurdish enclave in northern Iraq

By David Gardner in Luxembourg

BRITAIN yesterday called for the creation of an enclave in northern Iraq under UN protection to provide a haven for Kurdish refugees from president Saddam Hussein's army.

The proposal, put forward by Mr John Major, the UK prime minister, to fellow European Community heads of government at a special summit in Luxembourg, envisages the possible use of force to ensure a safe territory for the Kurds.

"We would hope there was no need to enforce it," a British official said, but if Mr Saddam refused to honour his offer of an amnesty for the Kurds "we would have to think about using force".

British officials at the summit said Sir David Hannay, Britain's ambassador to the United Nations, would be putting the plan to an informal meeting of the Security Council following talks with Mr Javier Pérez de Cuéllar, UN secretary-general.

The summit leaders were last night said by EC diplomats to be strongly behind the enclave plan, a version of which was hinted at over the weekend by Mr Dick Cheney, the US defence secretary.

Mr Major also called for a substantial aid package for the Kurds. The prime minister told his colleagues in Luxembourg: "We cannot just dress the wounds of the Kurdish people. We have to try to put a stop to the blood letting of Saddam Hussein."

The legal basis envisaged for any use of force to provide a safe haven for the Kurds would be Security Council resolutions 688 - mandating the UN to



UK prime minister John Major (right) with Belgian premier Wilfried Martens

take further steps to secure peace and security in the area - and 687, which empowers the council to secure immediate access for humanitarian organisations, and to do everything to help the civilian population in the region.

British officials said Mr Major had not discussed the idea with US president George Bush but that the UK "had strong reason to believe the US will like it".

Though acknowledging that China, in particular, as well as the Soviet Union, would have difficulty accepting measures which could be construed as interference in another state's internal affairs, one official said: "We've done things at the UN in the last 12 months that we could never have done

before."

The amount of emergency aid for the Kurds being discussed last night had as one benchmark the Ecu150m (\$186m) suggested by Mr Major, who also called for no let-up in sanctions against Iraq and for the establishment of a UN register of all arms sales.

This suggestion picks up on a Dutch proposal now being worked on by officials from member states.

Yesterday's summit, originally called to discuss a common EC foreign and security policy in the light of the Gulf crisis, was overshadowed by the Kurdish drama.

● Michael Littlejohns writes from the UN in New York: Mr Pérez de Cuéllar gave a cautious response when

asked about a similar suggestion buffer zone put forward at the weekend by Turkish president Turgut Ozal.

"I don't think it is impossible, but of course it would be in Iraqi territory, which would raise problems of sovereignty and I don't know if we can impose on Iraq a special area. That would be complicated," he said.

Earlier the UN chief said he planned to send a humanitarian mission to look into the problem of the Kurdish refugees.

There is speculation in the UN that the mission may be led by Prince Sadruddin Aga Khan, a former UN High Commissioner for refugees.

Aux frontières d'Iran et de Turquie

# Les réfugiés kurdes continuent d'affluer

Fuyant la répression, des centaines de milliers de Kurdes continuent de s'agglutiner aux frontières turque et iraniennes. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, parle de deux millions. L'Iran a annoncé, dimanche 7 avril, la fermeture de sa frontière, mais cette décision de principe ne semblait pas devoir arrêter le flot des réfugiés. Pour les accueillir, Washington et Ankara ont suggéré la création de zones contrôlées par l'ONU en territoire irakien.

## Piranshahr, après l'enfer

PIRANSHAHR (frontière iranienne)

de notre envoyé spécial

Soudain, une vaste clameur retentit en haut de la montagne enneigée.

Il était 10 h 30, dimanche 7 avril. Le convoi de réfugiés avançait dans les lacets comme un serpent blessé, silencieusement, épuisé, désarticulé par tant d'heures de souffrances. Il se cabra tout d'un coup, s'électrisa dans un cri d'abord incompréhensible. En quelques secondes, la foule se rua sur le camion, le secoua et fit voler les colis dans les rires et les plaintes. Les exilés s'emparèrent de ces dizaines de paquets de pain avec la violence et l'injustice des affamés. Une femme tenta de soustraire quelques galettes à un homme qui se retourna, indigné. D'autres, fatigués ou malchanceux, hurlèrent de loin pour que l'on pense à eux. Quelques colis atterrirent dans leur direction sans qu'ils puissent en profiter. Ils devront attendre. Attendre et continuer à marcher. Descendre le Hag-Omran, cette montagne frontière, marcher quelques heures encore avant d'atteindre Piranshahr, la première ville iranienne.

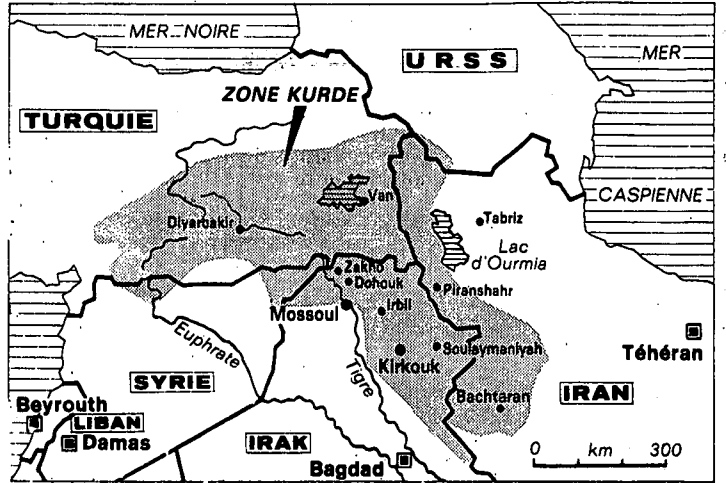
Piranshahr est ce nouvel Edén qui, avec ses 25 000 habitants, est désespéré par l'ampleur de l'exode. Les autorités iraniennes estiment à 300 000 le nombre de réfugiés kurdes arrivés dans leur pays depuis une semaine. Cent mille seraient actuellement massés à Piranshahr. Les autres sont regroupés plus au sud, dans la région de Bachtaran. La frontière iranienne étant officiellement ouverte depuis vendredi, le flot de réfugiés devrait grossir encore. Selon une évaluation iranienne, un million de personnes attendraient de l'autre côté de la montagne. Le poste-frontière de Piranshahr était embouteillé dimanche et les militaires s'employaient à canaliser la

foule. Quelques camions firent des aller et retour entre la montagne et la ville.

Mais ces navettes demeuraient évidemment dérisoires. Pour l'heure, les militaires ont installé des barbelés le long du chemin, empêchant les réfugiés de traverser les champs minés par les Irakiens. « Hier, à 1 heure du matin, nous sommes partis à la recherche d'un homme qui s'était égaré, confie un soldat iranien. C'était très dangereux. Des gens ont dû sauter sur des mines. On ne sait pas combien mais certains étaient obligés de passer par les champs car les Irakiens avaient bombardé les chemins. D'autres se sont noyés en franchissant des rivières en crue. »

Principalement originaires d'Irbil et de Kirkouk, les exilés kurdes ont franchi la frontière iranienne dans le chaos le plus extrême. Dimanche, ils avançaient par grappes, dispersés mais innombrables. Certaines familles donnaient l'impression d'avoir quitté leur maison comme on s'échappe d'un incendie, effrayées et démunies, emportant le strict minimum : une couverture, deux vêtements, un sac... « Nous n'avons pas eu le temps de nous préparer. Nous avons vu les bombes tomber sur la ville. J'ai pris ma voiture, mes enfants, mon argent et je suis partie », raconte une jeune femme, professeur d'anglais à Irbil.

« Il y avait un embouteillage tout le long de la route. Ma voiture est tombée en panne. Nous avons marché sans manger pendant sept jours et sept nuits dans la montagne avant de trouver un bus irakien qui nous a descendus ici », dit-elle. Un homme pleure en résumant son épopée : « Nous avons marché vers la Turquie, nous étions bloqués, nous avons dû redescendre sur l'Iran, marcher à nouveau dans la montagne. A Irbil, c'était terrible. Les bombes, les enfants perdus, abandonnés, des familles se sont séparées », lâche-t-il entre deux sanglots.



Un autre homme qui tenait dans ses bras un enfant de quatre ans, les paupières closes et les membres raidis, nous le tendit dans un mouvement de colère. Les autorités iraniennes ont dénombré quarante enfants décédés au cours de la journée de samedi. Vingt bébés seraient également morts-nés à 2 500 mètres d'altitude. La moyenne, selon un médecin iranien, serait une douzaine d'enfants morts de faim et de froid chaque jour. Certains enfants sont habillés d'un simple pull-over, d'autres ont marché pieds nus.

### « A bas Saddam »

Les réfugiés ont ainsi erré le ventre vide entre quatre et sept jours dans la montagne. Certains qui disposaient de voitures avaient pu emporter quelques bûches pour se réchauffer. Les autres sont arrivés, on ne sait comment, tant on a du mal à imaginer un tel parcours entre les congères dans un tel dénuement, sous la pluie, dans la neige, après le fracas des bombes.

Certains souffrent de fièvre violente, de typhoïde, de diarrhée, de gelures aux mains et aux pieds. Les cheveux en bataille, les traits fatigués, les vêtements déchirés, imprégnés d'une odeur de cendre de bois, ils marchaient dimanche en traînant leurs ballots, hagards, surpris d'être là, le visage grave, le regard fixe. Les plus harassés, sachant qu'ils étaient désormais encadrés par les Iraniens, préféraient attendre autour d'un feu l'une de ces navettes qui les descendraient en ville. Quelques-uns, en particulier des enfants, portaient de larges crevasses sur les joues : en réponse aux regards interrogateurs, ils répondaient ces trois mots : « phosphore, bombes, napalm ». Un enfant nous a offert un bout de carton déchiré sur lequel il avait écrit : « A bas Saddam ».

Le premier convoi humanitaire est arrivé à Piranshahr vendredi. Affrétés par la Croix-Rouge internationale, trois camions sont allés dans le massif de Hag-Omran soulager les populations coincées dans la montagne. Dix tonnes de pain ont ainsi été dévorées. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, était dimanche sur les lieux accompagnant le premier convoi français arrivé à Piranshahr dans

l'après-midi. Au total 38 tonnes de nourriture - chili con carne, mous-saka en boîte, lait en poudre, - des médicaments, des couvertures et des tentes ont pu être acheminés.

Quatre membres de la Croix-Rouge française ont en charge la construction de camps et l'acheminement de vivres le plus en amont possible du flot des réfugiés. « Il faut les aider, on ne parle d'ingérence, mais que faut-on s'ils sont un million derrière cette frontière à attendre leur tour, perchés dans la montagne ? L'ingérence pour nous, c'est tout simplement ne plus supporter que des dictateurs s'abritent derrière leurs frontières », clama Bernard Kouchner à bord d'une camionnette défilant devant les exilés. Félicitant chaleureusement les représentants du ministère de l'intérieur iranien pour leur action humanitaire, le secrétaire d'Etat repartait pour Téhéran dimanche soir afin d'envisager des opérations de parachutage de vivres et de médicaments par l'armée française. Toute la difficulté résiderait dans la possibilité de larguer des colis sur le versant irakien de la montagne. « Notre rêve serait de mener de front des parachutages franco-iraniens et franco-américains », confiait un officiel français.

### « Nous allons finir par mourir »

Pour l'instant Piranshahr s'emploie à absorber tant bien que mal une population quatre fois supérieure à la sienne. On ne voit pas comment cette ville de 25 000 habitants pourrait faire plus, c'est-à-dire accueillir à elle seule ce million de réfugiés attendu. Vue d'hélicoptère, Piranshahr ressemble à une vaste fourmilière. Des réfugiés marchent en tous sens, se bousculent dans les rues, les cours des maisons, les places publiques. Certains se sont installés sur le trottoir, près de leur voiture, d'autres ont planté des tentes de fortune ou installé des tapis et des sacs de plastique. Les trois mosquées de la ville ont été réquisitionnées. Les habitants ont gardé leur calme. Certains ont appelé les réfugiés « nos invités » et ils ont accueilli une trentaine d'entre eux dans chacune de leurs maisons.

« Nous nous serrons les uns contre les autres. Ils sont gentils. Le chef de famille veut toujours acheter à man-

ger pour tout le monde», dit une Irakienne.

Les premiers camions français ont été applaudis aux cris de « Francia », ou de « Mitterrand, Mitterrand ». Certains réfugiés kurdes ne cachaient pas leur amertume : « Nous blâmons les Américains, les Britanniques, les Français. Ils ont laissé Saddam Hussein nous bombarder alors que s'ils l'avaient voulu ils l'auraient renversé en une heure ».

s'indigne le professeur d'anglais d'Irbil qui souhaite demander l'asile politique à la France. Ces réfugiés confirmaient l'ampleur des bombardements à Kirkouk et à Erbil, même si les témoignages divergeaient sur le nombre de tués : 20 000 peut-être à Kirkouk, la moitié de la ville d'Irbil sans doute exilée vers les frontières. Certains combattants kurdes, les peshmergas, se trouvaient dimanche parmi les exilés. Mais les Kurdes affirment que les peshmer-

gas étaient en majorité restés sur place, il y a quelques jours encore, essayant tant bien que mal de continuer les combats.

Dimanche soir, la ville était éclairée de ces nombreux feux allumés au hasard des trottoirs. Sur une place, trois femmes se repassaient une unique couverture pour se réchauffer. Piranshahr allait tenter de s'endormir sous les clameurs d'un prêche diffusé par haut-parleur. Lundi matin elle s'est réveillée sous

un soleil glacial. Une femme s'est effondrée en voyant ses deux fils dont elle avait perdu la trace depuis une semaine. Une autre Irakienne confiait qu'elle avait entendu dire que trois hommes étaient morts de froid au cours de la nuit, et concluait : « Finalement, ce n'est pas une solution d'être ici. Nous échappons aux bombes mais nous allons finir par mourir. »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## L'exode aux frontières de l'Irak et l'organisation des premiers secours

Tandis qu'arrivaient les premiers secours internationaux, l'Irak a annoncé dimanche 7 avril qu'il ne pouvait plus provisoirement accueillir de réfugiés kurdes sur son territoire en raison de l'ampleur de l'exode. La frontière irakienne est ainsi officiellement fermée aux réfugiés, comme l'est en principe, depuis le début de l'exode, celle de la Turquie.

Les chiffres avancés varient selon les sources, mais il est clair que des centaines de milliers de personnes - deux millions selon M. Bernard Kouchner - fuient le nord de l'Irak. Selon les autorités de Téhéran, 700 000 personnes avaient déjà trouvé refuge en Iran, dimanche en fin d'après-midi, et des centaines de milliers d'autres se massent à la frontière.

La Turquie ne chiffre pas le nombre des réfugiés qui ont pu traverser sa frontière, mais indique que 300 000 sont massés à ses portes. Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, après s'être rendu en Turquie et en Iran, a jugé que l'aide internationale était pour le moment encore insuffisante, tout en se félicitant de la mobilisation en faveur des Kurdes.

Les premiers parachutages de secours américains par des Hercules C-130 escortés d'avions de chasse ont permis de larguer dimanche au-dessus du Kurdistan irakien vingt tonnes de vivres et de couvertures. Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a estimé que ces missions, bien que violant l'espace aérien irakien, ne devraient pas poser de problème. Ce pont aérien américain par dessus la frontière turco-irakienne devait se poursuivre lundi et mardi. Trois avions de la Royal Air Force, ainsi que cinq Transall et un Hercules français devaient se joindre lundi à cette opération de parachutage pour pallier la lenteur de l'acheminement des secours par route.

Le Quai d'Orsay a indiqué dimanche qu'« outre les premières aides acheminées dès la mi-mars, trois avions avaient déjà transporté les 5 et 6 avril en Turquie et en Iran 120 tonnes de secours » et qu'« une troisième phase du plan d'aide humanitaire à partir de l'Irak est en cours d'élaboration avec les autorités de Téhéran ». Quatre avions allemands et des camions suisses ont également tran-

sporté une aide en vivres et en matériel en Turquie. L'organisation Médecins sans frontières a envoyé deux équipes médicales et du matériel qui devraient gagner le Kurdistan irakien via l'Irak, ainsi que deux avions chargés de matériel médico-chirurgical à destination de Téhéran et d'Ankara. Un avion de MSF doit aussi partir mardi pour Bagdad, chargé d'aides destinées aux populations de Bassorah. L'organisation Médecins du monde a déjà envoyé plusieurs tonnes de tentes, médicaments et lait pour enfant aux réfugiés en Turquie et en Iran.

Le Haut Commissariat aux réfugiés a annoncé dimanche à Genève qu'il allait coordonner l'aide aux réfugiés irakiens. Le Conseil européen réuni lundi à Luxembourg devait adopter un programme d'aide pour ces réfugiés. - (AFP, AP, Reuter.)

### « Notre soutien aux Kurdes sera non seulement politique, mais matériel »

déclare un responsable soviétique au « Grand Jury RTL-le Monde »

Invité, dimanche 7 avril, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Alexeï Kojemiakov, collaborateur du département international du comité central du PC soviétique, a déclaré que le vote, par l'URSS, de la résolution 688 de l'ONU sur le problème kurde « témoigne une fois de plus de notre solidarité avec la communauté internationale ». « Je suppose que notre soutien [aux Kurdes] sera non seulement politique, mais aussi matériel », a-t-il ajouté.

Commentant, d'autre part, la prochaine visite au Japon de M. Gorbatchev, M. Kojemiakov a exclu toute « percée » à propos des

Kouriles du Sud revendiquées par Tokyo. Observant que le président soviétique, compte tenu de son Parlement, « ne peut prendre tout seul » une décision à ce sujet et que 75 % des habitants de l'Extrême-Orient soviétique, selon les sondages, sont hostiles à la restitution de ces îles au Japon, il a déclaré : « Dans ce contexte, je vois mal comment on pourrait sérieusement penser que l'Union soviétique pourrait vendre ces îles contre des investissements japonais ». Il est néanmoins important, a-t-il ajouté, que Moscou ait « confirmé l'existence d'un problème territorial » entre les deux pays.

# Alors que 300 000 Kurdes sont massés près de sa frontière

## La Turquie vient en aide aux réfugiés sans les laisser entrer sur son territoire

« Une fois de plus, le monde est dans l'obligation de répondre à l'agression sauvage de Saddam et à son usage indécent de la force. Seulement cette fois, sa victime n'est pas un pays voisin », a déclaré le secrétaire d'Etat James Baker à son arrivée en Turquie, alors que près de trois cent mille réfugiés sont massés à la frontière turco-irakienne.

Il y a trois semaines, M. Baker s'était arrêté brièvement à Ankara pour une visite de courtoisie à la suite de la victoire alliée dans le Golfe. Mais cette fois-ci le problème est sérieux et l'ambiance n'est plus aux félicitations.

ANKARA

de notre correspondant

L'administration Bush est sur la défensive et tente de justifier son inaction devant la brutale répression dont sont victimes les Kurdes d'Irak. « Nous ne sommes pas préparés à descendre la pente glissante qui nous entraînerait dans une guerre civile », a affirmé M. Baker.

M. Ozal, qui avait depuis le début de la crise du Golfe adhéré à la politique américaine, semble peu satisfait des efforts internationaux. « La totalité du nord de l'Irak est en marche et il semble que les villes soient vidées », a déclaré M. Ozal. « La Turquie ne permettra pas à ses frontières d'être submergées par un tel flot de personnes dénlacées », a déclaré de son côté l'ambassadeur de Turquie aux Nations unies.

Que la Turquie le veuille ou non, les réfugiés sont arrivés à sa frontière, et elle se trouve forcée d'organiser les secours. Mais, déterminé à ne pas voir son pays supporter seul le fardeau, le président a multiplié les appels à l'aide internationale pour que cesse ce qu'il appelle « une sorte de déportation ». La résolution passée par le Conseil de sécurité vendredi a, en partie, répondu à sa demande, puisqu'en admettant que la répression de la rébellion kurde n'est pas un problème interne de l'Irak, l'ONU le prend en quelque sorte en charge.

Mais M. Ozal, déjà frustré de voir la guerre se terminer sans la chute de Saddam Hussein, voudrait aller plus loin. Il n'a pas hésité à suggérer que

les alliés devraient songer à reprendre les armes pour que cesse la répression de la population civile du nord de l'Irak. Les Etats-Unis ont opposé un refus catégorique et se sont contentés d'allouer 10 millions de dollars pour une aide d'urgence aux réfugiés, qui est parachutée par les avions de transport américains.

### Un camp en territoire irakien

M. Baker devait se rendre compte par lui-même de la gravité de la situation lors d'un survol de la région en hélicoptère, lundi. Bien que la politique du gouvernement turc soit toujours de tenter de dissuader les réfugiés de s'approcher de ses frontières, Ankara doit agir vite pour assister les centaines de milliers de nouveaux arrivants qui sont affamés et affaiblis. Selon le ministre des affaires étrangères, M. Alptemoçin, mille cinq cents réfugiés sont déjà morts de faim, de froid et d'épuisement depuis leur arrivée à la frontière. Les réfugiés à Uzumlu, où est rassemblée une partie de la population de la ville de Dohouk, affirment que des dizaines de personnes, pour la plupart des

enfants en bas âge, meurent chaque jour.

Jusqu'à présent, les réfugiés ont survécu en grande partie grâce aux efforts remarquables de la population kurde locale. Selon des journalistes sur place, l'aide internationale n'a pas encore atteint les régions retirées de la moitié est de la zone frontalière, où certains points de rassemblement — on peut à peine parler de camps, — comme celui d'Uzumlu, sont à plusieurs heures de marche de la route la plus proche.

Le gouvernement turc, désireux d'éviter que la foule des réfugiés s'installe sur son territoire, n'a pas attendu que les Nations unies prennent une nouvelle décision et ont commencé à évacuer Uzumlu. Des milliers de réfugiés sont descendus le long de la montagne jusqu'à la route. De là, des camions les emmènent vers un nouveau camp érigé par les autorités turques, tout près de la ligne de démarcation, mais sur territoire irakien. Installés sous des abris rudimentaires, faits de branchages et de toile de tente, ils attendent l'arrivée des secours internationaux.

NICOLE POPE

### L'exode des réfugiés aux frontières irakiennes

## Washington et Ankara suggèrent la création en Irak de zones de sécurité placées sous le contrôle de l'ONU

WASHINGTON

de notre correspondant

Comment rapatrier au plus vite les troupes américaines encore présentes dans le sud de l'Irak sans paraître livrer à M. Saddam Hussein les réfugiés qui s'y trouvent ? L'administration Bush, sans avoir encore clairement formulé de réponse à ce problème, a déjà indiqué ses préférences : maintenir ces réfugiés — dont personne ne veut — en territoire irakien, mais sous la protection des Nations unies.

L'acceptation par l'Irak des conditions de cessez-le-feu imposées par le Conseil de sécurité, répond au souci majeur du président Bush : tenir sa promesse d'un retour rapide des troupes, empêcher toute implication des forces américaines dans une guerre civile de durée indéterminée et éviter tout développement qui risquerait de rappeler, de près ou de loin, le Vietnam. « C'est bien », a déclaré

samedi 6 février, M. Bush en jugeant « positive » la réponse de l'Irak aux conditions édictées par le Conseil de sécurité. « Cela nous permettra d'aller plus vite dans le retrait de nos forces du sud de l'Irak », a-t-il ajouté.

Mais le lendemain, dimanche, le général Bent Scowcroft, conseiller national de sécurité, interrogé sur le sort des quelque quarante mille Irakiens qui ont cherché protection auprès des forces américaines, semblait prendre un engagement : « Nous n'abandonnerons pas ces gens-là. » En même temps, le général Scowcroft admettait que leur sort n'avait pas été fixé. Le secrétaire à la défense Dick Cheney a été un peu plus précis en suggérant que des zones de sécurité pour les réfugiés pourraient être établies à l'intérieur des frontières de l'Irak. L'idée semble réalisable — du moins pour un certain temps — dans

la zone tampon prévue au Sud par les accords de cessez-le-feu, mais sa mise en œuvre au Kurdistan irakien poserait sans doute des problèmes d'une tout autre ampleur ; dans un cas comme dans l'autre, le sort de ces populations serait vraisemblablement très précaire, aussi longtemps que le régime restera le même à Bagdad.

C'est toutefois une solution de ce genre que semble également envisager le président turc Turgut Ozal, qui a expliqué au cours d'une émission de la chaîne de télévision ABC que les Nations unies devraient, si nécessaire, imposer par la force à l'Irak l'établissement de telles zones de sécurité pour les réfugiés qui se pressent aux frontières de la Turquie.

**M. Bush se défend d'avoir été indifférent**

C'est dans ces régions que trois C 130 américains ont commencé à parachuter une trentaine de tonnes de vivres, d'eau et de petit matériel médical. Ces opérations devraient se poursuivre dans les dix prochains jours, mais ne suffisent pas à dissiper la gêne croissante suscitée aux Etats-Unis par l'attitude de l'administration à l'égard de ceux qui ont tenté de s'insurger contre un homme que M. Bush a abondamment comparé à Adolf Hitler. Le président américain, qui de toute évidence a très mal pris les accusations de cynisme ou d'indifférence qui lui ont été adressées, est apparu une fois de plus sur la défensive, et il a souligné qu'il n'avait jamais promis de soutenir une rébellion contre M. Saddam Hussein. « J'ai examiné toutes les déclarations que j'ai pu faire à ce sujet, a déclaré samedi M. Bush, et je n'ai jamais laissé entendre que les Etats-Unis utiliseraient la force au-delà des objectifs qu'ils ont atteints si magnifiquement. »

Dimanche, à l'occasion d'une « journée nationale d'action de grâces » pour la victoire des troupes américaines, M. Bush a participé à un office religieux à Houston (Texas) et confié les Irakiens à la protection divine : « Nous prions pour nos ennemis, pour que la paix s'établisse sur leur terre tourmentée. »

JAN KRAUZE

**Libération** 9 AVRIL 1991

LA CEE PROPOSE DE CREER UNE « ZONE DE PROTECTION » EN IRAK

# KURDES : UNE ENCLAVE POUR SURVIVRE

Alors que les premiers parachutages de vivres ont été effectués hier sur le flot des réfugiés qui ne cesse de grossir vers les frontières turque et iranienne, les Douze, réunis en Conseil à Luxembourg, ont proposé de créer, en territoire irakien, une « zone de protection » sous l'égide de l'ONU. Une idée à laquelle les Etats-Unis seraient favorables.

Affirmant que les sanctions contre l'Irak devaient être maintenues « jusqu'à ce que des changements politiques interviennent dans ce

pays », les dirigeants de la CEE ont en outre décidé d'accorder une aide d'un milliard de francs aux réfugiés.

Le secrétaire d'Etat à l'aide humanitaire Bernard Kouchner évaluait hier à plus de deux millions le nombre de Kurdes qui ont pris le chemin de l'exode. Un afflux tel que l'Iraq a finalement dû renoncer à fermer sa frontière.





## LES DOUZE D'ACCORD POUR QU'UNE ZONE SOIT CREEE POUR PROTEGER LES REFUGIES KURDES

# LONDRES PROPOSE UNE ENCLAVE DE L'ONU EN IRAK

**L**ors du Conseil extraordinaire réuni hier à Luxembourg, les Douze se sont mis d'accord sur la nécessité de créer une zone de protection des réfugiés dans le Nord irakien. Ils ont souscrit à la proposition du Premier ministre britannique, qui avait annoncé une initiative de la Grande-Bretagne à l'ONU dans ce sens. Cette zone serait placée sous le contrôle d'observateurs civils des Nations unies. Les Européens ont laissé de côté la question des moyens que la communauté internationale est prête à se donner pour faire respecter cette enclave par l'armée irakienne. Tout en voulant mener à bien leur désengagement militaire, les Américains auraient le projet d'établir une zone de protection semblable dans le sud du pays, où sont réfugiés les chiites hostiles à Saddam Hussein. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE se sont également mis d'accord sur l'octroi d'une aide humanitaire de 150 millions d'écus (180 millions de dollars) pour les réfugiés kurdes.

**L**uxembourg, envoyé spécial réuni hier soir au Luxembourg, le Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernements proposé qu'une «enclave de protection» sous surveillance des Nations unies soit créée en territoire irakien afin d'offrir un refuge aux Kurdes. Le gouvernement britannique est à l'origine de cette proposition que les Douze ont fait leur : elle s'apparente à une mise en pratique du «devoir d'ingérence» que les Français appellent de leurs vœux. La résolution 688 adoptée samedi par le Conseil de sécurité des Nations unies, à l'initiative de la France, condamnant la répression des Kurdes par le régime de Bagdad, allait en ce sens.

C'est ce même Conseil que les Européens vont donc saisir afin qu'une résolution de l'ONU reprenne à son compte l'initiative de Luxembourg. Dans la foulée du Conseil européen, l'Union de l'Europe occidentale (UEO) s'est réunie, sur proposition de la France, afin de préparer matériellement l'acheminement de l'aide débloquée hier par la CEE. Au cours du dîner réunissant les chefs d'Etats et de gouvernements, la question de l'Union politique et de l'Union économique et monétaire actuellement en cours de négociation devait être abordée afin de donner à ces travaux une «nouvelle impulsion».

L'actualité kurde a occulté les autres questions que devait aborder ce Conseil extraordinaire consacré à la «guerre du Golfe et à ses conséquences». C'est la seconde fois qu'un Conseil se réunit pour discuter d'un problème de politique internationale : la série a été inaugurée en décembre 1989 après la chute du Mur de Berlin. Pour le coup, cette réunion «informelle», selon l'expression consacrée, s'est transformée en exercice de politique étrangère commune appliquée, anticipation de la future Union politique, actuellement en cours de négociation entre les Douze. Un exercice réussi, pour le coup.

Dès le milieu de l'après-midi d'hier, on apprenait que l'ordre du jour de cette réunion serait quelque peu bousculé : la France avait décidé à «la dernière minute», selon l'expression de François Mitterrand, de demander une réunion de l'UEO en début de

soirée afin de discuter des moyens matériels à mettre en œuvre afin d'acheminer l'aide aux populations kurdes. «Nous avons besoins, en effet, d'avions militaires pour aider les Kurdes à survivre.» Les Douze acceptaient immédiatement. Les pays non-membres de cette institution européenne compétente en matière de défense — Grèce, Irlande et Danemark — faisaient de même et se retrouvaient dotés du statut d'observateur. Un petit événement politique en soit, l'Irlande montrant les plus extrêmes réserve dès qu'il est question de défense commune européenne, neutralité oblige. Danois et Grecs, eux, assistent depuis août dernier à ces réunions.

Dès le début du Conseil, à 17 heures, John Major, Premier ministre britannique, prenait son monde par surprise en proposant la création d'une «enclave sous la protection des Nations unies» en Irak. Que François Mitterrand préfère appeler du terme plus neutre de «zone de protection», Français et Allemands soutenaient immédiatement la proposition anglaise. Ce que fit le Conseil européen, qui pouvait difficilement s'opposer au nouvel axe Londres-Paris-Bonn. Le président français estimait qu'une résolution franco-britannique était possible.

Reste à savoir comment cet espace, sous protection onusienne, qui «n'entamerait pas» la souveraineté de l'Irak mais «son exercice oui», expliquait François Mitterrand, serait créé. «Avec ou sans l'accord de l'Irak», précisait avec une certaine ambiguïté John Major, n'excluant pas ainsi le recours éventuel à la force. Un recours qu'en revanche le président de la République française rejette : «Il n'a pas été question d'une nouvelle intervention militaire.» «Il est possible que l'Irak ne montre pas de complaisance : dans ce cas l'embargo ne sera pas levé et les mesures économiques continueront à être sévères», a poursuivi François Mitterrand. Plus prudent, Jacques Santer, Premier ministre luxembourgeois et président en exercice de la Communauté européenne, renvoyait les modalités d'application de «l'idée» européenne au Conseil de sécurité.

La paternité de la proposition britannique et désormais européenne revient en fait au président turc, Turgut

Ozal : dimanche dernier, il a évoqué la création d'une telle zone, proposant, quant à lui, de placer des forces turques sous contrôle de l'ONU pour l'imposer le cas échéant à Bagdad.

Le Conseil européen n'a pas eu de mots assez durs pour condamner la répression en Irak. Il a souligné «l'étendue des souffrances humaines» et «condamné la répression». François Mitterrand a été plus loin dans son point de presse : il a parlé «d'une situation de répression qui confine au génocide». En fin de semaine dernière, le ministre luxembourgeois, Jacques Poos, parlant au nom de la Communauté, estimait aussi que les Kurdes étaient victimes d'un «début de génocide».

Le Conseil européen s'est prononcé pour le maintien de l'embargo : «Comment l'Irak peut-il prétendre rejoindre le monde des nations civilisées tant que Saddam Hussein reste au pouvoir ?» Après avoir félicité les «actions de la Turquie et de l'Iran» pour venir en aide aux réfugiés, le Conseil a annoncé que le fonds d'aide d'urgence allait être réapprovisionné par les Etats membres à hauteur de 100 millions d'écus (700 millions de francs) — une aide qui s'ajoute aux 50 millions d'écus au titre de l'aide bilatérale. Pour le coup, les Anglais, c'est une première, n'ont pas rechigné à mettre la main au portefeuille.

Un consensus est d'autre part apparu pour soutenir la création d'un registre des ventes d'armes — déposé aux Nations unies, afin de contrôler la prolifération des armements dans le monde.

Les Palestiniens n'ont pas été oubliés par le Conseil européen. Soutenant les efforts américains afin de trouver une solution au conflit israélo-palestinien, le Conseil a rappelé «le droit d'Israël à disposer de frontières sûres et reconnues» ainsi que le «droit à l'autodétermination des Palestiniens».

Jean QUATREMER.

● John Major a estimé hier que la proposition britannique de créer une zone de protection pour les Kurdes «et les autres réfugiés» en Irak ne constituait pas une partition. «Nous ne cherchons pas à modifier les frontières de l'Irak, mais à fournir une protection contre les persécutions» a-t-il dit.



# Deux millions de Kurdes entassés aux frontières

C'est le chiffre donné hier par Bernard Kouchner. Et le Quai d'Orsay parlait d'un «génocide» pour évoquer le sort des Kurdes.

Plus de 2 millions de Kurdes d'Irak, selon le secrétaire d'Etat français Bernard Kouchner, plus de 3 millions selon le gouvernement turc, se sont jetés sur les routes de l'exode. Devant l'afflux, l'Iran, qui s'était déclaré saturé de réfugiés dimanche, continue à accueillir des Irakiens, a témoigné hier le président du Croissant rouge iranien, Vahid Dastdjerdji. 771 850 Irakiens, Kurdes pour la plupart, sont déjà entrés en Iran, selon le ministère iranien de l'Intérieur: « Des centaines de milliers d'autres se dirigent actuellement à pied vers les points frontaliers avec l'Iran. » Le président du Croissant rouge iranien a souligné le besoin immédiat de vivres et de médicaments, puis de 150 000 tentes.

Contenus par l'armée turque, quelques milliers de Kurdes irakiens seulement ont réussi à entrer en Turquie. Plus de 600 000 autres attendraient au nord de l'Irak dans l'espoir de se réfugier dans ce pays, selon Bernard Kouchner. Visitant hier la région frontalière de l'Irak, le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire a poursuivi ses contacts avec les autorités turques pour accélérer l'envoi de l'aide française. Le sort réservé aux Kurdes d'Irak « ressemble à un génocide », alertait hier le Quai d'Orsay à Paris.

Les premiers parachutages de vivres ont commencé hier pour les réfugiés avec des avions américains et anglais qui devaient bientôt suivre les français. A la frontière turco-irakienne, selon un envoyé spécial de l'AFP, les réfugiés s'arrachaient littéralement les caisses de rations alimentaires de l'ar-

mée américaine larguées par des porte-chasseurs accompagnés de chasseurs pour leur protection. Affamés et frigorifiés, les milliers de Kurdes dépeçaient jusqu'aux parachutes pour se couvrir et s'arrachaient les palettes de bois pour les faire brûler.

Alors que chemine l'idée de délimiter en Irak une enclave de protection du peuple kurde, le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir hier soir pour décider de la mise en place d'observateurs le long de la frontière entre l'Irak et le Koweït.

Dans un rapport remis samedi au Conseil, Javier Perez de Cuellar avait proposé de constituer au plus vite une Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK) forte de 1 400 hommes. La MONUIK serait déployée le long des 240 km de frontière entre les deux pays, dans une zone démilitarisée profonde de 10 km en Irak et 5 km au Koweït. Pour garnir cette force d'interposition, le secrétaire général des Nations unies envisage de prélever des Casques bleus déployés au Liban-Sud, sur le plateau syrien du Golan et à Chypre. S'y adjoindraient 300 observateurs venus d'autres régions du monde et 300 ingénieurs.

Après les « réserves » assorties par l'Irak à son oui à la résolution 687 de l'ONU sur les conditions d'un cessez-le-feu, le nouveau Premier ministre, Saadoun Hamadi, a confirmé hier que son pays avait bien donné son « acceptation formelle » à la résolution 687. « Nous avons expliqué les faiblesses et les injustices de la résolution, mais nous avons aussi dit qu'elle ne nous laissait

aucun autre choix que d'accepter », a-t-il précisé.

L'Irak hier concentrait encore son indignation sur la résolution 688, qui dénonce la répression contre les Kurdes. C'est une « nouvelle injustice », une marque de la « partialité de l'ONU », vitupère un message remis au secrétaire général de l'ONU. Bagdad souligne que le Conseil de sécurité a ignoré sa disposition à recevoir une commission internationale d'enquête pour le Kurdistan, manifestée avant le vote de la résolution 688. Le message estime avoir « traité la question kurde selon des critères humanitaires et démocratiques ».

Le quotidien du gouvernement, *Al-Joumhouriah*, accusait hier la résolution 688 de « nuire à l'Irak ». Le Conseil aurait été mieux avisé de « révéler à l'opinion publique internationale la grande misère des Kurdes d'Irak et de Turquie, soumis à la pire des répressions et démunis de tous leurs droits nationaux et culturels », contre-attaquait le journal.

L'Irak a également remis dimanche au secrétaire général de l'ONU un quatrième message dénonçant les infiltrations sur son territoire et les multiples « violations iraniennes » au cessez-le-feu instauré entre les deux pays en août 1988. De son côté, la presse iranienne multiplie les témoignages de réfugiés irakiens sur les massacres perpétrés au sud de l'Irak. Un réfugié irakien, cité hier par la télévision iranienne, faisait état de 400 personnes « exécutées pour rébellion » ces dix derniers jours à Nadjaf et Talme. Un autre réfugié irakien en

Iran a raconté l'attaque samedi des Gardes républicains sur la ville sainte de Kerbala, qui aurait « tué beaucoup de gens et détruit plus de 2 000 maisons ». Au Kurdistan irakien, de violents combats se sont poursuivis ce week-end à l'est de la ville de Sulaymaniah, restée toutefois aux mains du gouvernement, rapportait hier le département d'Etat américain. Marcel Roux, de Médecins sans frontières, le dernier Occidental revenu de Sulaymaniah au milieu de l'exode kurde, a témoigné hier à Paris de la reprise de la ville par l'armée irakienne. A l'hôpital, il a constaté sur des blessés, des brûlures au napalm et au phosphore dont il a rapporté des images.

Au Koweït, enfin, invoquant la menace Saddam Hussein et les difficultés intérieures, l'émir cheikh Jaber al-Ahmad al-Sabah a promis des élections parlementaires « dans le courant de l'année prochaine », sans fixer leur date. Ses ministres, indiquaient hier qu'elles se dérouleraient vraisemblablement à l'automne 1992. L'opposition koweïtienne a dénoncé hier ce délai si lointain pour élire un parlement dissous par l'émir en 1986 pour « mauvaise exploitation de la démocratie ». Le département d'Etat américain a préféré, au contraire, se féliciter hier de la promesse de l'émir de rétablir le parlement et d'« augmenter la participation à la vie politique du Koweït ».

Dans l'émirat, des centaines d'Irakiens et de Palestiniens seront bientôt jugés pour crimes de guerre et collaboration avec les occupants, a annoncé hier le ministère de la Justice. Certains risquent la peine capitale. Les procès, devant des tribunaux mixtes civils et militaires, commenceront dans une quinzaine de jours.

D'après AFP et Reuter

# Mieux vaut tard que jamais

PAR MARC KRAVETZ

La proposition des Douze de créer une enclave dans le nord-est de l'Irak pour protéger les populations, notamment kurdes, du pays et de soumettre, de fait, la levée des sanctions qui frappent l'Irak à des changements politiques à Bagdad, aura, si elle s'applique, le mérite, au moins, de sauver des centaines de milliers de vies humaines. L'urgence et l'ampleur du drame exigent de telles solutions. Mais on ne saurait ignorer qu'elles dépassent, au moins dans leurs conséquences, les seuls impératifs humanitaires. Il s'agit clairement cette fois d'une remise en cause des dogmes internationaux conformément au « devoir d'ingérence », idée

chère à Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, qui vient de recevoir une véritable consécration à l'échelle européenne. La création d'une « zone tampon » sous le contrôle de l'ONU, quelles qu'en soient les modalités, résoudrait pour partie au moins les aspects les plus dramatiques du problème des réfugiés. Celle-ci n'en constitue pas moins un déni de la souveraineté irakienne et donc une intervention directe dans le futur politique de Bagdad, à quoi non seulement la Turquie, la plus directement concernée, mais les Etats-unis et avec eux l'ensemble des 28 autres pays alliés au sein de la coalition, se sont jusque là refusés. Urgence humanitaire soit, elle n'en

constitue pas moins un renversement complet de la politique suivie depuis la fin des hostilités. Certes la guerre « pour » le Koweït impliquait de détruire en profondeur l'appareil de guerre et donc une partie de l'infrastructure économique-industrielle de l'Irak, mais pas pour autant de déstabiliser l'entité irakienne. Il n'en reste pas moins que la défaite de Saddam Hussein a évidemment ouvert la porte à la contestation intérieure, chiite et kurde en premier lieu, mais plus généralement et avant tout peut-être, antibaassiste. En l'espace de quelques jours, entre le cessez-le-feu et la mi-mars, les révoltes populaires avaient soustrait près de la moitié de l'Irak au pouvoir central. Saddam Hussein

après avoir réduit la rébellion du sud a pu ensuite concentrer l'ensemble des forces encore disponibles de la garde républicaine pour mettre fin, avec le triste succès que l'on sait, à l'insurrection kurde qui avait pris le contrôle de la totalité des villes du nord, à l'exception de Mossoul. Cette « victoire » n'aurait évidemment pas été possible sans la capacité pour Bagdad de déplacer quelques 25 000 hommes de sa Garde du sud au nord - près de 10 000 stationnant déjà dans la région de Kirkourk - mais plus encore sans l'usage massif des hélicoptères dont les raids meurtriers ont permis de reprendre les grandes villes et de couper toutes les voies de communication du Kurdistan irakien. Deux facteurs

décisifs qui impliquaient évidemment l'accord, au moins tacite, des coalisés et des Américains en premier lieu.

On sait que l'usage des hélicoptères avait été autorisé à des fins exclusivement civiles par la commission mixte chargée de l'administration du cessez-le-feu. Il reste qu'à partir du 18 mars, alors que Kirkouk était aux mains des insurgés, la ville a été soumise à des bombardements quotidiens, non seulement à l'artillerie lourde mais par hélicoptères, mettant fin à la fiction de l'usage « civil ». Les journalistes étrangers qui circulaient alors librement au Kurdistan peuvent néanmoins témoigner que ces raids, particulièrement meurtriers, demeuraient sporadiques, avec peu d'engins engagés alors que des dizaines ont opéré à partir de la contre-offensive des forces régulières, entamée les 27 et 28 mars. Autrement dit, tout s'est passé comme si, dans les jours qui ont précédé l'attaque massive, Saddam Hussein « testait » la réaction des alliés et, en ayant constaté l'absence, a décidé qu'il avait désormais les mains libres. Il en a d'ailleurs profité au-delà, en utilisant également

des avions de combat, formellement interdits de décollage jusqu'alors, les jours suivants.

Il ne serait donc pas excessif de conclure que les coalisés ont préféré le pouvoir de Saddam Hussein, faute d'alternative venue du Baas ou de l'armée ou en attendant que celle-ci se manifeste, plutôt que laisser s'étendre les révoltes chiïtes et kurdes, porteuses des risques de fondamentalisme dans un cas, de sécessionisme dans l'autre ? Pourtant, ces deux dangers étaient-ils si évidents ? Dans leur grande majorité, les chiïtes irakiens ont montré, dans le passé récent de la guerre Iran-Irak, qu'entre l'Iran islamique et leur patrie et en dépit des appels constants de l'Imam Khomeiny, ils ont préféré combattre leurs frères en religion. Les Kurdes pour leur part ont sans ambiguïté fait savoir qu'ils n'entendaient pas se séparer de l'ensemble irakien, ils l'ont redit tout au long du court « printemps kurde » où ils avaient tout loisir de s'exprimer en pleine liberté.

Non seulement leurs dirigeants ont affirmé et répété qu'ils ne combattaient pas contre des Arabes mais

contre le régime de Bagdad, mais ils n'ont cessé d'inviter les autres mouvements de l'opposition à les rejoindre pour prendre toutes décisions utiles pour le futur irakien dont les Kurdes ne voulaient pas préjuger, sinon à le souhaiter démocratique. Pendant près de trois semaines du reste, suivant la rencontre -historique- entre des dirigeants kurdes irakiens et des officiels turcs à Ankara, le Kurdistan « libéré » a chanté les louanges de l'Ouest, et du président américain en particulier, tant ils étaient sûrs que les objectifs de leur combat ne pouvaient qu'être soutenus par la coalition.

Mobiliser aujourd'hui tous les moyens disponibles pour sauver ce et ceux qui peuvent l'être ne se discute pas. Mais à l'heure de ce terrible bilan on ne peut oublier pour autant les énormes responsabilités de ceux qui après avoir fait la guerre « pour le Koweït » ont délibérément choisi une politique du « moindre mal », au prix de tant et tant de victimes civiles. Il s'agissait certes d'une guerre au nom du « droit international » et non des « droits de l'homme » dit-on au-

jourd'hui. C'est avoir la mémoire bien courte. A-t-on oublié que pour justifier les bombardements de l'infrastructure irakienne, on appelait hier que ne pas le faire revenait à dire que « pour combattre Hitler il aurait suffi de libérer l'Alsace et de lui laisser les mains libres en Allemagne » ? Oublié aussi que les avions qui bombardaient l'Irak lâchaient au passage des millions de tracts appelant les soldats irakiens à désertir et le peuple à se soulever ? On ne peut que se féliciter que, face à l'ampleur et à l'urgence du problème, on décide aujourd'hui ce que l'on a refusé hier. Mais cela mesure plus encore ce qui eût été possible si, au lieu d'attendre quelques milliers de morts de plus et ces centaines de milliers de réfugiés, on avait su aider les millions d'Irakiens qui avaient répondu à notre appel, qui avaient déserté en masse et s'étaient, en effet, révoltés contre Saddam Hussein, tous ceux qui ont payé de leur vie ou de leur misère présente la real-politik de la coalition qui aujourd'hui vole enfin à leur secours.

# L'Europe se retrouve sur les Kurdes

*Une fois n'est pas coutume, c'est une initiative britannique qui a relancé la politique étrangère des Douze, bien écornée par la guerre du Golfe.*

**Luxembourg, envoyé spécial**

John Major a conquis hier ses lettres de noblesse européennes. Au moment où les Douze souhaitaient se livrer à un test grandeur nature de politique étrangère commune, le Premier ministre britannique a présenté sa proposition d'« enclave » kurde qui a reçu le soutien de ses collègues. Embrayant sur l'initiative française des derniers jours, c'est un véritable duo franco-britannique qui s'est constitué pour soutenir les populations kurdes.

Sans précédent, Major a même promis de mettre la main au portefeuille pour régler la facture de l'aide d'urgence aux réfugiés kurdes, les caisses de la Communauté étant vides. Un contraste avec l'opposition farouche de Margaret Thatcher à la moindre « rallonge ».

Ce « coup » de John Major est à double détente. Il marque d'une part le changement d'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de la construction européenne ; il affirme dans le même temps une véritable « sensibilité » européenne dans la coalition mobilisée contre l'Irak.

Lorsque la France, mardi dernier, a saisi le Conseil de sécurité contre la

répression des Kurdes, elle s'est trouvée initialement isolée. Très vite, cependant, les Britanniques ont apporté leur soutien à cette résolution, finalement adoptée samedi. En Grande-Bretagne, le silence officiel sur le sort des Kurdes avait soulevé de nombreuses critiques, ne serait-ce qu'en raison des responsabilités historiques du royaume dans cette partie du monde.

D'autant que pendant la crise, Londres a multiplié les contacts avec l'opposition irakienne, en particulier sa mouvance kurde, tandis que John Major appelait au renversement de Saddam Hussein. Pour ne rien faire, au bout du compte, en faveur de ceux qui avaient pris ces appels à la lettre...

Cette double réaction française et britannique au drame des Kurdes constitue un signal positif pour les Européens. La Communauté européenne avait été accusée d'inexistence politique et surtout militaire pendant la crise du Golfe. Une image désastreuse à laquelle devait tenter de remédier le sommet extraordinaire de Luxembourg, convoqué à la demande de la France. Le drame kurde, au-delà de son urgence évidente, a fourni aux Douze l'occasion de retrouver une

cohérence, grâce, une fois n'est pas coutume, aux Britanniques.

François Mitterrand a été prompt à le relever hier soir : « Par le seul fait que les Douze aient pu discuter ensemble de problèmes politiques d'une telle ampleur sans qu'on puisse noter de véritables dissonances constitue une avancée dans l'affirmation de l'Europe, montrant que la Communauté veut s'engager délibérément dans cette voie. »

Pour appuyer ce trait, la France avait proposé à la dernière minute de réunir, en marge du sommet, une réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), la seule organisation européenne chargée de la défense. L'UEO, qui est appelée à jouer le rôle de « branche militaire » de l'union politique européenne, va coordonner la logistique militaire de l'aide humanitaire européenne aux Kurdes. Une première, là encore, l'UEO n'ayant agi jusqu'à présent que dans la coordination des flottes européennes dans le Golfe. La symbolique tenant toujours une grande place dans la construction européenne, la France a profité de sa présidence tournante de

l'UEO pour tenir cette réunion dans le cadre de la CEE, inscrivant ainsi avant l'heure le lien entre les deux institutions, alors que les Hollandais et les Britanniques préféreraient la voir rattachée à l'OTAN.

Il reste désormais à traduire dans les faits les décisions politiques. Français et Britanniques sont amenés à collaborer étroitement pour piloter la proposition d'« enclave » au Conseil de sécurité. Elle sera « contagieuse », a estimé François Mitterrand, qui a insisté sur l'urgence. Il a toutefois exclu toute initiative militaire, alors que John Major est resté plus ambigu. Les deux pays devront également coordonner leurs actions dans la logistique de l'aide aux Kurdes.

A ceux qui, à la Commission de Jacques Delors par exemple, déploieraient que les Européens n'en aient pas fait plus pour aider les Kurdes, y compris plus concrètement que par de l'aide humanitaire, les Douze ont répondu hier positivement. Ce faisant, ils ont fait l'expérience, pour la première fois à cette échelle, de la « politique étrangère et de sécurité commune » de demain.

Pierre HASKI

## Miles de refugiados kurdos morirán en las montañas turcas por falta de ayuda

J. MUIR/THE DAILY TELEGRAPH-D16  
Enviado especial / CUCURKA

Miles de refugiados kurdos que intentan escapar del avance del Ejército iraquí tienen probablemente sólo unas pocas horas de vida. Sus enemigos inmediatos son las duras condiciones climáticas y la lamentable situa-

ción en que se encuentran, junto a las fronteras con Turquía e Iraq.

Una situación que ayer fue comprobada en persona por James Baker, secretario de Estado norteamericano, para quien «esto es una deportación consciente de la población del norte de Iraq. Es inhumano», aunque reiteró que EE UU no intervendría militarmente en el problema.

[La CE decidió ayer en Luxemburgo enviar una ayuda urgente de 180 millones de dólares (unos 18 mil millones de pesetas) para intentar paliar la desastrosa situación].

**Diario**  
Martes 9 de abril de 1991

# Los doce países de la CE apoyan la creación de una zona de protección para los refugiados kurdos

La «cumbre» de Luxemburgo aprobó una ayuda urgente de 20.000 millones de pesetas

ISMAEL FUENTE

Enviado especial/LUXEMBURGO

A propuesta de Gran Bretaña —que coincide con la ya hecha por James Baker— los doce países de la Comunidad Europea apoyaron la creación de un enclave seguro, o zona de protección, para los refugiados kurdos que huyen del Ejército de Sadam Husein, bajo los auspicios de Naciones Unidas y con la protección de tropas bajo la bandera de este organismo.

Asimismo, los doce destinarán en los próximos días 150 millones de ecus (unos 20.000 millones de pesetas) como ayuda humanitaria y urgente a los exiliados kurdos, según acordaron los jefes de Estado y de Gobierno comunitarios en una «cumbre» extraordinaria celebrada ayer por la tarde-noche en Luxemburgo.

Los socios de la CE estimaron que la necesidad inmediata del millón y medio de refugiados kurdos es de 400 millones de ecus y decidieron por su cuenta aportar ellos el 40 por 100 de esta cantidad.

Estos acuerdos, junto con la necesidad de articular una serie de mecanismos para casos similares al ocurrido en la crisis del golfo Pérsico, a fin de que no se produzca la parálisis sufrida por la CE, fueron los dos temas

sobre los que giró el encuentro de Luxemburgo.

Naturalmente, con el telón de fondo de cuál debe de ser la posición comunitaria en la estrategia política de Estados Unidos para Oriente Medio tras la guerra y el alto el fuego definitivo. Léase el llamado plan Baker que, entre otras cosas, conlleva el famoso principio de «territorios por paz» en la cuestión israelí-palestina.

Es decir, aparte de socorrer y hacer caridad con los que están sufriendo el cruel genocidio, responder a la cuestión de ¿qué tiene que hacer ahora Europa? Si

había sido evidente en el Centro Europeo de Kirchberg de Luxemburgo, sede de la «cumbre» esa mala conciencia y ese afán de superarse y apuntar a una política exterior y de defensa común, conceptos en los que insistió mucho Felipe González en su conferencia de Prensa, pronto se vio claro que aún es muy «amplia la gama de opiniones», por utilizar la expresión del presidente, que existe en el seno de la Comunidad.

La presidencia comunitaria logró incluir, pese a todo, en las conclusiones que el papel que tiene que jugar en la posguerra

es importante, incluida la coordinación de esa ayuda, aunque no se dice en qué forma exacta y se remite a una reunión que se celebrará hoy en París.

Esa misma división, más matizada, como explicó González a los enviados especiales españoles; era también patente en el grado de la relación Estados Unidos-CE en cuanto a la nueva arquitectura política de Oriente Medio. Léase entre apoyar el citado plan Baker y optar por la posición ya conocida de los «doce», donde contra España con bastante entusiasmo, de abordar la cuestión palestina en el marco de una conferencia internacional que consolide el derecho de autodeterminación del pueblo palestino y la seguridad de todos los países, entre ellos Israel.

Aquí el asunto está, como en otras muchas cuestiones de la CE en que nadie se desdice de la anterior; pero el encuentro de Luxemburgo de ayer pone de manifiesto que ahora mismo hay dos corrientes muy claras, por muchos matices o gamas que introduzca González. La liderada por Gran Bretaña de que la CE debe de asumir el plan norteamericano y la de Francia e Italia, que es también la de España, de que, en efecto, hay que apoyar el llamado plan Baker, «porque es interesante y prometedor», como lo calificó González.

## La Armada española seguirá en la zona

«No hay una fecha para el regreso a España de los barcos desplazados a la zona del conflicto. Sigue vigente la resolución 667 de la ONU y, mientras Iraq no cumpla todos sus términos se mantendrán el embargo y las sanciones», dijo ayer en Luxemburgo el presidente del Gobierno, Felipe González, donde reiteró que la Unidad política y la política Exterior son inseparables y eso, inevitablemente, conduce a una política de Defensa común europea.

«Aunque evidentemente la retirada de los barcos españoles es una decisión plenamente soberana de mi Gobierno, que-remos mantener un esquema coordinado con la UEO y, por tanto, por el momento no vamos a tomar ninguna iniciativa unilateral al respecto».

«No quiero adelantar ninguna fecha. Únicamente diré que los barcos regresarán cuando las condiciones para levantar el embargo se den y espero que eso sea pronto».

# Muerte en las montañas

Cientos de kurdos han perdido la vida en su fuga hacia Irán y Turquía

Pero a pesar del éxodo de masas y de la tragedia que sufren los refugiados, los líderes de la guerrilla kurda aseguran que el alzamiento contra el presidente Sadam Husein está lejos de haber concluido.

Además de las masas de refugiados kurdos desesperados que se dirigen hacia las fronteras de Irán y Turquía, cientos de miles de familias están desperdigadas por las montañas de Iraq donde los combatientes *peşmerga* siguen reteniendo algún tipo de control.

Informes que circulan en las montañas al norte y al este de la ciudad de Arbil, en el norte de Iraq, hablan de más de 500 muertes entre niños.

Estas cifras no pueden ser confirmadas independientemente dada la casi total interrupción de las comunicaciones.

Pero los rebeldes kurdos dicen que 120 niños han muerto en las montañas junto a la frontera iraní.

Una joven madre que caminó durante seis días con con sus seis hijos descalzos me contó que su bebé murió por falta de leche con que alimentarlo.

Otro refugiado dijo que había ayudado a enterrar a cuatro niños que habían muerto en el camino.

Un ex oficial médico del Ejército iraquí, con lágrimas en los ojos, dijo que para muchos de los refugiados la muerte era sólo cuestión de horas.

Algunos de los que huyen han sido lo bastante afortunados para haber encontrado refugio, pero otros muchos siguen viviendo al aire libre en condiciones escuálidas, sin agua limpia e instalaciones sanitarias.

## La caída de Suleimaniya

Hay una desesperada escasez de comida en todas partes y la situación se ha visto agravada por una nueva oleada de refugiados tras una serie de batallas en Suleimaniya, la última de las ciudades kurdas controladas por los *peşmerga*.

Las guerrillas admiten ahora que las fuerzas gubernamentales entraron en Suleimaniya.

La población normal de la ciudad es de unas 800.000 personas, pero ha sido aumentada por una afluencia de refugiados

de otras ciudades. Muchos habitantes huyeron antes de la llegada del Ejército iraquí.

El viernes pasado, algunos refugiados comenzaron a regresar a Arbil, que fue retomada el domingo anterior por las fuerzas gubernamentales.

Pero no hay comparación entre el flujo de regreso a las ciudades y el éxodo masivo que siguió a los ataques gubernamentales contra ellas.

Los guerrilleros dicen que han renunciado a las ciudades sin grandes combates porque quieren evitar las pérdidas civiles. Todavía controlan el campo a pocos kilómetros de Arbil.

Los rebeldes insisten en que su alzamiento no ha sido aplastado. Uno de sus líderes principales, Masoud Barzani, del Partido Democrático Kurdo (PDK), atrajo grandes audiencias cuando apareció sin previo aviso en las ciudades controladas por la guerrilla en las montañas al norte de Arbil.

Barzani dijo que los *peşmerga* combatirían por cada palmo del terreno para defender las pistas de las montañas que todavía están bajo su control. Y prometió que regresaría a las ciudades que han sido tomadas por el Gobierno en los últimos quince días.

El líder kurdo anunció detalles de las medidas organizativas previstas para crear mayor orden y disciplina tras el caos que siguió al alzamiento espontáneo contra el mandato de Sadam en las zonas kurdas a principios del mes de marzo, tras el fin de la guerra del Golfo.

Barzani también anunció que aquéllas personas de las que se demostrara que eran agentes del Gobierno serían ejecutadas.

Por lo que respecta a los *peşmerga*, la revuelta contra Sadam está lejos de haber terminado.

## El último millón

El doctor Showqat Barmani, representante del PDK en Irán, aseguró por su parte a la agencia France Presse que «de seis millones de habitantes del Kurdistán en Iraq, tres se encuentran en Turquía o en Irán, o en camino hacia estos dos países. Entre los otros tres, dos millones viven en los territorios

liberados por la guerrilla, y se encuentran en la indigencia más total. Otro millón resiste bajo la ocupación».

En las zonas que han sido retomadas por el Ejército de Sadam «no hay nada que comer y las farmacias están vacías», según los refugiados que han conseguido llegar a la localidad iraní de Piranchahr.

Said Barzan, un habitante de Suleimaniya que viaja a Arbil desde la frontera iraní todos los días en sentido contrario a la marea humana que huye hacia las fronteras, «para abastecer de combustible a los que se han quedado», asegura que en esta ciudad «las pocas tiendas que permanecen abiertas están prác-

ticamente vacías y los precios de las frutas y del azúcar se han multiplicado por diez en el mercado negro».

[La situación es también dramática en los campos montados en la frontera turco-iraquí. «La gente muere como moscas en este lugar. Díganos cuánto tiempo tendremos que permanecer aquí», pregunta al periodista Adilo, un dentista de Bagdad que se encontraba en Dohuk cuando la artillería de Sadam atacó la ciudad.

Un doctor iraquí asegura que un viejo y un niño han muerto de frío durante la noche en un hospital de Cukurca. «Por favor, necesitamos medicinas. Necesitamos ayuda», dice.



Una niña kurda come, minutos antes de entrar en Turquía.

DENIS PAQUIN/AP

# EE UU quiere una zona desmilitarizada para proteger a los kurdos

**El País**  
martes 9 abril de 1991

**El Gobierno de Estados Unidos estaría dispuesto a apoyar la creación de una zona desmilitarizada en el norte de Irak bajo control de la ONU, similar a la que se establecerá en la frontera sur con Kuwait, con el fin de proteger a los cientos de miles de refugiados kurdos, que tratan de escapar a Turquía e Irán. El apoyo norteamericano a la creación de esta *buffer zone* o zona parachoque estaría condicionado a su aceptación por el resto de los miembros del Consejo de Seguridad.**

El presidente estadounidense, George Bush, y otros funcionarios de su Administración dejaron claro el domingo pasado que Washington no desea que las fuerzas observadoras que desplegará la organización internacional realicen misiones de policía en territorio iraquí.

"Consultaremos con otros miembros del Consejo para conseguir que las Naciones Unidas puedan una vez más llevar a cabo una función pacificadora", manifestó Bush en Houston, adonde se desplazó para entrevistarse con el presidente mexicano, Carlos Salinas de Gortari. "Pero no creo que nadie espere que esas fuerzas desarrollen una labor de policía en Bagdad", dijo.

Según funcionarios de la Administración norteamericana, la función de los *cascos azules* estaría limitada a la distribución de alimentos, medicinas y otras ayudas humanitarias. Bush se mostró partidario de que la ONU se haga cargo del problema de los refugiados. "Cuando un problema alcanza esta proporción, las Naciones Unidas deben tomar cartas en el asunto", manifestó.

De acuerdo con la resolución 687, aceptada el domingo por Bagdad y que puso fin oficialmente a la guerra del Golfo, las Naciones Unidas desplegarán una fuerza de observadores en una zona desmilitarizada que penetra 10 kilómetros en territorio iraquí y cinco en el del emirato, con la misión de vigilar el cumplimiento por Bagdad de las condiciones impuestas.

En la actualidad, las tropas de la coalición internacional ocupan desde el fin de las hostilidades, el pasado 28 de febrero, entre el 15% y el 20% del territorio iraquí. La idea de crear una zona desmilitarizada en el norte de Irak fue lanzada el domingo por el presidente turco, Turgut Ozal,

en una entrevista con la cadena de televisión ABC. Ozal se manifestó partidario de que "las Naciones Unidas utilicen la fuerza, si es preciso, para el establecimiento de una especie de protectorado internacional en el norte de Irak", con el fin de hacer frente al éxodo de refugiados kurdos. "Todo el norte de Irak se encuentra en marcha [hacia nues-

tras fronteras]", manifestó Ozal.

Tanto Bush, como su asesor de seguridad nacional, Brent Scowcroft, y su secretario de Defensa, Dick Cheney, reiteraron su oposición a que las tropas norteamericanas intervinieran en el conflicto interior iraquí.

"Una participación nuestra", declaró Scowcroft, "significaría la ocupación de Irak y significaría la sustitución del Gobierno actual por otro, que sería derrocado tan pronto como las tropas de la coalición abandonaran el territorio iraquí".

La aceptación por Bagdad de la resolución 687, comunicada el domingo en carta al secretario general de las Naciones Unidas, Javier Pérez de Cuéllar, y al presidente del Consejo de Seguridad, ha allanado el camino para

una pronta retirada de las tropas norteamericanas de la zona del Golfo. De los 373.000 efectivos que Estados Unidos todavía mantiene en la zona, unos 100.000 se encuentran desplegados en la porción del sur de Irak ocupada durante la guerra.

En sus declaraciones, Bush calificó de "positiva" la aceptación iraquí de las condiciones impuestas por la ONU y anunció que esa aceptación hacía posible la retirada de las tropas norteamericanas "en días, en lugar de semanas o meses". Las fuerzas estadounidenses serán sustituidas por un contingente de las Naciones Unidas, de acuerdo con un plan que prepara el secretario general, Javier Pérez de Cuéllar.

## Baker visita en Turquía uno de los campos que acogen a cientos de miles de huidos

G. H., Damasco

El secretario de Estado norteamericano, James Baker, visitó ayer un campo de refugiados iraquíes establecido en la aldea de Uzumlu, en la provincia turca de Hakari, fronteriza con Irak. Allí se entrevistó con varios representantes de los cientos de miles de refugiados, en su mayoría kurdos, que han huido de la represión del régimen de Saddam Husein.

Baker declaró a su llegada a Turquía que es necesario "un esfuerzo a escala internacional" para hacer frente a esta "extremadamente dramática" situación.

El secretario de Estado portaba una carta del presidente George Bush a su homólogo turco, Turgut Ozal, en la que afirmaba que la gravedad del éxodo exige a la comunidad internacional "la misma cooperación y solidaridad habida durante la guerra".

Bush se comprometía con Ozal a entregar a Turquía ayuda tanto bilateral como internacional para hacer frente al enorme flujo de refugiados que padece. "Lo que ne-

cesitamos no son unas toneladas de comida, sino que se trate a nuestro pueblo igual que al kuwaití, es decir, que se nos proteja de la barbarie de Saddam", dijo con furia un grupo de kurdos que aseguró que Irak ha arremetido el ataque contra la población. Las fuerzas de Saddam tomaron el domingo la ciudad de Salahadin, a unos 60 kilómetros de la frontera turca, provocando una nueva oleada de huidos hacia el norte.

### Británicos y franceses

Aviones británicos y franceses se unieron ayer a los norteamericanos que el domingo comenzaron a lanzar paracaídas comida y agua a los centenares de miles de iraquíes que aún no han logrado cruzar la frontera turca y que se encuentran agolpados a sus puertas y con serio peligro para sus vidas. Las naves europeas están lanzando también tiendas, ropa y mantas con que protegerse del frío.

Baker, antes de dirigirse al campo de refugiados, supervisó personalmente en Diyarba-

kir, capital del Kurdistán turco, cómo llenaban de víveres un avión norteamericano de transporte C-130. Baker estuvo acompañado en su visita a la zona fronteriza por su homólogo turco, Ahmet Kurtcebe Alptemocin.

La emisora clandestina que emite desde las montañas kurdas iraquíes, La Voz de Irak Libre (relacionada con la Agencia Central de Inteligencia norteamericana), dijo que en la actualidad sólo hay enfrentamientos esporádicos entre el Ejército iraquí y las "fuerzas populares" en algunas localidades kurdas, pero que en el resto del país la vuelta contra el régimen, de momento, ha sido aplastada.

[El Gobierno israelí informó ayer que liberará a más de 1.000 palestinos y apoyará el desarrollo económico de la comunidad árabe en el territorio ocupado de la franja de Gaza, informa Reuter. Sin embargo aclaró que tales decisiones no tienen nada que ver con la visita del secretario de Estado norteamericano, James Baker, que llegó anoche a Israel tras su visita a Turquía.]



International Herald Tribune April 10, 1991

# Iraq Denounces EC Call for Kurdish Haven as a Conspiracy

By Youssef M. Ibrahim  
New York Times Service

CAIRO—Iraq rejected Tuesday the European Community's proposal for creating a haven for Kurdish refugees fleeing Iraq as a conspiracy.

"The proposal to set up a zone under United Nations supervision inside Iraq to deal with the so-called refugee problem is a suspicious proposal that Iraq categorically rejects and will resist with all means," Prime Minister Saadoun Hammadi was quoted as saying by the official Iraqi press agency, INA, in Baghdad.

"Creating and inflating this problem is deliberate and is part of the chain of plots against Iraq's sovereignty," said Mr. Hammadi, who was appointed prime minister last month. It was the first formal reaction by Iraq to the British proposal, which was made Monday to the European Community.

The Iraqi rejection took place as it became obvious that the emergency plan by several Western countries to drop food and other supplies from planes to the hundreds of thousands of fleeing Kurds appeared to be failing because of bad weather and other logistical problems.

Massoud Barazani, a leader of the Kurdish rebels who are fighting the Baghdad government in northern Iraq, described the EC plan as a great humanitarian gesture and "a big step forward."

## The Gulf

Surging water threatens the future of Kuwait's oil reserves.

American troops are beginning a phased withdrawal from Iraq.

Articles on Page 6

But Mr. Barazani did not retract his statement of a few days ago that a temporary haven is not a solution to the Kurdish problem. He asserted that the persecution of Kurds by Iraq was the policy of the government of President Saddam Hussein and would only end if Mr. Hussein's government was brought down.

Britain dismissed the Iraqi reply as meaningless. A spokesman for the British Foreign Office noted that the Iraqi rejection "says everything about their contempt for human life."

Sir Anthony Parsons, Britain's former chief delegate to the United Nations, went further, raising the specter of renewed use of military force against Iraq to establish the Kurdish sanctuary. "The Security Council would have to authorize the enforcement in the same way it authorized the use of force to drive out Saddam out of Kuwait," Sir Anthony said on British radio.

Both President François Mitterrand of France and Chancellor Helmut Kohl of Germany said Tuesday that international sanctions against Iraq should be main-

tained until it agreed to end its armed attacks on Kurds and Kurdish villages and towns in the northern part of the country.

The EC proposal and the Iraqi rejection are likely to put matters back in the hands of the United Nations, according to several diplomats here. They said a consensus was forming to force Iraq to accept the proposal through the UN mechanism that has effectively secured the liberation of Kuwait and imposed a temporary cease-fire with Iraq after its defeat in the Gulf war.

Reinforcing the possibility of resorting to force again to oblige Iraq to accept the proposal, the British Foreign Office minister, Douglas Hogg, said in a radio interview that the Iraqi objections could be reversed if the plan gained support from the United Nations, which plans to discuss it Tuesday.

The United Nations has said that about a million Kurds have already taken refuge in Turkey or Iran over the last few days.

The Turkish president, Turgut Ozal, who was the first to voice the idea of a temporary haven for fleeing Kurds, warned in Amsterdam that such a zone could lead to a festering problem resembling that of the Palestinian refugees. He said

this could go on for years unless Mr. Hussein were overthrown. Mr. Ozal had frequently hinted that Mr. Hussein's fall was the solution to Iraq's civil turmoil.

At a press conference, Mr. Ozal said he was pleased that his idea had met with much support but added that Kurds who took refuge there should not be forgotten by the international community "to become like Palestinian refugees in camps." The Palestinian refugee problem began in 1948 and has yet to be resolved.

The budding confrontation between Iraq and much of the international community comes as the Security Council moves toward approving a United Nations armed force to patrol another demilitarized zone between Iraq and Kuwait, to which Iraq gave its approval by accepting the UN temporary cease-fire proposal.

The force, known as UNIKOM, for United Nations Iraq-Kuwait Observation Mission, will be made up of 1,440 armed men who will patrol a demilitarized zone extending 10 kilometers (6 miles) into Iraq and 5 kilometers into Kuwait.

## EC Reasserts Its Role as West Gropes for Kurdish Solution

### Major Moves to Bring U.K. Back Onto European Stage

By Tom Redburn  
International Herald Tribune

LUXEMBOURG—After Europe's disarray over the Gulf war, the proposal by Prime Minister John Major of Britain to provide a haven for the Kurds has given the European Community a chance to show that it is back in business.

Leaders of the 12 EC nations, by swiftly reaching agreement at a special meeting here Monday on a plan to present to the United Nations, reasserted a significant global role for Europe.

"Nothing succeeds like success," a British diplomat said Tuesday. "This is good for Europe and it's good for John Major, too."

Europe's bold diplomatic offensive, of course, may still fail to rescue the Kurdish refugees in northern Iraq. It must first run the gantlet past China and the Soviet Union, which each hold a veto at the UN Security Council.

And Iraq has rejected the plan as unwarranted

interference in its domestic affairs. That raises questions about just how far the West is prepared to go militarily to enforce such a UN haven if President Saddam Hussein of Iraq continues to resist.

But whatever the outcome, Mr. Major clearly demonstrated that he intends to make good on his promise last month in Bonn to return Britain as an active player in European affairs after years of naysaying and standoffishness by Margaret Thatcher, the former prime minister.

"If we in the Community, together with the United States, give a lead, I believe others can be persuaded to follow," Mr. Major said. "Even if they do not, the scale of the human tragedy is too great for us to be deterred from trying."

Even the French were impressed by the British performance. It is true that French officials, apparently annoyed at being upstaged by Mr. Major after they had taken the diplomatic lead on Kurdish relief,

pointedly refused in press briefings to describe the haven as a British idea.

Nonetheless, President François Mitterrand of France, already drawing closer to Britain after his soldiers fought side-by-side with Mr. Major's in the Gulf, was unstinting in his praise of the proposal.

In uniting quickly behind a far-reaching and potentially controversial plan to protect Kurds in Iraq against further threats from Mr. Hussein, Mr. Mitterrand said, Europe's leaders accomplished "a major advance for the political dimension of the Community."

Chancellor Helmut Kohl of Germany, who has also moved quickly to develop a closer relationship with Mr. Major, also embraced the plan.



## Despite Hopes, Refugee Plan Raises Many Questions

By Joseph Fitchett

*International Herald Tribune*

Moreover, Mr. Major won points with his European partners for first presenting his proposal to them before discussing it directly with the Bush administration and presenting it at the United Nations.

Europe's newfound spirit of cooperation does not mean that fundamental disagreements will not emerge on other issues.

"This is quite a special case," a senior British official said. "Don't assume that we will act the same on every issue, particularly when it involves internal European disputes."

In the fluid new triangular relationships among Britain, France and Germany, for example, Germany and Britain find themselves agreeing on the importance of not usurping NATO as Europe inches toward common security policies, while France and Britain share a greater willingness to use military force in a crisis.

Meanwhile, France and Germany remain at the heart of this year's European debate over how to balance Germany's wish for more power for the European Parliament with France's desire for Germany to surrender its unilateral control over monetary policy.

Moreover, different countries draw different lessons from Europe's response to the Kurdish tragedy.

For France, the case points up the need to move toward new political arrangements, including giving more power to the EC Commission and adopting qualified majority voting in more cases, in order to promote a common European foreign policy.

But for Britain, the speed with which other European countries rallied behind its proposal demonstrates that the current arrangements, based on consensus and unanimity, are working fine.

"We still need to be able to disagree when that is appropriate rather than being forced to swallow fundamental differences," the British diplomat said. "I think this shows we don't need fancy new procedures in order to respond quickly to a crisis situation."

"Europe is back on track," a German official said. "But we still aren't clear on exactly where we're going."

PARIS — A proposal for a United Nations-sponsored haven for Kurds in Iraq has, for the moment, raised sweeping questions — with few precise answers.

The questions include: How big a zone? Militarily protected or not? Humanitarian operation or glimmer of recognition of Kurdish self-determination? Precedent for international intervention elsewhere on behalf of persecuted minorities?

Hints of answers came Tuesday from Western officials who stressed that the special circumstances of Iraq's massive repression of the Kurds had created a unique public relations problem, but not a turning point in world politics.

Enough international aid and pressure on Baghdad will solve the Kurds' plight, they indicated, before Western governments commit themselves to a new issue on the Middle East agenda.

At the same time, coalition governments that defeated Iraq also are hoping to organize efforts on behalf of the Kurds in ways that will serve the wider purpose of stepping up pressure on Baghdad — and specifically the Iraqi military — to dump the regime of President Saddam Hussein.

By threatening to provide some form of UN custody for the Kurds, who are the majority in Iraq's oil-rich north, the coalition governments are trying to signal to the Iraqi military establishment that they must overthrow Mr. Hussein soon or risk seeing separatism grow, Western officials said.

They acknowledged, however, that these hopes are partly a rationalization of a policy that is still coalescing in reaction to Iraq's brutal repression and its repercussions in the region and on Western public opinion.

The idea of establishing a buffer zone for Kurds originated with Turkey, whose government is trying

to improve the status of its own Kurdish population and is alarmed by a refugee influx or the idea of international relief workers becoming involved with Kurds in eastern Turkey.

Beyond that, a U.S. official said, Turkey fears that a massive expulsion of Iraqi Kurds, who are Sunni Muslims, might further tip the religious balance toward the Shiites, a repressed majority in their own country inclined to look to Iran.

Iraq has traditionally been a buffer state between Iran and Turkey, by the far the two most populous nations in the region. President Turgut Ozal of Turkey is the regional leader who ranks just behind King Fahd of Saudi Arabia in Washington in influencing decisions about the future of Iraq.

In an effort to maintain regional stability, coalition governments are

seeking a humanitarian solution for the Kurdish problem that avoids recognizing Kurdish political rights, officials said.

Instead, Western governments hope to establish a haven in northern Iraq where Kurds can receive relief.

Kurdish refugees in Turkey and Iran could be repatriated there immediately. Eventually the Kurds would return to their homes in areas of Iraq controlled by the Baghdad regime, according to a British official.

The United States and other Western governments do not appear committed to the formation of a UN peacekeeping force that would defend a Kurdish haven that could become a springboard for Kurdish autonomy.

For the moment, Western goals are shrouded in rhetoric designed to obscure the absence of specifics. Any action about a haven may be postponed for days while a UN mission investigates conditions on the northern border of Iraq.

Western governments, anxious to blunt criticism about the unexpected Iraqi backlash against the Kurds, say they are supporting an unprecedented UN initiative to halt the persecution of the Kurds.

But that overstates the case. The United Nations has intervened in the internal affairs of many countries; the boycott of South Africa, designed to help force an end to apartheid, is one example.

Some leaders in France and other European Community countries have suggested that any new world order will require democracies to assume a "duty to interfere" in countries where minorities are being persecuted.

But many European officials are skeptical of how far their governments intend to go. Both the Soviet Union and China may oppose any step that could prelude UN action to defend dissident Soviet republics or Tibet.

Saudi Arabia and other Arab governments are hostile to any move that would give the Kurds a claim to political rights, even with-in defeated Iraq.

Israel, which has covertly supported Kurdish rebellions as a means of weakening Iraq, has been conspicuously silent in this crisis. The government fears that UN action on behalf of the Kurds might create precedent for similar intervention in favor of the Palestinians.

Western leaders, particularly EC leaders in a crossfire of domestic criticism that they went too far or not far enough in supporting the U.S.-led coalition, appear to be evoking action far more bolder than they are ready to implement.

# EC leaders unite in response to Kurdish crisis

By David Buchan and David Gardner in Brussels

"THE Kurds saved the summit, so we had to try to save the Kurds," said a senior Commission official only half in jest after European Community leaders ended their Monday night summit in Luxembourg.

The belated realisation that the plight of the Kurdish refugees provided a unifying focal point to a summit whose broader original agenda, dealing with the external and internal implications of the Gulf war, was laden with potential discord.

As it was, the Community showed itself "swift, generous and determined" in its response to the Kurdish crisis, said Britain's prime minister, Mr John Major. His call for substantial aid and a haven inside Iraq for the Kurds were seized upon and endorsed by other EC leaders.

Doubts that they might in effect be calling for the dismemberment of Iraq were dispelled by the knowledge that the real decision on a UN-supervised enclave for the Kurds would be for the Security Council in New York, not the 12 meeting in Luxembourg.

EC officials started immediately yesterday to plan how to raise and spend the Ecu150m (£104m) of aid pledged to the Kurds. Two-thirds of this is to come from the EC budget, and the Commission, Parliament and the Council of Ministers are to try to rush through an emergency Ecu100m appropriation in the unheard of speed of two weeks. The remaining Ecu50m should come even more quickly out of national exchequers.

Demonstrating new-found institutional flexibility, the nine EC countries that belong to the Western European Union (WEU) defence organisation convened a brief - all of 15 minutes - meeting of the WEU and promised to co-ordinate military transport for the aid. A long-planned meeting of the chiefs of staff of WEU member countries in Paris today may carry this co-ordination further. The EC believes its aid, to be channelled through the UN High Commissioner for Refugees, should go to Kurdish refugees in Iran. The US is expected to focus on refugees in Turkey.

Although an informal EC summit, such as the Luxembourg conclave, has no formal concluding communiqué, Mr Major got nods of agreement when he asked his EC colleagues: "Should we say here and now that unless the amnesty [offered by President Saddam Hussein] is made permanent, we will insist in the United Nations on the maintenance of all

sanctions on Iraq?" Some EC officials saw the mood of the summit as favouring keeping sanctions until President Saddam Hussein is removed, because only this would provide a credible guarantee that an amnesty would last.

However, a certain backpedalling could be detected on the question of a Kurdish enclave inside Iraq. By the time the summit ended, Mr Jacques Poos, foreign minister of Luxembourg which holds the EC presidency, was explaining that it was not necessary to envisage a single zone, but "several areas in which it was temporarily possible for humanitarian aid workers to enter, without dismantling Iraq". And the foreign minister of Belgium, which holds the UN Security Council presidency this month, was reassuring anxious socialist coalition part-

ners back home that the EC was not contemplating military action to create the enclave. Only Mr Major hinted that the UN might endorse military action and that the enclave might encompass cities in northern Iraq.

Straying briefly on to wider Middle East issues, EC leaders decided that Mr Jacques Santer, the Luxembourg prime minister, and Mr Jacques Delors, president of the Commission, should take a two-pronged message to President Bush in Washington this week. First, the EC applauds the renewed US effort to broker peace between Israelis and Arabs. Second, when a wider peace conference becomes necessary, the Community wants to be fully involved, as much as the US or the Soviet Union; otherwise, Europe will not play its part in providing aid or security guarantees.

## UN Security Council discusses ways to protect fleeing Kurds

By Michael Littlejohns in New York, John Murray Brown in Hakkari, eastern Turkey and Kamran Fazel in Tehran

BRITAIN'S two-stage plan to create a safe haven for Kurds in a northern Iraq, backed if necessary by force, was at the centre of urgent consultations yesterday at the United Nations Security Council.

Although some diplomats reported a momentum in favour of the plan, which was endorsed by the European Community and yesterday received cautious US backing, there was no British draft resolution on the table for discussion.

Sir David Hannay, the British delegate, said he was not pressing for any UN decision "at this stage".

Mr Douglas Hogg, UK Foreign Office minister, said: "What we want to do is to get the Kurds off the mountains, preferably into the villages and towns... monitored by the United Nations. That does imply the prospect of some force or threat of force if the [Iraqi] attacks continue.

"It would require UN observers in quite substantial numbers and their presence would

"THE Kurds saved the summit, so we had to try to save the Kurds," said a senior EC official only half in jest after European Community leaders ended their summit in Luxembourg. As it was, the Community showed itself "swift, generous and determined" in its response to the Kurdish crisis, said Britain's prime minister, Mr John Major. His call for substantial aid and a haven inside Iraq for the Kurds were seized upon and endorsed by other EC leaders. Page 6

have to be underpinned either by actual physical force or the prospect of it," he said in a BBC interview.

Mr John Major, the UK prime minister, said on Monday that the second stage of the plan would be to get the Kurds back to their homes, which could include the large towns of northern Iraq.

Diplomats in Ankara said it was unclear how big any safety

zone might be. "A narrow buffer zone along the border itself already seems to exist de facto," said a western diplomat. "There have been no reported attacks on refugees in the immediate border area."

He said a much more ambitious scheme to secure a big area of Iraq under UN auspices to allow refugees to return home "opens horrendous problems in terms of sovereignty".

Iraq responded bitterly to the enclave idea and vowed to oppose it with all its remaining power. Mr Saddoun Hammadi, the newly-appointed prime minister, accused Britain and security council members of mounting a conspiracy against Iraq's sovereignty.

He claimed that the refugee problem had been greatly inflated and other officials said Central Intelligence Agency Continued on Page 14

Bush cautious on Kurd enclave plan, Page 6; UN wrestles with human rights issue; 'Save haven' is not enough,

Kurds and Shias plead for support as 'hated dictator' sends in helicopters and Republican Guards to blast out the guerrillas

OBSERVER SUNDAY 10 March 1991

# Anti-Saddam rebels fear betrayal of their cause

Julie Flint

PRESIDENT Saddam Hussein has ordered the Iraqi air force into action against northern Kurdish provinces as the popular rebellion against his regime widens despite increasingly high casualties.

In southern Iraq, encouraged by the apparent neutrality of the allied forces, he has ordered the bombardment of Iraq's two holiest Shia cities, Najaf and Kerbala.

Opposition sources said yesterday that Najaf is controlled by the people after five days of fierce fighting, but is besieged by Saddam's crack Republican Guards. All supplies of food and water have been cut and the city, burial place of the Prophet Mohammed's son-in-law, Ali, is being pounded with heavy artillery.

In northern Iraq, the commander-in-chief of Kurdish forces, Massoud Barzani, said the rebellion was spreading 'all over Kurdistan — to the main cities, the small towns, the suburbs and villages'.

He warned that Kurds could be facing a replay of 1988, when thousands were gassed by the man Saddam last week elevated to Interior Minister — Ali Hassan al-Majid.

As Iraq's *intifada* gains momentum, its leaders fear that Saddam will unleash chemical weapons against them as soon as allied forces withdraw. Reports that mustard gas has already been used in Najaf have not been confirmed. But a spokesman for the opposition Dawá party said yesterday that rebel forces have intercepted a message to the central command in Baghdad from the command in the southern city of Basra ask-

ing for authority to use gas.

He warned that 'the second they use chemicals the popular uprising will be extinguished'. Despite their rebellion, he said, Iraqis were terrified — both by the promotion of al-Majid, the most ruthless man in Iraq after Saddam, and by the Allies' failure to prevent Saddam from consolidating his forces in the area of their deployment.

'Why are they saying it is a Shia rebellion?' he asked bitterly, noting that Iraq has, in absolute terms, the largest Shia population of any Arab country. 'It is a popular rebellion where the people are Shia. We feel betrayed.'

In his first statement from Iraqi Kurdistan since the uprising began, Barzani said: 'Saddam has proved he will stop at nothing to confront and crush the Iraqi people in general and the Kurds in particular.'

He said the Kurds were now co-ordinating their action with Shia rebels despite problems of communication aggravated by driving rain and snow in Kurdistan.

In Washington, Hoshyar Zebari, a spokesman for the Iraqi Kurdistan Front that groups all Kurdish forces, said US officials have made it clear that they want Saddam to go — but see no viable alternative for the moment. 'It is obvious to me,' he said, after a week in which the Administration avoided all contact with him, 'that they want the Ba'ath party and the army to replace Saddam.'

In London, Dr Sahib Hakim, secretary-general of the Organisation of Human Rights in Iraq, appealed to Prime Minister John Major to give Iraq's democratic opposition 'moral and

humanitarian support on at least the same level accorded to the Romanian uprising'. 'Saddam is preparing for a severe crackdown on internal dissent,' he said in a letter copied to other Western leaders. 'Atrocities and pogroms will soon be committed against those who took part in the uprising.'

Opposition leaders said all towns participating in the uprising in the south were suffering severe shortages of medical and food supplies. A Kuwaiti MP who fled Basra said the city's hospital was crammed with wounded — in wards, corridors and offices.

The rebellion against Saddam began spontaneously in Basra 10 days ago when the commander of a tank regiment defeated in Kuwait opened fire on a poster of the hated President.

Kurdish guerrillas then opened a second front — first piecemeal, but now in full coordination with other rebels and political groups.

'Organise people's demonstrations,' the Voice of the People of Kurdistan said in a clandestine broadcast last week. 'Tear up the pictures of the dictator. Break his statues and symbols of idolatry. Repeat the slogan of the great popular uprising: no to the dictatorship, yes to emancipation and democracy.'

The first indication that Saddam was embarking on a no-holds-barred policy in Kurdistan came on Friday morning when he ordered helicopter gunships armed with rockets to bombard the towns of Sulaymaniyah and Bazyan. Zebari said dozens of people died when demonstrators were strafed in Sulaymaniyah's central marketplace.

Despite this, Sulaymaniyah and its surroundings were said to be under full rebel control yesterday. Reports from inside Kurdistan said there was a 'very defiant mood' in the huge 'resettlement camps' where as many as 250,000 Kurds are held under tight controls. Entire units of the pro-government militia had defected and only in one town — Kirkuk — had Saddam's army confronted the rebels.

Zebari said the army was not being targeted. 'The army is the crux. It is important to win it over and neutralise it.'

In southern Iraq, where the Allies who liberated Kuwait were last week watching Saddam try to reconquer Iraq, the rebellion widened last week despite the regime's initial success in bringing Basra back under control.

At week's end, there were conflicting reports of the balance of power in Basra. Shia opposition leaders said at least half the city was still under their control, but Egyptian workers fleeing to Kuwait disputed this. Nasiriyah, north of Basra, was agreed to be in rebel hands.

With all journalists expelled from Baghdad — another signal of the regime's hardening intentions — it was even more difficult to determine the state of security in the capital. But persistent reports of unrest in predominantly Shia areas with special hatred of Saddam's Sunni regime lent credence to reports that all was not well in Saddam's own backyard.

'Saddam has withdrawn two divisions from Kurdistan to organise himself in the capital,' Zebari said yesterday. 'As long as the capital is safe there will be a long and very difficult confrontation.'

THE DAILY TELEGRAPH, WEDNESDAY, APRIL 10, 1991

# Iraq says it will use all means to resist plan for Kurd haven

By Gerald Butt in Nicosia

IRAQ rejected Britain's proposal of a safe haven for Kurdish refugees yesterday and said it will resist the idea with all the means at its disposal.

In a statement to the Iraqi News Agency, Mr Saadoun Hammadi, Prime Minister, referred to a "so-called refugee problem" and described the plan for a Kurd zone as a "suspicious proposal which Iraq categorically rejects and will resist with all its means".

Mr Hammadi said: "Creating and inflating this problem is deliberate and is part of the chain of plots against Iraq."

Iraq insists the crushed revolt against the regime of President Saddam Hussein was instigated from abroad.

"Peace, law and order have been secured throughout Iraq," Mr Hammadi said, "including in the area mentioned [in the haven plan]."

In a reference to the amnesty offer for Kurds who took part in the rebellion, Mr Hammadi said steps had been taken to resolve the refugee problem.

The Iraqi Prime Minister also said a "large number" of Kurds, taking advantage of the amnesty, had returned home.

He blamed the "actions of Western countries and their tendentious propaganda machine, in addition to the tendentious actions of Turkey and Iran" for blocking Baghdad's efforts to help the Kurds.

While Iraq is certain to resist by whatever political means it can a United Nations-supervised zone in its own territory, there seems little it could do if the international community backed the idea.

Iraq is in no condition to get involved in another bruising encounter with the allies, and is keen to avoid any confrontation which might delay the lifting of economic sanctions.

Baghdad hopes squabbles at the UN and difficulties on

reaching agreement on the practical application of the scheme will kill it off.

This would at least give Baghdad time to drive out Kurds and Shi'ites and other groups hostile to Saddam.

International efforts to tackle the refugee crisis were still gathering pace last night. But there were few signs the desperately needed supplies were reaching the refugees in Iraq or in makeshift camps in Turkey and Iran.

Saudi Arabia joined the list of countries sending aid to the million and more homeless Kurds and Shi'ite Muslims.

A Cabinet statement announcing the move condemned the killings in Iraq and Saddam's violence against his own people.

In the meantime, international support for Britain's proposed Kurdish haven in Iraq has been growing.

Three weeks after Saddam's forces started the offensive to recapture northern areas of the country controlled by Kurdish rebels, the refugee crisis continues to deepen, despite the international attention.

The total number of Kurds taking refuge in Iran is approaching one million, while those straddling the Turkish-Iraqi border number almost half a million. Communications difficulties in remote areas of Turkey and Iran have meant that emergency aid has been slow in coming.

There has been no indication the supplies dropped by air are reaching anything but a fraction of the Kurds hiding on windswept mountains in Iraq.

At present, there seems to be nothing which might persuade the refugees to change their minds and return home, least of all Iraq's amnesty offer.

Nor are the Kurds about to have a sudden change of heart on the basis of the aid or Brit-

ain's haven proposal.

Iraqi opposition sources said the Kurds could point to many broken promises made to them by Britain and other powers this century.

But Kurdish guerrilla leaders have publicly welcomed the British suggestion as a way of at least preventing Iraqi Kurds being forced to live the rest of their lives in exile. The leaders have called for the zone to be established rapidly.

Opposition sources in Damascus said the inevitable delay in putting the scheme into effect would mean thousands of Kurds dying or being killed by Saddam's army.

Iraq, meanwhile, has objected to the relief efforts. In a letter to Senor Javier Perez de Cuellar, UN Secretary-General, Mr Ahmed Hussein, Foreign Minister, said the operations proved the "evil intentions harboured by the USA and Britain towards Iraq".

In recent statements, Saddam has not referred to the causes of the refugee crisis. Instead he called for an immediate lifting of the economic embargo on Iraq.

His Foreign Minister said the airlifts amounted to "dropping of bits of food and coverings in a pretentious operation which has no humanitarian aspect whatsoever".

The mercy flights by US, British and other planes were a "blatant violation of international law and a direct interference in Iraq's internal affairs".

On the heels of Saddam's protest to the UN came an official rejection of the proposal for a safe haven for the Kurds.

International attention on the Kurdish refugees has nudged the problems of the Shi'ite community in south Iraq into the shadows.

Reports speak of serious health problems in Shi'ite areas devastated by the two

Gulf wars and the revolt.

While hundreds of thousands of Kurds have made the problems faced by Iran in coping with the refugee exodus immeasurably greater, Iraqi Shi'ites had been streaming into Iran in their thousands since the Gulf War.

Iranian officials say reports that 4,000 Iraqi Shi'ites had been put to death in Najaf have spurred the flight.

Reports of sporadic rebel attacks on Saddam's army have appeared, but they are little more than an irritant.

Boris Johnson — P18

## Turkey expects bigger influx

President Turgut Ozal accused Baghdad yesterday of trying to deport the population of northern Iraq and said 300,000 more Kurds were fleeing to Turkey.

Speaking in Amsterdam, Mr Ozal said: "What is going on is an outright deportation with the intent of cleansing northern Iraq of population. In addition to the 200,000 Kurdish refugees in Turkey and 150,000 at the border, I have heard that another 300,000 are heading for Turkey." — Reuter

## Rebels to run in Welsh election

The Kurdish Democratic Alliance said yesterday it is to contest the Monmouth by-election in June.

The candidate is to be Miss Ghada Suleymana, an Iraqi Kurd journalist and international secretary of the London-based group, which said it would use the poll as a platform to publicise its cause.

THE WORLD



# Wary to Intervene, EC Aids Kurds

**In addition to approving \$185 million in emergency relief to Iraq's refugees, estimated in the hundreds of thousands, EC leaders backed a British proposal for creation of a "safe haven" in northern Iraq. The haven would provide protection under United Nations auspices to the civilian population, and notably the Kurds, threatened with repression.**

**By Howard LaFranchi**  
Staff writer of The Christian Science Monitor  
LUXEMBOURG

**T**HE 12 national leaders attending an emergency European Community summit Apr. 12 were greeted by protesters expressing two divergent philosophies: "Foreign troops out of the Gulf!" cried some, while others urged massive international action on behalf of Iraq's persecuted Kurds.

The two contradictory demands, one for foreign intervention in another country's internal affairs, the other implicitly opposing it, stand at the heart of the dilemma facing the international community as it wrangles over its response to the Kurds' plight.

At the summit, EC leaders endorsed substantial emergency aid and more long-term protection for Iraq's Kurds — thus acting in favor of international intervention, even when it is opposed by the Iraqi government.

In addition to approving \$185 million in emergency relief to Iraq's refugees, estimated in the hundreds of thousands, EC leaders backed a British proposal for creation of a "safe haven" in northern Iraq. The haven would provide protection under United Nations auspices to the civilian population, and notably the

Kurds, threatened with repression.

British Prime Minister John Major said his government's plan calls for a "two-stage process," the first to get Iraqi Kurds "down from the mountains" where they have fled but where they face extremely adverse conditions. The second stage would involve returning them in safety to their homes.

Mr. Major said he believed the plan is authorized under last week's UN Security Council resolution on humanitarian aid to Iraq's suffering civilians. He said he did not anticipate Iraqi opposition to the plan, but added he "would not be deterred if Baghdad refused" creation of the safe haven.

**Armed action unclear**

Major remained vague on whether he would go so far as armed intervention to create the enclave, although French President François Mitterrand ruled out a resort to force. But EC leaders did endorse the British viewpoint that sanctions against Iraq should remain in force as long as President Saddam Hussein remains in power.

Britain and France, the EC's two permanent Security Council members, were expected to take the plan to the UN body this week. US support is expected.

"It is in effect a new level of in-

tervention in a country's internal affairs," insisted a French analyst. Some observers here, most notably the French, say they hope the Community's action creates a precedent for what French Foreign Minister Roland Dumas calls a "duty of humanitarian intervention."

Such unsolicited intervention has long been taboo under Article II of the UN Charter, which prohibits involvement in another country's internal business.

Speaking to his colleagues, Mr. Mitterrand said "it is always difficult to involve oneself in the internal affairs of a country," but he added the principle of nonintervention could not stand in the way of halting a massacre.

Major emphasized that, even though the proposed haven would exist as long as Iraq threatened its civilians, it did not constitute the country's dismantling. "We aren't in the business of partitioning the country," he said. "We made that clear during the whole Gulf conflict."

Major also proposed creation of a UN register of arms sales to act as a kind of "early warning" mechanism against "tin-pot dictators" like Saddam who were amassing dangerous offensive armaments.

The emergency summit was originally proposed by France in March as an opportunity for the EC to consider the lessons to be

learned from Europe's weak and uncoordinated response to the Gulf crisis. French officials had hoped the summit might act as a spark to discussions of stepped-up European political and security integration.

With the urgency of the Kurdish issue carrying it to the top of the agenda, however, little time remained for other topics. But even Community officials supportive of a quickly integrating Europe say they were not disappointed by this week's summit.

**EC official pleased**

"This was already a bit of common political action," said an EC Commission official, noting with satisfaction that the British first proposed their (EC) related plan to their EC colleagues.

Still, EC unanimity on the Kurdish issue is not surprising. Unlike the difficult and divisive military issues of the Gulf war, the discussion of humanitarian aid signaled a return to more familiar political turf.

Other officials noted that, for the first time, the Western European Union met in conjunction with an EC summit. The WEU, a defense organization which some of its nine European members would like to see evolve into the EC's defense component, was charged with coordinating the logistics of the Community's emergency aid to Iraqi civilians.

A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P.

FRA0251 4 I 0251 FRA /AFP-LC04

France-Kurdes

Distribution quotidienne d'aide humanitaire française aux Kurdes

PARIS, 10 avr (AFP) — Les rotations d'avions amenant en Turquie l'aide humanitaire française destinée aux Kurdes sont devenues quotidiennes mercredi, tandis qu'un millier de tonnes de vivres et de matériels de premier secours doivent être distribués en Iran, a déclaré le ministère des Affaires étrangères.

L'opération d'aide à partir de la Turquie a "pris sa vitesse de croisière", sur la base d'Incirlik en Turquie, a déclaré le porte-parole du quai d'Orsay Daniel Bernard. Les rotations aériennes, avec un chargement d'environ 40 tonnes par vol, sont désormais quotidiennes et cela pendant la durée, encore indéterminée, de l'opération de secours. Plusieurs livraisons avaient déjà eu lieu depuis le 5 avril.

Les chargements, a précisé M. Bernard, sont ensuite transférés sur des Transall ou d'autres appareils militaires qui effectuent des largages à destination des Kurdes massés près de la frontière turco-irakienne. Une partie de l'aide est également transportée par camions.

Du côté iranien, la France a commencé la distribution d'une aide d'urgence d'un millier de tonnes, dont une grande partie (800 tonnes) est achetée sur place. Le reste, qui ne peut être acquis sur place, est amené par avions jusqu'à Tabriz où des spécialistes militaires français ont été envoyés. Un vol de Boeing 707, transportant une quarantaine de tonnes de matériel, doit avoir lieu mercredi soir et deux autres jeudi.

ps/jlb

AFP 101400 AVR 91

ECF0250 4 F 0247 BEL /AFP-L072

Eco.-int.

Aide aux Kurdes/La CEE va envoyer des missions en Turquie et en Iran

BRUXELLES (CEE), 10 avr (AFP) — La CEE va envoyer des missions en Turquie et en Iran pour préparer la mise en oeuvre de l'aide de 150 millions d'écus (180 millions de dollars) décidée au profit des Kurdes d'Irak, a annoncé mercredi à Bruxelles la Commission européenne.

La Commission va débloquer cette aide "le plus rapidement possible" en effectuant des virements provisoires à l'intérieur du budget de la CEE, a ajouté devant la presse un porte-parole de la Commission.

Ces jeux d'écriture permettront de mettre en oeuvre l'aide sans attendre la décision formelle des ministres des Finances des Douze et du Parlement européen d'accorder les nouveaux crédits nécessaires, selon cette source.

Le budget de la CEE destiné à l'aide humanitaire pour 1991 est en effet déjà virtuellement épuisé.

Les missions en Turquie et en Iran sont destinées à mieux apprécier les besoins des Kurdes et à préparer la supervision de l'aide européenne, a précisé le porte-parole. Les experts de la Commission et des douze pays de la CEE tiendront une première réunion de coordination jeudi à Bruxelles, selon cette source.

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze ont décidé, lors de leur sommet lundi soir à Luxembourg, une aide de 150 millions d'écus aux Kurdes d'Irak, provenant pour deux tiers du budget de la CEE et pour un tiers de contributions nationales, pour partie déjà versées.

bb/pa

AFP 101457 AVR 91



ACPO60 PR:03 PEX W IRAK  
 MENACE-AMERICAINE-KURDISTAN  
 L'EXODE DES KURDES

225

PAPIER PREVU

ACP/TELPRESSE

WASHINGTON MET EN GARDE L'IRAK

Paris, 10 avril - Enfin, une mesure énergique. Les Etats-Unis ont exigé de l'Irak, mercredi, qu'il cesse immédiatement les attaques aériennes contre les réfugiés Kurdes dans le Nord du pays. Tout avion ou hélicoptère irakien qui franchirait désormais le 36e parallèle court le risque d'être abattu.

Cet avertissement, qui intervient après la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de créer une mission d'observation à la frontière irako-koweïtienne a également pour but de veiller au bon acheminement de l'aide humanitaire.

Alors que des milliers de Kurdes continuent de mourir de faim et de froid dans les montagnes irakiennes, la situation pourrait se débloquer. En effet, l'avertissement américain est extrêmement sérieux. De plus, l'aide humanitaire a été largement renforcée. Américains, Britanniques et Français y contribuent désormais. Washington a insisté mercredi pour que ce soit l'ONU qui coordonne les opérations. La Maison Blanche a estimé à 400 millions de dollars le montant de l'aide pour les réfugiés et se propose d'en débloquent la moitié.

Enfin, mercredi, alors que s'accéléraient les secours aux réfugiés Kurdes, un drame s'est produit lors du parachutage des vivres. Deux femmes sont mortes dans la précipitation écrasées par les palettes qui transportaient les colis. Cet accident a eu lieu à la frontière turque.

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

Dumas-Kurdes

Dumas: l'aide humanitaire de la France aux Kurdes va se concrétiser sur une grande échelle

PARIS, 10 avr (AFP) - Le ministre des Affaires Etrangères Roland Dumas a estimé mercredi que l'aide humanitaire aux Kurdes d'Irak, initiée par la France, ayant désormais une couverture juridique internationale, "va pouvoir se concrétiser sur une grande échelle à la mesure des besoins immenses des réfugiés".

Le ministre, qui parlait devant le conseil des ministres et dont les propos étaient rapportés par le porte-parole du gouvernement Louis Le Pensec, a indiqué que les démarches entreprises par la France auprès des gouvernements turc et iranien "ont permis d'assurer le bon acheminement de nos secours".

Il a toutefois relevé que "le grand nombre de réfugiés --500.000 côté turc et 500.000 côté iranien-- souligne l'insuffisance des moyens mis en place et va nécessiter un accroissement de ceux-ci".

M. Dumas s'est ainsi "réjoui" de la décision prise par le Conseil de sécurité des Nations Unies "d'intervenir au nom de la Communauté internationale et ceci, à l'initiative de la France, par la résolution 688".

Il s'est également réjoui "de la création d'une zone de protection" pour les Kurdes, décidée par les Douze de la CEE lors du conseil européen extraordinaire de lundi à Luxembourg.

Le ministre a précisé que les pays de l'UEO, en application des décisions prises lundi à Luxembourg, se sont réunis à Paris au niveau des experts et que les chefs d'Etat major des Neuf se retrouveront ce mercredi à Paris "également pour arrêter toutes les mesures pratiques qui seront rendues nécessaires sur le terrain même".

"Ainsi, a-t-il ajouté, l'aide humanitaire aux Kurdes, initiée par la France, a-t-elle trouvé sa couverture juridique internationale et va pouvoir se concrétiser sur une grande échelle, à la mesure des besoins immenses des réfugiés".

Le ministre de la Défense Pierre Joxe a lui-aussi souligné devant le conseil des ministres "en quoi des efforts massifs d'aide humanitaire s'imposent pour répondre aux attentes des Kurdes", a conclu M. Le Pensec sur ce sujet.

A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P. - A.F.P.

France-Kurdes

La France et le droit d'ingérence

PARIS, 10 avr (AFP) - Au moment où la diplomatie française s'efforce de consacrer un droit d'ingérence humanitaire dans des situations aussi dramatiques que celle que vivent actuellement les Kurdes, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a utilisé ce droit en se rendant en territoire irakien pour rencontrer un des principaux dirigeants de la révolte kurde.

M. Kouchner a rencontré dans la ville de Penjwin, dans le Kurdistan irakien, le président de l'Union patriotique du Kurdistan, M. Jalal Talabani, qui a "remercié la France et surtout le président François Mitterrand pour son attitude vis-à-vis des Kurdes".

C'est la première fois qu'un membre d'un gouvernement occidental se rend dans ces conditions en Irak, où M. Kouchner avait déjà fait une marche de quelques centaines de mètres sur les routes de l'exode kurde en territoire irakien, dimanche dernier, peu après son arrivée en Iran.

On soulignait à l'Elysée, mercredi soir, que M. Kouchner s'est rendu en Irak uniquement dans le cadre de sa mission qui vise à organiser la fourniture de l'aide d'urgence française aux Kurdes.

Pour autant le chef de la diplomatie française, Roland Dumas, évoquait, le même jour à Paris, les possibilités que la résolution 688 du Conseil de sécurité, adoptée à l'initiative de la France, ouvre à la communauté internationale pour intervenir dans des situations comme celle où se trouvent actuellement les Kurdes.

Notant que la résolution prévoit "un droit d'intervention dans les affaires intérieures d'un Etat", le ministre a estimé que cette "brèche" dans la doctrine de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats "permettait d'espérer que la communauté internationale trouvera les moyens d'intervenir dans des cas semblables, et d'abord pour les Kurdes".

La France avait déjà donné son accord, lundi dernier, à la proposition britannique de créer en territoire irakien des zones de protection de la population kurde sous contrôle des Nations Unies.

Le président François Mitterrand a souligné pour sa part devant le Conseil des ministres à propos du "droit d'ingérence" que "le chemin sera long, escarpé, semé d'embûches pour sa concrétisation" et qu'il faut "être bien conscients de la constance des efforts qui s'imposeront pendant des années".

FRA0565.4 I 0196 FRA /AFP-PW72

France-Kurdes

Plus de 1.500 personnes ont répondu à l'appel lancé par MSF pour des volontaires au Kurdistan

PARIS 10 avr (AFP) - Plus de 1.500 personnes ont répondu à l'appel lancé, mardi, par Médecins sans frontières demandant des médecins et infirmières disponibles pour partir au Kurdistan, a indiqué, mercredi, l'organisation humanitaire dans un communiqué.

Par ailleurs, MSF annonce que deux avions avec à leur bord 26 médecins de l'organisation et 46 tonnes de matériel sont arrivés, mercredi, sur l'aéroport de Van en Turquie. Des convois de camions devaient partir avec le matériel et les équipes sur Cukurca (sud ouest de Van) et une première distribution devrait avoir lieu dans la nuit.

Dans l'Est de la Turquie (zone de Diyarbakir), 5 médecins devraient arriver, mercredi soir, sur Uludere et MSF précise que "les difficultés de transport dans ces zones militaires étroitement contrôlées semblent s'estomper".

En Iran, MSF indique avoir obtenu l'autorisation de travailler sur la région de Sardasht, où plus de 20.000 personnes arrivent chaque jour. L'association installera trois dispensaires de brousse et aidera l'hôpital de la ville.

Au conseil européen de Luxembourg

## Les Douze se mobilisent en faveur des Kurdes irakiens

Les Douze ont approuvé lundi 8 avril à Luxembourg la proposition britannique de créer en Irak une « zone de protection » des populations kurdes sous l'égide de l'ONU. Ils ont décidé de consacrer 150 millions d'écus, soit 1 milliard de francs, à l'aide aux réfugiés irakiens, ce qui permettra d'alléger la charge qui pèse sur la Turquie et sur l'Iran. Tels sont les principaux résultats de la session extraordinaire que les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont tenue à l'initiative de la France. Les ministres des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (1) se sont réunis en marge du conseil européen, également à l'initiative de Paris, afin de coordonner les moyens logistiques d'assistance aux réfugiés kurdes.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

La proposition de zones de sécurité pour les Kurdes, a été présentée à Luxembourg par M. John Major, le premier ministre britannique. Il s'agit d'inviter l'ONU à intervenir sur le terrain pour faire cesser le massacre, de créer sous son contrôle, une zone de sécurité, dans le nord de l'Irak où les Kurdes pourraient être installés et protégés en attendant des jours meilleurs. L'idée a été approuvée par les Douze, mais, comme l'a fait observer M. Jacques Poos, premier ministre luxembourgeois, qui présidait les travaux, ce n'est pas au conseil européen mais aux Nations unies de la formaliser.

« Notre politique est d'empêcher un exode de 2 millions de personnes, qui serait irréversible. Nous ne voulons pas laisser se répéter le précédent palestinien. Quoi de plus naturel que de contrer la tentative de Saddam Hussein de chasser les Kurdes de leur pays ? Nous voulons leur apporter une aide en attendant un changement de régime à Bagdad », a expliqué M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères. M. François Mitterrand a estimé que la souveraineté de l'Irak ne serait pas mise en cause par cette initiative inédite, mais il a admis que l'« exercice de cette souveraineté serait effectivement affecté pendant le temps où la zone de protection serait maintenue ».

Que se passera-t-il si Bagdad refuse cette nouvelle ingérence sur son territoire ? Personne, pas même M. Major, n'a répondu clairement à la question. « Il n'a pas été question d'une nouvelle intervention militaire », a déclaré notamment M. Mitterrand au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion. Selon

M. Poos, le souci de l'Irak de voir rapidement levées les sanctions économiques pourrait l'inciter à se résigner à cette nouvelle exigence, mais, a-t-il ajouté, dans le cas contraire « il faudrait franchir un pas et envoyer les casques bleus ».

Certains chefs de gouvernement, tel M. Giulio Andreotti, le premier ministre italien, sans s'opposer à la proposition de M. Major, ont préféré n'évoquer dans leur intervention que l'envoi sur le terrain d'observateurs de l'ONU, afin d'empêcher la répression.

### Secourir 1 500 000 réfugiés

C'est M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui a proposé d'affecter 150 millions d'écus (1 milliard de francs) à l'aide aux réfugiés, dont 100 millions d'écus (700 millions de francs) prélevés sur le budget communautaire et 50 millions d'écus (350 millions de francs) versés de façon bilatérale par les Etats membres. Cet argent viendra s'ajouter aux sommes déjà mobilisées par la CEE, soit environ 40 millions d'écus (5 millions sur le budget européen, 35 millions de façon bilatérale).

Un haut fonctionnaire de la commission expliquait qu'il s'agissait dans un premier temps de permettre aux gens de survivre là où ils se trouvaient, sur les routes dans la montagne, en leur fournissant aliments, couvertures, produits pharmaceutiques et aide médicale. Puis, dans un second temps, d'installer des camps en Irak, en Turquie, en Iran, sous le contrôle du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU) et du CICR (Comité international de la Croix-Rouge). Selon M. Delors, ces secours pourraient concerner environ 1 500 000 réfugiés.

Compte tenu du relief dans le nord de l'Irak et du climat très rude, c'est une opération d'assistance complexe, qui nécessite l'usage de moyens logistiques militaires. L'objet de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UEO était d'avoir un premier échange de vues sur les instructions à donner dans ce sens à leurs autorités militaires respectives. Les ministres grec et danois se sont joints à la réunion, à laquelle avait été également convié l'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg. Le souci de la France, qui préside actuellement l'UEO, était de démontrer de façon concrète que, pour certaines opérations relevant du domaine militaire, celle-ci pouvait efficacement compléter l'action de la Communauté. La France et la RFA, appuyées par une majorité d'Etats membres, souhaitent en effet que l'UEO devienne la structure d'accueil d'une politique européenne de défense, et qu'un lien plus ou moins organique soit établi entre elle et la Communauté; le conseil européen fixant les principales orientations de son action.

### Maintenir les sanctions contre Bagdad

Combien de temps l'embargo sur l'Irak sera-t-il maintenu ? Dépassant apparemment, sinon les sentiments de la majorité du conseil européen, au moins les propos tenus en séance, M. Santer a répondu que l'« Irak ne pourrait rejoindre le rang des nations civilisées tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir ». M. Mitterrand a estimé que « tant qu'il y aura une répression qui confine au génocide, il ne sera pas possible de lever les sanctions ».

Au cours de sa conférence de presse, le président de la République, constatant sans doute qu'au cours de ce conseil européen les propositions les plus spectaculaires avaient été présentées par M. Major, a discrètement rappelé que la France - par son initiative sur l'assistance humanitaire au Conseil de sécurité et en ayant demandé la convocation du conseil européen - se trouvait à l'origine des efforts ainsi entrepris par la Communauté européenne pour secourir les Kurdes...

Toujours à l'initiative du premier ministre britannique, les Douze ont retenu l'idée de voir ouvrir par les Nations unies un registre où les pays membres de l'organisation internationale devraient rendre publiques leurs ventes d'armes.

L'actualité tragique des massacres au Kurdistan a laissé moins de temps que prévu aux chefs d'Etat et de gouvernement pour délibérer du conflit israélo-palestinien. Cependant, à propos du processus de paix au Proche-Orient, le conseil européen a adopté un texte sans surprise où, après avoir réaffirmé la position traditionnelle de la Communauté (le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues, le droit des Palestiniens à l'autodétermination), il appuie les efforts déployés par les Etats-Unis. « Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation : aucune solution ne doit être écartée, y compris la création d'un Etat palestinien », lit-on dans ce document. M. Mitterrand a estimé pour sa part que le droit doit être « préservé, respecté ou imposé dans cette région riche en conflits de toutes natures ». Apparemment les Douze n'ont pas délibéré de l'opportunité pour la Communauté de rétablir des contacts avec l'OLP.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) L'UEO regroupe les Douze, moins la Grèce, le Danemark et l'Irlande.

Alors que les réfugiés kurdes continuent d'affluer en Turquie et en Iran

# Les Douze demandent aux Nations unies de créer des « zones de sécurité » en Irak

Réunis à Luxembourg, lundi 8 avril, en sommet extraordinaire, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne ont approuvé l'idée - soumise par le Royaume-Uni - de créer, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. A New-York, un tel projet a également été discuté, avec l'aval

des Etats-Unis, au Conseil de sécurité qui devait poursuivre, mardi, ses travaux à ce sujet. Dans le même souci, la majorité du Conseil envisage d'établir, toujours sous l'autorité des Nations unies, un secteur démilitarisé au sud de l'Irak pour mettre les populations chiites à l'abri de la répression menée par les troupes de Bagdad.

## « Le monde nous oubliera toujours »

PIRANSHAHR  
(frontière iranienne)

de notre envoyé spécial

Le massif du Haj-Omran ne pouvait plus, lundi 8 avril, cacher ses zébrures. Depuis la vallée, il fallait désormais s'habituer à ses lignes sombres et continues, s'incruster dans la montagne comme autant d'artères de la honte. Vues de plus près, elles offraient les scènes d'un exode routinier. Des fillettes de trois ans marchant pieds nus, trébuchant dans la boue, tirées par l'épaule pour esquiver une flaque d'eau ; des enfants, encore, transis de froid, sur le dos de leurs parents, certains endormis, les bras pendants à l'extérieur d'une bâche de camion, d'autres ballotés à l'avant d'une pelleteuse. Les femmes ont fait du thé en brûlant quelques brindilles ; elles ont lavé leurs bébés dans des ruisselets d'eau boueuse et les assoiffés ont croqué la neige à pleines dents. Les enfants se sont battus à la distribution des pommes et les adultes à celle du pain. Marchant la nuit pour vaincre une température s'approchant de zéro degré, certains dormaient lundi matin, recroquevillés sous les premiers rayons de soleil. Un berger guidait un troupeau de quatre moutons. La cohorte grossissante s'avancait tant bien que mal, les semelles collées à cette terre noire crevassée par les morsures de la fonte des neiges.

Les réfugiés confirmaient que, derrière eux, d'autres étaient très nombreux à errer dans les montagnes. Tous s'annonçaient comme les éclaireurs d'un vaste mouvement de populations qui, à les entendre, avaient totalement déserté les principales villes du Kurdistan irakien. Seul Fyria, un

chirurgien de vingt-neuf ans, a décidé de retourner dans son pays. Il était là, lundi, au volant de sa voiture : « J'accompagne ma famille en Iran et je retourne à Diana, la ville où j'exerce. Il y a beaucoup de travail là-bas. Les peshmergas poursuivent les combats, ils projettent une attaque à Irbil, qu'ils encerclent. A Kirkouk, les Irakiens contrôlent 60 % de la ville. Les peshmergas se limitent à des actions de commandos, la nuit, dans le centre-ville. Nos combattants sont encore nombreux, mais il leur manque des vivres, des soins, des médicaments, des armes. »

Les témoignages affluaient pour confirmer que les troupes irakiennes avaient employé les moyens lourds pour reprendre le contrôle du territoire kurde : « Kirkouk a été détruite à 80 %, il ne reste plus rien des maisons, des mosquées, des églises. Le 28 mars, nous marchions entre des cadavres », raconte Fyria. Les réfugiés étaient unanimes pour décrire les attaques aériennes massives menées par les hélicoptères. « Ils lâchaient toutes sortes de bombes au napalm, au phosphore, dont les éclats rongeaient la peau. » Plusieurs habitants de Kirkouk ont aussi fait état de six Scud explosant sur la ville. L'ampleur de ces bombardements sur les populations civiles expliquerait cet exode massif, totalement improvisé. « Ils étaient hystériques, ils ont tué comme des sauvages », expliquait un étudiant.

Les récits les plus terrifiants ont été colportés tout au long de la journée de lundi par les réfugiés. Ils évoquaient des exécutions sommaires, entre autres la pendaison de huit enfants aux réverbères d'une place publique à Irbil, des mitraillages dans les rues, des rapt d'adolescents. Certains assuraient avoir vu des corps d'enfants accrochés aux roues d'un blindé irakien.

### Bombes chimiques ?

D'autres exilés voulaient convaincre que plusieurs vieillards se seraient laissé bernier par les Irakiens à la sortie d'Irbil : « Ils leur avaient dit que tout était fini, qu'ils pouvaient rentrer chez eux s'ils le voulaient, sans crainte de représailles. Ils se sont fait massacrer sur le chemin du retour ». A défaut d'être vérifiés, ces récits en disaient long sur la frayeur de ces réfugiés qui parlaient de leur marche comme d'une deuxième guerre, celle de va-nu-pieds affrontant la montagne à peine sortie de l'hiver.

Le nombre de victimes serait impressionnant, selon les médecins iraniens. « Les témoignages recueillis font état d'un grand nombre de morts dans les montagnes. Nous ne pouvons pas en faire un bilan exact, mais nous savons qu'à certains endroits l'eau a été contaminée par les cadavres que les réfugiés n'ont pas pu enterrer », assure le docteur Mohammad Shahnewaz.

Le centre médical de Piranshahr déclarait avoir renvoyé plus de sept cents personnes gravement blessées lors de bombardements sur des hôpitaux de la région. « Ce sont des mutilés ayant perdu des doigts, un œil, un pied. Ils ont réussi à franchir la frontière dans des voitures, certains à dos d'homme », dit le docteur Shahnewaz.

Lundi un enfant est arrivé, le visage brûlé et boursoufflé, dans un état de semi-inconscience. Selon les médecins iraniens, il s'agirait du premier cas dû à l'action d'une bombe chimique diagnostiquée depuis le début de l'exode kurde.

Avec ses cinquante lits, le centre médical de Piranshahr est largement dépassé par les événements : « Nous travaillons nuit et jour, mais

c'est une goutte d'eau. Nous sommes douze médecins et il y a plus de deux mille demandes de soins par jour. Nos stocks de médicaments contre les diarrhées sont déjà épuisés ; nous donnons du lait à une centaine de bébés par jour, alors qu'il y a plus de cent mille réfugiés. A Piranshahr, il meurt cinq adultes et sept bébés par jour. Dimanche, nous avons dû désinfecter des dizaines de maisons dans la ville. »

Hormis quelques camions de la Croix-Rouge internationale et le premier convoi de 38 tonnes de vivres et de médicaments français arrivé dimanche 7 avril (le Monde daté 9 avril), les Iraniens semblaient bien seuls face à cette marée humaine qui s'est déversée de leurs montagnes. « Les médicaments français, les antibiotiques en particulier, nous seront utiles, mais cela représente bien peu par rapport aux besoins », dit-on au dispensaire. Aucune équipe de médecins occidentaux n'était encore arrivée lundi. Les tentes de la Croix Rouge tardaient à être installées, et la population exilée s'était résignée à envahir désormais les terrains vagues, dormant à ciel ouvert, sous les pluies diluviennes qui se sont abattues mardi à l'aube.

« Nous n'aurons jamais de chance, concluait un étudiant kurde. Le monde nous oubliera toujours. Quand les Palestiniens sont dans des camps, l'opinion internationale est mobilisée, on crie au scandale, les médecins sont là, les aides arrivent. Nous, nous pouvons nous faire bombarder, mourir dans les montagnes, vous voyez le résultat. » Un instituteur remâchait sa colère : « Les Occidentaux ont préféré se coaliser pour défendre le Koweït, ce bout de terre de 500 000 habitants, et nous laisser nous, 5 millions de Kurdes, nous faire bombarder et mourir sous les bombes ». Comme de nombreux Kurdes, l'instituteur avait pris l'habitude d'agrafer un badge de George Bush sur la doublure de sa veste, il l'a jeté dans les montagnes du Haj-Omran.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

LE MONDE 10 AVRIL 1991

# Le gouvernement de Bagdad continue à envoyer des renforts au nord du Kurdistan

Tandis que les secours internationaux se développent en faveur des Kurdes, le gouvernement irakien continue à envoyer des renforts dans le nord du pays où, selon le département d'Etat, de violents combats ont eu lieu pendant le week-end à l'est de la ville de Soulaymaniah, qui reste cependant aux mains de l'armée.

M. Massoud Barzani, dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, a accusé, lundi 8 avril, l'armée irakienne d'avoir massacré la totalité des habitants du village de Kara Henjir, près de Kirkouk. De 2 000 à 3 000 personnes auraient été tuées au cours de ce massacre qui, selon M. Barzani, constitue « une mesure délibérée destinée à terroriser la population kurde et l'inciter à quitter le pays ». Reconnaisant implicitement l'échec de la révolte contre Bagdad, la principale radio de l'opposition irakienne, la Voix de l'Irak Libre, place désormais ses ultimes espoirs dans un coup d'Etat qui renverserait Saddam Hussein.

## Distinction entre l'Iran et la Turquie

Des appels à l'assassinat du président irakien se multiplient sur les ondes de cette radio qui, selon certaines informations, émet de Jeddah et diffuse des programmes inspirés en partie par la CIA, qui n'a ni démenti ni confirmé avoir un lien avec cette station. « N'y a-t-il pas parmi les chefs de l'armée un homme digne de ce nom et ayant le sens de l'honneur pour venger le peuple de ce tyran ? », demande la radio.

L'Iran, qui n'a jusqu'ici reçu aucune assistance étrangère importante, à la différence de la Turquie, a rouvert lundi sa frontière au flot des réfugiés irakiens et lancé un pressant appel à l'aide internationale pour les nourrir, les vêtir, les loger et les soigner.

Lundi matin, 771 850 Irakiens se trouvaient déjà en Iran, selon la cellule de crise du ministère de l'intérieur.

Etablissant une distinction entre son allié turc et l'Iran, avec lequel il n'entretient pas de relations, Washington a cependant fait savoir qu'il n'envisageait pas de pont aérien pour acheminer une aide d'urgence aux Irakiens réfugiés en Iran. « Dans le cas de la Turquie, avec laquelle les Etats-Unis entretiennent des liens étroits, Washington répondra directement aux besoins des réfugiés. Mais dans les autres

cas, les organisations internationales répondront mieux aux besoins », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher.

## M. Kouchner : « Arrêter le bourreau »

Selon le général turc qui a la responsabilité de la surveillance de la région de Cukurca, une région de haute montagne sur la frontière avec l'Irak - visitée lundi par le secrétaire d'Etat américain James Baker, - la Turquie attend 200 000 réfugiés supplémentaires d'ici quelques jours dans ce secteur qui en compte déjà 200 000.

Le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a regagné Téhéran dans la nuit de lundi à mardi, venant de Turquie où il avait participé à une opération de largage de vivres au-dessus du village frontalier turc de Dastani et à l'intérieur même du territoire irakien. Deux Transall C-160, chargés au total de onze tonnes de vivres, ont réalisé cette mission franco-américaine, destinée à un « camp de fortune » abritant 60 000 réfugiés en Turquie et « 250 000 autres encore en Irak, derrière la montagne », a précisé M. Kouchner. Cinq autres opérations seront effectuées également mardi, « si le temps le permet », à partir de la base turco-américaine d'Inçirlik, près d'Adana, pour larguer des vivres, des tentes et des couvertures, a-t-il précisé. M. Kouchner, qui devait rencontrer mardi matin le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, devrait visiter dans l'après-midi le camp de réfugiés de Khoy, dans l'Azerbaïdjan occidental. Il devrait rester en Iran jusqu'à jeudi.

M. Kouchner a dénoncé « la poursuite du massacre des Irakiens par Saddam Hussein », faisant allusion aux informations selon lesquelles quatre mille opposants ont été tués à Nadjaf. « Malgré les avancées du droit, on ne peut encore empêcher les exactions. Il faudra un moment donné arrêter le bras du bourreau, arrêter le bourreau, et ne pas seulement aider ses victimes », a-t-il ajouté.

L'Espagne a envoyé deux avions de transport en Turquie; les Pays-Bas ont promis 2 millions de dollars; l'Allemagne a porté son aide d'urgence de 16,5 millions à 25 millions de marks (15 millions de dollars), tout en poursuivant ses envois de secours en Turquie. - (AFP, Reuter, AP.)

# IRAK KURDES: DILEMME A L'ONU

**Le Conseil de sécurité a discuté hier la proposition de « zones de sécurité » pour les réfugiés irakiens. Mais leur refus par Bagdad laisse entière la question de l'organisation du « devoir d'ingérence ».**

Washington, de notre correspondant. L'idée de sanctuaire pour les réfugiés irakiens au nord et au sud du pays gagne du terrain, malgré les difficultés juridiques, pratiques et politiques à instaurer ces « zones de sécurité ». Cette proposition anglaise a été largement discutée hier au Conseil de sécurité. L'ambassadeur britannique à l'ONU, sir David Han-ay, déclare : « Je suis satisfait qu'il y ait beaucoup de soutien pour cette idée de sanctuaire, mais je ne fais pas pression pour une décision immédiate. » De fait, cette proposition reste très improvisée et l'ambassadeur était bien en peine d'en définir le champ d'application, surtout après le refus de Bagdad.

Imposer ces enclaves militairement risque de revenir à reprendre la guerre, ce dont les Etats-Unis, non plus que ses partenaires de la coalition, ne veulent en aucun cas. Et ni les Européens, ni les Américains n'ont expliqué comment ils entendent forcer l'Irak à accepter ces sanctuaires. Seuls John Major et le président turc n'ont pas exclu l'usage de la force, éventuellement par des troupes de l'ONU. Pour Washington et Paris, le maintien des sanctions économiques pourrait suffire à convaincre Saddam Hussein. La Maison Blanche, confrontée à des critiques croissantes de sa politi-

que d'abandon des Kurdes, a néanmoins donné son accord tacite à cette proposition. « Nous allons essayer de cristalliser cette idée, nous attendrons et verrons si cela est possible », a dit l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, Thomas Pickering. Washington veut aussi créer une enclave au sud du pays, dans la zone délimitée (DMZ) que le Conseil de sécurité doit établir dans le cadre de la résolution de cessez-le-feu. Les Américains qui craignent une fois leurs troupes parties d'Irak de nouveaux massacres et un nouvel exode, cette fois des chittes, demandent que l'ONU et la Croix-Rouge administrent un camp de réfugiés situé dans la DMZ. Pour les Etats-Unis, la question est particulièrement urgente. L'ensemble des forces de la coalition devrait avoir quitté l'Irak avant la fin du mois.

Par ailleurs, le secrétaire général des Nations Unies a nommé hier le prince Sadruddin Aga Khan en charge des réfugiés au Koweït, en Irak et aux frontières. Bagdad a accepté le principe de la création de cette zone tampon entre les frontières de l'Irak et du Koweït, mais a refusé l'idée de sanctuaires onusiens pour les réfugiés (lire ci-contre). « L'ensemble de l'Irak est un refuge », a ainsi lancé, sans rire, l'ambassadeur irakien à l'ONU. Ce refus de Bagdad n'est que l'un des nombreux obstacles posés à la créa-

tion des ces « enclaves ». Selon les quelques idées proposées par les Anglais, ces zones seraient dans un premier temps d'une superficie réduite. « Elles seraient destinées à calmer la panique et à assurer que l'aide humanitaire puisse parvenir », selon l'ambassadeur britannique. A plus long terme, les zones seraient plus étendues et recouvriraient l'ensemble du pays kurde. « Cela pourrait permettre à ces gens de retourner dans leurs villes et leurs villages avec la certitude qu'ils ne seront pas persécutés », a ajouté l'ambassadeur.

Mais, quelle que soit son urgence humanitaire, cette proposition pose de manière aiguë, comme l'a dit le secrétaire général de l'ONU, « la question de la souveraineté de l'Irak ». Ces zones, comme l'a reconnu Ahmed Chalabi, un opposant irakien installé à Londres, « signifieraient une érosion du pouvoir de Saddam Hussein ». Selon Chalabi, interviewé par le *Washington Post*, cette proposition fait partie d'une stratégie des Etats-Unis « pour finalement se débarrasser de Saddam Hussein ».

Les membres du Conseil se rendent bien compte que ces enclaves risquent de servir de sanctuaires à la guérilla. Comme le disait un diplomate, « ce serait plutôt étonnant s'il se promenait des hommes en armes à travers des zones dites démilitarisées ». Ainsi,

personne ne sait qui pourrait assurer la loi et la paix civile dans ces enclaves. Même dans le Sud, la Croix-Rouge et l'ONU sont très récalcitrantes pour s'occuper du camp de Safwan, qui abrite environ 10000 réfugiés. Comme l'a indiqué un représentant de la Croix-Rouge, Arnold Luethold, « une DMZ ne peut fonctionner comme un petit Etat, je ne vois pas l'ONU faire la loi ou régner par décret ». Enfin, ces mesures présentées comme « temporaires » risquent de durer plus longtemps que prévu. Rien ne dit que la chute toujours espérée à

Washington de Saddam Hussein suffise à redonner aux Kurdes et aux chittes une confiance minimum dans le gouvernement de Bagdad. Le président turc, Turgut Ozal, a ainsi expliqué qu'il ne fallait pas que « ces enclaves deviennent des camps permanents comme pour les Palestiniens ». De même, les pays membres de la coalition, tout en se défendant de vouloir le démantèlement de l'Irak, reconnaissent que leurs enclaves peuvent dessiner les frontières d'un pays pour les Kurdes et les chittes.

François SERGENT

## Bagdad hausse le ton face aux Nations unies

**Le régime de Saddam est prêt à combattre par tous les moyens l'initiative « suspecte » de l'ONU de créer des zones de protection sur le territoire irakien.**

L'Irak rejette la proposition européenne de créer une zone de protection pour les Kurdes en territoire irakien sous la responsabilité des Nations unies. Bagdad « combattra par tous les moyens » cette initiative « suspecte », a déclaré hier le Premier ministre irakien Saadoun Hammadi, pour qui le problème des réfugiés kurdes « a été délibérément créé et constitue un maillon du complot ourdi contre l'Irak ». Selon Hammadi, le régime irakien fournit à ses administrés les services essentiels, et une « levée immédiate » des sanctions économiques permettrait à Bagdad de mieux répondre aux besoins de la





population. Il a enfin violemment critiqué la résolution 688 du conseil de sécurité, qui condamne la répression contre des Kurdes « sans tenir compte de la disposition irakienne à accueillir une commission de l'ONU pour s'enquérir de la réalité ».

En Turquie et en Iran, l'aide humanitaire internationale aux réfugiés kurdes se met en place. Selon un dernier bilan publié lundi par le ministère iranien de l'Intérieur, « un total de 771 850 Irakiens », pour la plupart des Kurdes, se sont réfugiés en Iran, et « des centaines de milliers d'autres se dirigent à pied vers la frontière ». Un témoin, qui a pénétré hier en territoire irakien, raconte que « sur la route de Hajj-Omran dans le nord-est, les réfugiés marchent vers l'Iran. Cela déferle à un rythme incroyable. Ces réfugiés affirment que l'armée irakienne continue d'utiliser les hélicoptères et des avions pour bombarder les gens ».

Pour faire face à cette brutale migration, l'Iran réclame une assistance accrue. Notre pays fait « tout son possible pour les réfugiés », mais « a besoin de plus d'aide », a indiqué hier le quotidien *Tehran Times*. « Les pays occidentaux et les pays arabes du golfe Persique, qui sont les premiers responsables de ce désastre, n'ont pas fourni d'aide importante aux réfugiés installés en Iran », accuse l'éditorial. L'Arabie Saoudite a promis hier une contribution à l'effort international, sans toutefois en préciser le niveau.

La France et l'Iran sont de leur côté convenus d'un plan en quatre points pour acheminer et distribuer l'aide française dans les camps de réfugiés. Reçu à Téhéran par le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a précisé hier que « ce plan prévoit également l'achat en Iran même par la France d'un total de 800 tonnes de vivres, et la visite en Iran d'une mission d'exploration française » chargée d'évaluer les besoins des réfugiés.

L'URSS a exprimé mardi son soutien aux Kurdes irakiens, mais a déclaré qu'elle ne voulait pas être impliquée « dans une quelconque guerre nationale ou civile en Irak », a dit le porte-parole du président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, Vitaly Ignatenko, lors d'une conférence de presse.

Le ministre irakien de l'Information Hamid Yosief Hammadi a affirmé hier que le président Saddam Hussein était actuellement dans un « état d'esprit formidable, il est calme, comprend la situation et a un bon moral ». Le gouvernement irakien a décidé hier de rationner la vente de kérosène sur le marché intérieur, invitant les consommateurs à se procurer des cartes de rationnement. La vente de l'essence et

du gasoil a toutefois été récemment autorisée de nouveau à Bagdad, où chaque automobiliste a droit à 30 litres d'essence ou à 75 litres de gasoil tous les 20 jours. Le ministère irakien du Commerce a par ailleurs signé des contrats d'une valeur de 118 millions de dollars pour l'importation de produits alimentaires, pour la première fois depuis la levée, mercredi dernier, de l'embargo international.

Une délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a pu visiter hier au Kurdistan la ville de Kirkouk « dans le cadre d'une mission visant à apporter notamment un secours médical aux citoyens », a indiqué mardi l'agence irakienne INA. Un responsable irakien a souligné que « les efforts du gouvernement ont permis le rétablissement du courant électrique et de l'eau à la moitié des quartiers résidentiels et que le reste sera desservi au cours des prochains jours ».

D'après AFP

## Kurdes : le « frémissement » de la solidarité

Les tragédies humanitaires se suivent, mais les campagnes de solidarité ne se ressemblent pas. La situation au Kurdistan n'a pas encore entraîné de mouvement de générosité massif comme pour l'Arménie ou la Roumanie. Mais depuis le vote de la résolution 688 à l'ONU, la collecte de dons et la mise en place de cellules d'information s'organisent. Après les pouvoirs politiques, la population commence elle aussi à se mobiliser.

La cellule d'urgence mise en place par le Quai d'Orsay reçoit depuis lundi plus d'un millier d'appels téléphoniques par jour. Le standard était hier submergé d'appels et les responsables se sont vu obligés d'installer une seconde ligne téléphonique. Selon le directeur de l'Institut kurde, cet « effort impressionnant » est sans précédent... dans l'histoire kurde. Rony Braumann estime que le démarrage a été très lent : « un frémissement ».

Pour le président de Médecins sans frontières, qui lance un appel d'urgence à 200 médecins et infirmières disponibles « pour quatre semaines », la situation du Kurdistan évoque la frontière cambodgienne en 1979, où la famine en Ethiopie. La CEE a d'ores et déjà financé plusieurs organismes : 800 000 écus pour MSF-France et 800 000 pour MSF-Belgique, 180 000 pour le Secours populaire, 180 000 pour Médecins du monde et 180 000

pour Pharmaciens sans frontières. A France Liberté, la fondation de Danielle Mitterrand, 1 million de francs de dons ont été récoltés depuis le week-end.

Les syndicats, les corporations, les entreprises et la presse réagissent plus rapidement. Les boulangers préparent une fournée de pain spécial kurde, les transporteurs proposent leurs camions, les journaux et les télévisions offrent leur espace publicitaire.

MSF préfère les dons en argent afin de se procurer plus facilement les produits les plus appropriés : les équipes arrivées en Iran ont déjà acheté sur place plus de 40 tonnes de nourriture grâce au fonds propre de l'association. Le Secours populaire français récolte les vêtements et les couvertures ; Pharmaciens sans frontières a mis au point un système de collecte de médicaments auprès de toutes les pharmacies où chacun peut déposer ses dons. Selon le président de Médecins du monde, Jacques Lebas, la mobilisation est « moins spectaculaire » que pour la Roumanie mais peut-être « plus profonde ». Il reste qu'en Irak, un responsable de Pharmaciens sans frontières regrette de ne pas pouvoir utiliser certaines subventions gouvernementales destinées aux Kurdes « pour sauver aussi les chiites du sud de l'Irak »...

Anne GUTHMANN

# Declaring Safety Zone, U.S. Warns Iraq to Stop Refugee Attacks

By Paul F. Horvitz  
*International Herald Tribune*

WASHINGTON — The United States has warned Iraq to cease all military operations in the air and on the ground near concentrations of refugees seeking humanitarian aid in northern Iraq, the White House said Wednesday.

Implicit in the warning was a threat to use force, if necessary, to protect hundreds of thousands of desperate Kurds gathering at the Turkish border. But President George Bush's spokesman, Marlin Fitzwater, declined to say what the U.S. response would be to perceived violations.

Mr. Bush had been widely criticized at home and abroad for failing to enforce an earlier warning against Baghdad's use of helicopters to suppress uprisings by Kurds and Shiites.

A U.S. official traveling to Egypt with Secretary of State James A. Baker 3d said the United States had specifically told Iraq not to use any helicopters or fixed-wing aircraft north of the 36th parallel, an area encompassing a little less than a sixth of Iraqi territory, and including the cities of Mosul and Irbil.

The U.S. decision appears to create a de facto protected haven for the Kurds inside Iraq, though Mr. Fitzwater declined to term it an "enclave."

Iran said Wednesday that sanctuaries should be established in both northern and southern Iraq for

allowed to operate safely and without military threat from Iraq."

U.S. officials also announced Wednesday that military transport helicopters were on the way to Turkey to help deliver food, water, blankets and tents directly to the fleeing Kurds. They said transport planes were moving stocks of these items from military bases in the United States, Italy and Panama, including enough food to sustain 300,000 people for 30 days.

France, Britain and the United States are continuing airdrops of supplies to the Kurds.

The U.S. action Wednesday appeared to drive that point home, in effect demanding that Iraq avoid any interference with UN relief efforts.

"Essentially, the warning was not to operate any military activities that threatened UN or coalition forces or anyone else who was helping with humanitarian aid," Mr. Fitzwater said. "So that would include both air and ground forces."

The U.S. announcement appeared to once again shift the direction of U.S. policy toward involvement in Iraqi affairs following the liberation of Kuwait. Initially, Mr. Bush had said Baghdad's use of combat helicopters against rebellious Kurds and Shiites inside Iraq violated terms of the temporary cease-fire dictated to Iraq after a halt in the battle for Kuwait.

But the White House quickly pulled back from that pronouncement, with Mr. Bush saying he did not want the United States to get "sucked into" Iraq's civil war. But as the plight of the Kurds drew increasing attention in the news media and from European leaders, Mr. Bush signaled his support for the use of UN peacekeepers in northern Iraq to provide a haven.

The president has come under increasing criticism from Democratic Party leaders for his decision to avoid shooting down Iraqi helicopter gunships that reportedly strafed Kurdish rebels seeking to topple the regime of Saddam Hussein and fleeing Kurdish civilians.

"We do want the American people to know that we are responding," Mr. Fitzwater said Wednesday.

Reuters reported from London, meanwhile, that Mr. Bush had agreed with the proposal by Prime Minister John Major of Britain for a safe haven for Kurdish refugees in northern Iraq.

Quoting a senior British official, Reuters said that Mr. Bush and Mr. Major had spoken 20 minutes by telephone Wednesday night. Afterward, the official said: "The president and the prime minister were in full agreement on the proposal for safe havens for refugees in northern Iraq."

He said the two men also agreed to act through the United Nations if President Saddam Hussein's forces interfered with operations by international relief agencies.

## The Gulf

A prominent Palestinian's death has raised concern that Kuwaitis are still abusing Palestinians.

The White House ordered an official dismissed for saying the administration ignored warnings on Iraq.

Articles on Page 3.

Kurds and Shiites under attack by President Saddam Hussein's forces.

The Tehran radio quoted Foreign Minister Ali Akbar Velayati as saying that the idea of havens — put forth by Britain only for Kurds — could gain more support if the United Nations took the lead.

"We believe Iraq should remain as a sovereign state," it quoted Mr. Velayati as saying in an interview with the Canadian Broadcasting Corp. "At the same time a safe environment should be created for Kurdish refugees in the north and one for Shiites in the south."

Mr. Fitzwater said the warning was delivered over the weekend and that full compliance by Iraq was anticipated because Iraqi forces had ceased military activity near fleeing Kurds two days ago. He cited UN resolutions as the warning's legal basis.

"We informed Iraq that the United States, the United Nations and other coalition officials would be operating in these areas to distribute humanitarian assistance to the Kurdish population," the White House statement said. "We expect these officials to be

# SADDAM HUSSEIN, OUI IL FAUT L'ENCLAVER !

**C'**EST bien joli, même si on ne l'a fait que trop tard, de parachuter de l'aide humanitaire aux Kurdes pour les empêcher de mourir de faim, de froid, de soif, d'épuisement, d'abandon. Mais, s'ils doivent se retrouver demain sans espoir de vivre, de rentrer chez eux et d'y être à l'abri de la vengeance et des massacres, ce sursaut n'aura été qu'un sursis. Comme pour ces condamnés à qui on refait une santé avant de les livrer au bourreau.

La communauté internationale s'en émeut enfin. Après avoir, sur une idée de Tonton, sûrement aiguillonné par son épouse, institué un droit d'ingérence humanitaire, l'ONU est invitée, sur une suggestion turco-anglaise, à créer une ou des enclaves humanitaires en Irak. Ce serait des îlots de tranquillité au Kurdistan et peut-être au Sud, là où les chiïtes, où les populations, rentrées d'exode, pourraient bénéficier d'au moins quelques droits de l'homme sous contrôle d'observateurs civils onusiens et où les troupes de répression irakienne ne pourraient pas pénétrer.

C'est une heureuse innovation, même si elle heurte le sacro-saint principe de souveraineté nationale. Il faudra voir à l'usage. Elle pourrait être ensuite étendue à de nombreuses autres régions. Il y a tant de pays dont certains territoires devraient être soumis à un régime d'enclave humanitaire. Le monde se porterait mieux d'être un gros gruyère troué d'enclaves humanitaires. Mais tenons-nous-en, pour commencer, à l'Irak.

La guerre du Golfe, la « guerre du droit », a fait parmi les Irakiens un nombre de morts évalué à une centaine de milliers. La fin de la guerre du Golfe en a fait, probablement, beaucoup plus parmi les Irakiens des minorités massacrés par

TONTON PROTÉCTEUR DES KURDES



ceux qui se disent leurs compatriotes. L'armée de Saddam Hussein s'est volatilisée piteusement devant l'invasion étrangère. Elle a retrouvé sa belle ardeur et ses généraux toute leur science militaire pour combattre des Kurdes et des chiïtes irakiens en révolte. Comme les généraux « versaillais », plus flambarde devant les Prussiens. Stratège toujours avisé, Saddam Hussein avait d'ailleurs utilisé le doping qu'il fallait pour stimuler ses régiments : avant de lancer sa garde républicaine à l'assaut de Kirkouk, il avait augmenté sa solde. On le disait pourtant à bout de ressources. Mais peut-être avait-il touché quelques dividendes de ses participations clandestines dans des multinationales, avant que Hachette ne gèle les avoirs de la mystérieuse société Montana.

Le dictateur irakien re-

prend progressivement de sa superbe, et c'est un heureux beau-père. A la différence de certains en France, il n'a pas d'ennui avec son gendre. Il ne lui veut que du bien. Il vient d'en faire son ministre de la Défense. Merci à la

guerre du Golfe qui aura finalement renforcé l'intégration familiale au sommet de l'Etat irakien.

Les missiles, les bombes, les fusées tuent. Les mots tuent aussi. Quand Bush appelait à la révolte contre Saddam dans tous ses discours, comment pouvait-il croire que les opposants irakiens n'y verraient pas, au-delà d'une exhortation rhétorique, une promesse d'aide concrète ? Mais, en les poussant au combat, le Président américain les a voués à la mort.

Le président américain est sûrement un as de la guerre, ce n'est pas un foudre de paix. Ce qu'on voit aujourd'hui de son nouvel ordre international, c'est l'exode hallucinant, famélique, des réfugiés poussés et pourchassés par les hélicoptères de Saddam Hussein. Mais peut-être est-ce ainsi que le dictateur de Bagdad entend résoudre une fois pour toutes le problème de ses minorités : par le vide. Si les choses continuent ainsi, la grande parade militaire des vainqueurs de la guerre du Golfe qui doit avoir lieu bientôt à New York pourra être opportunément remplacée par un cortège funèbre des grands principes.

Mais peut-être, d'ici là, l'enclave humanitaire aura-f-

ALLO, KOUCHNER ?



- Ramenez donc deux ou trois Kurdes... empaillés, on les mettra au Musée Grévin !

elle fait cesser cette situation barbare. Aux dernières nou-



velles, Saddam Hussein a déclaré que l'Irak souverain s'y opposerait par tous les moyens. Est-ce une rodomontade, ou bien a-t-il la possibilité de résister - d'autant que personne n'a envie le recommencer la guerre contre lui? Beaucoup dépendra de la résolution et de la solidarité les autres membres de la

communauté internationale.

L'enclave, la « zone de sécurité », est une solution de circonstance, transitoire. L'ONU, sortie de sa gangue de la guerre froide, semble vouloir et pouvoir jouer un rôle de régulateur actif. Pourquoi ne définirait-elle pas un statut général des minorités qui leur garantirait partout dans le monde une réelle disposition d'elles-mêmes et l'usage des droits de l'homme et du citoyen? Mais y aura-t-il une majorité pour les minorités?

# The New York Times

THURSDAY, APRIL 11, 1991

## Help the Kurds. But Where ?

As an observer of the tide of suffering on the Turkish border said the other day, 30,000 refugees are a humanitarian problem but a million are a political problem. The sheer scale and desperation of the Kurdish exodus from Iraq has qualitatively changed the nature of the challenge.

It is a matter of saving lives, yes, and the White House now finally accepts a leadership responsibility for providing emergency aid to the Kurds and other Iraqi refugees from mountain villages in northern Iraq. It has also warned Baghdad not to interfere with relief efforts in the north. But allaying the cause of the exodus will demand more inspired statecraft.

President Bush is still playing catch-up ball. Having misread the horror and scope of this human upheaval, he initially pledged a meager \$11 million in emergency aid last Friday. His aides now talk of a more realistic request for \$158 million, and providing food for 300,000 people a month.

But even so, the President has yet to utter an urgent or inspiring word in behalf of victims, in quest of aid from America's partners in the war — or for an enduring outcome.

Moving creditably to fill the void have been leaders of the European Community, notably Prime Minister John Major of Britain. He has won the backing of the 12-member Community for creation of an enclave where refugees could be sheltered under United Nations protection. At first glance, that seems a sound way to provide a haven.

But as the world has learned elsewhere, such

enclaves tend to perpetuate homelessness. They quickly become centers of discontent and insurgency, requiring an ambitious military presence to keep the peace. And since the enclave would be on Iraqi soil, its U.N. managers would be challenged as illegal intruders by Baghdad.

A preferable way to help Kurds and other dissidents would be to secure Baghdad's agreement to end attacks on refugees and to permit distribution of emergency aid. Fear has driven them from their homes; only when fear abates will they risk going back. A permanent U.N. presence in Kurdish communities would provide a safeguard that even Saddam Hussein would find hard to ignore. The U.N. representatives would in effect serve as warning canaries in the mine.

Perhaps he would never agree to any such arrangement, and is determined, as Kurds charge, to force them into permanent exile. But Saddam Hussein now bargains from weakness, as evidenced by Iraq's sudden change of heart in agreeing to help distribute international food aid.

A U.N. envoy is now in Baghdad to discuss immediate trucking of food and longer-term ways of assuring a "zone of tranquillity." It won't hurt at all if Mr. Bush makes plain that he is giving serious thought to Prime Minister Major's enclave proposal, if other approaches fail.

Should Saddam Hussein reject any improvement in conditions for Kurds, then Mr. Bush would be right to look seriously at establishment of a Kurdish enclave in Iraq — whatever the howls of Iraqi protest that would elicit and whatever force that should require.

Bush reverses policy and warns Saddam not to use air or ground forces in de facto enclave

# US shields Kurds from attack

By Sarah Helm in London,  
Edward Lucas in Washington,  
Leonard Doyle in New York  
and Christopher Bellamy  
in Incirlik, Turkey

THE UNITED STATES put its own protective shield for Kurdish refugees in place yesterday by warning Iraq not to use its ground or air forces, including helicopters, anywhere in the Kurdish areas of the country.

The US and Britain also agreed last night that safe havens must be secured for the Kurds and that the United Nations should be asked to authorise military intervention if Iraq interferes.

Washington's warning to Iraq to keep away from the Kurds, along with the announcement that the US and Britain would seek authority for military force if necessary, escalated the Western pressure on Saddam Hussein to end persecution of refugees.

Although the US gave no sign that its proposal was in any way linked to Britain's plan — which it greeted on Tuesday with a lukewarm response — President George Bush and John Major spoke for 20 minutes by telephone last night, after which Downing Street said they agreed on their objectives. Mr Major also informed President Mikhail Gorbachev and the Chinese leadership of his proposals yesterday.

To ensure that humanitarian relief reaches the Kurds Mr Major and Mr Bush agreed that the way forward was to provide protection for relief workers as authorised by existing UN resolutions. If this was hampered in any way, the two leaders agreed that a draft UN resolution authorising military action should be drawn up.

With his warning to Iraq yesterday, however, President Bush has in effect seized the initiative and committed the US to using force to protect the Kurds if necessary. His reversal of American policy appeared designed to create a *de facto* enclave for the refugees in Northern Iraq and to protect aid agencies helping them.

Iraqi troops, it appears, will not be expected to withdraw from the area, but will be told not to interfere with the relief work. Marlin Fitzwater, the White House spokesman, found it hard to explain why the decision to halt Iraqi helicopter attacks on Kurds was justified now but not one or two

weeks ago. "It became necessary in terms of the military threat and the kinds of activities we were carrying out there," he said.

The US warning covers a large slice of northern Iraq, which in effect comes under US military control. The warning was apparently given to Iraq on Sunday, since when there have been no attacks on the Kurds, said the Pentagon.

Mr Fitzwater did not specify the areas concerned, but a senior State Department official said Iraqi air activity north of the 36th parallel was "prohibited". This area includes cities such as Mosul and most of Iraqi Kurdistan.



The US threat clearly raises the possibility of renewed conflict inside Iraq. Iraqi special forces are operating in the mountains on Iraq's northern border where US, British and French planes are dropping supplies to Kurdish refugees. There are also regular Iraqi infantry units in the area. British air crew attempting to drop supplies on Tuesday reported seeing camouflaged tents and trucks as well as the refugee encampments.

Most Iraqi forces in the area north of Baghdad are now dedicated to counter-insurgency operations. These include I and V Corps. Some regular infantry is in the mountainous terrain north of the 37th parallel, including the 10th and 38th Infantry Divisions. The 10th is one of a number of divisions that were formerly in the Kuwait Theatre of Operations which are reported to be operating severely under strength.

The Iraqi army and Republican Guard seem to be pulling themselves together in a determined fashion. There has, however, been no recent sign of Iraqi helicopters or of opposition to the allied drops. US F-16 and F-15 fighters have been escorting British, French and American transport

aircraft dropping aid to the Kurds camped near the Turkish frontier.

The US warning to Iraq came as Britain attempted to maintain momentum in London and New York for Mr Major's original proposal on Monday. Officials appeared to be toning down the most dramatic implications of the plan, saying that Britain was not intending an area "mapped out with UN flags" and cautioning against the imminent prospect of force being used to protect the enclave.

The Foreign Secretary, Douglas Hurd, speaking on the issue for the first time, said last night that the division between internal and external affairs of a country was "not absolute". He added that a country which slaughtered its own people could not expect the outside world to sit quietly by.

Meanwhile, a UN team, headed by the Belgian diplomat Eric Suy, will arrive in Baghdad on Saturday to report on the plight of the Kurds in northern Iraq.

Iran, struggling to deal with a refugee influx from Iraq nearing the million mark, complained yesterday that plans to establish a sanctuary for Kurds ignored the plight of Shias fleeing to Iran.

## Adrift on a sea of misery

**AFTER 24 hours of sleet and rain, snow started falling all along the south-east border region of Turkey last night, where nearly 300,000 refugees are huddling in mountain holding areas at up to 6,000 feet above sea level.**

Mothers carrying babies confronted Turkish troops along the border near Border Post 49 yesterday morning, begging to be allowed through to seek medical assistance, witnesses said. Others brought grandparents on their backs or carried in makeshift stretchers of blankets.

But any who tried to cross back into Turkey were beaten back with rifle butts. Shortly afterwards, dozens of shots rang out. One man was hit. Only then was he allowed to run the half-mile down a muddy track to Cukurca, holding his hand to a head wound as blood ran down his face.

Seven tiny dishevelled bundles

From Hugh Pope in Istanbul

lay on the floor of the town's mosque, bodies of babies who had died on Tuesday night and been brought down from the "safe haven" for Iraqi refugees set up by Turkey behind Border Post 49. The bodies of many others were probably buried anonymously in the sea of mud and misery where Iraqi Kurds, Christians and others are trying to survive night after freezing night.

Refugees scorned ongoing US and French air drops as inadequate. One package parachuted into the camp near Cukurca crushed at least one woman refugee to death on Tuesday, refugees said. Some reports say two died.

In Ankara, the Iraqi ambassador to Turkey told officials that Baghdad might be willing to help send aid to the refugees. Other in-

ternational aid is making its way painfully towards the refugees over the appalling roads in the region, and there are major problems in distribution. From at least two places on the border there are reports of aid standing untouched after being unloaded, with troops beating off any refugees who try to help themselves.

Turkey also formally set out its understanding of safe havens for refugees. "I think there is a confusion of concepts here," the Turkish Foreign Minister said. "The basic thing is to get the Iraqi citizens safely back to their homes. For this temporary secure settlement areas are being considered, not a buffer zone."

Foreign Ministry officials said Turkish troops were now formally keeping law and order in the camp at Border Post 49, where they have been operating just inside Iraq for over a week.

# How Not to Protect the Kurds

By Raghida Dergham

**T**oday, when Jacques Santer, the Prime Minister of Luxembourg and president of the European Community, meets with President Bush, he will plead for the idea of a "sanctuary" or "safe haven" for the Kurds in northern Iraq — a buffer or possible demilitarized zone. The guilt-ridden Bush Administration, which has zigzagged dangerously in its policy on the Kurds, should simply walk away.

The U.S. is right to forbid the use of Iraqi helicopter gunships and other weapons north of Iraq's 36th parallel. But carving out a pseudo-Kurdistan amounts to channelling chaotic disintegration into an organized, internationally monitored division of Iraq, cutting off Iraqi Kurds from the rest of their native country and creating a long-term U.N. protectorate. Another danger is that such an area could become a dumping ground for some of the 12 million Kurds of Turkey and four million Kurds of Iran.

Throughout their history, the Kurds have been used and abused by regional arrangements, often validated by Britain or the U.S. And various Kurdish leaders have never failed to adopt decisions that only compound

*Raghida Dergham is U.S. diplomatic correspondent for Al Hayat, an Arab language daily published in London.*



ed the miserable fates of their people. The recent decision to respond to President Bush's call to arms against Saddam Hussein is a case in point.

Yet now that the four million Kurds in Iraq have been turned into refugees fleeing guns and scrambling for parachuted food, the Western allies are considering an arrangement that would eventually strip them of the arms Washington only two months ago called on them to raise.

What is being called a safe haven springs from guilt and shortsighted political considerations. Israel was established under similar circumstances, and the region has since experienced four major wars. And the Kurds are less likely to live in an independent Kurdish state than be contained in a Gaza Strip-like settlement, dependent on U.N. agencies.

The politics of handouts marks U.S. policy toward the Iraqi people as a whole: air-dropping blankets in the

north, supervising water portions in the south. Lifting sanctions on food shipments is applauded as humanitarian, but the Iraqis face famine and epidemic unless economic sanctions are lifted and Iraq can export its oil. Handouts barely resemble the investment in "confidence building" that the Administration espouses.

By bending principles to accommodate the gulf governments' fear of Shiites, and Turkey's designs on the Kurds, the U.S. is quickly earning the distrust of the people of the region and inadvertently setting itself up as their enemy. The unprecedented Security Council cease-fire resolution in effect has allowed Saddam Hussein to barter Iraq, the country, for Iraq, the regime. The euphoric allies have lost sight of the distinction between what is Saddam and what is Iraq.

Iraq deserves democracy through elections. Kurds deserve social and political rights in Iraq, as well as in Turkey, where they are not permitted even to speak their language. The U.S. must be firm in making such demands and cease using different yardsticks to measure Kuwaiti, Palestinian, Israeli or Kurdish rights.

The time is ripe for cultivating long-term U.S. interests in the region. The Soviets have lost influence and credit, the Europeans are marginalized and the region's people, in awe of the allied victory, are fearful to confront the new status quo. But if current policies are pursued, this saga will not stop with tales of betrayal and brutality. □

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRAD029 4 GPI 0206 CIV 7AFP-Q080  
 France-Kurdes-sondage  
 Les Français bouleversés et très émus par le problème kurde, selon un sondage

PARIS, 11 avr (AFP) — Les Français se déclarent bouleversés ou très émus par le drame kurde et 93 pc d'entre eux sont d'accord avec le gouvernement pour l'aide humanitaire qu'il a décidé de fournir aux populations kurdes, selon un sondage publié jeudi dans Le Parisien.

30 pc des Français sont "bouleversés" par ce qui arrive aux Kurdes en Irak, 33 pc "très émus" et 24 "assez émus". Ils sont 43 pc à estimer qu'il faut intervenir de nouveau militairement pour sauver les Kurdes contre 42 pc qui s'y opposent et 15 pc sans opinion. Par ailleurs, 61 pc se déclarent prêts à contribuer financièrement à l'aide humanitaire aux Kurdes et 20 pc à aller sur place participer à cette aide.

Enfin, seuls 16 pc estiment que les puissances occidentales n'avaient pas à intervenir pour régler les problèmes des minorités alors que 68 pc pensent qu'il fallait mettre tout le potentiel militaire irakien hors d'état de nuire lors de la guerre du Golfe.

Ce sondage Le parisien-CSA-France Inter a été effectué les 8 et 9 avril auprès d'un échantillon représentatif de 805 personnes âgées de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

mf-ly  
 AFP 110414 AVR 91



A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0288 4 I 0254 FRA /AFP-UG71

France-Kurdes

Appel de personnalités en faveur de "l'ingérence" en Irak

PARIS, 11 avr (AFP) - Plusieurs personnalités françaises, dont le chanteur Yves Montand, ont lancé jeudi un appel en faveur de "l'ingérence" en Irak pour donner aux Kurdes "le droit de vivre dans la dignité sur le territoire où ils sont nés".

"Quand l'horreur n'a pas de frontières, l'ingérence s'impose", soulignent les signataires de cet appel, qui sont pour le moment au nombre d'une dizaine. Outre M. Montand, il s'agit du philosophe André Glucksmann, des professeurs de médecine Paul Milliez et Alexandre Minkowski, du député-maire de Nîmes Jean Bousquet, des publicitaires Jacques Séguéla, Alain Cayzac et Michel-Antoine Burnier, de l'industriel Patrick Chapel, ainsi que des professeurs d'université André Sénik et Mario Bettati.

Soulignant qu'il y a "500.000 hommes des armées alliées autour de l'Irak", et qu'ayant gagné la guerre, ils "doivent gagner la paix", les signataires estiment que "c'est à eux de contraindre la dictature irakienne et à intervenir si nécessaire pour assurer aux populations d'Irak, en particulier les Kurdes, le droit de vivre dans la dignité sur le territoire où ils sont nés", faute de quoi les médecins et les parachutages "ne serviront que d'alibi à une non assistance à ces populations en danger".

Ils rappellent la déclaration du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner pour qui "il faudra un moment donné arrêter le bras du bourreau et pas seulement aider ses victimes".

## Des observateurs de l'ONU seront envoyés dans le sud de l'Irak

# Les Etats-Unis réservés sur le projet de zones de sécurité au Kurdistan

Le Conseil de sécurité a adopté, mercredi 10 avril, une résolution créant une Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït chargée de surveiller la frontière commune aux deux pays. 1 200 militaires, parmi lesquels une centaine venant des cinq pays membres permanents du Conseil

(Chine, URSS, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne), pourraient être déployés dès la semaine prochaine. Endossée par le sommet européen de Luxembourg, l'idée britannique de constituer au nord de l'Irak des « zones de protection » pour les Kurdes se heurte aux réticences des Etats-Unis.

## « Avancez ! Avancez ! »

ÇUKURCA

(frontière irako-turque)  
de notre envoyée spéciale

« Avancez ! Avancez ! » hurle un soldat au béret bleu, un membre des troupes de choc turques. Tenant d'une main un chien féroce, il pousse brutalement les réfugiés à l'aide d'un bâton, comme un berger rassemblant, sans ménagement, son bétail, les forçant à rebrousser chemin en direction de la crête, où est visible la ligne de démarcation qui sépare la Turquie de l'Irak.

La majorité des 40 000 réfugiés kurdes et chrétiens qui vivent actuellement sur les hauteurs de Çukurca forme une tapisserie humaine multicolore sur les collines, où ils

sont installés du côté irakien et où les autorités turques espèrent les maintenir en attendant la création officielle par l'ONU d'une zone de sécurité. 60 000 réfugiés du camp d'Uzumlu devraient également s'établir dans ce camp sous peu. D'autres continuent d'arriver d'Irak, chargés des maigres bagages qu'ils ont pu transporter. Le camp continue de s'agrandir chaque jour et s'enfonce plus profondément sur le territoire irakien.

Certains réfugiés, les hommes surtout, descendent plusieurs fois par jour en direction de la petite bourgade de Çukurca pour rencontrer, à mi-chemin, les camions qui montent avec peine sur le chemin boueux, chargés de nourriture et d'équipement.

« Je suis venu trois fois pour chercher de la nourriture pour mes neuf enfants, explique un instituteur de Dohouk. A chaque fois je suis reparti les mains vides. Nous ne sommes pas habitués à nous battre pour manger, seuls les plus forts gagnent. » Les femmes, les petites filles, munies d'ustensiles de cuisine rudimentaires, récoltent l'eau sale du ruisseau.

Les soldats veillent. Leur fonction est d'empêcher les Kurdes de pénétrer plus avant sur le territoire turc et ils semblent l'exécuter avec un zèle tout particulier. « Je voudrais aller au village pour acheter du pain, mais à chaque fois les soldats me refoulent », se plaint un réfugié. Dix jours après le début de l'exode, les nouveaux arrivants vivent dans des conditions presque inchangées.

### Cloaques de boue

L'aide internationale n'est pas encore arrivée et les équipements réunis localement ne sont pas suffisants, malgré l'enthousiasme touchant des Kurdes locaux qui veulent aider leurs cousins. Seuls, quelques dizaines de réfugiés chanceux ont une tente pour s'abriter. La plupart n'ont que des bâches de fortune - 5 mètres de plastique pour une famille de dix personnes - et nombreux sont ceux qui campent à la belle étoile autour des feux qui s'allument au flanc des montagnes dès la tombée de la nuit.

C'est du froid que les réfugiés se plaignent le plus ; la pluie est tombée à plusieurs reprises au cours des dix derniers jours, transformant le site où ils sont installés en un cloaque de boue collante qui

recouvrir corps et vêtements. Ils passent de longues nuits sans sommeil, grelottant sous des couvertures trempées et des vêtements mouillés en permanence. Mardi, un jeune homme a perdu une jambe lors de l'explosion d'une mine alors qu'il ramassait des branchages pour un feu.

Un camion arrive, chargé de pain. Les réfugiés se précipitent, une dispute éclate et les soldats tirent : un mort, un blessé. A la boulangerie de Çukurea, plusieurs réfugiés qui ont réussi à franchir la dizaine de barrages militaires sans être détectés se battent pour acheter du pain. La faim, le désespoir, rendent les trop rares distributions de plus en plus difficiles. Dans la mêlée, de nombreuses miches tombent au sol et sont piétinées par la foule. A chaque arrivée de camion, les soldats doivent tirer en l'air pour éviter une émeute.

« Laissons Saddam nous pendre plutôt que de mourir ici à petit feu », déclare tristement Boutros, un chrétien de Dohouk. « Nous avons marché pendant sept jours et nous dormons ici sans abri depuis quatre jours », se plaint Nouri, un professeur kurde. « Je veux bien mourir, mais je ne veux pas voir mourir mes enfants devant moi », s'inquiète Ahmed, qui n'a pu procurer à sa famille que quelques biscuits au cours des deux derniers jours.

Les enfants sont partout dans le

camp, pieds nus, sales. Ceux qui paraissent en relative bonne santé pataugent dans des flaques d'eau polluée utilisée pour la toilette, la lessive et la consommation personnelle. D'autres, souffrant de malnutrition ou de diarrhée, gémissent en sourdine, trop faibles pour crier.

Au dispensaire de Çukurea, les malades ne cessent d'affluer. Une vieille femme roulée en boule dans une couverture est portée par quatre jeunes gens. Une autre attend, silencieuse, couchée par terre à côté d'une jeune mère atteinte de dysenterie avec vomissements, que les médecins tentent de réhydrater par perfusion. Frissonnante sous une mince couverture, presque inconsciente, elle émet des plaintes de douleur continuelle sous le regard anxieux de ses deux jeunes fils qui lui caressent tendrement le visage. Un jeune peshmerga (combattant kurde) en uniforme traditionnel se fait traiter pour une blessure au bras, causée, affirme-t-il, par un soldat turc lors d'une distribution de nourriture.

### Trois mille chrétiens exilés

Les réfugiés se plaignent amèrement de l'absence d'aide internationale ainsi que de la brutalité des soldats turcs. De la Turquie, ils n'espéraient pas grand-chose, mais des alliés, des Américains, ils

attendaient un soutien qui leur a fait défaut au moment crucial. Leur ressentiment est intense. « Tout ça, c'est la faute de George Bush ; nous sommes un jeu de cartes. Les politiciens jouent sans se préoccuper de nous », constatait une grand-mère de soixante ans, vêtue à la manière kurde d'une robe colorée.

« L'opinion est au courant de notre tragédie ; les politiciens ne font rien », renchérit l'un des nombreux instituteurs logés dans le camp. « Ce sont les alliés qui ont incité les gens à se soulever. Ils sont entièrement responsables de ce désastre », explique un prêtre catholique qui œuvre pour défendre les droits des 3 000 chrétiens exilés avec les Kurdes. « Nous ne voulions pas suivre, mais nous avons eu peur. J'étais en train de célébrer la messe ; les gens se sont levés un par un et sont partis. A la fin, il n'y avait plus que dix personnes. J'ai été le dernier à fuir. »

### « Où sont les secours ? »

Parmi les réfugiés, nombreux sont ceux qui ont un bon niveau d'éducation et parlent un anglais ou un français presque parfait. La quasi-totalité de la population du nord de l'Irak s'est déplacée, et aucune classe sociale ne semble avoir été épargnée. Nouri évoque sa maison à deux étages, son mobi-

lier qu'il ne retrouvera jamais ; d'autres ont quitté leur domicile en voiture mais ont dû l'abandonner lorsqu'ils sont arrivés au pied des montagnes.

Tous affirment qu'ils ne retourneront probablement pas en Irak, du moins pas tant que Saddam Hussein sera au pouvoir. Mais ne sachant pas ce que l'avenir leur réserve, ils refusent de donner leur nom pour éviter d'éventuelles représailles. Ils conservent l'espoir que les pays occidentaux finiront pas percevoir leur détresse et qu'ils obtiendront le droit d'asile.

« Où est l'aide humanitaire internationale ? » s'étonne un jeune réfugié de vingt-cinq ans. Il sort une radio de sa poche : « Chaque jour, nous entendons qu'un avion français est arrivé, qu'un avion anglais est arrivé. Où sont les secours ? » Quelques instants après, des avions de guerre apparaissent dans le ciel, soulevant un vent de panique. Mais, rapidement, la foule se rend compte que les chasseurs sont américains. Ils sont suivis de trois avions-cargos qui parachutent plusieurs ballots de nourritures et d'équipements au-dessus du camp. Les secours sont bienvenus. Mais la joie est de courte durée : pour eux, qui ont tout quitté, tout perdu, cette aide est insuffisante et elle arrive beaucoup trop tard.

NICOLE POPE

## L'organisation de l'aide internationale aux réfugiés irakiens

### Accord franco-iranien pour l'aide aux populations kurdes

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, a déclaré, mardi 9 avril, que l'Iran et la France se sont mis d'accord sur « un plan en quatre points qui prévoit les modalités de l'aide aux réfugiés irakiens ».

M. Kouchner a précisé que, lors de sa rencontre avec le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, « les deux parties sont convenues d'acheminer l'aide française par avions et de la distribuer dans des camps de réfugiés en Iran ». Il a ajouté que « ce plan prévoit également l'achat en Iran même par la France d'un total de 800 tonnes de vivres, qui seront acheminées ensuite dans des camps de réfugiés par une dizaine de camions ».

Le responsable français a indiqué que « le quatrième point de cet accord prévoit la visite en Iran d'une mission d'exploration française », chargée d'évaluer les besoins des réfugiés. M. Kouchner était arrivé dans l'après-midi dans la province iranienne de Tabriz, en Azerbaïdjan oriental, et devrait également visiter des camps de réfugiés dans l'Azerbaïdjan-occidental (Nord). Le chef de la diplomatie iranienne avait, lors de son entretien avec M. Kouchner, remercié le gouvernement

français pour son aide humanitaire aux réfugiés irakiens. Un Boeing-707 affrété par le gouvernement français est arrivé mardi à Tabriz, dans le nord-ouest de l'Iran, transportant des vivres.

Les opérations aériennes américano-franco-britanniques pour larguer des secours aux réfugiés se trouvant de part et d'autre de la frontière turco-irakienne, se sont poursuivies mardi depuis la base aérienne d'Incirlik. Commencées dimanche, ces missions avaient permis, mardi soir, de parachuter plus de 200 tonnes de fret (tentes, couvertures et vivres) aux réfugiés dont le nombre ne cesse de croître depuis dix jours.

Quelque 34 000 réfugiés ont déjà trouvé refuge sur le sol turc, dont les deux tiers du côté de Çukurca-Uzumlu (Est) et un peu plus de 100 000 autres du côté d'Uludere (Sud-Est). De 500 000 à 1 million de réfugiés restent bloqués entre l'armée irakienne, qui les chasse vers le nord du pays et l'armée turque, qui leur interdit l'accès de son territoire. 150 000 tonnes de vivres ont été parachutées par les C-130 Hercules américains depuis dimanche.

Les forces aériennes françaises et britanniques qui ont participé lundi aux opérations ont pour leur part largué environ 50 tonnes de fret, dont quelque 35 en sept vols effectués par des C-160 Transall de

l'aviation française. Les C-130 britanniques ont, quant à eux, effectué trois vols depuis lundi. Les colis de 576 rations sont largués notamment sur les régions à haute altitude, particulièrement au sud du village de Çukurca (province de Hakkari) sur les chaînes Cilo, où se trouveraient beaucoup plus de réfugiés que dans les autres lieux de rassemblement, situés plus à l'ouest dans la région d'Uludere (province de Sirnak). A partir de mardi l'aviation française devait larguer chaque jour environ 27 tonnes de fret acheminées quotidiennement de France.

A Rome, les autorités ont pris une série de mesures en faveur des populations kurdes, dont l'envoi de médicaments pour une valeur de 500 millions de lires (410 000 dollars). La Suisse, pour sa part, a décidé de débloquer 10 millions de francs suisses (environ 7 millions de dollars) pour organiser trois vols de ravitaillement vers l'Iran et la Turquie.

A Paris, quelques milliers de personnes ont manifesté mardi soir entre la place de la République et la place de la Bastille pour marquer leur solidarité avec le peuple kurde d'Irak. Le cortège a quitté la place de la République aux cris de « Saddam assassin, halte au massacre du peuple kurde et irakien ! » - (AFP, Reuter, AP.)

### Quatre journalistes occidentaux portés disparus au Kurdistan

Quatre journalistes occidentaux, dont un Français, étaient toujours, mardi 9 avril, portés disparus dans le nord de l'Irak. Les quatre hommes sont Alain Buu, un photographe français de l'agence Gamma-Liaison, Frank Smyth, un journaliste indépendant travaillant pour CBS Radio News, Gad Gross, un photographe allemand travaillant pour Newsweek, et Nick Delcassa, un cameraman indépendant travaillant pour la BBC. Ils ont disparu à Kirkouk le 27 mars, date à laquelle l'armée irakienne a lancé l'offensive qui lui a permis de reprendre en quelques jours les villes « libérées » par les Kurdes trois semaines auparavant. - (AP.)

□ **Départ des avions-ravitailleurs américains de Mont-de-Marsan.** - Le 807<sup>e</sup> escadron de ravitaillement de l'armée de l'air américaine, déployé depuis le 6 février sur la base aérienne de Mont-de-Marsan (Landes) avec une dizaine de KC-135 pour ravitailler en vol les bombardiers B-52 pendant la guerre du Golfe, a entamé, mardi 9 avril, son départ de France. Le mouvement des avions et de l'ensemble du personnel, soit deux cents aviateurs, navigants et mécaniciens, prendra une semaine, selon des sources militaires françaises.

LIBERATION

11 AVRIL 1991

# IRAK UN PARAPLUIE AMERICAIN POUR LES KURDES

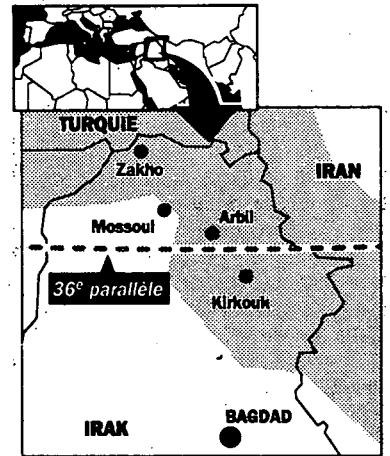
*Les Américains ont annoncé hier qu'ils interdisaient toute activité militaire, terrestre ou aérienne, des Irakiens dans les zones où sont réfugiés les Kurdes afin d'assurer sans danger des opérations de secours. Quant à l'idée britannique d'«enclave pour les Kurdes», elle a fait long feu à l'ONU.*

Le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a conclu hier sa visite en Iran et en Turquie par une rencontre à Penjwin, dans le Kurdistan irakien, avec l'un des principaux chefs de la révolte kurde, Jalal Talabani. « Les officiels irakiens ont essayé de rencontrer les dirigeants kurdes, afin de parvenir à un accord politique sur le Kurdistan irakien », a rapporté Talabani. Ces officiels irakiens ont suggéré « une rencontre à Penjwin avec des dirigeants kurdes en présence de Bernard Kouchner et des journalistes français », a poursuivi le chef de l'UPK.

Washington, de notre correspondant

**M**ieux vaut tard que jamais. Les Américains ont annoncé hier qu'ils interdisaient toute activité militaire des Irakiens dans les zones où sont réfugiés les Kurdes. Selon le porte-parole de la présidence, cet avertissement s'applique aux forces terrestres et aériennes de Saddam Hussein qui, a-t-il noté, ont déjà « cessé leurs opérations militaires » dans cette zone. Il a été transmis à Saddam Hussein par des canaux diplomatiques en début de semaine. Cette mesure doit permettre, selon la Maison Blanche, d'assurer sans danger des opérations de secours pour les réfugiés kurdes. Les Etats-Unis interdisent spécifiquement aux avions et hélicoptères irakiens de voler au nord du 36° parallèle qui englobe les principales villes kurdes dont Mossoul et Erbil (mais non Kirkouk), à 300 km au nord de Bagdad. Depuis le week-end, la France et les Etats-Unis parachutent des secours aux Kurdes, escortés par des chasseurs américains. L'interdiction de vol imposée aux appareils irakiens permettra d'étendre leur rayon d'action plus à l'intérieur des territoires kurdes en Irak, qui seraient ainsi « sanctuarisés » dans les faits, sinon formellement comme l'avaient souhaité les chefs d'Etat et de gouvernement européens lundi à Luxembourg.

Début mars déjà, George Bush avait annoncé que l'armée américaine empêcherait les hélicoptères irakiens de voler, mais il n'avait pas mis sa menace à exécution alors que les appareils de Saddam Hussein concouraient à l'écrasement des rébellions au nord et au sud de l'Irak : la Maison Blanche n'entendait pas s'immiscer dans une guerre civile, et avançait les difficultés militaires d'opérations aériennes. Une fois les Kurdes et chiites vaincus, le président américain a apparemment changé d'avis, sur des bases, assurent les Américains, strictement humanitaires. On comprend mal toutefois pourquoi ce qui était militairement impossible et politiquement risqué il y a deux semaines ne l'est plus aujourd'hui.



■ Régions habitées par les Kurdes

Selon le Pentagone, l'armée américaine s'apprête à organiser un pont aérien massif comparable à celui de Berlin, et Bush devrait annoncer dans les tous prochains jours un programme d'aide dépassant les 150 millions de dollars (environ 820 MF). La Maison Blanche estime que ces efforts, aussi tardifs fussent-ils, devraient répondre aux critiques sur l'abandon des rebelles que George Bush avait appelés à se soulever contre Saddam. Ce qui paraît, en ce qui concerne l'opinion publique américaine, un bon calcul. Les sondages montrent toujours un fort soutien à la politique du Président et les critiques les plus féroces sont limitées à quelques éditorialistes. Les télés ne consacrent que de brefs sujets aux Kurdes dont le sort n'est pas, ici, une préoccupation majeure.

Le Congrès, qui est rentré hier de ses vacances parlementaires, est resté lui aussi plutôt silencieux et n'est pas parti en guerre contre un Président toujours aussi populaire. « En envoyant des aides humanitaires, a ainsi déclaré Richard Gephardt, un des chefs des démocrates à la Chambre, nous faisons ce que nous avons à faire, nous ne pouvons pas impliquer nos troupes dans une confrontation militaire, le Président a raison de vouloir ramener nos soldats le plus vite possible. »

Quant à l'idée britannique d'«enclaves pour les Kurdes», elle s'est réduite au fil des heures, à l'ONU, comme peau de chagrin. Devant les réalités têtues de la diplomatie internationale, les Anglais, fer de lance de cette proposition, battent en retraite. Les mots mêmes d'«enclave» ou de «zone de sécurité» sous contrôle onusien sont soudain bannis du vocabulaire des diplomates. Lundi soir, le Conseil de sécurité a soigneusement évité de se prononcer sur cette solution, remettant tous ses espoirs dans une mission à Bagdad d'un envoyé spécial du secrétaire général, Eric Suy, un diplomate belge. « Notre concept n'est ni juridique, ni géographique, tout juste humanitaire », indiquait un diplomate britannique, ajoutant qu'il n'était pas question de dessiner les frontières de sanctuaires dans le pays

kurde. « Les fonctionnaires civils de l'ONU devraient redonner confiance aux Kurdes », ajoutait-il. On est très loin, on le voit, des déclarations pleines d'enthousiasme des Douze à Luxembourg qui, comme le président français, soulignaient l'urgence de trouver une solution « sous quelques jours ». On n'attend plus maintenant d'actions de l'ONU, à moins d'un sursaut des Européens qui forceraient le passage d'une résolution, avant la fin de la semaine prochaine, date du retour de la mission Suy.

Après vingt-quatre heures de consultations à l'ONU, l'ambassadeur britannique sir David Hanney a mesuré le degré d'opposition à l'idée de son Premier ministre. Pour la Chine concernée par son occupation du Tibet, il s'agit « d'une violation de la souveraineté ». L'Union soviétique ne s'est pas prononcée publiquement, mais son ambassadeur à l'ONU n'a pas caché en privé ses réticences, tout comme les pays du tiers monde, notamment l'Inde ou le Zimbabwe, qui s'étaient déjà opposés à la résolution française condamnant la répression des Kurdes. Ce texte, adopté la semaine dernière et qui ne comporte pas de mécanismes concrets d'application, paraît être le maximum que puisse offrir l'ONU dans le domaine encore en friche du « droit d'ingérence ».

Les Etats-Unis qui avaient montré un certain intérêt pour l'idée des enclaves durant le week-end sont aujourd'hui beaucoup plus réservés. « C'est une idée qui a ses mérites », a indiqué le porte-parole de la présidence, « mais aussi ses problèmes ».

Même circonvolutions de langage au département d'Etat où l'on ne cache pas sa méfiance, après le refus des Irakiens. Selon les Américains, cette idée poussée jusqu'au bout peut signifier un démembrement de l'Irak, ce dont ne veut en aucun cas Washington.

Les Américains veulent en revanche que l'ONU protège les milliers d'Irakiens, notamment chiites, réfugiés derrière leurs lignes au sud de l'Irak dans ce qui sera une zone démilitarisée entre les frontières koweïtienne et irakienne. Les troupes loyales à Saddam Hussein ont commencé à se rapprocher de cette zone, faisant craindre de nouveaux massacres, et Washington demande que les 1400 « casques bleus », dont l'envoi a été décidé par le Conseil de sécurité mardi soir, protègent ces réfugiés.

François SERGENT

## L'afflux des Kurdes embarrasse les autorités d'Ankara

Des milliers de réfugiés affluent vers la Turquie qui craint de ne pouvoir faire face et réclame l'aide internationale.

Uluderlé, envoyé spécial

**M**ême la neige propre est difficile à trouver. » Cette neige qui constitue la seule boisson et sert également à laver les morts, plus d'une centaine déjà, des enfants pour la plupart, enterrés dans des tombes creusées à la va-vite. Pour trouver un peu de neige encore propre, des femmes remontent jusqu'au col avec de vieilles boîtes en métal. Deux heures de montée harassante. Du bois? Peu à peu, tous les arbres couvrant la montagne autour du camp sont abattus pour se chauffer.

Ibrahim était professeur à Duhrc, à 70 km de la ville irakienne de Zakho. Il n'a pas participé aux combats et n'était pas un militant actif, mais les troupes de Saddam Hussein ne regardent pas à ces détails. Donc il a fui avec tous les siens, femmes, enfants, frères, oncles, parents. Depuis onze jours, ses journées se réduisent à un combat pour la survie élémentaire et à une attente infinie dans la boue et le froid.

Ils sont plus de 250000 comme lui, un peuple de réfugiés qui a erré à flanc de montagne jusqu'à ce camp, à côté de la petite ville d'Uluderlé. Au-delà de la ligne de crête, en territoire irakien, ils sont tout aussi nombreux.

Les « bérêts bleus », corps d'élite de la gendarmerie turque, sont partout, l'arme à la bretelle, contrôlant la route d'accès à ce camp d'Isikveren, et surtout empêchant les réfugiés de descendre vers la vallée. Quand les groupes de réfugiés s'agglutinent trop nombreux ou envahissent la route, des « bérêts bleus » interviennent avec des bâtons de fortune ou même tirent en l'air. Parfois à hauteur d'homme, face à la pression de la foule. Trois hommes seraient morts ainsi il y a deux jours.

Les premiers médecins sont arrivés seulement avant-hier soir. Débordés, désarmés, ils offrent de l'aspirine ou des vaporisateurs à des enfants victimes de bronchite ou de dysenterie. Des représentants de Médecins sans frontières sont là avec des tonnes de médicaments. « Nous attendons toujours l'autorisation officielle pour pouvoir commencer à travailler. »

Confrontées à la marée des réfugiés,

les autorités d'Ankara se montrent ambiguës. Pour des raisons d'image internationale, il est hors de question pour la Turquie de refuser l'aide à ces Kurdes fuyant la répression de Saddam Hussein, d'autant que le chef de l'Etat, Turgut Ozal, conscient de la charge émotionnelle de la question kurde, n'a pas hésité il y a quelques mois à rompre un certain nombre de tabous turcs. Mais la Turquie craint de ne pas pouvoir faire face à l'ampleur de l'afflux et demande des aides internationales. Le gouvernement se demande aussi ce que feront dans l'avenir ces centaines de milliers de réfugiés, et encourage une stratégie implicite de découragement: il vaut mieux qu'ils aillent en Iran ou restent en lisière du territoire turc, voire même en Irak dans des camps à la charge de la communauté internationale.

Les premiers parachutages de l'aide humanitaire sont intervenus mardi. Trois passages d'avions américains, autant d'appareils français. Les vrombissements ne font même plus lever la tête des réfugiés. Quand les corolles des parachutes s'ouvrent, ni surprise ni joie. « Qu'est-ce que ces petites caisses peuvent faire pour des dizaines de milliers de personnes? » Quelques-uns auront gagné le gros lot. Des abris de fortune situés juste à côté des points d'arrivée se recouvrent de plastique vert ou noir. Des femmes s'affairent autour des boîtes de rations militaires.

Pour manger, il vaut mieux franchir le barrage des « bérêts bleus », profiter d'un moment d'inattention et descendre de quelques kilomètres vers la vallée, là où déchargent des centaines de camions bringuebalants, bourrés de vêtements, de couvertures, de vieux berceaux, de tôles, offrandes des Kurdes de Turquie qui donnent ce qu'ils peuvent. Les réfugiés se servent eux-mêmes. Bousculades. Cris.

Sur la montagne, tout près du col, quelques groupes de réfugiés continuent d'arriver d'Irak, tous leurs biens dans d'énormes sacs plus gros que les gosses qui les portent. Ils lancent quelques mots de turc à leur arrivée: honneur à l'homme qui les reçoit. Ils sourient. A Isikveren, ils sont bien les seuls.

Marc SEMO

LE FIGARO

11 avril 1991

La tragédie aux frontières de l'Irak

# L'avertissement de Washington à Bagdad

« Nous ne tolérerons pas que les avions et les hélicoptères interviennent contre les réfugiés kurdes. » Le président Bush et le premier ministre britannique finalement d'accord sur la création de zones de sécurité.

Les États-Unis et la Grande-Bretagne sont tombés d'accord, hier, sur la nécessité de créer une zone de protection pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Au cours d'un entretien téléphonique de vingt minutes avec le premier ministre britannique, John Major, le président George Bush a finalement approuvé la création d'une telle zone — idée de son interlocuteur. Les deux hommes ont décidé de prendre des mesures si les efforts humanitaires rencontraient une opposition en Irak.

Quelques heures auparavant, Washington avait émis un avis contraire, estimant qu'une enclave kurde, même placée sous la tutelle de l'ONU, ne revêtait pas de « caractère prioritaire ». Washington craignait alors que la proposition britannique, reprise par les Douze lundi, « entre en collision » avec le principe d'intégrité du territoire irakien.

## Pur cynisme

Les Américains ont envoyé d'autre part une série d'avertissements à l'Irak : pas d'opérations militaires terrestres à proximité des réfugiés kurdes, pas de sorties aériennes au sud du 36° parallèle, c'est-à-dire au-dessus du Kurdistan.

L'Irak a déjà fait savoir de son côté qu'il refusait toute allusion à une zone de sécurité. « Il n'y a pas de problème kurde », a lâché hier Tarek Aziz sur la chaîne américaine CNN. Le ministre irakien des Affaires étrangères a prétendu que Bagdad vient déjà en aide aux réfugiés kurdes. Car ceux-ci, selon la propagande irakienne, ne fuient pas les bombes de ses troupes, mais la terreur provoquée par des leaders kurdes eux-mêmes.

Tous les observateurs présents sur place ont pourtant vu des hélicoptères irakiens piler systématiquement les campements civils. C'est devant la mort promise par Bagdad aux « traîtres rebelles » que les Kurdes d'Irak ont abandonné Erbil, Dohouk, Soulaymaniah.

La demande « solennelle » du pouvoir irakien aux Kurdes de rentrer chez eux procède du même double langage. Selon le docteur Marcel Roux, de Médecins sans frontières, chaque heure qui passe voit la mort d'un millier de réfugiés kurdes. A la faim et au froid viennent s'ajouter désormais les risques d'épidémies de typhoïde et de tuberculose.

La situation des 800 000 réfugiés, en Iran et des quelque 300 000 à la frontière irako-turque empire de jour en jour. Un

million de Kurdes se pressent aux frontières iraniennes. Trop peu de couvertures, de médicaments, de nourriture.

Les parachutages restent malheureusement insuffisants : quinze appareils militaires américains et français se sont relayés pour lancer 250 tonnes de secours sur les campements de réfugiés dans la montagne. Deux Transall français ont été touchés par la foudre, hier après-midi. Des soldats turcs ont dû franchir la frontière avec l'Irak pour « assurer la sécurité » des réfugiés, selon Ankara. D'autre part, deux Boeing français chargés de 150 tonnes de secours sont attendus aujourd'hui en Turquie. Le Japon a promis six médecins et la CEE 150 millions d'écus.

Le Comité international de la Croix-Rouge a annoncé de Genève le renforcement de son aide. Mais de 70 000 à 80 000 tentes seraient nécessaires pour protéger les sans-abri. Après avoir visité la région, Bernard Kouchner, secrétaire d'État à l'Action humanitaire, a rencontré hier dans le Kurdistan irakien le chef kurde Jelal Talabani. Le représentant de la France a été acclamé par les réfugiés.

X. G. (avec AFP, Reuter).

## Kurdes : avertissement des Américains à Bagdad

« Nous ne tolérerons aucune attaque aérienne ou terrestre irakienne contre les réfugiés. »

Les États-Unis ont mis en garde l'Irak : « Nous ne tolérerons aucune attaque aérienne ou terrestre contre les réfugiés kurdes dans le nord du pays. »

● Cet avertissement a été dévoilé par un haut fonctionnaire qui accompagnait le secrétaire d'État, James Baker. Il a précisé : « Tous les vols d'avions et d'hélicoptères irakiens sont interdits au sud du 36° parallèle. S'ils ne respectent pas notre avertissement, ils seront abattus. La mise en garde concerne aussi les unités de la Garde républicaine qui ont réprimé l'insurrection kurde. »

● « Il n'y a pas de problème kurde », avait déclaré, sur CNN, le ministre des Affaires étrangères irakien, Tarek Aziz. Selon lui, les réfugiés fuient les exactions et la terreur provoquées par les leaders séparatistes kurdes, et non les troupes de Bagdad.

● Des observateurs dignes de foi ont pourtant vu des hélicoptères irakiens piler les campements des réfugiés.

● Des soldats turcs ont franchi hier la frontière irakienne, « uniquement pour y assurer la sécurité des réfugiés qui y ont afflué », a indiqué hier le porte-parole du gouvernement turc.

● Le président George Bush est finalement tombé d'accord, hier soir, à l'issue d'une conversation téléphonique de vingt minutes, avec le premier ministre britannique, John Major, sur la création de « zones de sécurité » pour les réfugiés au nord de l'Irak.

● Le secrétaire d'État à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, a rencontré hier à Penjwin (Kurdistan irakien) le chef kurde Jalal Talabani.

LE FIGARO

11 avril 1991

Le massacre des Kurdes

Silence, on tue

*Une guerre gagnée par les militaires et perdue par les politiques • Le nouvel ordre mondial n'est qu'un replâtrage de l'ancien • Plutôt que compter les victimes, il faudrait descendre les hélicoptères irakiens.*

Sept mois de crise, sept cent mille hommes, la plus forte armée du monde jamais amassée, une coalition de vingt-neuf pays, quatre-vingt-cinq mille tonnes de bombes et une offensive éclair de cent heures : pour en arriver là.

Là, c'est l'effrayant, l'insoutenable massacre de tout un peuple innocent — les Kurdes —, par les canons, les chars et les hélicoptères irakiens, volontairement épargnés par le général Schwarzkopf.

#### PAR PIERRE LELLOUCHE

Là, c'est le boucher de Bagdad, Saddam Hussein, toujours au pouvoir, et que l'on revoit sur nos écrans, entouré de sa même équipe de tueurs, discutant paisiblement les termes du cessez-le-feu négocié aux Nations unies.

Là, c'est l'hypocrisie de nos gouvernements, qui font mine de s'offusquer du massacre, alors que, dans le même temps, nous rapatrions nos soldats couverts de gloire, leur mission accomplie.

Car soyons clairs : le massacre des Kurdes comme les convulsions internes de l'Irak étaient inscrits dans la stratégie de nos gouvernements. Dès lors en effet que toute cette guerre du Golfe n'était qu'une simple opération de police destinée à restaurer l'ordre ancien, c'est-à-dire à libérer le Koweït et rien que le Koweït, dit Bush et Mitterrand, dès lors qu'il n'était à aucun moment question de récomposer la carte politico-stratégique du Golfe ni pour ce faire de prendre Bagdad, et dès lors enfin qu'il ne s'agissait ni d'occuper l'Irak ni de trainer Saddam devant un tribunal international, pourquoi faire mine aujourd'hui de s'étonner des conséquences intérieures de cette guerre inachevée ?

Car enfin, rappelons les faits !

Ni Washington ni Paris, bien sûr, ne voulaient risquer en Irak un enlisement à la libanaise : il fallait gagner, mais gagner vite, avec le moins de pertes possible, puis, tout aussi rapidement, rapatrier nos soldats à la maison. Pas question donc de pénétrer à Bagdad et d'y imposer un nouveau pouvoir : au demeurant lequel ? Chiite pro-iranien, militaire, kurde, ou communiste ?

De même, ni Washington — ni Paris bien sûr — ne voulaient de dépeçage de l'Irak entre la Turquie, la Syrie et l'Iran. Il s'agissait simplement du retour au statu quo ante, en matière territoriale comme en matière de partage des richesses pétrolières. Tout récemment encore, lors de leur sommet de la Martinique, le mois dernier, MM. Mitterrand et Bush en étaient convenus publiquement : pas question de poursuivre la guerre et d'outrepasser le mandat des Nations unies. La coalition n'avait, en effet, agi qu'au nom des Nations unies, c'est-à-dire au nom du maintien des frontières existantes au 1<sup>er</sup> août 1990 : ce qui valait pour le Koweït s'appliquait aussi à l'Irak.

#### L'armée de Saddam

Enfin, et pour les mêmes raisons, ni Washington ni Paris ne voulaient casser l'armée irakienne, au point d'inviter une agression iranienne ou syrienne sur un Irak désarmé. C'est pour cette raison que Bush décida le cessez-le-feu au bout de cent heures de combat sans fermer la nasse à l'est de l'Eu-

phrate, en laissant donc s'échapper 40 % des forces irakiennes. Kissinger et Nixon avaient eu en 1973 le même geste en empêchant Israël de détruire la troisième armée égyptienne capturée dans le Sinaï par les forces du général Sharon. Sadate avait ainsi sauvé l'honneur et cinq ans plus tard, il signait les accords de Camp David. L'ennui, c'est que Saddam n'est pas Sadate.

L'ennui, également, c'est que cette phase imprévue de la guerre du Golfe risque de compromettre la victoire occidentale d'une façon là aussi parfaitement imprévue par nos stratèges : car, en démocratie, la morale peut parfois jouer de mauvais tours aux calculs les plus cyniques de la Realpolitik.

Force est de constater en effet que l'administration Bush elle-même n'a pas peu contribué à construire le piège moral dans lequel elle se trouve aujourd'hui enfermée. C'est M. Bush qui, en parlant d'un *nouvel ordre mondial* dans lequel l'agression illégale n'aurait plus jamais sa place, a créé l'impression — fausse — qu'un *nouveau monde* allait sortir de la guerre du Golfe. Un monde gouverné par les Nations unies et fait d'initiatives de paix et de droit. Que n'avions-nous entendu alors sur les plans de paix américains promis pour la région et particulièrement s'agissant des Palestiniens ! Or, que voit-on aujourd'hui ? Que le fameux *nouvel ordre mondial*, n'est en fait que le replâtrage de l'ancien, celui précisément de la charte des Nations unies, du respect des frontières et de la non-ingérence.

C'est au nom de la non-ingérence que les Kurdes se font massacrer aujourd'hui. Mais, me dira-t-on, la France ne vient-elle pas d'obtenir un important succès diplomatique en faisant adopter par le Conseil de sécurité une résolution kurde qui, pour la première fois, condamne les massacres et ordonne aux Irakiens de cesser leurs crimes ?

#### Hypocrisie

Belle et grande innovation juridique, en effet ! Mais qui va la faire respecter ? La France qui rapatrie ses soldats, ou l'Amérique décidée à ne pas risquer de précieuses vies américaines ? Une force de paix de l'ONU ? Mais composée de qui ? Ni les Soviétiques, ni les Chinois, et combien d'autres encore, n'ont aucune envie que l'on vienne un jour se mêler de leurs affaires intérieures. Reste donc l'hypocrisie.

Au lieu d'envoyer M. Kouchner compter les victimes, n'aurait-il pas mieux valu envoyer nos avions descendre les hélicoptères irakiens et détruire les canons et les chars qui poursuivent impitoyablement les colonnes de réfugiés ? Pourquoi nos pays ne sont-ils pas allés jusqu'au bout du *devoir d'ingérence* dont a parlé si éloquentment Roland Dumas ? Et pourquoi l'ONU, par exemple, ne donne-t-elle pas mandat à la coalition d'assurer la protection des Kurdes en reprenant ses bombardements contre l'armée irakienne ? Et pourquoi, enfin, ne pas envisager, pour les Kurdes, la création d'un État, plutôt que d'une « enclave » en forme de réserve indienne !

En d'autres termes, cessons ces hypocrisies et sachons enfin quels sont les objectifs stratégiques de cette guerre.

S'il s'agit de restaurer seulement



l'ordre ancien territorial et pétrolier, alors la guerre du Golfe est bel et bien terminée. Mais, dans ce cas, cessons de parler d'ingérence et contentons-nous de transmettre nos condoléances aux malheureux Kurdes. Mais, dans ce cas aussi, cessons de prétendre exiger des Israéliens des concessions que nous ne demandons même pas aux Irakiens.

S'il s'agit au contraire de créer un *nouvel ordre mondial*, à commencer par le Proche-Orient, il ne suffit pas alors de voter des résolutions. Il faut les faire appliquer, donc finir à Bagdad le travail commencé à Koweït.

Il serait bon qu'à la fin nos gouvernements fassent ce qu'ils annoncent. Au lieu de se contenter d'hypocrites bons sentiments qui, à long terme, ne peuvent que se retourner contre nos démocraties.

La trahison des Kurdes n'est pas sans rappeler la lâche passivité des démocraties pendant la guerre civile espagnole, annonciatrice d'un tremblement de terre planétaire. Souhaitons que l'Histoire, ici, ne se répète pas.

Cette guerre du Golfe inachevée, laisse décidément l'impression désagréable d'avoir été gagnée par les militaires professionnels, mais perdue par les politiciens.

P. L.

# L'impasse du Kurdistan

*L'extrême division des Kurdes en groupes rivaux, transnationaux sur cinq pays, entretient une instabilité chronique, propice à toutes les interventions étrangères.*

Le malheur frappe une nouvelle fois à la porte de nombreux Kurdes irakiens, entraînés dans le tourbillon d'une guerre civile qu'ils n'ont pas voulue.

## PAR GILLES MUNIER \*

Les media occidentaux qui n'ont jamais fait grand cas de l'existence, en Irak, d'une région autonome kurde, nous rendent compte des mésaventures de Jalal Talabani et de Massoud Barzani, opposants qui n'ont jamais hésité à faire couler le sang kurde, lorsque leurs ambitions le dictaient. Comment Danielle Mitterrand, dont la Fondation France-Liberte milite pour la reconnaissance des droits des Kurdes, et dont l'influence est grande sur la définition de la politique extérieure française dans cette région, a-t-elle pu prendre pour argent comptant la description partisane de la situa-

tion au nord de l'Irak, et les discours des deux chefs de guerre kurdes irakiens, rompus au double langage, au triple jeu, et à la mystification ? Le système d'autonomie mis

en place en Irak n'est, peut-être, pas parfait, mais il a le mérite d'exister. Les Kurdes des pays voisins s'en contenteraient fort bien, faute de mieux. L'effondrement cyclique des soulèvements kurdes en Irak souligne l'échec d'une stratégie basée sur des alliances de circonstance, souvent douteuses. Le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui fait la guérilla en Turquie, analyse cette situation sans complaisance : « ... Aucune opposition au monde n'est aussi rompu au mercantilisme politique que l'opposition irakienne... Ceux qui se disent

aujourd'hui opposants au régime de Saddam Hussein ne sont que diverses forces qui essaient de tirer un profit matériel de leur collaboration avec les États en lutte contre le régime irakien... (1) ». L'analyse ne date pas d'hier, mais elle résonne étrangement au lendemain de la guerre du Golfe.

Le discours moralisant sur l'instauration d'un « nouvel ordre international » s'est finalement révélé n'être qu'un leurre destiné à camoufler des visées plus terre à terre comme le contrôle des ressources pétrolières du Proche-Orient par les États-Unis, ou la réélection, en douceur, de M. Bush.

Le président américain, ne tenant pas à se retrouver avec un nouveau Vietnam sur les bras, a ordonné à la CIA de ne plus aider les opposants kurdes d'Irak. Comme à l'époque du chah d'Iran, le soulèvement s'est effondré en quelques jours.

L'extrême division des Kurdes en groupes rivaux, transnationaux sur cinq pays, entretient, au Proche-Orient, une instabilité chronique, propice à toutes les interventions étrangères.

## Un cancer au Proche-Orient

Tant que le droit des Kurdes à disposer d'eux-mêmes servira uniquement d'alibi pour déstabiliser l'un ou l'autre des pays de la région, la radicalisation de toutes les forces en présence est inéluctable.

Avec l'arrivée massive, ces dernières années, de travailleurs turcs dans les pays occidentaux, dont la majorité est d'origine kurde, la question kurde est devenue un affaire intérieure européenne des plus sensibles. Elle touche désormais aux relations bilatérales entre les États concernés, à leurs problèmes de sécurité et de défense. Les guérilleros du Kurdistan ont donc de beaux

jours devant eux : ils ont entre les mains tous les ingrédients essentiels pour transformer leur lutte en un des conflits majeurs de cette fin de siècle. Le seul Kurdistan qui soit du domaine du possible, et viable, est celui de Turquie, ne serait-ce que pour des raisons géopolitiques. Mais, ni les États-Unis ni Israël n'en veulent ; et l'Europe est encore incapable de faire la politique que lui dicte ses intérêts.

De la capacité de la Communauté européenne d'élaborer une solution acceptable de la question kurde, notamment en Turquie, dépend non seulement le tracé des frontières de l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle, mais aussi l'avenir de son influence au Proche-Orient.

G. M.,

(\* Secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes.

(1) Dossier du Kurdistan, juillet 1987, revue publiée par le Comité du Kurdistan.

Une interview de Kendal Nezan

# “L'incroyable cynisme des Occidentaux...”

## D'après le président de l'Institut kurde de Paris, les peshmergas s'attendaient au minimum à ce que les anciens coalisés empêchent Saddam Hussein d'utiliser ses armes lourdes

**Le Nouvel Observateur.** - On parle de deux millions de personnes fuyant le Kurdistan irakien vers la Turquie et l'Iran. Pourquoi cet exode ?

**Kendal Nezan.** - Au cours de ces dernières années, le pouvoir de Bagdad a fait raser tous les villages kurdes. La population a été regroupée dans les grandes villes ou dans des camps d'internement situés à leur périphérie. Quand un obus est tiré sur une concentration urbaine, il fait plus de victimes. Le 27 mars, le gouvernement a lancé sa contre-offensive en utilisant les hélicoptères et l'artillerie à longue portée. Quand les civils ont compris que les Etats-Unis ne s'y opposeraient pas, ils ont marché vers les pays voisins.

**N.O.** - La contre-offensive irakienne n'était-elle pas prévisible ?

**K. Nezan.** - Personnellement, je m'attendais à cette contre-offensive, mais pas à l'incroyable cynisme avec lequel les pouvoirs occidentaux y ont assisté. Les peshmergas ne comptaient pas sur une intervention des alliés en leur faveur. Mais ils espéraient qu'ils empêcheraient l'utilisation d'armes lourdes contre eux.

**N.O.** - Pourquoi les peshmergas se sont-ils lancés dans cette bataille sans l'assurance d'un soutien allié ?

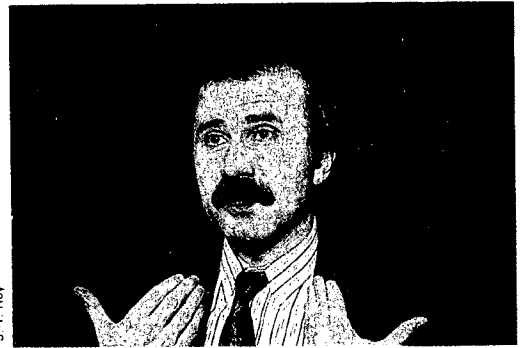
**K. Nezan.** - Après la fin de la guerre du Koweït, le Front uni du Kurdistan était d'une très grande prudence. Il n'a lancé son appel au soulèvement que le 11 mars. A cette date, plus de la moitié des villes kurdes s'étaient déjà soustraites toutes seules au contrôle du gouvernement. Les soulèvements ont d'abord été spontanés. Tout a commencé à Ranya. Inspirée par l'exemple chiite, la population de cette ville s'est emparée des postes de contrôle militaires. Et elle n'a pratiquement rencontré aucune opposition... Cette nouvelle s'est très vite répandue dans les camps et a suscité d'autres soulèvements dans d'autres villes. Pendant les combats, quatre divisions se sont rendues aux Kurdes. Aux 7 000 à 8 000 combattants peshmergas, sont alors venus s'ajouter 35 000 personnes qui possédaient des armes.

Le 23 mars, les Américains affirmaient qu'ils n'avaient plus l'intention d'attaquer les hélicoptères irakiens en vol...

**N.O.** - Comment expliquez-vous cette réaction de l'administration américaine ?

**K. Nezan.** - Certains alliés des Américains voyaient d'un très mauvais œil l'insurrection kurde et chiite. D'une part, les Turcs avaient accepté de laisser carte blanche aux Etats-Unis pendant l'opération Tempête du Désert à condition qu'ils ne soulèvent pas le problème kurde. Le 27 février, l'Institut kurde tenait une conférence au Sénat américain. Auparavant, je pouvais ren-

contrer sans problème le sous-secrétaire américain aux Droits de l'Homme. Cette fois-là, l'administration a refusé tout contact avec nous pour ne pas indisposer la Turquie... D'autre part, avant même l'offensive terrestre sur le Koweït, entre les alliés occidentaux et les pétromonarchies il y a eu marchandage sur la survie du régime de Saddam. De source à peu près sûre, les Saoudiens sont intervenus pour sauver plusieurs éléments de la Garde républicaine. Le roi Fahd trouve la promesse d'un régime démocratique en Irak encore plus dangereuse que les Scud ! De plus, le régime



Kendal Nezan

actuel de Bagdad est entre les mains des sunnites. Des chiites au pouvoir, ça ne faisait pas du tout l'affaire des rois du pétrole...

Le 8 mars, à Genève, une réunion discrète a été organisée entre Barzan Takriti, émissaire de Saddam et son demi-frère, et quelques militaires de haut rang saoudiens sur l'initiative de leur gouvernement. En quels termes se sont-ils entendus ? Je n'en sais rien. Je sais ce que je vois aujourd'hui : Saddam a pu utiliser son aviation et ses hélicos contre sa population.

**N.O.** - Qu'est-ce que vous pensez de l'initiative française au nom de l'« ingérence humanitaire » ?

**K. Nezan.** - Cette notion d'« ingérence humanitaire » n'est pas une panacée, mais c'est une avancée intéressante dans le domaine du droit. Il faut d'autres actes pour compléter ce droit qui s'invente dans la tragédie. Pour l'instant, l'initiative française a été une bouée de secours pour le crédit moral de l'ONU. C'est un moyen pour les Occidentaux, et en particulier les Américains, de soulager leur conscience et leur opinion publique. Mais ça ne règle pas le problème de fond : le retour des populations dans leur pays, la reconnaissance de leurs droits politiques. Si la communauté internationale s'arrête en chemin, l'« ingérence humanitaire » reviendra à fournir un service après-vente à tous les massacres autorisés dans un premier temps.

Propos recueillis par  
CHANTAL de RUDDER

Politis, Jeudi 11 avril 1991

# KURDES SAUVE QUI PEUT !

**sauve qui veut  
aussi !  
car si la France a  
pris une  
initiative louable,  
le camp occidental  
ne manifeste que peu  
d'empressement**

Un vieux proverbe kurde dit que ce peuple d'origine indo-européenne « ne peut compter sur aucune amitié offerte par les montagnes ». Sans doute cet aphorisme remonte-t-il au début de l'épopée de ce peuple millénaire. En effet, la légende veut que, vers 4000 av. J.-C., l'Arche de Noé acheva son odyssée sur le sommet du mont Cudi en Irak. Depuis ce site, Melik Kurdim, un descendant mythique de Noé, créa après six cents ans de règne un langage, le kurdim, et une nation qui, avec les Turcs, allait dominer le Moyen-Orient pendant les XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles.

Les régions montagneuses qui, aujourd'hui, abritent près de 25 millions de Kurdes ont maintes fois protégé cette nation de l'anéantissement. Situés à la croisée de cinq frontières, les Kurdes n'ont jamais pu voir réalisé leur droit à l'autodétermination. C'est aussi dans ces montagnes-refuges que la moitié des Kurdes irakiens — soit 2 millions de personnes — vivent un cauchemar qui risque de les transformer en charnier. Totalement désemparés par les attaques de la garde républicaine de Saddam Hussein, ils se cramponnent aux pentes des montagnes tel le Zagros à la frontière irako-irannienne et lancent des appels désespérés à cette même communauté internationale qui les a encouragés à se débarrasser du « Hitler du Moyen-Orient ». Même les conditions climatiques semblent se liguer contre toute tentative d'aide extérieure. Selon des sources kurdes en Turquie, les derniers ponts aériens humanitaires organisés par les alliés ont été peu efficaces en raison des pluies torrentielles et des vents violents qui ont fait perdre des quantités importantes de vivres. Les désastres militaires au Kurdistan surviennent peu de temps après que ces dix jours d'« Intifada » populaire ont soulevé les espoirs kurdes à un niveau jamais égalé. Depuis la Seconde Guerre mondiale, il n'existe qu'un seul parallèle à cette déroute, celle des Palestiniens en 1948. « Saddam veut nous terroriser pour vider le pays », explique posément Hoshiyar Zibari, représentant européen du Parti démocratique du Kurdistan (PDK). « L'exode prend des proportions qu'on n'aurait jamais pu imaginer. »

Cette situation critique suscite des actions désespérées, mais impuissantes, de la communauté kurde en exil. Les manifestations de rue, les saccages d'ambassades irakiennes, les grèves de

la faim témoignent de l'immense choc émotionnel ressenti par la diaspora kurde en Europe qui compte à présent 650 000 personnes dont 70 000 en France.

Leur plus grande déception se manifeste face à l'attitude de l'administration américaine. « Les Etats-Unis attendent toujours ce fameux coup d'Etat pour préserver le saddamisme sans Saddam (sic) », souligne Falih Abd al-Jabbar, journaliste irakien actuellement exilé à Londres. « Mais qui serait assez fou pour risquer sa tête quand on offre en récompense un pays totalement ruiné ? Les Américains continuent à se montrer terriblement naïfs. » Cependant, ils font preuve d'une relative constance historique. Déjà en 1974, un mémorandum de la CIA traça la politique à mener face à la question kurde durant les années à venir : « L'Iran et les Etats-Unis cherchent à la fois à bénéficier d'une situation irréversible dans laquelle l'Irak serait affaibli intérieurement par le refus des Kurdes à renoncer à leur semi-autonomie. Ni l'Iran ni les Etats-Unis ne souhaitent voir la situation se résoudre d'une manière ou d'une autre. »

« A présent nous considérons la politique américaine de manière totalement négative », explique Salah, un des quarante-deux Kurdes participant à une grève de la faim devant l'ambassade américaine en Angleterre. « Il existe ce sentiment général que Bush défendra toujours les riches Koweïtiens et se fichera à jamais complètement des pauvres Kurdes. »

L'amertume se fait sentir aussi parmi les dirigeants de la résistance armée kurde, une résistance qui continue à maintenir une certaine pression sur l'armée irakienne, surtout dans les campagnes. La demande formelle de Masud Barzani, leader du PDK, d'obtenir une audience auprès du président Bush, a été passée sous silence et l'administration américaine continue à faire le gros dos face à toute sollicitation d'entrevue avec l'opposition irakienne.

L'opinion américaine a été particulièrement sensible aux images bouleversantes diffusées par la télévision américaine et qui montraient l'exode des femmes, des enfants et des vieillards kurdes. « L'innocence américaine s'est, une fois de plus, avérée être une sorte de folie », affirme William Pfaff, dans le *Los Angeles Times* du 6 avril.

Dans le même éditorial, ce journaliste réputé explique aussi que « l'exercice américain du droit international et les appels explicites des Américains au peuple d'Irak à se soulever contre Saddam Hussein ont eu pour conséquence de jeter sur les chemins de l'exode des millions de personnes, de provoquer la mort, atroce de centaines de milliers de personnes, les Américains ayant abandonné ceux qui se sont soulevés contre le tyran (...) Tout ceci me fait penser, en mon âme et conscience, que le projet américain de nouvel ordre mondial est une idée absolument abominable ».

Les Kurdes avouent entre-temps qu'ils ont surestimé l'aide des alliés (ils attendaient au moins la neutralisation de la force aérienne irakienne) et sous-estimé la rapidité de Saddam Hussein à reprendre le dessus tant dans le Sud qu'au sein de son armée réduite à 10 % de sa puissance

antérieure. Selon Joyce Blau, professeur de kurde à l'Institut des langues et civilisations orientales, les leaders kurdes « ont foncé tête baissée parce que, pour la première fois dans leur histoire, ils ont été les témoins d'une insurrection populaire totale ». Cependant, Abd al-Jabbar maintient que la défaite de l'insurrection était prévisible depuis le début : « Comment penser qu'elle réussirait sans que la population de Bagdad ne s'insurge elle aussi ? Dès le lancement de la révolte, des erreurs graves ont été commises. Elle a été très mal organisée, presque pas synchronisée, manquant presque totalement de coordination. »

Zebari tente néanmoins de rester optimiste. Pour lui, la résolution 688 des Nations unies condamnant la répression en Irak constitue « une avancée historique sans précédent pour les Kurdes ». Ainsi, ajoute-t-il, « malgré la catastrophe survenue, cette décision est l'initiative internationale dont nous avons rêvé depuis le début de notre lutte. Peut-être le monde a-t-il été long à nous découvrir, mais pour nous cette résolution signifie la possibilité d'une reconnaissance officielle de notre droit à l'autodétermination et de notre droit à participer aux négociations sur l'avenir du Moyen-Orient ». DANIEL BROWN

# LA FAUTE AUX PACIFISTES

**faut-il venir en aide aux Kurdes ? poser la question est déjà une forme d'indécence**

Oui, bien sûr ! Il faut parachuter des secours de première nécessité au-dessus des plateaux enneigés de la frontière turco-irakienne. Bien sûr, il faut, le cas échéant, empêcher les avions et les hélicoptères de Saddam Hussein de semer la mort sur un peuple en perdition ! L'heure ne devrait plus être à des jeux de rhétorique.

La révolte, le sursaut d'humanité, instinctif, devrait l'emporter sur toute autre considération. Comme cela aurait déjà dû être le cas en 1986, quand le même Saddam Hussein, alors au faite de sa popularité dans les capitales occidentales, avait gazé les villages kurdes pris dans le feu de la guerre avec l'Iran. L'affaire devrait d'autant moins prêter à discussion que secourir les Kurdes ne peut être suspect d'aucune arrière-pensée. Ceux-là n'ont pas de pétrole. Ils n'ont pas joué à brader les cours du baril quand l'Irak avait besoin de revenus pétroliers, ils n'ont jamais encouragé Saddam Hussein à se lancer à l'assaut de l'Iran. Ils ne lui sont redevables de rien d'autre que de leur tourment. Ils ne l'ont jamais armé. Tout entiers, ils appartiennent donc au camp des victimes.

Or, précisément, défendre ces Kurdes-là semble soulever des questions de droit que les manuels paraissent incapables à résoudre. C'est que là où pour le Koweït il s'agissait de droit international, il s'agit pour les Kurdes de politique intérieure. *Dura lex sed lex*. Il n'en faut pas plus pour que les Etats-Unis, sans lesquels aucune décision d'importance n'est possible, campent, si l'on ose dire, l'arme au pied. Pas question de violer la souveraineté irakienne ! Si le président américain est pareillement assailli par les scrupules, malgré quelques entorses à la règle de non-ingérence que l'oubli n'a pas encore recou-

vertes, comme l'invasion du Panama en 1989 (4 000 morts), c'est nous dit-on que les pacifistes veillent.

Redoutables pacifistes qui font la pluie et le beau temps de la politique internationale ! Plusieurs commentateurs déjà les accusent d'être à l'origine des malheurs du peuple kurde. S'ils n'avaient, à tout instant, dénoncé la guerre, rappelé le général Schwarzkopf au strict mandat de l'ONU, celui-ci aurait fait déferler ses blindés sur Bagdad. Et les Kurdes seraient saufs. Que le président américain fasse aujourd'hui un geste en leur faveur et il sera immédiatement frappé du sceau de l'infamie par les mêmes hordes antiguerre. Or, on sait l'homme de la Maison-Blanche bien trop soucieux de son image dans les milieux pacifistes et humanistes. Voilà à peu près, toute ironie mise à part, ce qu'on lit et ce qu'on entend ces jours-ci. Faut-il tenir ses lecteurs, ou ses auditeurs, en piètre considération, pour leur raconter ainsi l'histoire comme à des enfants. N'est-il pas plus simple, et plus honnête, de convenir que le souci d'humanité n'entraîne que faiblement dans les causes de l'engagement occidental au Koweït ; que les Kurdes n'offrent aucun intérêt stratégique pour les grands de ce monde ; que — pire encore — leur révolte trouble l'ordre turc qui verrouille ses frontières, l'ordre iranien renaissant, l'ordre syrien conforté par la guerre du Golfe ? Que la guerre achevée, Saddam a cessé de représenter le « mal absolu », et qu'affaibli, il vaut peut-être mieux que des révoltes incertaines ?

Voilà pourquoi à peine deux mois après avoir exhorté le peuple irakien à se soulever — n'était-ce pas une ingérence ? —, le président Bush ne se sent plus très concerné par son exhortation. Très symboliquement, la résolution 687 des Nations unies a d'ailleurs mis un terme officiel au conflit avant que l'on ne se préoccupe du sort des enfants kurdes. Le drame de ce peuple jeté dans la montagne sous les bombes appartient d'ailleurs si peu à l'histoire de la guerre que tous les bilans du conflit ont d'ores et déjà été tirés. A l'Assemblée nationale française, comme au parti socialiste. Il ne viendrait donc à l'idée de personne que la tragédie qui se joue aujourd'hui soit le premier prolongement prévisible de la guerre, avant d'autres.

DENIS SIEFFERT

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI 11 au 17 avril 1991

# Les deux semaines qui ont vu naître et mourir le Kurdistan

« L'Événement du jeudi » a reconstitué comment, en quelques jours, le Kurdistan irakien est passé de l'euphorie de la libération aux horreurs de la répression et de l'exode : la découverte des salles de torture et des prisonniers oubliés, le retour des exilés et l'ivresse de la révolution puis, brusquement, le vent qui tourne, la panique face à la contre-offensive de Saddam et, partout, les colonnes de fuyards tenaillées par le spectre de la mort chimique.

**L**e premier obus de mortier tombe comme par surprise. Dans le jour finissant, la population d'Erbil entend son explosion étouffée. On dirait le claquement d'une tôle. Et soudain, un silence absolu remplace le bruissement de la ville. Car ce coup de gong, au soir du samedi 30 mars, marque la fin d'un rêve de liberté qui a duré vingt jours.

Tout l'après-midi, des pick-up Toyota équipés d'une sono ont sillonné les rues poussiéreuses. On demandait aux familles de rassembler leurs armes et de les apporter au stade de football. Les unités de la Garde républicaine n'étaient plus qu'à 20 kilomètres. Deux jours plus tôt, le jeudi 27, Kirkouk est tombée sans combattre. Mais Erbil ne veut pas croire à ce coup du destin. Capitale depuis 1974 de la région autonome du Kurdistan, promue par les rebelles capitale des régions libres, elle ne peut accepter que, face aux armes lourdes sauvées par Saddam, le courage de ses peshmergas (« ceux qui vont au devant de la mort ») n'ait servi à rien. Pourtant, cette

dernière nuit a fourni un exemple écrasant de l'inégalité du combat, à moins de 40 kilomètres au sud.

Dans la marche des unités irakiennes vers le cœur du Kurdistan, Altun-Kopri est le dernier obstacle avant Erbil. Perdue dans une plaine agricole, établie sur un axe de communication vital, cette ville de 70 000 habitants découvre brutalement son importance stratégique. Depuis le vendredi matin, des peshmergas descendent sur Altun-Kopri. Les bus, les taxis, les fourgonnettes, les voitures où ils s'entassent, ils les ont barbouillés de boue. Un camouflage de fortune, pour tromper la vigilance des hélicoptères gouvernementaux.

A Altun-Kopri, le commandant Kosrat Abdullah dirige les opérations. Il a 38 ans mais semble en porter davantage. Peut-être parce qu'il se bat depuis dix ans pour l'autonomie du Kurdistan. Kosrat est un homme des montagnes. Rude, paisible, déterminé. Ce soir, il en est sûr, il livrera sa plus grande bataille. Ses 9 000 hommes attendent, tapis comme des fauves dans l'herbe drue. L'affrontement, pense Kosrat,

aura lieu entre 19 heures et minuit.

## LA NUIT D'ALTUN-KOPRI

A 22 h 30, c'est l'assaut. Aussitôt, les points rougeoyants des balles traçantes zèbrent la nuit. Un peshmerga hurle : « Cessez le feu ! Les nôtres sont devant ! » Peine perdue. Les kalashnikovs crachent de plus belle. Cris. Rafales. Jurons. Appels. La confusion est totale, les voix des hommes masquent presque les déflagrations imperturbables des pièces d'artillerie.

Retranché derrière un bâtiment de ferme, Mohammed Hussein échappe à ce vent d'hystérie. Il sert un canon de 130. La guerre est son métier. Il s'est battu contre l'Iran. Aux côtés des Moudjahidin du peuple. Protégés par Bagdad, ces opposants iraniens du régime de Téhéran ont gardé leur loyauté envers Saddam Hussein. Ils participent activement à la répression du Kurdistan libéré. Les anciens compagnons d'armes de Mohammed Hussein sont devenus ses adversaires.

Avant le soulèvement, Mohammed Hussein avait rang de capitaine dans l'armée irakienne. Sa vie a basculé voici quelques jours, quand les peshmergas ont attaqué sa caserne de Suleymaniah. « *Tout le bataillon a déserté. Nous étions dix mille. Ils nous ont pris nos armes et nous ont laissé partir. Moi, j'ai rejoint Erbil. C'est là que je vis. Après quatre jours de repos, j'ai choisi mon camp.* »

Cette nuit, Mohammed Hussein commande 80 peshmergas. Outre son

canon de 130, il dispose de mitrailleuses anti-aériennes de 14,5. Il communique par radio avec le commandant Kosrat. C'est une chance. Beaucoup de groupes de combattants se contentent d'estafettes à pied.

## DOHOUK EST TOMBÉ PUIS ERBIL, ZAHKO...

Les fusées éclairantes que font pleuvoir les soldats irakiens illuminent la plaine d'une lumière blanche et dure. Leurs chars sont tapis à un kilomètre. Ils sont intouchables. Largement hors de portée des pauvres lance-roquettes RPG 7 des peshmergas, dépassés techniquement et inutilisables au-delà de 200 mètres. Condamnés à l'attente, les rebelles brûlent de se battre. A l'avant, au pied des blindés impassibles, s'épuise une poignée de héros.

Deux heures plus tard, rien n'a bougé. Les corps sont toujours tendus, les yeux toujours fiévreux. Quand un homme s'est levé, seul, le RPG 7 déjà à l'épaule, ses camarades l'ont retenu. Il a repris sa place. Jusqu'à l'aube.

Telle fut la bataille d'Altun-Kopri. Cette nuit-là, les peshmergas ne se battirent pas. Ils retournèrent chez eux dans le petit jour, convaincus que les heures à venir leur fourniraient l'occasion de montrer leur courage. Mais cela aussi leur fut refusé.

Le 30 mars, lendemain de cette défaite injuste parce que sans combat, Dohouk tombait. Le 31, Erbil cédait à son tour. Puis ce fut Zahko, le 1<sup>er</sup> avril. Et enfin, le 3 avril, Suleymaniah. Le 5 avril, un communiqué de Radio Bagdad pouvait annoncer « l'anéantissement total » de la révolte. Pour la deuxième fois, l'histoire basculait.

Humilié par l'Occident, ses structures militaires et civiles délitées, le régime de Bagdad avait semblé vaciller. Dans l'est du Kurdistan, la révolte fut spontanée. Rhania fut la première ville à se soulever. Dès le 8 mars, Suleymaniah était libre. Les autres tombèrent comme des dominos. Les unités de l'armée irakienne présentes dans la région se désintégrèrent. Et les miliciens kurdes au service de Bagdad, qu'on surnomme les jhash (« les ânes »), ne firent même pas mine de combattre leurs frères. Ils furent peut-être 50 000 ou 70 000 à leur prêter main-forte face à l'armée désemparée. Mais quand, fin mars, celle-ci fut à nouveau maîtresse du jeu, les jhash retournèrent une seconde fois leurs fusils. Les peshmergas perdirent leurs alliés, et leurs villes, comme ils les avaient conquis. Sans épopée.

## UNE MARÉE DE TURBANS DANS LA GRAND-RUE

Qu'ont-ils tenu, concrètement, durant ce

printemps bref ? L'enthousiasme et la vengeance. Après des mois d'exil, Djalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan, retrouve Zahko, sa ville. Il l'a rejointe en canot, chahuté par les eaux d'un affluent du Tigre. Pour ce jour de gloire, Talabani a abandonné son classique complet occidental pour l'ample pantalon des paysans kurdes. En sautoir, une paire de petites jumelles. Et, dans sa large ceinture, il a logé son revolver.

Zahko attend dans la torpeur. Les rideaux de fer sont baissés. Seules quelques femmes en tchador, les bras tirés par des seaux d'eau, animent la ville morte. Puis Talabani apparaît au balcon du centre de loisirs. Alors, une marée de turbans envahit la grand-rue. Les mains battent. Les mufles des kalashnikovs, les tubes des lance-roquettes, les canons des douchkas de 14,5 s'agitent comme des hampes de drapeaux. Un défilé de la victoire immobile. Les Kurdes s'enivrent de leur révolution.

A Erbil, le supermarché est pris d'assaut, pillé, puis incendié. C'est un supermarché d'Etat, un symbole de l'oppression, il n'en faut pas plus pour le haïr. Le siège local du parti Baas connaît un sort analogue. Le bâtiment du Nehem, centre de sécurité qui cumule des fonctions administratives, carcérales et d'interrogatoire, aussi. On s'attaque aux signes les plus anodins ou les plus sinistres du système Saddam. Et les seuls à défendre, parfois âprement, cet ordre sont ceux qui l'ont servi trop ouvertement pour espérer la moindre clémence. A Suleymaniah, les peshmergas reconnaissent en avoir exécuté « proprement » 300, et en avoir laissé deux à la foule. « A l'entrée d'un bâtiment de la Sécurité, je me suis cogné dans ce que j'ai pris tout d'abord pour un bout de bois, raconte le journaliste Yves Harté. C'était un avant-bras boucané par trois semaines d'exposition. Il appartenait à un tortionnaire. »

« A l'hôpital de la République d'Erbil, raconte la journaliste Hélène Da Costa, un peshmerga gardait une porte fermée à double tour. Derrière, allongés sur des matelas crasseux, onze hommes en uniforme vert de l'armée irakienne. Des tortionnaires des Renseignements militaires. J'ai rencontré une de leurs victimes, un homme mutilé par la pointe d'un fer rouge. Il a montré son ventre à un confrère. Son fils, présent, le regardait pétrifié. Il ne savait pas. Son père ne lui avait rien dit, par peur des représailles et pour ne pas l'effrayer ! »

## DES CROCS POUR SUSPENDRE LES PRISONNIERS

La torture, chaque Kurde connaissait

# Qui sont les Kurdes ?

Les Kurdes vivent sur un territoire morcelé, grand comme les quatre cinquièmes de la France. Depuis Kermanschah, dans l'ouest de l'Iran, jusqu'aux marches de l'URSS et du mont Ararat jusqu'à la Syrie, ils sont près de 25 millions éclatés entre cinq pays : Turquie (12 millions), Iran (6 millions), Irak (4 millions), Syrie (4 millions) et URSS (400 000). Descendent-ils des Carduques, peuple mentionné par Xénophon dans son récit du *Retour des 10 000*, ou des Mèdes ? Querelle d'historiens. Mais il est certain que, à la différence des Arabes ou des Turcs, les Kurdes sont des Aryens.

Islamisés au VII<sup>e</sup> siècle et majoritairement sunnites, les Kurdes se réclament d'une pratique religieuse beaucoup plus tolérante que les Perses. Pourtant, après des siècles de voisinage et de nombreux mariages mixtes, il est souvent difficile de distinguer physiquement les Kurdes des peuples qui les entourent.

Mais leur identité est plus qu'un mythe. Elle repose en grande partie sur une langue commune, d'origine indo-européenne, qui a donné naissance à une poésie très riche, même si l'assimilation fait des ravages, surtout en Turquie. Si le réalisateur de *Yol* et du *Troupeau*, le cinéaste Yilmaz Güney, met

volontiers en avant ses origines kurdes, l'écrivain Yachar Kemal aurait plutôt tendance à les gommer. Comme le lointain Saladin, Kurde d'Irak mais qui ne se considérait pas comme tel.

L'âge d'or des Kurdes a duré trois siècles. Commencé en 1514 avec la fin de la domination mongole, il s'est achevé en 1850 avec leur soumission à l'empire ottoman. Depuis, ce peuple n'a guerre connu d'autonomie.

Le traité de Sèvres, en 1920, prévoyait bien la création d'un Kurdistan autonome ou indépendant, mais, faute d'être ratifié, l'entité qu'il portait ne vit jamais le jour. Ce n'est qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que les Kurdes d'Iran tentèrent, avec l'appui de l'URSS, de créer leur propre Etat, mais l'éphémère République de Mahabad fut bientôt anéantie par l'armée iranienne.

En Irak, après avoir contribué à renverser trois gouvernements, les Kurdes parvinrent à imposer au régime, en 1970, un statut d'autonomie bientôt vidé de sa substance. Et cinq ans plus tard, les accords d'Alger entre le chah d'Iran et Saddam Hussein allaient marquer le début d'une nouvelle ère de répression.

Chris KUTSCHERA



son existence. Il y avait les rumeurs, les expériences personnelles, les corps suppliciés que les proches devaient identifier au fond des morgues. Mais qui aurait osé en parler ? Qui aurait pu imaginer les crocs où l'on suspendait les prisonniers, la pièce où les femmes étaient violées avant leur pendaison, la salle de l'électricité, les caveaux emplis d'eau, les chambres froides ? Dans un bâtiment préfabriqué de la prison de Suleymaniah, des tas de vêtements kurdes traditionnels et de sous-vêtements féminins s'amassaient à l'entrée d'une pièce où gisait seulement un matelas sale. Les femmes soumises à la torture y étaient violées sous les yeux de leurs frères, de leurs fils, de leurs fiancés. Dans un profond sous-sol, entièrement obscur, d'une prison d'Erbil, on découvrit une poignée d'hommes hétérotés. Ils avaient perdu la raison. L'un des moins brisés — lui pouvait parler — demanda à ses libérateurs si le président Bakr était toujours au pouvoir. Il en avait été chassé par Saddam Hussein douze ans plus tôt !

« Dans la prison de Suleymaniah, on a retrouvé des photos de bourreaux posant avec leurs victimes. Avant, ou après l'exécution, continue Yves Harté. Le capitaine Taha se faisait immortaliser dans sa tenue kaki, en train d'abattre un prisonnier. A côté, un homme était crucifié. »

Dans les prisons et les centres d'interrogatoire des villes, ce sont de véritables expositions que les peshmergas ont organisées, trois semaines durant. Avec des documents, bien sûr, mais aussi tous les décors et tous les instruments de cette somme de souffrances secrètes. On s'y pressait.

## LE SPECTRE DE LA MORT CHIMIQUE

Mais, partagée par tout un peuple, l'horreur est-elle moins lourde à porter que dans la solitude et le silence ? Tant que pour les Kurdes soufflait le vent de la victoire, tant que la parenthèse ne s'était pas refermée sur leur liberté, la levée du tabou galvanisait la haine. Mais avec les premiers signes du retour à l'ordre, cette conscience nouvelle de l'horreur allait multiplier la crainte. Ils avaient tous vu ce qu'ils n'auraient jamais dû voir. Désormais, face aux bourreaux de Bagdad, aucun d'eux ne pourrait prétendre à l'innocence.

Samedi 30 mars, vingt-quatre heures avant que la ville ne soit reprise par les unités irakiennes, les premiers véhicules quittaient Erbil. En fin d'après-midi, des groupes de peshmergas établirent des barrages afin d'endiguer le flot des fuyards. Sur les murs des prisons, au milieu des autres horreurs, chacun avait vu les photos de Halabja, le village martyr. En 1988, Saddam Hussein avait anéanti toute la population de l'endroit, au gaz moutarde et au dérivé du cyanure. Cinq mille cadavres. Cinq mille victimes expiatoires, qui payaient le prix de leur trahison. A la faveur de la guerre contre l'Iran, les peshmergas avaient, durant vingt-sept jours, tenu en échec l'armée irakienne.

C'est l'image de Halabja qui ronge les gens d'Erbil, comme ceux des autres villes du Kurdistan. A Diana, les insurgés ont découvert des fûts métalliques frappés d'une tête de mort, d'où émanait une affreuse puanteur. Ils étaient stockés dans une école. Les peshmergas de Kirkouk se

sont refusé à bombarder la base militaire de la ville, partiellement tenue par l'armée régulière. Ils craignaient que des munitions chimiques n'y soient entreposées.

Le spectre de la mort chimique propulse les foules sur la route. Ces départs annoncent trop un effondrement auquel on ne veut pas croire, et les combattants tentent de rassurer les fuyards. Ils leur ordonnent de rebrousser chemin. Les combattants ont du prestige, et aussi des kalashnikovs... Mais vite le flot submerge les barrages. Voitures privées, tracteurs, bennes à ordures, camions de pompier, engins de travaux publics, tout ce qui roule est bon. Entre les ballots, les cartons mal ficelés, s'entassent des femmes et des gosses. Ceux-ci ne comprennent pas encore. Ils saluent de la main les journalistes occidentaux. Ils posent pour les photos.

Radio-Bagdad parle déjà de villes sou-mises. La radio des rebelles annonce qu'on se bat toujours. On ne veut pas encore croire à l'exode. On se dit que la ville prochaine résistera. On y trouvera un abri sûr. Mais l'armée irakienne contrôle la route de Mossoul. Et la milice, celle d'Aqra. Il faut fuir la plaine, gagner la montagne. A côté des files de véhicules, ils sont maintenant des centaines à marcher.

Un tout petit garçon avance, portant la kalashnikov de son père. Celui-ci a chargé sur ses épaules le berceau de son plus jeune fils. Dans chaque famille, un homme a renoncé à combattre pour couvrir la retraite des siens.

« Il faisait nuit, le camion roulait à l'aveuglette dans les virages en épingle, écrit Tim Deagle du Times. Le chauffeur fonçait pour passer avant l'arrivée des

## En tenaille entre la Turquie et l'Irak

### De notre envoyé spécial

L'Irak n'est pas un enfer pour tous les Kurdes. Ceux du PKK, le Parti des travailleurs du peuple, y ont même établi leur sanctuaire. C'est là que ce mouvement de lutte armée déclenche ses opérations de sabotage contre « les forces colonialistes turques ». Mais le samedi de Pâques, quand le monde découvrait l'horreur de l'exode des Kurdes d'Irak bloqués à la frontière, l'armée turque passait en territoire irakien. Plusieurs milliers de soldats épaulés par quelques centaines de miliciens allaient traquer les maquisards du PKK. Des chasseurs bombardiers et des hélicoptères de combat partici-

paient à cette opération dont il est encore impossible de dresser un bilan précis.

Officiellement, l'armée turque s'est contentée d'exercer son droit de poursuite, conformément à un accord conclu en 1984 avec Bagdad et qui lui permet de pénétrer à 20 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. Et, ces dernières semaines, la police turque n'a cessé de multiplier les contrôles en deçà de ses propres frontières. Ankara craignait par-dessus tout la contagion de l'éphémère « printemps » du Kurdistan irakien. Il fallait ériger un véritable rideau de fer entre les deux provinces. Pourtant, fait inimaginable voici seulement trois mois, un haut fonctionnaire du ministère turc des

Affaires étrangères avait reçu, le 8 mars, une délégation de Kurdes d'Irak. A ces interlocuteurs assurant qu'ils ne remettraient pas en cause les frontières de la région, le fonctionnaire avait donné des assurances. La Turquie faciliterait l'envoi de vivres et de médicaments en Irak et laisserait les peshmergas réfugiés sur son territoire depuis 1988 gagner l'Irak. Il n'en fut rien. Aujourd'hui, la frontière est zone interdite. Les réfugiés sont plus coincés que jamais.

Deux ans et demi après leur arrivée, les 11 500 Kurdes du camp de Mardin vivent toujours sous des tentes. Dans cette plaine balayée de rafales glaciales, noyée de pluies torrentielles, presque tous les enfants sont malades. Voir un médecin exige plusieurs heures de queue. Avant le soulèvement de leurs frères d'Irak, un millier d'hommes sortaient chaque jour pour aller travailler sur les chantiers des villes voisines. Depuis le début du mois de mars, la police en laisse passer cinq fois moins. C.K.

## EUX QUI BÉNISSAIENT LE NOM DE BUSH

La mise au pas des Kurdes fut si radicale que le matériel récupéré en trois semaines d'insurrection n'eut pas le temps de servir. Cet armement n'était pas adapté à la guerre que devaient mener les peshmergas et, en outre, ils savaient à peine l'utiliser. Sa maîtrise aurait exigé des mois d'entraînement. Et quand ils avaient le canon, il leur manquait les munitions, ou même l'appareil de visée que les artilleurs irakiens avaient la plupart du temps démonté. Face aux hélicoptères, il aurait fallu des missiles Stinger. Mais aux yeux de Washington, ce qui est bon pour les Afghans ne l'est pas forcément pour les Kurdes.

Au mois de février, une délégation des Kurdes d'Irak décrocha un entretien avec Richard Schifter, chargé des droits de l'homme au sein du Département d'Etat américain, écrit le *Wall Street Journal*. Mais le jour dit, Schifter était absent. James Baker avait mis son veto à la rencontre. Deux subalternes firent sortir en vitesse les émissaires du bâtiment officiel et leur offrirent un café dans un restaurant voisin. Washington n'avait aucun désir d'appuyer un soulèvement kurde.

Hadj Bush ! Bush le saint homme. Ce titre réservé aux pèlerins de La Mecque marquait tout le respect des Kurdes pour le président américain. Il avait vaincu l'opresseur. Hadj Mitterrand ! Hadj Thatcher ! La bénédiction s'étendait aux leaders satellites de la coalition. Elle touchait même tout l'Occident.

« Quand on est arrivé au Kurdistan, on a été fêté comme l'avant-garde des troupes de libération, raconte un journaliste. Huit jours plus tard, à Suleymaniah, ils voulaient nous toucher, nous embrasser, nous parler. Une foule de 300 personnes nous a suivis au long de l'avenue principale. Ils applaudissaient. Ils criaient. Ils se bouscullaient autour de nous. Sans les peshmergas qui nous entouraient, ils nous auraient étouffés... »

Pour les Kurdes, le président des Etats-Unis a cessé d'être un saint homme quand ils ont compris que seul l'exil les sauverait peut-être. Quand, parvenus à la frontière turque, ils ont vu les soldats d'Ankara les mettre en joue pour les empêcher d'avan-

cer. Douze sont tombés sous leurs balles. Quand l'Iran, saturée de réfugiés, leur a fermé elle aussi sa frontière. Bloqués sur les crêtes et les versants de leurs montagnes, transis, épuisés, ils ont attendu une aide qui ne venait pas. Leurs vieux et leurs enfants, leurs femmes enceintes accouchant dans la neige, ont payé le prix de l'abandon. Vingt morts par jour, pour la seule frontière. « Mais pourquoi M. Bush a-t-il demandé à la population d'Irak de se débarrasser de Saddam Hussein ? »

## PENDANT CE TEMPS, SUR UN GOLF DE FLORIDE...

Le 2 avril, George Bush se trouvait en vacances en Floride, sur le terrain de golf d'Islamorada. Interrogé sur le drame du Kurdistan, il eut cette phrase : « Je suis troublé par la situation en Irak. Je suis révolté de voir mourir des innocents. Mais je ne souhaite pas en parler maintenant. » Bush venait d'entamer son parcours. Le lendemain, NBC révéla que La Voix de l'Irak libre, la station radio qui appelait les Irakiens au soulèvement, avait été lancée par la CIA.

Le 5 avril, George Bush donna une conférence de presse à Newport Beach, Californie. Il affirma qu'il refusait d'être « aspiré dans cette situation en envoyant à la bataille de précieuses vies américaines »... Sur le tard, le gouvernement américain débloquent une aide exceptionnelle au profit des enfants du Kurdistan, victimes du plus grand exode de l'histoire de leur peuple. Une enveloppe fédérale d'un million de dollars.

Le 10 juin, l'Amérique célébrera ses héros de la guerre du Golfe. Les vainqueurs défilent sur Broadway. Confettis, majorettes, feux d'artifice et service œcuménique en la cathédrale. Saint John the Divine. Un budget de trois millions de dollars. Qui sera gracieusement pris en charge, lui, par le secteur privé.

**Alexandre BOUSSAGEON  
et François LANDON**

avec Hélène Da COSTA (RFI)  
et Yves HARTÉ

(« Sud-Ouest ») au Kurdistan irakien,  
Sehmuz DURAN à Istanbul,  
Chris KUTSCHERA à la frontière turque,  
Eric DIOR à Londres  
et Irène MOSALLI à Washington

chars. Nous nous sommes arrêtés plusieurs fois pour embarquer des réfugiés. Des secondes d'attente mortelle. A la fin, ils se hissaient sur le toit. Dans la cabine, c'était des hurlements d'hystérie. Seul un gamin de 6 ans dormait à poings fermés. Il venait de marcher pendant deux jours. »

## FUIR LA PLAINE, GAGNER LA MONTAGNE

Comme les Stuka et les Messerschmitt harcelant les cohortes de réfugiés, dans la France de 1940, les hélicoptères irakiens lâchent leurs bordées de roquettes sur les routes du Kurdistan. Ils incendient les véhicules. Ils mitraillent les survivants. Restés au sol tout le temps de la guerre du Golfe, épargnés par la coalition, les hélicoptères de combat de Saddam Hussein ont été l'outil décisif de la reprise en main du Kurdistan. Quelques jours avant la contre-offensive, l'US Air Force avait détruit au décollage deux de ces engins. Deux, sur un parc de 300...

Avant même la reconquête, les hélicoptères ont semé la panique parmi les civils des villages, à l'arrière des lignes. Méthodiquement. Leurs sorties s'effectuaient avec une régularité effrayante. Comme celles des bombardiers alliés au-dessus des bunkers de la Garde républicaine.

En menaçant les femmes et les enfants des peshmergas, les hélicoptères incitaient ceux-ci à abandonner leurs postes de combat. Quand la contre-offensive a été lancée, les hélicoptères ont continué en avant du front leur travail de boucher. Bombes traditionnelles, mais aussi au phosphore et au napalm. Selon un médecin palestinien exerçant à l'hôpital d'Erbil, la proportion des brûlés parmi les blessés était bien trop élevée pour être attribuée au seul hasard.

Outre ses hélicoptères, Saddam Hussein disposait encore de plusieurs centaines de chars. En concentrant successivement ses forces sur les deux foyers d'insurrection de son pays, il était sûr de mater les rebelles. Lorsque le Kurdistan s'embrasa, les unités sûres furent redéployées. La contre-attaque viendrait, mais il fallait d'abord reconstituer les bataillons, et surtout achever de mater le Sud en ébullition depuis le cessez-le-feu. Les chiites, appuyés par l'Iran, constituaient pour le régime le danger le plus sérieux.

L'ÉVÈNEMENT DU JEUDI  
11 au 17 avril 1991

# L'honneur perdu de George Bush

«Prenez les armes, c'est le moment», proclamaient les tracts dont les avions alliés jonchaient montagnes et vallées... Les Kurdes ont pris les armes, ignorant le cynisme dont les Occidentaux étaient capables

Par Jean-François Kahn

**G**eorge Bush a gagné. Son plus féroce adversaire a mordu la poussière. Saddam Hussein ? Non, le sénateur Ted Kennedy, victime d'une sombre histoire de cul. Saddam, lui, en revanche, s'est fort bien remis de son histoire de Kurdes. Au point que, s'il lui prenait envie, comme les Kennedy, de partouzer en famille, il lui suffirait de réunir son nouveau gouvernement : on n'y trouve plus en effet que ses fils, neveux et cousins. Et puis quoi ? Bush qui, contrairement au beau Ted, n'a pas eu besoin d'enlever son pantalon pour démontrer qu'il en avait, a fait au tyran de Bagdad un cadeau royal ; il lui a livré, après les avoir joyeusement affamés, ébrillés, bombardés, hachés, assaisonnés, tous ses opposants dans la même écuelle. L'ogre n'a plus eu besoin que de nouer autour de son cou sa serviette poisseuse de bourreau patenté pour dévorer goulûment cette bouillie humaine qu'on lui offrait sur un plateau. Et une cuillère de chiïtes, et une louche de Kurdes ! Merci, mister Bush. Quoi ? Vous trouvez le début de cet article de très mauvais goût ? Certes... Le sujet ne se prête vraiment pas à la gaudriole. Mais quelle encre, quelle plume, quelle langue, quels mots nous permettraient d'exprimer l'indicible violence de notre dégoût et de notre honte ? Que le masque de la dérision nous protège un instant, au moins, des miasmes de cette criminelle hypocrisie.

Rire faux, parce que l'horreur du forfait ne nous permet même plus de hurler juste. Et puis, crier, poliment, en y mettant les formes, on l'a déjà fait. Rappelez-vous : « Les lourdes fautes de George Bush »... Le drame s'écrivait alors : il se joue aujourd'hui. Macbeth était à Bagdad et Shakespeare à Washington. Aucune *happy end* n'était prévue. Le peuple kurde devait mourir au dernier acte. Il meurt donc. Nos tablettes de chocolat à la main. Que lui avait-on fait miroiter ? La possibilité, enfin, de vivre libre. Que lui propose-t-on à l'arrivée ? Une chance, pour les rescapés de cette illusion, de survivre enclavés. Entre cette espérance et cette mise en cage, que s'est-il passé ? Oh, pas grand-chose, en somme, rien qu'une des plus gigan-

tesques forfaitures de ce dernier siècle : une population entière transformée en sanglants coiffés pour le seul plaisir d'organiser une belle parade sur la 5<sup>e</sup> Avenue, l'autodéportation de toute une nation prise au piège ! Interminable liane de douleur pelée par le froid, dépecée par la faim, comme une hideuse griffure laissée en guise de signature par notre bonne conscience, errance à l'horizon aboli où ce ne sont pas les enfants qui sèment les cailloux pour retrouver leur chemin mais où ce sont les enfants semés au milieu des cailloux qui balisent le chemin.

« Révoltez-vous, c'est le moment ! », scandait d'heure en heure la radio de l'Irak libre, leur radio-Londres à eux : « Prenez les armes, c'est le moment ! », proclamaient les tracts dont les avions alliés jonchaient montagnes et vallées. La radio appartenait à la CIA, les tracts avaient été rédigés par la CIA. Pourquoi ne pas y croire ? Saddam était aux abois, il n'avait plus d'armée, sa Garde républicaine était anéantie, Bush avait publiquement, ostensiblement, vendu sa peau au supermarché des logomachies d'Etat... Allez, les petits gars, « *pesmhergas* » de nos cœurs, un dernier coup de boutoir et ça y est... Montez de la mine, descendez des collines, camarades ! On est naïf, évidemment, quand on est kurde. Ça aide à le rester. Mais pourquoi, oui, pourquoi eussent-ils soupçonné qu'on leur avait monté un canular, quel cynisme leur eût-il fallu, à ces damnés de leur propre terre, pour imaginer qu'on n'avait pas si longtemps, si coûteusement, bichonné Saddam pour le sacrifier au quant-à-soi de quelques irrédentistes pouilleux, qu'en fonction de quoi sa Garde républicaine avait naturellement été épargnée, qu'il n'avait jamais été question que le nouvel ordre international prenne en compte les pulsions religieuses ou les passions ethniques, que d'ailleurs un ordre châtré est préférable à un désordre trop généreux, et que la guerre du Golfe avait comme objectif le rétablissement du féodalisme au Koweït, non l'instauration de la démocratie en Irak. C'est quoi, un Kurde, pour George Bush ? De la petite monnaie... Un jeton que l'on utilise pour toucher le jackpot... Et ensuite, ciao la compagnie ! On a fait sauter la banque mais, en attendant qu'on ait trouvé

un truand de rechange, Saddam doit continuer à gérer le casino. L'important, admet Bush entre deux prières, c'est que « *les précieuses vies américaines* » aient été préservées : un Kurde, en revanche, ça n'est pas coté, même au second marché de la communauté des nations. Mais qu'espéraient-ils, les pauvres bougres ? Le droit, c'est comme la Légion d'honneur, il faut être l'émir Jaber pour pouvoir en arborer la rosette. La croix d'honneur dont on a décoré celui-ci sans qu'il se soit une seule seconde battu, les Kurdes, eux, continueront à en porter le fardeau, d'un calvaire l'autre, bien qu'ils se soient battus, eux. Et pour nous. Leur raison serait-elle trop pauvre pour valoir les déraisons d'un émir ? Chacun son rôle n'est-ce pas : il y aura toujours un Ponce Pilate pour laisser les innocents gravir leur Golgotha ! Avant la guerre du Golfe, il y avait, en Palestine, un peuple sans patrie. Après la guerre du Golfe, il y en aura deux. Où ? Nulle part. Perdu dans le no man's land des serments trahis. Le verbe de Bush s'est fait chair meurtrie. On peut cultiver son look et laisser l'honneur en jachère. Les édredons de la morale d'Etat ne sont-ils pas faits pour étouffer le rôle insupportable qui monte des holocaustes ? Triomphe de pacotille payé d'un Auschwitz mental ! La France, au moins, aura sauvé l'honneur. Que voulait l'enfant kurde ? De la poudre et des balles ? Il aura, grâce à nous, un peu de lait condensé. C'était encore trop pour Fidel Castro qui a voté contre ; pour le gouvernement turc qui a claqué sa porte au nez de ces nouveaux parias.

Faisons le point : Saddam est enfin débarrassé de ses opposants. Dans ses pires délires, il n'aurait pu imaginer avoir un jour le loisir de faire aussi impunément et aussi radicalement le ménage. Grâce à sa défaite, il a eu sa victoire : la dictature arabe a écrasé l'aspiration arabe à la liberté. On annonce des pendaisons à Koweït-City. Chaque jour, des gosses sont abattus dans cet autre Kurdistan qui a Jérusalem comme flambeau. Les femmes saoudiennes ont réintégré leurs gynécées. La chape de plomb est retombée sur Damas. A New York on prépare le grand défilé de la victoire. Et George Bush ? Quand il ne joue pas au golf... il prie !

J.-F.K.

# Europe And U.S. In Accord On Kurds

## *Bush Says There's 'No Difference' On Safety Zone*

By Paul F. Horvitz  
*International Herald Tribune*

WASHINGTON — American and European leaders said Thursday that they were in complete agreement that a secure zone should be preserved for Kurdish refugees in northern Iraq while humanitarian efforts continue on their behalf.

European officials visiting President George Bush stressed that the European Community had not meant to propose a "legal enclave" for the Kurds and other Iraqis fleeing toward the Turkish border.

Prime Minister Jacques Santer of Luxembourg, after meeting with Mr. Bush at the White House, called it a temporary "protection zone" or "safety zone."

The comments, coupled with the earlier U.S. decision to demand that Iraq keep its military away from the Kurds, provided the first confirmation that a temporary sanctuary would be guaranteed by the United States and its European allies.

But the remarks also confirmed that such a sanctuary is meant to be temporary, even though American officials acknowledged that it would "probably be months" before any Kurds made their way home.

The White House said Thursday that it regarded the area north of the 36th parallel in Iraq as a "safe haven" for the refugees until they could return safely to their homes.

Mr. Bush, speaking after the talks with the Europeans, said there was "no difference" between the U.S. position on a Kurdish sanctuary and that of Prime Minister John Major of Britain, who first proposed such a haven.

Mr. Bush's spokesman, Marlin Fitzwater, stressed that "nobody wants to try to establish another country within Iraq."

In a related development, the

State Department said the Tehran government was willing to accept American supplies as part of an international effort to provide for Iraqi refugees pouring over the Iranian border.

United Nations officials are expected to travel to Iran to assess the need for relief supplies along the border with Iraq, and the United States will help meet those needs, a State Department spokesman said.

Mr. Bush appeared to confirm that the Iranian front would be included in future relief efforts for Kurdish refugees, who have fled by the tens of thousands toward both Iran and Turkey from Kurdish areas of northern Iraq.

Declaring his determination to ease the plight of the Kurds, Mr. Bush said Thursday the United States and Europe were "in lock-step" on the need to rush critical supplies to Iraqi refugees "in Turkey, northern Iraq and Iran."

Mr. Bush also vowed again that he would not let U.S. troops get involved in a civil war inside Iraq.

"I want these kids to come home, and that's what's going to happen," he said, referring to U.S. troops in the Gulf region. "And we're going to do what's right by these refugees."

The reference to Iran in Mr. Bush's remark on relief supplies was apparently based on a message to Washington on Wednesday from the Tehran government, relayed via Swiss officials, in which Iran agreed to accept U.S. aid for fleeing Iraqis.

Last year, a U.S. offer to assist Iranian earthquake victims was declined by Tehran. The United States does not have diplomatic relations with Iran.

A State Department spokesman, Richard A. Boucher, said Thursday, "Iran's willingness to see the U.S. included in humanitarian relief efforts also was passed to the Swiss, who passed that on to us yesterday."

"We hope that the government of Iran will soon issue a detailed assessment of specific relief needs," he said. "And as we said before, we're willing, in concert with other relief donors, to work through ap-

propriate international organizations to help meet those needs."

It was not clear whether U.S. aid would be dropped by air near the Iran-Iraq border or funneled through Tehran.

Mr. Boucher also confirmed that some Turkish troops had advanced a few miles into northern Iraq to assist in the relief effort there.

Mr. Bush took the opportunity of his meeting with the Europeans to focus renewed enmity on President Saddam Hussein of Iraq. He referred to the Kurds as "these unfortunate people that are being victimized by this brutal dictator in Baghdad."

"To ease the human suffering caused by Saddam's brutality and repression of his own people," Mr. Bush said, "the United States and the European Community are working to get urgently critical supplies of food and shelter and medicine to the refugees as quickly as possible."

It was his strongest statement to date on the refugees.

European leaders initiated the aid effort, and some have criticized the United States for failing to come immediately to the aid of the Kurds once it was clear that the civil war in Iraq had turned in Baghdad's favor.

It was Mr. Bush's first public statement on the refugee issue since his spokesman said Wednesday that the United States had warned Iraq to cease military operations near concentrations of refugees seeking humanitarian aid in northern Iraq.

"The suffering there is enormous," Mr. Bush said. Later, he called the aid drive "the largest relief effort mounted in modern military history."

Mr. Bush met with Prime Minister Santer, whose country holds the rotating EC presidency, and Jacques Delors, the head of the EC Commission.

It was their first formal visit to the United States representing the 12-member Community since a declaration on U.S.-EC relations was issued in November.

# Fugitives swamp Iran's brave efforts

Tehran now has more refugees than any other state, reports Scheherazade Daneshkhu

**A**S more and more Kurds flee across its border Iran has achieved the unhappy distinction of having the world's largest refugee population.

Until two years ago, it had 2.8m refugees. Some 2.2m were Afghans fleeing the civil war after the 1979 Soviet invasion and another 600,000 were Iraqis, mostly Shia Kurds, who had either been expelled or sought asylum during the Iran-Iraq war.

Only 10 per cent of these groups are estimated to have returned home since, leaving at least 2.5m refugees in Iran.

Now a further 900,000 Kurds have fled to Iran and Mr Vahid Dastjerdi, the head of the Iranian Red Crescent, fears there will be 1.5m by next week.

These figures suggest that Iran, population 55m, is already home to more refugees than any other nation. Pakistan has about 3.2m Afghan refugees. No other country comes near this, apart from Sudan with more than 1m Ethiopian refugees. Iran itself has seen an exodus of about 1m after the 1979 revolution.

Given the magnitude of the problem, it is unsurprising that the Iranian government should be pressing for international aid, particularly since it has received pitiful amounts in the past.

Until 1989, Pakistan had received \$1bn in humanitarian assistance for refugees through bilateral aid and from the United Nations while Iran received only a twentieth of this figure.

The UN High Commission for Refugees (UNHCR) has given Iran a maximum of \$18m in refugee aid annually since 1983.

"Iran has shown a remarkable ability to provide assistance to a large number of refugees," said Dr Stefan Sperl who worked on the UNHCR refugee assistance programme in Iran and is now lecturer in Arabic at London University's School of African and Oriental Studies. "It has coped with this major influx virtually alone - the only country to do this on this scale this century."

The main organisation for relief assistance is the Iranian Red Crescent. When waves of Iraqis came over in 1986-87, it quickly established refugee camps with running water and provided food.

Health assistance provided by the government has been



**A CRYING SHAME:** A Kurdish woman and her children wait to enter a camp near Sardasht in western Iran

singled out as the most important form of help by relief workers. Afghan refugees have usually arrived ill in Iran, while many of the Iraqis were victims of chemical attacks. But Iran's own lack of doctors and medical facilities has made this an uphill struggle.

Once the asylum-seekers are

registered as refugees, they are given free access to education and can obtain food ration cards on the same basis as Iranians. Many of the Afghans are not registered as refugees however. In an effort to clamp down on the surging numbers, Iran imposed entry limits from 1983, refusing to

admit men between the ages of 15 and 50. Those caught for illegal entry are returned to mujahedin-held territory in Afghanistan and a steady stream of Afghans moves between the Pakistani and Iranian borders.

Around 500,000 Afghans live in Iran as illegal refugees in



the 1970s and did not return home after the Soviet invasion. This gave the Afghans a social network, making it easier for refugees to make a start. In addition, spontaneous Afghan settlements have grown, such as Shamsabad in the east with a population of 60,000. These cannot be classified as refugee camps since they are economically self-sustaining towns.

One reason for Iran's ability to cope with the huge numbers of Afghan refugees has been its unusual policy of integrating them into society. This cuts down the need for aid to overcrowded camps.

However, the Afghans have been among those worst affected by Iran's economic difficulties. They have moved to the cities where they compete with Iranians for scarce unskilled jobs - a situation which has worsened since 1988, when the end of the Iran-Iraq war released many Iranian men from the army. Many are associated with the increasing problem of drug addiction and crime.

The situation for Iraqi refugees is worse because they have been unable to integrate as well as the Afghans. Recently the Iranian government has imposed restrictions, refusing to allow Iranian women to marry Iraqis. Although they are allowed into the government's educational system, this is so overstretched that many are unable to go to secondary school, let alone university.

Moreover, while there are no refugee camps for Afghans other than transit stations, at the other end of the country some 60,000 Iraqis are still living in camps. One of the largest is the Jarom camp near the war-devastated city of Ahwaz in the south west. "Their situation is not easy," said one UNHCR official. Many of the refugees are psychologically disturbed and aware that they have no future in Iran. Can Iran deal with the latest influx of refugees? "I don't think any country can cope with this," said the official.

It may seem surprising that Iran continues to accept refugees. There is a strong humanitarian element involved but there is also the hard-headed realisation that accepting large numbers of refugees from its neighbours gives Tehran leverage in their political future.

## Turkey's change of policy on Kurds falls short of solution

By John Murray Brown in Cukurca, Turkey

WHEN Turkey's prime minister Mz Yüdirim Akbulut arrives in Cukurca on the Turkish-Iraqi border today, he will see a picture of Kurdish misery which even the historically misfortunate minority are finding hard to comprehend.

In Turkey, there are an estimated 10m Kurds, a point which goes some way to explaining Ankara's policy towards the 280,000 Kurds who have now arrived hungry and war-weary from northern Iraq.

Since the mid-1980s, Turkey has faced a guerrilla campaign in its own Kurdish-speaking regions, waged by the Kurdish Workers Party PKK, local Kurds calling for independence of Turkish Kurdistan.

But with news of the early successes of the Iraqi Kurds, Turkey has had to re-think its Kurdish policy, concerned not to be out-maneuvred by Iran and Syria, both of whom have provided a political base for the anti-Baghdad Kurdish opposition.

In March, Turkey's President Turgut Ozal moved boldly to invite Mr Jalal Talabani and other leaders of the Iraqi Kurdish opposition to Ankara.

The President then urged parliament to lift the ban on the Kurdish language, a proposal now blocked by nationalist politicians.

Of even more concern to the nationalists, Mr Ozal then floated the idea of a political amnesty covering members of

the PKK which, since 1984, has been fighting a sporadic guerrilla campaign for the independence of Turkish Kurdistan using Syrian support.

As President Saddam Hussein tightens his grip on North Iraq in the wake of the collapse of the short-lived Kurdish rebellion, Ankara now estimates around 400,000 refugees will seek to cross the border into Turkey, 600,000 in three weeks.

Ankara's policy which continues to be the confinement of the refugees to the border, is presenting horrendous problems, and not just logistical.

At the nearby Hakkari hospital, there are men with missing feet, legs blown off by landmines while crossing the border. A number have lost limbs searching for wood close to the camp.

Turkey was strongly criticised last week, after it announced it had closed the 250-mile frontier, warning extra security measures had been taken.

Ankara is concerned not to see a repeat of the 1988 crisis when 60,000 Kurds entered the country in the wake of Saddam Hussein's chemical attack on the village of Halabja. Of those, 28,000 remain in camps in three camps in the south east, while less than 2,000 have been successfully resettled.

At Cukurca this week, refugees particularly those from the minority Christian groups,

who suffered perhaps more than the Kurds, talked of seeking asylum in a new country. "We want to go to any country the USA, France, Kuwait, even *Jihanam* (hell)."

But Washington's warning to Baghdad not to venture beyond the 36th parallel, has breathed fresh life into the UK's proposal to create a safe haven inside North Iraq. Parallel 36 would take much of what is considered historical Iraqi Kurdistan.

"I think 80 per cent of the people would go back," said Mr Yacob Youssif, a member of the official Iraqi opposition. Indeed conditions have become so appalling that refugee officials say a few hundred are already trickling back into Iraq despite the uncertain climate. The death toll is rising, 23 people overnight.

Aid agencies were yesterday starting to get to grips with the problem. The UK's Overseas Development Administration, the UK government aid arm, together with Oxfam and Save the Children had sent representatives to Turkey's south east yesterday. Save the Children is setting an immediate operation to supply the Turkish Red Crescent with food. Oxfam has sent a water engineer to the border area to look at supplying fresh water.

Diplomats say the aid is already stockpiled, but transportation to the border areas is the real problem.



A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. — A.F.P. —

France-Kurdes

"Le danger est grand de faire des kurdes, de nouveaux palestiniens", selon M. Kouchner.

PARIS, 12 avr (AFP) — Le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire Bernard Kouchner a estimé jeudi que "le danger est grand de faire des Kurdes de nouveaux palestiniens, soulignant que "tout doit être fait pour que le problème kurde ne soit pas réglé par des camps de réfugiés".

"Il y a eu deux exodes kurdes en 1975 et en 1988, et ces Kurdes sont toujours dans des camps de réfugiés", a dit M. Kouchner qui s'exprimait sur Europe-1 et France-Inter.

"La Turquie a fermé sa frontière, et au-delà de ce "no-man's-land", il y a encore 500.000 personnes dans la montagne dont certains descendent dans le froid et la neige vers l'Iran. Il y a des parachutages de vivres de la part des Français et des Américains et les Allemands vont peut-être envoyer des hélicoptères, a précisé M. Kouchner, qui rentrait d'une mission en Turquie et en Iran pour organiser la distribution de l'aide française.

"Le dispositif de la fondation France-Libertés de Madame Danielle Mitterrand va amener des camions sur cette zone pour acheminer des vivres jusque dans les camps, et j'ai vu dans le camp de Marivan vingt camions envoyés de Téhéran par la France qui distribuaient de la nourriture", a indiqué le secrétaire d'Etat.

Pour M. Kouchner, "la difficulté est la trop grande concentration au même moment de trop de secouristes et de trop d'argent, et cela peut constituer une seconde catastrophe".

"En Iran il y a vingt-cinq camps de réfugiés kurdes, mais malheureusement avec des fils de fer barbelés et des gens en armes, et la population qui est pauvre leur donne du pain, mais en Turquie, ce n'est pas la même chose. Je comprends la position des Turcs qui ont douze millions de Kurdes, mais personne ne demande l'indépendance ou de briser les frontières. On demande simplement la survie", a-t-il dit.

Selon M. Kouchner, "les Kurdes retourneraient en Irak, si Saddam Hussein ne régnait pas à Bagdad, mais ils ne parlent pas d'un Kurdistan libre". "C'est aux irakiens de se débarrasser de Saddam Hussein, s'ils en ont envie, mais peut-être faut-il les aider à le faire", a conclu Bernard Kouchner.

LE MONDE 12 avril 1991

Pour tenter de limiter l'exode des réfugiés

## Washington interdit à Bagdad de nouvelles opérations anti-kurdes

Washington a, le 10 avril, mis en garde Bagdad contre toute attaque aérienne — y compris avec des hélicoptères — dans les régions où se trouvent les réfugiés kurdes. Le président Bush semble s'être finalement convaincu de la nécessité d'une « zone de sécurité » en Irak pour ces réfugiés. La Maison Blanche a cependant affirmé qu'une telle zone existe déjà de facto étant donné les avertissements américains depuis le week-end dernier.



## «Ils doivent pouvoir rentrer chez eux»

**HAKKARI**  
(frontière turco-irakienne)  
de notre envoyée spéciale

La scène était tragique au camp de Çukurca, du côté turc de la frontière, mercredi matin 10 avril. Oubliés du monde, les réfugiés étaient trahis par les éléments. Durant toute la nuit, la pluie et la neige étaient tombés sur des milliers de familles sans protection.

Le froid était insupportable. Après une nuit terrible, des dizaines de réfugiés sanglotaient. Les cadavres de sept bébés, morts de froid durant la nuit, recroquevillés dans les couvertures leur servant de linceul, reposaient à l'intérieur de la mosquée.

Le long de la route menant au village, se déroulait la lente procession funéraire, dans le vent glacial. Une plaie béante à la jambe – souvenir des bombardements irakiens – une grand-mère, était portée sur le dos d'un garçon d'une douzaine d'années vers le dispensaire du village.

Plusieurs jeunes mères en pleurs parlementaient avec les soldats, suppliant d'être autorisées à descendre au village pour consulter le médecin. Leurs bébés, comme tant d'autres, souffraient du froid et de gastro-entérite. Au village, des tentes et des matelas, offerts par le Croissant rouge turc, étaient enfin distribués à une longue file de réfugiés enturbannés qui attendaient, claquant des dents sous la pluie.

La situation se dégrade rapidement. Les réfugiés, sans espoir d'un avenir meilleur, sont de plus en plus impatients, et les accrochages avec les soldats, qui n'hésitent pas à utiliser la crosse de leur fusil et à lancer des coups de pied, se font de plus en plus fréquents. Un homme, le visage ensanglanté, passe en courant, le cuir chevelu

égratigné par une balle perdue.

Lors d'une conférence de presse à Hakkari, la capitale provinciale, le gouverneur, M. Sabettin Harbut, a nié catégoriquement que des réfugiés aient été tués par les soldats et s'est plaint des rapports erronés publiés par la presse internationale. Il a longuement expliqué le dilemme de la Turquie, de sa province en particulier, forcée de dépenser 100 millions de livres (200 000 francs) chaque jour, pour nourrir et équiper des réfugiés qu'elle ne veut pas garder. «Aucune aide internationale n'a atteint notre province. Pour l'instant, les promesses ne sont que symboliques», dit-il.

La politique de la Turquie, qui maintient les réfugiés à distance, paraît cruelle, et rien ne justifie l'attitude brutale des troupes d'élite, plus habituées à lutter contre la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qu'à s'occuper d'une population en détresse. Mais le fait est que cette politique est basée sur une expérience des promesses occidentales. Le gouverneur rappelle que la Turquie a déjà dépensé 100 milliards de livres (200 millions de francs) pour nourrir et loger les kurdes irakiens arrivés en 1988 à qui elle n'a toujours pas accordé et n'a pas l'intention d'accorder le statut officiel de réfugiés. «Cinq ou dix mille réfugiés albanais voulaient aller en Italie. L'Italie les a refoulés», déclare-t-il. «La ville principale de notre région, Van, n'a que cent mille habitants, et la population réfugiée dans la province atteint les deux cent mille.»

En l'absence de toute aide internationale, les secours locaux ont été déterminants. Les réfugiés sont les premiers à le faire remarquer : c'est grâce à la solidarité des Kurdes de Turquie, parmi lesquels beaucoup d'entre eux ont des parents éloignés, qu'ils ont survécu. Selon le maire de Hakkari, deux cents camions, 2 000 tonnes de vêtements, chaussures et nourriture ont été réunis par la population de la petite ville. Les véhicules ont été fournis par des particuliers.

De l'essence par la municipalité. De toutes les villes du sud-est de la Turquie affluent chaque jour des camions décorés d'une banderole : «aide de la ville de Van», «... de Cizre», etc. «Nous avons rempli deux véhicules et nous sommes partis immédiatement», explique le propriétaire d'un petit restaurant à Gevas, sur les bords du lac de Van, à cinq heures de voiture de la frontière.

### «La responsabilité du monde entier»

L'arrivée de l'aide humanitaire est rendue très difficile par l'inaccessibilité des camps. Des bulldozers creusent une tranchée dans la boue pour atteindre le «poste-frontière 49», le nom donné par les autorités au camp de Çukurca, pourtant un des points de rassemblement les plus facilement atteignables. Le maire mentionne six autres sites où sont rassemblés des réfugiés à qui aucune aide n'a pu être envoyée. Le parachutage de provisions ne semble pas non plus être une solution idéale. Mardi, deux personnes ont eu le crâne défoncé par les provisions larguées par les avions américains. Le village de Çukurca est lui-même situé au «bout du monde». Un chemin non goudronné serpente de façon vertigineuse le long d'un torrent argenté. Des petits drapeaux signalent les endroits où une partie de la route s'est effondrée dans la rivière à la suite des intempéries des jours derniers. Depuis l'aéroport le plus proche, cinq ou six heures au moins sont nécessaires pour atteindre la localité.

Les besoins quotidiens de la population réfugiée sont énormes. Les autorités locales distribuent cinquante mille pains par jour, selon le gouverneur. Dix-sept mille tentes ont été fournies ainsi que vingt mille des trois cent mille couvertures nécessaires. «Nous sommes conscients que l'aide est insuffisante. Mais la responsabilité de ces réfugiés n'est pas celle de la Turquie, elle appartient au monde entier. Nos ressources sont limitées.

notre province est la plus pauvre de Turquie», affirme le gouverneur.

«Cette aide n'est pas une solution, elle n'est que temporaire», explique le maire de Hakkari, M. Sukru Calli, qui a mis sur pied un comité au sein duquel travaillent des membres de tous les partis politiques. «Nous devons aider ces gens à rentrer chez eux avec le soutien de la communauté internationale et des Nations unies et empêcher Saddam Hussein de les punir», affirme le gouverneur. «C'est la seule solution.» La Turquie voudrait voir la création d'une large zone de sécurité sous l'égide des Nations unies, qui comprendrait la plupart des villes que les réfugiés ont quittées.

Les réfugiés sont en majorité d'accord. Ils n'ont aucune envie de passer leur vie dans des camps. Le seul obstacle à leur retour au pays est le régime de M. Saddam Hussein. «Ils ont stoppé Saddam Hussein au Koweït pour le pétrole, cette fois-ci ils doivent l'arrêter pour sauver des vies humaines», affirme un médecin réfugié qui soigne ses compatriotes kurdes à l'hôpital de Hakkari.

Le temps presse. Des secours urgents sont nécessaires. A l'hôpital de Hakkari, un homme arrive portant dans ses bras son fils de neuf mois. Les joues crevassées par le froid, il est inconscient. Il est probablement trop tard pour sauver l'enfant. Mais si la communauté internationale n'intervient pas rapidement, l'hécatombe qui se prépare à la frontière turco-irakienne ne pourra être évitée.

NICOLE POPE

□ Des soldats turcs en territoire irakien. – Tout en laissant entendre que l'armée irakienne avait apparemment cessé ses opérations contre les Kurdes, le porte-parole du gouvernement d'Ankara a indiqué, mercredi 10 avril, que des soldats turcs ont franchi la frontière avec l'Irak «uniquement» pour y assurer la sécurité des réfugiés. Il n'a précisé ni le nombre de ces soldats, ni depuis quand ils se trouvaient en territoire irakien. – (AFP.)

## Le gouvernement français s'inquiète de l'insuffisance des moyens mis en place

Les démarches entreprises auprès des gouvernements turc et iranien «ont permis d'assurer un bon achèvement de nos secours», a déclaré mercredi 10 avril au conseil des ministres M. Roland Dumas (nos dernières éditions du 11 avril). Mais, selon M. Louis Le Pensec, porte-parole du gouvernement, «le grand nombre de réfugiés (500 000 du côté turc et 700 000 du côté iranien) souligne l'insuffisance des moyens mis en place et la nécessité de leur accroissement».

Le ministre des affaires étrangères s'est d'autre part réjoui de la décision du Conseil européen du 8 avril de demander la création d'une zone de protection des Kurdes en Irak. Il a précisé que les chefs d'état-major des

pays de l'Union de l'Europe occidentale devaient arrêter toutes les mesures pratiques qui seront nécessaires. Pour M. Dumas, l'aide humanitaire aux Kurdes a trouvé «sa couverture juridique internationale et va pouvoir se concrétiser à une grande échelle, à la mesure des besoins immenses des réfugiés».

Après avoir considéré que l'écho réservé aux initiatives de la France a connu «un succès qui allait au-delà de ce qu'elle attendait», le président de la République a souligné qu'il fallait «être conscient de la constance des efforts qui s'imposeront pendant des années». Sur le devoir d'ingérence, M. Mitterrand a, selon M. Le Pensec, expliqué que le chemin sera long, escarpé et semé d'embûches.

# L'exode des Kurdes et les efforts internationaux pour leur venir en aide

## Une « zone de protection » est instaurée de facto dans le nord de l'Irak

La mise en garde adressée à Bagdad mercredi 10 avril par la Maison Blanche et par l'entourage du secrétaire d'Etat américain James Baker, actuellement en tournée au Proche-Orient, devrait permettre d'instaurer de facto une « zone de protection » dans le nord de l'Irak, conformément au souhait de la Grande-Bretagne qui en a défendu l'idée ces derniers jours devant ses partenaires européens et devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Les Etats-Unis ont en effet averti l'Irak qu'ils ne toléreraient aucune activité militaire au nord du 36° parallèle, soit dans une large partie du Kurdistan irakien incluant notamment les villes de Mossoul et Irbil.

Cette prise de position américaine devrait aussi permettre de faire l'économie d'un retour du projet britannique devant le Conseil de sécurité de l'ONU où il se heurtait à de vives réticences de la part de l'URSS et de la Chine notamment, ainsi qu'à des difficultés juridiques et politiques qui faisaient hésiter bien d'autres pays membres, dont les Etats-Unis.

Après les entretiens téléphoniques qu'ont eus mercredi MM. John Major, George Bush et Javier Perez de Cuellar, Londres et Washington ont déclaré s'être mis d'accord sur la création d'une « zone de protection » au nord de l'Irak. Cet accord porte sur « la nécessité d'opérations de secours humanitaires dans une région qui soit sûre » pour les réfugiés kurdes et pour les organisations qui leur viennent en aide, a précisé le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater.

« Nous nous occupons des populations réfugiées là où elles se trouvent. Nous ne désignons pas d'enclave ou de frontière », a-t-il ajouté. « Si les organisations

humanitaires sont en mesure de travailler sur le terrain conformément à la résolution 688, nous n'aurons pas besoin d'intervention militaire. Si leur travail était entravé de quelque manière que ce soit, alors il serait nécessaire de revenir devant le Conseil de sécurité », a déclaré un autre responsable américain.

Le second objectif, a indiqué de son côté un porte-parole du gouvernement britannique, « sera de permettre le retour des réfugiés chez eux, en toute sécurité ». A ce propos, Londres compte sur la mission que doit effectuer à partir de samedi en Irak l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Erik Suy, conformément à la résolution 688.

### « Trop tard » selon Téhéran

L'ambassadeur d'Irak à l'ONU, M. Abdul Amir Al Anbari, a réaffirmé mercredi que l'Irak accueillerait favorablement cette mission. Il a ajouté que son pays ne voyait pas d'objection à l'acheminement d'une aide humanitaire via la Turquie et l'Iran car, a-t-il dit, « il s'agit d'une question logistique sans implication politique ». Bagdad a une nouvelle fois appelé mercredi les réfugiés à rentrer chez eux et a même promis à la Turquie sa « coopération » dans l'acheminement des secours.

Le ministère des affaires étrangères à Ankara a souligné mercredi que l'idée d'une « zone de protection » ne pouvait être que provisoire : « La question, ce sont les conditions dans lesquelles ces populations pourront retourner chez elles », a déclaré un porte-parole.

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, cité par Radio Téhéran, a en revanche estimé que l'idée d'une « zone de protection » aurait plus de poids si elle était défendue par les Nations unies. Il a réclamé

pour les chiïtes irakiens une « zone de protection » similaire. Enfin, il a critiqué l'attitude des Occidentaux devant les insurrections qui ont été écrasées par l'armée irakienne : « Par leur silence absurde ils ont soutenu les attaques aériennes et terrestres du gouvernement irakien contre le mouvement populaire. Et c'est seulement maintenant, alors qu'il est trop tard, qu'ils expriment leur solidarité avec les réfugiés. »

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncé mercredi le renforcement de son aide. Vivres et matériels du CICR déjà stockés en Iran, à la frontière irako-syrienne et à Chypre sont en cours de transfert pour permettre de secourir 120 000 réfugiés, a précisé le CICR. A la frontière irako-turque, des avions cargo américains, britanniques et français poursuivent leurs opérations de parachutage de vivres, tentes et médicaments. Les appareils occidentaux ont largué 143 tonnes de secours en trente-deux missions – vingt-cinq américaines, six françaises et une britannique – a déclaré un porte-parole militaire américain de la base turque d'Incirlik. – (AFP, AP, Reuter.)

□ Une campagne pour les Kurdes lancée par RSCG et offerte gratuitement par les médias. – Le groupe de publicité Roux-Séguéla-Cayzac et Goudard (RSCG) a conçu gratuitement une campagne en faveur de la défense des Kurdes, à la demande de la Fondation France-Libertés présidée par M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand. La campagne baptisée « SOS Kurdes » demande aux Français d'aider « un peuple en voie de disparition ». La plupart des grands médias – Télè 7 Jours, Europe 1, RTL, TF1, Le Figaro, Libération, etc. – ont offert leurs espaces et leurs pages à cette campagne qui a démarré le 10 avril et qui représente plus de 10 millions de francs.

mandées par les Européens, Washington préfère créer une zone de protection « informelle ».

### Maintien du principe de non-ingérence

La création d'enclaves, dit-on, poserait de sérieux problèmes politiques et juridiques, et il serait difficile, sinon impossible de trouver un consensus international sur un projet qui entame la souveraineté irakienne. « Il appartiendra aux organisations de secours de choisir dans le nord du pays les endroits qu'elles jugeront les mieux placés pour leurs activités. Ces zones seront de facto protégées », a déclaré un porte-parole de l'entourage présidentiel.

Le principe de non-ingérence est officiellement maintenu. On souligne, en revanche, un accroissement substantiel des efforts d'assistance accomplis par les Etats-Unis. Soixante mille couvertures ont déjà été expédiées et un envoi de rations militaires, permettant de nourrir trois cent mille personnes pendant trente jours, a commencé.

D'autre part, au lieu des 11 millions proposés initialement par le président Bush pour l'aide humanitaire, Washington envisage maintenant de contribuer à hauteur de 100 à 200 millions de dollars à l'effort international dont le coût est évalué à 400 millions de dollars. La tâche est difficile étant donné les restrictions budgétaires. L'administration pourrait demander au Congrès des fonds supplémentaires pour « une situation d'urgence liée à la guerre ». Une autre suggestion serait d'utiliser les contributions déjà versées par les alliés des Etats-Unis dans un fonds spécial.

La hantise de s'enliser dans une guerre civile irakienne reste toujours présente. On continue de justifier l'attitude de prudence de M. Bush. « Le président a eu le bon sens de savoir quand il ne faut pas aller au combat et de ne pas nous impliquer dans une situation confuse exposant des vies américaines à des risques considérables (...) il faut savoir quand s'arrêter », a déclaré le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney.

Certes, au Congrès, nombreux sont les démocrates qui se servent de la tragédie kurde pour attaquer l'administration. Mais la première préoccupation de l'opinion est de voir revenir le corps expéditionnaire au plus vite et le représentant Gephardt, leader de la majorité démocrate à la Chambre, a pris publiquement la défense de la politique de M. Bush. Un dernier sondage dans l'hebdomadaire « Newsweek » révèle assez la confusion des esprits : une majorité (57 %) estime que l'attitude de M. Bush n'est pas immorale et qu'il n'y a pas lieu d'aider les rebelles irakiens. Mais 54 % des Américains approuveraient une reprise de l'offensive militaire pour se débarrasser de Saddam Hussein.

HENRI PIERRE

## Washington interdit à Bagdad les opérations aériennes au Kurdistan

Cédant aux pressions de l'extérieur et de l'intérieur, l'administration Bush a adressé un avertissement à Bagdad mercredi 10 avril en enjoignant aux forces irakiennes de s'abstenir de toute activité dans un large secteur du nord de l'Irak, comprenant la zone où se trouvent les milliers de réfugiés kurdes.

Washington demande l'arrêt des opérations aériennes au nord du 36° parallèle, traversant le pays et passant à environ 50 km au sud de la ville de Mossoul.

WASHINGTON  
correspondance

L'avertissement n'est assorti d'aucune menace, mais on souligne que

l'interdiction concerne cette fois les hélicoptères et non pas seulement les avions. Selon les milieux officiels, Saddam Hussein ne voudra pas provoquer de nouvelle crise grave en bravant cet avertissement. Au cours des derniers jours, dit-on à la Maison Blanche, aucune activité militaire irakienne n'a été signalée dans cette zone.

Plutôt que des enclaves « formelles » en territoire irakien, recom-

L'exode des Kurdes et les efforts internationaux pour leur venir en aide

# Le nombre des réfugiés en Iran devrait atteindre un million d'ici à la fin de la semaine

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Une plaisanterie court à Téhéran : « Quand les Turcs ouvriront leurs frontières, c'est qu'ils seront assurés de toucher trois fois ce que les réfugiés leur coûteront. » Aigre-douce, la boutade dissimule mal le désarroi des Iraniens face à l'afflux des réfugiés kurdes sur leur territoire.

Si Téhéran envisage, bien entendu, de capitaliser quelques dividendes diplomatiques, cette politique d'accueil et d'assistance humanitaire n'est pas sans poser de graves problèmes intérieurs. Des tremblements de terre de juin et novembre derniers aux récentes inondations de la région du Sud-Ouest - actuellement submergée par la fonte des neiges afghanes, - le pays n'en finit plus d'être confronté au casse-tête du relogement des populations civiles.

Les chiffres sont à manier avec prudence mais, aux premiers jours d'avril, les autorités iraniennes estimaient à 200 000 le nombre des réfugiés kurdes ayant traversé la frontière. Mercredi 10 avril, leur nombre aurait dépassé les 800 000. Jeudi ou vendredi on devrait franchir la barre du million de réfugiés. On pense à Téhéran qu'au total deux millions d'Irakiens kurdes pourraient demander l'asile politique.

Faut-il tenir compte des traditionnelles exagérations orientales dès lors qu'il s'agit d'évaluer les ravages d'une catastrophe? Une chose est sûre : on constatait ces derniers jours une réelle montée en puissance du flot kurdo-irakien aux frontières iraniennes, à la manière de ces crues déjà impressionnantes dont on redoute qu'elles soient pires le lendemain.

Au total, dix camps de tentes pouvant accueillir environ 250 000 personnes auraient été installés le long de la frontière. La majorité des réfugiés est condamnée à dormir à la belle étoile, en haute montagne, dans des conditions climatiques difficiles. L'aide humanitaire internationale fait cependant connaître ses premiers effets après quelques jours de balbutiements logistiques explicables par la difficulté du terrain et la complexité administrative du pays.

## M. Kouchner en terre irakienne

Le secrétaire d'État français à l'action humanitaire devait regagner Paris au terme d'un voyage de six jours, nécessaire à la mise en place du dispositif français. A cet occasion, M. Bernard Kouchner a rendu hommage à l'attitude de l'Irak, qui « a agi avec cœur et laissé ses frontières ouvertes ». Soucieux de préserver sa position de

neutralité dans le conflit du Golfe, Téhéran a toutefois repoussé l'offre française de pénétrer dans l'espace aérien irakien afin d'y parachuter des vivres et des médicaments sur les montagnes où plusieurs centaines de milliers de Kurdes sont toujours en errance. En revanche, trois avions-cargos français chargés de 30 tonnes de matériels et de vivres devraient atterrir en Iran avant vendredi. La France a également acheté à Téhéran près de 120 tonnes de nourriture, une solution d'urgence qui ne serait pas renouvelée étant donnée la faiblesse relative des stocks alimentaires iraniens.

Achevant son séjour mercredi par une visite du camp de Marival, M. Kouchner s'est symboliquement rendu à Penjwin, en territoire irakien, afin d'y rencontrer M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ce dernier a « remercié la France, et surtout le président Mitterrand, pour son attitude à l'égard des Kurdes (...) ». « Il n'est pas étrange que ce soit un ministre de la France qui nous rende visite », a-t-il ajouté. M. Kouchner a pour sa part affirmé que « les Kurdes doivent revenir dans leurs foyers en Irak, car s'ils restent dans des camps de réfugiés, ils connaîtront le même sort que les Palestiniens ».

Selon un diplomate français, le dirigeant de la rébellion kurde

semblait « abattu, pessimiste mais pas désespéré ». Tout le monde, y compris les Irakiens, aurait été surpris par la panique des populations civiles à la suite des premiers bombardements par les troupes de M. Saddam Hussein. Elles auraient fui, persuadées qu'il allait employer les armes chimiques comme il l'avait fait à Halabja en mars 1988.

En réalité, ce sont des bombes au phosphore et au napalm qui auraient été utilisées, même si la rumeur court que la Garde républicaine aurait essayé quelques armes chimiques qui se seraient révélées périmées. Ce mouvement de panique a désorganisé la rébellion kurde, les pechmergas (combattants) ayant abandonné le front afin d'aider leurs familles dans leur exil. Selon M. Talabani, les combats devraient reprendre une fois les populations civiles en sécurité.

Si les Irakiens contrôlent les principales villes kurdes d'Irbil, Kirkouk et Soulaymanyah, leurs positions resteraient fragiles, affirment les représentants de la résistance. Les incursions nocturnes des rebelles dans le centre des villes seraient nombreuses. La campagne, elle, resterait toujours sous le contrôle des pechmergas.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## Realities in Aiding Kurds

By Joseph Fitchett

International Herald Tribune

PARIS — As the UN Security Council worked Friday on the details of a relief program for displaced Kurds, Western governments had already decided to drop more ambitious plans that might have offered political hopes to Iraq's Kurds or have set a precedent for intervening militarily in a sovereign country on behalf of persecuted minorities.

The new relief program falls far short of the goals proclaimed by Britain and France — and then adopted by the European Community — of creating safe-haven areas under UN supervision for the Kurds.

European plans for a major Kurdish initiative were deflated when the Bush administration decided against seeking a new resolution in the Security Council to authorize UN intervention to protect the Kurds. Without U.S. support to overcome Soviet and Chinese opposition, the European proposal had to be changed to a program concentrating on refugee relief.

The new Western plan involves humanitarian assistance in the northern half of Iraq's

### NEWS ANALYSIS

Kurdish regions, coupled with a U.S. warning to Iraqi forces not to interfere with relief supplies in this zone, north of the 36th parallel.

No Security Council action is likely to lift the longstanding bar against any UN action that infringes on a nation's sovereignty, regardless of the regime's infamy.

Washington and European capitals are stressing their unanimity in support of this solution, both to maintain the trans-Atlantic harmony of the Gulf war and to silence criticism that the coalition erred in ending the war without overthrowing President Saddam Hussein.

In a sense, both the Americans and the EC countries feel they have dealt with the issue in a way that will satisfy their own diplomatic agendas.

The Bush administration is going to "act pragmatically, protecting the Kurds from Saddam, but without creating new problems in the region," a U.S. official said.

The United States expects that its warnings will suffice to prevent a major Iraqi military drive on the Kurds and at the same time preserve Iraq's unity and ethnic balance from attempts by Baghdad to drive large numbers of Kurds out of the country.

But there is no more talk of establishing some kind of international military protection for the Kurds, even temporarily. Without UN policing of Kurdish areas, President Hussein of Iraq will be able to wage a campaign against the separatists.

It seems likely that Kurds will continue as an armed force in northern Iraq, so Baghdad will have to contend with the threat of Kurdish guerrilla war and separatism.

But Iraqi Kurds are effectively barred by the new "red line" at the 36th parallel from gaining control of the oil-producing areas that they claim around Kirkuk, which lies to the south of it. So Iraq can envisage a revival of its oil sales from the region, and the Iraqi Kurds cannot assert control over a large enough region to enflame separatism among Kurds in Turkey or Iran.

This meets the U.S. needs to placate its two main regional allies — Turkey and Saudi Arabia.

Turkey is just starting a delicate process of trying to lift restrictions on its own Kurds in the hope eventually of integrating them more completely.

Saudi Arabia — never friendly to the aspirations of the Kurds, who are not Arabs — became acutely

alarmed by talk of a buffer zone when Iran announced that it wanted a matching sanctuary in southern Iraq for persecuted Shiite Muslims.

Saudi leaders fear that increased autonomy for Iraq's Shiite Muslims could reinforce the regional power of Iran, the leading Shiite nation, and also strengthen Islamic fundamentalist forces that threaten the authority of conservative Sunni Muslim governments, including Saudi Arabia.

Despite their initial diplomatic setback in supporting the Kurds, Britain and France appeared gratified with their partial success in getting help to the refugees.

For Prime Minister John Major, the Kurdish crisis was a sort of trial of strength with the political ghost of Margaret Thatcher, whose out-

er during the Gulf crisis has left nagging historical "what ifs," including: What if she could have persuaded Mr. Bush to prosecute the war to the destruction of the Iraqi regime.

In reality, officials say, the Bush administration has always been convinced that it would be politically disastrous for a new Iraqi regime to be put in place by Western forces occupying Baghdad.

Not even Mrs. Thatcher, U.S. officials said, would have foreseen the ferocity of the repression undertaken of the Kurds by Iraq's forces after their defeat in Kuwait.

Even though Mr. Major's diplomatic moves were slightly wobbly — perhaps because Foreign Secretary Douglas Hurd was in Asia — the British leader seems to have

succeeded in establishing himself as a man capable of projecting Britain internationally.

President François Mitterrand of France has seized on the Kurdish problem to dramatize his government's emerging commitment to the defense of minorities' rights as part of the new world order.

Mr. Mitterrand emphasized the theme in a speech this week televised simultaneously to French, Soviet and U.S. military officers, in which he promised French initiatives to expand the international community's "duty to intervene" in cases where the persecution of minorities was a threat to stability.

The thrust of his remarks, a French Foreign Ministry official said Friday, was directed at ethnic conflicts liable to erupt in Eastern Europe.

# Les combattants kurdes affirment avoir repoussé une attaque des troupes de Bagdad

LE MONDE 13 avril 1991

Les combattants kurdes ont affirmé avoir mis en échec, jeudi 11 avril, une attaque d'une unité de la garde républicaine irakienne, au nord-est d'Irbil. Selon un communiqué du Front du Kurdistan d'Irak publié à Damas, des forces gouvernementales irakiennes « ont tenté à l'aube de déloger les peshmergas [combattants kurdes] du passage montagneux de Kori, situé à 10 kilomètres de la station estivale de Salaheddine », à une trentaine de kilomètres d'Irbil.

« L'ennemi a été obligé de battre en retraite après avoir eu 80 tués qu'il a abandonnés sur le terrain. Les peshmergas se sont emparés d'un char et de trois véhicules blindés », selon le communiqué du Front, qui rassemble les principales formations kurdes irakiennes. De son côté, un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK, de M. Jalal Talabani) a précisé que l'attaque de la garde républicaine n'avait pas pris l'aspect d'une vaste offensive et que les forces irakiennes n'avaient pas utilisé d'hélicoptères. Toujours selon le communiqué du Front, les forces irakiennes « avaient tenté lundi de déloger les peshmergas de leurs positions dans les régions de Koi Sandjaq, Qaradagh et Soulaymaniah. Les combattants kurdes ont affronté ces forces dans le secteur de Tall Zayt tuant 75 soldats ennemis et s'emparant de cinq véhicules ».

L'attaque irakienne et son échec ont été confirmés par un journaliste de la BBC, resté dans les zones tenues par les peshmergas. Il a parlé de « fortes pertes » dans les rangs gouvernementaux. De son côté, le département d'Etat américain a indiqué jeudi que de violents combats entre Kurdes et militaires irakiens avaient éclaté près de Kirkouk. Washington a également fait état d'affrontements limités dans le sud de l'Irak. Mercredi, les Etats-Unis, évoquant notamment

l'emploi d'hélicoptères, avaient fait savoir qu'ils ne toléreraient aucune opération de l'armée irakienne au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, c'est-à-dire dans un grande partie du Kurdistan irakien.

Par ailleurs, des officiels irakiens ont affirmé avoir exhumé, depuis 48 heures, plus de 450 corps enterrés dans quatre fosses communes près de Soulaymaniah. Ils assurent qu'il s'agit des cadavres de militaires, d'agents de la sécurité et de responsables civils « exécutés » par les insurgés kurdes après qu'ils eurent pris la ville, début mars.

Par ailleurs, le journal iranien *Kayhan* indique que « 700 000 réfugiés irakiens attendent encore dans le froid à la frontière iranienne pour entrer en

*Iran* », et « pour se nourrir ont commencé à chasser des animaux sauvages ». Le journal ajoute que ces réfugiés passent la nuit dans la plaine de Chiler, dans l'est de l'Irak, frontalière avec l'Iran. « La basse température pendant la nuit dans cette plaine a rendu difficile les conditions de séjour de ces réfugiés dont le nombre est estimé à 700 000 », précise *Kayhan*, soulignant que « 20 500 véhicules transportant les réfugiés attendent pour entrer en territoire iranien ».

## Trois cents morts

De son côté, la radio iranienne a indiqué que 300 Kurdes irakiens, « pour la plupart des enfants », qui se

dirigeaient vers la ville frontalière iranienne de Baneh, étaient morts mercredi et jeudi « de froid, de faim, et de noyade » avant d'arriver à la frontière. Selon Radio-Téhéran, 280 de ces réfugiés sont morts de froid et de faim, 20 autres ont été noyés « en raison de la crue du fleuve Tchouman, qu'ils tentaient de traverser » pour gagner la frontière. La radio ajoute que « les autres réfugiés se trouvant près des frontières iraniennes, en attente d'entrer en Iran, survivent dans un état épouvantable, et espèrent l'aide internationale ».

Le ministère iranien de l'intérieur n'a pas publié de chiffres depuis lundi sur le nombre des réfugiés arrivés en Iran. Selon les derniers chiffres publiés par la presse iranienne, plus de 800 000 réfugiés, en majorité des Kurdes, ont déjà franchi la frontière iranienne. Mercredi, la radio d'Etat iranienne a annoncé que l'arrivée massive des réfugiés irakiens dans les régions frontalières de l'Iran se poursuivait à « un rythme soutenu », provoquant dans certaines villes « une saturation complète ».

A Genève, le haut-commissaire pour les réfugiés, M<sup>me</sup> Sadako Ogata, a annoncé que l'ONU avait besoin d'un total de 400,2 millions de dollars pour subvenir dans les trois mois à venir aux besoins de 1,5 million de réfugiés irakiens, en majorité kurdes, en Iran et en Turquie. M<sup>me</sup> Ogata devait partir vendredi pour l'Iran et la Turquie, à bord d'un avion transportant 50 tonnes de secours, affrété par la Norvège, afin d'évaluer la situation. Son voyage durera quatre jours.

La responsable du HCR a précisé qu'elle ne rencontrerait pas le secrétaire d'Etat américain James Baker, qui devait avoir vendredi à Genève des entretiens avec les chefs de la diplomatie de Jordanie et de trois

## « L'ingérence s'impose »

affirment plusieurs personnalités françaises

Plusieurs personnalités françaises nous ont adressé l'appel suivant :

« Il faudra à un moment donné arrêter le bras du bourreau, arrêter le bourreau et pas seulement aider ses victimes, a dit Bernard Kouchner. Il y a cinq cent mille hommes des armées alliées autour et en Irak. Ils ont gagné la guerre, ils doivent gagner la paix. C'est à eux de contraindre la dictature irakienne et à intervenir si nécessaire pour assurer aux populations d'Irak, en particulier aux Kurdes, le droit de vivre dans la

dignité sur le territoire où ils sont nés.

« Sinon, malgré les médecins et les parachutages de vivres, nous nous rendrons coupables de non-assistance à ces populations en danger de mort. Quand l'horreur n'a pas de frontières, l'ingérence s'impose. »

Premières signatures : Yves Montand, André Glucksmann, Michel-Antoine Burnier, Alexandre Minkowski, Paul Milliez, Jacques Séguéla, Jean Bousquet, Alain Cayzac, Patrick Chapel, André Sénik et Mario Bettati.



pays de la CEE sur l'aide aux réfugiés kurdes et sur la situation au Proche-Orient. L'aide de 400,2 millions de dollars, dont 238 millions pour les opérations du seul HCR, est une estimation des besoins d'un million de réfugiés kurdes et chiites en Iran et de 500 000 réfugiés en Turquie pour le trimestre à venir, a-t-elle dit. Selon les dernières données recueillies par le HCR, le nombre des réfugiés irakiens en Iran est passé de

50 000 fin mars à 800 000 actuellement (dont 700 000 Kurdes). Pour la même période, le chiffre des réfugiés en Turquie est passé de 4 700 à 300 000 aujourd'hui.

A Washington, le président George Bush s'est félicité de « l'énorme programme de coopération » américano-européen pour l'aide aux réfugiés kurdes irakiens, en recevant, jeudi, les dirigeants de la Communauté européenne qui devaient le presser d'assu-

rer une « zone de protection » pour ces réfugiés en Irak. MM. Jacques Santer, premier ministre du Luxembourg et président en exercice de la Communauté européenne, et Jacques Delors, président de la Commission européenne, ont été reçus par M. Bush à la Maison Blanche à l'occasion de la première des réunions bi-annuelles Etats-Unis-CEE, prévues par une déclaration de novembre dernier sur les relations transatlantiques.

« Je suis très satisfait du remarquable programme de coopération en cours pour les réfugiés. Les souffrances là-bas sont énormes, et les Etats-Unis sont en accord avec l'Europe dans l'approche définie pour aider ces gens infortunés qui sont victimes du dictateur brutal de Bagdad », a déclaré M. Bush en soulignant la « merveilleuse relation » entre les Etats-Unis et la Communauté européenne. — (AFP, AP, Reuter.)

## Politique

# LES KURDES A LA CHAMBRE

LIBERTÉS 12 avril 1991

La situation dramatique des Kurdes était à l'ordre du jour, hier, de la Chambre. Le PS y a critiqué la volonté d'ingérence du ministre Mark Eyskens. En toile de fond le monde occidental comme gendarme du monde...

**L**e PS a fait savoir, hier, en commission des Relations extérieures de la Chambre, par la voix du député Sébastien De Raedt, qu'il ne suivait pas le ministre Mark Eyskens lorsque celui-ci envisage une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak en créant des zones-sanctuaires pour protéger les populations kurdes. Pour le PS, la notion de droit ou de devoir d'ingérence et la création de zones protégées "sont intéressantes mais doivent être utilisées avec précautions". Et M. De Raedt d'ajouter : "Il nous semble que l'application du principe de zones-sanctuaires serait pratiquement très difficile. Nous nous associons aux déclarations du Secrétaire-général des Nations-Unies en ce sens et nous supposons que le journal "Le Soir" est allé au delà des convictions du ministre en lui attribuant ce qui a fait son titre : Eyskens: des forces belges pour protéger les Kurdes?".

### ATTAQUES

"Il faut bien se rendre compte, a encore dit M. De Raedt, que le monde occidental risque, par une application irréfléchie de ce principe, de poser un précédent dangereux en droit international. Serons-nous demain les gendarmes du monde, en Yougoslavie, en Afrique du Sud, au Libéria ou en URSS, voire même en Turquie, où la question kurde se pose également comme elle se pose d'ailleurs en Syrie et en Iran?"

*Sur quel critère et à partir de quel seuil d'injustice agissons-nous?"*

La commission des Relations extérieures de la Chambre était, en effet, réunie d'urgence pour entendre plusieurs interpellations sur le problème kurde. Dans sa réponse, le ministre des Affaires étrangères, Mark Eyskens, a répété qu'il était favorable à une "interprétation évolutive" du droit international qui aboutirait à la mise en place de nouvelles règles fixant "un droit et même un devoir" d'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays lorsque les atteintes aux droits de l'homme atteignent un degré inacceptable. "Si non, dit M. Eyskens, nous laissons le monde aux mains du gangstérisme international". M. Eyskens a ajouté que si "nous défendons ce point de vue devant le Conseil de sécurité, nous devrions, pour nous-mêmes", en tirer les conclusions sur le plan financier, logisitique et même en mettant à disposition des troupes, si nécessaires. Le ministre a encore précisé que le principe de zones-sanctuaires était encore au stade de l'idée. Si on décide d'instaurer de telles zones, cela demandera l'approbation de l'Irak. Or, cette approbation est peu probable et il faut donc tenir compte d'un refus, ce qui implique que le principe devrait être imposé par la force.

### DIPLOMATIE

C'est dans ce cadre que M.

Eyskens envisage la possibilité de l'envoi d'une force des Nations-Unies. La décision des Nations-Unies en la matière dépendra notamment du rapport que fera le professeur Eric Suy qui part, aujourd'hui, pour Bagdad. Dans son interpellation, Mme Nelly Maes (VU) a souligné qu'elle avait toujours défendu l'idée que la guerre du Golfe ne résoudrait aucun des problèmes de la région et que ceux-ci devraient trouver une solution politique. Elle a plaidé pour une intervention. La communauté internationale a mis en oeuvre un demi-million de soldats lorsqu'il s'est agi de la souveraineté du Koweït mais pour le sauvetage de tout un peuple, on hésite à mettre en oeuvre une force internationale de quelques dizaines de milliers de personnes, a regretté Mme Maes. Hugo Van Rompaey (CVP) et Jef Smeets (SP) ont également défendu le principe de l'intervention. Les "verts" quant à eux ont défendu un autre point de vue. Hugo Van Dinderen (Agalev) a plaidé pour qu'on utilise toutes les possibilités diplomatiques, ajoutant qu'un conflit armé n'avait jamais apporté de solution à un problème de respect des droits de l'homme. Quant à Xavier Winkel, il est d'avis qu'une intervention armée n'est qu'un "pis-aller". Plusieurs députés sont encore intervenus après l'exposé de M. Eyskens. Outre Sébastien De Raedt, la Commission a encore entendu le chef de groupe PVV, M. Cortois, pour



qui ceux qui ont demandé avec insistance la fin de la guerre portent une part de responsabilité dans la tragédie que vit maintenant le peuple kurde. Osant même: "Deux ou trois jours de guerre de plus auraient permis de mettre fin au pouvoir de Saddam Hussein et les Kurdes ne seraient pas dans la situation qui est la leur actuellement"....

**PRUDENCE**

En conclusion du débat, une motion a été déposée et signée par les représentants de six groupes: MM. Gehlen pour le PSC, Van Wambeke pour le CVP, Cortois pour le PVV, De Raedt pour le PS, Sleenckx pour le SP et Van Grembergen pour la Volksunie. Elle demande au gouvernement d'exercer une prés-

sion sur l'Irak via tous les moyens diplomatiques disponibles pour que ce pays respecte les droits de l'homme. Elle demande également au gouvernement de veiller à ce que le problème kurde en Irak mais aussi en Iran, Syrie, Turquie et Union soviétique, soit à l'ordre du jour d'une conférence internationale. La motion demande également que la Belgique apporte une aide humanitaire subs-

tantielle à la population kurde. Le ministre avait explicitement demandé le soutien de la Chambre pour qu'il puisse défendre au Conseil de Sécurité des Nations-Unies, dont la Belgique assume actuellement la présidence, l'idée d'une ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak. Il n'a pas été suivi sur ce point, le PS ayant clairement demandé qu'on agisse avec prudence.

The Guardian April 13, 1991

# Refugees find brief respite on Iranian border

They survived Saddam's aircraft and artillery, napalm and phosphorus bombs, rivers and mines. Now they are dying in the cold. **David Hirst** reports from Piranshahr, Iran

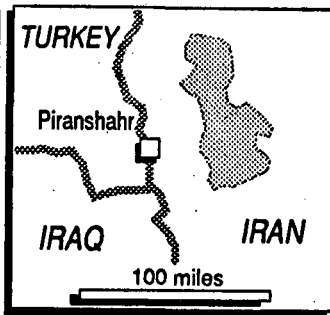
"A HUNDRED of them died there last night," the exhausted, but still very angry, young man said. He gesticulated in the direction of the steep, narrow, twisting road that leads out of this small Iranian town, towards the Iraqi frontier.

He was one of the thousands of refugees who came down that road yesterday. They block the entrance to the town and spill all over the surrounding slopes. They seem enough to fill a large football stadium.

Some seem almost to relish a brief moment of contentment. Some warm themselves in the spring sunshine. Some children pray. For they have, after all, just come out alive from a terrible journey. They have been bombed by President Saddam Hussein's aircraft and artillery, showered with his napalm and phosphorus bombs, and seen their companions drowning in rivers, or dying on mines if they stepped off the highway.

And the last stage of this dismal odyssey had been "up there" — at Haj Omran.

Haj Omran is a gaunt, windswept plateau, without trees or any natural cover,



some 6,000 feet up in the north-eastern extremity of Iraqi Kurdistan, in the shadow of the great mountains where Iraq, Iran, and Turkey converge. It is the summit of the Hamilton road built by the British in the second world war, which now serves as the main route for almost an entire population on the move.

On Thursday night, Haj Omran was unseasonably cold. There was a howling gale and up to four inches of snow. Since the great Kurdish exodus began over a week ago, the death toll at Haj Omran has averaged 50 a night. On Thursday, it rose to 100 — 70 of them young children.

"I believe," an official of the Kurdish Democratic Party commented, "that most of our children under

one year old are dead, dying, or will do so if things continue like this."

Some of the new arrivals at Piranshahr have limbs gangrenous from frostbite. No one seems to know how many have crossed this way. But Abdul Muhaimin Barzani, a member of the KDP's executive committee, says there are two million refugees heading for Iraq's frontiers. One million have already reached Iran, and half a million more — some in a traffic jam 80 miles long — are struggling to do so.

Most Kurds from Irbil, Kirkuk, and Sulaymaniyah have headed this way, instead of to Turkey, because it is nearer, or the roads are bet-

ter. It is also a political preference. Many of their brethren have preceded them here over the years and they know they will be better treated here than in Turkey.

The Iranians have more or less thrown open the frontier. No documents seem to be necessary; a rough head count is all. Those with cars are free to bring them in. Irbil and Kirkuk numberplates have fanned out through Piranshahr and the neighbouring towns. The distinctive orange-coloured Iraqi taxis ply the streets. After last night's cold, the Iranian airforce brought in Chinook helicopters to ferry the fresh. Turn to page 24, col 6.

# Aid workers 'shield Kurds'

**Hella Pick**  
Diplomatic Editor

THE United States and Britain are hoping an influx of United Nations aid workers into Iraq will form a human shield for the people of Iraqi Kurdistan and the Shi'ites in the south.

The strategy contains an ironic echo of President Saddam's attempts before the Gulf war to use Westerners, including aid workers, as a deterrent against attack.

The US ambassador to the UN, Tom Pickering, on a brief visit to London, described it yesterday as an attempt to build up UN preserves for humanitarian relief, "from the bottom up" hopefully on a basis acceptable to Iraq.

It was "the camel's nose under the tent approach" which deserved to be tried, Mr Pickering told the Guardian. This is seen as more realistic

than designating safe havens on the lines envisaged by John Major when he made his proposal on Monday.

Britain has now modified its approach, and appears to agree with the US that the UN is not ready to take on the task of world government, as one Western diplomat put it yesterday.

Mr Major, stung by allegations of differences with the US, confirmed yesterday that Britain was fully behind the plan to focus on humanitarian relief. "I don't mind about the semantics; and I don't much mind how it is done. What is necessary is to provide the Kurds with an area where they can be fed and are safe."

Moves promoted by Britain were under way at the UN yesterday to get a Security Council resolution to guarantee safety for the Kurds and to permit distribution of humanitarian aid in designated safe areas, but this stands only a remote chance of adoption.

Tandis que des centaines de milliers de réfugiés affluent aux frontières

# Les insurgés kurdes continuent d'opposer une résistance aux forces armées irakiennes

Tandis que des centaines de milliers de réfugiés continuent d'affluer aux frontières, la résistance kurde n'a pas complètement cessé. Les rebelles ont déclaré, jeudi 11 avril, avoir repoussé une attaque de la garde républicaine irakienne, au nord de la ville d'Irbil, ce qu'a confirmé un journaliste occidental resté dans la région.

Le Pentagone a, pour sa part, indiqué que de violents combats avaient eu lieu près de Kirkouk. Mais on ne sait si, aux yeux de Américains, ces opérations de l'armée irakienne impliquent un rejet de la mise en garde lancée, mercredi, par Washington, aux troupes de Bagdad de ne pas intervenir à Kurdistan au nord du 36° parallèle.



## Bush faces renewed pressure over Kurds

By Our Middle East Staff

PRESSURE on President George Bush over his handling of the post-war Gulf crisis intensified yesterday. Kurdish guerrillas claimed new attacks by Iraqi forces, the conditions of refugees in the mountains deteriorated and President Hashemi Rafsanjani of Iran accused Washington of responsibility for the turmoil in Iraq.

Kurdish guerrillas said Iraqi forces had used helicopters, tanks and heavy artillery in an attack early yesterday near the town of Sulamaniya. They said the attack had been repulsed but alleged that artillery was still pounding concentrations of refugees. President Bush has warned Baghdad not to interfere with international relief efforts and specifically warned against the use of aircraft or armour above the 36th parallel. Yesterday's reported fighting was outside that zone.

Relief workers said yesterday that supplies getting through to the refugees on the

Iraq-Turkey border were still inadequate, while Iran accused the west of ignoring the fate of over 1m people who had crossed into its territory. However Tehran has given permission for US aircraft to deliver relief supplies, according to a Red Cross official in Geneva.

President Rafsanjani admitted that Iran had ignored the UN embargo on trading with Iraq, except for weapons. He said Iran had been supplying food and other items before the Gulf conflict started but denied having sent in troops to help Shia rebels in their struggle against Baghdad. "There are now more than 1m refugees in Iran. The scale of the crisis is unprecedented. How can such scenes not break the hearts of the west, Rafsanjani asked.

Turkey confirmed that the US planned to set up refugee camps inside northern Iraq. "The US in accordance with UN resolution 688 and within the framework of the Turkish

## THE FINANCIAL TIMES

April 14, 1991

government's permission, will start a large-scale operation to help Iraqis massed on the Turkish-Iraqi border," the Foreign Ministry said.

It envisages setting up temporary settlements in border regions and northern Iraq.

Mr John Major, the British prime minister, defended his plan for UN-protected zones inside Iraq and called an urgent meeting with Britain's aid agencies to discuss relief for Kurdish and other Iraqi refugees.

Mr Major said the meeting, which he hoped would take place on Monday, was to co-ordinate British relief efforts.

The prime minister, stung by criticism that his government failed to react quickly enough to help the refugees, again defended his controversial plan to create refugee havens inside Iraq where they would be safe from attack.

"What is necessary is to provide an area in which the Kurds can be fed and are safe," Mr Major said.

LE MONDE  
13 avril 1991

INTERNACIONAL

El presidente turco, Turgut Ozal, tuvo que convencer a los más reticentes de su partido

# Turquía decide liberar a 45.000 prisioneros políticos y derogar los delitos de opinión

*El Parlamento de Ankara anula la prohibición de utilizar el idioma kurdo*

AYSE SARIOGLU

REUTER/EL MUNDO

ANKARA.— Turquía levantó ayer la prohibición sobre el comunismo y la lengua kurda y liberó sin condiciones a 43.000 presos.

El presidente Turgut Ozal, que inspiró la nueva legislación para desviar las críticas a la violación de los derechos humanos, firmó el decreto, después de que el Parlamento turco lo aprobara en un sesión maratónica.

La nueva ley anula un artículo del Código Penal que prohibía el fundamentalismo islámico, en auge en Turquía desde la década de los ochenta, e indulta a cerca de 270 condenados a muerte, desde extremistas hasta asesinos.

Entre los presos que serán puestos en libertad están también la mayoría de los 3.000 presos políticos. Sin embargo, la ley incluye nuevas y duras medidas para combatir la violencia política y la persistente rebeldía kurda.

Los analistas políticos dicen que los partidos comunistas y fundamentalistas están de hecho prohibidos por leyes todavía en vigor.

**RETICENCIAS POLITICAS.**— Fuentes parlamentarias afirmaron que Ozal tuvo ayer que luchar hasta el final para convencer a los más díscolos de su partido en el Gobierno. Partido de la Madre Patria, para liberar a kurdos y comunistas.

«Aceptamos la ley para reintegrar a esa gente en la sociedad», manifestó el primer ministro turco, Yildirim Akbulut, a la agencia de noticias oficial Anatolia News.

La ley deroga los artículos anticomunistas 141 y 142 del Código Penal, en vigor desde hace 55 años. Etiquetados como disposiciones contra «los delitos de opinión», eran un obstáculo



Filas interminables de refugiados marcan la frontera turco-iraquí. /REUTER

en las ambiciones de Turquía de unirse a la Comunidad Europea.

La nueva ley anula una prohibición, dictada hace ocho años, contra el idioma kurdo, lengua materna de unos diez millones de turcos originarios del Kurdistán.

Grupos de derechos humanos habían criticado desde hace tiempo esta prohibición, impuesta durante tres años de poder militar tras el golpe de 1980.

El viceprimer ministro de Irak,

Tarek Aziz, mencionó ya esta prohibición cuando advirtió a Irán y Turquía de no inmiscuirse en los asuntos internos iraquíes. «En Turquía, los kurdos no pueden hablar su idioma».

Turquía, que se puso del lado de EEUU durante la Guerra del Golfo, está abogando por los derechos democráticos de los kurdos y otros iraquíes.

Cerca de 400.000 refugiados kurdos se amontonan en la fron-

tera entre Turquía e Irak, después de haber protagonizado una revuelta popular de un mes de duración contra el régimen de Sadam Husein.

Ankara está luchando en la propia Turquía contra una insurrección kurda dirigida por el marxista Partido Kurdo de los Trabajadores (PKK), una revuelta que desde 1984 ha causado al menos 3.000 muertos en el sudeste turco.

**SUSPENSIÓN DE PENAS.**— Bajo esta nueva ley, las sentencias de muerte dictadas por los tribunales del país antes del lunes serán anuladas. Cabe recordar que no ha habido ninguna ejecución en Turquía desde 1984.

La medida supondrá la liberación de más de 100 personas que fueron encarceladas tras los disturbios dirigidos por la ultraderecha en 1979 en la provincia de Kahramanmaras, en el sudeste, los cuales causaron 101 muertos.

La ley permitirá la restauración de la ciudadanía a unos 15.000 turcos que huyeron a Europa después del golpe de estado de 1980.

Unos 43.000 de los 46.000 presos convictos del país serán liberados, no por la amnistía, sino por una suspensión automática de sus sentencias. Estas pueden ser impuestas de nuevo sobre convictos que cometan delitos similares en el futuro.

La mayor parte de los convictos que hayan cumplido una quinta parte de su sentencia serán liberados inmediatamente gracias a la nueva ley.

Funcionarios del Ministerio de Justicia dijeron que la liberación masiva permitirá la renovación de más de 600 prisiones, muchas de las cuales necesitan mejores condiciones de vida y sistemas de seguridad.

THE NEW YORK TIMES April 14, 1991

# Victory, Elation; Refugees, Despair



Illustrations by Horacio Fidel Cardo

By Danielle Mitterrand

**W**HILE in Washington on Feb. 28 — only a month and a half ago — we heard the good news: The Persian Gulf war was over. And we started dreaming about the future.

I say "we" because I was gathered with my Kurdish friends and defending their cause at a meeting on Capitol Hill jointly sponsored by the Senate Foreign Relations Committee and the Congressional Human Rights Foundation.

It was the third time that I spoke in the U.S. on the tragedy of the Kurdish people — once in New York City at an event sponsored by the Elie Wiesel Foundation and twice on Capitol Hill.

On Feb. 28, at the end of the war waged for the rule of law in the Persian Gulf, we were full of hope.

Today, I cannot hide my disappointment. In so short a time, we have descended from elation, from the hope of seeing the victory of the rule of law, to deep feelings of bitterness. We are brought to despair by witnessing, powerless, the exodus of a whole population — women, children, men, old people — fleeing again from massacres and the destruction of their towns and villages.

*Danielle Mitterrand is president of France Libertés, an international human rights organization.*

And today when we hear talk of safe havens to protect the population from repression, along with humanitarian aid, that's fine for the time being, but we can only ask ourselves what will happen to the refugees as time passes.

Imagine the situation: a million Iraqi Kurds in "safe havens, clinging to their mountain slopes, far from their villages, their land — and hundreds of thousands that would have been allowed into Turkey.

I well remember what I saw two and one half years ago, after the Halabja massacre in Iraq, when I visited the Iraqi Kurds' refugee camps in Turkey near Mardin, Dyrbarkir and Mus. I saw the tragic circumstances in which the Kurds found themselves — parked behind barbed wire, under armed military guard and in a country where it was forbidden to speak Kurdish and to claim Kurdish identity and culture.

My ever-growing interest in the Kurdish people — some people call it an obsession — was kindled the day in 1983 I received a letter from a young Kurdish woman whose husband, the mayor of their town in Turkey, was on trial for having allowed Kurdish to be spoken in city hall.

With the Paris-based International Federation for Human Rights, we were able to send a lawyer and an observer to the trial; we hoped their presence would awaken people's consciences. The mayor was given a 35-year prison sentence — a terrible decision.

And yet this was quite an achievement. He was not condemned to death, as he might have been. But he is still in jail.

Today, thanks to the implementa-

tion of U.N. Security Council resolution, the Iraqis' right to receive humanitarian aid has at last been internationally recognized. One can therefore say that, in human rights matters, interference in what is known as the internal affairs of a state should no longer only be a right but also a duty — especially when it is a matter of not leaving the weakest to face the strongest without doing anything.

What is involved is the imperative duty to help someone in danger. If you heard the cries of a child being beaten by its father, would you ask yourself whether you would be trespassing, and violating sacrosanct paternal rights, by going to the child's assistance? You would probably be breaking the law, but your conscience would tell you that you had to act to save a child in danger.

Today, it has become a priority to bring the Iraqi Kurds emergency humanitarian aid. And it is vital to protect them. But, beyond that, as free men and women we have an obligation to do our utmost to enable them to return to their land, their villages, their homes, their cattle. They must be able to return to a life of honorable citizens in their own country, which they want to be democratic and prosperous.

When I speak of democracy, I have in mind rights that are inseparable — that is (in addition to a state's lawful rights) human rights, economic rights and cultural rights.

Such an indivisibility of law for everyone would help this fragmented world move toward the larger goals that the war in the Persian Gulf was fought to realize. □

Foreign Affairs

LESLIE H. GELB

White House Guilt?

I've been trying to figure out President Bush's responsibility for the present human misery in Iraq — and to better understand the mind of this man who is defining the new world order. Bear with me.

Does the plight of the Kurds and others mean Mr. Bush was wrong to fight the war?

No. Saddam Hussein's Iraq represented a clear and immediate danger to the entire Mideast and to all states dependent on oil. Iraq's conquest of Kuwait had to be reversed, and Saddam's military power to threaten his neighbors destroyed.

Mr. Bush did this. And he demonstrated great personal skill and determination in assembling U.N. support and a collective military response.

Was Mr. Bush wrong to encourage rebellion against Saddam?

No. Any President would have done that to undermine Saddam. In any event, the war itself was bound to spark rebellions among Kurds and Shiites who have suffered so long under his tyranny.

Maybe Mr. Bush went further and secretly led the Kurds to believe he would arm and protect them. If so, he misled them irresponsibly.

Should Mr. Bush have continued the war until Saddam was overthrown and his military power shattered?

Perhaps. But that's not Monday or Tuesday morning quarterbacking; it's Wednesday's second-guessing. A month ago, virtually everyone wanted to stop the war right away. Almost everyone argued that it would be inhumane for Americans to engage in a turkey shoot against fleeing Iraqi soldiers. Almost everyone maintained that the U.N. mandate did not extend to eliminating Saddam.

Even if Mr. Bush had fought on against all advice, it's not clear what he would have accomplished. Most of Saddam's forces were well outside the battle area. Mr. Bush could not have destroyed them and saved the rebels without invading all Iraq. And my guess is that short of capturing Baghdad, he could not have removed Saddam from power.

In retrospect, full invasion seems an easy and inviting course. But no ally would have joined us in such a venture at the time, and for good reasons.

Did Mr. Bush, nonetheless, make a mistake in not shooting down Iraqi aircraft and helicopters?

Absolutely. Iraqi-American truce terms called for their grounding. By letting them fly after he promised to knock them from the sky, he blun-

dered. In effect, he signaled Iraqi forces that they were free to use full power against the rebels.

Why did he make such a mistake?

Because he didn't want to see Iraq split apart and become a perpetual killing field like Lebanon — and also like Lebanon, a carcass inviting outsiders to feast. And these concerns were on target.

He also didn't want the U.S. to become embroiled in a civil war. Again, wise caution.

But in thinking his only choice were full military intervention and inaction, he erred badly. He had a third choice — U.S. air power without ground involvement. That would have slowed down Saddam appreciably, and given Mr. Bush more time to plan, something he neglected to do almost entirely about postwar Iraq.

Why didn't Mr. Bush react quickly to Saddam's slaughter of the Kurds?

There's no reassuring answer.

The balance sheet on Iraq.

George Bush is forever putting power politics above concerns for the lives and rights of people. That's why he pulled his punches in condemning the killings in Tiananmen Square and the Baltic states. Similarly, his commitment to keeping Iraq whole blinds him to human costs.

George Bush watched as Baghdad butchered its people. The shock and horror caused all to weep. But George Bush went fishing. The tragic Kurdish exodus prompted many to demand immediate humanitarian relief. But at first George Bush could not even utter words of compassion. The world pleaded with Washington to warn Saddam to stop. But until days ago, George Bush rejected this as intervention in the internal affairs of another state.

What does all this say of Mr. Bush?

He sometimes bows toward justice and people concerns, as in his speech yesterday on the new world order. But he is clearly uncomfortable with such ideas. Thus far, he remains a master of the old game of power politics — and a man insensitive to and out of place in the new world his own actions are helping to create □

Groups Taking Aid for the Kurds

American Friends Service Committee, 1501 Cherry Street, Philadelphia, Pa. 19102

American Jewish Joint Distribution Committee, c/o Mailbox for Kurdish Refugees, 711 Third Avenue, 10th Floor, New York, N.Y. 10017

American Jewish World Service, 1290 Avenue of the Americas, New York, N.Y.

American Red Cross, Box 37243, Washington, D.C. 20013

American Friends Service Committee, 161 Cherry Street, New Canaan, Conn. 06840

American Near East Refugee Aid, 1522 K Street, N.W., Suite 202, Washington, D.C. 20005

CARE, 660 First Avenue, New York, N.Y. 10016

Catholic Medical Mission Board, Inc., 10 West 17th Street, New York, N.Y. 10011-5765

Catholic Relief Services, 209 W. Fayette Street, Baltimore, Md. 21201

Christian Children's Fund, 203 East Cary Street, Richmond, Va. 23251

Church World Service, Box 968, Elkhart, Ind. 46515

Direct Relief International, Box 30820, Santa Barbara, Calif. 93130

Doctors Without Borders U.S.A. Inc., 30 Rockefeller Plaza, Suite 5425, New York, N.Y. 10112

Dooley Foundation / Intermed-U.S.A., Inc., 420 Lexington Ave., Room 2428, New York, N.Y. 10170

Feed the Children, P.O. Box 36, Oklahoma City, OK 73101-0036

International Rescue Committee, 386 Park Avenue South, New York, N.Y. 10016

Kurdish-American Society for Refugee Relief, 1010 Vermont Ave. N.W., Suite 310, Washington, D.C. 20005

Kurdish National Congress, P.O. Box 15498, Ann Arbor, Mich. 48106

Lutheran World Relief, 390 Park Avenue, New York, N.Y. 10016

MAP International, 2200 Glynco Parkway, Brunswick, Ga. 31520

Mennonite Central Committee, 21 South 12th Street, Box M, Akron, Pa. 17501

Mercy Corps International, 3030 S.W. First Avenue, Portland, Ore. 97201

Operation U.S.A., 7615 1/2 Melrose Avenue, Los Angeles, Calif. 90046

Oxfam America, 115 Broadway, Boston Mass. 02116

Presiding Bishop's Fund for World Relief/Episcopal Church, 815 Second Avenue, New York, N.Y. 10017

Physicians for Human Rights, 58 Da' Street, Somerville, Mass. 02144

Refugees International, 220 I Street, Suite 240, Washington, DC 20002

Save the Children, Middle East Emergency Fund, Box 975, Westport, Conn. 06881

United Nations High Commissioner for Refugees, United Nations Headquarters, Room 5-831, New York, N.Y. 10017

The U.S. Committee for Unicef, Middle East Fund, 333 E. 38th Street, New York, N.Y. 10016

U.S. Committee for Refugees, 1025 Vermont Ave. N.W., Suite 920, Washington D.C. 20005

World Concern, Box 33000, Seattle, Wash. 98133

World Relief, Box WRC, Wheaton, Ill. 60189

World Vision Relief and Development, Box O, Pasadena, Calif. 91103

Y.M.C.A. of the U.S.A., 101 North Wacker Drive, Chicago, Ill. 60606

ACPO42 PR:03 PEXIGNW IRAK  
REFUGIES-KURDES-ONU-FRANCE

357

ACP/TELPRES:

NOUVELLES PROPOSITIONS POUR LES REFUGIES  
LA FRANCE ET L'ONU AU CHEVET DES KURDES

Paris, 14 avril - La France et l'ONU au chevet des Kurdes. Devant l'ampleur de la tragédie, le secrétaire général des Nations unies, Perez de Cuellar, s'apprete à révéler un plan mis au point samedi soir, à Genève, avec le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, Bernard Kouchner. Ces "propositions concrètes pour une action immédiate dans le cadre de la résolution 688 du Conseil de Sécurité", selon un communiqué publié dimanche après-midi par le ministère des Affaires Etrangères, visent "le retour des réfugiés dans leurs foyers avec l'assistance et sous la protection de l'ONU".

Cette nouvelle initiative intervient alors que le ministre iranien de la Santé a lancé, dimanche, un appel à l'aide. Presqu'un cri de détresse. "Nous avons besoin de médicaments, de vaccins, de désinfectants et de matériel médical". Un inventaire à la Prévert qui démontre l'extrême dénuement de l'Iran pour faire face à l'afflux de réfugiés. Plus de 1,5 million de Kurdes sont aux portes de l'Etat perse, dans la région de Piranshahr. Et à la frontière turco-irakienne, près d'un demi-million de personnes cherchent, maintenant depuis près de deux semaines, à fuir le régime de Saddam Hussein. Le dictateur irakien, qui samedi s'est rendu au coeur du Kurdistan irakien à Arbil, a demandé à ses compatriotes de "rentrer chez eux".

Sur le terrain, la situation des réfugiés s'aggrave. "C'est encore pire que ce qu'on avait imaginé", estime un médecin de Médecins sans Frontière. L'organisation humanitaire intensifie son action. Dimanche, deux avions chargés de 15 tonnes de matériel se sont envolés pour Van, en Turquie. Lundi et mardi, 45 tonnes en tout de matériel seront acheminées. Et mardi, d'Oslo, quarante tonnes de nourriture s'envoleront à destination de la frontière turco-irakienne. Les Douze sont également très actifs. Samedi, à Bruxelles, la Commission européenne a débloqué 24 millions de dollars (1 milliard de francs) pour venir en aide aux réfugiés. L'aide internationale se fait de plus en plus pressante sans que, pour autant, la situation des Kurdes s'améliore.

THE GULF : Turkey plans to move refugees down from unsanitary mountain camps to more accessible settlements.

## Ankara to Relocate Refugees As Allied Airdrops Continue

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — American, British and French aircraft dropped tons of emergency aid Sunday to hundreds of thousands of Iraqi refugees on the Turkish border.

In a move crucial to caring for the refugees, Turkey announced it would start moving refugees down from unsanitary mountain camps to more accessible settlements on Monday.

President Saddam Hussein of Iraq urged the refugees to return home. He said that they need not fear retribution and vowed to punish only of those who had raped, killed or stolen.

Iran, which has taken in a million fleeing Iraqis, appealed for international help.

"Words cannot express the depth of this disaster," Iranian radio said. "The refugees have left their hearths and homes, their homeland, and have come to partake of our hospitality and selflessness. Please help the refugees."

Tension mounted in the refugee settlements along Iraq's borders with Turkey. Hungry Kurds pillaged a Turkish Army camp. They were not deterred when soldiers shot at them.

"We cannot stop them," said an

army officer at the mountain camp of Isikveren, who had just fired at refugees running along a dry river bed below him. "They are no longer afraid."

The refugees spend their days scrambling for food handouts. Some bury dead relatives. At night they shiver with little shelter.

Hayri Kozakcioglu, the emergency rule governor of southeast Turkey, said in an interview with Turkish television that about 20,000 refugees from the Isikveren camp near Uludere would be transferred in the next few days.

"In an initial stage starting from

tomorrow we hope that about 20,000 Iraqis will be able to enjoy more comfortable conditions at the Silopi pilgrimage transit center," he said.

An estimated 200,000 Iraqis are living in the Isikveren camp, in a sea of mud and human excrement.

The Silopi center was built for Muslims on pilgrimage to Mecca. It was used last year by thousands of foreigners who fled Iraq after the Iraqi invasion of Kuwait on Aug. 2.

Iraqi Kurdish rebels said Sunday that Saddam Hussein's forces were still attacking rebel-held areas and refugees in northern Iraq. The rebels appealed for United Nations protection for civilians.

A spokesman for the Patriotic Union of Kurdistan said, "Hundreds of refugees were killed or wounded during the last three days in mountains and hills overlooking Sulaimaniya and on routes to Turkey by the fire of Saddam's helicopters, tanks and artillery."



The United States has told Iraq not to use its aircraft north of the 36th parallel and to halt military activity near areas where refugees are gathered. There was no independent confirmation of the Kurdish assertions.

A U.S. military spokesman in Ankara said that 2,000 members of the 24th Marine Expeditionary Unit were due to disembark at the Turkish port of Iskenderun.

Lieutenant Colonel Philip Crowley of the U.S. Air Force, a spokesman for the U.S.-Turkish air base at Incirlik that is coordinating relief efforts, said the troops would arrive with 16 heavy-lift helicopters to help bring aid to the remote mountainous areas where the refugees have gathered.

The U.S. Marines will be joining almost 4,800 American military personnel already involved.

Turkish officials say that about 500,000 refugees, mostly Kurds have fled Iraq to Turkey.

Iran has said that at least 900,000 Kurdish refugees and about 150,000 Shiite Muslims have fled Iraq and sought refuge in Iran.

American, British and French transport planes were taking off from Incirlik with relief supplies for the refugees at the rate of three every 30 minutes, Lieutenant Colonel Crowley said. He said that each aircraft carried 32 tons of aid.

"We lifted just over 850 tons of supplies in the first week," he said. "Now we are entering the second phase, trucking relief to forward supply points to be picked up by helicopters."

The United Nations High Commissioner for Refugees, Sadako Ogata, arrived in Tehran and said that 50 tons of food supplies had been sent to Iran. (AP, Reuters)

# Kurds' Fight for Life Goes On

## With No Distribution System, Refugees Battle for Food

By Blaine Harden

Washington Post Service

ISIKVEREN, Turkey — It was frozen chickens, tens of thousands of them, tossed from the rear of a refrigerated truck, that kicked off the first food riot on Sunday in a mountain refugee camp for 150,000 Iraqi Kurds.

Several thousand Kurdish men, most of them young and most of them shouting, elbowed each other for position as the frozen chickens arched high above outstretched hands. Women and children, afraid that they might be trampled, sat nearby on rocky hillsides and watched the poultry fly. The chickens, frozen hard as stones, smacked many refugees on the head. Several noses were broken.

Meanwhile, mothers clutching crying infants fought their way through the crowd toward small field hospitals. Higher up on the mountain, men dug graves for the 31 refugees, most of them infants, who did not survive Saturday night.

Turkish soldiers, not United Nations refugee officials, were again in charge on Sunday.

They blew whistles in failed attempts to keep order. They swung clubs and rifle butts to keep refugees from surging down the mountainside toward newly arrived trucks. The hundreds of tons of arriving aid ranged from sleeping bags to baby cribs to jumbo-sized

cans of Knorr Exotic Chinese Salad.

As the day wore on, the pandemonium continued as the refugees fought over bread, cans of Italian beans, rubber shoes. At least one Kurd was crushed, his legs shattered under the wheels of a moving tractor, when refugees swarmed around a wagonload of rubber shoes.

It has been two weeks since the Iraqi Kurds, fleeing Saddam Hussein's army, began camping out in the 2,140-meter (7,000-foot) creases in the mountains that run along the Turkish-Iraqi border. In that time, as relief aid from around the world has begun to arrive in ever larger quantities, no attempt has been more to regulate its distribution.

There has also been no attempt to provide the refugees with rudimentary sanitation in places like Isikveren, which is the single largest camp for the half a million Iraqis who have walked into the border areas.

Because of an acute shortage of clean water, infectious dysentery has spread among the camp population. Bayram Daoud, an Iraqi doctor working in a hospital tent erected Saturday by the Dutch relief agency Doctors Without Borders, estimated Sunday that about 80 percent of the people in the camp had infectious diarrhea, in-

cluding himself and the camp's three other doctors.

Although there are now three or four water trucks coming to the camp each day, Dr. Daoud said, most of the water comes from snow, which Kurdish families claw out of nearby mountain ridges and melt. The doctor said that the water from the snow made people sick, and that, on average, there were four broken limbs a day among refugees climbing to get to it.

A local Turkish government civilian administrator, who has been working in the camp for two weeks, said the Turkish Army was hampering the relief operation, allowing soldiers to steal relief supplies and shooting an average of two refugees a day. The administrator did not want to be quoted by name, fearing army retribution.

On Friday, a Kurdish teenager was shot and killed by a Turkish soldier when the youth ran toward a crate of relief supplies that had been dropped from an airplane by parachute. On Saturday, soldiers were seen stealing arm loads of oranges from a relief truck. A Washington Post photographer last week saw stacks of white British-made tents, which had been sent for the refugees, piled behind several private homes in villages near the refugee camps.

There is a shortage of about 2,500 tents in the Isikveren camp, forcing many families to sleep outside in the mountain cold.

### Nixon Solution: He Would Order Hussein Killed

Reuters

NEW YORK — Former President Richard Nixon has said he would order the assassination of Saddam Hussein if he were still in the White House.

In the transcript of a television interview, Mr. Nixon also said Mikhail S. Gorbachev might have missed his chance to change the Soviet Union.

Mr. Nixon, 78, called Mr. Hussein "an international menace" and said he would be a "threat to peace and stability

in the area within five years if he stayed in power.

"If I could find a way to get him out of there, even putting a contract out on him, if the CIA still did that sort of a thing, assuming it ever did, I would be for it," Mr. Nixon said. A transcript of the interview was made public on Saturday. The term "contract" is U.S. underworld jargon for a hired killing.

Speaking of Mr. Gorbachev, whom he met recently, Mr. Nixon said Soviet citizens felt the country's president was weak. "They said he was indecisive," Mr. Nixon continued. "They said he was a talker, rather than a doer. One of them described him as a brutal wimp."

# Saddam's Slaughter

BY RON MOREAU

**T**he tanks and helicopters are coming." Like a chill mountain wind, the word whipped through Zakhu, a town of 70,000 Kurds near the Syrian and Turkish borders. Within hours, hundreds of terrified women, children and old people began streaming out of villages to the south. Khalil Ibrahim, a 30-year-old Kurd who deserted from the Iraqi Army when the gulf war started in January, rushed home to find his wife in tears, begging to take their seven children and other relatives to the mountains to escape the Iraqi attack. "If we don't go," she said, "they will kill us all."

The first artillery rounds began falling early on Easter Sunday. The sound was like approaching thunder. Shops—their shelves already bare—closed quickly. The streets emptied, except for the Kurdish resistance fighters who called themselves Peshmerga ("the Self-Sacrificing Ones"). Dressed in baggy trousers and shouldering AK-47 rifles, they gathered in front of the Kurdish political headquarters to listen to loud-speaker announcements and await transport to the front. "Let's go fight the tyrannical Baathist regime," they cried. "Now is the time to fight the enemy." Like a mountain version of the American Revolutionary War minutemen, they scrambled aboard cars, pickup trucks and tractors and headed off to meet the enemy. Women in black abaya robes ululated in support as the vehicles drove off.

They never had a chance. Iraqi helicopters swooped down over the mountains, firing round after round from their machine guns. For 12 straight hours, Saddam's heavy artillery pounded the hillsides. On Sunday afternoon, several hundred Peshmerga, backed by two captured 106-millimeter Spanish-made cannons, threw back an Iraqi probe. Rebel cannons and B-40 rockets repulsed a few approaching Iraqi tanks, and heavy groundfire and shoulder-fired missiles kept the helicopters at bay. But it was only a holding action. When the people of Zakhu caught a glimpse of the helicopters in the distance, they started to

**THE GULF  
AFTER  
THE WAR**



**Surrendering arms in Turkey**

PATRICK ROBERT—SYGMA

As Americans debated how to aid the embattled Iraqi Kurds, NEWSWEEK'S correspondent traveled deep into rebel territory for an exclusive report on their tragic forced exodus





COSTA SAKELLARIOU—JB PICTURES

At a hospital in the northern city of Irbil, a Kurdish man is treated for multiple wounds inflicted by Saddam's bombing

flee the town in terror. "When our people see aircraft coming, they panic," said Khalil Ibrahim. "They know what Saddam's chemical weapons and bombs can do."

By dawn, the road heading east toward the Turkish border was the scene of a pathetic human caravan. Thousands of poor Kurds traveled on foot, their few possessions wrapped in blankets or in plastic sacks carried on their backs and heads. Some drove goats and sheep herds before them; children clutched animals too small to keep up. Pregnant women carried babies. Wealthier refugees drove cars, pickup trucks, farm tractors, even donkey carts—all piled high with belongings. As the trek took its toll, many broken-down vehicles were abandoned, along with piles of clothes, mattresses, pillows and the remains of dead livestock.

**Intensive attack:** By the road, refugee families stopped to dig deep graves in the rocky soil for relatives who had died on the march. One family buried a grandfather who had passed away from exposure to the biting cold that gripped the mountains at night. With tears in his eyes, a middle-aged man carrying an AK-47 stopped a carload of Peshmerga to say that his family of seven had been killed the day before in an intensive Iraqi artillery attack on the Kurdish town of Dahuk.

At the mountain village of Batufah, a pickup truck rushed a gravely wounded 11-year-old girl to the local hospital. Her left jaw had been ripped away by shrapnel from an Iraqi artillery round. There was no doctor in the village, only a young veterinarian who looked at the girl and said there was nothing he could do. "We can't help her," said Dr. Ali Yahya Saed. "We have no medicine, no instruments, nothing." All along the route, Kurds asked why the American government that encouraged them to rise

up against Saddam wasn't doing more to assist their struggle. "Bush urged us to revolt and overthrow Saddam," said one elderly woman camped out near the Turkish border. "So why won't he help us?"

In the corridors of Washington and editorial pages across the United States last week, Americans wrestled with their responsibility for Saddam's slaughter of the Kurds. The debate reflected an age-old tension in U.S. foreign policy between idealism and realpolitik. It also exposed a deep streak of pragmatism behind George Bush's often lofty moral rhetoric. By the end of the week, the president did order an airdrop of food and supplies into Kurdish border regions, and promised to sign an executive order allowing him to offer \$10 million in aid. Secretary of State James Baker set off to visit the refugees and conduct more Mideast diplomacy. But the Iraqi Parliament's acceptance of the U.N. cease-fire plan on Saturday—which cleared the way for more U.S. troop withdrawals—made it more unlikely than ever that Washington would come to the rebels' rescue. By the end of the week, thousands of Kurds had been killed by Iraqi forces, and as many as a million had fled to Turkey and other neighboring countries.

The forced exodus I witnessed in Kurdistan evoked im-

## Kurds: A History of Betrayal

**1920s:** Kurdish nationalism first took hold in Turkey under Ataturk, who outlawed the speaking of Kurdish languages and brutally suppressed a series of uprisings.

**1970:** After a decade of war against Kurdish rebels seeking autonomy, Iraq promised political representation in exchange for a cease-fire but never delivered.

**1975:** The Shah of Iran, with the support of Henry Kissinger and the CIA, aided rebelling Iraqi Kurds in an attempt to weaken Saddam. Then in 1975 the two countries signed an accord exchanging disputed border territory, and Iran ended its support for the Kurds.

**1980s:** Saddam's "scorched earth" campaign against the Kurds continued apace during and after the Iran-Iraq War and included the razing of some 5,000 Kurdish villages.

**1988:** Saddam's Army launched a chemical attack on the town of Halabja, killing 5,000 Kurds and forcing hundreds of thousands to seek refuge in Turkey and Iran.



PATRICK ROBERT—SYGMA

A refugee trudges through the Ararat mountains on the way to sanctuary in Turkey

ages of Pol Pot's Cambodia—another tragic refugee story I covered more than a decade ago. As artillery fire tore into the riverbank, I took a boat across the Tigris River from Syria into Iraqi Kurdistan the night before Saddam's forces closed in on Zakhu. Over the next five days, I watched as the outmanned Peshmerga put up their futile fight against the Iraqi forces, then traveled with the refugees as they fled for safety in Turkey. After spending the night with some refugees in a mosque near the Zab River, which runs between Iraq and Turkey, I made my way by car until I ran into a massive traffic jam of refugee cars and trucks. For the next 10 hours I walked through mud and rain until I was safely inside Turkey and, like thousands of grateful refugees, finally beyond the reach of Saddam's helicopter guns.

For many of the refugees I met along the way, fear and hatred of Saddam was what kept them going. By the time the Iraqis entered Zakhu, the mountain village of Batufah, about 25 miles to the east, was already deserted. Only a lone cow stood bellowing in the street. Tens of thousands of local Kurds braved the icy winds and snow of the border mountains to escape. Some died on the trail; I saw one corpse just hours old wrapped in a woolen blanket. For dozens of miles up the Zab River gorge, Kurds camped out on hillsides. The lucky ones had tents; others just had plastic sheeting. Still others shivered in the cold night air with no shelter. Two children who were camped on the hillside died in landslides. Despite the hardship, people kept moving, slogging through the

thick mud and occasional hailstorms, hoping to reach Turkey.

For the Kurds, the ordeal was made doubly painful by the brief taste of freedom they experienced during America's war against Iraq. Under Saddam, the 4 million to 5 million Iraqi Kurds were not to celebrate their culture or organize any political activities. Worse, they were always under surveillance, always subject to harassment. That ended during the war with a spontaneous people's revolt and the flight of Saddam's forces from Kurdistan. "Ev-

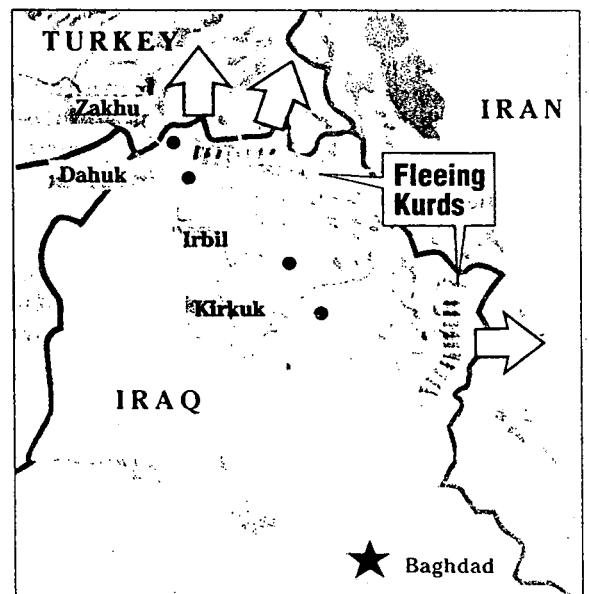
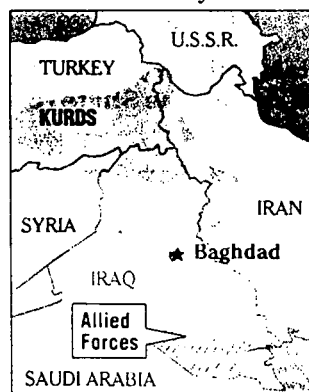
eryone knew that the Iraqi regime was ready to fall," says Nazim Omar Hamad, a senior Kurdish leader in Dahuk, "that the time was ripe to rise up." Zakhu residents said their morale was boosted the minute U.S. planes began bombarding Baghdad on Jan. 16. "We love the sound of American planes overhead," said one 24-year-old metallurgist. "And we silently asked the planes to hit Saddam for us."

Yet with the war also came intensified economic sanctions against Iraq that hit Kurdistan hard. So by the time the Kurds "liberated" themselves in early March, their economy was a shambles. People were barely getting by on subsidized food—rice, wheat, sugar, tea—rationed by Baghdad. Now Kurdistan is dangerously short of food, and available supplies are prohibitively expensive. Most prices have more than doubled. Even before the Iraqis retook Zakhu, people were talking about fleeing to Turkey simply because of the lack of food. "We can't afford eggs, rice and tea anymore," said Abdel Rahman Suleiman, a truckdriver who can't work because there is no gasoline. "We get by on bread and beans and are lucky to get that."

**Sick babies:** Kurdistan also has a serious shortage of medicine. Zakhu's public hospital was overrun with black-clad women and their sick children. Early one morning the line in front of the hospital pharmacy broke down into a shoving match. Even those who jostled to the front couldn't get prescriptions filled. "I've been waiting here three days for my child's medicine," shouted one man. Ramzia Said Saleh gave up and went home without the antibiotics a doctor had prescribed for her daughter, who was burning up with fever resulting from a bad hand infection. "We will have to

## Forced March

There are Kurdish regions not only in Iraq but in all its northern neighbors. Most of the embattled Iraqi refugees have fled to Turkey and Iran.



HAMILTON—NEWSWEEK



PATRICK ROBERT—SYGMA

**Badly equipped for the ordeal, civilian refugees struggle through the cold mountains to escape Saddam's vengeful troops**

flee from these conditions, I'm afraid," she said, tightly cradling her ailing 20-month-old daughter. Dr. Faisal Salman reported increasing outbreaks of typhoid and diarrhea and said there was a desperate need for chemicals to treat the drinking water. "People keep pouring into the hospital," said another doctor, Shada Mahmoud, "but there is little we can do to help them."

**Dire needs:** The fleeing Kurds were disappointed, more than angered, by the lack of support from the United States and other gulf allies. They were not asking for weapons; they captured a small arsenal from Saddam's forces a month ago. But they did want air support against Iraq's helicopters and tanks, as well as more food and medical aid. Fearing an uprising among their own Kurdish populations, the neighboring countries of Turkey, Iran and Syria have offered little if any assistance. "We liberated the border, but Bush still doesn't help us with food and medicine," said a man from the village of Amadiya. "There are tens of thousands if not millions of refugees, hungry and cold on mountain roads, and Bush does nothing."

The aid Bush finally provided last week will only go so far. Worried about the financial and social costs of absorbing the exodus, the Turks were doing everything they could to deter Kurds from crossing the border. At a police checkpoint near

the border, they fired guns into the air to scare people from crossing the river. Thousands of people came across anyway, upstream and downstream. But once they advanced roughly seven miles, the Turkish authorities wouldn't let them go any farther. Caught between Saddam's forces and their reluctant new hosts, many refugees were stuck in a no man's land where relief supplies may not reach them.

For now, the displaced Kurds have no hope of turning back. Saddam has recaptured all of Kurdistan's main towns with his firepower. In Dahuk, Iraqi forces pounded residents with heavy artillery and gunships. Zein Saadullah, a 25-year-old schoolteacher from Dahuk, said: "I saw women and children slaughtered by artillery and the helicopters before my very eyes." From dawn to dusk, she said, the

town was subjected to indiscriminate shelling before Saddam's forces moved in.

Yet it remains to be seen how far the Iraqis can advance into Kurdistan's rugged mountains. The Kurds think they may try, and they are braced for more bloodshed. In Amadiya, most of the townspeople have fled to the Turkish border. But guerrillas are still dug into defensive positions in the mountains, ready to ambush. "We are all armed and we will all fight," said one guerrilla. "We know that he will kill us all like dogs if we don't continue to fight." Many refugees are ready to return home if and when the tide turns. The head of one family, among the last to leave Amadiya, described his justification for fleeing: "Leaving our homes and our land may be the only way to survive Saddam's rule." Now the wretched refugees from Kurdistan can only hope that Saddam Hussein's rule doesn't last much longer. ■

OPINION WATCH

**Terms of Intervention: A Poll**

**M**ost Americans oppose military assistance for the Iraqi rebels, and don't consider Bush's policy immoral. But a majority would still like to see U.S. forces try to topple Saddam.

**Was it immoral for Bush to encourage Iraqi rebel groups and then not come to their aid? Or, did Bush correctly serve U.S. interests by not getting further involved?**

20% Immoral                      67% Correctly served

**Should U.S. forces take military action now to help the the Kurdish rebels, the Shiite rebels, both groups, or neither group?**

53% Neither Group              27% Both Groups

**Would you support or oppose U.S. forces resuming action to force Saddam from power?**

54% Support                      37% Oppose

For this NEWSWEEK Poll, The Gallup Organization interviewed a sample of 751 American adults by telephone April 4-5. The margin of error is plus or minus 4 percentage points. Some "Don't Know" and other responses not shown. The NEWSWEEK Poll © 1991 by NEWSWEEK, Inc.



# Could the Rebels Really Rule?

History argues no, but they claim a new unity

**T**he rebels who have risen up against Saddam Hussein have two powerful enemies. Saddam is one. The other is history. There is a fractious past, full of vendettas and divisions threatening the very existence of the Iraqi nation carved out of the old Ottoman Empire by Britain after World War I. King Faisal, installed in London in 1921, found his subjects "a hodgepodge of masses of human beings, devoid of any patriotic idea, imbued with religious traditions and absurdities, connected by no common tie, giving ear to evil, prone to anarchy, and perpetually ready to rise against any government whatever."

Does that 70-year-old stereotype still apply today? Saddam's opponents say no. They are on their way to overcoming their differences, they claim, or at least to compromising about them. Kurds, Shiites, dissident members of Saddam's Baath Party, communists and even old monarchists say—all of them—that they want a unified and free Iraq. Uniformly, if vaguely, they espouse democracy as the only path to enduring stability. But their reputations, and history, have caught them in a geopolitical Catch-22.

To gain outside help, they are asked to prove their credentials as leaders, even as democrats. But no one in modern Iraq has ever had the chance. Except for brief flirtations with political freedoms under the monarchy—which ended with the grisly murder of Faisal's heirs in 1958—the country has been dominated by its Sunni minority and ruled by force of arms. The last two decades under Saddam created what author Samir al-Khalil calls the "Republic of Fear."

The Kurds are the most conspicuous victims of their traditional image. For a good part of the last century, they've been fighting for their own nation. None of Iraq's neighbors—and none of the world's major powers—wanted them to have it. So in the last few years all the major Kurdish groups

## THE GULF AFTER THE WAR

have changed their tune. Their slogan has been "Democracy for Iraq and autonomy for Kurdistan." Few in Washington believe them. "It's autonomy today, but a separate state tomorrow. We all know that," says one of the administration's senior Middle East analysts. A

State Department official who served in Iraq is even more cynical: "It probably sounds callous, but we did the best thing not to get near [the Kurdish revolt]. They're nice people, and they're cute, but they're really just bandits. They spend as much time fighting each other as central authority. They're losers."

Iraq's Shiites, a majority of the population, have a still more onerous reputation to overcome. Before Saddam they were known, especially in southern Iraq, as a collection of feuding tribes. Under the present regime they were often persecuted, and when the Iranian revolution erupted many harked to its call. With help from the Khomeini government, a few resorted to terror against Baghdad. They also attacked those they saw supporting Saddam: the Kuwaitis, Saudis, French and Americans. Members of one group, al-Daawa, were involved in suicide bombings of U.S. embassies, airline hijackings and assassination attempts in the gulf states.

While al-Daawa never had a huge following and has now renounced its old tactics, the taint of terrorism still touches all Iraqi Shiites. Conventional wisdom holds that given power they would automatically be fundamentalist, automatically beholden to Iran. Saddam's relentless repression, meanwhile, has seen to it that few moderate Shiite voices could surface. "Our experience with the Shia is pretty limited," concedes one administration analyst. "I guess that's a consequence of our alienation from the movement for the last 10 years."

Iraq's Sunni Arab minority, traditionally the source of its ruling class, has been largely passive through the recent uprisings. Once again, hard intelligence is sparse and Sunni exiles generally are dismissed as men of little credibility. Yet it is in this amorphous group that the administration puts most of its hopes. "You've got to get the Arab Sunnis or it just doesn't count," says one State Department official. "You've got to get that heartland group." President Bush, by calling on members of Saddam's clique or Army officers to overthrow him, is essentially appealing to that traditional Sunni elite. Thus far it is silent.

The broad opposition started to unite only after the gulf crisis began, when it seemed for the first time that there might be real hope of Saddam's ouster. The process has moved quickly, even if it is not complete. Now Saddam's opponents want "to work for the future of Iraq, not the destruction of Iraq," says Safeen Dizayee of the Kurdish Democratic Party. But Washington experts like Christine Moss Helms still maintain that these groups "had years to create a workable agenda and they've not done it. Whatever they say, if they come to power it will be a temporary alliance."

The opposition believes that Saddam will do anything to hold on, given half a chance, and that the U.S. administration has given him just that. "Once the ceasefire is settled, the borders will be shut, the eyes of the world will be less focused and the situation in Iraq is going to go on and on," says al-Khalil. Then, he says, Saddam will "resort to the one language we know: violence." It will be harder than ever to know who his opponents are and whether they're equipped to rule. They'll be busy just surviving.



PATRICK ROBERT—SYGMA

A truckload of Kurdish insurgents heads toward the fighting

CHRISTOPHER DICKEY

# The Case for Action

The Kurds express the bitter lessons of their history in a single adage: "The Kurds have no friends, except the mountains." Numbering some 25 million ethnically and culturally distinct people, the Kurds may be the world's largest nation without territory. They have been obliged to live under the Turks, Arabs, Persians and Russians. And they have been repeatedly betrayed by Western powers.

After World War I, the British promised them an independent state, but reneged in deference to Turkey. In 1975, Secretary of State Henry Kissinger and the Shah of Iran withdrew joint CIA-Iranian support for Kurdish rebels in Iraq, in exchange for Saddam Hussein's signature on a border treaty with Iran. In 1988, the West barely protested when Saddam gassed thousands of Kurds in Halabja.

Today, the Kurds say, they are being betrayed again. After urging the Iraqi people to rise up against Saddam Hussein, President Bush is turning a deaf ear to pleas for help from both Kurdish and Shiite Muslim rebels. Says Safeen Dizayee of the Kurdish Democratic Party: "The rhetoric of the administration was directed at the people of Iraq, to rise against the regime. That they did, and all of a sudden they've been dropped, left at the mercy of the defeated Army, the wounded wolf." To a small but vocal group of critics at home, this is even worse than past cynical abandonments of U.S. allies, like the Bay of Pigs. Some liken it to acquiescence in genocide. "It's immoral," said Peter Galbraith, a Democratic Senate staffer who recently returned from a harrowing trip with Kurdish rebels through northern Iraq. "Through out Kurdistan, people talked to me repeatedly about President Bush, saying 'He called on us to rebel, now where is American help?'"

Bush fears the Kurdish and Shiite rebellions would dismember Iraq—a prospect that terrifies America's coalition partners in the region, especially Syria and Turkey. White House strategy all along was to encourage the revolts as a way to weaken Saddam during the war for Kuwait, then have the Iraqi Army hold Iraq together against the Kurds and Shiites—then have the Army turn on Saddam. When Kurdish

leaders said they want autonomy, not a separate state, Bush brushed the assurances aside.

The administration's calculus overlooked one possibility: that fighting the rebels would give Saddam a cause to rally the remnants of his regime, if only out of fear of what would happen to them in the event of a rebel victory. U.S. intelligence now believes this is exactly what has hap-

ment in Iraq. But after so many calls for Saddam's overthrow—and so many allied bombing runs on Baghdad—it's disingenuous of Bush to claim that the United States has no right to interfere in Iraq's internal affairs. Reports by NBC News last week said that the CIA had set up a radio station in Saudi Arabia to broadcast appeals for revolt to the Kurds, some as recently as March 29. The United States refused to confirm the

reports. But Firiad Hiwaizi, a Kurdish exile leader, recounted last week how he had made tapes that were later broadcast over the Voice of Free Iraq, a station operating from Saudi Arabia under the control of Saudi intelligence. "All the hope was in outside assistance—the Americans and the allies," he told *The New York Times*. "Otherwise I would not have asked my friends to rise up." NEWSWEEK has also learned that, during the war, British special forces operated deep inside Iraq. Their mission, carried out with full U.S. knowledge, was to "destabilize" Saddam's regime; they established contact with the Kurds and other resistance groups.

The United States and its Arab allies fear the Shiites of southern Iraq because of their ties to Iran. But this may be missing a historic opportunity: for the first time Shiite Arabs are openly looking to the United States for help. By extending a hand now, the United States

could develop ties to a critical Middle East group with which it has long been at odds. Spurning them will only ensure that they turn to Iran. The Shiites' desperation underscores one final reason for the United States to help the rebels: a lot of people may die if it doesn't. At a U.S. military checkpoint near Al-Nasiriya, in southern Iraq, Shiites are pleading with American troops not to leave. Once they do, bloody reprisals could begin. U.S. military police recently captured six Iraqi secret-police infiltrators at a makeshift refugee camp who apparently were trying to kill rebels hiding there. On a list of names carried by an Iraqi agent, one name had already been crossed off.

CHARLES LANE with RAY WILKINSON in Damascus, DOUGLAS WALLER and JOHN BARRY in Washington, MELINDA LIU in Iraq, CHRISTOPHER DICKEY in Paris and JENNIFER FOOTE in London



PATRICK ROBERT—SYGMA

A young Kurd carries a rifle as his people flee

## Bush can't turn his back after encouraging the Kurds to rebel

pened, NEWSWEEK has learned. CIA and Pentagon analysts told the White House last week that putting down the Kurds and Shiites has only bolstered Saddam's position in Baghdad. "We see him in a much stronger position now than ever before," one intelligence official says.

President Bush also defends his hands-off policy on the ground that the United States can't afford to get involved in a potentially drawn-out civil war in Iraq. And by now, it may be too late for U.S. military intervention to do any good. Yet there were ways to help the rebels short of using U.S. ground forces. One was to shoot down Iraqi attack helicopters. Another, argues Galbraith, was to supply the rebels with arms captured from the Iraqis in Kuwait.

Any such policy, of course, would have carried with it the risk of prolonged involve-

International Herald Tribune April 15, 1991

# Kurds, Shiites and Other Victims Are UN Business

By Melvin Fagen

GENEVA — International action to assist the Iraqi Kurds and Shiites is being hindered in the false belief that the United Nations charter prevents intervention in problems within the domestic jurisdiction of Iraq.

In fact, the charter (in Chapter 1, Article 2.7) expressly limits the application of the nonintervention principle to matters "essentially" within the domestic jurisdiction of a state. But when hundreds of thousands of Kurds, Shiites and other refugees flee to Turkey, Iran and U.S.-occupied parts of Iraq, this is no longer an essentially domestic affair. It becomes an international problem endangering peace and security in the region as a whole.

Even more explicitly, the charter specifically permits, as an exception to the nonintervention principle, "enforcement measures" by the Security Council with respect to its action in combating breaches of the peace and acts of aggression. Without violating the nonintervention principle, the council can impose on the Iraq government "enforcement measures" that include not only conditions for a permanent cease-fire, as it has already done in its resolution requiring steps toward disarmament and reparations, but also other conditions designed to achieve peace and end acts of aggression.

The council has asked Iraq in a separate, more recent resolution to end its attacks on the Kurds, but now it should go further, requiring the Baghdad authorities to enter immediately into peace talks with these dissident ethnic groups, the talks to be held under the sponsorship of the United Nations. And it should maintain the embargo as well as the occupation of southern Iraq until these talks and negotiations have been successfully concluded.

Such a mediation effort would be similar to the

use of the United Nations as a go-between in the conflict involving the Afghan resistance and the Afghan government. The main difference would be that the United Nations in this instance would not need to obtain the consent of the Iraq authorities but could demand the talks as part of the "enforcement conditions" imposed by the Security Council.

These talks should provide the foundation for an agreement whereby the Kurds and the Shiites could safely return to their homes and secure their rights as constituent parts of a new Iraq.

A further result might be to discourage efforts that might otherwise be made to separate dissident portions of the Iraqi state from the rest of the country. By removing the threat of secession, such talks could thus help bring about a greater democratization in the Baghdad administration.

The United Nations should appoint neutral representatives who would preside over the peace talks and act as mediators.

An arrangement of this kind could also help achieve what Flora Lewis urged on this page on April 6: a new look at the issue of what is internal conflict and what merits international action. Such a new look would be particularly useful today when ethnic conflicts are bringing about numerous and urgent calls for independence and separation from central authorities, thereby creating truly international problems that threaten world peace. The most obvious current examples are in the Soviet Union and Africa.

Is it not a proper function of the United Nations to help settle these conflicts by peaceful

means? Should not the United Nations set up machinery that would be available for mediatory negotiations between the parties, thus avoiding bloody clashes between them?

Such UN mediation would be a great advance on previous international efforts to deal with ethnic unrest. Under the League of Nations, an ineffective attempt was made to protect minority rights within certain states, but the national minority itself was not given the right to make complaints to the League, and the procedures for individual's complaints tended to prevent their cases from being heard.

The United Nations Commission on Human Rights has also proved a very weak reed, being composed of governmental representatives whose political logrolling has adversely affected its operations. While it has served as a body to make public certain violations of human rights, it has not been given the authority to mediate in ethnic disputes.

A stated purpose of the United Nations is to apply the principle of the "self-determination of peoples" while "promoting and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms for all without distinction as to race, sex, language or religion." And the charter said the United Nations was established to be a "center for harmonizing the actions of nations in the attainment of these common ends." It is now necessary that it provide machinery for the peaceful resolution of ethnic conflicts, and not least to settle such conflicts arising from its own enforcement measures in Iraq.

The writer, a former director of the UN Economic Commission for Europe, contributed this comment to the International Herald Tribune.

THE NEW YORK TIMES April 15, 1991

## Abroad at Home

ANTHONY LEWIS

# Politics and Decency

Something is missing in George Bush. An empathy gene, if there were such a thing. An instinctive response to the pain of other human beings. An internal monitor that tells him when political calculation has to stop, yielding to concern for decency.

Two examples make the point. One is glaring: Mr. Bush's failure to respond to the slaughter of the Iraqi Kurds until his inaction became politically embarrassing. The other, going on right now, is a White House effort to sabotage negotiations that could produce agreement on new civil rights legislation.

The civil rights issue arises from recent Supreme Court decisions reversing previous interpretations of the law and making it harder for women and minorities to prove discrimination in lawsuits. A bill to correct those decisions passed Congress last year but was vetoed by Mr. Bush. The Senate failed by one vote to override.

In vetoing the bill, the President said it would lead to quotas. Lawyers who deal with civil rights laws said there was nothing to that charge, since companies had operated for years under the earlier Supreme Court decisions without quotas.

But the charge was highly effective politically. It fit Republican tactics of

## A lack of empathy in the White House.

painting the Democrats as the party of minorities. In North Carolina, an emotional television advertisement about quotas helped Senator Jesse Helms win re-election over a black Democrat, Harvey Gantt.

Early this year executives in the Business Roundtable, an organization of about 200 leading corporations, decided to try to negotiate a compromise on the civil rights bill. They met a number of times over a period of months with civil rights leaders.

The meetings made progress. Quotas turned out not to be an issue. The difficult problem, still being negotiated, was the companies' demand for a ceiling on damages that women could collect in suits for gender discrimination.

Then, last week, the White House stepped in to try to break up the talks. John Sununu, the President's chief of staff, and C. Boyden Gray, his coun-

sel, telephoned the executives and demanded in Mr. Bush's name that they end the negotiations. Nina Totenberg of National Public Radio first reported the story.

The strategy is plain. Mr. Bush and his advisers want an issue, not a bill. They want the Democrats in Congress to pass the legislation again, so the President can veto it and Republicans can run as protectors of the white working man.

Business support for a compromise bill would spoil that strategy. The legislation has to be made to look like a radical measure. That would be hard if it had the endorsement of the chief executive officers of the American Telephone and Telegraph Company and other major corporations.

Politics is part of life in Washington, and we should not be shocked to see a President playing it. But the effort to prevent a civil rights compromise goes far beyond the ordinary in cynicism.

Race is the most divisive issue in this country. No responsible President would try to block moves to ameliorate the tension. To do so exceeds even the crudities of campaigning on the invented issue of Willie Horton.

The case of the Kurds hardly needs elaboration. Mr. Bush says now that he urged no one to rebel against Saddam Hussein. But on Feb. 15 he said "the Iraqi people" should "take matters in their own hands" and force their dictator out. He repeated that advice on March 1, two days after the war ended.

Then, when the Kurds rebelled and were crushed, Mr. Bush did nothing and said nothing. Kurds, after all, have no votes here. Only when the world was crying out and he began to hurt politically did the President slowly begin to order relief measures for the refugees.

The justification offered was that political stability in the Persian Gulf mattered more than the fate of the Kurds. But there can be no stability in flagrant disregard of human decencies. That is a fundamental truth of international life today.

Abroad, as at home, doing right can be more helpful to a President than focusing on politics. Mr. Bush is a highly intelligent man, and he surely should be able to see that. A friend should tell him: George, you've made it. You're President. Act like it. [1]

---



---

## The Gulf

---



---

TIME/APRIL 15, 1991

● IRAQ

# Defeat And Flight

*While much of the world sits back and watches, Saddam Hussein and his resurgent army send hundreds of thousands of Kurdish refugees on a piteous quest for sanctuary*

By HOWARD G. CHUA-EOAN



Beset by the Arabs, Turks and Iranians who surround them, the Kurds say they have no friends save the mountains. And it was to the mountains that hundreds of thousands of—some say as many as 3 million—Kurds fled last week for refuge from the wrath of Saddam Hussein.

It had all seemed so different for a brief spring of hope. Taking advantage of Saddam's humiliation in Kuwait, the Kurds liberated the major northern cities of Erbil, Sulaymaniyah and Kirkuk. They blessed Haji Bush for initiating their salvation, granting the American President the title earned by Muslims who have made the pilgrimage to Mecca. They were certain that the U.S. and its allies—who had repeatedly urged Iraqis to throw off Saddam's yoke—would come to their aid. But their joy lasted for only one cruel moment. By the end of March, Saddam's loyal forces had crushed the rebellion, and the Kurds awoke to their perpetual nightmare: defeat and flight.

And so hundreds of thousands of beaten rebels and terrified civilians commandeered Toyotas, donkey carts, bicycles and buses to flee the battle zone and the retribution of Iraqi troops. Columns of people and vehicles, sometimes 80 km long, snaked into the hills. Families packed themselves into the scoops of bulldozers. Tractors dragged trailers overloaded with passengers. Tourist buses wheezed desperately up the mountain roads. Near the Turkish border, a tall, eagle-faced man strapped 14 members of his family—including seven children, his wife and his grandmother—and

**Into the mountains: beyond lay the snowcaps and hunger, but below and behind were fire and death and tales of terror.**

innumerable pots, kettles, basins and chicken coops to a huge John Deere tractor. As he helped extract the car of a Western journalist mired in a bog, he spat out a complaint: "Why? Why do you Americans allow this to happen? Saddam will kill us all—men, women and children. Why doesn't Bush do something? Why should all my children die? Why?"

The Kurds had no patience for geopolitical explanations. They were bitter at what they considered the betrayal of the U.S. Two weeks earlier, Washington seemed to promise that it would protect them from Saddam's unbridled use of air power, but now they were under constant fire from the sky. "We complained 10 times to the Americans that the Iraqis were using fixed-wing aircraft against us. We never received a reply," said an aide to Massoud Barzani, the commander in chief of the rebels. "One might think the U.S. and Mr. Bush want to see all the Kurds massacred."

If even the enemy of their enemy would not prove to be their friend, there were only the mountains to run to. The journey ahead was painful and for some nearly impossible. Outside the town of Kalak an elderly woman, wounded in the leg, sat helplessly by the side of the road, sweat pouring from her face. Beyond lay the snowcaps and hunger and the cries of unshod children sobbing from frostbite. But below and behind were worse fates: fire and death and tales of terror.

**A**gainst Kirkuk, a city of nearly a million, Saddam had unleashed an indiscriminate barrage from tanks, helicopter gunships, heavy artillery, Katyusha rockets and ground-to-ground missiles. The Kurds reported raids by Sukhoi bombers as well—despite the coalition ban on Iraq's use of fixed-wing aircraft. Kamal Kirkuki, a member of the Kurdish resistance, claimed that more than 100,000 women and children had been captured around the city. "If the Iraqis act true to form," he said, "they will all be butchered." One horror story was being passed from mouth to mouth: of Kurdish infants strapped to the flanks of attacking Iraqi tanks. Whether such tales are true or exaggerated, the Kurds have good reason to fear reprisals from a government that has systematically set out to destroy their culture and homeland.

Nor were the Kurds Saddam's only new victims. While civilians throughout Iraq struggled to replace shattered power plants and water lines—not to mention scrounging for food—the regime also threw its energy into smashing the Shi'ites in the south who want Saddam's secular Baathist regime replaced by Islamic rule. In the five weeks since the liberation of Kuwait, Baghdad has retaken every major rebel-held city and town, sometimes with terrifying vindictiveness.

Saddam took aim first at the south, where he gathered the remnants of his de-

feated army and the armor that escaped the allies into a loyal force that rapidly overwhelmed the weak and ill-equipped Shi'ite insurgents. He dispatched two Republican Guard divisions that had been stationed around Baghdad to ensure the efficiency of the Iraqi troops that had failed so miserably against the allied coalition. This time it was the Shi'ite rebels who were doomed to failure. They lacked a joint command-and-communications system and were dependent largely on weapons and ammunition abandoned by Iraqi soldiers as they fled the allies. The holy sites of Karbala and Najaf, so meticulously avoided by coalition bombing raids, were reportedly ravaged. In some cases targeted with napalm and phosphorus, thousands of civilians streamed toward the southern sector of the country occupied by U.S. troops. Ordered not to intervene, American soldiers could offer little more than food, water and medical assistance.

In the north, things were different, and for almost a month the Kurds lived a dream. An uprising that began on March 4 in the town of Rania spread like a sandstorm to engulf all Iraqi Kurdistan. The *peshmerga* (those who face death), as the rebel fighters are called, did not need to capture towns, as local Iraqi Kurdish militiamen spontaneously joined the rebellion. Fighter Kamal Kirkuki repeated joyfully to all who would listen, "We Kurds are finally free." Jails were thrown open; prisoners set at liberty. Kurds spoke openly of their travails without fear of retribution from Baghdad's once omnipresent spies. Even the discovery of the horrors of Saddam's torture camps—corpses studded with maggots, canisters of rotting human flesh stored at local outposts of the dreaded Estikharat (military intelligence), prisoners who had not seen the light of day for so many years that they thought they were still living in the 1970s—seemed a catharsis before the new era of freedom.

Less than 30 km north of Erbil, commander in chief Barzani was granting confident interviews from his luxurious new headquarters—the concrete villa of Saddam Hussein in the hill town of Salahuddin. "We realize that an independent Kurdistan is out of the question," he told TIME.

**"A**ll we want is the right to till our land in peace, the right to local government, the right to speak our language and have it taught in our schools." The rebel leader's bodyguard lounged around in the pink-and-beige interior, staring out through floor-to-ceiling windows at the snowy mountains glowing pink in the sunset. For Barzani, the rapid ouster of the regime from Kurdistan was vindication for his father Mustafa, who died in exile in 1979 after his own uprising against Baghdad failed. "We were all taken by surprise at the swiftness of our victory," Barzani acknowledged.

But defeat was equally swift. With the

south subdued, Saddam was able to move 100,000 more troops north, rapidly outnumbering the Kurdish fighters. Within a week government forces had relieved the siege of Mosul, the third largest city in Iraq. In the same period, Kirkuk, Erbil, Sulaymaniyah, Zakhu and other Kurdish-occupied cities were reconquered.

The Kurds fought back bravely. But there was a stylized, almost medieval ferocity to their resistance. The *peshmerga* were dressed in turbans and baggy khaki trousers. Along with their AK-47s, SAMS and submachine guns, they carried a traditional dagger stuck into their sashes. "I am very happy," said one *peshmerga*. He pointed toward the battle zone to indicate the source of his joy: "War." Possessed of an incredible sense of honor, the *peshmerga* buried all the Iraqi soldiers they killed with full military honors. Explained Idriss Mahmoud, a *peshmerga* commander: "That is the honorable way." Attempting to retake Kirkuk, a band of warriors came under attack from Iraqi helicopter gunships near the town of Altun Kupri. As the aircraft came around again and again, the *peshmerga* opened fire. Suddenly a line of men rose up, wrapped their arms round one another and sang and danced. Only the setting sun prevented the helicopters from slaughtering them all.

Just three days after Barzani spoke to TIME, his headquarters was a shambles as the commander tried to pull his forces together. For want of a better communications system, handwritten requests for supplies and assistance, scribbled on pieces of children's notepaper, were passed from soldier to soldier until they reached the chief. There was little opportunity to consider each message. Hearing news that Kirkuk had fallen to the Iraqis, Barzani waved off a request for an interview. Said an aide: "We can't hold the cities. We cannot deal with ground-to-ground missiles, helicopters, warplanes and heavy artillery. How can boys and old men stand up to the Republican Guard?" His advice: "Leave as quickly as possible. The battle for the plains is over. Now we must continue the battle in the mountains."

Civil wars inevitably result in mass migration, but the forced exodus out of Iraq's north and south seemed almost as much the product of deliberate policy. In Kurdistan babies have reportedly been suffering from marasmus and kwashiorkor, diseases usually brought on by the severe malnutrition endemic to countries like Sudan and Ethiopia. The infants' limbs were stringy, their faces shrunken to their skulls, their eyes filled with pus. "There are many of them like this in this region," said Dr. Sabry Hassan of the Zakhu General Hospital, "but we have nothing to keep them alive with." Since the Kuwait invasion last August, Saddam has channeled his country's meager supplies to his power base in central Iraq, thereby imposing a kind of selective starvation on his Shi'ite and Kurdish enemies.

**B**efore fleeing to the hills, Barzani complained of his people's predicament. "We have two blockades," he said, "one from Baghdad, which purposely starved Kurdistan of food and medicine, and the U.N. blockade, which strangled Iraq. Now the U.N. is talking about emergency food relief for Iraq, but does it really believe Saddam will feed the Kurds? No, he will let them starve. And those he does not starve he will order his troops to kill."

As refugees, not only were the Kurds more numerous than the Shi'ites but their prospects were more dire. The mountains presented a formidable rampart of bare stone, their soaring cliffs and giant crevices providing few navigable passes to borders across which few would be welcome. As they trekked up into the barren ranges, the Kurds saw constant reminders of their brutalized past: rusting pipes, a few foundation stones, the ruins of a gristmill, the skeletal remnants of Kurdish villages demolished by Baghdad during earlier repression.

In some places the escape track became a mess of mud; many abandoned their cars and trucks to wade through the bog. Sentries, set up every 1,000 m, watched the skies for approaching enemy helicopters, which they called "damnation birds." Not all destinations were reachable. Syria, for example, was arrived at by crossing the Tigris on a boat and a prayer, through some 30,000 mines planted in the riverbank on the Iraqi side. The *peshmerga* boats that ferried refugees were at the mercy of incoming Iraqi shells, and the few bridges had already been blown up. By last week, Baghdad had completely shut down the escape route into Syria.

So the Kurds headed north and east toward Turkey and Iran. It was impossible to estimate the number bottled up at those borders. Tehran claimed that 1 million to 2 million Kurds were seeking sanctuary in Iran and that 200,000 had entered its territory. Foreign Minister Ali Akbar Velayati announced that his country would continue to keep its frontiers open to the refugees. Iran's generosity toward the Kurds is hardly based on altruism: it is designed partly to mollify Iran's own restless Kurdish minority, which makes up 9% to 12% of the population, and partly to improve the country's deplorable human-rights image.

Despite pressure from Washington and London, Turkey's borders were closed. "We are trying to help the refugees on both sides of the border," President Turgut Ozal said. "There are already 100,000 of them inside Turkey and another 150,000 in Iraq. The number is much higher than we can handle."

Turkey's problem is that it already has 7 million to 14.5 million Kurds on its territory. For a decade, Turkey has been trying to suppress Kurdish agitation for autonomy in its eastern provinces. Ankara believes even an autonomous Kurdish region in the area

would seduce Turkish Kurds into sedition and secession. Many Turkish military men argue that Saddam is using the refugees to take revenge on Turkey for standing with the coalition. "If Saddam wanted to annihilate these people, he could have done it easily," a Turkish officer allegedly said. "He has not done it. He is pushing them toward us." Though he remained unspecific, Ozal has said he would not object to allied action. Said he: "The most important thing is to stop the aggression by Saddam Hussein. If pressure is put on him and the necessary measures are taken, then I think this can be solved like Kuwait."

Some Western analysts also believe that Saddam is engaging in a kind of demographic sabotage. "The refugees are being buzzed and shot at by gunships from behind," said a British diplomat, "clearly with intent to force them toward the borders." Kurdish leader Kirkuki agreed: "The Iraqis are continuing to herd us to these rocky cemeteries in order to rid themselves of the Kurdish problem once and for all."

**C**ought between a furious army and a closed border, the Kurds are forced to cling to their cold, granite friends. Supplies must traverse precipitous land

routes to reach them, hampered in part by the dilapidation of the two bridges in the area of the Turkish border. Ankara, however, does not appear to be in any hurry to come in with repairs.

With a straight face, Baghdad has denied that it is attacking innocent civilians and has cynically claimed that it was only taking "proper action against those few who decided to take the law into their hands and have attacked the state." While Iraqi troops have been indiscriminately blasting through the south and north, Baghdad Radio has been calling on the refugees to "return home and enjoy the victory and security that is everyone's." No one has anything to fear, the radio has insisted, "except those who committed crimes of killing, burning and stealing or who took up weapons in the face of the government." Exhausted by flight, a few thousand Kurds reportedly took up the offer and returned to Sulaymaniyah late last week.

It has not. Whether in Iraq or Turkey, Syria or Iran, the Kurds are destined to remain an orphan nation. —Reported by William Mader/London and James Wilde/Altun Kupri

ment building is also trashed and gaping with shell holes. No one knows what is going on, but everyone is catching fright, which soon sweeps the city as it is doing in all the other towns. On a street corner, Kurds have a snowball fight with snow out of a truck brought down from the mountains for drinking water. A young girl wandering in a yard hands the visitor a message. "For my brother in London, Ontario, Canada," she says. "Tell my brother Narwan we are very well."

■ ■ ■

There is only one road left going west on which to escape. Way up in the

Korak mountains, the refugees are still far away from it. The full moon turns everything to silver. The stars are blue ice. Ali Hussein Haji's family lays out the best blankets, trimmed with gold and silver, on feather mattresses. They produce the remaining food in the tiny hamlet for the visitors to eat. "Don't worry, we will survive," says Haji. "We've been surviving for centuries." He uses the last of his gas to accompany us to the next bridge, and has to walk back 19 km to his village.

■ ■ ■

Mohammed the driver chases all over Zakhu for gas to reach the Tigris crossing into Syria. Arriving near the river, everyone gets out and walks, then runs to avoid incoming shells that land every two minutes to interdict supplies crossing over the water from Syria, just a few hundred meters across the rushing brown flood. Piles of 100-kg bags of flour are stacked on the bank.

Mohammed stands out in the river, braving the shelling and the mines to scream for the boats on the Syrian side to come over. They finally do so. He waves goodbye as the boat crosses to Syria and safety, with shells plopping in the water harmlessly behind it. They sink the next boat that tries to cross.

What will happen to Mohammed, his wives and children? What will be the fate of all those thousands of refugees? What will happen to the Kurds left behind? They are staying on to fight and to try to save those who can be saved. And to bury those who can't. Once again the Kurds are facing a tragedy and a betrayal. Another uprising has been crushed, and this time almost the entire Kurdish nation is on the run.

## Six Days with the Kurds

*A TIME correspondent is on hand as the embattled rebels fight, then becomes part of a tidal fight to safety*

By JAMES WILDE ALTUN KUPRI



The preparations for the battle begin at 6 a.m. at the only gas station operating in Erbil. Hundreds of vehicles line up to be filled: trucks, jeeps, Hondas, Toyotas, school buses, ambulances, three-wheelers. The uprising is at risk. Saddam's best troops have launched a five-pronged offensive backed by a panoply of modern weapons and troops who never took part in the gulf war.

By evening the sun is boiling red, but the wind is cool. The men become silent. It is the moment of peace before the carnage, and the *peshmerga* savor these remaining minutes. In only a few hours, many of them will be dead or wounded. But they grin fiercely, and one fighter with mustaches that stretch several centimeters from either side of his face barks, "I will use these to strangle Saddam!"

By nightfall the long file of vehicles, most plastered with mud as camouflage, departs with machine guns poking through the windshields and horns blaring. The men burst into song, raising their fists and waving their weapons, their faces beaming, their eyes aflame.

The motley convoy stops before the small town of Altun Kupri, 40 km from Kirkuk, and everyone jumps out. A truck with a flat tire zooms by from the direction of the city carrying wounded. One can smell the odor of burned flesh as it passes.

As the twilight gathers, Abdul Rahman Aju Ali, 54, a barrel-shaped man with fierce eyes, explains, "We will attack at night."

Suddenly the lookout on the hill yells, "Helicopters! Helicopters!" There are seven of them, all firing rockets. There is incoming artillery fire: *Boom-whistle-bang-boom-whistle-bang-boom-whistle-bang*. What follows is a mad melee of men scattering like quicksilver into gullies, ditches, crevices, behind hillocks, into hollows. The *peshmerga* are helpless before these gunships, but it is not for want of trying. They tear open with everything they have: anti-aircraft guns, rockets, small arms, machine guns, even mortars. But their fire is confused and disorganized. The "damnation birds" keep wheeling around and coming back, untouchable.

The night mercifully hides the dusty smoke of artillery. Three 175-mm field guns are outlined against the full-moon sky with piles of shells beside them and *peshmerga* pulling the lanyards. The subsequent roar deafens the ears with the sound of a thousand church bells ringing. Then a moment of magic silence, and somewhere a night bird's lilting song brings out the stars. God knows why.

■ ■ ■

In Erbil one sees why everybody is fleeing. The giant mosaic portrait of Saddam on the outskirts of town is riddled with bullet holes. The Kurdish parlia-



# Who Are the Kurds?

*Centuries of oppression have made them a people prepared to die for nationhood*



It is not the first time Kurdish hopes for a homeland have ended in disaster. Their guerrillas call themselves *peshmerga*—those who face death—and over the years many have perished in aborted attempts to carve out a homeland of their own from the lands of rulers who despise them. In Iraq Saddam Hussein has for years tried to eliminate them.

Since 1975 four of every five Kurdish villages have been leveled; many of their residents have been moved to resettlement towns and detention camps in the southern deserts. When the U.S.-led coalition drove the Iraqi army from Kuwait, hundreds of thousands of displaced Kurds trekked north to reclaim their ancestral lands—only to be attacked by Saddam and forced to flee again.

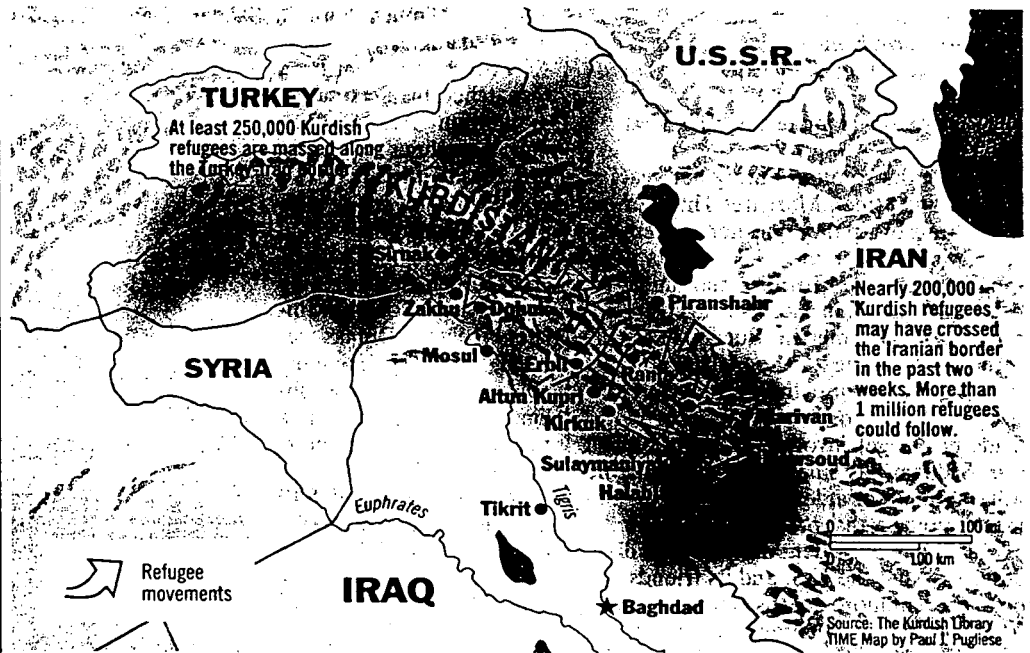
## A People Apart

The Kurds' ethnic roots reach back thousands of years to the dawn of Mesopotamia. They were not actually called Kurds until the 7th century, when most of them converted to Islam. Numbering between 14 million and 28 million, most Kurds are devout Sunni Muslims who speak a western Iranian language related to Farsi. Kurdistan has no official borders, but stretches from the Zagros Mountains in Iran through parts of Iraq, Syria and eastern Turkey. Most Kurds today are farm-



A Kurdish bodyguard, 1946

ers who live in small villages noted for their competitive clan structure and unruliness. They have at times even earned a reputation for brutality. The Turks provoked some Kurdish tribes to join in the massacre of Armenians near the end of the 19th century. Perhaps the most famous Kurd in history was Saladin, the legendary military leader who battled Richard the Lionheart and proved the wildest and most effective defender of Islam against the invading Crusaders.



## Years of Defeat

**1920** Before World War I, the Kurds were split between the Ottoman and Persian empires. In the postwar Treaty of Sevres, the colonial powers promised to create a unified independent Kurdish homeland, but the treaty was never ratified.

**1925** Kurds rose up against the government in Turkey, but their revolt was soon crushed.

**1946** A Soviet-backed Kurdish republic called Mahabad was formed in Iran. When the Soviets withdrew, leaving the Kurds to defend themselves, the republic was overthrown by Iranian troops.

**1961** Under the leadership of Mustafa Barzani, organized armed resistance began against Iraqi rule.

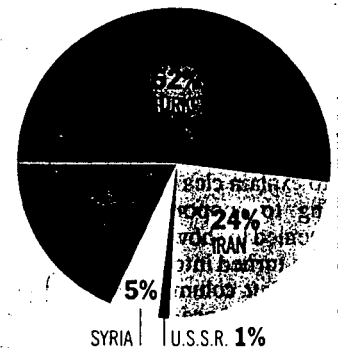
**1970** Iraq's Baath Party attempted to pacify rebellious Kurds with an offer of autonomy, but the agreement broke down.

**1974-75** The Kurds resumed their fight, this time with the backing of the Shah of Iran. But they were abandoned when the Shah and Saddam Hussein cut a deal. Iran agreed to halt aid to the Kurds, and in exchange Iraq agreed to share sovereignty of the Shatt al-Arab waterway, which provides access to the Persian Gulf.

**1988** Saddam avenged Kurdish support of Iran in the 1980-88 Iran-Iraq war. His army used poison gas against the town of Halabja, killing 5,000 Kurds, and destroyed thousands of villages.

## Where They Live

Population estimates for Kurds vary widely, from 14 million to 28 million



## Oil

One-third of Iraq's total production is from its Kurdish region



THE NEW YORK TIMES April 15, 1991

# Turkey to Let Some Refugees Be Moved In to Safer Ground

By CLYDE HABERMAN  
Special to The New York Times

ANKARA, April 14 — The Turkish authorities said today that they were easing their hard-line insistence that Kurds and other Iraqi refugees stay in harsh border mountains, where they are dying in rising numbers.

Between 20,000 and 40,000 Iraqis are expected to be moved in the next few days from exposed mountaintops to less hostile flat land along the Iraqi-Turkish border, where a field hospital can be set up and food and water delivered efficiently.

Turkish officials and foreign diplomats cautioned that the move did not mean that Turkey had changed its mind about refusing to let the refugees move into camps deep inside its territory. Turks fear that the Kurds might then remain indefinitely, just as another group of Iraqis did after taking sanctuary here three years ago.

Nevertheless, the Government's new position is an acknowledgment that there looms a death toll of calamitous dimensions unless the more vulnerable among the refugees are transferred quickly to safer ground.

"It is not possible to reach them where they are now waiting in the mountains," Prime Minister Yildirim Akbulut was quoted as saying by the Government-owned Anatolian News Agency.



The New York Times

The first contingent of American troops sent to help refugees has reached the outpost at Isikveren.

"We will have to bring those at higher altitudes, where they are inaccessible to aid, down to lower altitudes with better access conditions," he said.

While it was not clear exactly how many people would be moved among the estimated half a million refugees camped helter-skelter along the border, Western diplomats said they were given estimates today ranging from 20,000 to 40,000.

Priority is to go to children, the elderly and the most obviously ill. These groups have been most susceptible to the effects of dehydration and exposure, which have killed many hundreds and possibly thousands of those fleeing Iraq's civil war.

## Less Relief on Iran Border

Another million or more Iraqis have taken refuge at the border with Iran, where there has been far less evidence of the international relief assistance that has poured into Turkey over the last week.

Even with this flow of aid, the Turks have been unable to keep pace with the huge task of feeding and sheltering so many desperate people clinging to inaccessible mountainsides, where temperatures dip below freezing and supply trucks bog down in thick mud.

To cut through the logistical tangle, the United States military in effect took control of rescue operations this weekend, sending in dozens of helicopters and 3,000 marines and others to bring tons of emergency supplies to the refugees. Military spokesman said the first contingent of American soldiers reached the border this afternoon, arriving at the outpost of Isikveren, where they would judge what aid is needed and teach refugees how to construct shelters and apply first aid.

The American plan, likely to take several more days to move into high gear, is to use several locations in eastern Turkey as distribution hubs from where helicopters would deliver food, water, tents and blankets to the mountainsides. Refugee camps would also be set up on the Iraqi side of the border. But American officials insist that while it means that United States soldiers would enter northern Iraq, they would not be combat troops.

The American emergency operation is intended to last 30 to 40 days, until the United Nations and relief agencies can establish a sustained relief program.

The helicopter drops would first supplement, and then replace, a week-old airlift in which United States, British

and French cargo planes have parachuted 854 tons of supplies as of Saturday.

## Transport Drops Inefficient

But relief specialists say the cargo planes, while helpful, are not efficient. Helicopters that can land on the mountains, or at least get close enough to the ground for drop-offs, are a better bet, they say, to guarantee that the aid goes where it is intended.

In addition to carrying American military supplies, the helicopters will deliver tons of material that has been sent to Turkey by European governments, private aid organizations and others. "We'll take anybody's stuff to them," said Lieut. Jim Fallin, a Navy spokesman for the operation.

The Iraqis who will be brought down from the mountains to be relocated at the so-called Habur gate crossing, which is the only real road between Turkey and Iraq and which has been closed since before the start of the Persian Gulf war. It lies on a parched plain 10 miles from the town of Silopi and is the only flat land on a 206-mile-long frontier that is basically a string of jagged mountains.

There is a camp at Habur normally used as a way station for Turks making the annual Islamic pilgrimage to Mecca, but it is also no stranger to refugees. The Turks put up an emergency tent city there when Kurds fled this way in 1988, and again in the early days of the Persian Gulf crisis when Bangladeshis, Pakistanis and others escaped from Iraq and Kuwait.

Ural Sumuncu, director general of the Turkish Red Crescent Society, said a 400-bed field hospital was being flown to Silopi and should be operational soon. Iraqis, he said, may be moved from the mountains starting Tuesday, possibly in buses and trucks.

"It's a great step forward," a Western diplomat said today. But he and others agreed that this movement of a relatively small number of refugees does not solve the vast problem of what to do with the others. "You can't put 500,000 people at Habur," the diplomat said.

Nothing has changed in the Turkish position that it cannot be a repository for all the Iraqis, as it was three years ago when 60,000 Kurds ran for their lives from President Saddam Hussein's forces. Half of them are still being sheltered in Turkey in Government-run camps, and the Turks insist that they cannot assume this sort of burden again, especially when it will be magnified by many times.

GLOBE AND MAIL April 15, 1991

**ESCAPE** / *Iraqi refugees fleeing to Iran are dying daily on a desperate trek through a hostile mountain pass without shelter from the wind and the rain*

## Kurds plod into the unknown

BY HUGH PAIN  
Reuters News Agency  
Haj Omran, Iraq,

**A** LONG the muddy track, in places scarcely wide enough for a single car, plods an endless legion of the damned — half-starved, exhausted beyond comprehension.

Hundreds of thousands of Iraqi Kurds are fleeing the destruction of their homeland through this valley, a narrow defile through the mountains leading into Iran.

They have no idea whether they are going to live or die. They only feel sure that what lies ahead cannot be as bad as staying behind.

Two weeks after it began, the flood shows no sign of drying up.

At least 400,000 Kurds have travelled this route, mainly from the Arbil and Kirkuk areas. They tell of indiscriminate attacks by Iraqi forces on civilians and resistance fighters alike, attacks which they insist are still going on.

"They came to Arbil from three ways," a man named Moayyad told reporters who came from Iran. "They drove the people one way and the soldiers in the other two places shot them as they fled."

"I have seen them use napalm from the helicopters," said another refugee. "five days ago in Arbil, with my own eyes."

At journey's end, the Iranians are doing what they can to help and feed the Kurds. But on this cold mountain pass inside Iraq, the refugees have nothing.

The Iraqis have abandoned the area — only piles of army stores, including live shells, show where they once manned the frontier.

But no doctors cross the border from Iran to tend the Kurdish sick. No food is brought. For those on

foot there is no shelter from the endless wind and rain.

Up here at Haj Omran, they are perhaps 32 kilometres from safety. But some mothers with children are covering as little as four kilometres each day.

They die as they walk.

Children walk barefoot through a slime of mud befouled with human feces at every step.

Filthy snow lies in the steep fields on either side. People camp, regardless of land mines planted during the Iran-Iraq war.

Streams are in constant use for washing, drinking and defecation by people too exhausted to scramble up higher where the water is clean.

Unexplained small arms-fire echoes in the hills and a little way off a sharp thud tells that one of the mines has gone off.

Half-an-hour later, four men hurry toward the border, each holding the corner of a blanket in which a child lies, maimed by the explosion, but still alive.

As we walked by, an old man collapsed by the road and lay still.

Refugees listened for his heart beat, which was dead. In his pockets they found no money, no identification, only a handful of leaves he had picked by the wayside for lack of food.

Nobody knew his name but a man who had walked with him came up and, seeing his friend's face, wailed and ran away. They covered him with his headcloth and left him, with no one to dig his grave.

A transport plane without markings flew low over the column, creating momentary panic. Nobody knew whether it was Iraqi or at last the hoped-for "Amerikani."

It parachuted four canisters to the ground — too far away to help those around us, who paced helplessly on.

Slowly as people advanced on foot, they moved more quickly than those in the battered caravan of cars and trucks and tractors, all piled high with goods, which occupied most of the churned-up track.

Almost every vehicle seems to be towing another that had broken down. Every few metres an abandoned and stripped car or truck blocked the path, slowing the rate of advance to about 100 metres an hour.

"My mother is sick. What can I do for her?" pleaded a desperate man, indicating an old lady covered in blankets across the back seat of his car. He knew, as we all did, there was nothing to be done.

Many people seemed to have given up the struggle and sat aimlessly by the road or camped in the filth beside it.

Some plodded in front of the cars, ignoring them when they surged forward, too tired, or too bewildered to step aside.

Another man opened the back flap of a small van. There in the darkness sat his mother, his wife with a nursing baby and three terrified children. Stretched along the van's floor lay the corpse of Ali Mohammed, his father, who had been injured days before by Iraqi fire and who had been dead for just a few hours.

Along the road every few metres, fresh graves marked with crude, upright stones showed where many refugees had ended their hope of safety. A small shrine by the road was a favoured place and about 200 little stones stood near it.

In all this misery, there was still the dignity of those who possess nothing else. Kurds do not beg. In a whole day's journey, none asked for money or food.

## Essay

WILLIAM SAFIRE

*Duty to Intervene*

WASHINGTON

George Bush's answer to genocide is to insist angrily that "our kids" — his new term of juvenile vulnerability for what he used to call America's armed forces — will not be "sucked" or "shoved" by some sinister outside pressure into anybody else's civil war.

That's the old straw man trick. Three weeks ago, when urged to order Saddam Hussein to freeze all movement of aircraft and armor — which could have saved thousands of innocent lives without a single U.S. casualty — Mr. Bush chose instead to go fishing.

Now the bloody consequences of his moral failure are on view: Americans watch in dismay as helpless and terrified millions are driven into exile, babies dying on the way. Perhaps to assuage his guilt, the U.S. President now creates a straw man: he accuses those who urged a freeze three weeks ago of having wanted to send our ground troops into an endless, millennium-old battle to end Arab tyranny.

Fortunately, his CYA rhetoric is accompanied by a tacit admission of terrible error. He has finally ordered Baghdad to cease killing refugees on pain of U.S. air retaliation. He has begrudgingly followed the lead of the British and French into a "duty to intervene," designating a portion of Iraqi Kurdistan off-limits to Saddam's vengeance; mass murder is no longer "an external affair."

Equally important, the President has directed our military to take over the logistics of the refugee salvation from overwhelmed humanitarians.

That rescue assignment to our military is fitting, as a Washington Post "tick-tock" story now confirms that

the fatal decision to allow Iraqi helicopter gunships to slaughter anti-Saddam rebels and terrorize Kurdish civilians was urged on Mr. Bush by Joint Chiefs Chairman Colin Powell, with only Vice President Quayle in dissent.

If Mr. Bush finds political cover in castigating those who urged him to do three weeks ago what he is doing belatedly, fine — so long as he now moves resolutely to protect the persecuted Kurdish people. But if he blames the victims for "spoiling the victory" by inconveniently striving for freedom, that will compound his blunder.

The Kurds are not being unreasonably fearful in their exodus. They risk freezing and starvation not out of panic but to flee from certain extermination. Don't tell Massoud Barzani about amnesty: two of his brothers accepted such Iraqi offers in the past decade, to be executed — burial alive — by Saddam Hussein's sadistic thugs.

What's to be done with more than a million refugees? First, intervene without apology to provide emergency food and shelter. Next, set a global example by taking 25,000 Kurds into the U.S. as political refugees. Then give other Kurds and Christian Iraqis who fled an incentive of security — guaranteed by the coalition — to return to their villages in Iraq.

Ah, say the White House victim-blaimers, but that would create a new Gaza Strip, where resentment would fester and warriors would breed; better to let Saddam Hussein succeed in his final solution to the Iraqi Kurdish problem, and let us humanely drop sandwiches forever on homeless Kurds in camps in Turkey and Iran. (I can build a straw man, too.)

The way to give the Kurdish people the freedom they deserve is the same

way to give Palestinian Arabs, including those driven from Kuwait, the freedom they deserve: create a new category of sovereignty.

The Kurds seek what Palestinian terrorcrats scorn: self-government,

## The new suzerainty.

with cultural dignity respected, within the borders of an existing state. The anti-imperial Nineties cry out for a form of apprentice nationhood or subsovereignty in enclave havens or in territories without clear title.

Not every dispute can be settled once and for all; not every aspiration for independence can be achieved or should be dashed with finality. Where political realities are fluid, diplomacy should be able to find a flexible arrangement that reflects the situation on the ground — that encourages peaceful devolution rather than bloody revolution.

The word bandied about is "suzerainty," which allows the encompassing state a sovereignty limited to defense and central banking, while providing the inhabitants of a region with real autonomy and ethnic identity short of total independence.

Accommodationists, arise! Are diplomats so frozen, uprisers so blundered and international lawyers so hidebound that they cannot create new forms of national association to meet the demands of the times? □

FRA0215 4 I 0238 FRA /AFP-UP67

Aide-Kurdes

Le conseil de Paris vote à l'unanimité une aide d'un million de francs en faveur des Kurdes

PARIS, 15 avr (AFP) — Le Conseil de Paris, sur proposition de M. Jacques Chirac, a voté à l'unanimité, lundi, une subvention d'un million de francs à l'association "Médecins du Monde" afin de venir en aide aux Kurdes irakiens.

"J'ai demandé que les contacts nécessaires soient pris avec +Médecins du Monde+ car nous avons déjà oeuvré avec cette association en faveur des sinistrés d'Arménie et de Roumanie et nous avons pu alors apprécier son efficacité" a expliqué le maire de Paris.

M. Chirac a précisé que, compte tenu des difficultés d'acheminement des secours en raison de la configuration du relief, "il n'apparaît pas possible de prendre en charge directement l'envoi des denrées, de médicaments ou de vêtements comme nous l'avons fait dans d'autres circonstances".

Cette aide permettra donc à "Médecins du Monde" d'affrêter "des avions supplémentaires pour le transport des secours de première urgence" a ajouté le maire de Paris.

Le président du groupe socialiste, M. Georges Sarre, avant de se rallier au vote, avait souhaité que la subvention soit portée à 2 millions de francs et que la mairie de Paris se charge elle-même de l'affrètement. Il a également demandé qu'un groupe de travail soit constitué au sein de la mairie de Paris et se coordonne avec le Quai d'Orsay.

ef/bd idf+ccc

## La situation au Kurdistan après la mise en garde américaine adressée à l'Irak

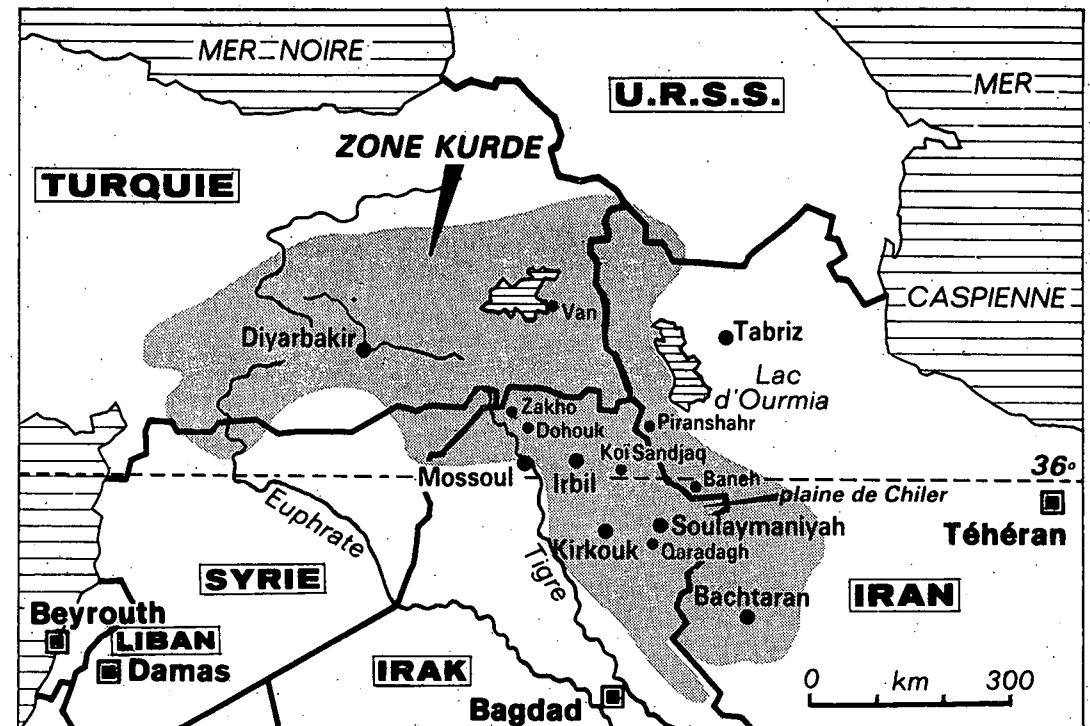
# Les insurgés kurdes accusent l'armée de M. Saddam Hussein d'avoir attaqué des réfugiés

L'Union patriotique du Kurdistan irakien (UPK, de M. Jalal Talabani) a accusé, vendredi 12 avril, les forces irakiennes d'avoir « *attaqué jeudi des groupes de réfugiés kurdes se dirigeant vers l'Iran* » dans la province de Soulaymaniyah. Cette attaque a provoqué des « *affrontements entre l'armée irakienne et les peshmergas* » (combattants kurdes), a précisé l'UPK.

« *L'attaque a visé des réfugiés dans la région de Darbandikhan, à la hauteur du village de Maydan* », près de la frontière iranienne, ajoute un communiqué de l'organisation, selon laquelle « *des peshmergas sont intervenus et ont tué, lors d'affrontements, trente soldats irakiens, dont un commandant, Kassem Jaber Hassan, en ont capturé quinze autres et saisi une importante quantité d'armes et de munitions* ». « *Les combats se poursuivent dans le Kurdistan irakien, près de Soulaymaniyah* », indique encore l'UPK, qui affirme avoir « *capturé onze soldats et tué ou blessé une dizaine d'autres* ». A la frontière turque, des peshmergas ont, en outre, libéré vingt-sept soldats irakiens qu'ils avaient capturés jeudi et qui se sont rendus aux militaires turcs.

Par ailleurs, « *vingt-cinq civils irakiens ont été tués par l'armée irakienne, aidée des Moudjahidines du peuple* » (opposition armée iranienne, basée en Irak), à Kalar, dans le nord de l'Irak, a affirmé un réfugié irakien, cité vendredi par l'agence officielle iranienne IRNA. Selon ce réfugié, Majid Saleh, « *ces personnes ont été tuées* » récemment lorsque leur autobus a été « *attaqué par l'armée irakienne et les Moudjahidines du peuple* ».

Il a enfin affirmé que les Irakiens et les Moudjahidines du peuple « *avaient aussi* » « *attaqué un hôpital* » dans la même ville. Un autre réfugié - turkmène - Rachid Fouad Hassan, de Tuz-Khurmatu (nord-est de l'Irak), a accusé l'ar-



mée irakienne d'avoir « *totalemment rasé sa ville, avec l'aide de mercenaires d'autres pays* », notamment « *les Moudjahidines du peuple* ».

Cependant, les villes que l'armée a réoccupées au Kurdistan d'Irak voient peu à peu revenir des civils, affamés, blessés, selon un médecin américain. « *Nous avons vu des enfants grièvement blessés à la suite de tirs d'artillerie* », a ainsi déclaré Jonathan Fine, de l'organisation Physicians for Human Rights (Médecins pour les droits de l'homme), l'un des premiers Occidentaux admis à Soulaymaniyah après l'écrasement du soulèvement kurde par les troupes de Saddam Hussein. Il a dit avoir vu des centaines de réfugiés affamés revenir cette semaine dans la ville. Certains sont allés directement

dans les hôpitaux pour y faire soigner leurs enfants.

« *A l'hôpital général, il y avait une fillette de six ans partageant un lit avec son frère d'à peine trois ans* », tous deux criblés d'éclats d'obus, a encore indiqué Jonathan Fine. Les médecins opèrent sans pouvoir procéder à des anesthésies convenables et ne peuvent administrer ni antalgiques ni antibiotiques.

« *Il y avait [à Soulaymaniyah] un type de vingt à trente ans qui avait eu la cheville arrachée et dont le pied pendait au morceau de cheville qui lui restait. Il était arrivé trois jours après avoir été blessé.* » « *Un jeune homme à qui j'ai parlé avait pris sur les épaules son petit frère, encore bébé, et avait gagné les collines en étant poursuivi par*

des hélicoptères », a, d'autre part, déclaré un Néerlandais, Joost Hiltermann, également membre de l'organisation américaine.

Selon Jonathan Fine, les routes de la région sont encombrées de voitures ainsi que d'autocars abandonnés de même que de chars, de pièces d'artillerie, de soldats et de camions. Le médecin a dit avoir personnellement vu revenir environ 1 500 réfugiés, dont beaucoup avaient des enfants dans les bras. D'autres restaient assis, hagards, près des villes, comme s'ils ne savaient où aller, et des femmes, des enfants ou des vieillards ne pouvant plus marcher demandaient qu'on les transporte, a-t-il ajouté, précisant qu'il avait vu plusieurs cadavres près d'une route survolée par des hélicoptères. - (AFP, AP, Reuter.)

# Deux millions de Kurdes massés aux frontières

*Washington a annoncé que des milliers d'hommes et des centaines d'avions étaient prêts à venir en aide aux réfugiés*

Dans des conditions effroyables, 1,5 million de réfugiés attendent de pouvoir pénétrer en territoire iranien, dans la région de Piranshahr, a affirmé, vendredi 12 avril, le gouverneur de cette ville située dans le nord-ouest de l'Iran. Selon lui, 20 000 réfugiés et un millier de véhicules continuent à franchir cha-

que jour la frontière. D'autre part, plus de 400 000 Irakiens, en majorité kurdes, s'entassent depuis environ dix jours près de la frontière turque, indiquent les autorités d'Ankara, selon lesquelles les Etats-Unis ont décidé de réaliser « une grande opération d'aide » dans cette zone et « dans le Nord de

l'Irak ». Washington indique que « des milliers d'hommes et des centaines d'avions » vont être engagés dans cette opération.

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a déclaré que l'URSS est hostile à la création de « zones de sécurité » au Kurdistan d'Irak.

## Martyre dans la boue

PIRANSHAHR  
(frontière irano-irakienne)

de notre envoyé spécial

Une page est-elle tournée ? Il y a une semaine, les centaines de milliers de réfugiés kurdes progressaient dans la montagne, affamés, épuisés, l'esprit hanté par les morts abandonnés au cours de ces nuits glacées. Tragique, l'exode avait pourtant parfois quelque chose de joyeux, à l'image de ces enfants qui, voyageant à l'intérieur d'un camion-citerne, sortaient de la cuve en éclatant de rire à la lumière du jour. Les hommes, les femmes, les enfants, grelottaient de froid et de fièvre, avançaient en haillons et s'acharnaient sur les camions de vivres.

Désormais, cette foule poursuit son martyre, entre neige et soleil, couverte de boue. Les enfants en bas âge ne s'escriment plus à contourner les obstacles que leur réservaient les pierres, les trous et les flaques d'eau. Ils se laissent désormais glisser sur le chemin, ils tombent et pleurent à nouveau. Les quelques visages ravagés par les bombes au phosphore ne présentent plus ces brûlures roses et brunes mais des croûtes de terre, comme des essaims de mouches s'accrochant à une plaie. Les chaussures ne servent à rien, sinon à grossir des boules épaisses et luisantes autour des pieds.

Distribuées par le Croissant-Rouge, les pommes sont perdues dans la bousculade et éclatent dans la boue.

Les fruits rejoignent le flot de couvertures, de déchets et de vêtements qui disparaissent sous les voitures et les biétons. Accroupie dans la mon-

tagne, loin de la foule, une vieille femme découpe à la hâte des morceaux d'agneau qu'elle cache dans des chiffons sales. Certains tentent de s'extraire de la route en escaladant les pentes mais ils tombent encore. Une fillette se masse les pieds, une autre claque des dents. Une femme donne le sein à son enfant en marchant.

Un autre nourrisson laisse entrevoir des jambes squelettiques entre les plis d'une couverture. Une femme fait chuter le plateau, la théière et les tasses qu'elle portait sur la tête. Un petit garçon de quatre ans continue d'agripper sa sœur, âgée de deux ans peut-être, sur son dos. Aka, une jeune mère, explique qu'elle réchauffe son bébé en le frottant continuellement : « La nuit, je le serre très fort dans mes bras et je soufflé dessus. »

### « Nous ne croyons plus personne »

En territoire irakien, 20 kilomètres avant la frontière, quatre hommes creusent un trou à côté de quatre tombes. Le père y a déposé le cadavre de son bébé, il l'a recouvert de quatre pierres et d'un peu de terre. Plus loin, les peshmergas, les combattants kurdes, qui viennent ici conduire leurs familles, ont déposé leurs armes sous le contrôle d'un de leurs chefs. Des centaines de kalachnikov, se sont ainsi accumulés. D'autres hommes font le chemin jusqu'à la frontière, des bidons d'essence à la main, afin de parer à la panne sèche. Une famille décortique quelques noix, et un homme s'échine à planter ses béquilles dans une terre qui lui échappe.

A 100 kilomètres plus au sud, à Sardacht, le passage de la frontière est plus rude encore. Les réfugiés traversent des torrents. Accrochés à un câble, ils se laissent glisser dans les

flois glacés. « Il n'y a pas de chemin. Ils marchent dans la montagne. Les Iraniens ont réussi à restaurer une piste, ils ont construit un pont, et il y a maintenant sept points de passage. Mais les gens sautent sur des mines irakiennes », explique Thierry Fournier, de l'équipe de Médecins sans frontières arrivée mardi à Sardacht, où l'on compte cent cinquante mille réfugiés.

« Chaque jour, ils arrivent par dizaines, les bras et les jambes amputés. Certains sont installés sur des civières de fortune, une couverture accrochée à deux bouts de bois. » Dans l'un des camps installés au plus près de la frontière, cinquante nourrissons décèderaient chaque jour, selon Thierry Fournier.

« Dans des conditions d'hygiène aussi déplorables, nous ne pouvons pas distribuer de lait en poudre sans déclencher des épidémies car les réfugiés fabriqueraient ce lait dans des ustensiles sales, avec de l'eau des montagnes. L'idéal serait de disposer de packs de lait, mais se posent alors les problèmes d'acheminement dans les camps. »

Composée de six personnes, l'équipe de MSF a doublé la capacité de l'hôpital de Sardacht, portant son nombre de lits à cent cinquante : « Nous enregistrons trois mille demandes de consultation et cent cinquante d'admission à l'hôpital par jour. La moitié des blessés graves sont atteints par balles. Il y a aussi beaucoup de personnes brûlées par les feux que les gens allument dans les camps. Ils ont tellement froid la nuit qu'ils mélangent du bois avec beaucoup d'essence. » Manque de nourriture, de médicaments, de couvertures : les besoins sont énormes, répète-t-on chaque jour à la frontière iranienne.

Les premiers effets de l'aide inter-

nationale sont toujours attendus près de deux semaines après l'arrivée des premiers réfugiés (et alors que le gouverneur de Piranshahr, M. Ahmed Ziai, estime à 1 500 000 le nombre de Kurdes bloqués dans la montagne, attendant de passer en Iran). Parfois avec des accents de colère. Prisonnier dans le col embourbé de Piranshahr, Moustapha Omar, trente-six ans, professeur de physique à l'université d'Irbil, enrage contre les alliés : « Nous sommes des Kurdes, pas des animaux qu'on va laisser crever. Quelle est la différence entre le Koweït et le Kurdistan ? Nous pensions que Saddam Hussein était fini. Les alliés nous ont encouragés à nous soulever en oubliant de nous donner des armes et de la nourriture. Qu'est-ce que nous allons devenir maintenant ? La plupart des réfugiés n'ont même pas 10 dollars en poche. Nous avons entendu l'appel de Talabani [leader de l'Union patriotique du Kurdistan] à revenir dans notre pays. Mais maintenant, nous ne croyons plus personne. Je suis prêt à prendre les armes, à me battre, à condition que les alliés nous aident dans cette guerre sanglante. »

**DOMINIQUE LE GUILLEDOUX**



*Allons-nous contempler, un demi-siècle durant, des survivants kurdes célébrant la libération du Koweït ?  
Il faut arrêter l'assassin.*

LE FIGARO  
15 avril 1991

**Kurdes : l'horreur sans frontières**

Il existe des publicités mensongères, même en matière d'action caritative, telles celles qui, pour le bon motif, s'étalent pleine page dans la presse parisienne : avez-vous lu votre journal ? Vous êtes au courant pour les Kurdes, donc signez un chèque. La première réaction du lecteur est de se prendre la tête entre les mains : il y a extrême urgence, tous les soirs, par moins zéro, des enfants, plus de mille probablement, meurent de froid, de faim, de manque d'eau et de soins, que faire ? La réaction d'un être ému et sensé, après avoir couru à la collecte, est de pousser plus loin l'interrogation.

PAR ANDRÉ GLUCKSMANN

Il faut, tout de suite, des tentes, des couvertures, etc. Il y en a sur place. Avec les stocks, d'eau, de coca, de plateaux-repas, des amoncellements de pharmacies individuelles, le nécessaire pour les premiers soins. A quelques minutes d'avion, le tout est soigneusement empilé et répertorié. Avec les gros porteurs, les hommes pour distribuer, les médecins qualifiés, l'intendance, la logistique, et le *know how* des armées modernes. Pourtant, chaque nuit, les bébés gèlent, toute la journée, ils pleurent, et des millions de Kurdes errent et s'écroulent sur des chemins qui ne mènent nulle part.

**L'apocalypse**

Pourquoi s'échiner à réunir lentement les instruments du sauvetage ? Ils débordent des entrepôts pléthoriques d'une coalition qui se prépara à plusieurs mois de guerre et défait l'ennemi en trois jours. Le temps que les chèques des généreux donateurs soient centralisés, utilisés, les camions chargés, les autorisations obtenues dans les capitales orientales, combien de nouveaux morts dans les solitudes frontalières ? Nos soldats plient bagage, ils renvoient à Toul ou au Texas des milliers de conteneurs pleins de denrées qui font clairement défaut à quelques kilomètres de là. Aucun placard publicitaire, aucune bonne parole ne saurait effacer l'énorme absurdité qui saisit la conscience, prend à la gorge et paralyse les meilleures volontés télévisuelles. Pour une fois, l'essentiel se trouve sur les lieux ! D'un côté, le dénuement total, de l'autre des montagnes de matériels inutiles et inutilisés. Entre les deux, le crime de non-assistance, le leur, le nôtre, le mien.

Des médecins volontaires (AMI, MDM, MSF) reviennent de cet enfer, ils nous placent clairement, honnêtement, modestement, devant nos responsabilités. Ils sont « dépassés ». Par l'ampleur des dégâts. Par l'aspect apocalyptique de l'exode. Par l'immensité des blessures et des douleurs. Le déferlement des populations transcende les dimensions ordinaires de l'action humanitaire : seuls désormais les moyens étatiques peuvent enrayer la catastrophe. Ces hommes de terrain n'entendent pas servir de substitut à nos impuissances politiques et d'alibi à nos égoïsmes

bien-pensants.

Chaque État se réclame, dès qu'on le critique, de la sacro-sainte non-ingérence dans ses affaires intérieures. Il convient de réfléchir à deux fois avant de risquer un droit nouveau d'ingérence, a répété M. Valéry Giscard d'Estaing sur TF 1, jeudi à 20 heures. Franchir les frontières sans autorisation pour porter secours constitue en effet une décision grave. Il faut y réfléchir ; transgresserais-je le respect dû à un ancien président de la République, et futur probable candidat, à remarquer qu'il vaut mieux conduire une telle réflexion avant que pendant ou après la débâcle ?

En 1986, sous la direction de Bernard Kouchner, alors président de Médecins du monde, nous fûmes un certain nombre à débattre ensemble sur ce thème lors d'un colloque que François Mitterrand et Jacques Chirac honorèrent de leur présence et de leurs discours. Le fil conducteur de cette pensée, poursuivi depuis des dizaines d'années, tient en une constatation de fait : il existe des horreurs sans frontières.

**La prévention du génocide**

Dans la multiplicité des crimes perpétrés par des États, à l'intérieur des territoires soumis à leur juridiction, il arrive que la quantité de victimes et la qualité des supplices dépassent le seuil de l'internationallement tolérable. Du moins juge-t-on après coup que la tolérance internationale est devenue coupable de complicité, ayant trop respecté le forfait sous couleur de préserver le droit des États. Mentionnons pour mémoire : le génocide des Arméniens, celui des juifs, le Biafra, le Cambodge. On eût préféré que la liste s'arrêtât sans qu'on ait besoin de rajouter les Kurdes dans l'énumération des démissions impardonnables dont s'est rendue coupable la communauté des nations modernes et civilisées.

Le droit international ne constitue pas un ensemble de règles fixes, aussi indiscutables que le Code civil, encore moins peut-il passer pour immuable. Le XX<sup>e</sup> siècle, innovant sans cesse en matière de techniques destructives et de méthodes d'oppression ou d'extermination, les États grands et petits s'arrogeant des ressources mortifères, jusque-là insoupçonnées, force est de contre-inventer des barrages et des barricades à l'inhumanité galopante. La « prévention du génocide » fait partie du paysage juridique de l'ONU.

**La paix perdue**

Un certain nombre de pays doivent leur création et reconnaissance aux graves menaces d'annihilation interethnique qui présidèrent à leur naissance (Pakistan, Bangladesh). L'invasion, par le Vietnam communiste, du Cambodge exterminateur, gouverné par Pol-Pot, fut condamnée *in vitro*, mais tolérée *in vivo* par la communauté des nations. N'en déplaise à Saddam Hussein, une

intervention coalisée à l'intérieur de l'Irak pour sauver les Kurdes pourrait se réclamer d'un consensus historique latent, concernant l'extrême urgence en situation d'apocalypse locale. Après tout, c'est l'armée irakienne qui, chassant devant elle des millions d'hommes, crée aux frontières iraniennes et turques un problème international, et qui, ce faisant, devrait s'attirer fort logiquement une réponse non moins internationale. Nulle instance autorisée n'a reconnu, que je sache, le droit d'un État de chasser les populations du sol où elles sont nées pour conserver paisiblement un sous-sol plein de pétrole. Pour sauver un peu des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, il faut finir par imposer quelques limites au droit des États à disposer de leur peuple.

La fin officielle de la crise du Golfe, laisse un goût amer. On peut gagner la guerre et, dans la foulée, perdre la paix. George Bush eût dû méditer l'aventure des Israéliens au Liban en 1982. Après une série de succès militaires, déjà électroniques (aviation syrienne clouée au sol d'entrée de jeu), éclata Sabra et Chatila. Souvenez-vous : les milices chrétiennes égorgent les Palestiniens, tandis qu'à portée de jumelles l'armée israélienne garde son calme et perd sa victoire. Saddam a peaufiné ce style de retournement, et les GI pleurent sur nos écrans, sachant que les blindés de la Garde prétorienne écrasent des villes révoltées à l'appel de leur chef ; ils comprennent, avant leur président, que leur page de gloire se conclut de façon ignominieuse.

Créer de nouveaux camps de réfugiés pour dix ou vingt ans est un non-sens. Demander aux Turcs et aux Iraniens d'héberger des millions d'exilés, de façon décente et prolongée, relève de l'hypocrisie la plus crue. Promettre d'absorber les Kurdes en Occident, alors qu'on contraint les boat people à retourner d'où ils s'échappent, revient à se moquer. La solution la plus humaine et la plus réaliste, la plus morale et la plus pragmatique, serait d'entreprendre sur l'heure et sur le champ le rapatriement des Kurdes chez eux en leur garantissant des conditions de survie sous contrôle de l'ONU. Dans le cadre d'une gigantesque opération humanitaire assurée par les grands moyens et équipements présents dans le Golfe (coalisés, Iraniens...), il faudrait imposer cette solution à Saddam, qui, ce jour, n'est pas en mesure de s'y opposer manu militari. « Il faut arrêter le bras de l'assassin, arrêter l'assassin », a dit Bernard Kouchner lors de sa désespérante visite aux frontières de l'Irak.

La décision dépend de l'opinion publique : si elle n'exerce pas une pression suffisante, les élites du « nouvel ordre mondial », à peine sorties du syndrome vietnamien, tomberont dans le syndrome cambodgien. Pendant trois ans, les civilisés ont laissé les Khmers rouges massacrer un quart, un tiers, qui sait ? de leur population. Allons-nous contempler, un demi-siècle durant, des survivants kurdes, enfermés, célébrant, hagards, la libération du Koweït ?

A. G.

# Uludere : l'enfer de la soif, de la faim et des épidémies

L'insondable détresse des réfugiés kurdes

*Le peuple kurde y vit les heures les plus tragiques de son histoire. Chaque jour, des dizaines d'enfants épuisés meurent dans un camp qui n'est plus qu'un immense cloaque. Tandis que les soldats turcs chapardent les vivres destinés aux réfugiés.*

**ULUDERE**  
(à la frontière turco-irakienne) :  
de notre envoyé spécial  
**François LUIZET**

Mohamed n'avait pas un an. Il est mort avant l'aube dans les bras de sa maman. Depuis, assise à l'endroit où il a été inhumé, elle pleure. Elle pose son visage sur le tumulus cerné de petits cailloux blancs et, d'un geste maternel, passe délicatement la main sur la terre humide pour la caresser, comme elle touchait, il y a seulement quelques jours, le corps de son bébé. Assis à proximité, son mari regarde la vallée. Hébété, il ne fait que bégayer : « C'était notre premier enfant. »

Suis-je voyeur ou témoin ? J'ai mal au cœur et mauvaise conscience. Il est 13 heures en France, l'heure du déjeuner dominical et familial : 7 heures du matin à New York, le temps de la dernière ligne de coke à 200 dollars ; 22 heures à Tokyo, le moment où les geishas affinent leur vocabulaire mondain et leurs réponses au Trivial Pursuit. Ici, au bout du monde, il est 10 heures du matin et, devant moi, lutte pour sa survie, depuis deux semaines déjà, un peuple squelettique, impuissant et affamé. Chagrin et honte devant le spectacle ainsi offert d'une humanité en détresse.

Uludere, avec ses dizaines de milliers de réfugiés kurdes, est aujourd'hui le symbole de toutes les lâchetés, de toutes les démissions du monde. Im-

aginez sur des pentes arides, cerné par des sommets enneigés, un troupeau humain rassemblé pour un film à grand spectacle. Imaginez, ce dimanche 14 avril 1991, le Moyen Age quelque part dans une vallée perdue entre l'Irak et la Turquie. Mais le metteur en scène se fait attendre.

Il n'y a pas encore le mot « action », libérateur pour ces va-nu-pieds croquevillés et désespérés. Montagnes déchiquetées à l'emporte-pièce, sentiers boueux où l'on enfonce jusqu'aux genoux, Uludere est un cloaque où grouillent femmes, vieillards, enfants et même des animaux dans un ultime combat pour survivre. Pendant trois jours, j'ai noté presque heure par heure ce que j'ai vu : la mort d'un enfant, la folie hystérique d'un ancien ingénieur, la brutalité sadique de certains militaires turcs, le sourire émerveillé d'une petite fille aux yeux verts devant une boîte de lait. Toutes ces scènes qui constituent une chronique d'un autre âge. Dans un ciel grisâtre, des avions de chasse turcs surveillent le parachutage de vivres par des Transall britanniques.

## Un flot humain

Il a fallu monter pendant deux heures et demie à pied pour découvrir à un tournant le fantastique spectacle : le décor est âpre et rugueux. Deux mille mètres d'altitude. Il fait froid. Soudain, on prend la tragédie en pleine figure : des dizaines de milliers de gens descendent en courant sur le chemin défoncé. Il s'agit d'atteindre le plus vite possible les camions

chargés de ravitaillement qui ont réussi à monter jusque-là. Le flot humain emporte tout sur son passage. Il y a aussi, à côté des tentes de ravitaillement, des dépôts de vêtements. Ruée sur les baluchons. Ces nouveaux chiffonniers fouillent les monceaux de hardes comme le font au Caire ou à Calcutta les protégés de sœur Teresa.

Les bérets verts de l'armée turque sont débordés. Ils tapent à coups de bâton sur les femmes et les enfants qui roulent dans la boue. Puis ils tirent en l'air. Longues rafales de fusils G3. Un sous-officier prend son temps. Il s'applique. Il tire juste à côté du malheureux qui descend en courant. Une femme s'accroche à mon bras. Elle me fait comprendre qu'elle a faim, en mettant ses cinq doigts réunis sur ses lèvres. Langage international de tous les affamés. Collée d'un fichu multicolore, une autre femme m'agrippe : « Doktor! Doktor! » Sur son bras droit, un paquet de chiffons. Ce sont les langés de son bébé. Il est minuscule et respire difficilement. « Doktor! Doktor! », implore la femme. C'est à pleurer.

Un soldat barre la route à une femme, elle lui tend son bébé dans un geste de colère, puis elle implore. Apitoyé, le soldat la regarde, il détourne son visage et la laisse passer. De toute manière, les soldats sont impuissants. Un camion de pain est pris d'assaut. Les plus débrouillards se faufilent. Des soldats turcs vocifèrent et fouettent même les visages des femmes à coups de bédine. On patauge dans la boue.



Les camps de réfugiés ressemblent à des cloaques boueux où grouillent femmes, vieillards, enfants et même des animaux dans un ultime combat pour survivre. (Photo Hollander/Reuter.)

Chacun pour soi dans ce grand jeu de cache-cache avec l'armée. Rafales dans une des vallées.

Kawa a 26 ans. Il a étudié l'histoire pendant six ans à l'université de Bagdad. Il vient de Zakho, il tient à la main un bâton noueux, il m'entraîne : « Chaque jour, les soldats tuent l'un d'entre nous. » A un détour, un attroupement. Une couverture enveloppe un corps sur un brancard de fortune. Mounia avait 16 ans, il était de Sumpail. Il a été tué il y a quelques minutes d'une balle qui a traversé son cou. Il voulait être le premier à approcher d'une caisse parachutée par les avions anglais.

## Bombes au phosphore et napalm

Bajhat Massoud a 36 ans. Il est, lui aussi, de Zakho. Il était ingénieur à Mossoul. Il est arrivé par la montagne avec toute sa famille il y a dix jours. Il dit : « Il y avait des bombes au phosphore, des roquettes, du napalm. Les gens de Saddam ont tout pillé. J'avais deux maisons, deux voitures. Pourquoi ? Pour rien. » L'homme a les lèvres gercées par la fièvre : « Nous voulons vivre comme tout le monde. »

## La bureaucratie turque

« La situation est catastrophique. Elle est analogue à celle que j'ai connue en Somalie. Le manque d'eau accélère le drame : maladies infectieuses, diarrhées, bronchites, tout le monde doit être déplacé d'urgence vers un point d'eau. Il faut au moins cinq litres d'eau par jour et par personne. » C'est ce que dit Alain Desteixle, secrétaire international de Médecins sans frontières (MSF) arrivé avec une équipe hollandaise conduite par le docteur Jacques de Millano. Le médecin précise qu'un organisme caritatif britannique, Oxfam, peut, en douze heures, installer une conduite d'eau depuis la vallée jusqu'au camp de base, mais que les autorités turques ont fait la sourde oreille jusqu'à présent, noyées qu'elles sont dans la bureaucratie.

Il n'y a pas d'eau. Pour boire, il faut monter tout là-haut à flanc de montagne pour recueillir de la neige. Dans une ornière, trois gamins ramassent avec des petites cuillères de l'eau boueuse qu'ils transvasent dans une bouteille en plastique. Sous leurs tentes de fortune, constituées de bric et de broc, maintenues par des bouts de ficelle, les Kurdes sont assommés et résignés. Encore des gestes, un homme compte sur ses doigts et me montre le chiffre dix. Il fait signe de dormir sur le côté, ce qui veut dire : « Dix enfants encore sont morts. » C'est la cour des miracles, ces dizaines d'hectares couverts de tentes multicolores en nylon blanc, bleu, vert ou rouge, nichées entre les éboulis et les arbres rabougris.

Le camp est cerné par les soldats, l'un d'eux écrit, l'autre fait griller du pain sous les yeux des crève-la-faim — qui, eux, n'ont rien. Les réfugiés sont terrassés par la dysenterie. Les chars sont cernés d'excréments. Ici, sont rassemblés tous les malheurs physiques ou moraux d'une humanité abandonnée. Des gosses se disputent une boîte de ration américaine. Borgne et bégue, un Kurde vêtu d'un treillis militaire a été brûlé par le napalm : visage noirci et mains rosâtres. Il y a beaucoup de treillis militaires et de ceinturons de l'armée irakienne. Le camp du désespoir compte de nombreux déserteurs de l'armée de Saddam Hussein.

Les médecins (le sont-ils vraiment ?) et les infirmières du Croissant-Rouge ne descendent même pas des véhicules. Ils entrouvrent les vitres pour jeter des médicaments comme on jette des cacahuètes à des singes : Aspegic, Bactrim, Chimocycline, Clamoxyl... Question à un des membres du Croissant-Rouge : « A quoi servent ces médicaments ? » Réponse éloquente : « Je n'en sais rien. » Là-bas, on jette depuis la benne d'un tracteur des boîtes de Blédine numéro un. Un gosse dévore le contenu d'une boîte à pleines

poignées. Puis, comme il a soif, il prend de l'eau avec sa main dans une ornière.

## Une immense tente verte

Là, deux gamins se battent pour une boîte de médicaments. Deux cameramen japonais boivent de l'eau minérale à pleines goulées devant des enfants aux yeux exorbités. Une remarque. Les Japonais bredouillent, s'excusent et donnent le fond des bouteilles aux enfants.

Sous une immense tente verte, les soixante-dix membres de la famille al-Dooshiy de Dahok ont trouvé refuge. Jihane, une jeune fille de 16 ans, est morte hier. Sa mère, professeur d'anglais, explique : « C'était notre fille

ainée. » Elle tient, dans ses bras, Rachid, un gamin de deux ans. Il est blond. Il a les yeux bleus. Il pleure. Va-t-il, lui aussi, disparaître dans ce gigantesque mouvoir qu'est le camp d'Uludere ? Calmement, sa mère explique : « Nous avons marché treize jours dans la neige et la pluie. Nous avions peur de l'armée de Saddam Hussein, de ses bombes et du napalm. » Elle traduit ce que dit son mari : « Les Turcs se conduisent mal avec nous, ils volent la nourriture qui nous est destinée. » Retourner au Kurdistan ? « Non, tant que Saddam sera au pouvoir. »

Admirables, les équipes de Médecins sans frontières ont réussi à monter jusqu'ici et à dresser un hôpital de fortune sans même en retenir aux Turcs. « J'étais au Rwanda, à Conakry, je n'ai jamais vu ça. Une telle misère. Il faut d'urgence transporter les réfugiés sur un terrain adapté, c'est-à-dire avec de l'eau. » A la hâte, on monte des armoires métalliques. On apporte des caisses marquées du drapeau étoilé de la Communauté européenne. Étienne Engels, logisticien coordinateur de Bruges, et le docteur Heink Riethma installent l'antenne. En bas, dans la vallée, à proximité du camp militaire défendu par des barbelés et par des hommes, le doigt sur la détente, c'est toujours la curée. Tous les camions envoyés par les Kurdes de Turquie sont pris d'assaut. Mais les soldats turcs sans vergogne n'oublient pas de prélever leur part de butin.

## « Doktor ! Doktor ! »

Cet homme au visage mangé par la barbe était ingénieur. Sa femme a conservé un soupçon d'élégance avec ses boucles d'oreilles en or. L'un et l'autre tiennent dans leurs bras un enfant : le garçon tenu par le père est enveloppé de bleu. La fille, dans les bras de sa mère, est habillée de rose. Les parents se lamentent. Avec d'autres, il interpellent les médecins, interminable litanie des « Doktor ! Doktor ! »

Il y a là un membre du Parlement kurde, créé en 1976 à Arbil par Saddam Hussein. Il s'appelle Bechar al-Sandi. Il a 35 ans. « De l'eau, qu'on nous donne de l'eau », dit-il. Autour

de lui, quelques sages : médecins, ingénieurs, professeurs : « Nous avons encore dix mille d'entre nous de l'autre côté de la frontière, là-haut, derrière la montagne. Nous vivons le pire moment de l'histoire du peuple kurde. Regardez-nous : nous sommes des médecins, des ingénieurs, des avocats. Le malheur nous a transformés en loqueteux. »

Petros Thomas Gourgis a 28 ans. Il parle français. Il l'a appris à Mossoul, chez les dominicains. Il dit : « Nous sommes ici plus de cinq cents familles chrétiennes. Écrivez bien que le Pape doit trouver une solution à nos peines. » Un haut-parleur a été installé dans un coin du camp. On entend : « Attention, attention, un enfant de 7 ans a été égaré... » On est en plein surréalisme. Petros poursuit : « Dans quelques jours, il n'y aura plus une goutte d'eau ici. »

Un des cimetières du camp, au flanc d'une vallée. Soixante-dix tombes déjà entourées de petits cailloux blancs. Ici, on enterre un homme de 70 ans. Pas de cérémonie. Ses fils médecins sont installés en Angleterre et en Iran. Un autre chrétien s'approche : « Regardez-moi, je ne me suis pas lavé depuis deux semaines. Regardez ma chemise sale, ma barbe hirsute. Je n'ai pratiquement pas mangé. J'ai bu de l'eau croupie. J'ai du sang dans les urines et la dysenterie. Faut-il que je crève ici sur place ? »

Daniel, 31 ans, chrétien lui aussi, veut écrire au Pape : « Je lui dirai : ne nous abandonnez pas. Trouvez une idée. Arrachez-nous au malheur... »

D'un coup de pied, un fossoyeur écarte la tête d'un mouton mort dont les viscères pourrissent un peu plus loin. Il creuse une toute petite tombe. Il n'a pas beaucoup de forces. Il souffle. A côté de lui, un paquet enveloppé d'un bout de couverture jaunâtre. C'est le corps de Reher, 10 mois, mort cette nuit. L'homme n'a pas dit la vérité à sa femme. Il lui a simplement affirmé qu'il emmenait le bébé au « doktor ». Il a tourné dans le camp pendant des heures avant de se résigner à trouver une pelle pour, à son tour, creuser. A côté du bébé, son linceul en plastique bleu. Un sac poubelle.

F. L.

# Le Parlement d'Ankara assouplit la législation

*Le Parlement turc a levé vendredi l'interdiction datant de 1983 de l'usage du kurde. Un geste trop tardif pour les habitants du Kurdistan turc.*

DIYARBAKIR :  
de notre envoyé spécial  
**Xavier GAUTIER**

Levée de l'interdiction de l'utilisation de la langue kurde, formellement interdite par les militaires en 1983 ; suppression des articles qui réprimaient le délit d'opinion et la création d'un parti communiste : à l'issue d'une longue séance nocturne, vendredi dernier, le Parlement d'Ankara a adopté un projet de loi qui libéralise la vie politique turque pour la première fois depuis la création de la république, en 1923, tout en comportant des dispositions pour faire respecter l'« intégrité de l'Etat ». La nouvelle loi devrait entraîner la libération conditionnelle de plus de quarante mille détenus. Pourtant...

« Tout ça arrive trop tard. Il y a eu trop de répression, trop d'emprisonnements, trop de mensonges. Les Kurdes, vou-

lant être Kurdes n'ont pas de place dans la société turque. » Celui qui parle ainsi, en réprimant à grand-peine sa passion, n'est pas un membre influent de la Commission des droits de l'homme.

Dans le *kürt kahve* (maison de thé) de Diyarbakir, Ali (\*), trente ans, se présente : acteur, au chômage.

Ce solide gaillard à la farouche moustache en crocs et au profil d'aigle a joué le rôle du frère kurde vengeur dans le film-mythe de Yilmaz Güney, *Yol* (« Le Chemin »).

## Le droit aux palabres

Mais jamais cette « star amateur » n'a pu voir son exploit. Reconnu comme un chef-d'œuvre international, le film, qui date de 1982, est toujours interdit de diffusion ici. Quelques cassettes circulent sous le manteau. Si leurs détenteurs étaient pris, ce serait la prison ferme. Pour plusieurs années.

Parce qu'e, vu du bureau des censeurs à Ankara, *Yol*, cette ode à la liberté et aux Kurdes, est un film « politique ».

Pas le droit de publier des textes, des vidéos ou des chan-

sons à message, sans parler de l'enseignement d'une langue dont les premiers écrits datent du VIII<sup>e</sup> siècle : voilà quelle était la réalité dans le sud-est de la Turquie, où vivent de huit millions à dix millions de Kurdes. « Et ça ne devrait nullement changer avec la nouvelle loi », peste Ali. Parce que celle-ci ne permet, en fait, qu'une seule chose : « de discuter entre nous dans nos cuisines et nos arrière-boutiques. Ce que nous faisons de toute façon depuis toujours ».

La femme de l'ex-maire de Diyarbakir, Leila Zane, a enfin l'espoir de voir son mari, emprisonné depuis dix ans pour « délit d'opinion », sortir de derrière les barreaux. « Pour y retourner dès qu'il tentera de relever la tête ? » questionne-t-elle.

Si, à Ankara, la tentative de Turgut Özal de soulever la chape de plomb sur ce peuple qu'on appelait naguère encore les « Turcs montagnards » apparaît sincère, voire courageuse ; vue des murailles de basalte noir de Diyarbakir, c'est une mascarade.

Ali raconte : « Yol a été pour nous une brève lueur d'espoir. Nous avions tourné le film en kurde. C'était strictement interdit. » (Une décennie plus tard notre entretien se déroulera en turc.) Pour présenter le film à la censure, Yilmaz Güney a réalisé une version en turc. Elle a été refusée.

La plupart des acteurs de *Yol* ont été emprisonnés sous le régime des militaires. Quant à Ali, il n'a simplement jamais retrouvé de travail — il était débarrasseur — dans sa ville natale.

L'avenir, il aimerait pourtant ne pas l'appréhender en noir « Nous sommes un peuple habitué à souffrir. Mais j'ai terriblement peur quand je vois comment ils nous forcent à courber la tête, ou à partir dans les montagnes rejoindre la guérilla. » Et puis, à ses yeux, c'est simple : « Rien changera tant que le droit de voir *Yol* dans sa version originale restera réprimé dans les faits. » Parce que, « dans la plus belle scène du film, un héros arrive dans la ville d'Urfa (non loin de la frontière syrienne), et qu'un sous-titre présente fièrement : Urfa, Kurdistan ».

X. G.  
se  
re  
re  
tion.

L'aide aux réfugiés kurdes s'amplifie

# Les États-Unis lancent l'opération « Provide Comfort »

*Les États-Unis viennent d'affecter d'importantes forces militaires aux opérations de secours aux Kurdes. La France a présenté, de son côté, des « propositions » pour leur retour en Irak.*

L'aide aux réfugiés kurdes vient de s'amplifier avec le lancement par les États-Unis de l'opération « Provide comfort » (« Porter secours ») et la formulation par la France de « propositions concrètes » visant à permettre le « retour des réfugiés dans leurs foyers avec l'assistance et sous la protection de l'ONU ». Ces propositions, dont la teneur n'a pas été précisée par le Quai

d'Orsay, ont été présentées au secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar.

Washington a décidé d'affecter d'importantes forces militaires à l'aide humanitaire aux réfugiés kurdes. Près de quatre mille huit cents militaires américains sont déjà engagés dans ces opérations, et trois mille cinq cents autres, venus de Sicile, de Grande-Bretagne et d'Allemagne, sont

en route pour la frontière turco-irakienne. Ces soldats sont chargés de fournir produits alimentaires et abris temporaires. Des équipements et des médecins américains doivent également arriver incessamment.

Samedi, le président George Bush a cependant vigoureusement réaffirmé sa politique de non-intervention militaire, affirmant que le peuple

irakien devait décider lui-même de son avenir et que pas un seul soldat américain ne sera entraîné dans une guerre civile « qui se déroule depuis des lustres ».

La CEE, qui avait décidé de consacrer 180 millions de dollars à l'aide humanitaire aux populations irakiennes déplacées, a annoncé qu'elle allait prendre en charge un camp de réfugiés en Turquie, dont l'em-

placement n'a pas encore été déterminé. Dans le même temps, les autorités d'Ankara s'approprient à déplacer vers des zones moins inhospitalières les quatre cent mille Kurdes qui se trouvent des deux côtés de la frontière.

A Téhéran, le Conseil suprême de sécurité nationale, la plus haute instance du pouvoir, s'est déclaré favorable à une action internationale pour le « retour des réfugiés irakiens en coordination avec le gouvernement irakien ». L'Iran a indiqué à plusieurs reprises qu'il entendait « garder ses frontières ouvertes », mais que ses « capacités d'accueil » ne lui permettaient pas d'accueillir

l'avantage de réfugiés. Selon Radio-Téhéran, le nombre de ces derniers sur la frontière irano-irakienne aurait dépassé « les huit cent mille ». Trois mille d'entre eux, a ajouté le journal iranien *Kayhan*, pour la plupart des enfants et des personnes âgées, auraient péri de froid et de faim au cours des quatre derniers jours. Saddam Hussein a curieusement émis la même proposition. En visite à Erbil, chef-lieu du Kurdistan, le président irakien a appelé, en effet, au retour des réfugiés qui ont été « forcés de partir ». Dans un message très ambigu, Saddam Hussein a affirmé : « Aux assassins, aux violeurs de l'honneur du peuple, nous ne pouvons rien garantir. Mais

les autres, ceux qui ont été forcés de partir, nous n'avons rien contre eux. »

A l'issue d'un entretien avec l'envoyé spécial de l'ONU, Eric Suy, le premier ministre irakien, Saadoun Hammadi, a confirmé à son tour, hier, que son pays allait « tout mettre en œuvre pour le retour au pays des Kurdes ».

## Début du retrait américain

Dimanche, l'armée américaine a entamé son retrait d'Irak après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu officiel. Les unités américaines ont

commencé à quitter les positions qu'elles occupaient au sud de l'Euphrate pour rejoindre la zone démilitarisée qui sera contrôlée par des observateurs de l'ONU. La veille, les premiers éléments de la Mission d'observation des Nations unies en Irak et au Koweït (Monuik) étaient arrivés à Koweït-City. Cette force de maintien de la paix devrait compter dans les prochains jours mille quatre cent quarante personnes, venant de trente-quatre pays; dont, pour la première fois, des représentants des membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS). (AFP Reuter, AP.)

## Ce sont, avec les vieillards exsangues, les premières victimes de cette marche harassante vers le refuge aléatoire d'un camp.

Frontière irano-irakienne :  
de notre envoyée spéciale  
Irina de CHIKOFF

Djamila, sept ans, a été ensevelie en amont du col de Chihleh, à plus de 2.500 mètres. En aval, l'âne qu'aimait Ahmed, neuf ans, s'est effondré dans la neige avec tout son chargement. Sans un mot, on a abandonné Djamila sous la terre et sous des pierres qui marquent sa tombe. Le père d'Ahmed a réparti la cargaison de l'âne entre les six membres de sa famille. Ahmed porte sur le dos deux baluchons trop lourds pour son âge. Il ne songe pas à se plaindre. Il est l'aîné. Sa petite sœur marche derrière lui, pieds nus. Elle tremble de tout son corps.

Ils pleurent, mais en silence. Leur mère porte dans ses bras le dernier-né, l'enfant a déjà les yeux réveillés. Le père est plié en deux sous le fardeau qu'il porte. La famille progresse lentement le long de la piste qui passe par le col de Chihleh avant de redescendre vers Sardasht, une ville du sud de l'Azerbaïdjan iranien, qui compte environ vingt mille habitants. Trois postes-frontière entre l'Irak et l'Iran conduisent à Sardasht par des chemins escarpés. Trois camps de transit pour les réfugiés kurdes fonctionnent déjà autour de la cité, où on ne trouve plus que des galettes, du fromage et des œufs à manger. Dans ce camp du Croissant-Rouge, plus de soixante mille personnes sont entassées sous des tentes de toile noire. L'hôpital de Sardasht est débordé. Dans les écoles, les mosquées, au milieu d'un square municipal, mais aussi dans les rues et sur les terrains vagues, les réfugiés qui ont réussi à passer l'épreuve de la montagne attendent leur transfert vers d'autres camps mieux adaptés pour leur accueil.

### Le froid et les mines

Là-haut, Ahmed et sa famille ne savent rien de ce qui les attend en Iran. La peur des troupes de Saddam Hussein les a poussés hors de leur village, non loin de Suleymania, où les pechmergas ont perdu leur bataille contre la Garde républicaine. Le visage d'Ahmed est bleu. Celui de sa petite sœur est marbré. Ils marchent de

puis douze jours. La nuit, ils se recroquevillent dans l'unique couverture qui reste à la famille. Au péril de sa vie, le père quitte la piste et, passant par-delà les barbelés qui signalent que le terrain est miné, il cherche du petit bois pour allumer un feu sur lequel la mère, qui a encore un peu de farine, va faire cuire des galettes. Pour le bébé, il n'y a plus de lait depuis longtemps. Elle ne voulait pas lui donner l'eau de la rivière, et puis... L'enfant se vide. Ahmed et sa petite sœur portent des marques de brûlures sur les mains et sur les pieds. Ils se rapprochent toujours trop de la maigre flamme. Ils ont si froid.

## La poursuite des combats

Selon un porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan, basée à Damas, les troupes de Saddam Hussein ont lancé de nouvelles attaques au Kurdistan irakien. « Des centaines de réfugiés ont été tués ou blessés au cours des trois derniers jours par les hélicoptères, les chars et l'artillerie de Saddam, dans les reliefs surplombant Suleymania et sur les routes menant en Turquie. » Ces informations n'ont pas été confirmées de source indépendante. De son côté, l'opposition chilite a annoncé qu'elle continuait de harceler les troupes gouvernementales dans le Sud Irakien. « Le port de Bassorah continue d'être chaque jour le théâtre d'attaques surprises », selon l'Organisation d'action islamique.

La file du col de Chihleh, qui s'étend en Irak sur 5 ou 10 kilomètres, selon les témoins, n'avance pratiquement plus depuis plusieurs jours. Au détour d'un virage, il y a eu un glissement de terrain, et la piste est coupée par une véritable fosse pleine d'eau boueuse. Un seul véhicule — de toute façon, il n'y a pas de place pour un autre — hale les voitures de l'autre côté du chemin.

Les piétons contournent la route à travers la neige. Chacun tente de mettre ses pas dans ceux du réfugié qui le précède pour ne pas sauter sur une mine, mais très vite, chaque parcelle de terrain

se transforme en bourbier où l'on s'enfoncé jusqu'aux genoux. Cinq mille personnes parviennent quotidiennement à Sardasht par la route du col de Chihleh.

Tous les réfugiés vivent le même cauchemar dans la montagne, où les secours ont commencé seulement hier à parvenir. Ils racontent tous aussi la même histoire, de sang et d'exil. Ils parlent de leurs maisons, de leurs villages désertés, où les vieillards eux-mêmes ne veulent plus rester.

### Le mirage de 1946

Elle a peut-être soixante-quinze ans ou davantage. Maigre, jaune, édentée, elle s'appuie sur son petit-fils vêtu de haillons. Chacun de ses pas est une souffrance. La boue épaisse aspire ses chaussures trop grandes, et elle pousse un cri pitoyable en tentant d'extraire ses pieds de la mélasse spongieuse. Avec une dignité et une patience étonnantes, son petit-fils l'encourage dans son effort désespéré pour ne pas se laisser tomber par terre et mourir comme une bête. Nombre de réfugiés ne parviendront à Sardasht que pour s'y éteindre dans un coin d'hôpital. Par-delà la douleur, les vieilles gens, à la vue de cette ville, forcent soudain l'allure. Ils glissent, dérapent, mais se relèvent. Ils croient qu'ils vont vers l'Etat fondé par Mohammed Qasi en 1946. A Sardasht, ils s'effondrent, un sourire étrange sur leurs lèvres gercées.

Ahmed ignore encore presque tout de l'histoire de son peuple. Pourtant, à neuf ans, il connaît déjà le malheur kurde. Il regarde avec ses grands yeux sombres monter, à contre-sens, des miliciens iraniens armés. Sa petite sœur aussi s'est arrêtée. Elle est minuscule au creux des montagnes, plus pâle encore d'avoir les pieds dans la neige. Le milicien iranien ne parvient pas à retenir ses larmes. Il repart en courant vers sa jeep laissée en contrebas, revient essoufflé et jette sur les épaules de l'enfant une couverture, puis il se détourne gêné. Le père ne dit rien. La mère sert plus fort son dernier-né contre sa poitrine. La famille, en file indienne, reprend sa route, et la couverture fait une longue traîne de boue à l'enfant qui, comme Djamila, ne parviendra peut-être jamais à Sardasht où d'autres enfants arrivent trop tard pour être sauvés.

I. C.

# Dans la montagne, le calvaire des enfants



## LE POINT

15 AVRIL 1991

EUROPE

## L'épreuve kurde

*En volant au secours des Kurdes, les Douze avaient simplement omis d'en avertir Bush. Ils ont vite compris que l'Europe — politique ou de défense — passera obligatoirement par Washington.*

**B**ravo! Dans la soirée du lundi 8 avril, on applaudissait: se ralliant au panache blanc de John Major, les Douze, réunis ce soir-là en un sommet extraordinaire à Luxembourg, se sont hissés, en volant au secours des Kurdes, sur cette scène internationale dont ils avaient été largement absents pendant la guerre contre l'Irak. Comme l'avait proposé le Premier ministre britannique — jouant le bon européen, tout en contraste avec Margaret Thatcher — les responsables de la Communauté ont réclamé l'installation d'une zone de protection pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Ils ont, en outre, décidé de leur allouer 1 milliard de francs environ.

Mardi, pourtant, les hourras étaient plus tempérés. La démarche britannique était improvisée: d'emblée, les Etats-Unis, qui n'avaient pas été prévenus, ne l'ont pas aimée. Rien, du coup, ne paraissait plus possible. Cruel rappel de cette réalité essentielle au moment où les Douze négocient un nouveau traité: tous les chemins menant à l'Europe politique, c'est-à-dire à une politique étrangère et de sécurité commune, passent à un moment ou à un autre par Washington.

Finalement, les Américains, après une conversation téléphonique de vingt minutes entre Bush et Major, mercredi soir, ont infléchi leur position. D'une part, ils ont interdit toute action militaire contre les réfugiés kurdes, ce qui pourrait constituer une sorte de zone de protection de facto au nord. D'autre part, ils ont obtenu du Conseil de sécurité l'instauration d'une zone tampon officielle dans le sud du pays: des observateurs et des Casques bleus de l'Onu viendront s'installer le long de la frontière irako-koweïtienne. Ce qui permettra à George Bush de rapatrier au plus vite les « boys » américains — son principal souci désormais.

Le Président américain a fait ainsi

coup double: il a satisfait son opinion tout en ménageant ses alliés européens. Ceux-ci y seront d'autant plus sensibles que Bush recevait précisément, jeudi à la Maison-Blanche, le Luxembourgeois Jacques Santer, président en exercice de la Communauté, et Jacques Delors, président de la Commission européenne, venus lui parler des pays de l'Est, du Moyen-Orient, des négociations commerciales du GATT et surtout de l'Otan et de la construction européenne. Ce faisant, ils devaient pénétrer au cœur de ces relations transatlantiques qui conditionnent très largement l'avenir des Européens. Celui des Américains aussi, d'ailleurs, puisque, comme le dit l'un des leurs: « *Notre sécurité est étroitement liée à celle de l'Europe. L'Otan sert à notre sécurité. On a parfois tendance à l'oublier.* »

Dans les relations entre l'Europe et les Etats-Unis, grâce à la guerre contre l'Irak, le baromètre est actuellement au beau fixe. En témoigne cet officiel américain: « *Pour la première fois depuis 1945, nous avons combattu ensemble. Nous avons mêlé nos sangs pour une cause commune. De part et d'autre de l'Atlantique, il devrait y avoir maintenant un sentiment affermi de confiance réciproque. C'est une bonne base pour aller de l'avant.* » A condition que, pour les uns et les autres, le cap soit le même.

En outre, l'une des principales pommes de discorde entre Américains et Européens, traditionnellement, tient aux relations commerciales. La politique agricole des Douze fait l'objet d'attaques constantes et virulentes, depuis des lustres, de la part de tous les gouvernements américains. Il se trouve que, pour quelque temps, ces affaires-là sont en sommeil. Après l'échec des négociations du GATT, en décembre dernier à Genève, le président Bush doit obtenir de son Congrès la prolongation du droit de négocier librement des accords commerciaux. Or le Congrès, qui a de fortes ten-

dances protectionnistes, n'y consentirait sans doute pas si l'on se trouvait au plus chaud d'une bagarre commerciale. La Maison-Blanche — et surtout celle qui négocie en son nom, Carla Hills — garde donc pour l'heure un profil bas.

Mais cela ne signifie pas que les Etats-Unis, requinqués par l'équipée du général Schwarzkopf en Irak, seule superpuissance désormais dans le monde, soient enclins à concéder sans barguigner quelques parcelles de leur leadership. Le Moyen-Orient en offre un bon exemple. Washington souhaite une conférence régionale pour régler le différend israélo-arabe, Paris et l'Europe préfèrent une conférence internationale. Dans le climat idyllique du moment, on s'échange des gracieusetés: lundi dernier, par exemple, le sommet européen a salué les efforts déployés par les Etats-Unis pour trouver une solution à cette crise et souhaité le succès de leurs démarches. Du côté américain, on dit volontiers qu'une conférence internationale peut être envisagée à un moment ou à un autre. Mais Washington, dans le même temps, « oublie » l'Europe dans l'organisation de sa conférence régionale et les Douze, ulcérés, font savoir que la Communauté, « *en tant qu'acteur important en Méditerranée, doit y être associée* »...

L'essentiel n'est pourtant pas dans ces agaceries, mais dans le projet d'union politique de l'Europe. Dans leur lettre du 6 décembre dernier à leurs collègues européens, le chancelier Kohl et François Mitterrand ont pris parti pour une Europe qui étendrait sa compétence à une politique étrangère et de sécurité commune. Et, à terme, à une défense commune. Pour cela, ils proposaient que l'UEO (Union de l'Europe occidentale) soit, sans doute en 1998, intégrée dans la Communauté. Née en 1954, l'UEO est en principe l'organisation militaire de l'Europe. Mais, jusqu'à ces derniers mois, cet organisme, dont trois Etats



de la Communauté ne sont pas membres (le Danemark, la Grèce et l'Irlande, qui est neutre), est resté une sorte de coquille vide. Il n'a trouvé un peu d'activité qu'avec la guerre du Golfe: on l'a alors chargé de coordonner l'action - navale notamment - des Européens.

C'est cette UEO qui, pour les Allemands, les Français, et avec eux la plupart des pays de la Communauté, doit devenir un jour le « bras armé » d'une entité européenne. Jacques Delors, avec cet art de l'ingénierie politique dont il est doué, a inventé, pour faire avancer les Douze de manière irrévocable dans cette voie, l'un de ces cliquets dont il a le secret: dans un projet de traité sur l'union politique proposé par la Commission, il a inclus l'article 5 de l'UEO, qui prévoit qu'au cas où l'un des Etats membres ferait l'objet d'une agression armée les autres lui porteraient aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, y compris militaires.

Le projet Kohl-Mitterrand - et, plus encore, celui de Delors - a littéralement fait bondir les Américains et, à l'intérieur de la Communauté, ceux qui en sont les plus proches: les Britanniques et les Néerlandais.

Pour Washington, la sonnette d'alarme a retenti. « Ne créez pas, avertissent les Américains, une organisation parallèle, une réplique de l'Otan qui, en quelque sorte, affaiblirait l'Alliance. » Et, pour faire bonne mesure, on précise: « Notre sécurité et celle de l'Europe occidentale sont indivisibles. » En vérité, personne, de ce côté-ci de l'Atlantique, ne songe à remettre en question l'Alliance atlantique, la présence américaine en Europe, ni les liens de l'Europe avec l'Alliance. Il n'empêche que la Grande-Bretagne et les Pays-Bas relaient à l'intérieur de la Communauté les inquiétudes américaines.

Dans ce camp-là - Etats-Unis, Pays-Bas et, de façon plus nuancée, Grande-Bretagne - l'UEO ne doit servir, au plus, que de passerelle entre l'Otan et l'Europe.

Naturellement, l'argumentaire américain - qui dissimule aussi, on s'en doute, le désir de ne pas renoncer au principal canal de leur influence sur l'Europe - est plus sophistiqué et plus technique que l'on ne le dit ici. Un expert bruxellois le balaie toutefois d'une phrase: « Dans plusieurs pays d'Europe, après le naufrage soviétique, l'Alliance ne suffira plus à mobiliser les opinions. Si un effort de défense peut être fait, ce ne sera qu'au nom de l'Europe. »

On reconnaît à Washington que l'Alliance doit aujourd'hui évoluer, trouver peut-être un autre contenu.

(Les Américains ne seront d'ailleurs pas les seuls à devoir s'adapter, dans cette optique. Que feront, en particulier, les Français?) Mais il demeure une crainte profonde: que, dans l'avenir, les Européens se consultent entre eux et prennent des décisions dont ils viendraient ensuite informer les Américains, ceux-ci ne pouvant tenter de les modifier sans s'entendre répondre: « Impossible! Nous avons eu déjà trop de mal à nous mettre d'accord entre nous. »

Les Américains redoutent d'autant plus une telle exclusion qu'ils pourraient être ainsi entraînés, malgré eux, au nom de la solidarité atlantique, dans des confrontations armées auxquelles ils seraient tout à fait étran-

gers. Mais cette difficulté-là, réelle, peut très bien être surmontée par la négociation.

Dans un important discours, le 7 mars dernier à Londres, Jacques Delors avait dit: « L'Europe doit se vouloir européenne. » Et il ajoutait: « Les Etats-Unis n'ont rien à espérer d'une Communauté politiquement muette et économiquement subordonnée. Ils l'ont compris - je l'espère, tout au moins. » Puis le président de la Commission enfonçait encore le clou en disant que si c'était bien le cas - ce qui reste à démontrer - la balle serait désormais dans le camp des Européens: « A eux de prendre leurs responsabilités et d'en assumer le poids. » On ne saurait mieux dire. ● ALAIN DAUVERGNE

International Herald Tribune April 16, 1991

## Hopscotch Amid Graveyards

At a Refugee Camp in Turkey, the Contrasts Are Stark

By Chuck Sudetic  
New York Times Service

ISIKVEREN, Turkey — At a squalid refugee camp in this remote, mountainous border region, there were signs that dire conditions were easing for the Iraqi Kurds after a relentless two-week battle against rain, mud, thirst, hunger and illness.

The sun had dried much of the steep muddy road leading up several thousand feet to the base of the encampment of about 150,000 refugees, and the wheels of a big international rescue operation had begun to creep forward.

"The weather has improved, and that is very important in getting stuff up to them," said Jacques de Milliano, the director of Iraqi Kurdish relief for Doctors Without Borders, a French humanitarian aid organization. "For some now, the situation is not so bad, but for others it is still critical."

"There are fit ones," he said, "families that got food and water. Those are the ones with laughing and smiling children. But there are still many people who haven't gotten enough food, and in our health center you see a lot of dehydrated children and critically ill old men and women."

The contrasts in the camp are stark. A brother and sister amused themselves Sunday by playing house with a miniature toy tent they had made from a rag and some small stones. Other laughing children traced hopscotch squares into

a muddy camp road not far from a makeshift graveyard. The men of one Kurdish family had dug a grave there for an infant who, like dozens of babies here, had died of dehydration.

No one knows how many people have died in the camp, which has about half a dozen graveyards.

Safe water remains the refugees' single most critical need.

The path up the mountain to-

behind two water trucks. Relief workers said a decision had not been made about building a pipeline to pump fresh water up from the valley below.

Human excrement surrounds many of the tents, and the entrails and limbs of butchered goats and sheep lie rotting here and there. A pall of smoke from wood fires lingers over the camp.

"Sanitation is very, very bad, and if we don't fix it immediately, we're going to have a disaster," said Pierre Pirlot, team leader of the rescue operation for the United Nations High Commissioner for Refugees.

Doctors said they feared an outbreak of typhus or cholera if sanitation were not improved before warm weather arrives.

Food distribution at the camp turns into riots. Crowds of men swarm over every arriving truck, ripping open cartons and tossing packages to family members waiting below, who carry the food up a steep road to their tents.

Turkish soldiers often fire into the air to try and keep order.

Piles of wasted food and clothing lie at sites where mobs have unloaded the supply trucks.

"It's criminal not to have coordination," Mr. de Milliano said. "There is no organization here. There are no leaders."

"Survival of the fittest," he added. "That will be the story of the camps."

**No one knows how many people have perished in the camp, which has about half a dozen graveyards.**

ward Iraq was crowded, not with Kurds returning to their homes, but with columns of refugees, mostly women and children, lugging pans, buckets and plastic sacks of muddy snow that they boil for drinking and cooking.

"If the snow melts off, the people will all be dying," said Hammad Ahmed, 38, the father of three. "Thank God it is cold weather. The stench would be unendurable."

Disciplined by Turkish soldiers who sometimes beat them with branch switches, refugees were lined up for several hundred yards

**GALAL TALEBANI**

LIDER DE LOS KURDOS IRAQUIES

# «**OCCIDENTE HA TRAICIONADO AL KURDISTAN QUE COMBATE A SADAM**»

El ejército de **Sadam Hussein** ha vuelto a hacerse cargo de la situación, reconquistando muchas ciudades *liberadas* por la guerrilla kurda y chiíta. El secretario general de la Unión Patriótica de Kurdistan, **Galal Talebani**, admite la derrota de sus *peshmargah* (guerrilleros kurdos) y acusa a Occidente de cómplice con el dictador iraquí.

Por **HASSAN JAVANSHIR** (Beirut)

**TEMPO**  
15 ABRIL 1991

● —El «sueño» de un Kurdistan libre y un Iraq sin **Sadam Hussein** ha durado tan sólo unas semanas. ¿Por qué ha fracasado el levantamiento de los kurdos en el norte y de los chiítas en el sur?

—Habíamos conseguido liberar casi todo el norte del país, incluidos grandes e importantes centros urbanos como Mosul y Kirkuk. Bastaba una señal de solidaridad para poder derrotar el régimen de **Sadam Hussein**. Pero además de encontrarnos solos, nos hemos encontrado aislados por los que decían que querían acabar con el dictador de Bagdad.

—¿Quiénes creían que les iban a apoyar?

—Durante días y semanas hemos esperado una señal por parte de la Comunidad Económica Europea o de las Naciones Unidas. Una señal que no ha llegado. Por el contrario, Occidente, que se ha declarado neutral en la lucha contra el régimen de **Sadam**, ha favorecido al dictador. La gente se ha sentido abandonada y desilusionada. Para un kurdo es difícil entender por qué Europa y Estados Unidos durante años han ayudado a los muhaidines afganos en su lucha contra el invasor soviético y han armado a un régimen invasor y expansionista como el de **Sadam Hussein**. No hay que olvidar que en 1988 el ejército

iraquí atacó a la población kurda con las armas químicas gracias a la indispensable ayuda de Occidente, sin provocar la indignación de Europa.

—Usted es muy crítico con los europeos, ¿qué piensa en cambio de Estados Unidos?

—También ellos tenían que haber entendido la realidad de la situación de los kurdos; la fuga de ochocientos mil personas hacia Turquía y las ciudades arrasadas no eran otra cosa que la prue-



ba de la invasión de Kuwait. Su silencio en 1988 sonó a los oídos de **Sadam Hussein** como una autorización a invadir Kuwait. Pero entre nosotros, los kurdos, y los kuwaitíes hay una diferencia: nosotros jamás aceptaremos combatir por órdenes ajenas y por voluntad de otros. El enrolamiento de los kurdos por dólares es algo que no hay que tomar en consideración. Nosotros no vamos en busca de salvadores ni mucho menos de financiaciones. Nuestra lucha es para nuestra libertad.

—¿Pero alguien les dio las armas?

—En las últimas semanas hemos requisado gran cantidad de material bélico al ejército iraquí. Han sido cinco las divisiones que se han rendido a nuestros *peshmargah* (guerrilleros kurdos) con todo su armamento. Además, doscientos mil *gash* (kurdos enrolados por militares de Bagdad) han desertado, pasando a las filas de la resistencia.

—¿Y los sirios no les han ayudado?

—Su apoyo ha sido principalmente político. Lo mismo vale para Libia y para la República Islámica.

—En algún lugar sus «*peshmargah*» han tenido que adiestrarse...

—En Siria, pero con nuestras armas adquiridas en el mercado. Ser independientes siempre ha sido uno de los principios básicos de nuestro movimiento.

—¿Qué es lo que piden en concreto

**«La ocupación de Kurdistan por parte de los iraquíes se remonta a 1925 y desde hace años su población es rehén del régimen de **Sadam Hussein**»**



**los kurdos, la independencia o la autonomía?**

—Los kurdos piden el reconocimiento de su derecho a la autodeterminación, con la esperanza de tener en el futuro un Estado nuestro independiente. Admitimos que hoy es prácticamente imposible modificar las fronteras de cinco países (Iraq, Turquía, Irán, la Unión Soviética y Siria) para dar lugar a un Estado kurdo. En este contexto, tanto la Unión Patriótica de Kurdistán como la gran mayoría de los demás movimientos kurdos en Iraq y en otros países no pedimos la independencia en esta fase, sino simplemente el reconocimiento de nuestros derechos democráticos.

**—¿Qué es lo que pide específicamente su organización?**

—Nosotros queremos formar parte de Iraq y convivir pacíficamente con nuestros hermanos árabes en el marco de un país democrático y federativo. Estamos convencidos de que sin un régimen democrático en Bagdad no existe ninguna posibilidad para los kurdos de

obtener el reconocimiento de sus derechos, así como estoy convencido de que ningún gobierno iraquí puede proclamarse democrático sin reconocer los derechos de nuestro pueblo.

**—Turquía, que durante años ha sido el país donde se prohibía incluso hablar el kurdo, hoy se ha convertido en uno de sus principales sostenedores...**

—Recientemente he hablado con los representantes del gobierno de Ankara. Han sido unos encuentros que no dudo en definir positivos y fructuosos. Espero que en el futuro haya una mayor colaboración entre kurdos y turcos...

**—¿No cree que esta nueva disponibilidad del Gobierno turco está relacionada con sus antiguas reivindicaciones sobre las ciudades iraquíes de Mosul y Kirkuk, que además son dos importantes centros petrolíferos?**

—Considero a Mosul y a Kirkuk dos ciudades del Kurdistán iraquí y, por tanto, parte integrante de este país. Estoy en contra de cualquier desmembramiento de Iraq.

**—Su organización y los demás grupos de la oposición se han reunido recientemente en Beirut. Sin embargo, no han conseguido unirse seriamente para formar una alternativa creíble al régimen de Sadam Hussein. ¿No habrán**

**sido sus divisiones lo que ha desalentado a Occidente para apoyarles?**

—En Beirut hemos acordado la creación de un comité para la coordinación de las acciones de todas las fuerzas de la oposición para favorecer la derrota de Sadam Hussein. En esa ocasión nos habíamos fijado dos objetivos: uno militar para acorralar al régimen y el otro político con el objetivo de crear un gobierno democrático de transición. El papel de los kurdos en la mediación entre los chiítas y los comunistas, los nacionalistas y los liberales, ha sido decisivo, es una verdadera pena que el mundo no nos haya dejado actuar.

**—Con gran habilidad Sadam ha conseguido sobrevivir tanto en la derrota militar en Kuwait como en la rebelión interna. ¿Cómo ve el futuro de Iraq?**

—El país está en el caos total y la situación no cambiará hasta que no haya democracia en el país. Occidente está engañado si piensa que podrá resolver la situación con un golpe. Sin embargo, eliminando físicamente a Sadam Hussein con un golpe militar se instaurará en el país no la democracia, sino una nueva dictadura. La solución es la rehabilitación de la democracia y sobre todo del pluripartidismo, que tienen raíces históricas en el país.

International Herald Tribune April 16, 1991

# EC Wants to Try Saddam Hussein For War Crimes

## Foreign Ministers Also Lift Most Sanctions on Pretoria

By Charles Goldsmith  
*International Herald Tribune*

LUXEMBOURG — European Community foreign ministers agreed Monday to ask the United Nations to seek a trial that would hold President Saddam Hussein of Iraq personally accountable for the deaths of Kurds in Iraq and for the invasions of Iran and Kuwait.

The EC ministers also lifted most remaining sanctions against South Africa to reward the South African government's progress in dismantling apartheid.

Action against Mr. Hussein was proposed by the German foreign minister, Hans-Dietrich Genscher, who considers the Iraqi president "guilty of genocide and war crimes," a spokesman said.

Mr. Genscher said the Community should "jointly ask that Saddam Hussein be called personally to account for genocide against the Kurds," and for his invasions of Iran in 1980 and Kuwait last year, an EC diplomat said.

Britain suggested that the EC request be channeled through the United Nations in order to prevent an "aimless discussion," said a British Foreign Office minister, Tristan Garel-Jones, representing Foreign Minister Douglas Hurd.

Foreign Minister Jacques Poos of Luxembourg is due to present the Community plan to the UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, at the European Parliament in Strasbourg on Tuesday.

"The ministers consider Saddam Hussein to be personally responsible for the crime of genocide defined by the Geneva Convention of 1948," Mr. Poos said.

"We agreed that the conditions for trying him were there because genocide was perpetrated," he added, "but we left open the precise way Saddam Hussein would be brought to account and how he should be tried."

Diplomats conceded that any measure against Mr. Hussein might be largely symbolic, because it was

unclear how or where the Iraqi leader might be brought to justice.

The United States continues to assist countries in the Gulf investigating possible war crimes but has so far deferred to Kuwait on the issue of trials.

Commenting in Washington on Monday, Marlin Fitzwater, the White House spokesman, said, "We have been looking to Kuwait and the other countries in the region for leadership on this issue, and we still would want to be guided very strongly by what they have to say."

The State Department spokeswoman, Margaret D. Tutwiler, said the war-crimes issue was "not something that we have been actively moving on."

She noted that the UN Security Council resolution on a permanent cease-fire in the Gulf war did not take up the issue.

The matter is likely to come up on Wednesday when Secretary of State James A. Baker 3d meets with EC officials in Europe, Miss Tutwiler said.

Turning to South Africa, the EC foreign ministers lifted a 1986 Community ban on imports of the country's iron, steel and gold coins, rejecting calls by the African National Congress to keep the sanctions in force.

But UN sanctions against South Africa, including a ban on arms trade, will remain in place within the 12-nation Community.

At a meeting in Rome in December, EC leaders lifted a ban on new investments in South Africa and said most other sanctions would be removed as soon as South Africa took legislative action to repeal the Group Areas Act and the Land Acts.

The government of President Frederik W. de Klerk put forward draft laws last month to undo those housing and land segregation laws, leading to the EC decision.

Britain urged further measures, like renewed sporting contacts, to bring South Africa more firmly

into the community of nations.

Earlier, in a special EC intergovernmental conference on political union, most foreign ministers welcomed a compromise proposal put forward by Luxembourg to grant the European Parliament additional powers over Community legislation and to move toward a common EC foreign and security policy.

Mr. Poos said the gap was "getting narrower" on crucial issues, but several other delegations said that wide differences remained and that Mr. Poos's assessment might be too optimistic.

Under the compromise proposal, the 518-member European Parliament would have the right of co-decision in certain areas with the Council of Ministers, which is comprised of representatives of the 12 member states.

The compromise plan stops short of a German-Italian proposal that the Parliament also win the right to initiate EC legislation, a power now enjoyed exclusively by the EC Commission.

Under the codecision plan, a conciliation committee would reconcile differences between the Parliament and the Council. The committee would include 12 members of the Parliament and 12 representatives of the Council.

Mr. Poos admitted that there could be "blockage" over some measures as the result of the new procedure, but he said similar problems existed in any representative government.

In the security field, the compromise proposal says that EC decisions could be gradually implemented through the nine-nation Western European Union, without prejudice to NATO obligations or other existing ties of member states.

The entire relationship between the European Community, Western European Union and North Atlantic Treaty Organization would be reviewed by 1996 after a report to EC heads of state. The treaty establishing the Western European Union expires in 1998.

Britain registered the strongest objections to the proposal.

"We're looking for a strong statement that security issues with defense implications be left to the Atlantic alliance," a British diplomat said, echoing reservations expressed by the Dutch and the Danes. "We don't like the whole section dealing with security policy."

Britain, he said, wants language specifying that the Western European Union "will not take instructions from the European Council," which is the formal name for EC summit meetings.

Straw Men Don't Help the Kurds

WASHINGTON — George Bush's answer to genocide is to insist angrily that "our kids" — his new term of juvenile vulnerability for what he used to call America's armed forces — will not be "sucked" or "shoved" by some sinister outside pressure into anybody else's civil war.

That's the old straw man trick. Three weeks ago, when urged to order Saddam Hussein to freeze all movement of aircraft and armor — which could have saved thousands of innocent lives without a single U.S. casualty — Mr. Bush chose instead to go fishing.

Now the bloody consequences of his moral failure are on view: Americans watch in dismay as helpless and terrified millions are driven into exile, babies dying on the way. Perhaps to assuage his guilt, the U.S. president now creates a straw man: He accuses those who urged a freeze three weeks ago of having wanted to send American ground troops into an endless, millennium-old battle to end Arab tyranny.

Fortunately, his rhetoric is accompanied by a tacit admission of terrible error. He has finally ordered Baghdad to cease killing refugees on pain of U.S. air retaliation. He has begrudgingly followed the lead of the British and French into a "duty to intervene," designating a portion of Iraqi Kurdistan off-limits to Saddam's vengeance; mass murder is no longer "an internal affair."

Equally important, the president has directed U.S. armed forces to take over the logistics of the refugee salvation from overwhelmed humanitarians.

That rescue assignment to the American military is fitting, as a chronologi-

By William Safire

cal account by The Washington Post now confirms that the fatal decision to allow Iraqi helicopter gunships to slaughter anti-Saddam rebels and terrorize Kurdish civilians was urged on President Bush by the chairman of the Joint Chiefs of Staff, General Colin Powell, with only Vice President Dan Quayle in dissent.

If Mr. Bush finds political cover in castigating those who urged him to do three weeks ago what he is doing belatedly, fine — so long as he now moves resolutely to protect the persecuted Kurdish people. But if he blames the victims for "spoiling the victory" by inconveniently striving for freedom, that will compound his blunder.

The Kurds are not being unreasonably fearful in their exodus. They risk freezing and starvation not out of panic but to flee from certain extermination. Don't tell Masoud Barzani about amnesty: Two of his brothers accepted such Iraqi offers in the past decade, to be executed — buried alive — by Saddam Hussein's sadistic thugs.

What is to be done with more than a million refugees? First, intervene without apology to provide emergency food and shelter. Next, set a global example by taking 25,000 Kurds into the United States as political refugees. Then give other Kurds, Christians and Shiite Muslims who fled an incentive of security — guaranteed by the coalition — to return to their villages in Iraq.

Ah, say the White House victim-blamers, but that would create a new Gaza

Strip, where resentment would fester and warriors would breed; better to let Saddam succeed in his final solution to the Iraqi Kurdish problem, and let us humanely drop sandwiches forever on homeless Kurds in camps in Turkey and Iran. (I can build a straw man, too.)

The way to give the Kurds the freedom they deserve is the same way to give Palestinian Arabs, including those driven from Kuwait, the freedom they deserve: Create a new category of sovereignty.

The Kurds seek what Palestinian terrorists scorn: self-government, with cultural dignity respected, within the borders of an existing state. The anti-imperial 1990s cry out for a form of apprentice nationhood or subsovereignty in enclave havens or in territories without clear title.

Not every dispute can be settled once and for all; not every aspiration for independence can be achieved or should be dashed with finality. Where political realities are fluid, diplomacy should be able to find a flexible arrangement that reflects the situation on the ground — that encourages peaceful devolution rather than bloody revolution.

The word bandied about is "sovereignty," which allows the encompassing state a sovereignty limited to defense and central banking, while providing the inhabitants of a region with real autonomy and ethnic identity short of total independence.

Accommodationists, arise! Are diplomats so frozen, uprisers so blindered and international lawyers so hidebound that they cannot create new forms of national association to meet the demands of the times?

*The New York Times*

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, APRIL 16, 1991

THE FINANCIAL TIMES April 16, 1991

# Turkey presses for camps in Iraq as it admits Kurds

By Allison Smith, Emma Tucker and Robert Mauthner in London and John Murray Brown in south-east Turkey

TURKEY yesterday said it was ready to set up more camps for Kurdish refugees from Iraq, but stressed they should be accompanied by more camps on the Iraqi side of the border.

In Ankara, the Turkish capital, officials said the first 20,000 refugees would be moved down from the mountains to a site at Silopi, some 15km inside the country — in contrast to earlier official policy confining refugees close to the border. Silopi is equipped with tents supplied by the United Nations High Commission for Refugees.

Most of the Kurds, however, will remain dependent on the international air drop. The promise of more camps came in London in a meeting between Mr Yildirim Akbulut, the Turkish prime minister, and Mr John Major, his British counterpart. Downing Street said Mr Akbulut said Turkey had already established some camps down from the mountains, but stressed it had to be

a reciprocal process.

Mr Akbulut and Mr Major agreed, however, that the only lasting solution was for the refugees to return home in safety, and Mr Major said he would encourage the UN towards this objective.

The 45-minute bilateral meeting between Mr Major and Mr Akbulut, in London for the launch of the European Bank for Reconstruction and Development, was devoted to discussing the plight of the Kurds.

Mr Akbulut said there were now 400,000 refugees from Iraq in Turkey and the country was spending £1.5m (\$2.6m) a day on them.

Later Mr Douglas Hurd, the foreign secretary, outlined the UK contributions to the relief effort in a statement to the House of Commons. He told MPs Britain would send another six Chinook helicopters to Turkey this week, bringing to nine the number of

UK helicopters helping with relief drops into northern Iraq.

Two UK Chinook CH-47 helicopters made their first drops over the weekend, near Semdinli, where thousands remain cut off by poor roads. Among them are many refugees previously turned back from the Iranian border.

Around 60 US helicopters are being rushed to the region to take food and medical supplies from forward bases at Silopi to the people in most need.

The effects of the air drop are apparent. In camps, the green tenting supplied by the UK is already in use. But without proper co-ordination on the ground aid officials are concerned the real benefits of the air drop may be lost.

"It's no good dropping boxes of powdered milk out of the back of a helicopter where there is no clean water," says one aid official. "The next thing you know, you've started a local black market in all the

products which should have helped the refugees."

The US is deploying its Disaster Assistance Response Team. There are also understood to be personnel with the refugees on the ground identifying drop sites.

On more than one occasion last week, however, C-130 aircraft had to abort missions because of poor visibility. The helicopters are now being deployed to fly at lower altitudes and are able to target the drop sites more accurately, using netted payloads.

In London, meanwhile, Mr Hurd said Mrs Lynda Chalker, the overseas development minister, would visit stricken border areas this week. Mr Hurd said the admission of Kurds into Turkey and Iran, while welcome, was not the answer. "We should not aim to add a new permanent refugee problem to the others which disfigure the world," he said.

A.F.P.—Agence France Presse —A.F.P.—Agence France Presse —A.F.P.—Agence France Presse —A.F.P.—

FRA0126 4 I 0306 FRA /AFP-CM77

France-Kurdes

Appel de Mme Danielle Mitterrand pour que les Kurdes irakiens puissent revenir dans leurs foyers

PARIS, 16 avr (AFP) - Mme Danielle Mitterrand a lancé un appel pour que tout soit fait en vue de permettre aux centaines de milliers de Kurdes irakiens déplacés de leurs foyers de retourner chez eux "dans un pays qu'ils veulent démocratique et prospère".

Dans un article publié mardi par le quotidien International Herald Tribune, Mme Mitterrand, présidente de la Fondation humanitaire France-Libertés, a ajouté: "lorsque je parle de démocratie, je pense à des droits inséparables: culturels, économiques, (...), Droits de l'Homme".

"Aujourd'hui, grâce à l'application d'une résolution des Nations-Unies (la 688), le droit de recevoir une aide humanitaire a enfin été reconnu. On peut donc dire qu'en matière de Droits de l'Homme, l'ingérence dans ce qui est considéré comme les affaires intérieures d'un Etat ne sera plus seulement un droit mais un devoir", a indiqué l'épouse du président de la République.

"Si vous entendiez les pleurs d'un enfant battu par son père, vous demanderiez-vous si, en lui portant secours, vous outrepasseriez ou violeriez les droits paternels sacro-saints? Vous enfreindriez probablement la loi, mais votre conscience vous dirait que vous devez agir pour sauver un enfant en danger", a ajouté Mme Mitterrand.

Aujourd'hui, pour les Kurdes irakiens, la priorité est de leur apporter une aide humanitaire d'urgence et il est vital d'assurer leur protection. Mais en tant qu'hommes et femmes libres, nous avons le devoir de faire tout ce qui est possible pour leur permettre de revenir sur leur terre, dans leurs villages, leurs foyers. Ils doivent pouvoir retrouver une vie de citoyens honorables dans leur pays qu'ils veulent démocratique et prospère", a conclu Mme Mitterrand.

mn/jmg

AFP 161047 AVR 91

A.F.P.—Agence France Presse —A.F.P.—Agence France Presse —A.F.P.—Agence France Presse —A.F.P.—

FRA0146 4 I 0209 FRA /AFP-CW65

France-Kurdes

Lés évêques de France appellent les catholiques à ne pas relâcher leur "effort de solidarité" à l'égard des Kurdes

PARIS, 16 avr (AFP) - Les évêques de France expriment leur "indignation devant la tragédie que subissent les Kurdes" et appellent les catholiques à ne pas relâcher leur "effort de solidarité" à l'égard de ces derniers.

Dans un communiqué publié mardi à l'issue de son Conseil permanent, la Conférence épiscopale invite "les catholiques à ne pas cesser d'apporter leur aide à ce peuple en extrême détresse".

"Fuyant l'Irak, les massacres, (les Kurdes) voient leurs nouveau-nés et leurs enfants mourir de faim et de froid. Parmi eux, plus de 10.000 chrétiens qui, déjà, dans le passé, ont souffert la persécution. Des secours sont mis en oeuvre (...) Les organismes caritatifs de l'Eglise poursuivront leur action aussi longtemps qu'il sera nécessaire", indique le communiqué.

"Cette situation, estiment également les évêques de France, ne doit pas faire oublier la nécessité d'une solution juridique internationale qui garantisse à tous et partout leurs droits fondamentaux".

"Que notre prière rejoigne ce peuple et que les catholiques ne relâchent pas leur effort de solidarité", conclut le communiqué.

NP/jmg

AFP 161137 AVR 91



## L'afflux des réfugiés aux frontières de l'Irak

# Les Occidentaux s'efforcent de contenir l'exode des Kurdes

Alors qu'il s'efforce de contenir en Irak la plus grande partie des Kurdes qui se pressent à la frontière, le gouvernement turc a confirmé, dimanche 14 avril, qu'il allait transférer quelque vingt mille réfugiés sur le territoire de la Turquie, pour faciliter les secours.

Le transfert de quelque 20 000 réfugiés sur le territoire turc constitue une concession de la part des autorités d'Ankara, car celles-ci souhaitent qu'une solution politique soit rapidement trouvée afin que les 400 000 réfugiés qui se pressent dans les montagnes de la frontière turco-irakienne - et qui meurent par dizaines chaque nuit - puissent rentrer chez eux au plus tôt.

Ce sont des conditions acceptables pour un tel retour que s'emploient à obtenir la Communauté européenne et la France, tout en multipliant les actions d'assistance aux réfugiés. Les Etats-Unis, de leur côté, continuent de mettre en œuvre l'opération « Provide comfort ».

## La situation au Kurdistan

# La France a formulé des « propositions concrètes » pour faciliter le retour des Kurdes dans leurs foyers

Tandis que les Etats-Unis continuent de déployer leur opération « Provide comfort » à destination des réfugiés d'Irak en Turquie (plus de cent missions d'avions et d'hélicoptères avaient été effectuées à la date de dimanche 14 avril), la Communauté européenne et la France multiplient les opérations de secours, en particulier auprès des réfugiés en Iran, dont ils s'emploient à obtenir le retour en Irak.

Paris, selon le ministère des affaires étrangères, a formulé des « propositions concrètes » visant à permettre « le retour des réfugiés dans leurs foyers avec l'assistance et sous la protection de l'ONU ». M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, s'est rendu à cet effet samedi 13 avril à Genève pour y rencontrer M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et le prince Sadruddin Aga Khan, chargé de la coordination des secours internationaux. Ces propositions, dont le détail n'est pas précisé, visent, selon le Quai

d'Orsay, « une action immédiate dans le cadre de la résolution 688 du Conseil de sécurité », votée à l'initiative de la France, et Paris « a d'ores et déjà pris les dispositions nécessaires pour mettre ses moyens opérationnels au service de l'action des Nations unies ».

De son côté, la Commission européenne a commencé à mettre en œuvre l'aide de 150 millions d'écus (près de 1 milliard de francs) allouée aux réfugiés irakiens par la Communauté et ses Etats membres lors du dernier conseil européen. Les décisions prises samedi par l'exécutif de la CEE portent sur 21 millions d'écus (140 millions de francs). Elles permettront, précise la Commission, de fournir l'alimentation de base nécessaire pendant deux mois à 600 000 personnes, dont 450 000 en Iran et 150 000 en Turquie, et de créer dans ces deux pays six bases logistiques et médicales capables d'assister au total 400 000 réfugiés.

Abordant ce problème sur le plan politique, M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, a déclaré dimanche sur la Cinq que la communauté interna-

tionale devait faire comprendre à M. Saddam Hussein qu'« il doit respecter les droits de l'homme et prévoir un jour un statut d'autonomie pour les Kurdes » irakiens. Disant « regretter » que les Etats-Unis aient encouragé les Kurdes irakiens à se révolter contre le régime de Bagdad, il a attribué la décision de Washington de lancer une opération d'aide humanitaire à la pression de l'opinion publique américaine, mais aussi au fait que « l'Europe a réagi la première » au drame des réfugiés.

M. Juan Pratt, directeur des relations Nord-Sud à la Commission européenne, devait quitter l'Iran lundi à l'issue d'une visite qui l'a conduit notamment à Piranshahr, à la frontière irano-irakienne, dont la population est passée en quinze jours de 32 000 à 150 000 âmes et où 20 000 personnes continuent d'arriver chaque jour. La première aide envoyée par la CEE (50 tonnes de médicaments, couvertures, tentes et nourriture acheminées par Médecins du monde) est arrivée dimanche à Piranshahr.

L'agence iranienne IRNA a évalué dimanche à 900 000 le total des réfugiés parvenus d'Irak en

Iran, mais il faut y ajouter des centaines de milliers d'autres qui sont massés de l'autre côté de la frontière ou se dirigent vers l'Iran. Selon le journal *Kayhan*, trois mille de ces réfugiés auraient péri de froid et de faim de mercredi à samedi dernier, avant d'arriver à la frontière. Lors d'une réunion du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, tenue samedi, le chef de l'Etat Ali Akbar Hachémi-Rafсандjani a souligné « la nécessité d'une action internationale sérieuse, avec la coordination du gouvernement irakien, pour préparer, dans le calme et la sécurité, le retour des réfugiés irakiens dans leur pays ».

Recevant le lendemain M<sup>me</sup> Sadako Ogata, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le président Rafсандjani a déclaré que « la perte d'innombrables êtres humains due à l'impréparation d'organisations » telles que le HCR sera « un dommage irréparable ». Il a émis l'espoir qu'« à l'avenir, les responsables des organisations de réfugiés seront capables d'apporter une aide d'urgence aux hommes dans le besoin, là où ils en ont besoin ». - (AFP.)

# La Turquie commence à transférer les réfugiés vers des zones plus accessibles

Cédant à la pression de la communauté internationale et émue par l'indescriptible misère des réfugiés d'Irak, la Turquie a annoncé qu'elle allait déplacer vers les vallées un premier groupe comprenant au moins vingt-mille des quarante mille réfugiés qu'elle avait jusqu'à présent maintenus dans des camps insalubres et inaccessibles situés dans les montagnes qui forment sa frontière avec l'Irak.

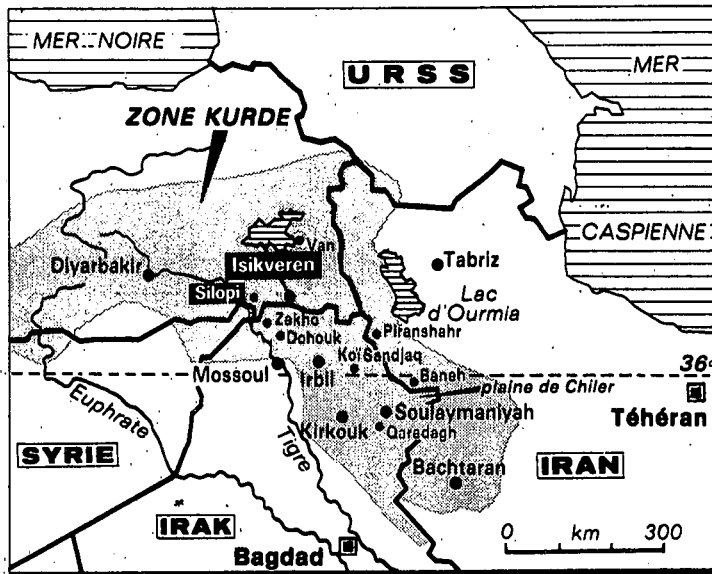
ISTANBUL

de notre correspondante

« Il est impossible d'aider les gens d'Isikveren là où ils sont. Nous devons les déplacer vers des sites acceptables », a déclaré le premier ministre Yildirim Akbulut après sa visite vendredi dans ce camp, où cent cinquante mille personnes sont installées dans des abris précaires aux flancs de montagnes enneigées.

Une course contre la montre est désormais engagée pour sauver les réfugiés, qui continuent de mourir par dizaines chaque jour. A Isikveren, en l'absence de latrines, le sol est jonché d'excréments, ainsi que des entrailles des chèvres et des moutons que les réfugiés avaient emmenés dans leur fuite. Les morts sont enterrés dans plusieurs cimetières au sein du camp, mais le terrain rocheux ne permet pas de creuser des tombes suffisamment profondes.

Paradoxalement, le froid, qui tue les plus faibles, a jusqu'à présent empêché l'explosion d'épidémies. Mais les travailleurs humanitaires sur place affirment que quelques



jours de soleil suffiraient pour causer une rapide prolifération de bactéries nocives qui pourraient décimer la population.

Le gouverneur de la région du Sud-Est, M. Hayri Kozakcioglu, a confirmé dimanche 15 avril à la télévision que, dans un premier temps, un groupe de réfugiés serait transféré dès lundi par cars et camions vers un camp près de Silopi, à quelques kilomètres du poste frontière de Habur. Ce camp, érigé pour les pèlerins en route vers la Mecque, a été utilisé à plusieurs reprises au cours des dernières années pour abriter des réfugiés arrivés en Turquie.

En 1988 déjà, les Kurdes irakiens fuyant les bombardements otimi-

ques de Saddam Hussein avaient trouvé là un abri temporaire avant d'être répartis dans trois sites à l'intérieur du pays; en 1990, les Bengladeshis et Pakistanais ayant fui l'Irak et le Koweït avaient été également logés à Silopi, en attente de rapatriement.

La décision de transférer les réfugiés est une concession importante de la part de la Turquie, qui continue cependant d'insister pour qu'une solution politique soit trouvée, permettant aux réfugiés de rentrer chez eux rapidement. L'installation de ceux-ci dans des sites plus accessibles, à basse altitude, devrait faciliter l'arrivée des secours, jusqu'à présent limitée par l'isolement géographique des camps, et faire

ainsi baisser la tension entre la population déplacée et les troupes turques chargées de superviser les distributions.

Au moins deux réfugiés ont été tués récemment par les soldats turcs, incapables de contrôler une population trop désespérée pour être disciplinée. Samedi, plusieurs milliers de réfugiés, défiant les avertissements des troupes, ont pillé un dépôt de nourriture de l'armée turque situé dans une petite vallée en contrebas du camp d'Isikveren.

Quant au pont aérien américain, qui devrait permettre la distribution quotidienne de sept cent mille repas et, selon le gouverneur Kozakcioglu, aider au déplacement des réfugiés, il sera organisé avec l'aide de plus de neuf mille soldats américains arrivés du Golfe. Une trentaine d'entre eux ont déjà été déployés à Isikveren, aux côtés des troupes turques. La France et la Grande-Bretagne ont également procédé à plusieurs parachutages de provisions et d'équipement au cours des derniers jours.

Selon un communiqué officiel du ministère turc des affaires étrangères, les Etats-Unis envisagent la création de camps temporaires sur la frontière turco-irakienne et au nord de l'Irak, mais le gouvernement américain n'a pour l'instant pas confirmé qu'il envisageait d'installer des réfugiés sur le sol irakien. Pour leur part, les troupes turques ont déjà procédé à plusieurs opérations de déminage en Irak, près du camp de Çukurça, où plus de cinquante mille réfugiés sont installés du côté irakien de la ligne de démarcation. « L'effort sera purement humanitaire et l'action à l'intérieur de l'Irak n'a aucun aspect militaire », a déclaré M. Kozakcioglu.

NICOLE POPE

## Les insurgés affirment que les combats continuent

Alors que M. Saddam Hussein s'était rendu samedi au Kurdistan, pour la première fois depuis le début de l'insurrection, les rebelles kurdes ont fait état, dimanche 14 avril, de nouvelles attaques de l'armée irakienne et ont demandé une protection internationale pour les centaines de milliers de réfugiés qui ont fui vers la Turquie et l'Iran. De son côté, l'opposition chiite a annoncé qu'elle continuait de harceler les troupes gouvernementales qui ont repris le contrôle du sud de l'Irak après un mois de rébellion.

Selon un porte-parole du Front du Kurdistan (qui regroupe les mouvements kurdes), les peshmergas (combattants) ont repoussé dimanche matin une contre-attaque gouvernementale près de Soulaymaniyah. « La meilleure solution est de fournir une protection internationale aux réfugiés et de mettre en place une zone de sécurité, sous les auspices du Conseil de sécurité des Nations unies, pour garantir la sécurité de plus de trois millions et demi de Kurdes », a déclaré ce porte-parole. Les forces irakiennes, a-t-il ajouté, ont intensivement bombardé les montagnes à l'est de Soulaymaniyah avant de lancer leur contre-offensive terrestre. « Les forces du soulèvement ont

repoussé l'attaque, capturé quinze soldats et tué de nombreux autres. A présent, elles contrôlent pleinement la situation aux abords de la ville », a-t-il dit.

Le président Saddam Hussein a, quant à lui, assuré aux Kurdes qui ont fui l'Irak qu'ils pouvaient regagner leur foyer sans crainte de représailles; à l'exception des meurtriers, violeurs et bandits. Le chef de l'Etat irakien a lancé cet appel samedi à Erbil, capitale administrative du Kurdistan irakien, à l'occasion de sa première visite dans le nord du pays depuis la répression de l'insurrection kurde, le mois dernier. « Le passé est le passé. Nous repartons de zéro », a déclaré M. Saddam Hussein au vice-gouverneur de la province d'Irbil et aux membres locaux du parti Baas. « Que chacun rentre dans son foyer et recommandons tout ». « Notre pays doit redevenir prospère; avoir confiance en

lui, confiance dans la loyauté de ses hommes et de ses femmes, et tout ce qui est arrivé doit appartenir au passé », a-t-il souligné.

« Aux assassins, aux violeurs de l'honneur du peuple et à ceux qui ont volé les biens de l'Etat et du peuple, et ne les ont pas rendus, nous ne pouvons rien garantir », a dit M. Saddam Hussein. Mais, a-t-il ajouté, « celui qui a été contraint de partir de chez lui, de manifester en faveur des rebelles ou qui les a soutenus est pardonné ». Les agents de la sécurité ont reçu l'ordre de laisser les civils kurdes tranquilles, a poursuivi Saddam Hussein, qui a promis des réformes démocratiques en Irak.

Le gouvernement de Bagdad a prolongé jeudi d'une semaine une amnistie conditionnelle des Kurdes. Valable jusqu'à vendredi prochain, elle ne concerne ni les assassins, ni les violeurs ou pillards.

LIBÉRATION

16 AVRIL 1991

GOLFE

# LA CEE RÉCLAME UN NUREMBERG POUR SADDAM

**La Communauté européenne, estimant que le Président irakien est personnellement responsable de génocide et de crimes de guerre, va demander au secrétaire général des Nations unies de saisir l'ONU pour qu'il soit jugé devant un tribunal international, à la fois pour les massacres des populations kurdes et l'invasion du Koweït.**

Luxembourg, envoyé special

**L**a Communauté européenne va demander à Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, en visite aujourd'hui au Parlement européen de Strasbourg, de saisir l'ONU afin que Saddam Hussein soit jugé devant un « tribunal international ». Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères allemand, l'a annoncé hier à l'issue du déjeuner consacré à la Coopération politique européenne (CPE). « La communauté, a poursuivi le ministre, tient Saddam Hussein comme personnellement responsable de génocide et de crimes de guerre. » La proposition européenne vise donc tout à la fois les massacres des populations kurdes et l'invasion du Koweït. Bref, il s'agirait « d'une procédure de type Nuremberg », selon les mots du ministre belge, Mark Eyskens. Une référence obligée, puisque c'est le seul précédent dans l'histoire de l'humanité où des personnes ont comparu pour répondre du crime de génocide.

Une initiative surprise qui fait suite au Conseil européen des chefs d'Etats et de gouvernements — réuni dans la capitale du Grand Duché le 8 avril dernier — demandant qu'une « enclave sous la protection de l'ONU » soit créée en territoire irakien. De nouveau, hier, les Douze, se sentant décidément pousser des ailes diplomatiques, ont pris leur monde par surprise. Au cours du déjeuner, Hans Dietrich Genscher s'est interrogé sur la « responsabilité de Saddam Hussein » et la façon de l'engager.

Le secrétaire adjoint au Foreign Office, Jones Garel, remplaçant Douglas Hurd retenu à Londres pour cause d'inauguration de la BERD, proposait alors que Jacques Poos, ministre des Affaires étrangères du Grand Duché et président en exercice du Conseil des ministres, saisisse le secrétaire général de l'ONU aujourd'hui à Strasbourg. Et ce, afin de lui demander que Saddam Hussein soit « jugé ». Comme l'expliquait le porte-parole anglais, « il

s'agit d'un jugement politique de la communauté sur le comportement de Saddam Hussein. Il appartient à l'ONU de déterminer sur quelle base juridique il doit être jugé ». En net, une façon de renvoyer la balle à l'organisation internationale.

C'est la première fois depuis la fin de la guerre du Golfe qu'un pays, et à plus forte raison douze Etats, demandent formellement que le Président irakien soit jugé par une juridiction internationale. En outre, le terme de « génocide » est désormais officiellement employé par les Douze. Le premier à l'avoir utilisé est Jacques Poos qui estimait au début de ce mois que les Kurdes étaient victimes « d'un début de génocide ». Lors du conseil extraordinaire de lundi dernier, François Mitterrand reprenait le qualificatif à son compte: les Kurdes sont « dans une situation qui confine au génocide », jugeait-il.

Une définition est donnée par la convention de décembre 1948 — signée par l'Irak dans les années 50: « le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux »; il s'agit de « meurtres de membres d'un groupe » ou « d'atteinte grave à l'intégrité physique ou mental du groupe » ou « de la soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

La qualification du massacre des Kurdes en génocide, guère contestable à la lumière de ce texte, devrait donc permettre de donner à la communauté internationale un point d'appui pour juger Saddam Hussein: la responsabilité personnelle d'un chef d'Etat accusé de génocide peut être engagée soit devant un tribunal national, soit devant la « Cour criminelle internationale ». Une occasion de créer cette Cour qui n'a jamais vu le jour.

En outre, la responsabilité de l'Irak

peut être engagée devant la Cour internationale de justice de La Haye (CIJ): il suffit qu'un Etat, n'importe lequel, la saisisse. On peut alors demander pourquoi les Douze ont préféré passer par l'intermédiaire de l'ONU? Certes, cette dernière peut demander un avis juridique à la CIJ. Mais on a l'impression que l'Europe a choisi un cheminement un tantinet

complexe. On peut donc légitimement se demander si la proposition européenne a des chances de déboucher. Il n'est pas du tout certain que la communauté internationale soit prête à répéter le précédent de Nuremberg. Car, alors, le droit d'ingérence deviendrait réalité.

Jean QUATREMER

## 400 à 1 000 morts par jour

**S**elon Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat américain, les rapports des organisations humanitaires estiment entre 400 et 1000 décès par jour la mortalité des réfugiés et les services de renseignements iraniens évaluent à 750000 le nombre des Kurdes attendant encore en Irak de pouvoir passer en Iran. 8000 soldats américains sont mobilisés pour l'opération « provide comfort », à laquelle participent également 108 militaires français, 130 britanniques et 125 allemands.

Selon Radio Téhéran, des troupes irakiennes ont attaqué, dimanche soir, des réfugiés kurdes sur la frontière iranienne, à proximité de la ville de Sar-e-Pol-e-Zahab, provoquant la mort de plusieurs personnes. C'est la première opération de force de Saddam Hussein contre les réfugiés signalée depuis la mise en garde de Washington contre de telles interventions.

La structure alliée de secours aux réfugiés poursuit par ailleurs son déploiement en Turquie (voir ci-contre). Un deuxième camp doit être ouvert à Serdinli, à l'extrême est de la Turquie, près de la frontière iranienne, où plus de 200000 réfugiés ont été dénombrés.

Des peshmergas barrent pourtant le chemin du retour à ceux qui veulent revenir chez eux, ont affirmé hier de nombreux témoins près de la frontière turque. A Kasrouk, plusieurs dizaines

de familles dorment ainsi à la belle étoile, à quelques mètres d'une barrière de fortune. Côté irakien, Bagdad affirme que des familles kurdes continuent de regagner « en masse » leurs foyers dans le nord de l'Irak, et la presse officielle dénonce une nouvelle fois le projet de création de « zones de protection » des réfugiés en territoire irakien.

Hier encore, le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a défendu, à la Chambre des communes, l'idée de telles « zones de sécurité ». Il a affirmé qu'il ne s'agissait pas « d'enclave territoriale, de Kurdistan séparé ou d'une présence permanente des Nations unies ».

Plusieurs responsables occidentaux ont évoqué la possibilité d'un recours à la force si Bagdad s'opposait aux opérations de secours. La mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (UNIKOM), chargée de superviser l'application du cessez-le-feu, est arrivée hier à Bagdad.

Au sud de l'Irak, les derniers soldats français — 700 hommes du premier Régiment d'hélicoptères de combat Daguet (RHCD) — sont repartis hier pour l'Arabie Saoudite. Ils embarqueront pour Toulon avant la fin avril. Formé pour l'opération Daguet avec les éléments d'une cinquantaine d'unités de l'armée de terre, le régiment sera alors dissous.

(AFP et Reuter)

## COMMENTAIRE

MARC KRAVETZ

## HYPOCRISIE

Après la honte, l'hypocrisie. Saddam Hussein va trouver l'Occident bien compliqué. On lui fait la guerre pour le Koweït mais on le proclame aussitôt moindre mal, rempart contre le danger « intégriste » — au sud — et « sécessionniste » — au nord — en lui laissant les moyens nécessaires pour massacrer chiïtes et Kurdes. A peine a-t-il pu prendre la revanche de sa défaite contre son propre peuple que le voile de nouveau au ban des accusés pour « tentative de génocide », selon la proposition du ministre allemand des Affaires étrangères adoptée par la CEE.

L'acte d'accusation ne sera pas difficile à établir. Les destructions et les massacres de mars 1991 ne font que prolonger une politique qui, depuis 1988, s'est traduite par la disparition de plus de quatre mille villages kurdes, la liquidation de milliers de leurs habitants dont cinq mille dans le seul bombardement chimique de Halabja. A quoi s'ajoute aujourd'hui la tragédie d'un exode sans précédent. Pourquoi si massif au fait ? Par terre panique des bombardements chimiques. Il n'y en a pas encore eu, mais qui empêcherait Saddam d'y avoir recours ? Voilà ce que disent les réfugiés et ils ajoutent qu'ils savent que face à cette abomination ils ne pourront compter sur personne pour arrêter le bras du bourreau, surtout pas ceux qui l'avaient armé, dont l'Allemagne qui avait fourni de quoi fabriquer les gaz mortels. Peut-être les Kurdes ont-ils tort aujourd'hui. Mais Halabja est un hier tout proche. Et le silence du monde résonne encore sur la ville martyre. Genscher ne fut pas le seul à se taire. La décence commanderait au moins, pour lui et ses collègues, de ne pas l'oublier.

# Une lueur d'espoir pour les réfugiés kurdes en Turquie

**Les autorités turques ont décidé de déplacer 20 000 personnes dans des camps plus salubres. Pour ceux qui restent à Isikveren, GIs sont arrivés avec du matériel de campagne pour installer des points d'eau, des latrines et un nouvel hôpital.**

Isikveren, envoyé spécial  
 Omar Bechar al Sindi donne, en hommage, son stylo Cartier en or à l'officier des gendarmes turcs, remonte son pantalon troué et, fièrement, commence à descendre vers le bas du camp. Il restera encore 48 heures pour surveiller le bon déroulement des opérations d'embarquement des siens. « *Ma famille est la plus importante de la tribu, nous sommes donc les premiers à partir* », affirme, avec le plus grand naturel, cet ancien député du Parlement kurde d'Erbil, champion du 400 mètres, membre de l'équipe nationale d'Irak de volley-ball, futur *aga* de la tribu, même s'il n'est que le quatrième de huit fils mâles, mais désigné par son père pour lui succéder un jour, parce que « *plus habile* ». Ce dernier, Bechar Aka al Sindi, arrive majestueusement en tête de la famille, trente personnes au moins, enfants en-bas âge compris, suivi par des centaines d'autres réfugiés peshmèrgas, sur ce chemin boueux du campement où, la veille encore, des masses de gueux affamés se battaient autour des tracteurs montant le pain.

Il est 13 heures, lundi, pour 20 000 de quelque 150 000 réfugiés entassés à Isikveren, le cauchemar prend fin. Ils seront installés dans d'autres camps, plus salubres, en plaine, plus facilement ravitaillés, surtout en eau. Les 13 000 al Sindi partent en premier, puis ce sera le tour des Silivani, puis les Artoshi, et enfin la masse des simples réfugiés kurdes, puis les 3 000 chrétiens chaldéens fuyant avec eux la répression de Saddam Hussein. Une hiérarchie rigoureuse qui ne tient compte ni de l'état de santé, ni de l'urgence, ni des besoins. C'est lui, Omar, qui a dressé la liste des partants.

Depuis l'aube, les chefs de famille se

pressaient autour de la grande tente verte installée au milieu du camp. « *Nous leur avons dit de prendre une couverture et des vivres pour 24 heures*. » Ils arrivent par centaines, les hommes en tête, bardés de colliers de sacs, des petites filles serrant une bouteille d'Evian ou un poste de radio devant les camions qui descendront les cinq kilomètres de piste jusqu'à la grande route. Les soldats, désormais débouillonnés, les fouillent avant d'embarquer. Trois hélicoptères de l'armée américaine tournoient dans le ciel. Ils escorteront le long convoi d'autocars qui part en direction de Silopi, à un jet de pierres du grand poste frontalier irako-turc d'Habur, où ils vivront dans les bâtiments en dur, construits il y a cinq ans pour abriter des milliers de pèlerins qui, partant pour La Mecque, empruntaient la route de Bagdad. Une grande mosquée en ciment, flambant neuve, 10 hectares entourés d'un haut mur avec des projecteurs où, d'ores et déjà, les premiers soldats américains ont commencé à installer une partie de leur logistique d'aide humanitaire aux réfugiés kurdes.

Le gouvernement a finalement cédé. Dès dimanche, le Premier ministre, Yldirim Akbulut, affirmait : « *Nous ne pouvons pas laisser ces gens à flanc de montagne, nous les installerons dans la plaine, en Turquie ou en Irak, si c'est possible, c'est une situation provisoire*. » Une véritable volte-face sous la pression de l'opinion internationale. Les autorités d'Ankara ne voulaient pas qu'ils restent à demeure comme les 30 000 peshmèrgas, réfugiés après 1988, toujours dans les baraquements à Dyarbakir, créant ainsi, selon l'expression du chef de l'Etat, Turgut Ozal, « *des camps palestiniens d'un nouveau genre* ». Elles essayaient de décourager l'exode et laissaient les Kurdes dans les montagnes sur la

frontière, comme à Isikveren à 1 800 mètres d'altitude.

Une situation ingérable, même si l'armée et le gouvernement avaient voulu faire tout ce qu'ils pouvaient pour ces réfugiés. L'eau et les vivres manquaient. L'installation des hôpitaux était aléatoire. Mais à cela, s'ajoutaient en plus les lourdeurs bureaucratiques et la mauvaise volonté délibérée des autorités. Plus de 900 personnes, des enfants pour la plupart, sont mortes, en 15 jours, dans ce campement. « *Une situation que nous avons vue seulement en Somalie ou en Ethiopie* », n'hésite pas à affirmer Jacques de Milliano, représentant de Médecins sans frontières (MSF) qui, après des jours d'efforts, ont réussi à obtenir l'autorisation pour travailler dans le campement.

Mais désormais, même pour les dizaines de milliers d'autres Kurdes condamnés à rester encore à Isikveren, la situation commence à s'améliorer, avec l'arrivée des 60 premiers soldats américains venus d'Allemagne. Ils débarquent en force avec leur matériel de campagne pour installer des points d'eau, des latrines, un nouvel hôpital. Ils montent et descendent, bardés de matériel, dans les allées du camp, et repèrent tous les emplacements disponibles pour leur dispositif logistique. Les hélicoptères parachutent depuis deux jours des caisses de vivres dans les coins les plus reculés du campement, sur les premières pentes, en pleine montagne. Une jeune fille, dans le fracas des rotors qui font voler la poussière et les toiles de tentes, constate simplement : « *Ils arrivent enfin, c'est bien, mais c'est bien tard*. »

Marc SEMO

● **Rectificatif** : pour verser des dons en faveur des Kurdes à Pharmaciens sans frontières, le bon numéro de CCP est : PSF IRAK 113631 U Clermont-Ferrand.

LIBERATION  
16 AVRIL 1991

# L'éternelle tragédie des Kurdes

PAR GERARD CHALIAN\*  


**L** ampleur de l'exode des Kurdes d'Irak est à la mesure de la terreur qu'inspirent les troupes d'élite du Baas de Saddam Hussein. La crainte des représailles à l'arme chimique, comme en 1988, a été avivée par le fait qu'une large partie des populations urbaines kurdes ont participé au soulèvement. Le régime semblant déstabilisé, les majorités réduites au silence que constituent ensemble les chiites et les Kurdes se sont insurgées contre lui en espérant provoquer sa chute, ce qui n'allait pas dans le sens des intérêts des alliés des Etats-Unis, qu'il s'agisse de l'Arabie Saoudite ou de la Turquie. Mal armés et sans coordination, les chiites ont été d'autant plus aisément écrasés qu'ils combattaient en milieu urbain. Les directions kurdes, pour leur part, ont été débordées par les soulèvements spontanés des populations provoquant l'effondrement de garnisons démoralisées et le retournement des agents locaux du Baas.

La terreur dans la tradition la plus classique des despotismes a été l'arme décisive des partisans de Saddam Hussein, supérieurement équipés et mieux organisés. Les Kurdes, en masse, viennent d'abandonner en quelques jours une importante partie de leurs terres ancestrales, à la satisfaction d'un régime qui — depuis vingt ans — n'a cessé d'œuvrer pour réduire l'assiette territoriale du Kurdistan irakien par la répression et les transferts de populations, sans espérer un résultat aussi massif. L'ordre donc règne dans les villes d'Irak tandis que les forces kurdes ont regagné la montagne, leur refuge traditionnel. Les réfugiés reçoivent ou vont recevoir une aide humanitaire d'autant plus importante que la responsabilité de l'Occident est indirectement engagée dans la tragédie que vivent les populations kurdes (d'autant plus que leur adversaire est aussi celui d'une coalition qui s'en est tenue, comme c'était prévisible, aux règles du jeu déterminé par un consensus international suscité par les Etats-Unis et avalisé par les Nations unies).

L'histoire contemporaine des quelque 20 millions de Kurdes est hélas jalonnée depuis 1925 de tragédies similaires qui ont peu attiré l'attention des puissances et des opinions publiques.

Divisés entre l'Empire ottoman et l'Empire persan jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, les Kurdes se retrouvent quelques années plus tard, compte tenu du partage colonial, divisés entre cinq Etats : principalement la Turquie, l'Iran et l'Irak. Les Kurdes, auxquels le traité mort-né de Sèvres (1920) avait un instant fait miroiter une possible indépendance sur une partie réduite des territoires où ils constituaient une majorité, n'obtiennent rien. La Turquie seule, grâce au nationalisme lucide et à l'énergie de Mustafa Kemal, parvient à échapper à la mainmise européenne sur la région. Le traité de Lausanne (1923) entérine sa victoire tandis que les Kurdes, qui avaient fait cause commune avec les Turcs par solidarité religieuse, font bientôt les frais du retard de leurs élites qui n'ont pas su profiter du vide stratégique de l'immédiat après-guerre pour faire aboutir, de façon autonome, leurs revendications. Dès 1924, la Turquie promulgue une loi interdisant l'enseignement du kurde. Cette loi est toujours en vigueur. Par la suite, une loi relative aux associations et aux partis politiques stipule que ceux-ci « ne peuvent prétendre à l'existence sur le sol de la République turque de minorités et viser ainsi la destruction de l'unité nationale ». Trois grandes insurrections kurdes en 1925, 1930 et 1937 sont écrasées très durement et provoquent plusieurs centaines de milliers de morts et des déportations vers l'Anatolie centrale. Les provinces de l'Est qui désignent le Kurdistan de Turquie sont placées sous régime militaire, hier comme aujourd'hui. Depuis 1984, des opérations de guérilla s'y déroulent. La guerre du Golfe a amené M. Ozal à reconnaître l'existence en Turquie de 12 millions de Kurdes, réalité jusque-là officiellement niée bien que la presse turque, depuis quelques années, ait évoqué ouvertement le problème.

L'Irak est une création britannique : les Anglais, après la Première Guerre mondiale, adjoignent aux provinces arabes de Bagdad et de Bassorah la province de Mossoul, majoritairement kurde, riche en pétrole. Le statut de cette province reste incertain jusqu'au milieu des années vingt. L'Etat irakien, d'abord sous mandat, est dévolu aux hachémites et connaît une longue suite d'insurrections kurdes d'abord matées par la Royal Air Force ; puis, après l'indépendance, au cours des années trente et quarante, par l'armée irakienne. L'une des plus importantes est dirigée par Mustapha Barzani qui, en 1945, se replie vers l'Iran.

C'est dans le vide politique de l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale que les Kurdes, avec l'appui de l'Union soviétique, créent une éphémère république de Mahabad, écrasée moins d'un an après son instauration par les troupes iraniennes. En 1958, la monarchie hachémite d'Irak est renversée par le général Kassem, qui proclame la république. Pour la première fois un espoir, fort bref, apparaît lorsque Kassem déclare que l'Irak est la patrie de deux peuples, les Arabes et les Kurdes. Mustapha Barzani, qui avait pu, après l'effondrement de la république de Mahabad, se réfugier en Union soviétique, rentre au pays. Très vite, les rapports avec l'Etat se détériorent et une insurrection éclate avec pour objectif l'autonomie du Kurdistan dans le cadre de l'Irak.

En 1970, le Baas, ne pouvant l'emporter militairement, consent à contrecœur à accorder un statut d'autonomie. Les négociations s'engagent et s'éternisent. En 1972, le Baas change de politique et signe un traité d'amitié et de coopération avec l'URSS, isolant ainsi Barzani qui se tourne vers les Etats-Unis. Clandestinement, l'équipe Nixon-Kissinger fournit un appui et encourage le shah d'Irak à accorder une large aide de façon à affaiblir l'Irak. En 1974, les pourparlers mènent à une impasse et les hostilités reprennent. Elles cessent l'année suivante, lorsqu'à Alger un accord est signé entre l'Irak et l'Iran qui consent en échange d'avantages territoriaux à lâcher les Kurdes. L'aide massive qui avait mené Barzani à soutenir une guerre classique est brutalement stoppée, rendant la poursuite de celle-ci impossible. Les réfugiés kurdes affluent vers l'Iran, la Turquie

**Rébellion, débordement, répression : rien de nouveau sous le soleil kurde. A ceci près que l'exode massif des Kurdes d'Irak risque, pour la première fois, de les transformer en peuple de réfugiés, à l'image des Palestiniens.**

ferme ses frontières, les Etats-Unis sont muets : le rapport Pik (*Village Voice*, 23 février 1976) révélera que le tandem Nixon-Kissinger voulait que « les insurgés fussent à même de soutenir un degré d'hostilité juste assez élevé pour saper les ressources de l'Etat voisin » (Irak). C'est précisément la même politique qui a été suivie par l'Iran de Khomeiny et l'Irak de Saddam Hussein durant huit années de guerre, chacun fournissant une aide militaire aux Kurdes de l'Etat adverse. Les Kurdes d'Iran, sous la direction de Ghassemu, participent aux manifestations qui provoquent la chute du shah et instaurent une autonomie de facto au Kurdistan iranien. Ils réclamaient la démocratie et l'autonomie dans le cadre de l'Iran. Cette revendication a été écrasée et le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan iranien assassiné en juillet 1989 à Vienne, tandis qu'il négociait avec des émissaires iraniens un statut d'autonomie que ceux-ci prétendaient vouloir accepter.

Conformément aux prévisions de certains observateurs, la guerre profitait aux peuples, qu'il s'agisse des Kurdes ou des Palestiniens. Grâce à l'initiative française appuyée par la Grande-Bretagne et à laquelle se sont joints les Etats-Unis, les Kurdes vont échapper au massacre et bénéficier d'une

aide humanitaire. Il importe cependant qu'ils ne se transforment pas en une population de réfugiés. Cela dépend de l'avenir du régime de Bagdad.

\* Spécialiste des problèmes politiques et stratégiques du monde contemporain. Il a été chargé par les Nations unies de rédiger un rapport sur la situation des Kurdes au Moyen-Orient.

## La politique kurde de la France: une nouvelle alliance

PAR MICHEL MARIAN\*

La politique kurde de la France signe l'enterrement de sa politique arabe. Roland Dumas avait dressé le constat de décès de cette politique arabe. Sans égards excessifs, il avait déclaré caduques les illusions héritées du gaullisme. Notre diplomatie en tire dès aujourd'hui les conséquences. Car, malgré l'apparente continuité entre les demandes de justice pour les Palestiniens et pour les Kurdes, la rupture conceptuelle est brutale. A la différence du cas palestinien, la solution proposée n'est pas celle d'un Etat, mais la reconnaissance de la composante kurde au sein de l'Irak. D'autre part, les alliances de la France dans cette affaire ne sont pas arabes, mais turque et iranienne.

L'adhésion que rencontre cette mutation rappelle le soutien réuni par la politique étrangère gaullienne après la guerre d'Algérie. L'émotion cristallisatrice est la culpabilité: hier celle de la guerre coloniale, aujourd'hui les quinze ans d'aide à Saddam et la destruction inachevée de la dictature. Mais le fonds durable est un nouveau compromis entre la gauche et la droite. Sous de Gaulle, la gauche à la recherche de l'émancipation du tiers monde trouvait son

compte dans une diplomatie de droite attachée à défendre une permanence française teintée d'anti-américanisme. Sous François Mitterrand, la droite peut comprendre l'exigence provocatrice de la démocratie, des droits de l'homme et même des composantes ethnico-religieuses comme le meilleur outil de *containment* de l'expansion islamique et de son noyau central arabo-sunnite. Ce saut historique a été préparé par une évolution culturelle. Le *french doctor* a remplacé dans l'imaginaire collectif le tiers-mondisme volontaire pour aider le Nicaragua, et fait pénétrer à gauche l'idée que le Sud n'était pas tout innocence; la disparition de la menace communiste a rendu la droite plus réceptive à l'idée que notre influence pourrait souffrir du discrédit des autocrates que nous soutenions. Seul le monde arabo-musulman continuait à bénéficier d'excuses croisées. Sa situation d'injustice particulière le mettait, pour une certaine gauche, au-dessus des critères universels; nos relations privilégiées faisaient de sa différence un point d'appui pour la nôtre, aux yeux d'une partie de la droite. Il a fallu la crise du Golfe pour faire apparaître que les compromissions liées à ce traitement spécial n'étaient plus acceptées que par une cohorte efflanquée de nostalgiques des deux bords.

L'affaire kurde a donc été l'occasion pour François Mitterrand de sanctionner à chaud cette évolution en

célébrant avec éclat la réponse de la France à la fin de la bipolarité et de l'époque post-coloniale, qui avait déjà été annoncée dans son discours de La Baule aux chefs d'Etat africains. Comme toutes les diplomaties démocratiques durables, cette nouvelle orientation s'appuie non pas sur une approche unanime de l'opinion, mais sur une large zone de convergences entre les espoirs de la gauche et les craintes de la droite. Et elle redonne sens à la «différence française» en adoptant une posture qui n'est plus celle de l'arbitre ou du médiateur, mais de l'aiguillon des valeurs occidentales. Les officiels américains ont pu s'agacer de l'action de Danielle Mitterrand, mais il leur est plus difficile de faire pièce à la différence française quand celle-ci n'est plus une différence d'hésitation culturelle ou de mauvaise volonté mais d'anticipation sur les droits et les devoirs.

Le risque existe que l'avance morale sur les Etats-Unis se réduise en fin de compte à l'aide humanitaire. Mais l'alliance avec eux rend audible un discours d'entraînement. Pour l'avenir, la proximité de vues avec la Grande-Bretagne sur la question kurde pourrait être le socle d'une capacité européenne retrouvée, surtout dans un Proche-Orient qui a beaucoup pâti des divisions franco-britanniques.

\* Membre du comité de rédaction d'*Esprit*



International  
Herald  
Tribune  
April 17, 1991

# Unending Misery: Kurds Still Fleeing, and Dying

By Jonathan C. Randal  
*Washington Post Service*

SUSHAMI, Iran — The sun shone warmly here after two weeks of cold and rain, and Kurdish refugees took advantage as mothers bathed their infant children in mountain streams and fathers cut their sons' hair.

But these signs of normalcy — like the smoke rising from thousands of cooking fires that all but obscured the craggy 8,000-foot (2,400-meter) snowcapped peaks — were deceptive. The refugee problem is anything but over.

On the narrow dirt road up to this border town, other refugees in the thousands were perched precariously — their children sick or dying from dysentery, their old people exhausted by sickness and their families sheltering under precarious transparent plastic lean-to tents.

And from this border town, as far as the eye could see on Monday, a line of vehicles inches forward, often advancing as little as half a mile a day, as Kurds continue to flee from the Iraqi Army. The line is said to extend 30 miles (50 kilometers) or more to the east.

As is the farther north, the Iranians painstakingly search all vehicles, in effect slowing down the influx of refugees now said to number at least 800,000.

But whatever the failings of Tehran's relief effort — and refugees mixed their thanks with complaints about the lack of shelter, medicine and food — Iranians here seemed genuinely astounded by the lack of international relief aid.

"We haven't seen the work of the international relief organizations here at all" said Said Hussein, a doctor with the Iranian Red Crescent. A 16-year specialist in relief operations, he said he was present when Iraq killed about 5,000 Iraqi Kurds with poison gas at the town of Halabja, 12 miles across the border, in 1988.

Mr. Hussein's workplace is a rudimentary tent dispensary that is desperately short of medicine and milk for children.

Earlier Monday, the UN High Commissioner for Refugees, Sadako Ogata of Japan, was flown in here by helicopter for a brief visit. She again promised that international relief help was on the way. The government announced in Tehran after her visit that it would move 50,000 refugees to a camp near the Shiite holy city of Qom, Reuters reported.

Mr. Hussein was working alone, although he said that at times four doctors were present at the border. Four other doctors worked in the camps, but all complained that they were short of antibiotics to treat the dysentery that has affected children and adults alike.



Martin Caver/The Associated Press

One of the Kurdish refugees seeking safety along the Iranian border.

Down in the valley camps, Negham, a Shiite Muslim woman refugee who escaped from Baghdad with her husband, said she was helping out a doctor by dispensing drugs and saline solution to combat the effects of dysentery.

She spoke over the sound of shovels striking the rocky earth — digging graves for the newly dead and for the first badly needed latrines at the camp site, which was established 10 days ago.

Just how many Kurds have died during their exodus is a matter of wildly differing and unverifiable estimates.

Although some refugees said that as many as 1,000 Kurds had died once they got to safety in Iran, Mr. Hussein told reporters that "the refugees were exaggerating the number of dead."

Negham, however, said that "every day, 10 to 15 children die" in her camp alone.

An engineer from the Iraqi city of Kirkuk, who only gave his name as Sardar, said that "the worst thing" on the long trek to safety in Iran "was watching mothers abandon their children because they could not carry them any more."

Aside from the lack of sanitation, refugees also complained that they did not have cups, eating utensils, enough blankets or food.

One man interviewed outside his tent said 25 members of his extended family had crossed the border with 10 blankets. They were given seven more but still did not have enough to go around.

Throughout the day at irregular intervals, Iranian soldiers distributed aid, often tossing bread, oranges and clothing from trucks, amid signs of wild confusion and screaming.

One refugee said that last week one man was killed in such a crush.

"They are feeding us like dogs, not as human beings," said one refugee from the Iraqi Kurdish city of Sulaymaniyah.

But he and other refugees already in Iran or near the border readily conceded that the Kurds still far from safety were also the most likely to suffer from lack of food.

Iranian officials have used helicopters and trucks to take food deep inside Iraq to help those refugees. For them, escape from Iraqi government forces remained the top priority.

# U.S. to Impose Refugee Safety Zones

## Bush Warns Iraq Not to Interfere With Aid Efforts

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON -- The United States announced Wednesday a major new effort to assist Kurdish refugees by encouraging them to move into secure zones in northern Iraq rather than continuing their migration to isolated areas on the border with Turkey.

President George Bush warned Baghdad against interfering in the relief effort and said that the prohibition against Iraqi helicopters and fixed-wing aircraft north of the 36th parallel remained in force.

Denying that the United States was doing "too little, too late," Mr. Bush said that hundreds of thousands of refugees must now be urged to move to areas "where geography encourages efforts to facilitate the relief effort."

He said he had directed the U.S. military to establish several encampments in northern Iraq to distribute supplies. Security, he said, would be assured by U.S., British and French forces. Britain immediately announced the deployment of its troops.

Marlin Fitzwater, the White House spokesman, said that Mr. Bush had discussed the plan with Prime Minister John Major of Britain. President François Mitterrand

of France, President Turgut Ozal of Turkey and Chancellor Helmut Kohl of West Germany.

"It's a very significant new effort," Mr. Fitzwater said.

He added that the new plan for the hundreds of thousands of Kurds, many starving and freezing along Iraq's northern borders with Turkey and Iran, was reached after discussions with Defense Secretary Dick Cheney, Secretary of State James A. Baker 3d and Brent Scowcroft, the national security adviser.

The United States announced earlier Tuesday that it would send some troops into northern Iraq in the coming days to help provide humanitarian relief for Kurdish refugees.

Mr. Fitzwater said the troops, who will be moved in from Turkey for brief periods, would not be involved in the civil strife in Iraq.

U.S. military officials earlier said that the Pentagon was preparing a plan to send in a small number of army troops to help distribute hundreds of tons of food being dropped from U.S., British and French aircraft and helicopters.

"Generally, we're talking about troops that would move in and out for short periods of time, hours, to

help with camps or moving people around, or food, water, those kind of things," Mr. Fitzwater said.

Mr. Bush has vowed that U.S. troops would not become involved in civil unrest caused by opposition within Iraq to President Saddam Hussein.

The remainder of 100,000 U.S. troops are completing their withdrawal from southern Iraq, where they have been since fighting ended in the Gulf war over six weeks ago.

Asked about the Bush statements, Mr. Fitzwater said the U.S. troops would be used "just to support the relief effort and the refugee situation."

"They're not involved as combatants in the civil war or anything in that sense," he said.

The Pentagon officials said the troops being rotated in and out of northern Iraq would be drawn from a pool of several hundred U.S. Army soldiers in Turkey.

Dust storms and heavy rains kept relief helicopters on the ground in Silopi, Turkey, on Tuesday, while U.S. troops set up a base for ferrying supplies to Iraqi Kurds awaiting aid at border camps.

Relief workers say that up to 1,000 refugees may be dying each day of exposure, dehydration and dysentery along the Turkish border. Scores of others who fled toward Iran have presumably died as well.

U.S. officials plan to use 70 to 80 helicopters to move 600 tons of supplies a day to refugees in the mountainous border area. But the bad weather, difficult terrain and lack of infrastructure in the region have delayed the effort.

Sergeant Elaine Venema, a spokeswoman at the U.S.-Turkish

Incirlik Air Base, where the aid operation is being coordinated, said: "There is bad weather in the area. The helicopters aren't flying, and I don't know whether they'll try to carry out any lifts today."

She said transport planes continued to parachute supplies to the crude, remote settlements.

Officials at Britain's Royal Air Force base in Limassol, Cyprus, said that the RAF was sending six CH-47 Chinook transport helicopters to join the three British helicopters already flying in supplies.

Turkish officials say 500,000 Iraqis, mostly Kurds, have sought sanctuary on their territory since their rebellion failed. Iran says close to a million of Iraq's 4 million Kurds have crossed its border.

The international rescue effort for the refugees began in earnest on April 7 when allied transport planes began parachuting aid.

"It's a difficult battle because of the way the Kurdish refugees departed Iraq, in such large numbers and to such a remote area," said Gordon Murchie, a spokesman for the State Department's Agency for International Development.

But each day, he said, more aid is reaching the refugees. "It's still tragedy out there," he said, "but I think it's looking better."

On Monday, Turkey allowed some refugees to move beyond the border region to better equipped camps on lower, flatter ground.

It moved 2,100 refugees from the Isikveren camp to a new settlement at Silopi. It plans to bring down about 30,000 people to the camps.

(Reuters, AP)

## Bush steering UN to intervention role

Martin Walker in Washington examines the wider implications of the plan to protect Kurds

IN THE long term, the most important feature of President Bush's decision to deploy troops in northern Iraq to help the Kurdish refugees is likely to be a dramatic precedent in international law, giving the world community and the United Nations wide

powers to intervene in the internal affairs of member states.

President Bush said yesterday that he intended to go back to the Security Council for a resolution to authorise UN peacekeeping forces to take over the protection and administration of the refugee camps

which US, British, and French troops are opening.

But this now appears to be only the first move in a very long campaign to reshape the UN as a primary actor in his new world order.

The establishment of Kurdish enclaves in Iraq has unleashed a flood of proposals to strengthen the UN's powers.

Congressman Steven Solarz, the influential chairman of the Asian and Pacific Affairs on the

House foreign affairs committee, yesterday called for the UN to take over the responsibility for toppling Saddam Hussein and taking power in Iraq.

"It is time for the US to seek international support for a Security Council resolution specifically calling for the resignation of the current government in Baghdad and its replacement by a temporary UN administration in order to pave the way for free and fair elections," he said.

"Since it is doubtful that the Ba'athist government will voluntarily step down, the resolution should also authorise the use of whatever means are necessary to enforce this demand."

"The principle of non-interference in the internal affairs of other countries is not an absolute. It cannot, for instance, be allowed to serve as a rationalisation for paralysis when a government that clearly lacks

legitimacy is engaged in a campaign of mass murder."

Sir Brian Urquhart, the recently retired under-secretary-general of the UN, yesterday argued that the Kurdish crisis offered an opportunity for the world community to establish new rights to intervene against rogue regimes, in spite of the traditional prerogatives of national sovereignty.

"We are constantly reminded of growing global interdependence. It is thus all the more strange that concern for human suffering and human rights often tends to stop at borders," Sir Brian said.

But this new pressure for a strengthened UN right to intervene is likely to meet firm opposition from many member states. It opens the possibility for ethnic groups and minorities to challenge their government through the UN.

In this sense, Iraq's opposition to the coalition plan for protected refugee camps could

be presented as a principled stand upon the tradition of non-intervention in the internal affairs of a member state.

Paragraph 7 of Article 2 of the UN Charter lays down one clear principle: "Nothing contained in the present Charter shall authorise the UN to intervene in matters which are essentially within the domestic jurisdiction of any state or shall require the Members to submit such matters to settlement under the present Charter."

That principle has begun to be eroded by the UN taking a direct role in supervising elections in Haiti and Nicaragua. Last month the UN's role was extended much further by resolution 687, giving rights of inspection and demolition of Iraq's nuclear, chemical, and biological weapons and missile production facilities.

"This has enormous implications for the future role of the UN and for the prospects of establishing a system of global

security. This will be a case study in multilateralism and collective security," comments Carlton Stoiber, head of the US State Department's office on nuclear non-proliferation, who drafted the resolution.

Two questions follow immediately from proposals to widen the right to intervene. The first is the extent to which the Kuwait-Iraq crisis and the current readiness of the Soviet Union to go along with US policy represents a moment of aberration in the usually stalemated politics of the UN.

It is far from clear whether the world consensus against Iraq will be maintained in subsequent crises, and the future foreign policy of the Soviet Union may soon revert to its adversarial stance in the UN.

Moreover, the veto power of the five permanent Security Council members could stall the new ambitions of the UN. China is likely to veto any attempt to defend the human rights of the

Tibetans, as the Soviet Union is likely to block any interest in independence movements of the Baltic states.

The second question is whether the UN, as an institution can sustain the new responsibilities which are being loaded onto its shoulders. The Secretary-General, Javier Pérez de Cuéllar, was this week told by President Bush of the decision to send troops in to northern Iraq; the UN was not, in any real sense, consulted.

This puts into a new context the current jockeying for Mr Pérez de Cuéllar's replacement. Senior UN figures, including Sir Brian Urquhart, have been proposing some dramatic changes in the role and powers of the Secretary-General. The proposals would seem to open the way for a far stronger figure — of the calibre of Mikhail Gorbachev, Eduard Shevardnadze, Margaret Thatcher, or ex-President Jimmy Carter — to take over the job.

## British units standing by

Richard Norton-Taylor,  
Jane Howard in Ankara, and  
Paul Webster in Paris

**A**BOUT 1,800 British troops are expected to join between 5,000 and 10,000 US, and 180 French, soldiers in northern Iraq to help set up and protect Kurdish refugee camps as part of the allied operation which last night was still far from finalised.

The Ministry of Defence was unable yesterday to specify the British units which will be involved or the tasks they will be asked to undertake. They are likely to include the Royal Marine's 3 Commando Brigade which includes a mountain and arctic warfare unit and engineer, medical, and transport squadrons.

Although the Cheshire Regiment, Britain's "spearhead" battalion, was put on standby, a MoD spokesman said it was not certain that it would be sent. A

decision on which units would be airlifted was unlikely to be taken before today, he said.

The Prime Minister, John Major, described the operation as a "short-term commitment". Whitehall officials suggested that it would take at least two months.

US helicopter flights carrying Disaster Assistance Response Teams yesterday began reconnaissance flights in search of suitable locations for settlements for the Kurds stranded on Turkey's remote mountain border.

French helicopters were also reported to be taking part in the operation. A senior British officer has also flown in to Incirlik, in southern Turkey, to take part in the planning.

In Ankara, a US embassy source said it was likely that at least one camp would be situated near Zakho, an Iraqi border town lying on flat land. It is situated on the other side of the frontier to Silopi, where at least 20,000 refugees are being relo-

cated by the Turkish authorities. Silopi is the area the Americans have designated as a forward base for helicopter relief flights.

The Turkish government welcomed President Bush's decision to set up safe havens inside Iraq patrolled by American, British and French forces. But it was not clear where the half dozen settlements would be, and senior military officials met at Incirlik for consultations.

Turkey is relieved that the 400,000 refugees on their territory and 600,000 more pressing against the borders will no longer be Ankara's sole responsibility. From the start, Turkey sought to internationalise the problem, fearing it would be left to shoulder the financial burden alone. The finance minister, Adnan Kahveci, yesterday estimated the government had already spent more than £24 million looking after the refugees.

Turkish statements stressed the temporary nature of the settlement plan. Diplomats point out that any hint of a Kurdistan in the making would be fiercely opposed.

UN officials in Ankara were surprised at the allied initiative and the lack of consultation with the mission to Baghdad of the UN Secretary-General, Pérez de Cuéllar. A fact-finding delegation headed by a Belgian, Eric Suy, was simultaneously

proposing a UN-sponsored plan said to have the go-ahead from the Iraqis.

"The mission in Baghdad was caught totally off guard by the announcement," said one UN official. "They had already got the green light on their plan."

Meanwhile, the United Nations High Commissioner for Refugees, Mrs Sadako Ogata, met President Ozal and other officials during a trip to see the plight of the refugees for herself. UN sources said she was also trying to clarify the lines of command in an effort to co-ordinate the relief operation more successfully.

The plan to care for the Kurds in their own country poses problems for UNHCR. If the Kurds are cared for in their own country they are not technically refugees. But Ankara has made it clear that even if they remain in camps in Turkey, they will not be granted refugee status. Either way, UNHCR has no official mandate to operate the camps.

The airlift of aid to refugees continued yesterday with another 3,000 tonnes being unloaded from American warships at the Mediterranean port of Iskenderun. Turkey's Anatolia news agency reported that so far 25,000 tonnes of food had been sent from the port overland for distribution by plane and helicopter.

# Kurd guerrillas say the battle goes on

**David Hirst** in the western Iranian town of Urumiya finds rebel commanders from across the Iraqi frontier unbowed and planning to expand the anti-Saddam uprising

**P**ERHAPS only the young and politically guileless would make so frank and unsolicited an admission. But Jaafar Ibrahim, a 22-year-old fighter of the Kurdish Democratic Party, had few misgivings about it.

In a school, he recounted, he and his comrades surrounded a company of Iranian mojahedin, the Iraqi-based militia that opposes Tehran's Islamic government and is fighting on President Saddam Hussein's side. Mr Ibrahim found he had 57 mojahedin trapped and at his mercy. He shot them all, 17 women included.

He would not, he said, have done that with ordinary Iraqi soldiers, but the mojahedin were beasts; they had gouged out the eyes of Kurdish women and children in the town of Karanjir, not far from Kirkuk.

He had, he conceded, not witnessed that particular atrocity. But in another office of another Kurdish organisation, the Popular Democratic Party, a peshmerga (freedom fighter) commander confirmed it.

A man of dry precision, Kamiran Ahmed, who had just walked to the Iranian frontier from the Kirkuk region living on a diet of roots and wild mushrooms, said that not all the stories of atrocities against Kurds were true; sometimes what looked like a massacre was caused by the mindless panic of Iraqi troops firing in all directions at close range.

But this one was true. He led the unit that pushed the Iraqi army and the Iranian mojahedin out of Karanjir. The retreating pro-Saddam forces had shot everyone and everything, including animals. They dumped the human bodies in piles. One boy aged about 12 lay separate. The bullet that killed him made a small hole in his back and blew his belly apart on its exit. He, like the rest, was eyeless.

In general, the Kurds take the savagery of their enemy for granted. When asked for other examples, Mr Ahmed thought for a moment and said: "Well, did you hear about the wounded peshmerga in the Saddam Hospital in Kirkuk? There were 120 of them. The returning army threw them all out of the windows."

He said it without a trace of emotion. Nor did another youngster, Russoul Mahmud, fresh from the Salahuddin front, show any feeling when recounting how Iraqi troops had put women and children on their tanks as they advanced into battle. "Fortunately they were not tied down," he said, "and they managed to jump off as the shooting started."

The particular brutality of this war in northern Iraq is one measure of the very high stakes. The autonomy-seeking Kurds have often played a key part in weakening or overthrowing Baghdad governments. This time, with the unprecedented calamity that has

With the calamity that struck their people, fighters feel they have little choice but to bring the regime down

struck their people, the peshmerga believe they have less choice than ever but to bring Saddam Hussein down.

And despite the calamity, their commanders believe that they can. True, they have suffered a great military reverse, but only from a position of unprecedented, unexpected strength.

Their rebellion is very far from crushed. They still find themselves in a far stronger position vis-à-vis Baghdad than in any earlier uprising.

This is seen most clearly in their territorial spread. They still hold such towns as Salahuddin and Shaqlawa, which lie outside their great natural mountain strongholds of north-east Kurdistan, and substantial swaths of territory all the way along the Iranian frontier to Khanaqin, 100 miles north-east of Baghdad. In the lower-lying regions as far as Kirkuk, the government forces control only the main roads — during the day.

The Kurds have more fighting men than ever before, and a

rich new supply of weapons captured from the Iraqi army. Their main problem is President Saddam's still plentiful T-72 tanks and his helicopters.

The peshmerga still rely a lot on Iran for supplies and access to the outside world. But it is nothing like the dependence of earlier years, and the Iranians now have much less reason suddenly and arbitrarily to withhold support — at least until they achieve their increasingly obvious ambition to see President Saddam fall.

But it is at least as much on Saddam Hussein's manifest weaknesses as on their own strengths that the peshmerga are counting. His main problem, they say, is not weapons but men. His use of the mojahedin illustrates it.

The Kurdish commanders' favourite one-word assessment of the morale of the regular Iraqi army is "zero". Its units consistently avoid combat where they can, and if forced into it they treat it as an opportunity to escape.

It seems that President Saddam now has little worthwhile infantry. It is only through his terror apparatus that he pushes soldiers forward: sometimes they are the same wretches captured by the Kurds in the early stages of the uprising, released, and then recaptured by the Iraqi army.

The morale of the Republican Guard is higher, but according to Said Mouza, a Kurdish commander from the Khanaqin front, it is overstretched. The same 20,000-plus "Nebuchadnezzar forces" were apparently used to recapture Kirkuk, Irbil, Sulaymaniyah, and Khanaqin one by one.

It is for the mojahedin that the Kurds have the healthiest respect. Mr Mouza called their fighting methods "almost suicidal". But there are perhaps 8,000 mojahedin at most.

Militarily, the Kurds are now at the very least holding their own, engaging in classical guerrilla warfare, ambushes, and hit-and-run raids. Commanders say that a reorganisation is under way to develop a unified command system. This has already happened to good effect in the Irbil sector.

Kamiran Ahmed thought that before long the reorganised peshmerga would be strong enough to start trying to retake the towns. But the Kurds have learnt nothing if not caution. Only when Kirkuk falls for a second time, he said, could we be sure that Saddam Hussein was well and truly done for.

The Guardian April 18, 1991

# Out of the fire, into the mire

## Martin Walker finds disarray emerging in the US administration

**T**HIS week America celebrated Read Aloud To Your Kids Day, and President Bush dutifully invited some six-year-olds to the White House to sit them on his knee over breakfast and read them fairy stories in which the wicked are defeated and good people live happily ever after. Nothing unusual about this. The President has been living in just such a fairy tale since the war ended. At last, with the decision to commit allied troops to save the Kurds, he seems to have woken up.

President Bush made one firm promise in the course of the US blitzkrieg: that the war was against Saddam Hussein, and not against the people nor the nation of Iraq. The result has been the reverse. Saddam Hussein remains in vicious power. Iraq is devastated, and its people are dying like flies. So far, only the agony of the Kurds has come home to the White House. Mr Bush has yet to heed the UN's warnings of epidemics among the other Iraqis whose power plants, sewers and water supplies have been

destroyed by allied bombing. In the White House, plans are still going ahead for the mother of all victory parades on July 4, although nothing had changed since those delirious days of triumph at the end of February. Even though the devastating images of the Kurdish tragedy stalk through the TV news bulletins and haunt the newspaper editorials, there has for the past month been some kind of break in the chain of logic that should link the Gulf war to its grim consequences. As General Colin Powell told the cheering gathering of American veterans last month, "Ain't it great to have a clean win".

As Iraq erupted into civil war, it was General Powell, in a meeting in the Oval Office, who stopped consideration of US military intervention with the blunt question: "What exactly is the mission?" Among the White House inner circle only Vice-President Quayle had suggested that the troops might advance further into Iraq to protect the Shi'ites and perhaps topple Saddam Hussein.

Powell's question was a reminder that the Vietnam syn-

drome was not entirely dead. The Pentagon may have a new taste for short, sharp victories around the world but it will bitterly oppose any operation that threatens to suck the US into a protracted guerrilla-style land war.

The evidence of the opinion polls is that US voters agree that the war is won, and the lack of peace is not really America's business. President Bush still enjoys an approval rate of over 70 per cent, even after the TV news got their cameras to the Turkish border to convey the price the Kurds are paying for the allied victory, before cutting away to Mr Bush with rod and line in pursuit of the Florida bonefish.

But trouble is brewing for the Bush administration. The war euphoria which promised to lift consumer confidence and end the recession has faded. Last month, a Time/CNN poll found 52 per cent of respondents saying that economic conditions were very or fairly good. This week, the same poll found 59 per cent saying economic conditions were very or fairly poor.

A nationwide rail strike began yesterday. American railways are not what they were, but they still carry a third of the nation's goods. The director of the Motor Vehicle

Manufacturers' Association said yesterday that the car industry would be at a standstill by the end of the week. Car sales have already slumped, dropping an average of 15 per cent in the last 10-day period. In the largest insurance failure in American history, Executive Life has just been taken over by California state officials, another victim of the collapse of the junk bond market.

"Real take-home pay after taxes is lower today than it was in 1959, the year before John Kennedy called for America to get moving again", Senator Al Gore told a gathering of Democrats at the weekend, in his campaign to convince his party that the Bush-Quayle ticket may be vulnerable in next year's Presidential election.

He may be right, because something unusual has started to happen to the Bush administration this year. It no longer looks like the tight-knit team of experienced administrators which governed with remarkable cohesion and few leaks in its first two years. This is because most of the Bush inner circle first worked together in the Ford administration from 1975 to 1977, when Bush was President Ford's CIA director. James Baker was assistant secretary for commerce, and Brent

Scowcroft was — then as now — national security adviser. Until January this year, Bush's policy-making team worked with an unusual unanimity. But then came Mr Baker's freelance diplomacy, the famous joint communiqué with the new Soviet foreign minister which appalled the White House by offering the Soviet Union an equal role in the post-war Middle East.

Last Sunday, Defence Secretary Dick Cheney (who was President Ford's White House chief of staff), also strolled off the reservation to tell TV interviewers that his earlier predictions that Perestroika could never work "look pretty good now". While the White House and State Dept are still sticking by their support for Mikhail Gorbachev, Cheney asserted "At some point, he's clearly going to be gone".

Unnerved at the prospect of Soviet press headlines reading "Bush dumps Gorbachy", the White House spokesman on Monday said that plans for a Moscow summit were going ahead, and changed policy by suggesting that the summit need not even be marked by signing a Strategic Arms Reduction Treaty. Hours later, the spokesman, Marlin Fitzwater, backtracked, saying: "It

is our aim to have a START "Treaty", and apologising for "sending a wrong signal".

Then came the muddled policy over humanitarian aid to Iraq's refugees. The belated announcement that 8,000 US troops would be assigned to relief efforts along the Turkish border was followed yesterday by the US Army's decision to stop issuing ration cards to refugees in southern Iraq.

Did this augur a new policy of "Feed the Kurds, Starve the Shi'ites"? Apparently not, the Army decision is to be reassessed. Hours later, President Bush announced that US troops are to go into northern Iraq to help distribute aid. Do they fight if attacked? What precisely, in General Powell's words, is the mission?

What seems clear is that the policy-making machinery of the Bush administration, once remarkably smooth, is in disarray. On Soviet policy, on trade policy and how tough to get with Japan, and at home on crime and gun control, on interest rates and how to deal with the recession, the Administration's internal consensus is breaking down. Having won the war in the Gulf, the Bush administration is in serious danger of losing the peace at home as well as abroad.



# Morality and Bush Foreign Policy

By Keith Berner

**A**S the tragedy of the Kurdish refugees unfolds in Iraq, George Bush's post-Gulf-war honeymoon may turn out to be surprisingly short-lived. Instead of simply basking in the aftermath of the quick and easy victory in Iraq, Mr. Bush is coming under increasingly sharp attacks from critics of both the left and the right. Their moral arguments, which represent a powerful stream of American political culture, may begin to undermine the president's aura of foreign policy success, and hence, his overall popularity.

Morally outraged conservatives are citing two historical cases which parallel the Bush administration's decision not to aid the Iraqi Kurds: Soviet inaction as the Nazis brutally suppressed the Warsaw ghetto uprising in 1944, and American refusal to aid the Hungarian rebellion of 1956.

Liberals in anguish over the current situation might cite another precedent: the killing fields of Kampuchea (Cambodia) in the mid-1970s. They can make the case that it was American intervention during the Vietnam war that destabilized Kampuchea, beginning the process that finally led to genocide.

In terms of the American political scene, the most interesting thing about the current debate is

that liberals and conservatives are allied in opposition to Bush's post-Gulf-war policy. Both groups have a sense of moral indignation - liberals because Bush seems to have ignored the human costs of his policy, conservatives because he has not finished the job he supposedly set out to do.

The aftermath of the Gulf war is not the first time these strange bedfellows have found themselves in agreement regarding Bush's foreign policy. The administration's coddling of the Chinese government following the Tiananmen Square massacre resulted in a similar outcry from both liberals and conservatives. Tiananmen Square served as but one indication that, for the first time since Richard Nixon, there is a realist in the White House, someone for whom security takes precedence over morality.

High-sounding rhetoric aside, Bush *did* complete his mission in Iraq and at costs he deemed acceptable. In contrast to conservative aims, Operation Desert Storm was *not* a moral crusade against oppression or in favor of democracy, neither in Iraq nor in Kuwait. Bush set out to liberate Kuwait and reestablish its prewar government. He did just that.

In contrast to liberal values, Iraqi costs had no place in Bush's calculations. This was a war not for ideals but for interests. What counted were American costs.

Despite his initial success, however, Bush has not yet secured a long-term foreign policy victory.

Of immediate concern to the president is the possibility that Iraq could disintegrate, in which case his attempt to stabilize a region vital to American security interests will have backfired.

Even if Iraq remains intact, however, the debate sparked by human rights atrocities could eventually undermine the president's popularity as the American people search for moral content in a policy that is fundamentally amoral. Whether taming the continent or making the world safe for democracy, the US has always been a nation in search of a vision.

**O**NE reason, among others, for the failure of the Nixon/Kissinger foreign policy is that it lacked a moral vision that could be communicated to the public: establishing a *modus vivendi* with the Soviet Union and a balance of power with other leading nations simply did not satisfy the American people. It is no accident that the following two presidencies (the Ford interregnum aside) resurrected the moral component of foreign policy, albeit in dichotomous manifestations. What were Jimmy Carter's human-rights campaigns and Ronald Reagan's battle against the "Evil Empire" if not crusades for the international realization of the American purpose?

George Bush has often joked about his lack of the "vision thing." While he has been fortunate

nate up to now (events in Eastern Europe helped eclipse the anger at his very pragmatic response to Tiananmen Square), events in Iraq and Kuwait could dull the post-Gulf-war glow. The American people might begin to wonder not only about the human tragedy of the Kurds, but about dictatorship in Iraq and Kuwait. A Soviet crackdown in the Baltics, which would almost certainly be met with caution by the administration, as has thus far been the case, would likely exacerbate this disquiet.

The ultimate danger for George Bush is that if the gleam of his foreign policy is tarnished, his presidency could well be left without any luster at all. It is only his foreign policy success that has obscured the complete failure of his administration on the domestic front.

If disaffection with Bush's foreign policy builds rapidly enough - which will be dependent on international events - it could bode badly for his reelection hopes in 1992. More likely, the consequences will not play out until 1996, when the American people will turn once again to a president whose foreign policy transcends a search for security. Whether the next president's moral vision will be of the left or the right, only time will tell.

■ Keith Berner is a doctoral student in the defense and arms control studies program at Massachusetts Institute of Technology.



## OPINION

■ *In contrast to conservative aims, Operation Desert Storm was not a moral crusade against oppression . . . In contrast to liberal values, Iraqi costs had no place in Mr. Bush's calculations. This was a war not for ideals but for interests. What counted were American costs.*



# Turkey Begins to Resettle Kurds

*Ban on Iraqi refugees is lifted, but the ordeal persists for thousands in mountain passes*

**By Gerald Butt**

Special to The Christian Science Monitor

NICOSIA, CYPRUS

**T**HE first major steps to bring comfort to hundreds of thousands of Iraqi Kurdish refugees stranded in the mountains in the Turkish border region were starting to be taken early this week — 18 days after the mass exodus of Kurds from their homes began.

In the border regions of Iran, meanwhile, the authorities are still reporting major difficulties in trying to cope with the crush of desperate refugees.

Turkish officials say they are trying to take care of about 400,000 refugees — with another 300,000 expected to arrive in the coming days.

Hopes that their plight will gradually start to improve rose with a decision by the Turkish government, announced April 14, to lift the official ban on the refugees entering the country. Newspapers in Ankara, the capital, said the change of policy was ordered by President Turgut Ozal after talks with United States President Bush.

The preparations were getting under way with the transfer of a first group of 20,000 people from the huge temporary settlement of Isikveren in the mountains. For the past two weeks, more than 150,000 Kurds have been living there in what relief workers have called "disastrous conditions" — without food, water, or adequate shelter. Relief officials say many refugees have died, and many more are close to death.

The plan is that about 2,000 refugees each day will be driven by bus down to a camp near Silopi, on a plain close to the Iraqi border. Turkey plans to settle the



**KURDISH REFUGEES IN MOUNTAINS ON IRAQI BORDER:** Turkish officials say they are trying to take care of about 400,000 refugees. Many of the refugees have been living without food, water, or adequate shelter, relief workers report.

refugees in more areas like this one adjacent to the Iraqi border.

"In the next few days," Hayri Kazakcioglu, the governor of Turkey's southeastern border region, said, "the ordeal of thousands of Iraqi refugees, living under the worst conditions, will end and they will start living in a place equipped with every facility."

### **'We have done our best'**

Commenting on Turkey's efforts to help the refugees, the governor commented: "We are not claiming to have done a good job, but we have done our best."

The camp at Silopi is becoming the main distribution point for a reinvigorated US effort — code-named Operation Provide Comfort — to bring help to the Kurdish refugees. US troops and military equipment were arriving in the area early this week.

Although the prospects for those refugees on the Turkish frontier look more promising than they did a few days ago, conditions on the Iranian border are

deteriorating further, with little chance of improvement in the near future.

The Iranian Interior Ministry said on April 15 that the number of Iraqi refugees had risen to more than 900,000.

The ministry, quoted by the Iranian news agency, added that "continued attacks by the Baathist forces troops on Iraqis" were forcing people still to flee to Iran.

Other Iranian reports from the border areas spoke of more refugees dying "of sickness, exhaustion, and malnutrition."

The Iranian news agency said "starving refugees were rushing to trucks carrying foodstuff, preventing the proper distribution of supplies." The agency said that, because of a lack of hygienic and medical facilities, "it is feared that infectious disease may become epidemic."

### **Relief efforts strained**

A grim note was also sounded by Vahid Dastjerdi, the head of the Iranian Red Crescent Society.

The society was working in five border provinces, he said, adding: "At present, there is nothing in our warehouses."

The United Nations has said that it wants to raise \$400 million to help Iraqi refugees on the Iranian and Turkish borders.

Sadako Ogata, the UN high commissioner for refugees, has been holding talks on the crisis with government officials in Iran. Sadruddin Agha Khan, the coordinator of UN relief supplies in the Gulf, has been having similar discussions in Iraq, and Eric Suy, a special envoy of the UN secretary-general, has been visiting northern areas of that country.

Although the plight of Kurdish refugees continues to attract international attention, Iraqi opposition groups say the armed struggle against the forces of President Saddam Hussein is beginning to gather momentum again.

According to reports filtering out of Iraq, many Kurdish fighters who left to help their families flee the advancing Iraqi Army have returned. The Kurdish guerrillas say they have been concentrating their efforts on attacking Army positions in and around the city of Suleimaniyyah.

The Iraqi government, for its part, is claiming that Kurdish families are "pouring back into towns and villages in the north of the country" in response to the amnesty announced earlier this month. Saddam gave a personal assurance last weekend about the safety of Kurds returning home, saying that only murderers, rapists, and thieves need fear punishment.

The president's appeal and the offer of an amnesty have had no noticeable impact on the refugee crisis, with hundreds of thousands of Kurds still trying to reach the border areas.

# La communauté internationale face au calvaire des réfugiés Des centaines de Kurdes meurent chaque jour à la frontière turque

Les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis lundi 15 avril à Luxembourg, ont proposé que le président irakien Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide » contre la population kurde, aux termes de la convention des Nations unies de 1948. Entre 400 et 1 000 réfugiés kurdes meurent chaque jour aux abords de la frontière irako-turque, « la plupart de maladies qui pourraient être évitées », a indiqué le porte-parole du département d'Etat à Washington. Au total, plus de 2 250 000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers, selon les derniers chiffres rendus publics par les organisations humanitaires à Genève.

## Entre l'exil et la peur

par Jean-Pierre Langellier

Nation orpheline, recrutée d'épreuves, les Kurdes vivent un nouveau calvaire, l'un des pires de leur longue histoire. Familier des défaites et des trahisons, le plus nombreux des peuples sans patrie disait n'avoir que ses montagnes pour amis.

Dans le nord de l'Irak, deux millions de Kurdes les ont pourtant quittées, et affrontent aujourd'hui l'impossible choix entre l'exil et la mort. Ce n'est ni leur premier exode, ni la plus grosse - loin de là - des hémmorragies humaines en cette fin de siècle qui vit s'enfuir, parmi beaucoup d'autres, dix millions de Bengalais et six millions d'Afghans. Mais rarement une fuite éperdue aura réuni, si vite, tant de monde et dans des conditions aussi terribles. En outre, cet exode kurde diffère des précédents par son ampleur et sa nature.

Les 300 000 réfugiés qui en 1975 trouvèrent asile en Iran étaient, pour l'essentiel, liés par la famille ou le clan, aux Peshmergas, que le brusque « lâchage » de Téhéran venait de plonger dans la débâcle. Les 65 000 villageois échoués en Turquie en 1988 avaient, eux, survécu aux bombardements chimiques qui firent 5 000 morts dans la région de Halabja. Cette fois, c'est un peuple tout entier - des paysans aux hommes d'affaires - qui a abandonné sa terre natale.

Cet exode rappelle, à certains égards, celui des Arabes de Palestine en 1948. A l'époque, le massacre par l'Irgoun de Menahem Begin de 230 villageois à Deir-Yassin, amplifié par la propagande des Etats arabes, alimenta une formidable réaction en chaîne qui aura jeté au total sur les routes de l'exil quelque 600 000 personnes, d'autant plus apeurées qu'elles avaient cru à une foudroyante victoire sur les « bandits sionistes ». Traqués par les soldats d'un régime dont ils ont une vieille et amère expérience, terrorisés par les pluies de

napalm et les bombes au phosphore, les Kurdes d'Irak ont, eux aussi, obéi d'emblée à un réflexe de peur.

Ce parallèle, qu'il serait hasardeux de prolonger, entre la Palestine de 1948 et l'Irak de 1991, a un mérite : mettre en lumière les risques des départs précipités. Quarante-trois ans après ce que les Palestiniens appellent la « première calamité », une partie des réfugiés de 1948 continuent de vivre dans les camps de l'exil, Israël leur ayant toujours dénié le « droit au retour », tandis que le monde arabe refusait de les intégrer. Et près de la moitié des réfugiés kurdes de 1988 se trouvent encore dans les camps de Turquie orientale où leurs frères en détresse s'apprentent à les rejoindre en plus grand nombre.

### Arabisation forcée

L'exil des Kurdes ne pourrait que combler d'aise un Saddam Hussein, soucieux depuis toujours de déraciner - au sens fort du mot - cette minorité trop indocile, fille d'une nation éclatée sur cinq pays (Turquie, Irak, Iran, Syrie et URSS) et qui revendique chez elle l'autonomie politique et culturelle, faute d'oser croire encore à une improbable indépendance de l'entière diaspora. Les Kurdes, qui ont la « mémoire arabe » douloureuse - leur plus ancien poème connu décrit les exactions commises au septième siècle par l'envahisseur mahométan - font les frais depuis près de trente ans de la politique d'« arabisation » forcée, que le parti Baas remet périodiquement à l'honneur, au nom d'une oppressive unité nationale.

Rompant des équilibres millénaires entre un peuple montagnard et ses villages, ses pâturages et ses vergers, le régime baasiste regroupa, au cours des années 70, des milliers de Kurdes dans des « hameaux stratégiques » et en déporta deux cent mille, à l'autre bout du pays, dans les villages arabes du Bas-Euphrate. Ces déplacements de population étaient

cyniquement légitimés par des considérations politiques - le souci d'éloigner les Kurdes d'une région « sensible » car frontalière et riche en pétrole - ou par les « exigences du marché interne du travail », comme disait joliment M. Tarek Aziz en 1975.

En retour, on organisa l'installation de colons arabes irakiens sur les terres fertiles des environs de Kirkouk et l'on fit même venir, avec un sens très particulier du panarabisme, des paysans égyptiens et yéménites entre Irbil et Soulaymaniyah.

### Les craintes d'Ankara

Ces mesures de grande envergure allaient de pair avec une répression plus « quotidienne », justifiée par la lutte contre la rébellion des peshmergas - vergers incendiés, puits empoisonnés, sources murées - et qui dégénérait parfois en politique de la terre brûlée - 4 000 villages rasés en 1988 - ou en début de génocide - 8 000 partisans de Massoud Barzani arrêtés puis « disparus » sans laisser de trace en 1983. Pour Saddam Hussein, le dépeuplement du Kurdistan, résultat d'un exil forcé, serait une « solution finale » inespérée, en ces lendemains d'humiliante défaite au Koweït.

Vue de Turquie, l'arrivée à ses frontières d'un tel flot humain, impossible à endiguer, ressemble à une vengeance démographique ourdie à Bagdad contre un pays à la pointe du récent combat antirakien. Les craintes d'Ankara sont multiples et fondées. L'afflux massif de réfugiés risque d'y déstabiliser une économie fragile, de stimuler le nationalisme de la minorité kurde - un Turc sur quatre - voire de grossir les troupes du PKK. Seule formation kurde ouvertement indépendantiste, ce « parti des travailleurs du Kurdistan », qui pratique le terrorisme, est responsable de la mort d'au moins 2 600 personnes depuis 1984.

Les foules kurdes qui, il y a quelques semaines, le temps d'une éphémère libération, souhaitaient « longue vie » au « Hadji Bush » (Bush le sage), maudissent aujourd'hui le président américain, en criant à la trahison. Constatant une nouvelle fois leur solitude, les Kurdes d'Irak n'ont même plus le réconfort de leurs montagnes natales, où sévit, loin derrière eux, la soldatesque ennemie.

LE MONDE 18 AVRIL 1991

Le monde arabe assiste, sans mot dire, à leur drame, bien qu'il partage leur foi sunnite. L'autonomie et la démocratie, chevaux de bataille des Kurdes, suffisent à leur aliéner la quasi-totalité des régimes de la région. Seule la Syrie - où règne d'ailleurs une minorité, les Alaouites - a parrainé chez elle, en protectrice intéressée, le regroupement de l'opposition anti-Saddam, puis permis le retour au pays des exilés kurdes, tant est vive sa haine du pouvoir irakien.

Silence aussi en Israël, l'ancien ami des Kurdes, qui, aux côtés de la CIA, avait soutenu activement les peshmergas de 1964 à 1975, conformément à sa doctrine d'appui aux peuples de la « périphérie », non arabes ou non musulmans. Craint-on à Jérusalem que la sollicitude internationale en faveur des Kurdes s'exerce un jour, sous d'autres formes, au profit des Palestiniens ? Aucun gouvernement n'approuvant les objectifs politiques des Kurdes d'Irak, personne ne leur a donc offert une aide militaire analogue à celle généreusement fournie il y a dix ans aux moudjahidines afghans.

Une seule fois dans leur histoire récente, les Kurdes purent croire qu'ils étaient maîtres chez eux. Leur liliputienne République autonome du Kurdistan, fondée au lendemain de la guerre, autour de Mahabad, dans le no man's land séparant les zones d'occupation soviétique et britannique en Iran, ne dura que onze mois, de janvier à décembre 1946. Le drapeau kurde, orné d'un soleil jaune qu'entourent deux épis, flottait à nouveau le mois dernier sur des bâtiments officiels, au nord de l'Irak. Aujourd'hui, il est une fois de plus l'emblème d'une cause perdue.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

□ Occupation du hall de l'UNESCO par des kurdes. - Une centaine de militants de l'association SOS-Kurdistan ont occupé le hall d'entrée de l'Unesco à Paris trois quarts d'heure, lundi 15 avril, pour protester, disaient-ils, contre « le silence des Nations unies et des grandes puissances » sur le massacre des Kurdes irakiens. « SOS-Kurdistan s'indigne d'un prétendu humanisme qui reste immobile devant le massacre d'un peuple luttant pour sa libération et pour sa constitution en nation. »

## La situation au Kurdistan et la réaction européenne

### De quatre cents à mille réfugiés meurent chaque jour à la frontière turque

Le porte-parole du département d'Etat, M<sup>me</sup> Margaret Tutwiler, a déclaré, lundi 15 avril, que, selon les estimations des secouristes internationaux sur place, entre 400 et 1 000 réfugiés irakiens meurent toutes les vingt-quatre heures, aux abords de la frontière irako-turque. « La plupart [périssent] de maladies qui pourraient être évitées », a ajouté M<sup>me</sup> Tutwiler ; chaque jour qui passe, les autres s'affaiblissent. » « L'armée américaine continue à augmenter ses capacités de transport pour la plus vaste opération de secours lancée dans l'histoire moderne », a-t-elle poursuivi, indiquant que 8 300 militaires américains sont désormais sur place en Turquie.

Selon les responsables du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) en Turquie, les réfugiés dans ce pays sont répartis sur douze sites le long de la frontière, dont deux seulement sont accessibles par des engins motorisés. Pour les autres les distributions de secours ne sont possibles que par hélicoptère.

Le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Marlin Fitzwater, a indiqué que les militaires américains pourraient pénétrer en territoire irakien. « Nous aurons des gens qui entreront et sortiront », a-t-il dit, tout en soulignant que ce ne serait pas en grand nombre et en rappelant que les Etats-Unis espéraient pouvoir laisser les organisations internationales prendre le relais le plus tôt possible. Jusqu'à présent, huit zones de largage ont été établies pour les parachutages de secours, cinq en Turquie et trois en Irak, et des représentants des organisations internationales sont présents sur quatre d'entre elles, a indiqué M<sup>me</sup> Tutwiler. Elle a reconnu que l'organisation de la distribution des vivres demeurerait un problème. Les aviations américaine, britannique et française ont effectué 152 vols, larguant 1 029 tonnes de vivres, médicaments, couvertures, tentes et sacs de couchage pour les quelque 800 000 réfugiés en majorité kurdes qui se trouvent de part et d'autre de la frontière irako-turque.

#### 2 250 000 personnes déplacées

M<sup>me</sup> Tutwiler s'est dit incapable de confirmer ou démentir des informations selon lesquelles des soldats turcs auraient ouvert le feu sur des réfugiés ou pillé des stocks de vivres. Les Etats-Unis vérifient ces informations et « nous espérons évidemment qu'elles ne sont pas correctes », a-t-elle déclaré. Le premier ministre turc, M. Yildirim Akbulut, a, pour sa part déclaré, lors d'un entretien avec le chef du gouvernement britannique, que les troupes de son pays n'utilisaient pas la force pour empêcher les réfugiés de traverser la frontière.

Conformément à la promesse faite par le gouvernement d'Ankara, un premier convoi a transféré lundi 2 000 réfugiés kurdes d'Isikveren, dans la montagne, vers des lieux d'hébergement aménagés et plus accessibles, mais ce mouvement est particulièrement lent.

Selon les derniers chiffres rendus publics lundi par les organisations humanitaires à Genève, plus de

2 250 000 Kurdes d'Irak ont quitté leurs foyers et sont répartis aux frontières avec la Turquie et l'Iran.

Le haut-commissaire de l'ONU pour les réfugiés, M<sup>me</sup> Sadako Ogata, qui se trouve en Iran depuis samedi, a indiqué que le nombre de réfugiés kurdes irakiens dans ce pays s'élève à 901 120. Par ailleurs, la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, dont une mission a séjourné dans la région récemment, indique que 750 000 Kurdes irakiens sont en ce moment en route vers la frontière iranienne.

Les Nations unies pourraient se voir confier la surveillance et le ravitaillement de plusieurs itinéraires en territoire irakien pour faciliter le rapatriement des réfugiés kurdes massés aux frontières turque et iranienne, a-t-on appris lundi de sources diplomatiques à l'ONU.

Le président Saddam Hussein s'est rendu dans la ville de Kirkouk, dans le Kurdistan d'Irak, a indiqué, lundi 15 avril, l'agence irakienne INA. La ville de Kirkouk, chef-lieu de la province la plus riche en pétrole de l'Irak, a été reprise aux insurgés kurdes fin mars. Le président avait visité samedi dernier Irbil, autre ville du Kurdistan. - (AFP, Reuter.)

### Les Douze proposent que M. Saddam Hussein soit jugé pour « tentative de génocide »

Les Douze entendent que M. Saddam Hussein rende des comptes comme criminel de guerre. Réunis lundi 15 avril à Luxembourg, ils se sont ralliés à une suggestion qui leur était présentée par M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, et ont chargé leur président en exercice, le luxembourgeois Jacques Poos, d'examiner avec M. Javier Perez de Cuellar, le secrétaire général des Nations unies qu'il devait rencontrer mardi 16 avril à Strasbourg, d'indiquer dans quelles conditions et selon quelle procédure Saddam Hussein pourrait être jugé, en application de la Convention des Nations unies de 1948 sur le génocide.

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)



de notre envoyé spécial

« Les ministres des affaires étrangères de la Communauté tiennent Saddam Hussein comme personnellement responsable du crime de génocide tel qu'il est défini par cette Convention (...) Un signal politique clair est ainsi adressé au dictateur irakien, ainsi qu'à tout dictateur qui pourrait être enclin à imiter son exemple » a commenté M. Poos. « Nous estimons, a ajouté pour sa part, le ministre belge M. Marc Eyskens, que Saddam Hussein est personnellement responsable pour le sort fait à la population kurde, qui est une tentative de génocide ».

Les Douze prennent de moins en moins de précautions oratoires pour proclamer, à l'instar de M. Eyskens, que « tout serait évidemment plus facile si nous étions débarrassés de Saddam Hussein ». C'est cependant un thème - l'attaque personnalisée contre le dictateur irakien - que n'abordent guère les Français. En revanche M<sup>me</sup> Elisabeth Guigou, le ministre chargé des affaires européennes qui conduisait la délégation à Luxembourg, a exposé devant le Conseil le

LE FIGARO 17 AVRIL 1991

plan soumis à New-York afin d'aider les réfugiés à retourner chez eux, avec l'assistance et la protection des Nations unies.

### L'aide aux réfugiés

L'idée inscrite dans ce plan de créer des points d'appui au-dessus du 36<sup>e</sup> parallèle et d'y décentraliser l'aide médicale et alimentaire dans des camps protégés par l'ONU, a été reprise à leur compte par les Douze. Ceux-ci ont constaté que l'exécution du programme d'aide alimentaire au profit des réfugiés kurdes (700 millions de francs sur le budget communautaire) décidé la semaine passée par les chefs d'Etat et de gouvernement, s'opérait sans retard. Un tiers des crédits disponibles ont déjà été engagés. Selon M. Abel Matutes le commissaire responsable, la CEE pourra ainsi fournir vivres, médicaments et vêtements à 600 000 personnes pendant deux mois. Les Français ont insisté pour qu'une partie plus importante de l'aide soit orientée vers l'Iran où se rassemblent un nombre croissant de réfugiés. Le commissaire Matutes a invité les Etats membres à consentir un effort logistique plus important et en particulier à mettre des hélicoptères à la disposition de la Communauté

ainsi que des ONG qui opèrent sur le terrain. Il souhaite également avoir accès aux stocks militaires, notamment des couvertures, qu'on ne trouve pas sur le marché en nombre suffisant.

L'intervention de M. Matutes a révélé qu'au-delà des dissensions de nature politique, nombre de rigidités subsistent du côté européen, susceptibles de gêner le bon déroulement de cette opération de survie. Il a ainsi déploré qu'à part en Belgique, en France et aux Pays-Bas, les ONG ne se soient pas du tout manifestées pour mettre en œuvre l'aide financée par la CEE. A l'entendre, la mobilisation de l'opinion au profit des Kurdes ne s'effectue pas au rythme que commanderait l'urgence de la situation.

« Notre objectif est aussi de leur assurer un avenir dans la dignité. Nous poursuivons notre réflexion sur la protection des minorités. La Communauté réfléchit à ce que pourrait être une stratégie globale par rapport au problème kurde », a encore indiqué M. Poos, confirmant que les sanctions décrétées par l'ONU contre l'Irak ne seraient pas levées tant qu'une solution satisfaisante au problème immédiat des Kurdes n'aurait pas été trouvée.

PHILIPPE LEMAITRE

Alors que les alliés organisent enfin les secours

## Kurdes : mille bébés meurent chaque jour

L'ONU va examiner la demande de la CEE de juger Saddam Hussein pour génocide.

Les chiffres confirment l'ampleur du drame kurde : près de deux millions et demi de personnes déplacées, mille bébés morts faute de soins chaque jour, selon les organisations humanitaires et le département d'Etat américain.

● « Une tragédie humaine se joue sous nos yeux », a déclaré hier M<sup>me</sup> Sadako Ogata, haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés. Son appel a été entendu : les dirigeants

américains, français, britanniques et turcs sont décidés à faire descendre les réfugiés des zones montagneuses, difficiles d'accès, pour les regrouper en basse altitude, en territoire irakien, dans des zones de protection, où il sera plus facile de leur porter secours.

● L'ONU va examiner la demande de la CEE de déférer le rais devant la justice internationale pour génocide.



Par centaines de milliers, les Kurdes continuent de fuir la répression irakienne

# La route de l'interminable exode

*Jour après jour, des milliers de réfugiés kurdes épuisés se pressent vers le col de Piranchahr, à la frontière entre l'Iran et l'Irak, l'un des premiers points atteints par l'aide internationale.*

**PIRANCHAHR**  
de notre envoyé spécial,  
**Jean ROLIN**

La route d'Arbil à Piranchahr par laquelle des centaines de milliers de Kurdes irakiens auraient déjà fui vers l'Iran continue de drainer un flot apparemment intarissable de réfugiés épuisés, décimés jour après jour par cet interminable exode.

A hauteur du col entouré de sommets enneigés, par où la route franchit la frontière, les autorités iraniennes, décidément plus accueillantes, à tout prendre, que celles de Turquie, ont établi un poste de contrôle destiné non pas à contenir ce flot, mais à en limiter le débit afin de retarder le moment où la petite ville de Piranchahr sera définitivement submergée.

Le col de Piranchahr est également l'un des premiers points atteints par cette aide internationale, si lente à venir et si maigre à en juger par le volume et par la qualité de ce qui parvient effectivement aux réfugiés kurdes.

Hier matin, dans un grand déploiement de presse, de bonnes volontés proclamées et de fanions étoilés aux couleurs de la Communauté européenne (le moment et le lieu étaient-ils vraiment bien choisis pour pavoiser ?), l'organisation Médecins du monde a établi sur la frontière, de concert avec l'armée iranienne, un avant-poste médical qui devrait être opérationnel dans les jours à venir.

## Une immense cohorte immobile

Mais quels que soient le dévouement et la compétence du personnel engagé dans cette opération, elle ne pourra couvrir qu'une part infime des besoins de ces dizaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants bloqués depuis plus de dix jours sur une route de montagne où il neigeait encore la semaine dernière.

Bien qu'il soit naturellement impossible de vérifier ces chiffres, il semble que plusieurs centaines de personnes pour la plupart des enfants et

des vieillards, aient déjà trouvé la mort sur cette route d'Arbil à Piranchahr.

Hier matin, dans le cimetière de Piranchahr, on enterrait encore dix enfants morts la nuit précédente de malnutrition, de froid et d'épuisement.

Piranchahr — dont la population serait passée en deux semaines d'environ trente mille à près de deux cent mille habitants — peut faire figure de terre promise pour les réfugiés encore englués dans la cohue de l'autre côté de la frontière.

Ces derniers y retrouveront pourtant des conditions presque aussi désastreuses que celles qu'ils viennent d'endurer dans la montagne.

Beaucoup de familles ne disposent pour tout abri que d'une loque de plastique et regardent comme des privilégiés les femmes et les enfants qui, par milliers, ont trouvé refuge dans une mosquée inachevée, ouverte à tous les vents, où les femmes préparent le pain dans une cour en terre battue, constellée d'ordures et d'excréments.

Sur combien de kilomètres, en territoire irakien, serpente l'immense cohorte que draine au compte-gouttes le poste établi par les militaires iraniens au col de Piranchahr ? La plupart des réfugiés citent le chiffre de 50 kilomètres, ce qui représente à peu près le tiers de la distance séparant Arbil, une des grandes villes du Kurdistan irakien, de Piranchahr.

## « A quoi bon nous mettre en colère ? »

Sitôt franchi, en direction d'Arbil, la frontière, que marquent, du côté irakien, les ruines d'un bunker écrasé par les bombardements, on remonte, avec difficulté ce flot presque immobile, mêlant dans une invraisemblable confusion les piétons, le bétail, les automobiles, les tracteurs, les camions et d'autres véhicules totalement inadaptés au transport de passagers, tels qu'engins de chantier ou moissonneuses-batteuses.

La plupart de ces véhicules, quelle que soit leur destination d'origine, sont chargés

non seulement des effets personnels que les réfugiés ont pu rassembler avant de fuir, mais de bois mort ramassé en cours de route afin de limiter les risques de mourir de faim ou de froid.

Un peu partout — en particulier là où la route enjambe le cours d'un torrent grossi par la fonte des neiges —, des campements sont établis sur les bas-côtés, en dépit de la présence de mines éparses qui ont déjà causé plusieurs morts et de nombreux blessés.

Sur la berge d'un de ces torrents, à côté du cadavre balonné d'un âne, des femmes font la lessive et étendent leur linge, profitant de quelques heures d'ensoleillement après plusieurs jours de mauvais temps.

Sur le sol boueux, jonché de débris, de douilles de kalachnikovs et de tessons de projectiles de gros calibre, des familles sont installées autour de petits feux sur lesquels cuisent le pain et le riz qui constituent l'essentiel de leur nourriture.

A 10 mètres de là, on remarque deux monticules de terre fraîchement remuée, de taille inégale, sous lesquels posent un enfant de cinq mois et un homme de vingt-cinq ans, morts la nuit d'avant.

Dans une voiture, d'où ses deux pieds nus dépassent par la porte arrière entrouverte, une femme agonise, tandis que son mari ou son fils lui soutient les épaules et lui prodigue d'inutiles paroles d'encouragement.

Il n'y a pas ici une seule famille qui n'ait perdu plusieurs des siens, soit pendant les bombardements de l'armée irakienne sur les villes kurdes, soit sur la route de l'exode.

Les récits que font les réfugiés sont si semblables, si accablants, que, à force d'entendre cette longue litanie de morts et de destructions, on ne s'étonne plus de voir un père, qui, voilà deux semaines, a perdu deux de ses enfants, l'un déshiqué par des roquettes, l'autre brûlé au napalm, en enterrer un troisième, mort de froid ou de faim, sans une larme et sans une parole de colère.

« A quoi bon nous mettre en colère ? nous disait l'un d'entre eux, qui venait d'enterrer son enfant au cimetière de Piranchahr. Nous sommes pau-

vres et faibles. Nous nous sommes mis en colère tant de fois, et voyez ce que nous en avons retiré. »

## L'espoir de reprendre le combat

A 5 kilomètres environ de la frontière, en territoire irakien, la cohorte des réfugiés campe parmi les ruines du village d'Hadji Omran, détruit par l'armée irakienne en 1975, après avoir pendant plusieurs années abrité l'état-major du général Barzani, figure légendaire de la résistance kurde.

Les pechmergas, qui circulent librement dans toute cette région frontalière, y ont installé un poste de contrôle où sont recueillies les armes des hommes qui vont chercher refuge en Iran.

La plupart soutiennent d'ailleurs qu'ils reprendront le combat sitôt leur famille mise en lieu sûr. A cette fin, ils se font délivrer par les pechmergas un reçu en bonne et due forme.

Mais, à en juger par l'état de ces armes — kalachnikovs, lance-roquettes RPG, grenades — amoncelées en un énorme tas et déjà piquées de rouille, il est douteux qu'elles soient appelées à resservir.

Sans doute l'image de ces réfugiés exsangues, défilant devant un amoncellement d'armes rouillées, est-elle celle d'un peuple défait.

Depuis quelques jours, le bruit court d'ailleurs que, afin de parachever son anéantissement, les autorités irakiennes installeraient des colons palestiniens, soudanais ou yéménites dans les villes reprises aux Kurdes.

Et cependant, lorsqu'on voit cet enfant qui, la main droite, brûlée par le phosphore ou le napalm, trouve la force de sourire et de saluer de quelques mots d'anglais le journaliste de passage, ou ces familles décimées qui, parmi les décombres, se font un devoir de vous inviter à prendre le thé pour vous entretenir de leurs vagues espoirs ou remercier la France de sa tardive intervention en leur faveur, on se dit qu'il ne saurait être au pouvoir d'un Saddam Hussein d'en finir avec un tel peuple.

J. R.



# Les alliés décident un nouveau plan de secours

*Selon le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés,  
un millier de bébés meurent chaque jour de dénuement et de maladie.*



Ces malheureux réfugiés dans la montagne viennent de perdre leur petit enfant. Selon l'ONU, il meurt mille bébés chaque jour. (Photo Taggart/Reuter.)

Le président George Bush a annoncé hier soir un nouveau plan allié pour venir en aide aux réfugiés kurdes. Il s'agit de transférer ces réfugiés dans des régions qui soient desservies par des routes, contrairement aux zones montagneuses où ils se trouvent actuellement, et que l'on

ne peut atteindre que par hélicoptère. En d'autres termes, créer pour ces malheureux des « enclaves de sécurité » dans le nord de l'Irak.

La réalisation de ce plan nécessiterait la participation des forces américaines et de celles d'autres pays. Ce qui explique les entretiens télé-

phoniques, hier, du président Bush avec ses homologues français et turc, ainsi qu'avec les chefs de gouvernement britannique et allemand, et le secrétaire général de l'ONU. Selon la Maison-Blanche et le Pentagone, les troupes américaines auraient à entrer brièvement en Irak pour les opérations de secours.

A Paris, le porte-parole de la présidence a déclaré que la France et les États-Unis avaient décidé de prendre « une initiative pour répondre aux besoins urgents des réfugiés kurdes et participer à l'action des Nations unies en leur faveur ».

Le haut-commissaire des Nations unies aux réfugiés, M<sup>me</sup> Sadako Ogata, a en effet lancé hier un appel pressant à l'aide internationale pour sauver les réfugiés kurdes : « Une tragédie humaine se joue sous nos yeux, a-t-elle déclaré. Une mobilisation massive de ressources est nécessaire pour l'éviter. » Selon le HCR, citant des sources gouvernementales turques et iraniennes, mille bébés environ meurent chaque jour de dénuement et de maladies.

## Refoulés

M<sup>me</sup> Ogata a visité des camps de réfugiés installés à la frontière irako-iranienne avant de gagner la Turquie, autre pôle d'exode des centaines de milliers d'Irakiens qui fuient la répression. La représentante de l'ONU s'est dite consternée par la souffrance des réfugiés, dont quelque trois mille ont été refoulés hier par l'armée turque.

La Communauté européenne a organisé de son côté un pont aérien pour apporter de l'aide aux réfugiés installés à la frontière irako-iranienne. Selon Juan Prat, directeur général de la CEE pour les relations Nord-Sud, les réfugiés entrent actuellement en Iran au rythme de neuf cents à mille par heure. M. Prat a ajouté que les organisations humanitaires s'efforçaient d'apporter une aide aux réfugiés restés du côté irakien de la frontière, où ils sont nombreux à mourir de faim ou de froid. « Mais, a reconnu M. Prat, c'est très difficile. Les chemins sont encombrés et il y a des mines sur les côtés. »

Le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, a souligné hier que les États-Unis ne s'opposaient pas à l'idée des douze pays membres de la CEE de déferer Saddam Hussein devant la justice internationale, mais qu'ils n'enverraient pas leurs troupes l'arrêter. « Je n'ai pas envie d'engager nos troupes et de subir des pertes supplémentaires dans ces circonstances », a-t-il déclaré. (AFP, Reuter.)



A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence

FRA0433 3 1 0531 FRA /AFP-OT28

Kurdes

"Zones de protection", "relais humanitaires", ou "centres d'accueil" ?

PARIS, 17 avr (AFP) - En dix jours, l'idée de créer des lieux de regroupement des réfugiés kurdes irakiens en territoire irakien a fait du chemin, mais la conception que s'en font les uns et les autres reste floue.

"Zones de protection", "relais humanitaires", "centres d'accueil" ou "camps" de distribution : tout a été dit et le projet demeure imprécis, au moins dans les déclarations publiques, à cela près que tout le monde s'accorde qu'il doit être confié aux Nations Unies.

C'est le 7 avril que le président turc, Turgut Ozal, a demandé le premier que les Kurdes soient "installés en un endroit en Irak contrôlé par les Nations Unies, les laisser et les nourrir là" et éventuellement "forcer" l'Irak à accepter cette idée. Le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, avait estimé le projet "compliqué" parce qu'il soulève "un problème de souveraineté".

Le lendemain, lors d'un Conseil européen à Luxembourg, la Communauté européenne faisait sienne une idée britannique demandant la création de "zones de protection" des Kurdes sous l'égide des Nations Unies.

Les Etats-unis, craignant que de telles "zones" n'aboutissent à un démembrement de l'Irak, avaient dilué le projet au profit d'une opération spectaculaire de parachutages de vivres à partir de la Turquie, intitulée "Provide Comfort".

#### Caractère "temporaire"

Devant l'ampleur de l'exode, la France suggérait le 13 avril à Washington et à M. Perez de Cuellar la création de "relais humanitaires" en Irak, "dans le prolongement de couloirs humanitaires" à une distance pas trop éloignée de la frontière (entre 5 et 15 km). Dans l'esprit de Paris, ces "relais" doivent être des "centres d'accueil et de transit, première étape sur la voie du retour".

Le 16 avril, le président Georges Bush, après consultation avec son homologue français et le Premier ministre britannique, déclare qu'il est nécessaire d'encourager les Kurdes à aller vers des "zones" dans le Nord de l'Irak faciles d'accès aux organisations humanitaires. M. Bush annonce l'envoi de forces militaires américaines, françaises et britanniques pour établir des "camps" où les fournitures d'aide seront disponibles en quantités abondantes et distribuées de manière ordonnée. Il s'agit d'une initiative "humanitaire" et à caractère "temporaire" a-t-il précisé.

A Paris, on parle de "points de regroupement" d'environ 60.000 personnes chacun pour y installer des réfugiés qu'il n'est pas question de "fixer sur place" pour en faire des "assistés permanents".

Le secrétaire général de l'ONU, qui dès la fin de la semaine dernière a envoyé en Irak une équipe de 20 personnes pour étudier la possibilité d'envoyer des "observateurs" de l'ONU, préfère quant à lui parler de "centres d'accueil". La présence de personnels militaires "pose un problème juridique", et l'Irak doit être consulté, a-t-il dit à l'issue d'un entretien avec le président François Mitterrand. "Si cette présence devait se faire sous le drapeau des Nations Unies, il faut obtenir le consentement du Conseil de sécurité", a-t-il indiqué.

A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence

**A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence**

FRA0263 3 PI 0416 FRA /AFP-MC82

Conseil ministres lead

Aide humanitaire aux Kurdes: la France chargée d'un rôle de coordination

PARIS, 17 avr (AFP) - Le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, Bernard Kouchner, se rendra dans la région du Kurdistan "dans les heures qui viennent", a annoncé mercredi à l'issue du Conseil des ministres le porte-parole du gouvernement, Louis le Pensec, en soulignant que la France se voit confier "un rôle de coordination".

Le président de la République a pour sa part déclaré, selon M. le Pensec, que "la France va entreprendre toutes initiatives qu'appellerait la situation".

"Tout temps gagné est une bonne chose", a affirmé M. François Mitterrand qui s'est entretenu mardi soir au téléphone avec le président américain. M. George Bush a assuré la France de "l'appui et de la participation" américaine aux initiatives françaises, avait auparavant confirmé le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas. La coordination française avec les actions britanniques et américaines se fera dans le cadre de l'ONU.

M. Dumas, a précisé le porte-parole du gouvernement, a réuni mardi soir un "conseil d'urgence" auquel ont participé notamment MM. Pierre Joxe et Bernard Kouchner ainsi que des représentants de tous les services civils et militaires de l'Etat.

Il s'agissait là de mettre au point tous les moyens à mettre en oeuvre pour installer les premiers camps de réfugiés dans la montagne qui autrement seraient exposés à des conditions de vie catastrophiques et à mourir".

A l'Elysée, on indique que "5 à 6 +points de regroupement+ d'environ 60.000 personnes chacun, accompagnés de personnels humanitaire, de sécurité civile et de militaires, pourraient être installés en territoire irakien.

180 militaires (génie civil et service de santé) sont prêts à quitter la France dans les prochaines heures pour se rendre sur le terrain où, depuis quelques jours, des repérages sont effectués (en hélicoptère notamment) pour déterminer les sites les plus appropriés, précise-t-on de même source.

Toujours selon l'Elysée, le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, reçu en fin de matinée par le président de la République, "négocie au mieux avec les irakiens pour qu'ils laissent faire".

Depuis le 8 avril, date du début de l'aide française aux kurdes, 40 missions Transall ont été effectuées et 180 tonnes de nourriture et de couvertures larguées au dessus des réfugiés, indique-t-on enfin dans l'entourage de M. Mitterrand.

**A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence**

FRA0290 3 I 0151 FRA /AFP-MM71

France-Kurdes

Mme Mitterrand en Iran du 21 au 24 avril, dans les camps de réfugiés kurdes

PARIS, 17 avr (AFP) - Danielle Mitterrand, présidente de la fondation humanitaire France-Libertés, se rendra en Iran du 21 au 24 avril pour assister à l'arrivée du convoi d'aide humanitaire aux Kurdes expédié par sa fondation.

Dans un communiqué, la fondation présidée par l'épouse du président de la République indique que Mme Mitterrand rencontrera à Téhéran les autorités iraniennes les 23 et 24 avril.

Auparavant, elle se rendra à la frontière entre l'Iran et l'Irak, où elle doit assister à l'arrivée d'un convoi humanitaire expédié par France-Libertés pour approvisionner les camps de réfugiés de Khoys, Salmas, Piranchar, Sardacht et Baneh.

Mme Mitterrand se rendra par la suite à Darhamsala (Inde), pour répondre à l'invitation du Dalai Lama et des femmes tibétaines, les 25 et 26 avril.

A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence

FRA0252 3 I 0520 FRA /AFP-LY16

France-ONU-Kurdes lead

L'Irak doit être consulté sur la présence de personnels militaires sur son territoire, selon M. Perez de Cuellar

PARIS, 17 avr (AFP) - Le secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré mercredi à Paris que la présence de personnels militaires en Irak pour la protection de "centres d'accueil" des Irakiens déplacés de leur foyer requerrait l'accord des autorités irakiennes.

M. Perez de Cuellar, qui a été reçu pendant une heure par le président François Mitterrand, était interrogé sur le projet américano-franco-britannique annoncé mardi par le président George Bush et prévoyant l'envoi dans le nord de l'Irak de forces militaires de ces trois pays pour établir des centres d'assistance aux réfugiés.

"Nous souhaiterions d'abord être en contact avec les autorités irakiennes pour voir quelle serait la réaction à une telle présence militaire sur leur territoire", a déclaré M. Perez de Cuellar, qui est arrivé mardi soir à Paris en provenance de Strasbourg. Il a précisé que "si c'est une présence militaire sous le chapeau de Nations-Unies, il faut obtenir le consentement du Conseil de Sécurité" de l'ONU. "Autrement, si ce sont des pays qui ne requièrent pas le drapeau des Nations-Unies, c'est tout à fait différent", a-t-il ajouté.

Peu auparavant, le secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, avait déclaré à l'issue du Conseil des ministres que "c'est avec l'ONU que se développera" le plan américano-franco-britannique. "Ce plan, évidemment, se fera aux côtés, avec, à l'intérieur du système des Nations-Unies", avait ajouté M. Kouchner.

M. Perez de Cuellar a affirmé qu'il étudiait la situation "avec beaucoup d'attention de façon à respecter la souveraineté de l'Irak". "Nous espérons que les Irakiens vont comprendre que l'objectif est tout simplement humanitaire", a-t-il encore indiqué, faisant remarquer que pour les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne la présence militaire est "importante" pour encourager les Kurdes à aller dans les centres".

#### Un émissaire personnel en Irak

Le secrétaire général des Nations-Unies a affirmé qu'il avait envoyé en Irak une équipe d'une vingtaine de personnes, notamment un diplomate belge, M. Erik Suy, son émissaire personnel, et le prince Sadrudine Aga Khan, chargés de la coordination de l'aide aux populations civiles irakiennes. MM. Suy et Aga Khan doivent venir samedi à Paris lui rendre compte du résultat de leurs contacts avec les autorités irakiennes, a-t-il indiqué.

"Je n'ai pas encore d'informations sur le résultat final, mais c'est bien parti en ce sens que les autorités irakiennes sont intéressées par une action de l'ONU", a-t-il poursuivi.

A son avis, la présence de personnels militaires en territoire irakien "pose un problème" du point de vue juridique même si d'un "point de vue moral et humanitaire" elle ne pose pas "de difficulté".

M. Perez de Cuellar se trouve à Paris pour présider les travaux du comité de coordination administratif des Nations-Unies qui se réunit au siège de l'Unesco.

MN/YZ/gm

AFP 171421 AVR 91

A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence France Presse-A.F.P-Agence

# Iraq Assails U.S. Troop Plan, Citing Own UN Deal on Kurds

International  
Herald Tribune  
April 18, 1991

By Alan Cowell  
New York Times Service

CAIRO — While many Arab governments remained silent on President George Bush's decision to send troops to northern Iraq to aid Kurdish refugees, Baghdad denounced the idea Wednesday.

The Iraqi government said it had reached its own agreement with the United Nations to establish UN-run "humanitarian centers" for Kurds fleeing the Iraqi Army.

Mr. Bush announced Tuesday that U.S., British and French troops would be sent into northern Iraq to establish secure zones for the hundreds of thousands of Kurds in flight to Turkey and Iran after the abortive Kurdish revolt.

Iraqi opposition figures in Damascus termed the Bush plan inadequate and urged a broader solution to the decades-old Kurdish problem. Iraqi Shiites in the Syrian capital, moreover, called for international help to be expanded to shelter Shiite Muslim rebels and civilians in southern Iraq.

The Iraqi foreign minister, Ahmed Hussein Khodair, assailed the Bush plan, saying, "Such an attitude is a continuation of the policy of intervention in Iraq's internal affairs."

The Iraqi prime minister, Saadoun Hammadi, said last week that Baghdad would resist "with all its means" any foreign military incursion to set up safety zones for the Kurds.

The official Iraqi press agency, IINA, quoted Mr. Khodair on Wednesday as saying that the U.S. operation was "not necessary in practical terms" because Baghdad and the United Nations had



Jim Hollander/Reuters

A Kurd in Turkey preparing to bury his day-old child Wednesday.

reached an agreement in principle on easing the crisis.

UN officials in Baghdad said that the agreement provided for the creation of "humanitarian centers" in both northern and southern

Iraq, where UN personnel would establish an extensive presence.

[An Iraqi official said later that a ceremony at which UN and Iraqi officials had been due to sign an agreement on the plan for UN re-

lief camps had been canceled, Reuters reported from Baghdad.

[A veteran UN troubleshooter, Prince Sadrudin Aga Khan, who had been due to sign on behalf of the United Nations, declined to comment when asked why the ceremony had been canceled. But a senior UN official with the delegation in Iraq expressed confidence that the agreement would eventually go ahead.

["The essentials are in place and the essentials will remain intact," the official said.]

In Damascus, a spokesman for the Kurdish Democratic Party, Izzedine Barawi, called the Bush administration's plan "an initial step to protect the refugees inside the Iraqi territories."

But he added: "That does not mean this is the required solution. We want a permanent solution for the Kurdish problem."

Mr. Barawi said the international community should press Baghdad for the revival of a 1970 agreement that gave autonomy to Iraq's Sunni Muslim Kurdish minority and offered them participation in the central government.

Bayan Jabr, a spokesman for an Islamic fundamentalist alliance opposed to President Hussein, called for the dispatch of UN forces to both northern and southern Iraq.

"This should be under international protection in accordance with a UN resolution to be adopted by the Security Council," he said.

The U.S. plan drew little immediate comment in most of the Arab world, where many government offices were closed as Muslims celebrated the three-day holiday marks the end of Ramadan,

# U.S. Action on Kurds Vindicates Major

By Craig R. Whitney  
New York Times Service

LONDON — Relief was written all over Prime Minister John Major's face Wednesday morning after President George Bush finally agreed to send American troops into northern Iraq on a joint U.S., British and French mission to set up safety zones for hundreds of thousands of Kurdish refugees.

Failure of the plan — which Mr. Major had advanced more than a week ago, and got his European Community partners to endorse before Mr. Bush had been fully consulted — would have left the successor to Margaret Thatcher with egg all over his face, as he put it Sunday.

"I'm delighted that this proposal is now proceeding," he said Wednesday outside No. 10 Downing Street. He rejected as "criticism that is often produced by people who make very little contribution themselves" the notion that he had been dithering while President Saddam Hussein of Iraq wreaked deadly revenge on the Kurds.

That suggestion had come from members of his own party who found him no match for Mrs. Thatcher at a crucial hour. She appeared on British television with Kurdish exiles on April 3 and called on allied leaders to do something quickly. This was at a time

when television news reports showed dramatic pictures of Kurdish masses starving and freezing in the Iraqi mountains, alternating with shots of Mr. Bush golfing and fishing in the warmth of Florida.

"We had had some very harrowing television pictures, which always affect public opinion," one of Mr. Major's aides said, explaining the need to act. But he was at pains to deny that Mrs. Thatcher had embarrassed the prime minister into taking action. Another of Mr. Major's aides said he had already instructed his staff to work up ideas the morning before Mrs. Thatcher's appeal.

The success of Mr. Major's hastily devised plan came at an opportune time, with the opposition Labor Party accusing Mr. Major's government of failing to act on that and on a replacement for the hated poll tax, the community charge introduced by Mrs. Thatcher a year ago. Mr. Major's government decided last month to go back to a form of property tax and pledged that it will consult widely with voters before going ahead with a new law.

And in the House of Commons on Tuesday, Mr. Major, 48, found himself answering questions raised by a BBC television program

charging that he had falsified his address in his first election contest almost a quarter century ago.

According to the BBC's Panorama program, Mr. Major ran for a seat in the Lambeth local council in 1968 from an address in Templar Street in that borough, although a woman who lived there told the program that he was not a resident there at the time.

"I was in fact living in the area, directly opposite her at the time, and that fully meets the qualification," Mr. Major said on Tuesday.

Norman Tebbit, one of Mrs. Thatcher's closest allies in the Conservative Party's right wing, wrote in the Evening Standard newspaper Tuesday that much of the griping about Mr. Major had come from a tiny group of ultrarightists within the party, some of them still sore at him for replacing her.

To them, defeat for the government in the next election was preferable to compromise with the idea of "a disastrous and unworkable semi-socialist Euro superstate," he wrote, adding that they were wrong.

Under pressure to show decisive-

ness in advance of the general election he has to call before July 1992. Mr. Major then came under pressure on the issue of the Kurds, as public outrage mounted over seeming indifference in Washington and elsewhere to what Mr. Hussein was doing to them for rising up against him.

"We always thought that it might take longer for the U.S. position to come around," one aide said. "We felt we needed to get the EC on our side first, and that if we did then the French could help at the United

terrand of France agreed with Mr. Major that if it took troops to make the zones safe, the British and French would provide them, British officials said.

Mr. Major's government then lobbied hard for support for the proposal in Washington and at the United Nations last week, though it began calling the refugee security zones "safe havens" rather than enclaves on advice from the Foreign Office, which saw possible diplomatic complications.

But the signals from the Bush

administration's aides that they saw merit in the safe haven idea.

Support for the proposal began building last weekend, as U.S. forces began dropping supplies to the refugees inside Iraq and Turkish officials warned that they could not handle the hordes that were pouring in.

Late Tuesday afternoon, according to Mr. Major's aides, the prime minister called Mr. Bush directly. The president agreed that if the UN secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, gave some sort of UN support for the idea, the United States would also provide troops and air cover.

Five and a half hours after that call, simultaneous announcements in London and Washington said that that U.S., British, and French troops would establish security for camps for the refugees in northern Iraq, near the Turkish border.

Mr. Major was beaming Wednesday as he took credit for the idea. "This is the most wide-ranging proposal anybody has produced," he said.

## 'We had had some very harrowing television pictures, which always affect public opinion.'

An aide to Prime Minister John Major

Nations Security Council to get approval for it."

The EC summit meeting in Luxembourg endorsed his surprise proposal on April 8 for enclaves inside Iraq, and President François Mitter-

administration were mixed, British officials said, with Mr. Bush insisting publicly that U.S. forces were going home, not getting bogged down in a murky civil war, while his advisers were telling Mr. Ma-

Financial Times April 18, 1991

# Iraqi stability 'may hinge on Kurd problem'

By Victor Mallet, Middle East Correspondent, in London

THE DECISION to send US, British and French troops to establish and defend Kurdish refugee camps in northern Iraq raises the question of how long the Kurds will need protection from their own government.

The answer, according to Kurdish refugees and exiles, is that the United Nations or the western powers will have to safeguard Iraq's 4m Kurds at least until President Saddam Hussein is overthrown, and possibly longer.

Kurdish groups yesterday welcomed US President George Bush's announcement on the deployment of troops to protect Kurdish zones in northern Iraq, but they emphasised that the move responded to urgent humanitarian needs without providing a political solution to the Kurdish problem.

Most Iraqi Kurds, including the main opposition groups fighting the Iraqi government, have officially rejected separatism and are demanding autonomy within a united and democratic Iraq.

Few of them, remembering the killings of recent days, the gassing of Kurds at Halabja in 1988 and the destruction of 4,000 Kurdish villages on Mr. Saddam's orders, will ever be persuaded to accept at face value Mr. Saddam's periodic offers of amnesty to Kurdish refugees.

Kurds say that even if Mr. Saddam is removed, Arab nationalist and anti-Kurdish sentiments fostered by the Iraqi authorities may cause further misery for the Kurdish people.

"We don't want to be reduced to a refugee population in a number of camps," said Dr Kamal Mirawdeh, director of the Kurdish Information and Educational Project in London.

"But even if the Shia come to power, or another government - a pro-Saudi government - there is no guarantee that they won't behave in the same way. The only guarantee is for there to be a federal state and for the UN to recog-

nise that."

Kurds facing long stays in bleak refugee camps are acutely aware of the mistakes made by their Palestinian fellow-refugees. They fear they may live to regret leaving their homes in the face of real or threatened persecution, and moderate Kurds are anxious to restrain those who advocate terrorism.

"If we're going to have a permanent refugee problem then obviously it's going to be worse, a lot worse than expected," said Mr Abbas Wali, senior politics lecturer at the University of Wales at Swansea. "It's going to be a breeding ground for all sorts of negative tendencies in the Kurdish movement."

The Kurds have few qualms about seeking military help from the outside world. They argue that the world has obligations under the Genocide Convention of 1948. They point out that foreign intervention to help peoples subjected to tyranny is not unprecedented and they cite the US invasion of Panama in 1989 and the Tanzanian overthrow of Uganda's Idi Amin 10 years earlier.

Kurdish guerrilla groups resent the suggestion that they miscalculated by launching an ill-advised rebellion throughout Iraqi Kurdistan after the allies defeated Mr. Saddam's army and drove it out of Kuwait.

What in fact occurred was a spontaneous popular uprising that the guerrillas could not ignore. At first they had only

10,000 fighters under arms but their ranks were swelled by mass defections from the government's Kurdish militia.

All were lightly armed and could not hope to hold the towns when confronted with Iraqi tanks, artillery and helicopter gunships.

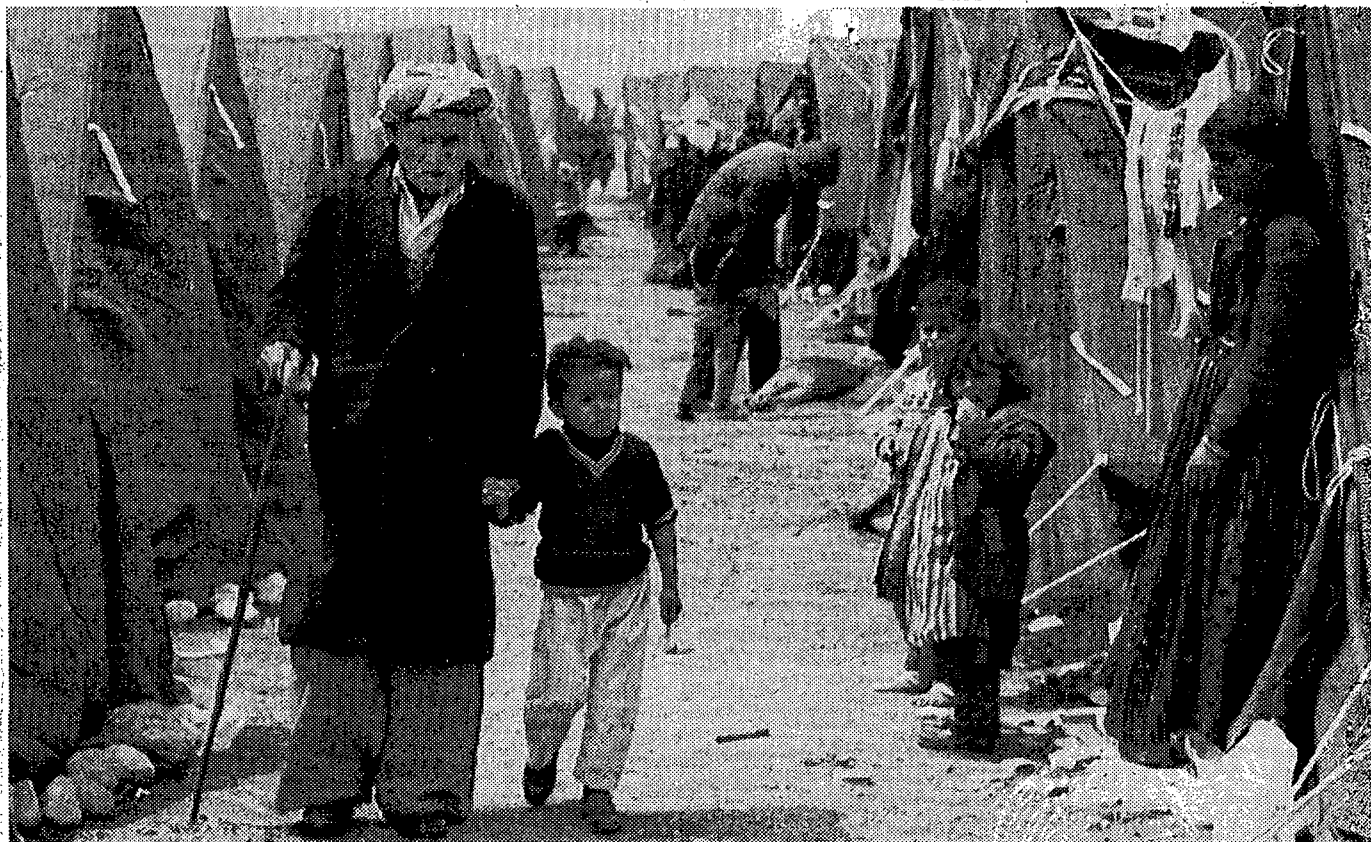
They were defeated in Kirkuk but elsewhere they simply melted into the hills to continue the fight.

Civilians in towns, meanwhile, took fright as the government again seized control and took its revenge; in the old days they would have taken refuge in their mountain villages, but Mr. Saddam had destroyed these. They fled to Iran and Turkey, leaving Iraqi Kurdistan all but deserted and suffering the catastrophe which has finally embarrassed the US and its allies into taking action.

If the Iraqi Kurds are ever to leave the refugee camps, which have yet to be built to receive them, and if the international community is ever to be relieved of the responsibility of protecting them, the Kurds will have to become part of Iraq's political system.

"There has to be a mechanism for allowing the Kurds to have a say in the governmental process," says Mr. Wali. "If the allied forces, the West, are looking for a stable Iraq - which is really their primary objective rather than democracy - they must take into consideration the fact that there can be no stability in Iraq if 4m to 5m Kurds are excluded," Mr. Wali says.





An old Kurdish man and a boy yesterday stroll through the tented camp of Silopi. Thousands of refugees have been moved from terrible conditions at Isikveren in the border mountains to Silopi where aid distribution is better

## Safe haven plan brings relief to Turkey but long-term worries over Kurds

By John Murray Brown in Ankara

TURKEY'S sense of relief was all too apparent yesterday after the announcement that the US military is to help establish safe havens in northern Iraq for the thousands of refugees camped on the Turkish border.

Although officials emphasise it is only a temporary solution for the Kurds, the plan clearly lets Turkey off the hook.

Turkey has faced growing criticism from the aid community for confining the refugees to border areas inaccessible to normal relief operations - the main reason for this week's US led-helicopter airlift to the estimated 300,000 refugees on Turkey's southern border. Ankara has argued that the nature of the terrain makes it more practical to assist the refugees inside Iraq. As one official explained, the Iraqi lowlands are some 10km from the border areas while Turkey's flat lands suitable for camps are 150km away.

Voicing support for the plan, Mr Yacob Youssif, a member of the Iraqi opposition, predicted last week that 80 per cent of the refugees would return if their security could be guaranteed.

Ankara's worry now is that the safe havens could all too easily become a permanent Kurdish presence on its southern borders. A main concern for Turkey has been to avoid a repeat of the 1988 crisis when it opened its borders to 60,000 Kurds fleeing President Saddam Hussein's chemical attacks. Of these, fewer than 2,000 were resettled, while almost 28,000 remain in three Turkish camps in the southeast.

The US was flying reconnaissance missions yesterday while US officials confirmed that experts from the Disaster Assistance Response Teams (Dart) were already inside northern Iraq surveying possi-

ble sites. Meanwhile in Diyarbakir, UK and French officials were in talks with the US military.

One diplomat suggested the plain between Habur bridge on the Turkish border and the Kurdish town of Zakho might prove the most suitable site.

Yesterday a US military official confidently predicted the refugees could be back inside Iraq within 30 to 40 days.

Mr Murat Sungar, the foreign ministry spokesman, said the plight of refugees could not just be ignored "because there is no consensus in the UN".

Earlier this week, Mr Kurtcebe Alptemocin, the foreign minister, said there would have to be a UN sanction for the plan. However, the ministry said yesterday it was unlikely the Security Council would pass "anything more forceful than 688" - which states that Iraq's repression of the Kurds constitutes a threat

to international peace and security.

Before Tuesday's announcement of the safe havens, Mrs. Sadako Ogata, the UN High Commissioner for Refugees, said the aid community had to be "imaginative" while conceding that a US military presence might be necessary to secure the safe haven plan.

For all that, it remains unclear how the US can hand over the operation to the UN without further Security Council resolutions.

Turkey says it will provide logistical support to the refugees returning home, airbases to supply the safe havens and national TV and radio to give information on the best routes back into Iraq.

Turkey says it has no plans for a military role inside Iraq. However, its bases at Incirlik and Batman are likely to be used by US and other allied aircraft to police the skies.



## Germany boosts relief effort in northern Iraq

By David Marsh in Bonn

THE German government yesterday agreed a sharp increase in aid for Kurdish refugees in the area around northern Iraq, with a total of DM440m (\$266m) now earmarked for a humanitarian operation given all-party support in Bonn.

Mr Hans-Dietrich Genscher, the foreign minister, said German hospitals would offer beds for victims of Baghdad's aggression against the Kurdish people. Mr Genscher, who will fly to eastern Anatolia tomorrow to inspect the relief operations, said the lives of "hundreds of thousands" were at stake.

In an unusual display of harmony, the German Bundestag unanimously condemned Iraq's persecution of the Kurdish people as "attempted genocide". A motion proposed by the government and opposition supported the use of military force in the region if necessary to dissuade the Baghdad regime from further action against the Kurds. Yesterday's increase in aid to the refugees, agreed at the weekly cabinet meeting, came as the German army sent more helicopters to eastern Turkey for use in supply missions for the displaced popula-



Genscher: going to inspect relief operations

tion. A total of 20 Bundeswehr helicopters are planned to be in use there later this week.

● Reuter adds from Brussels: Belgium will send four C-130 transport aircraft to Iran on Saturday with aid for Kurdish refugees, Mr Guy Coeme, the defence minister, said.

Mr Coeme told Belgian radio yesterday that the military aircraft would carry tents, beds and medical supplies to Iran, where the aid would be distributed to Kurdish refugees there by groups working with the European Community.

## A risk worth taking

THE decision by the US, Britain and France to send troops to northern Iraq to ensure the safety of hundreds of thousands of Kurds has been taken to prevent a human disaster of horrifying proportions. These people, who have been stranded on the Iraqi border in appalling conditions, have preferred to risk starvation and death in the icy mountains rather than face the wrath of President Saddam Hussein's forces by returning home. The only way to save them is to persuade them to come down from the mountains and that they will only do if their security is guaranteed.

Mr John Major, the prime minister, must be given the credit for mobilising not only his European partners, but ultimately a clearly reluctant US president; in support of at least the main elements of his safe havens plan. However, Mr George Bush's initial reservations about the original British proposals were entirely understandable. The suggestion that the fleeing Kurds should return to their home towns and villages under the military protection of allied forces or the UN over a very substantial area of Iraq, could be seen as the first step towards the creation of an autonomous Kurdish region. Worst of all, it risked directly involving the US and Britain in Iraq's internal affairs for years to come and thus provoking the hostility of most of the Arab world, including the coalition partners in the Gulf conflict.

### Military involvement

Though the plan that was finally adopted is still full of hazards, the risk of permanent military and political involvement by the US, Britain and France in the domestic affairs of Iraq has been reduced. The forces which will be sent to safeguard some five to six refugee camps in northern Iraq will be relatively limited. The US is sending 5,000 to 10,000 troops and Britain no more than 1,800. Both Mr Bush and Mr Major have stressed the intended temporary nature of the operation - perhaps two to three months - and their desire to hand over responsibility for ensuring the safety of the Kurds to the UN as soon as possible. They have once again

emphasised that it was not US or British policy to break up Iraq into separate states or to get involved in internal political quarrels, but only to deal with an urgent humanitarian need.

It is right that these good intentions should be underlined publicly. But it is equally necessary squarely to face the dangers inherent in the joint military action. Though Washington and London sound confident that the Iraqis, while denouncing the allies for intervening in their internal affairs, will in practice do nothing to hamper it, that cannot be taken as a foregone conclusion. Even an isolated shooting incident, either between Iraqi and allied troops, or between Iraqi and Kurdish rebel forces, runs the risk of reigniting a conflict which most people thought had come to an end with Baghdad's acceptance of the coalition's tough ceasefire terms.

### Legal authority

Neither is it possible to ignore the fact that the decision to send troops to northern Iraq has been taken by the three governments in question without the specific sanction of the UN, which provided the anti-Iraq coalition with its much-vaunted stamp of legitimacy throughout the Gulf conflict. The claim by the US and Britain that Resolution 688 gives them the necessary legal authority for their move is controversial, to say the least, and is unlikely to convince either China or the Soviet Union, both permanent members of the Security Council. The UN itself, which reported yesterday that it had reached agreement with Baghdad to set up "humanitarian centres" in northern Iraq, said its initiative could be undermined by the trilateral action.

No one should thus be under any illusion about the political risks of a humane move which cannot in any case provide more than a very short-term answer to the Kurds' plight. The problem of their long-term security and identity will remain as acute as always after they have been fed and cared for and the allied troops have returned home. Over this matter, the coalition partners can exercise only the most modest influence.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR April 18, 1991

## West Orders Troops Into Iraq to Create Safety Zones

NICOSIA, CYPRUS

THE United States, Britain, and France ordered troops into northern Iraq to set up temporary safety zones for hundreds of thousands of Kurds stranded for weeks in primitive mountain refuges.

Iraq denounced the unprecedented operation as unwarranted interference in its internal affairs.

United States President Bush said the agony of Kurdish refugees along the Turkish and Iranian borders had forced him to rescind his previous refusal to get more directly involved in Iraq in the aftermath of the Gulf war.

The West's failure to give further help to Iraqis who rose up against Iraqi leader Saddam Hussein has been heavily criticized, and Mr. Bush was under pressure to back a plan to establish safe havens for the refugees.

Bush said late Tuesday that the plight of hundreds of thousands of Kurds who fled to the rugged mountains along the Iraqi-Turkish border, after Iraqi troops crushed their rebellion, forced him to expand humanitarian relief efforts.

The mountainous terrain has severely hampered relief efforts, forcing the US to establish safe havens in Iraq to speed rescue efforts — a position urged by British Prime Minister John Major, but not previously embraced by Washington.

Bush refused to say what would happen if Iraq attacked the camps, but bluntly warned: "They should not respond militarily. They've underestimated the United States once before ... and they shouldn't do it again. And I don't think they will."

"I have directed the US military to begin immediately to establish several encampments in northern Iraq where relief supplies will be made available in large quantities and distributed in an orderly way," he told a news conference.

He stressed that the US action was limited and that the US would not be drawn into Iraq's civil war.

"All along I have said that the United States is not going to intervene militarily in Iraq's internal affairs and risk being drawn into a Vietnam-style quagmire," said Bush.

"This remains the case. Nor will we become an occupying power with US troops patrolling the streets of Baghdad."

Bush said there was no intention of creating a Kurdish state, stressing that the US goal was not to fracture Iraq into separate states but to seek reconciliation among Iraq's warring parties.

— Reuters

The New York Times April 18, 1991

## At Last, the Kurds Find Friends

However tardily, President Bush has finally recognized the scope of the human tragedy unfolding on the freezing mountains of northern Iraq. Whatever the risks, there is no decent alternative to using U.S. forces to build and protect camps in Iraq's lowlands for Kurdish refugees. If this marks a new turn in the world's concern with Iraq's domestic convulsions, that's welcome as well as overdue. The fear that has sent nearly two million people surging toward Turkey and Iran is as much a threat to stability as Saddam Hussein's trampling of Kuwait.

As many as 1,000 Kurds are dying daily in mountains that make airdrops of food and medicine hazardous. Since the nearest lowland areas along the Turkish border are in Iraq, and since speed is imperative, it makes most sense to house the homeless there. The hope, perhaps optimistic, is that the deployment of up to 10,000 additional United States troops will be temporary, and that in 30 days the new camps can be administered by relief agencies.

This timetable assumes that Saddam Hussein will heed U.S. warnings and that there will be no renewal of hostilities with Iraq. A vanquished and desperate Baghdad is now pleading for the easing of U.N. sanctions, and is therefore less likely to impede relief efforts.

But in the long term, as long as Saddam Hussein rules, Kurds are unlikely to return to their own cities. Temporary camps are not an answer to Kurdish demands for greater freedom and security in Iraq. No permanent resettlement may be possible until the fall of Saddam Hussein.

President Bush had hoped for a clean and prompt exit from the Persian Gulf conflict. He and his advisers did not reckon with the huge exodus; neither did Turkey, Iran and European partners in the Desert Storm alliance. But if the misjudgment was general, Mr. Bush tarried unforgivably by failing to respond to the war's cruel aftermath. His words Tuesday were close to a candid concession of error: "No one can see the picture or hear the accounts of this human suffering — men, women and most painfully of all, innocent children — and not be deeply moved."

Thus the plight of ordinary people, magnified by cameras, has driven statecraft. In this case, fortunately, the historically friendless Kurds have found millions of friends through wrenching journalistic coverage. Fortunately, too, the French had already taken the lead in promoting a Security Council resolution asserting the world's right to intervene in behalf of fleeing millions.

Mr. Bush's decision to use U.S. military forces for humanitarian purposes is consistent with that landmark resolution. It is also consistent with America's fundamental values.

## Le ralliement de M. Bush aux propositions franco-britanniques

# Les forces alliées vont créer en Irak des camps pour les réfugiés kurdes

Revenant sur sa position très réservée à l'égard des suggestions turque et européenne sur une intervention au sol, en territoire irakien, afin de contenir l'exode des kurdes et de protéger ces derniers, le président Bush a annoncé, mardi 16 avril, un accroissement substantiel de l'effort américain et l'envoi de nouvelles unités pour créer cette fois plusieurs camps d'accueil dans le nord de l'Irak.

M. Bush s'est assuré de la participation de contingents français et britannique pour couvrir l'opération en attendant que ces camps puissent être placés sous l'autorité des Nations unies. Le gouvernement de Bagdad a fait savoir à une délégation de l'ONU qu'il acceptait ce rôle de l'organisation internationale, sans indiquer s'il s'opposerait auparavant à l'engagement des troupes américano-franco-britanniques.

## L'afflux des réfugiés kurdes aux frontières turque et iranienne

# La Maison Blanche se rallie à la proposition européenne de créer des camps en Irak

Avant d'annoncer, mardi 16 avril, une intervention accrue des Etats-Unis pour venir en aide aux réfugiés kurdes et l'envoi de troupes supplémentaires pour, notamment, créer des camps d'accueil en territoire irakien, M. George Bush avait consulté ses principaux alliés. Ainsi a-t-il appelé au téléphone M. François Mitterrand pour s'assurer de la participation française et coordonner cette opération délicate; celle-ci implique aussi un contingent britannique d'une taille «inférieure à une brigade», a indiqué le premier ministre John Major. Il semble, apprend-on de bonne source, que

le président Bush, toujours soucieux de limiter l'engagement américain en Irak, ait insisté pour que les militaires français et britanniques se trouvent au premier rang du déploiement destiné à protéger les camps qui vont être créés.

WASHINGTON

correspondance

Dans une conférence de presse réunie à la hâte, le président Bush a annoncé, mardi 16 avril, une contribution substantielle des forces armées américaines à la création et à la protection - conjointement avec des unités françaises et britanniques - de cinq à six camps de réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak.

Le Pentagone a précisé qu'un contingent de cinq mille à dix mille hommes rejoindrait bientôt les quelque huit mille soldats déjà engagés dans des opérations d'assistance humanitaire. «Il s'agit d'un effort sans précédent, a dit le président, mais la dimension du problème des réfugiés est encore plus importante...» Et il a admis très franchement que lui-même n'en avait pas prévu l'ampleur.

Le président Bush, peu à l'aise, semblait plutôt sur la défensive, pour expliquer et justifier une décision modifiant sensiblement ses positions initiales. La semaine dernière, en effet, la Maison Blanche et le département d'Etat avaient rejeté les suggestions des Européens de créer des «zones de sécurité officielles». A cette

LE MONDE

18 AVRIL 1991

occasion, M. Scowcroft, l'influent conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président, avait même exprimé la crainte que les réfugiés kurdes installés temporairement dans la zone de sécurité y restent en permanence. Les Etats-Unis, expliquait-il, ne pourraient assumer la responsabilité de nourrir des dizaines de milliers de Kurdes, de les protéger et de leur trouver éventuellement un statut international permanent.

De plus, alors que la Maison Blanche avait jusqu'ici préféré envisager le scénario selon lequel au bout d'un mois les organisations internationales de secours se substitueraient aux soldats américains, le président Bush a pris cette fois un engagement, dont il ne précise pas la durée. Il a même indiqué qu'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité serait nécessaire pour permettre le maintien d'une force des Nations unies qui remplacerait les forces alliées et assurerait la protection à long terme des réfugiés.

### Caractère «interiminaire» de la situation

Aussi bien le président a-t-il insisté sur le caractère «interiminaire» de ces camps. «J'espère qu'il ne s'agit pas d'un effort à long terme», a-t-il dit en réaffirmant la politique des Etats-Unis envers l'Irak, à savoir : une non-intervention militaire dans les affaires intérieures, «notre intervention est purement humanitaire». M. Bush a également ajouté qu'il n'était pas question d'encourager la création d'un Kurdistan indépendant : «Nous ne voulons pas un Irak démembré, déstabilisé; l'Irak doit vivre en paix avec des factions réconciliées; nous n'avons pas l'intention d'être une puissance occupante; nous ne patrouillons pas dans les rues de Bagdad.»

Le président Bush a admis que l'initiative alliée reposait sur la présomption que M. Saddam Hussein n'attaquerait ni les Kurdes ni les troupes qui les protégeront. A son avis, qui est aussi, selon lui, celui des autres membres de la coalition, M. Saddam Hussein ne s'engagera plus dans de nouvelles opérations militaires. Le président américain devait souligner à ce propos que, après l'avertissement adressé par la Maison Blanche à Bagdad la semaine dernière, aucune activité militaire irakienne n'avait eu lieu au nord du trente-sixième parallèle.

L'objectif américain à long terme, selon le président, est de permettre aux réfugiés de rentrer chez eux, à l'abri de la répression, et de vivre en liberté. Mais, tant que M. Saddam Hussein sera au pouvoir, beaucoup d'entre eux auront peur de descendre de la montagne.

Il est donc très important de mettre un terme au pouvoir de M. Saddam Hussein. De toute évidence, le président a été déçu dans son espoir que les chefs militaires irakiens se débar-



rasseraient rapidement du dictateur. Dans ces conditions, M. Bush a laissé entendre qu'il serait prêt à accepter de laisser partir le dictateur de Bagdad vivre tranquillement en exil. « Nous souhaitons tellement son départ, si important pour la tranquillité de l'Irak... », a-t-il dit (lire notre encadré).

Le président a enfin répété qu'il voulait améliorer les relations avec l'Iran, mais toujours à la condition que les Iraniens aident à la libération des otages américains. A son avis, le départ des forces américaines de la région devrait dissiper les craintes de l'Iran de voir les Etats-Unis maintenir une présence militaire permanente dans le Golfe. Cette constatation devrait favoriser un rapprochement entre les deux pays.

HENRI PIERRE

## Pour M. Saddam Hussein une « vie heureuse » en exil... ?

Le président George Bush a déclaré qu'il souhaitait tellement voir le président irakien Saddam Hussein quitter le pouvoir qu'il était prêt à envisager de lui permettre de « vivre une vie heureuse » en exil. Evoquant au cours de sa conférence de presse, mardi 16 avril, pour la première fois la possibilité d'un exil pour le dirigeant irakien, M. Bush a ajouté : « Je vous dirai quelle est la chose la plus importante, et c'est de voir Saddam Hussein partir de là (du pouvoir). »

Il a évoqué la possibilité que M. Saddam Hussein puisse vivre en exil dans un pays tiers sans être poursuivi pour crimes de guerre. En revanche, la veille, dans une interview, Mme Barbara Bush, l'épouse du président américain, avait estimé que si M. Saddam Hussein était jugé pour crimes de guerre et reconnu coupable, il serait bon qu'il soit pendu. - (Reuter.)

## Bagdad accepte l'installation de centres d'accueil de l'ONU sur son sol

Le gouvernement irakien a donné son accord à l'établissement de centres d'accueil des Nations unies pour la population civile, kurde notamment, a déclaré, mardi 16 avril, à l'AFP à Bagdad, M. Eric Suy, l'émissaire personnel du secrétaire général de l'ONU. La mise en place de ces centres pourrait commencer dans quarante-huit heures, a précisé M. Suy, de nationalité belge, chargé le 9 avril par M. Javier Perez de Cuellar d'établir un « rapport sur le sort de la population civile en Irak, en particulier de la population kurde » demandé dans la résolution 688 du Conseil de sécurité des Nations unies.

M. Suy, arrivé samedi soir à Bagdad, a obtenu durant son séjour l'accord des autorités irakiennes pour mettre en place des centres humanitaires gérés par les agences des Nations unies en différents points du pays. « Le but de ces centres est de donner aux réfugiés des garanties de sécurité tout en apportant une aide alimentaire et médicale. Il s'agit de rassurer les Kurdes réfugiés aux frontières turque et irakienne afin de les aider à rentrer dans leur région ou leur pays d'origine », a-t-il déclaré. M. Suy, qui s'est entretenu dimanche avec le premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, ainsi qu'avec les ministres des affaires étrangères et de l'information, a souligné qu'il avait aussitôt obtenu leur accord pour ce projet.

L'arrivée, lundi soir à Bagdad, de M. Saddrudin Aga Khan, délégué des Nations unies pour les opérations humanitaires en Irak, va permettre de régler les détails techniques concernant l'installation de ces points d'accueil. « Celle-ci doit se faire le plus vite possible », a dit M. Suy. Selon ce dernier, la mise en place de ces centres permettra d'éviter la création d'une « zone de sécurité » au nord de l'Irak, demandée par plusieurs pays - dont la France et la Grande-Bretagne - pour protéger les Kurdes, mais refusée par l'Irak.

Au cours de sa visite en Irak, l'émissaire personnel de M. Perez de Cuellar s'est rendu dans les villes kurdes d'Irbil et de Soulaymaniyah, à

près de 350 kilomètres au nord de Bagdad, où, a-t-il précisé, il a trouvé « des cités désertes ». M. Suy s'est par ailleurs déclaré inquiet de la situation dans le Sud, où « le retrait des troupes américaines de la zone de Safwan [à la frontière avec le Koweït], où se trouvent déjà quelque vingt-sept mille réfugiés, et l'arrivée de forces des Nations unies dans une zone démilitarisée pourraient provoquer un nouvel afflux massif de chiïtes qui cherchent protection », a-t-il estimé.

En Turquie, mardi, quelque trois mille réfugiés kurdes ont été reconduits par l'armée sur le versant irakien de la frontière, tout près de la route qui relie les deux villes turques d'Uludere et Cuccarca. Sans annonce et presque sans témoins, cette opération de refoulement, à laquelle a assisté un journaliste de l'AFP, Alain Navarro, a eu lieu alors que se poursuivait, à quelques kilomètres de là, le transfert, très médiatisé, d'autres réfugiés kurdes d'Isikveren vers le nouveau camp de Silopi, vitrine de la « bonne volonté » des autorités d'Ankara.

Il était à peu près 16 heures quand sont arrivés des camions remplis de réfugiés qui, depuis deux semaines, vivaient accrochés aux montagnes, après leur fuite devant la répression des troupes de Bagdad. Ils n'avaient pas l'air de comprendre. Certains commençaient à s'installer dans un petit champ qui borde la route turque.

D'un coup de sifflet, suivi d'un ordre vociféré, un soldat a montré la direction : là-bas, plus loin, le sol irakien. Sans même saisir qu'ils quittaient le territoire turc, ils ont suivi en file indienne un sentier, canalisés par des soldats peu amènes. « On nous mène comme des bêtes », a protesté Moustapha Maarouf, un paysan de la région kurde irakienne de Dohouk.

Devant lui, comme pour ces enfants, femmes et hommes, marqués par les souffrances et l'humiliation, s'est présentée une nouvelle épreuve : il a fallu franchir pied nus avec de l'eau glacée jusqu'à mi-cuisse, un affluent de la rivière Habour qui marque la frontière avec l'Irak. Une octogonaire a traversé sur un brancard porté par quatre hommes. Des enfants glissaient, pleuraient, tandis que les ballots se défaisaient, les affaires s'en allaient, emportées au fil de l'eau. - (AFP.)

L'EXPRESS

18 AVRIL 1991

# Kurdes : opération remords

## De notre envoyé spécial

Les réfugiés kurdes n'ont même pas songé à célébrer l'Aïd. La fête qui marque la fin du ramadan avait lieu mardi 16 avril. Pour les centaines de milliers de fugitifs des camps d'Isikveren, de Çukurca, d'Uzumlu et tant d'autres, ce n'était qu'une journée supplémentaire de pluie et de vent glacial sur des plateaux de haute montagne. « Allah est avec nous », répètent-ils. Il ne devait pas commander aux éléments, ce jour-là. Les enfants, qui, la veille, jouaient sous un pâle soleil de printemps, ont dû retourner sous les tentes, transis de froid, se blottir contre leurs parents. Un calvaire qui n'en finit pas.

Deux semaines après l'arrivée des premiers réfugiés, la situation demeure tragique. Certes, la plupart disposent désormais de tentes. Le Haut-Commissariat pour les réfugiés, la Croix-Rouge internationale et les différentes organisations non gouvernementales sont parvenus à leur fournir ces abris provisoires. Une assistance médicale — encore très insuffisante — commence à se mettre en place. Mais les vivres manquent toujours, et la distribution, mal contrôlée, conduit à des scènes d'émeute à chaque arrivage. Les camions sont pris d'assaut et les parachutages provoquent la ruée et de violentes bagarres entre jeunes affamés. Les plus solides s'en sortent à coups de poing ; les plus faibles survivent à peine, en grappillant ce qu'il reste : sacs de riz crevés, couvertures déchirées, rations militaires entamées.

Du haut de la butte où sont installées les deux tentes de Médecins sans frontières, à côté de cinq autres du Croissant-Rouge turc, Catherine Dubus, chef de la mission MSF du camp de Çukurca, contemple cette détresse : plus d'une centaine de milliers de réfugiés accrochés à la pente. L'équipe de ce jeune médecin français, qui aura dû attendre jusqu'au jeudi 11 avril l'autorisation de s'établir ici et d'y prodiguer des soins, est débordée. Les patients se précipitent à la consultation — pas moins de 500, dimanche. Selon le Dr Dubus, entre 60 et 100 enfants meurent chaque jour, décimés par la diarrhée. Certains parlent de choléra. Elle dément. « On ne connaît pas l'origine exacte de la maladie, explique-t-elle. Il s'agit soit d'amibes, soit de salmonelle. Nous n'avons pas les moyens de faire des analyses pour l'instant. Alors, nous administrons un double traitement. »

*Malgré  
l'afflux,  
tardif,  
de l'aide  
occidentale,  
la situation  
demeure  
tragique pour  
les réfugiés  
à la frontière  
turco-  
irakienne.*

Les conditions sanitaires sont déplorables. Un bloc d'une vingtaine de latrines, installé par l'armée turque au milieu d'un plateau boueux, n'a guère amélioré les choses. Les sources, pourtant nombreuses, n'ont pas été correctement canalisées. Des centaines de Kurdes, un bidon à la main, s'alignent sur un sentier glissant où, dans deux tuyaux en plastique, coule une eau douteuse.

Catherine Dubus s'insurge : « Il faut beaucoup plus d'aide, et elle doit arriver très vite. » A Çukurca, l'attitude des autorités turques laisse perplexe. D'un côté, elles consentent un effort concret, en fournissant par exemple deux cabines téléphoniques ou en travaillant sans relâche à l'amélioration de la route pour faciliter l'acheminement de l'aide. De l'autre, elles donnent à l'armée des consignes paradoxales. Bien que les soldats soient suffisamment nombreux pour former des cordons de sécurité et assurer le bon déroulement de la répartition de la nourriture, ils ne se mêlent pas de l'opération et observent les quasi-émeutes quotidiennes sans intervenir. D'un jour à l'autre, le mode de distribution change. D'abord, quand les premiers camions sont arrivés, les réfugiés descendaient à leur rencontre jusque dans le village, situé à un quart d'heure de marche en contrebas. Puis l'armée a décidé de laisser grimper les convois jusqu'aux camps. Avant de prendre prétexte des désordres pour leur interdire l'ascension. Si bien que, lundi, les Kurdes n'ont rien reçu, sauf, au milieu de l'après-midi, un parachutage effectué par deux avions C 130.

Un tel chaos, dénoncé par tous les experts de l'aide humanitaire, obligera finalement les Etats-Unis à accomplir un effort de coordination sur le terrain. Un officier américain installé sur la base aérienne de Diyarbakir, à 400 kilomètres à l'ouest des camps, en est chargé depuis le 15 avril. Grâce à une soixantaine d'hélicoptères, il espère doubler le volume de l'aide livrée aux réfugiés. Il veut également déployer ses hommes sur le terrain pour assurer un partage ordonné et équitable des secours. Ils effectueront cette tâche pendant trente jours, avant de passer le relais aux civils. Beaucoup de persuasion aura été nécessaire pour en arriver là. Les ambassadeurs occidentaux à Ankara et les différents émissaires envoyés en Turquie ont eu toutes les peines du monde à convaincre les autorités

locales de laisser la maîtrise logistique à des étrangers.

Les réticences turques s'expliquent par la crainte de voir ces vallées montagneuses se transformer de manière durable en sanctuaires pour des centaines de milliers de Kurdes. « La Turquie est confrontée à un triple problème — économique, social et politique — explique un diplomate. Elle ne peut accueillir 400 000 personnes. Le chômage, dans cette région orientale, est le plus élevé du pays. Enfin, cet afflux renforcerait le désir d'autonomie des Kurdes locaux, depuis toujours combattu par Ankara. » Bref, on ne peut imaginer réfugiés plus indésirables que ceux-là.

« Ils ne doivent pas rester ici, un point c'est tout ! » lancé un jeune lieutenant de gendarmerie tout juste sorti de l'Académie militaire. Une ligne de poteaux d'acier, que ses soldats cimentent dans le sol, et des rouleaux de barbelés prêts à l'emploi donnent un avant-goût du destin que la Turquie réserve aux exilés de Çukurca. Après les avoir repoussés au-delà de la crête délimitant la frontière avec l'Irak, l'armée s'apprête à leur interdire l'accès du territoire turc. On imagine la suite : Ankara se défait du problème kurde sur la communauté internationale. A elle de s'occuper de ces malheureux, coincés dans la montagne. De même, un bruit savamment entretenu ici annonce que les Etats-Unis seraient sur le point d'installer un camp à 10 kilomètres à l'intérieur du territoire irakien. Il faudrait pour cela que des camions puissent passer de Turquie en Irak. Impossible : l'armée de Saddam Hussein a fait sauter les ponts situés à la frontière. Mais cette rumeur, à dessein relayée par les autorités, vise à convaincre les Kurdes de retourner chez eux.

Ces mesures coercitives s'assouplissent un peu. Par exemple, Ankara a décidé d'ouvrir à 20 000 réfugiés un centre d'accueil des environs, habituellement utilisé par les pèlerins turcs en route pour La Mecque. 2 000 Kurdes devaient s'y abriter, à 15 kilomètres de la frontière, près de la ville de Silopi, où l'opération américaine Provide Comfort a établi sa principale plaque tournante dès le 15 avril. La priorité est accordée aux femmes enceintes, aux enfants, aux vieillards et aux plus faibles. Environ 5 % du flot humain pourra y trouver ainsi des conditions acceptables. Pour les autres : la terre fangeuse et pelée du plateau escarpé, les rives des torrents... Jusqu'à ce qu'ils comprennent et se résignent à rentrer en Irak. Tel est, à l'évidence, le calcul des autorités d'Ankara.

Mais les Kurdes ne l'entendent pas ainsi. Aucun ne veut croire aux garanties de protection données par les Occidentaux. Tant que des troupes étrangères ne les précéderont pas en territoire irakien, ils sont bien décidés à ne pas rebrousser chemin. D'ailleurs, selon de

nombreux témoignages, les peshmergas, les rebelles kurdes qui tiennent encore certaines zones du nord-ouest de l'Irak, barrent le chemin aux rares candidats au retour. Au prétexte qu'ils préparent une offensive sur Zakhko et veulent éviter que des civils ne soient pris dans les combats. En réalité, ce que tous attendent, c'est la fin de Saddam Hussein et le remplacement de son régime par une démocratie. Opinion unanime : « George Bush nous a demandé de nous soulever pour abattre le dictateur, dit Mustapha Mohammed, un agent d'assurances de la ville frontalière de Habur. Nous nous sommes révoltés, mais personne ne nous est venu en aide. Alors, maintenant, les bonnes paroles occidentales... »

Une méfiance entretenue par les messages contradictoires des Etats membres de la coalition anti-Saddam. Les quelques réfugiés disposant de postes de radio écoutent avec passion les prises de position politiques de Washington, de Londres ou de Paris, et constatent la cacophonie internationale. Ils entendent John Major affirmer qu'une poursuite de la répression à l'encontre des Kurdes pourrait provoquer une réaction militaire. Et ils apprennent en même temps que le président Bush n'enverra jamais un soldat américain se mêler d'une « guerre civile » en Irak. Quant à la fameuse zone tampon délimitée par le 36<sup>e</sup> parallèle et sa prétendue couverture aérienne, ils ne veulent pas y croire. « Nous avons vu les hélicoptères et les avions de Saddam lâcher des bombes sur nos villes à la fin du mois de mars, dit Mustapha Mohammed. A présent, il nous faut beaucoup plus que des promesses pour nous faire rentrer au pays. »

La plupart des Kurdes rêvent plutôt d'émigrer vers l'Europe, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud ou l'Australie. La France, qui en avait accueilli 20 000 en 1988, les attire particulièrement. Les interventions de Danielle Mitterrand et de Bernard Kouchner leur donnent chaud au cœur. Pour ceux-là, l'Hexagone représente une terre d'asile bénie, généreuse envers les réfugiés politiques... « Mais, si Saddam tombe et que la démocratie s'instaure à Bagdad, nous reviendrons immédiatement chez nous », dit Mustapha Mohammed, comme pour assurer au pays d'accueil éventuel que les Kurdes ne s'enracineront pas.

Azad Djaabar Bezecki se montre d'une amère ironie à l'égard de la communauté internationale. Râblé, blond aux yeux bleus rieurs, ce chef de tribu kurde de 22 ans inspire un grand respect aux siens. Dès qu'il parle, un cercle d'une vingtaine d'hommes se forme autour de lui. A Çukurca vivent un millier de foyers de son clan. Des paysans de la région de Dohouk. Azad, lui, exploitait près de Mos-

soul les terres familiales : 5 000 hectares de blé. Parlant un excellent anglais, il exprime l'amertume de tous : « Les Kurdes, dit-il, c'est le joker des Nations unies. L'ONU le joue quand cela l'arrange. Elle fait un coup avec, et puis, c'est terminé. Nous aimons beaucoup les cartes, chez nous, et nous avons compris à quoi jouait l'Occident... »

Avec l'approbation de ses lieutenants, le jeune chef affirme sa détermination. « Cette fois, c'est fini. Nous refusons de nous réfugier dans les montagnes tous les trois ans pour échapper au massacre. Notre autonomie doit être garantie internationalement ; nous voulons nous gouverner nous-mêmes. Si nous n'obtenons pas cela, nous resterons ici. Ce sont les grandes puissances qui nous y ont conduits. C'est à elles qu'il revient de nous en faire sortir honorablement. »

Azad aime son Kurdistan. Il porte le nom d'un martyr. Son père, Massoud, a été assassiné par les forces irakiennes en 1986, meurtre qui provoqua une révolte à Dohouk. Pourtant, il est prêt à émigrer et à donner la même consigne à tout son clan. « 1,5 million d'hommes, c'est beaucoup, admet-il ; mais les pays riches sont nombreux sur terre. Chacun d'eux peut prendre un quota de Kurdes. » Interrogé sur le risque de voir disparaître la culture et la mémoire de son peuple, il se dit conscient de ce danger. Pour ajouter aussitôt : « Vous voyez tous ces enfants ? Ils ont le droit de vivre en paix quelque part. Une centaine d'entre eux meurent chaque jour. Pourquoi ? Le destin tragique des Kurdes, cela suffit. Moi aussi, je n'ai que 22 ans, et je n'ai pas envie de passer le reste de mon existence dans la crainte. L'Occident doit le comprendre. »

Pendant ce temps, des vivres sont parachutés au-dessus du camp de Çukurca. Azad observe la scène avec mépris. « Doit-on remercier les Américains pour cela ? Pour survivre en enfer ? En plus, ils envoient leurs colis sur des collines pleines de mines irakiennes : il y a déjà eu des morts. Les hommes ont tellement faim qu'ils prennent tous les risques pour trouver à manger. »

Sur la piste, toute proche, montant des vallées irakiennes, d'autres réfugiés arrivent toujours. Ils ne savent pas encore que les soldats turcs vont les bloquer. Une jeune femme d'Irbil, accompagnée de sa petite fille, est au bord de l'épuisement. « Retourner là-bas, dit-elle, c'est impossible. L'armée irakienne a pillé les maisons. Et, dans quelque temps, Saddam va installer des Arabes à notre place. Ses amis palestiniens, par exemple ! Il ne veut plus de Kurdes en Irak. Pour nous, c'est la fin. » Son mari vient la rejoindre. Il était parti à la recherche de nourriture et d'une tente. Sans succès. La nuit tombe. Au bout de l'exode, ces nouveaux venus découvrent qu'ils ont quitté un enfer pour un autre.

Jean-Marc Gonin ■



# Iran : charité bien ordonnée...

*L'accueil fait aux « frères » kurdes reste très réservé.*

## De notre envoyé spécial

C'est clair : « Certes, il faut aider les Kurdes d'Irak. Mais sans compromettre l'avenir politique de l'Iran. » En quelques mots, cet homme d'affaires de Téhéran résume le sentiment — voire la politique — de son pays. Difficile équilibre entre la solidarité envers les réfugiés et le dangereux octroi de droits à toutes les minorités présentes dans l'ancienne Perse : Arabes, Baloutches, Turkmènes, Kurdes.

Bref, le président Rafsanjani doit jouer serré. Car la situation économique est catastrophique, avec une inflation frôlant 60 % et l'obligation d'importer les deux tiers de la consommation alimentaire. Faut-il encore alourdir les charges de la République islamique, où se trouvent 2,5 millions d'exilés afghans ? Et où le tremblement de terre de juin 1990 a laissé plus de 200 000 sans-abri ?

Depuis le 31 mars, près de 1,1 million de déracinés — 950 000 Kurdes et 150 000 Irakiens chi'ites — ont afflué ici. Por Mahmoud, chef du Croissant-Rouge à Piranshahr, ville ouverte sur la frontière d'Irak et à proximité de celle de Turquie, affirme : « Ce n'est plus un problème iranien. C'est une catastrophe internationale sans précédent. » D'autant, selon le gouverneur de la ville, qu'un million et demi de réfugiés supplémentaires sont de l'autre côté de la frontière. Dix fois plus qu'en Turquie.

Leur arrivée créerait en Iran la deuxième concentration kurde au monde, derrière la Turquie (11 millions), mais loin devant l'Irak, la

Syrie et l'URSS. Perspective explosive.

Sans se traduire en guérilla — et en répression « nuisible » à la bonne image actuelle de Téhéran dans le monde — un asile massif raviverait les tensions entre les « modérés », que représente le président de la République islamique, et les « durs », majoritaires au Majlis (Parlement). Ali Akbar Velayati, ministre des Affaires étrangères, proposait, le 11 avril, de créer des « zones de protection », dans le nord de l'Irak, pour les Kurdes, et dans le sud, pour les chi'ites. Projet immédiatement combattu. Présenté, même, comme aussi hérétique que la déclaration Balfour, de 1917, appelant à la « création d'un foyer national juif en Palestine ». Ou encore comme l'ébauche d'une enclave aussi ingérable

que celle de Gaza... Pourtant, assurent les modérés, il s'agissait d'une solution provisoire.

Qui pourrait, en effet, trouver quelque intérêt à « fabriquer » des territoires au statut ambigu ? Réponse glacée d'un ambassadeur occidental en poste à Téhéran : « Absolument personne. » Ce serait, de fait, le début du dépeçage de l'Irak. Et comment pourrait-on, alors, se désintéresser du sort de la communauté kurde irakienne, qui, selon les statistiques dressées à Téhéran, atteindrait 5 millions de personnes, soit plus du dixième de la population générale ?

Le souci de ne pas déstabiliser Saddam Hussein explique donc pourquoi les ayatollahs n'ont pas eu recours à la force directement pour sauver les chi'ites d'Irak, représentés, par le cheikh Mohammed Bakr Hakim, et qui furent, au nom de la réalpolitik, abandonnés à la vengeance de Bagdad. Et, surtout, pourquoi Washington a d'abord interdit à Saddam d'employer ses avions de guerre, avant de le laisser déployer ses hélicoptères de combat soviétiques contre les Kurdes, dans la reconquête d'Irbil et de Mossoul, deux localités du Kur-

distan. Il fallait permettre au dictateur de sauver son régime, sans lui laisser la possibilité d'attaquer la coalition. Formidable hypocrisie, qui profite à Saddam, malgré sa défaite au Koweït.

Quant à l'Iran, deux ans après la mort de l'imam Khomeini, dont le mausolée est toujours en chantier dans la banlieue sud de Téhéran, il aspire à devenir, après la guerre du Golfe, l'une des puissances dominantes de la région. Tout l'y encourage : l'Irak vaincu a dû renoncer à ses prétentions d'élargir son accès au Chott el-Arab, tandis que ses armées, écrasées sur les champs de bataille par la machine de guerre américaine et ses alliés, ne constituent plus une menace crédible. Et qu'il doit accepter la destruction de son potentiel nucléaire, chimique et bactériologique.

Reste à trouver les moyens de permettre — ou de déclencher — le repli des Kurdes en Irak. Ce que Téhéran souhaite, comme d'ailleurs les Occidentaux. Multiplier les difficultés de l'exode, conjurer, comme le font les Turcs, brutalités et brimades ? Pour l'instant, l'accueil réservé par les Irakiens à leurs « frères » irakiens se révèle plus humain, sinon plus amène. Preuve qu'ici la terreur n'a pas été préférée. Téhéran se borne à répéter qu'il faut créer les « conditions du retour ». Ce qui n'exclut pas l'application de la proposition britannique adoptée par les Européens, le 8 avril, au sommet de Luxembourg : réintégrer les réfugiés en Irak, sous protection des Nations unies.

L'idée fait ricaner de rage Ahmed, un peshmerga (combattant kurde) replié à Hajj Omran, sur la frontière Iran-Irak. Où, depuis quinze jours, passe une colonne de réfugiés qui s'étire sur 60 kilomètres vers Piranshahr : « Jamais, dit-il, jamais nos familles ne retourneront là-bas tant que Saddam sera le maître à Bagdad. Comment, vous, les Occidentaux, qui l'avez écrasé, pouvez-vous nous demander une chose pareille ? » **Elie Marcuse ■**



Enfants kurdes à la frontière Irak-Iran.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, APRIL 19, 1991

# A Baptism for Green Berets, but Not Under Fire

By Blaine Harden

Washington Post Service

ISIKVEREN, Turkey — "Just wait! We've got enough food for everybody," bellowed Sergeant J. C. Rocha, a Boston-born and formidably muscled Green Beret in full battle dress.

The sergeant was addressing thousands of Iraqi Kurds who, even if they happened to speak a few words of English, were not paying him any mind.

Their eyes were on the sky, searching for a helicopter they had heard would land with water and food for this wretched refugee camp in the mountains.

The U.S. Special Forces had tried to do the spadework for an orderly drop. They started work here on Monday as part of "Operation Provide Comfort," a massive air-land relief effort to assist the estimated 700,000 Kurdish refugees who are stranded along the Turkish-Iraqi border. The Americans came to remedy two weeks of food distribution under Turkish soldiers that had been deemed chaotic, unfair and violent.

With translators in tow, the 30 Green Berets fanned out on Monday and found clan leaders among the 150,000 Kurds here at Isikveren. The leaders said their people would not rush the helicopters. The soldiers also circulated "looky-pointy" brochures, which use pictures to explain that running toward a whirring helicopter is unsafe.

Kurds obligingly moved their tents as three army bulldozers and a road grader rushed to level a football-field-size landing zone on the mountain. They scraped up a number of unmarked graves of refugees who died here in the last two weeks. As the earthmovers growled, 10 more bodies — those who did not survive the cold mountain night — were buried at the edge of the landing zone.

When the first Chinook touched down, what the Special Forces call "working with indigenous populations" seemed to be paying off. No one rushed toward the six tons of water bottles or the "Meals Ready to Eat." But the moment the helicopter took off, young male Kurds converged from all directions and ran off with every item.

"Let 'em go," said Sergeant Jeffrey Barnes. "It is just the start. With every bird, it will get better."

But the next Chinook, which came about an hour later, had not even touched down when the Kurdish refugee crisis is not amenable to quick solutions.

"These mountains are the worst possible place for a camp," said Walter Lorenzi, a civil engineer working here for Doctors Without Borders, a private European relief agency. "There is no water and it is not flat. Sanitation is impossible because the tents are packed too close together. It will take at least two months to get this place in shape."

The Turkish government has agreed to bus 2,000 to 3,000 people a day away from this place. The plan is take them down to lowland camps inside Turkey and, later, as American and other military forces secure a humanitarian safe haven, inside Iraq.

But there are well over 400,000 people in the Turkish mountains, with another 300,000 on the way, and hundreds of thousands of them are expected to stay in the mountains for several months or longer.

Death rates among the refugees on the Turkish frontier have been estimated at 1,000 a day by relief officials. These estimates, however, are little more than guesses. Isikveren has at least four burial sites, with blanket-shrouded bodies arriving throughout each day. Many bodies, especially those of children, have been buried without record or marker outside family tents.

Although the helicopter landing was considerably more chaotic than the Special Forces had hoped, their presence seemed to lift the morale of the Kurds. Isikveren is the largest of the makeshift refugee camps strung out along the 200-mile (330-kilometer) Turkish-Iraqi border.

Wednesday morning as the camouflage-clad Green Berets trudged up a long mud road to carve out the landing zone, tens of thousands of Iraqi Kurds lined up and applauded.

"Things are better and it began with the arrival of the U.S. Army," said Mohammed Ziynel, a Kurdish agricultural engineer from the Iraqi city of D'hok.

The Turkish soldiers have moved far away from us."

Mr. Ziynel complained Saturday that the Kurds felt abandoned by the world and abused by the Turkish soldiers who were penning them up in these mountains.

After just 48 hours on the mountain, the Green Berets have largely solved one of the Kurdish refugees' main complaints: that Turkish soldiers were abusing them and stealing their food.

A U.S. military food airdrop from a cargo plane on Monday triggered a shouting match between a Green Beret major and Turkish soldiers. Several Green Berets who witnessed the drop said Turkish soldiers rushed to a parachuted container and started selling the American food aid to the Kurds.

"I call it extortion myself," said Sergeant Jeffrey Taylor. "I don't like it and I speak for my buddies in saying they don't like it either."

The Green Beret major had words with the Turkish Army commandant, and on Wednesday his soldiers appeared to be trying to reduce their profile in the camp.

Several Green Berets, with years of training in combat operations, said their assignment here was the most ennobling they had ever drawn.

"This isn't a military operation," said Sergeant Barnes, 34. "We are here because we do other things besides shoot people. This is the best thing I have ever done in my military career. Helping people — not helping them to fight, just helping them."

"We want these people settled in for however long it takes before they can be moved somewhere else," Sergeant Taylor said. "We want them to live like people again."

The case of the new pit latrine, dug Monday by bulldozer, suggests this may not be easy. One Green Beret sergeant found Kurdish women washing pots in the fetid water that had gathered overnight in the bottom of the pit.

Informed of the unexpected complication, Chief Warrant Officer Tracy-Paul Warrington pulled out a black notebook and wrote a reminder that signs should be posted around the latrines saying, in Kurdish: "This is a latrine, not a dishwasher."

## Stepping In to Save Lives

### A Welcome Change

However tardily, President George Bush has finally recognized the scope of the tragedy unfolding on the freezing mountains of northern Iraq. Whatever the risks, there is no decent alternative to using U.S. forces to build and protect camps in Iraq's lowlands for Kurdish refugees. If this marks a new turn in the world's concern with Iraq's domestic convulsions, that is welcome as well as overdue. The fear that has sent nearly two million people surging toward Turkey and Iran is as much a threat to stability as Saddam Hussein's trampling of Kuwait.

As many as 1,000 Kurds are dying daily in mountains that make airdrops of food and medicine hazardous. Since the nearest lowland areas along the Turkish border are in Iraq, and since speed is imperative, it makes the most sense to house the homeless there. The hope, perhaps optimistic, is that the deployment of up to 10,000 additional American troops will be temporary, and that in 30 days the new camps can be administered by relief agencies.

This timetable assumes that Saddam Hussein will heed U.S. warnings and that there will be no renewal of hostilities with Iraq. A vanquished and desperate Baghdad is now pleading for the easing of UN sanctions, and is therefore less likely to impede relief efforts. But in the long term, as long as Mr. Hussein rules, Kurds are unlikely to return to their own cities. Temporary camps are not an answer to Kurdish demands for greater freedom and security in Iraq. No permanent resettlement may be possible until the fall of Saddam Hussein.

Mr. Bush had hoped for a clean and prompt exit from the Gulf conflict. He and his advisers did not reckon with the exodus;

neither did Turkey, Iran and European partners in the Desert Storm alliance. But if the misjudgment was general, Mr. Bush tarried unforgivably by failing to respond to the war's cruel aftermath. His words Tuesday were close to a candid concession of error: "No one can see the pictures or hear the accounts of this human suffering — men, women and most painfully of all, innocent children — and not be deeply moved."

Thus the plight of ordinary people, magnified by cameras, has driven statecraft. In this case, fortunately, the historically friendless Kurds have found millions of friends through wrenching journalistic coverage. Fortunately, too, the French had already taken the lead in promoting a Security Council resolution asserting the world's right to intervene in behalf of fleeing millions. Mr. Bush's decision to use U.S. military forces for humanitarian purposes is consistent with that landmark resolution. It is also consistent with America's fundamental values.

— THE NEW YORK TIMES.

### What Bush Promised

President George Bush has done one of the hardest things a politician is called on to do — recognize that a policy was wrong or at least failing, and change course. This accounts for his decision to join Britain and France in dispatching troops to northern Iraq to set up havens for a half-million or more displaced Kurds fleeing toward Turkey. A great protest had arisen not simply at his seeming unconcern for the Kurds but at his reluctance to acknowledge greater responsibility for people who had fallen into a terrible predicament partly by reason of his urging them to rise up against Saddam Hussein. Now Mr. Bush has responded.

It was not frivolous of Mr. Bush to hear

out the special pleading of coalition partners Saudi Arabia and Turkey and to be wary of the particular sort of interference he has now embraced, although the war itself and the cease-fire terms constitute massive and continuing interference. Nor was it frivolous of the Joint Chiefs of Staff to be leery of taking on a new, uncertain and possibly open-ended mission not strictly of a military nature. But the urgent requirement was to save lives. The United Nations had so recognized in its Resolution 688 on Iraq's abuse of its citizens, and a prompt and forceful response was essential in order to meet UN terms. It seems evident that the American public will understand why in this instance Mr. Bush is lengthening the short timetable he had set for bringing American troops home.

Mr. Bush now promises the Kurds "adequate security." It could happen that Saddam Hussein will want to make a military test of his word. The memory of the earlier American default when the refugees first began fleeing Saddam Hussein's guns and bombs — Mr. Bush's memory and the electorate's memory — is presumably working to keep the American government faithful to its new pledge.

Meanwhile the president insists that the United States will not be drawn into a "Vietnam-style quagmire" by, he presumably means, an attempt to set up a new government. Already Mr. Bush is being urged to make his new "temporary" and "humanitarian" deployment the wedge of a policy designed to do just that. Certainly it is fair to ask whether there is in fact any way short of the replacement of Saddam Hussein to provide Kurds (and other endangered Iraqis) "adequate security."

There are several forks in that road, and down one of them lies, yes, a "Vietnam-style quagmire." The United Nations may yet have to engage itself directly in the question of the governance of Iraq. If so, it is better to keep the Kurds alive, decently cared for and, as much as possible, in their own country while it does.

— THE WASHINGTON POST.

## Aid to Iraqi Kurds Means US Troops Will Remain

*Pentagon officials say danger of military engagement is low, but it is unclear when US will be free to pull out*

By Peter Grier

Staff writer of The Christian Science Monitor

WASHINGTON

THE use of American, British, and French troops to establish refugee centers for the feeding and protection of Kurds means the United States won't be pulling out of Iraq quite as quickly and cleanly as planned.

United States officials insist that schedule changes are minor, however, and that they won't get drawn deeper into Iraq's civil war. Although there are Iraqi government troops near some of the areas where the allies are erecting camps, there's no indication that they will challenge the operation.

"Nobody here's really worried about that," says a knowledgeable Pentagon official.

Iraq, not informed in advance of the

### THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Friday, April 19, 1991

allied plan, denounced it Wednesday as unnecessary meddling in its internal affairs. Yesterday, Iraq and the United Nations signed an agreement that pledges to ensure safety and relief for Iraqi refugees. Prince Sadruddin Aga Khan, who represented the UN, said he anticipated some form of cooperation between the UN humanitarian efforts and those of the Gulf war allies.

The plan calls for an unspecified number of UN humanitarian centers throughout Iraq.

Meanwhile, the US-British-French refugee center operation will involve an estimated 5,000 to 10,000 US troops. Initial survey teams planned to complete staking out sites for six or seven large camps in northern Iraq by April 19. Construction will take two weeks, according to Pentagon estimates.

The current US effort to air-drop supplies to the Kurds now huddled in the mountains on the Turkish side of the border will be expanded until the camps are ready. The US and its allies will then help truck the refugees to the new camps inside Iraq.

Security for both the camps and supply lines stretching back into Turkey will be provided by quick-reaction light infantry forces stationed outside Iraq, plus stepped-up combat air patrols.

The Pentagon says there are some 30,000 Iraqi government troops north of the 36th Parallel, and that some have been seen in the planned refugee camp areas. But the lack of roads and other transport lines in the area means that any attempt to move against the Kurdish camps in force would be difficult. "The Air Force would chew them to shreds," says the Pentagon official.

The operation won't change redeployment plans for most of the US forces in the Gulf region, the Pentagon says. The US Army VII Corps, Marine divisions, and other major units will proceed with departure as scheduled. Whereas the Gulf war was run by the US military's Central Command, under the leadership of Gen. Norman Schwarzkopf, the relief operation comes under the aegis of the US European Command.

Some specialists, such as engineers,

doctors, or linguists, could find themselves pulled from units that are going home and sent back up to help with the Kurdish camps. But "I think the numbers would be extremely small," Pentagon spokesman Pete Williams said.

When the US would be able to pull out of the refugee camps is another, more difficult, question. The Pentagon insists it has no plans to run permanent refugee camps, and that the idea is to turn the sites over to the United Nations and other humanitarian organizations as soon as practical.

For planning purposes, the US military expects to maintain a 14- to 30-day stockpile of food, water, and other supplies on hand. "That is not meant to convey how long we expect to be doing

**Bringing the US and the UN into northern Iraq could create a de-facto shield of international protection for the Kurds that hasn't existed before, says analyst Ray Tanter.**

this," said Lt. Gen. Marty Brandtner, Joint Staff director of operations.

Building the camps in northern Iraq means the Kurds will come down out of the inaccessible mountain regions to healthier ground, says the Pentagon, and will also put them closer to home. But reports from the region indicate that as long as Saddam Hussein stays in power, many Kurds may not want to return home, fearing they will just be targets for the next purge.

Bringing the US and the UN into northern Iraq, however, could create a de-facto shield of international protection for the Kurds that hasn't existed before, says Ray Tanter, a former National Security Council staffer, now a professor at the University of Michigan.

"If their goal is to get autonomy within Iraq they are well along the way," he says.

Before a resolution condemning Iraq's repression of the Kurds and insisting on access to refugees by humanitarian organizations could pass the UN Security Council two weeks ago, a clause reaffirming the principle of non-interference with internal affairs had to be inserted. Other nations with unhappy minorities, such as the Soviet Union and China, were understood to be unwilling to approve any further resolution that could allow intervention in the Iraqi civil war.

## The Race Against Time to Save Kurdish Refugees

By Lionel A. Rosenblatt

**T**URKEY-IRAQ border, April 10 — The Kurdish refugees here are strung along three sides of a high bowl flanked by higher, snow-capped peaks. By day, from a distance, the aspect is one of a mountain littered with bits of old cloth; only the smokey pall from the family fires suggests that there are people there — by the tens of thousands.

At night the fires, through the smoke, evoke a candlelight vigil in an outdoor amphitheater. Then if you look carefully at a distant ridge line, some of the lights move in a file, the flashlights of the newly arriving in this Valley of Sorrow which could soon be a Valley of Death.

This site along the border near the Turkish village of Cukurca is just one of several with a combined total of perhaps 600,000 refugees from Iraq, and growing. When Secretary of State James Baker visited here April 8, no relief supplies had been distributed other than biscuits donated by the local Turkish population. The

Turkish Red Crescent cares for the very sick at a local clinic, but in the camp there were almost no medicines, as there was not yet an international supply line.

The result is not a camp, but an encampment. There is no census or registration system for new arrivals. There are no latrines, no camp administration. Much of this results from the astonishing lack of a field officer from the United Nations; nor is there a medical supply channel from the International Red Cross and the League of Red Cross Societies. With proper drugs, the Iraqi refugee doctors could make a good dent in the medical caseload. They are instead barely having an impact. Given the lack of international presence, the refugees are concerned that Saddam Hussein will attack them along the border.

Meanwhile, they wait:

Women in bathrobes and slippers who did not take the time to change clothes before fleeing Saddam's men. An old blind couple, led out of Iraq by their 10-year-old grandson. A family of 19 sharing three blankets. A widow and her three children, without the strength to cut firewood.

The terrain is so steep that the refugees try to scrape a small level spot using knives,

and sticks. If they arrive too late in the day, they simply hunker down under their blankets for the long night.

These people are mostly Kurds. However, there are more than 12,000 Assyrian Christians. There are also Chaldeans, Turkomans, and other minorities. Those with relatives abroad plead to join them. Indeed, the US should lead the way in accepting some of them.

But for now, the urgent priority is to save their lives, and there is very little time. One hopes that the administration now understands the severity of the refugee problem. Airdrops, however, are only the leading edge of what must be done. By air and truck, massive amounts of food, tents, and relief materiel must be brought in.

Most of the materiel can be procured in Turkey. But some items such as tents and blankets should be brought in by the US military from its stockpiles.

As of April 10, only \$4 million to \$5 million had been made available to the Turkish government, and the UN agencies were just beginning to receive cash in serious amounts. More money has now been pledged, but it is not yet generating delivery of relief to the refugees.

THE refugees around Cukurca constitute only one of many groups of at least 30,000 people. The other sites are all equally difficult to access for relief shipments. There are also the Iranian and Syrian borders; the former with larger numbers than on the Turkish borders and with a frontier now apparently closed by Tehran. European governments should take the lead in surveying this sector.

All in all, this is one of the most complex relief tasks ever mounted and will cost hundreds of million of dollars, but this is after all a fraction of the cost of the war.

To win the race against the Kurdish refugee problem will require US leadership of the kind we saw on the military and diplomatic fronts of Desert Storm. In turn, the US must galvanize the United Nations

agencies.

Initially, the international effort should focus on putting a representative at each refugee encampment along the border, making arrangements for immediate local procurement of urgently needed relief supplies, and delivering the material to the refugee sites and to affected Turkish villages by road or helicopter, with airdrops as a last resort. To get relief to the far-flung and remote encampments and to those in Iraq requires something of the scale of the Berlin Airlift, though this time most of the effort will be with overland transit.

This relief effort will require extraordinary work by the US and the UN. To engage the government into life-saving speed, the president should appoint as coordinator a distinguished private individual with interagency powers. We must cut

through our own and UN red tape with all possible speed. At the UN, a wide mandate for the special coordinator, with full backing of the secretary-general, is needed.

If the Kurdish refugees are not saved, the war may well be best remembered for the the tragedy inflicted on them.

■ *Lionel A. Rosenblatt, executive director of Refugee International, leads a joint emergency assessment of the Kurdish refugee situation with the International Rescue Committee.*

*Editors' note: Since Mr. Rosenblatt's visit to the border area last week, international relief efforts for the refugees have increased, and the US military is starting to move some refugees out of the mountains into secured camps in northern Iraq. However, the refugees' relief needs remain acute.*

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0357 4 PI 0364 FRA /AFP-FP69

ONU-France-Kurdes

Michel Rocard: "Tout devrait se terminer bien" quant à l'aide humanitaire aux Kurdes

PARIS, 19 avr (AFP) - Le Premier ministre M. Michel Rocard a déclaré vendredi que "tout devrait se terminer bien" en ce qui concerne l'aide humanitaire aux Kurdes, à l'issue d'un déjeuner avec le secrétaire général des Nations Unies M. Javier Perez de Cuellar et des responsables de l'organisation internationale.

"Personne ne veut qu'on se tire dessus, personne ne veut d'incidents. Il faut préserver la face à tout le monde", a ajouté M. Rocard. "Les autorités irakiennes se posent des problèmes. De notre côté, nous ne savons pas faire des opérations (humanitaires) sans que les forces armées, qui sont les mieux équipées, les plus entraînées, soient dans le coup".

Le Premier ministre a réaffirmé la nécessité de "donner une très grande dimension à l'aide humanitaire" et rappelé que "meurent par milliers tous les jours des femmes et des enfants" kurdes. Il a souligné que "cette action humanitaire doit être faite en étroite corrélation avec l'ONU et, si possible, sous son chapeau, sous sa couverture juridique, et peut-être même sous son contrôle".

"Les démarches avancent petit à petit mais elles avancent bien. La France, les Etats Unis et la Grande-Bretagne sont en train de placer leurs moyens civils et, du point de vue des transports et de l'encadrement, leurs moyens militaires", a poursuivi M. Rocard. "Mais il ne faut pas que ce soit ni une ingérence ni un acte belliqueux, donc la garantie des Nations Unies est nécessaire", a-t-il ajouté, en précisant que "nous allons plus vite sur le terrain que nous n'allons sur le plan juridique".

Lors de ce déjeuner, précédé d'un entretien, ont également été abordés "le problème cambodgien, ceux de Chypre et du Sahara occidental, les difficultés que les Nations Unies essaient de traiter et pour lesquelles le secrétaire général, inlassablement et courageusement, se bat. La France l'appuie sur toutes ces difficultés", a dit M. Rocard.

M. Perez de Cuellar, qui doit être reçu dans la soirée par le ministre des Affaires étrangères M. Roland Dumas, s'est pour sa part refusé à toute déclaration.

cj/gm

AFP 191653 AVR 91

A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—

FRA0547 4 I 0347 FRA /AFP-IE91

Kurdes-humanitaire

Le retour des réfugiés chez eux est le "but absolu", selon Bernard Kouchner

PARIS, 19 avr (AFP) - Le retour chez eux des réfugiés d'Irak, grâce à "la plus grande action humanitaire du monde" qui vient de commencer, est "le but absolu", a déclaré vendredi à TF1 le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire Bernard Kouchner.

"Nous sommes très conscients, a-t-il souligné, du fait que fixer dans des camps importants les populations serait sans doute à terme, et même à court terme, tout à fait dangereux, mais ce n'est pas du tout notre objectif, convergent avec celui des Nations Unies".

Tout est fait, a ajouté le secrétaire d'Etat, pour rendre la confiance à ces populations, "pour qu'il y ait des couloirs humanitaires sous la protection des observateurs des Nations Unies et pour que ces gens qu'on aura empêchés de mourir rentrent chez eux".

De son côté, le prince Sadruddin Aga Khan, délégué du secrétaire général des Nations-Unies pour les problèmes humanitaires, a affirmé, également sur TF1, que "le rapatriement librement consenti des réfugiés" était "la meilleure solution" et qu'il était nécessaire pour cela de créer un climat de confiance.

Il a souligné d'autre part que l'action humanitaire ne devait pas être "discriminatoire": "il y a des gens du Sud qui souffrent autant que les Kurdes, et beaucoup d'Irakiens dans le centre du pays qui actuellement, avec la saison chaude qui arrive, risquent des épidémies. Le choléra a déjà été identifié. Il faut des aides ponctuelles pour les groupes les plus vulnérables", a-t-il ajouté, en soulignant la nécessité d'une "complémentarité" entre les actions bilatérales, unilatérales au Nord et ce que font les Nations-Unies dans le reste du pays."

Le prince Sadruddin a lancé un appel à de nouvelles contributions, "en nature, en espèces, pour pouvoir faire face à cet énorme problème qui est sans précédent".

"Si vraiment nous avons un rôle à jouer aux Nations Unies et qu'il faudra à un moment donné assurer le relais, a-t-il dit, il faut nous donner les moyens de cette politique".

LE MONDE 19 AVRIL 1991

## En dépit des protestations de Bagdad

# Des Américains ont pénétré en Irak pour venir en aide aux Kurdes

Washington a annoncé, mercredi 17 avril, que des soldats américains avaient déjà pénétré en territoire irakien, non loin de la frontière turque, pour localiser les sites où pourront être installés les camps d'accueil destinés aux réfugiés kurdes. Auparavant, des hélicoptères français avaient commencé des travaux de repérage. De 5 000 à 10 000 militaires américains devraient participer à la mise en place

des cinq ou six campements prévus. Au total, la Grande-Bretagne envisage d'envoyer sur le terrain 1 500 à 2 000 hommes et la France un millier - 110 d'entre eux, du génie et du corps de santé de l'armée, se tenaient, jeudi, prêts à partir. Le gouvernement de Bagdad a vivement dénoncé l'opération des alliés, mais vient de conclure un accord pour la création de centres d'accueil organisés par l'ONU.

## Retour au Directoire ?

par André Fontaine

Dans un récent entretien au *Monde*, Roland Dumas a cru pouvoir ramener la politique étrangère gaulliste à une « série d'illusions » (1). Le propos est un peu surprenant, dans la mesure où le « rang » que François Mitterrand se montre si déterminé, depuis plusieurs années, à voir tenir par notre pays provient tout droit de la mythologie du général. Dans la mesure, aussi, où il ne cesse d'affirmer sa volonté de conserver la force de dissuasion, et refuse obstinément de diminuer en quoi que ce soit, malgré l'ampleur des réductions d'armements stratégiques opérées par Washington et par Moscou, sa puissance de feu. Dans la mesure, encore, où le fameux slogan de « L'Europe de l'Atlantique à l'Oural » a cessé d'être une chimère pour devenir une nécessité : le président de la République n'a pas été le dernier à la reconnaître en réclamant de longue date que l'on « sorte de Yalta ».



Faut-il rappeler que l'homme du 18 juin n'avait jamais voulu entériner la division de l'Allemagne? Qu'il s'était toujours opposé à la reconnaissance d'une RDA dans laquelle il ne voyait, et la suite des événements lui a donné raison, qu'un produit de l'occupation soviétique?

Même jeu pour la CEE. Malgré la référence occasionnelle du chef de l'Etat à sa «finalité fédérale», elle paraît vouée selon toute vraisemblance à demeurer longtemps encore plus proche de «l'Europe des patries», chère au général, que des Etats-Unis d'Europe, pour lesquels militaient, avec Jean Monnet, nombre de personnalités de la droite, du centre et de la SFIO. Il n'y a pas que cela. La présence à Paris d'un Boris Eltsine président de la Russie et challenger de plus en plus déclaré d'un Gorbatchev en perte de vitesse montre que nous avions tort de sourire en entendant de Gaulle s'obstiner à dire «russe», plutôt que «soviétique».

Ne voit-on pas d'ailleurs partout les nations prendre leur revanche, comme il l'avait mille fois annoncé, sur des idéologies dont le

caractère factice était à ses yeux avéré?

Les Républiques baltes et la Géorgie, en attendant l'Arménie et la Moldavie, mettent en échec les tentatives du «centre» pour les faire rentrer dans le rang. La Slovénie et la Croatie sont sur le point de prendre congé de la Yougoslavie, sauf pour celle-ci à accepter de se transformer en une très lâche confédération. Les derniers sondages réalisés au Québec montrent une population maintenant acquise dans sa majorité à l'idée de souveraineté. Dieu sait pourtant si de Gaulle avait été critiqué à l'époque pour son fameux «Vive le Québec libre!» Presque autant que pour ce qui avait paru à beaucoup son geste le plus outre-cuidant : sa prétention, contenue dans un memorandum secrètement adressé le 24 septembre 1958 à Eisenhower et à Macmillan, de constituer entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ce qui équivalait, bien que le mot ne figurât pas dans le document, à un directoire du monde occidental.

On a peine à imaginer le tollé qui accueillit cette démarche alors que nous voyons prendre corps sous nos yeux, à la faveur, si l'on ose dire, de la tragédie kurde, un directoire triparti de fait : George Bush vient en effet d'annoncer lui-même que les

trois pays s'étaient mis d'accord pour envoyer des troupes dans la partie irakienne du Kurdistan, non certes pour s'y battre mais pour venir en aide à la détresse de tout un peuple.

Cette décision a été prise apparemment sans demander la permission du conseil de sécurité des Nations unies ou du gouvernement de Bagdad : il y a des circonstances où le respect du droit n'est plus qu'une excuse pour Ponce Pilate. Elle a d'ailleurs au moins un précédent : l'envoi de militaires américains, français, italiens, à Beyrouth, au lendemain du massacre de Sabra et Chatila, pour protéger les réfugiés des camps palestiniens. Mais il s'agissait de l'addition de décisions nationales. Alors que, cette fois, nous sommes en présence d'une décision concertée et exécutée à trois.

C'est un signe des temps. Il y a un an encore, quand Bush envisageait les «partenaires» possibles pour l'ordre mondial de ses rêves, il songeait, essentiellement, à l'Europe et au Japon. Et il ne faisait pas de doute dans son esprit qu'il revenait dans une large mesure à l'Allemagne, maintenant réunie, d'être la locomotive de l'Europe. Mais depuis il y a eu la guerre, à laquelle l'Allemagne et le Japon n'ont guère participé que

comme banquiers : grandes puissances économiques s'il en est, l'une comme l'autre hésitent toujours visiblement à assumer des responsabilités politiques et à plus forte raison militaires qui dépassent le cadre régional. Quant à la Communauté européenne, qui avait une belle occasion de s'affirmer, elle aura été l'Arlésienne du conflit. Alors que leur participation active et résolue a fait du Royaume-Uni et de la France les partenaires quotidiens des Etats-Unis.

Rien n'assure que cela durera très longtemps. Pour l'instant, François Mitterrand pourrait adapter à la situation à l'intérieur du monde occidental un mot qu'il a eu naguère à propos du PCF devant, précisément, un vieux gaulliste. «Deux hommes, lui avait-il déclaré, l'ont fait reculer : le général en s'opposant à lui, moi en m'alliant avec lui.» Il pourrait dire aujourd'hui, et c'est à cela peut-être que songeait Roland Dumas en parlant des «illusions» gaullistes, mais il aurait dû alors être plus explicite, qu'en se comportant vis-à-vis des Etats-Unis en allié il a largement contribué à faire conserver à la France le rang que le général n'avait rétabli qu'en leur tenant tête plus souvent qu'à son tour...

ANDRÉ FONTAINE

## Après la décision de la Maison Blanche d'établir des camps au Kurdistan

# Des soldats américains ont pénétré en Irak pour préparer l'installation de zones de protection

Des soldats américains ont déjà pénétré, mercredi 17 avril, dans le nord de l'Irak pour préparer l'installation de zones de protection temporaires destinées aux réfugiés kurdes, dont la création a été décidée par Washington, Paris et Londres. Une initiative que le régime irakien a dénoncée comme étant une ingérence flagrante alors qu'il venait d'accepter l'installation de centres d'accueil de l'ONU (le Monde du 18 avril).

L'opération américano-franco-britannique, a fait valoir le président George Bush, est uniquement motivée par des soucis humanitaires. L'objectif est de permettre aux réfugiés irakiens de redescendre dans les vallées, où les secours internationaux leur parviendront plus facilement. «Des groupes terrestres ont commencé aujourd'hui à entrer dans le nord de l'Irak pour étudier les sites qui conviennent le mieux à ces centres de réfugiés», a indiqué mercredi le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams. De cinq mille à dix mille soldats américains devraient mettre en place les cinq ou six campements prévus dans une zone située au nord du 36° parallèle. De leur côté, la Grande-Bretagne enverra mille cinq cents à deux mille militaires, et la France un millier d'hommes. Cent quatre-vingts Français, dont cent dix militaires, doivent gagner le nord de l'Irak dans les prochains jours.

Selon le numéro deux du Foreign Office, M. Douglas Hogg, les alliés

mettront environ deux mois à installer ces camps avant qu'une force des Nations unies ne prenne leur relais. La couverture aérienne des contingents des trois pays déployés sur le sol irakien sera assurée par les Etats-Unis.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a déclaré n'avoir pas d'objection à cette initiative, étant donnée la situation des réfugiés irakiens. «Nous étudions la situation avec beaucoup d'attention, de façon à respecter la souveraineté de l'Irak, mais nous espérons que les autorités irakiennes vont comprendre que l'objectif est tout simplement humanitaire», a-t-il dit à Paris, à l'issue d'un entretien avec le M. François Mitterrand.

Mais la nouvelle, accueillie favorablement par le Front du Kurdistan irakien (qui regroupe les mouvements kurdes), a pris de court la délégation des Nations unies actuellement en Irak pour examiner le sort des réfugiés. Bagdad venait d'accepter la création, sous l'égide de l'ONU, de «centres humanitaires» dans le Nord kurde et le Sud chiite, a déclaré à Bagdad le chef de la délégation, le Belge Eric Suy. Toutefois, la signature d'un accord avec l'ONU sur l'installation de ces «centres» est intervenue jeudi, en dépit de l'opposition ira-

kienne à l'initiative américano-franco-britannique. Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, n'en a pas moins dénoncé l'entrée de forces américaines au Kurdistan estimant que «l'interférence des grandes puissances dans cette affaire a compliqué la situation».

Les 110 militaires français prêts au départ disposeront tout au plus de «quelques moyens d'autodéfense», a-t-on appris de source autorisée. Ils seront accompagnés de quelque soixante-dix médecins, chirurgiens, pédiatres et hommes de la sécurité civile. La logistique sera prioritaire dans le cadre de leur mission, afin de surmonter les immenses difficultés d'accès aux régions montagneuses concernées. Le cas échéant, des hélicoptères seront utilisés pour faciliter les secours. De source officielle à Paris, on indique que des soldats français participent depuis plusieurs jours déjà, à bord d'hélicoptères notamment, à des opérations de repérage, destinées à localiser les sites les plus favorables à l'implantation de camps de toile pour les réfugiés. Depuis le 8 avril, des avions Transall ont par ailleurs effectué une quarantaine de sorties, larguant 180 tonnes de vivres et couvertures.

Selon deux de ses confrères libérés à Bagdad

## Un journaliste allemand a été assassiné par des soldats irakiens

Un journaliste allemand de vingt-sept ans, Gad Gross, travaillant pour le magazine américain *Newsweek*, a été tué le 29 mars par des soldats irakiens au Kurdistan lors de la répression de l'insurrection kurde. C'est ce qu'ont rapporté, mercredi 17 avril, deux de ses confrères faits prisonniers à Kirkouk et libérés le 15 avril par les autorités irakiennes.

Alain Buu, un photographe français de l'agence Gamma-Liaison, et Frank Smyth, un Américain travaillant pour CBS, ont indiqué que Gad Gross avait été exécuté lorsque les troupes de Bagdad ont attaqué Kirkouk pour la reprendre aux rebelles kurdes. « *Gad a été découvert dans une maison de Kirkouk en compagnie de Bakhtiar, un rebelle kurde, le 29 mars au matin. Peu après, les deux hommes ont été abattus par les soldats irakiens* », a déclaré Frank Smyth, qui, avec Alain Buu, avait été arrêté peu après cet assassinat. Lors d'une conférence de presse à leur arrivée en Jordanie, ils ont dit n'avoir pas « vu » la scène, mais l'avoir « entendue » depuis leur cachette, à une trentaine de mètres de là. « *Avant d'être capturés, nous avons entendu Gad crier et, cinq secondes plus tard, nous avons entendu plusieurs coups de feu* », a déclaré Alain Buu.

Les deux journalistes ont indiqué avoir vu un soldat s'éloigner avec le sac de photographe de Gad Gross. Quelques heures plus tard, ils ont vu sa carte d'identité souillée de sang au centre d'interrogatoire où ils ont été conduits. « *Les soldats irakiens nous ont dit qu'il avait un revolver et s'était tué* », a déclaré Frank Smyth, en assurant que Gad Gross n'était pas armé. Les trois journalistes étaient entrés en Irak, via la Turquie, le 20 mars pour couvrir l'insurrection kurde. — (Reuter.)

□ L'Institut kurde de Paris assure un service d'information par Minitel. — L'Institut kurde de Paris assure, à partir de mercredi 17 avril, un service Minitel (36 15 SOS Kurdes) destiné à donner toute information sur l'aide française, publique et privée, en faveur des Kurdes d'Irak.

# L'exode des Kurdes vers l'Iran se ralentit

Pour la première fois depuis le début de l'exode des Kurdes d'Irak vers les pays voisins, le flot des réfugiés arrivant en Iran a commencé à baisser à l'un des principaux points de passage entre les deux pays. Au total, ils étaient, mercredi 17 avril, 901 120 à avoir déjà trouvé refuge en Iran, selon les autorités de Téhéran.

Le nombre d'Irakiens se présentant chaque jour à la ville frontalière iranienne de Sardacht est passé de quelque 20 000 à la fin de la semaine dernière à 6 000 ou 7 000 seulement lundi. Des responsables de Médecins Sans Frontières installés depuis une semaine dans cette ville, qui rapportent ces chiffres, ont confirmé mardi avoir eux aussi constaté une baisse sensible de l'afflux des réfugiés.

Cette baisse, qui a permis de stabiliser à quatre-vingt mille le nombre de réfugiés installés dans la ville, selon les autorités, ne semble pas concerner tous les points de passage empruntés par les Kurdes irakiens pour se rendre en Iran. Dimanche, les arrivées se poursuivaient au rythme de vingt mille par jour à Piranshahr, à une soixantaine de kilomètres plus au nord, selon un décompte effectué par Médecins du monde.

Le nombre des réfugiés massés en territoire irakien, sur la route menant à Piranshahr, en attendant de pouvoir traverser la frontière, semblait, la semaine dernière, beaucoup plus important qu'à la frontière près de Sardacht, selon les journalistes qui avaient pu visiter les deux sites. Cette diminution

des arrivées à Sardacht pourrait s'expliquer à la fois par un ralentissement de l'exode et par l'installation des derniers arrivants dans des camps que les autorités irakiennes sont en train de mettre en place à proximité immédiate de la frontière. Une équipe de MSF, présente depuis le début de la semaine dans l'un de ces camps, près du village de Bétouche, a indiqué que plusieurs dizaines au moins de réfugiés étaient venus mardi grossir le nombre des quelque 5 000 à 6 000 personnes qui s'y trouvent déjà.

Par ailleurs, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de l'association France-Libertés, a fait savoir qu'elle se rendra à la fin de la semaine à la frontière irako-iranienne pour assister à l'arrivée d'un convoi de secours. — (AFP.)

## Soulagement d'Ankara scepticisme des réfugiés

ISTANBUL

de notre correspondante

Les autorités turques ont accueilli avec soulagement la décision du président Bush d'établir des camps dans le nord de l'Irak pour les réfugiés actuellement massés à la frontière turco-irakienne. « *Très positif* », a affirmé mercredi 17 avril M. Murat Sungar, porte-parole du ministère des affaires étrangères. On rappelle à Ankara que l'idée avait été suggérée par le président Ozal dès le début de l'exode des Kurdes irakiens, mais qu'il a fallu deux semaines pour convaincre l'administration américaine de la gravité de la situation.

Le gouvernement turc craignait que l'arrivée des réfugiés n'attise les braises du nationalisme au sein de la minorité kurde de Turquie, qui compte 12 millions de représentants. Cette crainte était particulièrement évidente aux alentours du camp d'Isikveren, situé au cœur de la zone d'activité du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'armée turque avait parfois de la peine à faire la différence entre les réfugiés et les indépendantistes du PKK que les militaires sont habitués à combattre. « *Ces gens sont tous des terroristes* », affirmait un jeune soldat en ajoutant : « *N'ont-ils pas soutenu les rebelles, Talabani et Barzani (dirigeants de l'opposition kurde en Irak) ?* »

### Surprise des organismes humanitaires

Les autorités turques souhaitent que la communauté internationale assure la sécurité des réfugiés pour qu'ils puissent rentrer chez eux, mais elles ne voulaient pas pour autant qu'un Kurdistan soit établi de facto en Irak, sous la forme d'une région placée sous la protection des alliés et des Nations

unies. Le plan dévoilé par M. Bush semble éviter cette embûche, puisque les alliés assureront uniquement la sécurité des camps et non pas du nord de l'Irak tout entier.

Inquiet du poids financier de l'aide apportée aux réfugiés et critiqué par les organisations humanitaires pour son refus de les admettre à l'intérieur du pays, le gouvernement turc ne peut qu'être soulagé.

Sur le terrain, le projet de M. Bush a été accueilli avec scepticisme par certaines organisations humanitaires, y compris par les représentants des Nations unies, qui ont admis avoir été surpris. D'une part, le délai de dix à quinze jours pour les préparatifs dont parlent les responsables américains semble très court pour établir cinq à six camps gigantesques pouvant contenir le demi-million de réfugiés actuellement en Turquie. D'autre part, personne ne semble savoir précisément où seront placés les camps et qui en assurera le fonctionnement à long terme.

Les autorités américaines insistent sur l'aspect temporaire de l'opération militaire alliée en Irak. C'est bien là ce qui inquiète de nombreux réfugiés, qui n'accordent pas beaucoup de crédibilité aux promesses américaines. Il est donc probable que certains réfugiés kurdes seront difficiles à convaincre de retourner en Irak.

De nombreux détails restent à régler, notamment le rôle des Nations unies. Mais pour les autorités turques, ces questions n'ont que peu d'importance : la communauté internationale a répondu à leurs appels à l'aide, elle a clairement indiqué qu'elle avait l'intention d'assumer la responsabilité de la population kurde irakienne, et les réfugiés devraient quitter la Turquie sous peu.

NICOLE POPE

# U.S. and Iraq Meet on Kurds

By Chuck Sudetic

New York Times Service

HABUR, Iraq — After a meeting here Friday with two Iraqi generals, the commander of the U.S. military operation to rescue upwards of 500,000 Iraqi refugees now trapped in the mountains along the Turkish-Iraqi border stressed that the United States and its allies would go ahead with plans to build and defend camps inside Iraq for the refugees despite Baghdad's objections.

"It's our intention to deploy the necessary security forces to protect the humanitarian effort,"

he said, before leaving the abandoned border-crossing customs area where the 50-minute meeting took place. "That was our

**Harried U.S. officials are just getting the full idea of what the refugee crisis involves. Page 4.**

intention at the beginning, and it's still our intention."

In the meeting, Lieutenant General John Shalikashvili was expected to have delivered an ultimatum to the Iraqi troops to leave the area and not to interfere with U.S., British and French troops sent into Iraq to construct and safeguard the camps.

The general described his exchange with the Iraqi generals as "frank" and said that many issues remained to be resolved. He did not, however, specify the exact security-related demands that were made to the Iraqis.

General Shalikashvili and senior officers from the Canadian, British and French armed forces met with two brigadier generals from the headquarters of the Iraqi Army, Nishwan Danoun and Abdul Haziz Jezail.

"We agreed to resolve the issues that need to be pursued through other channels," he said, but did not elaborate.

The first task is to eliminate the possibility of inadvertent clashes between the allies and Iraqi forces, the general said before the meeting.

"That danger cannot be excluded and we will do whatever we can to minimize it," he said.

The general declined to speculate on how long U.S. military forces would provide security for the refugees, but he added that U.S. statements implied that the American military presence would not be

open-ended. "It is not a long-term solution," he said. "Other mechanisms will have to be found, and hopefully will be."

The general declined to comment on international negotiations to provide security for the refugees, including the deployment of United Nations peace-keeping forces.

"My interest is to turn over the operation as quickly as I can to civilian authorities in as good a shape as I can," he said. "Right now, few of us know the magnitude of the problem."

The allies are expected to deploy as many as 13,000 troops to build and protect the refugee camps.

As many as 2 million Kurds, Turcomens, Syrian Christians, Shiite Muslims and deserters from the Iraqi Army fled Iraq after Saddam Hussein's forces suppressed Kurdish insurgents in northern Iraq and a Shiite revolt in the country's southeast after the war.

Iraq has denounced the allies' plan to build the camps on its territory, calling the move a violation of Iraq's sovereignty.

The Iraqi officers made no comment on Friday's meeting.

"If we can make the arrangements that we need to make with Iraqi authorities to minimize any sort of interference with our resources," General Shalikashvili said, "then we are prepared to move in and start the effort of erecting the infrastructure for the first camp."

The allies intend to assume responsibility for security both inside and around the camps, he said.

"The safety of the Kurds," he said, "depends upon conditions that might very well exist here within the Iraqi government and their changed attitude towards the actions that have been taken against the Kurdish population."

General Shalikashvili said that the U.S. and other aid providers may physically assist in moving the refugees and may even provide helicopter transportation for the people who fled to places inaccessible by road.

The general said he was concerned about the possibility that Kurdish insurgents might try to use the refugee camps as bases from which to attack the Iraqi Army.

"I would be foolish to tell you that I'm not concerned about it," he said. "But I must also tell you that my task is to proceed with this humanitarian effort and not to complicate this thing for me more than it already is."

## Iraqi Arsenal Disclosure Is Unsatisfactory to U.S.

Reuters

WASHINGTON — The United States said Friday that Iraqi disclosures about its chemical, nuclear and missile programs left out important details and did not satisfy the terms of the UN cease-fire resolution.

A State Department spokesman, Richard A. Boucher, said the information, which Iraq provided under UN Security Council Resolution 687, left out Iraq's biological weapons program and major aspects of its nuclear program.

The disclosures were contained in letters from Iraq to the United Nations secretary-general, Javier Pérez de Cuéllar, and to the International Atomic Energy Agency in Vienna.

In the letter to the agency on nuclear weapons programs, the Iraqis said that all the nuclear material they possessed was being held under agency safeguards.

"They declare no nuclear weapons, nuclear-weapons usable material or other related facilities or activities," Mr. Boucher said. "We don't think that response is satisfactory." He also singled out as unacceptable Iraq's response that it had no biological weapons.

In its letter to Mr. Pérez de Cuéllar, Iraq said it had hundreds of tons of nerve and mustard gas, 52 Scud-type missiles and 53 warheads, including 30 chemical warheads.

According to the list, which a Soviet diplomat said showed Iraq's compliance with UN resolutions, Baghdad's arsenal contains 51 upgraded Scud-type missiles, called "Husseins," with a range of about 650 kilometers (400 miles) and one Scud missile with a range of 50 to 290 kilometers. In addition, Baghdad said, it has five Scud-type conventional warheads, 18 Hussein-type conventional warheads and 30 with chemical warheads.

Iraq also said it had 4 missile launchers, for which it provided locations. It listed 2 mobile missile erectors, 28 fixed platforms for ballistic missiles in what it called its "Western zone" and four missile platforms in the same area.

As for chemical weapons, the documents listed a nerve gas called Sarin, which Iraq said was contained in thousands of shells, short-range missiles and aerial bombs, as well as in storage.

## Edward Mortimer on the implications of the aid effort for the Kurds

# West takes up the burden

Announcing his decision to send US troops into northern Iraq last Tuesday, President George Bush insisted that this was a "purely humanitarian" intervention. There was no question, he added, of encouraging the creation of an independent Kurdistan. Nor, said his spokesman Mr Marlin Fitzwater, would US forces be "involved as combatants in the civil war or anything in that sense". Rather, they would "move in and out for short periods of time, hours, to help with camps or moving people around, or food, water, those kind of things".

Thus did the US administration struggle to reconcile its response to the Kurdish tragedy with its previous, constantly reiterated, pledges of respect for Iraqi sovereignty, non-intervention in Iraq's internal affairs, and determination to "bring the boys home" rather than risk an open-ended, Vietnam-style commitment.

President François Mitterrand has been more lucid, or perhaps more candid, about the implications of what the west is doing in Iraq. Congratulating himself on France's success in obtaining the passage of UN Security Council Resolution 688 he said last week: "For the first time, non-interference has stopped at the point where it was becoming failure to assist a people in danger."

Hitherto national governments have behaved as if they were members of a trade union (called the UN), whose rules required them to take no notice of each other's behaviour unless one member directly attacked another. Now it turns out that there is a limit, so far ill defined, beyond which a government cannot go without forfeiting its right to benefit from that rule.

Ironically enough it is France, in the past one of the strongest upholders of the notion of national sovereignty, that has taken the lead in articulating this new doctrine,

whereas the US, which in its own neighbourhood (Grenada, Panama etc) has often been ready to grant itself exemption from the old rule, has been most reluctant to break it in the Middle East, and even now is trying to pretend that it has not been broken.

The reason is obvious enough. When dealing with small countries in the western hemisphere the US is confident that it can keep matters under control. The Middle East is a different matter. It is so much further away, culturally as well as geographically, that few US policy-makers believe they can seriously hope to control events in that region. Those who did so imagine received a painful lesson in Lebanon in the early 1980s.

The marines went into Beirut in 1982, on what was seen as a short, simple humanitarian mission: first to supervise the departure of the PLO fighters, then (after the Sabra-Shatila massacre) to protect Palestinian civilians. Yet somehow it seemed impossible to do that without restoring peace and order in the country under the authority of the "legitimate" government. By the time they had finished trying to do that they had lost 241 US servicemen to a suicide bomber, soon after which they ignominiously withdrew, leaving behind them an even less safe, and much more anti-western, country than they had found.

The odd thing is that France also took part in that Lebanese fiasco, and lost 58 paratroopers to another suicide bomber on that same morning in October 1983. But France is also closer to the Middle East, historically as well as geographically. For France it is not simply a region you can bomb and walk away from. It is inhabited by peoples, some of which are in danger.

How many people make "a people"? That is just one of many questions to which the new doctrine will require an answer. It does not have one yet. But "failure to assist a per-

son in danger" is an offence in French law. Mr Bernard Kouchner, founder of the charity Médecins Sans Frontières and now minister for humanitarian affairs, has extended this concept into international law and persuaded President Mitterrand to adopt it - helped by the president's wife Danielle, who has publicly befriended oppressed peoples in general and the Kurds in particular. Mr Kouchner has even spoken of a "duty to interfere".

How far will interference go? Western officials admit they do not know. "This whole business has been incremental," a British diplomat said yesterday. "What looks impossible one week becomes possible the next." Clearly it makes no sense for the US to pretend its troops are in Iraq simply to provide transport and supplies.

The key issue is security. Kurds will not go down into the new camps unless they feel safe there. They will not feel safe there unless they are confident that the camps are outside the control of the Iraqi government. And if they are outside the control of the Iraqi government one can be quite sure that they will be under the control of the two main Kurdish political parties - the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan.

So there will be an area of Iraq, populated at least by some hundreds of thousands of people, in which the writ of the Baghdad government will not run and the writ of Kurdish political parties will run. It is going to look very like the embryo of that independent Kurdistan which Mr Bush says he is determined not to encourage.

It is bitterly ironic, because the Iraqi Kurds were never asking for that. When they were fighting for a democratic Iraq alongside other Iraqis, and with some apparent chance of success, the US refused to intervene. Now, thousands of deaths and over two million refugees later, it is in the pro-

cess of carving them out a *de facto* separate state. It has even drawn them a frontier, the 36th parallel - an entirely arbitrary line which awards them the Arab city of Mosul, yet denies them the whole southern Kurdish region round Sulaimaniya.

No one in any western capital is suggesting that this should be a permanent solution. It is being improvised, partly in response to western guilt feelings, about a tragedy that is not only horribly visible on television but also manifestly a by-product of the western victory in the Gulf war; and partly in response to urgent pleas and warnings from Turkey, which could not handle the refugee problem on its own soil and was hinting that it might intervene militarily on its own if others did not come to its rescue.

Now Iran, which faces an even larger refugee problem and is even less well equipped to cope with it, is uttering similar pleas and hints. Iran also points out, quite correctly, that the humanitarian problem of the Shia in southern Iraq is every bit as bad as that of the Kurds in the north.

The truth is that when you are dealing with a regime like that of Saddam Hussein the distinction between "humanitarian" and "political" becomes untenable. There is no solution to Iraq's humanitarian problems while that regime remains in power. Its record is such that, even if it tries to introduce genuine reforms, no Iraqi will trust it.

The west is in danger of being landed with a permanent Kurdish protectorate, while the rest of Iraq is being left to Saddam Hussein's mercy. The only hope is that the presence of western forces in the north will put some pressure on him to respect the UN's mandate (under Resolution 688) to protect Iraqi civilians throughout the country, and that the loss of Iraqi sovereignty will provide an additional motive for the army officers on whom his power depends to get rid of him.

# The world has 'legal duty' to protect Kurds

The UN is obliged by international law to prevent genocide and to promote self-determination for a clearly separate people, writes Robert McCorquodale

THE DECISION by the United States, Britain, and their allies to "protect" the Kurds by creating for them supervised refugee camps must be commended. However, it does not adequately fulfil the responsibilities of states under international law.

The development of international human rights law has reached the stage where the treatment of an individual or a group of people by a state is no longer a matter purely within the domestic jurisdiction of a state. It is a matter of international concern.

The Iraqi government's actions against the Kurds may be acts of genocide. Genocide is defined in the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide 1948 as being the acts of killing, serious bodily or mental harm, prevention of births, forcible transfer of children or deliberate infliction of conditions of life calculated to bring about the physical destruction of a group, if those acts are "committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group".

Individuals are liable in international law for these acts. The Convention, to which more than 100 nations — including Iraq — are party, obliges states "to prevent and to punish" the crime of genocide. In addition, genocide is now generally accepted to be also a crime against the international community.

There is, of course, the difficulty of obtaining evidence of genocide and of determining the appropriate tribunal in which to try the individuals responsible — there is no international criminal court. But shuffling Kurds able to escape Iraq into refugee camps does little to prevent the genocide of those Kurds who remain. And it does not relieve the obligation of states to punish those responsible for genocidal acts.

Even if Iraq's actions do not amount to genocide, it has certainly abused the human rights of many citizens. This is acknowledged in UN Resolution 688.

Accordingly, there is clear justification in international law for

other states to interfere in the domestic jurisdiction of Iraq. Indeed, there is an obligation to do so. This action can take the form of continuing economic sanctions, withdrawing recognition of the Iraqi government as the legitimate government of Iraq and giving humanitarian aid to the Kurds and others affected. Further, UN forces — rather than US or British troops — should be introduced to protect the Kurds.

A decision by the Security Council to provide UN forces could also be justified in this instance on the grounds that they are needed to maintain "international peace and security" — the primary responsibility of the Security Council under the United Nations Charter.

And, the UN is already involved: action has been taken against Iraq under the aegis of the Security Council. This distinguishes the present crisis from many other situations where there are gross violations of human rights against groups — by the Chinese in Tibet or by Indonesia in East Timor, for example.

This, together with the present degree of reconciliation between the US and the Soviet Union, may enable Security Council members to accept their obligations under international law and to order UN peacekeeping forces into Iraq to protect the Kurds.

There is an additional obligation on all states where those whose human rights are breached are a clearly separate people to those who comprise their government, who live in a defined territory and who seek independence from the oppressor state.

This refers to the right of self-determination, which is defined as being the right of peoples freely to "determine their political status and freely pursue their economic, social and cultural development". This right has been accepted by most of the international community in regard to the blacks in South Africa and to the Palestinians, and it is being persuasively argued by the Baltic states and some other republics of

THE INDEPENDENT

April 20, 1991

the Soviet Union. This right of self-determination places a consequent obligation on all states to take no action which denies or hinders the exercise of that right.

This position seems to have been recognised by both the British Prime Minister and his Foreign Secretary in recent statements which indicated the possibility of using force to preserve the legitimate aspirations of the Kurdish people.

The Kurds seem to have offered some sound arguments for the assertion of their right of self-determination. Their case is not without difficulties, but they are a clearly separate people with a long heritage and a connection to a particular territory.

However, they lacked powerful friends when the present Middle East boundaries were drawn. The Kurds live in Iran, Turkey and the Soviet Union as well as in Iraq. They do not have one state from which to demand their rights. The Kurds, even more than the Soviet republics, need the international community to accept its obligations and to assert their right of self-determination.

However, the US and Britain wish to maintain the support of Turkey, Iran and the Soviet Union for their actions in the Gulf. Thus there is no likelihood at present of recognition by the Security Council, or by any relevant state, of the right of the Kurds to self-determination. Any argument that the area of Iraq where many of the Kurds live should be recognised as a Kurdish state, or even be divided from the rest of Iraq by a UN force is rapidly dismissed. These states prefer to uphold the right to territorial integrity of Iraq and other states in the region (such as Kuwait) at the expense of the rights of the Kurdish people.

By deciding to establish refugee camps for those Kurds who are fleeing persecution in Iraq, the US, Britain and their allies are at least taking some action to protect the Kurds. However, the clear violations of the Kurds' human rights and their claims for self-determination place further international legal obligations on those states.

These duties are not being complied with. A Security Council resolution establishing a UN peacekeeping force to separate the area of Iraq inhabited by the Kurds from the rest of Iraq would go a considerable way towards fulfilling those international legal obligations.

The author is a Fellow and Lecturer in Law at St John's College, Cambridge.

The Globe and Mail April 20, 1991

**HOME OR EXILE / All the Kurds expect is 'a democratic government in Baghdad that doesn't use all of its state force to destroy them.'**

## Suffering a long-term prospect

BY ESTANISLAO OZIEWICZ  
The Globe and Mail

**I**F Iraq's Kurds cannot go forward, can they go back?

That question, posed alongside a photograph in The Economist of wretched Kurdish refugees in southern Turkey, remains at the forefront of discussion about their plight, notwithstanding two plans — one by the United Nations and Iraq and the other by the United States, Britain and France — to coax hundreds of thousands of refugees to return home.

"The Kurds themselves think the best solution is for them to return to Iraq," says Amir Hassanpour, a Kurd who teaches in the Department of Communications Studies at the University of Windsor. "All it needs is a democratic government in Baghdad. All they expect is a democratic government in Baghdad that doesn't use all of its state force in order to destroy them."

"If they're sure this condition is met, they won't wait for helicopters. They'll go back to their homes. They love their homes, their mountains and their cities and their villages."

Dr. Hassanpour acknowledges that such a return is unlikely, given the politics of the region and what he says is Washington's interest in keeping Iraq's ruling Baath Party in power as a check on Syria and Iran — with or without Iraqi President Saddam Hussein at the helm.

In the short run, Dr. Hassanpour says, the relief effort for what the United Nations High Commissioner for Refugees, Sadako Ogata, calls "the fastest-growing refugee situation in modern history" will allay some immediate suffering.

But his people, who claim to be the descendants of the ancient Medes, one of the founding peoples of the Persian empire, will continue to suffer as long as there is no international political solution to the question of Kurdish statehood.

Neither the UN-Iraq agreement nor the U.S.-led effort appears enough to persuade the Kurdish refugees from the Turkish-Iraq border back into Iraq and their razed towns and villages. Kurds are fearful because the UN-Iraq plan does not provide military protection and they have little confidence that U.S. and European troops in the parallel plan will provide a shield from Mr. Hussein over the long haul.

For a repatriation effort to work, there would have to be genuine Kurdish autonomy in Iraq — which the Baghdad regime recognizes in principle but not in practice — coupled with a safety net for the people, says James Reilly, who teaches modern Middle Eastern history at the University of Toronto.

"Of course, it is very difficult to get from here to there. But the status quo is not likely to be acceptable to the Kurds or the regimes who are host to them reluctantly at present — unless the United States, Canada are going to open their doors to hundreds of thousands of Kurdish refugees."

"That's one alternative, seeing how many want to come here. But I don't see any politicians here talking in those terms."

Prof. Reilly says it will be difficult to persuade the Kurds to return to their homes with Mr. Hussein still in control.

"That is why some effective international guarantee is necessary for the security and safety of Kurdish citizens. . . . There would have to be some guarantees that the areas the Kurds are returning to are not in the hands of this regime, that the security is in the hands of an international force. . . ."

"Clearly it's a difficult road, but I think the alternatives are just as bad, just as difficult to sustain in the long run. Do you really want to have another refugee nation, a national group in the Middle East, after the

Armenians, the Palestinians? Do you really want to add Kurds to the list?"

For Howard Adelman, director of the Centre for Refugee Studies at York University, the safe-haven concept offers a hopeful sign, not just in the Kurdish case but as a general precedent.

"Initially, there will be unarmed observers [in the UN-Iraq plan]. But I don't think that will do. The Kurds will want armed protection. I'm predicting, instead of a concept of a military presence, the presence of an international police force, which is unprecedented."

"So you won't have humanitarians giving aid, you won't just have observers, you will now have international police to protect minorities — and that is an evolution, a really new big move."

Tom Clark, co-ordinator of the Toronto-based Inter-Church Committee for Refugees, said the committee is now working on a statement on the Kurdish refugees.

It may contain these points: it is premature to consider resettlement of refugees in Canada except of those with immediate family members here; borders should be kept open; and Kurds should not be forced into some kind of experiment with Iraq in which their protection cannot be assured.

Asked to suggest some conditions that might be necessary for the Kurds to return to their homes in Iraq, Mr. Clark referred to a 1989 Central American plan for the voluntary return of refugees to Nicaragua, El Salvador and Guatemala.

The plan included agreements with host governments, the presence of international observers, repatriation in security and dignity, freedom of movement, a choice of place of residence, and protection from discrimination for those having sought asylum.



Cessez-le-feu « provisoire » avec les insurgés

Le Monde 20 AVRIL 1991

# L'Irak donne des signes d'apaisement

Le gouvernement de M. Saddam Hussein semble multiplier les concessions. En échange d'une nouvelle proposition d'autonomie pour le Kurdistan, et de la prolongation de l'amnistie, les insurgés ont révélé, jeudi 18 avril, avoir accepté un cessez-le-feu « provisoire ». D'autre part, Bagdad a confirmé l'accord conclu avec l'ONU afin que celle-ci organise des centres d'accueil pour les réfugiés. En outre, un général américain, en compagnie d'un officier français, devait rencontrer, vendredi, des responsables de l'armée de Bagdad pour discuter de la sécurité des camps que doivent installer les alliés en territoire irakien. Les dirigeants de Bagdad avaient pourtant vivement dénoncé l'« ingérence » des Occidentaux.

## Les « marines » en terre kurde

SILOPI

de notre envoyé spécial

Depuis lundi, les enfants du village de Silopi aiment lâcher leur bicyclette dans les fossés et se laisser effrayer par un nouveau vent tonitruant : les Américains sont arrivés et, avec eux, onze hélicoptères balaient le ciel pour filer à toute vitesse au-dessus des montagnes irakiennes.

Mitraillette à la main, les marines affluent dans un campement qui dispose déjà de lampadaires et de bulldozers. « Nous sommes huit cents, pour la plupart issus du détachement de Stuttgart, mais nous pourrions bientôt atteindre un effectif de deux mille hommes, assure le major Ron Gahagan. Nous montons trente tentes par jour. » De cette base

« strictement humanitaire », décollent les premiers hélicoptères de l'opération Provide Comfort. « Nous avons choisi la solution aérienne, beaucoup plus efficace que le ravitaillement terrestre. Les camions arrivent d'Adana et des principaux aéroports de la région. Les hélicoptères s'emparent des palettes pour les larguer au-dessus des camps dans les montagnes, explique le major Ron Gahagan. Nous espérons qu'il n'y a pas trop d'accidents à l'arrivée avec les mouvements de foule, mais il n'y a pas de meilleure solution. »

Selon le porte-parole de la base de Silopi, les hélicoptères auraient accompli soixante missions de largage dans la seule journée de mardi : 91 tonnes de vivres, dont 50 % de nourriture, 25 % d'eau et 25 % de lait en poudre. Des tentes et des couvertures devraient également être parachutées. « Nous essayons chaque jour d'augmenter notre capacité ; une deuxième base est installée à Diyarbakir. »

Jeudi soir 18 avril, les Marines étaient rejoints par les premiers Français, quatorze militaires venus en éclaireurs. Une compagnie du troisième régiment des parachutistes d'infanterie de marine de Carcassonne et une unité d'inter-

vention de la sécurité civile, soit au total 180 personnes, dont sept médecins et un chirurgien devraient s'installer, samedi, dans la base de Silopi, au côté des Américains. Leur mission : répondre aux besoins d'urgence à la frontière turco-irakienne, où sont massés 600 000 réfugiés kurdes, mais aussi bien du côté français qu'américain, on souligne que ces interventions peuvent « à tout moment être évolutives ».

Non sans éprouver une certaine confusion, les militaires sont suspendus à la possibilité juridique d'intervenir sur le sol irakien. Les Américains ont repéré une dizaine de sites potentiels pour y installer des camps, mais ils attendent un feu vert, et les Français, la création, sous l'égide des Nations unies, d'une zone de sécurité en territoire irakien. « Notre but serait alors d'inciter les réfugiés à revenir, de les rassurer, les soigner à terre », selon le colonel Buchwalter.

Pour l'instant, le Provide Comfort tant attendu s'est résumé à ces essais aériens, en espérant, répète le major américain « qu'il n'y a pas trop d'accidents ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

En Israël pour la troisième fois en moins de deux mois

## M. James Baker met en jeu sa réputation de « grand négociateur » au Proche-Orient

A quelques heures de l'arrivée à Jérusalem du secrétaire d'Etat, M. James Baker, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, s'est déclaré prêt, jeudi 18 avril, à envisager la participation des pays de la CEE au processus de paix au Proche-Orient. « Les pays européens sont très intéressés à participer au processus de paix entre Israël et le monde arabe. Cela pourrait les amener à changer d'attitude » vis-à-vis du conflit israélo-arabe, a-t-il déclaré.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Obstiné, M. Baker a repris le chemin de Jérusalem et des capitales arabes où, pour la troisième

fois en moins de deux mois, il met sa réputation et ses talents de « grand négociateur » au service d'un objectif des plus incertains : réunir Israéliens et Arabes - y compris les Palestiniens - autour de la même table.

Le secrétaire d'Etat croit aux mérites du psychodrame collectif. Il estime qu'une telle réunion produirait à elle seule une « réaction chimique » miracle - comme dit le *New York Times* - permettant l'amorce d'une négociation. C'est un pari sur le choc du face-à-face. Contrairement à certains de ses prédécesseurs, William Rogers ou George Shultz, par exemple, M. Baker ne se prononce pas sur le fond des problèmes. Il ne suggère aucune formule de règlement ; il n'y a pas de « plan Baker ». Le secrétaire d'Etat cherche seulement à dégager le consensus minimum permettant aux uns et aux autres de se rencontrer.

C'est, pour beaucoup, un exercice de créativité linguistique. On évite de s'attaquer aux gros obstacles, pour se concentrer sur des questions de formulation - même si celles-ci sont moins neutres qu'il n'y paraît. Exemple : les pays arabes, pour vaincre le tabou du dialogue politique avec l'Etat hébreu, ont besoin d'une « couverture internationale »... mais Israël ne veut pas d'une conférence internationale qui lui imposerait l'avance une solution exclusivement fondée sur les résolutions de l'ONU ; M. Baker propose donc une « conférence régionale » réunissant les protagonistes du conflit sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS. La formule satisfait le besoin de patronage international éprouvé par les Arabes tout en étant proche des « négociations directes » souhaitées par Israël.

### Litiges en discussion

Comme il l'avait fait lors de ses précédentes visites - 10 et 11 mars puis 8 et 9 avril - le secrétaire d'Etat devait consacrer l'essentiel de son temps à Jérusalem, vendredi 19 avril, à discuter, seul à seul, avec l'homme-clé du gouvernement israélien, celui à qui il reviendra de décider : le premier ministre et chef de la droite, M. Itzhak Shamir. De l'avis de la presse et des milieux diplomatiques, les traditionnels entretiens avec les ministres des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshe Arens, sont quelque peu secondaires. Samedi, M. Baker entend aussi rencontrer une délégation de personnalités nationalistes des territoires occupés, avant de partir pour la Jordanie, puis l'Egypte, la Syrie et le Koweït. Il pourrait revenir au milieu de la semaine prochaine à Jérusalem.

Des efforts qu'il a déjà accomplis, le secrétaire d'Etat peut tirer une conclusion qui n'est pas négative : personne, jusqu'à présent, n'a osé prendre la responsabilité de rejeter son projet de conférence régionale. « C'est certainement vrai de notre part », disent les dirigeants israéliens, même si l'entente intervenue entre eux et le diplomate

américain est nettement moins substantielle qu'on le claironnait ces jours-ci à Jérusalem en présentant un bien optimiste « accord en neuf points ». En fait, plusieurs sujets litigieux sont toujours en discussion :

- Le rôle de la conférence. Les Israéliens veulent que la réunion plénière (avec les deux Grands et, peut-être, une certaine représentation européenne) ne soit qu'une cérémonie d'ouverture, devant immédiatement céder la place à une série de pourparlers bilatéraux entre représentants de l'Etat hébreu et leurs interlocuteurs arabes : Israël-Syrie, Israël-Liban, Israël-délégation jordano-palestinienne etc. Les pays arabes souhaitent que la conférence soit un « forum » permanent auquel ils pourraient avoir recours en cas de blocage des négociations et qui pourrait faire sentir sa pression. Les Etats-Unis penchent pour une formule intermédiaire : possibilité de réunir la conférence à la demande des intéressés.

- La représentation des Palestiniens. Les Israéliens excluent le moindre rôle pour l'OLP et n'entendent parler qu'avec des personnalités de Cisjordanie et de Gaza qui ne se réclameraient pas de la centrale palestinienne ni n'auraient

le moindre contact avec elle durant les négociations. Ils refusent encore que la délégation palestinienne comprenne un représentant des Arabes de Jérusalem : ce serait suggérer que le statut de la ville sainte, que l'Etat hébreu a unilatéralement déclarée capitale réunifiée d'Israël, est négociable. Dans ces conditions, il n'y aura pas de délégation palestinienne et, donc, vraisemblablement pas de conférence. Dans la population des territoires, comme dans la diaspora, la seule légitimité (déjà plutôt moyenne) des personnalités palestiniennes que M. Baker rencontre à Jérusalem tient au fait qu'elles se présentent comme les porte-parole de l'OLP et sont perçues comme telles. Sans cette carte de visite, les dites personnalités ne représentent plus grand-chose. Comme tout le monde paraît d'accord pour faire l'économie d'élections (qui risqueraient de manifester la force des islamistes), on pourrait s'entendre sur une liste nominative, sans trop chercher à savoir ce que ses membres représentent : « On ne va pas les passer aux rayons X », aurait dit M. Lévy...

### « Approche double »

A charge pour les intéressés de

ne se référer qu'à des « instances supérieures » ou « nationales », sans jamais que soit prononcé le mot « OLP ». Créativité sémantique...

- La base des conversations. Pour les pays arabes, il doit s'agir des résolutions 242 et 338 de l'ONU. Elles évoquent des frontières sûres et reconnues pour tous les Etats de la région mais posent aussi le principe de la paix en échange « de » territoires.

Si l'Etat hébreu dit accepter pleinement ces résolutions, la formule du compromis territorial embarrasse le Likoud, le parti de M. Shamir, pour lequel la Cisjordanie, la bande de Gaza et le plateau du Golan doivent rester à jamais sous la souveraineté d'Israël. Autre subtilité sémantique : faisant valoir qu'il peut y avoir plusieurs interprétations possibles de ces textes, Israël propose que les négociations s'en inspirent « dans les grandes lignes » sans que cela préfigure l'issue finale des pourparlers.

En principe, ceux-ci doivent faire progresser « parallèlement » deux dossiers : l'état de belligérance continue entre l'Etat hébreu et ses voisins arabes et le conflit entre Israël et les Palestiniens, « approche double » (twin-track) que personne ne semble vraiment

contester. En principe encore, lesdits pourparlers devraient avoir lieu dans un climat assaini par l'adoption d'un certain nombre de « mesures de confiance » : suspension du boycottage décidé par les pays arabes à l'encontre des compagnies commerçant avec Israël contre gel des implantations israéliennes dans les territoires occupés. Là, M. Baker se heurte à un mur. Quotidiennement, les dirigeants israéliens répètent qu'il n'est pas question de ralentir le rythme - aujourd'hui très rapide - des implantations, et le secrétaire d'Etat arrive à Jérusalem au lendemain de l'inauguration d'une nouvelle colonie de peuplement en Cisjordanie.

En fait de mesures de confiance, disent certains milieux officiels, Israël pourrait demander à ses voisins de commencer par détendre le climat aux frontières. Or jeudi encore, et pour la troisième fois en trois jours, un homme en armes s'est infiltré en Israël en provenance de Jordanie portant des documents de l'armée jordanienne. Il a été blessé puis fait prisonnier. Les services israéliens soupçonnent les islamistes de disposer d'une influence croissante au sein des forces armées jordaniennes.

ALAIN FRACHON

## La situation au Kurdistan

# Les rebelles et le gouvernement de Bagdad ont conclu un cessez-le-feu « provisoire »

**Cessez-le-feu « provisoire » avec les insurgés, contact avec des officiers américains en territoire irakien, nouvelle prolongation de l'amnistie proclamée en faveur des Kurdes, accord sur la création de centres d'accueil de réfugiés gérés par l'ONU : Bagdad semble soucieux de faire baisser - au moins temporairement - la tension au Kurdistan après que son armée se fût assurée la maîtrise des villes de la région au prix de violents bombardements sur des objectifs civils et d'un exode massif qui a jeté la moitié environ de la population kurde hors de chez elle.**

Le jour même où le gouvernement irakien concluait un accord avec les représentants de l'ONU concernant l'installation, sur le territoire irakien, de centres d'accueil pour les réfugiés, gérés par les Nations unies (*Le Monde* du 19 avril) - et alors que les Américains commençaient leurs opérations en vue de l'installation de camps au Kurdistan d'Irak, - l'un des principaux mouvements kurdes a révélé, jeudi 18 avril, l'existence d'un cessez-le-feu « provisoire ».

Dans une déclaration à l'AFP à Damas, un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani a ainsi assuré qu'« un cessez-le-feu a été décidé entre les combattants kurdes et le gouvernement irakien, afin de permettre aux dirigeants du Front du Kurdistan [qui regroupe les principaux partis kurdes] d'étudier une proposition du régime irakien concernant notamment l'octroi de l'autonomie aux Kurdes ». « La proposition du régime prévoit notamment un règlement du problème kurde basé sur l'accord de mars 1970 concernant l'octroi de l'autonomie aux Kurdes ainsi que la réalisation du pluralisme et de la démocratie » en Irak, a précisé le porte-parole du PDK.

### Scepticisme devant certaines promesses

Les dirigeants du Front du Kurdistan sont en train d'examiner les propositions irakiennes, qui sont « insuffisantes », a ajouté le responsable du PDK, car, a-t-il dit, un « règlement du problème kurde est lié à une solution des problèmes du peuple irakien en général, à savoir l'élimination de la dictature ». Fin mars, alors que l'armée irakienne venait de déclencher son offensive contre les insurgés et de reprendre la ville de Kirkouk,

M. Barzani, alors installé sur les hauteurs dominant Irbil, avait affirmé à quelques journalistes étrangers qu'aucun mouvement kurde ne s'opposait au principe de négociations avec le régime de M. Saddam Hussein.

M. Barzani avait, toutefois, refusé de répondre à toute question sur l'existence, à l'époque, de contacts entre la rébellion kurde et Bagdad. En quelques jours, les forces de Bagdad avaient réussi à reprendre toutes les grandes villes dont les Peshmergas s'étaient rendu maîtres en mars, repoussant ceux-ci dans les montagnes, où des combats s'étaient poursuivis un temps. Ces deux derniers jours, plus aucun affrontement n'a été rapporté par les rebelles. Selon une parlementaire britannique, Mme Ann Clwyd, de retour du nord de l'Irak et citée par Reuter, M. Saddam Hussein aurait proposé mardi à M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'autonomie du peuple kurde, une représentation au Parlement et « le pluralisme et la démocratie en Irak ». Les responsables kurdes semblent, toutefois, avoir accueilli l'offre irakienne avec scepticisme étant donnée leur solide expérience des promesses non tenues.

Cependant, le général (améri-

cain), John Shalikhavili, chargé de superviser la mise en place des camps destinés à l'accueil des réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, devait rencontrer vendredi, en Irak, des officiers irakiens pour s'assurer de la sécurité de l'acheminement de l'aide humanitaire internationale. Selon un porte-parole de l'armée américaine, cette rencontre devait se dérouler à Zakho, ville située à proximité de la frontière turque et reprise aux insurgés kurdes le 1<sup>er</sup> avril.

Selon une source militaire américaine, citée par l'agence Associated Press, un officier français, le général Maurice Le Page, ainsi qu'un Britannique, devaient participer à cette entrevue. « L'objectif de cette rencontre est d'informer les Irakiens sur les opérations humanitaires et de s'assurer qu'elles vont pouvoir se poursuivre sans interférence », a-t-on précisé, au département d'Etat.

Le régime du président Saddam Hussein a vivement protesté contre l'initiative américano-franco-britannique, la considérant comme une « ingérence » dans les affaires intérieures irakiennes. Américains et Français n'en ont pas moins entrepris, depuis deux jours, des missions de repérage en territoire irakien afin de préparer l'installation de camps qui permettraient aux réfugiés bloqués dans les montagnes - dans des conditions catastrophiques - de bénéficier d'installations viables.

Y. H.

Libération  
20 AVRIL 1991

# IRAK DEFICILE IMPLANTATION POUR L'ETAT-MAJOR HUMANITAIRE

**Tandis que des négociations directes se sont ouvertes entre Bagdad et son opposition kurde, les alliés ont formalisé hier, lors d'une rencontre avec les militaires irakiens, leur projet de zones de sécurité pour les réfugiés. En insistant sur son aspect humanitaire.**

**A** l'exemple des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, les Pays-Bas et l'Italie ont décidé d'envoyer respectivement 1 000 et 500 militaires dans le nord de l'Irak afin d'aider et de protéger les réfugiés kurdes. La décision a été prise dans un cadre strictement humanitaire, et les troupes néerlandaises ne demeureront que provisoirement dans cette région, a précisé le gouvernement néerlandais.

Une délégation militaire alliée dirigée par le général américain, John Shalikashvili, et comprenant un général français et un général britannique a par ailleurs quitté Silopi (Turquie) pour rencontrer des militaires irakiens près du poste frontière de Habour (lire ci-contre). Les deux délégations ont évoqué la création de camps en Irak du nord pour les réfugiés de la frontière turco-irakienne, mais leur réunion a tourné court au bout de trois quarts d'heure. « Les problèmes à résoudre le seront par d'autres canaux », a commenté Shalikashvili.

Des négociations directes sont par ailleurs ouvertes, apprend-on de source iranienne, entre l'Irak et le Front du Kurdistan, qui exige, Ahmad Hussein al-Khodair. Ils exigent, avant « tout accord », « la libération de l'ensemble des prisonniers ».

Les responsables du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) prévoient que 1,2 à 1,5 million de réfugiés pourraient au total s'installer en Iran. Avec le temps,

pourtant, on espère qu'une partie au moins des réfugiés rentreront assez rapidement chez eux. Parmi ceux qui sont en sécurité en Iran depuis une semaine ou deux, certains hommes commencent à envisager de retourner brièvement chez eux « pour voir », en laissant leur famille à l'abri en Iran. Selon un responsable de Médecins du monde, « la file d'attente des réfugiés irakiens en Irak même s'est sérieusement dégonflée ».

Selon Radio Bagdad, 106 396 réfugiés kurdes auraient effectivement déjà regagné l'Irak. Les autorités de Bagdad ont décidé, jeudi, de prolonger une deuxième fois d'une semaine un délai d'amnistie intéressant tous les Kurdes accusés d'avoir commis des « actes punissables par la loi » lors des troubles, « à l'exception des assassins, des viols et des vols ». Un « grand nombre » de fidèles de Saddam Hussein ont été transférés au Kurdistan et ont pris possession des maisons et biens des Kurdes, accusé de son côté le PDK (Parti démocratique du Kurdistan), pour qui le régime de Bagdad entend accélérer sa politique d'« arabisation » de la région. L'Irak devra attendre plusieurs jours avant de recevoir une réponse à sa demande de levée partielle de l'embargo affectant ses exportations de pétrole. Le comité des sanctions s'est réuni hier à New York pour commencer à étudier cette demande. Plusieurs délégués entendent s'assurer au préalable que les sommes générées serviront bien à l'achat de produits alimentaires.

C.L. (avec AFP)

## Premier face-à-face difficile au poste frontière de Habur

**La reunion entre militaires alliés et irakiens a permis une « franche explication », selon le général Shalikashvili.**

Silopi, envoyé spécial

**L**es marines en tenue de combat se sont installés en force dans les bâtiments presque déserts du poste frontière irako-turc de Habur. Sur l'autre rive de la rivière du même nom, après le double pont presque totalement détruit par les Irakiens pendant la guerre, dans un sinistre baraquement en béton des douanes, c'est tenu, vendredi soir, le premier face-à-face entre les Irakiens et les généraux de la force multinationale d'aide aux réfugiés kurdes. D'un côté, le général américain John Shalikashvili, grand patron de l'opération *Provide Comfort*, son homologue britannique et le général français Maurice Lepage, de la XI<sup>e</sup> division parachutiste, commandant des forces tricolores en Turquie, tous arrivés en hélicoptère du camp de Silopi, point avancé du dispositif d'aide aux réfugiés kurdes... A moins de quatre kilomètres de là, de l'autre

côté, des officiers irakiens de haut rang, les généraux Abdul Hafiz Gezail et Neshwan Danoul, dans leur Mercedes. Un face-à-face de quarante-cinq minutes. Un échec au moins partiel : aucun des problèmes concrets n'a été réglé, aucune réunion n'est prévue. « Nous avons eu une explication très franche qui m'a permis de dire tout ce que j'avais à leur dire. Il reste encore bien des problèmes à discuter »,

a affirmé le général américain soulignant que la négociation. « continuerait par d'autres canaux » et rappelant une nouvelle fois clairement la volonté alliée « de déployer les forces de sécurité nécessaires pour protéger l'action humanitaire ». Faute d'accord avec la partie irakienne, l'intervention humanitaire au-delà de la frontière risque bien de se trouver retardée.

« Cette négociation servira à déterminer

ner la mise en œuvre de notre action dans la paix et la sécurité», assure le général Lepage, arrivé le matin même pour rejoindre les quatorze « précurseurs », installés à Silopi depuis la veille au soir, pour préparer la venue dès dimanche des quelque 150 soldats français, des paras pour la plupart mais aussi des hommes du Génie pour le déminage, qui représentent l'avant-garde de la mobilisation française pour l'aide aux Kurdes. Les objectifs sont ambitieux : « Nous souhaitons arriver à acheminer jusqu'ici 500 tonnes de vivres et de médicaments quotidiennement par un pont aérien et des convois routiers », souligne le général. Puis il s'agira de donner ces vivres à ceux à qui elles sont destinées. Les opérations de largage aérien ont été des succès, souligne le général français. Mais il s'agit désormais de préparer la phase successive, l'installation, dans des lieux plus accessibles, de quelque 700 000 réfugiés. « Il faut les faire revenir de là où ils sont partis, leur montrer que leur intérêt est de s'installer là où l'aide internationale va arriver, là où ils seront en sécurité », affirme le responsable des forces françaises en Turquie. Il souligne que cette action sera menée en coordination avec les autres pays de l'UEO, dont la France assure actuellement la présidence tournante.

Provide Comfort monte chaque jour en puissance. Hier, les quarante-deux hélicoptères engagés dans l'opération ont assuré la livraison aux réfugiés de quelque 180 tonnes d'aides et de vivres, deux fois plus que la veille. « Nous avons besoin d'un pont, il faut vite reconstruire celui du poste frontière d'Habur ou le remplacer par un pont flottant que nos ingénieurs militaires peuvent construire en un tour de main », affirme le major Gahagan. En écho, le général français souligne lui aussi l'importance cruciale de ce passage terrestre vers l'Irak : « Le chemin direct est toujours préférable ; ce pont est la meilleure des solutions dès que nous aurons obtenu les autorisations diplomatiques nécessaires ». Le seul point-frontière routier, desservi par de bonnes voies de communication à la fois avec les ports de la Méditerranée et l'intérieur du Kurdistan irakien, passe à Silopi sur cette ancienne « route de la soie » qui traverse tout droit le nord de la plaine de Mésopotamie. Là, transitait avant l'embargo une grande partie du trafic commercial irakien.

Marc SEMO

## « 24 heures » dans le camp de la mort certaine

Bernard Kouchner accueilli en triomphe par les réfugiés accrochés aux barbelés du camp. Il promet l'aide et les secours. Il dit que le monde entier se mobilise pour sauver ceux qui ont fui l'Irak, les bombes et les massacres de Saddam Hussein. Que les secours vont arriver, question de jours. On veut le croire. Ce sera la seule image heureuse de ce reportage tourné à la frontière turque par les équipes de Capa et diffusé aujourd'hui sur Canal Plus (1). Le reste n'est que tragédie.

Images insoutenables qu'on ne peut regarder que la honte au cœur. Car ces milliers de réfugiés du « camp » d'Isikveren, voués au désespoir, à la faim, au froid, à la maladie et pour nombre d'entre eux à la mort certaine, sont la tache noire de ce que fut la guerre du Golfe, celle, s'en souvient-on encore, menée contre l'Irak au nom du Droit. Depuis le Koweït à été, comme on dit, libéré et l'émir Jaber réinstallé sur son trône. Et ceux des Irakiens, chiïtes au Sud, kurdes au Nord ou chrétiens, ou turkmènes qui ont cru que la victoire de la coalition signifiait le commencement de la liberté et qui ont répondu à l'appel à la révolte lancé depuis Washington, l'ont payé de leur vie pour certains et d'un exode épouvantable pour quelque deux millions d'entre eux. En Occident cela s'appelle la *realpolitik*, à Isikveren c'est seulement l'horreur.

Fouad, géologue, chrétien d'Irak, est ce qu'on pourrait appeler un privilégié. Il a fui avec sa famille, 16 personnes qui se partagent une petite tente où seuls dorment les enfants et les plus faibles. Les autres se protègent comme ils peuvent autour du feu dans une nuit où la température oscille entre moins 5 et moins 10. Chaque

matin à Isikveren, on creuse les tombes des morts de la nuit. Des enfants surtout qui n'ont pas résisté au froid, à la faim et à la dysenterie.

Plus haut, de l'autre côté de la montagne, ils sont des dizaines de milliers qui n'ont pas même accès au peu de secours acheminé vers le camp. Ceux-là sont les rescapés d'un passage de frontière où, après avoir échappé aux hélicoptères de Saddam Hussein, il faut affronter les balles des gendarmes turcs. Car la guerre est partout, même quand elle ne porte pas de nom. Ainsi les Kurdes de Turquie, ceux qui n'ont pas le droit de s'appeler autrement que Turcs des montagnes, mobilisés jour et nuit pour aider leurs frères d'Irak se voient interdit de leur livrer le pain et les couvertures qu'ils ont inlassablement collectés. Même la solidarité des pauvres n'a pas droit de cité.

« Les Kurdes n'ont personne au monde pour les soutenir. Ils n'avaient que Dieu et il nous a aussi abandonnés », dit Khamir, jeune étudiante kurde qui se destinait aux beaux-arts et ne sait pas si, un jour, elle sortira de cet enfer. Et pour aller où, dans un monde où les Kurdes n'ont pas leur place ? Femmes creusant la neige sale pour y trouver de quoi boire et manger, mères qui tiennent les bébés dans leurs bras au-dessus des petites fosses où d'autres déposent ceux qui n'ont pas survécu, hommes hagards, enfants grattant la terre pour y récupérer les miettes des rares secours que les soldats turcs ont laissé passer, il faut voir ces images pour ce qu'elles sont, un implacable réquisitoire. C'était il y a dix jours. Depuis c'est seulement pire.

Marc KRAVETZ  
Canal Plus, 24 Heures Samedi 20 avril 13 heures

**Le Figaro** 20 AVRIL 1991

**Tragédie kurde**

*Le silence  
des « pacifistes »*

**M**AIS où sont donc passés les « pacifistes » et tous les marchands de bonne conscience qui, il n'y a pas si longtemps, tonnaient contre la guerre du Golfe ? Ils ont tous disparu. Ils ne manifestent pas. Ils ne pétitionnent même plus.

C'est normal. Tel qu'en lui-même les nouveaux temps le changent, ce qu'on appelle le « pacifisme » n'est qu'un paravent pour l'anti-américanisme ou le désarmement moral. Quand ce n'est pas pour les deux en même temps.

**PAR FRANZ-OLIVIER  
GIESBERT**

Que Saddam Hussein soit dans la ligne de mire de George Bush, et aussitôt les « pacifistes » accourent à Bagdad pour clamer leur soutien au président irakien.

Que les troupes alliées bombardent les sites stratégiques irakiens et, sur-le-champ, les « pacifistes » surgissent de partout, comme les champignons après l'orage, pour protester.

Mais que l'armée irakienne massacre, une fois de plus, les populations kurdes, et alors les « pacifistes » rasant les murs. Apparemment, ils ne sont plus concernés. Plus personne n'entend parler d'eux. Voilà peu, ils allaient écouter pieusement les arguments de Saddam Hussein dans son palais. Aujourd'hui, ils restent étrangement sourds aux cris insoutenables des réfugiés kurdes.

Telle est la vérité du « paci-

fisme ». C'est un faux nez qui ne devrait plus faire illusion, tant il pratique l'indignation sélective. Si l'on veut vraiment faire la paix, il faut être pacifiste.

Les rares « pacifistes » qui osent encore parler répètent toujours leur vieux refrain : « C'est la faute aux Américains. » Et il est vrai que les États-Unis portent une lourde responsabilité dans la tragédie kurde.

Certes, c'est Saddam Hussein qui, selon son habitude, a fait tuer les Kurdes au napalm et aux bombes au phosphore. Certes, c'est encore lui qui, par ses atrocités, les a poussés à fuir vers la Turquie et l'Iran. Mais les États-Unis ont commis une faute en faisant passer avant toute autre considération le maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak, de peur de déstabiliser la région et, notamment, les pétro-monarchies.

Si le président irakien est vraiment « un autre Hitler », comme le disait George Bush il y a quelques mois, il fallait en

finir avec lui et casser son système. Au lieu de cela, mal conseillée, l'administration américaine a attendu un coup d'État à Bagdad - qui n'est pas venu.

Les Kurdes n'ont pas eu besoin des appels de George Bush pour se soulever. C'est chez eux, la volonté de défendre leur identité. Ils se sont déjà dressés contre Bagdad en 1931, en 1943, en 1945, à la fin des années 50 et encore dans les années 80. Ce peuple indo-européen n'accepte pas la tutelle arabe. Il revendique inlassablement son droit à l'existence.

Même s'il dérangeait l'équilibre régional, le Kurdistan ne serait-il pas, en fait, une nation bien plus homogène et naturelle que l'Irak, constitué de bric et de broc en 1925 ? Sans doute. Mais il ne faudra pas compter sur les « pacifistes » pour le dire. A leurs yeux, les Kurdes ont un grand tort : ils ne sont ni marxistes, ni terroristes, ni anti-américains.

**F.-O. G.**

**A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—A.F.P.—**

FRFR

FRAD197 4 PI 0201 FRA /AFP-U034

France-Kurdes

Bilan de l'aide humanitaire française aux réfugiés kurdes

PARIS, 22 avr (AFP) - Deux mille tonnes d'aide humanitaire aux réfugiés ont déjà été envoyées par la France "pour moitié en Turquie, pour moitié en Iran" à destination des réfugiés kurdes, a indiqué lundi le porte-parole adjoint du quai d'Orsay, M. Maurice Gourdault-Montagne.

Le porte-parole a précisé que ces envois - nourriture, médicaments, tentes, couvertures - représentaient un effort financier de cinquante millions de francs. Ce chiffre ne comprend pas les dépenses militaires ni les dons parvenus aux organisations non gouvernementales.

Cette aide, a ajouté le porte-parole, va se poursuivre et s'amplifier.

M. Gourdault-Montagne a souligné que l'action humanitaire de la France était "dictée par l'urgence", mais que l'objectif ultime recherché était de "redonner confiance aux populations kurdes afin qu'elles rentrent chez elles".

"Actuellement, a dit M. Gourdault-Montagne, nous sommes en train de définir avec nos alliés anglais, américains et hollandais, un endroit pour un premier centre d'accueil d'urgence pour les réfugiés entre la frontière turco-irakienne et la ville irakienne de Zakho".

CC/ri/bd

AFP 221329 AVR 91

© 1991 The Washington Post Co. All rights reserved

The Washington Post

# U.S. Soldiers Fear For Refugees

By William Booth

## Protecting Refugees

INTERNATIONAL public opinion may be doing what international statecraft earlier failed to do: provide at least some relief for the 2 million or so Kurds being driven out of their homes in Iraq by Saddam Hussein. Fed first by media coverage of their desperate straits and then by the spectacle of their alleged betrayal by the American government and others, a great public outcry has gone up for the Kurds. As a result, official hesitations about interfering in sovereign Iraqi affairs have been swept aside, and a half-billion-dollar international relief effort has begun.

Along with the food, medicines and blankets has come the most promising access to world political consciousness that the Kurds have ever known. The intellectual source of the campaign for the Kurds is the enunciation by France of a new "right to interfere" — a right that kicks in if, as in Iraq's case, the government in question has itself offended gravely against international law. Additional political thrust has come from Britain, which has proposed establishment of "enclaves" in Iraq that the United Nations would run and, if necessary, defend, and from the European Community as a whole.

The United States still shies from getting into an operation that sounds formal and implicitly political, but it is eager to be seen proceeding on a less formal and more explicitly humanitarian tack. That's one reason the enclave concept is yielding to the notion of supposedly less provocative "safe havens." American aircraft are delivering supplies. The American government has told Iraq not to interfere with the drops. Having already defeated the insurgencies, Iraq has no call to attack. With its economy still throttled by international sanctions, it has good reason not to. Nor, with its grisly record, can it fairly expect to become the dispenser of international aid.

Too much of the debate over how to help the Kurds has been conducted at the poles. From the start, however, steps have been available in the middle between being paralyzed by the sovereignty doctrine and doing nothing, and being prepared to contemplate all-out military action. Safe havens for Kurds (and for the much smaller number of fleeing Shiites and soldiers in the south) aren't the last word. But they meet the immediate requirement to keep people alive, fed and sheltered, preserved within some community structure, and still resident in their country. When they are safe, the next set of questions can be addressed.

SAFWAN, Iraq — As American forces prepare for an imminent withdrawal from southern Iraq, they fear for the refugees they will leave behind, unsure what Iraqi President Saddam Hussein will do after the allies transfer control of the region to a United Nations observer force which began arriving last week-end.

The thousands of refugees camped here under allied protection are also jittery. Representatives of the refugees say they fear reprisals and perhaps a bloodbath as Saddam's forces move into Iraqi areas vacated by U.S. troops.

Some of the more desperate Iraqis say they will lie down in front of withdrawing tanks or attempt to follow U.S. troops as they withdraw into Kuwait. Crude placards along the road to the refugee camp beg, "Please Don't Forget Us. Save Us from Saddam."

"The people are afraid. They tell us, 'When you go, Saddam's blood men come and kill us,'" said Lt. Col. Michael Deegan, whose troops operate a nearby roadblock nicknamed Checkpoint Charlie. Iraqi government control begins just north of the roadblock.

"I just don't know how much killing Saddam has left in him," Deegan said. "But I will tell you I am concerned about the safety of these people here."

In the dusty refugee camps of Safwan, the U.S. soldiers who care for Iraqis displaced by the fighting say they have seen a different face of war from what other U.S. troops saw.

For the medics and soldiers who feed and care for the people streaming into Safwan, war is not about air strikes and smart bombs, or the liberation of Kuwait. Instead, the soldiers here say war is mothers begging for food and children playing with unexploded cluster bombs. War here is a lot of misery, anger, sickness and bad luck.

The two camps near Safwan, one

inside Iraq and one across the border in Kuwait, harbor about 12,000 people. Many more come to the camps from surrounding areas seeking food and water. Army medics estimate they've treated 200 or 300 Iraqis for every one American soldier they've tended to. They say many of the refugees have not received medical care in years. They've treated diarrhea, dehydration, worms, burns and war wounds, some a month old.

The refugees are by turns poignant, pitiful and frustrating. There are many malingerers, hoping to get pills of any kind, the medics said. And there are many people who complain of vague symptoms and seem just to want to be comforted.

Children want cough drops, which they pass out to their friends like candy. Others poke holes in their fingers on the concertina wire, just to get in to see the medics.

As soon as the United Nations last week declared a formal ceasefire in the Gulf War, American forces at Checkpoint Charlie stopped taking prisoners, though at least six men tried to get asylum by turning themselves in as prisoners of war.

The head of the U.N. observer force, Austrian Maj. Gen. Gunther Greindl, arrived in Kuwait at the weekend to meet with government officials there, before going on to Baghdad to discuss his mission with the Iraqi government. Greindl's force is expected to comprise 300 unarmed military observers, protected by 680 infantry and supported by an additional 300, who will provide engineering and logistical support.

The observers will patrol an eight-mile-wide buffer zone between Iraq and Kuwait. International organizations are still discussing who will care for the refugees. The U.S. military is leaving behind a four-day supply of food and water for them.

## Bush Defends Non-Intervention

By John E. Yang

PRESIDENT BUSH has vigorously defended his decision not to intervene to aid Kurdish and Shiite rebels in Iraq, declaring that he does "not want one single soldier or airman shoved into a civil war in Iraq that's been going on for ages." His emphatic remarks on Iraq came in the first of a series of presidential speeches attempting to define the "new world order" — a phrase Bush has often mentioned but never fully described in the past.

The new world order, he said, is not "a blueprint that will govern

the conduct of nations, or some supranational structure or institution . . . It really describes a responsibility imposed by our successes. . . . It refers to new ways of working with other nations to deter aggression, and to achieve stability, to achieve prosperity and, above all to achieve peace. It springs from hopes for a world based on a shared commitment among nations large and small to a set of principles that undergird our relations — peaceful settle-

ment of disputes, solidarity against aggression, reduced and controlled arsenals, and just treatment of all peoples."

His comments on Iraq continued the administration's response to criticism in Congress and elsewhere of its refusal to do more than provide humanitarian relief for rebels opposed to Iraqi President Saddam Hussein. "Iraqi people must decide their own political future," Bush said. "But with Saddam in power, Iraq will remain a pariah nation, its people denied moral contacts with most of the outside world."



# Turkish Attitude To Kurds

THE FLOOD of up to a half-million Iraqi Kurds into neighboring Turkey after the collapse of their most recent rebellion poses a grave problem for the Turkish leadership. In particular, it poses a direct challenge to Ankara's recently liberalized policy toward its own Kurds.

In fact, this new wave of refugee Kurds is entering a country that for the first time in its 70-year history acknowledges that Kurdish is a language and that Kurds may make up nearly a third of the total population of 60 million — the largest Kurdish population in any one country in the world.

The differences in a mere three years are profound. In August 1988, when some 100,000 Kurdish guerrillas and their families crossed the frontier in flight from Saddam Hussein's chemical arsenal, there were — by law — no Kurds in Turkey. In 1991, presidential spokesman Ambassador Kaya Toperi acknowledged there were around 12 million.

In 1988, the Iraqi Kurds were designated as "guests," only to be cooped up in detention camps (where most still remain). They were denied official refugee status and, thus, UN High Commission for Refugees largesse. In 1991, with the dust not yet settled over the human tragedy, President Turgut Ozal has called on the world to send aid.

In 1988, Kurdish members of the Turkish parliament who showed too great an interest in the fate of the Iraqi Kurds were expelled from their party; in 1991, official contacts were held between the government in Ankara and the leaders of the two main Iraqi Kurdish guerrilla groups, Massoud Barzani and Jalal Talabani, about the future of the putative state of Kurdistan.

Yet, for all the differences, there is a real sense of *deja vu* in the current situation: In their cyclically tragic history, the Kurds have once more trusted the wrong people at the wrong time and bet on their perennially losing horse — themselves.

I was there on the border on Aug. 28, 1988, witness to scenes as wrenching as those being played out today — and more so. Although the government did, in the end, give safe-haven of a sort to the Iraqi Kurds, Ankara went through great lengths to disavow any kinship connection between the refugees and the Kurds of Turkey. This created great bitterness among many residents of the Turkish southeast who were forced to watch their relatives shut up in the detention camps.

The feeling of despair was exacerbated in the summer of 1989, when over 300,000 *soydas*, or ethnic Turks from Bulgaria, washed over Turkey's northern frontier to be greeted with *carte-blanche* citizenship, housing and jobs simply by dint of their "Turkishness." The contrast to the ethnic and familial ties between the Turkish and Iraqi

Kurds was stark. (One similarity, however, should be noted: Despite the ethnic connection, Turkey closed its frontier two years ago under the crush of Bulgarian refugees — as it did this time in response to the Kurdish influx.)

The reason for discrimination against Kurdish kinsmen inside Turkey has long antecedents, but is essentially based in Ankara's policy of denying the very existence of Kurds in the country.

Poorly understood by many outside the nation, the Turkish policy of assimilation harked back to the Ottoman Empire, wherein only religious minorities were acknowledged by the Sublime Porte to have distinct rights or ability to govern communal affairs. Jews, Greek Orthodox and then (as a sub-section of Christianity) Armenians, had their own schools, churches and direct line of contact to the central authority. The majority population of the empire, by contrast — whether Laz, Circassians, Arabs, Turks or Kurds — was simply regarded as Muslim, a designation

---

By Thomas Goltz

---

that was absorbed by the new concept of "Turks" when Ataturk founded the republic as a rump-state on the ruins of the Ottoman Empire in 1923.

But while the other, smaller ethnic groups embraced — or at least accepted — their new identity, the much larger Kurdish minority resisted.

Excised from the official histories, the memory of the Dersim revolt of the 1930s lives on. So does the hanging of Sheikh Sayid and other Kurdish leaders in Diyarbakir in the 1940s, after which the policy of assimilation and denial was enforced with vigor. To admit (or advertise) that one was a Kurd opened one up for criminal charges of attempting to divide the nation. The list of "visitors" to Diyarbakir's notorious central prison is long and dreadful, and includes even foreign tour guides locked up for getting too close to Turkey's most sensitive internal subject. (On a personal note, a book of mine was banned in Turkey for having the temerity to suggest that there were Kurds in Turkey.)

As might be expected, a body of literature has grown up around that attitude. Many westerners have mistakenly pointed out that the official designation for the Kurds was/is "mountain Turks," but never, during eight years of living in and reporting on Turkey, did I once hear that phrase uttered by anyone.

On Jan. 24 of this year, all that changed. Then, President Ozal forced through a decree that recognizes languages that are not the primary language of countries with which Turkey has diplomatic relations.

This obtuse formula may seem

strange or meaningless to many outsiders, but to the ethnic Kurdish citizens of Turkey, the draft bill means just one thing: They may now, for the first time, speak their own language and sing their own songs and embrace their ethnic identity without fear.

No longer would diplomats, journalists, policemen and people on the street have to go through the charade of explaining the moribund Kurdish policy. Within days of the cabinet decree (now included in a much larger, comprehensive package of legislation before the Turkish parliament), even such groups as the far-left Socialist Party were pushing the political envelope by printing songs praising Lenin in Kurdish and Turkish, side by side. On a ridiculous note, writers began identifying various monuments in the eastern provinces of Turkey as being built by the "Kurdish Sumerians" or the "Kurdish Uratians." The Persian philosopher Zarathustra is even now being given the title "Kurd."

For others, the simple recognition of Kurdishness in Turkey was ample excuse to accept full assimilation into the main body politic. "I am half Kurdish, but there is no way I want to be pigeonholed as such," said Ufuk Guldemir, the Washington correspondent of the Istanbul daily *Cumhuriyet*. "I am a Turkish national journalist, full stop."

The only detractors of the new program are the old guard Kemalists. Some insist that the change is window dressing for Ozal's political advantage; others see the concession that there are, in fact, Kurds in the country as the first step toward the ethnic fragmentation underway in such countries as Yugoslavia.

More significantly, though, the policy has been tentatively accepted by Kurdish groups outside the country. "If the movement toward democratic pluralism is genuine, Turkey will exert great attraction for Kurds through the Middle East region," Kendal Nezan of the Paris-based Kurdish Institute told me. But now all those gains appear threatened by the flood of *Peshmergahs* into Turkey, who, in spite of Saddam's new promise of "amnesty," show no intention of going back to Iraq any time soon. It is too early to predict how the presence of half a million dyed-in-the-wool Kurds from Iraq will color perceptions in Ankara, but the clear danger is that Ozal's warm gesture toward Turkish Kurds will suffer. After all, Turkey was subjected to intense scrutiny only a few weeks ago for evincing a little too much interest in the oil-rich provinces of northern Iraq. Now it appears that Turkey will be obliged to digest the people of the region, *sans* oil and *sans* territory.

And Ozal, so recently toasted for being on the winning side of the Persian Gulf War, may soon start to look like a loser — along with the Kurds of both Turkey and Iraq.

## L'aide occidentale aux réfugiés et le règlement du conflit au Kurdistan

## Une rencontre entre officiers alliés et irakiens n'a débouché sur aucun résultat

La coordination des initiatives américaines, françaises et britanniques en faveur des réfugiés kurdes avec les efforts déployés par l'ONU ont fait l'objet des entretiens, vendredi 19 avril, à Paris, du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, avec MM. Michel Rocard et Roland Dumas. A cette occasion, le ministre des affaires étrangères a rappelé que l'intention de la France n'était pas de « s'éterniser » en Irak, tandis que le premier ministre a souligné la nécessité d'une étroite coopération avec l'ONU, « si possible sous son chapeau, sous sa couverture juridique et, peut-être même, sous son contrôle ». Au Kurdistan d'Irak, une rencontre entre militaires alliés et irakiens ne semble pas avoir débouché sur des résultats concluants.

**SILOPI (frontière turco-irakienne)**

de notre envoyé spécial

On aurait pu croire un instant que l'échec apparent de la première rencontre entre des officiers généraux des forces alliées et une délégation militaire irakienne, vendredi 19 avril, au poste-frontière de Habour, allait reléguer l'opération *Provide Comfort* au chapitre des bonnes intentions. L'après-midi, les hélicoptères de l'US

Navy étaient restés à terre, et les quarante camions chargés d'assurer le transit des vivres entre les aéroports et la base de Silopi luisaient, immobiles, sous un soleil de plomb.

Prévue à 12 h 30, la rencontre s'est finalement tenue avec plus de trois heures de retard. Après quelques vols de reconnaissance, les généraux américain John Shalikashvili, français Maurice Le Page - commandant de la 11<sup>e</sup> division de parachutistes - et britannique Michael Willcocks ont atterri sur le parking d'un bâtiment douanier à Habour, au poste-frontière, à quelques kilomètres de Silopi. Les généraux prirent place dans un hangar, non sans avoir fait ostensiblement un bout de chemin avec les membres de la délégation irakienne, conduite par le général Abdoul Hafiz Gezail.

Quel fut le contenu de ces négociations? Au terme d'un entretien de cinquante minutes, le général Shalikashvili se limitait à ce commentaire, sous forme de lapalissade vaguement pessimiste : « Nous avons eu une explication très franche, qui m'a permis de dire ce que j'avais à dire. C'est toujours le cas dans ce genre de discussions préliminaires. Il reste beaucoup de points à discuter. (...) Nous nous sommes mis d'accord pour résoudre le problème [de l'aide humanitaire] par d'autres voies. C'est notre intention de déployer toutes les forces nécessaires pour assurer la sécurité de l'aide humanitaire. C'était notre intention au départ et cela le demeure aujourd'hui. »

Selon lui, les négociateurs ne se sont fixé aucun nouveau rendez-vous.

De source française autorisée, on précisait cependant, vendredi soir, que les discussions n'étaient pas interrompues. Les négociateurs auraient, en fait, dressé la liste des problèmes à résoudre, qui porteraient notamment sur les conditions dans lesquelles des interventions d'aide humanitaire pourraient être réalisées sur le territoire irakien et sur le degré de liberté d'aller et venir dont disposeraient les réfugiés kurdes à l'intérieur de cette zone.

### « Manifester sa bonne volonté »

Les Irakiens ont fait savoir quels étaient, à leurs yeux, les types de missions de sécurité admissibles sur leur territoire. Ils auraient notamment émis des réserves sur l'acheminement de vivres par voie exclusivement aérienne. Toujours sur un plan logistique, le projet de mise en place d'un grand centre de ravitaillement à l'intérieur de l'Irak - que les Américains auraient, semble-t-il, voulu installer dans la ville de Zakho - aurait été repoussé par les Irakiens.

Afin de vaincre les réticences et « manifester une bonne volonté », selon la même source française, les Occidentaux auraient accepté « d'employer d'autres voies » pour leur ravitaillement, notamment en ventilant leurs convois par des moyens terrestres. « Nos avions-cargos ne sont en aucun cas déprogrammés », précise cette source ; nous réfléchissons simplement aux problèmes logistiques qui se posent sur place. »

Cent trente militaires français

devaient débarquer, ce week-end, sur la base de Silopi ; cent quatre-vingts autres devraient les rejoindre plus tard, en attendant l'arrivée d'un hôpital de campagne - un effectif de deux cent cinquante hommes - qui partirait de France par bateau et atteindrait la frontière dans une quinzaine de jours.

Côté américain, la base de Silopi connaît une croissance hyperbolique. Des tractopelles engloutissent des hectares de pâturages pour y aménager de nouvelles pistes d'atterrissage. Les tentes prévues pour dix personnes sortent de terre comme des champignons afin de répondre à une augmentation des effectifs, qui vont passer de huit cents à deux mille cinq cents soldats américains au cours du week-end. La débauche de matériel est impressionnante ; le camp fourmille de véhicules lourds et d'équipements de confort, tels ces ventilateurs dans les tentes ou ces armoires chauffantes destinées à sécher les vêtements, inutiles sous la chaleur qui accable désormais la région.

En face du camp, les palettes de vivres réservées aux réfugiés s'étalent sur plusieurs centaines de mètres. Les camions roulent jour et nuit. Les hélicoptères - au nombre de quarante-deux, dont quatorze basés en permanence à Silopi - accroissent leurs capacités de largage au-dessus des montagnes : 90 tonnes mercredi, 180 tonnes jeudi. « Nous espérons atteindre notre objectif de 500 tonnes dans les prochains jours », confie le major Ron Gaghan.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## Des négociations auraient été engagées entre le régime de Bagdad et les insurgés

Alors qu'un cessez-le-feu entre les insurgés, qui tiennent toujours une partie du Kurdistan, et l'armée irakienne (*le Monde* du 20 avril) paraît être toujours observé de part et d'autre, le régime de Bagdad et les responsables du soulèvement seraient engagés dans des négociations.

Quatre représentants du Front du Kurdistan irakien, représentant l'opposition kurde, se trouvent depuis jeudi à Bagdad pour mener des négociations avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ahmed Hussein El Khodaïr, a-t-on appris, vendredi 19 avril, à Téhéran, de source proche du Front. Les représentants kurdes refusent, cependant, « tout accord politique avant la libération de l'en-

semble des prisonniers », a-t-on précisé de même source.

Ces représentants sont deux membres du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), MM. Fadel Motni et Omar Othman, et deux représentants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mais « ni Massoud Barzani, président du PDK, ni Jalal Talabani, président de l'UPK, ne sont à Bagdad ». Ces « contacts » avaient été annoncés implicitement le 10 avril par M. Talabani, qui avait indiqué : « Les responsables irakiens ont essayé de rencontrer les dirigeants kurdes afin de parvenir à un accord politique ».

Les responsables du Front - essentiellement l'UPK et le PDK, mais aussi une dizaine d'autres

mouvements kurdes de moindre importance - ont posé comme conditions préalables « l'arrêt des attaques contre les Kurdes, l'instauration d'un cessez-le-feu, et la libération de tous les prisonniers ». Ils ont toutefois accepté « le principe de négociations », tout en maintenant « leur totale défiance » envers le président irakien, et réclament « des garanties internationales pour les Kurdes ».

M. Saddam Hussein a en outre envoyé « à quatre reprises des émissaires » auprès des dirigeants kurdes, notamment, lundi, « un général de très haut rang ». C'est à la suite de ce dernier contact qu'un cessez-le-feu a pu être établi. - (AFP.)

Libération

22 avril 1991

# IRAK L'AVENIR DES KURDES EN POURPARLERS A BAGDAD

**Après les négociations du week-end entre les autorités irakiennes et l'opposition kurde en exil, Saddam Hussein devrait bientôt rencontrer les dirigeants du Front du Kurdistan irakien pour examiner la situation des réfugiés et l'avenir du Kurdistan. Pendant que les Américains se déploient en force au nord de l'Irak.**

**L**es dirigeants du Front du Kurdistan irakien, qui regroupe les principaux partis d'opposition kurdes, vont prochainement rencontrer Saddam Hussein pour examiner « la situation des réfugiés et probablement les questions politiques concernant l'avenir du Kurdistan irakien ». Tel est l'un des principaux résultats des négociations qui se sont poursuivies tout le week-end à Bagdad entre les autorités irakiennes et les membres de l'opposition kurde en exil. Des négociations que tout le monde prend au sérieux puisqu'on a appris hier qu'elles étaient menées par le numéro deux du régime de Bagdad, Ezzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution. Tarek Aziz, vice-Premier ministre et ancien chef de la diplomatie irakienne, ainsi que le ministre de la Défense, Hussein Kamel Hassan, prennent également part aux discussions, ouvertes la semaine dernière, ou même, selon certaines sources, il y a déjà trois semaines.

Très peu d'informations ont toutefois filtré sur les points d'accord ou de désaccord entrevus durant les entretiens. Difficile même de savoir si Jalal Talabani ou Massoud Barzani, les deux leaders respectifs de l'Union patriotique du Kurdistan et du Parti démocratique du Kurdistan sont effectivement présents autour de la table des pourparlers. Mais le seul fait que les deux parties poursuivent les débats confirme le sérieux des entretiens. Et samedi, l'émissaire de l'ONU en Irak, Eric Suy, estimait « probable » la signature d'un accord entre l'opposition kurde et le président irakien Saddam Hussein.

Sur le terrain en tout cas, Bagdad semble faire montre de bonne volonté. Dimanche matin, à 8h45, le premier convoi de l'armée américaine est entré en Irak par le poste-frontière de Habur, fermé depuis la proclamation de l'embargo en août dernier. Un par un, craignant pour la stabilité des ponts ouverts après des réparations de fortune, huit gros blindés amphibies transports de troupes AAMV des marines ont franchi la rivière Habur, après que les barbelés et les six charges d'explosifs placés par les Irakiens eurent été enlevés aux premières heures de l'aube, suite à un accord décidé la veille au soir avec les troupes US.

Trente-cinq Jeep blindées, avec des mitrailleuses ou des canons antichars, suivent les blindés. Dans le dernier tiers du premier peloton arrivent deux P4 Peugeot français avec six marabouts, des soldats d'infanterie de marine. « Je ne sais pas si nous sommes là avec l'accord des Irakiens, mais nous avons l'accord des Américains », assure le lieutenant-colonel Maurin, manifestement fier d'être le représentant de la seule force non-américaine présente. Les Britanniques, les Cana-

diens, les Hollandais, les Allemands ou les Italiens et les autres alliés ne « basculeront » qu'aujourd'hui ou même plus tard de l'autre côté de la frontière. Derrière cette première force, un long convoi de camions pleins de ravitaillement d'urgence, de tentes, d'eau potable, de petits bulldozers et de matériel de construction.

L'opération *Provide Comfort* est donc entrée ce week-end dans sa troisième phase, la plus délicate, avec la construction de camps en Irak sous protection de la force multinationale.

Le premier de ces camps, le plus important, destiné à devenir la clé du dispositif de ces quelque 25 « relais humanitaires » installés en plaine, près des voies routières, de l'autre côté de la frontière, est actuellement construit dans la périphérie orientale de la petite ville irakienne de Zakhō. Un accord prévoyant le retrait des troupes irakiennes de 30 km vers le Sud a été passé, dimanche matin, entre un général irakien et le major-général Garner, responsable de la Task Force Bravo, des forces en écrasante majorité américaines au nord de l'Irak, pour le moment composées de 1400 marines, de quelques soldats de l'US Army et de huit Français.

Le colonel James Jones des marines affirme contrôler une zone de 35 miles (50 km) à l'est de la cité s'étendant dans la vallée au pied des montagnes, le long de frontière où vivent une grande partie des réfugiés. Des reporters américains du pool emmenés à Zakhō par hélicoptère ont confirmé que la ville a été effectivement évacuée par l'armée mais que d'importantes forces de la milice baassiste, plus de deux cents hommes avec leurs armes, sont arrivées en début d'après-midi, manifestement stupéfaites de voir ces quelques véhicules de l'armée américaine traverser une ville à demi-déserte. « Cette présence est contraire à l'esprit de l'accord prévoyant de laisser les forces américaines assurer toute la sécurité de la cité », a affirmé le général Garner, sans pour autant dramatiser la portée de l'incident. Mais il répète haut et fort sa conviction : les réfugiés n'amorceront leur retour que lorsque toutes les troupes irakiennes, toutes les forces de répression du régime, seront parties. « Nous voulons que la zone soit réellement sûre et alors seulement, probablement dès la semaine prochaine, nous inciterons les gens à revenir. »

Plus de la moitié des quelque 80000 habitants de la ville sont partis dans la montagne depuis trois semaines. Selon le colonel Mike Hess, chargé des affaires civiles, qui a rencontré le maire de la ville, l'électricité est coupée plusieurs heures par jour, l'eau rationnée, faute de carburant pour faire fonctionner l'appareillage de purification. La cité est presque intacte à l'exception du gros building

qui abritait le quartier général de la 44<sup>e</sup> division irakienne apparemment dévasté pendant l'insurrection du mois dernier. C'est là que la Task Force Bravo installera son QG en ville. Pour le moment la bannière étoilée flotte juste dans la périphérie orientale derrière des baraquements encore ornés de drapeaux irakiens et palestiniens peints sur les murs. L'espace du futur camp, qui ne sera pas clôturé, a déjà été délimité et 32 tentes

bleues de l'Agence internationale pour le développement installées. Pour le moment, elles abritent une partie des marines de la force de sécurité.

Pour l'instant, tout semble se dérouler sans trop d'incidents entre Irakiens et Américains. L'acheminement et la distribution des secours aux réfugiés se sont indéniablement accélérés ces dernières 24 heures. Mais pour la première fois, la distribution quotidienne

de rations dans le centre de regroupement de Cukurca, au franchissement de la frontière irako-turque, a fait deux morts et cinq blessés à la suite d'un accrochage entre réfugiés et forces de l'ordre turques. Selon l'agence turque Anatolie, la gendarmerie a tiré des « coups de semonce » pour disperser un groupe qui s'était attaqué à coups de pierres aux gendarmes afin de s'emparer des vivres. En Azerbaïdjan iranien, Danielle

Mitterrand s'est pour sa part rendue hier matin au camp de Salmas où elle a parlé avec des réfugiés et constaté l'arrivée de onze camions transportant chacun quinze tonnes de vivres, tentes et couvertures, affrétés par la fondation France Libertés qu'elle préside.

Marc SEMO au Kurdistan irakien.  
AFP, Reuter

# Regain d'espoir dans les montagnes kurdes

**Avec l'arrivée des soldats américains en territoire irakien pour assurer l'aide humanitaire, les réfugiés veulent croire que la fin de leur calvaire est enfin arrivée.**

**Kasrouk (Kurdistan irakien), envoyé spécial**

Le tracteur patine, crachant une épaisse fumée noire, le moteur lancé à plein régime. Un groupe d'hommes pousse, crie, place des pierres sous les roues. Sans succès : le gros dix tonnes reste immobile, enfoncé jusqu'aux essieux dans la gangue de boue durcie par le soleil qui l'étreint depuis maintenant trois semaines sur le bas côté de la route, montant vers la frontière turque, au milieu de milliers d'autres carcasses de véhicules abandonnés dans la panique de l'exode. Omar s'est procuré un peu de gasoil à prix d'or et le tracteur d'un ami pour récupérer son camion Mercedes. « Les Américains arrivent ; ils sont à Zakho. » Comme lui, des milliers d'autres réfugiés restés sur le versant irakien de la montagne, dans la petite « zone libre », contrôlée par les Peshmergas (combattants kurdes), entraient en effervescence. « Nous sommes restés un jour dans le camp turc, c'était trop dur, puis dix jours dans la montagne, maintenant nous rentrons, Saddam est affaibli et les Américains sont là », affirme un électricien, avec toute sa famille, huit personnes en tout, avec autant de grosses valises de plastique et de couvertures roulées contenant tous leurs biens, en marche vers la vallée depuis maintenant deux heures. Mais il refuse de donner son nom. « On ne sait jamais. »

C'était samedi, les forces américaines n'avaient pas encore mis le pied dans la périphérie de la ville irakienne de Zakho, mais la rumeur courait déjà dans les campements, nourrie par une mauvaise compréhension de la radio qui, la veille, annonçait la rencontre entre les généraux alliés et ceux de Saddam, amplifiée par l'espoir, fondée sur la présence, toujours plus massive depuis vendredi, de soldats, médecins, spécialistes de missions de reconnaissance, des « special forces » américaines pénétrant jusqu'à une trentaine de kilomètres à l'intérieur du territoire irakien.

Ils sont désormais partout et non plus seulement dans le ciel pour larguer les aides américaines. Fares les a vus surgir à l'aube de vendredi en pleine montagne, une dizaine d'hommes en tenue de combat, le visage camouflé, « portant des fusils américains, de vraies armes », assure-t-il avec un geste évocateur des bras pour montrer son admiration pour la taille des M-16 : « Quel merveilleux pays. » Tout le monde ou presque dans la montagne avait déjà contemplé samedi un Américain en chair et en os. Une fumée violette s'élève dans le ciel d'une petite clairière : un hélicoptère CH-53 Super Stallion surgit au ras de la crête, tourne deux fois, se rapproche du sol, se pose sans arrêter les rotors. Un officier américain et deux hommes sautent à bord. La poignée de Peshmergas qui les a accompagnés là salue avec des grands gestes l'hélicoptère qui reprend de la hauteur.

« Les Américains et les Kurdes sont frères comme avant, nous avons le même objectif », assure Mohammed Semu-Douda, une étoile sur l'épaulette, qui commande cette position de cent vingt Peshmergas du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Masoud Barzani, installé en première ligne, dans un vieux fortin irakien sur la route de Kasrouk à Zakho. Un drapeau irakien peint sur le mur criblé d'éclats, quatre petites pièces enfumées bourrées d'un arsenal hétéroclite de Kalashnikov, de vieilles mitraillettes à tambour, de mortiers de fortune. Les forces de Saddam sont à cinq kilomètres. La ville à moins de dix. « Nous harcelions les Irakiens depuis trois semaines mais maintenant que les Américains arrivent, nous ne faisons plus rien pour ne pas créer de problèmes. » Ses hommes approuvent bruyamment. « Dans la colère, quand nous nous sentions trahis, nous avons crié "où est Bush ?" Mais aujourd'hui, comme avant, il est de nouveau pour nous hadji Bush (saint Bush) », précise l'un d'eux dans un anglais approximatif.

Dans le campement des Peshmergas, trois ou quatre représentants d'Aide médicale internationale commencent à soigner les malades et les blessés. « Nous sommes la seule ONG (organisation non gouvernementale) à agir pour les réfugiés à l'intérieur des frontières irakiennes, les autres restent dans les grands camps du côté turc », affirme Jean-Denis Bonamour, qui vient d'être déposé avec ses trois collègues, par un hélicoptère de l'US-Air Force. Il se prépare à installer une petite antenne hospitalière pour aider les réfugiés restés sur la route et dans la montagne, de ce côté de la frontière, mais dans le premier largage, une partie du matériel, dont la caisse de chirurgie, a été perdue. « Pour l'instant, nous comptons sur la protection des Peshmergas, mais bientôt les alliés vont arriver ; l'important est de sécuriser les réfugiés. » Une tâche qui ne sera pas aisée.

Abul Aziz, avocat à Dahouk, hésite sur la conduite à suivre. Prendre le risque de rentrer ? Six Bérêts verts et un médecin militaire, venus à pied de la frontière turque, surgissaient vendredi midi devant sa tente. « Ils nous ont promis que dans deux jours nous serions de nouveau à la maison », affirme sa femme. Elle ne cache pas sa joie : depuis leur installation dans la montagne, sur le plateau d'Havagize, il y a vingt et un jours, elle n'avait plus aucune nouvelle de ses parents âgés qui n'avaient pu les suivre dans l'exode. Le jeune avocat, lui, reste sceptique : « Saddam avait plusieurs fois déjà promis l'amnistie et il n'a pas tenu parole. Les Américains, eux, nous ont trop souvent trompés. » Un vieux transistor dans un étui de cuir pend autour de son cou : il écoute régulièrement la BBC et la Voix de l'Amérique. « Tout cela me semble encore bien confus. »

Dans le cimetière de voitures où campent une dizaine de milliers de réfugiés, le ravitaillement n'est plus un problème. Chaque jour, vers quinze heures, deux ou trois gros hélicoptères larguent de l'eau minérale, du lait en

poudre pour les enfants, et les rations militaires MRE (Meal Ready for Eat). Ils rêvent de riz et surtout de pain frais. « Cette nourriture pour soldats est monotone », assure son frère Abdula qui n'en peut plus de ces plats déshydratés. Menu numéro 7 : thon aux nouilles ; menu numéro 10 : émincé de bœuf sauce barbecue ; menu numéro 4 : hachis de dinde. A en croire les médecins militaires américains, « au moins 90 % de ces réfugiés souffrent de diarrhées chroniques et de déshydratation ». Une tragédie surtout pour les enfants, d'autant que les médicaments parachutés sont en nombre insuffisant et les modes d'emploi pour le moins abscons.

Malgré tout, ils sont nombreux à vouloir rester, du moins pour le moment. Mohammed Sarbest, jeune enseignant barbu, prend le soleil sur une grosse pierre : « L'Irak de Saddam ne veut pas de moi, la Turquie d'Özal non plus, ici au moins, je suis libre, j'attends de voir ce que seront vraiment les Américains. »

M.S.

● Le Comité international de la Croix-Rouge envisage d'intensifier ses convois d'aide humanitaire à l'Irak, notamment à la suite de la détérioration de la situation dans le sud et le nord du pays, a déclaré dimanche à l'AFP le porte-parole du CICR à Amman, Michel Shroeder. « Le CICR projette d'augmenter en importance et en nombre ses convois vers l'Irak, qui pourraient atteindre le rythme de trois ou quatre par semaine ou même un par jour si le besoin se fait sentir », a-t-il précisé. Shroeder a souligné « la gravité des problèmes auxquels sont confrontés le sud et le nord de ce pays, menacés de famine et d'épidémie ». Il a d'autre part indiqué qu'Amman reste une « base arrière importante » du CICR pour l'Irak, car elle permet à l'organisation d'approvisionner ce pays, par la route Amman-Bagdad, en médicaments, en produits chimiques pour la purification de l'eau et en carburants pour ses besoins d'électricité.

LE FIGARO

22 AVRIL 1991

# Les vantardises de l'Iran

*Le régime exploite le problème des réfugiés irakiens. Argument de la propagande : cet afflux est la preuve de l'enthousiasme que suscite la révolution islamique.*

TÉHÉRAN :  
de notre envoyé spécial  
**Jean ROLIN**

Depuis le début de l'exode des réfugiés irakiens, les autorités iraniennes, qui ont une tendance prononcée à se rendre hommage, ont à maintes reprises opposé leur propre générosité à l'indifférence et à la mesquinerie de la communauté internationale. Dans un récent discours, le président Rafsandjani, s'adressant à une foule nombreuse rassemblée pour exiger la libération des lieux saints, a même affirmé que toute l'aide du monde occidental était « inférieure à celle d'un seul village iranien ».

Les autorités iraniennes soutiennent, d'autre part, que cet afflux de réfugiés traduit l'enthousiasme des populations irakiennes pour la révolution islamique. Ce qui revient à dire que, lorsqu'il y a le feu à bord d'un navire, tous les passagers qui se jettent à la mer témoignent ainsi de leur amour de l'eau.

Bien qu'il soit impossible d'établir avec précision combien d'Irakiens ont déjà trouvé refuge en Iran — les estimations officielles étant sujettes à des oscillations dont la logique n'apparaît pas toujours clairement —, leur nombre doit dépasser le million, et il n'est pas avéré que les dispositions prises depuis quelques jours par les alliés occidentaux se traduisent rapidement par des retours massifs.

Le traitement appliqué aux réfugiés varie beaucoup d'un camp à l'autre, même si les conditions d'hygiène y sont presque toujours déplorables. Dans ces camps, comme aux points de passage empruntés par les réfugiés le long de la frontière, l'aide iranienne se manifeste également par des distributions de pain et d'eau, effectuées souvent dans des conditions peu propices à la restauration de la dignité des bénéficiaires. Encore ces défaillances de l'aide iranienne doivent-elles être replacées dans le contexte d'un pays saigné à blanc par une guerre interminable, et frappé depuis par des catastrophes naturelles à répétition.

**Aide internationale invisible**

En plus de ceux qui sont hébergés dans des camps, ou des privilégiés qui ont été accueillis par des particuliers, des dizaines de milliers de réfugiés sans abri continuent d'errer dans les villes proches de la frontière, ou dans la campagne, le long des routes. A Piranshar, presque tous les réfugiés « erratiques » que nous avons interrogés se plaignaient de l'indifférence des autorités iraniennes. Ils soulaient que seule la générosité privée leur avait permis jusque-là de survivre.

Quant à l'aide internationale, ces réfugiés n'en avaient aperçu aucune trace. Et sans doute cette aide internationale était-elle, en effet, notablement insuffisante. Mais si l'on en juge par l'insistance des institutions iraniennes — en particulier le Croissant-Rouge — à procéder elles-mêmes à la répartition de l'aide, et leur peu d'empressement, au moins localement, à distribuer par exemple les rations alimentaires acheminées par diverses organisations internationales, on peut se demander si ces atermoiements sont uniquement imputables à des difficultés techniques, ou s'ils ne traduisent pas également une volonté politique. Après tout, ces ratés de l'aide internationale viennent à point nommé nourrir la rhétorique anti-occidentale de certains responsables iraniens.

Hypothèse similaire à propos des Kurdes irakiens : même s'ils sont les bienvenus en Iran, peut-être convient-il de leur faire sentir qu'ils le seront d'autant plus qu'ils y resteront moins longtemps. Toutes ces restrictions, bien entendu, ne doivent pas masquer la réelle solidarité témoignée aux réfugiés par la population iranienne ou les efforts déployés localement par des responsables civils ou militaires souvent bien plus ouverts, voire chaleureux, qu'on ne l'imagine.

**Des camps retranchés**

En se déplaçant du nord au sud, le long de la frontière, à travers les trois provinces d'Azerbaïdjan, du Kurdistan et de Bakhtaran, on mesure combien les autorités iraniennes, pour être accueillantes aux réfugiés irakiens, demeurent mé-

flantés vis-à-vis de leurs propres Kurdes. Autant que de villages d'une rusticité médiocre — chacun ayant reçu son lot de réfugiés, comme en témoignent quelques tentes serrées autour d'un feu, ou deux ou trois taxis orange et blanc immatriculés à Kirkouk ou Arbil —, on y voit en effet de loin en loin, ou plutôt de proche en proche, des sortes de petits châteaux forts dont les tours rondes et crénelées, dans le style Mickey Mouse, abritent des mitrailleuses, des émetteurs-récepteurs et des gardiens de l'ordre islamique.

A l'entrée de Paveh (province de Bakhtaran), sur le bas-côté de la route, il y a également de l'artillerie — deux batteries anti-aériennes montées sur roues — mais elle appartiendrait à l'un des deux mouvements de la résistance kurde irakienne.

De Paveh, par la route de montagne sur laquelle se présentent depuis plusieurs semaines des milliers de réfugiés, on est à quelques dizaines de kilomètres de Halabja, où Saddam Hussein, en mars 1988, profitant d'une légère indisposition de la conscience universelle, testa les performances de ses armes chimiques. La route serpente à travers des gorges dont le relief assez grandiose, prodigieusement tourmenté, disparaît aujourd'hui sous des trombes d'eau. Par endroits, la piste est coupée par de véritables torrents de boue liquide. De chaque côté des files de réfugiés qui, presque toujours, comptent une majorité d'enfants...

A hauteur d'un pont métallique, un convoi de camions à benne découverte chargent certains de ces réfugiés pour les acheminer vers des camps. Le pont est dominé par un fortin où séjourne une garnison de pasdaran, dont certains s'emploient à peindre sur des banderoles des inscriptions polychromes flétrissant le régime de Saddam Hussein, ou exaltant les efforts de solidarité consentis par l'Iran.

Dans le bureau où nous sera finalement notifiée l'interdiction de nous rendre au col, le responsable local des pasdaran siège sous un rare portrait de l'ayatollah Khomeyni en bras de chemise, coiffé d'une toque noire et accueillant d'un air distrait les effusions d'un petit enfant.

J. R.

## Bagdad négocie avec les Kurdes

*Mme Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, se rend auprès des réfugiés à la frontière irakienne.*

L'opération « Provide Comfort » d'aide aux réfugiés kurdes massés sur les confins irako-turcs est entrée, hier, dans une nouvelle phase : 1 600 « marines », partis de la base américaine de Silopi, en Turquie, ont établi une base d'accueil près de la ville frontalière de Zakho, évacuée la veille par l'armée irakienne. Samedi, l'armée américaine avait hélicoptéré dans le nord de l'Irak un détachement précurseur de quelque 500 hommes.

Deux jeeps françaises avec 8 hommes à bord se sont jointes au convoi allié. La cinquantaine de véhicules ont pénétré dans Zakho, hier matin, sans incident majeur, malgré un bref mais intense face-à-face avec des policiers irakiens en armes, arrivés après le départ des troupes de Bagdad.

A Paris, où il a reçu le secrétaire général de l'ONU, Javier Perez de Cuellar, Roland Dumas a confié à des journalistes, vendredi soir, son espoir de voir les Nations unies bientôt prendre le relais des forces alliées. Le ministre français des Affaires étrangères a insisté : « Nous ne voulons pas nous éterniser ».

En Turquie, où 3 nouveaux centres de coordination pourraient être mis en place par les forces alliées, la prise en charge des réfugiés continue de s'organiser. Ainsi, au camp d'Isikveren, qui accueille environ 150 000 réfugiés, les conditions de vie « se sont rapidement améliorées », selon le Pentagone. Mais de nombreux enfants souffrent toujours de malnutrition et de déshydratation.

La situation est encore plus critique du côté de la frontière irako-iranienne, où plus d'un million de Kurdes et de chiites se sont réfugiés, soit le quart de la population du Kurdistan irakien.

Deux avions transportant l'aide de la CEE étaient attendus, hier en Iran, au moment même où Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, entamait une visite. L'épouse du président de la République française compte se rendre dans plusieurs centres d'accueil de réfugiés.

Sur le plan politique, les négociations entre le gouvernement irakien et l'opposition kurde se poursuivent à Bagdad. Le pouvoir est représenté par Ezzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance dirigeante du pays. L'émissaire de l'ONU en Irak, Eric Suy, a estimé « probable » la signature d'un accord entre les deux parties.

Épilogue de la guerre du Golfe : le général Norman Schwarzkopf, commandant en chef des forces américaines dans la région, a regagné, hier, les États-Unis après s'être dit « déçu » que Saddam Hussein soit toujours au pouvoir. La veille, Washington avait accusé Bagdad d'avoir sous-évalué ses stocks de missiles, d'armes chimiques et biologiques ainsi que ses capacités nucléaires. L'Irak, qui a remis une liste à l'ONU, avait notamment affirmé ne plus posséder que 52 missiles Scud et 30 ogives chimiques. (AFP, Reuter.)



# L'ingérence humanitaire

LE POINT  
22 AVRIL 1991

*Face au formidable exode et à la tragédie du peuple kurde, Washington s'est rallié à Paris et à Londres. Sous le parapluie de l'Onu, qui entérine le devoir d'ingérence humanitaire.*

C'est une réponse donnée à l'agonie. Un geste monumental à la hauteur des tourments vécus sur ces montagnes. Dans un épilogue dantesque de la guerre du Golfe, que George Bush croyait vraiment finie, les coalisés d'hier ont lancé une opération humanitaire sans précédent. Au total, plus de 16 000 soldats américains, britanniques et français vont à nouveau fouler le sol irakien, comme « commandos humanitaires » cette fois-ci. Les hélicoptères vont larguer des tonnes de vivres, des milliers de tentes, et les parachutes, déjà, viennent à manquer, du moins côté français. Hier « libéré », aujourd'hui meurtri, le Kurdistan d'Irak ressemble à un grand chantier de l'exil. Et à un laboratoire, fût-il tardif, du droit d'ingérence, remis sur le tapis par les Français. Après une valse-hésitation du Président américain.

Car dans ce no man's land de boue et de neige fondue, le peuple kurde vit l'une des plus grandes tragédies de ce siècle. Un exode gigantesque — plus de 2 millions de personnes, selon les organisations humanitaires — et la promesse sans espoir de vivre dans des camps. Des hommes en turban creusent quelques trous en guise de tombes, des femmes en haillons implorent le ciel, des enfants perdus quêtent le pain : la Turquie garde

fermée sa porte, qui n'a décidément plus rien de sublime, et l'Irak crie son usure de la pitié (voir le reportage de Pierre Beylau). Les Kurdes seraient-ils voués à la misère de l'exil, qui, comme le pensait Mme de Staël, est parfois « pire que la mort » ?

Alors, dans cette course contre la montre, contre la mort, les Français, suivis des Britanniques, se sont jetés à corps perdu. Depuis début avril, Paris plaide le devoir d'ingérence, Londres la création de « zones de sécurité ». A ce moment, pourtant, George Bush marque son scepticisme. Pas question de nous mêler à une guerre civile qui dure depuis des lustres, a-t-il martelé.

Et puis, brusquement, mardi dernier, le Président américain, après s'être entretenu au téléphone avec François Mitterrand, change son fusil d'épaule. Washington, l'âme coupable, pressé d'agir par les médias, se rallie à Londres et à Paris. Et sonne le tocsin humanitaire.

Les boys iront installer de gigantesques camps de réfugiés en Irak — cinq ou six, pour plusieurs dizaines de milliers de personnes chacun — grâce à un pont aérien, qui évoque celui de Berlin en 1948-49. Car il s'agit non pas seulement de nourrir, mais aussi de désengorger ces montagnes frontières, devenues des dépotoirs humains et des no man's land meurtriers.

Or, toute la difficulté est là. D'abord, éviter un gel de l'exode. Em-

pêcher que les camps ne deviennent des villes immenses d'assistés, pendant des décennies. Eviter que le peuple kurde, comme le craint Paris, ne subisse un sort semblable à celui des Palestiniens. Ensuite, Paris, Londres et Washington veulent garantir la sécurité des Kurdes acceptant de quitter ces montagnes cruelles pour gagner les camps de réfugiés. Et, enfin, agir vite.

La réponse des alliés ? Une protection de ces camps, au besoin par la force, sous le parapluie de la résolution 688 votée à l'Onu, qui entérine le devoir d'ingérence humanitaire. Et un plan de retour des Kurdes dans leurs villes d'origine, peut-être sous l'égide des Casques bleus ou d'observateurs de l'Onu.

George Bush a donc sonné le rappel des troupes pour diriger une armée de secouristes. Mais devant ce tragique avatar de la guerre du Golfe — « un cauchemar », dit-on à la Maison-Blanche — certains de ses conseillers se rappellent les propos du général Schwarzkopf. Au terme de la victoire éclair, le patron de l'opération « Tempête du désert » demandait à jouer les prolongations. En vain. Aujourd'hui, pour ne pas avoir porté l'estocade à l'armée de Saddam Hussein, les alliés sont contraints de brandir un nouveau bouclier. Mais pour combien de temps ? ●

OLMIER WEBER

## Le grand retour

*L'Iran accueille des milliers de Kurdes en fuite. Son ambition : profiter de cette tragédie pour renouer avec l'Occident.*

De notre envoyé spécial en Iran

L'immense malheur du peuple kurde n'est pas seulement un drame humain. C'est une formidable secousse politique pour l'Iran. Le déferlement kurde est en train d'accélérer prodigieusement le processus d'ouverture à l'Occident déjà amorcé par le président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. Le chef de l'Etat

iranien entend bien profiter de cette tragédie pour réinsérer définitivement son pays dans la communauté internationale, pour briser l'isolement de Téhéran. Une ambitieuse stratégie à la dimension des événements. Car c'est une véritable marée humaine qui est en passe de submerger le nord de l'Iran.

Piranshar, ville frontière, offre un spectacle biblique. Tout un peuple s'est mis en marche. Ce n'est pas l'habituelle fuite d'une population cycliquement soumise à des représailles : c'est l'exode, la sortie d'Egypte. Sur la route qui serpente entre les montagnes, les véhicules venant d'Irak, pare-chocs contre pare-chocs, forment un gigantesque fleuve d'acier. Voitures particulières, cars, taxis, camions, tracteurs, engins de travaux publics : n'importe quel moyen de locomotion est bon pour échapper aux troupes irakiennes. Sur les bas-côtés, d'autres ont encore moins de chance. Ils sont partis à pied, d'Irbil, de Kirkouk ou de Souleimanieh. Et ils ont marché. Une semaine, dix, quinze jours. Pieds nus dans la boue et la neige. Là, à quelques kilomètres de la



frontière iranienne, ils reprennent espoir, pressent le pas. Du moins pour les plus robustes. Car les autres, les enfants, les faibles, les vieillards, sont prostrés. Assis sur leurs maigres bagages, ils attendent.

L'armée iranienne, remarquablement disciplinée et organisée, s'efforce d'apporter un peu d'ordre dans cet énorme pagaille. Des camionnettes chargées de ravitaillement remontent la colonne. On jette des paquets par-dessus les ridelles des véhicules. Les malheureux se battent pour une galette de pain. Une femme, digne, refuse de participer à cette empoignade et pleure silencieusement. Un officier iranien frappe un homme, puis, dans un geste pathétique, jette son bâton et l'embrasse. Les soldats tirent en l'air pour rétablir le calme. Le flot humain qui s'écoule vers Piranshar ne tarit pas.

Les nuits sont terribles. A l'aube, on retrouve recroquevillés sous quelques mauvaises couvertures des enfants morts. De froid, de déshydratation. Pauvres petites choses roulées dans des sacs en plastique que l'on dépose, au matin, à l'hôpital de la ville. Combien sont-ils à s'être mis ainsi en mouvement ? Un observateur particulièrement bien placé donnait, la semaine dernière, une fourchette de 500 000 à 800 000 personnes déjà en Iran.

Les organisations humanitaires, surtout françaises, ont réagi très vite en coordination avec le Croissant-Rouge iranien, dont tout le monde s'accorde à reconnaître l'efficacité. Un pont aérien s'est établi entre le Kurdistan iranien et le reste du monde. On s'efforce de parer au plus pressé : d'abord, la nourriture, les médicaments, les couvertures ; ensuite, les tentes, les gamelles, les réchauds. Des camps sont organisés. Mais après ? L'idée britannique de zone de protection en territoire irakien est très critiquée par l'Iran et la Turquie, qui voient dans ce projet l'esquisse d'une entité kurde dont personne ne veut. « C'est une nouvelle déclaration Balfour », clament les Iraniens, faisant référence au texte de 1917 qui devait, des années plus tard, donner naissance à l'Etat d'Israël. « Personne ne souhaite de changement géographique au Moyen-Orient, l'affaire du Koweït l'a prouvé », surenchérit un diplomate d'un pays de la région. Téhéran, pour sa part, ne veut pas entendre parler d'une partition de l'Irak, qui constituerait un dangereux précédent. L'Iran est lui-même une mosaïque : les turcophones sur-

tout concentrés en Azerbaïdjan, représentent un tiers de la population. Si l'on y ajoute les Arabes du Khuzistan, les Kurdes et autres minorités, on arrive à près de la moitié de la population du pays, dont les instances dirigeantes sont, elles, essentiellement persanes.

L'Iran souhaite un Irak débarrassé de Saddam Hussein, mais préservant son intégrité territoriale. A l'heure où la révolution iranienne effectue son Thermidor, Téhéran ne cherche pas vraiment à exporter vers Bagdad un système islamique. L'aide aux chiïtes irakiens du sud a été limitée. « Le régime ne pouvait demeurer indifférent à la révolte du sud pour des raisons intérieures et sentimentales. Mais il ne pouvait pas non plus compromettre sa politique d'ouverture à l'ouest. Alors, il a fait le minimum », dit un diplomate.

Rafsandjani utilise au contraire la crise actuelle pour précipiter le processus de rapprochement avec l'Occident. Les cohortes de journalistes américains débarqués à Téhéran témoignent de ce phénomène. La révolution iranienne est manifestement à un tournant de son histoire. « Je ne donne pas un an avant que Rafsandjani renoue avec les Etats-Unis, et d'ailleurs, il prend des cours d'anglais. » L'homme qui parle est un businessman. La révolution islamique ne l'empêche pas de rouler en Cadillac et d'arbore une cravate. Le restaurant du nord de Téhéran où nous dînons évoque davantage la Muette qu'Auber-villiers. Les femmes sont vêtues de robes longues qui n'ont qu'un très lointain rapport avec l'austère tchador cher aux gardiens du dogme islamique. Des tenues qui dissimulent beaucoup et suggèrent encore davantage. Les voitures garées devant l'établissement ne dépareraient pas le parking de « La Cascade » du bois de Boulogne. La révolution islamique n'a pas appauvri tout le monde.

Mais on n'est jamais à l'abri d'un retour de bâton : l'an dernier, les Comiteh, sorte de milice islamique, avaient déclenché une chasse en règle aux « tenues immodestes », après une vague de laxisme identique. Les entreprises doivent d'ailleurs théoriquement laisser leurs portes entrouvertes afin que ces Comiteh puissent, à tout moment, vérifier que les femmes employées arborent bien le sacro-saint foulard islamique. Il y a quatre mois, le siège de Renault à Téhéran a ainsi subi une descente en règle. Ces Comiteh viennent toutefois d'être fusionnés avec la police et la gendarmerie, prélude, sans doute, à leur mise au pas définitive.

Car, dans tous les domaines, en Iran, la logique d'Etat l'emporte peu à peu sur la logique révolutionnaire. « Les radicaux ont encore une influence, mais Rafsandjani et les pro-

matiques sont en train de gagner la partie », estime un journaliste iranien. Ultime bastion important des zélotes, le Parlement doit être renouvelé l'an prochain, et les radicaux risquent de voir leur pouvoir sérieusement diminué.

Dans le domaine économique, aussi, Rafsandjani s'efforce au réalisme. Mais la tâche est ardue. Le dirigisme ne date pas de la révolution : sous le chah, l'Etat avait déjà des pouvoirs discrétionnaires. La remise en marche de la machine se heurte à deux difficultés : l'absence de managers et la bureaucratie. « Il n'y a pas d'entrepreneurs en Iran. Le Bazar, enfermé dans son corporatisme, est incapable d'en susciter. Quant aux hommes d'affaires, beaucoup gagnent de l'argent en spéculant », affirme un spécialiste. Avec 18 milliards de dollars de recettes annuelles (à 95 % pétrolières), 4 milliards de dépenses pour l'importation de produits alimentaires, 5 milliards pour l'armée, l'Iran peut dégager environ 9 milliards de dollars par an pour sa reconstruction. Une somme suffisante si Téhéran accepte d'avoir recours à l'emprunt.

Mais tout emprunt est soumis à l'autorisation préalable du Parlement. Aux prises avec un carcan dogmatique, les dirigeants actuels rusent : plutôt que changer les textes, ils les interprètent. On joue sur le vocabulaire. Le mot « crédit » étant banni, la « lettre de crédit » devient « lettre à usance », ou « différé de paiement ». Casuistique dangereuse, car, en cas de contestation devant les tribunaux, les firmes étrangères peuvent se trouver déboutées.

Ainsi va l'Iran de Rafsandjani, un pays Janus. D'un côté les apparences islamiques, de l'autre une réalité sociale et politique en pleine évolution. D'un côté les mollahs, de l'autre une pratique religieuse plutôt relâchée. D'un côté les discours, de l'autre la réalité. Avec, pour toile de fond, une volonté : celle de retrouver son rang de puissance régionale, notamment face à une Turquie dont on redoute les ambitions. « L'Iran veut un rôle, et un rôle dominant dans le nouvel ordre régional », souligne un observateur iranien. Une volonté de puissance plus persane qu'islamique.

Loin dans la banlieue sud de la capitale iranienne, on a élevé entre deux bretelles d'autoroute un énorme mausolée surmonté d'une coupole et de deux minarets. On a aménagé de gigantesques parkings, des galeries marchandes. Car, là, est enseveli l'imam Khomeïni. La foule de pèlerins est pour le moins clairsemée, les parkings déserts. Un homme risque devant nous le blasphème suprême : « Combien tout cela a-t-il coûté ? » ●

PIERRE BEYLAU

INTERVIEW : KENDAL NEZAN

## « Le droit se bâtit sur les tragédies »

Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, prône une intervention rapide des alliés pour secourir les Kurdes, mais aussi pour favoriser l'installation d'un régime démocratique à Bagdad.

**Le Point : Qu'est-ce que la rébellion kurde attendait de Washington ?**

Kendal Nezan : L'interdiction de l'usage des armes lourdes et des hélicoptères. Il suffisait d'une simple mais sévère mise en garde. On aurait épargné une tragédie. Or, il y a eu une disproportion écrasante entre la rébellion et les forces de Bagdad, qui ont bombardé les villes et utilisé des bombes au napalm et au phosphore.

**Comment expliquer la passivité des alliés ?**

Selon certaines informations, c'est à la demande des Saoudiens et des Soviétiques que George Bush a décidé d'abréger la guerre de vingt-quatre ou quarante-huit heures, épargnant ainsi une grande partie de l'armée irakienne. Il y a eu un cynisme extraordinaire : les Américains désiraient d'abord que Saddam Hussein rétablisse l'ordre, pour éviter un démantèlement, et attendaient ensuite un coup d'Etat à Bagdad après que le dictateur aurait fait le sale boulot. Mais les Occidentaux et les Saoudiens attendent toujours son remplaçant comme on attend Godot. Les militaires irakiens se sont vengés sur les civils du Nord. Et là, les alliés portent une écrasante responsabilité.

**Les « zones de sécurité » seront-elles suffisantes pour protéger les réfugiés ?**

L'installation de camps de réfugiés est nécessaire mais provisoire. Même si la zone est protégée par les Casques

bleus. Car on ne peut, à l'intérieur d'un Etat, ériger des zones échappant à sa souveraineté. Le problème, c'est la pérennité du régime dictatorial à Bagdad.

**Va-t-on assister à la première application concrète du « devoir d'ingérence » ?**

Le droit se bâtit malheureusement sur la tragédie des faits. L'exode kurde joue ainsi un rôle d'accélérateur pour concrétiser des concepts de droit à l'intérieur du champ clos de la souveraineté des Etats. Au nom de la non-ingérence, Pol Pot a déclenché l'autogénocide des Cambodgiens, Saddam Hussein a réprimé les Kurdes. Or des pans entiers du droit international se heurtent à ce principe.

**L'initiative française sur le devoir d'ingérence vous paraît-elle suffisante ?**

Dans cette affaire, la France a sauvé son honneur et celui des Nations unies, en empêchant un constat de défaillance morale et de forfaiture pour l'Onu. Mais, évidemment, ce geste positif est très limité, car portant sur l'ingérence humanitaire, et non politique. Or la question est politique et requiert une solution d'urgence. Va-t-on faire des Kurdes un peuple d'assistés ? Là, la France et la CEE peuvent jouer un rôle important en continuant à exercer des pressions, en particulier sur les Chinois et les Soviétiques.

**Quel avenir pour le peuple kurde ?**

Seule chance, c'est une action des Occidentaux pour rétablir, à bref délai, un régime démocratique à Bagdad, avec des élections sous contrôle de l'Onu. Sinon, tout un peuple deviendra naufragé. ●

(Propos recueillis par Olivier Weber)

## Refugee Crisis : Disorder on 'Unprecedented' Scale

### Size and Speed of Influx Caught the UN Off Guard

By Clyde Haberman  
New York Times Service

ROME — In terms of numbers, the Iraqi refugee crisis is dwarfed by the Afghans who migrated to Pakistan and Iran in the 1980s. In terms of hunger, the starving millions in Africa, certainly have had it worse. In terms of broken bodies, the Cambodians who staggered into Thailand during the 1970s were in more dire physical shape. In terms of death, few groups suffered more than the hundreds of thousands of Armenians who were killed or allowed to die as they were deported from Turkey in 1915.

But many disaster relief specialists say that the huge exodus of Kurds and other minority groups from northern Iraq qualifies as the most dismal refugee crisis of a fading century that groans under the ordeal of the displaced.

The Iraqis, experts say, have not only endured most of the usual horrors experienced by refugees but they have also done so in record time.

"The combination is unique," said Alfredo Witschi-Cestari, a senior official with the United Nations High Commissioner for Refugees in Geneva. "What makes this unprecedented is the combination of so many negative factors — huge numbers, a short time frame, terrible conditions on such an enormous level, and having so many of them arriving at the border destitute and exhausted."

The speed of the buildup at the Turkish and Iranian frontiers — an estimated 1.5 million people in a matter of days — continues to astound international agencies nearly three

weeks after the crisis began.

"Never in the 40-year history of the UNHCR has a refugee situation developed so rapidly," said the refugee commissioner, Sadako Ogata.

The Iraqis' migration dwarfs that of any other group across international borders in the last several years, a period of intense and diverse movement that may be without parallel since at least World War II.

In one celebrated instance two years ago that also happened to affect Turkey, 315,000 Muslims fled Bulgaria to escape a program of forced assimilation imposed by the Communists who then governed. At the time, the numbers were startling and were said to make up the largest flow of people in Europe since 1945.

But that flight into Turkey took place over three months, and tens of thousands of the migrants eventually returned home. Also, nearly all of them were ethnic Turks, which meant that many had relatives in Turkey to help them, along with a government more inclined to provide assistance for its brethren

than it is now with the Kurds.

Two years later, a Bulgarian exodus that had once raised many eyebrows seems paltry in comparison to the new crisis. So, too, for that matter, does the evacuation of more than 800,000 Bangladeshis, Pakistanis, Egyptians, and others who captured world attention when they ran from Iraq and Kuwait only eight months ago.

"We're going to be in a state of emergency for a very long time," said Mr. Witschi-Cestari, who had helped direct rescue operations during the Gulf crisis.

The United Nations and other international agencies have been criticized for reacting too slowly to ease the Iraqis' pain, but officials working in Turkey say that they were simply caught off guard by the sudden human influx — as was everyone else, they add.

Original UN plans for the Gulf war were to set up camps in Turkey, Iran, Syria, and Jordan, with each country able to feed and shelter 100,000 refugees. When those numbers did not develop, the program was scaled back.

Turkey, for example, had its allocation cut from \$7 million to \$4.4 million, which was to pay for enough food, water, blankets, tents, and sanitation equipment for 20,000 people.

Even then, no more than 10,000 or so refugees strayed into Turkey from Iraq during the war, including army defectors, most of them Kurds, Turkish-speaking Turkomans, and Iraqi Christians from the north.

"That was before the apocalypse," a UN official said last week in Turkey.

Now, the United Nations is working with a "planning figure" of 1.5 million Iraqi refugees for both Turkey and Iran, and the various agencies involved are reportedly being told to spend what they need and to worry later about how to pay for it. Before the start of the U.S.-led rescue operation in northern Iraq, the overall cost of tending to the Iraqis for three months had

been put at about \$400 million.

"We have put into the pipeline whatever is available from our stocks," Mr. Witschi-Cestari said. Priorities are starting to change, he added, with principal needs shifting from basic items like blankets and tents to medical supplies. Other officials warn about a possibly catastrophic outbreak of measles, especially among children, unless the refugees are inoculated soon.

Somewhat complicating matters is the fact that there are large numbers of engineers, lawyers, physicians, and teachers among the Kurds — basically city people who are unaccustomed to the harshness of the mountainous border where they have taken refuge.

"Normally, mass movements affect rural people, and they are generally tougher and used to harsh conditions," Mr. Witschi-Cestari said. "Urban people are less used to it."

## Iraqi Tactics Are Testing Allies in Nascent Haven for Kurds

By Blaine Harden

Washington Post Service

ZAKHO, Iraq — The government of Saddam Hussein appeared Monday to be taunting and testing the U.S. military, which is trying to create a safe zone in northern Iraq for the hundreds of thousands of Kurds who have fled for nearby Turkey.

More than 200 Iraqi police armed with automatic weapons continued to patrol the streets of this half-abandoned border town inside the zone that the U.S. military delineated Sunday.

The police, who arrived here Sunday as the army was pulling out, seemed to try to intimidate civilians; residents were unwilling to speak in their presence. One Iraqi policeman warned Western journalists, "No photo, go away."

Iraqi soldiers, who had been obeying U.S. orders that they move 40 kilometers (25 miles) south of the Turkish border, were sighted Monday by U.S. officials as they moved back to a mountain ridge a few kilometers from Zakho. U.S. fighter planes, generating sonic booms, flew over the Iraqi soldiers.

Americans also saw Iraqi workers stripping power lines from electricity poles in the haven zone.

"They are testing us, but we are not going to let those guys intimidate us," said Fred Cuny, a U.S. disaster relief expert and consultant to the U.S. Agency for International Development. "Iraqi police have been told when they've got to get out."

It appeared likely that the get-out order, delivered Monday by the U.S. military, would perhaps go into effect soon.

Mr. Cuny is a chief designer of the allied plan to temporarily annex a 40-by-55-kilometer slice of northern Iraq. The plan pivots on persuading hundreds of thousands of Kurdish refugees — most of whom fled Iraq thinking that Mr. Hussein was intent on exterminating them — that life in a tent near Zakho is safer in a squalid mountain refugee camp in Turkey.

Physical evidence of that effort grows daily. By late Monday more than 200 tents had been erected, complete with latrines, for a tent city that in coming weeks is expected to accommodate more than 100,000 Kurds; the first are expected this week.

Thousands of unassembled tents were stacked across a vast field of winter wheat, awaiting a team of 85 Marines who were pitching them at the rate of four per hour.

"It's fun, it's good, it's for a good reason, but you have to drink a lot of water," said Staff Sergeant Tom Lewnes, who was directing a squad erecting tents in the afternoon sun.

There are plans for five such tented cities, complete with medical clinics, to be built in the valley east of Zakho.

More than 90 British marines on Monday joined a force of about 2,000 U.S. Marines who are guarding the zone, and French forces also were seen operating inside Iraq. A spokesman in Zakho said that the first U.S. casualties inside

northern Iraq occurred Monday morning when two soldiers were wounded by a land mine near the town of Uzumla.

U.S. military and civilian officials think the key to making the safe zone work is persuading Kurdish leaders that it is indeed safe.

On Monday, Mr. Cuny and other U.S. officials met Monday in Zakho with five leaders of the Kurdish rebel movement, which was routed last month by the Iraqi Army after its momentary successes after the Gulf war.

Mr. Cuny said the Kurds liked what they saw of the tent city. He also said they understood the U.S. insistence that arms not be allowed inside the new camps. But rebel leaders, he said, kept returning to the issue of security.

"We are trying to create a framework under which everyone would be protected," Mr. Cuny said. "But I wouldn't say they were satisfied. What they wanted was some kind of a written guarantee that we would stand by them and prevent everything."

The U.S. military has insisted that its presence in northern Iraq is "not long-term" and that it would like to turn the operation of the tent cities over to the United Nations and private relief agencies as quickly as possible. But there has been no sign from the UN or any relief agency of a willingness to cross into Iraq from Turkey and help manage the camps.

U.S. officials, traveling in three Marine helicopters, on Monday

also visited four refugee camps along the Turkish-Iraqi border. "In the next few days, we will be flying clan leaders over here so they can see what we have built," said Gordon Murchir, a spokesman here for the U.S. Office of Foreign Disaster Assistance. "They will then go back and tell their people what is going on."

According to journalists who filmed several of Monday's meetings between the Americans and Kurdish clan leaders, negotiations were tough and many Kurds were not satisfied with U.S. guarantees of safety.

In one meeting, a leader said that his people would be willing to return to Iraq only if the Americans promised to protect them inside Iraq forever or if Saddam Hussein were killed. The U.S. government, officials here say, is unwilling to meet either condition.

Mr. Cuny said Monday that the presence of hundreds of thousands of Kurds in the camps, combined with the presence of humanitarian relief agencies, would amount to a de facto guarantee of the Kurds' safety — even after the Americans pull out.

"Experience has shown that whenever you get a large number of humanitarian agencies working in an area, human rights violations decrease," Mr. Cuny said.

He and other Americans will try in coming days to use this argument to convince Kurdish leaders to bring their people down from the mountains.

# Rebels Seek to Shield All Iraqi Kurdistan

By William Drozdiak

Washington Post Service

HAJ OMRAN, Iraq — A Kurdish resistance leader said Monday that he would seek to extend an international zone of protection to all of Iraqi Kurdistan as part of any peace agreement with the Baghdad government.

Masoud Barzani, the head of the Kurdish Democratic Party and one of the two top Kurdish leaders in Iraq, said that lasting international guarantees were necessary "to put a stop to massacres and the scorched-earth policies" of the Iraqi president, Saddam Hussein.

Since Mr. Hussein launched his brutal reprisals against the Kurds' insurgency three weeks ago, Mr. Barzani said, nearly 3 million Kurds have fled, seeking refuge in Turkey and Iran.

He said that all major cities in Kurdistan had been evacuated, but that as many as 100,000 Kurds now were beginning to return to areas inside Iraq that were controlled by Kurdish guerrillas.

Mr. Barzani made his comments in an hourlong conversation with Danielle Mitterrand, wife of President François Mitterrand of France, and four journalists who accompanied her to this Iraqi lo-

cale five kilometers (three miles) from Iran.

Mr. Barzani said negotiations with the Baghdad government to establish a durable political settlement were proceeding on the basis of the March 1970 agreement that promised Kurdish autonomy.

That accord, which called for free elections and power sharing to create a democratic and decentralized government in Iraq, fell apart in 1974 when the Kurds spurned the proposal.

At the time the United States was encouraging Kurdish intransigence by funneling arms to aid their rebellion against Mr. Hussein. But the arms flow was soon cut off when the shah of Iran reached an agreement settling a border dispute with Iraq and the United States sought better relations with the Soviet Union.

Mr. Barzani said the current talks in Baghdad had yielded "no results yet." Negotiations were being conducted for the Kurds by Mr. Barzani's son, Noshirwan, as well as Jalal Talabani, head of the Kurdish Patriotic Union, and other leaders. Iraq is represented by Ivzat Ibrahim, Mr. Hussein's second-in-command on the ruling Revolutionary Council.

Kurdish guerrilla leaders say they now control three times the territory that they did in 1970 and feel strong enough to conclude a settlement now that would satisfy most of their terms. Mr. Barzani, who came to the mountainside encounter from his stronghold of

Shaklawa about 100 kilometers away, said the protection zone established by American, French and British troops was a "positive development that should be extended to all of Kurdistan."

He said this step was necessary because the Kurdish people "no longer have any confidence" in Mr. Hussein's word after chemical weapons attacks in 1988 and the latest wave of repression, which generated one of the most massive exoduses in history.

Mr. Barzani did not call for Mr. Hussein's removal as a condition to accept a deal for autonomy with Baghdad. But many refugees have said they would return home only if they were sure that the Iraqi dictator would not remain in power.

According to a senior guerrilla commander, "Saddam's back has been broken" by the Gulf war, and his presence "no longer really matters."

The commander said Kurdish forces had expanded their grip over the countryside and now controlled more than half of the territory in Iraqi Kurdistan.

Although Iraqi government troops still dominate the larger towns of Arbil and D'hok, as well as the oil fields near Kirkuk, the guerrilla commander said his forces were capable of seizing several of the large towns within a week if the present cease-fire should collapse.

The Kurdish guerrillas say they captured many heavy mortar and artillery pieces in recent fighting

with the Iraqi government troops and have consolidated enough areas under their own control so that they are now encouraging former residents to return and begin rebuilding.

With an estimated 4,000 villages destroyed by Mr. Hussein's systematic repression, Mr. Barzani said, he believes that international guarantees, such as enlarging the protection zone under United Nations supervision if necessary, could solve the refugee crisis, which is placing enormous burdens on Iran and Turkey.

Mr. Barzani said that 1.5 million Kurds were now in Iran and that 800,000 had sought refuge in Turkey. He said that he wanted to see all Kurdish refugees return home quickly but that this could be accomplished only through a political settlement backed by international guarantees.

At the frontier crossing near Piranshahr, a caravan of cars bearing Kurdish families stretched into the distance. Many of them said they had been living in their cars for more than a week.

Iran has been reluctant to allow passage, citing security concerns and the overtaxed facilities in the Iranian villages.

The wretched conditions in the camps, perhaps more than the prospect of a political settlement, have compelled many of the refugees to begin making the return journey through the clogged mountain pass at the frontier.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

Tuesday, April 23, 1991

## INTERNATIONAL RELIEF

# Governments, Citizens Aid Kurds

*Despite response, aid organizations warn generosity is proportional to media coverage*

By Elizabeth A. Brown

Staff writer of The Christian Science Monitor

BOSTON

PHONES are ringing and checks are being signed as Americans dig into their pockets to help the Kurdish refugees fleeing Iraq.

A plethora of nonprofit organizations have formed a network to send money, volunteers, and supplies — blankets, food, and sanitation equipment — to the millions of Kurdish refugees and

other peoples displaced in the wake of the Gulf war.

At the nexus of the network is InterAction, an association of humanitarian aid groups based in Washington, D.C. InterAction is coordinating the effort to ensure that supplies and donations are appropriately and evenly distributed.

Most of the relief organizations say it is still too early to tell if long-term public response will be stronger for this crisis than for such fund-raising emergencies as the Armenian and San Francisco earthquakes and for famine relief in Africa.

Nor are there total dollar figures yet for what supplies are needed and what has been raised.

But so far, say most organizations polled, the initial response from the American public has been swift and generous.

"The phones have not stopped ringing — from individual citizens as well as from foundations, groups, people wanting to be helpful," says Harold Fleming, senior program funding officer at UNICEF in New York.

The United Nations children's agency has gathered some \$6 million for refugee aid from governments around the world and

from citizens in the United States.

The biggest contributor so far has been the Netherlands, pledging \$900,000. Other calls have come from doctors wanting to fly to the region to help and from construction workers wanting to donate their lunch money.

"We've been surprised by the high numbers on the checks that are coming in. We're really getting an outpouring of generosity from the American public," says Wendy Christian at Save the Children in Westport, Conn., which has raised \$73,000 in a few days.

Usually, donations for disaster relief are under \$20, Ms. Christian says. But checks for the Kurds are ringing in at \$100 to \$6,000 each.

Most money is being spent on shelter items, such as blankets and tents, says Lisa Mullens, coordinator at InterAction. "There's very little information on what's needed out there, and the needs are changing rapidly."

President Bush's recent announcement that the US will provide military assistance will alter what's needed from private donors, Ms. Mullens adds.

What's certain is that money is more needed than goods.

"The American public should not attempt to collect goods to help the refugees. Most items needed can be obtained in the region. It's not cost-effective to send items from this country.... It's cheaper to buy food in Ankara [Turkey] and truck it, and it helps the Turkish economy, which will be stressed by this influx of refugees," says Mullens.

Good drinking water is critical right now, according to John Hammock, executive director of Oxfam America in Boston. "Usually people die not from starvation, but from public health problems [caused by] bad drinking water."

Other Iraqis in need of assistance include Shiite Muslims in the south; Assyrian Christians; Chaldeans; Iraqi Jews; and Arab Sunni Muslims.

"It's not just a Kurdish problem. It runs the full gamut of Iraqi society and ethnic opposition," notes Court Robinson of the US Committee on Refugees in Washington.

Media coverage is credited for the rapid response of generosity, say the relief organizations. Visuals work best: photos and newsreels of the hungry and homeless

tug at heart strings and purse strings.

"Pictures, more than words, tell this story," says Save the Children's Christian.

But in contrast to the response to the situation in northern Iraq, Americans are slow to respond to the famine sweeping the Horn of Africa, say the fund-raisers.

"It's unfair to make comparisons, but I wish the media and American public would be as forthcoming on some of the other tragedies, like in Sudan, Ethiopia, Angola, and Mozambique," says UNICEF's Mr. Flemming.

Some 27 million people are facing starvation in Africa, according to InterAction. But

media attention can have a downside: When it stops, people tend to forget.

Says Oxfam's Mr. Hammock: "One of my main concerns is there will be a lot of media attention, and we will help put people in camps, help stabilize the situation. Then when the media attention ends, these people will be left in refuge camps to rot."

That's what happened in Cambodia in 1979-80, Hammock says, where refugees still live on the border of Vietnam.

Getting the Kurds back on their Iraqi homeland is a priority, he says. "Unfortunately, it's a highly political question. And the problem here is total distrust" of the Iraqi regime.

## Organizations Coordinate Aid Effort

BOSTON

**T**HE US government has given \$50 million to \$60 million in relief to the tens of thousands of Kurdish refugees and other peoples fleeing northern Iraq, according to Court Robinson of the US Committee for Refugees.

At least 27 nonprofit organizations have combined efforts to coordinate assistance. Following are the addresses of a few of these organizations, which collectively have raised at least \$700,000 in funds for the Iraqi refugees:

■ American Red Cross  
17th and D Streets, NW  
Washington, D.C. 20006

■ World Vision  
919 W. Huntington Dr.  
Monrovia, Calif. 91016

■ American Jewish World Service  
729 Boylston St. 5th Floor  
Boston, Mass. 02116

■ CARE  
660 First Ave.  
New York, N.Y. 10016

■ Oxfam America  
115 Broadway St.  
Boston, Mass. 02116

For a more complete list of nonprofit organizations raising money for the Kurds, send a self-addressed stamped envelope to:

InterAction  
1850 H St. NW, 11th floor  
Washington D.C., 20006.

- Staff



**KURDISH REFUGEES FIGHT FOR BREAD LOAVES ALONG TURKISH BORDER:** Initial response to the call for aid has been swift. Doctors have called relief organizations to volunteer their time; construction workers have offered their lunch money.



# KURDS RELUCTANT TO RETURN TO IRAQ

## U.S. Tries to Move Refugees as Iraqi Threat Lingers

By **CHUCK SUDETIC**  
Special to The New York Times

**ZAKHO, Iraq, April 22** — Five local Kurdish guerrilla leaders spent two hours today touring the still vacant tent city that American marines are building for refugees in a huge wheat field just a mile east of town.

The tour was part of an effort by United States relief officials to convince guerrilla leaders and clan chiefs that it is safe for the Iraqi Kurds who fled to the mountains along the border with Turkey to return to their homes.

Almost all the refugees interviewed in the dreary mountain encampments to the north express deep mistrust of President Saddam Hussein's Government, and most vow that they will never return to an Iraq ruled by Mr. Hussein.

### Armed Iraqis in the Streets

But the American officials say they hope to arrange security that will be sufficient to reassure them.

Hundreds of threatening-looking Iraqi men dressed in khaki police uniforms and toting automatic weapons strolled through the dusty, littered streets of Zakho today, defying a demand by the American military that all Iraqi armed forces withdraw beyond a point about 20 miles south of here.

The continued presence of so many armed Iraqis will pose a serious obstacle to the efforts to lure home the half-million refugees who fled Zakho and hundreds of other towns and villages for the mountains when Mr. Hussein used military force to crush a revolt by the Kurds after the Persian Gulf war.

The armed men reportedly arrived in Zakho on Sunday, just after contingents of the Iraqi Army left the nearly abandoned town in compliance with the United States withdrawal demand, which was delivered on Friday.

Baghdad has called the American effort to resettle and protect the refugees a gross violation of Iraqi sovereignty.

A United States military spokesman said tonight that the American relief program's leaders were generally pleased with Iraq's response to the withdrawal demand and were still evaluating the presence of the armed Iraqis in Zakho.

But a relief worker connected with the American military aid effort said Iraqi military officers had been told this morning to get the men out of the

town. He did not say whether the United States had set a deadline by

## In interviews, fear is concealed and Hussein is exalted.

which the armed Iraqis must leave the town, a hardscrabble sprawl of cinder-block and mud-brick buildings.

Lieut. Col. Bob Flocke, spokesman for the military relief operation at the main United States helicopter resupply base at Silopi, Turkey, said, "We're evaluating the impact of the police presence." He declined to comment on who the armed men were or whether they had been ordered to leave town.

### A Test

"Our interpretation of the agreement with the Iraqis is that we will take care of security in and around Zakho," Colonel Flocke said. "We're re-examining the agreement to see if there is any room for interpretation."

The relief worker said Kurdish rebel leaders in Iraq had identified the uniformed men as members of the Iraqi Army who had simply changed clothes.

"They are testing us," he said. "We're not going to let them intimidate people."

"We're not going to stop regular police from carrying out their duties, but we're not going to have a big police brigade on us. People tell us that they are worried about the police, especially the secret police."

Fred Cuny, a State Department consultant hired to organize the resettlement, said of the five guerrilla leaders who toured the tent city: "Their major concern is security. We told them that the U.S. military will not be here forever. This is a short-term engagement."

"They were hoping for more at this point, a kind of written guarantee that they would be safe. I wouldn't say they were satisfied."

### Few Guarantees of Safety

The United States and its allies are working to create a mechanism to provide long-term security for Iraqis threatened by the Hussein Government, Mr. Cuny said.

He did not elaborate, but said the presence of international aid groups in the region after American troops leave would enhance security because governments are loath to violate human rights when such groups are present.

The American relief operation's leaders are hoping to first coax the displaced Kurds on the Iraqi side of the border into returning home or moving into the tent city.

"We hope to move people down from the Iraqi side of the mountains within a few days," Mr. Cuny said. "The camp is for people who feel a particular need for security or for those who live south of here, outside the secured area."

The refugees across the border in Turkey will be moved in later, he said.

"We will continue to offer relief to

people who wish to remain in the mountains," he said. "But we are going to encourage as many people to voluntarily repatriate as possible."

### Children Play, Iraqis Patrol

The armed Iraqis, mostly young men, sat in cafes, milled around on corners and patrolled Zakho's dusty streets on foot and by car.

Townpeople approached for interviews sang the praises of Mr. Hussein and said they did not fear the "police," who they said numbered between 700 and 1,000.

The presence of the armed men seemed more intimidating to Zakho's thin, weatherbeaten men than to the women. The children, brightly dressed and seemingly oblivious to the trial of nerves going on around them, gambled about the streets and surrounded marines who have set up a riverside portable water-purification system.

Zakho has no electricity to power its water system, and marines are handing out drinking water to the thirsty.

A few of the "policemen" hissed at Western reporters and television crews touring the town this evening.

"No photo, no photo!" one cried. "And go away!"

Asked why, he barked, "Because the sky is high."

Marines rumbled through the town in trucks with mounted machine guns. Helicopter gunships roared overhead.

The marines continue to sweep the area around Zakho for mines.

Two American soldiers were wounded this morning near a refugee encampment at Uzumlu, Turkey, when one of them stepped on a land mine. One was taken to the city of Diyarbakir, and the other to the military hospital at Incirlik Air Base. Their names and the extent of their wounds were not disclosed.

### 2,000 Troops Work on Iraq Camps

Special to The New York Times

**WASHINGTON, April 22** — The United States now has 2,000 troops in northern Iraq, working on the first of a series of camps for Kurdish refugees, and has not set a date for turning the camps over to the United Nations, the White House said today.

Marlin Fitzwater, the White House spokesman, said there were also 6,800 American troops in southern Turkey working on the refugee operation.

Richard Boucher, a spokesman for the State Department, said that doctors and health workers along the Iraqi-Turkish border reported that about 500 Iraqi refugees a day were dying there, mostly from disease and starvation. Last week, the State Department estimated 400 to 1,000 deaths a day, but Mr. Boucher said today's figure was more precise.

The first of what President Bush said will be five or six large camps in northern Iraq is being set up near Zakho, Mr. Fitzwater said, because the area "meets the basic geographical criteria, such as level terrain for good drainage, access to roads or airstrips, water resources, sanitation, et cetera."

He said the Zakho camp would consist of 20 to 25 tent cities, each capable of accommodating 1,000 refugees. There are 450,000 Kurdish refugees in Turkey and another 400,000 in northern Iraq, one million in Iran and 500,000 in Iraq near the Iranian border, he said.



AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-

FRA0261 3 I 0497 FRA /AFP-EQ31

France-Kurdes

REVOICI PAR PRECAUTION

Poursuite des activités de la mission de coordination et d'assistance humanitaire française

PARIS, 23 avr (AFP) - L'ambassadeur Marcel Laugel, chef de la mission française de coordination et d'assistance aux populations kurdes d'Irak, a poursuivi lundi son action de coordination et de liaison avec les responsables des Etats-Majors des pays alliés qui sont basés à Silopi (Turquie), ainsi que ses contacts avec les populations kurdes réfugiées, a indiqué mardi le porte-parole adjoint du quai d'Orsay.

M. Maurice Gourdault-Montagne a précisé que l'ambassadeur avait effectué des sorties en hélicoptère et fait une reconnaissance terrestre, dans une zone où se trouvent environ 250.000 réfugiés kurdes. Parlant "un excellent arabe", M. Laugel a rencontré des Kurdes qui le parlaient aussi et a donc pu s'entretenir avec eux sans intermédiaire.

M. Laugel, a indiqué le porte-parole, a fait savoir que le parachutage de matériel paraissait "produire ses premiers effets": les populations rencontrées ont dit qu'elles étaient "à peu près approvisionnées" et portaient des vêtements approprié au climat.

"Il semble également, a indiqué M. Gourdault-Montagne, qu'un début de confiance commence à apparaître, beaucoup de réfugiés s'interrogeant désormais sur les conditions éventuelles de leur retour".

#### Importance des relais humanitaires

Ces observations, a-t-il ajouté, confirment l'utilité de poursuivre d'urgence l'installation de ces relais humanitaires, et particulièrement dans leurs composantes médicales. Les observations faites par M. Laugel sur place l'amènent également à organiser à partir de ce mardi les distributions d'essence et de fuel pour un certain nombre de réfugiés qui ont des véhicules et sont prêts à repartir.

On envisage également d'organiser des rotations de camions pour ramener ceux qui le souhaiteraient vers les relais humanitaires, pour bénéficier des soins médicaux et des distributions de vivres.

Le porte-parole a souligné que "les choses paraissent évoluer dans la direction" que souhaite la France, c'est-à-dire le retour des réfugiés chez eux - du moins en ce qui concerne la zone visitée par M. Laugel, car à la frontière irako-iranienne "il y a encore des masses de réfugiés dans le plus complet dénuement".

M. Gourdault-Montagne a indiqué d'autre part que le comité ad hoc de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) sur l'aide humanitaire se réunissait ce mardi à Paris et que la France - qui préside actuellement l'UEO - allait "demander d'une manière insistante à ses partenaires de mettre en oeuvre des moyens supplémentaires, d'une part pour acheminer les secours et d'autre part pour les distribuer sur le terrain."

L'UEO, seule organisation européenne compétente en matière de défense et qui groupe les Douze de la CEE moins le Danemark, la Grèce et l'Irlande, avait été chargée de coordonner l'aide humanitaire de la CEE aux réfugiés irakiens.

AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-AFP.-

# L'armée irakienne a laissé la place aux soldats américains

Les Irakiens ont finalement autorisé la présence de militaires américains au Kurdistan d'Irak afin d'assurer l'installation et la protection de centres d'accueil pour les réfugiés. Une unité américaine a pu s'établir, dimanche 21 avril, à Zakho, ville que l'armée irakienne a évacuée pour laisser passer les Américains.

Par ailleurs, un réfugié a été tué d'une balle dans la tête et cinq autres ont été blessés par des soldats turcs lors d'incidents survenus à l'occasion de la distributions de vivres dans un camp situé en Turquie. En Iran, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand s'est rendue auprès de réfugiés kurdes à l'arrivée de l'aide envoyée par son association, France Libertés.

## ZAKHO (IRAK)

### de notre envoyé spécial

Certes, le marine, à bord de l'hélicoptère, un CH-46, est un peu tendu lorsqu'il survole le Habour, la rivière séparant l'Irak de la Turquie, dimanche 21 avril. Il charge sa mitrailleuse et épie l'improbable embuscade. Mais c'est désormais une simple formalité.

Depuis samedi, les unités américaines se sont installées dans la vallée. Selon des sources militaires, mille cinq cents marines ont été déployés dans la région de Zakho, située à 22 kilomètres de la frontière. Les soldats ont planté les premières tentes destinées aux réfugiés à la périphérie de la ville, exactement à Tel-Kaber, un village d'où s'échappe une vaste plaine d'herbes hautes piquées de fleurs sauvages, entourée de montagnes.

Bucolique, l'endroit résonne désormais des accents de Pennsylvanie et du Massachusetts, des ronflements des chars amphibies et des alléluias chantés à pleine gorge par une vingtaine de marines regroupés autour du Père Devine, leur aumônier.

### « Bienvenue dans ce monde imbécile »

Fidèle à l'imagerie du Far West, celui-ci avait improvisé, dimanche à 19 heures, un office religieux, la Bible ouverte au-dessus d'une caisse de ravitaillement tenant lieu d'autel. Entre deux cantiques, le prêtre a, bien sûr, parlé des réfugiés kurdes, osant la métaphore biblique en rappelant qu'« un troupeau avait le droit de vivre rassemblé et de goûter à la paix ».

Plus loin, d'autres soldats, allongés les coudes à terre, mâchonnaient des brins d'herbe en s'étirant sous les rayons du soleil qui allait bientôt disparaître derrière les montagnes. Sur les crêtes, on distinguait les mouvements des Jeeps et plusieurs drapeaux américains flottant dans la brise. « Ce n'est pas un signe de conquête, précise un soldat, nous espérons seulement que les Kurdes pourront les apercevoir des montagnes. Nos drapeaux vont les rassurer et les inciter à revenir », dit-il, certain que « ça va marcher ». Deux soldats au visage d'adolescent écoutent la radio à l'entrée de leur tente, derrière une pancarte sur laquelle ils

ont inscrit : « Bienvenue dans ce monde imbécile. »

Une poignée d'habitants du village se sont précipités aux abords du campement. Un homme a interpellé un soldat au volant d'une pelleteuse afin qu'il ausculte son fils. Il lui a montré ses yeux jaunes, imité ses vomissements en demandant des médicaments. Surpris, le soldat s'est esquivé en répétant un diagnostic embarrassé : « C'est à cause de la lumière du soleil... ». Hamid Arab, chauffeur routier de quarante ans, précisait à deux soldats britanniques que, malgré son nom, il est de sang kurde « à cent pour cent ». Il a réclamé des vêtements, de la nourriture et il a fait la moue quand on lui a répondu : « Cela viendra, cela viendra... ».

### « La plaine est grande »

Dimanche, quarante-quatre tentes ont été plantées les unes contre les autres « pour que les familles soient regroupées », explique un lieutenant. Bleues, surmontées d'un toit blanc crème, elles ressemblent à ces tentes familiales de camping dont il ne manquerait plus que le barbecue rangé sous le paravent. Près des moustiquaires, les Américains ont brodé un écusson étoilé représentant une poignée de mains, sous lequel on peut lire « Offert par le peuple des Etats-Unis ».

Initialement prévu pour vingt mille personnes, le village de toile, qui « n'aura jamais de barbelés », précise de colonel James Jones, commandant des marines basés à Zakho, pourrait accueillir jusqu'à trois cent mille personnes : « Nous en avons les moyens, la plaine est grande, nous pouvons même pousser jusqu'à quatre cents, cinq cents mille personnes. Mais je ne pense pas que ce soit la meilleure solution d'avoir une aussi grande concentration. » Cinq cents gallons d'eau, des couvertures et d'innombrables sachets *meal easy to eat*, ces rations alimentaires lyophilisées, ont déjà traversé la frontière. « Logistiquement, nous sommes en mesure de recevoir les premiers réfugiés, annonce le colonel Jones. Les conditions de sécurité sont assurées. Les soldats irakiens ont fait leurs valises. Nous leur avons demandé de se déplacer à 30 kilomètres au sud et à 50 kilomètres à l'est de Zakho, et ils l'ont fait. Ils n'ont pas été contrariés. Ils n'en ont pas les moyens », explique le responsable militaire.

Les porte-parole de la base américaine de Silopi ont nuancé le pessimisme apparent des premières déclarations que le général John Shalikashvili, commandant des forces américaines engagées dans l'opération « Provide Comfort » avait faites à l'issue de sa rencontre avec ses homologues irakiens, vendredi, au poste frontalier de Habour. Ils ont expliqué qu'une sorte d'« accord très pragmatique » s'était dégagé entre les forces occidentales et les Irakiens. « Nous leur avons répété que nous intervenions sur leur territoire uniquement pour remplir une mission humanitaire. Nous voulons être sûrs qu'elle se déroulera dans des conditions de sécurité optimales. Ils savent que nous en avons pris les moyens. Ils n'interféreront pas dans notre travail, car ce n'est pas dans leur intérêt », disent les colonels de la base.

### Faire preuve de culot

Concrètement, les militaires américains ont dû, dans un premier temps, faire preuve de culot. Samedi matin, plusieurs centaines de soldats des forces spéciales s'étaient éparpillés sur le versant turc de la montagne. A 13 heures, cinq cents hommes ont été transportés par hélicoptère jusqu'aux prairies irakiennes du futur campement de Tel-Kaber. A 15 h 30, douze militaires américains se sont présentés sur le pont frontalier de Habour. De loin, ils ont fait des gestes aux gardes irakiens, expliquant qu'ils voulaient couper les barbelés qui traversent l'ouvrage. Les Irakiens ont marché jusqu'au milieu du pont.

Les Américains les ont rejoints quelques minutes plus tard, obsédés par la présence de mines, après avoir soigneusement observé si les Irakiens empruntaient des détours pour éviter celles-ci. Rapidement entourés par une trentaine de soldats irakiens non armés, les Américains ont été accueillis par des « Welcome ». Un Irakien a disposé quelques dattes sur un biscuit qu'il a tendu à un capitaine de l'US Army en disant : « Vous voyez, c'est l'un des derniers biscuits faits avec de la farine américaine du temps où nous étions des amis ».

Un autre a proposé d'escorter la délégation pour explorer les berges, véritables champs de mines, dont quelques-unes ont été emportées par la rivière en crue. Les Américains ont émis le désir d'installer un poste de liaison de l'autre côté du pont, en territoire irakien. « OK, no problem », ont répondu leurs interlocuteurs. Et lorsque les démineurs américains ont détecté six charges explosives placées sur le pont sans détonateur, ce sont les Irakiens eux-mêmes qui ont voulu en couper les fils.

« Certains étaient désolés d'être même un peu perdus entre les nouvelles et les anciennes mines accumulées au cours des guerres successives », a témoigné un soldat. Bref, comme l'a précisé le lieutenant-colonel américain Richard Kohl, « il n'y a pas eu de mouvement d'hostilité. Nous avons eu une discussion très franche et très professionnelle. Nous ne nous sommes pas serré la main en arrivant, mais nous l'avons fait en partant ». Les cinq cents soldats déposés samedi après-midi ont pris possession des lieux sans difficulté, protégés par le survol des Cobra et des A-10, les hélicoptères et des avions de combat de l'US Navy. Gregory Cinelli, un marine de vingt ans largué par hélicoptère près de Zakho pour y installer un point de sécurité, s'est retrouvé tout seul face à un soldat irakien qui conduisait un camion vide. « J'avais juste un couteau sur moi. Le camion s'est arrêté. J'ai demandé au conducteur à monter pour qu'il me ramène à la base. Moi, plus prudent qu'effrayé, j'ai regardé s'il avait une arme. Il m'a conduit. Nous n'avons pas échangé un mot. »

Le lieutenant-colonel Jean-Jacques Maurin, parti en reconnaissance à 30 kilomètres à l'est de Zakho afin d'y installer un relais humanitaire, confirmait, dimanche soir, que « les Irakiens avaient été surprenants en nous saluant et en nous souhaitant la bienvenue. Ils ont très vite rebrousse chemin vers l'intérieur de l'Irak. Cer-

tains ont tout laissé sur place, des couvertures, des vêtements, comme lors d'un départ précipité.

Dimanche à 8 h 30, une cinquantaine de véhicules - des camions de soldats, des chars amphibies, six Low, ces lanceurs antichars, et une dizaine de Jeeps équipées de mitrailleuses - franchissaient la frontière de Habour, roulant l'un après l'autre sur ce pont qui a été sérieusement endommagé par un bombardement. Le convoi a traversé la ville de Zakho, désertée par les six cents soldats qui l'occupaient quelques heures auparavant, selon une estimation des Américains.

### Une course contre la montre

Ces derniers ont été toutefois surpris par la présence de deux cents membres de la police politique du Baas, en uniforme vert, armés de kalachnikovs. « Leur présence est contraire à l'esprit de notre accord, déclarait dimanche le major Jay Garner. Nous avons compris que les policiers étaient inclus dans le mouvement d'exclusion des forces irakiennes de la ville de Zakho. » Dans ces tâtonnements où l'un avance et l'autre recule, les marines se sont pourtant emparés avec une grande facilité du quartier général de la 44<sup>e</sup> division irakienne.

Zakho, l'une des villes libérées lors de l'insurrection kurde, très peu touchée par les bombardements, avait encore du mal à retrouver son souffle. Un homme s'est effondré en larmes, expliquant seulement qu'il avait « encore très peur ». Seuls deux ou trois taxis erraient dans les rues désertes; un coiffeur gardait sa boutique ouverte. Zakho, dont la moitié de la population s'est réfugiée dans la montagne, attend le retour de ses habitants.

### « Bush le Hadji »

Les Américains ont prévu de larguer par hélicoptère des milliers de tracts appelant les réfugiés à quitter les montagnes pour venir s'installer dans les vallées irakiennes désormais placées sous leur protection. De petites unités de parachutistes sont prêtes à intervenir pour les guider dans ce deuxième exode. D'autres vont s'attacher à mettre de l'ordre dans l'indescriptible cohorte de voitures qui jalonnent par milliers les pistes de montagne accédant à la frontière turque. « Nous allons réparer les voitures, donner de l'essence », annonce le colonel Jones. Une course contre la montre est engagée. La chaleur qui règne désormais dans la région rend encore plus probables les risques d'épidémie.

Situé au flanc d'une montagne, le camp d'Isikveren s'endort le soir dans une impressionnante nuée blanche de fumée de feux de bois, mais l'odeur des flambées nocturnes ne parvient guère à remplacer celle, pestilentielle, des excréments humains et des viscères des animaux consommés sur place.

La montagne turco-irakienne est aujourd'hui incrustée de têtes de chèvres séchées, aplaties sous les pas des réfugiés. Elle est aussi jonchée de sachets de macédoine de légumes, de poulets au curry et de haricots en sauce largués par les Américains. Ces Américains au sujet desquels la rumeur courait déjà samedi, à plus de 2 000 mètres d'altitude, qu'ils étaient parvenus à entrer en Irak.

« Pour la première fois ils sont descendus de leurs hélicoptères. Ils nous ont dit que nous pourrions rentrer à la maison dans deux jours. Pensez-vous qu'on peut les croire? », interrogeait, samedi, Isra, une jeune femme de vingt-deux ans, enceinte, logeant dans un cimetière de voitures accroché au sommet de la montagne. A quelques mètres, Abdel Aziz, un avocat de trente et un ans, une robe de chambre en cachemire suspendue à l'intérieur de sa tente, hochait la tête en admettant que George Bush était redevenu un Hadji, ce sage qui, à l'image des pèlerins musulmans, inspire le respect.

« Bush le Hadji » : le mot revient

sur les lèvres des réfugiés comme aux plus beaux jours du printemps insurrectionnel. Abdel Aziz n'en est pas moins amer : « Les Américains nous aident, mais avec beaucoup de retard. » Dimanche soir, le colonel Garner s'est pourtant autorisé une envolée lyrique : « Aujourd'hui, notre métier est de sauver des vies humaines », et, insista-t-il, « It's a very good job ».

Pour la première fois, la véritable rencontre entre les réfugiés kurdes et les militaires américains va avoir lieu au camp de Tel-Kaber. Une rencontre physique qui va contraster avec les largages aériens, « chirurgicaux », lointains et quelquefois maladroits, de ces centaines de tonnes de vivres et de médicaments aux notices incompréhensibles. Une rencontre qui demandera certainement quelques jours afin de dissiper les malentendus entre un peuple en exil et ces militaires qui ont successivement porté l'emblème d'une libération, puis celui d'une trahison.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

### A Bagdad

## Les négociations se poursuivent entre les autorités et les rebelles kurdes

Les négociations engagées à Bagdad entre le régime de Saddam Hussein et des représentants des rebelles kurdes (le Monde daté 21-22 avril) pourraient aboutir à une rencontre entre ces derniers et le président irakien. Un porte-parole du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani a ainsi assuré que l'ensemble des formations regroupées au sein du Front du Kurdistan - qui a mené l'insurrection contre Bagdad - s'étaient mises d'accord sur le principe d'une telle rencontre.

Présente dans la capitale irakienne depuis plusieurs jours, la délégation kurde négocie avec les principaux dirigeants irakiens, dont M. Ezzat Ibrahim, vice-président du Conseil de commandement de la révolution - la plus haute instance dirigeante en Irak - M. Tarek Aziz, vice-premier ministre et ancien chef de la diplomatie irakienne, ainsi que le ministre de la défense, M. Hussein Kamel Hassan. Côté kurde, c'est M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), qui a pris la tête de la délégation de quatre personnes, selon un porte-parole du PDK.

De précédentes informations fournies par ce parti avaient exclu la présence de M. Talabani à Bagdad (où il ne s'était pas rendu depuis 1984).

Outre M. Talabani, la délégation comprend MM. Nechirvan Barzani, du PDK, Sami Abdel-Rahman, du Parti démocratique populaire, et Rasoul Mamand, du Parti socialiste du Kurdistan. Nechirvan Barzani est le neveu de Massoud Barzani, chef du PDK.

Selon un représentant de l'UPK, les Kurdes « discuteront de l'offre irakienne d'accroître l'autonomie au sein de la structure fédérée de l'Irak et de la promesse d'instaurer la démocratie, le pluralisme et la règle constitutionnelle à Bagdad ». Le porte-parole du PDK a, de son côté, indiqué que les autorités irakiennes se disaient prêtes à « réparer ce qu'ils nomment leur erreur à propos du peuple kurde ». « Nous allons faire valoir que tout accord devra être assorti de garanties de la communauté internationale, de préférence des Nations unies », a-t-il souligné.

Par ailleurs, l'amnistie accordée il y a deux semaines aux Kurdes par les autorités irakiennes s'applique depuis samedi à tous les rebelles du pays, y compris donc aux chiites du Sud, a annoncé l'agence officielle INA. L'amnistie annoncée le 5 avril concernait les Kurdes, à l'exception de ceux qui seraient reconnus coupables de meurtre avec préméditation, de viol ou de pillage. - (AFP, Reuter.)

April 23, 1991

## The Sydney Morning Herald

# Back into the eye of the storm

THERE are no precedents for what the United States is now doing in northern Iraq. With the help of small numbers of British and French troops, the US military is setting up refugee camps for more than 500,000 Kurds inside Iraq and guaranteeing to safeguard them from Iraqi forces. The operation does not have the blessing of the UN Security Council. It is regarded by Baghdad as an unwarranted interference in Iraq's internal affairs. The decision by President Bush to send American troops into northern Iraq on behalf of the Kurds is unlikely to restart the Gulf War. But it may have grave, unforeseen consequences for the US.

As far as helping the Kurds is

concerned, the US-led rescue operation is an enormous gamble. It is one thing to build refugee camps with adequate food, shelter and medical supplies for several hundred thousand refugees. It is another thing entirely to build the trust of the Kurds in the idea that the camps are safe havens from Saddam Hussein. Having made their way to the Turkish border or into Iran, many Kurds will be extremely reluctant to return to an uncertain future in Iraq. And that reluctance may create more than a few dilemmas for the US. Is the US prepared to force Kurds to return to northern Iraq by, for instance, refusing to provide relief supplies for refugees in the moun-

tains along the Iraqi-Turkish border? And how will Washington react if Turkey or Iran begin to put pressure of their own on the refugees to go home?

How long US troops will be required to stay in Iraq is anyone's guess. Washington hopes that it can quickly shift responsibility for the Kurdish sanctuaries to the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) or the International Red Cross. But that may not be

as easy as it sounds. One problem is that once the Kurds return to northern Iraq they will not be refugees in the strict sense of the word. And neither the UNHCR nor the Red Cross can provide protection against the Iraqi Army. A UN peace-keeping force would seem the logical replacement for US, British and French soldiers. But the Soviet Union and China will not be keen to encourage an active role for the UN in safeguarding ethnic minorities.

The longer US forces remain in Iraq the greater is the chance that they will be drawn into power struggles inside the country. Kurdish rebels will be tempted to contrive situations that lead to fighting between

US and Iraqi troops. For his part, Saddam Hussein seems to have complied with a US demand that he withdraw his military forces to positions south of the 36th parallel. But the presence of armed Ba'ath party police in at least one safe haven zone suggests that he is not about to let US control of northern Iraq go entirely unchallenged.

Obviously, something had to be done and done urgently to alleviate the suffering of the Kurds. In taking up a disproportionate share of that burden, the US and its allies acted from noble motives. (The Kurdish refugee crisis, after all, was not caused by the Gulf War — if that had been the case, it could be argued that the allies had a special moral obligation to assist the Kurds — but by the genocidal policies of Saddam Hussein's regime.) But while relief for the Kurds is welcome, it may come at the price of a lingering involvement in Iraq which is costly for the US and its allies and ultimately destabilising for the region. That risks were worth taking to save the Kurds is indisputable. That these particular risks were unavoidable is not clear at all.

CORRIERE DELLA SERA 23 Aprile 1991

Nella fascia in territorio iracheno a ridosso del confine turco gli americani hanno già alzato un migliaio di tende per i profughi

# Kurdistan, la sfida umanitaria degli alleati

*Drammatica denuncia dei medici occidentali  
«Guardate queste piaghe, è stato il napalm»*

ANKARA — (r.e.) Per tutta la giornata i grandi elicotteri americani Chinook hanno trasportato tende, coperte, attrezzature mediche e cibo nella zona di Zakho, la cittadina dieci chilometri all'interno dell'Irak settentrionale dove gli americani hanno collocato il quartier generale dell'operazione di soccorso ai curdi. Da domenica i marines hanno alzato già un migliaio di tende all'interno della fascia che va dal confine turco al 36° parallelo. Ieri mattina sono arrivati anche una cinquantina di paracadutisti francesi, avanguardia del contingente di ottocento uomini inviato da Parigi e i primi Royal marines britannici: assieme ai GI USA hanno co-

stituito un cordone di sicurezza e preso il controllo della strada che porta da Zakho alla Turchia. Sono attesi duemila militari tedeschi e poi cinquecento italiani. Alla fine del lavoro nella zona sorgeranno una quindicina di campi che dovranno accogliere gli oltre 800 mila profughi curdi che ora sono abbarbicati tra le montagne.

L'esercito iracheno non interferisce. Ma la stampa di Bagdad continua a lanciare accuse contro gli americani: l'operazione di soccorso ai profughi curdi viene definita «un'aggressione, un tentativo di mutilare l'integrità irachena».

La risposta più efficace alle proteste del regime è stata pronunciata ieri da

un chirurgo tedesco che presta volontariamente la sua opera nel campo profughi di Isikveren, in territorio curdo, a ridosso del confine iracheno. L'inviato della *France Presse* ha trovato il dottor Horst Gluck in un momento di rabbia: il medico si era appena rialzato da un tavolo operatorio di fortuna macchiato di sangue. Sul tavolaccio era steso un bambino curdo di cinque anni, Ramathan, bruciato dalle ginocchia al petto, orribili ustioni provocate dal napalm. «Chi ordina di sganciare bombe al napalm sui bambini non è un uomo, è un rifiuto della natura: ecco chi è Saddam Hussein». A Isikveren il dottor Gluck

ha curato una trentina di feriti gravi, vittime del napalm, colpiti da pallottole, congelati dopo tre giorni di fuga tra le montagne coperte di neve. Ma Isikveren è solo un caso, ci sono Silopi, Cukurca, Hakkari, Sirkak, Semdinli. E poi decine di altri campi di fortuna sul versante iraniano.

I soldati americani non si tirano indietro, si muovono con coraggio in un terreno difficile, ancora cosparso delle mine seminate al confine turco-iracheno durante la guerra. Ieri due marines sono finiti su uno di questi ordigni e sono rimasti feriti.

L'operazione in territorio iracheno, oltre alle bordate di accuse da Bagdad, ha suscitato perplessità anche nei dotti ambienti giuridici della comunità internazionale. Anche all'Onu si sono levate voci per biasimare l'ingresso di forze militari straniere in un Paese so-

vano. Ma di fronte alla dimensione e intensità della tragedia che ha colpito il popolo curdo, il belga Eric Suy, l'emissario delle Nazioni Unite che era andato a Bagdad per negoziare un intervento umanitario sotto ombrello Onu, si è dovuto ricredere. «Sono un esperto di diritto internazionale e so che l'azione degli americani e degli alleati europei costituisce un precedente contrario al principio dell'integrità territoriale, ma, guardando ai fatti, dobbiamo salutare con soddisfazione questa iniziativa umanitaria».

L'inviato dell'Onu, reduce da un lungo viaggio nel Kurdistan, ha portato anche un'informazione estremamente preoccupante: le forze irachene che hanno riconquistato le città cadute in mano degli insorti curdi hanno sistematicamente distrutto gli elenchi dell'anagrafe e del catasto. Il regime avrebbe intenzione di «arabizzare» il territorio mettendo i profughi curdi nell'impossibilità di dimostrare la loro identità e i loro diritti di residenza e proprietà.

Di fronte a una situazione come questa è ovvio che i capi curdi che da alcuni giorni stanno discutendo a Bagdad con i gerarchi di Saddam diffidino delle presunte concessioni offerte dal regime. Secondo voci raccolte dal *Times* di Londra, Saddam avrebbe proposto la costituzione di una regione autonoma nel Nord comprendente il centro petrolifero di Kirkuk. Ma già nel 1970 Bagdad aveva solennemente concesso l'autonomia al Kurdistan. Un documento rimasto solo sulla carta.

## Tra i bambini rifugiati arriva «il signore del cioccolato»: è un benefattore milanese

DAL NOSTRO INVIATO

VAN — Il comando militare a Cucurka sconsiglia di distribuire direttamente viveri e indumenti nel campo dei rifugiati curdi. I soldati turchi non hanno tutti i torti. I primi camion di aiuti sono stati letteralmente assaltati da gente affamata, che ha bisogno di tutto. Eppure Bruno Demico, il costruttore milanese che aveva cercato di mantenere l'anonimato, ha sfidato anche il comandante di Cucurka.

Era arrivato martedì 16 aprile a Van, con il suo aereo personale. Sulla pista del piccolo aeroporto, il costruttore ha trovato un gruppo di giornalisti francesi che lo hanno intervistato. «Perché è venuto sin qui?». Risposta: «Perché credo si possa dimostrare che si può fare qualcosa concretamente. Mi sembra che ci sia troppa apatia su questo problema, almeno in Italia». Sul l'aereo c'erano duecento chili di cioccolato, latte condensato,

indumenti per i bambini. Consegnare quella roba alle associazioni di aiuto non si è dimostrato semplice. Il coordinatore dei soccorsi ai curdi, a Van, diceva che era preferibile fare donazioni in denaro: «Medecins sans Frontières» si dimostrava evasiva; la Caritas era già impegnata e restia a nuove collaborazioni.

Non restava che andare direttamente sul posto, per vedere e distribuire. Alle sei di mattina di mercoledì, con due fuoristrada stracarichi, Demico è partito per Cucurka. Un viaggio di cinque ore su una strada di montagna difficile. Alle 11 il primo incontro con i rifugiati accampati sulla riva dello Zap. Distribuire lì, tra un dedalo inestricabile di tende? Meglio andare al confine, al campo numero uno di Cucurka, in una specie di scenario da inferno dantesco, con i soldati che formano una sottile linea di contenimento della massa dei curdi.

Al campo numero uno stazionano da 15 giorni gli operatori televisivi occidentali, ci sono giornalisti che ormai hanno familiarità con i rifugiati che parlano inglese o francese. Quando l'architetto milanese è sceso dal fuoristrada e si è presentato con il primo pacco di tavolette di cioccolato, il cameraman della Bbc ha sgranato gli occhi per lo stupore, poi ha inforcato la telecamera come se fosse una alambarda. C'erano centinaia di mani protese verso il «signore del cioccolato». Il cameraman puntava l'obiettivo sulle mani dei bambini, i soldati cercavano di mantenere un minimo di ordine. La rissa per le tavolette e per il latte condensato metteva imbarazzo, a tratti dava fastidio. Un inglese si è avvicinato e ha insultato Demico, ma il milanese, imperterritito, ha continuato, sfidando spintoni e mani rapaci.

A un certo punto, un profugo non curdo, che si è qualifi-

cato come ex appartenente alla Guardia di Saddam, ha cercato di formare una fila di bambini. Solo che, tra i bambini, si inframezzavano i genitori. Un soldato turco, con un piccolino per mano, chiedeva: «Dategliene una a questo qui. Non ci arriva a prenderla con le sue mani». Un quarto d'ora di spinte, ma nessun incidente, e il primo fuoristrada è stato scaricato.

La lezione della bagarre al campo numero uno è servita per la seconda distribuzione, sulla strada vicino alle tende sulla riva dello Zap. «Parliamo con uno dei rifugiati, un responsabile», suggeriva qualcuno. Demico accettava. Questa volta la fila era formata meglio e alcuni curdi aiutavano nella distribuzione. C'erano ugualmente spintoni, mani che si protendevano attraverso il finestrino del fuoristrada e poi scomparivano e poi riapparivano. Ma la cosa ha cominciato a funzionare, anche

tra sorrisi e altre richieste: «Avete sigarette?».

Tutti a svuotarsi le tasche di Marlboro o di Parliament turchi. E tutti a cercare di rompere il più velocemente possibile la carta che avvolgeva i pacchi di cioccolata e di latte condensato. «Visto che qualcosa si può fare?», diceva a voce alta il costruttore milanese. E gli altri, che prima lo avevano rimproverato, a distribuire, qualcuno con gli occhi rossi dalla commozione, cioccolata a bambini sempre più eccitati e felici. Alla fine, le tavolette sono finite, i bambini si sono placati, gli uomini sono fermati a parlare degli eccidi di Dohuk e di Erbil. Un bambino guardava da un terzo ripieno sorridendo, un altro aveva tutta la faccia sporca di nutella. Sembrava quasi contento. Forse, nel giorno della festa musulmana di Bayram, c'è stata un'ora piacevole anche nell'inferno di Cucurka.

Gianluigi Da Rold

# 読賣新聞

THE YOMIURI SHIMBUN

第41273号 (日刊) ©読売新聞社1991年

4月24日 水曜日  
1991年(平成3年)

発行所  
読売新聞社  
東京都千代田区大手町1-7-1  
郵便番号100-55  
電話(03)3242-1111  
郵便振替口座東京4-612

## 政治的解決なければ 内戦いつでも再発

パリのクルド研究所長に聞く



【パリ二十三 中井康明、写真も】

「停戦は一時的なもの。イラク政権がクルド人の要求を受け入れなければ、いつでも内戦が再発する」。国際社会は、経済制裁を続けることで、イラクの民主化に貢献できる」。米英仏軍主導の難民保護キャンプ作りが進む中、クルド人の命運はなお不透明だ。パリに本社を置くクルド研究所のケンダル・ネサン所長にインタビューし、現状、今後の見通しを聞いた。

現在、われわれが得てい

る情報を総合すると、イラク再発する。実際のところ、トルコ国境地域のクルド人難民の総数は約二百五十万人に達する。

イラク政府とクルド人の間の一時的停戦は成立したが、クルド側がこれを受け入れたのは、国際的な難民救援活動をやりやすくするためだった。しかし、停戦が長続きする保証はない。クルド人が望んでいるのは、クルド難民が自分たちの町や村に帰還することのほか、自治確立であり、パグダッドに民主的な体制を樹立することであり、そのために自由な選挙を実施することである。

百五十万もの人間が何も持たずに山中をさまよっているという事実が示しているのは、問題がすでに人道的側面を超え、政治的解決が求められているということだ。

政治的解決とは、すなわち、自由選挙を行い、パグダッドに民主的政府をつくることだ。国際社会は、フセイン政権に対する経済制裁を続けることだけでも、クルド人には大きな助けになる。イラク政府の求めに「OKと答える前に、民主化、自由選挙のスケジュールを示せ」と言えるはずだ。日程を明示しないフセイン政権の約束に、われわれはもつ程度もだまされておろし、これは最低限、必要なことだ。

繰り返すが、イラクの一部山間地域に保護地域を作るのは、短期的に必要な緊急措置としては理解できるとは、しかし、われわれクルド人を消え去る運命にある原住民のよびに扱ってもらいたくない。たいてい、一部地区にクルド人を閉じ込めるのは、産油地域にしか関心がないフセイン体制の思いつほだ。彼らにとっては何の痛みもない措置なのだ。

今回、欧米に、イラク領内にクルド保護地域を作るよう求めたのは、国内クルド人の民族的欲求の高揚を恐れたトルコ政府だが、パグダッドに民主的な政権が出来るのを阻んでいるのは、サウジアラビアとソ連だろう。ここにサウジにとっては、パグダッドに民主的政府が誕生するのは極めて危険なことと映るらしい。それは、すぐに自分にはね返ってくるからだ。

クルド研究所  
研究所は八三年設立以来、クルド人に関連する書籍、音楽テープ、ビデオテープの出版やクルド語教育など、主としてクルド文化の維持、発展を活動内容としている。ネサン氏はトルコ出身のクルド人。七一年、トルコ軍部の政界進出を機に対クルド弾圧が強化された際、フランスに政治亡命。同研究所設立以来、所長を務める。



LE MONDE

24 AVRIL 1991

L'aide aux réfugiés irakiens

# Des militaires français et britanniques ont rejoint les Américains au Kurdistan

Dans le cadre d'une opération conjointe d'aide aux réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, un détachement de parachutistes français ainsi qu'une centaine de soldats britanniques ont rejoint, lundi 22 avril, les forces américaines qui contrôlent depuis dimanche la région de Zakho, au Kurdistan irakien.

Tandis que les négociations se poursuivaient à Bagdad entre les chefs kurdes et le régime en place, l'opposition chiite a fait état de l'intensification des opérations militaires menées dans le sud du pays par les troupes de M. Saddam Hussein.



l'abandon à un carrefour ; un autobus sans vitres a basculé sur un trottoir ; l'Azur et le Bagdad Hotel, inanimés, maintiennent leurs portes closes.

Des groupes d'habitants ont installé leurs chaises sur un trottoir et se servent à l'aide d'une théière géante. La salle de billard a encore quelques joueurs et deux femmes lavent du linge dans le Nahral Khabour, à deux pas d'un pont abbasside. Mais ce sont là les seuls survivants d'une vie qui semble avoir déjà quitté la ville. Seuls, les enfants s'agrippent aux jeeps américaines et quémangent des cigarettes.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Avant de gagner Téhéran

## M<sup>me</sup> Mitterrand s'est rendue auprès des réfugiés à la frontière iranienne

M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, épouse du chef de l'Etat français et présidente de la fondation humanitaire France-Libertés, est arrivée à Téhéran lundi soir, 22 avril venant de Bakhtaran où elle a évoqué avec les dirigeants de cette province de l'Ouest irakien l'aide aux réfugiés kurdes irakiens.

M<sup>me</sup> Mitterrand avait auparavant rencontré des réfugiés kurdes à Piranshahr, dans l'Azerbaïdjan occidental, principal point de passage pour les réfugiés irakiens se rendant en Iran. Elle s'était également entretenue lundi à Haj-Omrane, en territoire irakien, avec le président du Parti démocratique du Kurdistan, M. Massoud Barzani. A Ouroumieh, chef-lieu de l'Azerbaïdjan occidental, elle avait rencontré le ministre iranien de l'intérieur M. Abdollah Nouri, et le gouverneur de la province, M. Ali Saadate.

De son côté, le président iranien Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani, soulignant lundi « la volonté politique sérieuse » de l'Iran de développer ses relations avec la France, se déclarait « satisfait » du processus de développement des relations franco-iraniennes. M. Rafsandjani, qui a fait cette déclaration en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur de France en Iran, M. Hubert Colin de Verdière, a ajouté qu'en dépit de « quelques petits problèmes » qu'il convenait de résoudre, « l'Iran considère la France comme amie et partenaire pour l'avenir ».

Le président iranien est attendu le 29 avril en Turquie pour une visite officielle de trois jours au cours de laquelle il s'entretiendra avec son homologue turc, M. Turgut Ozal, de la situation des réfugiés kurdes, estimés à plus de deux millions en Iran et en Turquie. Par ailleurs, M. Velayati le chef de la diplomatie iranienne a quitté lundi Téhéran pour Copenhague où il doit s'entretenir avec les dirigeants danois de la situation au Moyen-Orient avant de se rendre au Luxembourg et en Irlande. - (AFP, Reuter)

### L'opération « Provide Comfort » en faveur des réfugiés du Kurdistan

## A Zakho, policiers irakiens et troupes occidentales se côtoient...

Un détachement français d'une cinquantaine de parachutistes a gagné, lundi 22 avril, la région de Zakho, au Kurdistan d'Irak, que contrôle depuis dimanche l'armée américaine dans le cadre de l'opération d'aide aux réfugiés kurdes « Provide Comfort ». Une centaine de soldats britanniques ont également rejoint la région. Selon Washington, deux mille militaires américains se trouvent actuellement dans le nord de l'Irak, où ils ont entamé la construction d'un centre d'accueil pour les réfugiés.

ZAKHO (Irak)

de notre envoyé spécial

Deux jours après le départ des troupes irakiennes et l'arrivée de mille cinq cents marines, la ville, ou plutôt ce qu'il en reste, aurait pu exploser de joie, connaître ces jours de liesse lorsque les hommes tirent des coups de feu en l'air et

que les enfants agitent les drapeaux à la gloire du libérateur.

Zakho, ville insurgée lors du « printemps kurde », puis occupée par les soldats de Saddam Hussein, semble goûter avec distance ce nouveau mouvement de troupes. Heureuse, mais sceptique, Zakho, située aux confins de la Syrie et de la Turquie, sait que cette intrusion étrangère sera éphémère. Le temps d'une opération humanitaire, à laquelle les militaires occidentaux mettront, un jour, un terme. Et, pour mieux le rappeler à ses rares habitants, les policiers de Saddam sont là.

« How are you ? »

Omniprésents dans les rues, certains armés de kalachnikov, au nombre de deux cents selon les Américains, mais peut-être plus, qui déambulent dans la ville, souriant lorsqu'ils croisent les Occidentaux, les interpellent avec des « How are you ? ». L'un d'eux pose à la terrasse d'un café pour un photographe occidental, et l'on ne sait

pas si cet autre posté à un carrefour - très jeune, peut-être seize ans - est sérieux ou s'il plaisante lorsqu'il lance aux journalistes : « No photo, go away. » Devant cette cohabitation surréaliste entre les hommes de Saddam et les « troupes ennemies », la population de Zakho garde une sorte de timidité, parfois joyeuse. Les gens sourient, mais certains disent en cachette qu'ils demeurent « effrayés ». « Les Irakiens sont encore là. Ils sont très dangereux, vous savez », lâche un étudiant.

Ville vaincue

Certains visages sont encore tendus, fermés. Les hommes n'osent plus porter la tenue traditionnelle - pantalons bouffants surmontés de larges ceintures - que tous les Kurdes, combattants ou non, arboraient au temps où le Kurdistan était « libéré ». Les édifices publics sont quasiment intacts, à l'exception du portrait mural de Saddam Hussein, poinçonné d'impacts de balles.

Zakho a cette atmosphère de ville vaincue, amère. Sans eau, ni électricité, elle est surtout exsangue, inhabitée, presque morte. L'immense majorité de ses soixante mille habitants s'est, elle aussi, exilée vers les sommets du Dügün Dgi, la montagne turco-irakienne. Zakho n'est plus une ville, mais une succession de rues silencieuses, de cases en parpaing vides ; un char irakien a été laissé à

# IRAK KURDES: LE DILEMME D'UN ACCORD AVEC SADDAM

*La poursuite des négociations entre les dirigeants kurdes et Bagdad confirme la possibilité d'un accord reprenant celui de 1970. Mais les Kurdes ne font guère confiance à Saddam Hussein, et envisagent de demander que l'ONU cautionne un éventuel accord.*

Quelque 510 Kurdes meurent chaque jour le long de la frontière turco-irakienne, a estimé hier le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, en se fondant sur les rapports des organisations humanitaires sur le terrain qui évaluent le taux de mortalité actuel à 6 pour 10000 dans une population de 850000 réfugiés.

Marlin Fitzwater a ajouté que seulement 2500 Kurdes étaient actuellement transférés chaque jour des régions montagneuses vers les camps de plaine en voie de constitution. Selon lui, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, qui ont envoyé des troupes sur le terrain, souhaitent voir d'autres Etats contribuer à leur effort pour faire face à l'ampleur du déplacement envisagé. Il s'agirait en effet dans un premier temps de permettre le retour vers les plaines de près de 250000 réfugiés qui survivent dans les conditions les plus précaires en haute altitude.

Les Etats-Unis établissent trois villages de tentes dans les environs de la ville de Zakho qui pourraient accueillir à terme quelque 200000 réfugiés. Les Kurdes restent cependant réticents à revenir dans des villes où subsiste une présence de l'armée ou de la police irakienne. C'est le cas notamment à Zakho où, selon les militaires américains, la situation « est très tendue ».

Le sort des réfugiés est également très précaire dans le Sud irakien où, selon Téhéran, quelque 800000 Irakiens, principalement chiites, vivraient dans des conditions de dénuement extrême. Radio Téhéran a reproché aux Occidentaux « d'oublier » le sort de ces réfugiés.

Les rebelles chiites affirmaient de leur côté, de Damas, que leurs partisans continuaient de se battre dans le Sud contre l'armée de Saddam Hussein près des villes d'Amara, Tannuma et Bassorah. Selon les mêmes sources, ils auraient fait prisonniers et fusillé des officiers irakiens chargés de la répression. Au Nord, où une trêve de fait est observée, parallèlement aux discussions menées à Bagdad entre les représentants du Front du Kurdistan irakien et les autorités irakiennes (lire ci-contre), des responsables kurdes ont formellement démenti l'information selon laquelle le numéro deux du régime irakien, Izzat Ibrahim, et l'ancien chef d'état-major, Maher Rachid, seraient retenus près d'Erbil par des peshmergas. D'après Reuter

## Téhéran, envoyé spécial

**L**es négociations qui se poursuivaient, mardi à Bagdad, entre les représentants de la résistance kurde irakienne et le régime de Saddam Hussein, seraient proches d'aboutir, apprendrait-on à Téhéran, de sources politiques kurdes. Le pouvoir irakien serait disposé à accepter la plupart des demandes kurdes telles qu'elles sont résumées par la double exigence du Front du Kurdistan d'Irak : autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Irak.

S'il se concrétisait, l'accord ainsi négocié reprendrait celui de mars 1970 « développé et élargi », à commencer par une délimitation de la future « région autonome » plus conforme aux « frontières historiques du Kurdistan irakien », incluant la cité pétrolière de Kirkuk. La loi imposée en 1974 par Bagdad avait réduit le Kurdistan « autonome » à une moitié du territoire habité traditionnellement par des populations kurdes. En étaient exclues notamment les zones pétrolières de Kirkuk, Khanaqin au sud du Kurdistan, et Ain-Zaleh, au Nord. Les dirigeants baassistes accepteraient également que de véritables élections présidentielles à la mise en place des institutions de la région autonome et s'engageraient à mettre en chantier une Constitution irakienne prévoyant le multipartisme, un régime parlementaire et les libertés publiques.

La délégation du Front kurde qui négocie à Bagdad depuis le 20 avril (et non le 21 comme indiqué hier, NDLR), composée de représentants des principaux mouvements de la résistance et dirigée par Jalal Talabani, devrait quitter prochainement la capitale irakienne pour rendre compte des conversations à l'ensemble du Front. Tant les déclarations, lundi, de Masoud Barzani, l'autre coprésident du Front, que les informations recueillies à Téhéran auprès de différents responsables kurdes, indiquent qu'au premier rang de ces conditions figureront des garanties internationales, « indispensables » pour créer « la confiance nécessaire à la mise en œuvre de toute solution politique ».

Quelles garanties et de quel type ? « Il est difficile de répondre, admettait mardi à Téhéran un proche de Jalal Talabani. Nous pensons que le temps est venu pour la communauté internationale de s'engager à nous y aider. Dire qu'il s'agit d'une affaire intérieure à l'Irak n'a plus grand sens. Il s'agit aujourd'hui de sauver un peuple et pas seulement d'aider des réfugiés à survivre. L'action humanitaire n'aura de sens qu'avec son prolongement politique. » On peut sans risque assurer que

les mouvements kurdes sont également unanimes sur ce point.

Parmi les idées avancées figure la participation d'une délégation des Nations unies à la phase finale des négociations de Bagdad, voire une intervention plus directe encore de l'ONU qui pourrait transformer l'accord en document de valeur internationale. L'important pour les Kurdes est de ne pas se retrouver dans la situation qui fut la leur entre 1970 et 1974, lorsque un accord a pu être vidé de son contenu et finalement appliqué à des fins exclusivement répressives. Pour nos interlocuteurs kurdes en effet: « *Aujourd'hui, Saddam est prêt à tout concéder. Il n'a pas les moyens d'une victoire militaire décisive contre nous et il est pris à la gorge sur le plan économique. Si nous signons avec lui, objectivement nous l'aiderons à atteindre cet objectif dont il pourrait sortir renforcé. Qu'advient-il de nous demain s'il réussit à remettre son régime sur les rails?* »

La plupart des réfugiés à la frontière irako-iranienne excluaient un retour éventuel chez eux « *tant que Saddam Hussein et son régime régnerait sur l'Irak* ». La perspective d'un accord signé à Bagdad avec les dirigeants de la résistance ne semblait pas ébranler

cette triste conviction. « *Comment faire confiance à un homme qui est prêt à déchirer un traité portant sa signature?* », soulignait ainsi un universitaire kurde, rappelant comment le président irakien avait devant son Parlement mis en pièces, littéralement, l'accord d'Alger conclu avec l'Iran en 1975 à la veille de la guerre Iran-Irak. « *Sans garanties internationales, aucun accord avec Bagdad ne pourra être tenu pour durable* », nous répète-t-on.

Beaucoup de responsables kurdes avouent leur malaise d'avoir à négocier avec Saddam Hussein même s'ils admettent qu'il n'y a pas d'autres choix. Raison de plus, insistent-ils, pour demander à la communauté internationale de peser de tout son poids dans la conclusion des négociations. « *Saddam négocie avec nous parce qu'il sait que personne, ni en Irak ni à l'étranger, ne lui fait confiance. Il veut ravalier la façade de son régime pour montrer à l'Occident qu'il est un interlocuteur honorable. Est-il insensé de réclamer à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Europe, aux Etats-Unis, de nous donner et donc de se donner à eux-mêmes les assurances que l'Irak de demain ne va pas recommencer dans la même voie qu'hier? Après la guerre du Golfe, le soutien à un peuple qui demande sa liberté et ses droits, sans*

*remettre en cause les frontières du pays, devrait aller de soi. Il y va aussi de vos intérêts* ».

Nos interlocuteurs kurdes de Téhéran se montraient peu optimistes sur les chances d'obtenir de telles garanties, tout en soulignant cependant, avec une sorte d'amertume, que « *jamais la situation ne leur avait été aussi favorable* ». Lors des premières conversations à Bagdad, l'un des dirigeants irakiens avait déclaré d'entrée aux représentants de la résistance kurde: « *Ce qui vient de se passer au Kurdistan et ce que nous avons vu montrent que toute notre politique kurde était erronée. Il faut repartir sur d'autres bases* ». Puis il avait ajouté: « *Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour acheter des armes ultramodernes, cela n'a servi à rien. Ce temps-là est fini. Maintenant nous pouvons réellement parler* ». Mais comme le notait l'un des Kurdes qui participait à cette discussion: « *Saddam n'a pas les moyens d'acheter les armes que personne ne voudra plus lui vendre. Ce sont en effet des conditions idéales pour obtenir des concessions substantielles. Mais, sachant de quoi Saddam est capable, nous savons aussi qu'il ne faut pas se contenter d'engagements dictés par la nécessité du moment, même s'ils vont dans le bon sens* ».

D'accord pour l'accord, les Kurdes d'aujourd'hui voudraient que cette fois soit la bonne et que leur tragédie ait au moins servi à cela. Pour leur malheur, ils savent aussi que la communauté internationale pourrait bien se reconverter à la réalpolitik une fois l'urgence humanitaire passée. Le temps presse. C'est vraisemblablement ce sur quoi Saddam compte. Ce genre de calcul lui avait été fatal, s'agissant du Koweït, il serait bon qu'il ne puisse pas prendre une revanche avec les Kurdes.

Marc KRAVETZ

Erratum: Nous avons écrit par erreur mardi que Neshirwan Barzani, l'un des membres de la délégation kurde aux négociations de Bagdad, était le fils de Massoud Barzani. Il s'agit en fait du fils d'Idriss Barzani, frère de Massoud. Idriss Barzani, décédé depuis, avait lui-même dirigé en 1974 l'ultime négociation avec Saddam Hussein pour tenter d'obtenir un délai supplémentaire avant l'application de l'accord d'autonomie de 1970 dont les Kurdes refusaient la mise en vigueur, compte tenu des conditions fixées par Bagdad. Après l'échec de cette négociation, Mustafa Barzani, père de Massoud et d'Idriss reprenait la guerre.

# Les paras français au secours des Kurdes

Les militaires français sont installés depuis lundi dans la montagne, de la frontière turque jusqu'à Zakho, et tentent de persuader les réfugiés de revenir chez eux.

Col de Darkar (Kurdistan irakien), envoyé spécial

Le sergent-chef Michel Andral, du 17<sup>e</sup> régiment de Génie parachutiste, quitte la route toujours vide où passera le flot des réfugiés redescendant de la montagne: « *Je ne crois pas qu'ils soient déjà décidés à rentrer; ils nous demandent sans cesse "est-ce qu'il y a encore des soldats irakiens en bas?"* » Les troupes de Saddam étaient encore là dimanche quand les premiers soldats français étaient arrivés dans le fortin en ruines et les restes du hameau du col de Darkar qui domine la route de Zakho et la piste poussiéreuse menant vers la frontière turque à 20 kilomètres de là. « *Leur officier nous a dit avoir reçu l'ordre d'évacuer les lieux à midi, il a tenu parole* », assure un lieutenant mais, à l'en croire, les Irakiens seraient toujours installés à 17 kilomètres de là, à l'Est, dans la petite ville de Batufa, pillant les maisons et menaçant les quelques habitants encore sur place.

Des villageois sont montés pour le raconter jusqu'à cette position tricolore tenue par 75 hommes, parachutistes de l'infanterie de marine et parachutistes du Génie arrivés là dès lundi.

« *Les réfugiés hésitent encore sur la décision à prendre, il suffit de peu de chose pour les faire basculer d'un côté ou de l'autre* », soulignait un officier, parfaitement arabophone, qui, depuis trois jours, parcourt les campements et part sur le plateau de Havagize pour convaincre et rassurer.

Dans le vaste dispositif allié de Provide Comfort (réconfort), les Français sont aux avant-postes, dans la montagne, installés sur trois positions réparties depuis la crête qui marque la frontière avec la Turquie et le grand camp moujir d'Isikveren jusqu'au début de la vallée menant à la ville de Zakho. Par cette même piste de l'exode, jonchée de milliers de véhicules abandonnés, voitures, camions, tracteurs, ou autobus désormais désossés et prisonniers d'une argile durcie par le soleil, reviendront bientôt les Kurdes réfugiés.

« *Il s'agit de les prendre par la main pour les faire redescendre jusqu'au périmètre de sécurité en leur assurant un retour humain après cet exode inhumain* », explique le docteur Michel Bonnot, conseiller auprès du secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, et l'un des maîtres d'œuvre de cette opération qui engage 1 400 militaires français dès la fin du mois. Un mot clé: « *le relais huma-*

*nitaire* ». Il ne s'agit pas de camps, mais de trois antennes destinées à fournir aux réfugiés des aides médicales alimentaires mais aussi des camions de transport 4x4 ou du carburant pour leur permettre de regagner leur domicile à Zakho où les tentes installées dans la plaine à l'est de la ville par les Américains.

Un travail d'assistante sociale effectué sans état d'âme par des professionnels de la guerre habitués à d'autres types d'opérations, au Tchad comme au Liban. « *C'est toujours bien d'être outre-mer, c'est une des missions de l'armée française; quand il faut du personnel qualifié on vient toujours nous chercher* », assure un des jeunes paras du Génie. Il dépollue l'eau pour l'approvisionnement de la future annexe médicale. « *Nous désamorçons des centaines d'obus laissés par les Irakiens, nous sondons le terrain à la recherche des mines sans en avoir trouvé jusqu'ici aux alentours, mais les Peshmergas nous ont dit qu'il y en a plus haut vers les crêtes* ».

Les réfugiés ne sont pas encore venus. Seuls quelques gosses ou un vieillard en keffieh s'approchent des soldats pour remercier... le président Bush. Ils lui expliquent qu'en l'espèce c'est de Mitterrand qu'il s'agit. Guère

contrariant le vieux paysan renchérit: « *Je remercie Mitterrand, je le mets sur ma tête* », l'hommage suprême dans la politesse kurde. Dans une grosse Mercedes blanche surgit, escorté d'une vingtaine de ses hommes, Mohammed Semou Douba, le chef local des peshmergas qui tenait à une demi-douzaine de kilomètres en amont la première ligne à Kasrouk, là même où les Français installeront une de leurs positions intermédiaires.

Il arrive déjà en habitué; il vient aux nouvelles et pour chercher de l'essence. « *Nous remercions les Américains, les Français et les Britanniques, mais nous voulons des garanties des Nations unies et même des soldats de l'ONU, des soldats qui resteront* ». Puis, philosophe, il ajoute: « *Nous devons tous mourir un jour, mais nous ne voulons pas que ce soit par les hélicoptères et les armes chimiques de Saddam* ». Les hommes, par gestes, commencent à discuter avec les soldats français, comparant leurs armes. Ils soupèsent, ils pointent avec force sourire et geste d'admiration. Par politesse. Si les marines américains apprennent le Famas pour sa légèreté, le fusil d'assaut français semble bien trop petit pour être une arme sérieuse aux yeux des peshmergas.

Marc SEMO

TÉLÉRAMA

N°2154

24 AVRIL 1991

## KURDES

# LA DEBACLE EN DIRECT

De notre envoyé spécial en Azerbaïdjan iranien, Claude Sérillon

*Le froid, la faim, la mort... La tragédie que vivent les réfugiés kurdes, mais aussi irakiens, chiïtes, chrétiens, turkmènes est telle que l'Occident a enfin déclenché l'action humanitaire. Une mobilisation qui s'annonce difficile, car les capacités d'accueil des pays frontaliers de l'Irak ne sont pas inépuisables. Si, en Iran, l'accueil semble meilleur qu'en Turquie, la solution, pourtant, est ailleurs : en Irak, où il est urgent d'aménager des territoires sous contrôle occidental, pour encourager le retour des réfugiés. Claude Sérillon, journaliste d'Antenne 2, était avec MSF sur la frontière irano-irakienne. Témoignage.*

**E**n français comme en farsi le mot « urgence » se prononce de la même façon. Les Iraniens qui conduisent les Médecins Sans Frontières souriaient en découvrant cela et pleuraient en nous montrant, sur les routes impossibles des montagnes de la frontière Iran-Irak, des familles courbées sous le poids de sacs et de ballots emportés comme ultime ressource. Une femme aux pieds entourés de chiffons... des enfants de moins de dix ans

aux cheveux figés par la poussière... des hommes de tous les âges portant le plus souvent des parkas militaires... d'autres femmes encore tenant sur leur dos, dans leurs bras, des filles ou des garçons nés il y a quelques jours.

De Sardasht à Betush, de Khasmarash à Mergasheh, tout près d'une frontière mal définie, au point que les militaires iraniens, par nature peu diserts il est vrai, se trompent ou bien se contredisent dans les distances, dans tous les camps où nous sommes allés,

l'organisation mise en place par les autorités de Téhéran paraît efficace pour les premiers secours. Ce sont des lieux de misère, de pauvreté douloureuse, de lassitude silencieuse mais pourtant sans dénuement extrême.

« Des bombes sont tombées dans mon jardin à Kirkuk (Irak). Nous avons très vite pris la route par camion, puis à dos de mulet, enfin à pied depuis la frontière. » A moitié en français, à moitié en anglais, l'homme d'une soixantaine d'années qui s'ex-



La plupart ont marché dix jours, emportant avec eux machines à coudre, frigos, moteurs de hors bord...

BRUNO BARBEY/MAGNUM

Ils sont 2 millions de  
Kurdes entassés entre  
la vie et la mort  
aux frontières Irakiennes.  
Aidez-les à rester des  
Kurdes.



## SOS KURDES

ADRESSEZ VOS DONNS À "FRANCE LIBERTÉS" 1, PLACE DU TROCADÉRO-- 75116 PARIS

# KURDES

prime, entouré de sa femme, de ses fils et d'amis d'exode, a vécu quelques années en France, à Mulhouse. Il est affalé dans l'entrée de l'hôpital de Sardasht, après une dizaine de jours de marche. Comme tous les Kurdes, il ne possède plus que ce qu'il porte. Pas de lamentations, juste la tristesse ou la honte de ne plus avoir de quoi manger normalement. Ses compatriotes de Dukan, de Sulaymaniyah, en Turkistan irakien, sont comme lui, en mauvais état. Les toiles de plastique transparent sont plus rares que les tentes du Croissant Rouge. Les points d'eau constitués par les camions-citernes et les petits torrents de montagne sont cependant suffisants pour les milliers de réfugiés.

Le plus frappant, dès que l'on parcourt des kilomètres dans les montagnes de la province de Sardasht, en Azerbaïdjan, c'est que ces hommes ressemblent à ceux qui les accueillent. Qu'il est bien difficile de distinguer les combattants peshmergas (résistants irakiens qui laissent au poste de contrôle de l'armée iranienne, leurs armes mais aussi leurs cassettes musicales interdites par la République islamique) des paysans iraniens ou même des militaires en place ! A la frontière, tous nous confirment que le passage fut sans problème avec ces mêmes militaires. Ils ont installé, depuis deux semaines, une passerelle au-dessus de la rivière Zab El Kuchak qui tient lieu de frontière.

A Piranshah, on affirme qu'il y a eu des morts et des blessés, par centaines et par milliers. Comment être sûr d'un tel chiffre dans cet immense déplacement de population ? le gouverneur de la ville d'Orumiyeh laisse entendre que plus d'un million de personnes sont à ce jour passées en Iran. « Je ne veux pas rester... Je laisse ma famille dans ce camp, c'est bien, ils ont à manger... Les docteurs français sont là maintenant... Moi, je vais rentrer en Irak. » Comment ? Cet homme ne le sait pas ou ne veut pas le dire. A Sardasht, comme partout, ceux qui ont vraisemblablement combattu l'armée de Saddam Hussein, manifestent tous la même détermination. Même si, cette fois, ils ont essuyé des tirs d'hélicoptères, quelques bombes au phosphore dans la région de Kirkouk, même s'ils parlent de la libération à laquelle ils ont cru, même s'ils avouent leur haine des Américains qui « les ont lâchés après leur avoir tout promis ».

Au passage de Karmarash, un étroit défilé entre de hautes montagnes sombres où se bousculent une rivière et un chemin, dix mille personnes seraient comptées chaque jour. Quelques unes ont emporté les objets les plus hétéroclites : machines à coudre, réfrigérateurs, moteurs de hors-bord ! Ils attendent, accroupis, de longues heures sous le soleil ou les pluies en gibou-



*Distribution de pommes à la frontière Iran-Irak.*

lées, que le tamis iranien les absorbe. Pas d'affolement, peu de heurts ; quelquefois, au loin, répercutés par les versants encore enneigés, des coups de feu en rafales ou des explosions sourdes comme des bombes sont perçus. Il y a peu de blessés, mais quelques-uns ont eu le pied arraché par une mine. Tous sont fatigués, transis de froid. La plupart ont marché pendant cinq à dix jours. Ce sont les tracteurs agricoles qui tirent les plus gros chargements de vêtements, de mobilier et d'êtres humains. Parfois, une automobile est accrochée der-

**Ils attendent,  
de longues heures,  
que le tamis iranien  
les absorbe.**

rière. De nombreux taxis irakiens ont rendu l'âme en arrivant en Iran. Ils étaient pleins de réfugiés peut-être plus fortunés que d'autres, ou simplement plus chanceux !

Je pourrais raconter encore les témoignages d'étudiants de Bagdad, d'un ouvrier de Dukan, heureux de dire bonjour en français et de remercier notre pays. Mais, ayant vu à la télévision — avant de venir ici, sur cette frontière où j'écris ces lignes — les images de cette transhumance terrible qui semble avoir commencé il y a une dizaine d'années, je veux ajouter que la seule chose réelle, dure, violente, incontes-

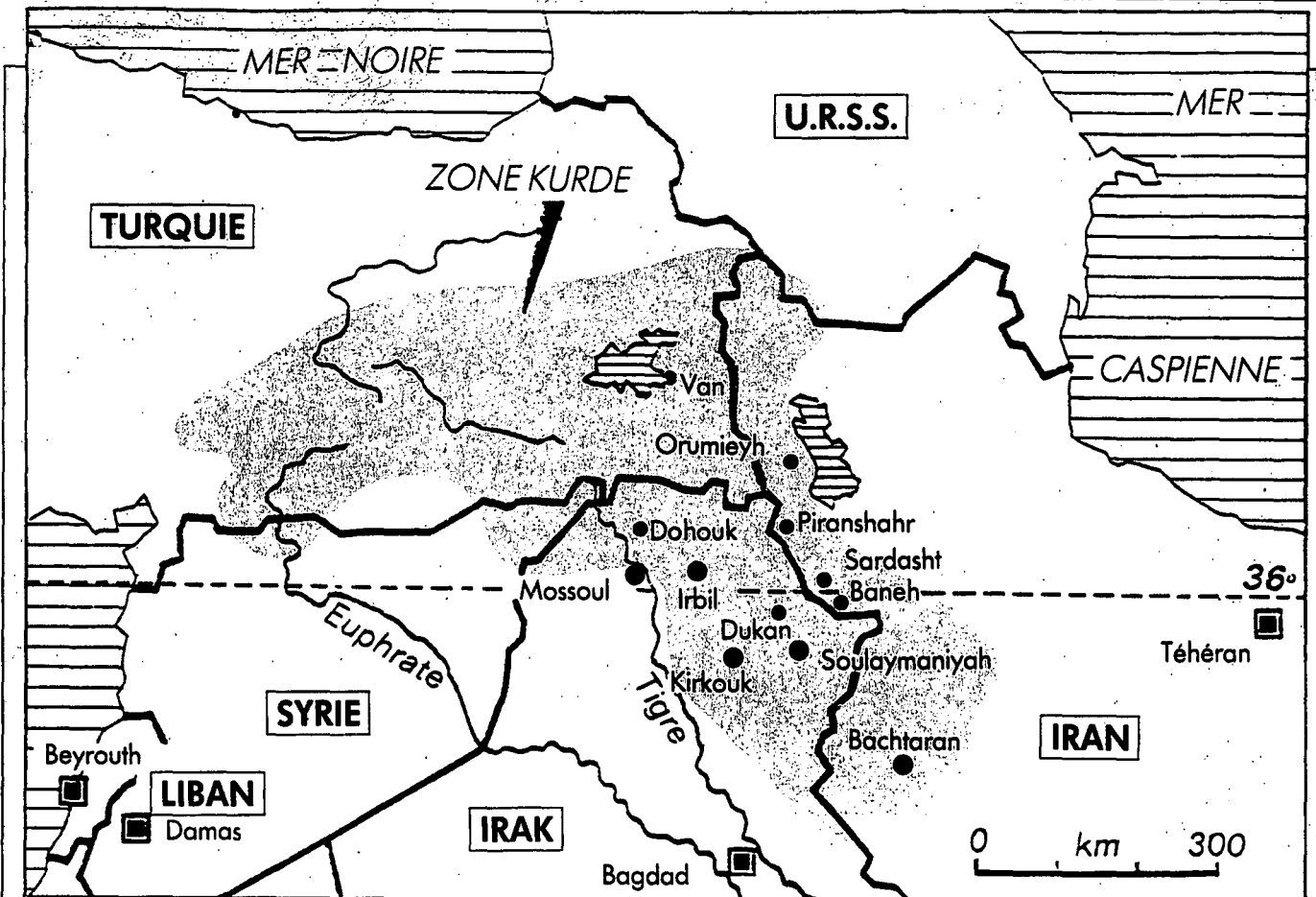
table, est le visage d'un réfugié, couleur terre de ses vêtements, son regard impassible, même dans les souffrances d'une blessure. L'image de la télévision ne ment donc pas. Au pire, elle réduit toutes les multitudes de têtes et de corps usés par une histoire où le Kurdistan n'existe pas.

Le reste, le monde entier peut le connaître dans tous les journaux télévisés : les discours explicatifs des Iraniens, leur bonne volonté réelle, le souhait d'en finir avec Saddam Hussein. Il faut dire aussi les pleurs des bébés la nuit, couchés dans le camp de Mergasheh, les bruits des canons ou de Kalachnikov proches, qui sont les quotidiens des organisations humanitaires. Celles-ci, présentes sur les lieux avec l'autorisation des Irakiens, seront peut-être priées de repartir dès que le matériel de secours sera totalement installé. C'est du moins l'une des hypothèses régulièrement évoquées de ce côté-ci de la frontière. Mais rien ne le confirme.

Reste sans doute, malgré l'accueil grave, voire chaleureux que nous avons reçu ici, quelque méfiance réciproque entre ceux qui furent « les petits satans » et les « fous de Dieu ». Il suffira que le flux des réfugiés s'arrête, comme se fige un filet de sang, pour que tout change. Ce n'est pas encore le cas. Déjà, au-delà de la passerelle instable sur la rivière Zab El Kuchak, les peshmergas kurdes retiennent et contrôlent ceux, des leurs encore en territoire irakien. Qu'ils attendent. Ils en ont l'habitude. ●

CLAUDE SERILLON,  
avec M.S.F.





## SE MEFIER DES CERTITUDES

*Peut-on tirer des enseignements définitifs d'une plongée de trois jours dans le drame kurde ?*

Exercer le métier de journaliste pour couvrir le drame des réfugiés kurdes n'est a priori pas difficile : les visas pour le territoire turc comme pour la république islamique d'Iran sont accordés sans trop d'explications. Il est même des visas iraniens qui en côtoient d'autres, marqués du tampon israélien. La presse est la bienvenue, pour le gouvernement turc de M. Ozal comme pour les successeurs de l'imam Khomeiny. Les visées diplomatiques des uns et des autres en sont la cause. Donc, on y va. Par avion charter de préférence, car on ne passe pas la douane ou si peu... le plus facile étant d'accompagner une mission humanitaire ou un avion-cargo chargé de nourriture ou de couvertures. Ce que j'ai fait avec d'autres.

A partir de là, les expéditions des grands reporters ayant déjà rendu compte du malheur du monde prennent des allures de roman : ils se retrouvent, vont par deux le plus souvent (un de la presse écrite et un photographe, c'est mieux, il n'y a pas vraiment concurrence) et sont libres comme l'air ou presque de rencontrer tel témoin, tel acteur du drame, d'observer telle scène humiliante de distribution de pains ou tel

embarquement de réfugiés dans des bennes de camions. Ces petits faits sont notés. Puis arrangés, rédigés, enfin, souvent, après discussion, agréés dans le hall de l'hôtel le plus proche. Il en sort des papiers à proportion, il me semble, trop pleins de certitudes pour ne pas être aussi (mais dans quelle mesure ?) un peu imaginés. C'est logique. Et cela ne peut qu'encourager à beaucoup de modestie dans le jugement.

Ce que j'ai vu est partiel, limité géographiquement. L'impression, et j'use de ce mot à dessein, d'une stabilisation de la situation des Kurdes côté iranien et de la très bonne disposition de l'armée iranienne.

L'état sanitaire précaire est confirmé par d'autres récits de médecins ou de journalistes mais, dans une débâcle humaine de cette nature, il serait présomptueux d'en tirer des enseignements définitifs. D'autant que ce que j'ai lu et ce que j'entends sur la situation à la frontière turque n'est pas, loin s'en faut, pareil. Il est vrai que l'Iran avait décidé, dès le début de l'exode, d'ouvrir ses frontières.

La presse écrite s'en sort mieux que la

télé. Lorsqu'Alain Saingt, d'Antenne 2, sort sa caméra dans le camp de Sardasht ou à la limite frontalière de Khasmaraj, il est aussitôt entouré d'une foule prête pour la photo. Véronique Taveau, qui l'accompagne, est du même coup dans l'impossibilité de travailler, sécurité militaire oblige. Ce qu'il rapportera sera bien sûr la réalité, mais une réalité exceptionnelle, puisque provoquée par la présence de la caméra. Enfin, dernière donnée difficile dans ce genre d'exercice auquel j'ai été mêlé comme spectateur imprévu, la transmission. Comment trouver un téléphone, un avion, pour rejoindre la plus proche station TV ? Bien sûr, il faudrait tout vérifier, tout comparer, tout recouper, mais en cas de guerre ou de catastrophe, la vitesse de réaction est essentielle. Le meilleur des reportages ne vaut rien s'il ne passe pas à l'antenne.

Autant de remarques qui, faites à l'issue de ce déplacement en quelques endroits précis d'un vaste territoire, m'incitent à la prudence plus encore que d'habitude. Que valent nos tics professionnels face à la survie de centaines de milliers d'êtres humains ?

CLAUDE SERILLON

# Kurds Declare Iraq Will Grant Autonomy

Compiled by Our Staff From Dispatches

**BAGHDAD** — A Kurdish rebel leader, Jalal Talabani, announced an agreement in principle on Wednesday with President Saddam Hussein on assuring autonomy for Kurds in Iraq.

Mr. Talabani appealed to hundreds of thousands of Kurds who had fled toward Iran and Turkey to return to their homes in northern Iraq. The Kurdish exodus followed a failed uprising against the Iraqi government.

"As a principle I can say yes," he told a news conference when asked if he and other Kurdish representatives had reached agreement in negotiations with Mr. Hussein.

"We need to have another round of negotiations for details to implement it," he said.

Mr. Talabani said the next stage of talks would begin after celebrations of Mr. Hussein's 54th birthday, which is on Sunday. Mr. Talabani was wearing Kurdish national dress and was seated under a portrait of Mr. Hussein.

The Kurdish leader said the new pact was based on a 1970 arrangement that granted the 3.5 million Kurds

autonomy in Iraqi Kurdistan. Kurdish leaders say the Baghdad government failed to keep its part of that bargain.

"The final agreement will be signed by Masoud Barzani," Mr. Talabani said, referring to the leader of the Kurdistan Democratic Party, one of the main Kurdish groups waging a guerrilla campaign against the central government.

Mr. Talabani's announcement, at a news conference attended by the Iraqi information minister, Hamid Yousef Hummadi, came at the end of five days of talks with senior Iraqi officials. Mr. Talabani led a delegation to Baghdad at the invitation of the government.

Appealing to Kurds who fled their homes after the collapse of their revolt this month, Mr. Talabani said: "We want to stay in Iraqi Kurdistan, not leave it."

He said the rebel leaders had received promises from Mr. Hussein and others "that all Iraqi Kurds will be safe."

"We think that democracy will be the main guarantee for the national Kurdish objective," Mr. Jalabani said, suggesting future political changes in Iraq.

Mr. Talabani said he expected a Kurdish role in the central government of Iraq with a government reshuffle once agreement has been reached. He said he favored better relations between Iraq and Syria, which acts now as the main base for Kurdish rebel leaders.

Mr. Talabani, who met Mr. Hussein for more than an hour on Wednesday with representatives of three of the eight main Kurdish groups in Iraq, said he found the president in good spirits.

In response to a question about the presence of U.S. troops who are providing safety zones for refugees in northern Iraq, the Kurdish leader said that once a final agreement had been reached, all foreign forces should leave Iraq.

"We prefer to have United Nations forces, but until we have it, are not against the presence of other forces to safeguard the refugees," he said.

Mr. Talabani said the two sides would discuss the question of the oil-producing center of Kirkuk, not for-

# British Marines Move Into Kurdish Border Town

By Blaine Harden

Washington Post Service

**ZAKHO, Iraq** — British Marines who just spent six months patrolling the streets of Northern Ireland were deployed Wednesday inside this border town in the Kurdish safe zone with orders to enforce a U.S. military demand that Iraqi police leave the area.

Riding in U.S. troop trucks, 640 Royal Marines rolled into this nearly abandoned town in the early afternoon. They quickly surrounded Zakho's tallest building, a grain silo, and clamored to the roof of an unfinished office building on the other end of town.

A British Marine officer said his men would probably be patrolling the streets of Zakho by Thursday.

Captain Jeff Mason, the commander of a British Ma-

rine company, said: "We will go in on foot. That is how we meet the locals. We are here to assure them."

The intimidating presence of several-hundred armed Iraqis has become a sticking point in U.S. efforts to persuade Kurdish refugees to return from camps in the Turkish mountains.

The allied task force to assist the Kurds wants them to move as quickly as possible into the 2,160-square-kilometer (840-square-mile) haven that was cut out of Iraq last weekend by U.S. Marines.

Most of the estimated 460,000 Kurds now inside Turkey are to be resettled in tent cities that U.S. Marines are rapidly building in a valley the lies northeast of Zakho. More than 450 five-person tents have been erected and the first returning refugees are expected to begin moving into them at the end of this week.

But the haven plan also calls for tens of thousands of people from Zakho, a town that had a population of about 50,000 before the failed Kurdish rebellion last month, to go back to their houses.

The newly arrived Iraqi police, roaming the streets at will, glaring at locals who speak to foreigners and reportedly breaking into many houses, have hampered U.S. efforts to persuade the Kurds that Zakho is safe.

"The residents of Zakho now in the Turkish mountains will never come here if there are police," a teacher at a primary school said. "They will never come back. They are so afraid."

The teacher spoke in a whisper, saying her colleagues

would report her to the police if they could hear her.

About 200 police arrived Sunday as part of an apparent attempt by the government of Saddam Hussein to harass the Kurds and test the resolve of the allied task force. They came in just as Iraqi soldiers were complying with an American order to move 39 kilometers (24 miles) south of the Turkish border.

Captain Mason said Wednesday he had been told that the Americans had given the Iraqi police 48 hours to leave. But the U.S. military here on Wednesday did not specify a time limit on the order.

A Pentagon spokesman, Major Kathy Wood, denied in Washington on Wednesday that U.S. com-

missal part of the existing autonomous region of Kurdistan, at a later stage of the talks.

Mr. Jalabani said the Kurds had failed to bring down the central government and the central government had failed to crush the Kurds.

"Both sides now we are convinced to look for another way," he said.

Earlier, a statement by the Iraqi press agency INA said Mr. Hussein and Izzat Ibrahim, vice chairman of the Revolutionary Command Council, had met with Mr. Talabani, of the Patriotic Union for Kurdistan and three other leaders. On Wednesday night, before Mr. Talabani's announcement, Iraqi television showed Mr. Hussein meeting with the four Kurdish leaders and kissing each of them on both cheeks. It was the first official indication that the talks might have succeeded.

In addition to Mr. Talabani, Kurdish representatives at the talks were Sami Abdul Rahman of the Kurdistan Democratic People's Party, Rasoul Mamand of the Socialist Party, and Nechirvan Barzanchi, nephew of Mr. Barzani.

(Reuters, NYT)

manders had given Iraqi forces 48 hours to leave Zakhō. "The United States did not issue an ultimatum to the Iraqis," she said.

Major Wood declined to characterize any U.S. statements to Iraqi commanders.

"The British are going to bring a level of public security into the city so local people will be comfortable," said Gordon Murchie, a spokesman for the U.S. Office of Foreign Disaster Assistance, which is managing the American relief effort here.

With the Iraqi police problem apparently on its way to being solved, American relief officials said Wednesday that they had been able to secure support for the resettlement from Kurdish rebel leaders.

"They are clearly on board," a U.S. relief official said.

Several of those leaders, whose rebel movement retains widespread support among the Iraqi Kurds in Turkey, were flown Wednesday in U.S. Marine helicopters to mountain refugee camps, where they reportedly tried to convince the Kurds to move down to the safe zone.

Major General Jay M. Garner, commander of the joint task force inside Iraq, has said that the allied military presence inside Iraq is "not long-term." The U.S. government is planning to turn management of the camps over to the United Nations and private relief agencies as soon as possible.

So far, U.S. officials admit there

is little chance of UN agencies working inside the safe zone, unless they do so with the approval of the Iraqi government. But the Americans said Wednesday that private relief agencies had expressed a strong interest in working inside Iraq.

Dayton Maxwell, the senior official here from the U.S. Agency for International Development, said the agencies included the Catholic Relief Service, CARE, World Vision, Save the Children and the International Rescue Committee.

"The breakthrough in their acceptance is their willingness to work with the U.S. military," Mr. Maxwell said.

In major relief operations in other parts of the world, such as during

the Ethiopian famine in 1984 and 1985, these organizations worked under the umbrella of the United Nations. It coordinated their activities and presented their collective demands to the host government.

Iraq has repeatedly condemned the U.S. military-enforced haven as unwarranted interference in its affairs.

While the allied task force in Iraq has been eager to negotiate with Kurdish rebel leaders and use them to persuade refugees to return home from the Turkey, it has told the rebel leaders that no weapons will be allowed inside the safe zone.

The U.S. secretary of defense, Dick Cheney, has said that the United States would not permit the zone to become a base for a rebel movement.

Thursday, April 25, 1991

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR

# Relief for Kurds Slow in Arriving

NABIL ISMAIL/AFP

By Amy Kaslow

Staff writer of The Christian Science Monitor

WASHINGTON

INTERNATIONAL support for 2 million Kurds fleeing Saddam Hussein's forces is not keeping pace with runaway problems in northern Iraq, Turkey, and Iran, where the human waves are seeking refuge.

Host countries are overwhelmed by refugee demands, while in northern Iraq, multinational forces try to feed and house languishing Kurds who await a comprehensive United Nations intervention.

A congressional delegation, back in Washington after a visit to the Middle East, reports that relief operations are inadequate — they lack leadership, are poorly coordinated, and are underfunded.

"Everyone knows who the commander of Operation Desert Storm was. I was in refugee camps for three days, and I still don't know who was in charge," says Rep. Tony Hall (D) of Ohio, chairman of the House Select Committee on Hunger. Mr. Hall and four other US representatives returned Tuesday from mountaintop Kurdish refugee areas straddling the Iraqi-Turkish border.

## Encampments set up

United States officials report that up to 1,000 people die each day from exposure, malnutrition, and unsanitary conditions as American military forces scramble to set up encampments inside northern Iraq in an attempt to lure Kurdish refugees back to their homes.

While Mr. Hall and his colleagues applaud the US military assistance efforts — calling it a "life support system" that "avoided a genocidal catastrophe" — they seek cogent international leadership to address refugees' humanitarian needs, their repatriation to their homes, and their ultimate safety once they return.

Rep. Howard L. Berman (D) of California says the US military's difficulty in extricating itself from caring for the Kurds is complicated by the assertion by the UN High Commissioner for Refugees that "the UN doesn't have the mandate to protect refugees within their own countries."

But the UN is precisely the party to take the lead role in orchestrating relief efforts, Hall says. "The UN should appoint a permanent undersecretary for humanitarian affairs to make decisions and move with authority."

Had this existed three weeks ago, much of the chaos would have been averted, Hall says. "I'd



TOP PRIORITY IS FILLING THE FOOD POTS: Efforts are under way to boost meager rations for these and other Kurdish refugees on the Iraq-Turkey border.

like to see a high-level UN official go to the mountain areas and at least survey the problems there."

President Bush's decision to assist Iraq's distressed population within its own borders is a strong signal that "when people are suffering, borders don't matter," Hall says. "I think that's a good policy, internationally."

Philippe Boule, director of the UN Disaster Relief Organization, says, "A country can say that, but the UN cannot. I hear a lot of people saying the UN can go into Iraq, but we can't."

A week ago Iraq's new foreign minister, Ahmed Hussein, and Prince Sadruddin Aga Khan, the UN's temporary appointee in charge of Middle East regional humanitarian affairs, agreed on a plan to care for Kurds and other displaced persons within Iraq.

Mr. Boule says the UN's time frame for entering Iraq is undetermined. Potential conflicts exist

between the UN and what US and coalition forces are already doing in the northern Kurdish areas. Rep. Marge Roukema (R) of New Jersey says Bush "should designate a high-ranking official to lead negotiations with the UN and other interested parties in the area ... to avoid a protracted US military commitment."

Governments and relief agencies were caught off-guard by the sudden outpouring of Kurds. "This is unprecedented. No one believed that the Kurds would have moved and moved so quickly," says Boule. He says the UN issued warnings of the impending flight and they were met with scorn: "People were saying it was a ploy just to raise money."

The UN has sought \$400 million to meet needs in Iranian and Turkish camps; it is \$325 million short of that goal. The eventual UN role in Iraq will cost an additional \$175 million, says Boule.

All told, international agencies have requested \$722 million from donors to meet assistance needs over the next 90 days. Only a fraction of that is pledged.

### Operating accounts low

The US must now replenish foreign operations accounts which have run perilously low in recent months. Hall warns that the Kurds will be in camps through the brutally hot summer and the harsh winter to follow.

An April 23 report from the State Department's Office of Foreign Disaster Assistance states that hundreds of thousands of fleeing Iraqi Kurds are clogging roads along the Iran-Iraq border. One million, half of them children, have crossed into Iran. Working through Swiss intermediaries, Iran agreed on Tuesday to accept US assistance for the refugees and has provided Washington with a list of necessities.

## Germany Promises Aid to Kurdish Refugees

By Francine S. Kiefer

Staff writer of The Christian Science Monitor

BONN

GERMANY, which was criticized for its low profile during the Gulf war, is striving for more visibility in the Kurdish refugee crisis.

Chancellor Helmut Kohl announced this week that Germany would help build camps in Iran for Kurdish refugees who had fled their homes in Iraq. Germany is ready to build a camp for 5,000 refugees and more camps, depending on the wishes of Iran, said Lt. Col. Helmut Wendt, a spokesman for the Defense Ministry.

Mr. Kohl said that in Iran, the Germans want to do "something similar" to what the United States is doing near the Turkish-Iraqi border.

Plans call for 20 German helicopters to

be sent to Iran to help the refugees there, as well as "200-plus" soldiers to build the camps, says Colonel Wendt. Germany has 20 helicopters and about 250 soldiers in Turkey, he says. Each set of 20 helicopters can transport at least 200 tons of food and medical aid a day. Bonn has earmarked a total of 440 million marks (\$250 million) for humanitarian aid for the Kurds.

Foreign Minister Hans-Dietrich Genscher, in a television appearance last week, said it was "fitting" that Germany take a leading role in helping the refugees. He visited Turkey last week to discuss the crisis and plans a trip to Iran early next month. It was Mr. Genscher who pushed the European Community to demand April 14 that Iraqi President Saddam Hussein be tried for war crimes and for "genocide against the Kurds," as Genscher put it.

With the deployment of soldiers to Iran, Germany is sending troops out of the NATO area. During the Gulf war, Bonn

said it could not send troops to the Gulf because its Constitution restricts the Army to defense inside the NATO area only — though Kohl is pushing to change this.

The Kurd case has the potential of being a springboard to a reinterpretation of the Constitution, says a Western diplomat in Bonn, but the government seems to be avoiding this at the moment, he adds.

Indeed, Bonn says the deployment to Iran is for humanitarian, not military, purposes, and therefore not subject to constitutional restrictions.

It is also keeping its soldiers well away from involvement in Iraq, which could result in military confrontation.

"Strike the word 'Iraq' from the Bundeswehr," Wendt says. The Army is neither transporting aid to refugees in Iraq nor building camps there, he adds.

But there is broad support in Bonn for protecting the Kurds from Iraqi attack, even if this means use of force.

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

FRA0245 3 I 0688 FRA /AFP-UH17

Kurdes-Irak-partis prév

De nouveaux espoirs, tempérés par les échecs du passé (PHOTO)

PARIS, 25 avr (AFP) - L'accord de principe conclu mercredi entre l'un des leaders de l'opposition kurde, Jalal Talabani, et le président irakien Saddam Hussein a suscité de nouveaux espoirs pour la fin de la tragédie kurde en Irak, tempérés toutefois par les innombrables échecs du passé et l'écrasement de toutes les insurrections par le pouvoir central.

M. Talabani, secrétaire général de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan), une des principales formations armées regroupées au sein du Front du Kurdistan, a négocié à Bagdad un accord destiné à permettre l'application du statut d'autonomie. Il avait été officiellement octroyé aux Kurdes irakiens par le pouvoir central en 1970 mais n'était jamais entré véritablement en vigueur.

Selon le dirigeant de l'UPK, cet accord de principe qui sera suivi de nouvelles négociations, la semaine prochaine, porte sur la démocratie en Irak, la normalisation de la situation au Kurdistan irakien et le respect des droits nationaux du peuple kurde.

Il reste toutefois à M. Talabani à persuader ses autres partenaires, en particulier Massoud Barzani, dirigeant du PDK (Parti démocratique du Kurdistan), l'autre grande formation kurde, qui préside également le Front du Kurdistan.

#### Prudence

Le Front, créé en 1988, regroupe huit formations, dont le PDK, l'UPK et le Parti socialiste du Kurdistan, dirigé par Mahmoud Osman auquel le pouvoir central irakien avait proposé le poste de vice-président de l'Irak dans le cadre de l'autonomie de 1970. S'y ajoutent le Parti populaire démocratique du Kurdistan, le Parti socialiste kurde, le Parti ouvrier du Kurdistan, la section Kurdistan du parti communiste d'Irak, actuellement dirigé par Aziz Mohamed, lui-même d'origine kurde, et le Mouvement démocratique des Assyriens.

Deux autres groupes maintiennent des relations étroites avec le Front: le groupe islamique kurde dirigé par Mollah Ali, Imam de Halabja, une petite localité près de la frontière iranienne bombardée à l'arme chimique en 1988, et le "drapeau de la révolution", groupe de gauche.

Les représentants du PDK à Londres et à Paris restent prudents: "Nous attendons les détails de l'accord que M. Talabani doit communiquer à notre chef. Il ne peut y avoir d'accord sans garanties internationales et supervision des Nations Unies", a souligné à l'AFP l'un d'entre eux, mettant également l'accent sur la nécessité de respecter la plate-forme commune de l'ensemble des partis d'opposition irakiens, décidée à Beyrouth, qui prône un régime démocratique et le multipartisme.

#### "Un peuple de réfugiés"

Aussi bien les militants que les intellectuels kurdes interrogés jeudi admettent que les Kurdes irakiens n'avaient d'autre choix que de négocier avec Saddam Hussein pour ne pas transformer les deux à trois millions de personnes réfugiées dans les montagnes ou en Turquie et en Iran "en un peuple de réfugiés".

"Saddam Hussein a été légitimé par les alliés dès la fin de la guerre du Golfe puisqu'ils ne sont pas intervenus, lui permettant ainsi de réprimer les opposants aussi bien kurdes que chiites. Les Kurdes n'avaient donc pas d'autre choix que la négociation", a souligné un des responsables de l'Institut kurde à Paris.

Les Kurdes se demandent également si on peut faire confiance au président irakien qui, disent-ils, n'a pas hésité à trahir à de nombreuses reprises ses engagements. Ce sentiment est partagé par de nombreux Occidentaux dont les Américains qui ont réagi avec scepticisme alors que les Français font preuve de prudence.

Jalal Talabani a une longue histoire de lutte commune, de désaccords et même d'affrontements armés avec le PDK fondé en 1946 par le père de Massoud Barzani, Mustafa Barzani, qui avait été l'âme de la révolte kurde et dont il a été l'un des principaux lieutenants avant de le quitter en 1975 pour fonder l'UPK. Mais il a aussi une longue expérience de négociations avortées avec les dirigeants irakiens, en particulier avec Saddam Hussein au début des années 80.

mj/mlm

AFP 251427 AVR 91

A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. — A.F.P. — Agence France Presse — A.F.P. —

AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. —AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. —AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P.

ACPO77 PR:03 PEXIGNW IRAK 519  
 KURDES-AUTONOMIE-ULTIMATUM REACTUALISE 039 PAPIER PREVU ACP/TELPRESSE  
 UN NOUVEL ULTIMATUM LANCE A BAGDAD  
 LES KURDES ENTRE ESPOIR ET SCEPTICISME

Paris, 25 avril - L'ultimatum est décidément l'"arme" favorite des alliés pour intimider Bagdad. Les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont exhorté l'Irak, jeudi, de retirer avant samedi ses forces de sécurité de la zone de Zakho, dans le nord du pays, où sont massés les réfugiés kurdes. Une décision qui contraste avec l'image bien singulière de mercredi où l'on voyait Saddam Hussein, en uniforme, serrer joyeusement dans ses bras le dirigeant kurde Jala Talabani. Les deux hommes venaient de conclure un accord de principe sur une plus grande autonomie du Kurdistan.

L'ultimatum des alliés a été remis à l'ambassadeur d'Irak aux Nations unies. "Nous n'avons pas obtenu de réponse directe, cela dit, nous ne croyons pas qu'ils aient l'intention de nous provoquer", a estimé le porte-parole de la Maison-Blanche, Marlin Fitzwater. Selon lui, la présence des forces de sécurité irakienne dans la région suffit pour maintenir un climat d'insécurité et empêcher les réfugiés stationnés à la frontière turque de gagner les camps installés à leur intention.

Sur le plan politique, les dirigeants kurdes et le régime de Bagdad ont réussi à s'entendre sur le principe d'un accord octroyant l'autonomie du Kurdistan. L'annonce en a été faite mercredi par le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jala Talabani, lors d'une conférence de presse. "L'accord implique la démocratie en Irak, la liberté de la presse et l'opportunité pour tous les Kurdes de retourner dans leurs villes et leurs villages", a-t-il indiqué ajoutant: "Nous avons besoin de nouvelles négociations pour fixer les détails d'application".

La signature du texte pourrait en fait intervenir dimanche, jour du 54e anniversaire de Saddam Hussein. On sait désormais que les pourparlers auront pour base l'accord obtenu en 1970 entre le pouvoir baassiste, représenté à l'époque par le vice-président Saddam Hussein, et les Kurdes. Le texte de 1970 prévoit l'autonomie du Kurdistan dans l'ensemble des territoires à majorité kurde, y compris la région pétrolifère de Kirkouk.

Pas d'autre choix

L'accord de mercredi n'a pour l'instant suscité que scepticisme du côté américain où l'on n'hésite pas à rappeler les promesses du passé non tenues par le régime de Bagdad à l'égard des Kurdes. A l'Institut kurde de Paris, l'enthousiasme n'était guère de mise jeudi. Selon Sewki Ozkan, les dirigeants kurdes n'ont pas eu d'autre choix que de pactiser avec le diable. La guérilla s'était fixé comme objectif le départ de Saddam Hussein, mais n'a bénéficié dans ce domaine d'aucun soutien de la part des Occidentaux.

Reste à savoir désormais si les concessions de Bagdad pousseront les Kurdes, massés aux frontières turque et iranienne, à regagner leurs foyers. Pour l'instant, la plupart d'entre eux refusent de rebrousser chemin tant que leur sécurité ne sera pas définitivement assurée. Sur le terrain, les combats au nord entre les Peshmergas et les troupes loyalistes ont cessé pendant les discussions entamées vendredi dernier. En revanche, Téhéran fait toujours état d'affrontements dans le sud du pays, entre l'armée irakienne et les Chiïtes.

AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. —AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P. —AGENCE CENTRALE DE PRESSE — A.C.P.



# Accord de principe entre les Kurdes et Bagdad

**Jalal Talabani a annoncé hier être parvenu à un accord de principe avec Saddam Hussein, qui reprend les bases de celui signé en 1970, garantissant une large autonomie aux Kurdes et l'instauration de la démocratie en Irak.**

Le signal est venu dans l'après-midi. Pour la première fois depuis le début de leurs négociations, le 20 avril, avec les dirigeants du Front du Kurdistan irakien, à Bagdad, les autorités irakiennes en faisaient état publiquement. D'abord l'agence officielle INA annonçait que Saddam Hussein s'était entretenu hier, avec la délégation kurde, composée de Jalal Talabani (Union patriotique du Kurdistan, UPK), Râsouf Mamand (Parti socialiste kurde), Neshirwan Idriss Barzani (membre du Parti démocratique du Kurdistan, PDK), Massoud Barzani et Mohammed Mahmud Abdel Rahman (Parti du peuple démocratique du Kurdistan). Ensuite la télévision montrait Saddam Hussein, en uniforme, et Jalal Talabani, souriants et se donnant l'accolade, près du numéro deux irakien, Ezzat Ibrahim.

Le leader kurde, dont les peshmergas avaient dû battre en retraite devant l'armée irakienne avec des centaines de milliers de réfugiés après avoir, en mars, libéré leur pays, devait annoncer un peu plus tard la nouvelle, au cours d'une conférence de presse. « Nous sommes parvenus à un accord de principe. Un accord qui implique la

démocratie en Irak, la liberté de presse et l'opportunité pour tous les Kurdes de retourner dans leurs villes et leurs villages », a dit le dirigeant kurde en égrenant tranquillement un chapelet. L'accord demande encore à être confirmé et signé par Massoud Barzani, après un nouveau round de négociations qui devrait intervenir, la semaine prochaine, après le 54<sup>e</sup> anniversaire de Saddam Hussein, a ajouté Talabani.

Sans vouloir divulguer les détails de ce préaccord, Jalal Talabani a indiqué qu'il reprenait les bases de celui conclu entre Bagdad et les Kurdes le 11 mars 1970 après une longue guérilla. Cet accord, qui promettait aussi une large autonomie aux Kurdes et la tenue d'élections libres, prévoyait un délai de quatre ans avant sa mise en application. Saddam Hussein, qui représentait le pouvoir baassiste dans les négociations, mit à profit cette période pour organiser un « référendum » de manière à déterminer l'étendue de la région autonome d'où se trouva alors exclue la ville de Kirkouk et sa région pétrolière.

« La question de Kirkouk sera discutée ensuite. Kirkouk est une ville irakienne et nous ne sommes pas pour la

partition de l'Irak. En notre qualité d'Irakiens, nous sommes pour l'indépendance et la souveraineté de l'Irak. Ensemble avec les autres Irakiens, nous tenterons de préserver la souveraineté de l'Irak et de reconstruire notre pays », a déclaré Jalal Talabani, réaffirmant ainsi la volonté des Kurdes irakiens de rester partie intégrante de l'Irak. « Cette rencontre m'a convaincu qu'il n'y aura plus d'obstacle majeur à l'application des accords de 1970. Dans toute cette période, je n'ai jamais senti un esprit et des bases aussi positifs pour une négociation sur le Kurdistan irakien », a-t-il ajouté.

A plusieurs reprises, les Kurdes ont cependant déclaré qu'ils souhaitaient obtenir des garanties internationales, éventuellement via l'ONU, avant de conclure un accord formel avec Bagdad. Ils souhaitent en effet éviter la répétition de l'échec des accords de 1970, suivis en 1974 d'une féroce répression.

Selon un diplomate occidental en poste à Bagdad, Saddam Hussein serait prêt à concéder des pouvoirs étendus aux Kurdes, y compris sur Kirkouk, afin de pouvoir concentrer ses forces dans le sud du pays où la rébellion chiite se poursuivait sporadiquement. A plusieurs reprises ces derniers jours, les autorités de Téhéran ont accusé les Occidentaux de se désintéresser du problème de centaines de milliers de réfugiés, principalement chiites, dans le sud irakien, tandis que les organisations de résistance chiite accusaient les Kurdes de faire cavalier seul en négociant séparément avec les autorités irakiennes.

Les premiers casques bleus de la

Mission d'observation des Nations unies pour l'Irak et le Koweït (MONUIK) ont pris en charge, hier, une partie de la zone frontière entre le Koweït et l'Irak dans la région de Safwan, à l'extrême sud de l'Irak, près de laquelle est établi un camp de réfugiés abritant quelque 11 000 personnes qui avaient fui les troubles et la répression des forces irakiennes dans le sud de l'Irak en mars.

L'Irak a par ailleurs accusé les Etats-Unis de mettre en danger la saison céréalière dans le Kurdistan irakien en empêchant les hélicoptères épandeurs irakiens de survoler la région dans le cadre de la campagne annuelle de lutte antiparasitaire. « Les Etats-Unis ont refusé une demande faite par l'Irak pour mener sa campagne d'épandage contre les parasites, voulant ainsi détruire notre nourriture et affamer nos citoyens », a déclaré à Bagdad le ministre irakien de l'Agriculture.

Dans le cadre de leur intervention pour reloger les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak, les Etats-Unis ont interdit aux avions et hélicoptères irakiens de voler au nord du 36<sup>e</sup> parallèle, dans la majeure partie du Kurdistan irakien. Le 36<sup>e</sup> parallèle passe légèrement au sud de la ville d'Erbil. Mossoul, la troisième ville irakienne, est comprise dans cette zone interdite de survol. La zone cultivée dans le Kurdistan, d'une superficie d'un million d'hectares, produit notamment du froment et de l'orge. Sa production représente 70 % de la production irakienne de ces deux produits.

D'après Reuter, AFP

## Washington prêt a utiliser la force contre les Irakiens

**Les « policiers » irakiens, qui patrouillent dans Zakho depuis le retrait de l'armée, dimanche dernier, constituent l'un des principaux obstacles au retour des réfugiés kurdes dans la ville.**

Zakho (Kurdistan irakien), envoyé spécial

« C'est une ville irakienne, nous sommes là en mission de contrôle et de surveillance ; quoi de plus normal ? » Rien ne semble ébranler le capitaine de police irakien : uniforme vert olive et béret noir, venant de Bagdad, il commande les forces de police arrivées massivement à Zakho après le départ de l'armée irakienne, dimanche dernier. Il refuse de dire le nombre d'hommes placés sous son commandement.

Avant-hier, le colonel des marines, James Jones, déclarait péremptoire : « Ces hommes ne sont pas des policiers, mais des militaires venant d'endosser

un nouvel uniforme. » Et hier, c'était de Washington et de Londres que venaient les avertissements. « Nous sommes prêts à faire usage de la force pour faire en sorte que l'armée irakienne n'interfère en aucune façon avec notre effort en faveur des réfugiés », déclarait Dick Cheney, le secrétaire à la Défense, tandis que le Foreign Office appelait « au retrait de la police autour des camps de Zakho ».

Le départ des soldats irakiens de Zakho représente la condition essentielle du retour des réfugiés comme l'a affirmé un responsable du Parti démocratique du Kurdistan, Rajab, originaire de Zakho et représentant per-

sonnel de Massoud Barzani, venu rencontrer les Américains dans le camp de réfugiés d'Isikveren en Turquie : « Dès que les policiers ne seront plus là, nous dirons aux familles de rentrer. » L'officier de police irakien affirme pour sa part ne rien savoir de cette partie de bras de fer dont il est l'enjeu. « Nous n'avons, dit-il, aucun problème avec les Américains, je n'ai d'ailleurs eu aucun contact avec eux. »

Deux mondes qui se croisent, se regardent, se craignent en feignant de s'ignorer. Les marines, les Marsouins français, les commandos de marines britanniques ou hollandais traversent la ville dans leur camion ou leur Jeep,

le doigt sur la détente sans jamais s'arrêter. Le Q. G. américain est un espace clos où, selon l'expression d'un officier de garde « On ne peut rentrer que par le ciel, en hélicoptère. » Des policiers irakiens armés de Kalachnikov passent en face avec ce qui semble déjà l'indifférence de l'habitude. Ils sont toujours aussi nombreux dans les rues du centre, mais leur présence semble moins menaçante maintenant que la ville retourne peu à peu à la normale.

« Au moins une vingtaine de familles par jour rentrent », assure un commerçant. Des jeunes filles en chemise blanche et uniforme bleu marine passent, des livres sous les bras. « Les écoles ont rouvert il y a trois jours, mais les cours n'ont pas vraiment repris; tout a été détruit pendant la révolte kurde, et pour le moment il n'y a qu'un élève sur dix à peine », affirme Nura, qui comme la plupart des chrétiens de la ville n'avait pas pris le chemin de la montagne, 50 familles à peine ont fui sur un total de 800. « De

quoi aurions-nous eu peur », assure avec cependant un peu trop d'insistance le père Kevork, un prêtre de la communauté arménienne, qui compte, à Zakho, quelque 1800 personnes.

Par centaines, des chrétiens sont réunis dans l'église chaldéenne. Malgré la laïcité officielle, ils se vivent comme une minorité en péril. Méfiance, sinon même une certaine peur des Kurdes: qu'ils dissimulent mal. « Les policiers en ville sont des policiers normaux, pa-

## Réfugiés: l'Irak en appelle à la gestion de l'ONU

**Bagdad estime que l'installation des camps de réfugiés par les membres de la force multinationale est une attaque à sa souveraineté. Et demande la gestion de ces camps par les Nations unies.**

New York, de notre correspondant

L'Irak n'a pas attendu une semaine pour placer l'ONU face à ses responsabilités. Mardi, cinq jours après l'accord signé à Bagdad entre le gouvernement irakien et le représentant des Nations unies chargé des réfugiés kurdes, Ahmed Hussein Khudayer, le ministre irakien des Affaires étrangères, a adressé au secrétaire général Javier Perez de Cuellar une lettre dans laquelle il explique que l'installation de camps par des éléments de la force multinationale « constitue une attaque sérieuse, injustifiable et infondée de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Irak ». Il demande explicitement l'application de l'accord signé le 18 avril avec le prince Saddamud-Din Aga Khan, et donc la prise en charge de ces camps par l'ONU.

Là commence une double querelle sur les fondements légaux de ces camps — la nécessité d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité pour les organiser — et sur les aspects plus pratiques de l'affaire.

La légalité de l'action humanitaire ne laisse aucun doute pour l'administration Bush, qui estime que les termes de la résolution 688 sur les populations kurdes, adoptée le 5 avril dernier, suffisent à justifier l'opération. Dans ce texte, le Conseil de sécurité demande au secrétaire général de tout faire pour soulager les populations civiles irakiennes. Hier, dans une interview accordée au *New York Times*, John Bolton, qui est chargé des organisations internationales auprès du Département d'Etat, a été catégorique: « Nous rejetons ces assertions selon lesquelles nous n'avons pas le

droit de faire cela. » Les Nations unies, par la voix de leur secrétaire général Javier Perez de Cuellar, s'étaient montrées plus tiède sur cette question. « Cela résulte aussi de la concurrence que se livrent les agences des Nations unies pour la paternité de toute cette affaire », résumait cette semaine un diplomate.

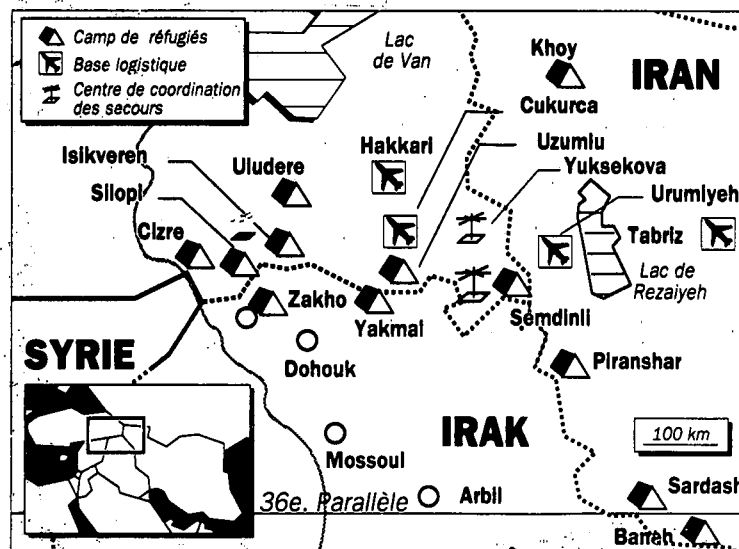
L'argumentation employée par John Bolton pour justifier l'action internationale en faveur des réfugiés kurdes s'appuie sur un fait que personne n'a osé contester: « Seuls les Etats-Unis et ses partenaires de la coalition ont la capacité logistique d'établir ces camps. » Il aurait pu mentionner la capacité politique d'imposer cette action qui, pour beaucoup de diplomates occidentaux, a fait défaut aux Nations unies. Celles-ci se retrouvent une fois encore à la remorque des décisions de leurs plus puissants membres. Avec, en plus, un problème technique pratiquement insoluble: vu l'ampleur du problème, les organisations internationales n'ont pas les moyens logistiques de gérer ces camps, encore moins de les installer. Selon des estimations données par le Département d'Etat, il y aurait 450000 réfugiés en territoire turc, 400000 dans le nord de l'Irak, auxquels s'ajoutent un million en Iran et 500000 le long de la frontière Iran-Irak. Pour nourrir ceux qui se trouvent dans le Nord irakien, l'armée américaine a installé 6800 hommes à Silopi en Turquie et a positionné environ 2000 hommes en Irak pour la construction des premiers villages de toile. Entre les deux, une centaine d'hélicoptères lourds font la navette. Même en admettant que les organisa-

tions qui travailleront sous l'égide de l'ONU n'aient qu'à ravitailler ces camps, elles auront toujours besoin des hélicoptères et du personnel militaire.

Dans les milieux diplomatiques des Nations unies à New York, on admet qu'il sera difficile de faire oublier la présence des militaires « d'autant plus qu'il est bien évidemment hors de question de désarmer ces forces, même si elles se livrent à un travail purement humanitaire », notait un diplomate. Car après quelques jours passés dans le nord de l'Irak, souvent au contact de la « police » de Bagdad qui gravite autour des camps, les Américains développent un sentiment aigu d'insécurité; les plus pessimistes évoquent des menaces d'attentats — type Beyrouth en 1983 — auxquels se trouvent exposés actuellement les Marines. Avant même d'être en mesure de garantir la sécurité des Kurdes, ils ont du mal à être convaincus de la leur.

« Franchement il faut être très modeste, résumait un diplomate qui participe aux réunions du Conseil de sécurité. On est en pleine exploration, et personne ne peut dire avec certitude où l'on va. Pour l'instant on essaie de gérer la chose de façon pragmatique en tenant compte de tous ces facteurs. Après, on s'arrangera toujours pour mettre un coup de peinture onusienne sur tout ça. » Une des solutions serait une issue positive des négociations entre les autorités irakiennes et les représentants kurdes qui se tenaient hier à Bagdad. Cela réduirait (en principe) le problème des réfugiés, faciliterait d'autant un transfert de la gestion de camps « allégés » à l'ONU et, enfin, libérerait les Etats-Unis de l'engagement moral qu'ils ont pris de facto en prêtant assistance aux populations persécutées par Saddam Hussein.

Frédéric FILLOUX



**Le Figaro**  
25 avril 1991

# Kurdes : le sursaut tardif de l'Europe

**Mauvaise « Realpolitik », rattrapée par la morale et l'indignation des peuples • Éclatement de l'Irak • Carte instable • Créer un Kurdistan • Cette guerre ne finira qu'avec la chute de Saddam Hussein.**

Mieux vaut tard que jamais. Ainsi, me par les images insoutenables du génocide du peuple kurde et par l'indignation croissante de ses citoyens, l'Europe a fini par faire bouger les choses.

Du « devoir d'ingérence » proclamé par Roland Dumas à l'idée d'« enclaves » de sécurité avancée lors du sommet des Douze par John Major, puis à la proposition de Hans Dietrich Genscher de traîner Saddam Hussein devant un tribunal international, les gouvernements européens ont su trouver le sursaut qu'imposait le drame kurde. Sauvage ainsi notre honneur d'Européens qui voulons être civilisés. Et conduisant surtout les Américains, bien plus hésitants, à sortir de leur isolement victorieux.

**PAR PIERRE LELLOUCHE**

On regrettera, certes, que du sommet franco-américain de la Martinique (où MM. Busch et Mitterrand étaient tombés d'accord pour ne pas intervenir dans les convulsions « internes » de l'Irak) aux initiatives européennes de Luxembourg, trois semaines cruciales se soient écoulées. Trois semaines pendant lesquelles le calvaire du peuple kurde prenait des proportions de véritable génocide, avec, ces derniers jours, près de 1 000 morts par jour. Des enfants surtout, des vieillards...

Ces morts-là auront donc été le prix terrible de ce sursaut de l'Europe. Mais ce prix aurait été encore plus ignoble si l'Europe n'avait pas su trouver dans sa conscience et dans son histoire la force de ce sursaut. Tout en regrettant les retards et les atermoiements diplomatiques, il faut donc se réjouir de cette réaction, même tardive : l'Europe, la France surtout, par son action humanitaire sur le terrain et par ses efforts diplomatiques, ont finalement sauvé leur honneur, notre honneur.

Cela étant, il faut maintenant être conscient que l'entrée des forces américano-franco-britanniques dans le nord de l'Irak ouvre une phase nouvelle dans la guerre du Golfe. Et que nous allons devoir, enfin, regarder en face les vrais enjeux stratégiques de cette crise.

Jusqu'à présent, en effet, toute la stratégie de la coalition, et ce malgré la rhétorique américaine sur le prétendu « nouvel ordre mondial », visait surtout à restaurer l'ordre ancien, celui-là même qui est inscrit dans la Charte des Nations unies : intangibilité des frontières ; non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

## Non stratégie

La guerre du Golfe, voulue comme une simple « opération de police » onusienne, ne visait donc qu'à restaurer les frontières de la région au 1<sup>er</sup> août 1990. C'est-à-dire sans aucunement changer la carte géopolitique de la région. Or cette carte, pourtant, est

fondamentalement instable : instable d'abord parce qu'aucun équilibre durable n'existe entre les puissances non arabes — Turquie et Iran —, beaucoup plus importantes démographiquement, et les États arabes, eux-mêmes divisés ou trop fragiles — c'est le cas des pétro-monarchies. Instable aussi dans la répartition de la manne pétrolière, concentrée dans les États arabes les plus faibles, au détriment des voisins turcs et persans. Instable, enfin, du fait du non-règlement, depuis le traité de Sèvres de 1920, du problème des minorités chiites et chrétiennes d'Irak, et surtout des 25 millions de Kurdes ré-

qu'un seul et unique « espoir » : que la défaite de l'Irak soit à ce point totale qu'elle entraîne nécessairement la casure du régime de Saddam... mais non de l'Irak lui-même.

On connaît aujourd'hui le résultat de cette non-stratégie : il est exactement inverse à celui escompté au départ par les « stratèges » occidentaux : Saddam, lui, a résisté à la défaite, en revanche, c'est l'Irak qui menace d'exploser.

Toutes ces dernières semaines, les Américains, avec dans leur sillage une Europe résignée, ont tenté à tout prix d'éviter cet éclatement de l'Irak, même au prix d'un renversement complet de

le-feu signifiait la consolidation du régime de Saddam et condamnait à mort les populations kurdes.

Et puis, il y a eu la télévision. Ces terribles images d'un génocide où nous étions tous, objectivement, complices du boucher de Bagdad. Celui-ci n'opérait-il pas avec les armes que nous lui avions si complaisamment laissées, et alors que nos soldats, pourtant présents sur le sol irakien, restaient spectateurs, l'arme au pied ?

Cette mauvaise Realpolitik a donc été rattrapée par la morale et par l'indignation salutaire de nos peuples. Machine arrière donc de nos gouvernements aiguillonnés par l'Europe : sortis du Sud-irakien, voici à nouveau nos soldats engagés au nord, cette fois dans le cadre d'une mission humanitaire. Mais d'une mission humanitaire qui, malgré son objectif, est conduite hors du mandat onusien.

Et pour cause ! Car la question fondamentale, ignorée à l'origine de cette guerre, se repose inéluctablement à nous : une fois soulagée la souffrance des réfugiés kurdes, qu'allons-nous faire de ces gens ?

Les renvoyer chez eux, comme le souhaitent Paris et Washington ? Mais où ? Les villages ont été rasés par l'armée irakienne ; et surtout, ces gens ne seront pas en sécurité tant que Saddam Hussein restera au pouvoir à Bagdad. Créer, de facto, un mini-Kurdistan en Irak ? M. Perez de Cuellar n'en veut pas. De même que personne ne veut de cette solution ni au sein de la coalition, ni à Ankara, ni à Téhéran, ni à Riad. Et puis créer un Kurdistan signifierait rouvrir les traités de l'après- Première Guerre mondiale : de Sèvres à Versailles, les Kurdistan ne manquent pas, du Golfe aux Balkans.

A long terme cependant, seul un État peut préserver le malheureux peuple kurde de nouveaux massacres de ce genre. Au demeurant, on ne voit pas pourquoi le principe d'autodétermination que chacun s'accorde à reconnaître aux Palestiniens ne s'appliquerait pas de la même façon, quelques centaines de kilomètres plus à l'est, aux Kurdes.

Il n'existe pas de solution simple à ces questions. Mais les Occidentaux vont pourtant devoir y répondre — sauf à créer dans les montagnes du nord de l'Irak de nouveaux Gaza.

Une chose est claire en tout cas : cessez-le-feu ou pas, cette guerre ne sera pas finie tant que Saddam Hussein restera au pouvoir à Bagdad.

A tout le moins, les Occidentaux devraient d'ores et déjà annoncer que la levée de l'embargo sur l'Irak est liée à la destitution de Saddam Hussein, et à sa reddition devant un tribunal international.

Une fois cette hypothèque levée, seules des élections libres en Irak, organisées par l'ONU, pourront déterminer l'avenir de ce pays — et à tout le moins la mise en place d'une formule d'autonomie pour le peuple kurde.



« Reposez en paix » : début de l'aide américaine aux Kurdes massacrés.

partis entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie.

Faire la guerre dans une telle région, en espérant ne rien ébrécher dans un ensemble aussi fragile, n'avait donc guère de sens, à moins de concevoir pour la suite un nouvel ordre régional. Or, malgré cette réalité incontournable de l'histoire, cette guerre a été conçue sans véritable objectif stratégique clair, c'est-à-dire sans la moindre notion de la carte géopolitique de la région que la coalition cherchait à atteindre une fois les hostilités terminées. Cette dernière n'avait au contraire en guise de « stratégie »

leurs objectifs initiaux : c'est-à-dire en conservant Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad.

## Cessez-le-feu prématuré

C'est pour cela que la coalition n'a rien fait pour empêcher l'écrasement de l'insurrection kurde, fin mars-début avril. C'est pour cela également que la coalition, malgré le massacre de la population kurde qui se déroulait dans le même temps, a délibérément accéléré la signature du cessez-le-feu avec le gouvernement irakien — c'est-à-dire avec Saddam Hussein. Un tel cessez-

## KURDES LA DÉTRESSE ET LA PEUR

*L'accord entre Bagdad  
et le principal chef kurde  
ne dissipe pas l'angoisse des fugitifs.*

*De notre envoyé spécial  
en Irak*

Ce n'est qu'un pan de montagne, étroit comme une pointe de stylo sur une carte d'état-major. Mais là, à 2 000 mètres d'altitude, sur ce vallon pelé et balayé par la bise du soir, dans le nord-ouest de l'Irak, sont déployés tous les moyens instinctifs de survie : les enfants grattent le sol pour récupérer des grains de riz semés par les hélicoptères ; des femmes s'enterrent dans des igloos, sur les crêtes enneigées, en quête d'une eau pure. Symbolique, un tas de kalachnikovs rouillés, abandonnés par les rebelles, semble indiquer le chemin de la Turquie : leurs crosses de bois ont été démontées pour nourrir les feux de la nuit. Le canon sert à fixer les tentes, ou bien est revendu aux contrebandiers turcs. En amont du sentier, un homme aux yeux hagards déterre des racines d'herbes sauvages, à la

baïonnette, pour la soupe du soir. Avant de fuir son village, il n'avait pas grand-chose. Aujourd'hui, il n'a plus rien : dans l'exode, il a tout perdu, famille et maison.

A deux jours de marche de la ville-frontière de Zakho, le vallon de Gir é-Shishé rassemble toutes les plaies du Kurdistan : la précarité, l'insalubrité et le doute. Pourtant, les réfugiés kurdes qui survivent sous des bâches en plastique s'y accrochent avec l'énergie de la détresse. Dans l'attente tourmentée du retour. Car, ici, on se prépare au grand exode à rebours. Un signe d'un chef, un seul, et c'est tout le vallon qui se mettra en marche. A Bagdad, la figure de proue de la résistance kurde, Jalal Talabani, vient de conclure un accord avec Saddam Hussein. Une promesse d'autonomie et d'élections libres. Ahmet, un électricien de Zakho, sourit à l'écoute de la nouvelle : il va pouvoir redes-

endre son fils de 15 ans, handicapé, qu'il a porté sur son dos jusqu'à ces hauteurs. Les larmes aux yeux, une mère dont l'enfant se meurt de dysenterie espère retourner dans la plaine, plus salubre. Car l'épidémie guette. Mais quel crédit accorder aux engagements de Saddam ? Les Irakiens ont si souvent renié leur parole.

Dans le vallon de Gir é-Shishé, la rumeur a brisé le silence de la nuit, comme un roulement de tonnerre : « *Les moukhabarat* [les agents de la police politique] *sont revenus à Zakho!* » Amer, Moayyed, un chauffeur de camion, père de sept enfants, a montré la plaine de haute Mésopotamie, par-delà le col encombré de plusieurs dizaines de voitures abandonnées : « *Dès que les Américains et leurs alliés auront le dos tourné, "ils" reviendront. Ce sera terrible!* » Dans une Land Rover dort sa famille, transie de froid. Plus loin, un électricien de 30 ans se réchauffe au coin du feu. Il a peur. Sa femme va accoucher dans quelques jours. Il ne sait toujours pas où se terminera le chemin de l'exil. Encore timide, le grand retour des Kurdes, ardemment souhaité par l'Occident, est ralenti par la crainte. Celle de la répression menée par Bagdad.

Alors, les alliés se sont concertés pour se partager

la tâche. Et redonner confiance aux réfugiés. Les Français, en installant des « relais humanitaires », sortes de gîtes de secours sur le chemin de la plaine, doivent convaincre les Kurdes que leur retour est protégé. Déjà, des paras du 3<sup>e</sup> Rpima ont pris position, près de la frontière turque et en aval, sur un col stratégique fréquenté tour à tour par les rebelles kurdes et par les Irakiens. Les Américains, eux, assureront l'accueil, en contrebas, dans la plaine de Zakho. Là, des milliers de tentes attendent les premiers réfugiés. Une cité champignon, surgie de terre en quelques heures. « *On dirait qu'on nous réserve le sort des Palestiniens : notre avenir est-il dans les camps?* » s'interroge Moayyed.

Mais les soldats de Saddam Hussein empêchent la descente des montagnes. A Zakho, plusieurs centaines d'agents en uniforme vert olive et béret noir patrouillent dans les rues. Au bout de la ville, des GI et des Royal marines britanniques. Une étrange cohabitation à laquelle les alliés souhaitent mettre fin. Ils ont demandé fermement, jeudi, au commandement irakien de retirer ses forces de sécurité de la zone des réfugiés. Ne devraient plus rester que les posters de Saddam Hussein, qui ont détrôné les effigies de Masoud Barzani, chef militaire de la résistance.

Sur les crêtes, Kassem, un étudiant de Zakho, a crié son dégoût : « *Ils ont arrêté mon frère, mon père et ma sœur il y a quatre jours.* » Autour de lui, c'est l'effroi. Certes, quelques familles, à pied, en tracteur, à dos de mulet, redescendent déjà, par étapes, des montagnes. Mais on ne sait plus qui écouter. L'Occident, pressé de fermer les cloaques insalubres ? Ou les chefs rebelles, qui temporisent ? Les Kurdes de l'exode cherchent la réponse dans le ciel. Il était bien couvert, cette nuit-là, au-dessus de Gir é-Shishé. ●

OLIVIER WEBER

**Policiers du Baas à Zakho**  
« *Ils reviendront. Ce sera terrible!* »

ODONNEI SIPA



## Danielle Mitterrand: «Er ist er, ich bin ich»

Es bedurfte nicht der Bilder des Schreckens, ehe Danielle Mitterrand diese Woche kurdische Flüchtlinge an der iranischen Grenze besuchte. Die Gattin des französischen Staatspräsidenten ist seit vielen Jahren eine engagierte Fürsprecherin der Kurden wie anderer Menschen und Völker, deren Diskriminierung und Verfolgung in der Regel teilnahmslos hingenommen werden.

Wenn Staatspräsidenten zu einem offiziellen Besuch aufbrechen, befindet sich im Begleittross der Minister und Mitarbeiter in der Regel auch die Gattin, für die dann die Gastgeber meist ein klassisches «Damenprogramm» mit Besuch in einer Schule, einem Spital und einem Museum vorbereitet haben.

Von Rudolf Balmer, Paris

Danielle Mitterrand reist auch alleine, in ihrer Funktion als Präsidentin der Stiftung «France - Libertés»: in die Armenviertel von Kalkutta, zu den Kindern auf den Kehrlichtbergen von Manila, zu Aids-Kranken in Dakar, in die Flüchtlingslager der Saharaouis und der Kurden, aber auch zu rebellierenden Jugendlichen auf der französischen Insel La Réunion. Ihre Vorgängerinnen im Elysée, Yvonne de Gaulle, Claude Pompidou und Anne-Aymone Giscard d'Estaing, präsidierten alle mindestens eine karitative Stiftung, wie das so Brauch war. Daneben schienen sie in ihrer Repräsentationsrolle im Schatten ihres Gatten ganz aufzugehen.

Schon gleich nach der Wahl von François Mitterrand zum Staatspräsidenten im Jahre 1981 hatte Danielle klargemacht, sie habe nicht vor, «Chrysanthemen einzuweihen». Sie war schliesslich Mitglied der Drittwelt-Organisation «Solidarités internationales» von Che-Guevara-Freund und -Mitstreiter Régis Debray, und sie reiste 1980 mit ihm nach El Salvador, um gegen die Unterdrückung und die Unterstützung des «amerikanischen Imperialismus» für das dortige Regime zu protestieren. Almosen verteilen oder diplomatisch allen und jedem die Hände schütteln, das ist nicht ihr Stil. So kam es auch vor, dass sie ihren Gatten in den vergangenen zehn Jahren bei Staatsbesuchen in bestimmte Länder nicht begleitete, um damit ihre Empörung über Willkür und Ungerechtigkeit zum Ausdruck zu bringen. Ihre Stiftung «France-Libertés» hat sich zum Ziel gesetzt, überall auf der Welt zu intervenieren und zu Hilfe zu eilen, wo die Menschenrechte mit Füssen getreten werden.

«Das ist nicht Wohltätigkeit», betonte Danielle Mitterrand in einem Interview, «wenn wir durch unsere Hilfe bedürftigen Individuen oder Bevölkerungen erlauben, ihre Würde wiederzuerlangen und die Respektierung (ihrer Rechte) zu verlangen. Wie wollen Sie Menschenrechte und Politik im



**Keine traditionelle «First Lady», sondern eine beherzte Anwältin der Menschenrechte: Danielle Mitterrand.**

Foto:ASL

eigentlichen Sinne trennen? Die Menschenrechte sind untrennbar: das Recht auf Leben, Nahrung, Bildung, Meinungsäusserung, Gesundheit, Entwicklung, eine intakte Umwelt und Kultur... Wenn Politik Organisation der Gesellschaft meint, dann haben die Aktionen meiner Stiftung einen politischen Sinn, da wir uns für mehr Gerechtigkeit, für ein wirkliches Teilen und für die Achtung des anderen einsetzen.»

### Was der Präsident nicht kann...

Als Gattin des Staatsoberhauptes hat Danielle Mitterrand im französischen Protokoll keinerlei offiziellen Rang. Sie ist im Prinzip eine Französin wie andere auch, doch bei ihren Auslandsreisen wird sie dennoch von den höchsten Würdenträgern empfangen, und ihre Stellung verschafft ihr für ihre Menschenrechtsaktionen Gehör und Öffentlichkeit. Ihr Mann toleriert dieses Engagement nicht nur, er billigt und

unterstützt es. Denn was Monsieur le Président aus diplomatischen Rücksichtnahmen oder wegen der Staatsraison nicht sagen oder tun kann, darf sich Madame durchaus erlauben. Auch wenn dann oft Stimmen laut werden, sie missbrauche ihren Einfluss. Nicht selten folgten offizielle Protestnoten, wie in der Vergangenheit von den Botschaftern Chinas (wegen eines Treffens mit dem Dalai Lama), Iraks (wegen der Kurden) oder Marokkos (wegen eines geplanten Besuchs bei den Sahaouis).

In Frankreich wiederum meinen einige, die Präsidentengattin sei eine linksradikale Drittwelt-Aktivistin, die den Staatsoberhaupt «negativ» beeinflussen könnte. Mehrmals schon musste sie klarstellen: «Er ist er, ich bin ich!» Und umgekehrt sagte der Präsident, auf die Aktivitäten seiner Frau angesprochen: «Sie ist sie, ich bin ich.» Dennoch schätzt es der Präsident, dass seine Frau mit ihrer Stiftung die Öf-



fentlichkeit für die Problematik der Kurden sensibilisiert hat. Denn aus Rücksicht auf den Nato-Partner Türkei, den (vormals) wichtigen Handelspartner Irak und den gespannten Beziehungen zum Iran konnte und wollte das offizielle Frankreich sich in der Kurdenfrage nicht allzu weit vorwagen.

#### «Engagierte Zeugin»

Die Stiftung «France - Libertés» hat sich gleich gegenüber dem Eiffelturm beim Trocadéro im Palais Chailot einquartiert. Für alle Mitarbeiter heisst die Präsidentin einfach Danielle, wenn sie in ihr Büro kommt, um eine immer grössere Korrespondenz zu erledigen. Sie selbst bezeichnet sich als «engagierte Zeugin» und entsetzt sich ob dem Gedanken, sie sei eine

«Provokateurin». Die Leute, die sie persönlich kennen, schildern sie als schüchterne, aber zugleich sehr entschlossene Frau, die sich von nichts von ihren Vorhaben abbringen lasse. Selbst ihre Gegner bescheinigen ihr eine Ausstrahlungskraft, die sie aus ihrer aufrichtigen Überzeugung, für eine gerechte Sache einzustehen, schöpfe.

Wenn Frau Mitterrand zu Beginn öffentliche Empfänge, Interviews und Medienzirkus scheute, akzeptiert sie es heute im Interesse ihrer Engagements, ins Rampenlicht zu treten. Sie weiss, dass die Reporter nur darum zur Stelle eilen, wenn sie die kurdischen Flüchtlinge besucht, weil sie die Präsidentengattin ist; doch mittlerweile stört es sie nicht, das auszunützen. Und ihr Gatte hat, wie sie mehrfach betonte, auch nichts dagegen. Schliesslich hatte sie während Jahr-

zehnten das Wechselspiel der bewegten politischen Karriere von François Mitterrand ertragen müssen. Kennen gelernt hatten sich die beiden 1944 in der Résistance-Bewegung.

#### «Ich sage, was ich denke»

Da Danielle Mitterrand aus einer Familie mit sozialistischer Tradition kommt, halten sich bis heute hartnäckig die Gerüchte, sie sei eigentlich politisch weit mehr links orientiert als ihr Mann, der erst Anfang der siebziger Jahre zu den Sozialisten fand. Darüber kann sie nur lachen: «Ich verdanke François alles, er hat mir alles beigebracht.» Selbstsicher fügt sie aber an: «Das Elysee hat mich nicht verändert, ich sage, was ich denke.» Ihr Traum ist die Bildung einer Art «Internationale» mit anderen Präsidentengattinnen zur Förderung der Menschenrechte.

EL PAÍS, jueves 25 de abril de 1991

Ultimátum de la coalición internacional a Irak para que abandone Zajo

## Sadam y los líderes rebeldes firman un acuerdo sobre la autonomía del Kurdistán

AGENCIAS, Nicosia / Teherán

El presidente de Irak, Sadam Husein, y una delegación de los rebeldes kurdos, encabezada por Jalal Talabani, secretario general de la Unión Patriótica del Kurdistán, firmaron ayer por la tarde un acuerdo para la autonomía de la región kurda: «La democracia en Irak y la libertad de prensa, que permitirá a todos los kurdos volver a sus ciudades y pueblos», según declaró el propio Talabani.

Antes de que se anunciara el acuerdo, que ha venido negociándose en secreto durante los últimos cinco días, un portavoz kurdo ya había declarado en Damasco que se había alcanzado un «acuerdo en los puntos básicos y se ha avanzado en las conversaciones. Los refugiados están satisfechos con las negociaciones, ya que se abordó la protección internacional de los refugiados y el papel de las Naciones Unidas para ayudarles a regresar a sus hogares».

Fuentes oficiales iraquíes indicaron que las conversaciones eran «muy positivas» y que el Gobierno estaba «bastante satisfecho».

El acuerdo firmado ayer constituye un borrador del pacto definitivo, y se basa en el acuerdo entre Bagdad y los kurdos de 1970, que garantizaba la autonomía para los 3,5 millones de kurdos que viven en el norte de Irak. Talabani señaló que el documento final, cuyos extremos seguirán

negociándose durante los próximos días, será suscrito también por Masud Barzani, líder del Partido Democrático del Kurdistán.

Otro portavoz kurdo calificó ayer de «excelentes» las emisiones en árabe de Radio Bagdad, que «desde ahora respeta a los kurdos». «En cambio», prosiguió, «la emisión del miércoles en lengua kurda seguía refiriéndose a nosotros como terroristas».

#### Composición de la delegación

Según informaciones de la agencia INA, asistieron a la reunión con el presidente iraquí: Jalal Talabani, jefe de la Unión Patriótica de Kurdistán (UPK); Rassul Mamand, del Partido Socialista Kurdo; Nchiruan Idriss Barzani, miembro del Partido Democrático de Kurdistán de Massud Barzani; y Mohamed Mahmud Abdel Rahman, secretario general del Partido del Pueblo Democrá-

tico de Kurdistán.

El número dos iraquí, Ezzat Ibrahim, y el ministro de Defensa, Hussein Kamal Hassan, estuvieron presentes en la reunión celebrada en Bagdad, adonde regresaron el martes tras haber permanecido «retenidos como invitados» por los insurgentes cerca de Erbil, según manifestó una fuente kurda.

Por otra parte, las fuerzas armadas iraquíes recibieron un ultimátum de 48 horas para abandonar la ciudad de Zajo, al norte del país, según informó un portavoz militar de las fuerzas de la coalición multinacional. En dicha ciudad, donde se instala un campamento de refugiados, han aparecido en los últimos días centenares de hombres uniformados iraquíes, presentados por Bagdad como policías, que han reemplazado a los soldados.

Asimismo, Japón decidió ayer aportar la suma de 90 millones de dólares para los refugiados.

«Perdí un hijo de tres y otro de cinco en Istkveren. Sólo me quedan cuatro». Se le humedecen los ojos al profesor Abdullah y traga saliva cuando recuerda cómo la muerte de dos de sus hijos decidió su partida de aquellos campamentos, sin miedo a las posibles represalias iraquíes en la población de la que huyó.

Abdullah, sin trabajo ni salario desde hace cuatro meses, ha encontrado estos días un nuevo y bien remunerado trabajo: recorre con su coche el tramo iraquí de los 17 kilómetros que separan a la localidad turca de Sinopi de Zajo y recoge en el camino a corresponsales al borde del síncope que mendigan un vehículo o en su defecto un burro. Son periodistas que optaron por una caminata de tres horas hacia Zajo al no encontrar asiento en el helicóptero norteamericano con permanente butaca de preferencia para la prensa estadounidense o británica.

Zajo, enclavada en un valle hermoso y feraz, permanece casi muerta, con las persianas echadas y sus escasos vecinos sesteando silenciosos en los cafetuchos del centro que todavía sirven té y pinchos morunos y donde grupos de niños venden cigarrillos y pasas. Esta población que fue despoblada por el miedo a los gases químicos y por la memoria de brutalidades iraquíes recientes, recobra lentamente algo de su anterior animación. Pero la mayor parte de su entorno está sin vida.



# Triste ritorno a Zajo

Muchos refugiados kurdos optan por volver a Irak, perseguidos por el frío y las enfermedades de su exilio turco

JUAN JESÚS AZNÁREZ, ENVIADO ESPECIAL. Zajo Poco a poco, todavía temerosos y abatidos, kurdos con familias diezmadas por las heladas, las enfermedades y la desesperación, durante su miserable existencia en los basureros de las montañas turcas, han regresado a Zajo, población iraquí de la que huyeron hace poco menos de un mes con la Guardia Republicana pisándoles los talo-

nes. Conviven en esta desolada ciudad civiles y policías iraquíes armados con fusiles Kalashnikov, refugiados cuyo desfallecimiento ahuyentó el pánico y *marines* que desde las colinas que la circundan controlan accesos y todo movimiento militar. Los policías de Sadam Husein que se desplazaron hasta esta ciudad han sido conminados a que la abandonen antes de este miércoles.

Con 200.000 habitantes antes de aquella noche en que todos sus moradores excepto 5.000 se echaron al monte, esta localidad ha abierto las escuelas y quienes la habitan confían en que todo vuelva a la normalidad. Nadie ha olvidado, sin embargo, las heroicidades de la Guardia Republicana persiguiendo a morterazos y napalm a turbas descalzas y greñudas. Pero los kurdos no tienen muchas alternativas en las laderas pestilentes de los macizos nevados.

Las pocas familias que han vuelto hace pocos días para evitar que todos sus familiares murieran en sus campamentos turcos o quienes velaban a niños o ancianos agonizantes o necesitados de ingresos urgentes en hospitales no parecen haber tenido

problemas con los policías y milicianos iraquíes que vigilan, toman té en algún oscuro establecimiento o se pasean por sus calles con carpetas y bolsas de frutas. Algunos empuñan el subfusil con la marcialidad de quien porta una fregona.

## Salvar la vida

Los líderes kurdos que ayer negociaban con el mando multinacional una vuelta masiva de sus nacionales en un exilio inmundo, aludieron ayer a intimidaciones pero no se han registrado denuncias de atropellos graves. Ibrahim Abdulahif, kurdo, y hasta su huida funcionario del Ministerio de Agricultura, dice que volvió para salvar la vida de sus nietos, uno de los cuales duerme en sus rodillas.

"Huimos por miedo al Ejército. Estábamos indecisos pero todos los vecinos de nuestra calle se fueron. Al quedarnos solos decidimos salir también". Un militar iraquí, al que acompañan varios civiles de expresión antipática que alguien identifica como agentes de la policía secreta de Sadam Husein, se acerca al grupo donde Ibrahim se explica. El relato del funcionario retornado después de 23 días de calvario pierde dramatismo con esa incómoda vecindad y los soldados de la Guardia Republicana recobran cierta humanidad y consideración. No se observa en la ciudad presencia de agrupaciones militares iraquíes en formación.

No hay especiales destrozos en Zajo. Las tiendas, talleres,

farmacias y establecimientos están cerrados en su gran mayoría; los niños van al colegio o juegan en sus calles polvorientas y sin asfaltar y los edificios oficiales y viviendas, humildes y rurales, no presentan huellas de intensos combates.

Uno de los catres del hotel Bagdad, destrozado y vacío, fue utilizado por un periodista que pernoctó en esta ciudad, quien relató haber sido escupido en la mano cuando ofreció dólares al propietario iraquí de uno de los pocos comercios abiertos al público.

Los mismos dólares que atesora por cientos el profesor Abdullah en sus paradas por la carretera que conduce a la frontera turco-iraquí, tapizada por los pasillos de balas, los libros de control aduanero que barre el viento y las botas de los soldados holandeses o británicos que se cruzan indiferentes con funcionarios iraquíes de verde olivo sentados, sin misión aparente, cerca de garitas que ocupan tiradores de la infantería de Estados Unidos.

□ la Repubblica  
giovedì 25 aprile 1991

Conferenza stampa del leader dei ribelli: "In Iraq democrazia e libertà". Garanzie internazionali per il rispetto dei patti

# I curdi e Saddam firmano la tregua

Talabani annuncia l'accordo  
"Torneremo ai nostri villaggi"

BAGDAD - Il leader dei ribelli curdi, Jalal Talabani, ha annunciato di aver raggiunto un accordo di principio sull'autonomia curda con il presidente iracheno Saddam Hussein. Talabani, parlando ad una conferenza stampa dopo i suoi colloqui con Saddam, ha detto che «l'accordo afferma il principio della democrazia in Iraq, della libertà di stampa e consentirà il ritorno dei curdi alle loro città ed ai loro villaggi».

Sono stati preannunciati altri colloqui prima dell'accordo definitivo che dovrebbe essere firmato da Massud Barzani, leader del Fronte democratico del Kurdistan. «Dopo questo incontro ho fiducia che non ci saranno grosse difficoltà per realizzare l'accordo del marzo 1970», ha affermato Talabani, sottolineando che «da allora non ho mai visto un simile

accoglimento positivo, una piattaforma negoziale così positiva».

La delegazione curda aveva rivendicato l'estensione della «zona di autonomia» alla città petrolifera di Kirkuk, una partecipazione al potere centrale e l'instaurazione del pluralismo politico, ha chiarito il responsabile del Partito comunista iracheno Fakhri Karim. I curdi hanno inoltre chiesto «garanzie internazionali» per il rispetto degli accordi conclusi. Secondo una legge del '74 la «zona di autonomia» curda comprende i tre dipartimenti di Soleimanieh, Erbil e Dohouk.

Stando all'agenzia d'informazione irachena *Ina*, al colloqui ha partecipato anche Izzat Ibrahim, vicepresidente del Consiglio del Comando della rivoluzione. Della delegazione curda, giunta venerdì

scorso a Bagdad, hanno fatto parte Jalal Talabani, leader dell'Unione patriottica del Kurdistan; Idris Barzani, membro dell'Ufficio politico del Partito democratico del Kurdistan; Mohammed Abdulrahman, segretario generale del Partito popolare democratico del Kurdistan.

Nel riferire dell'incontro, la *Ina* si è riferita ai rappresentanti curdi come ai «figli del nostro popolo curdo». Per gli esponenti curdi rifugiati a Damasco, l'incontro costituisce «un significativo progresso». Un rappresentante dell'Unione patriottica del Kurdistan ha dichiarato: «Le discussioni con Saddam godono di un forte appoggio fra i profughi perché essi confidano nella lungimiranza della nostra leadership». Lui e altre fonti hanno messo l'accento sul fatto che i capi dell'opposizione curda si batteranno perché l'accordo venga garantito dai membri permanenti del Consiglio di Sicurezza dell'Onu.

Intanto gli Stati Uniti, non escludendo un'eventuale azione di forza contro l'

# Zakho sfigurata dalle bombe al confine fra pace e guerra

Iraq, hanno mosso nelle acque orientali del Mediterraneo un battaglione navale con a capo la portaerei «Roosevelt». L'obiettivo è di offrire protezione alle truppe americane entrate in Iraq. Fonti militari americane hanno però smentito che sia stato dato un ultimatum di 48 ore alle forze irachene perché si ritirino dalla località di Zakho.

**ZAKHO** (frontiera nord-irachena) - La disintegrazione dell'Iraq di Saddam Hussein comincia a Zakho, città «aperta», capitale del Kurdistan liberato e militarmente occupato dalle forze alleate. Qui, fra pochi giorni, comincerà il grande rientro dei curdi fuggiti sulle montagne al confine con la Turchia dopo la breve vampata della guerra civile. Ma non dovranno temere la vendetta di Saddam, giacché il regime di Bagdad ha rinunciato nei fatti ad esercitare la sua sovranità in questa zona. Il rischio, per i curdi, è semmai che il loro ritorno in patria si risolva nel passare da una gelida tendopoli arroccata sui monti ad una un po' più confortevole ritagliata dai marines nella vasta pianura.

## Bossoli di mitragliatrice

Una delle frontiere irachene più protetta e inaccessibile, quella con la Turchia, non esiste più. Il varco si è aperto come un portone sfondato. Niente visti d'ingresso, nessun controllo e, se non fosse per un paio di militari in divisa verde assolutamente disarmati che sorridono cordiali alle telecamere, niente soldati iracheni all'orizzonte. A Zakho, duecentomila abitanti prima della guerra, americani, inglesi, francesi stanno mettendo in pratica l'impegno di proteggere i curdi iracheni dalle rappresaglie di Saddam; qui presto sorgerà anche un campo di accoglienza italiano destinato a 20 mila profughi.

La prima immagine che offre l'Iraq è un desolante abbandono. Sul grande spiazzo al di là delle barriere svolazzano migliaia di registri doganali. Terminali e uffici sono deserti. Sui muri, al posto delle gigantografie del dittatore, il sole ha lasciato macchie d'intonaco più chiaro. Le scritte inneggianti al grande capo sono state cancellate. È facile, camminando, calpestare bossoli di mitragliatrici.

Più che una città, Zakho, è un enorme sobborgo come se ne vedono in qualsiasi sud povero e contadino, che offre un panorama di strade deserte, di saracinesche abbassate. Sobborgo-fantasma abitato soltanto da bambini che hanno imparato

subito il saluto degli stranieri, e se ne lanciano di continuo come in una cantilena: «Hello! Hello!».

Della gente di Zakho, quelli che erano contro Saddam, che volevano combatterlo, o che avevano ragione di temerlo, cioè quasi tutti, sono fuggiti in montagna. In città sono rimaste sì e no tremila persone. Sospinti dalla paura, i fuggitivi se ne stanno lì, sulle cime ad altri inaccessibili, che circondano la valle per mezzo giro d'orizzonte. E, insieme agli abitanti di Zakho, quelli di Dohuk, di Amadje, di Kirkuk: mezzo milione-seicentomila curdi iracheni, per considerare soltanto quelli fuggiti sui monti al confine con la Turchia, aspettano di ritornare in patria.

La decisione è nelle loro mani. Gli alleati fanno sfoggio dei mezzi impiegati per realizzare, nei pressi di Zakho, la zona protetta dove i curdi dovrebbero poter vivere in tutta tranquillità e sicurezza. È un intervento che sta cambiando la faccia, le abitudini, di questa area al di là e al di qua del confine.

A Zakho, più di mille marines e centinaia di soldati britannici, cui si uniscono anche i francesi, stanno realizzando i campi dove saranno accolti i profughi. «Tutto è pronto, mancano soltanto i rifugiati», dice Gordon Murchie, volontario americano di un'organizzazione umanitaria specializzata in disastri con sede a Washington. Murchie, un bell'uomo di mezza età, che porta sul cappello da ranger un distintivo di metallo con su scritto «Per mare, per terras», racconta di come la popolazione irachena, poco alla volta stia superando timori e diffidenze verso gli alleati. «Sono sempre più numerose le madri che portano i loro bambini dai medici militari: la sera è un pellegrinaggio». Cautamente, molti si avvicinano per chiedere acqua, latte, medicine.

Zakho, dopo essere stato l'epicentro di due settimane di folli speranze per gli insorti curdi e dopo aver fatto da pal-

coscenico a una delle più feroci repressioni della recente storia dell'Iraq, assiste ora con gli occhi vuoti dei suoi negozi bruciati e delle sue case abbandonate a questa strana convivenza che nessuna legalità ha ancora ratificato a livello internazionale. La cittadina è la punta più avanzata dentro l'Iraq della penetrazione americana nel nord del paese decisa per portare aiuti ai curdi. I marines ne hanno fatto la base delle operazioni, da cui i loro aereoporti ed elicotteri si stringono ogni giorno un po' più dentro il territorio iracheno: i loro jet fischiano nel cielo di paesi lontani fino a 150 chilometri dalla frontiera; le loro jeep si incrociano su queste strade di montagna che attraversano il territorio del nord. È una penetrazione inquietante per gli iracheni che difatti vedono un'ombra del controllo Usa allungarsi su Mossul, la capitale del nord, intorno a cui si distendono campi di petrolio e raffinerie. Eppure, inequivocabile indicazione dell'attuale stato d'animo della dirigenza irachena, non solo non c'è alcuna resistenza ma c'è addirittura, come il governatore militare di Zakho confermerà, «un comitato per la gestione della cooperazione fra le forze dei due eserciti».

## Il saluto dei militari

Il colonnello John Hogan, della Seconda divisione dell'ottavo battaglione dei marines americani di base in Turchia è arrivato a Zakho da una settimana. La sua jeep, possente, mimetizzata, superaccessoriata, si arrampica nella stretta strada principale del paese; fiancheggia l'ansa del fiume che scorre col passo tumultuoso e fangoso dei fiumi di montagna; attrae, con il possente rombo del suo motore, ragazzini e vecchi in turbante sulle soglie delle antiche case di mattoni e di fango. Un'altra jeep, un più modesto veicolo mal verni-

ciato dell'esercito iracheno, carico di uomini armati vestiti con uniformi lise, arriva dalla parte opposta della salita. Il colonnello Hogan fa un gesto al suo autista di fare strada per i nuovi arrivati: le due jeep s'incontrano, aspettano ciascuna paziente di poter riprendere il cammino, e nel superarsi, i due equipaggi, l'iracheno e l'americano, alzano la mano in un saluto reciproco. «Vedete», dice l'ufficiale americano, «tutto è tranquillo, la cooperazione degli iracheni è totale».

Questa acquiescenza non deve sorprendere. Per il governo centrale iracheno è ora vitale, per l'immagine internazionale e per l'opinione pubblica interna, ottenere che i curdi ritornino a casa; che la vita riprenda il suo corso normale in questa fertile regione dell'Iraq. Proprio ieri Bagdad ha annunciato che il presidente Saddam Hussein si è incontrato con una delegazione dei leader curdi, guidata dal famoso Talabani. Contatti fra le due parti sono in realtà in corso da giorni, e anche se non si sanno ancora le conclusioni, fonti curde a Bagdad anticipavano ieri sera che l'incontro è stato estremamente positivo, e che al centro della discussione è stata un'ampia autonomia curda. I curdi non pensano a un proprio stato, ma pensano sicuramente a una loro maggiore partecipazione e influenza nel paese, cominciando intanto a cambiare i rappresentanti di questa popolazione che siedono oggi negli incarichi ufficiali, considerati tutti «compromessi» con il governo centrale.

Ma la presenza di quello che è avvenuto è incancellabile: una dopo l'altra si allineano lungo la strada le icone di questa rivolta, cioè gli altari di cemento su cui una volta erano issati i ritratti di Saddam Hussein e che ora sono vuoti, forati quasi sempre da colpi di mitra. L'assenza dei ritratti del leader, la distruzione sistematica, rabbiosa, è forse oggi in Iraq il simbolo più imporante: questi altari vuoti, si vedono dap-

per tutto, ce ne sono perfino due sulla strada vicino a Tikrit, il paese dove Saddam Hussein è nato e da dove viene il circolo di gente che comanda l'intero paese.

## Nessuna previsione

Con i ritratti del leader sono stati distrutti tutti i segni delle autorità: a Dohuk il municipio è bruciato, e degli archivi del comune è stato fatto un gran falò sulla piazza. Bruciate sono la sede della polizia, la caserma dell'esercito e le ville dei funzionari di partito. I segni della battaglia raccontano di una resistenza porta a porta: sulla via principale di Dohuk tutti i negozi ne portano i segni; il bar centrale è stato distrutto da granate sparate ad altezza d'uomo. I segni della fuga sotto l'attacco continua sui 40 chilometri di strada da Dohuk a Zakho, in una gola in salita dove ci sono proiettili sulla carreggiata, carcasse di trattori, barricate di terra rimosse dalle ruspe.

Zakho porta tutti questi segni; ma, più di Dohuk e di tutte le altre città. Chiuso il mercato, chiuse le case. Pullula solo di soldati americani e iracheni, e poche famiglie che si raccolgono nell'unica casa datà del paese. Questo abbandono è l'indicazione più chiara di quello che è passato in questi posti. Due settimane dopo la fine della rivolta, nonostante tutte le promesse fatte dal governo, nessuno è ancora tornato.

Veterano della crisi del Golfo, Holindy è stato in Arabia Saudita, in Kuwait, a Bassora, a Zakho. Ha parlato con i prigionieri politici. Ne sa e ne ha viste tante. Ma, alle prese con il problema dei rifugiati non se la sente di sbilanciarsi in previsioni su cosa accadrà dopo che i rifugiati saranno rientrati. Una cosa, però, la dice con chiarezza: «Noi militari alleati non potremo restare qui per molto tempo. Organizzato il rientro, cederemo il posto alle organizzazioni umanitarie internazionali e agli stessi curdi».

E le autorità irachene? Costretto a subire il principio del

la protezione internazionale dei curdi, il regime di Saddam non sembra in grado di influire sui destini della zona «protetta». L'autorità militare irachena è ridotta a un simulacro. Ad esempio, dovendo cedere senza perdere la faccia alla richiesta di sgomberare l'area dei propri soldati, il regime è ricorso ad un artificio: ha cambiato le divise, come dicono da queste parti, accettando che i resti di quella che fu la potente armata di Bagdad svolga in questa zona soltanto compiti di polizia.

Così, la piazza di Zakho pullula di agenti dei servizi e di «poliziotti» impiegati soltanto a starsene al bar. È una presenza che intimidisce ancora gli iracheni, anche quei pochi che per fedeltà a Saddam non sono andati in montagna o hanno scelto di tornarsene in città. Abdil, impiegato in un ministero, è uno di quelli che ha avuto un ripensamento. In uno dei ritrovi dove pochi anziani sorvegliano il tè, Abdil ci racconta che anche lui, venti giorni fa, era fuggito da Zakho. «Si era sparsa la notizia che i soldati stavano arrivando per uccider-

ci o per portarci via. E allora siamo scappati. Ma ora non c'è motivo di aver paura. Quando ho deciso di ritornare, l'esercito mi ha aiutato. Vedete queste medicine?» e cava dalla tasca tre flaconi di sciroppo per le sue bambine che in montagna si sono ammalate.

La piazza di Zakho si anima un poco. Sui marciapiedi sono comparse le bancarelle del mercato nero: le solite «Chesterfield» senza filtro, sempre le stesse da molte guerre a questa parte, gas per accendini, carte da gioco, ciuccetti per neonati. Un ragazzo offre le razioni alimentari degli alleati (cibo già preparato) a buon prezzo, dice: cinque dollari a scatola. Ma nessuno dei taxi fermi al sole accetta clienti da portare al confine: «È troppo pericoloso per noi». E non si capisce se alludono ai soldati delle forze alleate che sorvegliano ogni palmo della strada verso la frontiera o a quel gruppo di giovanotti in giacca e cravatta che, fermo a un angolo della piazza, sembra tendere le orecchie agli ultimi discorsi del caffè.

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL FRIDAY, APRIL 26, 1991

## U.S. IS SKEPTICAL ON AUTONOMY PACT FOR KURDS IN IRAQ

### CAMP PLANS UNIMPEDED

### Refugees Also Express Doubt That Hussein Will Honor Any Promise of Safety

By MICHAEL WINES  
Special to The New York Times

WASHINGTON, April 25 — White House officials expressed skepticism today over President Saddam Hussein's accord with Iraqi Kurds and said the Bush Administration was committed to building camps for the Kurdish refugees in northern Iraq.

The American reaction to the Iraqi-Kurdish agreement, announced in Baghdad on Wednesday, paralleled that of the Kurdish refugees themselves. Since their flight to the mountains, the refugees have insisted that they will not return to Iraq until Mr. Hussein is out of power, and they repeated that insistence today.

The American skepticism of Mr. Hussein's intentions toward the Kurds became evident when the White House said it had ordered about 300 armed Iraqis to leave the vicinity of Zakho, a northern Iraq town near where coalition forces are setting up a safe haven to resettle Kurdish refugees.

#### Letter to U.N. Delegate

The order came in a letter delivered on Wednesday to Iraq's delegate to the United Nations, Abdul Amir al-Anbari, by Thomas R. Pickering, the American representative at the United Nations.

Iraq has protested the decision by American, French and British troops to occupy a buffer zone for refugees along the Iraq-Turkey border. But Mr. Anbari told reporters late today that Iraq had agreed to comply with the American order and had removed all but 50 police officers from the town.

Administration officials said they could not confirm Mr. Anbari's statement, and reporters in Zakho said they had seen several hundred armed Iraqis in Zakho as of today. But Pentagon officials said today that some Iraqi police officers might be allowed to remain in Zakho to maintain civil order. Kurds in the area say that the police officers are Iraqi soldiers in disguise, a report that has kept the fearful refugees from leaving the squalor of the mountains.

#### Waiting for a Safe Return

The Administration says the Kurds' fears for their safety were not allayed by Wednesday's agreement between Mr. Hussein and Kurdish leaders. The preliminary accord reportedly guaran-

tees democratic rule and increased autonomy for Iraqi Kurdistan, and would allow the estimated one million Kurdish refugees to return home in peace.

But Mr. Hussein made similar promises in 1970, they recalled, only to follow them up with ferocious attacks on Kurdish cities during rebellions in 1974, 1988 and again this year.

In remarks to reporters today, a senior Administration official who develops policy on the Kurds said the United States intended to protect hundreds of thousands of Kurdish refugees on both sides of the Turkey-Iraq border until their safe return to their homes could be reasonably assured.

He added that the Administration had no clear idea how that safe return could be negotiated, much less when. In the worst case, he said, it cannot be ruled out that the camps now being built by American and European forces will become "something like the Palestinian refugee camps" operated for years in the West Bank territory occupied by Israel since the 1967 war.

#### Prime Minister Comments

In Baghdad today, Iraq's new Prime Minister, Saadun Hamadi, insisted that his Government was determined to repair all breaches with its enemies at home and abroad. Mr. Hamadi said that Iraq would rapidly comply with all United Nations terms for the lifting of economic sanctions and that Mr. Hussein had dealt with Kurdish leaders "with sincerity and good intentions."

Asked about the accord between Mr. Hussein and Kurdish leaders, the senior American official expressed doubt that Mr. Hussein could be trusted for long to keep his promise of fair treatment for the Kurds.

"It is in our interest, in everyone's interest, to have the Kurds go back to their homes, but also to go back to some kind of assurance that they will

## The refugees are promised help until they are safe at home.

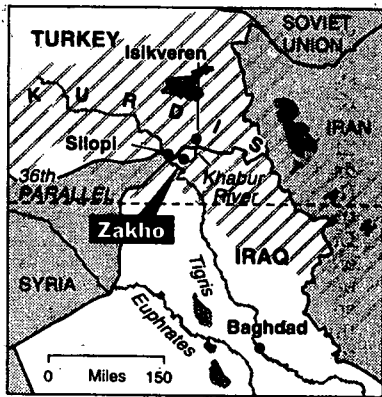
not be persecuted," the official said. "And we're not there yet. If you were a Kurd and had the bitter experience over I don't know how many years, would you just be willing to take Saddam's word on a piece of paper and go home? I think that's questionable."

### Doubtful of International Help

The American official said that it appeared unlikely that involvement by the United Nations or neutral powers could be enlisted to enforce the accord between Mr. Hussein and the Kurds because outside involvement would violate Iraq's sovereignty.

Although the United States has fewer objections to international assistance, he said, the question of outside involvement in internal political issues is especially sensitive in other nations, Chief among them are the Soviet Union and China, two members of the United Nations Security Council who are coping with domestic unrest of their own.

The senior official said he was more optimistic that the camps being built near the Turkish border could eventually be turned over to United Nations troops or other non-American supervision, if only because the Soviets and other powers have no desire to see American troops in Iraq for years.



The New York Times

The United States has told Iraqi security forces to leave Zakho.

The Pentagon said today that an Air Force C-141 transport would leave Washington on Friday for Teheran, where it would deliver a 145,000-pound load of donated blankets for a million Kurdish refugees in Iranian camps.

The plane will deliver the first shipment of American aid to Iran since the Iran-contra affair of 1985 and 1986, when the Reagan Administration secretly sold weapons to Iran.

Iran has complained bitterly that it has shouldered the bulk of Iraq's refu-

gee problem with little outside assistance, and it called on the Bush Administration Sunday to offer more direct aid to Iran, saying the Kurdish problem was largely the creation of the United States and the gulf war.

The senior official said that the Friday shipment was arranged after the Iranians "suggested some limited help" to the Americans for its Kurdish refugees, but that "the door is not wide open" for further discussions on the refugee situation or any other matter.

### Cease-Fire Issue

He also maintained that the United States was not prepared to offer American assistance to some 500,000 Kurds who are reportedly massed at the Iraq-Iran border waiting to enter Iran.

Although the United States has given such assistance to Kurds at the Turkish border, it lacks bases or other facilities close enough to make deliveries to the Iran-Iraq border.

Iraq's compliance with the terms of the cease-fire in the gulf war became an issue again today when the International Atomic Energy Agency in Vienna said that Baghdad had failed to disclose the locations of its stocks of nuclear-weapons material, one of several United Nations requirements for the lifting of sanctions.

The State Department also told Iraq today that it had no objection to Iraqi crop dusting south of the 36th parallel but insisted that such activities in the Kurdish region north of that line be done by contractors under the supervision of the United Nations Food and Agriculture Organization. Iraq has asked to dust the crops out of fear that crop failure could contribute to famine in the devastated region.

## Long Memories Make the Kurds Distrust Hussein

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

ISIKVEREN, Turkey, April 25 — "Saddam, he says one thing, he does another," said Suleiman Sindi, his lined face a map of past betrayals of the Kurds. "Now we don't go to Zakho because there are men in police uniforms, not police, but army. No."

Mr. Sindi is a clan chief of the powerful Sindi tribe, which used to control about 15 villages on the outskirts of Zakho. He sat surrounded by relatives and followers on a mound of dirt near the helicopter landing zone where tens of thousands of Kurdish refugees perch in makeshift shelters, surrounded by filth, death and disease.

Wearing new running shoes with his traditional turban, he recalled the 1970 agreement with Baghdad setting up a semi-autonomous Kurdish zone, which never came to pass.

### Rebellions in '74 and '88

He fought alongside Mustafa Barzani, the Kurdish leader backed by the Shah of Iran and, covertly, by the United States, when the Kurds rose up in 1974 after the Iraqis reneged on an accord granting Kurdish autonomy.

He told how Kurds were forced from their villages and resettled far away, after their 1988 rebellion was crushed with, the Kurds say, poison gas.

"Of course, everyone wants to return home," he said. "But we don't agree with Mr. Saddam. We must do it in the way of the United Nations."

Word that Kurdish rebels had reached yet another "agreement in principle" for some Kurdish autonomy spread quickly here by shortwave radio. But the reaction among the refugees mired in the mountains was cautious at best when it came to whether they would agree to return home.

Even as their people are buried or struggle for a drink of water, influential clan leaders focus on one issue: the presence of several hundred armed Iraqis on the streets of Zakho, the half-deserted town hard by the new encampment that the Americans want to turn into a safe haven for the refugees.

"No," said Mohammed Nasif, an elder of the large Barghourli family, who, like Mr. Sindi, carried a stick curved like a shepherd's, signifying his authority, when asked if he would go back to Iraq.

"We don't want to go back to Iraq because of the Government," he said. "We want the West to give us guarantees. If the problem is solved in Iraq and the Western people give us guarantees, we will go. Otherwise, not."

So great is the fear of President Saddam Hussein in these camps that the presence of the armed Iraqis — Baghdad says they are policemen legitimately patrolling the area — is the major roadblock to the American-led plan to resettle the refugees in the protected zone. Only after an agreement on the Iraqi military presence is firmly in place, and not just tentative, will the Kurds even consider returning home.

### 'Everyone Afraid of the Police'

"They're still very concerned about the police in the town," Fred Cuny, a consultant running the resettlement program, said today. "I think a lot will come down, but now everyone is afraid of the police. The vast majority, I think, want some assurances that the police will not harass them if they come home."

A large part of the fear stems from what the Kurds say was Mr. Hussein's use of poison gas in 1988. Indeed, refugees from the Zakho area say that this time the town simply emptied out as rumors spread that gas might be used.

"People left," said a physician from Zakho who gave his name only as Dr. Salam. "They were afraid of the chemical material. The thought was still fixed in their minds from 1988." Indeed, said Mr. Cuny, the resettlement expert, "every discussion we have comes back to '88."

Asked if people would return if the clan leaders told them to, a Western-educated doctor here replied: "Almost

everyone will go along with it. If someone doesn't, they will be ridiculed by the others. Saddam is giving them this because he is weak. Everyone is against him. If he solves the Kurd problem, he can turn his energies against the Communists, the Shiites and rival factions within the Baath Party. Saddam is giving the Kurds an injection to put them to sleep. When they wake up, he will be too strong to do anything about it."

#### Another Day of Misery

In this camp itself, it was another day of misery. Much of the lower slopes have been cleared as tens of thousands of refugees have been moved to newer camps by the Turkish authorities, leaving the slopes covered with the debris of what some of the American soldiers working here have been calling "Kurdstock."

But at the top, where Special Forces troops have strung razor wire to prevent the helicopters from being mobbed, life continued in unabated awfulness.

Dr. Hans Boon, a relief official, was explaining his difficulties in keeping alive the infants suffering from chronic diarrhea and dehydration — on many days, 20 die here — when a relief worker ran up saying, "I think the child has died."

Grim-faced, he strode into the back of a tent, where nine weeping mothers sat next to nine tiny figures connected to intravenous drip bottles suspended around the walls of the tent. In the corner, one of the women huddled over a motionless bundle. Then she picked it up, holding it close, and walked slowly out of the tent.

#### Graveyard of Tiny Tombs

At the same moment, a gray-bearded man walked past the hospital compound carrying another small body wrapped in a blanket and took it to the growing graveyard of tiny tombs topped with rocks, crowded higgledy-piggledy together, too close and disordered to count. Bent, turbaned men were scratching out three new graves with picks and worn shovels.

"There is another there, and back there, too," a man named Hassan said, pointing to a cemetery in the ridgeline across the gorge and another up a nearby hill.

Would he go back to Zakho, he was asked.

"No, no, no," he said, wagging his finger in Middle Eastern emphasis. "When every Iraqi goes outside Zakho, we go. We must go somewhere. But where?"

## Kurdish Accord: Will Iraq Honor It?

By ELAINE SCIOLINO

Over the years, President Saddam Hussein of Iraq had made and broken an autonomy pact with the Kurds, brutally suppressed their rebellions, arrested and executed their guerrilla leaders, razed their villages, forced them from their lands and relocated them to sterile new towns that often lacked water supplies and electricity.

So when the Kurdish leader Jalal Talabani was awakened at his home in Damascus on Aug. 2 with news that President Hussein had invaded Kuwait, he was excited. "I was very glad when I heard about the invasion," Mr. Talabani recalled several weeks later. "I said to myself, 'This has been Saddam's biggest mistake, and it will lead him to his grave.'"

Mr. Talabani's hatred for the Iraqi President was not one-sided. Mr. Hussein so detested Mr. Talabani, who has spent the last eight years in exile, that he referred to him as a renegade and vowed to cut him to pieces with a sword before he would let him come home.

So when the two men appeared on Iraqi television on Wednesday in a warm embrace as a tentative accord on Kurdish autonomy was announced, the response of many Kurds ranged from puzzlement to disgust.

#### 'Saddam Is Such a Devil'

"I myself didn't like to see them embrace each other," said Dr. Mahmoud Othman, a longtime Kurdish leader who headed the Kurdish delegation that negotiated an autonomy agreement with Mr. Hussein in 1970. "Saddam is such a devil. One could have shaken his hand, nothing more. But the embrace gives the impression of a finished agreement, which is not the case."

It was reminiscent, they said, of the embrace between Mr. Hussein and Shah Mohammed Riza Pahlevi in Algiers in 1975, when the two men signed an accord in which the Shah promised to end his support for Iraqi Kurdish rebels and the two sides agreed to divide the Shatt al-Arab waterway; five

years later, after the Islamic revolution that overthrew the Shah, Mr. Hussein tore up the accord on Iraqi television and invaded Iran to regain full control over the waterway.

Other Kurds compared Wednesday's embrace to the 21-gun salute and the double embrace that Mr. Hussein gave the Emir of Kuwait, Sheik Jaber al-Ahmed al-Sabah, when he visited Baghdad in the fall of 1989 to receive Iraq's

highest medal of honor. Less than a year later, Iraq invaded and occupied Kuwait.

"We don't trust Saddam Hussein," said Dr. Najmaldin Karim, a Washington neurosurgeon and spokesman for the Kurdish National Congress, which is based in the United States. "Nobody will go home if this is just a deal between Saddam and the Kurdish leadership that doesn't have strong interna-



A boy trying to hold onto his relief package as he was pinned by others who rushed to get to supplies delivered by a United Nations truck.



tional guarantees."

**Kiss of Death**

Another Kurdish leader who has worked closely with Mr. Talabani over the years put it more bluntly. "For me, it was the kiss the Mafia chief gives his next victim."

Other Kurdish leaders tried to put the best face on the negotiations, stressing that the Kurdish delegation headed by Mr. Talabani had not yet signed an accord, and that serious negotiations still lay ahead.

The Kurdish delegation, which represents an umbrella organization of Kurdish political parties, was motivated by three impulses in negotiating the accord, Kurdish leaders say.

First, they say, the accord represents an attempt by the political leadership of Iraq's 3.5 million Kurds to extract whatever concessions they can from Mr. Hussein after their disastrous effort to rebel against him. With Mr. Hussein still in power in Baghdad, the delegation reasoned, the Kurds had no choice but to work with him, and figured they had better strike a deal while he still appeared weak from his defeat in the Persian Gulf war.

**Responsibility for Refugees**

Second, the leadership, particularly Mr. Talabani, felt personally responsible for the suffering of hundreds of thousands of Kurdish refugees who fled their homes when the Iraqi military turned its tanks and helicopter gunships against them.

Elated by their initial military successes in the wake of the allied war, Kurdish leaders urged their people to rise against Mr. Hussein, and many Kurds heeded their call. Massoud Barzani, the other main Kurdish leader, felt so confident that he called on all Iraqi opposition groups to come to Kurdistan to form a government.

**1970 Accord Remembered**

Finally, the Kurds entered into the agreement after they realized that the United States and Saudi Arabia were not prepared to support their civil war. In the weeks after the war, Kurdish leaders, heartened by President Bush's call on the Iraqi people and Army to revolt, expected the United States to back up his words with action.

When the Bush Administration failed to prevent Iraq's helicopters from at-

tacking Kurdish civilians, and even refused to meet publicly with Kurdish leaders, they felt betrayed.

Mr. Talabani, who is credited as a courageous leader of his people, is not widely regarded as a master negotiator, and many Kurdish leaders say he was outmaneuvered by Mr. Hussein.

They say the accord reached in Baghdad is little more than a repetition of 1970 Kurdish agreement, which Mr. Hussein, then vice president, personally negotiated and that promised the Kurds autonomy in their region and greater representation in Baghdad.

But Mr. Hussein moved to sabotage the agreement almost immediately, and it was abrogated four years later. Some Kurds are concerned that Mr. Hussein will initially offer all sorts of enticements to bring the Kurds back home, and punish them selectively in a year or so, when international attention is no longer focused on Iraq.

"Our fighters are known for their bravery," said one Kurdish leader. "But when it comes to diplomatic intrigue, we are a bit naïve. We are no match for Saddam Hussein."

## U.S. Extending Safety Zone for Kurdish Refugees

By **CHUCK SUDETIC**

Special to The New York Times

**ZAKHO, Iraq, April 25** — American military units are expanding the safe-haven zone for Kurds in northern Iraq to include a secure route leading from the mountains to a tent city now being built near here, relief officials said today.

The move to expand the safe-haven region comes as the United States and its allies stepped up pressure on Iraq to withdraw several hundred armed and uniformed men from Zakho, the largest town in the zone.

Reporters said they saw buses transporting some of the Iraqis, described as policemen by the authorities in Baghdad, out of the town today. But there is no word yet that the Iraqis have quit Zakho entirely.

Aid officials said they hoped to begin moving the refugees to the tent city within days. But they are aware that the continued presence of the armed Iraqis is hindering that effort.

**Core of Safety Zone**

The allies have told the Iraqi Army to pull out of an area of several hundred square miles in the north, but the core of the vaguely delineated safe-haven zone has until now covered only about 60 square miles around Zakho, said Dayton Maxwell, head of the

Agency for International Development team here.

"The zone of protection is extending down the valley because it has to extend to the mountains in order to create a secure path people can use on their way back," Mr. Maxwell said. "We're gradually extending in the direction necessary to assure the safe return of the people to their homes."

The military has extended the safe-haven zone to prevent the Iraqi Army from stepping in unexpectedly to confront the refugee resettlement, Mr. Maxwell said.

The extension of the safe-haven zone will allow refugees, especially those still on the Iraqi side of the border, to return to their homes without having to cross Turkish territory, a development that is sure to please Turkish authorities.

**Turkey's Kurdish Minority**

Turkey, which has a sizable, restive Kurdish minority of its own, allowed 60,000 Iraqi-Kurd refugees to enter the country in 1988; over half of them still inhabit refugee camps in Turkey's interior.

"What we don't want," said another refugee-relief worker who asked not to be identified, "is to go into Turkey with a column of refugees and have them jump off and request political refugee status."

Under United Nations agreements, persons declaring themselves to be political refugees cannot be returned to their home country if they can show that it would put their lives in imminent danger.

The allies plan to build other tent cities for the refugees in northern Iraq, especially for those whose homes are located south of the safe-haven zone, Mr. Maxwell said, but he did not specify where the camps may be located.

**Few Refugees Return**

Some refugees have begun moving down from their mountain encampments, but only a few families from Zakho have returned, townspeople said today.

"We want our families to come back and feel safe," said an Arabic language teacher in Zakho who requested anonymity. "But if the soldiers and police of Iraq are here, now they won't come."

Mr. Maxwell said that American relief officials have set a target of two months to turn over the humanitarian aid half of the refugee relief and resettlement operation to the United Nations and international aid organizations. The security umbrella for the Kurds in northern Iraq, however, would probably be maintained for a longer period, he said.



LE MONDE

26 AVRIL 1991

Le statut du nord de l'Irak et le sort des réfugiés

# L'accord entre Bagdad et les Kurdes est accueilli avec scepticisme à Washington

## Quelques centaines de réfugiés ont amorcé un mouvement de retour

Près d'un demi-millier de réfugiés kurdes ont amorcé, mercredi 24 avril, leur descente de la montagne à la frontière irako-turque vers le camp provisoire de Zakho, en Irak du Nord, a-t-on affirmé de source militaire autorisée à Silopi (Turquie), alors que à Bagdad, un responsable kurde annonçait que la rébellion et le régime de M. Saddam Hussein étaient parvenus à un « accord de principe » sur le statut du Kurdistan.

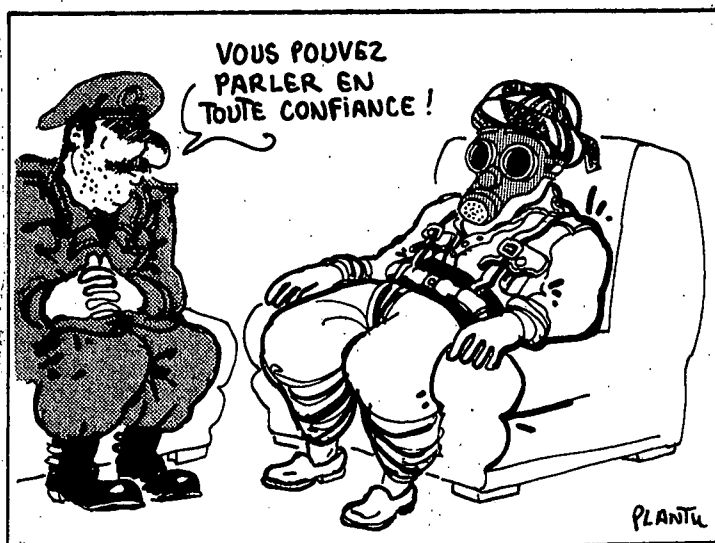
« Le mouvement vers le camp s'est fait, a-t-on précisé de même source. « Le courant est amorcé. » 450 à 500 personnes étaient ainsi « redescendues des crêtes » mercredi en fin d'après-midi pour « prendre le contact » avec les militaires français qui installaient encore leur dispositif à mi-chemin des crêtes et du camp de Zakho. Ce détachement français a pour mission de redonner confiance aux Irakiens qui avaient fui leurs foyers et de guider les réfugiés vers la zone de sécurité provisoire mise en place en territoire irakien par les Américains avec les forces humanitaires de la coalition.

Les militaires français, installés près d'un parking, où les réfugiés avaient laissé leurs véhicules, leur proposent des vivres, de l'eau et de l'essence pour leur permettre de reprendre ces derniers. Ils devaient héberger ces réfugiés mercredi soir avant de guider ce premier groupe sur le chemin pour redescendre dans la vallée.

Près de 200 000 Kurdes ont déjà regagné leurs foyers après avoir fui l'offensive de l'armée irakienne dans le nord de l'Irak, a, de son côté, affirmé l'agence irakienne INA. En revanche, un certain nombre de Kurdes refusaient toujours, mercredi, de rentrer chez eux tant que la région « ne serait pas sûre » et qu'un accord avec le régime de Bagdad ne serait pas conclu « sous l'égide des Nations unies ».

Chez les Kurdes vivant en exil en Europe, le scepticisme dominait, mercredi soir, après l'annonce de l'« accord » irako-kurde. « Tant que Saddam Hussein se maintiendra au pouvoir, le respect des droits des Kurdes ne sera pas garanti en Irak », a ainsi estimé l'un d'entre eux, résidant à Londres. - (AFP, Reuter.)

Au terme de plusieurs jours de négociations, les chefs rebelles kurdes et les autorités de Bagdad sont parvenus mercredi 24 avril à un « accord de principe » sur le statut du Kurdistan irakien. Ce texte, basé sur un accord datant de 1970, dont l'application avait donné lieu à de nouveaux affrontements irako-kurdes, a été accueilli avec « scepticisme » à Washington. A la frontière turque, bien que plusieurs centaines de réfugiés aient amorcé un retour vers l'Irak, la plupart des Kurdes refusent encore de rentrer tant que la région « ne sera pas sûre ».



## Face-à-face tendu à Zakho entre alliés et Irakiens

Irakiens et alliés ont considérablement renforcé leur présence dans la ville irakienne de Zakho, mercredi 24 avril, suscitant un face-à-face tendu qui menace de paralyser l'opération humanitaire en faveur des réfugiés kurdes.

Selon les habitants de Zakho, cinq cents à sept cents Irakiens en uniforme ont rejoint dans la journée une avant-garde arrivée dimanche en autocar. Les autorités irakiennes les présentent comme des policiers, mais la population locale assure qu'il s'agit de soldats ou d'agents de la police secrète. « Environ une dizaine sont de vrais policiers », a affirmé un habitant chrétien.

L'épreuve de force qui se dessine à Zakho pourrait remettre en question les efforts des alliés pour ramener au Kurdistan les quelque 850 000 réfugiés qui ont fui vers la

Turquie après l'écrasement du soulèvement kurde du mois de mars. Et ce, en dépit d'un très léger « mouvement de retour » noté mercredi. Des réfugiés kurdes présents à Silopi, ville turque située à 16 km à l'ouest de Zakho, ont affirmé qu'ils n'iraient pas dans les relais installés et protégés par l'armée américaine tant que les hommes de Saddam Hussein seraient présents dans les villes du Kurdistan.

Un convoi américain de vingt-cinq transports de troupes, Jeeps et camions, a emprunté mercredi le pont frontalier de Habour en direction de Zakho, suivi par un convoi de dix véhicules de parachutistes français. Cent fusiliers marins néerlandais ont, en outre, pris position au poste de douane irakien - abandonné - au pont de Habour. Trois compagnies britan-

niques devaient par ailleurs occuper des bâtiments désertés dans la ville. Ces hommes seront suivis dans les prochains jours par trois cents Néerlandais supplémentaires.

Un porte-parole de l'armée américaine a affirmé que Zakho avait, de facto, été divisée en deux zones - le centre, aux mains des Irakiens, et les abords de la ville contrôlés par les Etats-Unis et leurs alliés. Jusqu'à mardi, des marines américains s'activaient à installer une station d'épuration le long du fleuve. Ils ont tout démonté pendant la nuit pour ne laisser que des barbelés, apparemment pour ne pas s'exposer à des frictions avec des Irakiens en armes déployés tout près de là. Depuis dimanche, les Américains demandent aux Irakiens de faire partir ces hommes reconnaissables à leur uniforme vert. Mais les « policiers », certains encore adolescents, étaient encore bien visibles mercredi dans les rues de Zakho. - (Reuter.)

## IRAK : la situation au Kurdistan et les négociations à Bagdad.

# Les rebelles kurdes et M. Saddam Hussein sont parvenus à un accord

Les rebelles kurdes et les autorités irakiennes sont parvenus, mercredi 24 avril, à un accord de principe sur le statut du Kurdistan d'Irak, a annoncé, à Bagdad, le responsable de l'un des principaux mouvements kurdes, M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), à l'issue d'une rencontre avec le président Saddam Hussein.

Cet « accord de principe », obtenu après plusieurs jours de négociations - engagées après que les Irakiens eurent chassé les insurgés des principales villes du Kurdistan sans, pour autant, les déloger de leurs montagnes, - est basé sur un précédent accord datant du 11 mars 1970 et qui n'avait pu empêcher, quatre ans plus tard, une reprise de la guerre irako-kurde.

En annonçant l'« accord », M. Talabani a, d'une part, appelé les réfugiés kurdes massés aux confins de la Turquie et de l'Iran à rentrer chez eux et, d'autre part, insisté sur la « nécessaire démocratisation » en Irak. « La démocratie, la liberté de la presse, l'organisation de nouvelles élections législatives seront la meilleure garantie du respect des droits nationaux du peuple kurde », a-t-il dit en présence du ministre irakien de l'information, M. Hamid Youssef Hummadi.

Evouant le résultat des négociations qu'il a menées à Bagdad à la tête d'une délégation de quatre membres représentant les principaux mouvements rassemblés au sein du Front du Kurdistan, M. Talabani a fait preuve d'un optimisme qui paraît surprenant au regard des « détails d'application », qui, a-t-il indiqué, restent à régler. « Je n'ai jamais vu en une seule fois de dispositions aussi positives, un climat aussi positif (...) pour une négociation sur le Kurdistan irakien », a-t-il déclaré.

M. Talabani a ajouté que les discussions entamées vendredi, après une première prise de contact voici un mois, avaient porté sur quatre grands points : la normalisation, la démocratie en Irak, le respect des droits nationaux kurdes et l'unité nationale de l'Irak. « A l'instar des Irakiens, nous sommes pour l'indépendance et la souveraineté du gouvernement irakien. Ensemble, avec les autres Irakiens, nous essaierons de garantir l'indépendance et la souveraineté de l'Irak et de prendre part à la reconstruction de notre pays », a encore dit le chef kurde.

Celui-ci a assuré ne pas s'attendre à des problèmes pendant les prochaines

négociations : « Grâce à cette rencontre, je suis sûr qu'il n'y aura pas d'obstacles sur la voie de l'application de la déclaration du 11 mars 1970, qui reste le point principal. » Précisant que le texte final serait signé par un autre responsable kurde, M. Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), M. Talabani a admis que « de nouvelles négociations » seraient nécessaires « pour fixer les détails d'application ».

### Des « détails » embarrassants

Et, parmi ces « détails », il en est un de taille, à savoir le sort de la ville de Kirkouk, haut lieu de la production pétrolière irakienne : « Kirkouk est une ville irakienne. Nous ne recherchons pas le partage de l'Irak. Le problème de Kirkouk sera discuté ultérieurement. » Or, ce « problème », dont M. Talabani a semblé vouloir faire une question secondaire, a été au centre des divergences irako-kurdes - après la conclusion de l'accord de 1970, - qui ont débouché sur une reprise de la guerre en 1974, lorsque le régime de Bagdad a voulu appliquer unilatéralement l'accord.

Car pour les Kurdes, au moins jusqu'à présent, Kirkouk est kurde, alors que les autorités irakiennes ont exclu la cité pétrolière et ses environs de la « zone autonome kurde », refusant catégoriquement de reconnaître une quelconque « kurdité » à la ville. Soulignant que le traité de 1970 formait la base de l'accord de principe obtenu aujourd'hui, le chef de l'UPK a simplement rappelé que ce texte n'avait jamais été pleinement appliqué. Une affirmation que Bagdad a toujours récuse.

En dépit des incertitudes qui obscurcissent donc l'horizon, malgré le fait que les « détails » présents représentent, en réalité, les obstacles sur lesquels les deux parties ont toujours buté et, surtout, semblant oublier la très longue expérience kurde des promesses non tenues et des retours de bâton qui ont inmanquablement suivi - jusqu'à aujourd'hui - les « accords » et les grandes embrassades, M. Talabani a affiché une grande confiance : « Nous avons reçu du président [Saddam Hussein] et d'autres responsables la promesse que les Kurdes irakiens seraient en sécurité. » Le responsable kurde a encore ajouté une note d'optimisme : M. Saddam Hussein, a-t-il estimé, lui est apparu de bonne humeur.

D'autre part, interrogé sur la présence de troupes étrangères en territoire irakien - afin d'y protéger les réfugiés kurdes, - M. Talabani a

affirmé que ces dernières devraient partir une fois conclu l'accord définitif entre la rébellion et le pouvoir central. « Nous préférons avoir les forces des Nations unies, mais, en attendant, nous ne sommes pas contre la présence d'autres forces pour protéger les réfugiés », a-t-il concédé.

Enfin, faisant état d'une sorte d'équilibre dans les rapports de forces au Kurdistan, M. Talabani a estimé que les Kurdes avaient échoué dans leur volonté de renverser le gouvernement irakien, de même que Bagdad, en tentant d'écraser l'insurrection kurde.

Totalement isolés sur la scène internationale, considérés comme de dangereux gêneurs par les voisins de l'Irak - en butte à leur propre « problème kurde », - les insurgés du Kurdistan d'Irak, qui auront connu un éphémère « printemps » en mars, ont, une nouvelle fois, été acculés à un accord dont on peut prévoir qu'il n'est que le point de départ de longues tractations sur les « détails », le temps que le régime de M. Saddam Hussein soit en mesure de briser l'équilibre des forces mentionné par M. Talabani.

YVES HELLER

## L'accord du 11 mars 1970

L'accord de 1970, qui sert de base à l'« accord de principe » auxquels sont parvenus, mercredi 24 avril, les rebelles kurdes et M. Saddam Hussein, prévoyait la création d'une province autonome du Kurdistan. Le 11 mars 1970, deux ans après le coup d'Etat qui avait ramené le parti Baas au pouvoir à Bagdad, le nouveau régime s'engageait à reconnaître les droits nationaux des Kurdes et à leur accorder l'autonomie dans le cadre de la République irakienne.

L'accord, conclu avec Molla Moustapha Barzani - qui dirigeait, alors, la rébellion kurde, - prévoyait la participation des Kurdes au pouvoir, la nomination d'un Kurde au poste de vice-président de la République, une réforme agraire au Kurdistan, un plan de développement social et économique dans la région kurde et l'utilisation officielle de la langue kurde à côté de l'arabe.

Les Kurdes s'engageaient pour leur part à remettre leurs armes lourdes, les combattants kurdes devant être intégrés dans l'armée irakienne. Le 29 mars 1970, cinq

Kurdes entraient au gouvernement. Le 17 juillet, la Constitution était remaniée et stipulait pour la première fois que le peuple irakien comprend deux nationalités principales, l'arabe et la kurde, et reconnaissait les « droits nationaux du peuple kurde ».

Tensions et accrochages allaient reprendre dès 1971, les Kurdes, qui bénéficiaient d'un soutien iranien, reprochant notamment à Bagdad une politique de transfert de populations arabes vers les régions pétrolières du Kurdistan, celle de Kirkouk en particulier. En mars 1974, le pouvoir central proclamait unilatéralement la loi d'autonomie du Kurdistan, l'appliquant aux trois provinces de Dohouk, Irbil et Soulaïmaniyah.

La guerre reprenait immédiatement, les Irakiens ayant exclu Kirkouk de la « zone autonome kurde ». La rébellion s'est effondrée en 1975, les Iraniens ayant « lâché » les Kurdes à la suite des accords d'Alger (sur la délimitation des frontières) entre le vice-président irakien d'alors, M. Saddam Hussein, et le chah d'Iran.

Les secours aux réfugiés kurdes

## Le gouvernement affrète sept navires civils pour transporter un hôpital de campagne

S'appuyant sur les dispositions d'une loi de 1969 organisant les transports maritimes d'intérêt national (loi dite « Tramin »), qui avait déjà été utilisée pour l'opération Daguet, le gouvernement a décidé d'affrêter sept navires civils battant pavillon français - deux car-ferries et cinq cargos - pour venir en aide aux réfugiés kurdes. Ces navires, indique-t-on dans les

milieux maritimes où l'on se félicite de la coopération entre la marine marchande et les autorités militaires, devraient partir de Toulon dès fin avril-début mai, vraisemblablement à destination du port turc d'Iskenderun sur la côte méditerranéenne. Ils transporteront des troupes spécialisées, du matériel médical et des médicaments, dans le but d'édifier un

véritable centre hospitalier de campagne dans les régions difficiles d'accès où vont être installés des camps de réfugiés.

Plusieurs navires, une fois le matériel débarqué dans le port turc, se dirigeront vers Yanbu, le terminal saoudien sur la mer Rouge, pour rapatrier matériels et soldats engagés dans l'opération Daguet.

## L'OMS veut rendre l'aide humanitaire plus intelligente

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a constaté que des secours mal maîtrisés peuvent ajouter aux problèmes des peuples et des pays sinistrés. Elle souhaite donc que l'aide soit mieux préparée et mieux adaptée aux besoins.

La télévision a montré des images de réfugiés kurdes recevant dans des colis parachutés des sachets de potages déshydratés qu'ils prenaient - faute de pouvoir déchiffrer le mode d'emploi écrit en anglais - pour des paquets de lessive. Un exemple parmi tant d'autres des difficultés de l'aide humanitaire lorsqu'elle est décrétée dans l'urgence.

Pour être efficace, elle doit obéir à des règles précises : secours correspondant aux besoins des secours, colis étiquetés correctement dans la langue du pays receveur, produits répertoriés et triés au départ, etc. Quelques associations se plient à cette discipline de bon sens, d'autres obéissent trop à des motifs politiques locaux (les donateurs sont aussi des électeurs) ou aux pulsions des donateurs. Prenant l'exemple des mouvements de solidarité lors des catastrophes naturelles, l'OMS a profité de la récente journée mondiale de la santé pour dénoncer les effets pervers de l'aide mal conçue et plaider pour une organisation plus intelligente de la solidarité.

« S'il est virtuellement impossible de prévenir la plupart des catastrophes, nous pouvons prévoir ou atténuer beaucoup de leurs effets les plus graves en les anticipant et en nous y préparant », a expliqué le Dr Hiroshi Nakajima, directeur de l'OMS. On peut surtout éviter d'amplifier les effets des catastrophes en apprenant à devenir des donateurs intelligents.

Les témoignages publiés par l'OMS dans le numéro de *Santé du Monde* consacré aux catastrophes naturelles sont accablants. En 1988 par exemple, alors qu'un tremblement de terre venait de dévaster quatre importantes villes du nord de

l'Arménie, l'émotion du monde entier était d'autant plus vive que les médias parlaient de 100 000 morts (le nombre des victimes s'est finalement élevé à 25 000). Un immense mouvement de solidarité émanant de soixante-dix pays s'est immédiatement manifesté. Toutes sortes de matériels et de produits ont déferlé sur Erevan, par avion, camion et train.

Le Dr Andrei K. Kisselev, ancien sous-secrétaire général de la ligue des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant rouge en URSS se souvient : « Les arrivages fréquents de ces marchandises à l'aéroport ont entraîné des problèmes de déchargement, d'entreposage et de distribution. Par moments, les équipes n'avaient que 14 minutes pour décharger 40 tonnes de marchandises. Les colis n'étaient pas bien étiquetés. »

### Volontaires inutiles

En tout, 5 000 tonnes de médicaments ont été envoyées en Arménie bien que celle-ci ait fait savoir dès le quatrième jour de la catastrophe qu'elle n'en avait plus besoin. La plupart sont arrivés sans convoyeur et sans inventaire ; 20 % des produits étaient périmés et les deux tiers des colis étaient étiquetés en vingt et une langues différentes. Souvent il n'y avait que des noms de marque et pas de nom générique. A cause de ces problèmes d'identification, ils n'ont pas été utilisés. Comme il n'était pas possible de les brûler sans provoquer des émanations de gaz toxiques, l'Arménie a dû importer un incinérateur spécial coûteux...

Même l'arrivée des secouristes, lorsqu'ils ne sont pas demandés par le pays victime d'une catastrophe, peut être sujet de gêne. L'Iran aurait pu, après le tremblement de terre du 21 juin 1990, se passer des équipes de volontaires venus d'une dizaine de pays différents : « Ces jeunes volontaires enthousiastes sont venus trop tard et trop nombreux », écrit M. John Bland, rédacteur en chef de

*Santé du Monde*. Huit longues années de guerre avec l'Irak avaient en fait fourni à l'Iran des compétences qui lui avaient permis d'affronter très efficacement les catastrophes. La plupart des volontaires se sont révélés inutiles. Leurs véhicules ne faisaient qu'allonger les longues files de trafic à des endroits stratégiques. En revanche, l'Iran aurait eu besoin d'experts pour l'assainissement.

« L'aide internationale est un cadeau à double tranchant », souligne Claude de Ville de Goyet et Patricia Bittner, chargés des programmes d'urgences à l'OMS. Il est indispensable d'aider un pays à se remettre sur pieds, mais lorsque l'aide spontanée ne répond pas aux besoins réels, elle prend la place des besoins plus urgents, rend la situation encore plus chaotique et peut même entraîner une catastrophe supplémentaire. »

Il est recommandé aux pays régulièrement victimes de catastrophes de se préparer à ces situations en mettant notamment en place des cellules d'urgence qui pourront définir rapidement les besoins. Les donateurs devraient, explique l'OMS, éviter de se rendre sur les lieux de la catastrophe avant d'être certains que c'est nécessaire et souhaité. Ils ne devraient pas réagir impulsivement aux images transmises par les médias et attendre que les experts donnent la liste des besoins réels. Les secours d'urgence doivent être fondés sur la demande et non sur l'offre.

De plus, l'élan de solidarité retombe souvent dès que l'événement ne fait plus les titres des journaux. Or, c'est deux, trois, quatre semaines plus tard que les pays affectés ont besoin d'aide afin de reconstruire la région dévastée. Il semble malheureusement qu'il soit plus facile d'obtenir le prêt d'un hôpital mobile de campagne et son transport par avion (coût : 500 000 dollars) que de réunir 300 000 dollars pour reconstruire un hôpital ou le rééquiper totalement.

CHRISTIANE CHOMBEAU

**Libération** 26 avril 1991

**L'IRAK AFFIRME QUE SON ARMÉE A EVACUÉ LA RÉGION DE ZAKHO**

# KURDES : SADDAM FAIT PROFIL BAS

L'ambassadeur irakien à l'ONU a affirmé, hier soir, que son pays avait retiré la plupart de ses forces de sécurité de la région investie par les armées occidentales pour secourir les réfugiés kurdes. Les alliés avaient, peu auparavant, lancé un ultimatum en ce sens à Bagdad où le Premier ministre, Saadoun Hammadi, a multiplié les déclarations conciliantes. Les Occidentaux restent néanmoins sceptiques après l'annonce, mercredi, d'un « accord de principe » entre les leaders kurdes et Saddam Hussein. Lire page 2.



Un soldat d'une patrouille britannique dans un village kurde à l'intérieur de l'Irak.

# BAGDAD CONTRAINT A FAIRE PATTE DE VELOURS

**H**ier dans la soirée, l'ambassadeur d'Irak à l'ONU a annoncé que son pays retirait toutes ses troupes, à l'exception de 50 policiers, de la ville de Zakho, au nord de l'Irak, où sont installés les réfugiés kurdes. Cette annonce fait suite à un ultimatum lancé dans la journée

par les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne qui avaient exigé le départ des forces de Saddam Hussein.

Ce durcissement des alliés intervenait au moment où l'Irak confirmait qu'un accord de principe avait été conclu mercredi avec les dirigeants kurdes. Il s'agirait d'appliquer les accords du 11 mars 1970 qui évoquaient la

province autonome du Kurdistan, mais étaient restés lettre morte. Le Premier ministre irakien, Saadoun Hammadi, a cependant refusé de donner des détails avant

l'« aboutissement d'un accord précis ». Accueillant cette annonce avec prudence, Washington a rappelé que Saddam Hussein n'avait pas hésité dans le passé à violer de tels traités.

## Bagdad, envoyé spécial

Pour sa première conférence de presse depuis la fin de la guerre du Golfe, le nouveau Premier ministre irakien, Saadoun Hammadi, s'est montré extrêmement discret sur l'accord de principe conclu mercredi entre Saddam Hussein et les représentants du Front du Kurdistan (lire *Libération* du 25 avril). « Je ne peux que confirmer que l'Irak conduit ce dialogue avec sincérité », a-t-il déclaré.

La veille, à l'issue d'un entretien avec Saddam Hussein, Jalal Talabani, co-président du Front et chef de l'Union patriotique kurde (UPK), avait annoncé « un accord de principe » avec le régime de Bagdad. Les détails devraient être examinés la semaine prochaine au cours d'un deuxième tour de table conduit cette fois, côté kurde, par l'autre grande figure des peshmergas, Massoud Barzani.

Selon Jalal Talabani, Bagdad se serait engagé à accorder l'autonomie au Kurdistan sur la base de la déclaration du 11 mars 1970. Un texte qui prévoit la création, au niveau de la région, d'un Parlement élu et d'un exécutif. Surtout, cette République autonome incluerait Kirkouk, la ville pétrolière revendiquée depuis toujours par les Kurdes. Sur ce point, cependant, le chef de l'UPK est resté prudent : « Ce-

la sera discuté dans le futur. Nous ne voulons pas d'une partition de l'Irak. »

Saddam Hussein a également promis le multipartisme, la démocratie, une nouvelle constitution, la liberté de la presse et d'association... Autant d'engagements qui ont semblé permettre à Jalal Talabani de pouvoir annoncer aux quelque trois millions de Kurdes qui ont fui leurs villes et leurs villages devant l'avancée irakienne après la révolte de mars, qu'il pourraient bientôt rentrer chez eux.

Saadoun Hammadi s'est refusé à dévoiler le contenu du tête-à-tête entre Jalal Talabani et Saddam Hussein. « Je trouve que c'est très bien, mais mon point de vue ne pourra être donné qu'après la conclusion de l'accord. »

La politique de la main tendue se limite pour l'instant aux insurgés du Nord. Aucun contact n'est envisagé avec les chiites du « conseil de la révolution islamique en Irak ». « Je ne connais pas ce parti », s'est-il borné à répondre. Les rebelles du Sud, restent, dans la terminologie officielle, des « hors-la-loi ». Sur les réformes, le Premier ministre a répété les promesses déjà faites. « Une loi sur le multipartisme sera bientôt adoptée », a-t-il affirmé, sans avancer une date et en se défendant d'agir sous la pression des événements. « Le processus démocratique est en cours depuis le début des années 80. Il a été retardé en raison des

circonstances (guerre avec l'Iran, puis conflit du Golfe). »

Seul absent de cette conférence de presse : Saddam Hussein. Saadoun Hammadi n'a cité le nom du rais qu'à une seule reprise. Un bref hommage, entre une considération sur l'Iran et un aperçu sur les réformes. « Je ne connais aucun dirigeant qui ait autant insisté sur les principes que Saddam Hussein », a-t-il dit.

Pour le nouveau Premier ministre irakien, la guerre ne doit plus être qu'un souvenir. Il a répété à plusieurs reprises que son pays entend « oublier le passé », « tourner la page », « se concentrer sur le futur ». Un grand coup d'éponge passé sur huit mois de crise. Quant au bilan de la guerre, « il fait l'objet de débats au sein du parti et de la classe dirigeante. » On n'en saura pas plus. Tout juste a-t-il rappelé que des articles ont été publiés dans la presse. Une lettre ouverte lui a ainsi été adressée en début de semaine par l'organe du parti baas, *ath-Thawra*, comportant une série de questions sur l'avenir du pays.

Bref, selon Saadoun Hammadi, les industriels français peuvent reprendre le chemin de Bagdad, s'ils le souhaitent. « Nous ne sommes pas contre la participation de compagnies non-irakiennes à la reconstruction du pays dans le cadre de contrats commerciaux normaux », a-t-il annoncé. Une offre-

qui n'exclut personne, pas même les pays membres de la coalition anti-irakienne. « L'Irak avait par le passé des liens économiques étroits avec l'Occident, particulièrement avec la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon (...) Nous n'avons pas d'objection à renouer et renforcer ces relations sur la base de l'intérêt mutuel. »

Une invitation destinée en priorité aux hommes d'affaires, aux vendeurs de tous poils, lancée par un pays à bout de souffle, manquant cruellement de produits de base et de technologies occidentales. Les diplomates ne sont pas non plus oubliés. Bagdad se dit prêt à échanger des ambassadeurs avec quiconque. Avec ses voisins d'abord — Turquie, Iran, monarchie du Golfe — à condition qu'ils cessent de « s'immiscer dans les affaires intérieures irakiennes ». Avec l'ensemble de la Oumma (la communauté islamique dans son ensemble), ensuite. Le régime baassiste veut devenir le bon élève de la Ligue arabe. Il s'emploiera à renforcer la solidarité entre ses membres, il œuvrera en faveur de l'unité de la nation arabe, assure Saadoun Hammadi. Même le Koweït peut redevir un interlocuteur. Bagdad a-t-il renoncé pour autant à ses « droits historiques » sur la 19<sup>e</sup> province ? « Je ne souhaite pas soulever cette question qui pourrait envenimer la situation », a-t-il simplement esquivé.

Christophe BOI TANSKI

# Le pire n'est plus fatal

PAR MARC KRAVETZ

**L**a promesse d'un accord entre la résistance kurde et Saddam Hussein, dont la négociation finale pourrait intervenir rapidement, et l'ultimatum enjoignant à Bagdad de retirer ses troupes du nord pour permettre le retour des réfugiés, devraient logiquement être les deux volets d'une solution durable de la question kurde en Irak, comme d'une première mise en œuvre de ce « nouvel ordre international » promis avant, pendant et après la guerre du Golfe.

En sera-t-il réellement ainsi ? Rien à ce stade n'est moins sûr. Les négociations de Bagdad visent à résoudre un problème *politique*. L'attitude des coalisés, ils ne cessent de l'affirmer, se veut exclusivement *humanitaire*. Les Etats-Unis en particulier sont soucieux jusqu'à l'obsession, fantôme du Vietnam oblige, de ne pas être entraînés dans ce qu'ils estiment toujours être une affaire intérieure à l'Irak.

Cela est vrai, qui n'empêche pas que des troupes stationnent désormais au nord de l'Irak, troupes dont la présence ne saurait se limiter à garder des camps de réfugiés. Qui oserait imaginer un scénario catastrophe de retrait de ces forces suivi d'un massacre de populations civiles ? Un nouvel Halabja ou pis encore. Qui oserait douter que Saddam Hussein en est évidemment capable et que peut-être même il s'y prépare ?

Si, de toute évidence ils eussent préféré meilleur interlocuteur, les Kurdes n'avaient clairement pas d'autre choix que négocier avec Saddam Hussein. L'image de l'embrassade entre Jalal Talabani, le chef kurde, et Saddam Hussein, bourreau de son peuple, avait quelque chose de choquant au regard de près de trois millions de réfugiés, des dizaines de milliers de victimes et de ces centaines d'autres qui meurent tous les jours aux frontières de l'Irak et de la Turquie. Mais cette étreinte, visiblement sollicitée par Saddam, n'en mesure pas moins l'extrême faiblesse d'un régime aux abois.

L'aveu est venu sans fard du nouveau Premier ministre irakien, Saadoun Hammadi, affirmant qu'une fois l'« accord conclu » la présence de troupes étrangères au nord de l'Irak ne se justifiait plus. Nul ne doute que Saddam Hussein, qui s'est engagé personnellement dans la négociation avec la résistance kurde, n'a d'autre objectif qu'en finir le plus vite possible avec les conséquences de la guerre du Golfe, mettre fin donc à l'embargo et aux sanctions dont son pays est l'objet. La liberté qui lui fut donnée de

massacrer son peuple, chiite au sud, kurde au nord, a trouvé pour limites l'exode des réfugiés et le mouvement d'opinion internationale qu'il a suscités.

Dès lors que la *Realpolitik* de la coalition se muait en « droit d'ingérence » et qu'aux douze résolutions des Nations unies le condamnant s'ajoutait la résolution 688 qui le met désormais sous surveillance étroite, dès lors en outre qu'il pouvait certes terroriser les villes kurdes mais non pour autant reprendre le contrôle du terrain, il lui fallait négocier.

Si, d'une tragédie sans précédent, peut naître une solution inespérée, on devrait conclure, ou du moins espérer, que l'Histoire, cette fois, ne se répètera pas. Pour les Kurdes d'abord, victimes traditionnelles et désignées de la géopolitique régionale mais aussi, peut-être, pour l'Irak que l'on pouvait croire condamné à la satrapie à perpétuité au motif que la stabilité régionale passait par le maintien au pouvoir sans partage de Saddam Hussein et de son régime.

Les objectifs de la résistance kurde irakienne ne prêtent pas à discussion. « Autonomie pour le Kurdistan, démocratie pour l'Irak. » Kurde, elle entend donner au peuple du Kurdistan d'Irak les satisfactions auxquelles il aspire, mais part essentielle de l'opposition à Saddam Hussein et au régime baassiste, elle veut que la solution de son problème national s'inscrive à l'intérieur d'un changement en Irak sans remettre en question les frontières du pays ni l'équilibre géopolitique régional. L'accord du 11

mars 1970, auquel les négociateurs, kurdes et baassistes de Bagdad se référent ne disait déjà rien d'autre.

Du passé si l'on veut, l'histoire de cet accord n'en est pas moins, doublement donc, d'une brûlante actualité. Il y a 21 ans, Saddam Hussein, qui n'était pas encore le « maître de Bagdad », seulement son numéro 2, son « homme fort » dira-t-on bientôt, voulait signer à tout prix un document qui mette fin à une guerre que le pouvoir central ne pouvait pas gagner, en reconnaissant, contre toute orthodoxie baassiste, l'existence d'une « nation kurde » en Irak. Avant lui, Abdel-Karim Kassem puis les frères Aref, avaient fait de même, en 1958 puis en 1963-1964. Et comme lui, ils ont déchiré les accords (presqu') aussitôt que conclus, selon cette règle immuable depuis la naissance même de l'Irak moderne qui veut que le peuple kurde, arbitrairement rattaché à un Etat arabe par le pouvoir colonial britannique, soit condamné à payer les rivalités régionales et internationales au Moyen-Orient.

Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad, le pire est assurément toujours prévisible. Mais pas nécessairement fatal. On ne connaît pas encore les détails de l'accord en cours de négociation. On peut imaginer qu'il apporte des satisfactions substantielles aux revendications kurdes. Mais celui de 1970 avait été unanimement approuvé. C'est donc moins la substance du texte que les garanties de son application qui sont désormais en jeu. Et celles-ci ne dépendent plus seulement des protagonistes mais bien de la

## Une région fertile et riche en pétrole

**P**étrole et riches terres agricoles : la région nord-est de l'Irak revendiquée par les Kurdes représente un potentiel économique essentiel pour l'économie irakienne.

Si l'on considère l'ensemble de la région Nord-Est, elle produisait avant la guerre 1,5 million de barils de pétrole par jour, soit la moitié de la production irakienne, ou l'équivalent de la production... du Koweït.

Ce brut représentait, ces dernières années, un revenu moyen de 5 à 7,5 milliards de dollars par an. Plus de la moitié de ce brut était extrait des grands champs pétroliers au sud de Kirkouk : cela explique en partie pourquoi Saddam Hussein avait exclu cette zone des accords de 1970 sur la région autonome kurde. Pour l'instant, Kirkouk fait partie de la nouvelle région qui pourrait accéder à l'autonomie. La ville abrite également la deuxième raffinerie du pays.

Plus de vingt ans de guérilla et de répression ont ruiné la seconde richesse des Kurdes : l'agriculture. Les campagnes ont déjà connu deux exodes massifs en 1975 et surtout en 1988. Plus de 5000 villages ont été détruits depuis 1987, et il n'en resterait plus qu'un millier aujourd'hui, soit 1 sur 6. Les habitants ont été parqués dans des camps ou ont fui en ville. « Il est aujourd'hui impossible de mesurer la production de la région avec les statistiques officielles irakiennes, explique un spécialiste. On peut seulement dire que dans les années 60, elle produisait les deux tiers des céréales. » L'élevage du mouton et la production de lait, et de fromages, y était également très importante. Mais là aussi, une grande partie du cheptel a été abattu avant les départs successifs, ou tout simplement pour nourrir une population de plus en plus isolée.

M.-A. R.

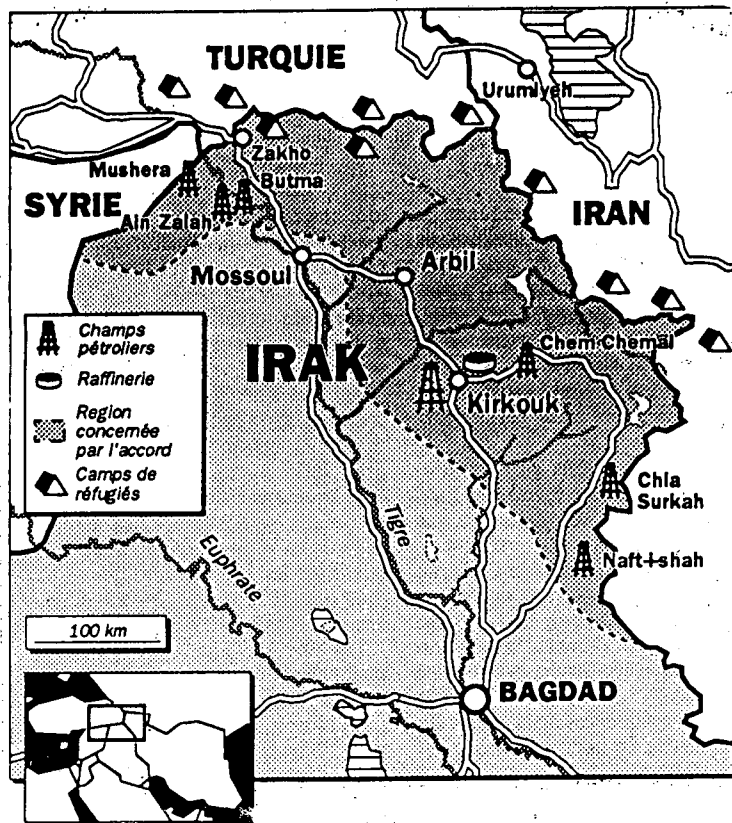


coalition et plus largement de la communauté internationale.

Un dogme ancien voulait que la question kurde, donc le droit d'un peuple à exercer sa souveraineté, soit insoluble puisque toute solution risquait de bouleverser l'équilibre des trois principaux pays concernés, l'Irak, l'Iran et la Turquie. Qui pourrait encore le prétendre quand aujourd'hui et les Turcs et les Iraniens admettent qu'au contraire c'est la non-résolution du problème, à travers l'exode des réfugiés irakiens qui devient une « menace pour la paix et la stabilité régionales » ?

Dans ce contexte, il n'est plus impensable d'imaginer une initiative internationale, via l'ONU par exemple, visant à garantir un accord signé à Bagdad et qui, assurant aux Kurdes d'Irak la satisfaction de leurs revendications essentielles, ouvrirait la voie à une solution rapide du problème des réfugiés. Aux juristes internationaux d'en trouver la forme. Le problème est d'ores et déjà international. Plusieurs pays sont engagés par leurs troupes à l'intérieur de l'Irak. La Turquie et l'Iran sont directement concernés.

L'« internationalisation » de la question kurde est un fait actuel. L'initiative pourrait être américaine ou européenne, mais pourquoi pas française ? Pour une fois, la France a su faire preuve d'audace en ouvrant la brèche du droit et du devoir d'ingérence. Elle a été suivie avec le succès que l'on sait. Pourquoi, dès lors, ne pas imaginer que la négociation entamée à Bagdad soit couronnée à Paris ?



## Saddam cède à la menace

Quelques heures après que les Américains eurent demandé le départ des forces de Saddam Hussein de la ville de Zakho, l'ambassadeur irakien annonçait leur retrait.

Washington, de notre correspondant

Les Etats-Unis ont lancé un ultimatum aux forces irakiennes leur demandant de quitter la ville de Zakho où l'armée américaine est en train d'installer plusieurs camps de réfugiés pour les Kurdes. Hier, dans la soirée, l'ambassadeur irakien à l'ONU, Abdul Amir al-Anbari, annonçait que l'Irak retirait la plupart de ses policiers de la ville. « Les soldats sont déjà partis, et le gros de la police est également parti, à l'exception de cinquante policiers qui resteront en ville », a déclaré le diplomate. Mercredi soir, l'ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU avait remis une lettre à son homologue irakien spécifiant les demandes américaines.

La Maison Blanche, ne voulant pas « accroître la tension », avait refusé d'intituler cette démarche un « ultimatum », mais le porte-parole de George Bush avait indiqué que les Irakiens devaient avoir quitté, tôt ce week-end, la ville située à quelques kilomètres de la frontière turque. La Maison-

Blanche espérait bien que les Irakiens quittent Zakho sans discuter, mais en cas de refus, avait expliqué Marlin Fitzwater, « nous prendrons les mesures nécessaires », ajoutant qu'il ne « s'attendait pas à une reprise de la guerre du Golfe ». Les Etats-Unis et ses alliés français et britanniques s'appuient sur la résolution 688 de l'ONU pour exiger le départ des Irakiens.

Cet avertissement montre que les Américains accueillent avec beaucoup de scepticisme l'accord entre les Kurdes et le leader irakien. Tout en se disant « favorable à toute solution négociée », la Maison-Blanche a rappelé que Saddam Hussein, notamment en 1970, a violé un accord similaire mais que « c'est aux leaders kurdes de décider ». Elle souligne aussi qu'elle n'est tenue au courant des négociations que par des articles de presse et qu'il n'y a pas eu de « communications officielles entre les Kurdes et l'administration américaine ».

En privé, les Américains, qui ont été surpris par l'accord conclu à Bagdad.

se disent très sceptiques sur sa substance et sur ses possibilités d'application. « On attend de voir », a indiqué Marlin Fitzwater, précisant que « cet accord n'avait aucun impact sur l'installation des camps ». Si cet agrément se matérialise, les Américains y voient un avantage à court terme. Ils pourraient sortir plus vite du nord de l'Irak, à la demande des Kurdes.

Mais à long terme, « le pronostic n'est pas bon », selon un responsable de la Maison-Blanche, qui ne voit pas pourquoi Saddam Hussein, remis en selle, tiendrait ses promesses. Déjà, des leaders kurdes demandent une forme de garanties internationales pour le respect de l'accord, qui pourraient impliquer l'ONU et les alliés dans des conditions encore mal définies. Enfin, les Etats-Unis redoutent que les Kurdes d'Irak et de Turquie exigent des accords d'autonomie similaires à celui obtenu à Bagdad, et destabilisent toute la région.

François SERGENT

EL PAÍS, viernes 26 de abril de 1991

## Nezan: "Todo acuerdo con Sadam debe estar garantizado por la ONU"

El presidente del Instituto Kurdo de París se muestra dolido con árabes y palestinos

FRANCESC RELEA, Madrid

Kendal Nezan, presidente del Instituto Kurdo de París, explica que, "en las actuales negociaciones, los kurdos quieren ver si hay posibilidades de establecer en Irak un calendario de transición hacia un régimen constitucional, pluralista y democrático que garantice la autonomía de los kurdos".

"Todo acuerdo que se pueda firmar debe estar garantizado", advierte, "por la comunidad internacional y el Consejo de Seguridad de las Naciones Unidas para que tenga visos de realidad".

Nezan se expresa con cautela a la hora de valorar las conversaciones que mantienen estos días en Bagdad representantes del Gobierno de Sadam Husein y de la resistencia kurda, "porque no hay confianza hacia el Gobierno iraquí, que ha martirizado y aniquilado al pueblo kurdo". Como presidente de la única representación kurda permanente en Europa, este doctor en Física Nuclear actúa como una especie de embajador volante del pueblo kurdo. Ayer participó en Granada en la sesión inaugural del Foro por la Paz: Diálogo Mediterráneo de los Ciudadanos, organizado por el Movimiento por la Paz, el Desarme y el Desarrollo que preside Francisca Sauquillo.

"Sadam se encuentra en una situación desesperada. Está aislado y desacreditado. Ahora podría firmar cualquier acuerdo, como ya hizo en otras oca-

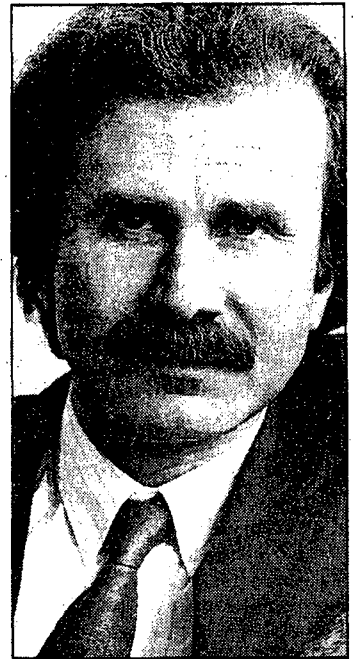
siones", dice Nezan. Pero el recelo de los kurdos no sólo es hacia el régimen de Bagdad. La coalición internacional que derrotó a Sadam no se ha ganado una confianza superior: "Hasta principios de 1990, el régimen iraquí era casi perfecto para la comunidad internacional. Claro que había gaseado a los kurdos, había destruido sus pueblos, había más de un millón de kurdos en los campos de internamiento... Pero los Estados occidentales seguían cooperando con el Gobierno de Bagdad. Era en realidad su gendarme en la región. Cuando el gendarme decidió atacar a la banca y al petróleo de Kuwait, la comunidad internacional descubrió que se trataba de un nuevo Hitler".

"Una vez ganada la guerra del Golfo, los norteamericanos deciden mantener la dictadura de Sadam, porque los países de la región, como Arabia Saudí y

las monarquías petroleras, no quieren un Irak democrático. La democracia es contagiosa, y es un peligro mayor que los Scud y los aviones de Sadam".

Al referirse a la situación de los kurdos en los otros países del área, Nezan reconoce que "en naciones como Irán no hay democracia", o que, "en Turquía, el Gobierno de Turgut Ozal no reconoce los derechos de los 12 millones de kurdos —aunque recientemente se ha reconocido el derecho de los kurdos a utilizar en privado su propia lengua—".

Nezan asegura que hay un acuerdo unánime en toda la resistencia kurda en luchar "por la instauración de un régimen democrático, pluralista, parlamentario y laico". El objetivo final pasaría por "una solución federal o autónoma para los kurdos, a imagen de la autonomía catalana en España. Evidentemente, no hay autonomía



Kendal Nezan.

que pueda durar sin democracia".

El aislamiento de los kurdos no procede únicamente del bloque occidental. "Hasta la fecha, ningún Gobierno árabe ha condenado la actuación del régimen iraquí contra el pueblo kurdo. Tampoco los palestinos han emitido ninguna declaración de simpatía hacia los kurdos. Hay que recordar que en el pasado los kurdos se han solidarizado repetidamente con los palestinos: centenares de jóvenes kurdos combatieron junto a los palestinos. El silencio de la OLP y de los árabes ha sido muy doloroso para nosotros".

# Bagdad obedece y se retira de Zajo

Bush dice que las tropas de EE UU permanecerán en Iraq «mientras sea necesario»

REUTER / SILOPI / WASHINGTON

Cientos de iraquíes armados han obedecido la orden alíada para que abandonen la ciudad norteña iraquí de Zajo, donde fuerzas occidentales están construyendo santuarios para los refugiados kurdos, según comunicó ayer una fuente militar estadounidense.

«No son rumores. Se han ido. Se marcharon la noche pasada», dijo el mayor Ron Gahagan, quien precisó que un pequeño número de policías iraquíes permanecería en Zajo.

«Van a ser 50 policías locales. Llevarán pistola, pero no va a haber partidas de caza con Kalashnikov como hace unos días. Cincuenta es una cifra razonable para una ciudad de ese tamaño», añadió Gahagan refiriéndose a Zajo.

A pesar de las declaraciones de no agresión, cinco soldados iraquíes de los que permanecen en Zajo resultaron ayer heridos, tres de ellos de gravedad, cuando varios hombres armados atacaron el cuartel general de Policía de la ciudad con una granada y ametralladoras, según comunicó el jefe de Policía Hassan Suleiman.

Suleiman dijo que el ataque «terrorista» se produjo en la noche del jueves, poco antes de que Iraq ordenase la retirada de la zona de las Fuerzas de Seguridad, tal y como acordó con EE UU.

El teniente coronel Graham Kerr, segundo al mando de las fuerzas británicas, declaró que sus soldados tenían previsto comenzar a patrullar la ciudad de Zajo ayer por la tarde.

## Vigilancia extrema

Explicó que se había preparado una lista de los 50 policías iraquíes autorizados a permanecer en la ciudad. «Cualquier persona que lleve un arma tendrá que dar su nombre y, si no está en la lista, se le invitará a desarmarse», dijo.

«A los kurdos tampoco se les permitirá que estén armados cuando bajen de los campamentos», añadió.

Por otra parte, el presidente estadounidense, George Bush, dijo ayer que las tropas de su país permanecerían en Iraq «todo el tiempo que sea necesario» para ayudar a los refugiados.

Bush manifestó que no esperaba encontrar nuevas complicaciones en la operación de ayuda porque los iraquíes «no quieren jugar» con EE UU.

«No estamos buscando pelea. Queremos ayudar a esos kurdos y lo estamos haciendo. No queremos intervenir y que nuestras tropas se queden atrapadas en un conflicto que ha existido durante años», explicó el presidente.

«No creo que Sadam sea lo suficientemente tonto como para querer encontrarse con los soldados de EE UU de nuevo», dijo Bush en una rueda de prensa tras una ceremonia en la Casa Blanca.

Preguntado sobre la duración de la presencia norteamericana en el norte de Iraq, Bush replicó: «Van a quedarse allí todo el tiempo que sea necesario para estar seguros de que esos refugiados están siendo atendidos y ni un minuto más».

El jefe del Partido Democrático del Kurdistan (PDK), Masoud Barzani, considera que el acuerdo concluido entre Jalal Talabani, líder de la Unión Patriótica del Kurdistan (UPK) y el Gobierno iraquí «representa una gran esperanza para el pueblo iraquí y el pueblo kurdo», según un comunicado difundido ayer en Teherán.

Barzani explicó que se han dado pasos adelante en tres puntos básicos: aplicación de la autonomía pactada en 1970, la democracia en Iraq y la derogación de todas las leyes anti-kurdas.

En Bagdad, el Consejo del Mando Revolucionario iraquí decidió ayer disolver el «ejército

popular» del partido Baas, en el poder, según un comunicado de la agencia iraquí de noticias Ina.

El comunicado precisa que la decisión fue tomada el pasado día 24 a petición de Sadam Husein, y añade que el ministro de Defensa, Husein kamel Hasan, será el encargado de desmantelar la citada milicia, creada en 1974, así como todas sus propiedades. Este ejército se había convertido en un instrumento de represión política, impopular y temido que sirvió a Sadam para las numerosas purgas de sus opositores.

## Líderes kurdos en España creen que no hay alternativa al diálogo político

ARTURO ARNALTE / MADRID

«No hay otra salida», afirma Husein Kaya, de 28 años, representante en España del Frente de Liberación Nacional de Kurdistan (FNLK), refiriéndose al principio de acuerdo alcanzado entre un grupo de organizaciones políticas kurdas y el Gobierno de Bagdad para obtener una amplia autonomía que permita la reinserción y el fin del dramático éxodo kurdo.

«Por supuesto —añade— existe el riesgo de que Sadam Husein incumpla de nuevo sus compromisos, pero, como estamos en una zona rodeada de salvajes, no tenemos otra alternativa».

Para el representante del FNLK, los kurdos habrían preferido el establecimiento en Iraq de un Estado federal en vez de la obtención de autonomía. «Sin embargo —explica—, ello habría obligado a hacer lo mismo a otros países de la zona y ninguno quiere. Prefieren un

carnicero antes que una democracia en la región».

Según Husein Kaya, que lleva un año residiendo en España, parte de la culpa de la tragedia se debe a Turquía, cuyo presidente «recurrió a Occidente para que no se creara un Estado kurdo». «Tras la derrota de Iraq en la guerra —explica Kaya— y la rebelión chiíta en el sur del país, la oposición kurda tomó la iniciativa en el norte, pero nadie calculó lo que iba a pasar después: EE UU tuvo miedo de la sublevación y abandonó el Kurdistan a su suerte».

«Nos sentimos abandonados. Occidente ha traicionado sus valores democráticos. Si ellos no quieren un dictador en sus países, ¿por qué tenemos que sufrirlo nosotros?», se pregunta Kaya con amargura.

Otro motivo de decepción para los kurdos ha sido la falta de solidaridad árabe con su causa. «Que yo sepa, ni siquiera una asociación árabe, y no digamos ya un Gobierno, se ha pronunciado sobre el éxodo kurdo. La OLP mantiene un silencio absoluto».

Si el principio de acuerdo se concreta, Kaya cree que será similar al efectuado en 1970. «En aquella ocasión, Bagdad hizo grandes concesiones: Iraq sería un Estado binacional, el kurdo se convertiría en una de las lenguas oficiales. Con el tiempo el acuerdo fue papel mojado», asegura.

«Ahora, sin embargo, se puede respirar de nuevo». En esta ocasión, los kurdos tratarán de buscar garantías «en organismos internacionales» que vigilen el respeto a lo acordado, aunque para Kaya, la supervivencia de la autonomía de su pueblo en Iraq «depende de la democratización del país. Por eso pedimos pluralismo».

# Los policías iraquíes abandonan Zajo por orden de las fuerzas occidentales

JUAN JESÚS AZNÁREZ, Zajo  
ENVIADO ESPECIAL

Los policías iraquíes que desde hace ocho días patrullaban las calles de Zajo y se cruzaban indiferentes con grupos de soldados británicos se retiraron el jueves por la noche de esta localidad del Kurdistan iraquí, en cumplimiento del ultimátum lanzado por el mando de la fuerza multinacional. El repliegue de estos policías, aproximadamente 700, fue considerado indispensable para facilitar el regreso de los miles de kurdos hacinados en los campamentos de las montañas de Turquía que huyeron de

aquella población. Ha sido autorizada la permanencia de un destacamento de medio centenar de agentes con pistolas como único armamento.

La advertencia, comunicada formalmente al Gobierno de Bagdad, fue efectuada después de las reuniones mantenidas en el campamento norteamericano de Zajo por oficiales de la coalición que derrotó a Sadam Husein y líderes de varias tribus kurdas refugiadas en el asentamiento de Istkveren, donde más de 100.000 personas temen represalias del Ejército de Sadam Husein si vuelven a sus hogares.

No se veían ayer policías en las calles de Zajo, con un 90% de sus habitantes huidos, a pesar de que algunos kurdos expresaban su temor a que Bagdad haya optado por mantener en la ciudad a agentes de la seguridad del Estado con vestimenta civil. A poco más de un kilómetro de su centro urbano se han levantado 680 tiendas de campaña para albergar a los refugiados que decidan retornar. Este campamento, establecido con toda intención en las afueras de esa localidad, tiene carácter provisional, y debe servir como base para la vuelta de los kurdos a sus domicilios en el norte de Irak.



RICARDO GUTIÉRREZ

Vista parcial de uno de los campamentos de refugiados kurdos iraquíes instalados en Turquía

The Financial Times April 27, 1991

MAN IN THE NEWS

Jalal Talabani

Fixer finds friends for his Kurds

By Victor Mallet

A month ago he made a triumphant return to Kurdistan and appealed to Iraqis, both Kurdish and Arab, to topple President Saddam Hussein and end what he called the "bloody dictatorship of Baghdad". This week he embraced Mr Saddam and said he thought they could do a deal.

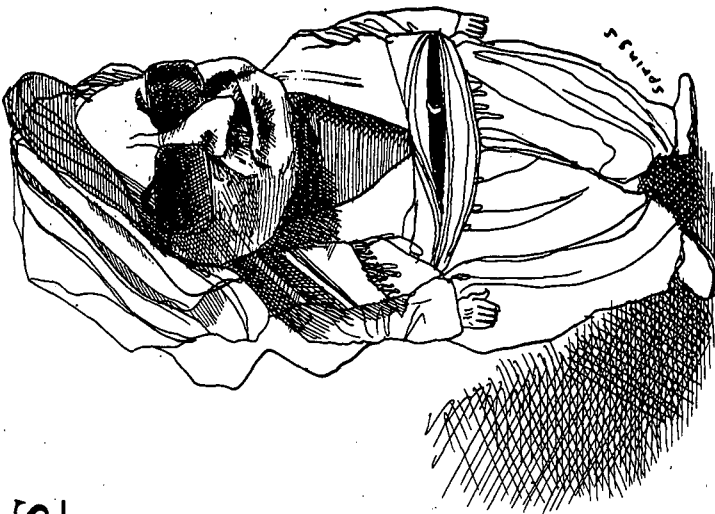
In the intervening days, of course, the Iraqi army had all but crushed the post-war uprisings in Kurdistan and in the Shia Moslem towns of southern Iraq.

But Mr Jalal Talabani, the veteran Kurdish guerrilla leader and politician, has stunned many of his supporters with a U-turn so remarkable that it stands out even in a nationalist movement famous for its shifting alliances and loyalties.

Mr Talabani, now a grey-haired 57-year-old, has alternately fought and negotiated with his enemies since he joined the late Mullah Mustafa Barzani's Kurdish Democratic party at the age of 12. He split from the KDP in 1964, and Barzani - hardly a man of unchanging allegiances himself - once sneeringly described him as "an agent for everybody".

In the current negotiations with the Iraqi regime, however, Mr Talabani is not alone, although it was he who spoke for the Kurdish delegation this week after the first round of talks. The Kurdish side included Mr Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (which he founded in 1975), the KDP (now led by Mustafa's son, Masoud Barzani, who is expected to lead the next round of discussions) and other members of the Iraqi Kurdistan Front.

Mr Talabani and his fellow Kurds are taking an extraordinary political risk by talking to President Saddam at such a time and by urging Kurds to return home when their long-term safety from government reprisals is not assured, but they feel they have no choice. They do not want the nearly 2m Kurds who have fled to the borders with Iran and



international affairs and their relevance for the Kurdish problem than most of his rivals.

He was particularly anguished when the Iranian government used Iraqi Kurds based in Iran to fight Iranian Kurds during the Iran-Iraq war. Like many Kurds, he espouses ideals of cross-border Kurdish nationalism but has come to accept that complete independence is not a goal which can be achieved in the teeth of opposition from Turkey, Iran and Iraq.

His aim now is an autonomous Iraqi Kurdistan within a democratic Iraq, an ambition so acceptable to Turkey that he was invited to meet Turkish government officials in March. He is already close to the Syrians and sometimes lives in Damascus. As for the Iraqis, this is the third time that Mr Talabani has done serious business with the government in Baghdad, although this time the stakes are higher. Since he last met President Saddam in 1984, the Iraqi government has gassed to death the residents of Halabja and all but finished its programme of depopulating the Kurdish countryside by demolishing villages and deporting the inhabitants.

Some Kurds are inordinately proud of the 1970 autonomy agreement reached with Baghdad by Mustafa Barzani, and it is on this agreement that the proposed deal between the Kurds and the Iraqi government is to be based. Kurds admire the 1970 accord because it represents a far greater series of concessions from a central government than the Kurds have won in Iran or Turkey, but it remains a piece of paper of the kind not normally respected by Mr Saddam.

Mr Talabani and his allies are nevertheless hoping to put it into practice and to enforce it by means of international guarantees. "I have never seen in all this time such a positive spirit, such a positive climate, such positive ground for negotiation on Iraqi Kurdistan," said Mr Talabani after meeting Mr Saddam. His supporters are praying that his political acumen has not deserted him.

bodyguard pointed his Kalashnikov at Mr Talabani's stomach and told him to pick up the revolver and take responsibility for the mess into which he had led the Kurdish people. Mr Talabani retrieved his gun. "Since then he's stopped doing that," says one of his acquaintances.

A fluent English-speaker, the exiled Mr Talabani has impressed his interlocutors in the west and elsewhere with a mixture of determination, moderation, honesty and humour. "He was always a shrewd politician and he has only one main occupation - the Kurdish problem," says Mr Kamran Karadaghi, the Kurdish foreign editor of the Arabic newspaper al-Hayat. "When he speaks about the Kurdish cause he talks with the same enthusiasm and emotion as he did when he was 15 years old."

His early differences with the Barzani clan arose partly because he and his leftist allies saw the Barzanis as tribal and backward, and to this day Mr Talabani's supporters say he has a much better grasp of

seeking to overthrow Mr Saddam, but his friends and allies are confident that he is not about to throw caution to the winds. "I don't think he can be deceived or be made to agree to something that does not accord with his principles," says Mr Ibrahim Ahmed, his father-in-law.

Mr Talabani, who is married with two sons, is as relaxed in a western suit and sitting on a sofa as he is in baggy trousers and turban sitting on the ground surrounded by his *pesh murga* (the Kurdish guerrillas, or "those who face death").

Years ago he often used to harangue his PUK colleagues and threaten to resign as leader if he did not get his way. He would fling down his revolver, tell his colleagues to do what they wanted without him and make as if to leave.

They invariably urged him to stay, handed back his revolver, and yielded to his wishes. But one day, so the story goes, when times were hard in Kurdistan before the end of the Iran-Iraq war in 1988, an angry *pesh murga*



# KURDS BEGIN MOVE OUT OF MOUNTAINS TO AN ALLEID ZONE

## IRAQ'S POLICE WITHDRAW

## U.S. Resettlement Hits Snag as Rebels, Urging Safety, Try to Stem the Return.

By CHUCK SUDETHIC  
Special to The New York Times

ZAKHO, Iraq, April 26 — Kurdish refugees slowly began moving down from the mountains today as allied troops took effective control of this northern town with the final pullout of several hundred armed Iraqis.

But there was a new complication in the United States' plan to resettle the Kurds in an encampment near here. Kurdish rebels re-emerged from mountain hideouts and sought to deter the return of refugees, saying they needed to be convinced that the proposed safe zone in northern Iraq was completely free of Iraqi forces.

The guerrilla movement is also a clear attempt to re-establish a presence in the area after the pullout of the Iraqis. Iraqi forces suppressed the Kurdish rebellion last month, prompting more than a million Iraqi Kurds to flee toward the Turkish and Iranian frontiers.

### Not the Last Obstacle

It was hoped that the departure of the armed Iraqis from this area would remove the last major obstacle to the return of 500,000 mostly Kurdish refugees confined to wretched mountain camps on the Turkish border. For now, that return is at best a slow one.

The United States has built the first of what are to be several camps that will house as many as 150,000 Kurds in northern Iraq. The United Nations announced today that it would take charge of the camps within days now that there is agreement that the Iraqi military will pull back.

On Thursday, the United States warned Baghdad to withdraw the forces, and the Iraqis began leaving on Thursday night and early today. About 50 Iraqi police officers, local men who agreed to have their names registered with the allies, were allowed to remain.

But the Kurdish guerrillas, who took up positions in Darkar, a village several miles north of Zakho, said they would not encourage the Kurds to move farther down the Khabur river valley to Zakho until they were convinced that no Iraqi police remained in the safe zone.

"Maybe the Iraqi soldiers leave, but

the secret police is there," said Mohammed Khaled Bosali, commander of the rebel outpost in Darkar. "We won't let the people go to Zakho until they all leave. If everything is safe, we will let all the people come down."

Helicopter pilots today reported seeing hundreds of refugees filing down the mountainsides toward a guerrilla base a few miles above the rebel outpost. "There is a very slow trickle back," said Lieut. Col. Mike Boyce of the Marines, a defense attaché at the United States Embassy in Ankara. "But you can say there is a returning-home movement."

Marines from Britain, the Netherlands and the United States began to patrol the Zakho area this morning, said Col. James Jones, commander of the 24th Marine Expeditionary Unit. Allied military officers met with guerrilla leaders in Darkar to try to convince them that the area was safe.

Reporters who visited the camp where the guerrillas have halted the returning refugees said British Royal Marines were attempting to persuade the guerrillas to let the refugees go.

"It's a typical Middle East puzzle box," Colonel Boyce said. "Everybody is trying to re-establish their turf."

"If people want to come, there aren't going to be any resistance forces who will keep them from coming home," said Dayton Maxwell, head of the Agency for International Development team here.

In Darkar, a hamlet of mud-brick, mud-roofed homes, a contingent of several dozen nervous guerrillas armed with Soviet-made AK-47's and rocket-

## A new obstacle to the refugees' homecoming rises from within.

propelled grenade launchers relaxed in the shade. The village had clearly been ransacked sometime during the rebellion that erupted after the Iraqi defeat in the Persian Gulf war.

Until Thursday, the guerrillas had limited their daytime movements mostly to mountain paths on the fringes of the safe zone and away from the main roads. Mr. Bosali said his unit moved this morning to Darkar, inside a French checkpoint about five miles further up the road.

### No Competition

United States military officers have expressed concern that Kurdish guerrillas might try to use the safe zone as a secure refuge from which to attack the Iraqi Army. It is still unclear how the allies will react to the guerrilla outpost at Darkar and the checkpoint set up on the road between Zakho and the refugees' mountain encampments.

"Within this zone there will be no indigenous checkpoints," Colonel Jones said. "If we're operating in this area and are going to be the guarantors of security, we're not going to have any competition."

"We can't disarm the Iraqi army and allow the 'peshmerga' to have arms," he said, referring to the Kurdish guerrillas.



The New York Times

As Iraqi forces left the Kurds' safe zone, rebels tried to deter the refugees from returning to Iraq.

The allied forces will take steps to stop the flow of weapons into the safe haven, Mr. Maxwell said.

### Allies Discourage Weapons

"We want to discourage anyone from bringing weapons into this area," he said. "We do not want to do anything that will cause strife in this town."

British Royal Marines at a checkpoint near the encampment said that this afternoon they turned back heavily armed Kurdish guerrillas who refused to check their weapons.

Carloads of the armed guerrillas drove through Zakho today, something that was unthinkable on Thursday when the Iraqi forces still patrolled the town's streets.

One of the armed Iraqis was killed and as many as five were seriously wounded on Thursday night in a grenade attack on the police headquarters in Zakho's center and an ambush on a hillside above the town. The Kurdish guerrillas denied responsibility for the attacks, but they have been a presence in Zakho since the departure of the Iraqis began.

It remains to be seen how much of an obstacle the guerrillas' concerns will present to the refugees' return.

### Guerrillas in a Mercedes

Armed with a short-stock AK-47, a 45-caliber automatic on the hip and a couple of hand grenades in loops on his cartridge belt, one of the guerrillas, Mohammed Samoud, cruised Zakho in a white Mercedes with a rocket-propelled grenade launcher sticking out a side window.

The six other guerrillas in the car with him packed similar firepower.



"There's no security here," Mr. Samoud said. "All the policemen have to go, if one policeman stays here there will not be security in Zakho."

"There is an agreement between us and the Government, and the United States will give us security," he said. "The Americans and others are with us. The Americans will not leave us

here if there is no security."

U.S. officials stress that the allied forces in Iraq are here to protect returning refugees and not involve themselves in longstanding ethnic or political conflicts.

"I characterize it as a Hatfield and McCoys type thing," Col. Jones said.

# Kurds' Chief Ends Chaos but Not Squalor of Camp

By JOHN KIFNER

Special to The New York Times

YEKMAL, Turkey, April 23 — In the squalor of this Kurdish refugee camp spreading along a narrow mountain river valley, Abdullah Gaudany cuts a commanding figure.

When the helicopters land now, men with stout sticks, imitated by small boys with twigs, form a line of guards so that frenzied mobs will not surge forward, and bags of flour and other relief supplies can be distributed in some measure of order.

The helicopters bring American generals, too, to urge him to tell his people to move back to Iraq, to what they say will be a secure zone over the border at Zahko. He has met with the Army Special Forces Unit that has taken over the administration of the camp to present lists of people to be transferred to Zahko.

Tall, erect and handsome, wearing cleaned and pressed traditional Kurdish dress, a kind of baggy-trousered jumpsuit set off with a cummerbund and turban, accented by a gold-trimmed Omega wristwatch, Mr. Gaudany looks born to command. Indeed, he is.

## 'He Was in Charge'

"I think it's blood," said Maj. Rick Helfer, commander of 65 Green Berets working here. "We had doctors and lawyers on the committees, but when he arrived, there was no question he was in charge. His father was the leader of 3,000 families, plus. We're getting a real good infrastructure going here with Abdullah being the Godfather."

Mr. Gaudany is the kind of tradi-

## Persuading a leader to move his people back to their hometowns.

tional Kurdish leader that American officials are trying to woo in their efforts to move the refugees swiftly down the mountains, with their deadly lack of sanitation, to the zone now protected by marines.

Lieut. Gen. John Shaikashvili, the American commander in the area, dropped into this remote place a few nights ago for a meeting with tribal elders to try to persuade them to go. Like many peoples of the Middle East, a diplomat observed the other day, the Kurds are "born followers," the products of a hierarchical, tribal society.

"The news spread like wildfire, the whole place was buzzing with talk of going home," said Staff Sgt. Joe Duch, one of the Special Forces troopers.

## Sick, Dying Kurdish Babies

Yekmal is important because it is one of several camps that the Turkish authorities have decided to use to consolidate refugees from worse sites in preparation for moving them back across the border. Last week, there were only a few thousand people here. Now the number is approaching 60,000.

Set on more gently sloping hills, and with German, French, Norwegian and other private agencies setting up field hospitals and other resources, Yekmal does seem better than the crowded sites on the high, steep mountains. But the differences are slight.

"All of the babies under 6 months have diarrhea, I'd estimate 70 percent will die," said Dr. Mariana Photaki of the French group Doctors of the World, resting beside a tent in which mothers sat by infants attached by tubes to intravenous drip bottles. "These people still don't have basic hygiene. The diseases are recy-

cling.

For the Brooklyn woman who runs the Kurdish Library, recent weeks have brought a torrent of calls. About New York, page 29.

Like the others, this camp seems overrun with small children. Women and older girls in bright spangled dresses roll out balls of dough on plywood to bake flatbread. Children blow up surgical gloves into balloons. A woman nursing a baby says that the infant is tiny and sick.

"We came here to die," muttered an old woman peeling a potato, a food unfamiliar here.

As if on cue, a funeral procession trudged by on the narrow path, carrying the thin body of an old man wrapped in a blanket.

The camp reflects, too, the tensions between Turkish soldiers and the Kurds in a region where the soldiers are practically an occupying army.

The river, a brook, really, is the border with Iraq, and the Turkish soldiers have allowed the Special Forces and the foreign aid workers to set up their tents up the hill along the road on the Turkish side, but with clubs and rifle butts have forced the Kurds back to set their tents up on the other side of the river in what is really Iraq.

When they arrived, American Special Forces troops said, they found that the Turkish soldiers were carry-

ing off the food and other supplies dropped by air and selling them back to the Kurds at high prices.

"We put a stop to that," a sergeant said. "They were selling Marlboroughts at \$13 a pack. That's a pack. These Turks are crooks."

Hosting a visitor in the traditional manner of a tribal chieftain in his tent — in this case, blue plastic sheeting — Mr. Gaudany, sitting cross-legged, was quickly surrounded by lieutenants as flatbread was set out for lunch along with canned tuna from the relief supplies and, of course, tea. His elderly father, found and rescued by an American helicopter in an encampment over the mountains only yesterday, looked on proudly.

Father and son, they are leaders of 1 of the 12 tribes of the Kocher clan, which spans Iraq and Turkey, and, Mr. Gaudany said, numbers about 100,000 people.

The younger Mr. Gaudany is also a civil engineer, and there lies one of the anomalies of the refugees. His job before the revolt, he said, was a high Iraqi Government post, as chief engineer of the Mosul Airport.

## 'A Kurd in My Heart'

"But I am a Kurd in my heart," he said, adding that his current allegiance was to the insurgent Kurdish Democratic Party led by Massoud Barzani.

Many of the tribal leaders, said a Western diplomat in close touch with the situation, were "owned by Saddam." They had been bought up with jobs and privileges he said, but when the Kurdish revolt started, they attacked the governing Baath Party and other Government offices, killing a number of officials, and tried to establish themselves as a new government. When the Iraqi Government counterattacked, they fled.

At one moment, the clan chieftain was saying that his people would "die here in Turkey" rather than go back to Iraq under Mr. Hussein. A little while later, he was expressing confidence in plans to protect the refugee zone.

"Turkey, Iraq, Syria, Iran, no one wants the Turks to succeed," he continued glumly. Then, he turned to lecturing Sgt. Ron Montgomery of Special Forces, who is working in the camp.

"Saddam is all America's fault," Mr. Gaudany said. "You have given him weapons, you have given chemicals, also he will be the enemy of Iran."

A moment later, the clan chieftain was softly asking the sergeant, "How can you get me to America?"

# Once Kurds Are Safe, U.S. Will Leave Iraq, Bush Says

By ANDREW ROSENTHAL

Special to The New York Times

WASHINGTON, April 26 — Expressing doubt that Iraq can find a lasting peace among its ethnic and religious groups, President Bush said today that American troops would stay only "as long as it takes" to care for hundreds of thousands of Kurdish refugees.

Mindful of the pressure on him to bring American troops home, Mr. Bush promised that they would not stay in Iraq "a minute longer" than the refugee operation took — a vow similar to the one that he made when the war ended but that has been complicated by the suffering of the Kurdish refugees in northern Iraq, Turkey and Iran.

The United Nations Secretary General, Javier Pérez de Cuéllar, said it was "a question of days" before the United Nations would be able to take over the refugee camps in Iraq from American, British and French troops. "It is more than a possibility," Mr. Pérez de Cuéllar said. "We intend to take over as soon as possible."

## No Specific Date

Such a move is a key element of Mr. Bush's plan to help the Kurds without committing the United States military to an indefinite stay in Iraq. But Administration officials said it would take weeks before the United Nations was in a position to take over the running of the camps, which are still being built. To make this possible, Mr. Pérez de Cuéllar said today, the organization will send two convoys of food and medicine to northern Iraq on Monday.

He gave the latest figures for the

number of Iraqi refugees in Iran as 1.02 million. In Turkey, he said, the number is 416,000 at the border and within the country, while 200,000 to 400,000 are reported to be on the Iraqi side of the Turkish border.

In Iran, The Associated Press quoted United Nations officials as saying 2,000 refugees were dying every day and that an outbreak of cholera or meningitis was feared with the onset of warm weather. The estimate was double the United Nations' previous figure of 1,000 deaths a day among refugees in Iran.

## Some Return Down the Mountains

In northern Iraq, two days after President Saddam Hussein reached an agreement with Kurdish leaders that was intended to end their rebellion against Baghdad, military officials reported the start of a trickle of refugees down the mountainsides where they have been staying.

There were reports from Zahko, Iraq, that about 300 military police officers had responded to an American ultimatum and left the town, near the site of the first Kurdish tent camp. That could remove a potential source of conflict with the American troops, currently numbering 7,000, who are working with British and French soldiers to finish the first encampment.

They are expected to build a total of a half-dozen refugee camps, which are planned as interlocking networks of small tent villages. Each tent village will house a few thousand people, and each refugee encampment will ulti-

mately accommodate about 30,000 refugees.

Apart from several hundred refugees spotted by British pilots moving down from one mountain area, there are few signs so far that the nearly one million Kurds who fled Iraq's civil war from northern Iraq are responding in great numbers to Mr. Bush's appeals to come down from their mountain shelters and begin going home through the refugee camps.

Richard A. Boucher, a spokesman for the State Department, said today that the situation among the Kurdish refugees in Turkey, whom he estimated at 453,000, had improved because of better weather and the arrival of medical supplies.

He said deaths among refugees in the Turkish village of Isikveren had declined to 16 to 19 a day, down from 35 daily a week earlier. But he said that there was the possibility of a measles epidemic and that malaria was endemic among the refugees.

In Washington, Mr. Bush's remarks reflected the conflicting pressures on the President to help the refugees without being drawn further into Iraq's internal conflicts, find a way to rid himself of Mr. Hussein without using American troops to do so, and at the same time, keep bringing troops home.

Mr. Bush repeated his previous calls for Mr. Hussein to be overthrown by his own people, warning that "there will not be normal relations with this man as long as I'm President of the United States." The President said he was confident that Mr. Hussein would be removed from power. "His people don't like him, and it's only terror that's keeping him in power," Mr. Bush said.

Mr. Bush said one way to resolve Iraq's internal strife would be "to have somebody with a little more compas-

## 2,000 a day die on Iran Border

Slobodan Lekic in Tehran

**T**HE death rate among Kurdish refugees swarming into Iran has reached nearly 2,000 a day, UN officials said yesterday.

Iranian officials say more than a million Kurdish and Shi'ite Muslim refugees have crossed into Iran since Iraqi troops crushed their rebellions against President Saddam Hussein.

"The mortality average is still very high here, particularly among children and old people," said Giuseppe de Vincentis, a representative of the UN High Commissioner for Refugees.

UNHCR officials revised their previous estimate of 1,000 refugee deaths per day because they had not taken account of fatalities among

the half-million Kurdish refugees still crowded on the Iraqi side of the frontier, Mr. de Vincentis said.

Camps and towns overflowing with displaced Kurds have become a breeding ground for disease and the UN commission fears an outbreak of cholera or meningitis now that warm weather has replaced freezing rain.

Most international aid has gone to the smaller number of Kurds who sought refuge in Turkey in the north. Aid from foreign governments and private groups is now arriving in large quantities in Iran, but the relief effort is still largely unco-ordinated. Only two international airports near the border region, at Tehran and Tabriz, are equipped to receive large cargo aircraft, and much of the aid has to be trucked

along crowded, winding roads.

Kurdish refugees huddled in squalid camps of plastic sheeting or crowded into mosques and other public buildings complain bitterly that they have not yet had any help.

The Iranian government has so far provided the bulk of what has arrived, distributing it through the Red Crescent and other Iranian disaster relief organisations, Mr. de Vincentis said.

But the influx has strained resources in a country which now hosts the largest refugee population in the world. There are almost 5 million refugees in Iran, most of them Afghans displaced by the long civil war in that country, according to official figures. — AP

A Kurdish town returns to life after the hasty departure of the Iraqi army and the return of thousands of refugees

# Zakho takes its revenge

**Ed Vulliamy and David Hearst**  
report on the bloody end of one  
headquarters of the occupiers

**T**HEY gathered and sauntered with awe-struck amazement yesterday among the charred ruins of what until the night before had been the police station, the most hated and feared building in the town. The stench of burnt stone hung in the air, and the floor, walls, and stairway were splattered with trails of the spill and dried blood of those inside who had staggered to their death or collapsed wounded in the wake of the sudden grenade and machine-gun attack on Thursday evening by the Kurdish *peshmerga* guerrillas.

The Iraqi governor of Zakho said five policemen had been injured in the raid, three seriously; a group of police officers staying in Zakho by agreement with the newly arrived allied troops said two had been killed.

From the point at which the grenade had exploded in the doorway, a track of blood led to a corner, by a wall, where it turned into a sickly pool.

But the people of Zakho cared little for the details. The police station was now empty for all to examine, and outside in the street posers of beefy American soldiers and squaddies from the 45 Commando of the Royal Marines patrolled in the sunshine.

The Iraqi soldiers who had captured Zakho from the Kurdish rebels had vanished. The ultimatum from the allied forces that Iraq's troops should leave the designated "safety zone" had been observed in good time. Throughout yesterday, along the road south from Zakho, Saddam Hussein's soldiers and military police were beating their second retreat since the Kurdish uprising.

In the police station, which had been the head office of Iraqi control, an old man rummaged through the drawers of a metal desk, picking out pieces of paper and putting them in his pocket. He found what he was looking for — the identity cards of his five daughters who are all still alive in the mountains.

Along the corridors of the station, children played tag, their cries echoing off the walls, along one of those walls was the trail of a bloody hand that had clutched it, and then fallen away.

An upper room was utterly destroyed, burnt by guerrilla shellfire; a box of live Kalashnikov bullets lay impotently on the floor. The tiled floor

crunched with pellets of Cortex explosives used as propulsion for small arms fire. A bottle of Gastrobol for some thug's gastric hyperacidity lay on the table. Hypodermic needles, spent ammunition clips, uniforms, everything lay abandoned in the final flight.

Filing cabinets barricaded the door frames but every blue steel door lay prostrate on the tiles, flattened by the hurricane as it ripped through the building. On the reverse side of one of the doors, someone with a lot of time on his hands had pencilled the portrait of a hissing cobra.

Behind an officer's desk, there was evidence of the banal horror of Saddam Hussein's regime. On one side of the back wall, a mass of mains electric cable wire was rigged in a triangular shape. From it bare wires and switches protruded at various heights up the wall. A cable led into a lavatory behind, concealed by a pink cloth strung across the doorway.

The makeshift wiring could have supplied the captain's stereo.

On the other hand, it probably did not.

The scruffy linen of the policemen's camp beds and their kitchen equipment was stained by fire. Saddam's men slept in their own filth. Half-open cans of food were emptied on the desks. The Iraqi flag still fluttered above the building, but it was battered and riddled with bullet holes.

The wing of the building had once been a bank, later commandeered by the police; now people were fixing a sheet to the smashed, gnarled, burnt window panes, on which was painted the words Al-Rashid Bank, Zakho Branch.

Outside, the town was coming to life after the long decade of Iraqi control, the hopeful tumult of an uprising, the return of the Iraqi army, and now the arrival of the squaddies.

Corrugated-iron hoardings still covered most shop fronts. Turn to back page, column 7

but some were opening, and the first stalls in the streets were putting packets of cigarettes, chocolate, fruit, and razor blades up for sale, and there were the beginnings of a market place. The sounds in the streets were of banging, clunking, and repair. Welcome To Al-leahear Dressing, the paint on

the barber's window said, and a man had decided to go in for a haircut.

Children took sweets, joyfully, from the American and British troops and ran along the streets to shake their hands. Their parents and older brothers strolled, disbelievingly, through the afternoon, exchanging stories with those who had returned.

The Iraqi governor, Daoud Hassan Suliman, said that 1,800 families had now come back to Zakho, across the Turkish frontier six miles away; 1,200 families had not yet returned. People said that after the flight from Zakho only 20 families had stayed in the town.

Governor Suliman himself was among those who had returned — having fled before the main exodus, for different reasons — and seemed pleased to be back in his home, which was surrounded by marigolds and pecking fowls, and was pockmarked with machine-gun fire. "We have nothing to do with the Western forces," he said. "We are an authority here, our task is to run this town, and to provide services." He has a job on his hands: Zakho is without rice, staple foods, or electricity.

During the interview the silence of his garden was shattered by an explosion in the mountains to the east, and the roar of the American aeroplanes circling above.

"I don't think that people are welcoming the American presence here," he continued, "because people want to see their land free of foreign forces. Of course," he adds, "if the Americans were not here, the terrorists would not have been able to mount the attack last night."

The lads on the street corner recall the fighting: Rainas Gazi, aged 20, says that "when the Iraqi army fired their guns and came it was frightening, now we have the deal with Saddam; do I believe him? I might believe him because the Americans are here. But when they go, I am sometimes afraid."

His friend, Abdul Reni, also 20, said he did not go into the mountains "because there is no food and it is very cold; you do not know will happen to you. My sister went; she is back now but she has lost her baby in the mountains."

Another boy, Ahmed, said the Iraqi army "was stealing everything when they came, day and night: They took television sets, videos. They beat people, but they did not take anyone away."

"Yes," Rainas added, "they took 10,000 dinars from me."

A teacher said 10 people had been killed when the army returned to the town. He him-

self had fled for 10 days with his children, two of whom he had carried. "If the foreigners go," he said with a gesture towards the rocky slopes to the north, "I will walk to the mountains again." He had returned to find his house devastated, the front door knocked in, his television set stolen.

"I came back two days ago," Faide, an old man in a *kheffir* and Kurdish sash, said. "I heard about the agreement with Saddam on the wireless. Now there are guarantees from the United Nations. And that is what made us come back."

A black Mercedes purred by, carrying four of the 50 Iraqi policemen authorised by the allies to stay. They are based at the Lokanta Touristic Hotel, a pale-blue building on the edge of the town, where they assembled, visibly dejected, in the courtyard, and seemed confused about whether they were staying or leaving.

Captain Karim, still wearing his pyjamas, was in charge, saying that "the Americans are kicking us out. We are waiting for a bus to come and take us out tonight."

One of his men said: "I am very happy that the Americans, French, and British are here." But Captain Karim interrupts him: "No," he says, "it is very sad."

The road from Baghdad into Kurdistan crosses the 36th parallel, north of which Saddam's army has been warned not to go into action.

Along the road, there are regular Republican Guard and army checkpoints, and jeeps ferry loads of soldiers southwards, the proud but now humbled divisions of an army in retreat. Tanks and armoured cars lie burnt out by the roadside, the last statues to Kurdistan's latest brief moment of rebellion. The plain approaches the frontier mountains, ringed with artillery guns trained across their slopes.

Along the last 30 miles to Zakho, the army encampments are thick on the ground, an observation post on every hilltop, every roadside building commandeered and turned into a military post. There is barely a sign of civilian life. And suddenly, we are in the tatty main street of Zakho and there is Marine Doug Taylor from Croydon. "Oh, they went very quietly," comes a cockney accent in the middle of northern Iraq. "I think we scared 'em off. They've already lost one war, and I don't think they fancy another."

Across the sky above circle the crows — and the American fighter-bombers, diving and climbing again.

● Ed Vulliamy's contribution to this report was passed by an Iraqi censor.

# Camps open as Bush guarantees Kurds' safety

David Hearst in Zakho and Martin Walker in Washington

**T**HE first Kurdish refugees were expected to arrive in their hundreds today as the last Iraqi soldiers fled the town of Zakho in northern Iraq. US and British commanders, after days of confronting the Iraqis without using force, are satisfied they can make the town secure and dispel the fear of up to 750,000 refugees in the mountains that Zakho is unsafe to return to.

Senior US commanders said yesterday that many problems remained, not least the amount of arms they are finding in the town. Kurdish leaders have agreed that the encampment outside Zakho should not be used as a base from which to launch attacks on the Iraqi regime. Another problem is the

arrival of non-Kurdish Iraqis hoping to emigrate to a Western country.

The Iraqis have withdrawn all their troops to about 20 miles south of Zakho, but in Dohouk they are reported to be bulldozing the homes of Kurdish families who have fled.

The continuing role of the US was yesterday confirmed by President Bush when he declared an open-ended military commitment to protect the Kurdish refugees. And he again called for the toppling of Saddam Hussein, vowing: "There will not be normal relations with that man as long as I'm President."

The US troops "are going to stay there as long as it takes to make sure these refugees are taken care of, and not a minute longer," President Bush said.

The UN Secretary-General, Javier Pérez de Cuéllar, said

yesterday that the UN was planning to take over the camps in northern Iraq "as soon as possible — it is a question of days".

But he added that it would take time to co-ordinate plans with the US and allied troops over the handover of responsibility for the camps. UN officials later acknowledged that "serious questions" would remain over the physical security of the camps, which opens the possibility of a protective role for the allies.

Mr Bush made little secret of his own scepticism about President Saddam's new offer of autonomy for the Kurds and he repeated his personal loathing for the Iraqi leader.

But Mr Bush sounded frustrated and rather hapless, wanting the fall of President Saddam but lacking any serious policy for bringing this about.

"History will show you these

things manage to take care of themselves and I hope it happens soon because we want him out of there," the President said, a resounding phrase which masked the absence of any serious US policy for Iraq's future.

Mr Bush has consistently refused to take responsibility for the Kurdish and Iraqi Shi'ite revolt, which followed his call for "the Iraqi people and military to take matters into their own hands".

There seems to be an unseemly haste in the Bush administration to wash its hands of the Iraqi situation, and to hope that the UN or its Arab allies will take care of the messy aftermath of the war. The US was delighted with Saudi Arabia's decision to build a refugee camp on its soil for the 40,000 Iraqi Shi'ites who had been under US protection in-

side southern Iraq until the handover to the UN representatives this week.

Saudi officials said yesterday that the camp, at the remote Saudi border town of Rafha, should be ready to accept the first refugees early next week.

US military aircraft yesterday began loading supplies for their first mission into Iran since the abortive rescue attempt to free the US diplomatic hostages in April, 1980. The US has agreed to send food, blankets, tents and medical supplies to more than one million Kurds who fled across the border into Iran.

This is the first step in the anticipated US-Iranian rapprochement.

● Iraq said yesterday it was disbanding its one-million strong popular army comprising mainly 16- and 17-year-olds and men over 45.

## Un representante kurdo asegura en Granada que no cree que Saddam Hussein se haya convertido en un demócrata

Para la OLP la liberación de Palestina ha de ser la segunda parte de la reconquista de Kuwait

Continuaron ayer las sesiones de trabajo del 'Diálogo Mediterráneo de los Ciudadanos', el foro internacional por la paz que ha reunido en Granada a representantes de los pueblos árabe y europeo, en una reunión que es la primera tras la guerra del Golfo Pérsico. El presidente del Instituto Kurdo

de París, ha mostrado su reticencia a creer que el líder iraquí, Saddam Hussein, se haya convertido en un amante de la democracia al asegurar la vuelta sin problemas de los ciudadanos kurdos a sus casas en Irak, además de mostrar la necesidad de crear un estado autónomo que aglutine a los ciuda-

danos kurdos de Irak. En este encuentro de ciudadanos de países ribereños han tenido especial incidencia las conversaciones entre palestinos e israelíes, algunos grupos de Israel piden a su gobierno que se llegue a una situación de paz y autonomía para los palestinos,

IDEAL  
27 Abril 1991

JUAN ENRIQUE GOMEZ

GRANADA

«Queremos que nuestros compatriotas kurdos regresen a sus hogares sanos y salvos, pero tememos que todo puede ser una trampa del líder iraquí. Por ese motivo vemos un poco raro que sea cierta la idea de que Saddam Hussein se pueda convertir en un demócrata y permitir la creación de una autonomía kurda», ha dicho en Granada el presidente del Instituto Kurdo de París, Kendal Nezan, que ayer mismo abandonaba Granada a toda prisa para tomar parte en las conversaciones internacionales que se están produciendo sobre la problemática del pueblo kurdo. Kendal Nezan se mostraba verdaderamente consternado cuando recordaba las imágenes televisivas de la muerte de miles de sus compatriotas en territorio iraquí.

Para este representante de uno de los pueblos que más han sufrido la intransigencia del gobierno de Irak, el problema fundamental de las últimas conversaciones de Bagdad entre kur-



El presidente del Instituto Kurdo de París, Kendal Nezan, a la izquierda, habla con participantes en el Diálogo Mediterráneo de los Ciudadanos.

RAMON L. PEREZ

dos y Hussein, es que «dentro de dos semanas el asunto pierda interés internacional o se produzca una especie de palestinización del problema de los kurdos, y que los campos de refugiados, ahora provisionales, se conviertan en permanentes». Y es que el máximo representante de los kurdos en Europa afirma que a pesar del principio de acuerdo obtenido con Hussein, «no ha reinado en las conversaciones un espíritu de confianza mutua. Esa fue la razón de que el hijo de Sadan Hussein y el jefe de su estado mayor estuvieran en poder del Frente Unido Kurdo mientras se realizaban las negociaciones, como garantía de que se produciría la reunión», dijo Kendal Nezan.

Desde Granada ha podido contemplar imágenes de la vuelta masiva de sus compatriotas a sus hogares en Irak. Kendal Nezan opina que hasta que no se consiga de forma efectiva que la policía secreta iraquí esté ausente de todo el territorio autónomo kurdo, no será posible el retorno total. «Luego podrá haber elecciones para elegir a las autoridades locales y las regionales autónomas», ya que las negociaciones se han llevado a cabo bajo las premisas de una autonomía del Kurdistán iraquí, en la que se incluye la ciudad de Kirkuk.

Este hombre, asediado por los periodistas internacionales, ha indicado que la guerra del Golfo Pérsico parece que ha servido para que los occidentales, «que



Representantes palestinos explican sus posturas a los periodistas asistentes al foro.

ALFREDO AGUILAR

han actuado de bomberos en la guerra», se hayan dado cuenta de que «Saddan es un nuevo Hitler».

#### Paz para Palestina

Durante la mañana de ayer se sucedieron las conversaciones y contactos entre las delegaciones representantes de los territorios palestinos ocupados por Israel, la OLP y una delegación israelí, a pesar de que los israelíes tienen prohibido por ley mantener contactos con palestinos. Nabil

Shaad, jefe del departamento de asuntos políticos de la OLP aseguró en rueda de prensa, que es necesario reafirmar las iniciativas de paz para el mediterráneo en base a resoluciones de la ONU y en cumplimiento de la legalidad internacional. Pero este alto dignatario de la OLP aseguró también que la segunda parte de la reconquista de Kuwait ha de ser, para los norteamericanos, ayudar a la autodeterminación de Palestina. «Estamos contentos con la posi-

ción actual de los Estados Unidos, aunque hubiésemos querido que confraternizaran con nosotros como lo hicieron con Kuwait en la guerra», ha dicho.

Los palestinos representados en el encuentro que se celebra en Granada, indicaron que el objetivo de todos los palestinos es alcanzar la liberación de los territorios ocupados, y piden que Israel deje de violar las resoluciones de Ginebra. También incidió en la igualdad de todos los palestinos, dentro y fuera de los territorios ocupados. Afirmó que todos los palestinos son miembros de hecho de la Organización para la Liberación de Palestina.

El jefe del departamento de asuntos políticos de la OLP afirmó que no son ciertos los rumores que han corrido sobre la participación de soldados palestinos en enfrentamientos entre tropas de Irak y soldados kurdos o chiítas. «Ni siquiera la CIA se ha atrevido a afirmarlo. Negamos rotundamente que hayamos armado a personas para que luchan junto a los kurdos. Somos una organización de paz que quiere conseguir la paz en sus territorios».

Los representantes israelíes indicaron que pedirán a su gobierno que se realicen diálogos para conseguir la paz en la zona de conflicto y que puedan convivir dos estados soberanos, el judío y el palestino. Indicaron que las reuniones mantenidas con miembros de la OLP habían sido muy fructíferas.

LE MONDE 27 avril 1991

Méfiant à l'égard de l'accord conclu avec Bagdad

## De nombreux réfugiés kurdes refusent de regagner l'Irak

L'« accord de principe » conclu entre les rebelles kurdos et le régime irakien continue de susciter prudence et scepticisme en Occident. Cet accord ne paraît pas avoir fait l'unanimité chez les Kurdes, pas plus qu'il n'a emporté l'adhésion des insurgés chiïtes. Nombre de réfugiés kurdos massés sur les frontières refusent d'ailleurs de regagner l'Irak tant que M. Saddam

Hussein reste au pouvoir. Près de la frontière turque, des incidents ont été signalés dans la ville de Zakho, que la plupart des « policiers » irakiens, dont les alliés dénonçaient la présence, ont quittée mercredi soir, peu après que les Américains, les Britanniques et les Français eurent lancé un ultimatum à Bagdad lui enjoignant de retirer ses « forces de sécurité ».



## L'ultimatum de Zakho

L'annonce, mercredi à Bagdad, de la conclusion d'un « accord de principe » entre les rebelles kurdes et le régime de M. Saddam Hussein sur l'avenir du Kurdistan d'Irak ne paraît pas avoir permis, dans un premier temps, de faire baisser la tension sur place. Plusieurs incidents ont été rapportés, notamment à Zakho, près de la frontière turque, où la présence en force de « policiers » irakiens est jugée avec gravité par les alliés. Des échanges de coup de feu sporadiques ont éclaté mercredi soir à Zakho, trois jours seulement après que

les troupes irakiennes eurent accepté de quitter la région pour faciliter l'installation par les alliés d'une zone de sécurité pour les réfugiés kurdes, a confirmé, jeudi 25 avril, le général John Galvin.

Le chef de l'opération Provide Comfort d'aide aux réfugiés a fait cette déclaration peu de temps avant que l'ultimatum des alliés à l'Irak, donnant à Bagdad jusqu'au début du week-end pour retirer « ses forces de sécurité » de la zone de Zakho, ne soit annoncé à la Maison Blanche.

Cet incident armé « montre que les affaires ne sont pas entièrement réglées à Zakho, c'est le moins que l'on puisse dire », a commenté le général Galvin, qui a déclaré ignorer si l'échange de coups de feu de mercredi soir avait fait des victimes.

Des habitants de Zakho ont indiqué à l'envoyé spécial de l'AFP que des peshmergas (combattants kurdes) avaient attaqué des soldats irakiens à Zakho, tuant un ou deux d'entre eux et en blessant un autre.

Un officier britannique, en poste à Zakho, a confirmé avoir entendu un crépitement d'armes automatiques vers minuit. En outre, des traces de sang étaient encore visibles jeudi matin près du commissariat central, en bordure de la rivière Habour qui traverse la ville. « Un capitaine a été tué », a affirmé un commerçant chrétien, qui a ajouté s'être fait confirmer le fait par les policiers. Ces hommes en uniforme vert olive bien repassé sont, selon les Américains, des soldats déguisés ou des membres de services de sécurité irakiens, les mourabharat.

Rencontré la veille, le chef des policiers, un capitaine venu de Bagdad, était absent jeudi et aucun de ses subordonnés n'a voulu commenter l'incident de la

veille : « Nous voulons la paix, que nous n'allons pas assurer avec les armes mais avec les mots », a dit un gradé. De fait, ces hommes, dont le nombre pourrait atteindre un millier, se sont faits moins visibles jeudi, et certains se sont abstenus de patrouiller avec des kalachnikov. Selon des officiers britannique et américain, la plupart de ces « policiers » auraient finalement quitté Zakho jeudi soir, ne laissant sur place qu'une cinquantaine d'hommes qui ne pourront être pourvus que d'armes légères.

Cependant, une altercation entre des Royal Marines de l'armée britannique et des « policiers » irakiens s'est produite à Zakho, à l'intérieur de la zone de protection des réfugiés kurdes, a indiqué jeudi le ministère de la défense à Londres. Un responsable des Royal Marines sur place a qualifié l'incident, qui a eu lieu mercredi soir, de « très insignifiant ». L'altercation a éclaté lorsque des soldats britanniques en patrouille à Zakho se sont interposés pour empêcher des policiers irakiens armés de s'emparer par la force d'un réfugié kurde, blessé à la suite d'un accident de voiture, qui se rendait dans un hôpital local en taxi.

Un autre incident a eu lieu jeudi, dans l'est du Kurdistan d'Irak, à une vingtaine de kilomètres de la frontière iranienne, lorsque des rebelles kurdes ont tiré par erreur sur une délégation des Nations unies. Selon un journaliste britannique, Adam Kallisher, du *Times*, deux personnes, un membre de l'ONU et un autre journaliste, Patrick Cockburn, du quotidien britannique *The Independent*, ont été légèrement blessées par des débris de vitres.

### Accueil mitigé

A Bagdad, le premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, a confirmé jeudi l'accord de principe entre le gouvernement irakien et la délégation kurde dirigée par M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Lors d'une conférence de presse, M. Hammadi a par ailleurs affirmé que son pays souhaitait normaliser ses relations économiques avec l'Occident et améliorer ses rap-

ports avec les pays arabes dans le cadre de la Ligue arabe.

« Je confirme, a-t-il dit, que l'Irak conduit un dialogue sincère, qui n'est d'ailleurs pas le premier, pour aboutir à un accord sur l'autonomie au Kurdistan irakien et l'application des accords du 11 mars 1970. » Il a encore affirmé être en accord avec les propos tenus par M. Talabani sur le processus de démocratisation, le multipartisme, la liberté de la presse et le retour des réfugiés en Irak : « Tout ce qui a été dit sur l'application des accords du 11 mars 1970, la démocratie, le pluralisme, la liberté de presse, le retour à la sécurité dans le Kurdistan, le retour des réfugiés, l'accord avec l'ONU... est vrai. »

M. Hammadi a toutefois préféré ne pas donner d'avis détaillé sur les négociations en cours avec les Kurdes avant « l'aboutissement d'un accord précis ». « Nos discussions ont été préliminaires et seront suivies par d'autres destinées à mettre au point un accord détaillé », a-t-il déclaré sans en préciser la date. Après avoir estimé que « l'Irak ne pou-

vait rester prisonnier de la situation d'après la crise », M. Hammadi a assuré que son pays souhaitait « des relations cordiales et pacifiques avec ses voisins » non arabes, l'Iran et la Turquie. « Il faut que les intentions de ces deux pays soient sincères. Or, Ankara et Téhéran ont agi de manière à mettre en péril nos relations communes », a-t-il dit, les accusant « d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak ».

En attendant que la page soit tournée, l'accord irako-kurde ne semble pas avoir fait l'unanimité chez les Kurdes. Certains réfugiés se sont déclarés optimistes, mais d'autres ont exprimé leur scepticisme, estimant que M. Saddam Hussein ne respecterait cet accord que dans la mesure de ses intérêts. Beaucoup ont fait savoir qu'ils ne rentreraient pas tant que le chef de l'Etat serait au pouvoir. Du côté chiite, des dirigeants de l'opposition ont, eux aussi, fait état de réserves, certains allant jusqu'à affirmer qu'ils refuseraient de négocier avec M. Saddam Hussein. — (AFP, Reuter.)

## Paris et Londres se montrent réservés devant l'accord entre Bagdad et les Kurdes

Les premières réactions occidentales à l'« accord de principe » intervenu entre la rébellion kurde et le régime irakien (le *Monde* du 26 avril) sont unanimes : prudence et scepticisme.

Après Washington, mercredi, Londres et Paris ont exprimé, jeudi 25 avril, le même sentiment de réserve. Tant en France qu'en Grande-Bretagne, on s'est montré soucieux de privilégier l'aspect humanitaire du problème kurde sur son aspect politique. Le premier ministre britannique,

M. John Major, a ainsi déclaré que, « pour le moment, notre premier souci est de trouver une solution humanitaire », tandis que le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, estimait que, « dans la mesure où un accord serait intervenu, on peut espérer que cela serait de nature à faciliter le traitement humanitaire du problème des réfugiés ». Seul l'Iran s'est félicité de l'accord irako-kurde, espérant qu'il pourrait « engager l'Irak vers la démocratie ».



## Après l'accord entre l'Irak et les Kurdes

# L'ambassadeur irakien auprès de l'ONU annonce « Aider les gens à rentrer chez eux... » que les forces de Bagdad ont quitté Zakho

L'ambassadeur d'Irak à l'ONU a affirmé, jeudi soir 25 avril, que son pays, cédant apparemment aux injonctions des alliés, avait retiré l'essentiel de ses forces de la ville de Zakho, dans le nord du pays. A Washington, le président George Bush s'est aussitôt déclaré « satisfait » de cette décision du gouvernement de Bagdad, tout en laissant entendre que les responsables américains n'avaient pas encore tous les détails concernant ce retrait : « J'espère que c'est vrai, a déclaré le président Bush à quelques journalistes, c'est très important qu'ils se retirent vraiment. »

NEW-YORK (Nations unies)

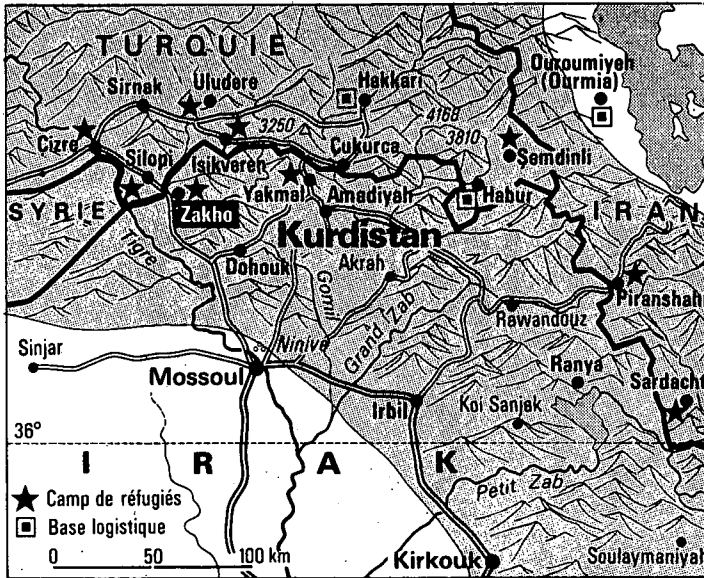
correspondance

Le problème posé par la présence des forces de sécurité irakiennes à Zakho, au Kurdistan irakien, est-il enfin réglé ? A 22 h 30 dans la soirée du mercredi 24 avril, les représentants des Etats-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne à l'ONU avaient rencontré l'ambassadeur irakien, M. Al Anbari, à sa résidence new-yorkaise pour lui adresser une mise en garde au sujet de la présence militaire de son gouvernement dans la région de Zakho, où les forces alliées installent des camps pour les réfugiés kurdes.

Dans une note écrite qui peut passer pour un véritable ultimatum, les représentants des alliés occidentaux avaient demandé que les soldats irakiens se retirent sous quarante-huit heures.

Après avoir rencontré le représentant américain, M. Thomas Pickering, l'ambassadeur irakien devait annoncer officiellement jeudi que les « policiers » irakiens s'étaient retirés de la région : « Il ne reste plus que cinquante hommes, a-t-il dit, c'est satisfaisant pour nous et pour les Américains. » Tandis que du côté américain à l'ONU, on déclarait qu'il n'y a pas de raison de douter des paroles de M. Al Anbari, car « c'est facilement vérifiable sur place », à la Maison Blanche, le président George Bush se disait « satisfait » tout en précisant toutefois qu'aucun détail sur ce retrait ne lui était encore parvenu.

Mercredi, le président américain avait reconnu que la présence des policiers irakiens à Zakho « posait un problème »



mais le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, avait alors démenti que le gouvernement américain ait envoyé un ultimatum à Bagdad. Un responsable de l'administration, interrogé sur les mesures que pourraient adopter les alliés au cas où Bagdad refuserait de retirer ses forces de sécurité, avait refusé de répondre, se bornant à indiquer que « toutes les mesures nécessaires » pour assurer le succès de l'opération de secours des réfugiés seraient prises.

### « La fin n'est pas claire »

Par ailleurs, les relations entre les différentes organisations des Nations unies et les alliés occidentaux semblent s'être « tendues » ces derniers jours. Les alliés insistent pour que l'organisation internationale prenne en charge la situation des réfugiés kurdes, comme l'a demandé plusieurs fois l'Irak, « le plus vite possible » mais surtout « dès qu'elle sera en mesure de le faire ».

Du côté de l'ONU, certains responsables estiment que les opérations des forces alliées sur le territoire irakien constituent une « ingérence » dans les affaires intérieures d'un pays souverain. Et plusieurs affirment ne pas vouloir y être associés. Selon des diplomates, M. Suy, le représentant spécial du secrétaire général pour les affaires des réfugiés irakiens, ainsi que M. Dayal, le chef de cabinet de M. Perez de Cuellar, font partie de ces responsables « légalistes ». Le secrétaire

général lui-même, qui avait, au début des opérations américaines, fait part de quelque « réticence » à propos des opérations des alliés en Irak, semble plus prudent. M. Perez de Cuellar a déclaré jeudi qu'il est en train de consulter les alliés pour trouver un moyen de « fusionner » les opérations des Américains, des Britanniques et des Français avec celles de l'ONU. Enfin, certains diplomates occidentaux, « agacés » par les lenteurs de l'organisation internationale, expliquent que les Nations unies ne sont « évidemment pas en mesure » d'assurer la sécurité des Kurdes en ce moment. Ils citent des raisons politiques et logistiques : « Politiquement, disent-ils, l'ONU ne veut pas se mêler à une affaire dont la fin n'est pas claire. » Sur les problèmes logistiques de l'ONU, les diplomates affirment que, pour assurer la sécurité et le bien-être des réfugiés kurdes, il faudrait « plusieurs milliers » de membres du personnel civil onusien dans la région du Kurdistan irakien. Et ils ajoutent : « L'histoire nous a montré qu'on ne peut pas faire confiance à l'Irak, et donc la protection des Kurdes pourrait prendre des années, ce qui constitue un énorme problème logistique et financier pour l'ONU et ses agences. »

AFSANÉ BASSIR POUR

### SILOPI (frontière turco-irakienne)

de notre envoyé spécial

Depuis mercredi 24 avril, le drapeau tricolore flotte sur le plateau d'Avaguizi et son cimetière d'automobiles. Les réfugiés y ont laissé les voitures et les tracteurs, les bennes à ordures et les camions de sapeurs-pompiers qui leur ont permis de fuir au plus vite avant d'atteindre à pied la Turquie par les sentiers de montagne.

Une trentaine d'hommes sont aujourd'hui revenus, des jerricans à la main. Ils attendent en file indienne devant le poste français - trois tentes et un drapeau. M. Michel Laugel, ambassadeur au Soudan, nommé coordinateur des opérations de secours, dresse une liste des chefs de famille, note les immatriculations de véhicules et fait distribuer l'essence et le gasoil. « 1 500 litres sont partis jeudi et vendredi », annonce M. Laugel. Nos militaires ont dégagé la route, ils vont réparer les voitures, ce sera long. »

Ravi de porter le treillis militaire et de passer quelques nuits sur ce plateau, le diplomate parlementaire en arabe avec les familles, négocie des retours, rassure les plus inquiets sur l'efficacité du cordon de sécurité mis en place par les forces alliées sur le territoire irakien. « Il faut être honnête : dans la ville de Zakho, nous avons des doutes à cause de la présence de policiers irakiens. Mais la région entre la montagne et Zakho est sûre. Les peshmergas sont là, et nous aussi. Ils seraient quand même mieux en bas qu'ici. Il y a de l'eau, des pâturages, c'est une sorte de vallée heureuse ! »

### Souples et discrets

Inséré dans le dispositif des forces alliées, le système français s'est toutefois singularisé en misant sur la souplesse,

voire une certaine discrétion, dans ses interventions en Irak. « Nous avons aussi la solution des relais humanitaires », explique le docteur Michel Bonnot, conseiller de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. *Nous voulons aider les gens à rentrer chez eux plutôt que de les installer dans des camps. C'est pour cela que nous sommes présents de la crête de la montagne jusqu'en bas de la val-*

*lée.* » Cent soixante-dix militaires du 3<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine et du 17<sup>e</sup> régiment du génie parachutiste jalonnent ainsi l'itinéraire de retour avec trois postes d'assistance. Une antenne médicale, comportant une cinquantaine de lits, est prévue à mi-chemin, près du village de Qasrök, et une autre antenne chirurgicale, à l'arrivée, à l'hôpital de Zakho. Les parachutistes du génie ont déjà

mis en route leur station d'épuration d'eau à la cascade de Sharanish, et cinq à neuf hélicoptères Puma sont attendus pour assurer le ravitaillement de ces relais.

Des familles - au total entre 200 et 400 personnes - ont quitté le plateau depuis jeudi. Mais leurs voitures et leurs camions se sont immobilisés à mi-chemin, près de Qasrök, où la caravane a planté ses tentes, attendant pour rejoindre la

plaine de Zakho. Le mouvement de retour des réfugiés kurdes - nourris quotidiennement grâce aux largages par hélicoptères - s'amorce avec prudence. « Nous avons appris par la radio l'accord passé entre Saddam et Talabani », explique Mohsen, trente-sept ans, professeur de physique. *Mais nous devons attendre encore.* »

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Nord Matin 27 avril 1991

## Rencontre avec Evgueni Primakov

# « L'URSS fera tout pour que l'autonomie kurde soit réelle »

(De notre rédaction parisienne)

**D**e passage à Paris pour la sortie de son livre « Missions à Bagdad » publié aux éditions du Seuil, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, Evgueni Primakov, a distillé hier matin quelques confidences à l'heure des croisants.

« Je ne crois pas que je puisse faire un bon reporter à mon âge. Mais le journalisme analytique, je ne l'ai jamais abandonné ». L'élocution lente, l'œil lourd du chat qui dort, Evgueni Maximovitch Primakov, 61 ans, effleure en passant les bizarreries d'un cursus peu orthodoxe. Membre du Comité central du Parti communiste d'Union soviétique, comme Alexandre Iakovlev, il a quitté cette année le Bureau politique pour se consacrer à ses fonctions au sein du Conseil présidentiel, véritable « think tank » et garde politique rapprochée de Mikhaïl Gorbatchev.

Universitaire, il collectionne les fonctions honorifiques à l'Académie des Sciences; à l'Institut des Etudes Orientales et au prestigieux Institut de l'Economie mondiale et des relations internationales (IMEMO) chargé de la formation des diplomates. Mais, Russe élevé à Tbilissi où la douceur de vivre géorgienne tempéra les années de glaciation brejnevienne, Evgueni Maximovitch travailla également plusieurs années aux marges du journalisme, ainsi que le susurrent des langues aussi vipérines qu'autorisées.

Fraîchement diplômé de l'université Lomonossov et de l'Institut des Etudes orientales de Moscou, il débute à la radio et à la télévision soviétiques avant de devenir correspondant de la Pravda au Proche-Orient. C'est là, dans les années soixante, qu'il se familiarise avec l'Irak et fait la connaissance de Saddam Hussein.

Emissaire spécial de Mikhaïl Gorbatchev auprès du président irakien durant la crise du Golfe, il rencontra celui-ci à plusieurs reprises à Bagdad, y compris dans la phase finale de la guerre. Selon le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, la suite d'erreurs de jugement commises depuis juillet par Saddam est imputable à une mécanique intellectuelle continuant de fonctionner sur un logiciel datant de la guerre froide et fondé sur la confrontation américano-soviétique. Le chef de l'Etat ira-



Evgueni Primakov.

kien pensant surtout pouvoir entraîner Israël dans le conflit et neutraliser les membres arabes de la coalition.

### Pas de relâchement

Evgueni Primakov explique la fréquence de ses déplacements en Irak durant la guerre par la nécessité d'obtenir l'évacuation du Koweït par des moyens politi-

ques. « Nous étions solidaires de la communauté internationale et il n'y a jamais eu de relâchement de notre part » précise-t-il. Si la voie diplomatique a échoué, son action a été « un succès en ce sens que, s'il n'y avait pas eu ce cordon ombilical avec la communauté internationale, Saddam aurait pu aller plus loin et utiliser des armes de destruction affreuses. Durant tous mes entretiens, il y a eu pression soviétique pour qu'il n'y ait pas emploi d'armes de destruction massive »

Pour preuve des potentialités irakiennes, le conseiller de Mikhaïl Gorbatchev évoque les trente ogives chimiques ainsi que les stocks de neurotoxiques et de gaz moutarde déclarés la semaine dernière par Bagdad dans l'inventaire de son arsenal requis par la résolution de cessez-le-feu des Nations-Unies. Si Saddam n'a pas utilisé l'arme chimique, « c'est parce qu'il a espéré jusqu'à la fin une solution politique dont l'espoir lui avait été donné par les missions soviétiques et, dans une certaine mesure, par les Français »

Les informations sur les conversations en Russe captées durant la guerre sur les fréquences irakiennes ? « Désinformation », selon Evgueni Primakov. Quant aux coopérateurs militaires soviétiques, il y en avait encore 180 en Irak lors de son déplacement fin octobre à Bagdad. Saddam Hussein « leur reconnaissait la possibilité de partir à la fin de leur contrat mais, dans la pratique, cela a été bloqué à d'autres niveaux ». Après intervention personnelle de Saddam Hussein, ils ont pu regagner l'URSS.

### Très affaibli

S'il se refuse à toute prévision sur l'avenir du président irakien,

Evgueni Maximovitch admet que celui-ci est « très affaibli actuellement mais pas au point de disparaître comme réalité du Proche-Orient ». Si l'Union soviétique accueille favorablement une mise en œuvre de l'accord de mars 1970 renégocié cette semaine entre Bagdad et la résistance kurde, en revanche « personne ne soutiendrait le dépeçage de l'Irak ». Sans vouloir préciser s'il est favorable à une garantie internationale, l'émissaire de Mikhaïl Gorbatchev affirme que « l'URSS fera tout son possible pour que l'autonomie kurde soit réelle et n'existe pas seulement sur le papier ».

C'est sur la présence alliée au nord de l'Irak que Moscou manifeste sa réticence. L'action humanitaire en faveur des Kurdes ne soulève aucune objection. Mais « j'ai des craintes » affirme Evgueni Primakov, « car le fait d'installer des troupes sur le territoire irakien sans autorisation de l'ONU risque de constituer un précédent ». On imagine que la question des nationalités en URSS suffit à justifier les réticences du Kremlin sur le droit d'ingérence humanitaire développé par la France à l'avantage des Kurdes. Pour le conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, c'est net : « Sans autorisation spécifique du gouvernement du pays concerné, aucune action humanitaire ne peut être pratiquée sur son territoire car cela peut mener à un désordre universel »

L'intervention dans le nord de l'Irak ne constitue qu'une exception faisant suite aux hostilités menées sur la base de résolutions des Nations-Unies. « Je ne souhaite pas qu'une telle pratique spécifique soit généralisée ». Le journalisme analytique d'Evgueni Maximovitch reste sans faille.

Philippe WAUCAMPT

## INTERVIEW

# The 'Queen of the Kurds'

*Danielle Mitterrand, 66, wife of the French president, serves as director of France-Libertés, an international humanitarian foundation. She has set up highly praised aid projects in Senegal, Romania, Cambodia and elsewhere—and has long advocated the rights of the Kurdish people. Before leaving to visit Kurdish refugees in Iran last week, Mitterrand spoke with NEWSWEEK's Ruth Marshall in Paris. Excerpts:*

**MARSHALL:** A Kurdish leader told me recently that you could be unanimously elected Queen of the Kurds. Given the appalling conditions of their current exodus, do you feel that your aid and advocacy have been useful?

**MITTERRAND:** Until the exodus, we could be justly proud of our action, which certainly helped awaken [world] politicians to the Kurdish situation, and gave the Kurds a podium. It's true that, faced with this drama, such martyrdom, one can ask if everything that could have been done was done. But one must always look ahead and tell oneself to hope.

**Do you think the "new world order" has died before birth? What practical legal solution can be envisaged for the Kurds?**

That fear would be justified if, after a war won for the respect of the rights of states, we were to stand by and watch the extermination of a people, without acting. But a program is being sketched out to respect, first of all, their lives, with the hope in the future of seeing respect for their human rights and their right to political and cultural expression. Security zones are urgently needed to bring these people back to their land.

In Turkey, I have seen [Kurdish] refugee camps which are now two and a half years old, and they are not the answer. The people there are penned in, living more like prisoners than refugees, guarded by the Army.

**A Kurdish leader in exile here said recently that he believed humanitarian aid was essentially a maintenance service after massacres which the world allowed to happen. Do you agree?**

Humanitarian aid ought not to be like

## Danielle Mitterrand



TONY SAVINO—SIPA

**Humanitarian aid should not be like an emergency ambulance service. It should also be preventive.**

an emergency ambulance service. Humanitarian actions ought also to be preventive: until now this has never been the case, and it implies a response which is not simply a question for nongovernmental organizations.

**Your meetings with the Dalai Lama have angered China; Turkey has not welcomed your visits to Kurdish refugee camps, and your planned visit to Moroccan refugees was canceled after Morocco protested. Have you and your husband ever argued about the visibility of your actions?**

No. It's true it's sometimes a problem, but until now the causes we defend at the foundation have always been recognized as just. You can't criticize a humanitarian organization because it is attentive to peoples who are being exterminated or mistreated. So because my causes are just, and because this is a nongovernmental organization, [foreign governments] learn that in France even the wife of the president is a free woman.

**You spend your official personal budget on aid rather than clothes. Do your formal duties as the president's wife irritate you?**

I must often dress to honor and represent French fashion—whereas all my life I've lived with one pleated skirt and a

pullover for winter and another pleated skirt and a T shirt for summer. But the imperatives of my role do not irritate me, no. One has duties in life, and I fulfill them with great interest.

**You meet many representatives of governments with whose politics you disagree. How do you manage that?**

Until now I have never felt I've been disagreeable with anyone. The foundation's function is, above all, tolerance—and I listen, I even listen when I do not at all agree, with politeness. Every time I think I have found an attentive ear which can bring something to our action, I solicit it.

**In 1995, François Mitterrand's second term as president will be over. Do you see this as a liberation?**

Not at all; I've never felt myself a prisoner. My position as wife of a chief of state has been a takeoff point, enabling me to

undertake much more humanitarian action, and I've organized myself so that later I'll be able to be even more active. Perhaps [French voters] would have found it entirely normal that I participate in a traditional role, but I could not wipe out first seven, then 14 years of my life like that: I wanted to use that time to practice my convictions.

Each project we at the foundation undertake symbolizes a freedom denied or a violation of human rights. The defense of the right to an education; access to health—especially [to deal] with AIDS in Africa, but also our health programs in other developing countries and in France; defense of the right of cultural expression, as with the Kurds. We know we cannot allow a population to suffer without suffering ourselves. That is the message of our foundation.

**Next month will mark 10 years in power for your husband. Do you think he has permanently changed France? Or has he himself changed more significantly? Do you feel changed?**

The lesson I've learned from this proximity to power has been an immense humility. I don't think there's anything more to say—either you feel it or you don't.

# A Lifeline in Iraq

Bush orders American troops to help the Kurds, but getting out may be harder than getting in

*All along I have said that the United States is not going to intervene militarily in Iraq's internal affairs and risk being drawn into a Vietnam-style quagmire. This remains the case.*

**W**atch what he does, not what he says. George Bush repeated his pledge of noninvolvement last week even as he announced what amounted to a new military intervention in Iraq—one that ran a distinct risk of drawing the United States into another quagmire. The president ordered thousands of American troops, supported by British and French forces, to build and defend a chain of camps for as many as 850,000 Kurdish refugees now huddled along Iraq's border with Turkey. The idea was to lure the Kurds down from the cold mountainsides, where they were dying at the rate of 1,000 a day, and eventually persuade them to return to their homes in northern Iraq. In the administration's best-case scenario, most of the U.S. troops would leave within a few weeks, turning the camps over to the United Nations and other international relief agencies. But getting out of Iraq may prove more difficult than getting in.

Bush had been pushed by his allies into a commitment that was truly open-ended, in terms of both time and troops. "We are talking many months at the earliest and possibly years," admitted a senior presidential aide. And with hundreds of thousands of Kurds to protect from Saddam Hussein—and perhaps from each other, as well—the planned U.S. deployment of up to 10,000 soldiers could easily turn out to be inadequate. The French, who initially drew up the relief plan, thought 25,000 U.S. troops would be needed in the end. The

central dilemma for Bush was that combat troops probably cannot be withdrawn until the Kurds are persuaded to return to their cities and villages. And the Kurds will not feel safe enough to go home as long as Saddam remains in power.

Perhaps because the plight of the Kurds was so desperate—and so well covered on television—the American people supported Bush's relief plan, even though they seemed well aware of some of the risks. In a NEWSWEEK opinion poll, 75 percent of the people surveyed said they supported the use of American troops to help the refugees. And 66 percent agreed with a prediction that U.S. forces will still be protecting the Kurds six months from now.

In a month of missteps, Bush's administration has proved to be more adept at winning a war than managing a peace. The same president who took a strong stand on principle over the invasion of Kuwait

**THE GULF  
AFTER  
THE WAR**



turned wishy-washy when a majority of Iraq's people answered his call for an uprising against Saddam. Bush refused to support the rebellion; for the sake of stability in the Persian Gulf region, he wanted to preserve a central government that would hold Iraq together, which meant that Saddam had to be overthrown by his own elite, not by the masses. Then, as the refugee tragedy unfolded, Bush abandoned realpolitik, took up the cause of the Kurds and trampled all over Iraqi sovereignty—a decision that may haunt him the next time he decides it is in America's interests to ignore human-rights violations in places like China or the Soviet Union—or the Syria of his new ally, Hafez al-Assad.

In this case, compassion ultimately outweighed cold calculation. Bush's initial reluctance to intervene in the refugee crisis was "overwhelmed by the moral responsibility," said an aide. Private estimates sent



PHOTOS BY LES STONE—SYGMA

**With the death rate running at about 1,000 a day, desperate refugees rush a U.S. helicopter unloading supplies near the Turkish border, and a grateful Kurd kisses a U.S. Marine**

#### OPINION WATCH

### Growing Doubts

**Saddam Hussein has withdrawn from Kuwait, but remains in power in Iraq. Is this a victory for U.S. and allied forces?**

	Current	March 2
Yes	36%	55%
No	55%	38%

**Do you think the cease-fire in the Persian Gulf was ordered too soon, before Saddam Hussein was toppled from power?**

	Current	March 2
Yes	57%	30%
No	37%	65%

For this NEWSWEEK Poll, The Gallup Organization interviewed a national sample of 761 adults by telephone April 18-19. The margin of error is plus or minus 4 percentage points. Some "Don't Know" and other responses not shown. The NEWSWEEK Poll © 1991 by NEWSWEEK, Inc.







STEVEN RUBIN—JB PICTURES

**Preparing to bury a Kurdish infant's corpse at one of the border encampments**

to the White House warned that as many as 500,000 Kurds could die in the mountains if Bush did not take over the relief effort and bring them to camps on flatter ground. "Hunger, malnutrition, disease and exposure are taking their grim toll," the president said as he announced his program. "No one can see the pictures or hear the accounts of this human suffering—men, women and, most painfully of all, innocent children—and not be deeply moved."

**'Going home':** The withdrawal of U.S. forces from the gulf region passed the halfway mark last week; the overall commander, Gen. H. Normän Schwarzkopf, was due home in Florida on Sunday. The relief effort was under different management: the U.S. European Command, which set up a forward supply base near the Turkish border town of Silopi. The initial rescue operation focused on a narrow wedge of Iraqi territory around the small city of Zakhu. Perhaps 40,000 of the refugees in the mountains came from Zakhu, according to U.S. officials in the field. "These people are going home," said Dick Swenson, a relief worker from the U.S. Agency for International Development. "It's just that some of those homes may have been destroyed or occupied by somebody else." Kurds who live elsewhere in northern Iraq will use the camp at Zakhu as a way station. The French blueprint for the relief campaign stresses that refugees must not settle down in the camps. "In no case is a permanent shelter to be provided," says the working paper, describing the camps as "simple transit centers."

Other way stations will be set up later, each one protected by U.S. or allied troops.

Washington is negotiating for the use of an overland supply route through Syria that could significantly increase the flow of relief supplies to the region. Eventually, relief workers hope that as many as 75 percent of the refugees will be coaxed back to their homes. But until there is a guarantee that the Kurds will not suffer reprisals from Saddam's Army, many will be too afraid to go home.

Iraq denounced the allied relief plan as foreign meddling. "We refuse this," said Deputy Prime Minister Tariq Aziz. "They have no right to send troops to our territory." Baghdad cut a deal of its own with the United Nations to set up "humanitarian centers" for the Kurds in the north and for rebellious Shiite refugees in the south.

**Fighting for possession of loaves of bread**

COSTA SAKELLARIOU—JB PICTURES



White House spokesman Marlin Fitzwater said the arrangement "appears to provide a basis for the U.N. to take over the operation we will establish." But so far there was no commitment from the United Nations to take over the camps—or from Iraq's Army to honor their security needs.

**No promises:** The Iraqis have about 30,000 troops in the area. "They should not respond militarily," Bush said of the Iraqis. "They've underestimated the United States once before on that, and they shouldn't do it again—and I don't think they will." Lt. Gen. John Shalikashvili, the Polish-born deputy commander of the U.S. Army in Europe, met with Iraqi officers, bluntly advising them to keep their troops in barracks or pull them out of the area entirely. The Iraqis made no promises, but Pentagon officials said Baghdad had halted all military operations in the region.

A clash with Iraqi forces is only one of the potential pitfalls. Noting that a few Kurds support Saddam's regime (one of them is the Army chief of staff), Pentagon analysts worry that Baghdad might inspire pro-Saddam elements to launch terrorist attacks on U.S. troops. Americans could be caught in another kind of crossfire if anti-Saddam Kurds use the camps as bases for their sporadic attacks on the regime. "Whether or not we can control that is a big question," says a Pentagon official. And what if the refugees refuse to go home? The camps might become the nucleus of an independent Kurdistan, which would disturb Bush's Turkish allies, who have restless Kurds of their own.

Despite the allied plan to keep the Kurds moving toward home, the new camps could turn into something like permanent settlements. That's what has happened at refugee centers elsewhere in the region for millions of displaced Palestinians and Afghans. "These camps will give them three squares and medical care," says a sympathetic Bush aide. "Why should we think they will want to walk 60 miles back to a life of no medical care and perhaps one meal a day?" Once established, the allied camps could become a magnet for refugees from farther south in Iraq or from overburdened camps in Iran, where 1 million Kurds have fled.

Food and medicine wouldn't be the only lures. Few Kurds will want to leave the protection of the camps until Saddam is defanged. "You can only get people to return home when they are confident that they are safe," says an administration official. "That's going to take some larger changes in Iraq." Until those changes occur, American troops may be stuck with the job of protecting camps full of Kurds who refuse to go home.

RUSSELL WATSON with JOHN BARRY, DOUGLAS WALLER and THOMAS M. DEFRANK in Washington, CHRISTOPHER DICKEY in Zakhu and bureau reports



# Europe Takes the Initiative

## Fast and effective aid to the Kurds puts the EC Twelve out in front of the Bush administration

**M**eeting around a luncheon table in Luxembourg last Monday, the 12 foreign ministers of the European Community agreed to call for a "Nuremberg tribunal" to try Saddam Hussein for war crimes and "genocide." It was a historic decision, if not an effective one. No international criminal court exists, the United States is cool to the idea of setting one up, and Saddam Hussein is still alive and dangerous in Baghdad. But the European action, taken without warning and with apparent spontaneity, would have been unthinkable only a few weeks ago. It came on the heels of a series of bold policy initiatives that have put Europe out in front of the United States in the effort to meet the human crisis in Kurdistan.

Jacques Delors, who presides over the EC's Executive Commission, could hardly conceal his pride on a French talk show last week. "Europe reacted first" in the crisis, Delors boasted. He criticized George Bush for inciting the Iraqis to revolt against Saddam and then failing to help when some of them took up the challenge. He pointed

to the European proposal for special "havens" or "enclaves" within northern Iraq as a trail-blazing approach which Washington first rejected and then adopted. And he offered statistics showing the EC had arrived first with the most emergency aid for the Kurdish refugees—some \$7 million in the week from April 3 to April 10.

**Troops and aid:** In addition, individual European states escalated their participation in the Kurdish bailout operation. Germany voted a further \$150 million in aid, on top of \$76 million already earmarked. Britain sent the first of about 1,800 troops to Turkey, including RAF airmen to fly aid missions. By week's end, elements of the British 244th Signal Squad and the 240th Operational Conversion Unit were in Dyarbakir, Turkey, along with nine C-47 Chinook transport helicopters and two C-130 Hercules transport planes. France had sent 110 Army engineers and medics, a contingent that will rise to about 1,000 this week. About 100 troops from the France's

11th Parachute Division flew to Turkey Saturday. Paris also sent 200 troops from the Second Infantry Regiment to protect a refugee camp on the Iraqi-Saudi border. The Netherlands said it would send 2,000 troops. Italy will send about 1,000. And Belgium kicked in four C-130s.

Even before the decision to send troops to northern Iraq, European humanitarian workers, especially doctors, had been active in the area. French and Dutch physicians from Médecins Sans Frontières had been working among refugees in Iraq, Iran and Turkey since early this month. Bernard Kouchner, a junior minister for humanitarian affairs, in the French government visited the area several times. It was Kouchner, along with Prince Sadruddin Aga Khan, the United Nations special envoy, who organized the first distribution of food, blankets and tents for the refugees.

As in the gulf war, of course, European military participation in the Kurdish rescue mission amounted to only about a quarter of the American effort. And some of Europe's relation was slightly overstated—a

reaction against the wave of depression that swept its capitals during the war, when the EC failed to assert itself. Nonetheless, the atmosphere in European circles has changed radically over the past two weeks. The EC has proved, at least to itself, that it can speak with one voice in an emergency. Even more, it has demonstrated that it can launch initiatives that the United States, however reluctantly, will follow.

In return, the Europeans expect to be taken more seriously in the world political arena. Just a few hours after their "Nuremberg vote," the European foreign ministers met with U.S. Secretary of State James Baker and pressed him to admit that Europe has an important role to play in any Mideast peace conference. In the past, Washington has preferred a peace conference limited mainly to countries in the region. Last week, however, Baker told his European colleagues it was his aim "not to exclude, but to include" them in the process. The Europeans attributed Baker's apparent flexibility to their own recent display of diplomatic initiative.

**Common policy:** Europe's apparent new energy in the international arena has also brightened prospects for the achievement of a European "political union" by the end of this year. This project, now under study by a formal intergovernmental council, aims at institutionalizing a common European foreign and security policy. Two weeks ago, the process was mired in dis-

agreements among EC member states and the widespread impression that Europe was still unable to speak "with a single voice." None of the sticky points have been resolved, but European leaders are now approaching the task with a different, more hopeful spirit.

In the long run, Europe's current surge of optimism and energy may not matter very much. The United States remains the decisive Western power. The European Community is still a very long way from practicing a consistent, cohesive foreign policy, much less organizing and supporting a common defense force. But the two-week run of EC initiatives has at least reduced the bitterness and the frustration that European leaders felt after the war against Iraq. Dreams of political union seem a lot less utopian now than they did just two weeks ago. Europe may remain, for now, a political mouse in the world jungle—but a mouse that has proved it can, now and then, roar.

SCOTT SULLIVAN in Paris



ROB TAGGART—REUTER

**Fresh hopes for political union: Britain's RAF evacuates a refugee**

S.O.S.



KURDISTAN

Los «marines» estadounidenses controlarían de esta manera seis ciudades en el norte del país

## Tropas de EEUU y aliadas se preparan para ocupar más territorio en el Kurdistán iraquí

*El mando norteamericano ha pedido a los iraquíes que despejen el área*

SANTIAGO AROCA

ENVIADO ESPECIAL

**BASE DE INCIRLIK (TURQUÍA).—** Las tropas norteamericanas y aliadas se preparaban ayer para ampliar los campamentos para los refugiados kurdos más al este de la ciudad iraquí de Zajó.

Para el Estado Mayor de la «Combined Task Force» (CTF), resulta imprescindible crear un «refugio que cubra desde Zajó hasta Al Amadiya». Entre ambas localidades hay algo más de un centenar de kilómetros en línea recta.

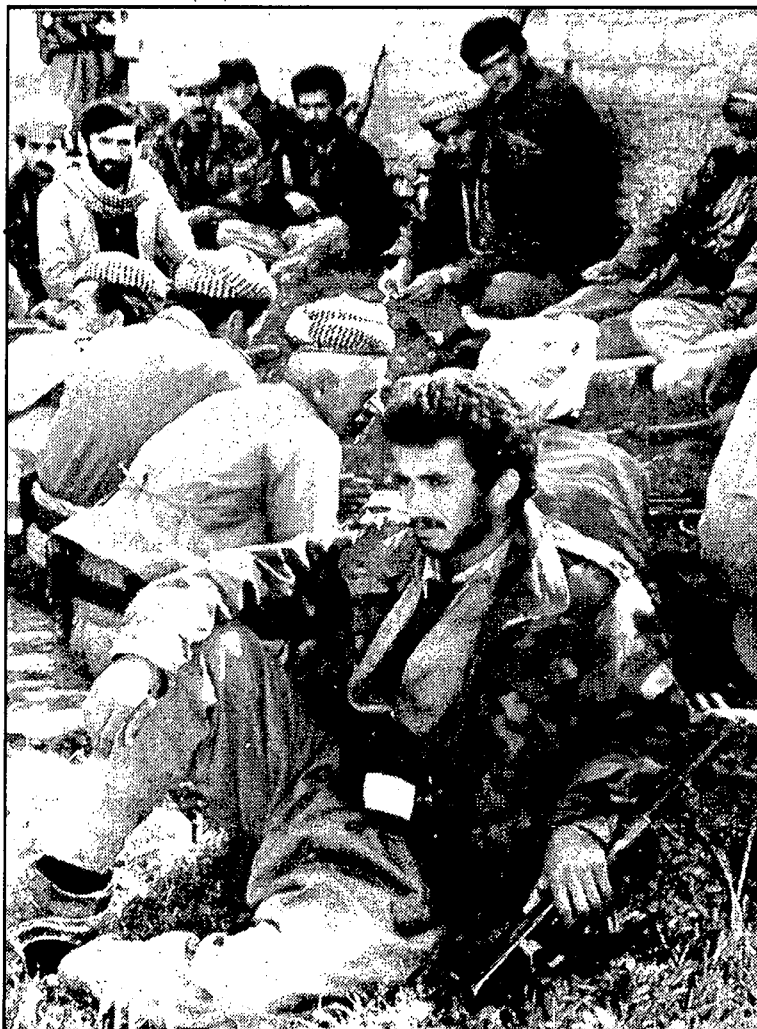
Si este plan se llegara a aplicar, los aliados controlarían seis ciudades kurdas en el norte de Irak, en lugar de sólo una.

El área bajo mando aliado pasaría a ser cerca de un 10% de la superficie del Kurdistán iraquí.

Ayer por la mañana, horas antes de que comenzara el avance, los norteamericanos pidieron al mando iraquí que despejara el área y no opusieran resistencia, para evitar incidentes.

Según las fuentes militares consultadas por EL MUNDO, el avance aliado comenzará a primeras horas de hoy lunes y durará cerca de una semana. En la operación colaborarán los paracaidistas españoles, si su despliegue se realiza dentro de los plazos previstos.

**REPRESALIAS.—** Lógicamente, el peso de la operación recaerá sobre los casi 15.000 «marines» norteamericanos y británicos estacionados a lo largo de la frontera turco-iraquí.



Un «peshmerga», con su inseparable fusil de asalto. / REUTER

El principal objetivo de este movimiento de tropas será desalojar a los iraquíes de las fortificaciones construidas en las montañas con el fin de que la

población kurda regrese a sus aldeas.

El mayor problema ahora afrontado por los aliados es que no pueden repartir la cuantiosa

ayuda humanitaria acumulada ya que muy pocos kurdos han descendido de las montañas, por miedo a sufrir represalias a manos de las tropas de Sadam, que controlan los valles próximos.

En los últimos días, los «marines» han recogido en las montañas con sus helicópteros de transporte Chinook a unas quinientas personas. Cifra exigua si se compara con el cerca de medio millón que se piensa aún permanece en las alturas.

**«PESHMERGAS».—** Con la ampliación de la bolsa liberada, los aliados también pretenden sacar de Turquía al numeroso grupo de kurdos que han buscado refugio. En Curcuka y Cigli, localidades del lado turco de la frontera, hay varios miles de refugiados.

Incluso los «peshmergas» con sus atavíos militares están dispuestos a bajar a Zajó, cuando «desaparezca la policía secreta iraquí», aseguró uno de ellos.

Al efectuar su propuesta en el seno de la CTF, los norteamericanos han asegurado que no pretenden permanecer en territorio iraquí «más que el tiempo necesario para establecer las zonas de seguridad».

Para el mando militar estadounidense deben de ser las Naciones Unidas quienes después se encarguen de patrullar el área y asegurar que las autoridades iraquíes no toman represalias.

El problema estriba en que la ONU carece de medios para asumir las labores de policía a corto plazo.

International Herald Tribune April 29, 1991

# EC Backs Plan For UN Force to Protect Kurds

## *Lightly Armed Police Seen Replacing Allied Troops*

By Charles Goldsmith

*International Herald Tribune*

MONDORF-LES-BAINS, Luxembourg — The European Community on Sunday endorsed a British plan for the deployment of a lightly armed United Nations police force in northern Iraq to replace Western troops now protecting Kurdish refugees.

Foreign Minister Mark Eyskens of Belgium said the plan, which would not include armor or artillery backup for the UN force, would probably be presented to the UN Security Council on Monday.

Britain, a permanent member of the council, had informally canvassed the other permanent members — the United States, the Soviet Union, China and France — before bringing the proposal before the EC, diplomats said.

Foreign Secretary Douglas Hurd of Britain said his government felt it was important to have the unanimous backing of the 12 EC foreign ministers, who arrived at this resort on the Luxembourg-France border Saturday for two days of informal talks.

"The Kurds demand more security," said Foreign Minister Roland Dumas of France. "The United Nations must be involved in returning the Kurds."

The Spanish foreign minister, Francisco Fernández Ordóñez, said, "We felt the United Nations should take charge as soon as possible."

British diplomats said Iraq would most likely welcome a UN police force as an alternative to the 9,000 American, British, French and Dutch troops in place protecting the Kurds.

Italy's foreign minister, Gianni De Michelis, said the UN force should roughly equal the number of Western troops it replaced.

As many as 2 million Kurds fled into the mountains of northern Iraq toward Turkey and Iran after their uprising against President

Saddam Hussein was crushed. UN officials said last week that about 2,000 Kurds a day were dying from hunger, disease and exposure.

France also called for the permanent Security Council members to study a tentative accord on Kurdish autonomy between the Iraqi government and rebel leaders. The agreement was announced last week by Jalal Talabani, leader of the Patriotic Union for Kurdistan, after several days of talks with Mr. Hussein's government.

The EC foreign ministers expressed "a great deal of skepticism" about the announcement and said UN involvement could help hold Mr. Hussein to the agreement, a diplomat said.

Foreign Minister Jacques Poos of Luxembourg said the plan for a UN force would not require a new Security Council resolution but could be implemented under Resolution 688, which condemned Iraq for the mistreatment of its Kurdish minority.

Mr. Poos cited as a precedent the dispatch of a UN police force to Cyprus during a Greek-Turkish dispute in 1964.

Near the Kuwaiti border on Sunday, the United States took a major step toward completing its withdrawal of forces by beginning an airlift of Iraqi refugees from southern Iraq to Rafha, in Saudi Arabia, The Associated Press reported.

Once these 11,000 or so Iraqis are under Saudi jurisdiction, the U.S. forces can give way to UN troops in what is to be a demilitarized zone. The UN force has no authority to care for the refugees in this region, who fled fighting between Iraqi troops and Shiite Muslim rebels after the Gulf war.

"The U.S. Army is getting out of the refugee business here," said Lieutenant Colonel John Kalb, whose troops have provided food, medical care and protection to the refugees at Safwan, Iraq.

The Guardian April 29, 1991

# Peshmergas halt refugees

**David Hearst** in Kasrook, Northern Iraq, finds suffering on the road to a safe haven as guerrillas play politics

**P**ESHMERGA guerrillas are preventing Kurdish refugees at gunpoint from coming down the mountain to the tents in the allied safe haven east of the town of Zakho.

Some of the refugees have been living in their cars and vans for more than a week, and yesterday came the first report of young children dying as a result of the peshmerga action. On Saturday about 400 people were turned back at Kasrook, about 20 miles north of Zakho on the main mountain road from the refugee camp at Isikveren, which still accommodates 40,000 refugees.

The actions of the peshmergas are well known to the allied forces. There is a checkpoint manned by French marines at the bottom of the road, and the road was patrolled yesterday by French and British marines and US special forces. The allies are prepared to intercede only for urgent medical cases. But allowing the peshmergas openly to carry and use their arms appears to be contrary to the American and British governments' position in declaring their safe haven free from peshmerga arms.

Lieutenant Peter Murphy of 45 Commando was standing a few yards away from a group of peshmergas armed with Kalashnikovs, grenades, and at least one tripod-borne machine gun. As the peshmergas were turning refugees back to the camp, Lieut. Murphy said: "We cannot confront the peshmergas. We are here to help and that means we have to persuade the peshmergas that it is safe to come down."

Throughout the day the roadblock was challenged with increasing bitterness by mothers with young babies and families who found themselves at a loss over what to do next. One woman screamed at a guerrilla as he brandished a Kalashnikov. She said in Kurdish that Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan, had told them to come down from the mountains. Why were they being stopped?

Peshmergas mounting the roadblock claimed that Zakho was still not safe enough be-

cause of Iraqi police in plain clothes. Further down the road at Darkar, one of the spokesmen for the local peshmerga leadership said they were awaiting instructions.

However, there is an increasingly strong suspicion among the allies and the refugees that the peshmergas are using the refugees as a bargaining chip in their own negotiations with the Americans and to establish control over the new settlements which will emerge in the valleys.

An encampment of 1,000 blue and white tents is under allied control and protected by American troops. The peshmergas have agreed to send a thousand workers to help build the camp, but are refusing to let the families down. In Zakho the situation is unclear, though the allies are now saying that all but 50 designated and clearly identified local policemen remain in the town.

On Friday morning, cars containing plain-clothes policemen were seen patrolling the town, but by the afternoon most of the buildings were directed to by local Kurds who claimed policemen were hiding in the town had been abandoned.

As the British forces pushed further east yesterday and the American forces rolled south towards Dohuk, it seemed increasingly unlikely that any policeman would be left in the town. They would be cut off from any support and prey to Kurdish lynch mobs.

Over the weekend there were reports of fighting in the town, though these appeared to be sporadic gun grenade attacks.

At the roadblock yesterday there were heartrending scenes as the Kurdish refugees pleaded with guerrillas to let them through.

Said Ibrahim, aged 23, spent the last six days with his family of six sleeping in their car just by the checkpoint. Before that they had spent 25 days in the mountains.

He said: "I want to go back to my home in Zakho because the Americans protect us. We cannot stay here. Why are they not letting us through? What is the problem now?"

One of the guerrilla patrols was photographed by Colonel Michel Nielly, the spokesman

for the French marine forces. Col Nielly said: "The problem is a political one. Peshmergas want to restore their authority, and they say they are stopping the refugees to count them, but they are bluffing."

The French have set up a field hospital halfway up the road in a tent to deal with the growing medical crisis of these refugees. Dr Colonel Jean Leroy was bitterly critical yester-

day about what the peshmergas were doing.

He said: "We had a baby who needed urgent hospital treatment and we had to argue for two hours with them to let the mother through with her child. They set themselves up down the road like a customs post. They demand payment, they take food and water, and no one is doing anything about it." Two refugees we spoke to also

claimed the peshmergas were demanding money in return for a safe passage down into the valley.

"The allies undoubtedly know this is going on, but prefer to seek a negotiated settlement with the peshmerga leadership. They are quite content to leave the peshmergas armed to the teeth in their own encampments outside the town.

At one we saw a building

piled high with Kalashnikovs and RPG rocket launchers and warheads. Mohammed Shersik said: "We will not give up our weapons until we have an agreement on autonomy which is guaranteed by the three permanent members of the Security Council, Britain, France and America. Until then it is not safe to give up our arms, but nor will we challenge the Americans."

Iraqis quit town after 'hard stare' from British Marines • UN police force could be guarding Kurds within months

# Allies extend haven zone

John Palmer in Mondorf, near Luxembourg, and Chris Stephen in Zakho

**B** RITISH Marines spearheaded an operation to extend the Kurdish enclave in northern Iraq during the weekend, pushing east to occupy the Iraqi garrison town of Batula, 25 miles from Zakho on the Turkish border.

Meanwhile, the foreign ministers of the European Community gave their unanimous backing to the British government's plan to send a United Nations police force to safeguard the Kurdish refugee camps in Iraq. But there was uncertainty last night whether such a force would require a new Security Council resolution.

Asked when the force might be in place, Douglas Hurd, the Foreign Secretary, replied, "Probably in a very few months' time — but maybe sooner". Almost all the 12 EC countries are already providing either military or logistical backup for the present operation in northern Iraq.

A company of Royal Marines moved into Batula after ordering its Iraqi garrison to leave, though British commanders stressed there was no confrontation. "It's what we call the hard stare," said Major Brian Seage. "They were left in no doubt that they had to leave."

Yesterday, Marine patrols were returning from the almost deserted town in blazing sunshine carrying armfuls of discarded mines and mortar rounds. Iraqi troops had looted many houses, said Marines doctor Steve Bree, who treated some local people. "The Iraqis didn't do them any favours here," he said.

The expansion of the enclave, to create what commanders call "safe villages", is designed to

reassure Kurds, the bulk of whom have yet to come down from the mountains. Kurdish rebel leaders say the presence of uniformed and plainclothes Iraqi police in the town of Zakho remains a sticking point. "The presence of [allied] troops is very good, but what is the reason for the police?" said Mohammed Zakholy, a guerrilla leader.

The Kurds, said Mr Hurd last night after the EC meeting, "will not necessarily be satisfied that their security will be safeguarded if the troops which are presently in northern Iraq are replaced by civilian workers from the United Nations or the European Commission".

The dispatch of a UN police force to Cyprus in 1974 after the Turkish invasion provided a precedent for sending police forces to northern Iraq, he told the EC meeting in a spa resort near Luxembourg. The ministers, he said, gave "a warm and unanimous welcome for the idea".

Some EC governments believe that the existing UN resolution 688 provides sufficient cover for both the present use of Western military forces to protect the Kurds and for any use of UN-backed forces. Mr Hurd said that although the initial reaction to the British idea had also been "positive" when it was put to the UN Secretary-General, Javier Perez de Cuellar, and Security Council members in New York, consultations about whether a new resolution might still be needed were continuing.

Mr Hurd said it was "too soon" to say how big a police force might be needed, how it might be armed and how long it might have to remain in Iraq. But he implied that the Iraqi government might actually be willing to agree to a UN police force being deployed to assure the Kurdish refugees that they would — with safety — be able

to leave the mountainsides for the camps being prepared in northern Iraq and eventually return to their own homes.

Prince Sadruddin Aga Khan, the UN High Commissioner for Refugees, had already negotiated a memorandum of understanding with the Iraqi government over the treatment of the Kurds, but this would have to be supplemented to cover the sending of any policing force. "After all, from the Iraqi point of view, they would secure the withdrawal of the American and other foreign forces in Iraq," the Foreign Secretary argued.

Although the British government has not ruled out the sending of British police as part of the proposed force, Mr Hurd said this was "most unlikely". But he did say that although a police force would have more credibility in assuring the safety of the Kurds than civilian UN or EC officials, it would also have to have the backing of US airpower in the region.

The EC foreign ministers were "unimpressed" with the reported outline political agreement between some Kurdish leaders and President Saddam Hussein last week. The French foreign minister, Roland Dumas, said that the United Nations should be ready to guarantee any final agreement on Kurdish autonomy agreed by the government in Baghdad. • Mr Hurd has undertaken to raise European Community concern about reports of human rights violations by the Kuwaiti authorities against Palestinians and others when he visits Kuwait next week.

And in a separate decision, the Luxembourg EC presidency is to meet a representative of the Palestine Liberation Organisation to urge PLO support for the Washington's efforts to find a peace settlement between Israel and the Arab states.

## IRAK : la situation au Kurdistan

# La présence des policiers irakiens dissuade toujours les réfugiés de regagner Zakhō

Le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, a affirmé, vendredi 26 avril, que deux cent mille Kurdes étaient rentrés dans les villes qu'ils avaient désertées en mars. Pourtant, la population kurde semble rester méfiante, notamment dans la région de Zakhō, en dépit de la présence des militaires américains, britanniques et français.

A Washington, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, avait déclaré, jeudi, que les Etats-Unis pourraient déployer des forces supplémentaires dans le nord de l'Irak en plus des sept mille hommes qui s'y trouvent déjà.

### ZAKHO (Irak)

de notre envoyé spécial

Le jeu du chat et de la souris se poursuivait, vendredi, entre les forces alliées et les policiers irakiens. Ces derniers ne semblent pas véritablement décidés à quitter Zakhō, alors que les Américains continuent d'y bâtir un camp de réfugiés à 3 kilomètres de la périphérie, que les Français et les Canadiens restaurent l'hôpital et que les Britanniques patrouillent intensément dans la ville depuis jeudi.

Zakhō est pourtant la plaque

tourante du dispositif des secours humanitaires mis en place par les Occidentaux. « Au lieu de construire des camps gigantesques et inhumains à la palestinienne, nous avons privilégié l'idée d'une ville de réfugiés », explique le docteur Bonnot, conseiller technique de M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

### Dans la vallée suspendue

« Les habitants de Zakhō et des villages environnants retrouveraient leurs maisons; eux-mêmes hébergeraient les gens originaires des régions du Sud qui restent encore sous le contrôle des militaires irakiens, et, s'il n'y avait pas assez de place, les Kurdes du Sud pourraient aussi s'installer dans le camp américain en attendant de pouvoir repartir chez eux », explique-t-il.

Méfiants, malgré le nouveau contexte politique créé par la promesse d'une autonomie kurde, plusieurs centaines de réfugiés seulement sont descendus des crêtes depuis mercredi, s'arrêtant en chemin dans la vallée suspendue de Quasrök, à une heure en voiture de Zakhō. La présence des policiers irakiens dans la ville les empêche de poursuivre leur route.

Vendredi, l'état-major des forces alliées avait cru un instant avoir définitivement réglé le problème : plusieurs centaines de policiers irakiens en uniforme avaient plié

bagages, tandis que, officiellement, une cinquantaine d'entre eux devaient rester en ville. Les marines britanniques, au nombre de quatre cents selon certaines sources, avaient pris le contrôle de Zakhō en multipliant les patrouilles. Finalement, on s'aperçut très vite que de cent à deux cents policiers en civil demeuraient dans la cité.

« Saddam ment quand il dit qu'il les a retirés de Zakhō. Nous les reconnaissons. Ils sont habillés comme nous, mais ils ont un pistolet sous leur veste, dit un habitant, déserteur de l'armée irakienne. Ils se promènent en voiture dans les rues et ils regardent partout. » Certains habitants de Zakhō ont ainsi pris l'habitude d'alerter le visiteur étranger quand une voiture passe, en disant discrètement : « Attention, c'est la police secrète. » D'autres voudraient parler, mais seulement dans l'arrière-salle d'un café : « C'est très dangereux de nous faire voir avec vous. »

### « Peut-être... peut-être pas »

Habillé en civil, un chef de la milice irakienne, fusil AK-47 à la main, tente de convaincre un attroupement de journalistes étrangers en déclarant que, « ici, tout le monde est pour Saddam ». Repliés à l'Azur Hôtel, une cinquantaine de policiers attendent, autour d'un bus, laissant planer le suspense :

« Peut-être que nous allons partir, peut-être pas », dit l'un d'eux avec le sourire.

Des incidents ont éclaté jeudi vers 20 heures. Plusieurs grenades ont été lancées - vraisemblablement par des peshmergas - devant le commissariat, blessant légèrement deux policiers. Ces derniers ont été soignés par les médecins militaires français qui venaient de s'installer à l'hôpital de Zakhō. « Ils souffraient de quelques lésions sans gravité et vendredi, à 6 heures du matin, ils avaient disparu de leur chambre », raconte le médecin-chef, M. Jean-Yves Bouchou. Par ailleurs, la rumeur courait qu'un milicien irakien avait été tué dans la nuit de mercredi à jeudi.

Affamés, les policiers, qui demandent à manger aux habitants faute d'être ravitaillés, ont, depuis, déserté le commissariat pour se replier, semble-t-il, à l'Azur Hôtel. La guerre d'usure a commencé. Les marines britanniques se promènent le doigt sur la gachette. Les patrouilles tentent d'affirmer leur suprématie en inspectant consciencieusement les maisons et les ruelles. Certains restent cependant sceptiques quant à cette protection : « Tant qu'il y aura des policiers à Zakhō, nous demanderons à nos familles de rester dans les montagnes », assurait l'un d'eux.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

## L'ONU va prendre en charge prochainement les camps installés par les alliés

NEW-YORK Nations unies

correspondance

Le secrétaire général des Nations unies a annoncé, vendredi soir 26 avril, que l'ONU prendrait à sa charge des camps installés par les alliés pour les réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak « dans quelques jours ». Cette déclaration de M. Perez de Cuellar pourrait permettre de mettre fin plus rapidement que prévu à la présence des forces alliées sur le territoire irakien. Jusqu'à présent « réticentes » à l'idée de s'intégrer à des opérations menées par les forces occidentales sur le territoire irakien, les Nations unies n'ont pas participé à l'installation des camps américains, français et britanniques, pour permettre le retour des réfugiés kurdes dans leur pays. Toutefois le secrétaire général n'a

pas mentionné de quelle façon exacte et selon quel calendrier s'effectuera la participation précise de l'ONU.

### Consultations avec le HCR

Dans son rapport présenté vendredi aux membres du Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a annoncé que, sous la direction du Haut-Commissaire pour les réfugiés, deux convois de secours devaient arriver dans le nord de l'Irak le samedi 29 avril. Le premier par la Turquie et le deuxième depuis Bagdad. Les deux équipes se concerteront avec les alliés pour les modalités de prise en charge.

« en temps voulu ». Le secrétaire général a ajouté que, pour aider les réfugiés le plus rapidement possible, toutes les instances de l'ONU ont été mobilisées. M. Perez de Cuellar a expliqué par ailleurs que l'objectif essentiel de l'ONU est d'être en position d'assumer ses responsabilités « aussitôt que possible ». Le secrétaire général a affirmé que le calendrier dépendra de la conclusion d'accords avec les autorités américaines, françaises et britanniques. Selon le porte-parole du secrétaire général, deux hauts responsables de l'Organisation, MM. Jean-Claude Aimé et Marreck Goulding, devaient se rendre à Genève samedi pour y tenir des consultations avec le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés). Enfin, concluant son rapport devant le Conseil de sécurité, M. Perez de Cuellar a insisté sur la nécessité de réunir de nouvelles ressources financières : « La réponse de la

communauté internationale a été très modeste jusqu'à présent », a-t-il expliqué.

Tout en se disant « satisfaits » de la décision des Nations unies de participer à des opérations pour les réfugiés, des diplomates occidentaux de l'ONU affirment néanmoins que les forces alliées ne quitteront pas la région du nord de l'Irak sans avoir reçu des « assurances » sur la sécurité des Kurdes.

Par ailleurs, depuis un mois, plus de vingt dénonciations ont été envoyées aux délégations iranienne et irakienne de l'ONU sur des « incursions » armées de part et d'autre de la frontière. Selon des précisions irakiennes, des soldats iraniens auraient récemment franchi la frontière, donnant lieu à des accrochages au cours desquels il y aurait eu plusieurs morts de part et d'autre.

AFSANÉ BASSIR POUR





La actual negociación plantea idénticos problemas a los que provocaron la ruptura de 1975

# La autonomía kurda de Sadam Husein

*La oposición quiere que se cumpla el acuerdo del 11 de marzo de 1970*

MANUEL MARTORELL

ENVIADO ESPECIAL

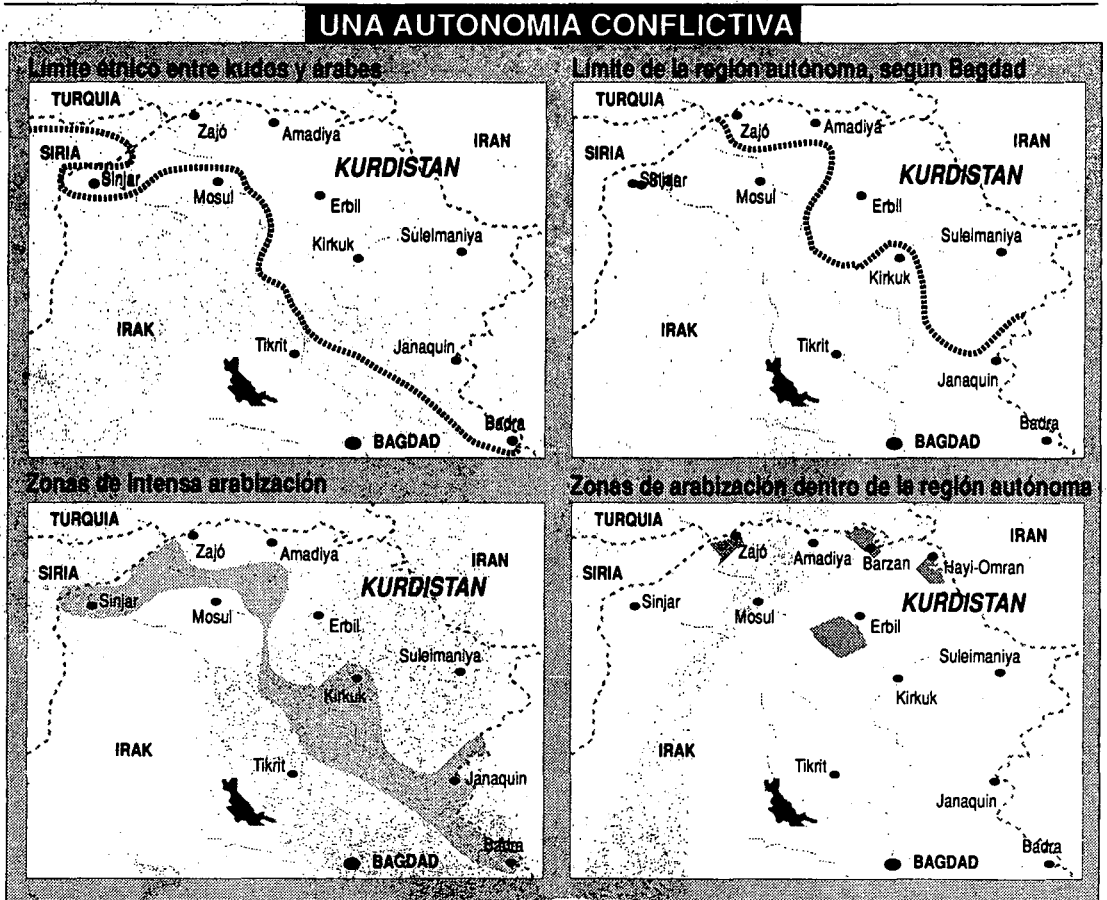
**SAQUEZ (KURDISTAN IRANI).—** A finales de 1969 representantes de Bagdad y de los rebeldes kurdos iniciaron un diálogo para dar una solución política al problema kurdo. El 11 de marzo de 1970 el dirigente kurdo Mustafa Barzani y Sadam Husein firmaban en la escuela de Nawperdan un acuerdo de 15 puntos que otorgaba a los insurgentes un sistema autonómico.

Este acuerdo, que a partir de la derrota militar de los kurdos en 1975 fue vaciado de contenido, ha sido la referencia de los resistentes desde entonces y, hoy, la base de la negociación entre el opositor Frente del Kurdistán, liderado por Jalal Talabani, y el Gobierno de Sadam Husein.

Aquel frustrado proyecto autonómico reconocía los derechos nacionales de este pueblo, ponía a su idioma en una situación de cooficialidad respecto al árabe, estipulaba la presencia de representantes kurdos en todas las instancias administrativas y políticas del país, como la Policía, el Ejército, el Gobierno y el Parlamento, y recogía medidas para potenciar el desarrollo económico del Kurdistán iraquí.

Como en 1970, la debilidad del régimen iraquí, presionado por las potencias aliadas, permite a los partidos kurdos dialogar en una posición de fuerza. Sin embargo, tanto la población que ha dejado sus hogares como sus propios portavoces saben que Sadam Husein, en el momento en que recupere su capacidad de actuación, como en 1975, hará trizas la autonomía. Por esta razón, Francia ha exigido que la ONU garantice el acuerdo definitivo.

**EL PROBLEMA DE KIRKUK.—** Hoy, como en 1970, el principal escollo se encuentra en la delimitación del territorio incluido en la autonomía kurda, en la elaboración del nuevo censo que permita esa delimitación y, sobre todo, en los casos de las provincias de Kirkuk y Mosul, dos importantes centros petrolíferos.



Modesto J. Carrasco / EL MUNDO

El caso de Kirkuk resulta especialmente grave, ya que Sadam Husein nunca ha querido aceptar el carácter kurdo de esta ciudad y porque, en el actual éxodo masivo, casi todos sus habitantes kurdos la han abandonado.

El Gobierno central considera que tampoco son kurdos la provincia de Sinjar, situada entre Mosul y la frontera siria, y la franja fronteriza con Irán que va de Janaquin a Badra, a la altura de Bagdad.

Otro grave problema añadido es resolver la grave situación existente en algunas zonas dentro del territorio reconocido como kurdo por Bagdad. Por ejemplo, en los alrededores de Zajo, Barzan, Hayi Omran y al sur de Erbil se ha realizado desde 1975 una intensa campaña de arabización, desplazando forzosamente a los campesinos kurdos y sustituyen-

dolos por otros de etnia árabe.

Cientos de aldeas y pueblos pequeños han sido literalmente arrasados por los bombardeos y los bulldozers, no dejando piedra sobre piedra. Sus habitantes, trasladados a «aldeas estratégicas» vigiladas por el Ejército, fueron los primeros en sumarse a la rebelión de marzo.

**EL PACTO DE ARGEL.—** Sobre Kirkuk, lo máximo que llegó a aceptar en 1974 Sadam fue que la ciudad tuviera una administración mixta dependiente de las autoridades iraquíes. Los kurdos no lo pudieron aceptar y, terminado el plazo del ultimátum, Sadam comenzó a negociar con el Sha de Irán el Pacto de Argel, de 1975, que supusieron la retirada del apoyo iraní a la rebelión, a cambio de concesiones territoriales. Después inició una ofensiva militar

en todos los frentes.

Derrotado Barzani, Sadam tuvo las manos libres para agudizar sus campañas de arabización, llegando a promocionar los matrimonios mixtos y a prohibir a los kurdos comprar pisos, suprimió el Ministerio del Norte, paralizó los proyectos culturales y educativos —como la Facultad de Estudios Kurdos—, implantó el árabe como única lengua posible en Kirkuk y eliminó de los libros de texto las referencias a la historia del Kurdistán.

Son demasiadas y graves heridas para cicatrizar, demasiadas deudas que Sadam debe saldar por su política anti-kurda y que harán difícil un acuerdo para solucionar definitivamente la «cuestión kurda» en Irak, sobre todo si la negociación no cuenta con la garantía de las potencias occidentales.



## Los quince puntos que deben ser actualizados

La interpretación de su contenido es fundamental para que haya un acuerdo definitivo entre los kurdos y Bagdad

● **1º: EL IDIOMA.**— Reconocimiento de la cooficialidad de la lengua kurda en las regiones de mayoría kurda.

● **2º: PARTICIPACION.**— Los kurdos deben participar en la Administración, incluidos ministerios y mandos militares.

● **3º: CULTURA.**— Medidas de desarrollo cultural y educativo contra el retraso cultural.

● **4º: POLICIA.**— En las provincias kurdas, los prefectos, mandos policiales y responsables

de la Seguridad serán kurdos.

● **5º: LIBERTADES.**— Libertad para mantener organizaciones independientes de estudiantes, mujeres y profesores.

● **6º: EMPLEOS.**— Los trabajadores civiles y militares que perdieron sus empleos por la guerra los deben recuperar.

● **7º: DESARROLLO.**— Creación de una comisión y presupuesto especiales para la promoción de la región kurda.

● **8º: REFUGIADOS.**— Los

refugiados podrán regresar a sus lugares de origen.

● **9º: AGRICULTURA.**— Aplicación de la reforma agraria y reparto de tierras a campesinos.

● **10º: CONSTITUCION.**— Reforma de la Constitución para recoger la existencia de dos naciones —kurda y árabe— y el idioma kurdo.

● **11º: ARMAS Y RADIO.**— Los kurdos deben entregar la radio y las armas pesadas.

● **12º: GOBIERNO.**— Uno

de los vicepresidentes de la República debe ser kurdo.

● **13º: PROVINCIAS.**— Las provincias serán modificadas en conformidad con el acuerdo de autonomía.

● **14º: PETROLEO.**— Coloca la elaboración del nuevo censo y el petróleo bajo dependencia del Gobierno.

● **15º: PARLAMENTO.**— El Kurdistán estará representado en el Parlamento en proporción a su población.

EL MUNDO 30 DE ABRIL DE 1991

## Soldados aliados avanzan 40 kilómetros dentro de Irak para ampliar la zona de seguridad kurda

*Los «peshmergas» aconsejan a los refugiados que no bajen de las montañas*

SANTIAGO AROCA  
ENVIADO ESPECIAL

**INCIRLIK.**— Fuerzas británicas y norteamericanas avanzaron ayer unos 40 kilómetros al este de Zajó en territorio del Kurdistán iraquí, en el primero de una serie de movimientos destinados a ampliar la zona de seguridad puesta a disposición de los refugiados kurdos.

Destacamentos de marines británicos y estadounidenses progresaron, siguiendo la línea fronteriza, sin encontrar resistencia de los iraquíes. Las fuerzas de Sadam Husein se replegaron hacia la ciudad de Al Amadiya, donde está acantonada una de las pocas divisiones de la Guardia Republicana que se salvó de la guerra.

**CONTROL ALIADO.**— Según la inteligencia militar aliada, los iraquíes cuentan en Al Amadiya con una división de tanques, otra de infantería y una brigada de caballería ligera. La intención de los norteamericanos es sacarles de allí, con lo que toda la zona fronteriza quedaría bajo control aliado.

Sólo entonces se iniciaría el repliegue de las fuerzas occidentales y los campamentos quedarían en manos de la ONU, tal y como la Comunidad Europea pidió ayer

lunes en el Consejo de Seguridad.

De todas formas, el proceso por el cual Naciones Unidas tomará el control de las operaciones ya ha comenzado. Fuerzas americanas izarán hoy la bandera de la ONU en el campo de asistencia de Zajó, adonde llegarán funcionarios de esta organización para colaborar en los esfuerzos de ayuda.

[Los cinco miembros permanentes del Consejo de Seguridad —Francia, Gran Bretaña, la URSS, EEUU y China— se reunieron ayer para analizar la situación de los refugiados y el papel de la ONU.

Los «Cinco Grandes» analizaron principalmente la idea de un nuevo acuerdo entre Naciones Unidas y

Bagdad para garantizar la protección de los kurdos, así como la propuesta británica de crear una policía de la ONU que actúe en el norte de Irak. Esta última iniciativa fue duramente criticada ayer por el Gobierno de Sadam Husein, que acusó a París y Londres de interferir en los asuntos internos iraquíes.]

**REGRESO MASIVO.**— En las últimas horas ha aumentado el número de naciones que participan en las operaciones de ayuda. Marines holandeses se han unido a las patrullas norteamericanas y se espera la llegada de un grupo de belgas. Ya operan, además de los citados,

canadienses, italianos, alemanes y franceses. Los paracaidistas españoles se incorporarán en breve.

Sin embargo, a pesar del impresionante despliegue internacional, los kurdos no bajan al campamento habitado para ellos en Zajó. El general norteamericano Jay Garner afirmó ayer que los refugiados deben iniciar mañana su regreso masivo a la zona de seguridad aliada en Zajó, pero los líderes de los clanes kurdos han pedido a su gente que no descienda a los valles, alegando que la amenaza iraquí no ha desaparecido.

La inmensa mayoría de los refugiados no da crédito al acuerdo de paz rubricado en Bagdad por Jalal Talabani y Sadam. Tan sólo unos centenares, la mayoría enfermos graves, se han subido a los helicópteros occidentales.

Los aliados, ayudados por tractores kurdos, tratan de explicar a los reticentes refugiados que realmente no existe un peligro iraquí y que la presencia de la ONU durará mucho tiempo, «tal y como ocurre en Chipre».

[Irak ha entregado a la Agencia Internacional de Energía Atómica (IAEA) una detallada lista con la localización de sus instalaciones nucleares, tal y como el Consejo de Seguridad de la ONU exigió en su resolución 687.]

### «Escasos progresos» de EEUU

Washington expresó ayer su intención de continuar con sus esfuerzos para hacer avanzar el proceso de paz en Oriente Medio, aunque reconoció que, hasta ahora, James Baker sólo ha conseguido «escasos progresos». Baker, que regresó a EEUU durante el pasado fin de semana después de su tercera gira diplomática por la región medio-oriental, se

entrevistará esta semana, probablemente mañana, con George Bush. «Continuamos deseando que ambas partes (Israel y los árabes) quieran la paz», declaró el portavoz de la Casa Blanca, Marlin Fitzwater, quien se negó a comentar el rechazo del primer ministro israelí, Isaac Shamir, a que se convoque una conferencia regional de paz.

# Un tribunal international pour Saddam Hussein

PAR ELIE WIESEL \*

**C**omment ne pas éprouver une profonde tristesse devant le sort des courageux combattants de la liberté kurde en Irak ? Pourquoi les avons-nous abandonnés ainsi ? Comment devons-nous interpréter la passivité des alliés devant leur lutte désespérée et tragique ? Comment se fait-il que Saddam Hussein ait été autorisé à massacrer les Kurdes en toute impunité ? La réponse n'est pas dans notre ignorance, nous ne pouvons la revendiquer. Nous savons parfaitement tout ce qui se passe là-bas.

Je respecte et j'admire le président Bush. Il a remarquablement su organiser la communauté internationale pendant la guerre pour la libération du Koweït, et je suis sûr de sa compassion face aux souffrances humaines ; alors pourquoi dans ces conditions n'a-t-il pas fait davantage pour sauver les Kurdes de l'humiliation, du massacre et de la mort ?

Que le crime soit nécessairement suivi d'un châtement n'a jamais été reconnu comme un axiome de conduite dans l'Histoire. Alors que peut-on faire face à des crimes qui, en raison de leur ampleur même, dépassent tout châtement possible. Ayant tué en la personne de son frère Abel la moitié de l'humanité, Caïn a évité tout châtement. La même attitude s'appliquerait-elle pour les responsables des génocides modernes ou moins modernes ? A Nuremberg en 1946, à Jérusalem dans les années soixante, des philosophes et des moralistes se sont posés cette question, hautement morale, sans arriver à la résoudre. Comment peut-on punir l'organisateur d'assassinat de dizaines de milliers voire de centaines de milliers d'être humains ?

Mais ceci n'est pas encore le problème auquel nous sommes confrontés. La question n'est pas de choisir une sentence équilibrée pour Saddam Hussein, mais bien de savoir s'il faut le traduire en justice, et si tel est le cas où et sous quelle forme.

Ma réponse est que Saddam Hussein et ses complices doivent répondre de leurs crimes.

Qu'est-ce qu'un crime contre l'humanité ? Un acte commis par un groupe d'hommes au pouvoir et qui ont mésusé de ce pouvoir en tuant systématiquement des civils sans défense et des enfants innocents, en incendiant des villes et des villages sans raison valable. Car il n'y a pas de raison valable pour mettre le feu à des puits de pétrole, ou pour assassiner brutalement des populations civiles inoffensives. Pour avoir massacré des milliers de ses concitoyens kurdes en usant des gaz de combat, avant la crise du Golfe, pour continuer aujourd'hui à les massacrer, pour avoir ensuite envahi l'émirat du Koweït, pour avoir mené une guerre totale contre ses habitants, leur avoir retiré le droit de vivre en paix, pour avoir envoyé des missiles contre des lieux d'habitation civile en Israël, pour avoir ordonné le désastre écologique le plus grave de toute l'histoire moderne, Saddam Hussein devrait passer en jugement devant un tribunal international et être accusé de crime contre l'humanité.

Ma position n'est pas motivée par une soif de vengeance. Je ne crois pas aux vertus de la vengeance, pas plus que je ne crois à la guerre. Je ne pense pas que les guerres puissent être glorieuses, encore moins saintes. La guerre

signifie la mort, et la mort est abominable. Toutefois certaines guerres sont moins abominables que d'autres. Aider les victimes d'une guerre à se défendre elles-mêmes est une attitude éthiquement recommandable. Mener la guerre contre un adversaire belliciste se justifie parfaitement moralement. Combattre les agressions, avec tous les moyens mis à notre disposition, peut être un acte de solidarité envers des victimes potentielles. A tout cela, je suis prêt à applaudir. Car je crois à la justice. Je veux que les enfants de mon fils se souviennent que des parlementaires dans mon pays, les Etats-Unis, ont choisi de considérer la guerre comme un crime, et l'assassinat comme une plaie ouverte dans l'honneur de l'humanité. Je veux que les enfants de mon fils se souviennent qu'à la fin du vingtième siècle, les membres du Sénat des Etats-Unis, unanimes, déclarèrent devant l'opinion mondiale que la réponse à la guerre n'est pas la complaisance et l'oubli des crimes, mais la justice et la compassion.

La Loi ne doit jamais être la victime de la guerre. Pourtant, dans l'Irak de Saddam Hussein, elle l'était. Comme les empereurs de la Rome antique, Saddam Hussein s'était placé au-dessus de la loi internationale. Une raison de plus pour laquelle il devrait être condamné par la communauté internationale.

L'histoire de la guerre ne finit pas avec la fin de cette guerre. Elle continue au-delà des combats, au-delà des morts, au-delà des assassinats. L'histoire de la guerre continue de nous atteindre dans le combat pour la sauvegarde de notre mémoire collective afin que nous tirions quelques leçons ; et c'est à nous et à nous seuls qu'elle peut être un message de moralité plutôt qu'un legs de haine et de malédictions.

Laissons l'Histoire garder le souvenir de notre détermination chaque fois qu'un agresseur lancera une guerre contre des peuples ou des pays sans défense et faisons en sorte que l'Histoire le conduise inexorablement devant un

**« Je veux que les enfants de mon fils se souviennent qu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les membres du Sénat des Etats-Unis, unanimes, déclarèrent devant l'opinion mondiale que la réponse à la guerre n'est pas la complaisance et l'oubli des crimes, mais la justice et la compassion. »**

tribunal international de justice. La nature de la sentence qui sera prise par ce tribunal n'a pas grande importance. L'avenir personnel du criminel n'aura que peu de poids dans l'affaire. Mais ce qui compte, c'est que soient exposés ses actes criminels. Ce qui compte, c'est que cet homme demeure dans les annales de l'Histoire comme un exemple de ce que des êtres humains conduits par le fanatisme ou l'ambition peuvent faire à d'autres êtres humains. Faisons donc en sorte que Saddam Hussein apparaisse devant ses juges et que la Mort elle-même soit repoussée dans l'ombre évanescence de sa duplicité honteuse.

\*Ecrivain, Prix Nobel de la paix

# Return Of Kurds To Begin En Masse

## Guerrilla Leader Says His Troops Won't Interfere

Compiled by Our Staff From Dispatches

ZAKHO, Iraq — Kurdish refugees are expected to start returning en masse to the allied security zone in northern Iraq on Wednesday, the U.S. commander of the operation said Monday.

The commander, Major General Jay M. Garner of the U.S. Army, made the announcement in Zakho after winning a pledge from a top Kurdish guerrilla commander that his men would not interfere with the repatriation.

American, French, British, Dutch and Canadian troops in the zone have prepared trucks, vehicle maintenance crews and medical teams to help the refugees return to

their homes in Zakho and neighboring villages, and to ensure that others reach a tent encampment on Zakho's outskirts.

"That should start in earnest in two days," General Garner said. "The trickle has already begun."

He said that refugees who were healthy and had transport of their own would make their own way down the mountains, and that the military would arrange transport for the others.

The United Nations will take its first step on Tuesday toward assuming control of the camps for Kurdish refugees being built by Western forces in northern Iraq, officials said.

A UN statement said the organization would send a humanitarian convoy from Turkey into Iraq on Tuesday morning "to establish a regular presence in northern Iraq."

At the UN headquarters in New York, the five permanent members of the Security Council considered a British proposal on Monday that the United Nations send a police force to guard Kurdish refugees in northern Iraq once allied troops leave.

But diplomats from the five nations — the United States, Britain, France, the Soviet Union and China — said a council resolution was not being considered at this stage.

The chief U.S. representative, Thomas R. Pickering, said the United States was "taking a positive look at this possibility as well as other possibilities."

Ideally, the Western allies would

like the UN envoy in the Gulf, Prince Sadruddin Aga Khan, to negotiate a larger UN presence — including lightly armed police to keep order — with Iraqi officials under an agreement already signed that calls for UN-administered humanitarian centers around the country.

President Turgut Ozal of Turkey called on Monday for a long-term Western military presence in northern Iraq, saying Iraqi Kurdish refugees would only return home with such a guarantee.

"If the allied powers do not maintain their presence in northern Iraq, the Iraqi Kurds will start running again as soon as they see an Iraqi soldier," Mr. Ozal told the Iranian press agency IRNA.

Mr. Ozal said that neither UN guarantees nor the agreement between the Iraqi government and Kurdish rebel leaders would be sufficient to persuade the Kurdish refugees to go back home from their squalid camps along the Turkish and Iranian borders.

"They will only return if they are protected by a powerful military force," he said.

Turkey on Monday lifted the restrictions on food exports to Iraq that were imposed last year in compliance with the UN trade embargo after Iraq's invasion of Kuwait.

General Garner and officers from the other coalition contingents met for 40 minutes with a top Kurdish guerrilla leader in the Zakho area on Monday, who

agreed to allied appeals that his men, who man several checkpoints on roads to Zakho, would not impede the return.

Allied troops drove the Kurdish commander, who gave a nominal de guerre of General Ali, and 11 other rebel leaders through Zakho to show that the town was cleared of the Iraqi military, U.S. sources said.

The rebel leaders were also flown by helicopter to the biggest Kurdish checkpoint, where General Ali instructed guerrillas not to stop returnees, U.S. sources said.

Allied officials were angered and dismayed Sunday when guerrillas at several checkpoints turned back refugees, including several sick women and children.

The guerrillas maintained that the town was unsafe, as 50 Iraqi policemen and suspected agents of President Saddam Hussein's secret police were still there.

"We asked them to come in and discuss the return of the people," General Garner said.

From 700,000 to 800,000 Kurds are living in makeshift camps in a mountainous crescent on Iraq's northern border with Turkey, where they fled from advancing Iraqi troops after an abortive uprising in March.

The allies are hoping for an orderly return so that aid facilities and the tent camp are not overwhelmed. (AFP, AP, Reuters)

THE NEW YORK TIMES INTERNATIONAL TUESDAY, APRIL 30, 1991

# U.S. MAY SEND MORE TO KURDS IN IRAN

## Private Relief Workers There Assert Conditions May Be Worse Than in Turkey

By MICHAEL WINES  
Special to The New York Times

WASHINGTON, April 29 — The White House said today that it was considering further direct shipments of aid to Kurdish refugees in Iran after the flight to Teheran on Saturday of an Air Force cargo plane loaded with blankets for people in Iranian refugee camps.

The announcement came as some private relief organizations said conditions may be worse among the 1 million Kurds in Iran and 500,000 more along the Iran-Iraq border than among Kurds in Turkey and northern Iraq, where coalition armies are building refugee camps and airlifting food.

A State Department official who in-

isted on anonymity said that the United States had little information on the status of Kurds in Iran, but that the Government believed it unlikely that conditions there were worse than in camps in Turkey.

A spokesman for the American Red Cross said that Kurdish refugees in Iran continue to suffer sporadic outbreaks of typhoid and widespread intestinal and respiratory illnesses linked to poor sanitation. The International Committee of the Red Cross, a Geneva-based umbrella organization, estimated last week that a third of the Kurdish refugees in or near Iran remained without shelter.

### Epidemics Seen as Likely

An American physician who returned on Friday from northern Iran said today that he believed that epidemics of lethal diseases would be very likely unless sanitation in Iranian refugee camps were rapidly improved.

Dr. David M. Reed, a Stamford, Conn. surgeon and public health expert who treated patients for a week at a camp of 20,000 refugees near the city of

Bakan, said: "There's no question that it's coming. Typhoid, cholera, and God help them if it's hepatitis."

"With improvements in sanitation that won't happen, but with the massive task ahead of the Iranians, I don't think they're going to get it done in time," he added. "I think it's a matter of time before disease takes off, based on the numbers of people and the fact that their immunity is down."

Dr. Reed, a volunteer with the private relief organization Americares,

## An American doctor predicts epidemics.

praised Iran's effort to assist the Kurds, but he said the Iranian Government had been overwhelmed by the exodus of refugees from Iraq. He called on Western nations to provide not only medicine and tents, but also civil and sanitation engineers to improve condi-

tions at Iran's 56 refugee camps:

#### Background Role for U.S.

A Bush Administration official said today that the United States was playing only a background role in assistance to Iran because it believed that European nations with established relations with Teheran could assist Kurdish refugees more efficiently and quickly than could the United States.

The United States is indirectly contributing to the Iranian relief effort by donating money to the United Nations High Commissioner for Refugees and to the International Red Cross. The White House said today that it recently sent an additional \$9 million to those organizations, which assist refugees in Iran, Turkey and Iraq.

The prospects for direct American aid to Iran rest on the Air Force's analysis of the first relief flight, which landed in Teheran on Saturday with 31,125 pounds of blankets donated by private relief agencies, said a State Department official, who spoke on condition of anonymity.

He said that flight appeared to have gone well, but that its crew had yet to prepare a formal report. Exchanges of messages with Iran about future American assistance, routed through Swiss intermediaries in Teheran, have gone smoothly, he said.

The International Committee of the Red Cross reported last week that it had sent 8,000 tons of supplies to Iran and was providing 80 tons food daily for refugees. The Red Cross also is establishing camps in Iran for 200,000 refugees who are still homeless.

Last weekend, the European Community pledged \$170 million in relief to the Kurds, \$119 million of it dedicated to Iran. Germany, Belgium and Canada have mounted large relief efforts, and private organizations in France and the United States have sent food, medicine and teams of doctors to Iranian camps. An Americares official, Steve Norman, estimated today that the group has sent 226 tons of medicine and food to Iran in five airlifts.

By comparison, the United States and other allied governments have sent 10,000 tons of supplies to Turkey in the last 23 days, the State Department said.

#### Assessments Difficult

Outside efforts to assess the dimensions of the refugee crisis in Iran are all the more difficult because Iran has no accurate accounting of the numbers of Kurds who have become sick or died during or after their flight from Iraq.

Dr. Reed said that his clinic, at a camp of 20,000 refugees, treated at least 300 patients daily for diarrhea, pneumonia, urinary tract infections and other illnesses related to exposure and poor sanitation. At least one person, usually a child, died at the camp each day, he said, and other seriously ill patients were sent to local hospitals.

But he said that the Bakan camp appeared to be among the better-organized in the area, and that those Kurds who survived the trek from Iraq to the camps were among the hardiest of the refugees. Camps of similar size have reported as many as 10 deaths and more than a thousand illnesses daily.

## Iraq Asserts Its Weakening Will Mean a Stronger Iran

By PAUL LEWIS

Special to The New York Times

BAGHDAD, Iraq, April 29 — With United Nations sanctions still in place two months after the end of the Persian Gulf war, senior Iraqi officials say the West should be concerned that Baghdad's weakening economic and military position will shift the regional balance in favor of Iran.

"Iran is more pragmatic in dealing with the outside world now, but its regional power aspirations have not changed," a senior Foreign Ministry official said.

Still, the internal changes that Iraq needs to make to improve relations with the West are certain to be resisted by many in the ruling Baath Party, officials here say.

The party will find it difficult politically to be open toward Israel, cooperate with American efforts in the region and soften its traditional militant pan-Arabism, which casts Iraq as the champion of poor Arabs against the rich gulf sheikhdoms.

#### Signs of Reappraisal

And there is widespread recognition among Iraqi policy makers that the United States and its allies are unlikely to be satisfied with anything short of an explicit commitment by the leadership to a new and more cooperative approach to Middle Eastern issues.

This has not come about. But there are signs that Iraq's leadership is reappraising its policies in light of the gulf war and the high priority it places on getting United Nations economic sanctions lifted.

President Saddam Hussein's decision last month to surrender the Prime Minister's post and give it to Saadun Hamadi, an American-educated Shiite Muslim, was widely seen as an effort to give the Government a more pragmatic image and distance it from his presidency.

At his first news conference as Prime Minister last week, Mr. Hamadi said a debate was under way in the Baathist leadership over the country's course. And he stressed that his priority was to comply full with the Security Council's terms for easing the sanctions.

#### Dependent on U.N. Council

That not only means surrendering Iraq's weapons of mass destruction and paying compensation to Kuwait, but also accepting the prospect of a long military embargo that will further weaken Iraq's armed forces.

Even the restoration of normal civilian trade with the outside world depends on the Security Council's being

satisfied with "the policies and practices of the Government of Iraq," a phrase that could mean almost anything.

While Iraq has begun complying with the Security Council's plans to destroy its most dangerous weapons, it is still unclear how much of its future oil income the Council will earmark for compensation payments.

Britain has suggested that this figure should be based on Iraq's past military spending, which by some estimates has run as high as 26 percent of the gross national product.

At the Foreign Ministry, officials expect the figure to be in the 15 to 20 percent range and stress the sizable finan-

## Baghdad focuses on winning the removal of the U.N. sanctions

cial burden that will place on a country that already has \$80 billion in foreign debts.

But a weakened Iraq, officials argue, will leave Iran as the dominant power in the region and give Baghdad a new interest in cooperative approaches to security questions.

#### Syria Cooling to Soviets

Syria, in the Iraqi view, accurately read the international scene, deciding that its alliance with the Soviet Union was becoming less valuable and that it needed more financial help from the oil-producing gulf states.

Iran, however, remains committed to extending its influence over Iraq's southern Shiite district in the view of Iraqi officials here. As the American armed forces pull out of the south, there is concern here that Iran will again push for influence in that region.

"Iran has changed on economic matters and in dealing with the West," a senior Iraqi official said. "But on regional questions it is still playing the same game, trying to export revolution to Iraq."

Internally, Iraqi officials hope that the Government's commitment to political reform this year will also help its relations with the West and speed the lifting of sanctions.

# Kurdish rebels told to clear way for refugees

## Food finally catching up to demand, Cheney says

Associated Press

ZAKHO, Iraq — Allied forces have demanded that Iraqi Kurdish guerrillas stop extorting money from Kurdish refugees and let them return home, senior U.S. officers said Monday.

The first Kurdish families arrived Monday in the U.S.-built camp outside Zakho, joining 576 Kurdish men already there. U.S. commanders said they expect refugees to start arriving in large numbers this week.

Since allied forces entered northern Iraq, some of the Kurdish guerrillas, known as pesh merga, have blocked the refugees' return out of fear for their safety. Others have used the opportunity to charge tolls, stopping the refugees at checkpoints and demanding payment for passing through.

Col. Jim Jones, the highest-ranking U.S. Marine Corps officer in northern Iraq, said U.S. patrols have been sent to some of the more notorious checkpoints "to tell them to knock that stuff off."

Meanwhile, Defense Secretary Dick Cheney said in Washington that the U.S.-led effort to aid Kurdish refugees has "turned the corner in terms of the food situation" after "saving the lives of perhaps thousands of people."

Cheney applauded the idea of the United Nations taking over the camps in northern Iraq. "Just as soon as possible," he said, "just as soon as we are confident that we can withdraw our forces from there, it is our urgent desire to do so."

Cheney quipped that the food supply was so much better in the area that "the Iraqi refugees are now rejecting MREs." That was a reference to Meals Ready to Eat, which often are spoken of in deprecating fashion by troops in the field.

Elaborating in a separate statement, the Pentagon said, "Some refugees, in some cases, are choosing bulk food over MREs, which suggests that they have confidence in the system and are not as desperate as they once were."

## RELIEF EFFORT

Here is information about allied participation in Operation Provide Comfort to bring relief to Kurdish refugees in Iraq and Turkey.

It is current as of April 27:

■ **Allied troops participating:**  
United States — 7,293 ground troops plus an estimated 3,000 troops aboard ships; Britain — 2,500; Netherlands: 400; France — 354; Germany — 196; Canada — 120; Italy — 74.

■ **Air-dropped supplies:**  
United States — 1,028 missions, 5,568 tons; Britain — 261 missions, 1,195 tons; Germany — 305 missions, 820 tons; France — 70 missions, 282 tons; Canada — 26 missions, 279 tons; Italy — 22 missions, 75 tons.

Source: U.S. military officials.

The United Nations said it was sending a convoy carrying personnel and supplies to Zakho today. But Turkish President Turgut Ozal said the United Nations could not provide enough protection for the camps. He called for a long-term Western military presence in Iraq.

Iraqi Information Minister Hamid Yusuf Hammadi denounced Western proposals for U.N. protection of Kurds as interfering in Iraq's domestic affairs. Hammadi's comments came as Iraq announced an extended amnesty for Kurdish rebels.

In southern Iraq, the U.S. Army airlifted about 640 more refugees to Saudi Arabia in an operation that is a prelude to the U.S. troops' own departure. The airlift is expected to take about a week.

Senior U.S. commanders said they hope to clear the Turkish border of primitive refugee camps by June 1. By then, water will be in short supply in the hills.

About 800,000 Kurds arrived at the Turkish border this month, fleeing President Saddam Hussein's postwar crackdown on their rebellion.

## Tents, yes : toilets, stoves and flashlights, no

Cox News Service

ZAKHO, Iraq — U.S. military personnel building a model refugee camp in northern Iraq rushed Monday to unspool a string of delays that have left the camp ill-prepared to absorb a tide of Kurds expected in the next few days.

Refugee families began arriving Monday. The movement comes as French doctors reported that cholera had broken out in crowded refugee camps in Turkey.

As of sundown at the camp near Zakho, there were only about eight functioning latrines for more than 1,000 blue-and-white family tents expected to hold several thousand people.

Trucks carrying 960 more prefabricated latrines had been promised to arrive at midday from Turkey. But U.S. officers said the shipment is stuck across the Turkish border in a line of several hundred aid trucks awaiting Turkish customs clearance.

Also trapped at the border were two large tank trucks needed to give the camp a ready source of water. There had been plans to pipe clean water to the camp from a nearby spring or river, but the water pumps and pipes have not arrived from Turkey.

There also are no portable cook stoves, flashlights or lanterns for the refugees.

Dayton Maxwell, the senior U.S. official of the civilian-run Office of Foreign Disaster Assistance, said a \$200,000 procurement order by the U.S. Agency for International Development had been countermanded by a military officer 400 miles away at a U.S. air base in Incirlik, Turkey.

Maxwell said the military had decided that the natural-gas cook stoves ordered for the camp were "too dangerous" and had vetoed flashlights and lanterns as a potential security threat.

"Human assistance efforts cannot be managed from locations remote from the site of the disaster management team," said an exasperated Maxwell. "I don't like to get second-guessed by people who haven't been here."

LE MONDE 30 avril 1991

Devant les réticences des réfugiés à regagner l'Irak

# Les alliés tentent d'obtenir davantage de garanties pour les Kurdes

Tandis que se multiplient les démarches diplomatiques visant à assurer une protection aux populations kurdes d'Irak et que sur le terrain les militaires occidentaux s'activent à la construction de camps, les réfugiés restent très circonspects à l'égard de ces initiatives, et la situation au Kurdistan irakien apparaît des plus confuses.

Des peshmergas (combattants kurdes) ont établi des points de contrôle à la frontière turco-irakienne et dissuadent les réfugiés de descendre des montagnes pour gagner les zones de protection alliées en Irak. Ils ont dressé des barrages sur la route principale qui mène à la région de Zakho, arrêtent les voitures, contrôlent les identités et interrogent les passagers.

« Ils n'ont pas envie de se trouver pris au piège une seconde fois », disait, samedi 27 avril, le colonel Michel Nielly, porte-parole militaire français, alors que seuls quatre cents réfugiés avaient rejoint Kasrok, à mi-chemin de la montagne et de Zakho et que les rebelles n'avaient autorisé que cinq à six camions à passer, après intervention de l'armée française.

L'armée américaine a entrepris samedi et dimanche de transférer par hélicoptères certains réfugiés vers le village de tentes installé près de Zakho. Il s'agit de quelques centaines de jeunes gens qui devraient aider à la construction d'autres installations d'accueil et convaincre leur famille d'y venir. « Si les alliés partaient, nous retournerions dans les montagnes », disait cependant l'un d'entre eux dimanche.

Le général britannique Andy Keeling, commandant des Royal Marines, a eu une entrevue en fin de

semaine avec des chefs des peshmergas, après que trois Kurdes eurent été blessés vendredi à Zakho lors d'un attentat à la grenade dont les habitants attribuent la responsabilité à des policiers irakiens en civil. « Nous espérons que les Américains et les Britanniques nous aideront afin que Zakho soit débarrassée de la police secrète. A cause d'elle les gens ne reviennent pas », a déclaré l'un des combattants.

Les responsables militaires alliés ont demandé aux peshmergas d'abandonner leurs armes et de ne pas se servir de la zone de sécurité comme d'un sanctuaire où stocker leur équipement. « Notre mission n'est pas de faire la police. Nous sommes ici pour fournir une assistance humanitaire aux Kurdes et pour les aider à rentrer chez eux », a toutefois déclaré le colonel Thompson, l'un des officiers britanniques. Plusieurs initiatives ont été prises ces derniers jours pour tenter de rassurer les Kurdes. Changeant leurs plans, les forces alliées ont plus que doublé la taille de la zone de sécurité initiale prévue pour abriter les réfugiés dans le nord de l'Irak et s'apprentent à construire un second camp. Samedi soir, une compagnie des British Royal Marines est partie de Zakho pour rejoindre la ville de Batoufla, distante de 30 km. A l'arrivée des Britanniques, une unité de la Garde républicaine a quitté les lieux, ont déclaré des officiers.

## Une force de police de l'ONU

De leur côté, les soldats américains de la 24<sup>e</sup> unité expéditionnaire de marine devraient se rendre à Amadiyah, située à 120 km à l'est de Zakho. C'est là qu'un second camp de réfugiés devrait être construit, a déclaré le colonel Jim Christophersen en reconnaissant que ce mouvement « double la taille de la zone de sécu-

rité », portant ses dimensions à 3 500 kilomètres carrés. Après avoir protesté contre la création d'une zone de sécurité dans le nord du pays, Bagdad avait obtempéré aux ordres des alliés quand ils avaient exigé la semaine dernière le retrait des forces armées irakiennes de Zakho.

Au plan diplomatique, les ministres des affaires étrangères des Douze réunis samedi et dimanche au Luxembourg ont approuvé deux initiatives de la France et de la Grande-Bretagne. Paris a demandé samedi une réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour examiner l'évolution de la situation après l'accord conclu la semaine dernière entre Bagdad et les dirigeants kurdes qui a été accueilli avec scepticisme en Occident. A propos de cet accord de principe, le vice-premier ministre irakien a déclaré samedi que la ville pétrolière de Kirkouk ne ferait pas partie de la région autonome kurde.

D'autre part le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a proposé l'envoi au Kurdistan d'une « force de police de l'ONU » qui ne serait munie que d'armes légères. Cette mesure ne nécessiterait pas de nouvelle résolution de l'ONU, a indiqué M. Hurd, en mentionnant le précédent de Chypre en 1974 où une telle force avait été dépêchée pour tenter de prévenir les incidents entre les deux communautés.

Un rapport publié à Genève par le bureau du coordinateur des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) estime à près de 1 500 000 le nombre des réfugiés kurdes en Iran et en Turquie. Sur les 1 020 000 réfugiés qui se trouvent en Iran, à peine le centième - 10 000 - selon le Haut commissariat pour les réfugiés - sont revenus dans leur pays. - (AFP, AP, Reuter.)